L'édition des samizdats politiques en République Démocratique allemande (1971-1990) : entre contournement de la censure et construction d'un espace politique.

Kevin Dagneau

Études germaniques (section CNU 12)

Sous la Direction de :

Pr. Sandro Landi – Université Bordeaux Montaigne

Pr. Stephan Martens – CY Cergy Paris Université

Présentée et soutenue publiquement le 14 février 2025.

Composition du jury :

Claire Demesmay – Chercheuse associée HDR – Centre Marc Bloch

Sandro Landi – Professeur – Université Bordeaux Montaigne

Stephan Martens – Professeur – CY Cergy Paris Université

Stéphanie Roussel – Professeure – Université de Bordeaux

Natali Stegmann – Professeure – Universität Regensburg

Edoardo Tortarolo – Professeur – Università del Piemonte Orientale

Remerciements :

Je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères à mes directeurs Sandro Landi et Stephan Martens, qui m'ont redonné de l'intérêt pour mon travail et ont redonné du sens à cette thèse. Je les remercie particulièrement pour les échanges passionnants que nous avons eus, pour leurs conseils toujours pertinents, pour l'intérêt qu'ils ont accordé à mon sujet, et enfin pour la qualité de nos rendez-vous qui se sont toujours déroulés dans la bonne humeur.

Je remercie également Mesdames Claire Demesmay, Stéphanie Roussel et Natali Stegmann ainsi que Monsieur Edoardo Tortarolo d'avoir accepté de participer au jury de cette thèse et pour l'intérêt qu'elles et ils porteront à ce travail. Les échanges qui auront lieu au cours de la soutenance seront aussi stimulants que bénéfiques pour compléter ce travail et avoir envie de l'approfondir.

J'adresse mes remerciements aux personnels de l'École doctorale, et tout particulièrement à Bernard Coly et Stéphanie Brossard, pour leur accompagnement, leurs conseils, mais aussi pour leur sympathie constante à mon égard et à l'égard de tous les doctorants. Je remercie également la direction actuelle et passée avec lesquelles j'ai pu échanger en toute confiance, de l'obtention de mon contrat doctoral à la soutenance.

Mes sincères remerciements vont aussi aux membres de mon comité de suivi, Françoise Sorel, Sylvie Barbeyron, Isabelle Bouchiba-Fochesato, Emmanuel Labarbe et Emmanuel Saint-Christophe. Ils ont été très attentifs à mon travail et ont démontré un intérêt constant pour ce dernier. Ils ont surtout joué leur rôle au moment où les choses n'allaient pas du tout, lorsque le changement d'encadrement de thèse a été nécessaire.

Je souhaite exprimer ma gratitude envers les personnels de la Robert-Havemann-Gesellschaft et des *Archiv Bürgerbewegung* de Leipzig qui m'ont si bien accompagné au cours de mes recherches, ainsi qu'aux personnes qui m'ont accordé leur temps et leur attention pour répondre à mes questions. Je pense tout particulièrement à Frank Ebert, Rainer Eppelmann, Christian Halbrock et Tina Krone.

Pour leur aide lors de la construction de la base de données, je remercie sincèrement Soufiane Rouissi et Emmanuel Labarbe. Un grand merci également à Anne-Marie Meyer et Teddy Auly pour leur aide précieuse pour l'élaboration des cartes et des graphiques. Pour leurs relectures précises et minutieuses, je remercie Büşra Dirik, Louise Schaller et Audrey Audebert.

Enfin, de manière plus personnelle, je souhaite remercier très sincèrement celles et ceux qui ont été des proches, des amis, des collègues, et qui m'ont tant soutenu dans toutes les étapes de ce travail. Il est difficile d'en faire une liste exhaustive mais je souhaite remercier Lucile Raimbeaux, Lionel Larré, Isabelle Bouchiba-Fochesato, Nathalie Jaëck, Joyce Gabus, Ana Stulic, Florence Chevrot, Noé Dunas, Maroussia Rochette, et peut-être encore une fois Sylvie Barbeyron et Teddy Auly.

L'édition des samizdats politiques en République Démocratique allemande (1971-1990) : entre contournement de la censure et construction d'un espace politique.

Le samizdat est un outil d'expression qui s'est développé en URSS dans les cercles de l'opposition politique au régime soviétique à partir des années 1930, en premier lieu pour permettre à des textes interdits de circuler en parallèle des circuits officiels contraints par la censure. Ils se présentent sous la forme de textes imprimés et copiés par des moyens artisanaux, qui sont reliés pour leur donner l'aspect de livres ou de brochures. Cette pratique s'est développée progressivement dans une grande partie du bloc soviétique jusqu'à prendre une ampleur considérable en RDA à partir des années 1980. Les historiens les ont classés selon plusieurs catégories : les samizdats artistiques, les samizdats politiques et les samizdats littéraires. Nos travaux se concentrent sur les samizdats politiques et donc sur des revues qui s'apparentent à des journaux, ou à des plates-formes de revendications politiques.

Il existe un nombre important d'exemplaires conservés dans les archives. Ils sont aujourd'hui l'une des traces visibles des actions politiques menées par les oppositions politiques malgré la répression et les contraintes posées par les règles de censure.

L'objet principal de nos travaux est d'étudier dans quelle mesure les oppositions se sont emparées des samizdats politiques comme un média de communication et de construction d'une force politique à l'échelle du territoire est-allemand, et à quel point cela a constitué un outil politique de poids pour y parvenir.

Nous abordons pour cela trois enjeux principaux :

Le premier consiste à resituer le samizdat est-allemand dans le contexte politique de la zone d'influence soviétique. Dans cette optique, une analyse des textes constitutionnels et des lois qui ont instauré une censure légale pour contrôler et réguler la circulation des textes et les productions journalistiques. Cela permet de déterminer quels sont les pays du bloc dans lesquels la censure est – du point de vue de la loi au moins – la plus dure et d'établir une comparaison sur l'espace politique qui nous intéresse, la RDA. Partant de ces éléments, il convient d'étudier la corrélation ou non entre le niveau de sévérité de la censure et l'ampleur de la production des samizdats dans les différents Etats du bloc.

Dans un second temps, la partie qui est au cœur de nos travaux a consisté en la création d'une base de données inédite, d'un répertoire des samizdats politiques ayant été produits et diffusés

en Allemagne de l'Est. Grâce à un important travail de recherche en archives, nous avons répertorié les exemplaires conservés dans les différents centres d'archives spécialisés en Allemagne, soit un corpus de 180 revues et 922 publications. Nous avons extrait de la base de données un certain nombre d'éléments d'analyse permettant d'établir les caractéristiques les plus saillantes de la production des samizdats politiques en RDA. Cette approche est inédite dans un état de l'art peu fourni sur le sujet de l'autoédition en RDA, contrairement à ce qui existe sur les autres espaces oppositionnels du bloc soviétique.

Enfin, dans le but de comprendre les raisons de l'utilisation des samizdats politiques dans de telles proportions par l'opposition est-allemande, nous avons tenté de dégager des réseaux d'influence. Ainsi, nous avons dégagé les facteurs exogènes (contexte politique local) ou endogènes (construction locale de l'opposition) pouvant expliquer le recours massif aux samizdats dans certaines régions, quand dans d'autres – pourtant elles-aussi marquées par l'activité oppositionnelle –, cet outil d'expression politique n'est que très peu utilisé.

Publishing political samizdats in the German Democratic Republic (1971-1990): between circumventing censorship and constructing a political space.

Samizdat is a means of expression that developed in the USSR in circles of political opposition to the Soviet regime from the 1930s onwards, primarily to enable banned texts to circulate alongside the official channels restricted by censorship. They took the form of texts printed and copied by hand, and bound to give the appearance of books or pamphlets. This practice developed gradually throughout much of the Soviet bloc, reaching considerable proportions in the GDR from the 1980s onwards. Historians have classified them into several categories: artistic samizdats, political samizdats and literary samizdats. Our work focuses on political samizdats, and therefore on magazines that are similar to newspapers, or platforms for political demands.

A large number of copies have been preserved in archives. Today, they are one of the visible traces of the political actions carried out by the political opposition despite the repression and constraints imposed by the rules of censorship.

The main aim of our work is to study the extent to which political samizdats have been used by the opposition as a means of communicating and building political strength in East Germany, and the extent to which they have been a powerful political tool for achieving this.

We are addressing three main issues:

The first is to place the East German samizdat in the political context of the Soviet zone of influence. From this perspective, an analysis of the constitutional texts and laws that established legal censorship to control and regulate the circulation of texts and journalistic productions. This makes it possible to determine in which countries of the bloc censorship is - at least from the point of view of the law - the hardest, and to draw a comparison with the political area of interest to us, the GDR. On the basis of these elements, it is necessary to study the correlation or otherwise between the level of severity of censorship and the scale of samizdat production in the various states of the bloc.

Secondly, the core part of our work consisted in the creation of an unpublished database, a directory of political samizdats produced and distributed in East Germany. Thanks to extensive archival research, we have listed the copies held in the various specialist archive centres in Germany, representing a corpus of 180 journals and 922 publications. From the database we

have extracted a number of analytical elements that enable us to establish the most salient features of the production of political samizdats in the GDR. This approach is unprecedented in a state of the art that is sparse on the subject of self-publishing in the GDR, unlike what exists on the other oppositional spaces of the Soviet bloc.

Finally, in order to understand the reasons for the use of political samizdats to such an extent by the East German opposition, we attempted to identify networks of influence. In this way, we have identified the exogenous factors (local political context) or endogenous factors (local construction of the opposition) that may explain the massive use of samizdats in certain regions, while in others - also marked by opposition activity - this tool of political expression is used very little.

I. Table des matières

INTRODUCTION **13**

I. DÉFINITIONS **15**

A. Le samizdat : origine et définition 15
B. Pratiques de la clandestinité et de la semi-clandestinité en faveur d'une culture alternative 16
C. Définition d'une typologie par les chercheurs 18
D. Les mouvements d'opposition de la *Basisbewegung* 19

II. ENJEUX DES TRAVAUX **25**

A. Créer un répertoire de recensement des revues politiques 26
B. Définir une nouvelle typologie des samizdats politiques 27
C. Situer le samizdat politique de RDA dans le contexte politique du bloc d'influence soviétique 28
D. Définir l'espace public disponible en RDA 29
E. Traiter le samizdat comme un outil politique et non seulement comme un symbole d'héroïsme 30
F. Dégager des réseaux d'influence sur le territoire à partir de la production des samizdats politiques 31

III. MÉTHODOLOGIE ET ÉTAT DE LA RECHERCHE **32**

PARTIE I - LE SAMIZDAT DANS L'ESPACE SOVIÉTIQUE : UN MOYEN D'EXPRESSION DES RÉSEAUX ALTERNATIFS DE L'OPPOSITION POLITIQUE DANS UN CONTEXTE DE CENSURE LÉGALE **37**

I. LIBERTÉ D'EXPRESSION ET CENSURE DANS L'ESPACE SOVIÉTIQUE : MISE EN PLACE ET APPLICATION D'UNE CENSURE LÉGALE **43**

A. Un cadre établi par le Droit international 43
1. La Charte des droits de l'homme comme texte de référence pour les membres des Nations Unies ... 43
2. Le cas-limite de la RDA : le Traité fondamental et ses conséquences 48
B. La liberté d'expression dans les Constitutions des Pays du Pacte de Varsovie 51
1. L'URSS 52
2. La Tchécoslovaquie 56
3. La Pologne 60
4. La Hongrie 64
5. La République Démocratique allemande 68

II. MISE EN APPLICATION DE LA CENSURE DANS L'ESPACE SOVIÉTIQUE : UN SYSTÈME STANDARDISÉ ? 76

A. Le modèle de l'URSS 79
1. L'instauration d'un système strict 79
2. Le Glavlit, appareil principal de la censure en URSS 82
a) Le Glavlit et son action en URSS 82
b) Les antennes locales du Glavlit, l'exemple des pays baltes 84
3. Tentative de définition du processus de censure des textes en URSS 88
B. La censure dans les États du Pacte de Varsovie : les exemples de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie 93
1. Variations de l'application de la censure 94
a) Les multiples strates de la censure tchécoslovaque 95
b) La Pologne : un système de censure instable 99
2. L'encadrement de l'activité de la presse et des médias 108

III. LE CAS DE LA RDA : ENTRE CONTRÔLE STRICT ET MARGES DE TOLÉRANCE **116**

A. Organisation et désorganisation de l'administration chargée de la censure 118

1. De l'état d'exception à la création d'une administration dédiée à l'édition (1945-1956) 118
2. Stabilisation progressive des organes de censure au sein du Ministère de la Culture (1956-1990) .. 125
3. Fondements légaux de la répression 136
B. LES SAMIZDATS ET LA CENSURE 140
1. Entre marges de tolérance et stratégies de contournement 142
a) Les Églises, « refuge » de l'opposition politique 142
b) Des stratégies pour éviter la répression 147
2. Des actions pour court-circuiter les auteurs de samizdats 149
a) La piste privilégiée de la négociation avec les autorités religieuses 150
b) L'arrestation des membres de l'IFM 153
c) Les tentatives d'intimidation et de déstabilisation 157
3. Une surveillance intensive mais une réaction tardive des autorités 162

IV. SPÉCIFICITÉS ET RESSEMBLANCES DES SAMIZDATS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES DANS LES DIFFÉRENTS PAYS DU BLOC SOVIÉTIQUE 173

A. LES SAMIZDATS EN URSS 181
1. Quantification des samizdats édités en URSS 181
2. Le samizdat russe, un modèle pour l'opposition du bloc 184
3. Des particularités locales : l'exemple des pays baltes 189
B. LES PAYS D'EUROPE CENTRALE 194
1. La Tchécoslovaquie et le samizdat « de collection » 194
2. L'autoédition clandestine en Pologne : un « second circuit » structuré et influent 199
3. Le samizdat hongrois : une littérature « tolérable » 206
C. LE SAMIZDAT DE RDA : QUELS POINTS COMMUNS ? QUELLES SPÉCIFICITÉS ? 212
1. Les samizdats littéraires comme précurseurs ? 212
2. Un samizdat inspiré des autres oppositions ? 215
3. Le réseau transnational des opposants comme catalyseur 219

PARTIE II - ETUDE QUANTITATIVE : CRÉATION D'UN RÉPERTOIRE DES SAMIZDATS POLITIQUES POUR ÉTABLIR UN ÉTAT DES LIEUX. 225

I. METHODE ET ENJEUX DE LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE BASE DE DONNEES 226

A. TRAVAUX ANTÉRIEURS 226
B. COLLECTE DES DOCUMENTS ET DES TEMOIGNAGES 229
C. METHODE ET ENJEUX DE LA COLLECTE DES DONNEES. 231
1. Recenser des publications 232
2. Dater les publications 235
3. Etablir une typologie 236
4. Trouver les lieux de production 239
5. Déterminer les thématiques abordées 240
6. Identifier les auteurs et les groupes d'édition 242
7. Identifier les moyens techniques mobilisés 244

II. ANALYSE QUANTITATIVE ISSUE DE L'EXTRACTION DES DONNEES. 245

A. EVOLUTION DU NOMBRE DE PUBLICATIONS ENTRE 1971 ET 1990 : UNE ACTIVITE AUTO-EDITORIALE QUI SE RENFORCE EN REACTION A L'ACTUALITE ? 246
1. Mise en circulation des samizdats politiques 246
2. Nombre de publications 250
a) 1971-1979 : les débuts du samizdat politique. 254
b) 1980-1983 : première augmentation du nombre de publications grâce à la mobilisation des Églises 254
c) 1984-1986 : l'essor du samizdat politique, un média réactif à l'actualité 256

d) 1987-1989 : L'apogée du samizdat comme contre-pouvoir médiatique 259
. 273
e) Décembre 1989 – décembre 1990 : la fin progressive du samizdat politique 273
B. LOCALISATION DES PUBLICATIONS SAMIZDATS (1972-1990) 276
1. Distribution géographique des publications éditées entre 1971 et 1990. 277
2. Typologie des villes dans lesquelles les samizdats sont produits. 280
3. Distribution géographique des publications au cours des quatre périodes définies. 284
a) Distribution géographique des publications entre 1971 et 1979 : premières initiatives 284
b) Distribution géographique des publications entre 1980 et 1983 : le samizdat, un outil de communication porté par les Églises 285
c) Distribution géographique des publications entre 1984 et 1986 : renforcement du réseau des Églises et arrivée des groupes politiques autonomes dans le paysage de l'autoédition 288
d) 1987-1989 : la structuration du réseau politique d'opposition comme moteur de l'augmentation du nombre de publication sur le territoire 292
e) Distribution géographique des publications de l'année 1990 297
C. TYPOLOGIE DES PUBLICATIONS 300
1. Définition d'une typologie 300
2. Distribution des types de publications entre 1972 et 1990. 306
3. Distribution géographique par type de publications 311
a) Distribution géographique des journaux d'information et d'argumentation 311
b) Distribution géographique des revues de communication interne du réseau de l'opposition 314
c) Distribution géographique des revues de documentation 317
d) Distribution géographique des dossiers thématiques. 320
D. DISTRIBUTION THÉMATIQUE DES PUBLICATIONS 323
1. Distribution thématique des samizdats politiques édités entre 1971 et 1990 324
a) Distribution thématique entre 1971 et 1979 : des premières publications tournées vers les préoccupations des Églises et l'expérience carcérale 328
b) 1980-1983 : le samizdat politique au cœur de l'engagement pour l'écologie 331
c) 1984-1986 : L'arrivée des revues généralistes 333
d) 1987-1989 : une grande diversité thématique complémentaire des revues généralistes 336
e) Décembre 1989-décembre 1990 : une volonté de professionnalisation des revues généralistes 343
2. Les thématiques abordées dans chaque type de publications : 347
a) Les journaux d'information et d'argumentation 348
b) Les revues de communication interne du réseau de l'opposition 351
c) Les revues de documentation 356
d) Les dossiers thématiques 362

III. OUTILS ET CONDITIONS DE CONCEPTION DES SAMIZDATS POLITIQUES 367

A. DES DIFFICULTES A TROUVER DU MATERIEL ET DES ESPACES DE TRAVAIL 368
B. DES EVOLUTIONS TECHNIQUES INFLUENCEES PAR LE CONTEXTE POLITIQUE ET LES MOYENS DE L'OPPOSITION 377
1. Les débuts du samizdat : des moyens limités et concentrés dans les Églises évangéliques 379
a) Des premiers samizdats à la machine à écrire, reproduits par des duplicateurs à stencils 379
b) L'arrivée des duplicateurs à alcool « Ormig » 383
2. En dehors des Églises, des conditions plus précaires et des progrès techniques plus tardifs et favorisés par l'influence du réseau politique. 387
a) Les samizdats clandestins édités dans des conditions précaires 387
b) Les conditions matérielles quasi-professionnelles des Radix-Blätter contrastent avec celles d'autres revues 389
c) L'amélioration générale des conditions matérielles grâce à l'échec de la répression 392
3. L'arrivée des ordinateurs et des imprimantes 395

PARTIE III - LE SAMIZDAT POLITIQUE SUR LE TERRITOIRE DE RDA : DES DYNAMIQUES POLITIQUES TERRITORIALES ET LOCALES FONDATRICES DE LA STRUCTURATION DU RÉSEAU DE L'OPPOSITION 403

I. LE SAMIZDAT BERLINOIS : UN DEVELOPPEMENT RYTHME PAR LES RELATIONS ENTRE LES ÉGLISES ET LES GROUPES DE BASE 407

A. L'OPPOSITION BERLINOISE A LA RECHERCHE D'ESPACES DE CONSTRUCTION DE LEUR ACTIVITE POLITIQUE 407

1. La Samaritergemeinde : premières initiatives en faveur d'une Églises engagée aux côtés de l'opposition politique 410

a) Les Bluesmessen et la création d'un nouvel espace alternatif pour la jeunesse berlinoise 410

b) Une mobilisation qui continue de se développer malgré l'arrêt progressif des Bluesmessen 414

c) Les Bluesmessen, la Samaritergemeinde et les samizdats politiques 421

2. La Umwelt-Bibliothek et l'Église de Sion, plaques tournantes de l'opposition et de l'autoédition à Berlin-Est 427

a) Création d'une bibliothèque alternative 427

b) Un lieu central et autonome de la contre-culture à Berlin-Est 430

c) La plus grande imprimerie semi-clandestine de Berlin-Est 434

3. La Kirche von Unten : un espace religieux et politique alternatif dans un contexte de réforme des institutions religieuses 438

a) Une volonté de continuité des Bluesmessen et du Offene Arbeit 438

b) Solidarische Kirche : les prémices des Églises alternatives ? 440

c) Kirchentag von Unten et création de la Kirche von Unten 444

B. ACTIVITE POLITIQUE ET EDITORIALE 454

1. Impact du contexte politique sur les publications samizdats 454

2. Un nombre croissant de groupes d'édition 456

3. Les thématiques abordées dans les samizdats politiques berlinois 461

II. LEIPZIG, WITTENBERG ET HALLE/SAALE : LE SAMIZDAT POLITIQUE COMME MEDIA DE LA MOBILISATION ECOLOGISTE 467

A. WITTENBERG, LIEU DE NAISSANCE DE « *SCHWERTER ZU PFLUGSCHAREN* » ET D'ECLOSION DU RESEAU PACIFISTE 469

1. La situation écologique de la région comme motif de mobilisation 470

a) La stabilité économique aux détriments de la politique environnementale 470

b) Le rôle fédérateur du Kirchliches Forschungsheim de Wittenberg et des paroisses de la région en faveur du mouvement écologiste 475

c) La politisation du mouvement écologiste à Leipzig 479

B. HALLE/SAALE : MEME SITUATION ECOLOGIQUE, MEMES CONSEQUENCES ? 484

C. LES SAMIZDATS POLITIQUES A LEIPZIG, WITTENBERG ET HALLE/SAALE : MEMES TRAJECTOIRES ? 489

1. Développement de l'autoédition à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale 489

2. Des centres d'intérêt communs 492

a) Les thématiques dans les samizdats de Leipzig 492

b) Les thématiques dans les samizdats de Wittenberg 496

c) Les thématiques dans les samizdats de Halle/Saale 499

III. LA POLITISATION DE LA JEUNESSE, FACTEUR ESSENTIEL DE LA CONSTRUCTION DES RÉSEAUX POLITIQUES ET ÉDITORIAUX. 504

A. IENA : UNE JEUNESSE MILITANTE QUI INFLUENCE DURABLEMENT LE RESEAU POLITIQUE 505

1. Roland Jahn et Matthias Domaschk, symboles d'une jeunesse particulièrement politisée. 505

2. La répression comme seule réponse de l'État 507

3. Le samizdat politique lénois, évolution et orientations thématiques 510

a) Une montée en puissance tardive 510

b) Un outil politique pour mettre en avant les préoccupations de la jeunesse 516

B. L'EDUCATION DE LA JEUNESSE PROTESTANTE COMME CATALYSEUR DE LA POLITISATION DE LA JEUNESSE : L'INFLUENCE DU *KOS NAUMBURG* SUR L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE 519

1. Le KOS Naumburg, l'école des opposants 519

2. Le samizdat, reflet de l'activité politique du KOS ? 524

IV. QUELLES DYNAMIQUES EN DEHORS DE CES RESEAUX GEOGRAPHIQUES ET POLITIQUES ? 529

A. LE SAMIZDAT POLITIQUE COMME RELAI DE L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL DES PAROISSES DE MAGDEBOURG 530
B. SCHWERIN : UN RESEAU LOCAL STRUCTURE PAR LES ÉGLISES ET PAR LE RESEAU NATIONAL DES OPPOSANTS 534
C. LE SAMIZDAT POLITIQUE DANS LES VILLES MOYENNES ET PETITES 539

CONCLUSION 544

BIBLIOGRAPHIE 556

ANNEXES 569

INTRODUCTION

« Une parole de vérité pèse plus que le monde entier ». C'est avec cette phrase qu'Alexandre Soljenitsyne clôt son discours lors de la cérémonie de remise du prix Nobel[1], qu'il a obtenu pour l'ensemble de son œuvre, et peut-être plus particulièrement pour le samizdat le plus connu du monde, *L'Archipel du Goulag*.

En URSS, sous un régime qui a contrôlé les discours et bridé les paroles critiques, les artistes et les écrivains se sont posés comme les combattants de la vérité, et donc de la liberté. Pour les opposants communistes, les mots sont des armes redoutables et redoutées. Pour Lew Kopelew, opposant est-allemand déchu de sa nationalité est-allemande en 1981 et envoyé en RFA au même moment, « les armes les plus importantes, les meilleures, sont les mots libres - les mots de la vérité inconditionnelle - de la glasnost critique qui pénètre tout. On ne doit jamais ni nulle part baisser ces armes »[2]. Les mots comme des armes, c'est aussi la conception que les auteurs des samizdats est-allemands défendent. C'est en tout cas ce que montre la Une[3] d'un numéro de décembre 1987 de la revue *Grenzfall* sur laquelle figure une caricature montrant un homme, armé d'une ronéotypeuse, qui repousse l'assaut d'un groupe de représentants de la *Stasi*, de la *Nationale Volksarmee* [armée populaire nationale] et de la *Volkspolizei* [police du peuple] à l'aide de feuilles de papier envoyées par la machine de reprographie.

Dans le sillage des oppositions d'URSS et des pays du Pacte de Varsovie, l'opposition est-allemande s'est emparée du samizdat pour en faire un outil de lutte contre la désinformation et contre les restrictions de la liberté d'expression et des libertés artistiques. Il a aussi été un outil de communication efficace entre les groupes d'opposition et entre les opposants, favorisant la construction d'un réseau politique et d'espaces alternatifs - d'une « culture *underground* ».

L'enjeu de ces travaux sera en premier lieu de situer le samizdat est-allemand dans le paysage politique de l'espace soviétique. Afin de mieux comprendre comment et pourquoi le samizdat politique s'est développé dans des proportions importantes en RDA, nous tenterons de dégager les zones grises qui lui ont permis d'exister puis d'atteindre progressivement l'espace public. Une étude quantitative approfondie permettra de dessiner les contours d'une opposition qui n'a eu de cesse de se développer tant dans les idées que dans l'intensité de ses actions, jusqu'à la « révolution pacifiste » de 1989. Le samizdat est la trace écrite la plus

[1] Alexandre SOLJENITSYNE, « LE CRI. Le discours du prix Nobel », dans : *L'EXPRESS*, n°1104, 4-11, Paris, septembre 1972, p. 73.
[2] Ralf HIRSCH, Lew KOPELEW, *Grenzfall, vollständiger Nachdruck aller in der DDR erschienen Ausgaben (1986/87), erstes unabhängiges Periodikum*, Selbstverlag, Kösel GmbH & Co., Berlin, Kempten, 1989, p. V.
[3] *Grenzfall* Nr. 11-12/1987, RHG PS 047/15, p.1, reproduit dans : *Ibid., p. 135.*

indélébile de l'évolution de cette opposition plurielle et hétérogène dans sa quête de conquête d'espaces de libertés.

I. Définitions

A. Le samizdat : origine et définition

Les premiers écrits clandestins qui circulent en Union soviétique et que l'on peut assimiler à des samizdats sont apparus juste après la guerre, sous le régime de Staline. Cela peut paraître assez surprenant dans la mesure où cette période est réputée comme étant la plus répressive, ce à quoi la littérature n'échappe pas. Pourtant, les premiers écrits ont été recensés à Moscou, dans le milieu étudiant, alors que des poèmes dactylographiés et surtout anonymes circulent de la main à la main. Les premières circulations de textes clandestins sont avant tout effectuées pour des textes d'auteurs interdits, qu'on ne voulait pas laisser tomber dans l'oubli. A ce stade, il ne s'agit pas de produire des textes, encore moins des textes critiques, tant la répression est forte et la manœuvre risquée. Avant cela, il existait déjà une pratique de circulation orale des textes interdits, en particulier des poèmes. La première version du samizdat est donc orale. Mais la pratique du samizdat se généralise plus tard, après la mort de Staline, quand la pratique devient moins dangereuse, bien que la répression soit toujours active et que la détention de textes qui n'ont pas été visés par la censure soit passible de peines de prison pouvant atteindre 7 ans.

L'utilisation initiale du terme "Samizdat" pour qualifier les publications clandestines remonte à 1952 où on trouve une première publication intitulée *Samizdat* par Nikolai Glaskow[4]. Le poète russe écrit, imprime et relie lui-même un recueil de ses poèmes pour lequel il n'a pas d'autorisation de publication. Dans un premier temps, il intitule son recueil *Sam-sebja-isdat* [édité pour soi-même]. Plus tard, il lui donnera le nom de "Samizdat" [autoédition / édité à compte d'auteur], contraction de l'expression russe, et allusion ironique à l'habitude des soviétiques de raccourcir les mots, ce qu'Orwell appelait le "newspeak" dans *1984*. Cette dénomination est aussi politique puisqu'elle s'oppose à "Gosizdat", à savoir l'édition autorisée par l'État. La diffusion de ce type de documents, qui n'ont pas été soumis au contrôle étatique, n'est pas autorisée. C'est pourquoi Nikolai Glaskow diffuse son recueil de manière privée, bien que ses poèmes ne soient pas à proprement parler politiques, tant par le fond que par la forme. L'acte en lui-même, en revanche, est clairement politique. Il n'est pas le premier à utiliser cette

[4] Ann KOMAROMI, « The material existence of Soviet Samizdat », dans : *Slavic Review*, Vol. 63, n°3, Cambridge University Press, 2004, p. 598.

forme de publication clandestine, mais c'est bien lui qui lui donne cette dénomination. Celle-ci va ensuite se populariser dans les années 1960 sous cette forme et sous cette dénomination. C'est surtout vrai à l'intérieur du bloc de l'Est où les samizdats vont devenir une nouvelle forme d'expression de l'opposition et seront diffusés massivement. Cette appellation fait référence à une pratique de l'écrit artisanale, réalisée en marge des cadres autorisés par les autorités. Elle se matérialise par la production de feuillets de quelques pages, brochées à la main ou avec des moyens primaires. C'est parfois une revue, ou une version longue d'un tract, et d'autres fois c'est une reproduction d'un livre mis en page et relié de manière artisanale. Le contenu peut être revendicatif, littéraire ou artistique. La pratique est nécessairement politique puisqu'elle défie les interdits liés à la limitation de la liberté d'expression, d'information et d'opinion. Elle est un moyen de créer ses propres espaces de liberté par l'intermédiaire des textes.

Par endroit, le terme *samizdat* n'est pas systématiquement adopté. Même si la pratique de l'autoédition clandestine existe dans de nombreux pays de l'espace soviétique, les publications ne sont pas toutes couramment appelées samizdats. En Pologne, on parle par exemple de « second circuit ». En RDA, on parle de *Untergrundliteratur* [littérature *underground*] ou simplement de *Zeitschriften* [revues] pour les samizdats politiques. Nous verrons par ailleurs que le terme *samizdat* est connu en RDA, mais qu'il fait plutôt référence à de la littérature, puisque c'est la pratique la plus courante en URSS et dans la plupart des pays voisins.

B. Pratiques de la clandestinité et de la semi-clandestinité en faveur d'une culture alternative

En URSS comme ailleurs, de nombreux moyens sont utilisés pour diffuser ces textes interdits. La pratique la plus répandue pour ce qui concerne les samizdats consiste à recopier les textes en intégralité à l'aide d'une machine à écrire. L'exercice est fastidieux et demande beaucoup de temps. En fonction des effectifs du groupe d'opposition, il est difficile d'en réaliser plusieurs dans des temps réduits. De plus, cette pratique induit forcément des erreurs de recopiage, des coquilles, en plus ou moins grande quantité en fonction de la personne qui s'en charge et de son niveau de maitrise de la langue. Le samizdat porte donc de nombreuses traces de corrections, de bavures d'encre ou d'erreurs techniques diverses. C'est aussi ce qui caractérise cet objet et qui interroge parfois sur la fidélité du samizdat avec la version originale du texte. Le lecteur doit donc faire toute confiance au rédacteur. Enfin, comme les moyens manquent, le papier est fin et ne permet pas toujours une impression lisible. Les exemplaires ne

sont donc pas tous de bonne qualité et ne peuvent donc pas tous être diffusés. S'ils le sont, ils se détériorent rapidement et ne circulent pas bien longtemps.

Une autre méthode ayant été beaucoup utilisée est la photographie. Dans ce cas, l'opposant ou le groupe d'opposition photographie l'intégralité d'un ouvrage et l'imprime sur papier photo. Ce type de papier est plus cher, donc le samizdat est produit en un nombre plus réduit d'exemplaires. En revanche, il résiste mieux au temps et aux passages de mains en mains pour assurer sa circulation dans les cercles de l'opposition.

La photocopie a elle aussi été utilisée, mais de manière plus marginale, notamment en URSS. Les photocopieuses sont des appareils qu'il est difficile de se procurer, en particulier pour des groupes clandestins. Dans les pays qui distribuent des licences et du matériel d'impression qui y est associé, les éditeurs disposent de photocopieurs. En revanche, leur utilisation est très réglementée et il est risqué de détourner leur usage pour produire des samizdats tant les contrôles peuvent être strictes.

Enfin, un dernier procédé ne passe pas par l'écrit. En effet, un moyen répandu de diffuser des textes interdits a reposé sur l'enregistrement audio de textes en intégralité. Pour cela, les opposants s'enregistrent pendant la lecture d'un texte à l'aide d'un magnétophone et l'œuvre est ensuite diffusée par l'intermédiaire de cassettes audio. Dans ce cas, on appelle ces cassettes des *magnitizdats*. Ce procédé est également utilisé pour enregistrer des concerts ou des émissions de radio dont la diffusion n'est pas autorisée.

Enfin, un dernier mode de circulation des textes que nous voulons évoquer est celui des *tamizdats.* Il s'agit alors de textes clandestins qui sont passés à l'étranger pour être traduits dans d'autres langues et diffusés en dehors de l'espace soviétique. La circulation des textes à grande échelle peut permettre à ces derniers de revenir dans l'espace soviétique et d'y être à nouveau diffusés comme des samizdats.

Toutes ces pratiques permettent la création de ce que les chercheurs ont qualifié de contre-espaces publiques [*Gegenöffentlichkeit*], d'espaces publics de substitution [*Ersatzöffentlichkeit*] ou encore de « second espace public » [z*weite Öffentlichkeit*][5]. Mais contrairement à un raccourci qui serait facile à faire, il ne faut partir du postulat que cela se fait exclusivement dans la clandestinité. En effet, même si cela fluctue au gré des cours politiques dictés par le Parti communiste de l'Union soviétique, il existe en Union soviétique des marges de manœuvre, des espaces de libertés - des « zones grises » - qui permettent à l'opposition, en jouant avec les limites de la légalité, d'évoluer, d'exister et d'être active. Ces espaces sont plus

[5] Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat. Publications clandestines et autoédition en Europe centrale et orientale (années 1950-1990)*, Paris, Éditions nouveau monde, 2023, p. 13.

ou moins ténus par endroits et en fonction des années, mais lorsque les zones grises existent, nous parlerons plutôt de « semi-clandestinité ». La distinction entre clandestinité et semi-clandestinité sera un aspect important de ce travail, car c'est un facteur qui peut expliquer la capacité des oppositions à se développer et à faire circuler leurs samizdats.

C. Définition d'une typologie par les chercheurs

Dans les travaux portant sur les samizdats, quelle que soit leur lieu de publication, les chercheurs semblent s'accorder pour dire qu'il existe plusieurs catégories de samizdats. Celle qui est la plus répandue dans l'ensemble de l'espace soviétique, et qui est aussi la plus étudiée, et celle des samizdats littéraires. Elle renvoie à l'utilisation originelle du procédé, à savoir la publication de textes littéraires, soit par des auteurs pour leurs propres comptes, soit par des opposants qui souhaitent reproduire des œuvres intégrales d'auteurs censurés. Il peut également s'agir de revues littéraires qui portent le plus souvent sur du commentaire d'ouvrage de ces mêmes auteurs interdits. Le lecteur visé est alors un lecteur averti, cultivé, mais qui ne fait pas nécessairement partie d'une élite intellectuelle car il faut tenir compte du fait qu'il existe alors une un fort niveau d'accès à la littérature – au moins à celle qui est autorisée – pour tous les publics. Pour ce qui s'applique à la RDA, les chercheurs parlent plutôt de « samizdat culturel » [*Kultureller Samisdat*][6].

Une deuxième est celle des samizdats artistiques que l'on peut définir comme des revues d'artistes publiées dans des ateliers privés. On y trouve le plus souvent des photographies, ou encore des collages. Il est un autre pendant du développement des scènes artistiques alternatives, là où on donne des concerts de musiques interdites (punk, rock, blues…) rediffusés ensuite dans les magnitizdats[7], ou encore où on donne des représentations de pièces de théâtre interdites. Elles peuvent aussi être des compilations de paroles de chansons que l'on distribue dans les concerts des scènes *underground*[8]. De ce point de vue, elles sont complémentaires des magnitizdats. Contrairement au samizdat littéraire, les textes en lien avec la musique circulent davantage à l'attention de la jeunesse et de cercles politiques plus marginaux, et non à l'attention d'une élite.

[6] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit. Politischer Samisdat in der DDR 1985-1989*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft e.V, 2002, p. 45.
[7] Sur le sujet, appliqué à la RDA, voir Ronald GALENZA, Heinz HAVEMEISTER (Dir.), *Wir wollen immer artig sein… Punk, New Wave, HipHop, Independent-Szene in der DDR 1980-1990*, Berlin, Schwartzkopf & Schwarzkopf, 2013.
[8] Christoph TANNERT, « Post-Punk, auch ohne rote Sterne. DDR-Rock aus dem Unterholz », dans : Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*. *Op. Cit.*, p. 369.

Il faut noter que plusieurs chercheurs allemands ont rangé ces deux types de samizdats derrière une seule et même catégorie appelée « *künstlerischer samisdat* », ce qui désigne littéralement le samizdat artistique. En RDA, c'est en effet un phénomène marginal. Ilko-Sascha-Kowalczuk recense au total 30 revues littéraires et graphiques et 100 livres graphiques originaux d'artistes[9] sur l'ensemble de la période d'existence de la RDA.

Enfin, une dernière catégorie est celle qui nous intéresse en premier lieu dans le cadre de ce travail, à savoir le samizdat politique [*politischer Samisdat]*. Les revues artisanales sont cette fois composées de textes politiques, le plus souvent courts, et portent sur des revendications, des commentaires de l'actualité, ou encore sur des actions menées par les groupes qui composent l'opposition politique. En RDA, cette catégorie est majoritaire et occupe une part importante de l'activité politique des groupes mobilisés. Si Ilko-Sascha Kowalczuk range toutes les revues politiques dans la même catégorie, excluant tout de même les revues éditées par les Églises, Ehrhart Neubert établit quant à lui deux types de samizdats politiques. D'un côté, il y a ceux qui sont édités par des groupes politiques, sans distinction entre ceux qui sont hébergés par des Églises et ceux qui sont complètement autonomes. C'est ce qu'il entend par *politischer Samisdat.* D'un autre côté, il y a ceux qui sont édités par des paroisses ou par des personnalités religieuses comme les pasteurs. Il considère qu'il s'agit de semi-samizdats [*Halbsamisdat]*[10], dans la mesure où la notion de clandestinité ne s'applique pas de la même manière dans et hors des Églises.

Dans les archives, nous avons pu constater au cours de nos recherches que la distinction qui a été retenue est celle qui est établie par Ilko-Sascha Kowalczuk, à savoir entre le *künstlerischer Samisdat* et le *politischer Samisdat.* Ces deux catégories sont celles à partir desquelles tous les centres d'archives qui conservent des samizdats classent les publications. C'est aussi celle à partir de laquelle nous allons mener notre étude, tout en interrogeant la catégorie dénommée « politique » dans la mesure dans un contexte de semi-clandestinité, tout est potentiellement politique. Il s'agira alors de préciser quelles sont les fonctions « politiques » auxquelles est associé ce type de revues.

D. Les mouvements d'opposition de la *Basisbewegung*

Le premier élément caractéristique de l'opposition est-allemande qu'il convient de préciser dès l'introduction de cette thèse, est le fait que celle-ci ne s'inscrive pas dans un antagonisme strict vis-à-vis de l'État socialiste. En effet, il existe un consensus de base autour

[9] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*, Op.Cit., p. 48.
[10] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, Bonn, Links Verlag, 1997, p. 752-753.

d'un combat commun contre le fascisme, mais aussi contre les valeurs du capitalisme. De manière générale, les mouvements qui composent ce que nous appelons « opposition politique » partagent les valeurs du socialisme. Ils sont en effet composés par un nombre important de personnes se reconnaissant du marxisme (c'est le cas d'opposants particulièrement connus comme Robert Havemann ou Wolf Biermann) ou plus globalement des courants politiques communistes et anticapitalistes. Cette opposition n'est donc pas révolutionnaire mais réformiste ; elle veut que le modèle socialiste perdure, mais qu'il soit réformé, en particulier en faveur des libertés individuelles. La notion de « révolution pacifiste » qui sera utilisée tout au long de notre travail, et qui l'est aussi par la plupart des historiens et des germanistes, est une notion utilisée par ceux qui connaissent la fin de l'histoire, et qui savent donc que la finalité est la chute du régime soviétique. Ce n'est en revanche pas celle qui est initialement recherchée par l'opposition, elle ne s'impose de manière inéluctable que dans les derniers mois de l'année 1989. Par ailleurs, cette notion n'apparaît pas dans les samizdats avant la chute du Mur, simplement car elle n'est pas envisagée.

Une autre caractéristique importante de l'opposition est-allemande est son hétérogénéité. En effet, ce qui est couramment appelé la *Basisbewegung* [le mouvement qui vient de la base] n'est pas un ensemble uniforme. Il est composé d'une multitude de groupes politiques dont les centres d'intérêt sont divers et nombreux. Au moment de définir les contours du contexte dans lequel les samizdats politiques ont été édités, il convient de s'attarder sur quelques-unes des tendances politiques les plus importantes qui composent l'opposition politique est-allemande. Nous ne les décrirons pas toutes en détail, mais nous nous attarderons sur celles qui ont le plus d'impacts sur la production des samizdats politiques.

Le mouvement pacifiste [*Friedensbewegung*] peut être considéré comme étant le premier mouvement politique structuré de RDA. Il est aussi celui qui a duré le plus longtemps. Il trouve son origine en réaction à la politique de remilitarisation intensive menée en parallèle par les deux Allemagnes[11], avec pour temps forts, l'introduction du service militaire par la loi de janvier 1962[12] et la crise des euromissiles. Cette loi s'inscrit en fait dans la continuité de la démarche de réarmement des deux Allemagne, quelques années seulement après la seconde guerre mondiale. D'un côté, la RFA entre dans l'OTAN, de l'autre, la RDA signe le Pacte de Varsovie, ce qui acte l'existence de deux alliances militaires mondiales concurrentes. Ce sont

[11] Hans-Jochen TSCHICHE, « Zwischen Traum und Alptraum – Erfahrungen mit der Wiederbewaffnung in Deutschland », dans : Ilko-Sascha KOWALKCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit. Op. Cit.*, p. 265.
[12] République Démocratique Allemande, « Gesetz über die allgemeine Wehrpflicht in der DDR vom 24. Januar 1962 », Gesetzblatt des DDR 1962, Teil I, p. 2-6.

les prémices d'une militarisation croissante qui inquiète la société, d'autant plus que les deux États allemands se situent à la frontière des deux blocs idéologiques. Le fondement de la fondation de la RFA et de la RDA réside dans le traumatisme du Troisième Reich et des conséquences de la guerre. La conscience politique contre le militarisme est alors particulièrement élevée sur le sol allemand.

À partir de là, les mesures s'enchaînent : la *Nationale Volksarmee* (NVA) est créée en janvier 1956 en RDA. Le service militaire obligatoire entre en vigueur en 1956 en RFA, puis en 1962 en RDA. Le principe de volontariat disparait donc concernant l'exercice du service militaire, et il n'est pas prévu que des aménagements soient possibles, à l'exception des personnes réformées pour raisons de santé. Pour les réfractaires, des sanctions pénales sont prévues, de l'ordre de trois ans d'emprisonnement et de peines financières. Cela signifie donc qu'il n'y a pas de marges de manœuvre pour les objecteurs de conscience par exemple. C'est ce qui va déclencher les premières réactions, et même la constitution d'une contestation, par l'intermédiaire des Églises évangéliques. De nombreux théologiens se sont opposés à cette mesure considérée comme étant contraire aux valeurs des Églises protestantes. A compter de ce moment, la question de l'objection de conscience est devenue centrale en RDA, non seulement pour les croyants, mais aussi pour tout citoyen qui considère que cette mesure militariste est contraire à ses principes politiques.

Au fil des années, la doctrine militariste n'a cessé de croître dans le fonctionnement de l'État. La Ministre de l'éducation, Margot Honecker, introduit dès 1978 les matières d'éducation à la guerre [*Wehrkundeunterricht*] à partir de la 8ème classe (équivalent de la quatrième en France). Ainsi, on apprend aux enfants des chants militaires et on organise des initiations à la manipulation d'armes. Ce type de mesures a conduit de nombreuses personnes à se mobiliser pour épargner ce type d'enseignements aux enfants. Le groupe *Frauen für den Frieden* a par exemple été l'un des plus actifs, en proposant notamment une école alternative, sans recours aux enseignements militaristes.

Enfin, le point d'orgue est atteint en 1979, avec la crise des euromissiles. Depuis 1977, l'URSS entreprend en effet l'installation de missiles de moyenne portée à têtes nucléaires sur son territoire, ce qui pourrait lui permettre d'atteindre des territoires d'Europe de l'Ouest. En réaction, l'OTAN décide d'installer des missiles équivalents sur le territoire de RFA. On est alors à l'apogée de la guerre froide, avec un risque d'escalade militaire imminente. Les deux Allemagnes se trouvent au beau milieu de ce conflit, directement concernées par les attaques potentielles. À partir de ce moment, on voit se renforcer la coopération entre les groupes antimilitaristes des deux pays, qui redoutent le risque nucléaire. C'est un point de départ à une

mobilisation importante contre l'armement nucléaire, ce qui se matérialisera par exemple par un soutien massif et public à la proposition du premier ministre suédois Olof Palme d'installer un couloir démilitarisé au centre de l'Europe, précisément sur le sol allemand.

On peut donc dire que les différents acteurs de l'opposition est-allemande, qu'ils aient été religieux ou simplement militants politiques, se sont retrouvés autour du combat en faveur de la paix et contre la politique de militarisation. Cela se concrétise en particulier à partir de 1983, lorsque Hans-Jochen Tschiche décide de créer un réseau des groupes pacifistes à travers l'initiative *Frieden Konkret*[13]. Cela donne lieu à des rencontres régulières, sous forme de séminaires, entre des groupes religieux et des groupes politiques plus autonomes. Tous viennent échanger des idées et des textes autour de la thématique de la paix. Cela fera par ailleurs l'objet de nombreux écrits dans les samizdats, qu'il s'agisse de rendre compte des discussions ou de partager les revendications qui en sont issues.

De manière presque corolaire, le mouvement écologiste [*Umweltbewegung*] a aussi été un mouvement politique de grande ampleur en RDA. Puisqu'il s'agissait de s'interroger sur les risques du nucléaire d'un point de vue militaire, la question pouvait aussi se poser d'un point de vue écologique. La catastrophe de Tchernobyl en 1986 a intensifié les inquiétudes et fait grandir les mobilisations. En parallèle, la RDA étant un territoire sur lequel on trouve une forte industrialisation, les pollutions sont nombreuses et considérables dans certaines régions[14]. Localement, des mouvements de contestation sont nés en réaction aux impacts de l'industrie - nucléaire ou non - sur la nature.

Pourtant, en RDA, la question de l'écologie est centrale et est même inscrite dans l'article 15 de la Constitution de 1968[15]. La protection de la nature, de l'eau, de l'air, de la faune et de la flore est donc inscrite dans la Constitution comme étant le bien commun devant être préservé par tous. Sur ce point, la RDA est précurseur puisqu'elle a été l'un des premiers États d'Europe à inscrire la protection de l'environnement dans sa constitution[16]. Ce type de décision

[13] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989, Op. Cit.*, p. 473.
[14] Maria NOOKE, *Für Umweltverantwortung und Demokratisierung. Die Forster Oppositionsgruppe in der Auseinandersetzung mit Staat und Kirche*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2008, p. 87.
[15] « (1) Le sol de la République démocratique allemande est l'une de ses plus précieuses richesses naturelles. Il doit être protégé et utilisé de manière rationnelle. Les sols utilisés pour l'agriculture et la sylviculture ne peuvent être détournés de leur destination qu'avec l'accord des organes responsables de l'État.
(2) Dans l'intérêt du bien-être des citoyens, l'État et la société veillent à la protection de la nature. La préservation de la pureté des eaux et de l'air ainsi que la protection de la flore et de la faune et des beautés paysagères de la patrie doivent être assurées par les organes compétents et sont en outre l'affaire de chaque citoyen. », République Démocratique Allemande, « Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 6. April 1968 », Abschnitt I, Kapitel 2, Artikel 15, : http://www.documentArchiv.de/ddr/verfddr1968.html [dernière modification le 03/03/2004, consulté le 05/08/2023].
[16] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig 1945-1989*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2018, p. 162.

entraine nécessairement la mise en œuvre d'une politique de suivi de la protection de l'environnement, ce que la *Volkskammer* ne tarde pas à faire en adoptant en 1970 une loi portant sur l'aménagement planifié de la culture rurale socialiste en RDA[17]. Cette loi prévoit notamment la planification d'une réduction de la pollution liée à l'activité agricole, mais aussi un programme règlementant l'exploitation des sols, des forêts et des eaux. Deux ans plus tard, un Ministère pour la Protection de l'environnement et la gestion des eaux est créé, à l'initiative de Erich Honecker, Secrétaire général du SED [*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*] depuis 1971 et qui s'est donné pour objectif de mener une politique environnementale ambitieuse.

Malgré ces bonnes intentions affichées, les mesures concrètes ne suivent pas et la situation écologique se dégrade sérieusement d'année en année[18]. En conséquence, des initiatives ponctuelles voient le jour (manifestations, plantations d'arbres…), mais elles sont risquées et réprimées par les autorités. C'est donc dans les Églises que le mouvement écologiste va se développer au début des années 1980, en parallèle de l'éclosion du Parti *Die Grünen 1980* en RFA. Il voit le jour par l'intermédiaire du débat théologique de fond qui existe en leur sein au sujet de cette société industrielle organisée autour de la notion de productivité et de rendement[19]. C'est d'ailleurs l'un des débats qui opposent fondamentalement les Églises et les principes du marxisme. En parallèle, des initiatives importantes et visibles voient le jour, comme les activités portées par le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg ou encore le mouvement qui consiste à organiser des plantations d'arbres [*Baumpflanzbewegung*]. Le tout s'organise le plus souvent dans des cercles proches de la *Friedensbewegung*, ce qui fait que le mouvement écologiste en devient une composante. Dans un premier temps donc, le sujet de l'écologie occupe prioritairement les Églises, et cela se traduira dans leurs samizdats.

Plus tard, et en particulier après la catastrophe de Tchernobyl, de nombreux groupes politiques vont rejoindre le mouvement, particulièrement en opposition à l'énergie nucléaire qui présente un risque majeur pour l'écologie. Ainsi, en plus des séminaires organisés par le mouvement pacifiste, de nouveaux séminaires rassemblent les opposants, cette fois autour de l'écologie. En Novembre 1986 à Berlin-Est, le séminaire attire 100 personnes issues de 36 groupes écologistes de RDA. Cette mobilisation ne cessera de s'étendre et occupera des groupes

[17] République Démocratique Allemande, « Gesetz über die planmäßige Gestaltung der sozialistischen Landeskultur in der Deutschen Demokratischen Republik. Landeskulturgesetz vom 14.5.1970 », dans : *Gesetzblatt der DDR*, Teil I, Nr. 12, 28.5.1970, p. 67-74.
[18] Sur le sujet, voir Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried. DDR-Opposition 1986-1986. Mit Texten aus den „Umweltblätter"*, ID-Archiv in IISG Amsterdam, Berlin, BasisDruck, 1992, p. 125-129.
[19] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, *Op. Cit.*, p .446.

à l'influence importante sur l'ensemble du territoire comme *Arche*, groupe qui résulte de la scission entre la *Umwelt-Bibliothek* (qui reste dans le mouvement pacifiste) et *Arche* (qui se concentre sur le mouvement écologiste)[20].

La *Friedensbewegung* et la *Umweltbewegung* sont les deux mouvements les plus importants de l'opposition politique est-allemande tant ils ont compté de groupes mobilisés et d'actions politiques. Mais ils ne sont pas les seuls. Nous pouvons mentionner deux autres mouvements importants, bien que moins exposés et actifs sur l'ensemble de la période.

En premier lieu, il convient de citer les mouvements d'émancipation, en particulier le mouvement féministe [*Frauenbewegung*] et homosexuel, notamment des femmes lesbiennes. En RDA, le mouvement d'émancipation concerne en premier lieu les femmes. Dans le discours, l'État est-allemand met en avant son progressisme et sa capacité à assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, aussi bien dans les sphères sociales que dans les cadres du travail. C'est même un principe ancré par la constitution de 1949. Mais la réalité est toute autre, et de nombreuses femmes ont rejoint les cercles de l'opposition pour faire entendre leurs voix et défendre leur condition. La notion de marginalité est en outre une question qui a son importance au sein-même de l'opposition. Le nombre de femmes engagées dans l'opposition est important mais il est souvent passé sous silence ou il se fait dans l'ombre des leaders de l'opposition qui sont le plus souvent des hommes. En conséquence, les femmes se sont organisées dès le début des années 1980 en trois types de groupes : les groupes de femmes, comme *Frauen für den Frieden*, issus de la *Basisbewegung* et du mouvement pour les droits civiques [*Bürgerrechtbewegung*] qui en est une composante, les groupes de femmes dans les paroisses et les groupes de femmes lesbiennes[21]. Pour chaque type de groupes, des réseaux se formalisent et se réunissent de manière régulière dans le cadre de séminaires communs ou d'initiatives communes. Il en résulte la rédaction de samizdats politiques qui informent le réseau, comme *Das Netz, Lila Band* et *Frauenblätter* pour les groupes féministes, ainsi que *Frau Anders* pour les groupes lesbiens.

Une deuxième composante de l'opposition à citer serait le mouvement de solidarité avec les pays du tiers-monde (*Dritte-Welt-Bewegung*). Il est lui aussi une extension du mouvement pacifiste et est particulièrement implanté dans les réseaux ecclésiastiques. Les groupes qui la composent sont moins nombreux mais ils ont tout de même leur importance dans le réseau. Leur statut est en outre particulier dans la mesure où ils bénéficient d'une tolérance plus

[20] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op. Cit.*, p. 68.
[21] Samirah KENAWI, *Frauengruppen in der DDR der 80er Jahre : Eine Dokumentation*, Berlin, Dokumentationsstelle GrauZone, 1995, p. 19-22.

importante de la part des autorités. En effet, leurs actions consistent à organiser des actions de solidarité, notamment humanitaires, à destination de pays défavorisés dans lesquels le socialisme s'installe. De ce point de vue, leur action s'inscrit dans la même démarche anticapitaliste que le SED. Alors, ces groupes sont moins dans le viseur des autorités et leurs actions peuvent avoir lieu sans trop de difficultés.

Les liens entre les Églises est-allemandes et des personnalités religieuses de ces pays, notamment au Nicaragua, sont nombreux, et les écrits ou actions de ces derniers ont un fort retentissement en RDA. Le groupe le plus connu ayant apporté son soutien au front de libération sandiniste est *Hoffnung Nicaragua*, installé à Leipzig et mené par le Diacre Hans Joachim Döring. Le groupe organise notamment une levée de fonds importante pour un projet de fondation d'une école au Nicaragua. Dans les samizdats, on informe les cercles de l'opposition sur l'actualité dans ces pays et on relaie des actions de solidarité. Cela fait partie des sujets récurrents abordés dans les revues autoéditées, notamment dans celles des paroisses.

Au vu de ces éléments, on peut constater que l'opposition politique est-allemande est hétérogène et composée d'une multitude de courants politiques, qui se déclinent eux-mêmes en de nombreux groupes plus ou moins actifs et importants en nombre de membres. Pour toutes ces raisons, nous parlerons donc d'oppositions politiques – au pluriel donc – car il ne s'agit pas d'un bloc uniforme, ni sur le plan du fonctionnement, ni sur celui de la ligne idéologique.

II. Enjeux des travaux

Nos travaux de doctorat s'inscrivent dans la continuité de ceux de Master intitulés « Les publications samizdats en RDA : enjeux, formes et évolutions. Les exemples de *Grenzfall* et *Umweltblätter* (1986-1989) ». Ce travail fourni nous avait alors permis d'étudier la trajectoire des samizdats berlinois à l'exemple de deux des plus édités et diffusés à travers le pays. Par l'intermédiaire de ces deux revues et des textes qu'elles comprenaient, nous avions dégagé plusieurs conclusions : premièrement, nous avions confirmé un élément sur lequel les chercheurs s'accordent, à savoir que l'arrivée des samizdats en RDA comme un véritable outil de l'opposition politique était plus tardive que dans les autres pays du Pacte de Varsovie. Deuxièmement, nous avions affirmé que le rôle principal du samizdat politique est-allemand avait été de créer un contre-pouvoir médiatique face au monopole et au contrôle de l'information par l'État et que son objectif était d'atteindre l'opinion publique afin de lutter contre la désinformation. Troisièmement, nous avions tenté d'analyser le rôle joué par les

Églises évangéliques qui ont eu un effet ambivalent sur les activités de l'opposition politique. Nous en avions conclu que d'une part, elles lui ont permis de se développer grâce aux marges de manœuvre et aux espaces de libertés qu'elles ont mises à sa disposition ; d'autre part, elles ont dans le même temps représenté un frein pour le développement des activités des groupes politiques, notamment en raison des relations souvent complexes entre les Églises et l'État, oscillant entre tolérance mutuelle, volonté de se conformer aux exigences du pouvoir et guerre d'influence. Enfin, dans leur globalité, ces travaux nous avaient permis de tirer une conclusion générale selon laquelle les samizdats étaient le reflet de l'évolution de l'opposition politique est-allemande. En effet, à mesure que l'opposition prend confiance, élargit son réseau et donne de la portée à son discours, elle produit davantage de samizdats, en plus grande quantité et dans une meilleure qualité. Le samizdat en est un témoin, mais c'est aussi un moyen tant il s'installe au cœur de l'activité oppositionnelle au fil des années.

Dans le cadre de notre thèse, nous nous inscrivons dans la continuité de ces premiers constats. Mais avec désormais des recherches plus approfondies et un intérêt croissant pour la problématique et pour le sujet, nous souhaitons à présent vérifier ces conclusions, les préciser, et les confronter à de nouvelles hypothèses. Le simple fait que nos recherches de Master se soient concentrées sur seulement deux revues, éditées toutes les deux à Berlin-Est à partir de la seconde moitié des années 1980, nous a cantonné à une vision quelque peu restreinte de l'objet *samizdat.* Il convient à présent de regarder ce qui existe en dehors de Berlin-Est et sur l'ensemble de la période d'existence de la RDA. Il convient aussi de regarder au-delà des frontières de la RDA, pour comprendre d'où vient le samizdat, de quels exemples s'inspire l'opposition est-allemande et dans quel contexte il évolue.

Toujours avec l'objectif de déterminer si le samizdat est bien le reflet des problématiques, des ambitions et des évolutions de l'opposition politique, nous avons défini six enjeux qui structureront ces travaux.

A. Créer un répertoire de recensement des revues politiques

Puisqu'il est question d'élargir le plus possible le spectre des publications samizdats étudiées dans le cadre de ce travail, la question du recensement des publications se pose. Même si plusieurs centres d'archives possèdent des fonds colossaux de samizdats, politiques, artistiques ou littéraires, l'objet *samizdat* en lui-même ne se situe pas dans une collection qu'il est simple de reconstituer. En effet, du fait de l'existence d'un espace public restreint, contraint par les règles de la censure, un objet de ce type, qui cherche à être un espace de liberté d'expression dans un pays qui la restreint, est un matériau fragile. Face aux risques de

répression, il circule en partie « sous le manteau », ou au moins dans des espaces restreints à la fréquentation des cercles de l'opposition. En dehors, il peut être confisqué ou détruit. En ce sens, l'activité auto-éditoriale est elle aussi fragile, d'autant plus qu'elle est pratiquée par des individus ou des groupes qui, pour la majorité, ne sont pas des professionnels de l'édition.

En conséquence, une difficulté majeure au moment de s'intéresser à l'ensemble des publications samizdats éditées en RDA est de travailler à partir du recensement le plus complet possible. Nous nous sommes donc donné pour objectif central de reconstituer la collection et de créer un répertoire qui permette aussi bien de recenser les publications que d'extraire des données pertinentes pour une analyse approfondie du phénomène. C'est un objet inédit qui pourra être le point de départ pour une poursuite des recherches au sujet du samizdat politique est-allemand. Nous l'avons construit grâce au croisement des fonds d'archives, mais aussi grâce à des contacts pris avec des anciens opposants et des paroisses évangéliques qui possédaient des samizdats gardés dans des collections privées. Au cours de ces travaux, nous ferons une présentation détaillée de ce répertoire et nous servirons des données que nous avons pu en extraire pour dégager des caractéristiques propres au samizdat est-allemand et à son évolution. Cela constituera l'élément central de notre thèse.

L'étude des textes représente certes un intérêt certain pour la recherche sur le sujet mais dans le cadre de ces travaux, nous faisons le choix de travailler sur le spectre le plus large possible de la production des revues autoéditées et donc de ne pas mettre la focale sur un corpus plus restreint, défini à partir d'une sélection de textes pertinents. Cela pourra en revanche faire l'objet de travaux ultérieurs car c'est aussi un enjeu important de la recherche sur le samizdat, qui s'inscrirait dans la complémentarité des présents travaux.

B. Définir une nouvelle typologie des samizdats politiques

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, les chercheurs se sont accordés sur une typologie des samizdats à partir de grandes catégories définies par le genre des textes ou des documents partagés dans les revues. Ici, nous nous intéressons à celle qui est appelée « Samizdats politiques » et pour laquelle aucune catégorisation plus fine des types de publications n'a encore été proposée. Pourtant, les samizdats politiques se ressemblent certes sur la forme, mais les contenus et les choix éditoriaux sont très variables. On en trouve qui ne sont composés que de textes courts et informatifs, d'autres de textes longs et particulièrement polémiques. Certaines revues sont courtes, d'autres contiennent plus de 100 pages. Alors, si les formats et les contenus sont si différents, il est probable que les intentions ne soient pas les

mêmes d'une revue à l'autre. On ne dit pas et on ne fait pas les mêmes choses avec deux revues différentes. On ne s'adresse pas non plus aux mêmes lecteurs.

Partant de ce constat, nous nous donnons pour objectif de proposer une typologie des samizdats politiques afin de déterminer et de catégoriser les intentions de leurs auteurs. Nous définirons des critères permettant de distinguer chaque type de revues et les mettrons à l'épreuve des données extraites de notre travail de recensement de celles-ci. Nous verrons ainsi si en plus des caractéristiques qui ont trait aux types des textes qu'elles contiennent, les revues sont aussi déterminées par des tendances en termes de périodes ou de lieux de développement, d'intérêt thématique, ou encore de densité matérielle. Il s'agit là aussi d'un travail inédit qui permettra une analyse plus fine des publications samizdats.

C. Situer le samizdat politique de RDA dans le contexte politique du bloc d'influence soviétique

Étudier le samizdat politique est-allemand nécessite avant tout d'étudier le phénomène *samizdat* dans son ensemble. Dans la plupart des travaux déjà existants, la part belle est donnée au samizdat littéraire, qui a effectivement été le type d'écrits pour lequel les oppositions se sont le plus mobilisées. La reproduction d'œuvres intégrales a en effet joué un rôle important dans la création d'un espace culturel alternatif et a été l'une des actions les plus fortes de l'opposition en matière de désobéissance. Toutefois, dans la majeure partie des pays du bloc soviétique, les samizdats politiques ont aussi joué un rôle important, souvent dans l'ombre des samizdats littéraires. L'un des enjeux est donc dans un premier temps de replacer le samizdat politique dans le paysage de l'opposition politique et de voir s'il a vraiment été si marginal que cela, partout et sur l'ensemble de la période d'influence soviétique.

Cet enjeu est d'autant plus important que la notion de *samizdat* ne semble pas créer un lien direct avec les écrits politiques, y compris chez les personnes qui ont-elles-mêmes été actrices de leur production. L'exemple qui a été le plus marquant au cours de nos recherches a été l'entretien que nous a accordé Rainer Eppelmann, ancien pasteur à Berlin-Est et éditeur d'un grand nombre de revues politiques. À la question « savez-vous combien de samizdats vous avez édités ? », sa réponse spontanée avait été « Bei mir bezog sich das nicht auf Literatur » [« Dans mon cas, il ne s'agissait pas de littérature »[22]]. Alors, même aux yeux des anciens opposants, un samizdat est d'abord perçu comme un objet littéraire avant d'être un objet politique.

[22] Annexe n° 2 : « Interview de Rainer Eppelmann dans les locaux de l'institut Goethe de Bordeaux, le 24 janvier 2019 », p. 576-581.

Dans un second temps, pour aborder le plus précisément possible le phénomène tel qu'il a existé en RDA, il convient de ne pas considérer que l'opposition est-allemande a été active dans un espace isolé, indépendant de toute influence. Pour ce qui est du samizdat, dans la mesure où il apparaît pour la première fois en URSS puis se diffuse dans une large partie du territoire du bloc soviétique, il y a de fortes probabilités pour que ceux qui sont édités en RDA présentent quelques liens, au moins d'influence, avec ceux des oppositions voisines.

Surtout, la RDA fait partie d'un « bloc » idéologique, celui qui est dirigé par le Parti Communiste de l'Union soviétique, qui est en fait un espace complexe, composé de plusieurs républiques aux statuts différents et aux marqueurs culturels eux aussi différents. Il ne s'agit donc pas d'un bloc uniforme, et la RDA, avec toutes ses spécificités tant liées à son histoire qu'à sa situation géographique, n'est qu'une petite composante de cet espace politique. Partant de ce constat, il convient de resituer la RDA et les activités de l'opposition qui y a été active dans un contexte plus global. Le samizdat est certes une manifestation de l'opposition politique comme on en trouve ailleurs, mais il ne se développe ni dans le même contexte, ni dans le même format, ni autour des mêmes sujets. Alors, pour comprendre quelles sont ses influences et ses spécificités, nous nous attacherons à comparer le samizdat est-allemand avec ceux des autres pays du bloc. Nous verrons ainsi si le phénomène est-allemand est à part, ou bien s'il s'inscrit dans un mouvement plus global, comme une simple continuité de ce qu'il se passe chez les voisins.

D. Définir l'espace public disponible en RDA

Dans la mesure où nous estimons qu'il est important de situer le samizdat de RDA dans le contexte oppositionnel global auquel il appartient, il convient également de le faire concernant le contexte politique et législatif dans lequel il évolue. Le bloc soviétique n'est pas uniforme, nous l'avons dit, et cela vaut aussi pour les cadres légaux qui s'appliquent dans chacune des républiques de l'Union soviétique et de ses pays dits « satellites ». Ainsi, les conditions de restriction des libertés individuelles ne s'appliquent pas de la même manière partout, et cela a une incidence sur l'intensité plus ou moins importante de la censure. Cela signifie donc qu'en fonction des pays du bloc, l'opposition édite ses samizdats dans des conditions plus ou moins contraintes et plus ou moins exposées à de la répression lourde. Pour déterminer dans quelle mesure la censure est un élément qui restreint ou au contraire qui motive la production des samizdats, nous nous livrerons à un recensement des textes constitutionnels et législatifs qui encadrent la liberté d'expression, et plus spécifiquement les activités

éditoriales. En mettant en regard les contraintes liées à l'instauration d'une censure légale et la production des samizdats, nous déterminerons si une corrélation entre les deux existe ou non.

Cela nous invitera également à nous interroger sur la notion « d'espace public »[23] au sein du bloc d'influence soviétique. Sous le IIIème Reich, la chose semble plus claire puisque l'espace public n'existe pas. Mais il n'existe pas de continuité avec la RDA, il s'agit d'un tout autre modèle. Alors, cette notion s'applique-t-elle de la même manière que dans les États libéraux ? Au sein-même du bloc soviétique, s'applique-t-elle de la même manière partout ? Surtout, est-il différent dans un contexte oppositionnel ?[24] En répondant à ces interrogations, nous pourrons déterminer si le samizdat est le fruit d'une résistance forte, contribuant ainsi à la création d'un espace public alternatif, ou bien s'il est un objet qui témoigne de l'existence d'une zone grise, d'un espace d'expression toléré par les autorités étatiques. Il serait alors une soupape pour l'opposition, et donc un moyen de lui permettre d'exister pour ne pas laisser exploser un conflit social ni museler complètement une parole contraire et ainsi paraître comme un régime totalitaire aux yeux des instances et des Traités internationaux.

E. Traiter le samizdat comme un outil politique et non seulement comme un symbole d'héroïsme

De la même manière que plusieurs chercheurs, Ann Komaromi en tête, se sont attachés à le faire, nous chercherons à aborder le samizdat comme un objet matériel qui témoigne d'une activité politique dont l'une des fonctions majeures est communicationnelle. Dans la mesure où les samizdats sont parfois considérés comme des pièces de collection, comme nous le verrons avec le samizdat tchécoslovaque par exemple, il existe une tendance qui consiste à sacraliser le samizdat, à le considérer comme un symbole de l'héroïsme d'une opposition qui brave tous les interdits pour arracher sa liberté d'expression des mains du pouvoir en place. Il existe écueil qu'il important d'éviter à savoir que ce biais « héroïque », que l'on trouve dans plusieurs études sur le samizdat, mène parfois à établir une continuité anachronique entre la clandestinité dans le IIIème Reich et celle de la RDA.

Comme nous l'avons dit, il convient avant toute chose de ne pas considérer que les oppositions ont conçu leurs samizdats dans des espaces uniquement régis par la répression,

---

[23] Jürgen HABERMAS, *Strukturwandel der Öffentlichkeit* (1962), Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp,1990. ; traduction française : *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978.
Jürgen HABERMAS, *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaates*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1992.

[24] Oskar NEGT, *L'espace public oppositionnel*, Payot, Paris, 2007.

comme dans les régimes totalitaires les plus durs. Dans un régime protectionniste comme l'Union soviétique, il existe des zones grises, des espaces de tolérance, qui laisse tout de même des marges de manœuvre, bien qu'elles soient parfois, voire souvent, minces. Quoi qu'il en soit, si le samizdat a pu se développer dans les quantités que nous serons amené à mentionner, c'est qu'il a eu des espaces pour ce faire.

Le samizdat doit donc avant tout être envisagé comme le résultat d'une dynamique politique collective, qui évolue en RDA dans un contexte transactionnel, c'est-à-dire dans une négociation constante avec les Églises et avec l'État. À ce titre, nous gardons en mémoire une déclaration d'Agnieszka Grudzińska, ancienne opposante polonaise impliquée dans l'édition de samizdats, à l'occasion du séminaire « Penser le samizdat » organisé à La Sorbonne en 2021. Elle avait déclaré que le samizdat était avant tout un travail collectif. Elle estimait que dans un tel climat, l'effet de groupe est important, il permet de faire corps et de retrouver une forme de collectif. Pour elle et son groupe, le samizdat est donc devenu « une activité certes politique mais aussi ludique ; on édite des revues entre copains ». Dans le cadre de ces travaux, il conviendra donc de garder l'importance de cet effet de groupe en tête, et donc – même si cela n'est pas toujours à écarter – de ne pas seulement envisager le samizdat comme le résultat d'une volonté constante de risquer sa vie pour la défense de la liberté.

Ainsi, nous nous intéresserons en premier lieu à l'existence matérielle du samizdat. Il sera ici abordé comme une trace visible, quantifiable, d'une activité politique, et comme un marqueur d'une dynamique politique portée par une opposition plurielle.

F. Dégager des réseaux d'influence sur le territoire à partir de la production des samizdats politiques

Enfin, puisque nous partons du postulat que le samizdat est avant toute chose la traduction d'une dynamique politique, nous tenterons de dégager des réseaux d'influence qui ont pu motiver la production des samizdats politiques en RDA. Au-delà des dynamiques transnationales qui ont joué un rôle prépondérant pour inspirer et alimenter l'opposition est-allemande, nous considérons que des facteurs locaux ont également eu des influences sur le développement du samizdat politique sur l'ensemble du territoire de RDA.

Nous nous interrogerons à plusieurs moments sur le rôle que la RFA a pu avoir sur l'opposition, tant pour ce qui est de l'accès à l'information non censurée que pour l'approvisionnement en matériel ou encore que pour la publicité faite aux groupes politiques dissidents. Entre les relations diplomatiques existantes et les nombreux opposants déchus de

leur nationalité, envoyés en RFA, mais qui restent toujours actifs sur le plan politique, les interactions ont été nombreuses, au même titre que les influences.

À l'échelle locale, nous nous intéresserons aux cadres politiques et religieux qui ont permis le développement d'un réseau politique dont le samizdat est là encore un témoin. Cela tient parfois à l'engagement d'un pasteur et de sa paroisse qui exploitent leurs libertés particulières ou en font bénéficier des opposants, et d'autres fois, c'est le résultat d'une mobilisation locale motivée par un contexte spécifique, ou par un sujet de contestation propre à une localité. Nous tenterons de dégager des tendances et de comprendre les facteurs du développement du samizdat politique dans différentes villes de RDA. Nous déterminerons ainsi si, en fonction des endroits, ce sont les personnes, les institutions ou les événements qui ont entrainé l'édition de samizdats, ou encore si ce sont plusieurs de ces facteurs à la fois.

III. Méthodologie et état de la recherche

En France, les historiens et les germanistes se sont jusqu'ici peu intéressés aux phénomènes d'opposition en RDA. Cependant, s'il existe quelques études, au sujet des tracts[25] ou des samizdats littéraires[26], les samizdats politiques est-allemands n'ont été étudiés que ponctuellement par Sylvie Le Grand[27] et Hélène Camarade[28].

En Allemagne, les choses sont différentes. Les historiens de RDA ont en effet délaissé quelque peu les phénomènes artistiques et littéraires pour ne traiter que les phénomènes strictement politiques. Cela se vérifie en l'occurrence pour les samizdats. Trois chercheurs ont mené des études précises sur le samizdat en tant que moyen d'expression pour l'opposition. Le premier d'entre eux est Hubertus Knabe, fils du co-fondateur du parti *Die Grünen* Wilhelm Knabe. Son étude vise à analyser la place qu'occupe le samizdat dans le paysage de l'opposition politique[29]. Le deuxième est Ilko-Sascha Kowalczuk, qui publie en 2002 un ouvrage dense qui

[25] Hélène CAMARADE, *Le tract, média du pouvoir et des contre-pouvoirs. L'exemple de l'espace germanique (XVème-XXème siècles)*, Éditions Le bord de l'eau, 2017 ; Hélène CAMARADE, *Le tract en RDA 1949-1990. Instrument de résistance, d'opposition et de conquête de l'espace public*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2022.
[26] Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA dans les années 1980. Un espace hétérotopique*, Paris, L'Harmattan, 2007.
[27] Sylvie LE GRAND, « Les publications samizdat en RDA : une contre-opinion publique », dans : André COMBES, Françoise KNOPPER (Dir.), *L'opinion publique dans les pays de langue allemande*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 291-298 ; Sylvie LE GRAND, « Le samizdat politique en RDA (1986-1989) », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat. Op. Cit.*, p. 133-142.
[28] Hélène CAMARADE, « Femmes et samizdat. Samizdats de femmes et samizdats lesbiens », dans : *Ibid.*, p. 267-276.
[29] Hubertus KNABE, « 'Samisdat' – Gegenöffentlichkeit in den 80er Jahren », dans : Eberhard KUHRT (Dir.), Hannsjörg BUCK, Gunter HOLZWEIßIG, *Opposition in der DDR von den 70er Jahren bis zum Zusammenbruch*

rassemble une analyse qualitative des samizdats de RDA ainsi que des témoignages d'acteurs de l'autoédition[30]. En 2019, un ouvrage de Peter Wensierski se focalise sur une série de publications samizdats est-allemandes, les *Radix-Blätter*[31]. Il permet, à travers l'exemple de cette revue et d'éléments biographique sur ses auteurs, de s'intéresser de près à l'acte politique que représente l'autoédition en RDA.

En dehors de ces études centrées sur le samizdat est-allemand, d'autres ont porté sur le phénomène dans son ensemble, c'est-à-dire dans l'ensemble de l'espace soviétique. L'une est dirigée par Wolfgang Eichwede[32] en 2000, et l'autre, plus récente, par Hélène Camarade, Xavier Galmiche et Luba Jurgenson[33]. Ces travaux permettent de replacer le samizdat est-allemand dans la dynamique politique des oppositions politiques de l'espace soviétique, lui qui a, dans la plupart des études menées sur le sujet, été laissé de côté. Certainement compte-tenu de sa proximité avec la RFA et le bloc de l'Ouest, les phénomènes d'opposition est-allemands ont la plupart de temps été laissés à la marge des études sur les dynamiques oppositionnelles de l'espace soviétique.

Enfin, dans les ouvrages qui s'intéressent de près à l'opposition politique est-allemande, le samizdat n'est évoqué qu'à la marge, l'espace de quelques pages, comme une composante parmi d'autres de la dynamique de l'opposition[34]. Le samizdat n'y est donc pas étudié en détail, il apparaît comme l'une des initiatives de l'opposition pour faire connaitre ses actions.

Notre travail s'inscrit en quelque sorte dans la continuité de ces recherches. Nous avons néanmoins d'abord l'intention de les réactualiser et ensuite la volonté de faire du samizdat politique est-allemand l'objet central de notre étude. Afin d'effectuer une étude approfondie des samizdats politiques ayant été édités en RDA, nous avons effectué plusieurs séjours en archives, principalement à la Robert-Havemann-Gesellschaft de Berlin, puis aux *Archiv der Bürgerbewegung* de Leipzig, à la *Forschungsstelle Osteuropa* de l'Université de Brême et au *Martin-Luther-King-Zentrum* de Werdau. Cela nous permet d'établir un corpus composé de

der SED-Herrschaft, im Auftrag des Bundesministeriums des Innern, Band 3, Opladen, Leske und Budrich, 1999, p. 299-329.

[30] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit, Op. Cit.*

[31] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit. Die Radix-Blätter. Untergrundverlag und -druckerei der DDR-Opposition*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verlag, 2019.

[32] Wolfgang EICHWEDE, « Archipel Samizdat », dans : Wolfgang EICHWEDE (Dir.), *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa : die 60er bis 80er Jahre,* Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen, Band 8, Brême, Temmen, 2000.

[33] Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat, Op. Cit.*

[34] Entre autres : Maria NOOKE, *Für Umweltverantwortung und Demokratisierung, Op. Cit.*, p. 53-57 ; Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig 1945-1989, Op. Cit.*, p. 173-183 ; Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit ». Die Politisierung der Unabhängigen Friedensbewegung in Ost-Berlin während der 80er Jahre*, Zentrum für Zeithistorische Forschung Potsdam, Cologne, Böhlau-Verlag, 2007, p. 494-487 ; Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, *Op. Cit.*, p. 752-769.

180 revues samizdats qui donnent lieu à 879 publications, soit 16 265 pages au total. La période d'étude s'étendra de la première publication en 1971 à la fin de l'existence de la RDA à la fin de l'année 1990.

Nous nous appuierons également sur les témoignages de personnalités qui ont joué un rôle important dans le réseau de l'opposition politique. Nous avons en effet pu rencontrer Frank Ebert, ancien collaborateur de la *Umwelt-Bibliothek,* co-fondateur des archives consacrées à l'opposition de RDA et aujourd'hui *Beauftragte zur Aufarbeitung der SED-Diktatur für das Land Berlin* [Délégué au travail de mémoire sur la dictature de RDA pour le Land de Berlin]. Nous avons ensuite rencontré Christian Halbrock, l'un des fondateurs de la *Umwelt-Bibliothek* et aujourd'hui collaborateur scientifique des archives de la *Stasi* (BstU). Enfin, nous avons eu l'occasion de rencontrer Rainer Eppelmann, ancien pasteur à Berlin-Est devenu Ministre du désarmement et de la défense pour le gouvernement de transition de la RDA en 1990. Il a été l'un des personnages les plus influents de l'opposition est-allemande, en particulier au sein du réseau des Églises évangéliques. Il est aussi celui qui a édité le plus de samizdats politiques. La transcription des entretiens réalisés avec ces témoins est placée en annexe des présents travaux[35]. De manière plus informelle, nous avons également pu nous entretenir avec Tim Eisenlohr, ancien membre de la *Umwelt-Bibliothek*, et Tina Krone, active dans l'édition des *Friedrichsfelder Feuermelder*, dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft, respectivement le 5 novembre 2019 et le 12 novembre 2019. Nous avons aussi pu échanger avec Samirah Kenawi, militante pour les droits des femmes en RDA, à l'occasion des festivités autour des 30 ans de la chute du Mur le 7 novembre 2019 à Berlin. Enfin, nous avons profité de la venue de Bärbel Klässner, coordinatrice de la rédaction du samizdat *Frau Anders,* à l'occasion d'un séminaire organisé par Hélène Camarade à Bordeaux Montaigne pour lui poser quelques questions le 23 octobre 2023. Ces entretiens n'ayant pas été enregistrés, nous nous appuyons sur les notes prises au moment des entretiens et non sur une transcription des échanges.

L'enjeu central de ces travaux sera de déterminer en quoi les samizdats politiques reflètent la structuration progressive des réseaux de l'opposition est-allemande. En comparant avec les dynamiques des pays voisins, nous nous interrogerons sur le lien entre intensité de la censure et intensité de l'autoédition, afin de nous demander si le contexte légal et le contexte répressif ont une incidence ou non sur la dynamique des oppositions politiques. Une analyse quantitative

[35] Annexe n° 1, « Entretien avec Frank Ebert dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft le 20 avril 2016 », p. 571-575 ; Annexe n° 2, « Interview de Rainer Eppelmann », *Op. Cit.*

du corpus nous donnera une vision précise sur les contours de l'activité politique des oppositions, au moins pour celle qui transparaît dans les samizdats politiques.

Notre travail sera divisé en trois parties. La première permettra de remettre le samizdat de RDA dans le contexte auquel il appartient, à savoir celui de l'espace politique soviétique. Pour ce faire, nous nous attarderons sur le cadre législatif international ainsi que sur celui de différents États qui composent le bloc soviétique : en premier lieu l'URSS et ses républiques fédérées, mais aussi la République populaire de Pologne, la République socialiste Tchécoslovaque et la République populaire de Hongrie. L'analyse des textes constitutionnels et législatifs de ces différents États nous permettra d'établir une comparaison avec le droit en vigueur en RDA et de déterminer si les conditions de censure y sont plus ou moins strictes. Dans un second temps, nous mettrons en regard cette analyse de la législation de censure avec la production des samizdats dans les différents États étudiés. En dressant un panorama des pratiques auto-éditoriales, nous tenterons de déterminer si une corrélation se dégage entre intensité de la censure et densité de l'autoédition par l'opposition.

La deuxième partie sera consacrée à la restitution de nos recherches en archives et de la constitution d'une base de données permettant de créer un répertoire le plus exhaustif possible des samizdats politiques édités en RDA. Après avoir exposé la méthode de notre collecte de données, nous exposerons l'analyse des études qui en résultent. Nous en dégagerons les principales caractéristiques des publications samizdats sur l'ensemble de la période et tenterons de définir une typologie des revues politiques. Ce travail inédit pourra être le point de départ pour des études approfondies sur les samizdats est-allemands.

L'une d'entre elles fera justement l'objet de la troisième partie de ces travaux. Grâce aux données collectées, nous tenterons de dégager les dynamiques de réseau qui ont permis le développement de la pratique de l'autoédition sur le sol de RDA. Mais plus globalement, ces dynamiques seront surtout le reflet de celles des oppositions politiques, qui grandissent, se structurent, prennent progressivement confiance et s'efforcent de se faire connaître par le plus grand nombre pour conquérir l'espace public.

Partie I - Le samizdat dans l'espace soviétique : un moyen d'expression des réseaux alternatifs de l’opposition politique dans un contexte de censure légale

Lors de toute période de contestation politique, les outils et les méthodes de protestations sont nombreuses et prennent des formes diverses. Les plus visibles sont certainement celles qui donnent lieu à des actions publiques comme les manifestations, sous forme de cortèges qui défilent dans les rues et donnent parfois lieu à des confrontations avec les représentations du pouvoir, ou encore les actions « coup de poing » qui ont vocation à interpeller l'opinion et la faire réagir. Mais les méthodes de protestation qui permettent à l'action de s'inscrire dans le temps consistent souvent à passer par l'écrit. Les tracts sont probablement le moyen le plus répandu de faire circuler de l'information, pour mobiliser, pour informer, pour convaincre dans un format efficace et facilement diffusable en grande quantité. Mais dans l'espace soviétique, le samizdat compte aussi parmi ces manifestations écrites de l'expression politique dissidente. Dans sa forme « littéraire », il est synonyme d'une contestation de la régulation idéologique des œuvres littéraires et donc d'un contournement des interdits pour permettre à des ouvrages censurés de circuler « sous le manteau ». Dans sa forme « artistique », ou « culturelle », il offre un espace de liberté à des artistes qui pratiquent un art considéré comme contraire aux règles édictées par le socialisme. Il constitue en lui-même un objet artistique alternatif de contestation des règles esthétiques et thématiques restrictives. Et enfin, dans sa forme « politique », on peut considérer qu'il est un outil complémentaire du tract. Son objectif n'est pas le même, dans la mesure où son format permet des textes plus longs, qui contribuent à la création d'un espace de débat et d'information parallèle à celui qui est considéré comme officiel, sur lequel le Parti communiste s'efforce de conserver un total monopole.

Le point commun entre ces différentes formes de samizdats est la volonté de contourner un système de censure installé par le Parti communiste de l'Union soviétique pour garantir une certaine uniformité idéologique au sein de sa société. L'enjeu premier est de purger les États sous influence soviétique des manifestations idéologiques du capitalisme, ce dernier étant considéré comme le berceau du national-socialisme. C'est donc avant toute chose autour du rejet du fascisme capitaliste et de l'objectif d'installation durable d'une société socialiste qui se pose comme son contre-pouvoir idéologique que les Républiques socialistes sont fondées sous la tutelle de l'URSS. Et il est d'emblée important de préciser que ce n'est pas sur ce point que les oppositions politiques se sont constituées. Le combat contre le fascisme est un consensus au sein de la société socialiste et celui-ci ne fait pas l'objet de remise en cause par les mouvements politiques dissidents. Dans une certaine unanimité, on considère que les États capitalistes sont les héritiers du fascisme et que la politique impérialiste qu'ils mettent en œuvre va à l'encontre du progrès social. Le modèle socialiste en lui-même, et notamment du point de vue de la politique sociale, représente la conception sociale et sociétale qui est aussi défendue par ceux

qui font partie de l'opposition politique. Le problème pour cette dernière réside plutôt dans le fait que la défense de ce modèle idéologique a davantage été un prétexte pour installer une application stricte du modèle protectionniste absolu, et donc pour mettre en œuvre un contrôle total sur tous les domaines de la société. La littérature, les arts et l'information n'y ont pas échappé, et ont même été des cibles prioritaires, au même titre que l'éducation.

En réaction aux privations de la liberté d'expression politique, artistique et intellectuelle, le samizdat s'est imposé comme un média de l'opposition politique sur une bonne partie du territoire sous influence soviétique. Toutefois, il serait inexact de considérer qu'il serait un phénomène uniforme, qui se serait développé de la même manière et sous la même forme dans l'ensemble des États du Pacte de Varsovie et des Républiques intégrées à l'URSS. Ce serait alors considérer que les oppositions ont évolué dans un cadre législatif et politique lui aussi uniforme, ce qui n'est pas le cas, en grande partie en raison de la nature pluriethnique et pluri-étatique de l'espace soviétique. Bien que l'on parle souvent de « bloc » soviétique, cet espace ne fonctionne pas vraiment comme tel. Il s'organise certes autour du Parti communiste de l'Union soviétique, parti unique du bloc qui se décline localement dans tous les pays membres, mais ces derniers ont des statuts différents qui impliquent parfois des niveaux de souveraineté qui peuvent varier d'un État à l'autre. Le « bloc » soviétique est en effet une fédération composée du plusieurs Républiques, dont il faut distinguer les 15 Républiques socialistes soviétiques[36] qui composent l'URSS et les sept États considérés comme des « pays satellites », à savoir des États communistes sous influence de l'Union soviétique et membres du Pacte de Varsovie[37].

La diversité de ces États et de leurs statuts implique qu'il existe des variables en termes de souveraineté et donc d'applications des règles dictées par le parti communiste de l'Union soviétique. À cela vient s'ajouter une culture locale qui se traduit aussi bien dans l'organisation de la société que dans le contenu des textes constitutionnels et des lois. On compte en effet

[36] République socialiste soviétique d'Arménie, République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Estonie, République socialiste soviétique de Géorgie, République socialiste soviétique kazakhe, République socialiste soviétique kirghize, République socialiste soviétique de Lettonie, République socialiste soviétique de Lituanie, République socialiste soviétique moldave, République socialiste fédérative soviétique de Russie, République socialiste soviétique du Tadjikistan, République socialiste soviétique du Turkménistan, République socialiste soviétique d'Ukraine et République socialiste soviétique d'Ouzbékistan.

[37] République populaire d'Albanie, République démocratique allemande (RDA), République populaire de Bulgarie, République populaire de Hongrie, République populaire de Pologne, République populaire puis socialiste de Roumanie et République socialiste tchécoslovaque.
NB : la Yougoslavie est aussi un régime communiste mais n'est pas sous influence de l'Union soviétique. Elle n'est par ailleurs pas membre du Pacte de Varsovie et fait partie des États « non-alignés », adoptant ainsi officiellement une position de neutralité vis-à-vis des deux blocs.

quinze groupes ethniques différents sur le territoire de l'URSS, ce qui implique un usage de dizaines de langues locales différentes (en plus du russe qui est la langue officielle sur l'ensemble du territoire, mais qui partage le statut de langue officielle avec les langues locales), mais aussi des pratiques religieuses différentes. Bien que l'athéisme soit l'un des maitre-mots du marxisme-léninisme et que les années d'installation du socialisme en URSS aient vu les institutions religieuses être dépossédées de leurs pouvoirs (parmi lesquels celui d'enseigner la religion) et d'une partie de leurs biens, l'État socialiste a tenté – de manière inégale en fonction des régions et des périodes – de trouver des moyens de cohabiter avec les institutions religieuses. Les Églises chrétiennes sont majoritaires, en particulier l'Église orthodoxe sur le territoire russophone. Mais le socialisme soviétique doit également composer avec une Église luthérienne particulièrement bien implantée dans les pays baltes et en RDA notamment, ainsi qu'avec l'Église catholique en Lituanie, en Pologne ou encore en Tchécoslovaquie. Il convient également de mentionner une forte présence des musulmans dans les régions du Caucase et de l'Asie mineure (en Azerbaïdjan notamment), du judaïsme sur l'ensemble du territoire et d'une présence plus minoritaire du bouddhisme dans certaines régions de Sibérie. Cette diversité culturelle et religieuse est un élément dont il faut tenir compte puisqu'elle a une influence directe sur l'application locale des règles et des principes dictés par le régime socialiste. Cela signifie donc une réalité politique différente dans chaque République de la fédération ainsi qu'une appréhension différente des restrictions de libertés par la population.

L'enjeu majeur de cette première partie consistera à déterminer dans quelles conditions le samizdat s'est développé comme un média de l'opposition au sein de l'espace soviétique. Pour ce faire, nous nous intéresserons en premier lieu aux conditions de mise en place et d'application de la censure dans le bloc soviétique. Nous nous attarderons sur les textes de référence en matière de liberté d'expression et de liberté intellectuelle, d'abord en URSS puisqu'il s'agit de la norme de référence dans cet espace, puis dans les États du Pacte de Varsovie, et en particulier en RDA. Nous déterminerons ainsi si le système de censure est un système standardisé consacré partout de la même manière dans les textes constitutionnels et législatifs, ou si au contraire, il existe des spécificités locales. Cela signifierait qu'il y aurait des endroits où la censure serait plus dure que dans d'autres, ou au contraire que des marges de manœuvre plus importantes existent dans certaines républiques.

Les conditions de censure ont donc un intérêt central dans le cadre de ces travaux. D'une part, elles sont le point de départ du recours au samizdat. Dans la mesure où la censure a consisté à restreindre l'expression d'une pensée non-conforme à l'idéologie socialiste et au discours officiel de l'État, le samizdat s'est justement imposé, entre autres méthodes, comme un outil de

contournement et de combat de ces restrictions. C'est donc un outil qui s'est construit en réaction à la censure. En ce sens, on peut dire que la censure fait partie des éléments permettant de justifier et de comprendre les raisons du développement, ou non, du samizdat dans la quête d'une forme de liberté d'expression. Nous tenterons alors de constater s'il existe une corrélation entre les conditions plus ou moins dures d'application de la censure et le recours au samizdat.

La censure sera ici principalement abordée du point de vue la restriction de la liberté d'expression par l'intermédiaire des textes de lois. Nous serons amenés à évoquer la question de la nécessaire modification des textes pour entrer dans les critères établis, ce qui est donc un aspect de la mise en application de la censure, mais le support que nous étudions ne se prête pas à une étude détaillée de ce sujet. En effet, les samizdats politiques étant édités sans que les textes ne soient soumis à la relecture par une autorité, ils sont dispensés de cette étape de la censure administrative. La modification des textes ne s'opère donc que dans le cadre d'une autocensure qui a pour seul objectif de réduire les risques de répression. Ce qui sera donc entendu derrière le terme de « censure » en application aux samizdats politiques, c'est la répression pénale qui pourra être appliquée à l'encontre de personnes impliquées dans les pratiques éditoriales illégales.

La notion de « liberté d'expression » sera centrale au cours de cette partie. Il convient donc de préciser dès cette introduction qu'il est important de bien distinguer les différentes conceptions de la notion d'application des libertés. En effet, nous étudions ce sujet à travers un prisme occidental que nous avons naturellement intégré et qui est celui d'une conception libérale du droit et des libertés qu'il consacre. Sans s'inscrire dans la conception ultra-libérale qui s'applique par exemple aux États-Unis d'Amérique et qui s'appuie sur un principe selon lequel il n'y a pas de contrepartie à l'exercice d'une liberté, nous sommes en France dans un système libéral-protectionniste qui conçoit la liberté comme étant régulée par une sorte de contrat social qui établit que la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Cela revient donc à dire que les droits sont acquis en échange de l'accomplissement de devoirs civiques fondamentaux et sont garantis tant qu'ils sont exercés dans ce cadre.

Mais pour qu'une étude du phénomène de censure au sein du bloc soviétique puisse être menée sérieusement sans tomber dans l'identification de ce qui est bien et de ce qui est mal concernant l'exercice des libertés individuelles, il convient de sortir de notre conception libérale de la liberté d'expression et de tenter de l'analyser du point de vue d'une doctrine sociale orthodoxe et d'une conception protectionniste absolue de la liberté. Sous le régime soviétique, l'État doit en effet pouvoir se positionner sur tout, doit pouvoir tout planifier, tant l'économie que les idées. Dans ce cadre, la notion de liberté n'est pas à envisager de la même manière que

dans la France actuelle. Elle est conditionnée par cette vision eschatologique du socialisme : dans la mesure où le socialisme est le salut du peuple soviétique, tout doit être mis en œuvre pour permettre sa pérennité. La restriction des libertés n'est alors qu'un « mal mineur » qui préserve du mal majeur, à savoir le capitalisme. La valeur suprême n'est donc pas le respect des droits et des devoirs civiques – donc des libertés individuelles – mais le respect des valeurs qui régissent le collectif, en l'occurrence celles du socialisme.

Compte tenu de ces éléments, notre conception de départ de la censure ne doit pas être seulement influencée par notre vision libérale de la liberté d'expression. Elle doit d'abord être comprise comme un mal nécessaire, comme un moyen de protection d'un système idéologique et économique. Partant de là, il faut ensuite distinguer les dérives qui peuvent découler de ce système afin de comprendre le positionnement de l'opposition politique.

D'autre part, la censure est une composante essentielle des textes qui composent les samizdats. Comme l'a développé Léo Strauss dans *La Persécution et l'Art d'écrire*[38], les écrits parus dans des contextes totalitaires ou autoritaires sont largement marqués par la censure. Pour qu'un texte puisse paraitre et perdurer dans le temps en échappant à la censure, l'auteur a recours à plusieurs stratégies de contournement, soit dans la forme de son texte, soit dans le fond, modifiant ainsi le discours pour qu'il paraisse conforme aux attentes du censeur. Dans le cas du samizdat, les stratégies de contournement ont été nombreuses. Nous ne nous intéresserons pas au discours et aux stratégies de réécriture dans le cadre de ces travaux. En revanche, nous évoquerons ici quelques-unes des stratégies de contournement les plus saillantes que nous avons observées dans les samizdats. Le recours à l'anonymat en est une, même si elle a été utilisée de manière inégale. Dans certains pays, c'est le jeu avec les limites de la légalité, et donc de la clandestinité, qui a constitué la stratégie principale de l'opposition. Quelles qu'elles soient, ces stratégies ont une incidence sur les textes et sur leur production. Elles représentent un intérêt particulier pour le chercheur.

L'étude de l'application de la censure dans l'espace soviétique permet de mettre en perspective la situation qui concerne la RDA, qui nous intéresse en premier lieu, mais qui ne peut être complètement dissociée de l'espace politique auquel elle appartient. Nous nous attarderons particulièrement sur le cas de la censure en RDA et donc sur les conditions dans lesquelles les samizdats s'y sont développés, dans la confrontation avec les lois en vigueur et avec le risque permanent de la répression. L'enjeu sera non seulement de constater si le système de censure y est différent de ce que nous aurons observé ailleurs, mais aussi de comprendre

[38] Léo STRAUSS, *Persecution and the art of writing*, The University of Chicago Press, Chicago, 1952, réédité en 1988, traduction française en 2003, Éditions de l'éclat Paris-Tel Aviv.

comment, malgré un appareil de censure qui semble omniprésent, les samizdats ont pu devenir un outil si important pour l'opposition politique. Il s'agira ainsi de déterminer si la situation politique de la RDA a eu une influence sur l'application de la censure, et donc si des marges de manœuvre ou de tolérance ont existé.

Le dernier enjeu de cette partie consiste à replacer le samizdat est-allemand dans le paysage de l'opposition politique des pays du Pacte de Varsovie. Comme nous l'avons vu au cours de l'introduction, le samizdat s'inscrit dans une dynamique transnationale des mouvements de l'opposition politique. Il s'est répandu et développé dans l'espace soviétique grâce à la coopération entre les groupes de différents pays et grâce aux échanges entre les opposants qui ont joué le rôle de « multiplicateurs ». Alors, on peut partir du postulat que dans la mesure où le samizdat de RDA s'est développé plus tardivement que dans bien d'autres pays du bloc, l'opposition est-allemande a pu trouver des inspirations dans les samizdats issus de groupes d'autres pays.

Nous dresserons un panorama des samizdats ayant été édités et diffusés dans les autres pays du bloc soviétique. Une étude exhaustive ne saurait être menée car cela n'est pas l'objet de ces travaux et cela demanderait surtout des recherches plus approfondies, notamment sur des espaces dont nous ne sommes pas spécialistes. Nous nous appuierons alors sur les études déjà réalisées par d'autres chercheurs pour dégager les informations les plus pertinentes nous permettant d'effectuer une comparaison avec le samizdat est-allemand. L'objectif est de positionner le samizdat est-allemand par rapport à ceux des pays voisins et de s'interroger sur ses spécificités. Même si les études portant sur les samizdats ont le plus souvent laissé ceux de RDA de côté, il convient de tous les envisager comme faisant partie d'un même espace politique dans lequel les interactions et les influences sont nombreuses.

I. Liberté d'expression et censure dans l'espace soviétique : mise en place et application d'une censure légale

A. Un cadre établi par le Droit international

1. La Charte des droits de l'homme comme texte de référence pour les membres des Nations Unies

La question de la défense des droits de l'homme est un sujet qui a occupé les instances internationales dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le respect des droits fondamentaux apparaît d'ailleurs dans les dispositions générales de la Charte des Nations Unies, dans l'Article 1 du premier chapitre consacré aux buts et principes des Nations Unies :

« Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ;

Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion »[39]

Même si la Charte n'énonce que des principes, elle se donne pour objectif de les faire respecter au moyen de l'élaboration d'un instrument contraignant en droit international permettant de les faire respecter et par la surveillance internationale de leur application. Le 10 décembre 1948, la déclaration universelle des droits de l'homme vient consacrer une définition plus précise de ces droits fondamentaux. Il s'agit d'une sorte de catalogue sur lequel le droit international peut s'appuyer pour garantir le respect de ces principes. Toutefois, toutes les dispositions de cette déclaration ne sont pas traduites en droit, ce qui laisse donc une part de flou sur les moyens à la disposition de la justice internationale pour les faire respecter.

Il convient donc de compléter les dispositions de la Déclaration et de la Charte par des textes plus sectoriels, ce que font l'Assemblée générale des Nations Unies et la Cour internationale des Droits de l'Homme avec l'adoption de deux pactes internationaux sur les droits civils et politiques le 19 décembre 1966[40] et sur les droits économiques, sociaux et culturels le 3 janvier 1976[41] ainsi que de plusieurs Conventions (la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide en 1948, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale en 1965 et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1979).

La question du respect de la liberté d'expression et d'information est justement prévue dans les textes que nous venons de citer, et c'est ce qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de ces travaux. Les alinéas 1 et 2 de l'article 19 du pacte international relatif aux droits civiques et politiques prévoient :

« 1- Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2- Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans

[39] Organisation des Nations Unies, « Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de justice », Chapitre I, Article 1, San Francisco, 1945, p. 2 : https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text [consulté le 08/08/2023].

[40] Organisation des Nations Unies, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations Unies, 19 décembre 1966 : https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights [consulté le 08/08/2023].

[41] Organisation des Nations Unies, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations unies, 3 janvier 1976 : https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights [consulté le 08/08/2023].

considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix. » [42]

Au vu de l'alinéa 1, il est donc clairement garanti à toute personne le droit à la liberté d'expression sans entrave, c'est-à-dire le droit d'avoir une opinion. Quant à l'alinéa 2, il indique explicitement qu'aucun moyen permettant d'exercer sa liberté d'expression ne peut être limité. En extrapolant cette disposition, on peut donc dire que toute forme de censure est proscrite. Concernant la liberté d'information, cet article ne donne pas de restriction quant au média dont elle émane. Partant de ce principe, il ne peut donc y avoir de restriction ou de contrôle des productions écrites, ni non plus des contenus radiophoniques ou télévisuels. Enfin, la mention « sans considération de frontière » indique qu'il ne peut non plus y avoir de restriction concernant la provenance des sources. Une information ne devrait donc, si on s'en tient à la lecture de cet article, pas être interdite à la diffusion en raison de l'origine de sa source.

Toutefois, la suite de l'article 19 est aussi à prendre en considération car il y est prévu que des exceptions puissent être applicables. Elles doivent en revanche être inscrites explicitement dans la loi et doivent répondre à deux nécessités : « le respect des droits ou de la réputation d'autrui » et « la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques ». Ce dernier point laisse donc la porte ouverte à l'interprétation politique du droit. Ainsi, il est possible de ne pas garder la conception libérale qui consisterait à dire que tout le monde peut s'exprimer librement, mais d'estimer que certains avis ou moyens d'expression peuvent entrainer un trouble à l'ordre public en cela qu'ils déstabiliseraient l'ordre politique établi. C'est justement ce qui permet au pays du Pacte de Varsovie de bénéficier d'une certaine marge de manœuvre dans l'application du principe de liberté d'expression.

Concernant la notion de libre-circulation de l'information, les dispositions prévues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques demandent à être complétées. Si on s'en tient au droit, il semble clair que toute personne doit pouvoir rechercher, obtenir, ou diffuser une information, y compris à l'étranger. À ce propos, plusieurs conventions internationales existent au sujet des échanges de textes. Lorsqu'on s'attarde sur la liste des Traités et conventions internationales signées par les pays du Pacte de Varsovie[43], on constate qu'il existe une Convention signée par certains d'entre eux portant sur les échanges internationaux de publications aussi bien entre organismes gouvernementaux qu'entre institutions non-gouvernementales de caractère éducatif, scientifique et technique, ou culturel,

[42] « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », *Op. Cit.*, Article 19, Alinéas 1 et 2.

[43] Un index des Traités et accords internationaux est disponible sur le site des Nations Unies via : https://treaties.un.org/

sans but lucratif. Elle est adoptée le 3 décembre 1958 par la conférence générale de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture[44]. Elle prévoit dans son article 2 que les objets concernés sont « des publications de caractère éducatif, juridique, scientifique et technique, culturel ou d'information, telles que livres, journaux et périodiques, cartes et plans, estampes, photographies, microcopies, œuvres musicales, publications en braille et autres documents graphiques ». Parmi les pays du Pacte de Varsovie ayant signé la convention, on trouve les Républiques populaires de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne et de Roumanie, les Républiques socialistes soviétiques de Biélorussie et d'Ukraine, ainsi que la RDA, la République Tchécoslovaque et l'URSS. La première à avoir signé est l'URSS en octobre 1962, puis les autres ont suivi à la fin de l'année 1962 et en 1963, la dernière étant la RDA en 1975[45].

Si on s'en tient à cet accord, des publications venues de l'étranger, y compris des journaux donc, peuvent en théorie alimenter les collections des bibliothèques, et être consultables dans les lieux culturels et les lieux d'éducation. Mais il n'est bien entendu fait aucune mention de la possibilité ou non de limiter les textes échangés, ce qui signifie donc que si un État veut exercer un contrôle sur les textes pouvant être importés sur son territoire, il n'existe aucune restriction en la matière. Cela permet donc, tout en respectant l'accord sur l'échange des textes, d'effectuer un filtre et d'interdire la circulation des publications jugées non-conformes aux critères édictés par le Parti. Ainsi, même si les pays du Pacte de Varsovie semblent faciliter la circulation des textes et contribuer à la liberté d'information grâce à ce type de Conventions internationales, ce n'est qu'une disposition de façade qui est ensuite largement remise en cause par les organes de censure.

La libre-circulation des textes et de l'information est donc un sujet difficile à appréhender, et que le droit international n'est pas totalement en mesure de garantir. À ce propos, un autre sujet a occupé l'ONU et ses membres, à savoir la diffusion des contenus télévisuels, qu'il s'agisse d'informations ou de contenus publicitaires, par satellite. Dans un monde aussi polarisé que celui auquel on a affaire après la Seconde Guerre mondiale, la diffusion libre d'informations venues de l'étranger, sans le moindre contrôle de l'État dans lequel celles-ci sont diffusées, est un sujet de tension. Une vision aussi libérale de la circulation des informations est une vision défendue par les États-Unis d'Amérique mais contestée par l'Union Soviétique.

[44] « Convention concerning the International Exchange of Publications », UNTC Vol. 416, Convention n°5995, p.53 : https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20861/volume-861-A-5995-English_French.pdf [consulté le 08/08/2023].
[45] Il convient de préciser que la RDA est devenue membre des Nations Unies le 18 septembre 1973.

Cela a donné lieu à une proposition de convention internationale proposée par l'URSS et à l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale des Nations Unis le 9 novembre 1972[46]. Il s'agit alors de réguler la gestion des diffusions télévisuelles par satellite qui n'est alors pas règlementée et ne tient donc pas compte de la question des frontières. Avec cette résolution – qui n'a reçu qu'un seul vote « contre », celui des États-Unis – les principes juridiques pour une réglementation internationale de la diffusion directe des contenus télévisuels par satellite sont posés. Dans le cas d'une diffusion dite « transfrontalière », un accord préalable sera donc nécessaire entre l'État diffuseur et l'État récepteur[47]. Ainsi, la libre circulation de l'information ne peut pas être considérée comme totale et les États gardent un contrôle important sur le contenu qui peut être diffusé depuis l'étranger sur le territoire.

Ces différents textes sont ce qui constitue la base commune de droit régissant le respect des droits de l'homme, au moins pour les États membres de l'Organisation des Nations Unies. Il est important de rappeler que bien que les deux grandes puissances ne fassent pas partie de la même alliance militaire (l'OTAN pour les États-Unis et le Pacte de Varsovie pour l'URSS), elles sont toutes les deux membres de l'Organisation des Nations Unies. C'est aussi le cas des autres pays du Pacte de Varsovie. À ce titre, ces États sont signataires des textes et des résolutions votées par les Nations Unies et sont également garants de leur application. Cela ne veut en revanche pas nécessairement dire qu'ils sont parfaitement en accord avec les textes en vigueur. Par exemple, pour ce qui est de la Déclaration universelle des droits de l'homme, plusieurs pays du Pacte de Varsovie n'ont pas voté favorablement après que les nombreux amendements déposés par l'URSS ont tous été rejetés[48]. La République socialiste soviétique de Biélorussie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques font donc partie des huit États s'étant abstenus lors de ce vote, avec l'Arabie Saoudite, l'Union Sud-Africaine et la Yougoslavie. Malgré cela, le texte ayant été adopté, ces différents États sont appelés à le faire respecter sur leurs territoires respectifs.

[46] UNESCO, « Declaration of Guiding Principles on the Use of Satellite Broadcasting for the Free Flow of Information, the Spread of Education and Greater Cultural Exchange », United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (UNESCO), Paris, 15 novembre 1972 : https://en.unesco.org/about-us/legal-affairs/declaration-guiding-principles-use-satellite-broadcasting-free-flow [consulté le 08/08/2023].

[47] Peter MALANCZUK, « Das Satellitendirektfernsehen und die Vereinten Nationen », dans : *Zeitschrift für ausländisches offentliches Recht und Völkerrecht,* Vol. 44, Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 1984, p. 159-160.

[48] Organisation des Nations Unies, « Procès-verbal de la 183ème séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies », document A./PV183, p. 933 : https://www.ohchr.org/fr/universal-declaration-of-human-rights [consulté le 08/08/2023].

C'est donc bien cette base de textes émanant des instances des Nations Unies qui sont applicables dans le bloc de l'Est. Il nous semble important de les mentionner car du point de vue occidental, c'est à partir de cette norme que l'application des principes liés au droits de l'homme par les Pays du Pacte de Varsovie est soumise à notre jugement. C'est en outre la déclaration universelle des droits de l'homme qui fait foi en matière de droit international, et c'est donc à partir de cela que la justice internationale fonde également son jugement sur ce qui s'est déroulé au sein de l'Union soviétique et de ses pays satellites.

2. Le cas-limite de la RDA : le Traité fondamental et ses conséquences

Jusque dans les années 1970, les relations entre la République Fédérale Allemande (RFA) et la République Démocratique Allemande (RDA), ont connu des tumultes hérités de la division du territoire allemand par les Alliés. Cela s'est principalement matérialisé par le fait que la RFA n'a jusqu'alors jamais consenti à reconnaitre les frontières de la RDA, rendant ainsi sa situation plutôt précaire au vu des institutions internationales. Elle ne peut par exemple pas être un membre à part entière de l'ONU, mais elle a aussi échoué à devenir membre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 1968 puis en 1970 et en 1971 ou encore à la Commission économique pour l'Europe[49].

Ce n'est qu'à partir de l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt et de la mise en œuvre de sa *Ostpolitik* que la tendance politique va changer et que la RFA va commencer à normaliser ses relations avec la RDA. Cette politique est en outre menée dans un contexte général de détente entre les deux blocs, ce qui a grandement favorisé ce rapprochement entre les deux Allemagnes. L'aboutissement le plus important de cette politique pour ce qui nous intéresse ici est la signature du Traité fondamental [*Grundlagenvertrag*] le 21 décembre 1972 à Berlin-Est[50]. Il est ensuite voté par le *Bundestag* en mai 1973 et par la *Volkskammer* en juin. Il entre enfin en vigueur le 21 juin 1973. Il est en outre le résultat de nombreuses négociations initiées par le Chancelier Willy Brandt avec l'URSS qui aboutissent par la signature du Traité de Moscou en août 1970, ouvrant ainsi la porte à des négociations directes avec la RDA en vue d'une reconnaissance mutuelle des frontières et de leur souveraineté respective.

[49] Mario BETTATI, « L'admission des deux Allemagnes à l'ONU », dans Annuaire Français de Droit international, Vol. 19, CNRS, 1973, p. 217.
[50] République Fédérale Allemande, « Vertrag über die Grundlagen der Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik vom 21. Dezember 1972 », Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung Nr. 155, 08.11.1972, p. 1842-1844.

Ce traité a immédiatement des répercussions positives sur la politique internationale de la RDA qui, grâce à la reconnaissance de ses frontières peut désormais être reconnue à l'international comme un État souverain. Cela débloque ainsi toutes les demandes jusqu'ici rejetées d'adhésion à des organisations mondiales. La RDA devient ainsi un membre officiel de l'UNESCO en novembre 1972, de l'OMS en mai 1973, à la Commission économique européenne et à la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) dans le courant de l'année 1973[51]. Quant à l'adhésion à l'ONU, elle passe d'abord par un statut « d'observateur » à partir de novembre 1972 avant d'en devenir membre officiel en même temps que la RFA le 18 septembre 1973.

Le Traité fondamental a donc une importance primordiale pour la RDA qui, du fait de son adhésion officielle à l'ONU, est désormais tenue d'en appliquer les principes et les textes. Ce traité joue aussi un rôle important pour ce qui est de la circulation de l'information en RDA. En effet, l'article 7 prévoit qu'en vertu de la volonté de normalisation des relations entre les deux États, un protocole additionnel sera ajouté au Traité, notamment pour préciser les moyens de développement des échanges, notamment scientifiques et culturels[52]. Le même jour, ce protocole additionnel est publié et stipule au point 10 de la section II relative au protocole spécifique de l'article 7 du Traité :

> *« La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande mèneront des négociations en vue d'élargir les achats réciproques de livres, de périodiques, de productions radiophoniques et télévisuelles. »*[53]

Dès lors, la porte vient de s'ouvrir en faveur d'un accès plus systématique des citoyens de RDA aux livres, aux journaux ainsi qu'aux contenus télévisuels et radiophoniques ouest-allemands. Concrètement, cela se matérialise par le fait que dès 1973, il n'est plus interdit en RDA d'écouter la radio ou de regarder les chaines de télévision de RFA[54]. C'est un changement très important qui s'opère alors, mais aussi un danger certain pour le parti unique, le SED, qui voit son monopole de l'information être quelque peu bousculé. Toutefois, en raison de son adhésion

[51] Mario BETTATI, « L'admission des deux Allemagnes à l'ONU », *Op. Cit.*, p. 221.
[52] République Fédérale Allemande, « Vertrag über die Grundlagen der Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik vom 21. Dezember 1972 », *Op.Cit.*, Art. 7, p. 1844.
[53] « Die Bundesrepublik Deutschland und die Deutsche Demokratische Republik werden Verhandlungen mit dem Ziel führen, den gegenseitigen Bezug von Büchern, Zeitschriften, Rundfunk- und Fernsehproduktionen zu erweitern. », « Zusatzprotokoll zum Vertrag über die Grundlagen der Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik (21. Dezember 1972) », dans : *Bundesgesetzblatt 1973* II., Bundesministerium der Justiz, 09.06.1973, p.2 : www.cvce.eu, [dernière modification le 03/07/2015, consulté le 09/08/2023].
[54] Corine DEFRANCE, « 'La guerre des ondes'. La télévision : arme et miroir du conflit interallemand », dans : Jean-Paul Cahn, Ulrich Pfeil (Dir.), *Allemagne 1974-1990*, t. 3, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p.149-165.

récente à l'ONU et donc de la signature des textes garantissant le respect des droits de l'homme, il ne lui est pas possible, en tout cas pas de manière ostensible, de durcir les conditions d'accès à l'information pour compenser l'influence potentielle des médias ouest-allemands.

En parallèle, des accords ont également été conclus entre les deux États allemands au sujet de la presse, et plus précisément au sujet de la facilitation des activités journalistiques de part et d'autre de la frontière entre les deux Allemagnes. Dans un échange de correspondances cité par un rapport d'une commission indépendante mandatée par le *Bundestag*[55], il est fait mention d'un accord pour que les journalistes des deux pays puissent exercer leur activité professionnelle librement : « les correspondants permanents se voient garantir le droit d'être traités de la même manière que les correspondants d'autres États […], le droit d'entrer et de sortir du pays à tout moment, les possibilités de travail et de déplacement ainsi que la possibilité de transmettre sans délai des informations, des opinions et des commentaires ».

Au vu de ces informations, on peut se dire que le début des années 1970 marque un tournant pour ce qui est du respect du droit à l'information au sein des pays du Pacte de Varsovie. Le Traité fondamental a posé une première pierre en ce sens, qui sera ensuite suivie de bien d'autres accords de ce type entre la RFA et les États d'Europe de l'Est. Au cours des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, la *Westliche Rundfunk Deutschlands* s'est efforcée de multiplier les accords avec la Pologne et la Tchécoslovaquie afin de travailler sur une facilitation des échanges dans les domaines de la télévision et de la radiophonie[56]. Le principe de l'accès libre à l'information et de la liberté des journalistes à exercer leur métier est par ailleurs un sujet qui fait aussi partie des accords sur la sécurité et la coopération en Europe et des textes qui en découlent, notamment la « déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre » signée le 28 novembre 1978 et qui indique explicitement dans son article 2 que « l'accès du public à l'information doit être garanti par la diversité des sources et des moyens d'information dont il dispose, permettant ainsi à chacun de s'assurer de l'exactitude des faits et de fonder objectivement son opinion sur les événements. À cette fin, les journalistes doivent avoir la liberté d'informer et les plus grandes facilités possibles d'accès à l'information[57] ». Dans une certaine mesure, les accords

[55] Georg BRUNNER (Dir.), Menschenrechte in den Staaten des Warschauer Paktes. Bericht der unabhängigen Wissenschaftlerkommission, 11/1344, Cologne, Deutscher *Bundestag* – 11. Wahlperiode, 1987, p.42.
[56] *Ibid.*
[57] UNESCO, « Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la

qui se développent entre les deux Allemagnes trouvent donc leur correspondance à une échelle plus large et l'ONU s'en empare également pour tenter de renforcer la coopération entre les deux blocs notamment pour garantir le respect des droits de l'homme.

Bien d'autres accords internationaux pourraient encore être cités, résultat de la période de détente entre les deux blocs et du Traité fondamental. Toutefois, ces textes, bien qu'énonçant des principes importants qui auront une incidence non négligeable sur le développement des samizdats politiques – et d'autant plus en RDA au vu de sa proximité directe avec la RFA – ne peuvent trouver une application concrète que s'ils se retrouvent également dans les Constitutions et les lois en vigueur dans les différents États signataires. Il convient donc à présent de s'intéresser à la notion de liberté d'expression et de liberté d'information dans les constitutions des États membres du Pacte de Varsovie, puis de s'interroger sur la formalisation ou non d'appareils administratifs visant à restreindre ces libertés, en dépit du droit international.

B. La liberté d'expression dans les Constitutions des Pays du Pacte de Varsovie

Rappelons tout d'abord que bien que les textes adoptés par l'ONU influent directement sur l'évolution du droit international, leur application est laissée à l'appréciation de chaque État qui garde toute souveraineté sur les lois qui y sont adoptées. Compte tenu de la hiérarchie des normes, c'est d'abord au sein des Constitutions que le respect des principes édictés par le droit international doit apparaître. C'est pour cette raison que dans les Constitutions des différents États membres du Pacte de Varsovie, le respect de la liberté d'expression, d'opinion, d'information et de la presse sont garanties, qu'il existe ou non des instances locales permettant de les restreindre.

Nous proposons de répertorier les articles issus des différentes Constitutions des pays du Pacte de Varsovie faisant référence à la garantie des libertés d'expression, d'opinion, d'information et de la presse[58]. Il convient à cette occasion de s'attarder sur les différentes révisions ou réécritures des Constitutions pour tenter de déterminer si elles ont été influencées, ou non, par le contexte politique. Soit en raison de la montée de la contestation populaire, soit

lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre », Actes de la conférence générale de l'UNESCO du 24 octobre au 28 novembre 1978, 20ème session, Paris : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000114032_fre [consulté le 08/08/2023].

[58] Les extraits des constitutions que nous reportons dans ces travaux sont traduits depuis la langue originale à l'aide de traducteurs automatiques, à l'exception des constitutions que nous sommes parvenu à trouver en version anglaise ou allemande que nous avons traduites nous-mêmes. Certaines ont en outre déjà été traduites en français. Nous indiquerons la langue de la source en appel de note.

en raison des impératifs posés par les textes internationaux, les Constitutions portent parfois les traces d'une volonté de changement dans l'optique d'un apaisement du climat politique. Mais dans certains cas, elles portent aussi la trace d'une volonté de durcissement de la ligne politique afin d'écraser la tendance à la libéralisation de la vie politique.

En guise de remarque liminaire, nous signalons que les Constitutions des États de l'espace soviétique sont conçues selon un même modèle et que les droits et devoirs individuels font l'objet d'un chapitre dans chacune des Constitutions que nous allons étudier. Parmi les libertés énoncées dans ces chapitres, un ordre quasiment systématique se dégage : le droit au travail est le premier à être évoqué. Suivent ensuite le droit au repos, à la santé et à l'éducation, puis les engagements de l'État en faveur de l'égalité de tous devant la loi et entre les hommes et les femmes, ainsi qu'en faveur de la famille et de l'éducation des enfants. Ce n'est qu'ensuite que l'on voit apparaître la liberté de conscience, la liberté d'expression, le soutien à la création scientifique et artistique ainsi que, dans la plupart des cas, la liberté de la presse. Ces libertés arrivent donc juste avant les articles consacrés aux devoirs des citoyens.

Même si nous décrivons ici une tendance, elle ne se reproduit pas forcément dans toutes les Constitutions dans cet ordre. Il existe en effet des spécificités dans chaque Constitution et c'est justement ce que nous souhaitons mettre en évidence ici.

1. L'URSS

En Union Soviétique, la première Constitution entre en vigueur le 31 janvier 1924, et est issue de l'Union de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie. Nous ne nous attarderons pas sur celle-ci dans la mesure où l'adhésion de l'ONU intervient en 1945 et qu'avant cela, les Traités et Conventions internationales régissant le respect des droits de l'homme ne se sont pas encore en vigueur. Pour ces mêmes raisons, nous ne nous attarderons pas sur sa réécriture du 31 janvier 1924. La première Constitution de l'URSS qui nous intéresse est celle du 5 décembre 1936, qui restera en vigueur jusqu'à la révision constitutionnelle du 7 octobre 1977. Dans cette version de 1936, le respect des libertés est l'objet de l'article 125, intégré au chapitre X intitulé « droits et devoirs fondamentaux des citoyens » [*Основные права и обязанности граждан*][59] :

[59] URSS, « Constitution (Loi fondamentale) de l'Union des Républiques socialistes soviétiques du 5 décembre 1936 (*КОНСТИТУЦИЯ (Основной Закон) Союза Советских Социалистических Республик*) », Chapitre X,

« Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS :

a) la liberté de parole,

b) la liberté de la presse,

c) la liberté des réunions et des meetings,

d) la liberté de cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des services postaux et de télécommunication, et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits. »

Selon la Constitution, les libertés de parole, de la presse, de réunion et de manifestation sont donc des droits constitutionnels et ils sont supposés être garantis par la mise à disposition des conditions matérielles nécessaires pour qu'ils puissent être exercés librement. Toutefois, l'article suivant précise que le droit de réunion s'exerce dans un cadre restreint, à savoir celui des organisations de travailleurs autorisées par l'État et placées sous l'autorité du Parti communiste, ce qui laisse entendre que les conditions matérielles énoncées dans l'article 125 ne sont en fait qu'à la disposition de ces organisations :

« En accord avec les intérêts des travailleurs et pour développer l'auto-organisation et l'activité politique des masses populaires, le droit est garanti aux citoyens de l'URSS de s'unir dans des organisations sociales : dans les syndicats, les associations coopératives, les organisations de jeunesse, les organisations sportives et de défense, les associations culturelles, les sociétés techniques et scientifiques ; les citoyens les plus actifs et les plus conscients issus des rangs de la classe ouvrière s'unissent volontairement dans le Parti communiste de l'Union soviétique (bolcheviks), qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'édification de la société communiste et qui constitue le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, sociales et étatiques. »[60]

Il n'y a en revanche aucune référence à une quelconque forme de censure, mais seulement un dernier article de ce même chapitre précisant que toute trahison de la patrie sera punie par les sanctions les plus dures :

« La défense de la patrie est un devoir sacré pour chaque citoyen de l'URSS. La trahison de la patrie - violation du serment d'allégeance, défection à l'ennemi, atteinte à la puissance militaire de l'État, espionnage - est punie comme un sacrilège des plus graves avec toute la rigueur de la loi. »[61]

Le principe de trahison est donc introduit, sans que l'on ne puisse réellement savoir ce que cela recouvre précisément. Quelques exemples sont donnés et le fait que la « violation du serment

Article 125, Source originale en russe disponible sur : https://constitution.garant.ru/, traduit en allemand sur : https://www.verfassungen.net/su/verf36-i.htm [consulté le 13/08/2023].

[60] *Ibid.*, article 126.

[61] *Ibid.*, article 133.

d'allégeance » soit citée pourrait laisser entendre que certaines formes d'expression critiques à l'encontre de l'État peuvent être considérées comme une forme de trahison.

La révision constitutionnelle du 7 octobre 1977 vient quelque peu édulcorer cette précédente version et lui enlever ses nombreux héritages du stalinisme. Ces profondes modifications sont en outre marquées par les divers Traités internationaux ratifiés par l'URSS et qui lui imposent de garantir le respect des droits fondamentaux dans sa Constitution. Les « droits, libertés et devoirs fondamentaux des citoyens de l'URSS » sont inscrits dans le chapitre 7 de cette Constitution.

Tout d'abord, l'accès à l'information et à la culture est garanti par l'article 46[62] :

> *Les citoyens de l'URSS ont le droit de profiter des acquisitions de la culture. Ce droit est garanti par l'accès universel aux valeurs de la culture nationale et mondiale, […], par le développement de la télévision et de la radio, de l'édition et de la presse périodique, ainsi que d'un réseau de bibliothèques à accès gratuit, et par l'élargissement des échanges culturels avec les pays étrangers.*

La liberté d'expression par l'art et la recherche sont également mentionnées à l'article 47 :

> *Conformément aux objectifs de l'édification communiste, la liberté de création scientifique, technique et artistique est garantie aux citoyens de l'URSS. Elle est assurée par le large développement des recherches scientifiques, de l'activité d'invention et de rationalisation[63], ainsi que par le développement de la littérature et de l'art. L'État crée les conditions matérielles nécessaires à cet effet, soutient les sociétés volontaires et les associations d'artistes […]. Les droits des auteurs, des inventeurs et des rationalisateurs sont protégés par l'État.[64]*

L'article 50 consacre quant à lui la liberté de l'expression politique par des moyens divers :

> *Conformément aux intérêts du peuple et afin de consolider et de développer l'ordre socialiste, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté de manifestation, la liberté d'organiser des cortèges de rue et la liberté de manifester sont garanties aux citoyens de l'URSS. L'exercice de ces libertés politiques est garanti par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations des bâtiments, rues et places publics, par une large diffusion de l'information et par l'utilisation de la presse, de la télévision et de la radio.*

Comme on peut le lire dès les premières lignes de cet article, ces libertés ne peuvent en revanche être exercées que dans « l'intérêt du peuple et afin de consolider et de développer l'ordre socialiste ». Cela nous indique donc que des restrictions potentielles existent et que ces libertés comprennent un certain nombre de critères limitatifs. Comme nous le retrouverons dans

[62] URSS, « Constitution of the Union of Soviet socialist republics (october 1977) », Section III, Chapitre 6, Article 46, University of Bucknell, version en anglais consultable sur : http://www.departments.bucknell.edu/russian/const/1977toc.html [consulté le 13/08/2023].

[63] Le terme « rationalisateur » renvoie à la notion de rationalisation de la production, et donc à l'adaptation des usines aux caractères nouveaux de l'industrie (nouveaux matériaux, nouveaux besoins…). Le terme « innovation » se rapporte davantage aux pratiques actuelles de l'industrie.

[64] *Ibid.*, Article 47.

d'autres Constitutions du bloc, les libertés d'expression ou de la presse ne sont donc pas garanties en toute circonstance et se limite à ce qui est considéré comme « conforme » par le Parti et l'administration chargée du respect de l'idéologie qu'il défend. Ainsi, c'est au Parti de décider ce qui est dans l'intérêt ou non du socialisme.

L'article 49 est en outre particulièrement intéressant puisqu'il garantit le droit de critiquer les organes publics. Surtout, il proscrit toute forme de persécution pour avoir formulé une critique. Toutefois, nous observons dans ce passage que seule une critique des institutions publiques, donc des services, est permise. Il n'est en revanche pas précisé que la critique de l'État lui-même, de l'idéologie sur laquelle il fonde sa politique, ou de ses dirigeants politiques est autorisée. En l'absence d'une telle mention, il faut donc en déduire que ce droit n'est pas garanti par la Constitution :

> *Tout citoyen de l'URSS a le droit de soumettre des propositions aux organes de l'État et aux organisations publiques en vue d'améliorer leur activité, et de critiquer les lacunes de leur travail. Les fonctionnaires sont tenus, dans les délais fixés, d'examiner les propositions et les demandes des citoyens, d'y répondre et de prendre les mesures appropriées.*
>
> *La persécution pour cause de critique est interdite. Les personnes coupables de telles persécutions doivent rendre des comptes.*[65]

Le droit à la critique est ici remarquable car c'est la seule constitution dans laquelle cela apparaît sous cette forme aussi explicite.

Enfin, l'article 133 de la précédente Constitution qui évoquait la possibilité des sanctions les plus dures à l'encontre des traitres de la patrie est modifié et devient :

> *« Le citoyen de l'URSS a le devoir de protéger les intérêts de l'État soviétique et de contribuer au renforcement de sa puissance et de son autorité.*
>
> *La défense de la patrie socialiste est le devoir sacré de chaque citoyen de l'URSS.*
>
> *La trahison de la patrie est le crime le plus grave contre le peuple. »*[66]

La notion de trahison est conservée mais l'angle pris pour évoquer cet aspect de la constitution n'est pas le même. Au lieu de marquer en premier lieu la condamnation de toute forme de trahison et d'évoquer le serment d'allégeance, entre autres choses, le choix est fait de mettre davantage l'accent sur le devoir du citoyen d'œuvrer dans l'intérêt de la patrie. On voit donc bien, par l'intermédiaire de ces modifications, que le contenu du texte constitutionnel a été profondément revu pour répondre davantage aux normes énoncées par le droit international.

Il faut également noter que la Constitution de la République Fédérative socialiste de Russie et celle des autres Républiques intégrées en URSS sont marquées par les mêmes

[65] *Ibid.*, Article 49.
[66] *Ibid*., article, 62.

modifications dans la mesure où elles sont fondées sur le même texte que celui de l'URSS[67]. Ce n'est en revanche pas le cas des Constitutions des autres États membres du Pacte de Varsovie qui disposent chacun de leur propre texte. Ils sont certes grandement influencés par ceux de l'URSS, mais ils contiennent tout de même des différences importantes avec ces derniers qu'il convient de repérer dans la suite ces travaux.

2. La Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie a connu deux Constitutions[68]. La première est celle de 1920, qui fait suite à la reconnaissance de la République de Tchécoslovaquie par les Alliés en 1919. Le pays ne se trouve pas sous domination soviétique, mais cette Constitution est celle qui fait foi jusqu'en 1960, au moment où la Tchécoslovaquie devient une République socialiste. Avant cela donc, il faut s'appuyer sur la Constitution de 1920, y compris pour la Troisième République qui s'étend d'avril 1945 à juillet 1960, pour savoir ce que dit la Constitution au moment de la signature de l'alliance du Pacte de Varsovie en mai 1955.

Dans cette première Constitution, c'est l'article 113, alinéa 1, qui garantit la liberté de la presse[69] :

> *« La liberté de la presse, de même que le droit de se réunir paisiblement et sans armes et de former des associations sont garantis. En conséquence, il est défendu en principe de soumettre la presse à une censure préalable. »*

La notion de censure apparaît ici explicitement dans la Constitution et il est précisé qu'elle est proscrite, au moins « en principe ». C'est une précision qui est par ailleurs complétée par la fin de l'alinéa 3 du même article :

> *« [La loi] peut aussi prévoir des dérogations aux principes des alinéas précédents pour le temps de guerre ou pour le cas de troubles intérieurs menaçant gravement la forme républicaine de l'État, la Constitution ou la paix et l'ordre publics. »*

[67] Les constitutions de ces Républiques sont consultables, traduites en allemand sur : www.verfassungen.eu.
[68] La constitution provisoire de 1918, instaurée suite à la déclaration de l'indépendance de la Tchécoslovaquie le 28 octobre 1918, est exclue de notre propos.
[69] Parlement de la République socialiste Tchécoslovaque, « Zákon ze dne 29. února 1920, kterým se uvozuje Ústavní listina Československé republiky » [Loi du 29 février 1920 portant adoption de la Charte constitutionnelle de la République tchécoslovaque], 121/1920 Sb., Hlava pátá, §113, Parlament České republiky : https://www.psp.cz/docs/texts/constitution_1920.html (source originale en tchèque, traduite en français par la digithèque de matériaux juridiques et politiques de l'université de Perpignan, consultable sur : https://mjp.univ-perp.fr/constit/tch1920.htm#5) [consulté le 10/08/2013].

Au-delà de ce que dit la Constitution, c'est donc la loi qui définit de manière plus claire ce qui relève de la menace de l'ordre public ou des intérêts de l'État, ce qui précise en quelque sorte ce que qui fait vraiment partie de l'expression libre de la presse.

Enfin, concernant la liberté d'opinion, elle est garantie par l'article 117, et est aussi étendue à l'expression artistique et scientifique dans l'article 118[70] :

> *Art. 117, Alinéa 1 : « Chacun peut, dans les limites déterminées par la loi, manifester ses opinions par la parole, l'écriture, la presse, l'image ou d'autres moyens analogues. »*
> *Art. 118 : L'art, la science et la publication des œuvres artistiques ou scientifiques sont libres, s'ils ne contreviennent aux lois pénales.*

Il faut à présent s'intéresser à la Constitution de la République socialiste du 11 juillet 1960 pour constater les évolutions de la question du respect de ces libertés dans un État désormais sous domination du Parti communiste soviétique. Celle-ci est, comme on peut s'y attendre, plus marquée par l'idéologie socialiste et il est systématique précisé que l'intérêt de la société socialiste prévaut sur l'intérêt individuel. Au sujet des droits et devoirs des citoyens auxquels le chapitre II est consacré, il est indiqué dans l'alinéa 1 de l'article 19, article introductif du chapitre :

> *« Dans une société de travailleurs, où l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée, l'épanouissement et les intérêts de chacun de ses membres sont en harmonie avec l'épanouissement et les intérêts de la société tout entière. Les droits, libertés et devoirs des citoyens servent donc au libre et complet développement de leur personnalité comme à son affirmation, en même temps qu'à l'affermissement et à l'épanouissement de la société socialiste ; ils vont s'étendant et s'accentuant avec l'essor de cette dernière. »*[71]

Les libertés individuelles s'exercent donc avant tout dans l'intérêt de la société socialiste et elles sont amenées à s'étendre encore davantage à mesure que le socialisme se développe. On a grâce à ce paragraphe une première définition de ce qui est entendu derrière les restrictions potentielles de ces libertés si elles contreviennent aux intérêts de l'État. Il serait donc légitime de voir les libertés être restreintes si le pays traversait une période d'instabilité idéologique. À l'inverse, plus le régime est stable, moins les restrictions seront nécessaires. On est donc bien ici sur un système de restriction. Les libertés ne sont pas garanties en toute circonstance, elles ne sont acquises qu'au prix de la stabilité de l'idéologie. C'est donc ce qui différencie ici la notion de « droit de l'homme », qui a donc une dimension universelle et qui s'applique en toute circonstance, et celle de « droit du citoyen » qui s'obtient en échange de l'accomplissement des

[70] *Ibid.*
[71] République Socialiste Tchécoslovaque, « Constitution de la République socialiste tchécoslovaque du 11 juillet 1960 », dans : *Chronique de politique étrangère*, Vol. 23, No. 1/2, PRAGUE 1948-1968, p. 74.

devoirs du citoyen. C'est une conception de la liberté d'expression que nous retrouverons dans toutes les Constitutions des États sous influence soviétique.

La Constitution Tchécoslovaque se distingue en revanche de la Constitution de l'Union soviétique, en cela qu'elle érige au premier alinéa de l'article 28 le terme « liberté d'expression » comme une notion générique, qui s'applique donc à tous les domaines de la société. Elle ne se restreint donc pas, contrairement à ce que nous avons observé pour l'URSS, à la critique des services de l'État[72] :

> *« En accord avec les intérêts du peuple travailleur est garantie à l'ensemble des citoyens la liberté d'expression dans tous les domaines de la vie de la société y compris notamment la liberté de la parole et de la presse. Les citoyens se servent de ces libertés tant dans l'intérêt de l'épanouissement de leur personnalité et de leurs efforts créateurs que pour prendre une part active à la gestion de l'État et à l'édification économique et culturelle du pays. En vue de la même fin sont garanties la liberté de réunion et la liberté des défilés et manifestations sur la voie publique. »*

En revanche, comme en URSS, cette liberté ne peut s'exercer que dans « l'intérêt des travailleurs ». Bien que la notion de liberté soit entendue dans un sens plus large qu'en URSS, elle connait les mêmes limitations idéologiques. Là encore, ce sera au Parti communiste de déterminer ce qui est conforme aux intérêts des travailleurs et ce qui ne l'est pas.

Le second alinéa précise :

> *« Ces libertés sont assurées par le fait que sont mis à la disposition des travailleurs et de leurs organisations services d'édition et entreprises d'imprimerie, édifices, salles et lieux publics outre la radiodiffusion, la télévision et autres moyens. »*

Si la mise à disposition de moyens, et notamment de services d'édition est mentionnée dans la Constitution, ce n'est en revanche pas le cas de la presse. La liberté de la presse fait bien partie des libertés civiques énoncées, mais il n'est pas fait mention de son utilisation pour exprimer une opinion. C'est là une autre différence avec la Constitution de l'URSS qui prévoit quant à elle cette possibilité.

Comme nous pouvons le constater grâce à ces quelques éléments de comparaison entre la Constitution de l'URSS et celle de la Tchécoslovaquie, il n'existe pas de système standardisé concernant le respect des droits des citoyens. Même si le point commun qui se dessine est celui de la prévalence de l'intérêt de la société socialiste sur ceux des individus, nous pouvons observer quelques différences entre les différentes Constitutions. La poursuite de l'étude des Constitutions d'autres États sous influence soviétique nous permettra de confirmer ou non la tendance observée.

[72] *Ibid.*, p. 76.

En 1968, une révision importante de la Constitution est introduite par la loi constitutionnelle du 27 octobre 1968 entrée en vigueur le 1er janvier 1969. Elle représente un tournant important dans la structure de l'État tchécoslovaque qui passe alors d'une République à une Fédération regroupant la République socialiste tchèque et la République socialiste slovaque. Bien que le peuple slovaque soit déjà pleinement intégré aux droits garantis par la Constitution de 1960, il s'agit là de formaliser leur représentation et donc le fait que le vote de tous les citoyens de la Fédération ait le même poids, sans égard à la partie de l'État dans laquelle ils habitent[73]. L'un des enjeux majeurs de cette loi est donc de créer une égalité entre les organes fédéraux de représentation, à savoir le Conseil national tchèque et le Conseil national slovaque. En parallèle, l'Assemblée nationale devient l'Assemblée fédérale composée de deux chambres, la Chambre du peuple, et la Chambre des Nations. C'est cette assemblée qui dispose des prérogatives législatives. Les compétences exécutives relèvent quant à elles du gouvernement fédéral, nommé par le Président de la République.

Sur le fond, la révision constitutionnelle ne modifie en rien les dispositions garantissant les droits individuels et ne constitue donc pas, au moins sur ce point précis, une réaction aux révoltes du printemps de Prague de la même année. En revanche, même s'il ne semble pas y avoir de véritable modification pouvant donner des garanties supplémentaires quant à un nouvel élan démocratique, cette loi constitutionnelle porte en apparence la marque d'une volonté de décentralisation de l'exercice du pouvoir étatique, ouvrant ainsi la voie à une réduction du centralisme décisionnaire[74]. Toutefois, parmi les prérogatives des organes fédéraux et nationaux, décrites au chapitre II dans les articles 7 et suivants, les questions de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et de la liberté de la création artistique et scientifique ne sont pas mentionnées. Dans ce genre de cas, il est prévu que la prérogative revienne directement à l'exécutif. Cela signifie donc que cette révision constitutionnelle ne donne aucune garantie supplémentaire sur le respect des libertés fondamentales. Au contraire, elle entérine le fait que le pouvoir exécutif dispose des pleins pouvoirs à ce propos.

Les autorités tchécoslovaques ne prennent donc pas le parti de permettre la libéralisation de la vie politique et d'ouvrir des réformes constitutionnelles visant à renforcer la garantie des droits individuels. C'est donc l'évolution de la législation qui nous permettra de déterminer comment le gouvernement tchécoslovaque a mis en œuvre sa politique, soit dans le sens d'une

[73] Zdeněk JIČINSKÝ, Viktor KNAPP, « Les fondements constitutionnels de la Fédération Tchécoslovaque » dans : Revue d'études comparatives Est-Ouest, Vol. 1, 1970, n°1, p. 9.
[74] *Ibid.* p.14.

libéralisation de la vie politique, soit au contraire en faveur d'un durcissement du contrôle de la liberté d'expression.

3. La Pologne

La République populaire de Pologne est officiellement instaurée par la Constitution de 1952. Avant cela, l'influence soviétique est déjà présente depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le pays est dirigé par le parti ouvrier unifié polonais, le PZPR (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*) issu de l'unification de l'ancien parti ouvrier polonais et de l'ancien parti socialiste polonais en 1948.

Après la prise de pouvoir des communistes suite aux élections de 1947, c'est d'abord le Manifeste du Comité polonais de libération nationale [*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego*, PKWN] de 1944 qui fait office de loi constitutionnelle. Il définit quelques grandes orientations politiques (réformes agraires, définition des frontières occidentales et rapprochement avec l'URSS), mais ne définit pas clairement les contours de l'État polonais. En attendant d'adopter une véritable Constitution, une « petite constitution » est adoptée. Il s'agit d'une constitution provisoire, un procédé déjà utilisé par la Pologne en 1919 et qui le sera à nouveau en 1992[75].

Il faut donc attendre la Constitution du 22 juillet 1952 pour qu'une véritable Constitution définisse les contours de l'État polonais. La Constitution de la République populaire de Pologne ressemble en de nombreux points à celles que nous avons étudiées précédemment. Contrairement à ce qui apparait dans la Constitution de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de paragraphe introductif venant préciser dans quel cadre les droits des citoyens sont exercés. Toutefois, la défense des valeurs socialistes et de l'intérêt commun est mentionnée dès le préambule et s'applique ainsi à l'ensemble de la Constitution[76]. Il y est indiqué que l'un des objectifs de ce texte est « d'approfondir le sentiment de patriotisme, d'unité et de cohésion du peuple polonais dans sa lutte pour une poursuite de l'amélioration des conditions sociales, pour l'élimination totale de l'exploitation de l'homme par l'homme et pour la réalisation des grandes idées du socialisme ».

[75] Stanislaw ROGOWSKI, The « Small Constitutions » (1919-1947-1992), dans : *Przeglad Sejmowy, Dwumiesiecznik*, Rok VII, 2 (31), 1999, p. 47.
[76] République Populaire de Pologne, « Préambule de la Constitution de la République populaire polonaise (22 juillet 1952) » [*Konstytucja Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej*], version originale en polonais, traduite en allemand sur : www.verfassungen.eu, [consulté le 10/08/2023].

Le respect de la liberté d'expression est mentionné à l'article 71 (il devient l'article 83 après la révision constitutionnelle du 16 février 1976)[77] :

> *« La République populaire de Pologne garantit aux citoyens la liberté d'expression, de presse et de réunion, ainsi que la liberté d'organiser des manifestations et des rassemblements.*
>
> *La réalisation de ces libertés passe par la mise à la disposition du peuple ouvrier et de ses organisations des imprimeries, des stocks de papier, des bâtiments et salles publics, des services postaux et de télécommunications, de la radio et d'autres moyens matériels nécessaires. »*

Comme en Tchécoslovaquie, la liberté de la presse apparait parmi les libertés garanties par la Constitution, mais elle ne figure pas parmi les moyens d'expression possibles. En revanche, la création artistique et littéraire ainsi que le travail de la recherche sont mentionnés avant celui qui concerne la liberté d'expression, à l'article 65 :

> *« La République populaire de Pologne accorde une attention particulière à l'intelligence créatrice, à tous ceux qui travaillent dans les domaines de la science, de l'éducation, de la littérature et de l'art, ainsi qu'aux pionniers du progrès technique, aux rationalisateurs et aux inventeurs. »*

Il faut noter que sur ce point, il n'est nullement question de la liberté d'expression par la création artistique ou littéraire. Il est seulement mentionné que l'État y accorde une attention particulière et donc la favorisera, mais il n'est pas précisé si toutes les formes d'expression artistiques ou littéraires seront autorisées. Dans aucun des paragraphes que nous venons de citer ne figure une mention précisant les limites de l'expression du droit d'expression, contrairement à ce que nous avions observé dans les Constitutions précédentes. Toutefois, une fois les droits des citoyens polonais énumérés, l'article 76 est le premier à mentionner les devoirs qui constituent la contrepartie :

> *« Tout citoyen de la République populaire de Pologne est tenu de respecter les dispositions de la Constitution et des lois, d'observer la discipline socialiste du travail, de respecter les principes de la coexistence socialiste et de remplir consciencieusement ses obligations envers l'État. »*

Même si la question du trouble à l'ordre public n'est pas mentionnée et que le devoir de respect des « principes de la coexistence socialiste » et des « obligations envers l'État » reste à définir, cela nous renvoie une nouvelle fois à l'intérêt supérieur du socialisme sur toute autre chose, et aussi à la notion de droit civique plutôt qu'à celle du droit fondamental pour caractériser l'exercice de la liberté d'expression.

La Constitution polonaise a été marquée par différentes révisions constitutionnelles, dont certaines d'entre elles ont été motivées par des périodes de fortes tensions politiques. Mais

[77] *Ibid.*, Article 71.

à chacune de ces révisions, bien que la Constitution ait fait partie des textes particulièrement critiqués par les opposants politiques, ce ne sont pas les articles en lien avec les droits civiques qui ont fait l'objet de modifications. La révision de 1957 est particulièrement marquée par le climat politique. Suite à la mort de Staline, de nombreux pays du bloc de l'Est ont connu une période de libéralisation politique qui a amené des réformes importantes en vue d'une certaine démocratisation de la vie politique. En Pologne, la situation n'est pas la même et au contraire, la répression est renforcée pour neutraliser toute constitution d'une opposition politique remettant en cause le cours politique. Ce n'est qu'après la révélation des crimes de Staline et les révélations des méthodes autoritaires des organes de sécurité polonais à la radio « Europe libre » que le Parti communiste polonais est contraint de mener des réformes et d'amorcer une période de libéralisation[78].

Avant cela, la Constitution fait déjà l'objet de nombreuses critiques. Le juriste constitutionnaliste Kazimierz Biskupski dit à ce propos :

> *« J'apprécie totalement l'importance de la disposition constitutionnelle qui, en m'attribuant le droit au repos, le garantit par le « développement du tourisme, des stations climatiques et de l'aménagement sportif » etc. (art. 59), qui, en me donnant le droit à profiter des conquêtes culturelles, le garantit par le fait de mettre à ma portée « les bibliothèques, les livres, la presse, la radio, les cinémas, les théâtres, les musées et les expositions, les maisons de culture et les salles de réunions et de lecture » (art. 62). J'apprécie énormément le fait de m'assurer le droit au travail (art. 57), mais je voudrais avant tout que la Constitution me protège contre les arrestations illégales, contre les enquêtes judiciaires continuant plusieurs années et les incarcérations consécutives, contre l'empiétement sur le secret de la correspondance, contre la restriction de la liberté d'expression par l'Office du contrôle de presse et de la liberté de publications scientifiques par les directeurs « vigilants » des maisons d'éditions d'État »*[79].

Cette prise de position met en évidence la déconnexion entre la Constitution et la véritable garantie du respect des droits qu'elle énonce. Les contestations populaires vont également dans ce sens et on réclame davantage de libertés. Ce mouvement est suivi dans de nombreux autres pays du Pacte de Varsovie et est le plus souvent suivi de réformes.

En Pologne, la réforme constitutionnelle ne revoit pas les articles critiqués par Kazimierz Biskupski. La revendication portait alors sur des amendements permettant de définir des instances de contrôle du respect des libertés individuelles. La révision de 1957 n'apporte pas de clarification à ce propos mais rétablit la Chambre suprême de contrôle, une institution

[78] Agnieszka GRUNDZINSKA, « L'Octobre polonais : le XXe congrès et la culture en Pologne », dans : *Revue Russe*, n°28, Le XXe congrès et la culture. 2006, p. 28.

[79] K. BISKUPSKI, « Zmieniac czy nie zmieniac » [Réviser ou ne pas réviser]. Prawo i Zycie », 1957, n° 8 et S. ROZMARYN, « Jakie zmiany nalezy wprowadzac do Konstytucji PRL [Quels changements faut-il introduire dans la Constitution de la R. P. P.], *Trybuna Ludu* du 24 mars 1957, cité dans : Hubert IZDEBSKI, « Les amendements à la Constitution de la République populaire de Pologne 1954-1983 », dans : *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 36-1, 1984, p. 87.

qui a déjà existé en Pologne de 1919 à 1939 puis de 1949 à 1952 avant que la constitution soviétique ne la supprime[80]. Cette instance est chargée de contrôler l'activité économique, financière et administrative de toute l'administration, sous l'autorité de la Diète, le Parlement polonais. Le gouvernement ne détient alors plus les pleins pouvoirs et une instance supplémentaire peut donc désormais intervenir sur ses décisions.

Cette révision est l'une des plus importante de toutes celles qui ont été menées jusque dans les années 1980. Si elle ne réglait pas toutes les inquiétudes de la population quant au respect des libertés individuelles, elle a eu pour conséquence de calmer les protestations et même d'entrainer des changements importants concernant la production littéraire et artistique qui a pu s'éloigner progressivement du réalisme socialiste imposé jusqu'alors[81]. Cela a été rendu possible par l'exercice législatif plus libre de la Diète qui a ainsi pu construire des lois sans ingérence systématique des instances gouvernementales. Toutefois, l'influence du Parti est encore importante et le cours des réformes finit par s'arrêter rapidement, dès 1959.

Après les mouvements de révoltes de 1968 contre la censure et les grèves massives de 1970 contre l'augmentation des prix, la constitution est à nouveau contestée, mais ne fera pas l'objet de réécriture de fond, comme l'ont fait d'autres États du Pacte de Varsovie, comme la Tchécoslovaquie en 1970, la RDA en 1968 et la Hongrie en 1972. Loin d'une refonte de la Constitution, la révision a consisté en une réforme territoriale afin de revoir la doctrine du centralisme démocratique qui ne disparaît pas mais est agrémentée d'instances « de façade », les conseils populaires[82].

Enfin, à la suite du VIIème Congrès du Parti communiste polonais, la refonte de la Constitution est enfin mise à l'ordre du jour, bien plus tard donc que dans les États voisins. Une commission de la Diète a alors été constituée pour travailler sur cette réécriture. Celle-ci est finalement adoptée par la Diète le 10 février 1976 et concerne 39 articles, soit 42% de la Constitution[83]. La réécriture est donc considérable, mais aucune modification n'est finalement apportée aux articles consacrant la liberté d'expression ou de la presse[84]. C'est donc plutôt du côté de la loi qu'il faudra regarder pour observer des mouvements concernant l'exercice de ces libertés. D'autres mouvements de protestation, en particulier au début des années 1980, ont en

[80] Hubert IZDEBSKI, « Les amendements à la Constitution de la République populaire de Pologne 1954-1983 », *Op. Cit.*, p.88.
[81] Agnieszka GRUDZINSKA, « L'Octobre polonais : le XXe congrès et la culture en Pologne », *Op. Cit.*, p.29.
[82] Hubert IZDEBSKI, *Op. Cit.*, p. 93.
[83] *Ibid*, p. 94.
[84] République Populaire de Pologne, « Constitution de la République populaire de Pologne [*Konstytucja Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej*] », réaction du 10 février 1976, Version originale en polonais traduite en allemand sur : https://www.verfassungen.eu/pl/verf52-i.htm, [consulté le 12/08/2023].

effet eu davantage de répercussions sur l'évolution de la loi, mais plutôt dans le sens d'un durcissement du contrôle de la liberté d'expression et de la liberté de réunion notamment. Nous reviendrons plus en détail sur ce point au moment d'étudier le cadre légal dans lequel s'exerce la censure. En attendant, la réécriture de la Constitution en 1976 est la dernière modification de grande ampleur de la Constitution polonaise avant que celle-ci ne soit remplacée le 29 décembre 1989 par la Constitution de la République de Pologne [*Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej*].

Malgré le nouveau cours politique en Union soviétique et la période de libéralisation politique qui a été initiée au milieu des années 1950, aucune modification de la Constitution n'a donc été opérée concernant la garantie des libertés individuelles, en tout cas pour ce qui concerne la liberté d'expression et la liberté de la presse. C'est là une différence importante avec ce que nous observons dans d'autres pays du bloc, et notamment avec la Hongrie qui a quant à elle fait évoluer ses textes à ce sujet.

4. La Hongrie

Après la libération du territoire hongrois suite à l'occupation par les troupes de l'Allemagne nazie, le Royaume de Hongrie disparaît et laisse place à la nouvelle République de Hongrie le 1er février 1946. Toutefois, malgré l'influence importante de l'Union Soviétique dès la fin de la guerre, ce ne sont pas les partis soutenus par cette dernière qui remportent les élections. Mais suite à des purges importantes de la classe politique hongroise afin d'installer des communistes au pouvoir, le parti hongrois des travailleurs (*Magyar Dolgozók Pártja*, le MDP) est créé et prend le pouvoir. En août 1949, la République populaire de Hongrie est proclamée suite à l'adoption d'une nouvelle constitution le 18 août de la même année. Elle connait donc une première version en 1949, agrémentée de plusieurs révisions constitutionnelles au cours des années 1950 avant d'être complètement réécrite en 1972[85].

Dès le préambule, le lien avec l'URSS est explicite, d'abord en évoquant la libération du pays par « la puissance armée de la grande Union soviétique » et l'avancée du peuple hongrois « dans la voie du socialisme » dans la première version. Dans la seconde version, on parle cette fois du « soutien amical de l'Union soviétique » pour reconstruire le pays. Les

[85] République Populaire de Hongrie, « Constitution de la République populaire de Hongrie [*A Magyar Népköztársaság Alkotmánya*] du 20 août 1949 », XX./1949, puis Nr. I/1972, Version originale en hongrois, traduite en allemand sur : https://www.verfassungen.eu/hu/verf49-i.htm [consulté le 11/08/2023].

références à la guerre sont toujours présentes et la construction du socialisme est cette fois indiquée comme étant l'objectif fondamental de cette constitution :

> *« La Constitution de la République populaire de Hongrie exprime les changements fondamentaux qui se sont produits dans la vie de notre pays, les succès historiques de la lutte menée pour le progrès social et le travail pour la construction du pays. En tant que loi fondamentale de la République populaire hongroise, la Constitution garantit les succès que nous avons remportés jusqu'à présent et la poursuite de notre progression sur la voie du socialisme. »*[86]

Ce préambule et les changements qu'il a subi semblent indiquer que ce texte s'est adapté à deux phases différentes de la République populaire. La première s'est inscrite en rupture avec le système précédent et répond à la nécessité de construire une société nouvellement organisée autour du socialisme. La seconde, qui arrive donc 23 ans plus tard, intervient à un moment où il faut désormais consolider le régime et l'idéologie qui le préside. Entre ces deux versions, rappelons que la Hongrie a connu un épisode important de révoltes populaires en octobre 1956, avec une insurrection débutée à Budapest et qui s'est ensuite étendue dans de nombreuses villes du territoire avant d'être réprimée dans le sang par l'armée soviétique. Cette révolte est le résultat d'une forte contestation de la domination soviétique et du gouvernement que l'URSS a mis en place en Hongrie[87].

La répression a largement contribué à la stabilisation du régime et la Constitution arrive trop tard pour que cette révision complète de la Constitution ait été réalisée en réaction à ces événements. En revanche, le fait qu'elle ait été faite en 1972, à un moment où les relations entre l'Ouest est l'Est sont dans une phase de « détente » et aussi à un moment où les Traités internationaux s'intéressent de plus en plus au respect des Droits de l'homme, il est possible que la réécriture ait aussi été rendue nécessaire par le besoin de mettre la Constitution hongroise en conformité avec les textes qui régissent le droit international.

Un premier élément nous indique que cette hypothèse est crédible. Dans la première version, le chapitre VIII est consacré aux « droits et devoirs des citoyens [*Az állampolgárok jogai és kötelességei*]. Dans la réécriture, outre le fait que la numérotation change et qu'il devienne le chapitre VII, le titre du paragraphe change et devient : « droits et devoirs fondamentaux des citoyens » [*Az állampolgárok alapvető jogai és kötelességei*]. Dès le titre de ce chapitre, nous pouvons donc identifier la volonté, en tout cas pour ce qui est visible dans la Constitution, de changer de doctrine en termes de conception de la notion de « droit ». En 1972,

[86] *Ibid.*, Préambule.
[87] François FEJTÖ, *1956, Budapest, l'insurrection : la première révolution anti-totalitaire*, Bruxelles, Complexe, 2006, p. 29.

ils ne sont plus seulement considérés comme des droits civiques, mais aussi comme des droits fondamentaux. C'est là une différence majeure avec les Constitution étudiées précédemment.

Toutefois, comme nous l'avons vu dans la Constitution tchécoslovaque, un article introductif du chapitre précise que ces droits sont garantis dans le respect d'un certain cadre. Il s'agit de l'article 54. Nous précisons qu'il n'est pas présent dans la version de 1949 et a donc été rajouté en 1972 :

> *« (1) La République populaire hongroise respecte les droits de l'homme.*
> *(2) En République populaire hongroise, les droits civiques doivent être exercés en conformité avec les intérêts de la société socialiste ; l'exercice des droits est inséparable de l'accomplissement des devoirs civiques.*
> *(3) En République populaire hongroise, les règles relatives aux droits et devoirs fondamentaux des citoyens sont fixées par la loi. »*[88]

Ce paragraphe sert donc de nuance au titre du chapitre. En réalité, les droits pourtant présents dans un chapitre qui les présente comme « fondamentaux » sont en fait « inséparables de l'accomplissement des devoirs civiques » et « en conformité avec les intérêts de la société socialiste ». Il existe donc bien un cadre d'application de ces libertés, elles ne s'appliquent pas en toute circonstance. Ce qui est donc principalement « fondamental », ce sont les devoirs des citoyens car ce sont eux qui conditionnent l'octroi des droits.

Enfin, et comme le prévoit la charte des droits de l'homme, c'est la loi qui détermine le cadre légal qui régit les règles relatives aux droits et aux devoirs des citoyens. Ainsi, même si les libertés sont garanties par la Constitution, elles ne le seront que dans le cadre de ce qui est conforme aux intérêts de la société socialiste, et c'est la loi qui déterminera les modalités de contrôle de cette conformité.

La liberté d'expression est garantie par l'article 55 de la première version de la Constitution de 1949. Elle l'est au même titre que la liberté de la presse et la liberté de réunion :

> *« (1) La République populaire hongroise garantit la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion d'une manière conforme aux intérêts des travailleurs.*
> *(2) L'État met à la disposition des travailleurs les moyens matériels nécessaires à l'exercice de ces droits. »*[89]

Cette première formulation ressemble beaucoup à celles que nous avons trouvées dans les autres Constitutions des pays du Pacte de Varsovie. En revanche, alors qu'il est fait mention de la mise à disposition des moyens nécessaires à l'exercice des libertés d'expression, de la presse et

[88] République Populaire de Hongrie, « Constitution de la République populaire de Hongrie », *Op. Cit.*, Chapitre VIII (*Az állampolgárok jogai és kötelességei*), puis article VIII (*Az állampolgárok alapvető jogai és kötelességei*), Nr. I/1972, article 55.
[89] *Ibid.*, Article 55.

de réunion, ces moyens ne sont pas détaillés. Il n'est donc pas possible de déterminer si la presse est considérée comme un moyen d'expression ou non. Cet alinéa disparaît lors de la réécriture de 1972 et le premier alinéa est réécrit de la manière suivante (il devient alors l'article 64) :

> *« La République populaire hongroise garantit la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion, conformément aux intérêts du socialisme et du peuple. »*[90]

Les libertés énoncées précédemment sont donc toujours présentes mais la reformulation fait apparaître plus clairement que l'exercice de ces libertés se fait dans le cadre de la conformité avec les intérêts du socialisme. Il s'agit-là d'une répétition de l'article introductif du chapitre qui démontre que ces libertés sont particulièrement visées par les restrictions mentionnées.

Enfin, il faut noter que la première version de cette Constitution ne mentionne pas la liberté scientifique et artistique. L'article 60 est ajouté dans la version de 1972 et stipule :

> *« La République populaire hongroise garantit la liberté de création scientifique et artistique. »*[91]

Une nouvelle fois, l'article est court et ne donne pas davantage de précisions sur les contours de l'exercice de ces libertés. Quant au droit à la critique que nous avons vu apparaître dans certains Constitutions, il n'existe pas dans celle de la République populaire hongroise. Le paragraphe 68 de la version de 1972 y fait référence, mais sans la moindre occurrence du terme « critique » :

> *« (1) Tout citoyen a le droit de participer à la gestion des affaires publiques ; il est de son devoir d'accomplir consciencieusement sa mission publique.*
>
> *(2) Les citoyens peuvent soumettre aux organisations de l'État et de la société des propositions d'intérêt public. Celles-ci doivent être examinées sur le fond. »*[92]

Comme dans la Constitution de l'Union soviétique, seule une possibilité d'interpeller les administrations publiques est laissée aux citoyens hongrois. Il n'est par ailleurs pas question de « critique » mais de participation « à la gestion des affaires générales ». Les commentaires éventuels ne peuvent donc pas avoir de caractère politique. Sur ce point, on ne va donc pas aussi loin que ce que permet la Constitution de l'Union Soviétique qui prévoit quant à elle la possibilité de critiquer les lacunes de l'administration. Le point commun réside tout de même dans le fait qu'il n'est pas prévu que la possibilité d'émettre des critiques d'ordre politique soit laissée aux citoyens.

---

[90] *Ibid.*, loi constitutionnelle Nr. II/1972, article 64.
[91] *Ibid.*, article 60.
[92] *Ibid.*, article 72.

La Constitution de 1949 est celle qui restera en vigueur jusqu'en 2011. Elle est réécrite en profondeur en 1992 après la chute de l'URSS et le chapitre consacré aux droits et devoirs fondamentaux connait de nombreuses modifications, notamment pour supprimer toute possibilité de restreindre la liberté d'expression au nom de l'intérêt du socialisme. Ce texte est ensuite abrogé et remplacé par la Constitution du 25 avril 2011.

5. La République Démocratique allemande

Le travail autour de la rédaction d'une Constitution en zone d'occupation soviétique de l'Allemagne se fait dans un contexte particulier. Il débute en 1946, lorsque l'administration militaire soviétique en Allemagne a confié cette mission au parti communiste local, le parti socialiste unifié, le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands).* À ce moment-là, l'Allemagne est au centre des tensions géopolitiques entre les puissances vainqueures de la Seconde Guerre mondiale. Elle est aussi en pleine reconstruction : matérielle d'abord puisque plusieurs villes comme Berlin ou Dresde ont été en grande partie détruites par des bombardements, et idéologiques ensuite car les procès de Nuremberg ont mis au jour la responsabilité du Troisième Reich dans des crimes contre l'humanité. Il s'agit d'un traumatisme important pour une population qui y a parfois contribué mais qui s'y est aussi opposée, dans un système sans concession, sans marge de manœuvre. Le clivage entre les idéologies est alors présent à tous les niveaux de la société et il faut reconstruire un État dans ce contexte, sans savoir ce qu'il allait advenir des différentes parties de l'Allemagne occupée.

La Constitution du 7 octobre 1949, promulguée quelques mois après celle de la RFA, s'inspire en bonne partie de la Constitution de la République de Weimar et compte de nombreux points communs avec celle de la RFA. Surtout, elle est conçue de telle sorte à ce qu'elle puisse laisser la porte ouverte à une réunification future de l'Allemagne. Ce format de constitution fait qu'elle se distingue des autres Constitutions des États membres du Pacte de Varsovie. On peut le remarquer dès la disposition de ses chapitres : alors que les droits des citoyens arrivaient tardivement dans les autres Constitutions, ils arrivent très tôt dans celle de la RDA. En effet, la première section est consacrée à la définition des fondements du pouvoir de l'État, puis la seconde au contenu et aux limites de ce pouvoir. C'est dans cette section que se trouvent les articles dédiés aux droits des citoyens, dans un premier chapitre intitulé « Droits du citoyen » [*Rechte des Bürgers*]. Il faut d'ailleurs noter que la notion de devoir ne figure pas dans l'intitulé du chapitre. Il s'agit donc déjà d'une différence importante avec les autres Constitutions étudiées jusqu'ici.

En revanche, même si le texte ne parle pas explicitement de devoirs, le premier article de ce chapitre est pour le moins restrictif puisqu'il n'énonce pas un droit mais une interdiction, et même des sanctions pénales et administratives pour toute personne y contrevenant :

> *« Tous les citoyens sont égaux devant la loi. L'incitation au boycott des institutions et organisations démocratiques, l'incitation au meurtre de politiciens démocratiques, la manifestation de la haine religieuse, raciale ou ethnique, la propagande militariste ainsi que l'incitation à la guerre et tous les autres actes dirigés contre l'égalité des droits sont des crimes au sens du code pénal. L'exercice des droits démocratiques au sens de la Constitution n'est pas une incitation au boycott.*
>
> *Toute personne punie pour avoir commis ces crimes ne peut plus travailler dans la fonction publique ni occuper des postes de direction dans la vie économique et culturelle. Il perd le droit de voter et d'être élu. »*[93]

L'amorce de ce chapitre est donc assez différente de ce que nous avons pu constater ailleurs. Ce paragraphe regroupe en outre plusieurs idées, qui va donc du boycott des institutions, qui peut être lu au sens d'une opposition politique à l'État, à la manifestation de la haine raciale ou ethnique, qui peut ici faire référence au passé récent de l'Allemagne et ainsi distinguer la RDA, État construit autour de l'antifascisme, et l'Allemagne qu'elle a combattue. Le texte prévoit également des sanctions concrètes, chose que nous n'avions pas encore rencontrée dans les autres textes.

Une autre différence réside dans le fait que l'ordre de présentation des droits individuels que nous avons présentés précédemment ne s'applique pas dans le cas de la RDA. Le droit au travail et tous les autres qui sont présentés dans la totalité des textes étudiés jusqu'ici arrivent cette fois après les droits des citoyens. La liberté d'expression et de la presse sont inscrits dès l'article 9 :

> *« Tous les citoyens ont le droit d'exprimer librement et publiquement leurs opinions, dans les limites fixées par les lois applicables à tous, et de se réunir pacifiquement et sans armes à cette fin. Cette liberté n'est limitée par aucune relation de service ou de travail ; nul ne peut être désavantagé s'il fait usage de ce droit.*
>
> *Il n'y a pas de censure de la presse. »*[94]

Là encore, nous pouvons constater plusieurs différences notoires entre la Constitution de la RDA et les autres. Il est en effet question de pouvoir exprimer « librement et publiquement [ses] opinions », quand la plupart des autres Constitutions n'utilisent le terme « liberté d'expression » que de manière générique ou bien en la restreignant à un type d'expression

[93] République Démocratique Allemande, « Constitution de la République Démocratique Allemande du 7 octobre 1949 [*Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 7. Oktober 1949*] », Section A (*Inhalt und Grenzen der Staatsgewalt*), Chapitre 1 (*Rechte des Bürgers*), article 1, version originale en allemand disponible sur : https://www.verfassungen.de/ddr/verf49-i.htm, [consulté le 13/08/2023].
[94] *Ibid.*, Article 9.

seulement, comme c'est le cas dans celle de l'Union soviétique. Il est également indiqué que c'est la loi qui fixe les modalités d'exercice de ces libertés. La Constitution ne dit donc pas tout et, comme ailleurs, il faut s'intéresser aux textes de lois pour déterminer le réel cadre d'application des dispositions qu'elle énonce.

Concernant la presse, elle n'est pas considérée comme une liberté et n'est pas non plus mentionnée comme pouvant faire partie des moyens d'expression à la disposition des citoyens. Cependant, il est explicitement indiqué qu'aucune censure de la presse ne peut être exercée. Il s'agit là de la deuxième Constitution à garantir l'absence de censure après celle de la Tchécoslovaquie de 1920. Cette notion a ensuite disparu lors de la nouvelle Constitution de 1960. Un autre détail intéressant réside dans la précision qui est faite autour de la liberté de réunion. Celle-ci ne peut en effet être exercée que dans un cadre pacifiste et non armé. La Constitution de RDA est donc particulièrement marquée par le pacifisme, certainement dans une volonté de marquer une nouvelle fois la rupture avec l'Allemagne nazie.

Enfin, il est également précisé que la liberté d'expression ne peut pas être limitée par les « relations de services ou de travail ». En extrapolant, on peut donc se dire que ce passage revient à reconnaitre le droit de grève comme une modalité d'expression d'une opinion et que le recours à ce droit ne peut pas donner lieu à des sanctions en lien avec le travail. Toutefois, le terme « grève » n'est pas explicitement employé et la mention de l'interdiction des « boycotts » au début du chapitre peut remettre en question cette interprétation du texte. La possibilité de formuler des revendications sur les conditions de travail n'est laissée qu'aux syndicats, et ce sont également eux qui disposent du droit de grève, comme le stipule l'article 14 :

> *« Le droit d'adhérer à des associations de promotion des conditions de salaire et de travail est garanti à toute personne. Tous les accords et toutes les mesures qui restreignent cette liberté ou qui tendent à l'entraver sont illégaux et interdits.*
> *Le droit de grève des syndicats est garanti. »*[95]

Ces dispositions sont particulièrement intéressantes, car ce sont justement les révoltes ouvrières qui agitent les premières années d'existence de la RDA, avec des grèves et des manifestations massives au cours de l'année 1953, réprimées dans le sang par l'armée soviétique dans les rues de Berlin-Est. Malgré cette période de fortes tensions, la Constitution ne subit pas de modification, au moins dans un premier temps.

À un moment où la détente s'amorce entre les deux blocs et où la RDA multiplie les tentatives pour être reconnue comme un État souverain à l'international, une refonte de la Constitution est opérée le 9 avril 1968. Une première modification importante réside dans le

[95] *Ibid.*, Article 14.

titre du chapitre consacré à aux droits des citoyens qui devient « droits fondamentaux et devoirs fondamentaux des citoyens ». La notion de devoirs fait donc son apparition, en même temps que le principe de droit « fondamental » qui n'existait pas dans la version précédente.

L'ordre de présentation des droits et des devoirs diffère une nouvelle fois des autres Constitutions. D'abord, le premier article définit le rôle de l'État dans la garantie des droits individuels et le rôle du citoyen dans la participation à la construction de la société socialiste. À ce propos, deux alinéas peuvent être pris en exemple, le premier et le troisième :

> *« Alinéa 1 : La République démocratique allemande garantit à tous les citoyens l'exercice de leurs droits et leur participation à la gestion du développement de la société. Elle garantit la légalité socialiste et la sécurité juridique.*
>
> *[…]*
>
> *Alinéa 3 : Libéré de l'exploitation, de l'oppression et de la dépendance économique, chaque citoyen a des droits égaux et de multiples possibilités de développer pleinement ses capacités et de déployer librement ses forces pour le bien de la société et pour son propre bénéfice dans la communauté socialiste. Il réalise ainsi la liberté et la dignité de sa personnalité. Les relations entre les citoyens sont marquées par le respect et l'aide mutuels, par les principes de la morale socialiste. »*[96]

Ces deux alinéas définissent l'exercice des droits du citoyen comme un moyen de participer au développement de la société socialiste. On détermine ici clairement l'association qui est faite entre le droit et la société socialiste : l'exercice de l'un ne se fait qu'au bénéfice de l'autre. Il est donc entendu que ce n'est qu'à travers la pérennité de la société socialiste que le citoyen acquiert pleinement ses droits et sa dignité. Tout est ainsi tourné vers elle et la « morale socialiste », y compris la relation entre les citoyens. C'est donc une formulation un peu différente de ce que nous avons pu constater ailleurs, mais cela revient *in fine* à dire la même chose, à savoir que les intérêts de la société socialiste prévalent sur ceux de l'individu. Les libertés sont donc là aussi conditionnées à ce qui est entendu derrière le respect de la morale socialiste et la définition de ce qui est favorable ou non au développement de la société socialiste.

Si le droit au travail se trouvait parmi les premières libertés citées dans les autres Constitutions, celle de RDA mentionne avant cela le droit de vote ainsi que la nécessité de défendre la patrie socialiste. Ce n'est qu'ensuite qu'arrive l'article consacré au droit de disposer d'une activité rémunérée (article 24). Il est en revanche précisé dans l'alinéa 2 que « L'activité socialement utile est un devoir honorable pour tout citoyen capable de travailler. Le droit au

[96] République Démocratique Allemande, « Constitution de la République Démocratique Allemande du 9 avril 1968 [*Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 9 April 1968*] », Section II (*Bürger und Gemeinschaften in der sozialistischen Gesellschaft*), Chapitre 1 (*Grundrechte und Grundpflichten der Bürger*), Article 19, version originale en allemand disponible sur : https://www.verfassungen.de/ddr/verf68-i.htm [consulté le 13/08/2023].

travail et le devoir de travailler forment un tout ». Ainsi, ces deux derniers articles énoncent d'abord des devoirs, avant même d'avoir évoqué la liberté d'expression.

Cette dernière est prévue par l'article 27, à la suite de deux articles consacrés au droit à l'éducation et à l'accès à des études supérieures :

> *« Alinéa 1 : Tout citoyen de la République démocratique allemande a le droit d'exprimer librement et publiquement son opinion conformément aux principes de la présente Constitution. Ce droit n'est limité par aucune relation de service ou de travail. Nul ne peut être lésé s'il fait usage de ce droit.*
>
> *Alinéa 2 : La liberté de la presse, de la radio et de la télévision est garantie. »*[97]

La formulation de l'article ne diffère pas de la première version de 1949. La liberté d'expression est toujours conçue comme une possibilité d'exprimer « librement et publiquement » son opinion, dans la limite de ce qui est prévu par la constitution, et donc conformément aux principes de respect et de défense des intérêts de la société socialiste. La précision qui indique que l'exercice de ce droit ne peut conduire à des sanctions en lien avec le travail est maintenue. Une différence majeure est tout de même à relever, en l'occurrence la présence d'un second alinéa garantissant la liberté de la presse, de la radio et de la télévision. Cette fois, la notion de censure a disparu et est remplacée par la garantie d'une liberté. Cet article ne comprend cependant toujours pas une liste des moyens permettant d'exercer sa liberté d'expression.

Nous signalons également que la liberté de réunion ne fait plus partie du même paragraphe que la liberté d'expression, contrairement à la version de 1949. Elle est prévue par l'article 28 :

> *« Alinéa 1 : Tous les citoyens ont le droit de se réunir pacifiquement dans le cadre des principes et objectifs de la Constitution.*
>
> *Alinéa 2 : L'utilisation des conditions matérielles nécessaires à l'exercice sans entrave de ce droit, des bâtiments de réunion, des rues et des lieux de manifestation, des imprimeries et des moyens de communication est garantie. »*[98]

La notion de rassemblement pacifiste est conservée mais l'ajout le plus important réside dans le fait qu'une liste de conditions matérielles ait été ajoutée pour préciser les modalités d'exercice de ce droit. Il est ainsi indiqué que des lieux de réunions, des lieux de manifestation – y compris les rues – ainsi que les imprimeries et des moyens de communication seront mis à la disposition des citoyens pour ce faire. Sur ce point, la RDA est un peu en avance sur les États voisins car nous ne trouvons de mention des imprimeries et des lieux de manifestations que dans la Constitution de l'URSS dans sa version de 1977. C'est un élément intéressant dans le

[97] *Ibid.*, Article 27.
[98] *Ibid.*, Article 28.

cadre de notre étude car cet article pose une base constitutionnelle concernant la possibilité de se réunir librement, de manifester librement et d'utiliser librement les imprimeries, des droits dont l'opposition politique s'est emparée elle-même, justement car ils ont ensuite été limités par la loi, nous y reviendrons.

Pour rester sur le plan constitutionnel, il faut tout de même préciser qu'on peut considérer que l'article 29 vient nuancer l'article précédent, dans la mesure où il établit une liste des structures au sein desquelles il est autorisé de se réunir. Il n'est en revanche pas précisé si cette liste est restrictive, ce qui laisse un flou quant à la possibilité de se réunir en dehors de ces cadres :

> *« Les citoyens de la République démocratique allemande ont le droit de s'unir pour réaliser leurs intérêts par une action commune au sein de partis politiques, d'organisations sociales, d'associations et de collectifs, en conformité avec les principes et les objectifs de la Constitution. »*[99]

Comme dans la plupart des autres Constitutions des États membres du Pacte de Varsovie, les pratiques culturelles, artistiques et scientifiques font également l'objet d'articles dédiés. Si nous avions constaté jusqu'ici que les différents textes garantissaient l'accès à ces activités dans des articles courts et peu détaillé, ce n'est pas le cas dans l'article 18 de la Constitution de la RDA, qui donne une définition plus restrictive de ce qui est entendu comme étant une pratique artistique garantie par la Constitution :

> *« Alinéa 1 : La culture nationale socialiste fait partie des fondements de la société socialiste. La République démocratique allemande promeut et protège la culture socialiste qui sert la paix, l'humanisme et le développement de la communauté humaine socialiste. Elle combat l'inculture impérialiste qui sert à la guerre psychologique et à l'avilissement de l'homme. La société socialiste encourage la vie culturelle des travailleurs, cultive toutes les valeurs humanistes du patrimoine culturel national et de la culture mondiale et développe la culture nationale du socialisme en tant qu'affaire du peuple tout entier.*
>
> *Alinéa 2 : La promotion des arts, des intérêts et des capacités artistiques de tous les travailleurs et la diffusion des œuvres et des prestations artistiques sont des obligations de l'État et de toutes les forces sociales. La création artistique repose sur un lien étroit entre les créateurs culturels et la vie du peuple.*
>
> *Alinéa 3 : La culture physique, le sport et le tourisme, en tant qu'éléments de la culture socialiste, servent au développement physique et intellectuel global des citoyens. »*[100]

Cet article indique donc que toutes les formes de pratiques culturelles ne seront pas autorisées. Seules celles qui correspondent au modèle socialiste et aux valeurs qu'il défend le seront et leur diffusion sera garantie. Elles s'opposent aux pratiques impériales du bloc de l'Ouest et à celles qui ne correspondent pas à la bonne représentation du socialisme ou qui visent à le critiquer.

[99] *Ibid.*, Article 29.
[100] *Ibid.*, Article 18.

Cela sous-entend en conséquence qu'un contrôle peut être opéré et que certaines productions pourront donc être empêchées dans leur diffusion. Ainsi, alors que la première constitution mentionnait explicitement l'impossibilité de recourir à la censure, sa réécriture de 1968 semble au contraire rouvrir cette possibilité, sans toutefois le dire de façon explicite.

Enfin, un dernier article qu'il nous semble important de relever est l'article 30, qui garantit l'inviolabilité des droits et de la personnalité des citoyens, tout en précisant que seule la loi peut les restreindre :

> *Alinéa 1 : La personnalité et la liberté de chaque citoyen de la République démocratique allemande sont inviolables.*
>
> *Alinéa 2 : Des restrictions ne sont autorisées qu'en rapport avec des actes punissables ou un traitement médical et doivent être justifiées par la loi. Les droits de ces citoyens ne peuvent être limités que dans la mesure où la loi le permet et où cela est inévitable.*
>
> *Alinéa 3 : Pour la protection de sa liberté et de l'inviolabilité de sa personnalité, tout citoyen a droit à l'aide des organes de l'État et de la société.*[101]

Par l'intermédiaire de la loi, il existe donc la possibilité de restreindre les droits des citoyens, mais seulement quand cela est jugé « inévitable ». Sur ce dernier point, la Constitution ne prévoit pas de configuration qui rendrait cela « inévitable », et cette notion est donc laissée à l'appréciation du législateur.

À plusieurs titres, la Constitution de la RDA se distingue de celles des autres pays du Pacte de Varsovie. Elle semble en effet être plus explicite et plus détaillée sur un certain nombre de points, ce qui laisse d'un côté apparaître la possibilité de s'exprimer « librement et publiquement » et de l'autre cela permet d'exprimer des restrictions plus explicites quant aux modalités d'exercice des libertés, comme le démontre l'article 18 consacré aux pratiques culturelles. D'un côté comme de l'autre, les autres Constitutions ne vont pas aussi loin et renvoient la plupart du temps à la loi qui définira ces modalités avec davantage de précision.

Une dernière modification de la Constitution est-allemande est introduite par la loi constitutionnelle du 7 octobre 1974, mais celle-ci ne comporte que des modifications mineures[102], et porte essentiellement sur des reformulations marginales, concernant les articles que nous venons de citer. On peut donc dire que malgré sa reconnaissance internationale comme un État souverain et son adhésion à l'ONU, la RDA n'a pas effectué de modification de sa conception constitutionnelle des droits civiques dits « fondamentaux » dans ses textes. Nous verrons si les changements ont donc plutôt été opérés dans les textes de lois, notamment en

[101] *Ibid.*, Article 30.
[102] République Démocratique Allemande, « Gesetz zur Ergänzung und Änderung der Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 7. Oktober 1974 », GBl., Teil I, p. 432 : https://www.verfassungen.de/ddr/verfassungsgesetz74.htm [consulté le 13/08/2023].

raison de l'influence de l'entrée en vigueur du Traité fondamental en 1973 et du devoir de respect des Conventions internationales.

L'étude des textes constitutionnels et de leurs révisions pour les différents pays du Pacte de Varsovie qui nous intéressent dans le cadre de ces travaux nous a permis de constater que tous, sans exception, avaient fait du droit d'expression un droit constitutionnel. Celui-ci se définit de façon différente en fonction des États, certains considérant que le droit de réunion et la liberté de la presse en font partie, d'autres non. Il est parfois assorti d'une énumération de conditions matérielles pouvant favoriser son exercice, et parfois non.

Mais la présence de ces droits dans la Constitution a surtout pour but de permettre aux différents États mentionnés de respecter les textes internationaux. Quelle que soit la formulation utilisée dans les différents textes, ils respectent bel et bien le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966. Cependant, ce n'est pas parce que les Constitutions garantissent le respect de ces droits que la législation ne peut pas en restreindre une partie. C'est ce même Pacte international qui laisse cette possibilité puisque son article 19 prévoit que les principes de la liberté d'expression et d'information doivent être explicitement inscrits dans la loi mais doivent aussi répondre à la nécessité de « sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques ».

Cela signifie donc que c'est au législateur d'apprécier la façon dont ces droits s'appliquent et de définir quelles sont les restrictions afférentes. Il faut tout de même veiller à ce que la hiérarchie des normes soit respectée et donc que les lois ne contreviennent pas à ce qui est prévu dans la Constitution. Mais c'est justement parce que cette dernière n'entre dans aucun détail concernant les limites de l'exercice des droits que la loi peut combler ce vide. Ainsi, pour ce qui concerne la RDA par exemple, si l'accès aux imprimeries est restreint pour une partie de la population mais qu'il est garanti pour une autre, en l'occurrence les organisations mentionnées dans la Constitution, le texte de loi précisant les restrictions ne sera pas contraire à la Constitution. Il s'agit donc pour les États membres du Pacte de Varsovie de jouer avec les limites de la hiérarchie des normes, sans les dépasser, pour définir et contrôler ce qui relève de « la mise en danger de la sécurité nationale et de l'ordre public ».

Ce contrôle pourra en outre particulièrement s'exercer sur la circulation de l'information, car l'étude des textes constitutionnels nous permet également de constater des absences et à ce propos il convient de relever celle de toute mention du droit à l'accès à l'information. Même si la liberté de la presse est garantie par la plupart des Constitution, la question de l'information ne figure nulle part.

Au moment où les premières versions des Constitutions des États du Pacte de Varsovie sont rédigées, la priorité est de trouver les moyens de stabiliser l'installation du socialisme sur les territoires soviétiques. Le socialisme étant perçu comme le salut des peuples soviétiques face aux menaces du capitalisme, restreindre les libertés individuelles constitue un mal mineur. Ces premiers textes laissent donc toujours transparaître une notion de restriction possible des libertés, et cela pourra se traduire par un contrôle de différents domaines de la société afin de s'assurer que l'installation de l'idéologie socialiste s'accomplit de la bonne manière. On se trouve alors dans une sorte d'état d'urgence ou d'état d'exception[103] dans lequel toutes les lois restrictives des libertés peuvent être justifiées dans l'intérêt de l'installation du régime dans la durée.

Compte tenu de ces différents constats, il convient à présent de s'intéresser aux interventions de la législation sur les droits constitutionnels et de déterminer comment les appareils de contrôle et de censure se sont imposés par la loi. Cela nous permettra dans le même temps d'identifier le fonctionnement des administrations chargées de la censure des productions culturelles et de la presse. Pour ce faire, nous procèderons de la même manière et déclinerons ces éléments pour chaque État dont nous avons étudié la constitution. Cela nous permettra ensuite de comprendre dans quel cadre légal les samizdats se sont développés dans les différents pays du bloc de l'Est.

II. Mise en application de la censure dans l'espace soviétique : un système standardisé ?

À la lecture des textes constitutionnels des différents États du Pacte de Varsovie, nous avons pu mesurer à quel point la question des libertés individuelles, et particulièrement de la liberté d'expression, est une question sensible, qui ne peut pas être simplement être abordée à travers le prisme libéral des principes de libertés. Ce qui semble être central dans ces textes, c'est la nécessité de d'installer une idéologie et pour cela, il convient de rendre la population hermétique à toute forme d'idéologie concurrente. Dans cette optique, les principes consacrés par les Constitutions et dont la rédaction est nécessairement conforme au Droit international sont accompagnés de mesures d'application complémentaires, et donc de textes de loi ainsi que des administrations chargées de les mettre en application. Dans le cas du régime soviétique et de sa conception protectionniste absolue, cela se traduit par l'instauration de la censure, un

[103] À ce propos, voir Carl Schmitt, *La dictature*, Paris, Seuil, 2000.

principe plus ou moins assumé selon les États, et qui s'y applique donc avec un certain nombre de variations, mais toujours dans le but de contrôler toute production idéologique ou culturelle sur le territoire.

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons à la censure à travers le prisme de la privation de libertés, qui se matérialise par des restrictions imposées par le droit. De la même manière que nous l'avons fait pour les textes constitutionnels, nous mettrons en avant les principaux textes législatifs encadrant la production des écrits littéraires, politiques et journalistiques dans différents États de l'espace soviétique. Ils permettront de déterminer les variations pouvons exister d'un pays à l'autre et donc de s'interroger sur l'uniformité du système de censure.

Il est important de préciser que l'encadrement des domaines de l'édition et du journalisme ne se traduit pas par une interdiction totale des textes en dehors d'un groupe limité d'auteurs identifiés et adoubés par le Parti. Il s'agit davantage d'un système de régulation, conforme au principe de planification économique du système socialiste, auquel s'ajoute l'impératif du contrôle idéologique pour assurer l'installation durable du socialisme dans cet espace politique. Ainsi, des auteurs peuvent voir leurs textes être interdits pendant un temps, jusqu'à ce qu'ils décident de faire entrer les prochains textes dans la bonne ligne idéologique et les bons critères esthétiques. Le système de censure dans l'espace soviétique repose donc sur un rejet total de toute forme de pensée indépendante : tout doit entrer dans la planification économique et matérielle, et tout doit entrer dans une ligne dictée par le Parti. Tout ce qui est en dehors de ces critères est un potentiel danger. Ainsi, la notion de trouble à l'ordre public qui est mentionnée dans les textes du droit international n'y est pas entendue de la même manière. Dans le régime socialiste, elle réside dans des pensées et des formes d'expression non contrôlées qui représenteraient une menace vis-à-vis de la norme intellectuelle établie par le régime, pour sa stabilité et l'accomplissement de ses objectifs face aux régimes concurrents.

La définition du système de censure dans cet espace est un exercice particulièrement complexe tant il comporte des variations, tant en fonction des régions ou des États qui le constituent qu'en fonction des périodes politiques qu'il a traversé. En effet, même si le Parti communiste de l'Union soviétique est l'organe central de définition de l'idéologie, il se doit de s'appuyer sur des antennes locales ainsi que sur des organes de gouvernance locaux (les comités centraux et les bureaux politiques par exemple) afin de couvrir le vaste territoire de l'URSS et de ses pays satellites. Cela entraine inévitablement des variations locales de l'organisation administrative et donc une mise en application de la censure qui diffère d'un État à l'autre. Mais la mise en application des lignes idéologiques elles-mêmes peuvent aussi varier, pour la simple

raison qu'elles n'ont eu de cesse de changer, au gré de l'actualité politique faite de périodes de troubles internes, et donc de protestations, de tensions politiques internationales ou au contraire de périodes de détente. Les lignes idéologiques étant en constant mouvement, la rigidité des appareils de censure l'est également, rendant difficilement lisible le système de censure, ses critères et ses limites. C'est donc en tenant compte de ces éléments que nous nous intéresserons à la mise en application de la censure dans différents États de l'espace soviétique. Nous verrons que les administrations ont été marquées par ces variations et leur réorganisation constante peut être considérée comme une trace de cette instabilité idéologique.

Le manque de linéarité dans la mise en application de la censure rend son étude plus complexe pour le chercheur, comme le précise Catherine Depretto qui propose un état de la recherche sur la censure à la période soviétique[104]. L'une des difficultés qui se pose particulièrement pour l'URSS tient au fait que les documents sur le sujet ne sont pas facilement accessibles, et même dans certains cas, ont été détruits, rendant complexe toute tentative d'étude empirique sur le rôle du bureau politique ou des autres organes administratifs ou politiques en matière de contrôle des productions artistiques, littéraires, culturelles… Le censeur est en outre difficilement identifiable tant les organes pouvant intervenir sont divers. Surtout, certains d'entre eux interviennent en dehors de toute procédure établie. Dans ces cas, il ne s'agit pas de l'administration officiellement chargée de la régulation des domaines culturels, le *Glavlit*, mais d'organes d'intervention plus officieux. Pour ces raisons, nous nous attarderons davantage sur les phénomènes de censure dans les pays satellites de l'URSS, même si nous dégagerons les contours les plus saillants de l'organisation des appareils de censure de l'Union soviétique, de sorte à en dégager les différences et points communs fondamentaux.

Enfin, une autre difficulté réside dans la capacité du chercheur à identifier ce qui relève réellement de l'opération de censure exercée par l'administration et ce qui relève d'une censure intériorisée, intégrée par l'auteur lui-même au moment de l'écriture du texte, donc l'autocensure. Cette question se pose à toutes les époques pendant lesquelles une forme de censure a été appliquée, mais elle semble particulièrement pertinente pour ce qui concerne le régime soviétique dont l'ambition est d'exercer un contrôle idéologique total sur la vie sociale, chose à laquelle les textes écrits n'échappent pas. Partant de ce constat, nous tenterons de définir les différentes manifestations de la censure sur les textes (modifications des contenus, mise au ban d'auteurs, répression policière) mais la censure sera surtout abordée du point de vue de l'organisation des administrations chargées de la mettre en œuvre. Ce sont en effet les éléments

[104] Catherine DEPRETTO, « La censure à la période soviétique (1917-1953) : état de la recherche », dans *: La littérature soviétique aujourd'hui*, Revue des études slaves, Vol. 73-4, Institut d'études slaves, 2001, p. 651-665.

qui permettent de comprendre comment l'État exerce un contrôle sur les productions écrites et nous permet d'établir une référence à partir de laquelle nous nous intéresserons aux méthodes utilisées par les oppositions pour contourner les règles ou les utiliser à leur avantage, en jouant avec les limites entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas.

A. Le modèle de l'URSS

1. L'instauration d'un système strict

En Russie, la question de la censure est ancienne et ne se résume pas exclusivement à la période soviétique. C'était d'ailleurs l'un des enjeux de la révolution de 1917 qui a vu la censure être abolie tout de suite après. Elle a toutefois été rétablie quelques jours plus tard seulement par les Bolchéviks qui vont initier la mise en œuvre d'un contrôle strict et d'une organisation complexe du système de censure. La première instance créée est le Tribunal révolutionnaire de la presse. C'est à cette instance que succède le *Glavlit*. Il est créé par un décret de 1922 du Conseil des commissaires du peuple (le *Sovnarkom*, la plus haute instance gouvernementale) afin de réguler la censure dans de nombreux domaines culturels parmi lesquels l'édition, la presse, le théâtre, le cinéma… C'est l'organe qui a joué le rôle le plus important en termes de contrôle idéologique de toute production culturelle. Il a notamment eu pour mission de contrôler la littérature religieuse, d'interdire les productions pornographiques, de contrôler et d'intervenir sur la programmation des cinémas, des théâtres et des diffusions radiophoniques. La production culturelle, et en particulier l'édition (*Gosizdat)*, deviennent alors un monopole d'État[105]. Ainsi, tout ce qui n'entre pas dans les critères établis par la censure communiste n'est pas autorisé à être publié et donc à circuler. Ces productions écrites doivent donc être cachées ou disparaître sous peine de voir s'exercer une forte répression.

L'exercice du contrôle de la société répond à une volonté d'instaurer une ligne idéologique forte, de la consolider et de la faire perdurer au sein du bloc de l'Est. Alors, ce contrôle et ses modalités évoluent à mesure que le régime et son idéologie s'installent. En fonction des périodes de contestation de ce régime, les instances sont amenées à évoluer, à durcir leurs pratiques ou au contraire, à les rendre plus souples. Pour exemple, Nicolas Werth estime que pour la période staliniste, celle qui est considérée comme étant la plus dure en termes de contrôle de la société soviétique, il existe deux grandes phases qui ont influencé les modalités

[105] Cécile VAISSIÉ, « La censure des œuvres artistiques en URSS : diversité des instances, multiplicité des critères et tentatives de ruse », dans : Laurent MARTIN (Dir.), *Les censures dans le monde (XIX*è *-XXI*è *siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 277.

de contrôle de la société : la première serait la période dite « révolutionnaire » et renvoie aux années 1930. Il s'agit alors de restructurer la société et l'économie, de passer au socialisme, et pour ce faire, de se doter des instruments de pouvoir adéquats. La deuxième période se déroule quant à elle pendant la Seconde Guerre mondiale et se trouve être une période de conservatisme plus nationaliste qui voit la bureaucratie s'adapter afin d'obtenir la stabilité[106]. Pour répondre aux objectifs de la classe politique, l'administration a donc dû s'adapter, et il en est de même pour les organes de censure qui ont aussi adapté leur mode de fonctionnement au gré des évolutions de la ligne politique établie.

Au cours des années 1920 et 1930, de nombreuses purges ont eu lieu, de sorte à ce que la culture soviétique soit complètement débarrassée de tous les auteurs ou de tous les mouvements littéraires pouvant être hostiles au communisme, ou simplement critiques à son égard. Si le Comité central ou bien Staline lui-même estimait qu'un écrit n'entrait pas dans les critères communistes établis, la purge s'opérait et pouvait donner lieu à des sanctions lourdes. Cependant, ces critères sont justement peu définis et laissent une marge de manœuvre importante au censeur. Même si les organes de censure répondent aux injonctions politiques et idéologiques du Parti, les consignes données par le Comité central ne sont pas assez précises pour qu'un véritable mode opératoire soit défini[107]. Le censeur dispose donc d'une grande autonomie dans l'interprétation et la définition de ce qui est autorisé et de ce qui est interdit. Il peut donc faire preuve d'un certain zèle et interdire ou modifier des textes même lorsque ce n'est pas forcément nécessaire, ou au contraire faire preuve d'un certain laxisme et laisser passer des éléments qui ne devraient pas être autorisés.

Cécile Vaissié donne l'exemple d'Alexandre Fadeïev, l'un des principaux dirigeants de la littérature officielle et aussi rédacteur en chef de la revue officielle *Oktjabr'*[108]. Lui-même, pourtant bien informé sur ce qui est attendu par le Parti en matière de publications des textes, laisse passer quelques textes, notamment de l'auteur Andreï Platonov, qui n'est pas identifié comme étant un auteur hostile à la littérature officielle et au régime communiste. Parmi ces textes, certains ont par la suite déclenché la colère de Staline. Ce dernier estimait qu'ils contenaient des critiques, notamment envers le la politique agricole soviétique, ce que Fadeïev n'avait pas du tout identifié. Cela démontre bien que le système de censure, bien qu'étant pléthorique, nous allons y venir, n'est pas suffisamment défini, notamment du point de vue des

[106] Philippe BURRIN, Nicolas WERTH, Henry ROUSSO (Dir.), *Stalinisme et nazisme : histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Editions Complexes, Paris, IHTP-CNRS, 1999, p.78.
[107] Catherine DEPRETTO, « La censure à la période soviétique », *Op. Cit.*, p. 661.
[108] Cécile VAISSIÉ, « La censure des œuvres artistiques en URSS », *Op. Cit.*, p, 278.

critères qui conduisent à la modification ou à l'interdiction des textes, pour qu'il soit complètement efficace. Si même des hauts dirigeants de la littérature officielle ne maitrisent pas les critères de censure[109], il est difficile d'envisager que le système soit efficace et que des textes ne puissent pas passer à travers les mailles du filet.

Il existe pourtant bien des règles, mais elles évoluent au fil du temps et des orientations politiques du Parti. Certains critères restent cependant clairs : toutes les représentations pornographiques ou même érotiques sont formellement interdites. Les représentations de l'Occident sont aussi scrupuleusement regardées. Il est en effet interdit d'en faire un monde trop attirant. Quant à celle des communistes, les choses ont tout de même pu évoluer progressivement au fil des années, mais il est tout de même fortement déconseillé de représenter un communiste autrement que comme un héros. À moins qu'un anti-héros communiste ne soit sauvé et remis dans le droit chemin par un autre communiste. Même si ces critères peuvent avoir la valeur de règles permettant de fixer les limites de ce qui est autorisé ou interdit, il n'en reste pas moins qu'ils demeurent suffisamment flous pour que finalement, la décision d'exercer la moindre forme de censure ne dépende que d'une interprétation du texte par un censeur, d'un jugement tout à fait subjectif. Cela entraine, comme on peut l'imaginer, un certain nombre de dérives, qui conduisent par exemple à voir des auteurs être censurés par vengeance, ou d'autres au contraire, être publiés grâce à un certain laxisme par complaisance, même si cette option reste plus rare au vu du nombre considérable de personnes pouvant censurer un texte à n'importe quel moment.

Enfin, ces critères peuvent aussi évoluer en fonction de l'actualité politique. Au-delà des orientations politiques du Parti, certaines références ou représentations peuvent être interdites en fonction des personnes au pouvoir ou des sensibilités de personnalités politiques importantes. Cécile Vaissié reprend l'exemple d'Igor Tchoubaïs qui indique que l'utilisation du terme « sourcil » a disparu des textes écrits, car cela pouvait faire référence aux sourcils particulièrement fournis de Léonid Brejnev[110]. C'est un exemple qui peut prêter à sourire mais il en existe bien d'autres, qui démontrent que de nombreux facteurs ont eu un impact important dans la définition des critères de censure, et parmi eux, tous n'étaient pas seulement d'ordre idéologique.

À travers ces exemples, nous pourrions avoir l'impression que le censeur est livré à lui-même et qu'il a donc tout pouvoir sur ce qui peut être publié ou non. Il serait donc également

[109] Alexander FADEÏEV, « R.S. Zemljačke », *Sobranie sočinenij. Tom sed'moj,* Moscou, Xudožestvennaja literatura, 1971, p. 39-42.
[110] Igor TCHOUBAÏS, *Rossijskaja ideja,* Moscou, Akva-Term, 2012, p. 302.

le seul responsable des erreurs potentielles. Cependant, « le censeur », n'est pas une personne unique et il convient précisément de définir ce que cela signifie. En réalité, les instances de contrôle sont nombreuses et la décision finale revient toujours au comité central du Parti communiste. Alors, ce censeur, qu'il s'agisse d'un organe administratif ou d'un individu travaillant dans les maisons d'édition spécialement pour compléter ou modifier les textes, n'a donc qu'un rôle d'information. Il influe certes grandement sur le devenir des textes dans la mesure où il peut les modifier dès la première lecture, voire même bloquer la publication dès le début du processus de censure, mais si des textes sont validés, ils finissent toujours *in fine* par une confirmation du Comité central qui peut donc casser la décision de toutes les instances de censure ayant travaillé sur le texte en amont. Une description synthétique du système de censure et du rôle de chaque censeur permettra de mieux identifier le processus auquel les publications sont soumises.

2. Le *Glavlit*, appareil principal de la censure en URSS

a) Le Glavlit et son action en URSS

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, le système de censure en URSS est particulièrement complexe. Si le *Glavlit* est la structure centrale qui coordonne les opérations de censure dans l'ensemble du bloc, son action locale est bien plus complexe à décrire tant elle diffère en fonction des régions et des problématiques locales auxquelles il est confronté. Son action est tellement large et doit en outre couvrir un territoire si vaste qu'il doit s'appuyer sur des relais locaux, comme des Ministères par exemple, pour pouvoir être efficace. Cette délégation de pouvoirs entraîne nécessairement une disparité des pratiques et une multiplicité des acteurs qui rend le système particulièrement difficile à identifier.

En URSS, bien que le *Glavlit* soit l'autorité désignée pour le contrôle des parutions, il connaît quelques variations au cours du temps. Elles sont principalement liées aux besoins du Parti et des périodes politiques qu'il traverse. Ainsi, il existe une différence importante entre la période de contrôle strict qui est en vigueur sous Staline et celle qui est désignée comme étant une période de dégel sous Nikita Khrouchtchev au moment où, en 1956, le XXème congrès du Parti communiste de l'Union soviétique est secoué par une demande d'extension des libertés accordées aux écrivains et aux artistes[111]. C'est d'ailleurs à ce moment-là qu'une vague de samizdats fait son apparition, profitant de cet assouplissement provisoire pour faire circuler de

[111] Andrei SINIAVSKY, *Samizdat and the rebirth of literature. Index on Censorship*, Vol. 9, n° 4, Londres, Taylor & Francis, 1980, pp 8-12.

nouveaux textes ou d'autres depuis longtemps interdits. Les années qui suivent sont encore l'objet d'évolutions des appareils de censure, notamment en raison du contexte international et de la nécessité de se conformer aux Traités internationaux.

Parmi les rares textes accessibles concernant le *Glavlit*, on peut justement citer une déclaration du conseil des ministres du 19 octobre 1973 au sujet de l'adoption de dispositions spécifiques aux maisons d'édition, aux imprimeries et au commerce du livre[112]. Bien que le terme « censure » ne figure pas dans ce texte, les missions de contrôle du Comité d'État pour l'édition, l'imprimerie et le commerce du livre – une nouvelle variation du *Glavlit* – y sont explicitement décrites. On peut ainsi comprendre le rôle attendu de cet organe dans le contrôle idéologique des contenus imprimés (article 1) :

> *« Le Comité d'État de l'URSS pour l'édition, l'imprimerie et le commerce du livre gère les activités d'édition, l'industrie de l'imprimerie et le commerce du livre dans le pays, et exerce un contrôle à l'échelle nationale sur l'orientation thématique et le contenu de tous les types de littérature publiée.*
>
> *Le Comité d'État de l'URSS pour l'édition, l'imprimerie et le commerce du livre est responsable de l'état et de l'amélioration du niveau idéologique et politique des œuvres imprimées, de la qualité des produits fabriqués par l'industrie de l'imprimerie et de la pleine satisfaction des besoins du pays en la matière, du progrès scientifique et technique et du niveau technique de la production de l'imprimerie, ainsi que de l'état du commerce du livre. »*

Le comité d'État, tout comme cela était déjà le rôle du *Glavlit*, devient l'organe qui est au cœur du processus de contrôle préalable des publications. Il coordonne en outre toute l'activité éditoriale sur le territoire de l'URSS, y compris la planification des publications littéraires. C'est ce que prévoit l'article 2 qui synthétise les missions du Comité d'État :

> *« Assurer la production de littérature à un niveau idéologique, théorique et professionnel élevé et accroître son efficacité dans la résolution des tâches de la construction communiste ; centralisation et spécialisation de l'industrie de l'édition à l'échelle nationale ; coordination des plans thématiques des maisons d'édition indépendamment de leur subordination départementale ; élaboration de plans annuels et prospectifs consolidés pour la production de livres et le développement de périodiques ; amélioration de l'économie et de l'organisation de l'industrie de l'édition ; mise en œuvre de l'enregistrement et des statistiques de l'État ; et mise en œuvre de l'enregistrement et des statistiques de l'État. »*

Cet organe de contrôle est donc omnipotent pour ce qui concerne les domaines de l'imprimerie, de l'édition et du commerce des livres. En plus de coordonner les politiques éditoriales, c'est aussi lui qui attribue les autorisations aux entreprises souhaitant disposer de matériel d'impression. Pour ce qui est des textes, toutes les demandes de publications transitent par lui

[112] URSS, « Règlement du Comité d'État du Conseil des ministres de l'URSS pour l'édition, l'imprimerie et la librairie du 19.10.1973 », Sobranie Postanovlenij Pravitel'stva SSSR, Nr.23, Art.130.

et il tient les registres d'autorisation ou d'interdiction de publications. Il s'agit donc de l'organe le plus puissant dans le processus de contrôle des imprimés.

Ce texte est l'un des rares décrivant clairement le rôle de cette instance, et c'est aussi ce qui engendre la méconnaissance du fonctionnement exact de la censure en URSS. Cette absence d'informations à ce sujet ne permet par exemple pas de savoir avec précision qui étaient les personnes qui travaillaient dans ces administrations, en dehors du fait qu'elles étaient engagées par le Parti. Il serait pourtant intéressant de pouvoir savoir quels étaient leurs domaines et le niveau de leurs qualifications et de savoir quelle était leur formation politique et idéologique pour garantir la conformité des textes avec le discours du Parti.

Les éléments exposés ici concernent l'organisation centrale du *Glavlit* et s'appliquent à l'ensemble du territoire de l'URSS. Toutefois, au vu du territoire vaste que son action doit couvrir, il convient de préciser que son organisation est décentralisée de sorte à couvrir un terrain plus large et à garantir une stabilité idéologique sur l'ensemble du territoire. Le *Glavlit* doit en effet composer localement avec des cultures, des religions, des langues et des contextes politiques différents. Il doit donc adapter son organisation pour chacune de ses antennes. Une étude exhaustive de toutes les antennes du *Glavlit* et de leurs spécificités serait bien trop longue dans le cadre de ces travaux, alors il convient de se limiter à un exemple. Nous prendrons celui des pays Baltes, et plus précisément de la Lituanie et de la Lettonie, deux républiques marquées par une forte volonté des Soviétiques d'installer une population russophone dans la région après avoir l'avoir purgée des traces de l'occupation national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale. Cet exemple revêt d'autant plus d'intérêt dans le cadre de ces travaux que les pays baltes ont été un espace particulièrement concerné par la production de samizdats par les oppositions politiques.

b) Les antennes locales du Glavlit, l'exemple des pays baltes

En ce qui concerne les méthodes d'installation de l'idéologie socialiste sur les territoires de l'URSS, l'exemple des pays baltes est particulièrement intéressant. En effet, cette région revêt un intérêt particulier en cela qu'elle a été l'une des zones dans lesquelles l'Union soviétique a mis le plus d'engagement dans l'objectif de soviétisation. La société balte, notamment la Lettonie et la Lituanie, a fait l'objet de changements profonds pour devenir un endroit où le régime a pu expérimenter de nouveaux modèles. Ainsi, les administrations ont été complètement réformées et les fonctionnaires lettons et lituaniens ont été évincés pour laisser place à des fonctionnaires russes, cela dans le but de garantir une mainmise totale de

l'administration russophone dans la région et ainsi pouvoir organiser les opérations autour de la soviétisation de la région. Dans les autres domaines, dont ceux de l'économie, les purges ont été massives, une nouvelle fois pour que le modèle de société soviétique ne puisse être contesté ou fragilisé par la culture locale ou par des administrations qui défendraient les intérêts locaux[113].

Cet objectif ne saurait être tenable sans l'exercice d'un contrôle idéologique important, comme le Parti communiste de l'Union soviétique l'a fait sur l'ensemble du territoire qu'il a sous son influence. Pour ce faire, le *Glavlit* est aussi présent dans cette région, par l'intermédiaire d'une déclinaison administrative locale placée sous l'autorité de l'organe central actif directement au service du comité central du Parti. Celui-ci a été installé une première fois en 1940 en Lettonie et Lituanie avant d'être suspendu le temps de la guerre et de reprendre son activité en 1944.

La structuration de cette administration a dû à la fois tenir compte des exigences idéologiques du Parti, mais aussi des spécificités culturelles locales, parmi lesquelles la plus importante, à savoir la langue. En effet, même si le processus de soviétisation a pour effet l'installation d'une culture russophone plus forte sur ce territoire, il n'en reste pas moins que les langues locales perdurent, et donc que des textes en letton ou en lituanien vont continuer à circuler. Pour que la censure puisse donc produire son effet, le *Glavlit* doit d'emblée se doter de censeurs qui maitrisent les langues locales. Dans les années 1950, au moment où la soviétisation de la région s'accélère, le *Glavlit* se dote de 21 censeurs dans chacun des deux pays. En Lituanie, 11 sont d'origine lituanienne, 8 sont de confession juive et les deux autres sont russes et polonais. Parmi eux, seulement trois ont fait de hautes études et la plupart des autres sont des étudiants. En Lettonie, 11 des 21 censeurs sont lettons, 4 sont de confession juive et 6 sont soit russes, soit issus d'autres régions de l'URSS. Là encore, seules deux personnes ont fait des hautes études et 9 ne les ont même pas terminées. En revanche, ils sont presque tous membres du Parti communiste ou des organisations de jeunesse qui y sont rattachées[114]. À la tête de l'administration, le *Glavlit* nomme des membres de son organisation qui ont de l'expérience et qui ont déjà fait leurs preuves dans cette organisation. Dans les deux cas, on privilégie des personnes de nationalités lettonne et lituanienne, de sorte à ce qu'elles

[113] Elena ZUBKOVA, *Pribaltika i Kreml′ 1940 – 1953* [Les territoires baltes et le Kremlin 1940 – 1953], Moscou, Rosspen, 2008, p. 128.
[114] Arunas STREIKUS, « Political Censorship in the soviet West », dans *Cahiers du monde russe*, Vol. 60/4, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019, p. 740.

aient une bonne connaissance des enjeux locaux et une bonne compréhension de la dynamique politique locale.

Dans un premier temps, la mise en place de cette administration a pour objet de purger la culture balte de tout élément qui ne serait pas conforme à l'idéologie qui est en train de s'installer et de consolider sa place sur le territoire. Ainsi, les bibliothèques et les étalages des librairies sont vidées des textes en langue locale qui ne respectent pas les codes esthétiques ou dont les récits ne sont pas conformes à la représentation de la société telle qu'établie par le régime. C'est aussi une période qui voit les récits historiques être modifiés. Il ne faut en effet plus laisser de place à des textes faisant référence à une forme de collaboration avec les nazis au cours de la période d'occupation du territoire. Seuls les récits de résistance face aux Allemands et aux traîtres du peuple balte sont désormais tolérés. Ainsi, le discours de résistance des Soviétiques face au nazisme s'uniformise progressivement sur l'ensemble du territoire soviétique. Ces opérations sont d'autant plus importantes sur ce territoire que ce dernier, occupé par l'armée allemande, a vu la population être soumise à une forte propagande nationale-socialiste. Il convient donc d'en effacer les effets et de pratiquer un contrôle plus strict pour installer durablement l'idéologie socialiste à la place. C'est pour cette raison que les pays baltes font partie des régions ayant été les plus concernées par les purges de grande ampleur. Arunas Streikus recense, à partir des documents d'archives disponibles dans les fonds des archives d'État de Lettonie, douze millions de livres retirés des bibliothèques ou de la vente et détruits[115] entre 1944 et 1950.

Au cours de cette période, les relations entre le *Glavlit* local et celui de Moscou sont permanentes, à tel point qu'il n'a que peu de marges de manœuvre puisque le premier suit à la lettre toutes les consignes dictées par le second. Mais la période de déstalinisation s'accompagne de réformes qui influent aussi sur les activités du *Glavlit*. Avec les réformes de Khrouchtchev en avril 1957, deux nouveautés importantes sont à noter. D'une part, une progressive décentralisation des compétences du *Glavlit,* et donc une plus grande indépendance des organes locaux de censure. D'autre part, une modification des compétences des *Glavlit* locaux qui sont déchargés de leurs responsabilités en matière de contrôle idéologique des textes et qui ne peuvent désormais plus que signaler les formulations et les déclarations politiquement incorrectes notables aux organes du Parti[116]. Ainsi, ils n'ont plus de pouvoir de décision et donc

[115] « Lettre du chef du bureau du Glavlit de la République socialiste soviétique de Lettonie au Secrétaire Pelše du comité central du parti communiste letton », LVA (*Latvijas Valsts Arhivs* – Archives d'État de Lettonie), PA-101, ap. 12, b. 71, l. 6, citée dans *Ibid.*, p. 748.
[116] *Ibid*., p. 744.

de censure, ce sont les branches locales du Parti qui décident à partir des éléments recensés par les *Glavlit* locaux.

En revanche, malgré cette apparente autonomie qui pourrait laisser penser à un relâchement de la censure et du contrôle par Moscou, ces réformes sont accompagnées d'un renouvellement important du personnel en charge de la censure. On passe ainsi de 21 censeurs à respectivement 24 et 26 en Lettonie et Lituanie. Surtout, le changement principal concerne leur niveau de qualification qui augmente de manière significative. En 1962, 20 des 26 censeurs lituaniens sont diplômés de l'enseignement supérieur. En Lettonie, il faut attendre 1974 pour atteindre des niveaux de diplomation similaires, avec 21 censeurs sur 24 diplômés de l'enseignement supérieur. Le nombre de Lettons et Lituaniens dans les *Glavlit* des deux républiques reste quant à lui toujours important[117]. Avec ces changements, ils sont composés de censeurs plus experts dans de nombreux domaines, avec une connaissance toujours aussi importante des enjeux locaux et des subtilités des langues locales. Les opérations de censure gagnent donc en efficacité puisque les censeurs sont mieux ancrés dans les cercles intellectuels et peuvent donc être pris davantage au sérieux par les auteurs. Il convient enfin de noter qu'il s'opère un rajeunissement important des censeurs, ainsi qu'une présence prépondérante des femmes parmi eux.

Bien que les Partis communistes locaux aient bénéficiés de davantage d'autonomie à partir de la fin des années 1950, cela n'a pas pour autant pour incidence de créer des marges de manœuvre vis-à-vis des lignes idéologiques dictées par Moscou. Cela signifie que les partis locaux sont toujours chargés de les appliquer fidèlement, et qu'ils bénéficient pour cela d'une liberté d'action pour parvenir à leur fin. Ainsi, les liens entre le *Glavlit* de Moscou et ceux de Riga ou de Vilnius restent importants et les informations quant aux opérations de censure ne sont plus répertoriées qu'à une fréquence annuelle. De cette manière le Parti communiste de l'Union soviétique bénéficie de rapports venus de toutes les républiques de l'URSS mais n'opère plus lui-même, pas plus que le *Glavlit* central, les opérations de censure dans les différentes républiques.

Dans les pays baltes comme dans de nombreuses autres régions du territoire sous influence soviétique, la répression contre les auteurs dissidents a parfois été forte. Des auteurs ont été condamnés à des peines de prison ou de travail forcé, comme le poète Knuts Skujenieks en 1962. Mais la période de durcissement de la censure se situe après le Printemps de Prague. Comme ailleurs dans le bloc de l'Est, de nombreuses voix se sont élevées contre la censure et

[117] *Ibid.*, p. 745.

en faveur de la liberté d'expression. En réaction, de nombreux films, pièces de théâtre ou ouvrages littéraires ont été interdits et leurs auteurs ont été bannis des cercles intellectuels officiels, en raison de prises de position plus ou moins explicites contre la censure[118]. Ce n'est qu'à partir de 1975 et la signature des accords d'Helsinki que les conditions de censure s'assouplissent et surtout que les actions de répression se font moins visibles, et aussi moins sévères laissant place à quelques marges de manœuvres.

À travers les exemples de la Lituanie et de la Lettonie, nous pouvons constater que le système de censure de l'URSS s'organise autour d'une administration décentralisée construite en tenant compte des spécificités culturelles et politiques locales. Par cette organisation, l'administration soviétique fait preuve d'adaptabilité pour garantir une plus grande efficacité sur l'ensemble de son vaste territoire. Les antennes locales du *Glavlit* existent ainsi dans toutes les républiques de l'URSS. Le système de censure est donc le même partout, c'est l'administration qui censure et elle dispose pour cela d'antennes locales, avec des censeurs qui maîtrisent les subtilités des langues locales et qui sont suffisamment instruits pour avoir une lecture éclairée des textes qu'ils sont amenés à contrôler.

3. Tentative de définition du processus de censure des textes en URSS

Malgré des adaptations nécessaires et un système qui a pu varier marginalement en fonction des régions, il est possible de dégager un système d'application de la censure permettant d'identifier quelques-uns des acteurs les plus importants du processus de censure. Une étude complète du système de censure en Union soviétique n'est pas possible dans le cadre de ces travaux dans la mesure où il recouvre de nombreux champs différents, notamment dans le domaine de la culture. Nous nous concentrons donc ici sur le processus le plus classique de censure des textes. Des nuances peuvent toutefois exister en fonction du secteur dans lequel les textes sont publiés. Il existe par exemple un contrôle spécifique pour les textes militaires qui subissent donc une censure particulière. Nous ne nous attarderons pas ici sur ces cas spécifiques.

Un système d'application de la censure semble se dégager pour ce qui est des productions imprimées :

- D'abord, le premier niveau d'intervention est celui de l'auteur lui-même. Il doit en effet faire des compromis pour que le contenu de son texte soit adapté aux exigences de la littérature officielle et qu'il puisse ainsi passer l'épreuve de la

[118] *Ibid.*, p. 753.

censure. On peut donc parler d'autocensure. Dans un système qui est autant régulé, chaque texte qui a réussi à être publié porte un certain degré d'adaptation de l'auteur, de compromis. Bien que flous, les critères pour pouvoir être publié sont intégrés par les auteurs et font donc désormais partie des conditions dont il faut tenir compte dès l'écriture d'un texte.

- Le second niveau se trouve dans les maisons d'édition ou dans les rédactions de presse. Dans chacune d'elles travaillent des représentants du *Glavlit* chargés de s'assurer de la conformité d'un manuscrit avec les critères établis par le Parti. Ils sont les premiers intermédiaires des auteurs et peuvent leur demander de revoir leurs manuscrits. Leur rôle est mineur mais ils opèrent tout de même un premier contrôle. Une fois les modifications demandées effectuées, ils transmettent le manuscrit à l'instance de contrôle suivante. De tels dispositifs existent également dans d'autres domaines, notamment dans le théâtre où le *RepetKom* exerce la même mission.
- L'étape suivante concerne les « rédacteurs », aussi appelés « réviseurs[119] ». Cette fonction a été créée à l'occasion d'une réorganisation du *Glavlit* au cours des années 1930 pour augmenter l'efficacité de cet organe. Lorsque le texte a été accepté par une maison d'édition ou la rédaction d'une revue, il est attribué à un « rédacteur » pour relecture. Son rôle est triple : vérifier la qualité du style, contrôler l'orthodoxie idéologique et s'assurer que l'auteur tient compte des remarques formulées par d'autres intervenants[120].

L'ensemble du processus décrit est piloté par le *Glavlit*, dont le rôle ne consiste donc pas seulement à interdire des publications, il participe directement à leur rédaction et peut intervenir à chaque stade de la production d'une œuvre théâtrale, littéraire ou encore journalistique[121].

Toutefois, le nombre d'intervenants ne s'arrête pas aux divers représentants du *Glavlit* et d'autres organes ou administrations sont également amenées à intervenir sur les textes. L'une d'entre elles est l'Union des écrivains qui est créée en 1934. C'est une union professionnelle, comme il en sera créé dans de nombreux autres domaines jusqu'à la fin des années 1980, qui

[119] Michel NIQUEUX, « Quels textes lisons-nous ? Les classiques soviétiques au fil des révisions », dans : *La littérature soviétique aujourd'hui*, *Op. Cit.*, p.739.
[120] Cécile VAISSIÉ, « La censure des œuvres artistiques en URSS », *Op. Cit.*, p, 279.
[121] Ilya KIRIYA, « La production des biens culturels en URSS, une « autre » industrie culturelle. Les enjeux de la transformation actuelle », dans : *Les enjeux de l'information et de la communication,* Vol.1, 2004, p. 35.

rassemblent les auteurs considérés comme répondant aux critères établis par l'État et ses organes de censure. Toutes les unions professionnelles autour des activités culturelles sont rassemblées au sein des « Unions créatrices » qui ont donc elles aussi un rôle de contrôle sur les créations culturelles, littéraires et théâtrales. Du côté des administrations, en fonction du sujet des publications, divers ministères peuvent intervenir et modifier des textes. C'est aussi le cas des instances plus politiques, comme l'institut du marxisme-léninisme ou les différents départements du Parti ou du Comité central, notamment son secteur idéologique. Enfin, plus tardivement, c'est-à-dire après la mort de Staline, les organes de sécurité, comme le KGB par exemple, se voient aussi attribuer des compétences de censure.

Pour qu'un texte puisse être publié, il passe donc par un circuit long, au cours duquel de nombreuses personnes ou administrations peuvent être amenées à intervenir. À chacun des stades de contrôle, un texte peut alors être modifié, voire simplement interdit. Au sujet de l'organisation de ce système difficilement lisible, Catherine Depretto parle d'une « cacophonie bureaucratique »[122]. Il faut dire qu'il est difficile d'établir un panorama complet des organes de censure pour ce qui est de l'Union soviétique tant le système est complexe et la hiérarchie ou simplement le lien entre les différents organes sont difficiles à identifier. Surtout, il est encore plus compliqué de définir clairement le rôle de chacun d'eux et leurs prérogatives respectives.

Ce système procède donc à une régulation constante qui peut intervenir aussi bien en amont qu'en aval des publications. La plus efficace et plus courante est celle qui s'exerce en amont, notamment par les rédacteurs. Une fois que les modifications des rédacteurs ont été effectuées et que la production écrite entre dans le cadre de ce qui est autorisé, le manuscrit obtient une sorte de passeport qui lui permet de passer aux étapes de contrôle suivantes. Car il est important de préciser qu'à chaque étape, un texte peut être modifié, ou même interdit. Parfois, alors même que toutes les étapes de censures préalables ont été passées, il est aussi possible que l'ouvrage soit finalement interdit après publication.

Toutes les modifications effectuées ou demandées par le censeur étaient en outre consignées dans des registres. Ces derniers étaient ensuite partagés avec différents organes du Parti, ce qui permettait par la même occasion de bénéficier d'une liste exhaustive des ouvrages confisqués, interdits, ou de ceux qui ont nécessité des corrections. Ces dernières étaient rendues nécessaires, soit en raison de la présence d'erreurs, ce qui n'est donc pas particulièrement problématique, soit en raison de la présence d'un contenu jugé inapproprié et donc ne pouvant pas être publié. Dans ce second cas, les auteurs dont on estimait que le contenu de leur texte

[122] Catherine DEPRETTO, « La censure à la période soviétique », *Op. Cit.*, p. 657.

était une forme d'insubordination politique se retrouvaient eux aussi « fichés » et pouvaient faire l'objet de poursuites. Et même sans cela, apparaître dans les registres du Parti pour de tels motifs rendaient encore plus compliquée toute tentative ultérieure de publication. Le *Glavlit* détient ainsi une véritable base d'information sur tout ce qui est interdit.

Dans la mesure où la définition de ce qui est interdit change au gré des interlocuteurs amenés à censurer les textes, il est arrivé que des textes dans un premier temps validés par la censure soient finalement retirés des bibliothèques ou bien qu'ils soient réécrits quelques années plus tard. L'exemple le plus marquant concerne une nouvelle fois Alexandre Fedeïev, dont le roman *La jeune garde* avait d'abord reçu le prix Staline en 1946 avant de devoir être réécrit un an plus tard en raison « d'erreurs idéologiques » qui n'avaient pas été remarquées par les différents organes de censure au moment du travail de relecture[123]. À l'inverse, d'autres œuvres ont longtemps été bloquées par la censure mais ont fini par être publiés suite à la *Perestroika.* C'est par exemple le cas du roman *Vie et destin,* de Vassili Grossman, dont les exemplaires ont été confisqués par le KGB suite à une censure intervenue à plusieurs étapes du processus. Ce n'est que 28 ans après la remise du manuscrit aux autorités de censure que le roman a fini par être publié[124].

En Union soviétique, la censure est donc un phénomène en constant mouvement qui dépend de nombreux facteurs pouvant modifier, à la marge, son fonctionnement. C'est ce qui rend son mode opératoire si peu lisible et laisse de nombreuses zones d'ombre autour de la véritable ampleur de son action. Sans pouvoir la mesurer, on peut cependant dire qu'elle a été un instrument particulièrement efficace pour contribuer à la stabilisation du régime communiste. Mais son action recouvre un champ si vaste qu'elle n'a, bien entendu, pas pu empêcher des multiples méthodes de contournement. Le système de censure avait en effet quelques angles morts qui ont impliqué que des textes lui ont échappé, notamment car de nombreuses stratégies ont été développées pour le contourner. Certains étaient suffisamment subtils pour être validés par les censeurs (noyer un texte polémique au milieu d'une abondance de textes conformistes, recours à l'implicite ou à la référence élitiste en comptant sur le fait que le censeur ne serait pas capable de comprendre la référence…). Mais d'autres se sont justement développés en dehors du système de censure, de sorte à créer un marché parallèle de la culture, et pour ce qui nous intéresse ici, de l'édition. Le samizdat en est une manifestation, mais elle

[123] RGANI (Archives d'État de Russie pour l'histoire du temps présent) 5/17/437/ p. 113-118. Publié dans : Cécile VAISSIÉ, *Les Ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1944-1986),* Paris, Belin, 2008, p. 103-108.
[124] Cécile VAISSIÉ, « La censure des œuvres artistiques en URSS », *Op. Cit.,* p. 281.

n'est pas la seule, notamment avec l'existence des Tamizdats, des Magnitizdats, mais aussi des lieux culturels alternatifs pour y organiser des concerts, des pièces de théâtre, des lectures…

Ces stratégies de contournement sont dues en partie à l'impossibilité des appareils d'État de tout contrôler, mais aussi à l'existence d'une certaine marge de tolérance du censeur. Cette dernière a elle aussi évolué au fil du temps et a eu des manifestations et des seuils différents en fonction des pays qui composent l'URSS. Elle a par exemple été inexistante sous Staline, au moment où il s'agissait d'installer l'autorité idéologique du Parti, ce qui a conduit à de nombreuses arrestations, emprisonnements et mêmes condamnations à mort. Mais l'URSS a aussi connu des périodes de souplesse plus ou moins importante jusque dans les années 1980. Enfin, c'est au cours de la *Perestroika,* à la fin des années 1980, que ces marges de manœuvre ont été les plus importantes. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement car c'est aussi grâce à l'existence de ces marges de tolérance que le samizdat a réussi à perdurer et à s'imposer comme l'un des outils principaux de l'opposition politique dans plusieurs pays du Pacte de Varsovie, et ce malgré un système de censure et de répression qui semble, au moins à première vue, être partout et être en mesure d'intervenir d'une manière ou d'une autre sur tout texte écrit, à n'importe quel moment.

Même si la description du fonctionnement des organes de censure de l'Union soviétique n'est ici pas exhaustive, elle permet de donner une idée suffisamment précise de l'organisation du système de censure. Toutefois, le modèle décrit ici ne s'applique en ces termes qu'au sein des républiques qui composent l'URSS. Dans les autres pays du bloc de l'Est, le Parti communiste exerce le même type de contrôle idéologique, mais les instances ne sont pas tout à fait les mêmes. Au-delà du *Glavlit* dont les opérations se déclinent à l'intérieur de l'URSS, le Parti communiste de l'Union soviétique s'appuie également sur d'autres administrations pour ce qui concerne les pays satellites de l'Union soviétique. Eux aussi sont soumis à la même rigueur idéologique mais le fait qu'ils soient tous reconnus comme des États souverains implique qu'ils disposent d'administrations en propre, et donc que la censure s'y applique selon la méthode qu'elles mettent en place.

Cette fois, contrairement au système décentralisé du *Glavlit* qui laisse place à des variations marginales du système de censure, la délégation totale des compétences de censure aux administrations des États membres du Pacte de Varsovie laisse apparaître des différences bien plus importantes avec le modèle de l'URSS, à l'image de ce que nous avons pu constater à la lecture des textes constitutionnels de ces différents États. Pour déterminer les différences les plus significatives, nous nous intéressons à présent aux cadres législatifs qui entourent les

opérations de censure, ainsi que l'organisation opérationnelle qui en découle. Nous nous concentrerons sur les exemples de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, et de la Hongrie – pour ce qui concerne la presse – avant d'étudier plus spécifiquement que le cas de la RDA.

B. La censure dans les États du Pacte de Varsovie : les exemples de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie

Comme nous venons de le démontrer, le système de censure en vigueur en Union soviétique est complexe tant il comprend de strates et d'acteurs tout au long du processus. Mais il l'est encore plus quand on s'intéresse au phénomène à l'échelle de la totalité de l'espace soviétique, et en premier lieu dans les États satellites de l'URSS. Ces derniers étant placés sous la tutelle du Parti communiste de l'Union soviétique, ils sont soumis au respect des lignes idéologiques édictées par ce dernier. Il est ainsi à la tête de chaque pays qui compose le bloc et y impose également un contrôle strict de la vie sociale et de la culture.

Bien que l'indépendance des États membres du Pacte de Varsovie soit reconnue par les instances internationales, le bloc de l'Est fonctionne en réalité à la manière d'un État fédéral, avec l'URSS et le Parti communiste de l'Union soviétique qui dirigent des États fédérés, chacun disposant d'antenne du Parti communiste afin d'assurer le lien avec la puissance que l'on peut considérer comme centrale. L'encadrement des gouvernements est ainsi assuré par ces antennes du Parti communiste : dans chaque pays, un Comité central et un bureau politique garantissent la conformité de la politique menée avec l'idéologie imposée par le Parti communiste de l'Union soviétique. C'est ensuite à ce dernier que chaque comité central rend des comptes.

L'organisation administrative est elle aussi marquée par ces liens fonctionnels et même hiérarchiques existants entre l'URSS et ses pays satellites. Si la structure globale reste peu ou prou la même dans tous les pays du bloc, notamment en raison de la place occupée par le Comité central et de l'existence d'un parti unique, il existe tout de même quelques spécificités locales. C'est aussi le cas pour les organes de censure. Comme dans les républiques de l'URSS, l'administration et les organes politiques doivent composer avec une culture locale, une langue avec laquelle le russe doit cohabiter, et avec un contexte politique et religieux dont il convient de tenir compte tant ils peuvent représenter des freins à l'installation durable de l'idéologie socialiste.

Maintenant que nous avons décliné la manière dont les différentes Constitutions garantissent la liberté d'expression et de la presse et que nous avons constaté que les formulations laissaient la place à de nombreuses restrictions en cas de non-conformité avec les

intérêts du socialisme ou des travailleurs, nous nous intéressons à présent à ces restrictions consacrées dans la loi. Il revient en effet au législateur de chaque État de définir les modalités d'exercice des libertés en question et de définir comment la conformité avec l'idéologie socialiste pourra être évaluée, conformément à ce qui est prévu par les textes constitutionnels.

Comme nous l'avons fait pour les extraits des Constitutions, nous recenserons les textes de lois les plus importants qui concernent la limitation de la liberté d'expression ou de la presse. Nous indiquerons également les moyens mis en œuvre pour faire respecter ces textes, et notamment les administrations chargées de contrôler la conformité idéologique des publications ou des productions culturelles. Comme nous l'avons vu avec le *Glavlit* en URSS, des organes de ce type existent également dans les autres pays. L'étude de leur organisation et des textes de lois sur lesquels leur activité repose nous permettra là encore de déterminer si des différences existent entre les pays du Pacte de Varsovie, ou s'il existe au contraire un système de contrôle standardisé dans l'ensemble du bloc.

Nous nous aiderons pour cela d'un rapport rédigé par une commission scientifique indépendante missionnée par le *Bundestag* de la République Fédérale Allemande de 1987 portant sur les droits de l'homme dans les pays du Pacte de Varsovie[125]. Ce rapport a, entre autres choses, établi une liste des textes de loi restreignant la liberté d'expression. Il convient ici de la compléter et d'en étudier le contenu afin de s'interroger sur leurs conséquences potentielles sur les samizdats.

1. Variations de l'application de la censure

Bien que l'URSS soit considérée comme un bloc idéologique, les modalités d'application de la censure varient d'un État à l'autre, de la même manière que les textes constitutionnels varient et instaurent une conception plus ou moins limitée de l'exercice des libertés. C'est justement à partir des variations que nous avons constatées dans les différentes Constitutions que nous estimons qu'il est pertinent d'étudier les variations de l'application de la censure dans les pays du Pacte de Varsovie. L'étude des modalités mises en place en Tchécoslovaquie et en République populaire de Pologne[126] permettra non seulement de constater le positionnement de ces États vis-à-vis de l'exigence de respect de la ligne idéologique par le Parti communiste de l'Union soviétique, mais aussi de déterminer les

[125] Georg BRUNNER (Dir.), « Menschenrechte in den Staaten des Warschauer Paktes. », *Op. Cit.*
[126] La situation de la Hongrie ne sera pas étudiée dans le cadre de ces travaux dans la mesure où les symptômes de la censure y sont moins présents. Par exemple, c'est le seul État du Pacte de Varsovie à ne pas soumettre les publications à une autorisation préalable.

différences pouvant exister entre les modalités de censure dans ces États et celles en vigueur en RDA.

a) Les multiples strates de la censure tchécoslovaque

En Tchécoslovaquie, la première loi encadrant la circulation des textes, des livres et de la musique a été ratifiée le 24 mars 1949[127]. Dans ce texte, il n'est pas encore question de censure ou de la création d'une administration dédiée à cette mission. Il prévoit en revanche que pour pouvoir faire paraître des textes, les éditeurs ou agences de presse doivent être autorisés à le faire. Le cas échéant, ils se voient attribuer des autorisations administratives qui prennent la forme de « licences ». Cela concerne tous les types de publications, périodiques ou non-périodiques. La responsabilité d'octroi des autorisations est confiée au Ministère de l'information. Dans ce texte, il n'est pas fait mention du contenu des textes ni donc de critères précisant ce qui est autorisé à la publication ou ce qui ne l'est pas. On se concentre en effet ici sur l'éditeur et donc sur les conditions qu'il doit remplir pour obtenir les autorisations nécessaires. Il y est également question de sanctions prévues en cas de publications sans autorisation.

Même si la notion de censure n'existe pas dans ce texte, celle de « Licence de publication » [*vydavatelské oprávnění*] fait son apparition. Par ce procédé, l'État tchécoslovaque instaure un fonctionnement qui permet de déterminer quels sont les éditeurs autorisés à faire circuler des publications, ce qui signifie que ceux qui ne disposent pas de la licence sont par principe considérés comme n'étant pas autorisés à diffuser le moindre texte. Le premier échelon de censure fixé par la loi concerne donc les éditeurs qui seront désormais tenus responsables des textes publiés et donc de leur contenu. On installe ainsi un système au sein duquel toutes les personnes participant au processus de publication d'un texte sont responsables de son contenu et ont de ce fait une mission de contrôle et éventuellement de censure. Une fois que l'administration a délivré une licence, c'est à l'éditeur de veiller à la conformité idéologique des textes. Sinon, en plus de la censure qui s'applique au texte et à son auteur, l'éditeur est aussi sanctionné par des amendes ou même des peines de prison, comme le prévoit l'article 11. Surtout, il peut se voir retirer son autorisation de publication et donc être censuré lui aussi.

[127] Parlement de la République Socialiste Tchécoslovaque, « Loi sur l'édition et la distribution de livres, de musique et d'autres publications non périodiques [*Zákon o vydávání a rozšiřování knih, hudebnin a jiných neperiodických publikací*] », Sb. 94/1949, journal officiel du Parlement Tchécoslovaque [*Sbírka zákonů*], version originale en tchèque disponible sur : https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1949-94 [consulté le 19/08/2023].

Il n'existe que peu d'exceptions quant aux textes pouvant être publiés sans licence préalable, et elles ne concernent que les publications non périodiques. Cela ne vaut que pour les contenus culturels, politiques et scolaires. Toutefois, c'est le Ministère qui décide ce qui relève de cette catégorie, comme l'indique l'article 7 :

> *« Une licence de distribution n'est pas nécessaire pour la distribution de publications non périodiques à contenu culturel et politique et pour la distribution de manuels, de textes scolaires et d'autres publications scolaires non périodiques approuvées par le ministre de l'éducation, des sciences et des arts en vertu de la présente loi (article 5). Le ministère de l'information détermine quelles publications non périodiques doivent être considérées comme des publications à contenu culturel et politique. »*

Comme nous pouvons le constater, c'est le Ministère de l'Information qui centralise les possibilités d'attribuer ou non les licences de publications et qui a, seul, le pouvoir de déterminer ce qui en nécessite une ou non. De plus, à la lecture de ce texte de loi, il est impossible de trouver des critères précis d'attribution de cette licence, ce qui laisse donc un flou sur la modalité d'application de celle-ci. Comme il n'est en outre jamais fait mention du contenu des textes diffusés, il n'est pas non plus possible de savoir si des critères idéologiques entrent en jeu.

En plus des licences de publication qui opèrent un premier tri sur les personnes ou institutions ayant le droit de publier du contenu écrit, une condition supplémentaire est souvent ajoutée concernant les modalités de distribution des textes. En effet, il est important pour l'État de contrôler tous les aspects d'un texte, de sorte à ce qu'il soit possible d'identifier le nombre d'exemplaires produits en cas de censure *a posteriori*. Le législateur tchécoslovaque a prévu une disposition de ce type dans un décret pris en 1963 par le Ministère de la Culture et de l'éducation[128]. Il concerne les conditions de distribution des textes non périodiques imprimés. En plus des exemplaires de travail devant être remis aux éditeurs et au Ministère pour que le contrôle puisse être effectué en amont de la publication, un texte ne peut être imprimé qu'en 100 exemplaires, comme le précise l'article 2. Les autres exemplaires ne peuvent ensuite qu'être mis à la disposition des bibliothèques.

À ce stade, on peut déduire de ces textes que la censure a été installée au plus tôt, comme dans les autres pays du bloc, pour répondre à cet état d'urgence qui consiste à garantir l'homogénéité idéologique au sein du bloc. Au cours des années qui suivent, les textes qui encadrent les activités de censure ne subissent pas de modifications majeures. C'est en revanche

[128] Parlement de la République Socialiste Tchécoslovaque, « Décret n° 45/1963 du ministère de l'éducation et de la culture sur les copies obligatoires et les copies de travail [*Vyhláška č. 45/1963 Sb.Vyhláška ministerstva školství a kultury o povinných a pracovních výtiscích*] » : https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1963-45 [consulté le 27/08/2023].

l'administration qui est chargée de la mettre en œuvre qui évolue et fait perdurer le contrôle idéologique.

Comme ses voisins, la Tchécoslovaquie a elle aussi connu une période de dégel des règles de censure littéraire et intellectuelle, dans les années 1960, juste après celle qui est observée en URSS. C'est alors que de nombreux auteurs censurés refont leur apparition dans le paysage littéraire, ce qui fait peu à peu évoluer la littérature vers un modèle plus libéral et qui s'éloigne, tant dans le style que dans le contenu, des règles du socialisme réaliste édictées par le Parti au cours des décennies précédentes. Ce nouveau cours littéraire était les prémices de la révolution culturelle qui couvait et qui s'est exprimée en 1968 à Prague après de nombreuses initiatives protestataires menées par des écrivains tels que Milan Kundera, ou encore Ludvík Vaculík[129].

Mais la forte répression soviétique du 21 août 1968 n'a pas laissé l'espoir s'installer bien longtemps, et au contraire, cet espoir s'est transformé en apathie politique engendrée par une politique de normalisation menée par le Parti communiste et qui, par la force, a mis fin à l'hémorragie idéologique[130]. Il convient donc à partir de 1968 que les discours soient bien maîtrisés et qu'ils soient seulement de nature à vanter les exploits socialistes ou à décrire le paradis que représente le socialisme et qui ne peut qu'être le salut du peuple soviétique. La critique peut quant à elle exister, mais elle ne peut être que positive et ne saurait remettre en cause l'idéologie défendue par le Parti.

Comme en URSS, un texte doit parcourir un long chemin pour être publié : d'abord, l'auteur ne doit pas faire partie de la « liste noire » instaurée par le comité central du Parti communiste tchécoslovaque en janvier 1971[131]. Pour être un auteur « publiable », il convient au contraire de faire partie de l'Union des écrivains tchécoslovaques. C'est là un premier tri qui s'opère, au sein-même du corps professionnel des auteurs. Ensuite, vient la censure de la maison d'édition. En Tchécoslovaquie, celle qui centralise la plupart des ouvrages publiés est *Československý spisovatel* [l'Écrivain tchécoslovaque]. C'est elle qui se charge de faire une première régulation sur les textes et qui demande aux auteurs d'effectuer des modifications. La maison d'édition est dirigée par Jan Pilař, lui-même poète et qui travaille dans l'administration littéraire depuis

[129] Karel KAPLAN, *« Všechno jste prohrali ! »* [Vous avez tout perdu !], Prague, Ivo Železný, 1997 ; Ludvík VACULIK, *Dva tisíce slov, která patří dělníkům, zemědelcům, uředníkům, vědcům, umělcům a všem* [Deux mille mots qui appartiennent aux ouvriers, aux agriculteurs, aux fonctionnaires, aux scientifiques, aux artistes et à tous], Prague, Literární listy, 1968.

[130] Thibault DELEIXHE, « La censure littéraire « normalisatrice » en Tchécoslovaquie : une tentative de définition », *Les cahiers Sirice*, 2018/2, n°21, Editions UMR Sirice, 2018, p.85.

[131] Vladimír et Koudelka HRADECKÝ, *František. Kádrová politika a nomenklatura KSČ 1969- 1974* [Politique des cadres et nomenclature du PCT dans les années 1969-1974], Prague, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 1998, p. 221-224.

1949[132]. S'il occupe ce poste, c'est aussi bien en raison de sa fidélité au Parti que pour ses compétences d'auteurs, lui qui maîtrise le style réputé conforme. En ce sens, il est un expert capable d'émettre un jugement éclairé sur les textes. Il est en plus accompagné d'un comité de lecture et même d'experts académiques qui sont chargés d'effectuer les premières remarques avant que celles-ci ne lui soient soumises.

Grâce à cette organisation, l'opération de censure se fait bien en amont du contrôle par les organes étatiques. À ce propos, de telles administrations ont disparu au cours du Printemps de Prague mais le Siège tchécoslovaque de la Culture du Livre [*Československé Ústředí Knižní Kultury*], le STCL, qui était le principal organe de planification de l'édition sous l'autorité du Ministère de la Culture, est remplacé par le Département de la Culture du Livre [*Odbor Knižní Kultury*], le DCL[133]. En dernière instance, c'est cette administration qui peut refuser la publication d'un ouvrage, le plus souvent parce qu'il n'entre pas dans la cadre de la planification et qu'il n'est pas prioritaire par rapport à d'autres ouvrages qui promeuvent davantage les valeurs du socialisme.

Le Ministère de la Culture, lui aussi par l'intermédiaire d'experts académiques réunis dans le Conseil d'édition [*Ediční rada*], a également le pouvoir d'agir sur les ouvrages prévus dans le plan annuel d'édition. Il peut d'abord le modifier s'il estime qu'un ouvrage ne doit plus entrer dans le plan, ou bien il peut apporter des modifications avant que le texte ne soit reproduit : il peut par exemple exiger la rédaction d'une préface, ou encore en diminuer le tirage pour qu'il soit moins disponible à la vente et en bibliothèques[134].

En toute fin de cycle, au moment où l'ouvrage a passé toutes les étapes de contrôle – ce qui pouvait durer jusqu'à deux ans – un dernier contrôle est effectué, cette fois-ci exclusivement sur le volet idéologique du texte. Une commission spéciale [*Speciální komise*] et alors chargée de vérifier s'il n'y a pas eu de changement de ligne idéologique entre les premiers accords et le moment de la publication. Si tel est le cas, il convient à nouveau d'effectuer des changements pour garantir la conformité du texte avec la ligne politique du Parti. Cette commission est composée de membres du Département de la Culture du Livre, de délégués de la chaîne des points de vente et d'un représentant du Comité culturel du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque[135]. Pour cette dernière étape, des spécialistes de tous les aspects du contrôle

[132] Thibault DELEIXHE, « La censure littéraire « normalisatrice » en Tchécoslovaquie », *Op. Cit.*, p. 89.
[133] *Ibid*., p.90.
[134] *Ibid.*, p.91.
[135] Petr ŠAMAL, « V zájmu pracujícího lidu : literární censura v dobé centrálního plánování a paralelních obéhů » [Dans l'intérêt du prolétariat : la censure littéraire au temps de la planification centrale et des réseaux parallèles], dans Michael WÖGERBAUER, Petr PISA, Šámal, Petr. Pavel JANACEK et al. (eds.*), V obecném zájmu : cenzura a sociální regulace literatury v moderní české kultuře 1749-2014 (Svazek II/1938-2014)* [Dans l'intérêt général :

littéraire sont réunis pour que chaque personne soit capable d'évaluer les risques liés à la parution d'un ouvrage.

Comme nous avons pu le constater en URSS, le système de censure tchécoslovaque est lui aussi complexe et repose sur un empilement de strates de contrôle. La censure se fait en amont des publications et est effectuée, dans une opération nécessairement longue, par divers experts tous responsables de la conformité des textes autorisés à paraitre. Ces experts sont par ailleurs difficiles à identifier et sont confondus dans une structure administrative complexe. Surtout, le système de censure repose sur un système de règles dictées par une instance centrale, le Parti, et qui doivent s'appliquer à toute la chaîne de contrôle jusqu'à atteindre l'auteur et son texte. Dans cet empilement d'instances, l'auteur ne sait jamais vraiment qui censure son texte et ne sait pas non plus selon quelle règle précise. Il se doit donc d'intérioriser ce fonctionnement et de faire au mieux pour ne plus s'y confronter frontalement. Par ce procédé, il s'opère une forme de régulation, d'autocensure, qui marque un discours qui semble être celui de l'auteur mais qui, en fait, tient compte de tous les obstacles potentiels créés par les règles de la bureaucratie littéraire. C'est une sorte de consensus contraint pour qu'un texte puisse exister dans les circuits officiels. À défaut, le samizdat constitue une voie parallèle et représente une forme de soupape pour des auteurs qui ne peuvent pas jouir de la liberté d'expression littéraire, politique et intellectuelle défendue pendant le Printemps de Prague.

On peut donc dire que cette politique de normalisation, maintenue par un système de censure complexe mais suffisamment efficace pour saturer le marché du livre de discours lisses, conformes et positifs à l'égard du socialisme, a finalement donné toute son importance à autre chose, à un second marché du livre qui met quant à lui en avant ce que la censure cherche à dissimuler. Le samizdat tchécoslovaque, l'un des plus importants du bloc de l'Est, nous y reviendrons, est certainement l'une des contreparties de cette normalisation qui ne peut s'opérer qu'en surface.

b) La Pologne : un système de censure instable

Lorsqu'on s'intéresse aux textes législatifs portant sur la censure, la Pologne est un cas d'étude sur lequel il convient de s'attarder, car c'est le seul État du Pacte de Varsovie qui a explicitement inscrit l'acte de censure dans la loi. Si dans les autres pays, les textes permettent d'opérer une forme de régulation de l'activité éditoriale par la planification ou par la délivrance

la censure et les régulations sociales de la littérature dans la culture tchèque moderne 1794-2014 (tome II/1938-2014)], Prague, Ústav pro českou literaturu AV ČR, 2015, p. 1180.

de licences de publication à un panel restreint d'institutions ou d'administrations, la Pologne instaure dès 1946 un contrôle explicite de la presse, de l'édition, des spectacles et des médias[136]. Pour cela, le GUKPPiW [*Główny Urząd Kontroli Prasy, Publikacji i Widowisk*], l'Office général de contrôle de la presse, des publications et des spectacles est créé par le décret du 5 juillet et a pour mission (article 2) :

> *« 1) la surveillance de la presse, des publications et des spectacles dans la mesure prévue par la législation spécifique,*
> *2) le contrôle de la diffusion des œuvres de toute nature par la voie de l'imprimé, de l'image et de la parole ; ce contrôle a pour but d'éviter :*
> *a) de porter atteinte au système de l'État polonais,*
> *b) la divulgation de secrets d'État*
> *c) la violation des relations internationales de l'État polonais,*
> *d) la violation de la loi ou des bonnes mœurs,*
> *e) d'induire le public en erreur en présentant des faits qui ne sont pas exacts. »*

Ce court texte est le premier à instaurer un contrôle explicite et une administration est désignée pour le mettre en œuvre. En revanche, aucun détail n'est donné quant au périmètre précis de son action ainsi qu'au sujet des modalités d'action dont elle pourra faire usage. Néanmoins, l'avantage de cette formulation particulièrement vague réside dans le fait qu'en l'absence de critères plus précis, c'est au Parti ainsi qu'au GUKPPiW de décider ce qui relève du secret d'État ou non, ce qui représente un danger pour l'État polonais, ou encore les informations considérées comme exactes ou inexactes. Ce flou permet ainsi de faire évoluer plus facilement les conditions de censure et de laisser une marge de manœuvre totale à l'administration chargée de l'appliquer. Dans une période au cours de laquelle on veut opérer un contrôle idéologique strict, ces conditions sont particulièrement favorables au Parti. Ce texte, bien que peu précis, restera en vigueur pendant 35 ans.

Si l'organisation de l'administration de censure a dans un premier temps été pensée comme un système centralisé, celui-ci a aussi prouvé ses limites et a motivé une première réforme administrative en mars 1970. Elle prévoit une répartition des prérogatives entre l'administration centrale et ses antennes régionales. La première est chargée de délivrer les autorisations concernant la publication des journaux et des revues. Les secondes ont quant à elles la responsabilité de délivrer des autorisations concernant la diffusion d'œuvres artistiques, sous quelque forme que ce soit. Cela comprend également la diffusion par radio, télévision ou

[136] Parlement de la République Populaire de Pologne, « Décret du 5 juillet 1946 portant sur la création de l'Office général de contrôle de la presse, des publications et des spectacles [*Dekret z dnia 5 lipca 1946 r. o utworzeniu Głównego Urzędu Kontroli Prasy, Publikacji i Widowisk*] », Dziennik Ustaw, revue 34, n°210, p.379, source originale en polonais disponible sur : https://dziennikustaw.gov.pl/DU/1946/s/34/210 [consulté le 04/11/2023].

encore lors de représentations théâtrales ou d'événements culturels ou artistiques[137]. Cette réforme constitue un premier changement important dans le système de contrôle idéologique de la République populaire de Pologne. En conditionnant toutes les productions d'ordre culturel et tous les journaux à la délivrance d'autorisation, l'administration garde le contrôle sur les structures autorisées à les diffuser. Cela permet de garder une vigilance sur les contenus, tout en responsabilisant les personnes détentrices de ces autorisations puisque celles-ci peuvent être retirées au moindre manquement.

Lors de la rédaction de cette ordonnance, une attention a été portée sur les modalités d'obtention des autorisations. Elles permettent de comprendre le cadre dans lequel le contrôle s'opère et donc de savoir ce qu'il convient de faire pour entrer dans les critères définis. Mais une deuxième réforme, en 1975, remet à nouveau le système de censure en question en changeant les règles. Les critères d'obtention des autorisations disparaissent et laissent place à des modalités moins claires, puisque désormais, c'est le GUKPPiW qui décide de ce qui est autorisé ou non[138]. Cela introduit un certain flou qui peut aussi bien bénéficier à l'administration qui peut décider de tout censurer sans difficulté, ou bien aux auteurs si le GUKPPiW décide d'alléger son contrôle, notamment sur les publications reproduites en quantité réduite. Surtout, par ce nouveau texte, le législateur polonais a introduit un transfert des responsabilités vers les éditeurs et les acteurs culturels quant à la conformité des textes ou du contenu des productions artistiques. Avec un contrôle moins présent de l'administration, c'est à eux que revient la responsabilité de la régulation et de la mise en conformité idéologique. À défaut, ils feront l'objet de sanctions après un contrôle *a posteriori* de leur activité.

Avec cette réforme, le rédacteur fait lui-même partie de la chaine de la censure, notamment en raison du nécessaire dialogue avec son éditeur. Ce dernier est également considéré comme un maillon essentiel de la chaine de censure, c'est lui qui est chargé d'effectuer un premier filtre pour s'assurer de la conformité idéologique et esthétique de chaque texte proposé à la parution. Ainsi, l'auteur et le censeur doivent collaborer et ont une implication partagée dans l'opération de censure. Par cette méthode, le régime polonais fait de la censure une modalité d'écriture intégrée par les auteurs. Dans l'idéal, l'administration de censure n'a pas à intervenir, la censure s'est opérée avant, soit par l'auteur, soit par son éditeur. On en

[137] Aleksander PAWLICKI, « Sonderwege der Zensurpolitik in der Volksrepublik Polen », dans : Ivo BOCK (Dir.), *Scharf überwachte Kommunikation. Zensursysteme in Ost(mittel)europa (1960er-1980er Jahre)*, Das Andere Osteuropa, Berlin, LIT Verlag, 2011, p. 219.
[138] *Ibid.*, p. 220.

revient donc à cette idée que si la censure est efficace, elle a réussi à faire intégrer un système de pensée à l'auteur qui en fait alors son propre style d'écriture.

Malgré tout, il convient de préciser que même si certaines instances n'interviennent pas directement sur les textes, de nombreux autres acteurs font tout de même partie de la chaine de censure. Dans un article qui s'intéresse de près à l'organisation de la censure en République populaire de Pologne, Alexander Pawlicki identifie parmi les acteurs principaux de ces opérations les instances et organisations politiques telles que le Parti communiste et ses diverses composantes, le Ministère de la Culture, les associations professionnelles des métiers de la culture, ainsi que les Maisons d'édition elles-mêmes[139]. Toutes ces institutions jouent, aux côtés du GUKPPiW, un rôle important tant dans la définition que dans l'application des critères de censure. Ainsi, même si le système polonais n'est pas autant marqué par une structure administrative aussi complexe qu'en Tchécoslovaquie, il correspond malgré tout à un modèle bureaucratique dense, à l'image de ce que l'on trouve dans tous les États de l'espace soviétique.

Nous l'avons vu, la question des libertés individuelles n'a pas fait l'objet de révisions constitutionnelles depuis le début des années 1950. Le législateur ne s'y est donc intéressé que tardivement, au moment où la situation économique du pays devenait plus instable, entraînant des vagues de protestations et la montée de l'opposition politique au sein du peuple polonais. C'est au cours des années 1970 que le durcissement de l'État vis-à-vis des droits et des devoirs individuels s'est opéré et a commencé à se traduire par des textes de lois visant à conditionner plus strictement l'octroi des libertés par « l'accomplissement régulier et consciencieux des devoirs à l'égard de la Patrie »[140]. C'est le sens de la révision constitutionnelle de 1976[141], dont l'objet principal a été de consolider les pouvoirs de l'État.

Au lieu de mettre au pas toute forme d'opposition, ce durcissement idéologique a surtout eu pour conséquence de créer une rupture totale entre le pouvoir et le peuple, entrainant la chute de Edward Gierek, premier secrétaire du PZPR depuis 1970, dont les actions avaient pourtant grandement contribué au redressement économique de la Pologne. C'est aussi lui qui avait fini par légaliser l'existence du syndicat *Solidarnosc* après l'avoir durement réprimé lors de ses premières actions. Sa période de gouvernance avait dans un premier temps été marquée par une phase de « stabilisation » politique et économique, avant d'être perturbée par une nouvelle crise

[139] *Ibid.*, p. 217-252.
[140] Hubert IZDEBSKI, « Les amendement de la Constitution de la République populaire polonaise », *Op. Cit.*, p. 96.
[141] République Populaire de Pologne, « Révision constitutionnelle du 16 février 1976 », Constitution de la République populaire de Pologne, *Op. Cit.*, : https://www.verfassungen.eu/pl/verf76-i.htm [consulté le 04/11/2023].

économique due au deuxième choc pétrolier de 1980 et les nombreuses conséquences économiques qui ont engendré une nouvelle période de contestation.

L'arrivée au pouvoir du général Jaruzelski en octobre 1981 après avoir été Ministre de la Défense nationale a marqué un nouveau tournant pour la Pologne, puisque celui-ci a choisi une interprétation plus militariste et plus sévère de la Constitution. Cette dernière n'a pas été révisée formellement, elle a juste été appliquée selon une doctrine différente, tout en s'appuyant sur le pouvoir renforcé de l'État introduit par la révision constitutionnelle de 1976. Quelques mois avant son arrivée au pouvoir, une révision du décret de 1946 met la Pologne sur la voie d'une nouvelle interprétation du contrat social posé par la révision constitutionnelle de 1976, avec l'adoption par la Diète d'une loi sur le contrôle des publications et des spectacles [*Ustawa o kontroli publikacjl i widowisk*] le 31 juillet 1981[142]. Ce texte est certainement le plus complet étudié jusqu'ici, dans le sens où il fait une liste exhaustive de ce qui est contrôlé par l'administration et de ce qui ne l'est pas.

Ainsi, l'article 2 précise quelles sont les limites de l'exercice de la liberté d'expression :

> *« Art. 2 L'usage de la liberté d'expression et d'impression dans les publications et les spectacles ne doit pas :*
>
> *1) porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale de la République populaire de Pologne,*
>
> *2) d'inciter au renversement du système constitutionnel de la République populaire de Pologne, de l'entraver, de le tourner en dérision ou de l'ébranler,*
>
> *3) de porter atteinte aux principes constitutionnels de la politique étrangère de la République populaire de Pologne et à ses alliances,*
>
> *4) pratiquer la propagande de guerre*
>
> *5) de divulguer des informations constituant un secret d'État, y compris des secrets économiques et des secrets des services liés à la défense des forces armées,*
>
> *6) d'inciter à la commission d'une infraction pénale ou de l'approuver,*
>
> *7) de divulguer, sans le consentement des parties concernées, la connaissance de la procédure d'instruction et de diffuser la connaissance du procès à huis clos,*
>
> *8) porter atteinte aux sentiments religieux et aux sentiments des non-croyants,*
>
> *9) promouvoir la discrimination nationale ou raciale,*
>
> *10) promouvoir des pratiques socialement nuisibles, et notamment l'alcoolisme, la toxicomanie, la cruauté et la pornographie.*[143] *»*

Dans la plupart des situations mentionnées, la limitation de la liberté d'expression correspond en bonne partie à ce que nous trouvons également dans les constitutions des démocraties modernes. Les propos haineux ou discriminatoires, ou encore la divulgation des secrets d'État sont ainsi proscrits. En revanche, il faut noter que d'autres restrictions sont moins courantes et

[142] République Populaire de Pologne, « Loi portant sur le contrôle des publications et des spectacles du 31 juillet 1981 [*Ustawa z dnia 31 lipca 1981 r. o kontroli publikacji i widowisk*] », Dziennik Ustaw, revue 20, Nr. 99, 1981, p. 226-229, Source originale en polonais disponible sur : https://dziennikustaw.gov.pl/DU/1981/s/20/99 [consulté le 10/09/2023].
[143] *Ibid.*, p. 226.

vont donc moins de soi. Il est par exemple interdit de « tourner en dérision » le système constitutionnel. Cela signifie donc que l'usage de la caricature est restreint et qu'elle ne peut par exemple pas être utilisée pour la critique de l'État ou de ses institutions. Aussi, la pornographie est considérée comme une pratique « socialement nuisible », au même titre que l'alcool, la drogue et la cruauté. Toute forme de représentation pornographique est donc interdite en Pologne, comme dans les autres pays de l'Union soviétique.

Il est aussi intéressant de s'attarder sur les types de productions qui ne sont pas soumises à un contrôle. Les exceptions au contrôle préalable des publications sont inscrites à l'article 4. Il en existe 22 au total, nous ne les citerons donc pas de manière exhaustive, mais choisissons de mettre en avant celles qui ont le plus d'intérêt pour ces travaux :

> *« Ne sont soumis à aucune forme de contrôle :*
> *[…]*
> *10) les écrits, images et enregistrements d'un message religieux, les documents, textes liturgiques, théologiques, religieux, de prière, catéchétiques et pastoraux, le droit ecclésiastique, les avis et documents d'information, approuvés par l'Église catholique et d'autres Églises et confessions, les rites religieux diffusés à la radio et à la télévision, les manifestations culturelles et religieuses organisées dans les locaux de l'église, les lettres et documents destinés à l'usage interne des institutions ecclésiastiques et les imprimés, formulaires et autres documents destinés à l'usage officiel de ces institutions,*
> *11) les bulletins contenant des informations, y compris des avis sur des questions relatives aux activités statutaires, ainsi que les imprimés, formulaires et avis des organisations politiques, syndicales et autres organisations sociales destinés à la distribution interne aux membres de ces organisations et portant une telle clause ; au cas où la publication enfreindrait systématiquement les dispositions de l'article 2, l'Office général peut, après consultation de l'Office général, ordonner à ce dernier de procéder à l'annulation de la publication en question.*
> *[…]*
> *14) les publications d'écrits polonais créés avant 1918,*
> *15) les partitions de musique, les disques et les enregistrements contenant uniquement de la musique,*
> *16) les arts visuels et les expositions photographiques de nature artistique,*
> *[…]*
> *22) les imprimés tirés à 100 exemplaires au maximum*[144] *»*

Comme on peut le constater à travers cet article, le texte donne une impression d'exhaustivité. Contrairement à ce que nous avions observé précédemment, le choix qui est fait par le législateur est de décrire de la manière la plus exhaustive possible le cadre d'exercice du contrôle des publications. Il faut noter que les Églises – et pas uniquement l'Église catholique – bénéficient d'une exception. Ainsi, tout ce qui est produit par des Églises (textes ou autres formats imprimés, contenu télévisuel ou radiophonique, manifestations…) n'est pas soumis à la censure. Il est en revanche bien indiqué que cela ne s'applique que pour un « usage officiel »

[144] *Ibid.,* p. 227.

ce qui implique donc un usage interne de ces contenus, et donc probablement une mention légale indiquant les conditions d'utilisation ou de diffusion de ces contenus. Comme nous le verrons pour la RDA, les Églises, en l'occurrence catholiques, disposent d'une marge de manœuvre plus importante que d'autres domaines de la société polonaise. Il s'agit là d'une marge dont l'opposition politique polonaise peut s'emparer, en jouant avec la limite de la légalité.

Quant aux bulletins d'information, les seuls qui ne sont pas contrôlés sont ceux qui sont édités par des organisations politiques, syndicales ou sociales – des organisations approuvées par le Parti donc – et qui comportent des clauses précisant que la diffusion est restreinte aux membres de ces organisations. Cette disposition est particulièrement intéressante, notamment car la République populaire de Pologne a la particularité d'avoir rendu légale l'activité d'un syndicat dissident depuis 1980, *Solidarnosc*. Le caractère légal d'une partie de l'opposition indique que celle-ci doit avoir des droits, des possibilités d'expression supplémentaires. Même si l'usage des textes est restreint aux membres du syndicat, on sait que ce dernier a compté des centaines de milliers de travailleurs dans ses rangs. Selon ce texte, *Solidarnosc* est donc en mesure de diffuser de l'information légalement. Cela implique nécessairement l'existence de marges de manœuvre qui fragilisent le système de censure et rend possible, par endroits, la circulation de textes et d'informations interdites ailleurs dans le bloc soviétique. En revanche, il faut noter que si le contenu des bulletins contrevient aux dispositions de l'article 2 citées plus haut, la censure peut s'appliquer *a posteriori*. Mais la critique de la politique du Parti n'en faisant pas partie, les bulletins d'information dissidents semblent bel et bien pouvoir trouver dans ce texte quelques marges de manœuvre pour circuler.

Il est aussi intéressant de constater que les arts musicaux ou visuels ne sont pas concernés par la censure, ce qui semble indiquer qu'une tolérance existe quant à l'expression d'une opinion politique par l'intermédiaire d'une production artistique. Enfin, il est prévu que les textes édités en moins de 100 exemplaires ne soient pas non plus soumis au contrôle des services de l'État. Si on s'en tient à une lecture littérale du texte, cela peut indiquer qu'il existe une autre marge de manœuvre pour faire circuler des textes critiques. Dans la mesure où l'État ne semble combattre que la diffusion organisée est en grande quantité des textes non autorisés, il pourrait être possible de faire circuler des textes dans des cadres plus restreints. Mais compte tenu de l'existence d'une censure *a posteriori* qui peut se traduire par un retrait des autorisations de publication, l'absence de contrôle par l'administration est en fait synonyme d'un renforcement de l'autocensure. S'il n'existe pas de filtre qui permet de modifier un texte pour ne pas risquer les poursuites suite à une publication non conforme, cela veut dire que l'auteur,

avec l'aide de son éditeur, doit trouver les moyens de rendre son texte conforme dès la phase de rédaction. À défaut, les deux premiers maillons de cette chaîne s'exposent à la répression.

Dans la suite de ce texte, les articles 12 et 13 décrivent, là encore avec bien plus de précisions que les textes étudiés précédemment, les modalités de demandes d'autorisation de publication de périodiques, de diffusion de films, d'émissions de télévision ou de radio, ou de représentation d'un spectacle. Après avoir détaillé ces deux articles, nous remarquons qu'aucune disposition n'est prévue concernant les textes venus de l'étranger. Les textes polonais parus avant 1918 ou ceux qui ont été autorisés par les organes de contrôle ne sont pas soumis à la censure. En revanche, rien n'est précisé pour les textes qui ne sont pas polonais, ce qui semble nous indiquer que par principe, ils sont tous soumis à un contrôle avant de pouvoir circuler en Pologne. Des dispositions plus évasives que les précédentes apparaissent à l'article 16 :

> *« (1) Le bureau de district peut interdire la distribution d'un numéro particulier d'un périodique étranger ou d'un livre publié à l'étranger, d'un film ou d'un enregistrement magnétique ou de toute autre publication si son contenu est contraire aux dispositions de la loi.*
>
> *(2) L'Office central peut exclure, pour une période d'un à cinq ans, un périodique étranger du bénéfice d'une interdiction de diffusion pour une période d'un à cinq ans ; une décision à cet effet est publiée au journal officiel de la République populaire de Pologne, Monitor Pblski.*
>
> *(3) Les bibliothèques scientifiques et les bibliothèques des sociétés savantes et des associations scientifiques peuvent importer et reproduire, à des fins justifiées par leurs activités statutaires, des publications étrangères dont la distribution est interdite.*
>
> *Le droit d'importer des publications étrangères dont la diffusion est interdite ou a été interdite est accordé aux institutions et aux personnes qui ont le droit de les importer. Cela est nécessaire à des fins professionnelles ou scientifiques.*[145] *»*

Rien n'est très précis concernant les textes, enregistrements ou films importés. Les organes de contrôle « peuvent » les interdire, mais aucun critère supplémentaire n'est donné hormis les conditions énumérées à l'article 2.

À la lecture de cette loi, il convient de remarquer quelques articles qui introduisent un tournant majeur quant à la pratique de la censure. D'une part, l'article 14 formalise en quelque sorte la relation entre le censeur et l'auteur, puisque ce dernier peut demander au censeur de renseigner toutes ses interventions sur un texte, et surtout d'indiquer le fondement juridique sur lequel elles reposent. On inscrit donc directement dans la loi que le censeur doit expliquer sa démarche, ce qui est une modalité que nous n'avons trouvé dans aucun autre texte en Union soviétique. D'autre part, plusieurs éléments de cette loi font entrer la censure dans des normes du droit administratif. En effet, il est prévu que les décisions du censeur puissent être attaquables devant la cour administrative suprême. C'est ce que prévoir l'article 15. Toutefois,

[145] *Ibid.,* p. 229.

il est important de préciser que seuls les éditeurs peuvent intenter cette action contre l'administration. Il n'est donc pas possible pour un auteur de le faire lui-même, ce qui signifie qu'il reste tout de même un premier filtre avant toute forme de contestation. Là encore, cela tend à renforcer le rôle des éditeurs dans la chaine de censure.

Comme nous pouvons le constater grâce à ce texte, le système de censure est assez différent de ce que nous avons observé précédemment. Ici, les opérations de censure sont partagées entre un contrôle préventif, assuré par l'administration par l'intermédiaire de la délivrance d'autorisations de publication, et la responsabilisation importante des auteurs et des éditeurs d'un nombre important de supports qui sont exclus du contrôle préventif. Cela renforce le recours à l'autocensure par les auteurs et les éditeurs, qui peuvent, *a posteriori*, être sujets à la répression en cas de publication de textes jugés non conformes aux lignes idéologiques et esthétiques dictées par le Parti. Ainsi, la censure n'est plus vraiment une opération qui s'apparente à une mesure restrictive de la production de contenu culturel ou intellectuel. Elle devient une composante à part entière de la production littéraire, artistique et scientifique et fait pleinement partie du processus d'écriture. On atteint les deux objectifs que Stefan Kisielewski considère comme étant des preuves de la réussite du système de censure : le premier, faire en sorte que le lecteur pense que les auteurs écrivent exactement comme ils pensent. Le second, habituer ceux qui écrivent à penser d'une manière très précise et ensuite leur permettre d'exprimer ces pensées-là[146].

Mais le système polonais se distingue aussi voire surtout par l'existence de marges de manœuvre importantes laissées à l'opposition politique. En effet, l'existence légale d'un syndicat indépendant du Parti implique que ses membres ont des droits que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans le bloc puisque l'opposition politique n'y est pas autorisée du tout. Une autre marge de manœuvre légale est en outre introduite par des droits d'exception accordés aux Églises catholiques. Comme nous le verrons au moment d'étudier les spécificités des samizdats polonais, ces marges de manœuvre ont constitué des facteurs majeurs qui peuvent expliquer l'importance de cet outil d'expression dans l'espace politique polonais.

[146] Stefan KISIELEWSKI, « przeciw cenzurze – legalnie. (Garsc wspomnien) », dans : *Zapis* 4/1977, p. 70, cité dans : Ivo BOCK, *Scharf überwachte Kommunikation*, *Op. Cit.*, p. 209.

2. L'encadrement de l'activité de la presse et des médias

L'étude de la législation entourant le contrôle de la presse revêt elle aussi un intérêt particulier dans le cadre ces travaux. Comme nous l'avons dit, l'opposition dans plusieurs pays s'est emparée de la nécessité d'informer la population, au moins sur les sujets qui faisaient l'objet d'une omerta ou d'une information parcellaire voir inexacte dans les médias officiels. C'est en raison des fortes restrictions qui entourent la presse et le travail d'information que l'opposition a fait évoluer le samizdat qui est devenu, dans plusieurs endroits du bloc de l'Est, un outil de contre-pouvoir médiatique, ou au moins d'information parallèle.

Dans les pays du Pacte de Varsovie, la question de la presse est importante tant elle peut être un outil de propagande essentiel, soit pour stabiliser la confiance d'une population envers le Parti, soit pour renforcer l'aversion à l'encontre des pays dirigés par le capitalisme et des nations qui ne sont pas protégées par le socialisme. Dans les deux cas, la presse est un organe important dans ce que nous avons décrit comme étant un état d'urgence permanent, donc dans les périodes qui ont nécessité la plus grande rigueur pour ne pas perturber la stabilité de la société socialiste. Ce principe ne s'applique pas seulement en URSS, mais aussi dans les autres pays du Pacte de Varsovie.

Bien que la liberté de la presse soit garantie par les différentes Constitutions, nous avons également vu qu'il n'était, dans la plupart des cas, pas prévu que la presse puisse être un moyen d'expression d'une opinion politique. Le contenu des articles et des investigations potentielles des journalistes doit donc faire entièrement partie de la stratégie de communication. Ainsi la presse ne saurait être un élément perturbateur de l'ordre public en dévoilant des informations n'ayant pas été approuvées par les administrations. Là encore, le contrôle idéologique doit donc être fort, et c'est la loi qui va permettre de fixer les modalités de contrôle de la presse. Toutefois, les lois ne pourront pas faire mention d'un contrôle trop strict ni même limiter trop explicitement l'accès des citoyens à l'information car ce serait alors contraire aux textes internationaux portant sur les droits de l'homme ainsi que sur les textes constitutionnels fixant les droits des citoyens.

En Tchécoslovaquie, nous rappelons que la liberté d'expression est entendue dans un sens plus large que dans les autres Constitutions. En effet, comme nous avons pu le constater dans l'article 19 de la Constitution de 1960, cette liberté s'applique à tous les domaines de la vie publique, et c'est en cela que la conception tchécoslovaque de la liberté d'expression se distingue de celle des autres pays du Pacte de Varsovie, en tout cas pour ce qui est de sa définition dans la Constitution de 1960. Comme nous l'avons vu précédemment, les

publications issues de la presse sont soumises, comme les autres types de publications, à des autorisations préalables de publications. Les dispositions prévues dans la loi de 1949 sont complétées par des décrets, d'abord en 1951[147], puis en 1960[148]. Ils précisent les conditions spécifiques d'attribution des autorisations de publication pour les magazines. Ils nous indiquent que la presse est soumise à un contrôle particulier, certainement car elle est considérée comme un outil important de stabilisation du régime et qu'elle ne doit surtout pas desservir cet objectif.

Ces décrets sont ensuite complétés par un premier texte portant sur la presse périodique et les moyens d'information de masse, et qui comporte les traces de la conception constitutionnelle large de la liberté d'expression. Il est adopté par l'assemblée nationale de la République socialiste tchécoslovaque le 25 octobre 1966 et commence dans son article premier par un rappel des droits énoncés par la Constitution :

> *« (1) Conformément à la liberté de parole, d'expression et de presse garantie par la Constitution, les citoyens utilisent la presse périodique et les autres moyens de communication de masse pour obtenir des informations et exprimer publiquement leurs opinions.*
>
> *(2) La liberté de parole, d'expression et de la presse ainsi que la mission sociale de la presse périodique et des autres médias sont matériellement garanties par la mise à la disposition des citoyens et de leurs organisations d'entreprises d'édition et d'impression, de radio, de télévision, de cinéma et d'autres médias. »*

Cette première loi vise donc à garantir la liberté des médias d'information et ne semble pas, en tout cas à première vue, conditionner d'une quelconque manière son exercice. Toutefois, dans la mesure où le texte de 1949 portant sur les licences de publication est toujours en vigueur, il convient de rappeler que cette liberté s'exerce dans ce cadre restreint et que le rédacteur en chef est responsable de toutes les publications de son média. C'est ce que rappelle l'alinéa 3 de l'article 10 :

> *« (3) Si un rédacteur en chef est nommé par l'éditeur, il est responsable devant l'éditeur du contenu de l'édition individuelle du média de masse, et doit notamment veiller à ce que le contenu du média de masse ne porte pas atteinte aux intérêts légalement protégés de la société, des citoyens et des organisations. »*

Jusque-là, ce texte rappelle donc précisément ce qui est prévu dans toutes les Constitution des États du bloc de l'Est, à savoir que la liberté d'expression s'exerce toujours dans la limite du respect des intérêts de l'État socialiste. Mais il va également plus loin en définissant les limites

---

[147] République Socialiste Tchécoslovaque, « Décret n° 39/1951 Coll. I du ministère de l'Information portant réglementation de la presse [*vyhlášky ministerstva informací a osvěty č. 39/1951 Ú. l. I, kterou se vydávají tiskové předpisy*] », *Op. Cit.*, : https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1951-39 [consulté le 27/08/2023].

[148] République Socialiste Tchécoslovaque, « Décret n° 3/1960 du ministère de l'éducation et de la culture complétant le décret n° 39/1951 du ministère de l'information et de l'éducation I portant sur la réglementation de la presse [*Vyhláška č. 3/1960 Sb.Vyhláška ministerstva školství a kultury o doplnění vyhlášky ministerstva informací a osvěty č. 39/1951 Ú. l. I, kterou se vydávají tiskové předpisy*] », *Op. Cit.*, : https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1960-3 [consulté le 27/08/2023].

de cette liberté, dans un chapitre V intitulé « Protection contre les abus de la liberté de parole, d'expression et de presse » [*Ochrana proti zneužívání svobody projevu, slova a tisku*]. Ainsi l'article 16 précise :

> *« (1) Les citoyens qui exercent les libertés de parole, d'expression et de presse garanties par la Constitution bénéficient d'une protection totale conformément aux règles en vigueur.*
>
> *(2) La publication d'informations qui menacent les intérêts légalement protégés de la société ou des citoyens constitue un abus de la liberté de parole, d'expression et de presse.*
>
> *(3) L'éditeur, le rédacteur en chef et l'auteur sont responsables de la protection de la société et des citoyens contre les abus de la liberté de parole, d'expression et de presse dans la mesure où cela résulte de la réglementation en vigueur. L'obligation de l'éditeur de réparer les dommages causés aux organisations ou aux citoyens par le contenu d'un périodique ou d'un autre moyen d'information de masse est également évaluée conformément à ces réglementations. »*

Là encore, il est clair que les éditeurs sont placés au centre de la responsabilité des publications et de leur contenu. Mais à ce stade, il n'existe toujours pas de définition plus précise de ce qui peut menacer les intérêts de la société ou des citoyens. Seul l'article 18 mentionne « les secrets d'État, les secrets économiques ou les secrets professionnels ». Ces derniers sont définis par le gouvernement qui est tenu de « veiller à ce que les rédacteurs en chef des périodiques et autres médias soient informés des faits qui font l'objet d'un secret d'État, d'un secret économique ou d'un secret professionnel ».

La suite de ce texte porte d'une part sur l'obligation qui incombe aux éditeurs et aux auteurs d'effectuer toutes les corrections et modifications demandées par les instances de contrôle. Ces demandes peuvent porter sur tous les types de supports, donc aussi bien la presse écrite que radiophonique ou télévisuelle. D'autre part, il est question dans ce texte de l'échange d'informations ou de la diffusion d'informations venues de l'étranger. Les conditions de diffusion de l'information sont décidées par convention entre l'agence de presse et le gouvernement, mais les conditions doivent être facilitées, conformément à ce que prévoit le droit international.

Enfin, en parallèle de la révision constitutionnelle de 1968, une nouvelle loi est promulguée le 13 septembre 1968 et vient compléter la loi de 1966. Elle porte sur la presse et les autres moyens d'information de masse[149]. Même si elle reprend l'essentiel des garanties énoncées dans le texte précédent quant à la liberté de la presse, elle comporte un nouvel élément dans la mesure où elle rend officielle la création de l'Office de la presse et de l'information [*Úřad pro tisk a informace*] et de son équivalent slovaque [*Slovenský úřad pro tisk a informace*].

[149] République Socialiste Tchécoslovaque, « Loi relative à certaines mesures transitoires dans le domaine de la presse et des autres médias [*Zákon o některých přechodných opatřeních v oblasti tisku a ostatních hromadných informačních prostředků*] », Sb. 127/1968, journal officiel du Parlement Tchécoslovaque [*Sbírka zákonů*], version originale en tchèque disponible sur : https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1968-127 [consulté le 19/08/2023].

Il aura pour mission de veiller à ce que les intérêts de l'État ne soient pas perturbés par la presse, comme le prévoit le premier alinéa de l'article 1 :

> *« Dans l'intérêt de la poursuite du développement pacifique, il est nécessaire que les intérêts importants de la politique intérieure et étrangère de l'État ne soient pas perturbés dans la presse périodique et les autres médias. Dans le même temps, il est nécessaire d'assurer le développement de la presse périodique et des autres moyens de communication de masse. »*

Ses compétences sont décrites à l'article 3 dans lequel il est inscrit explicitement que l'information diffusée par la presse devra être soumise au contrôle préalable de cet organe administratif :

> *« L'office de presse et d'information compétent a le droit de veiller, directement ou par l'intermédiaire de commissaires nommés par le chef de l'office compétent sur proposition conjointe de l'éditeur et du rédacteur en chef (ci-après dénommés commissaires), à ce que les informations contenant des faits contraires aux intérêts importants de la politique intérieure ou étrangère de l'État ne soient pas publiées dans la presse périodique (autre moyen d'information de masse). Si l'information contient un tel fait, l'autorité compétente en matière de presse et d'information ou le commissaire a le droit de suspendre sa publication ou toute autre diffusion. »*

Ce texte semble être le plus important concernant le processus de censure que nous tentons de définir, en tout cas pour ce qui est de la Tchécoslovaquie. Si les textes précédents prévoyaient une responsabilité du contrôle de la presse et des publications par les éditeurs et les chefs de rédaction, tous placés sous la tutelle du Ministère chargé d'évaluer leur action, ce texte officialise l'existence d'un organe administratif dédié au contrôle de la presse. En plus des demandes préalables d'obtention des licences de publications, le contrôle s'intensifie donc en 1968 et un suivi plus important pourra être effectué par ce nouvel organe de contrôle. Cela permet de ne pas se contenter d'un contrôle en amont des publications – bien que cela reste la modalité la plus courante – et d'effectuer des corrections et des contrôles à tout moment et sur tous les médias d'information.

Pour ce qui est de la République populaire de Pologne, les textes encadrant les activités de la presse sont particulièrement détaillés. Dans la loi du 26 janvier 1984 relative aux droits de la presse[150], l'article 19 décline les conditions d'obtention des autorisations pour la presse :

> *« (1) L'exercice d'une activité de publication ou d'édition de presse est soumis à autorisation.*
>
> *(2) L'organe fondateur de la maison d'édition ou tout autre organe compétent, ainsi qu'une personne physique, présentent une demande écrite à l'Office général de contrôle des publications et des audiences en vue d'obtenir une licence pour l'exercice des activités visées au paragraphe (1).*

[150] République Populaire de Pologne, « Loi sur la presse du 26 janvier 1984 [*Ustawa z dnia 26 stycznia 1984 r. Prawo prasowe*] », Dziennik Ustaw 1984, Nr 5, poz. 24, version originale en polonais disponible sur : https://dziennikustaw.gov.pl/DU/1984/s/5/24 [consulté le 19/08/2023].

La demande visée au paragraphe 2 contient le nom et l'adresse de l'éditeur, la nature et l'étendue de l'activité d'édition envisagée, ainsi que sa conformité avec les statuts de l'éditeur si celui-ci est une personne morale, et indique le mode d'approvisionnement en papier envisagé et les possibilités de production par impression ou par une autre technique. La demande doit contenir les données personnelles nécessaires des dirigeants de la maison d'édition à créer, en précisant les responsabilités de chacune de ces personnes.

Le directeur général d'une maison d'édition de presse peut être une personne jouissant de la pleine capacité juridique et de la citoyenneté polonaise et n'étant pas privée des droits publics ; une personne condamnée pour une infraction contre les intérêts fondamentaux de la police ne peut pas être directeur général ; Le directeur général ne peut être une personne qui a été condamnée pour une infraction contre les intérêts politiques et économiques fondamentaux de la République populaire de Pologne, une infraction commise à des fins financières ou pour d'autres motifs illégitimes, ni une personne qui a été condamnée pour une infraction visée dans la présente loi. »

La formalisation de la demande de licence de presse semble, au vu de ces dispositions, être plus détaillée et demande un nombre important d'informations, comme « la nature et l'étendue de l'activité d'édition envisagée », ou encore « le mode d'approvisionnement en papier envisagé ». Aussi, afin de limiter la possibilité aux personnes identifiées comme étant dissidentes de détenir des agences de presse, il est précisé que le directeur général de l'agence de presse ne doit pas avoir été privé de ses droits publics, notamment en raison d'une « infraction contre les intérêts politiques et économiques fondamentaux de la République populaire de Pologne ».

L'article 20 précise les dispositions spécifiques concernant les publications périodiques :

« La demande d'autorisation visée au paragraphe (1) doit contenir les données suivantes

1) le titre du quotidien ou du périodique ainsi que le siège et l'adresse exacte de la rédaction,

2) les coordonnées du rédacteur en chef,

3) l'indication de la ligne éditoriale du journal ou du périodique.

4) l'énoncé du contenu de base du journal ou du périodique,

5) la fréquence de publication du quotidien ou du périodique, sa capacité maximale.

6) l'éditeur, son siège social, la date et l'heure de publication de la revue ou du périodique, le format, le tirage unique maximal et l'indication de sa zone de diffusion »

En plus du formalisme en apparence purement administratif, l'aspect idéologique est tout de même présent parmi les conditions d'attribution des licences de presse. Ainsi, il est obligatoire de donner des indications sur le contenu des publications, sur la ligne éditoriale, et même sur les conditions de production. Il est également intéressant de noter que le nombre de tirages et la zone de diffusion sont également demandés, preuve que l'administration cherche d'emblée à cartographier la nuisance potentielle des textes publiés.

L'interdiction de publication d'une revue ou d'un journal est prévue par l'article 22. Parmi les motifs invoqués, au-delà de la non-conformité avec la loi prévue par l'alinéa 1, une autre raison est mentionnée dans l'alinéa 2 :

> *« (2) L'Office central de contrôle des publications et des audiences peut refuser d'accorder l'autorisation visée à l'article 20 si le demandeur, malgré une demande de l'Office central, n'a pas démontré un besoin social pour la publication d'un nouveau quotidien ou périodique, notamment si la ligne de programme et l'étendue du sujet du quotidien ou périodique sont les mêmes que celles d'un quotidien ou périodique existant. »*

Selon ce texte, la publication d'un journal ou d'une revue doit donc répondre à « un besoin social » qui doit être démontré par l'éditeur. L'appréciation est ensuite laissée au censeur qui est le seul juge de l'utilité de la publication. Il faut également noter que l'autorisation de publication d'une revue n'est accordée que si le sujet qu'elle aborde n'est pas déjà traité par un autre périodique. Ainsi, si les publications officielles de la presse d'État couvrent déjà les sujets abordés par une presse indépendante, la publication n'a pas lieu d'exister et la revue est donc interdite.

Si l'on s'en tient à ce texte particulièrement détaillé, à l'image des dispositions prévues au sujet des publications et des spectacles, il apparaît que la règlementation encadrant les activités de la presse soit particulièrement restrictive. Les marges de manœuvre que nous avions pu constater concernant les publications dans leur ensemble ne sont pas les mêmes pour ce qui concerne la presse, preuve que ce domaine est particulièrement surveillé par les autorités polonaises. Nous verrons si cela a pu avoir une incidence sur le type de samizdats ayant circulé en Pologne et tenterons de déterminer s'il existe des différences importantes avec la RDA. Dans la mesure où l'opposition polonaise a souvent été prise pour exemple par l'opposition est-allemande, la comparaison de la situation des deux pays semble particulièrement pertinente et intéressante.

Enfin, en Hongrie, s'il n'existe pas de texte prévoyant l'obligation de détenir des licences ou des autorisations spécifiques pour les publications, il existe tout de même un texte encadrant les activités de la presse. Il arrive tardivement, et même plus tard qu'en Pologne, en 1986, dans le cadre d'un décret d'application de la loi sur la presse de 1986[151]. Il semble au premier abord être moins restrictif que le texte polonais dans la mesure où il réaffirme, dès le préambule, que la liberté de la presse est un droit constitutionnel et que celle-ci est un moyen d'expression de son opinion :

> *« La Constitution de la République de Hongrie garantit la liberté de la presse. Chacun a le droit de publier ses opinions et ses travaux par l'intermédiaire de la presse, à condition qu'ils ne violent pas l'ordre constitutionnel de la République de Hongrie. »*

[151] République Populaire de Hongrie, « Loi sur la presse de 1986 [*1986. évi II. TÖRVÉNY a sajtóról*] », Annuaire législatif national de la république de Hongrie, Nemzeti Jogszabálytár, Version originale en hongrois disponible sur : https://njt.hu/jogszabaly/1986-2-00-00 [consulté le 19/08/2023].

Malgré cette introduction, quelques restrictions peuvent tout de même être trouvées dans ce texte. Tout d'abord, les publications de presse sont soumises à autorisation. S'il n'est pas explicitement fait mention de « licences », des démarches sont tout de même prévues pour formaliser des demandes d'autorisations. Sans cela, toute publication de revue périodique est interdite.

Il faut également noter que l'article 20 prévoit que seules les sociétés déclarées, les administrations ou les associations peuvent détenir des autorisations de presse. Cela implique donc que les particuliers ne peuvent pas en bénéficier. Il s'agit d'une restriction importante puisque cela soumet cette activité à l'approbation par l'État de la création d'une structure dédiée. Le but est de réduire à son minimum l'activité indépendante en limitant les personnes habilitées à éditer du contenu de presse à celles qui sont enregistrées dans ces structures reconnues par l'administration.

Des interdictions de publications sont également prévues si celles-ci ne respectent pas certains principes. Sera ainsi interdite toute publication périodique « portant atteinte à l'ordre constitutionnel ou aux intérêts internationaux de la Hongrie », ou encore « violant les droits et les intérêts légaux de citoyens ou de personnes morales ». Comme nous avons pu le lire ailleurs, la question du trouble à l'ordre public ou aux intérêts de l'État est de nouveau mentionnée, mais de manière assez floue, ne faisant par exemple pas de référence à la divergence idéologique.

Au vu de ces éléments, on ne peut pas dire que les dispositions prévues dans la législation hongroise soient particulièrement restrictives. Elles le sont en tout cas moins qu'en RDA, en Tchécoslovaquie ou en Pologne et semblent simplement reprendre des éléments communs d'autres textes portant sur la presse et qui appartiennent visiblement à un système standardisé (obligation de détenir des autorisations ou des licences de presse, interdiction de publication si le contenu constitue un trouble à l'ordre public).

Comme l'étude de ces dispositions nous permet de le constater, la production des textes est strictement encadrée dans l'ensemble du bloc soviétique. De telles conditions existent également dans les Républiques sur lesquelles nous ne nous sommes pas attardés, bien qu'il existe dans chacune d'elles des variantes rendant les dispositions plus ou moins strictes. Les spécificités locales observées dans le système de censure au regard des cas de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS et de la RDA peuvent en effet aussi être constatées en Roumanie, en Bulgarie, ou encore dans les autres républiques soviétiques intégrées à l'URSS.

Quel que soit le type de publications, l'activité éditoriale est conditionnée à l'attribution de licences qui limitent grandement le nombre de personnes ou de structures autorisées à

participer à l'économie du livre. Pour ce qui est des publications périodiques, la pratique est exclusivement réservée à l'État et à ses institutions, puisque les organes de presse ne peuvent pas être indépendants, à l'exception peut-être des associations de droit privé qui ont la possibilité de se voir attribuer des licences en Hongrie. De manière générale, ce système laisse peu de place à l'initiative individuelle, alors même que cela est rendu possible par les textes en RDA, en Pologne et en Hongrie. Il est donc quasiment impossible pour une personne privée ne faisant pas partie des institutions étatiques de détenir une de ces licences. Cela n'est cependant pas particulièrement surprenant, d'autant plus dans une société socialiste qui privilégie le principe du collectif et qui place donc l'individu à un niveau bien inférieur dans son ordre de priorité.

Dans la plupart des cas, les conditions d'attribution des licences sont si peu précises qu'elles laissent un large pouvoir d'interprétation aux organes administratifs pour décider de les délivrer ou non. Cette modalité permet en outre de restreindre l'activité éditoriale et de la concentrer dans les maisons d'édition et les agences de presse adoubées par le Parti. Par la même occasion, cela limite grandement les possibilités d'une activité alternative, plus indépendante, quand bien même elle serait légale. Par ce système, les législateurs ont donc contraint l'économie du livre à un circuit restreint, planifié y compris quantitativement, et nécessairement normé par des critères de conformité avec le discours du Parti.

Cette planification est en outre renforcée par les dispositions encadrant les autorisations de se procurer du matériel de reprographie. Ainsi, les demandes de publications formulées par des individus ou par des structures qui ne disposent pas de licence sont soumises, en plus des critères de censure des textes, au fait que le matériel nécessaire à la publication soit disponible et prévu dans les plans initiaux. Autant dire que les obstacles sont nombreux.

Au vu des conditions d'attribution des licences de publication, qu'il s'agisse d'ouvrages littéraires ou de presse à caractère périodique, les administrations des États du Pacte de Varsovie ont toute autorité pour réguler l'activité éditoriale dans l'ensemble du bloc. C'est là que semble se situer l'outil principal de la censure. En l'espèce, les États soviétiques ont la capacité d'exercer cet acte d'autorité qui consiste à dire qui a le droit de publier et qui n'en a pas le droit. Une deuxième étape consiste ensuite à s'appuyer sur des experts[152] réunis dans des administrations capables de juger le contenu des textes et qui peut ainsi décider de ce qui peut et de ce qui ne peut pas paraître et être diffusé. Ces administrations s'appuient pour cela sur une nécessité de répondre à un besoin de la société, en l'occurrence celui d'installer durablement

[152] Emile BENVENISTE, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. Pouvoir, droit, religion*, éditions de minuit, 1969, p.143-151.

l'idéologie socialiste pour contrer le fascisme qui, selon le discours officiel, perdure encore dans les sociétés capitalistes, et de ne pas permettre l'existence de discours dissonants vis-à-vis de ce besoin.

Maintenant que nous avons pu définir les contours de l'application de la censure en URSS et dans ses pays satellites, il convient de nous intéresser plus en détail à la situation de la RDA et aux modalités d'application de la censure, bien que celle-ci soit explicitement niée par la Constitution. Par l'analyse de la législation encadrant le processus de contrôle des domaines culturels et de l'organisation de l'administration en charge de son application, nous tenterons de déterminer en quoi la RDA se distingue de ses voisins, ou au contraire, en quoi elle s'en rapproche.

III. Le cas de la RDA : entre contrôle strict et marges de tolérance

Dès les premières années de son existence, la République Démocratique Allemande s'est définie comme une *Kulturnation* et a fait de la culture un élément majeur de sa politique. À l'origine de celle-ci, on peut se dire que la culture protestante allemande n'y est pas étrangère dans la mesure où elle définit la vie culturelle comme une sorte de compensation de la liberté politique. Elle se conçoit comme une voie de substitution à la vie politique et religieuse. Un autre facteur vient de la conception socialiste de l'organisation de la société qui ne peut être articulée qu'autour d'une classe ouvrière composée de travailleurs ayant la même possibilité d'accès à la culture. La culture est ainsi un facteur d'intégration de la classe ouvrière à la société socialiste. Enfin, un troisième et dernier élément vient d'une forme de complexe est-allemand motivé par le fait que la RDA soit la « petite Allemagne », toujours comparée à la RFA, plus grande est plus puissante. Alors, la RDA doit se construire une identité culturelle qui lui est propre, entre rapprochement ou éloignement avec le stalinisme et confrontation avec le nazisme et le capitalisme.

Il faut également tenir compte de la situation particulière de la RDA dans ce contexte géopolitique. En effet, dans la mesure où elle se situe à la frontière entre les deux blocs idéologiques, elle se trouve à proximité directe de la société capitaliste. En l'occurrence, sa voisine la plus proche est la RFA, un autre pays de langue allemande. C'est un élément particulièrement important puisque cela signifie que les citoyens de RDA ont accès assez facilement, sans souci de compréhension ni besoin de traduction, à des ouvrages, à des émissions de radio ou de télévision provenant de RFA, dont les contenus ne correspondent pas à l'idéal socialiste défendu à l'Est. Avant la construction du Mur de Berlin en 1961, la

circulation des biens et des personnes est possible – dans des conditions moins contraintes que pendant l'existence du Mur en tout cas –, ce qui demande donc un effort supplémentaire pour installer une identité culturelle propre à la RDA.

La politique culturelle est donc un élément central de la propagande du SED, le parti unique de RDA, et de nombreuses affiches, ou campagnes de propagande sont déployées pour mettre en avant le rôle des arts dans la construction du socialisme[153]. Mais la culture est également un instrument important de la politique. Elle l'est d'autant plus que les premières années d'existence de la RDA sont marquées par une reconstruction totale de sa société, qu'il s'agisse de ses infrastructures, de ses routes ou de l'idéologie politique qui la gouverne. Dans une période où l'urgence réside dans l'élimination de la pensée national-socialiste dans laquelle la population a baigné pendant plus d'une décennie, les artistes sont des éducateurs des masses populaires [« *Erzieher der Massen* »], comme l'ont déclaré les représentants du SED à l'occasion du premier congrès sur la culture en mai 1948[154]. Ils ont donc pour mission de montrer une représentation du monde conforme à la conception socialiste, pour encourager le renouveau de la société est-allemande. Cela demande donc une rigueur certaine dans l'application des codes esthétiques et thématiques, comme l'exigence du réalisme socialiste, la description de héros positifs et exemplaires dans leur application des principes socialistes ou encore la glorification de l'ouvrier dans son accomplissement par le travail et la productivité. Leur instauration, et toute l'organisation qui entoure le contrôle de leur bonne application, relève déjà d'une forme de censure, bien que la Constitution affirme que celle-ci n'existe pas et que les lois en vigueur durant toute la période d'existence de la RDA ne mentionnent que des « autorisations de publications » [*Druckgenehmigungen*].

C'est à cette organisation que nous nous intéressons ici. L'administration chargée des opérations de censure a été mouvante, influencée par les fluctuations du cours politique, mais elle a été un instrument solide pour installer et faire perdurer une culture socialiste sur le sol est-allemand. Son évolution est un élément important pour la compréhension du processus de censure en RDA. Il conviendra ensuite de constater quelle a été son application sur les samizdats et de comprendre comment leurs auteurs ont été traités par l'administration de censure.

[153] Voir l'affiche „Unsere Schriftsteller – Gestalter unseres Lebens", 1955, reproduite dans : Dorlis BLUME, Monika BOLL, Raphael GROSS (Dir.), *Wolf Biermann. Ein Lyriker und Liedermacher in Deutschland*, Stiftung des Deutschen Historischen Museums, Berlin, Ch. Links-Verlag, 2023, p. 33.
[154] Hélène GUIBERT-YECHE, « Censure et autocensure en RDA : la littérature socialiste des années quatre-vingt face au pouvoir », dans : Marianne Franchéo (Dir.), *Langages et pouvoirs en interaction*, ENS éditions, 1995, p. 128.

A. Organisation et désorganisation de l'administration chargée de la censure

1. De l'état d'exception à la création d'une administration dédiée à l'édition (1945-1956)

En 1945, ce sont lois soviétiques qui s'appliquent sur le sol est-allemand, dans ce qui n'est pas encore la République Démocratique Allemande mais la zone d'occupation soviétique. Il n'existe pas d'administration est-allemande, mais une gouvernance provisoire par l'administration militaire soviétique. Pour ce qui nous intéresse ici, l'une des mesures les plus importantes suite à la chute du IIIème Reich concerne le retour des organes de presse et des Maisons d'édition. Seulement, celles-ci ne peuvent évoluer que dans le cadre de ce que prévoit la loi soviétique, ce qui induit donc une application des principes appliqués dans les lois d'URSS, et cela implique en l'occurrence un contrôle des textes à paraître.

Une section spécialement dédiée à « la propagande et à la censure » est intégrée au département politique de l'administration militaire soviétique suite à une instruction du 2 août 1945 portant sur « l'amélioration du travail des maisons d'édition et des imprimeries et sur la règlementation du contrôle de leur activité » [155]. Elle instaure la nécessité de disposer d'une « autorisation spéciale de l'administration militaire soviétique » [*eine spezielle Genehmigung durch die Sowjetische Militärverwaltung*] afin de pouvoir éditer et publier des textes. Cela concerne tout type de support : les journaux, les livres, les revues, les tracts, les publications du Parti, les pièces de théâtre, les films, les émissions de radio ou de télévision…

L'introduction d'une disposition limitative qui se traduit par la formalisation d'une autorisation afin de mener une activité éditoriale implique de fait une limitation du nombre de structures amenées à produire ou à reproduire des textes. Cette régulation est justement un enjeu dans ce contexte : afin de remettre de l'ordre (notamment sur le plan idéologique) dans les contenus culturels ou informationnels, il convient de limiter le nombre d'éditeurs afin de pouvoir les contrôler avec davantage d'efficacité. Les mesures énoncées dans ce texte sont strictes, et il est même prévu au cinquième paragraphe que les personnes qui y contreviennent seront traduites devant la cour martiale.

L'introduction d'un organe de censure ne se fait pas attendre, puisqu'une nouvelle ordonnance est prise quelques jours plus tard, le 18 août, et rend officielle la création d'une « section dédiée à la propagande et à la censure dans le département politique de

[155] République Démocratique Allemande, « SMAD-Befehl Nr. 19 vom 2. August 1945 zur Verbesserung der Arbeit der Verlage und Druckereien und der Regelung der Kontrolle ihrer Tätigkeit », Bundesarchiv, DX 1 (Sammlung SMAD - Befehle), 1945.

l'administration militaire soviétique »[156] [*Sektion für Propaganda und Zensur der Politischen Abteilung der SMAD*]. Les censeurs, une fois le contrôle effectué, sont tenus d'apposer un tampon avec la mention « *Genehmigt durch die Zensur der Sow. Mil. Adm.* » [Autorisé par la censure de l'administration soviétique militaire]. Elle figure en allemand et en russe sur chaque texte autorisé à être publié[157]. La délivrance des autorisations de publication fait également partie de ses prérogatives.

Le système est donc uniquement fondé sur une censure préalable, entièrement coordonnée par une administration de l'État soviétique. Il répond à cet état d'urgence pendant lequel s'opère des purges importantes en Allemagne. Sur ce territoire, cela est d'autant plus considéré comme étant nécessaire que les soviétiques veulent débarrasser le territoire allemand du fascisme et de tout le fonctionnement du IIIème Reich. C'est une période qui voit les enseignants de l'époque national-socialiste être remplacés, les bibliothèques être vidées pour que de nouveaux livres viennent remplir les étalages.

Mais la période d'administration assurée par les Soviétiques n'a pas vocation à durer et une administration locale, accompagnée de son propre fonctionnement, se met en place progressivement. La première fait partie de l'administration centrale dédiée à l'Éducation populaire [*Deutsche Zentralverwaltung für Volksbildung – DZVV*] qui devient en 1949 le Ministère de l'Éducation populaire [*Ministerium für Volksbildung*] suite à la fondation de l'État Est-allemand. En son sein, un département est dédié à l'éducation culturelle [*Abteilung Kulturelle Aufklärung*]. C'est lui qui est chargé de la purge des contenus jugés fascistes dans les bibliothèques et dans toutes les composantes de la culture est-allemande. Mais rapidement, elle a également pour mission de centraliser l'attribution des licences de publication et de veiller au respect de la planification par les maisons d'édition et les imprimeries.

Les archives fédérales conservent les rapports rendus par cette administration, ce qui nous permet de comprendre son fonctionnement[158]. Pour obtenir une autorisation de publication par l'administration militaire, les maisons d'éditions doivent soumettre chaque manuscrit à une subdivision spécifique du département de l'éducation culturelle, le *Oberreferat Verlagswesen*. Il est composé d'un comité de lecture chargé d'évaluer la conformité des textes avec la ligne

[156] République Démocratique Allemande, « Befehl über die Bildung der Sektion für Propaganda und Zensur der Politischen Abteilung der SMAD », 29/1945, BundesArchiv, DX 1 (Sammlung SMAD), 1945.
[157] Peter STRUNK, *Zensur und Zensoren. Medienkontrolle und Propagandapolitik unter sowjetischer Besatzungsherrschaft in Deutschland*, Berlin, De Gruyter Akademie Forschung, 1996, p. 93.
[158] « Bericht über die Arbeit der Abteilung Kulturelle Aufklärung bei der deutschen Zentralverwaltung für Volksbildung vom 20.2.1946 », Bundesarchiv, DR 2/ 1090, p. 22-29.

idéologique du Parti. Avant toute impression du manuscrit, l'accord préalable de ce comité est nécessaire puisqu'il conditionne celui de l'administration soviétique.

Dès le début de son fonctionnement, le système de censure qui s'installe en RDA repose sur l'expertise de comités chargés de relire les textes, de les modifier ou bien simplement de ne pas avaliser leur entrée dans le circuit d'édition. Outre le *Oberreferat Verlagswesen,* l'administration est aussi conseillée par un comité d'experts qui statuent sur le contenu de la planification annuelle. On est à un niveau bien supérieur de l'opération de censure puisque les contraintes éventuelles ne portent pas sur les textes eux-mêmes mais sur la globalité de la production littéraire. Il s'agit du Comité culturel [*kultureller Beirat*], composé de 19 membres, parmi lesquels plusieurs membres de l'administration centrale, mais aussi des membres des organisations de masse pour leur lecture politique ainsi que des artistes et écrivains pour leur expertise dans les domaines de la littérature et des arts[159].

Ce comité évolue au début de l'année 1947 et voit ses prérogatives être élargies. En plus du contrôle de la planification, il est alors chargé du contrôle idéologique de toutes les parutions littéraires dans la zone d'occupation soviétique. Il est composé de 40 membres, dont certains sont des secrétaires rémunérés et d'autres sont des spécialistes bénévoles dépêchés en fonction de la nature de la publication à étudier. Pour cela, il est composé de six sous-commissions thématiques ; sciences, littérature, livres spécialisés, musiques, arts et littérature jeunesse[160].

En 1947, alors qu'une période d'allègement de l'état d'urgence s'installe, les conditions de censure s'allègent par la même occasion. La censure préalable ne concerne alors plus tous les textes et en sont dispensés la presse quotidienne et les maisons d'édition qui sont depuis la fin de l'année 1946 soumises à l'obtention de licences de publication[161]. Dès lors qu'elles en disposent, elles ne sont plus tenues qu'au respect des plans trimestriels imposés par l'administration soviétique. Un pas de plus est franchi en avril de la même année, avec l'entrée en vigueur de l'instruction n°90 qui prévoit que la plupart des textes ne sont plus soumis à la censure préalable par l'administration. Ainsi, il n'y a que le contrôle des maisons d'édition qui s'applique. Sur elles seules repose donc la responsabilité de la conformité idéologique des textes[162]. Par ailleurs, seule la littérature politique et sociale, les brochures de plus de 16 pages,

[159] Carsten GANSEL, *Parlament des Geistes. Literatur zwischen Hoffnung und Repression 1945 - 1961*, Berlin, BasisDruck, 1996, p. 110.
[160] *Ibid.*, p. 125.
[161] Peter STRUNK, *Zensur und Zensoren, Op. Cit.*, p. 110.
[162] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? Administrative Anbindung und Regelungen zum Verfahren in der DDR », dans : *Mitteilungen aus dem Bundesarchiv*, Heft 1/2012, 20. Jahrgang, Koblenz, Bundesarchiv, 2012, p. 68.

les affiches et les tracts des partis politiques et des syndicats ne sont pas compris parmi les exceptions et sont donc toujours soumis à la censure.

À ce stade, pour pouvoir être publié, un ouvrage doit donc faire partie de la planification trimestrielle et son auteur doit avoir soumis le manuscrit à une première relecture et à de potentielles modifications demandées par la maison d'édition. En fonction du type de texte, il sera soumis au comité culturel de l'administration centrale de l'éducation populaire pour un dernier contrôle de conformité idéologique.

Par ce procédé, l'administration n'agit donc principalement que très en amont, c'est-à-dire au moment où elle distribue les licences. Mais elle agit aussi en aval, et notamment de manière punitive en cas de non-conformité d'un texte avec ce qui est attendu par le Parti. Dans un tel cas, la maison d'édition est jugée seule responsable et se voit donc retirer sa licence. Toutefois, l'administration soviétique n'est pas totalement dépossédée de sa mission de contrôle des textes. En plus des quelques exceptions mentionnées plus tôt, il convient de préciser que des textes peuvent aussi émaner de structures ou d'individus ne disposant pas de licences. Ces derniers sont, par principe, systématiquement interdits à la publication.

Contrairement à ce qu'on pourrait déduire de ces dernières mesures, ce nouveau processus ne constitue pas vraiment un assouplissement du système de censure. Il s'agit en fait d'un transfert des responsabilités quant au contrôle de la conformité des textes. Les maisons d'édition sont en premières lignes et sont ainsi les premières à porter la responsabilité d'un texte non conforme à la ligne idéologique du Parti. Dans la mesure où l'attribution des licences de publication est soumise à l'assurance de leur bonne coopération dans le contrôle des textes, cela constitue une pression importante qui pèse sur les maisons d'éditions, celles-ci pouvant se voir retirer leurs licences sur décision de l'administration centrale. On introduit ainsi un partage de la responsabilité, en impliquant dans le circuit de la censure les différents acteurs de la confection d'un ouvrage.

Jusqu'au début des années 1950, le comité culturel peut être considéré comme l'organe principal de contrôle des textes dans la zone allemande d'occupation soviétique puis en RDA. Dans un rapport paru en septembre 1950, le comité fait état de 12 125 manuscrits contrôlés entre octobre 1947 et mars 1950. 3 373 ont été refusés et 8 752 ont reçu un accord de publication[163].

Au cours des années 1950, de nombreuses administrations ont été impliquées dans le processus de censure. Outre le comité culturel et les maisons d'édition, on note par exemple la

[163] « Bericht der Arbeit des kulturellen Beirates vom 13. September 1950 », Bundesarchiv, DR 2/689, p. 7-9.

création d'une administration de l'information [*Amt für Information*] en mars 1950, ou encore la participation du Ministère de l'Industrie légère et de la direction générale de l'industrie polygraphique pour ce qui concerne la délivrance des licences permettant de posséder du matériel d'impression. Les strates sont donc de plus en plus nombreuses et l'efficacité de la censure devient en fait une lourdeur administrative qui nuit même à la bonne exécution de la planification.

Entre temps, la RDA n'est plus sous la tutelle de l'administration soviétique depuis 1949, et l'administration que cette dernière a mise en place est désormais obsolète et doit évoluer. Une réforme importante est alors menée en août 1951, avec la création d'une administration dédiée à la littérature et à l'édition [*Amt für Literatur und Verlagswesen*][164] en lieu et place du comité culturel. Son objectif est de centraliser les différentes opérations que nous avons recensées précédemment et qui incombaient jusqu'alors à un nombre trop important d'administrations ou de comités différents. Ses missions sont décrites dans l'article 2 du décret :

> *« Les tâches de l'Office de la littérature et de l'édition sont les suivantes :*
>
> *a) Le développement et la promotion de la littérature dans tous les domaines par le biais d'une coordination et d'une gestion centralisées, en collaboration avec les organisations démocratiques, les ministères de tutelle, les académies et autres institutions.*
>
> *b) L'amélioration de la qualité de la littérature par l'évaluation des œuvres prévues et le conseil aux éditeurs.*
>
> *c) Le soutien planifié de l'activité éditoriale en ce qui concerne la publication d'œuvres de l'Union soviétique, des démocraties populaires et d'auteurs progressistes d'autres nations.*
>
> *d) Octroyer des licences aux éditeurs de livres et de revues et fournir un soutien consultatif permanent au travail éditorial et rédactionnel.*
>
> *e) Répartir le contingent de papier destiné à la production de livres et de revues entre les maisons d'édition titulaires d'une licence, conformément aux plans d'édition approuvés par le Bureau de la littérature et de l'édition.*
>
> *f) Améliorer le travail et guider l'ensemble des libraires de la République démocratique allemande afin d'assurer l'approvisionnement de la population en littérature de pointe. »*[165]

[164] République Démocratique Allemande, « Verordnung über die Entwicklung fortschrittlicher Literatur », Gesetzblatt des Deutschen Demokratischen Republik, GBl. Nr. 100, 27.8.1951, p. 785.

[165] « Die Aufgaben des Amtes für Literatur und Verlagswesen sind:
a) Die Entwicklung und Förderung der Literatur aller Gebiete durch zentrale Koordinierung und Lenkung unter Zusammenarbeit mit den demokratischen Organisationen, den Fachministerien, den Akademien und anderen Institutionen.
b) Die Hebung der Qualität der Literatur durch Begutachtung der geplanten Werke und Beratung der Verleger.
c) Die planmäßige Unterstützung der Verlagstätigkeit bei der Herausgabe von Werken aus der Sowjetunion, den Volksdemokratien und fortschrittlicher Autoren anderer Nationen.
d) Die Lizenzerteilung für Buchverlage und Zeitschriften sowie die ständige beratende Unterstützung der verlegerischen und redaktionellen Arbeit.
e) Verteilung des für die Buch- und Zeitschriftenproduktion bestimmten Papierkontingents an die lizenzierten Verlage entsprechend den vom Amt für Literatur und Verlagswesen genehmigten Verlagsplänen.
f) Die Verbesserung der Arbeit und die Anleitung des gesamten Buchhandels der Deutschen Demokratischen Republik zur Sicherung der Versorgung der Bevölkerung mit fortschrittlicher Literatur », *Ibid.*

Ces nouvelles dispositions représentent une étape importante de la mise en œuvre de la censure en RDA. Il s'agit en effet de la première administration dédiée à cette mission, dans le sens où cette réforme consiste à centraliser les opérations liées à la censure. Elle est en outre la première à ne pas être administrée par la tutelle soviétique. On remarque cependant qu'il n'est pas question de « contrôle », ni de « limitation » des publications. Au contraire, on parle de « soutien » aux éditeurs et « d'amélioration de la qualité de la littérature ». On retrouve donc en quelque sorte le rôle du comité culturel dont le « conseil aux éditeurs » consiste à leur donner les codes attendus par le Parti pour qu'une publication soit considérée comme conforme. Cette organisation concrétise en quelque sorte celle qui a commencé à s'installer en 1947, après que la période de purge idéologique a été achevée et que l'administration militaire soviétique a progressivement laissé place à une forme de décentralisation des opérations de censure. On retrouve également les missions consistant à faire appliquer les plans quadriennaux, notamment d'un point de vue matériel, et celles concernant l'attribution des licences aux éditeurs.

Ces dernières missions sont précisées dans une disposition complémentaire à l'ordonnance d'août 1951. Elle entre en vigueur en décembre de la même année et porte sur les modalités de mise en œuvre de l'ordonnance[166]. Elle détaille les modalités et le cadre d'obtention des licences de publication. On y trouve également, dans l'alinéa 4, un paragraphe très explicite sur le transfert de responsabilité vers les maisons d'édition :

> *« La confirmation du plan d'édition et l'évaluation de l'Office des publications ne libèrent pas l'éditeur de l'entière responsabilité liée à la publication d'une œuvre d'édition (produit d'édition), quelle qu'elle soit.[167] »*

Les prérogatives de cette administration ont un peu évolué dans les mois qui ont suivi la mise en application du décret. Les dispositions concernant la littérature ont été étendues aux œuvres artistiques, à la musique et aux revues. Ainsi, tous les secteurs de l'édition ont été placés sous son autorité, de sorte à ne conserver qu'une seule instance centrale de délivrance des licences et de contrôle de la planification éditoriale. Cela a tout de même demandé des adaptations organisationnelles, et notamment pour ce qui est de la composition de comités d'experts capables d'évaluer l'activité de chaque secteur. Pour ce faire, des comités éditoriaux thématiques ont été mis en place, les *Hauptlektorat*. On en trouve quatre, ainsi qu'un service administratif [*Hauptreferat*] : un dédié aux sciences sociales, un pour les sciences naturelles, la médecine et les sciences techniques, un pour la littérature de fiction et la littérature jeunesse et

[166] République Démocratique Allemande, « Erste Durchführungsbestimmung zur Verordnung über die Entwicklung von fortschrittlicher Literatur – Lizenzen. » Gesetzblatt n° 149, Ausgabetag 18. Dezember 1951, Gesetzblatt (GBl.) der Deutschen Demokratischen Republik, p. 1159.
[167] *Ibid.*

un pour la littérature classique, la musique, le théâtre, le sport et la mode. Enfin, un service administratif est quant à lui dédié aux revues.

Cette organisation pléthorique permet de disposer d'experts dans chacun des domaines cités. Ainsi, non seulement l'administration est compétente en matière de planification matérielle des publications, mais elle est aussi compétente concernant la révision du contrôle des textes, des pièces de théâtres ou des compositions musicales, de manière à assurer une conformité idéologique de tous les domaines de la culture. Grâce à cette organisation, le champ d'action et de contrôle de l'administration est plus important encore. Au milieu des années 1950, on estime qu'elle travaille annuellement sur près de 8 000 manuscrits et 340 revues[168].

En comparaison avec le fonctionnement en vigueur à la fin des années 1940, on ne peut que constater la montée en activité importante de cette administration. Toutefois, le nombre de personnes employées pour exercer ces missions est loin d'être suffisant pour absorber la quantité importante de textes soumis par les maisons d'édition. Il est donc nécessaire de faire appel à des collaborateurs extérieurs, qui ne sont quant à eux pas formés et donc ont un niveau d'expertise inférieur à celui des fonctionnaires membres des comités de lecture. Surtout, il se pose au problème de coordination de ces agents extérieurs, d'autant plus que les critères de censure ne sont jamais très clairs et qu'il n'y a pas de véritable règlement sur lequel s'appuyer. Le SED a bien tenté d'établir quelques règles et critères de censure, notamment en s'appuyant sur des marqueurs esthétiques ou idéologiques, mais elles ne peuvent être exhaustives[169]. Elles dépendent en outre du cours politique, qui est lui aussi mouvant et qui est influencé par les priorités politiques fixées aussi bien par le Parti est-allemand que par le Parti communiste de l'Union soviétique. Au cours des années 1950, le cours politique a été particulièrement complexe, entre la mort de Staline et la période de déstalinisation qui s'est opérée à des rythmes différents en fonction des régions et des États du bloc de l'Est[170]. Pendant cette période, c'est tout un pan de la littérature qui a été bannie des bibliothèques et toute une doctrine esthétique et idéologique qui s'est reconstruite.

En RDA, les révoltes du 17 juin 1953 ont également amené leur lot d'instabilité et de durcissement politique. Elles ont aussi eu lieu dans un contexte de forte tension entre les milieux

[168] Carsten GANSEL, *Parlament des Geistes, Op. Cit.*, p. 134.
[169] Simone BARCK, Martina LANGERMANN, Siegfried LOKATIS, *„Jedes Buch ein Abenteuer". Zensur - System und literarische Öffentlichkeiten in der DDR bis Ende der sechziger Jahre*, Berlin, De Gruyter Akademie Forschung, 1997, p. 33.
[170] Siegfried LOKATIS, « Die Zensur historischer Literatur in der DDR unter Ulbricht », dans : *Historische Zeitschrift. Beihefte*, New Series, Vol.27, Die DDR-Geschichtswissenschaft als Forschungsproblem, Munich, 1998, p. 282.

culturels (notamment le *Kulturbund*) et l'administration dédiée à la littérature et à l'édition[171]. Cela fait peser une pression importante sur cette administration, contestée y compris par des auteurs figures du communisme. Il est demandé de laisser davantage de place à la création littéraire et artistique, sans que celle-ci ne soit noyée sous la lourdeur administrative[172]. Quelques petites réformes ont été menées au sein de cette administration, mais rien de suffisamment significatif pour se rapprocher ne serait-ce qu'un peu de la demande des artistes : la fin de la censure.

La réforme structurelle vient ensuite en 1956, au moment où le Comité central du SED décide de confier les missions de censure des textes au Ministère de la Culture [*Ministerium für Kultur*], créé en 1954. L'Office de la littérature et de l'édition est alors dissout et ses missions sont confiées à l'administration générale du Ministère de la Culture[173]. Quant au personnel travaillant sur le contrôle et la planification des publications, il fait désormais partie du Ministère pour la sécurité de l'État, la *Stasi.*

Une nouvelle réforme de l'administration dédiée au contrôle des publications laisse planer le doute sur l'évolution des pratiques de censure en RDA. La crise de 1953 a mis au jour une nécessité de libéralisation, ce à quoi le SED semble avoir répondu positivement pour ce qui concerne les activités littéraires et artistiques. Cependant, le rattachement des agents de contrôle de la planification et des comités de lecture à la *Stasi* laisse aussi penser à un renforcement de la surveillance et de l'identification des auteurs ou artistes dissidents, ou en tout cas laisse une possibilité de le faire à tout moment. En attendant, les tensions politiques sont telles qu'il convient de lâcher du lest et d'aller dans le sens d'une progressive libéralisation qui s'opère un peu partout au sein du bloc de l'Est.

2. Stabilisation progressive des organes de censure au sein du Ministère de la Culture (1956-1990)

La nouvelle définition des missions du Ministère de la Culture se fait dans une période quelque peu transitoire, au cours de laquelle le principe même de la censure est remis en question. Dans la lignée de cette volonté de libéralisation des activités artistiques et culturelles,

[171] À ce propos, on peut mentionner le poème satirique de Berthold Brecht adressé à l'association des auteurs [*Schriftstellerverband*] et paru en août 1953 dans le *Berliner Zeitung*, en réaction au refus de publication de l'ouvrage de Ludwig Renn sous prétexte d'un manque de papier pour réaliser son impression.
[172] Manfred JÄGER, *Kultur und Politik in der DDR 1945 - 1990*, Cologne, Edition Deutschland Archiv, 1994, p.72.
[173] République Démocratique Allemande, « Beschluss über Maßnahmen zur Verbesserung der Leitung des Verlagswesens », Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik, GBl. Nr. 61, 11.7.1956, p. 549.

cette réorganisation est synonyme d'un changement de pratique : jusqu'alors, les réformes ont mené à la constitution de groupes d'experts et de comités de lecture permettant de contrôler toute la chaine d'édition, de l'attribution de la licence à l'impression après un premier filtre appliqué par les auteurs sous la supervision des maisons d'éditions. Avec cette réforme, la démarche est différente puisqu'on décharge l'administration des contrôles complémentaires qui venaient en plus de ceux déjà effectués par les maisons d'édition. L'expertise ne se fait donc plus qu'à l'échelle de ces dernières qui se retrouvent par la même occasion avec une responsabilité plus grande dans le contrôle idéologique et esthétique des textes. On peut alors se dire que les marges de tolérance seront potentiellement plus importantes et que les maisons d'édition auront quelques marges de manœuvre entre leurs mains. Preuve de ce début de relâchement, les notions de « contrôle » et « d'autorisation d'impression » ne figurent plus parmi les domaines d'action du Ministère de la Culture décrits dans les statuts de 1957[174]. La nécessité de disposer de permis de détention de matériel d'impression, encore en vigueur depuis les premières instructions de l'administration soviétique, est elle aussi abrogée. C'est donc une autre étape du contrôle qui disparaît.

Mais une nouvelle fois, le cours politique joue un rôle important dans l'évolution des processus de censure qui s'adaptent en fonction de la nécessité politique du moment. Les différents mouvements de révoltes ouvrières qui ont eu lieu dans d'autres pays du Pacte de Varsovie, en Pologne et en Hongrie entre 1956 et 1958 ont entraîné un changement de position radical du SED et de l'administration est-allemande. Plutôt que d'aller vers une libéralisation, il est au contraire décidé d'opérer un durcissement idéologique afin d'éviter toute contagion des révoltes dans l'ensemble du bloc. En parallèle, Walter Ulbricht et le SED font entrer la RDA dans une nouvelle phase de sa politique culturelle. À l'occasion du Vème Congrès du SED en 1958, le Secrétaire Général Ulbricht annonce en effet une « révolution culturelle socialiste ». De nouvelles mesures sont ainsi annoncées, et elles consistent en une diffusion plus intensive de la culture socialiste dans les usines, les entreprises et les écoles par l'intermédiaire de « brigades du travail socialiste »[175]. Ainsi, la culture prend une place prépondérante dans le quotidien des citoyens de RDA et la diffusion des codes de la culture socialiste s'étend et devient omniprésente dans le quotidien des élèves et des travailleurs.

Pour répondre à cette nouvelle ligne politique, l'administration s'adapte une nouvelle fois et l'organisation structurelle change à nouveau. La direction générale de l'édition, dont les

[174] République Démocratique Allemande, « Beschluss über das Statut des Ministeriums für Kultur, Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik », GBl. Teil I, Nr. 14, 22.2.1957, p. 132-135.
[175] Dorlis BLUME, Monika BOLL, Raphael GROSS (Dir.), *Wolf Biermann, Op. Cit.*, p. 38.

missions avaient été réduites à l'élaboration et au contrôle de la planification, disparaît et laisse place au département dédié à la littérature et au livre [*Hauptabteilung Literatur und Buchwesen*]. Son rôle principal est l'encadrement des maisons d'édition, notamment dans la définition des lignes idéologiques à contrôler dans les différentes œuvres soumises à leur contrôle. Il reprend lui aussi les missions de planification des publications, sur le modèle des administrations précédentes. Ce nouveau changement vise un contrôle plus précis de toute forme de publication, et aussi des textes mis à disposition dans les bibliothèques. L'objectif est donc de durcir le contrôle, pour une reprise en main idéologique.

Il n'est donc plus question de voir fleurir des textes faisant l'apologie d'une quelconque forme de libéralisation selon le modèle de la RFA ou de tout autre État impérialiste[176]. On revient donc sur la pratique d'expertise des textes, toujours avec un rôle important joué par les maisons d'édition, mais sous une supervision importante de l'administration. Pour cela, la direction de la *Hauptabteilung Literatur und Buchwesen* est confiée à Oskar Hoffmann, un fonctionnaire du Parti qui a auparavant dirigé l'école radiophonique de Berlin avant de devenir rédacteur en chef de la *Berliner Rundfunk* puis du journal détenu par le Parti unique, *Einheit*[177]. Ce choix se justifie par la volonté de rigueur idéologique et au vu de son parcours, Oskar Hoffmann répond à ce besoin. On structure donc dans un premier temps cette administration autour de l'exigence idéologique de sa mission. Le choix de son successeur n'est pas anodin non plus puisqu'il a été décidé de nommer Siegfried Seidel en septembre 1958. Il est chercheur en littérature et a auparavant été collaborateur de la commission d'État sur les questions artistiques[178]. Une fois la structure de l'administration bien établie autour des enjeux idéologiques, on cherche donc une expertise littéraire, artistique, pour répondre à un deuxième enjeu, celui du contrôle de la qualité esthétique des textes. Mais les missions de ces deux experts sont de courte durée, et l'administration est ensuite confiée en septembre 1960 à Bruno Haid, juriste de formation et ancien procureur général qui devient plus tard ministre de la Culture[179].

C'est cette administration qui porte la mise en œuvre de l'ordonnance du 20 juillet 1959 portant sur les procédures d'attribution des permis de détention d'appareils d'impression et de

[176] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? », *Op. Cit.*, p. 74.
[177] « Oskar Hoffmann », dans : Helmut MÜLLER-ENBERGS, Jan WIELGOHS, Dieter HOFFMANN, Andreas HERBST, Ingrid KIRSCHEY-FEIX, *Wer war wer in der DDR? Ein Lexikon ost-deutscher Biographien*, 5. Ausgabe, Band 1, Berlin, Ch. Links, 2010 : https://www.bundesstiftung-aufarbeitung.de/de/recherche/kataloge-datenbanken/biographische-datenbanken/oskar-hoffmann, Bundesstiftung Aufarbeitung [dernière modification en octobre 2009, consulté le 27/12/2023].
[178] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? », *Op. Cit.*, p. 74.
[179] « Bruno Haid », dans : Helmut MÜLLER-ENBERGS, Jan WIELGOHS, Dieter HOFFMANN, Andreas HERBST, Ingrid KIRSCHEY-FEIX, *Wer war wer in der DDR?*, *Op. Cit.*, : https://www.bundesstiftung-aufarbeitung.de/de/recherche/kataloge-datenbanken/biographische-datenbanken/bruno-haid [dernière modification en octobre 2009, consulté le 27/12/2023].

reprographie[180]. Comme nous l'avons dit précédemment, il est le texte de référence de l'application de la censure en RDA, et c'est ce texte, bien que légèrement modifié en 1975, qui reste la référence jusqu'à la levée de la censure en 1990. C'est un texte qui s'approche d'un traitement global de la question du contrôle des publications, dans la mesure où il instaure des règles qui affectent toute la chaine de l'édition.

Preuve d'un nouveau durcissement de la censure, l'une des mesures les plus importantes concerne le retour du principe de la délivrance d'un permis de détention de matériel d'impression et de reprographie. Il pose également dans l'article 3 deux conditions fondamentales et préalables à tout octroi d'une autorisation. La première est d'ordre idéologique et la seconde porte sur le respect de la planification économique des publications :

> *« Une autorisation d'impression peut être accordée par l'organe compétent de l'administration publique si :*
>
> *a) le contenu des produits d'impression ou de reproduction est conforme aux dispositions légales, aux principes de l'édification socialiste ainsi qu'aux exigences de la politique culturelle ;*
>
> *b) l'organe de l'administration nationale compétent pour l'octroi de l'autorisation dispose, dans le cadre du plan économique national, des contingents ou des nombres indicatifs de matériaux nécessaires à la production »*[181]

Ce texte ne laisse pas apparaitre clairement la condition du respect des codes idéologiques pour qu'une publication ait une chance d'être approuvée par l'administration. À cela s'ajoutent les contraintes économiques déjà mentionnées dans les textes précédents et qui sont de toute manière, compte tenu du modèle économique en vigueur dans l'espace soviétique, une condition à laquelle le livre ne pourra pas déroger. Alors, pour tout ouvrage qui émanerait d'un éditeur ne disposant pas de licence et donc n'étant pas lié à l'administration en charge de la planification trimestrielle de l'édition, il sera particulièrement difficile, voire impossible, de le voir paraitre.

Il est en outre important de mentionner que si les recours contre les premières limitations (suppression d'une partie du texte, demandes de modifications…) imposées par les éditeurs ou par l'administration en charge de l'édition sont possibles en première instance, il est en revanche impossible de contester une décision prise par le Ministère de la Culture.

---

[180] République Démocratique Allemande, « Anordnung über das Genehmigungsverfahren für die Herstellung von Druck- und Vervielfältigungserzeugnissen vom 20.7.1959 », Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik 1959, Teil I, p. 640.

[181] « Eine Druckgenehmigung kann von dem zuständigen Organ der staatlichen Verwaltung erteilt werden, wenn:
a) der Inhalt der Druck- oder Vervielfältigungserzeugnisse den gesetzlichen Bestimmungen, den Grundsätzen des sozialistischen Aufbaues sowie den kulturpolitischen Erfordernissen entspricht;
b) im Rahmen des Volkswirtschaftsplanes die zur Herstellung erforderlichen Materialkontingente bzw. -Richtzahlen bei dem für die Erteilung der Genehmigung zuständigen Organ der staatlichen Verwaltung zur Verfügung stehen », *Ibid.*, p. 641.

Comme on peut le constater, ce texte installe bien des contraintes qui viennent s'imposer aux auteurs et aux maisons d'édition. En plus des contraintes liées à la planification économique, à la relecture par plusieurs acteurs et donc à la modification intempestive des textes par des éditeurs liés à l'État par l'intermédiaire de licences, on vient ajouter un verrou réglementaire qui vise à mettre sous couvercle toute tentative de publication qui passerait en dehors du circuit des maisons d'édition sous licence. Avec cette impossibilité de contester les décisions du Ministère de la Culture, celui-ci détient désormais – au moins sur le plan réglementaire – un contrôle total sur la chaine éditoriale.

Ce texte introduit également des changements importants d'un point de vue organisationnel. Il établit une répartition claire et exhaustive des compétences de chaque organe administratif délivrant des autorisations. En effet, une liste de supports soumis à autorisation est présentée à l'article 2, avec une répartition qui s'opère entre le Ministère de la Culture, les départements des affaires intérieures au sein des conseils de Districts [*Räte der Bezirke, Abteilung innere Angelegenheiten*], et les départements des affaires intérieures au sein des conseils d'arrondissement [*Räte der Kreise, Abteilung Innere Angelegenheiten*].

Grâce à cette liste, on peut se rendre compte du fait que tous les types de supports écrits sont soumis à ces demandes d'autorisation. Il ne s'agit pas vraiment des ouvrages littéraires ou des journaux, dans la mesure où ils sont exclus de ces dispositions puisqu'ils ne peuvent être édités que par des maisons d'édition ou des maisons de presse. Sont en revanche concernés tous les appareils destinés à éditer du matériel de propagande politique pour les Partis ou les organisations de masse, du contenu pédagogique pour de l'enseignement qui serait dispensé en dehors des cadres du Ministère de l'Éducation populaire, mais aussi des plans routiers, des calendriers, des contenus publicitaires ou encore des cartes postales[182].

Les textes encadrant l'activité de la presse sont peu nombreux. Le texte principal est une ordonnance du 12 avril 1962 portant sur la production et l'édition de la presse périodique[183]. Il concerne tous les produits de presse, comme l'indique le premier paragraphe :

> *« Dans l'intérêt d'un développement planifié de la presse conformément aux exigences politiques, économiques et culturelles de l'édification socialiste, la réglementation relative à l'édition et à la fabrication de quotidiens et d'hebdomadaires, de journaux d'arrondissement et d'entreprise, de revues, de services d'information et de presse ainsi que de tous les autres produits de presse à caractère périodique est uniformisée en République démocratique allemande. »*

[182] *Ibid.*, p. 640-641.
[183] République Démocratique Allemande, « Verordnung über die Herausgabe und Herstellung aller periodisch erscheinenden Presseerzeugnisse vom 12.04.1962 », Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik 1962, Teil II, p. 239.

Le travail de la presse est envisagé comme une activité centralisée, uniformisée, et le texte ne laisse donc aucune place à la moindre initiative indépendante. Surtout, il entre lui aussi dans le mécanisme de la planification, au même titre que les publications littéraires ou scientifiques. Pour cela, comme pour l'édition, la presse est soumise à des licences de publication qui ne peuvent être attribuées qu'à un certain nombre de structures (§ 2) : les organes de l'État, les académies, les partis politiques, les organisations de masse, les associations et fédérations et les maisons d'édition. Fait remarquable, il est aussi possible de délivrer des licences à des individus. Il n'est en revanche pas précisé comment un individu peut en disposer, sinon selon les mêmes conditions que les autres structures désignées. Quoi qu'il en soit, seule l'administration est habilitée à délivrer ces licences et elles ne sont donc pas attribuées de plein droit. Il est donc, à moins de pouvoir le justifier solidement en fonction de la planification de la presse, quasiment impossible qu'un individu puisse se voir attribuer une licence de presse.

Le contrôle est donc étendu à tous les supports, et il est également appliqué à tous les échelons de l'État. Cette répartition des supports entre les différentes administrations témoigne d'une volonté de décentralisation de l'autorité de censure. De cette manière, en plus d'impliquer les maisons d'édition et les maisons de presse une fois qu'elles disposent de licences de publications, on implique aussi les administrations locales pour avoir, dans l'idéal, une vision totale sur les demandes de publication, aussi bien par des entreprises et des administrations que par des individus.

Notons par ailleurs que la mission de délivrance des licences nécessaires pour les activités de la presse est finalement transférée par l'ordonnance de 1962 au Bureau de la presse [*Presseamt*] qui fait partie du Conseil des Ministre [*Ministerrat*][184]. Il s'opère alors une nouvelle répartition des responsabilités, dans le sens d'une décentralisation, mais cela dans le but de pouvoir s'appuyer sur une administration dont la mission se concentre sur la presse dont le rôle politique est si important.

Même si nous avons pu constater que l'ordonnance de 1959 comportait une disposition liée au contenu idéologique des textes, celle-ci reste cependant évasive et ne permet pas de déterminer des critères pouvant motiver l'interdiction ou la modification d'un texte. Pour cela, un texte a été produit en juillet 1960 et détaille les critères stylistiques et idéologiques sur lesquels les experts doivent se fonder pour juger un texte. Cette disposition est intitulée « *Richtlinien für die Begutachtung* »[185] [Directives pour l'expertise] et n'a jamais été publiée

[184] *Ibid.*
[185] République Démocratique Allemande, « Richtlinien für die Begutachtung », 25.7.1960, Bundesarchiv, DR 1/ 1237 et 1827. Le texte est consultable directement dans le fonds d'archives consacré au Ministère de la culture. Il

dans les actes législatifs. Il s'agit donc d'une sorte de règlement mis à disposition de l'administration de contrôle. Il permet de lister des codes propres au socialisme et d'affirmer ce qui contrevient à son image et à son idéal de société. Pour les respecter, il existe un certain nombre de figures esthétiques à privilégier et de thématiques à aborder : le réalisme socialiste, la description d'une relation positive en l'individu et la société socialiste, antifascisme comme valeur commune et qui donne toute légitimité au système, ou encore la représentation du monde ouvrier comme un témoin de la supériorité du système socialiste. À l'inverse, il est interdit de laisser transparaître une image positive de la société impérialiste ou bien une image négative de l'URSS ou de tout autre élément propre au système socialiste. Il est également interdit de contester d'une quelconque manière l'hégémonie du SED[186].

Ces deux textes représentent un tournant important puisqu'ils installent un système amené à se pérenniser. L'édiction de directives pour guider les censeurs rend leur tâche plus efficace et permet *in fine* une meilleure connaissance des codes à adopter. Une fois ces derniers connus, il ne tiendra qu'aux auteurs de s'y conformer, et donc d'installer, de manière plus ou moins active et systématique, l'autocensure.

À partir du début des années 1960, la donne change de manière significative pour les acteurs du monde culturelle avec la construction du Mur de Berlin. Comme dans de nombreux domaines de la société, le durcissement de la frontière avec la RFA est synonyme d'un nouveau durcissement de la politique culturelle. D'une part, cela peut sembler être une chance pour les artistes qui ne sont plus touchés par les influences de l'Ouest et qui peuvent donc contribuer grandement à construire une nouvelle identité culturelle à la RDA. Et d'autre part, cela donne une fonction libératrice plus forte à la culture qui peut devenir un espace d'expression qui n'existe pas à d'autres endroits de la société. Maintenant que l'espace public est encore plus contraint par l'existence d'un mur, la culture peut jouer le rôle d'espace public de substitution [*Ersatzöffentlichkeit*].

Pour le SED, cela implique le maintien d'un haut niveau de vigilance quant à la solidification des instances culturelles, afin de limiter au maximum les effets de dissidences par les artistes. Cela demande également de parfaire la stabilisation de l'administration dédiée à la censure. Dans ce but, le département dédié à la littérature et au livre devient début 1963 une administration centrale en charge des maisons d'édition et de l'économie du livre

a aussi été reproduit en annexe de l'ouvrage de Siegfried LOKATIS, Martin HOCHREIN (Dir.), *Die Argusaugen der Zensur. Begutachtungspraxis im Leseland DDR*, Hauswedell Verlag, 2021, p. 797-807.

[186] Ann-Kathrin REICHARDT, « Die Zensur belletristischer Literatur in der DDR », dans : Ivo BOCK (Dir.), *Scharf überwachte Kommunikation*, *Op. Cit.*, p. 382-426.

[*Hauptverwaltung Verlage und Buchhandel*][187]. Elle reste sous l'autorité du Ministère de la Culture. Avec cette nouvelle réforme organisationnelle, l'objectif est de centraliser les missions de toutes les administrations qui interviennent dans les domaines de l'édition et de l'économie du livre. Au-delà de la question du contrôle politique et idéologique des textes ainsi que de la délivrance des licences et des permis, il est ici question de la planification thématique, financière et matérielle des publications ainsi que de la tutelle économique de toutes les structures détentrices de licences[188]. À partir de ce moment, et après bien des réformes organisationnelles, la structure administrative reste inchangée jusqu'en 1990. Signe d'une certaine continuité, c'est Bruno Haid, l'ancien Directeur de la *Hauptabteilung Literatur und Buchwesen*, qui prend la tête de la *Hauptverwaltung Verlage und Buchhandel* quelques jours après sa création.

Jusque dans les années 1980, cette structuration de l'administration de censure n'évolue qu'à la marge. Une collaboration avec de nombreuses autres administrations est tout de même nécessaire pour s'assurer d'une plus grande efficacité. Le travail avec la *Stasi* est permanent, tout comme avec le Secrétariat d'État en charge des Églises [*Staatssekrätariat für Kirchenfragen*]. Ainsi, l'administration garde un œil sur toutes les zones de la société qui pourraient être sensibles.

Cette organisation administrative contribue au renforcement du contrôle de tous les domaines culturels à partir de la première moitié des années 1960. Le point culminant de ce durcissement peut être identifié à la fin de l'année 1965, à l'occasion du XIème congrès du comité central du SED. Dans ce cadre, les artistes – et en particulier ceux qui se montrent critiques envers les normes et les restrictions de la liberté d'expression – sont au centre de la discussion et font l'objet d'une véritable attaque des membres du comité central en étant désignés comme des ennemis de l'État. Ce congrès marque le début d'une censure plus stricte : des dizaines de films de la DEFA sont interdits, des artistes, parmi lesquels Wolf Biermann, sont mis à l'écart et reçoivent des interdictions de se produire en public.

Après 1968 et une courte période de libéralisation dans les domaines culturels, la politique culturelle se durcit à nouveau à partir de 1976 dans le sillage d'un phénomène grandissant d'expression publique de la dissidence par un certain nombre d'artistes. L'élément déclencheur est Wolf Biermann dont l'activité est surveillée de près par la *Stasi* depuis plusieurs

[187] République Démocratique Allemande, « Beschluss über die Bildung einer Hauptverwaltung Verlage und Buchhandel des Ministeriums für Kultur vom 21. Dezember 1962 », BundesArchiv, DC 20/ I/ 4/ 671 : https://www.bundesarchiv.de/findbuecher/rlg_findm/findb/DR1-35302.xml [consulté le 13/09/2023]
[188] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? », *Op. Cit.*, p. 75-77.

années. À la suite de sa déchéance de nationalité, de nombreux artistes se sont mobilisés autour de la défense de sa cause. La répression a alors été forte : plusieurs artistes sont arrêtés et emprisonnés, des intellectuels comme Robert Havemann sont assignés à résidence, des écrivains sont exclus du l'Union des écrivains. De cette manière, on pousse les auteurs à rentrer dans le rang, à quitter le pays ou à rester à la marge de la société. On peut donc dire que c'est en raison de ce nouveau durcissement politique qu'une scène culturelle alternative a dû s'organiser, de manière parallèle et à la marge des institutions autorisées par l'État.

Au cours de ces années, en parallèle de l'organisation administrative de la censure, la *Stasi* a elle aussi évolué pour répondre au besoin accru de surveillance et d'infiltration des milieux culturels. À partir de 1964, c'est la section XX [*Hauptteilung XX*] qui surveille avec attention la scène littéraire, en réaction aux tumultes du début des années 1960 suite à la construction du Mur de Berlin. En 1969, quelques mois après le printemps de Prague, une nouvelle section est créée, la XX/7, et est spécialement dédiée à la surveillance des domaines de la culture et des mass médias. Enfin, après la déchéance de nationalité de Wolf Biermann en 1976, la section XX/9 est spécialement créée en 1980 pour lutter contre l'activité politique clandestine[189]. L'absence de nouvelle réforme de l'organisation administrative depuis le début des années 1960 n'est donc pas anodine. Elle résulte en fait d'un changement de stratégie quant à l'exercice de la censure : elle ne se fait plus seulement par l'intermédiaire de formalités administratives, mais par la surveillance des domaines de la culture, en vue d'une répression directe. Il s'agit donc en quelque sorte d'un transfert de la compétence de censure vers la *Stasi*, aussi dans le but de permettre une intervention policière contre tous les artistes ou auteurs qui sont actifs dans les circuits parallèles, et donc qui contournent les cadres administratifs par des activités clandestines.

Les années 1980 portent les stigmates de cette période de tension entre l'État et le monde artistique et intellectuel. C'est en quelque sorte le point de départ d'une dissidence plus forte dans le domaine littéraire et artistique. En parallèle, l'État poursuit sa politique de contrôle idéologique et édicte de nouvelles instructions concernant l'expertise des textes, comme une sorte de mise à jour, dans le cadre de la publication d'une « directive du département des belles-lettres, de la littérature artistique et musicale concernant la procédure d'expertise et d'autorisation d'impression de l'État » le 1er janvier 1980[190]. En plus de cela, les connexions sont

[189] Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA dans les années 1980. Un espace hétérotopique*, Paris, L'Harmattan, 2007, p.19.

[190] République Démocratique Allemande, « Arbeitsanweisung der Abteilung Belletristik, Kunst- und Musikliteratur zum staatlichen Begutachtungs- und Druckgenehmigungsverfahren vom 1. Januar 1980 », Bundesarchiv, DR 1/ 12.529.

renforcées avec le Comité Central du SED ainsi qu'avec l'Institut du Marxisme-Léninisme pour qu'une veille idéologique puisse être faite de manière constante. Toutefois, il convient de noter que le fait que le contrôle des domaines culturels soit assuré par la *Stasi* entraîne un intérêt de moins en moins important pour le contenu des textes. Il est davantage question de s'intéresser au comportement social d'une personne, et donc à son engagement politique, qu'au contenu de ses textes.

Comme on peut le voir à travers la définition des cadres administratifs et réglementaires dans lesquels le censeur est-allemand a évolué, le système de censure est complexe en RDA. Surtout, il ne repose pas sur un système de censure assumée[191]. La régulation des textes se fait finalement principalement par la voie administrative, et plus précisément à travers la délivrance d'autorisations, de licences de publication.

On peut résumer le procédé de la manière suivante : une fois qu'une maison d'édition obtient une licence de publication, elle est autorisée à posséder du matériel d'impression et à soumettre des textes à l'autorité compétente en fonction du type de texte proposé. Cela doit au préalable entrer dans un plan économique et thématique défini et validé les autorités. Les textes présentés à l'administration sont systématiquement accompagnés d'un avis de l'éditeur qui est lui-même considéré comme garant de leur conformité stylistique et idéologique. Ils sont ensuite soumis à une expertise idéologique et professionnelle (réalisée par des personnes désignées pour leur rigueur idéologique et pour les compétences littéraires) et c'est sur ce fondement qu'est prise la décision d'accorder une publication, de l'interdire, ou de conditionner une autorisation à des modifications du texte.

Les contraintes sont donc nombreuses et elles sont surtout connues de tous les auteurs et de tous les éditeurs. En effet, si nous avions fait le constat que les règles de censure en Pologne restaient suffisamment imprécises pour laisser une marge de manœuvre importante au censeur, l'amoncellement des textes et des strates de contrôle en vigueur en RDA rendent les attendus du censeur plus lisibles. L'ordonnance du 21 décembre 1959 est à ce titre particulièrement parlante puisque c'est elle qui instaure le plus grand nombre de contraintes. Son complément, les « *Richtlinien für die Begutachtung* » [Directives pour l'expertise], mettent en place de nombreux critères esthétiques et thématiques, comme une ligne de conduite que les auteurs et les éditeurs doivent suivre. Par ces contraintes, la RDA pousse les auteurs à

[191] Comme nous avons pu le voir, les différentes constitutions de la RDA ne mentionnent la censure que par la négative et font seulement référence à une liberté d'expression qui ne s'exerce que dans la limite de la loi, celle-ci étant tournée vers l'application de l'accomplissement de la société socialiste.

l'autocensure : ils connaissent les cadres établis, ils n'ont plus qu'à faire le nécessaire pour y entrer s'ils veulent poursuivre leur œuvre.

Mais pour que ce système puisse être efficace, il a fallu s'appuyer sur administration suffisamment performante pour permettre une censure dissuasive. C'est pour cette raison que l'administration n'a eu de cesse de s'organiser et de se réorganiser pour répondre au mieux à cette nécessité de contrôle qui doit donner l'impression d'être permanent. Il reste encore aujourd'hui des traces des opérations de contrôle menées par les administrations. Elles sont conservées dans les archives fédérales, dans un fonds dédié au Ministère de la Culture (DR 1). Les actes de relecture des textes sont difficilement quantifiables si on prend l'ensemble des supports concernés, indépendamment de la question des éditeurs détenant des licences de publication ou non. Mais si on s'en tient à ceux qui en détiennent et qui sont donc sous le contrôle du Ministère de la Culture, on relève au total près de 3 600 dossiers rassemblant des actes de contrôles et de relecture des textes[192]. C'est considérable mais cela ne recouvre pas la totalité des productions littéraires de RDA, quand on sait qu'au cours des années 1980, on compte environ 6 500 titres par an à paraître[193]. Alors, ce système de censure, tant il est complexe et fait entrer en scène un nombre considérable d'acteurs, n'a finalement jamais pu avoir le contrôle total souhaité sur la production littéraire en RDA.

C'est particulièrement le cas lors des périodes de remous politiques où il est encore plus nécessaire pour l'État que l'expression publique soit régulée. La multiplication des tensions qui ont agité la deuxième moitié des années 1980 ont été l'un des symptômes d'un système qui s'essouffle, et cela concerne aussi le système de censure en vigueur. Cette situation a poussé les différentes administrations ainsi que le Comité Central du SED à s'interroger sur de nouvelles conditions d'exercice de la censure, en particulier à l'encontre des groupes ou structures ne disposant pas de licences de publication[194]. Mais malgré des tentatives pour lâcher du lest aux éditeurs sous licence et d'autres pour surveiller encore davantage les groupes clandestins, la quantité d'ouvrages en circulation est telle qu'il n'est plus possible de mettre fin à une inertie qui a réussi à s'installer grâce aux quelques marges de manœuvre que l'organisation administrative et légale a laissé passer. Et face à l'inefficacité des contrôles, la répression semble être la solution la plus nécessaire pour tenter de garder les oppositions politiques sous couvercle.

[192] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? » *Op. Cit.*, p. 67.
[193] Christoph LINKS, *Das Schicksal der DDR-Verlage. Die Privatisierung und ihre Konsequenzen*, Berlin, Edition Berolina, 2016, p. 26.
[194] Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? » *Op. Cit.*, p. 78-80.

3. Fondements légaux de la répression

Comme l'avance Ilko-Sascha Kowalczuk dans son ouvrage consacré aux samizdats politiques, en RDA, il est plus simple de se procurer une arme à feu qu'une machine à écrire ou une imprimante[195]. En effet, Le SED a installé un régime qui a peur de ce qu'il ne contrôle pas, et en particulier quand il s'agit de productions écrites qui pourraient être dupliquées et diffusées dans tout le pays. Dans la mesure où les communistes eux-mêmes ont forgé leurs combats autour d'idées, de discours et d'opérations de conviction de la classe ouvrière, ils sont bien placés pour savoir que les mots peuvent être des armes puissantes pour faire tomber un régime.

C'est pour cette raison qu'assez tôt dans l'installation des ordonnances en lien avec les opérations de contrôle des domaines culturels, des sanctions d'abord financières puis pénales ont été prévues en cas de non-respect des dispositions. Parmi les premiers textes, celui de décembre 1951, qui porte sur les modalités d'obtention des licences de publication, et celui de juillet 1959 prévoient des sanctions financières (article 8) :

> *« (1) Quiconque, intentionnellement ou par négligence :*
> *a) fabrique, fait fabriquer ou édite des produits d'impression ou de reproduction ainsi que les supports d'impression y afférents sans autorisation ou en violation des conditions d'une autorisation :*
> *b) contrairement à l'article 5, paragraphe 1, produit ou fait produire des produits d'impression ou de reproduction sans mentions légales ;*
> *c) rendra plus difficile l'exécution des contrôles effectués par les organes de l'administration publique conformément au § 7,*
> *peut être puni d'une amende administrative pouvant atteindre 500 DM.*
> *(2) Si une infraction intentionnelle a causé ou risque de causer un préjudice important, une amende administrative pouvant atteindre 1000 DM peut être infligée. »* [196]

Ces conditions ne laissent que peu de marges de manœuvre en dehors de la procédure liée à l'obtention des licences de publication. Elles prévoient également des sanctions pour tout oubli volontaire ou involontaire des mentions légales, et donc de la mention « *für den Dienstgebrauch* » qui permet à une administration, à un service ou à une paroisse d'éditer des

[195] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*, *Op. Cit.*, p. 23.
[196] « Wer vorsätzlich oder fahrlässig:
a) Druck- oder Vervielfältigungserzeugnisse sowie die dazu gehörenden Druckträger ohne Genehmigung oder entgegen den Auflagen einer Genehmigung herstellt, herstellen läßt oder herausgibt ;
b) entgegen § 5 Abs. 1 Druck- oder Vervielfältigungserzeugnisse ohne Impressum herstellt oder herstellen läßt ;
c) die Durchführung von Kontrollen der Organe der staatlichen Verwaltung gemäß §7 erschwert ;
kann mit einer Ordnungsstrafe bis zu 500 DM bestraft werden.
(2) Ist durch eine vorsätzliche Zuwiderhandlung ein größerer Schaden eingetreten oder zu erwarten, kann eine Ordnungsstrafe bis zu 1000 DM verhängt werden. », « Anordnung über das Genehmigungsverfahren für die Herstellung von Druck- und Vervielfältigungserzeugnissen vom 20. Juli 1959 », « Anordnung über das Genehmigungsverfahren für die Herstellung von Druck- und Vervielfältigungserzeugnissen vom 20.7.1959 », *Op. Cit.*, p. 642.

textes sans contrôle préalable. À ce stade, il n'est pas prévu de sanctions pénales. En revanche, l'article 9 de ce même texte introduit la possibilité de confiscation du matériel d'impression :

> *« Indépendamment d'une amende d'ordre conformément au § 8, peut :*
> *a) la confiscation sans indemnité des objets fabriqués en violation des dispositions de la présente ordonnance ou utilisés pour la fabrication de produits d'impression ou de reproduction non autorisés sera effectuée par l'organe de l'administration de l'État compétent pour délivrer l'autorisation, sans tenir compte des rapports de propriété et des droits des tiers ;*
> *b) conformément à l'article 4 du décret du 28 juin 1956 sur la réglementation des activités commerciales dans le secteur privé (GBl. I, p. 558), l'autorisation d'exercer une activité commerciale peut être retirée. »* [197]

Comme on peut le constater à travers ce texte, la question des sanctions ne se pose qu'en cas de non-respect des conditions d'utilisation du matériel d'impression. Les peines ne sont prévues qu'en cas d'absence d'autorisation formelle de détention de matériel ou en cas d'empêchement délibéré du contrôle que les autorités peuvent être amenées à effectuer. Il n'est donc pas question du contenu des textes. Il faut attendre une nouvelle ordonnance de juin 1968 ayant pour objet de modifier les articles portant sur les contraventions dans les ordonnances des années précédentes, pour voir cet élément être ajouté aux motifs de sanction :

> *Article 8-2 : « Si un acte intentionnel au sens de l'alinéa 1 a été commis par la recherche d'un avantage ou pour des motifs similaires ne tenant pas compte des intérêts de la société, ou de manière répétée en l'espace de deux ans et a été sanctionné par une amende administrative, ou si un dommage plus important a été causé ou aurait pu être causé, une amende administrative pouvant aller jusqu'à 1 000 M peut être prononcée. »*[198]

La formulation n'est pas des plus claires, mais mise en lien avec les éléments du premier alinéa (qui reprennent mot pour mot les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance de juillet 1959 sur la détention de matériel d'impression sans autorisation), on comprend qu'il est ici question de s'attaquer plus particulièrement aux personnes qui, à des fins politiques – et donc de « déstabilisation de la société socialiste » –, utilisent du matériel d'impression pour diffuser leurs idées ou leurs critiques. En d'autres termes, on parle ici de l'opposition politique. Bien

[197] « Unabhängig von einer Ordnungsstrafe nach § 8 kann:
a) die entschädigungslose Einziehung der Gegen stände, die unter Verletzung der Bestimmungen dieser Anordnung hergestellt oder zur Herstellung von nicht genehmigten Drude- oder Vervielfältigungserzeugnissen verwendet worden sind, von dem für die Erteilung der Genehmigung zuständigen Organ der staatlichen Verwaltung, ohne Rücksicht auf die Eigentumsverhältnisse und Rechte Dritter, erfolgen ;
b) entsprechend § 4 der Verordnung vom 28. Juni 1956 über die Regelung der Gewerbetätigkeit in der privaten Wirtschaft (GBl. I S. 558) die Gewerbeerlaubnis entzogen werden », *Ibid.*, p. 642-643.

[198] « Ist eine vorsätzliche Handlung nach Abs. 1 aus Vorteilsstreben oder ähnlichen, die gesellschaftlichen Interessen mißachtenden Beweggründen oder wiederholt innerhalb von zwei Jahren begangen und mit Ordnungsstrafe geahndet worden oder ist ein größerer Schaden verursacht worden oder hätte er verursacht werden können, kann eine Ordnungsstrafe bis zu 1 000 M ausgesprochen werden », « Verordnung zur Anpassung der geltenden Ordnungsstraf- und Übertretungsstrafbestimmungen und von Strafhinweisen – Anpassungsverordnung vom 13. Juni 1968 », Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik, Teil II, Nr. 62, 26.6.1968, p. 370-371.

entendu, des peines en raison d'actions, ou de prises de position, jugées contraires aux intérêts du socialisme existent depuis la fondation de l'État de RDA, nous l'avons vu précédemment. Mais il s'agit ici de s'attaquer spécifiquement à ceux qui opèrent à travers les écrits, ce qui est considéré, nous l'avons dit, comme une arme politique puissante.

Un autre élément important à mentionner est celui de la circulation des ouvrages, un élément qui tombe également sous le coup de la loi. Dès 1962, une loi sur les douanes fait référence, entre autres choses, à la circulation entrante et sortante des livres et du matériel d'impression (Article 9) :

> *« Les mouvements de marchandises à travers la frontière douanière de la République démocratique allemande sont soumis à l'autorisation des organes compétents de la République démocratique allemande.*
> *[...]*
> *Cela vaut en particulier pour :*
> *[...]*
> *9. l'importation et l'exportation de littérature, d'autres des produits imprimés, des enregistrements sonores et visuels*[199] *»*

Cette fois, des peines de prison sont prévues pour quiconque contreviendrait aux dispositions prévues dans cette loi, à savoir une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement (article 12-1). Mais en cas de facteur aggravant, cette peine peut atteindre dix ans (article 12-2). Les facteurs aggravants sont au nombre de trois. Parmi eux figure le fait que les marchandises passées vers ou depuis l'étranger sans autorisation puissent « causer un préjudice grave à l'économie socialiste ou au prestige de la République démocratique allemande »[200]. Compte tenu de l'importance qu'accorde la RDA au contrôle idéologique des contenus culturels, nous pouvons supposer que le passage illicite par la frontière d'ouvrages considérés comme impérialistes ou critiques envers le socialisme constitue un facteur aggravant de la transgression de la loi sur les douanes.

Toutefois, pour ce qui concerne les samizdats, la pratique va bien au-delà de l'activité éditoriale. Celle-ci s'opère dans un réseau transnational de l'opposition au sein duquel les textes sont reproduits et diffusés. Puisque rien n'était prévu à ce propos dans les premières versions

---

[199] « Die Warenbewegungen über die Zollgrenze der Deutschen Demokratischen Republik bedürfen der Genehmigung durch die dafür zuständigen Organe der Deutschen Demokratischen Republik
[...]
Dies gilt insbesondere für :
[...]
9. die Ein- und Ausfuhr von Literatur, anderen Druckerzeugnissen, Ton- und Bildträgern », « Gesetz über das Zollwesen der Deutschen Demokratischen Republik - Zollgesetz vom 28. März 1962 », Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik, Teil I Nr. 3, 31.3.1962, p. 44.

[200] *Ibid.*, p. 45.

du Code pénal, la révision du 28 juin 1979[201] vient ajouter des mesures qui peuvent s'appliquer aux groupes d'édition de l'opposition politique. Citons tout d'abord l'article 119 intitulé « prise de contact illégale » [*ungesetzliche Verbindungsaufnahme*] :

> *« Quiconque entre en relation avec des organisations, des institutions ou des personnes ayant pour objectif une activité contraire à l'ordre étatique de la République démocratique allemande, en ayant connaissance de ces objectifs ou de cette activité, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, d'une condamnation avec sursis ou d'une amende.*
>
> *(2) Sera également puni*
>
> *1. celui qui, en tant que citoyen de la République démocratique allemande, aura diffusé ou fait diffuser à l'étranger des informations de nature à nuire aux intérêts de la République démocratique allemande ou qui, à cette fin, aura produit ou fait produire des enregistrements ;*
>
> *2. celui qui aura remis ou fait remettre à des organisations, institutions ou personnes à l'étranger des écrits, manuscrits ou autres matériels de nature à nuire aux intérêts de la République démocratique allemande, en contournant les dispositions légales.*
>
> *(3) Dans le cas visé au paragraphe 2, point 2, la tentative est punissable. »*[202]

Dans cet article, le législateur s'attaque avant tout aux relations entre les groupes d'opposition de RDA et la RFA, mais aussi entre les groupes d'opposition de tout le bloc soviétique. On veut limiter, autant que possible, la circulation des textes et des informations qui auraient pour objet de diffuser des critiques à l'égard du système, ou bien des informations que les médias officiels n'ont pas voulu ou pu rendre publiques.

La question de la critique du système est aussi centrale, et cela concerne de manière évidente les auteurs de samizdats. La révision du Code pénal de juin 1979 s'attaque donc également à ce sujet et vient étoffer la première version du texte (celle-ci se limitait au premier paragraphe de l'article) de l'article 220 intitulé « dénigrement public » [*öffentliche Herabwürdigung*] :

> *« (1) Quiconque aura publiquement dénigré l'ordre étatique ou les organes, institutions ou organisations sociales de l'État, ou leurs activités ou mesures, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans ou d'une condamnation avec sursis, d'une peine d'emprisonnement, d'une amende ou d'un blâme public.*

---

[201] République Démocratique Allemande, « Gesetz zur Änderung und Ergänzung straf- und strafverfahrensrechtlicher Bestimmungen und des Gesetzes zur Bekämpfung von Ordnungswidrigkeiten (3. Strafrechtsänderungsgesetz) vom 28. Juni 1979 », GBl. Teil I, Nr. 17, 2.7.1979, p. 139 – 146.

[202] « Wer zu Organisationen, Einrichtungen oder Personen, die sich eine gegen die staatliche Ordnung der Deutschen Demokratischen Republik gerichtete Tätigkeit zum Ziele setzen, in Kenntnis dieser Ziele oder Tätigkeit in Verbindung tritt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren, Verurteilung auf Bewährung oder mit Geldstrafe bestraft.
(2) Ebenso wird bestraft
1. wer als Bürger der Deutschen Demokratischen Republik Nachrichten, die geeignet sind, den Interessen der Deutschen Demokratischen Republik zu schaden, im Ausland verbreitet oder verbreiten läßt oder zu diesem Zweck Aufzeichnungen herstellt oder herstellen läßt;
2. wer Schriften, Manuskripte oder andere Materialien, die geeignet sind, den Interessen der Deutschen Demokratischen Republik zu schaden, unter Umgehung von rechts Vorschriften an Organisationen, Einrichtungen oder Personen im Ausland übergibt oder übergeben läßt.
(3) Der Versuch ist im Falle des Absatzes 2 Ziffer 2 strafbar. », *Ibid.*, Article 119, p. 143.

(2) Est également punie toute personne qui diffuse ou rend accessible à autrui de quelque manière que ce soit des écrits, des objets ou des symboles susceptibles de porter atteinte à l'ordre étatique ou public, de perturber la coexistence socialiste ou de jeter le mépris sur l'ordre étatique ou social.

(3) Seront également punis ceux qui auront tenu en public des propos à caractère fasciste, raciste, militariste ou revanchiste, ou qui auront utilisé, diffusé ou affiché des symboles de ce type.

(4) Quiconque, en tant que citoyen de la République démocratique allemande, commet à l'étranger l'acte visé au paragraphe 1 ou 3 est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, d'une condamnation avec sursis ou d'une amende »[203]

Par ce texte, dans la mesure où il identifie les écrits comme étant un moyen de diffusion de critiques à l'égard de l'État socialiste, le législateur est-allemand entérine le degré de gravité d'une activité éditoriale illicite, *a fortiori* si sa portée est jugée politiquement et idéologiquement contraire aux intérêts de la société socialiste et du Parti. La révision de ces deux articles du Code pénal montre, au vu de l'évolution des textes encadrant les activités éditoriales, une prise en considération croissante du danger politique que représente une activité éditoriale qui ne serait pas suffisamment sous contrôle. Les dispositions qu'elle introduit donnent toute légitimité aux autorités pour encadrer l'activité éditoriale, et éventuellement pour sévir en cas de non-respect des dispositions administratives ou idéologiques. De nombreux auteurs et artistes ont été touchés par ces nouvelles dispositions. Rien qu'en 1980, 10 741 personnes ont été jugées[204]. À ce propos, il convient de s'interroger sur la mise en pratique effective de ces textes et du fonctionnement administratif des organes de censure, et de s'intéresser aux faits de répression qui ont touché les auteurs et éditeurs clandestins.

B. Les samizdats et la censure

Il est difficile de connaître de manière exhaustive le nombre d'actes de censure ayant été effectués par les autorités est-allemandes à l'encontre d'auteurs ou de responsables de maisons d'édition, même si des chercheurs se sont penchés sur la question[205]. Ces études portent

[203] « (1) Wer in der Öffentlichkeit die staatliche Ordnung oder staatliche Organe, Einrichtungen oder gesellschaftliche Organisationen oder deren Tätigkeit oder Maßnahmen herabwürdigt, wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Verurteilung auf Bewährung, Haftstrafe, Geldstrafe oder mit öffentlichem Tadel bestraft.
(2) Ebenso wird bestraft, wer Schriften, Gegenstände oder Symbole, die geeignet sind, die staatliche oder öffentliche Ordnung zu beeinträchtigen, das sozialistische Zusammenleben zu stören oder die staatliche oder gesellschaftliche Ordnung verächtlich zu machen, verbreitet oder in sonstiger Weise anderen zugänglich macht.
(3) Ebenso wird bestraft; wer in der Öffentlichkeit Äußerungen faschistischen, rassistischen, militaristischen oder revanchistischen Charakters kundtut, oder Symbole dieses Charakters verwendet, verbreitet oder anbringt.
(4) Wer als Bürger der Deutschen Demokratischen Republik die Tat nach Absatz 1 oder 3 im Ausland begeht, wird mit Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren, Verurteilung auf Bewährung oder mit Geldstrafe bestraft », *Ibid.*, Article 220.

[204] Carola HÄHNEL MESNARD, *La littérature auto-éditée en RDA dans les années 1980*, *Op. Cit.*, p. 14.

[205] Simone BARCK, Siegfried LOKATIS, *Zensurspiele. Heimliche Zensurgeschichten aus der DDR*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verlag, 2008, p. 263.

principalement sur l'édition littéraire, et donc sur la question des maisons d'édition sous licence. Pour ce qui nous intéresse ici, le samizdat politique, il n'existe pas d'étude sur le sujet. Il faut dire que dans la mesure où cette activité éditoriale est menée en dehors des cadres prévus par l'État et par les lois, aucune administration n'est réellement mandatée pour agir en amont de la publication, soit en la modifiant, soit en interdisant sa reproduction. En conséquence, la question de la censure ne se pose pas tout à fait de la même manière que pour les ouvrages qui passent par les maisons d'édition. Il n'y a pas de censure préalable, mais plutôt une répression a posteriori dans le but d'arrêter la production et la diffusion des textes, et donc de les censurer.

Cette forme de censure est d'autant plus difficile à quantifier qu'elle est, de fait, noyée dans les actions de répression des mouvements d'opposition politiques, indifféremment de l'action politique les ayant motivés. Le motif le plus couramment retenu étant celui du dénigrement de l'État [*Staatshetze*], ce n'est pas la pratique éditoriale illicite en elle-même qui est prioritairement réprimée mais l'acte politique qui consiste à émettre des critiques à l'encontre de l'État et de chercher, en plus de cela, à les diffuser au plus grand nombre.

Même si nous savons que de nombreux exemplaires de samizdats ont été saisis et se retrouvent aujourd'hui parmi les dizaines de milliers d'actes conservés aux archives du Ministère de la Sécurité de l'État, la BStU, il semble qu'il n'y ait finalement eu que peu d'actions « coup de poing » à l'encontre des groupes d'édition de samizdats ayant été documentés.

Pourtant, nous l'avons vu, les textes pouvant appuyer des actions répressives sont nombreux. Il aurait ainsi pu s'opérer de nombreuses confiscations de matériel ou des arrestations d'opposants. En plus de contrevenir aux ordonnances en lien avec l'édition et la détention de matériel d'édition et de reprographie, ces derniers se sont surtout servis de leurs écrits pour critiquer le système, ce qui peut même être considéré comme une violation des principes constitutionnels.

Alors, comment expliquer ce que nous pourrions d'une certaine manière qualifier de laxisme alors que ces faits peuvent revêtir une certaine gravité aux yeux de la loi ? Cela signifie-t-il que l'État s'est désintéressé de la question de l'édition clandestine ? Ou bien celui-ci a-t-il estimé que cette activité devait peut-être faire l'objet de quelques marges de tolérance, comme une sorte de soupape pour laisser l'opposition s'exprimer à condition qu'elle ne devienne pas trop visible ?

De nombreux rapports de surveillance indiquent que la *Stasi* avait bel et bien connaissance de ces activités qui étaient parfois menées de manière clandestine, et d'autres fois avec l'aide des Églises évangéliques. Toutefois, malgré une bonne conscience et connaissance

du phénomène, les autorités ont décidé de ne pas l'empêcher, en dépit d'une législation qui aurait certainement permis de le faire. Alors, au-delà de la nécessité de ne pas attirer le regard sur elle en raison d'une répression qui aurait pu ternir l'image de la RDA à l'international, nous tenterons ici de comprendre les raisons pour lesquelles la répression a finalement été si faible et si tardive à l'encontre des auteurs de samizdats.

Il convient pour cela de déterminer les marges de manœuvre potentiellement existantes dans les textes que nous avons étudiés. Nous déterminerons en premier lieu les portes laissées ouvertes par ces textes et dans lesquelles l'opposition s'est engouffrée pour jouer avec les limites de la légalité. Nous signalerons tout de même quelques actions mises en place par la *Stasi* pour tenter de ralentir le phénomène et tenterons de déterminer les raisons d'une prise de conscience tardive par les autorités de la dangerosité politique que représentent les samizdats.

1. Entre marges de tolérance et stratégies de contournement

a) Les Églises, « refuge » de l'opposition politique

Bien que les textes que nous avons mentionnés aient été édictés afin de contrôler au maximum l'activité éditoriale et culturelle sur le territoire de RDA, avec des méthodes et des dispositions légales proches de celles qui ont été adoptées dans les autres pays du Pacte de Varsovie, ces travaux visent à démontrer que l'activité éditoriale clandestine de l'opposition politique a été foisonnante. Comme nous le verrons, elle a pu l'être grâce à une forme de paralysie des forces d'intervention de la *Stasi*, qui, bien que très informées sur les activités politiques de l'opposition, n'ont pas été en mesure d'enrayer un mouvement politique qui s'est en partie rassemblé autour de ses journaux autoédités.

Il convient ici de déterminer les raisons de cette paralysie. Pour cela, nous partons du postulat que l'État a laissé, de manière plus ou moins volontaire, des marges de manœuvre et de tolérance pour que l'expression d'une opinion politique divergente ne soit pas complètement verrouillée et ainsi éviter des conflits sociaux de grande ampleur. Il est en revanche important que cette expression soit contrôlée et la moins visible possible. Ainsi, les marges de manœuvre existent et donnent un peu d'espace à l'opposition qui reste tout de même étouffée et mise sous couvercle par les diverses pressions de l'État.

La marge de manœuvre la plus importante est celle qui est introduite par l'ordonnance de 1959. Dans son article premier, alinéa 5, il prévoit des exceptions aux dispositions prévues concernant l'obtention des autorisations de publication et de permis de détention de matériel d'impression et de reprographie :

« Sont exclus de l'autorisation les produits d'impression et de reproduction suivants :

a) les instructions de service, les circulaires et autres documents internes imprimés ou reproduits sur les machines et appareils de l'entreprise pour le service interne des organes de l'administration d'État, des organismes et institutions d'État, de l'économie nationale et assimilée ainsi que des partis et organisations de masse démocratiques.

b) les objets d'édition prévus pour l'édition des maisons d'édition de livres, d'art, de musique, de magazines et de journaux sous licence. »[206]

À la lecture de ce passage, on constate que les institutions religieuses ne sont pas explicitement mentionnées parmi les structures bénéficiaires de cette exception. Toutefois, le statut des Églises protestantes est particulier, notamment en raison d'un statut juridique qui résulte de leurs relations historiquement complexes avec l'État[207]. Cela est essentiellement dû à l'ancrage du statut des Églises dans la Constitution de 1949, dont les articles 41 et 48 reprennent les principes déjà présents dans la Constitution de la République de Weimar, garantissant, entre autres la liberté de croyance et de conscience, mais aussi le droit de dispenser des enseignements religieux, de mener des actions pastorales et de se prononcer sur les questions vitales concernant le peuple[208]. Ce statut a permis aux Églises protestantes de se constituer comme des « communautés de droit propre » [*Rechtsgemeinschaften eigener Art*], ce qui leur garantit une certaine autonomie de fonctionnement. Partant de ce principe, elles ont décidé de s'emparer de cette possibilité, et de disposer des mêmes droits que d'autres organes de l'État. De cette manière, elles peuvent exploiter la désormais nécessaire mention « nur für den Dienstgebrauch » – qui trouve sa variante dans les Églises « nur zum innerkirchlichen Gebrauch » –, ce qui devient un devient un laisser-passer, un précieux sésame pour disposer d'un peu de liberté d'expression[209].

Dès lors, les Églises deviennent un refuge pour l'opposition politique, un espace de liberté qu'on ne trouve pas ailleurs, notamment pour ce qui concerne la liberté d'expression, en l'occurrence celle qui passe par les écrits. Particulièrement à partir de la fin des années 1970,

---

« Von der Genehmigung sind folgende Druck- und Vervielfältigungserzeugnisse ausgenommen:
a) Dienstanweisungen, Rundschreiben sowie andere interne Materialien, die im Druck- oder Vervielfältigungsverfahren für den inneren Dienstgebrauch der Organe der staatlichen Verwaltung, der staatlichen Einrichtungen und Institutionen, der volkseigenen und ihre gleichgestellte Wirtschaft sowie der demokratischen Parteien und Massenorganisationen auf betriebseigenen Maschinen und Apparaten hergestellt werden »
b) Die zur Herausgabe vorgesehenen Verlagsobjekte der lizenzierten Buch-, Kunst-, Musik-, Zeitschriften- und Zeitungsverlage. », « Anordnung über das Genehmigungsverfahren für die Herstellung von Druck- und Vervielfältigungserzeugnissen vom 20. Juli 1959 », *Op. Cit.,* Article 1, p. 641.

[207] Sylvie LE GRAND, « Les Eglises évangéliques de RDA dans les années quatre-vingt : « refuge » de l'opposition au régime ? », dans : Françoise KNOPPER, Jean-Marie PAUL, L'homme et la Cité allemande au XXe siècle. Souffrance et Résistance, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2000, p. 333-348.

[208] République Démocratique Allemande, « Constitution de la République Démocratique Allemande », Articles 41 et 48 : www.cvce.eu. [Consulté le 05/01/2024].

[209] Sylvie LE GRAND, « Le samizdat politique en RDA (1986-1989) », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat. Op. Cit.*, p. 133-140.

les Églises sont également un refuge pour parler des sujets d'actualité qui inquiètent. La question des droits de l'homme dans un contexte de guerre qui menace, mais aussi de la protection de l'environnement ou encore des risques liés au nucléaire comme outil de production et comme instrument de guerre, ce sont autant de questions qui agitent et qui inquiètent la population est-allemande. Ce sont également des sujets qui intéressent les Églises et ce sont ainsi les seules qui semblent être à même d'apporter des réponses aux inquiétudes de la population face à la propagande et à la politique belligérante des régimes socialistes d'Europe de l'Est[210]. La fréquentation des Églises va ainsi profondément changer en RDA. On ne les fréquente plus seulement parce qu'on est croyant et pratiquant, mais parce qu'on y trouve quelque chose de différent. Il s'y crée ainsi des espaces alternatifs, des espaces publics de substitution [*Ersatzöffentlichkeit*][211].

Du côté des autorités, l'activité des Églises est bien connue, y compris son activité politique dissimulée derrière ces prétendus bulletins paroissiaux. Toutefois, le choix est fait de ne pas intervenir et de ne pas les empêcher de produire ces textes. Dans une note rédigée par le secrétaire d'État en charge de la relation avec les Églises, Werner Jarowinsky, aux membres du *Politbüro* du SED, il est conseillé de « tolérer tacitement cette activité en l'ignorant »[212]. Les Églises se sont donc octroyées à elles-mêmes des espaces de liberté, mais cela a tout de même été rendu possible par l'attitude passive des autorités, qui ont estimé que cette activité représentait un moindre danger dans la mesure où elle est effectuée sous la tutelle des Églises évangéliques. Ces dernières n'ayant pas d'intérêt à causer une fracture entre son institution et l'État est-allemand, la tutelle des Églises garantit une sorte de contrôle, une forme d'autocensure, des textes publiés. De ce point de vue, il est en effet moins risqué pour l'État est-allemand de laisser se dérouler des actions dans un cadre qui assure d'un contrôle minimum, plutôt que d'avoir à contrôler lui-même une activité clandestine plus difficile à tracer et donc à contenir.

Cette décision est aussi renforcée par une autre précision apportée dans la même note adressée au *Politbüro* :

> *« Il faut partir du principe que presque chaque paroisse (environ 7800) est propriétaire d'un ou de plusieurs appareils de reproduction. Rien qu'entre 1985 et 1987, environ 400*

[210] Andreas STEGMANN, Die Kirchen in der DDR. Von der sowjetischen Besatzung zur Friedlichen Revolution, Munich, C.H. Beck, 2021, p. 90-91.
[211] Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat*, *Op. Cit.*, p. 13.
[212] Werner JAROWINSKI, « Problematik der Anwendung und Durchsetzung der Druckgenehmigungsanordnung gegenüber Kirchen und Religionsgemeinschaften », Anlage Nr. 2 zum Schreiben der Staatssekretär für Kirchenfrage an Politbüro Werner Jarowinski vom 26.8.1988, Bundesarchiv, Außenstelle Berlin, D0 4-922, p.2.

duplicateurs, dont certains ultramodernes, ont été introduits avec l'autorisation des organes compétents de l'État [...]. »[213]

Les représentants de l'État le disent donc eux-mêmes, les autorités ont contribué aux marges de manœuvre des Églises évangéliques. En dehors de l'application stricte des textes de loi, elles leur ont fourni du matériel de reprographie dans des proportions importantes. Ces machines servent certes en partie à répondre aux besoins propres à ces paroisses, mais cet espace de liberté qui se crée dans des lieux qui disposent de matériel d'impression a de fait un intérêt particulier pour les opposants politiques qui cherchent à contourner les restrictions imposées par l'État.

Il convient toutefois de préciser que l'initiative qui consiste à faire usage de cette marge de manœuvre aux bénéfices de l'opposition politique est un choix qui n'est pas nécessairement partagé par les autorités ecclésiastiques. Ces dernières sont en effet ancrées dans un principe de « *Kirche im Sozialismus* » [Église dans le socialisme], soulignant « la volonté d'enracinement dans la société de RDA, le refus de principe de se constituer en opposition un régime, et la volonté de loyauté fondamentale par rapport à ce dernier »[214]. Mais l'organisation interne de l'Église en RDA, morcelée en de multiples paroisses réparties dans huit Églises provinciales [*Landeskirchen*] – d'où l'utilisation du terme « Église » au pluriel quand il s'agit de la RDA - a favorisé les divergences internes, et donc les initiatives personnelles des pasteurs. Les prises de position politiques ont donc pu varier en fonction des sujets, comme cela s'est particulièrement manifesté au sujet du service militaire[215].

Comme le précisent plusieurs témoins, cela a dépendu du positionnement adopté par les pasteurs : certains ont décidé d'abriter des activités dissidentes, et d'autres n'ont jamais accepté de le faire[216]. C'est pour cette raison que des initiatives comme celles que nous décrivons dans ces travaux ne sont pas présentes dans la totalité des quelques 7800 paroisses de RDA, alors même qu'elles possèdent presque toutes une ou plusieurs machines à imprimer pour leur usage propre. À vrai dire, le phénomène est même assez marginal à l'échelle des très nombreuses Églises qui existent alors en Allemagne de l'Est. C'est donc grâce aux initiatives de certains pasteurs, soit pour leur propre compte, soit pour venir en aide à des groupes d'oppositions, que ces espaces alternatifs ont pu exister et permettre le développement d'un mouvement politique d'une telle ampleur.

---

[213] « Es ist davon auszugehen, daß nahezu jede Kirchengemeinde (ca. 7800) Eigentümer eines oder mehrerer Vervielfältigungsgeräte ist. Allein in den Jahren 1985 bis 1987 wurden mit Genehmigung der zuständigen staatlichen Organe insgesamt ca. 400 zum Teil hochmoderne Vervielfältigungsgeräte [...] eingeführt. », *Ibid.*, p.1.
[214] Sylvie LE GRAND, « Les Églises évangéliques en RDA », *Op. Cit.*, p. 336.
[215] Hans-Jochen TSCHICHE, « Zwischen Traum und Alptraum – Erfahrungen mit der Wiederbewaffnung in Deutschland », dans : Ilko-Sascha Kowalczuk, *Freiheit und Öffentlichkeit, Op. Cit.*, p. 263-270.
[216] Christian WENKEL, Sylvie LE GRAND, « Entretien avec Frank Ebert et Peter Grimm », *Op. Cit.*, p. 174.

Puisque l'activité de ces pasteurs n'a pas toujours été consentie par les autorités ecclésiastiques, cela s'est par ailleurs parfois retourné contre ces derniers qui ont été soit mutés soit mis sous tutelle. Mais ces mesures sont des sanctions internes et ne constituent pas des sanctions pénales desquelles les personnes actives au sein des paroisses ont dans la plupart des cas été protégées par les structures religieuses. Elles ont joué le rôle d'interface avec l'État, d'instance de négociation, et ont toujours refusé que les pouvoirs de l'État – notamment ses pouvoirs de police – ne soient exercés dans ses locaux. La relation de l'opposition avec les Églises a donc représenté un bouclier important, et donc une marge de manœuvre, qui a en bonne partie protégé les opposants d'une répression qui aurait pu être plus forte sans cela.

Pour ce qui concerne l'État, on peut également dire qu'il a eu une certaine tolérance à l'égard des pratiques qui se sont développées dans les Églises. D'abord, le fait que ces dernières se soient emparées des dispositions prévues dans l'ordonnance de 1959 pour s'octroyer quelques marges de manœuvre aurait pu, en soi, constituer une violation de la loi, et donc un motif de conflit entre les autorités étatiques et ecclésiastiques. Cependant, au vu de l'influence importante de cette institution compte tenu de l'ampleur de sa communauté religieuse en RDA, la cohabitation dans les meilleures conditions possibles est une nécessité. Il est par ailleurs tout aussi important de respecter les principes constitutionnels, *a fortiori* après la reconnaissance officielle de la RDA comme État souverain et après la signature de la Charte des droits de l'homme.

Cela implique donc une nécessaire marge de tolérance de la part des autorités étatiques vis-à-vis de ce qu'il peut se passer dans les Églises. Malgré tout, les relations entre les deux parties ont été marquées par de nombreux conflits et notamment par une propagande antireligieuse menée par le SED afin de défendre le principe d'athéisme qui découle de la conception socialiste de la société. Toutefois, ces conflits n'ont pas donné lieu à des confrontations de trop grande ampleur, principalement par nécessité de trouver des terrains d'entente et éviter les crises sociales et politiques.

Compte tenu de ces paramètres, on peut dire que les Églises ont constitué la principale marge de manœuvre qui s'est offerte à l'opposition, aussi grâce à une certaine tolérance de la situation par l'État. Ce dernier a préféré, plutôt que d'aller au conflit avec les autorités religieuses, s'appuyer sur celles-ci pour garantir une mise sous couvercle de l'opposition politique. En effet, si les Églises tiennent à ne pas ternir leur relation avec l'État, elles doivent garantir qu'elles garderont le contrôle sur ce qu'il se passe en leur sein et qu'elles empêcheront que d'éventuels débordements puissent se produire. Il s'agit donc d'une délégation de responsabilités importante qui est faite par l'État aux Églises. Mais en même temps, cela permet

de canaliser l'opposition et de la concentrer dans les lieux bien identifiés plutôt qu'elle soit éparpillée dans divers lieux clandestins. Il s'agit donc d'une zone grise consentie par l'État.

En tenant compte de la tolérance de l'État vis-à-vis de l'appropriation par les Églises des dispositions légales en lien avec l'édition, on peut considérer que l'édition des samizdats dans les Églises se situent dans un espace semi-légal : elle respecte la loi en cela qu'elle est effectuée dans des locaux des Églises et que les groupes d'édition apposent la mention légale prévue sur chaque publication ; mais elle reste illégale dans la mesure où les Églises ne font, à l'origine, pas partie des institutions concernées par les exceptions de l'ordonnance de 1959 et qu'elle enfreint de nombreux autres textes en raison du contenu des textes, ouvertement politiques et critiques envers l'État socialiste. Dans ce cadre, l'activité éditoriale est alors semi-clandestine et bénéficie donc d'une certaine tolérance de l'État.

La question se pose donc différemment pour les revues politiques qui sont éditées en dehors des cadres paroissiaux. Ils ne sont pas produits dans cette zone grise, mais dans l'illégalité, et donc la clandestinité, la plus totale. C'est pour cette raison que les opposants impliqués dans leur édition ont été ceux qui ont été les plus touchés par les mesures de surveillance et de répression.

b) Des stratégies pour éviter la répression

Bien qu'il existe des marges de manœuvre et des marges de tolérance ayant permis à l'opposition de mener son activité éditoriale dans la clandestinité ou la semi-clandestinité, il ne faut pas minimiser le risque constant de répression, comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque opposant. Les groupes actifs ont bien connaissance de ces paramètres et doivent donc trouver les moyens de mener leurs activités en évitant le plus possible de se faire repérer par les autorités.

Concernant les activités éditoriales, la stratégie d'évitement la plus couramment citée est l'autocensure. C'est bien entendu un élément dont il faut tenir compte lors de la lecture d'un samizdat. Même si l'opposition joue avec les limites de la légalité et crée donc de nouveaux espaces de liberté, ils ne sont pas pour autant exemptés des risques de répression. De manière plus ou moins consciente et intégrée dans les pratiques politiques, on peut donc dire que les textes portent nécessairement l'empreinte d'une autocensure, d'une reformulation qui permet, en cas de répression, d'encourir une peine moins lourde. Comme il n'existe pas de compte-rendu de relecture ni d'historiques comme le permettent aujourd'hui les outils informatiques, il est difficile de mesurer à quel point les textes ont été retouchés avant publication, dans le but

d'édulcorer un peu les propos. De plus, si on estime que cette stratégie est intégrée par les auteurs, cette autocensure peut aussi se faire de manière plus ou moins automatique, en intégrant les lignes rouges à ne pas franchir.

Lorsque cette opération d'autocensure n'est pas effectuée, ou peut-être de manière plus légère, précisément pour garder le caractère subversif et provocateur des publications, il est courant que les textes paraissent sans que le nom de son auteur soit renseigné. Nous y reviendrons, l'anonymat est une composante caractéristique des samizdats politiques, et nous avions pu le relever dès nos premières recherches dans les fonds d'archives. En effet, avant que nous ne menions des recherches plus approfondies afin de pouvoir identifier les auteurs des samizdats, nous estimons que près des deux-tiers des revues que nous avons consultées ne comportaient pas les noms de leurs auteurs[217]. En revanche, il est bien plus courant de trouver le nom du groupe, associé ou non à une paroisse, qui édite la revue. Celui-ci est le plus souvent apposé en en-tête de la revue et figure même parfois dans le titre ou le sous-titre de la publication. Cela nous indique que les auteurs tentent en quelque sorte de se protéger à l'aide d'un collectif. Ce dernier est souvent d'autant plus protecteur qu'il est associé à une paroisse qui, de par son statut et les marges de tolérance dont elle bénéficie, est un bouclier qui semble être bien plus solide et plus difficilement attaquable.

Toutefois, il existe aussi quelques groupes dont l'activité se mène en dehors de la protection des Églises, et donc avec une plus forte exposition aux risques de répression. Dans ce cas, c'est toute l'activité qui est modifiée, en prenant de nombreuses précautions, aussi bien pour échapper à la surveillance de la *Stasi* que pour anticiper une éventuelle arrestation. C'est le cas de la rédaction des *Radix-Blätter*, revue clandestine de Berlin-Est, qui a dû prévoir une organisation particulière de leur maison d'édition clandestine, par anticipation d'une éventuelle répression. Stephan Bickhardt, l'un des leaders du groupe de rédaction raconte que tous les secteurs de production des revues ont été strictement séparés. Ainsi, les personnes qui impriment les revues ne sont pas en lien avec les rédacteurs des textes, et aucun d'eux ne sait qui les distribue[218]. De cette manière, même si l'un des membres est arrêté, il n'a pas de connaissance complète du processus d'édition et ne peut donc pas dénoncer les autres membres. De plus, cela permet de court-circuiter les infiltrations du groupe par des agents inofficiels de la *Stasi* qui, en se faisant passer pour des opposants, peuvent observer le processus et identifier toutes les personnes impliquées. Cette pratique est couramment utilisée par la *Stasi* comme un

[217] À ce stade de nos travaux, nous n'avons toujours pas réussi à identifier les auteurs de 386 revues, soit un peu moins de la moitié du corpus.
[218] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit. Op. Cit.*, p. 168-169.

moyen de surveiller l'opposition au plus près. L'*Initiative Frieden- und Menschenrechte* (*IFM*), un autre groupe d'édition clandestin de Berlin-Est, en a été victime, nous y reviendrons.

Même si l'activité éditoriale d'un groupe comme *Radix-Blätter* est clandestine en raison d'une volonté d'agir indépendamment des cadres proposés par les Églises évangéliques, les leaders du groupe ont toujours gardé un contact avec des responsables influents parmi les autorités religieuses. Les pasteurs constituent une garantie qu'en cas d'arrestation, ils seront soutenus par des personnes influentes, capables de faire jouer leur position pour obtenir une libération ou une peine clémente[219]. De la même manière, il est important d'avoir des contacts avec des journalistes de RFA afin de pouvoir médiatiser cette répression et ainsi mettre un peu plus de pression sur les autorités qui accordent tant d'importance à l'image de la RDA.

Si ces différentes stratégies sont mises en œuvre par l'opposition, c'est bien parce que le risque de répression existe. Le réseau de l'opposition compte plusieurs membres ayant été arrêtés et certains ont même été déchus de leur nationalité et expulsés à l'Ouest. Le danger est donc réel pour les éditeurs de samizdats, et encore plus au cours de la deuxième moitié des années 1980, à un moment où l'opposition a pu s'apercevoir que l'attention de la *Stasi* s'est de plus en plus portée sur cette activité politique.

2. Des actions pour court-circuiter les auteurs de samizdats

Même si l'opposition s'est efforcée de faire bon usage des marges de manœuvre dont elle disposait et si elle a utilisé de nombreuses stratégies de contournement de la censure et de la répression, la *Stasi* a gardé un œil attentif sur les activités auto-éditoriales. C'est le cas aussi bien pour les revues clandestines que pour les publications semi-clandestines. Toutefois, comme les statuts de ces deux types de publications sont différents, en particulier du point de vue légal, elles ont fait l'objet de réactions différentes de la part des autorités.

Pour ce qui est de l'édition semi-clandestine, nous l'avons dit, les Églises sont supposées pouvoir jouer le rôle de garde-fous et donc constituent un relai des autorités étatiques pour mettre de l'ordre lorsque l'activité oppositionnelle devient trop visible. Dans d'autres cas, notamment pour les publications clandestines, des actions ponctuelles de répression conduisant à des confiscations de matériel et à des arrestations ont pu être menées, mais cela n'a pas été la règle. À partir de la deuxième moitié des années 1970, la RDA a davantage eu recours à la

[219] *Ibid.*, p. 69.

surveillance et à des mesures de répression plus discrètes pour tenir l'opposition sous contrôle et sous la menace d'une répression plus dure.

Nous nous intéressons ici à ces différentes réactions des autorités est-allemandes à l'égard des activités auto-éditoriales, en tentant de déterminer si elles ont pu permettre d'atteindre l'objectif de court-circuiter cette pratique qui n'a cessé de gagner du terrain au cours des années 1980.

a) La piste privilégiée de la négociation avec les autorités religieuses

Le statut particulier des Églises évangéliques implique certes des espaces de libertés eux aussi particuliers et qui font office d'exception dans la société est-allemande, mais cela implique également une responsabilité vis-à-vis de l'État socialiste. Comme nous avons eu l'occasion de le dire plus tôt, l'activité qui se mène dans les Églises est en partie consentie par l'État, mais dans la limite d'un contrôle effectué par les Églises qui, pour ne pas compromettre leur relation avec les autorités de l'État, doivent garantir de ne pas devenir le nid de l'opposition.

Lorsque la *Stasi* a eu connaissance d'activités politiques au sein des Églises, il a ainsi été courant que des pressions soient exercées à l'encontre des autorités ecclésiastiques pour y mettre fin. Pour n'en citer qu'un exemple, nous pouvons évoquer les entretiens qui ont été organisés en février 1988 entre des représentants du conseil d'arrondissement de Cottbus et le Surintendant Delbrück, un représentant du Consistoire pour cette région. La cause de ces entretiens est la parution d'un journal d'information édité et reproduit dans les locaux d'une paroisse de Forst, donc dans la juridiction de Delbrück, la revue *Aufbruch*. Elle est éditée à partir de janvier 1988 par le groupe pacifiste œcuménique de la région de Forst[220]. L'objectif des fonctionnaires venus à la rencontre du Surintendant est bien entendu de mettre fin à la parution de cette revue dans les meilleurs délais. Un compte-rendu a été fait et est aujourd'hui conservé par les archives fédérales[221].

À travers ce document, on peut se rendre compte que la structuration des Églises est un premier obstacle à la mise sous contrôle des activités des pasteurs par les instances ecclésiastiques supérieures :

> *« Le surintendant Delbrück ne connaissait pas encore ce texte et l'a clairement rejeté après l'avoir consulté. Il s'est montré particulièrement indigné par le fait que des documents internes à*

[220] *Aufbruch*, 013/01 à 013/11, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Forst, 1988-1989 ; *Aufbruch*, S.9, Archiv Bürgerbewegung Leipzig, Forst, mars 1990.
[221] « Gespräch des Stellvertreters der Vorsitzenden für Inneres mit Superintendent Delbrück am 6. Februar 1988 in W.-Pieck-Stadt Guben », DO 4/1119, BundesArchiv, 8 février 1988, reproduit dans : Maria Nooke, *Für Umweltverantwortung und Demokratisierung. Op. Cit.*, p. 405-406.

l'Église fédérale soient publiés alors qu'il n'en avait pas connaissance jusqu'à présent en tant que surintendant.

Au cours de l'entretien, il est apparu que le surintendant Delbrück reconnaît clairement qu'il existe actuellement, dans le contexte des événements de Berlin, un certain nombre de "groupes d'opposition" qui fréquentent l'Église [...].

Il compte parmi eux quelques pasteurs *de la région de Forst qui ont des contacts permanents avec Berlin. »*[222]

Pour éviter tout conflit, il était plus prudent de se désolidariser d'emblée de toute forme d'activité politique au sein des paroisses. Cela étant, les initiatives locales des pasteurs étant menées dans une certaine indépendance, il est tout à fait possible que les autorités ecclésiastiques régionales n'en aient pas eu connaissance avant d'être alertées par l'administration d'État. Ainsi, même si le Surintendant a le devoir de faire cesser ces activités, il aura certainement une marge d'action limitée auprès des pasteurs concernés :

« Il considère qu'il est de son devoir, avec les moyens dont il dispose, d'empêcher ces abus et d'agir également sur les forces politiques négatives présentes au sein de son assemblée conventuelle à Forst.

Il estime que la situation actuelle à Forst est telle que des pasteurs *comme Grützner, Popp, Kschenka et autres ne se laissent que difficilement influencer en raison de leurs liens directs avec Berlin.*

Delbrück va immédiatement se renseigner au sujet de "Aufbruch" afin d'empêcher toute nouvelle parution ou que l'Église prenne ses distances. Dans le même temps, Dalbrück a également souligné ses possibilités limitées en tant que surintendant vis-à-vis de ses pasteurs. *»*[223]

Comme on peut le constater, le Surintendant se montre à la fois très coopératif et s'engage à tout mettre en œuvre pour faire cesser la parution de la revue dissidente, mais il émet à plusieurs reprises des nuances indiquant qu'il n'a probablement pas les moyens d'y parvenir. Nous remarquons que dans cet extrait comme dans le précédent, il est fait mention de contacts avec Berlin-Est, et que ce sont ces contacts qui influencent grandement l'activité politique dans cette Région plus éloignée des grandes villes et située à la frontière avec la République populaire de Pologne. Cela donne donc l'impression que le réel danger politique est à chercher du côté de

[222] « Superintendent Delbrück kannte diese Schrift bisher noch nicht und lehnte sie nach Einsichtnahme eindeutig ab. Empört zeigte er sich vor allem darüber, daß kircheninterne Papiere des Bundes veröffentlicht werden, die ihm als Superintendant bisher nicht bekannt waren.
Im Verlaufe des Gespräches zeigte sich, daß Superintendent Delbrück klar erkennt, es gibt gegenwärtig im Zusammenhang mit den Berliner Ereignissen eine Reihe von "oppositionellen Gruppen", die die Kirche herumlaufen [...]
Dazu rechnet er auch einige Pfarrer im Raum Forst, die ständigen Kontakte nach Berlin haben. », *Ibid.*, p. 405.

[223] « Er sieht seine Aufgabe darin, mit seinen Möglichkeiten diesen Mißbrauch zu verhindern und auch auf die in seinem Konvent in Forst vorhandenen politisch negativen Kräfte einzuwirken.
Die Situation in Forst schätzt er gegenwärtig so ein, daß sich solche Pfarrer wie Grützner, Popp, Kschenka u.a. nur schwer beeinflussen lassen aufgrund ihrer direkten Verbindungen nach Berlin.
Delbrück will sich umgehend über "Aufbruch sachkündig machen, damit ein weiteres Erscheinen verhindert werden kann bzw. die Kirche sich distanziert. Zugleich verwies Dalbrück aber auch auf seine begrenzten Möglichkeiten als Superintendent gegenüber seinen Pfarrern. », *Ibid.*, p. 406.

Berlin-Est, car ce sont les opposants berlinois qui engendrent aussi l'activité en province. Il s'agit alors peut-être de minimiser la responsabilité des personnalités religieuses locales et de déplacer le problème vers Berlin-Est.

Tout au long de l'entretien, il est plusieurs fois fait référence au rôle des Églises vis-à-vis de l'État et on y voit presque apparaitre une forme de connivence au sujet de l'appréciation qui est faite de l'opposition politique qui a pour but, selon les termes du Surintendant, de « perturber la politique pacifiste et de dialogue » en se servant des institutions religieuses. Si le constat semble partagé, tout comme la nécessité de mettre de la distance entre les Églises et les activités politiques de l'opposition, les engagements du Surintendant Delbrück n'ont visiblement pas porté leurs fruits. Les parutions de la revue *Aufbruch* se poursuivent jusqu'en mars 1990, avec 7 numéros au total au cours de l'année 1988, 4 numéros en 1989 et 1 en 1990.

Même s'il ne s'agit là que d'un exemple qui ne traduit certainement pas les multiples interactions qui ont pu exister entre les autorités étatiques et ecclésiastiques, le compte-rendu de cet entretien est tout de même éclairant sur plusieurs points. D'abord, peut-être le plus important, il démontre qu'avant même de tenter une quelconque forme d'intervention directement auprès des auteurs de la revue, l'administration fait d'abord le choix de s'adresser à un représentant de l'autorité ecclésiastique qui endosse ensuite la responsabilité d'une régulation, voire plutôt d'un arrêt de cette activité. Les Églises sont donc bien perçues comme une interface avec l'opposition politique et l'État semble compter sur elle pour la canaliser. Cependant, et c'est le second point, on ne peut que constater la difficulté d'intervention des responsables religieux à l'échelle locale. Soit le Surintendant a seulement fait entendre aux représentants de l'État ce qu'ils voulaient entendre, soit l'organisation même des Églises protestantes empêchent de fait une ingérence de l'autorité religieuse régionale à l'échelle locale, donc dans les paroisses. Enfin, l'évaluation permanente de la sincérité du Surintendant qui transparaît dans ce rapport peut être perçue comme la traduction d'une pression existante à l'égard des Églises et de son représentant dans ce cas précis. Les engagements du Surintendant ayant été consignés, la responsabilité de l'intéressé est désormais engagée. Cette pratique étant courante, il est probable que cela ait pu influer ponctuellement sur le comportement de responsables religieux à l'égard des groupes d'opposition, et qu'une mise à distance ait été possible par endroits.

La délégation de responsabilité aux Églises quant à l'empêchement du trouble à l'ordre public est un moyen d'appréhender la régulation des activités de l'opposition mais ne peut pas être le seul moyen. Dans le cas pris en exemple, cela n'a visiblement pas eu l'effet escompté, en tout cas pour ce qui est des samizdats. Toutefois, il est possible que d'autres types d'actions

politiques, comme des rassemblements ou des séminaires par exemple aient pu être annulés sur demande des autorités ecclésiastiques. Cela est arrivé à plusieurs reprises dans toute la RDA, nous y reviendrons notamment au moment d'évoquer les *Bluesmessen* organisées dans la paroisse des Samaritains à Berlin. Alors, même si les Églises ont pu ponctuellement freiner l'opposition, elles sont tout de même restées, à de nombreux endroits, des lieux de construction et de structuration des mouvements politiques dissidents. L'État doit donc s'appuyer sur d'autres méthodes, et notamment sur différentes formes de répression qui ont un effet direct sur les samizdats et leurs auteurs.

b) L'arrestation des membres de l'IFM

Si les négociations avec les Églises ont été privilégiées pour les activités politiques qui ont lieu dans leurs locaux, il a fallu agir différemment avec les groupes qui ont agi en dehors, et donc dans la clandestinité. Dans la mesure où ils agissent en toute autonomie, et donc en l'absence d'une institution pouvant avoir un rôle de régulatrice, les autorités ont eu recours à des modalités d'intervention plus frontales pour tenter de mettre fin à ces activités illicites.

Les actions visibles de répression ont été peu nombreuses pour ce qui concerne les auteurs de samizdats politiques. Mais certains ont tout de même fait l'objet d'arrestations et de confiscation de matériel. Ce type de répression a eu un retentissement particulier lorsque la *Stasi* s'est attaquée à l'*IFM*, l'un des groupes politiques clandestins les plus influents de Berlin et éditeur du samizdat *Grenzfall* à partir de juin 1986. Le groupe est composé de membres influents de l'opposition politique dont le réseau international est particulièrement important et donc dérangeant pour les autorités est-allemandes. Parmi les figures les plus connues, on compte Ralf Hirsch, Wolfgang Templin ou encore Peter Grimm. Tous font l'objet d'une surveillance rapprochée par la *Stasi*, compte tenu de leur forte implication dans les réseaux d'opposition en RDA et en dehors.

Même si l'*IFM* a fait le choix d'être un groupe actif en dehors des Églises protestantes, elle a des liens importants avec d'autres groupes berlinois, parmi lesquels un autre groupe très influent et actif dans l'édition de samizdats politiques, la *Umwelt-Bibliothek.* Il s'agit là aussi d'un groupe qui est particulièrement surveillé, tant son activité est importante. En effet, elle est installée dans les caves d'une annexe de l'église de Sion, dans le quartier de Prenzlauer Berg, que le pasteur Hans Simon a mis à sa disposition. Ces locaux sont assez grands pour héberger aussi bien une imprimerie que des salles de réunion et une petite galerie d'exposition. Grâce à cela, le groupe est en mesure d'accueillir de nombreux événements politiques : des expositions

pour des œuvres d'artistes dissidents, des concerts de musique prohibée (musique punk par exemple), ou encore des séminaires pour que l'opposition puisse débattre et s'organiser. Quant à l'imprimerie, elle sert avant tout à éditer les numéros des *Umweltblätter* à partir de juin 1986, le samizdat de la *Umwelt-Bibliothek*, mais elle devient rapidement une plaque tournante de l'édition clandestine et semi-clandestine à Berlin-Est, car elle accueille de nombreux autres groupes et met à disposition son matériel pour qu'ils puissent aux aussi éditer et reproduire leurs samizdats. L'*IFM* fait partie de ces groupes et y édite donc *Grenzfall* de manière régulière.

La dangerosité du statut clandestin est un paramètre bien connu par l'opposition. C'est pourquoi les membres de la *Umwelt-Bibliothek* ont tout de même tenu à ce que l'impression de *Grenzfall* se fasse dans une pièce attenante à celle dans laquelle se fait l'impression des *Umweltblätter*, et avec des machines appartenant à l'*IFM*, et donc pas sur du matériel des groupes semi-clandestins[224]. C'est une précaution importante qui indique bien que la protection des Églises n'est pas considérée comme une immunité totale. Puisque la *Umwelt-Bibliothek* est sous la protection du pasteur Simon, elle est plus difficilement attaquable par la *Stasi*, pour toutes les raisons que nous avons évoquées précédemment. Cependant, l'*IFM*, de par son statut clandestin, est une cible bien plus intéressante, surtout dans la mesure où ses membres sont dans le collimateur de la *Stasi* pour bien des actions politiques illégales. Une arrestation de ses membres peut à la fois permettre de s'attaquer à des personnalités des mouvements d'opposition, mais aussi de réaliser un coup de filet sans précédent dans un lieu central de l'édition clandestine et semi-clandestine.

Dans cet objectif, la *Stasi* met en œuvre dans la nuit du 24 au 25 novembre 1987 ce qu'elle appelle l'opération « *Falle* » [piège][225]. L'opération consiste à prendre les membres de l'*IFM* en flagrant délit pendant le processus d'édition d'un numéro de *Grenzfall*. Elle est préparée depuis de longs mois, grâce à Rainer Dietrich, un collaborateur inofficiel de la *Stasi* qui est aussi membre du groupe d'édition de l'*IFM*. Ce soir-là, il est alors chargé de ramener Peter Grimm et Peter Rölle, deux autres membres de l'*IFM*, à une heure précise dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* à Prenzlauer Berg, où la *Stasi* doit intervenir. Mais la présence des collaborateurs inofficiels de la *Stasi*, les IM, est un fait connu de toute l'opposition qui a développé une méfiance constante, suspectant à tout moment que des IM soient infiltrés pour surveiller toutes leurs actions. Conscients des risques qu'ils encourraient, les membres de l'*IFM* ont alors changé les plans concernant l'impression de la revue et en accord avec les membres de la *Umwelt-Bibliothek*, il a été convenu que ces derniers s'occuperaient de l'impression de la

[224] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried*, *Op. Cit.*, p. 116.
[225] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*, *Op. Cit.*, p. 91.

revue pendant que les membres de l'*IFM* se rendraient visibles dans un bar berlinois. Mais Rainer Dietrich n'a pas fait partie des personnes averties, et il n'a donc pas pu prévenir la *Stasi* que les plans avaient changé.

L'opération a donc bien eu lieu comme prévu et la *Stasi* est intervenue de manière musclée, procédant ensuite à des interrogatoires et à une perquisition du local d'imprimerie. Cependant, comme les membres de l'*IFM* ne se sont pas rendus dans les locaux de l'Église de Sion, ce sont ceux de la *Umwelt-Bibliothek* qui ont subi l'intervention répressive des autorités. Sept membres du groupe sont arrêtés et leur matériel est confisqué[226]. En revanche, comme en témoigne Wolfgang Rüddenklau, la perquisition du matériel n'a pas non plus été complète et les agents de la *Stasi*, en saisissant une ronéotypeuse, a oublié d'en emporter toutes les pièces. Résultat, l'enquête a conclu que les machines devant servir à l'impression de *Grenzfall* n'étaient pas en état de fonctionner[227].

L'opération ne s'est donc pas déroulée comme prévu, puisque les membres de *l'IFM* n'ont pas pu être pris en flagrant délit. Cependant, lors de la perquisition, les lieux ayant été fouillés, le local dans lequel était entreposé le matériel d'impression de *Grenzfall* a été trouvé et le matériel également confisqué. Erich Mielke, Ministre de la sécurité d'État, fait le point sur l'opération et ses suites dans une note interne du 25 novembre 1987 :

> *Dans la nuit du 24 au 25 novembre 1987, 7 personnes au total ont été arrêtées provisoirement en flagrant délit dans les caves du terrain de la paroisse de Sion, 1054 Berlin, Griebenowstraße 15, alors qu'elles reproduisaient l'ouvrage hostile-négatif "Grenzfall" sur des duplicateurs présents sur place et importés illégalement en RDA en contournant les dispositions douanières.*
>
> *Les outils et les moyens utilisés, notamment 6 duplicateurs, ont été confisqués.*
>
> *Des procédures d'enquête avec détention ont été ouvertes à l'encontre de 2 auteurs, des procédures d'enquête sans détention ont été ouvertes à l'encontre de 2 auteurs, conformément au § 218, alinéa 1, du code pénal.*
>
> *D'autres mesures de contrôle sont en cours contre 2 auteurs et un jeune a été libéré après avoir reçu un avertissement.*[228]

Dans la suite du rapport, il prévient que de nombreuses actions sont prévues pour demander la libération des auteurs et l'abandon de toutes les poursuites. Une réaction des services est immédiatement demandée dans une note du 1er décembre 1987 et des mesures sont prises pour qu'une reprise en main idéologique soit opérée autour des personnes ayant participé à ces

[226] « MfS-Aktion gegen die Umwelt-Bibliothek », Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft : www.jugendopposition.de/145394 [dernière modification en décembre 2019, consulté le 25/03/2021].
[227] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried*, *Op. Cit.*, p. 117.
[228] Ministerium für Staatssicherheit, « Schreiben des Minister Mielke an die Leiter der Diensteinheiten zur Aktion „Falle“ », BStU, MfS, BdL/Dok., Nr. 8812, 25 novembre 1987.

actions[229]. Mais il n'est à aucun moment fait mention d'un échec partiel de l'opération et du fait que les membres de l'*IFM* n'aient pas été arrêtés.

C'est pourtant une information qui a son importance car c'est justement la répression des membres de la *Umwelt-Bibliothek,* qui va déclencher une vive réaction de l'opposition, soutenue par les paroisses protestantes de Berlin-Est. En effet, cette intrusion de la *Stasi* dans les locaux de la paroisse de Sion pour y arrêter des personnes exerçant certes une activité politique, mais qui le font dans le cadre de ce qui est permis aux Églises, est une atteinte grave aux relations entre les Églises et l'État. Cela a également attiré l'attention des médias occidentaux, notamment avec le concours des anciens opposants est-allemands expulsés en RFA qui se sont empressés de renseigner les médias. L'opposition et les Églises se sont quant à elles organisées de concert dans le cadre de veillées nocturnes organisées dans et devant les églises, et donc en partie en pleine rue. En organisant des événements dont la forme se confond entre manifestations religieuses et manifestations politiques, l'opposition a une nouvelle fois, avec l'aide de certains pasteurs, contourné les interdictions pour apparaitre en public et se donner un plus large auditoire.

Ainsi, les manœuvres répressives de la RDA se sont trouvées sous les feux des projecteurs, ce qui a de quoi ternir son image à l'international, et l'opinion publique a pu être informée des activités de l'opposition politique tentant de s'emparer elle-même de sa liberté d'expression. Une vague de solidarité a ainsi pu s'exprimer en faveur de l'opposition est-allemande. Nous reviendrons sur ce sujet au moment d'aborder les périodes d'amélioration des conditions de production des samizdats à Berlin-Est.

Même si les autorités sont parvenues à mettre un coup d'arrêt significatif à l'édition clandestine de la revue *Grenzfall*[230], elle n'a pas mis fin aux activités qui ont cours dans les locaux de la paroisse de Sion. C'est même plutôt le contraire. Bien que l'échec de cette opération ne résulte finalement que d'un concours de circonstances, cet exemple démontre les risques que représentent les actions répressives de la *Stasi*. Quand cette dernière décide d'avoir recours à des arrestations contre des groupes plus ou moins proches des Églises, la RDA se retrouve sous la pression des médias étrangers et de l'opinion. Cela va donc contraindre les autorités à réduire au maximum ce type d'interventions. Du point de vue de l'opposition, les conséquences finalement positives de cette répression peuvent lui donner l'impression d'être

[229] Ministerium für Staatssicherheit, « Weitere „operative Aufklärungs-, Kontroll- und vorbeugende Maßnahmen" zur Aktion „Falle" », BStU, MfS, BdL/Dok., Nr. 8815, 1er décembre 1987.
[230] Le groupe berlinois de l'IFM ne fera paraître que trois autres numéros entre décembre 1987 et octobre 1989 alors que les publications étaient mensuelles avant l'opération « *Falle* ».

en quelque sorte protégée par cette pression extérieure, ce qui lui permet d'envisager de donner encore plus d'ampleur à son action.

c) Les tentatives d'intimidation et de déstabilisation

Au-delà des actions de répression particulièrement visibles, qui se matérialisent par des arrestations, des confiscations de matériel et des condamnations, la *Stasi* a surtout fait appel à des pratiques moins spectaculaires et plus insidieuses. Il est ici question de manœuvres de décrédibilisation des opposants et de déstabilisation de l'opposition, dans le but d'isoler et de faire perdre du crédit et de la confiance à tout mouvement ou action politique.

Ce sont des méthodes qui sont instaurées par une directive interne de la *Stasi* en 1976[231] et qui portent le nom de *Zersetzungsmaßnahmen*, que l'on peut traduire par « mesure de déstabilisation ». Pour les agents de la *Stasi*, elles sont définies de la manière suivante :

> *« Les mesures de démantèlement doivent viser à susciter, exploiter et renforcer les contradictions ou les divergences entre les forces ennemies négatives, de manière à les fragmenter, les paralyser, les désorganiser et les isoler, et à empêcher, limiter considérablement ou éliminer préventivement leurs actions ennemies négatives, y compris leurs effets.*
>
> *En fonction de la situation concrète parmi les forces hostiles-négatives, il convient d'agir sur l'attitude de certaines personnes chez lesquelles existent des points de contact correspondants, afin qu'elles abandonnent leurs positions hostiles-négatives et qu'il soit possible d'exercer une nouvelle influence positive.[232] »*

Elles se substituent en quelque sorte aux méthodes de répression utilisées au cours des décennies précédentes et qui tournaient davantage autour des condamnations pénales. Mais en raison de la nécessité de préserver l'image de la RDA, elles ont été une alternative efficace pour maintenir une répression importante, mais plus discrète. Jürgen Fuchs qualifie ces méthodes de « *leise Form des Terrors* » [forme silencieuse de la terreur][233]. Il est important de les évoquer dans ces travaux, car elles ont été appliquées sur de nombreux opposants, et y compris sur des auteurs et éditeurs de samizdats politiques[234]. Elles ont par ailleurs été privilégiées lorsqu'il

---

[231] Ministerium für Staatssicherheit, « Richtlinie 1/76 zur Bearbeitung Operativer Vorgänge », BStU, MfS, AGM, Nr. 198, 1.1.1976, p. 307-367.

[232] « Maßnahmen der Zersetzung sind auf das Hervorrufen sowie die Ausnutzung und Verstärkung solcher Widersprüche bzw. Differenzen zwischen feindlich-negativen Kräften zu richten, durch die sie zersplittert, gelähmt, desorganisiert und isoliert und ihre feindlich-negativen Handlungen einschließlich deren Auswirkungen vorbeugend verhindert, wesentlich eingeschränkt oder gänzlich unterbunden werden.
In Abhängigkeit von der konkreten Lage unter feindlich-negativen Kräften ist auf die Einstellung bestimmter Personen, bei denen entsprechende Anknüpfungspunkte vorhanden sind, dahingehend einzuwirken, daß sie ihre feindlich-negativen Positionen aufgeben und eine weitere positive Beeinflussung möglich ist. », *Ibid.*, p. 354.

[233] Jürgen FUCHS, *Unter Nutzung der Angst. Die „leise Form" des Terrors. Zersetzungsmaßnahmen des MfS*, BF informiert Nr. 2, BStU, Berlin, Abteilung Bildung und Forschung, 1994.

[234] A ce sujet, voir : Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Stasi Konkret. Überwachung und Repression in der DDR*, Munich, Beck Verlag, 2013.

s'est agi d'intervenir sur des publications qui paraissent avec le soutien des Églises, et donc en semi-légalité.

L'un des exemples que nous pouvons citer est celui de Michael Beleites, un ancien étudiant en sciences naturelles originaire de Gera en Thuringe. C'est un militant écologiste bien connu de la *Stasi*, puisqu'il s'est fait repérer par les autorités au début des années 1980 pour avoir participé à des actions de protestation et pour en avoir organisé, soit au sein du mouvement pacifiste, soit pour agir en faveur de la défense de l'environnement dans des régions particulièrement touchées par la pollution due à l'extraction d'uranium. Il a également été à l'initiative de rassemblements de militants écologistes venus de plusieurs pays du Pacte de Varsovie[235]. Ces actions lui ont dans un premier temps valu une interdiction de passer son baccalauréat et de poursuivre ses études dans le supérieur.

Parmi les actions politiques qu'il a menées figure la rédaction et l'édition d'un samizdat politique, *Pechblende*[236], paru en 1988 à Berlin. Pour parvenir à cette publication, Michael Beleites a travaillé de longs mois à la constitution d'un dossier permettant de documenter les conséquences de l'exploitation de l'uranium dans l'environnement proche des installations, aussi bien en matière de pollution des espaces naturels que du point de vue de la dégradation de la santé des habitants à proximité. Pour cela, il a mené une sorte d'enquête, appuyée par des données sur les technologies utilisées, par des vidéos et des micros-trottoirs pour obtenir des témoignages. Cela a donné lieu à un samizdat de 85 pages édité en 1000 exemplaires grâce au soutien de la paroisse des Samaritains de Berlin et d'autres opposants[237].

Grâce à ses liens avec les Églises et avec les mouvements d'opposition, Michael Beleites a fait en sorte de rendre publics les résultats de son étude, y compris en sollicitant les médias de RFA qui se sont rapidement emparés du sujet. Il a également été suivi par d'autres groupes écologistes et par d'autres militants actifs dans la région de l'étude (en Saxe-Anhalt) qui ont décidé de s'organiser eux aussi dans des groupes d'opposition.

Au vu du retentissement de la publication, la *Stasi* a donc été contrainte de passer à l'action, mais pas de manière répressive, tant l'étude de Beleites a fait du bruit au sein des Églises et à l'Ouest. S'est alors enclenchée une opération de décrédibilisation pour que l'étude passe pour une compilation de données erronées. Puisqu'elle ne peut pas agir sur Beleites

---

[235] « Michael Beleites », dans : *Wer war wer in der DDR*, *Op. Cit.* : https://www.bundesstiftung-aufarbeitung.de/de/recherche/kataloge-datenbanken/biographische-datenbanken/michael-beleites, [dernière modification en octobre 2009, consulté le 03/01/2024].

[236] *Pechblende. Die Uranbergbau in der DDR und seine Folgen*, RHG/PS 022, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1988.

[237] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, *Op. Cit.,* p. 767.

directement, la *Stasi* fait le choix d'agir sur le lecteur de la publication, en lui indiquant qu'il a lu un dossier peu sérieux et dont le contenu ne tient pas la route. Pour appuyer et donner du crédit à cette campagne, la *Stasi* a fait appel à des médecins et à des scientifiques qui ont publiquement discrédité le travail de Michael Beleites[238]. Mais cette réaction n'a finalement pas eu d'effet. Au-delà de la fiabilité ou non de l'étude, elle a eu pour conséquence d'attirer l'attention sur la situation dans la région et elle a éveillé un intérêt, une prise de conscience, pour la question écologique et la nécessité de se mobiliser contre l'exploitation de l'uranium[239].

Une autre pratique courante de la *Stasi* a consisté à infiltrer, par divers moyens, le réseau de l'opposition. Comme nous l'avons vu à travers l'exemple de l'*IFM,* il est souvent arrivé que des agents inofficiels de la *Stasi* soient infiltrés dans des groupes d'opposition. Soit ils y ont été envoyés après leur recrutement, soit ils ont été recrutés précisément parce qu'ils appartenaient à ce réseau et y étaient bien intégrés[240]. À force de pressions, ils ont alors été contraints d'établir des comptes rendus de l'activité des groupes, ce qui a parfois permis à la *Stasi* d'appréhender des opposants en flagrant délit. Cette stratégie peut être considérée comme plus « douce » que les actions de répression ou de désintégration [*Zerseztzung*], car ces agents ont aussi pour objectif d'exercer une influence positive sur les groupes, afin de les réorienter depuis l'intérieur, de sorte à progressivement les pousser à réintégrer les canaux de la culture officielle[241].

Ces missions d'infiltration ont aussi concerné la rédaction des samizdats. Pour cela, certains groupes, notamment religieux, ont reçu des subventions de la part du Ministère en charge de la Sécurité de l'État afin de produire des « contre-samizdats »[242]. En reprenant les codes des samizdats de l'opposition, le groupe *CFK* (*Christliche Friedenskonferenz*), a édité une revue d'information périodique dans la ville d'Iéna. La revue *Frieda*[243], qui était à l'origine une vraie revue paroissiale, a été utilisée comme un faux journal de l'opposition. L'illusion aurait pu être parfaite dans la mesure où le *CFK* est un réseau dont d'autres groupes paroissiaux sont aussi actifs dans l'édition de samizdats, comme à Berlin avec le *CFK-Rundbrief*[244]. Ce sont donc des publications qui ont vocation à circuler au sein d'un réseau proche de l'opposition.

---

[238] *Ibid*.
[239] Michael BELEITES, *Untergrund. Ein Konflikt mit der Stasi in der Uranprovinz,* Berlin, BasisDruck, 1991, p. 107.
[240] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Stasi Konkret, Op. Cit.*, p. 209-246.
[241] Joachim WALTHER, *Sicherungsbereich Literatur. Schriftsteller und Staatssicherheit in der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Ullstein-Verlag, 1999, p. 758-763.
[242] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der DDR-Opposition, Op. Cit.*, p. 754.
[243] *Frieda. Zu Informationswochenenden,* S 28.1 à S 28.18, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., 1986-1990 (18 numéros).
[244] Christliche Friedenskonferenz, *CFK-Rundbrief*, Regionalausschuß in der DDR, S.17, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., 1987-1988 (9 numéros).

Dans le même ordre d'idée, un numéro des *Friedrichsfelder Feuermelder* paru le 30 mars 1987 est un faux samizdat édité par la *Stasi*[245]. Là encore, il est difficile de différencier ce numéro de ceux qui ont vraiment été édités par le groupe d'opposition. À première vue, il ressemble en tout point aux autres numéros parus la même année. La même technique d'impression est utilisée, l'en-tête est la même, les textes sont disposés de la même manière. Toutefois, dans la mesure où la diffusion des revues se fait dans des cercles restreints au sein desquels beaucoup de gens se connaissent, il n'a pas fallu longtemps pour que le groupe d'édition s'aperçoive de la parution de ce faux numéro. Dès l'édito du numéro suivant, le groupe a fait savoir que ce numéro n'était pas issu de leur travail et qu'il ne fallait donc pas le prendre au sérieux[246].

La création de ces faux samizdats a eu plusieurs objectifs : tout d'abord, la ressemblance étant si importante entre les « faux » et les « vrais » samizdats, ils ont le potentiel pour pouvoir tromper le lecteur. Si la revue contient de fausses informations ou si le contenu est soudainement plus favorable à l'État, cela peut dissuader le lecteur de vouloir poursuivre une lecture régulière de la revue. Il faut ensuite mentionner le doute que cela installe au sein du réseau de l'opposition. Le fait que la supercherie ait été découverte et dévoilée n'est pas vraiment un problème pour la *Stasi*, c'est peut-être même le contraire. Si on sait que des numéros édités par la *Stasi* circulent, sans qu'on ne soit capable de formellement les reconnaitre, comment garantir que d'autres numéros ne sont pas non plus des faux ? Il faudrait pour cela que le groupe d'édition les distribue lui-même et ainsi qu'il se dévoile davantage, l'exposant à un plus grand risque de répression. Ce même doute peut aussi s'installer au sein des groupes d'édition. Se peut-il que des membres du groupe aient communiqué des éléments techniques de la publication à la *Stasi*, comme la matrice de l'en-tête par exemple ? Si un tel doute s'installe, les groupes peuvent être amenés à restreindre au maximum le nombre de contributeurs, de sorte à se restreindre à un cercle de confiance.

Pour la *Stasi,* l'intérêt est bien d'installer ce doute, de faire savoir qu'elle a connaissance de cette activité et qu'elle est aussi capable de l'infiltrer. Face à la peur d'être identifiés et donc de subir une quelconque répression, des opposants peuvent alors décider de quitter les groupes d'édition, ce qui contribuera à les affaiblir. Toutefois, ce sont des risques dont les opposants ont bien connaissance et ils ont appris à rester actif en tenant compte du fait que la *Stasi* ait une bonne connaissance de cette activité. Comme nous l'avons vu avec les *Radix-Blätter*, les

[245] *Friedrichsfelder Feuermelder*, PS 042/08, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 30 mai 1987.
[246] *Friedrichsfelder Feuermelder,* PS 042/09, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, avril 1987, p.1.

groupes d'édition ont donc dans un premier temps adapté leur organisation en fonction de ce paramètre. Dans un second temps, ils ont fini par se dire que la *Stasi*, bien que menaçante, n'était pas en mesure d'intervenir de façon suffisamment efficace pour faire cesser un mouvement qui avait pris tant d'ampleur. Nous reviendrons sur ce dernier point.

Après avoir énuméré ces différentes stratégies d'intimidation et de déstabilisation, nous pouvons constater que la *Stasi* a avant tout voulu exercer des pressions sur l'opposition pour ralentir son activité. En dehors de quelques actions de répression isolées, ces manœuvres n'ont finalement que rarement donné lieu à des interventions concrètes ou à des condamnations fermes à l'encontre des auteurs de samizdats.

Comme nous pouvons le faire à ce stade de nos travaux, l'opposition politique est-allemande a elle aussi fait le constat d'une certaine passivité de la *Stasi* vis-à-vis des activités éditoriales, en particulier de l'autoédition semi-clandestine. Elle savait que dans la mesure où la RDA voulait à tout prix protéger son image, y compris aux yeux de la RFA dont elle dépendait financièrement, il était difficile de réprimer un réseau qui avait tant de contacts avec des personnalités politiques d'Allemagne de l'Ouest. Cela a donné encore plus de marges de manœuvre à l'opposition qui ne risquait plus autant d'être durement réprimée que cela ne pouvait être le cas dans les années 1950-1960. Ce qui transparaît des témoignages de certains opposants comme Frank Ebert et Peter Grimm, c'est un sentiment qu'il n'y avait plus tellement de risques de se faire arrêter dans les années 1980, et que même si c'était le cas, leur réseau et leur popularité à l'Ouest leur aurait permis de rebondir assez rapidement[247]. En tout cas, cela n'aurait en rien freiné les mouvements d'opposition qui étaient alors devenus trop importants, en tout cas dans les plus grandes villes de RDA.

Malgré une passivité qui a semblé durer longtemps, il semble que la *Stasi* et le SED se soient tout de même intéressés aux samizdats, mais tardivement, à partir de la fin de l'année 1988 et du début de l'année 1989. Mais cette réaction ne s'est finalement matérialisée que par une surveillance importante, des rapports détaillés sur l'activité éditoriale dissidente et quelques propositions de réformes pour arrêter un mouvement dont l'inertie importante a alors déjà été constatée.

[247] Sylvie LE GRAND, Christian WENKEL, « Entretien avec Frank Ebert et Peter Grimm », *Op. Cit.*, p. 177-178.

3. Une surveillance intensive mais une réaction tardive des autorités

Pendant la quasi-totalité de son existence, la RDA s'est appuyée sur un système de surveillance omniprésent pour contrôler à la source toute forme d'opposition politique naissante. Après que l'accès aux actes de surveillance de la *Stasi* a été ouvert, il a été possible de les consulter et de s'apercevoir qu'un nombre important d'opposants ont été longtemps placés sous surveillance. Les personnes impliquées dans les activités liées à l'édition clandestine n'y ont pas échappé. C'est par exemple le cas de Ludwig Mehlhorn et de Stephan Bickhardt, les deux responsables de la rédaction des *Radix-Blätter*. Le premier a été placé sous surveillance à partir de 1977, et le second à partir de 1987. Mais leur activité en lien avec les samizdats n'a pas été la raison principale de leur mise sous surveillance. Il s'agissait plutôt de leur lien avec les mouvements d'opposition, en particulier avec d'autres opposants à l'étranger, en Tchécoslovaquie et en Pologne notamment[248].

Dans le cadre de ses missions de surveillance, la *Stasi* a fait usage de dispositifs discrets (mise sur écoute par exemple), mais aussi de méthodes moins discrètes, de sorte à ce que les intéressés sachent qu'ils sont sous la menace des autorités et qu'il convient de mettre fin à leurs activités. Ainsi, Mehlhorn savait qu'il était suivi, notamment lorsqu'il circulait en voiture. De même pour Bickhardt lorsqu'il sortait de son logement pour se rendre quelque part à pied[249]. Une autre méthode a également consisté à faire savoir à la personne surveillée par la *Stasi* quels étaient les faits qui lui étaient reprochés par l'intermédiaire d'interrogatoires ou d'actions de répression menées contre des personnes de son entourage. Pour Mehlhorn, cela s'est matérialisé par des interventions ponctuelles de la *Stasi* dans des paroisses, en opérant des saisies de matériel et des interrogatoires de responsables ecclésiastiques. À chaque opération, toutes les questions étaient orientées vers l'activité politique de Mehlhorn, de sorte à ce que tout le monde comprenne bien que ce n'était pas l'activité de la paroisse qui était en cause, mais celle de Mehlhorn. L'objectif est alors d'isoler l'opposant du soutien des Églises. Ces dernières, face au danger qu'il représente, peuvent ainsi décider de prendre leurs distances, pour éviter tout problème avec les autorités[250].

Plusieurs opérations de ce type ont été menées contre Mehlhorn, tant son activité politique a été importante. En revanche, à la lecture des bilans des opérations qui l'ont concerné, il est assez surprenant de constater qu'il n'est que rarement fait mention de son activité

[248] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit, Op. Cit.*, p. 171.
[249] *Ibid.*, p. 169-174.
[250] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Stasi Konkret, Op. Cit.*, p. 321.

éditoriale clandestine[251]. Pourtant, de nombreux rapports sur diverses opérations de surveillance ont été édités, mais les références aux samizdats ne sont que marginales. À chaque fois, seules les activités militantes jugées antisocialistes de Mehlhorn ont été scrutées, et en particulier en raison des liens qu'il entretenait avec des opposants et des groupes d'opposition dans les autres pays du bloc.

Les organes de surveillance n'ont semblé s'intéresser à l'édition des samizdats qu'à partir de la fin de l'année 1988, puisqu'un rapport remis en décembre 1988 fait état de l'édition des samizdats *Aufrisse 1* et *Aufrisse 2*, qui font partie tous les deux de la série de publications *Radix-Blätter*. Cela a dans un premier temps alerté l'administration qui a mené une enquête un peu plus approfondie. Celle-ci a conclu qu'il ne pouvait rien être fait à l'encontre des auteurs, dans la mesure où les textes ont été édités en partie par des personnes représentantes des autorités religieuses[252]. C'est une affirmation plutôt surprenante concernant un groupe qui agit dans la clandestinité, mais cela démontre aussi que les informations de la *Stasi* étaient incomplètes. Certes le texte a été diffusé dans des cadres religieux et a été en partie reproduit à l'aide du matériel d'impression des paroisses, mais le groupe d'édition travaille quant à lui en toute indépendance. Cela démontre également que sur le fondement des textes en vigueur, il n'a pas été possible de sanctionner cette activité, du fait de l'implication de personnalités religieuses. Ces textes sont donc bien ce qui a constitué un frein à la répression des groupes d'édition des samizdats.

Son activité politique a valu plusieurs condamnations à Ludwig Mehlhorn. Après avoir subi plusieurs perquisitions et interrogatoires à partir de 1977, il est condamné une première fois à une interdiction de quitter le territoire national en 1981 pour une durée de 6 ans. Il est ensuite condamné en 1985 à une interdiction d'exercer sa profession. Aucune de ces peines n'est justifiée par une activité éditoriale dissidente. Ce sont des peines lourdes en RDA, mais il peut aussi paraitre surprenant qu'il n'ait pas été sanctionné encore plus lourdement, notamment à des peines de prison. Au vu des nombreuses actions politiques dissidentes qu'il a pu mener ainsi que des nombreux rapports existants sur son sujet, la *Stasi* avait une bonne connaissance de ses activités – mais pas de toutes visiblement –, ce qui aurait pu justifier une plus forte répression.

À l'évocation de l'exemple de Ludwig Mehlhorn, on peut en venir à se demander s'il n'existait pas en fait un certain désintérêt de la *Stasi* pour les samizdats. Elle aurait ainsi estimé que cette pratique politique ne représentait pas de danger particulier. Cependant, même si cela

[251] *Ibid.*, p. 316-329.
[252] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit, Op. Cit.*, p. 180.

n'arrive que tardivement, la *Stasi* a fini par prendre la mesure de l'ampleur du phénomène et de l'impact fédérateur qu'il a pu avoir au sein du réseau de l'opposition. Pour preuve, nous pouvons citer un rapport rendu en juin 1989 au Comité central du SED et à son secrétaire général Erich Honecker[253]. Il porte sur les publications samizdats, ou selon les termes utilisés par la *Stasi*, sur la « production d'écrits haineux non autorisés ». Le problème porte donc à la fois sur la pratique éditoriale qui se fait en dehors des dispositions prévues en termes de délivrance d'autorisations, et aussi sur le contenu des publications, ce dernier étant clairement politique et critique envers le système socialiste. Cette pratique enfreint donc à la fois l'ordonnance de 1959 en cela qu'elle en détourne les dispositions à des fins politiques, mais aussi les principes constitutionnels – et protégés par l'article 220 du code pénal – qui prévoient une liberté d'expression qui ne peut s'exercer que dans la limite du respect des principes du système socialiste.

Ce rapport est éclairant sur plusieurs points, aussi bien pour identifier la manière dont est perçu le mouvement par les autorités, mais également pour comprendre l'analyse qui est faite par la *Stasi* sur les raisons du développement de l'activité éditoriale considérée comme illicite.

La majeure partie du texte est consacrée à la description des activités éditoriales de l'opposition politique. La pratique des « journaux *underground* », comme ils sont appelés dans cette note en référence à la couverture médiatique qui en est faite en RFA, est identifiée depuis plusieurs années, mais une accélération du phénomène a été observée depuis 1986.

Le détournement des cadres autorisés représente le problème majeur qui motive cette note. Les intentions politiques de l'opposition sont décrites dès le début de la note :

> *« L'objectif poursuivi par les forces d'opposition hostiles ne consiste pas seulement à garantir la communication entre les groupements de personnes susmentionnés et avec les groupes de même nature. Il s'agit plutôt pour ces forces de :*
>
> *- développer en permanence d'autres bases conceptuelles pour l'efficacité des forces hostiles, d'opposition et autres forces négatives en RDA, de propager et de soumettre à la discussion leurs conceptions et revendications politiques dans toute la République - de créer en quelque sorte un "contre-public journalistique" largement diversifié - et de gagner sur cette base des personnes partageant leurs idées, des sympathisants et d'autres personnes à leurs objectifs hostiles-négatifs et de faire naître ou de générer chez ces personnes des contenus de conscience et des dispositions à agir antisocialistes,*
>
> *- valoriser publiquement le groupe de personnes et ses objectifs politiques (également à l'échelle internationale) et, en abusant du cadre d'action donné, dans le but d'obtenir sa légalisation,*
>
> *- développer l'effet de solidarité avec des personnes partageant les mêmes idées en sur le territoire et à l'étranger,*

[253] Ministerium für Staatssicherheit, « Herstellung nicht genehmigter Hetzschriften », Info Nr. 168a/89, BStU, MfS, ZAIG 3756, 1er juin 1989, p. 56–71.

- mettre en place des relations d'information à l'échelle de la RDA pour les forces d'opposition hostiles. »[254]

Ce passage permet d'identifier le fait que la circulation des textes au sein d'un groupe, même hostile à l'État, ne soit pas le véritable problème. La question qui se pose est la portée de ces textes et donc la propagation des idées politiques qu'ils contiennent. Deux dangers majeurs sont identifiés : le premier est que le volume de l'opposition politique puisse augmenter par l'intermédiaire de ce réseau d'édition et d'information. Le second est que des informations ou des critiques concernant la RDA ou ses partenaires socialistes puissent atteindre d'autres « forces hostiles » à l'étranger (aussi bien l'opposition politique qui s'agite dans d'autres pays du Pacte de Varsovie que les forces politiques du bloc capitaliste). Ce dernier point semble par ailleurs être le plus important car les rédacteurs de la note y reviennent à de nombreuses reprises dans le document. Pour corroborer cette inquiétude, les publications de plusieurs médias étrangers en RFA, en Suisse ou encore aux États-Unis sont prises en exemple :

« Ces publications prouvent l'intérêt constant de l'adversaire pour les forces d'opposition hostiles en RDA. Elles servent à prouver la prétendue existence d'un mouvement d'opposition en RDA et à le valoriser sur le plan politique international. L'argument de l'existence d'un "contre-public diversifié" du "mouvement pour la paix, l'écologie et les droits de l'homme en RDA, indépendant de l'État" est utilisé pour attaquer la politique d'information du SED. »[255]

Les mouvements d'opposition serviraient ainsi les intérêts du bloc de l'Ouest, ennemi du socialisme. C'est donc là que réside le principal danger de cette activité politique. Cette rhétorique qui consiste à désigner l'opposition politique est-allemande comme une alliée des forces ennemies du bloc impérialiste est celle qui est privilégiée par les autorités pour expliquer les raisons de l'existence de ces mouvements politiques hostiles. D'autres notes de la *Stasi*

[254] « Die damit von feindlichen, oppositionellen Kräften verfolgte Zielstellung besteht nicht nur in der Gewährleistung der Kommunikation vorgenannter personeller Zusammenschlüsse untereinander und mit gleichgelagerten Gruppen. Vielmehr geht es diesen Kräften darum,

– kontinuierlich weitere konzeptionelle Grundlagen für das Wirksamwerden feindlicher, oppositioneller und anderer negativer Kräfte in der DDR zu entwickeln, ihre politischen Auffassungen und Forderungen republikweit öffentlichkeitswirksam zu propagieren und zur Diskussion zu stellen – gewissermaßen eine breit gefächerte »publizistische Gegenöffentlichkeit« herzustellen – und auf dieser Basis Gleichgesinnte, Sympathisanten und weitere Personen für ihre feindlich-negativen Ziele zu gewinnen und bei diesen antisozialistische Bewusstseinsinhalte und Handlungsbereitschaften herauszubilden bzw. zu erzeugen,

– den jeweiligen personellen Zusammenschluss und dessen politische Ziele öffentlich aufzuwerten (auch international) und den gegebenen Handlungsrahmen missbrauchend, gezielt auf eine Legalisierung hinzuwirken,

– den Solidarisierungseffekt mit Gleichgesinnten im In- und Ausland auszuprägen sowie

– DDR-weite Informationsbeziehungen für feindliche, oppositionelle Kräfte aufzubauen. », *Ibid.*

[255] « Diese Veröffentlichungen beweisen das anhaltende Interesse des Gegners an feindlichen, oppositionellen Kräften in der DDR. Sie dienen der Nachweisführung der angeblichen Existenz einer oppositionellen Bewegung in der DDR und der internationalen politischen Aufwertung derselben. Gezielt wird mit der Argumentation vom Vorhandensein einer »breitgefächerten publizistischen Gegenöffentlichkeit« der »staatlich unabhängigen Friedens-, Ökologie- und Menschenrechtsbewegung in der DDR« gleichzeitig der Angriff geführt auf die Informationspolitik der SED », *Ibid.*

alimentent cette thèse pour démontrer les liens fondamentaux qui existent entre les différents mouvements politiques (écologistes, pacifistes…) et le bloc de l'Ouest[256]. Ces liens justifieraient en bonne partie le danger qu'ils représentent, dans le sens où la visée politique ne serait autre que celle de déstabiliser le bloc socialiste.

Parmi les types de textes jugés comme étant les plus problématiques, la *Stasi* relève, entre autres, les prises de positions écrites [*Positionspapiere*], ce qui comprend des lettres ouvertes, des pétitions, des pamphlets. Elles sont soit rédigées par des opposants bien identifiés en RDA, soit par des groupes considérés comme antisocialistes dans d'autres pays du bloc, comme *Charta 77* et *Solidarnosc*. Leurs textes sont traduits en allemand puis diffusés dans les samizdats. Elle relève aussi des textes critiques envers l'État, notamment lorsque l'opposition établit des listes de manquements de l'État dans des domaines sociaux et sociétaux tels que l'environnement ou l'entretien des villes par exemple. Enfin, elle note la présence de revues dites de « documentation », des « compilations systématiques de descriptions de déroulement, de prises de position et de commentaires sur des événements ou de déclarations thématiques qui sont susceptibles, de par la présentation unilatérale et tendancieuse de leur contenu, de mépriser l'ordre social et étatique socialiste et de motiver et mobiliser les forces d'opposition pour des activités plus poussées[257] ».

Toutes ces pratiques, en plus de contrevenir aux dispositions prévues quant aux licences de publication et aux permis de détention de matériel d'impression, représentent un risque important de trouble à l'ordre de public et s'opposent au principe constitutionnel de respect des intérêts de la société socialiste. C'est en tout cas ce qui semble résulter de l'analyse transmise par la *Stasi* au Comité Central du SED.

Concernant les raisons de l'expansion de l'activité éditoriale, les raisons sont multiples. D'abord, il y a le réseau de l'opposition sur le sol de RDA, composé de personnages considérés comme hostiles au système socialiste :

> *« Les groupes de rédaction majoritairement existants (environ 160 personnes) comprennent généralement des cadres de tels groupements ainsi que des collaborateurs ecclésiastiques et des fonctionnaires ayant des opinions politiques négatives prononcées ou des opinions antisocialistes consolidées (environ 40 %).*
>
> *[...]*

[256] Ministerium für Staatssicherheit, « Innere feindliche, oppositionelle und andere negative Kräfte », Info Nr. 150/89, BStU, MfS, ZAIG 3756, p. 2-45.

[257] « Diese Publikationen stellen eine systematische Zusammenstellung von Ablaufschilderungen, Stellungnahmen und Kommentaren zu Ereignissen bzw. von thematischen Aussagen dar und sind durch die einseitige und tendenziöse inhaltliche Gestaltung geeignet, die sozialistische Staats- und Gesellschaftsordnung verächtlich zu machen und oppositionelle Kräfte für weitergehende Aktivitäten zu motivieren und zu mobilisieren. », *Ibid.*

Par analogie avec les constatations faites dans le cadre de la structure des groupements de personnel, la part des personnes sans contrat de travail est ici aussi considérable (environ 10%) »[258]

La *Stasi* a donc identifié les auteurs de l'activité éditoriale : il s'agit en premier lieu de collaborateurs ecclésiastiques, de fonctionnaires antisocialistes et de personnes marginales, sans emplois. À cela s'ajoute des groupements politiques dont les têtes d'affiche sont elles aussi identifiées puisqu'elles sont dans le collimateur de la *Stasi* depuis plusieurs années en raison de leurs activités politiques. Le rapport cite les berlinois Wolfgang Rüddenklau, Reinhard Schult, Carlo Jordan, Gerd Poppe, Reinhard Weißhuhn, Peter Grimm et le pasteur Reiner Eppelmann, et un seul opposant actif hors de Berlin-Est, Heiko Lietz (Schwerin). Au total, ces différents acteurs ont contribué, toujours d'après le rapport, à l'édition de 27 revues politiques de ce type. Une annexe de cette note donne une courte liste, par ville de publication, des revues éditées sur le territoire. En juin 1989, la *Stasi* relève l'existence de 7 revues à Berlin-Est, 5 à Leipzig, 4 à Halle/Saale, 3 à Dresde, 2 à Karl-Marx-Stadt et à Schwerin, 1 à Magdebourg, Cottbus, Rostock et Suhl. Nous le verrons plus tard au cours de ces travaux, ce bilan est inférieur au nombre réel des revues en circulation. Les autorités semblent donc ne pas avoir connaissance de certaines publications.

Cette annexe laissant apparaître le nom des auteurs ou des groupes d'édition, elle met l'accent sur la participation active des Églises évangéliques dans ces initiatives. C'est par ailleurs l'un des facteurs identifiés par les rédacteurs concernant le développement des publications clandestines. D'une part, elles mettent leurs locaux et leur matériel d'impression à la disposition de personnes considérées comme étant des ennemies du socialisme, et d'autre part, elles participent elles aussi à la constitution d'une opposition politique, en publiant leurs propres revues et en organisant des événements permettant aux opposants politiques de se rencontrer. Par la constitution de ce réseau, elles favorisent en outre grandement la circulation des samizdats.

Un autre facteur identifié par les autorités est le réseau d'opposition qui s'étend aussi au-delà des frontières. Les anciens militants est-allemands ayant été déchus de leur nationalité et expulsés vers la RFA comptent parmi les plus grands contributeurs à cette activité illégale :

[258] « Den überwiegend bestehenden Redaktionsgruppen (ca. 160 Personen) gehören in der Regel Führungskräfte solcher Zusammenschlüsse sowie kirchliche Mitarbeiter und Amtsträger mit ausgeprägten politisch-negativen oder verfestigten antisozialistischen Auffassungen an (ca. 40 %).
[...]
Analog zu entsprechenden Feststellungen im Zusammenhang mit der Struktur personeller Zusammenschlüsse ist auch hier der Anteil von Personen ohne Arbeitsrechtsverhältnis beachtlich (ca. 10 %) », *Ibid.*

« Selon les informations disponibles, une série de ce qu'on appelle des "journaux d'information" est régulièrement transmise à des personnes en RFA et à Berlin-Ouest via des canaux de liaison existants. Parmi ces destinataires permanents, on trouve les ennemis connus Jahn et Hirsch ainsi que le Dr Ulrich Neumann, ancien membre du "réseau vert et écologique Arche", qui réside depuis un certain temps à Berlin-Ouest. Ces personnes veillent à ce que les informations contenues dans les "Informationsblätter" soient exploitées dans la presse et les médias électroniques (entre autres les séries d'émissions "Kontraste" et "Kennzeichen D" de la télévision de la RFA ainsi que "Glasnost" de la station privée "Radio 100" de Berlin-Ouest et le quotidien "taz"/Westberlin), ce qui, en fonction des possibilités de réception des médias électroniques, permet d'élargir encore le cercle des destinataires de ces imprimés/informations en ce qui concerne la RDA. »[259]

Le réseau étranger et leur lien avec les médias semble donc lui aussi être bien identifié. Il en est de même pour les membres des partis politiques de RFA (*Die Grünen*) notamment, qui utilisent régulièrement leurs « valises diplomatiques » pour passer en fraude du matériel d'impression ou des ouvrages censurés en RDA.

L'observation des activités liées aux samizdats semble donc avoir été particulièrement poussée et on ne peut que constater la connaissance assez fine que la *Stasi* peut en avoir. Cela lui permet de mesurer le danger qu'ils représentent et de proposer des mesures concrètes pour tenter de mettre fin au phénomène. Deux principales mesures sont ainsi conseillées aux autorités dirigeantes. La première concerne les Églises. Il est proposé que le Secrétaire d'État aux Affaires ecclésiastiques use davantage de son influence auprès des pasteurs pour faire cesser toute pratique abusive liée à la production des textes et pour réduire au maximum les liens avec l'opposition politique :

« Le Secrétariat d'État aux affaires ecclésiastiques de la RDA et, dans les territoires, les organes compétents devraient continuer à exercer une influence systématique et conséquente sur les personnes et les organes dirigeants des Églises ainsi que sur les pasteurs *responsables des paroisses dans le domaine des Églises protestantes de la RDA, afin qu'ils assument à l'avenir pleinement leur responsabilité en ce qui concerne la prévention de l'utilisation abusive des techniques d'impression et de reproduction appartenant à l'Église ou des locaux ecclésiastiques pour la production et la diffusion de matériel d'impression non autorisé sans référence religieuse. Il convient d'exiger des personnes et des instances dirigeantes de l'Église qu'elles mettent un terme à l'utilisation abusive de la mention "réservé à l'usage interne de l'Église" pour ce type de matériel qui n'a aucun lien avec une confession religieuse ou une activité en rapport avec celle-ci. »*[260]

[259] « Nach vorliegenden Hinweisen wird eine Reihe sogenannter Informationsblätter regelmäßig über bestehende Verbindungskanäle Personen in der BRD und Westberlin zugespielt. Zu diesen ständigen Empfängern zählen die bekannten Feinde Jahn und Hirsch sowie der seit geraumer Zeit in Westberlin wohnhafte Dr. Ulrich Neumann, vormals Mitglied des »Grün-ökologischen Netzwerkes Arche«. Diese Personen sorgen für eine entsprechende Auswertung der in den »Informationsblättern« enthaltenen Informationen in der Presse und den elektronischen Medien (u. a. Sendereihen »Kontraste« und »Kennzeichen D« des BRD-Fernsehens sowie »Glasnost« des Westberliner Privatsenders »Radio 100« und Tageszeitung »taz«/Westberlin), wodurch, in Abhängigkeit von den Empfangsmöglichkeiten der elektronischen Medien, der Rezipientenkreis solcher Druckerzeugnisse/Informationen bezogen auf die DDR weiter vergrößert wird. », *Ibid.*

[260] « Auf kirchenleitende Personen und Gremien sowie verantwortliche Pfarrer von Kirchengemeinden im Bereich der evangelischen Kirchen in der DDR sollte auf zentraler Ebene durch das Staatssekretariat für Kirchenfragen

Il est en outre préconisé que des entretiens réguliers soient organisés avec les évêques, de sorte à pouvoir rappeler les attentes de l'État, mais aussi leur rappeler toute leur responsabilité dans le désordre causé par les groupes dissidents. Il s'agit aussi de faire planer la menace d'un durcissement des règles pour les Églises, ces dernières bénéficiant d'une « application généreuse » de la réglementation en matière de procédure d'autorisation pour la fabrication d'imprimés et de produits de reproduction[261]. Par cette formule, la *Stasi* a bien identifié ces conditions d'application de la réglementation comme étant une marge de manœuvre qui laisse finalement la place à des pratiques illicites. Ces conditions pourraient donc se durcir pour y mettre fin.

C'est d'ailleurs l'objet de la seconde recommandation qui porte précisément sur la nécessité d'une application plus uniforme de l'ordonnance de 1959 sur la procédure d'autorisation pour la fabrication d'imprimés et de produits de reproduction. Surtout, les autorités sont invitées à engager et à appliquer des sanctions pénales contre les personnes qui contreviennent à cette ordonnance, et cela s'applique aussi aux représentants des institutions religieuses.

Ces préconisations, qui devraient – toujours selon les rédacteurs de la note – inspirer le législateur lors de prochaines réformes à mener dans les domaines de l'édition, semblent nous indiquer que les Églises sont identifiées comme étant le vecteur principal de la propagation des samizdats en RDA. Elles sont, en plus des ennemis politiques du bloc de l'Ouest, un terreau favorable à la création d'un mouvement dissident, hostile à l'État socialiste. Toutefois, le fait que cette note arrive si tardivement a de quoi interroger. Cela semble signifier qu'avant juin 1989, aucune sanction n'a été prise contre une paroisse ou un responsable religieux, malgré les nombreux textes sur lesquels les autorités sont supposées pouvoir se fonder. « L'application généreuse de la réglementation » à laquelle les auteurs de la note font référence indique donc qu'il a jusqu'alors existé une tolérance de ces activités illégales par les Églises, alors même que les autorités en ont visiblement connaissance depuis plusieurs années.

---

der DDR und in den Territorien durch die dafür zuständigen Organe weiterhin systematisch und konsequent mit dem Ziel eingewirkt werden, dass sie ihrer Verantwortung hinsichtlich der Verhinderung der missbräuchlichen Nutzung im kirchlichen Besitz befindlicher Druck- und Vervielfältigungstechnik bzw. kirchlicher Räume für die Herstellung und Verbreitung nicht genehmigter Druckmaterialien ohne religiösen Bezug künftig voll gerecht werden. Mit Nachdruck ist von kirchenleitenden Personen und Gremien zu fordern, die missbräuchliche Nutzung des Vermerks »Nur für den innerkirchlichen Dienstgebrauch bestimmt« für derartige, keinen Bezug zu einem religiösen Bekenntnis sowie damit im Zusammenhang stehender Tätigkeit erkennen lassenden Materialien zu unterbinden. », *Ibid.*

[261] « Insbesondere sollte ihnen mitgeteilt werden, dass die bisherige großzügige staatliche Handhabung des Genehmigungsverfahrens für die Herstellung kirchlicher Druck- und Vervielfältigungserzeugnisse nur aufrechterhalten werden kann, wenn dieser staatlichen Erwartungshaltung durch die Kirchenleitungen aller Ebenen entsprochen wird. », *Ibid.*

Cette note de 1989, précisément parce qu'elle est tardive, est particulièrement éclairante pour nos travaux. Elle confirme en bonne partie qu'il a existé une zone grise, une zone d'activités illégales mais tolérées par les autorités qui ont pensé pouvoir déléguer aux Églises la charge de contrôler et d'étouffer les velléités d'actions politiques des opposants. Elle indique également une forme de paralysie dans le système de répression est-allemand : les différentes notes de 1989 sont si complètes, qu'on ne peut que constater une connaissance très précise des activités éditoriales des mouvements d'opposition politique. Cela a dû nécessiter du temps et des moyens pour assurer une surveillance et pour intercepter les écrits afin d'en faire une analyse. Pour autant, comme nous l'avons vu, très peu d'exemples de répression peuvent être relevés. Pendant tout ce temps, les autorités ont donc constaté la montée en puissance d'une activité illicite, mais n'ont pas été en mesure de la réprimer. C'est là une autre marge de manœuvre : la *Stasi* a fini par être une force de surveillance et a perdu toute sa capacité d'intervention[262].

Les propositions de mesures qui sont faites dans ce rapport arrivent donc bien trop tardivement pour mettre fin à la dynamique de diffusion des samizdats politiques. Elles viennent aussi en contradiction avec une autre proposition de loi formulée quelques mois plus tôt et qui, de manière plutôt surprenante, considère qu'il faut légaliser la détention de matériel d'impression pour les groupes de base et les Églises, de sorte à mettre fin au flou existant dans les textes en vigueur depuis 1959[263]. Cette loi, proposée par la section XX de la *Stasi* intervient à la suite de la conférence de Vienne du 15 janvier 1989 sur la sécurité et la coopération en Europe. À cette occasion, la RDA a signé un nouvel accord engageant le gouvernement à respecter les libertés individuelles[264]. Ce texte n'entrera jamais en vigueur mais il prévoyait, entre autres choses, de formaliser les modalités d'attribution des appareils de reprographie au groupes politiques et aux institutions religieuses et d'organiser le contrôle de leurs publications par l'administration[265]. Ainsi, ce n'est qu'en 1989 que la *Stasi* a tenté de trouver les moyens de réguler cet espace public alternatif en l'encadrant davantage à l'aide de la loi. Mais une nouvelle fois, cette tentative de combler les marges de manœuvre est trop tardive et ne sera par ailleurs jamais appliquée.

---

[262] Kevin DAGNEAU, « La *Stasi* en RDA: méthodes de surveillance et de répression contre l'opposition politique », dans : Laurent COSTE (Dir.), *S'informer pour gouverner*, collection « Elites politiques et idéologies », Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2021, p. 225-242.
[263] MfS-HA XX/AKG, Nr. 799, BStU-Blatt 000128, 06.3.1989.
[264] République Fédérale Allemande, « Konferenz ueber Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa - abschliessendes Dokument des Wiener KSZE-Folgetreffens am 15. januar 1989 », Bulletin 10-89, 31.01.1989 : www.bundesregierung.de [consulté le 24/01/2024]
[265] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit, Op. Cit.*, p. 181.

Comme nous pouvons le constater, le développement des samizdats politiques en RDA repose en bonne partie sur l'existence de marges de manœuvre et de marges de tolérance qui ont été consenties par l'État et le législateur. Il faut dire que même s'il existe d'importantes divergences entre l'État et l'opposition politique, il existe surtout un accord essentiel fondamental autour de la nécessité du socialisme et du refus total du modèle et de la pensée capitaliste. On est donc dans une opposition réformiste, et non révolutionnaire. Cela se remarque par exemple à l'occasion des manifestations de grande envergure de 1989 au cours desquelles les revendications ne portent pas sur la chute du socialisme mais sur sa réforme, notamment concernant le respect des libertés individuelles. La confrontation n'est donc pas totale et c'est un élément important qui peut justifier, au moins en partie, la tolérance relative de l'État vis-à-vis des activités dissidentes dont il a connaissance.

En plus des marges de manœuvre endogènes, matérialisées par les interstices laissés par les textes de lois, par le statut d'exception des Églises évangéliques et donc – par combinaison des deux – par l'existence plus ou moins explicite d'une semi-clandestinité, il faut également tenir compte des facteurs exogènes qui, tout en exerçant une pression sur la RDA et son image, ouvrent dans le même temps quelques marges supplémentaires à l'opposition. Pour ne pas laisser apparaître ses transgressions des Traités internationaux et des conventions des droits de l'homme, la RDA doit à tout prix limiter les conflits sociaux. Les opposants politiques usant avec intelligence de leurs contacts médiatiques avec la RFA, il convient d'user de la répression de la manière la plus discrète possible. Pour cette raison, il y a une nécessité pour l'État de ne pas tout censurer. Il faut certes garder l'opposition sous contrôle, par l'intermédiaire des Églises par exemple ou bien en régulant ses possibilités de produire et de diffuser ses textes, mais il ne faut pas non plus mettre trop de lumière sur des auteurs qui seraient trop durement censurés. L'exemple de Wolf Biermann a par ailleurs démontré que la censure stricte des milieux culturels pouvait avoir des conséquences et pouvait entrainer des mobilisations qu'il est difficile d'éteindre.

Il y a donc un besoin de laisser passer des textes, soit pour donner l'impression que le régime est prêt à accorder quelques libertés, soit simplement pour préserver une certaine paix sociale. De ce point de vue, on peut dire que le samizdat est une soupape pour l'opposition politique : alors que tout est strictement réglementé, ils sont un espace d'expression qui semble échapper au contrôle de l'État. Mais dans la mesure où on sait que la *Stasi* avait largement infiltré les réseaux culturels clandestins et avait une assez bonne connaissance des activités culturelles et éditoriales parallèles, nous pouvons affirmer que ces marges de manœuvre sont

en fait des espaces de liberté consentis par l'État. Cela pousse par ailleurs Carola Hähnel-Mesnard à qualifier cette culture parallèle de « *Underground* téléguidé »[266]. On estime ainsi que la clandestinité est sous contrôle.

Pour toutes ces raisons, le phénomène de censure que nous observons en RDA ne peut être considéré de la même manière que la censure qui s'est opérée sous le IIIème Reich : bien qu'il y ait une régulation idéologique des publications, l'activité clandestine s'est tout de même opérée dans un espace relativement consenti par le pouvoir, dans une sorte de « zone grise » qui n'a jamais pu exister sous le régime national-socialiste. Il convient donc de distinguer assez clairement les phénomènes de censure de ces deux périodes fondamentalement différentes de l'histoire allemande.

Pour conclure sur le phénomène de censure, on peut dire que celui-ci s'organise en URSS et dans les pays du Pacte de Varsovie autour d'un système complexe, qui trouve son fondement dans la volonté d'installer et de stabiliser durablement une idéologie sur l'ensemble du territoire sous influence. Mais compte tenu de l'étendue de ce territoire et des multiples réalités culturelles, religieuses et politiques qui le composent, le système de censure a dû prendre différentes formes et donc connaitre de nombreuses variantes. Cela a, en fonction des régions, laissé la place à des marges de tolérance plus ou moins importantes qui sont essentiellement dues à une adaptation du système à un environnent politique local ainsi qu'à la volonté de préserver l'image des États socialistes. Ces marges sont également le fruit d'une urgence politique fluctuante qui a amené à certains moments des périodes de censure strictes et de répression importante, et à d'autre moments, des périodes de libéralisation et donc de marges de manœuvre plus importantes.

Si le système de censure ne peut pas être considéré comme uniforme sur l'ensemble du territoire au vu de la multiplicité des systèmes législatifs et administratifs qui ont été mis en place dans les différentes républiques de l'espace soviétique, quelques constantes se dégagent. D'abord, les opérations de censure sont mises en œuvre avec l'appui d'une administration forte, décentralisée, en lien permanent avec les organes politiques et composés de censeurs dont le niveau d'instruction et la fidélité aux lignes idéologiques du Parti permettent un contrôle efficace. Ensuite, il faut mentionner le fait que la censure s'opère dans la plupart des cas en amont des publications. La publication *a posteriori* n'est jamais exclue mais le système est en majeure partie orienté vers une censure préalable, soit par l'intermédiaire de la délivrance de

[266] Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA, Op. Cit.*, p. 19.

licences de publications pour restreindre le nombre d'éditeurs potentiels, soit par le processus de relecture des textes pour que les codes soient connus de tous et que les auteurs puissent peu à peu s'en accommoder. Enfin, nous constatons que deux modèles de censures s'appliquent dans l'espace soviétique : soit la censure est appliquée directement par l'administration centrale qui prend les décisions quant aux autorisations de parution des textes, de suppression ou de modifications de morceaux de textes, comme c'est le cas en URSS, soit les responsabilités sont presque entièrement confiées aux maisons d'édition et de presse qui sont chargées d'effectuer une régulation dès le début du processus d'édition. Ainsi, l'administration centrale a un rôle qui consiste à attribuer ou à retirer la compétence de censure aux éditeurs en leur octroyant ou en leur retirant les autorisations de publication ou les permis de détention de matériel de reprographie.

Mais comme dans tout espace qui a recours à la censure, cela a pour conséquence de générer d'autres créations, soit par une accommodation aux règles de la censure qui donne lieu à une autre façon d'écrire, soit par un contournement des règles pour créer un espace public alternatif dans lequel on défie la censure pour s'emparer de ses propres espaces de liberté. Le samizdat est l'une des traces de cette réaction à la censure. Il a été utilisé par les oppositions politiques dans la plupart des régions sous influence soviétique comme un second circuit littéraire, politique, artistique et journalistique. Et dans la mesure où les conditions de censure varient en fonction des régions, les samizdats sont eux aussi différents d'une région à l'autre. En fonction de la dureté de la censure ou encore de l'ampleur des marges de manœuvre laissées par les autorités, ils sont utilisés avec plus ou moins d'intensité, et prennent des formes différentes en fonction des influences, des réseaux, mais aussi des domaines d'intérêts de l'opposition.

Nous proposons à présent d'établir un panorama des samizdats ayant été édités dans différentes régions et États de l'espace soviétique. Cela permettra de dégager les premiers constats quant aux spécificités du samizdat est-allemand qui fera l'objet d'une étude plus complète dans la suite de ces travaux.

IV. Spécificités et ressemblances des samizdats littéraires et politiques dans les différents pays du bloc soviétique

Comme le souligne Robert Darnton, chaque période de censure importante a entraîné une certaine effervescence dans la création littéraire[267]. Les auteurs ont dû innover pour tenter

[267] Robert DARNTON, *De la censure : essai d'histoire comparée*, NRF essais, Gallimard, 2014, p. 296.

de faire paraître des textes, par tous les moyens. En Europe de l'Est, les périodes de censure ont été nombreuses et ne se résument pas exclusivement à l'existence de l'URSS. Avant la révolution russe déjà, des textes sont censurés et la pratique de l'autoédition commence à s'installer comme une réaction à la limitation de la liberté d'expression. Le phénomène reste tout de même rare et donne lieu à une création limitée et à un nombre restreint d'auteurs clandestins.

Après la révolution, l'ère bolchévique a été marquée par des expulsions massives d'auteurs et de penseurs au début des années 1920. Des courants littéraires tout entiers ont été persécutés, en particulier les représentants du mouvement poétique acméiste, dont l'un des membres, Nikolaï Goumilev, a été condamné au peloton d'exécution en 1921 pour « complot monarchiste »[268]. C'est, selon Dimitry Pospielovsky, ce qui a conduit à l'essor des écrits clandestins. Selon lui, le premier proto-samizdat est issu des encycliques du Patriarche Tikhon de Moscou, en réaction au refus de publication par les maisons d'édition gouvernementales[269].

Les Églises ayant été destituées de leur statut et de leurs droits à la suite de la révolution, elles ont aussi été dépossédées de leurs moyens d'impression et de leur droit d'édition des textes. Les personnalités religieuses ont donc eu recours à la clandestinité et à l'autoédition afin de continuer à éditer des textes. Cela s'est dans un premier temps fait sans vraiment disposer de matériel, les paroissiens tapant les textes à la machine à écrire et les diffusant dans les cercles restreints des cadres religieux. L'autoédition se résume alors à la production ou à la reproduction de textes religieux interdits et qui circulent de la main à la main, seulement au sein des paroisses.

Pour ce qui est de l'édition clandestine de textes littéraires, sur des formats qui se rapprochent des samizdats que nous étudions, les chercheurs peinent à se mettre d'accord sur les premières traces que l'on en trouve. Si Dimitry Pospielovsky estime que les premiers proto-samizdats littéraires ont fait leur apparition dans les années 1920 avec la circulation clandestine des poèmes de Mikhaïl Goumilev, de Ossip Mandelstam et de Maximilian Voloshin, Grigori Svirski estime quant à lui que le premier véritable essor des productions clandestines a eu lieu juste après la Seconde Guerre mondiale, dans l'URSS de Staline, au cours de l'une des périodes les plus répressives à laquelle la littérature n'échappe pas. Les premiers écrits de ce

[268] Dimitry POSPIELOVSKY, « From Gosizdat to Samizdat and Tamizdat », dans : *Canadian Slavonic Papers*, vol.20, N°1, Taylor & Francis 1978, p.46.
[269] *Ibid.*

type seraient recensés à Moscou, dans le milieu étudiant, alors que des poèmes dactylographiés et anonymes circulent de la main à la main dans les universités[270].

Dans les deux cas, nous pouvons constater que les premières circulations de textes clandestins se font principalement autour de textes littéraires, soit provenant d'auteurs interdits par la censure, qu'on ne voulait pas laisser tomber dans l'oubli, soit produits directement par des individus préférant rester anonymes par peur de la répression et favorisant les circuits clandestins plutôt que de tenter de se soumettre à la censure de l'État. À ce stade, il ne s'agit pas encore de revendiquer la production de ses textes, et encore moins des textes critiques, tant la répression est forte et la manœuvre risquée. Les textes politiques arriveront donc plus tard, notamment sous forme de samizdats.

Comme nous l'avons vu auparavant, l'utilisation du terme « samizdat » est plus tardive pour désigner les écrits clandestins. Elle fait référence, comme le rappelle Ann Komaromi, à un système de production et de publications « underground » de textes dans l'URSS post-stalinienne[271]. Le samizdat ne se définit en outre pas seulement par la pratique clandestine de l'édition, c'est aussi un objet esthétique qui s'est imposé comme tel, en particulier sur la scène littéraire. Compte tenu de cet élément, il serait anachronique de désigner les productions clandestines pré-révolutionnaires et de l'URSS de Lénine comme des « samizdats », précisément car tous les critères qui permettent de faire de ces productions écrites des samizdats ne pouvaient pas être réunis, notamment en raison du manque de moyens ne permettant pas de produire des objets littéraires esthétiques.

Le premier à utiliser le terme « Samizdat » est Nikolai Glaskov, qui publie lui-même ses recueils de poèmes au début des années 1950. Ce n'est qu'à partir de ce moment que ce terme peut réellement être utilisé pour désigner des productions écrites clandestines, bien que le procédé en lui-même existe depuis bien des années dans l'espace soviétique. Les chercheurs ont dégagé trois périodes qui segmentent la production des samizdats au sein de l'Union soviétique. La première a été qualifiée de période « pré-Gutenberg » par Anna Akhmatova[272]. Elle s'étend de 1952, et donc du premier samizdat édité par Nikolai Glaskov, au début des années 1960. Cette dénomination a été choisie en raison des moyens limités avec lesquels les samizdats sont édités. Les techniques sont alors artisanales et il n'y a que peu de matériel d'impression moderne qui est utilisé.

---

[270] Grigori SVIRSKI, *Écrivains de la liberté. La résistance littéraire en Union soviétique depuis la guerre*, Paris, Gallimard, 1981, p. 32.
[271] Ann KOMAROMI, « The material existence of Soviet Samizdat », dans : *Slavic Review*, Vol. 63, n°3, Cambridge University Press, 2004, p. 597.
[272] *Ibid.*, p. 598.

Ann Komaromi reprend ensuite la classification effectuée dans le catalogue *Materialy samizdata* du fonds d'archives *Arkhiv Samizdata* pour définir la période qui s'étend du début des années 1960 à 1987 comme étant celle des samizdats « classiques »[273]. Il s'agit d'une période au cours de laquelle le samizdat s'est popularisé comme un outil de l'opposition politique et qui correspond à une utilisation croissante de ce support. Les conditions matérielles sont alors meilleures que ce qui peut être observé pendant la période post-stalinienne et cette activité se fait dans un contexte de répression constante malgré des intentions affichées d'ouverture de marges de libertés. C'est en cela que cette période se différencie de la dernière qui correspond à la phase de libéralisation de la vie politique par Gorbatchev. Au cours des dernières années d'existence de l'URSS, l'opposition évolue dans des conditions moins contraintes, avec des marges de manœuvre plus importantes. De ce fait, l'urgence des publications clandestines est moins prégnante puisque l'accès aux textes est moins difficile et la répression moins forte.

Dans la mesure où le samizdat n'a eu une existence continue et conséquente qu'en URSS, le panorama des samizdats édités dans l'ensemble du bloc soviétique que nous nous proposons de faire nous permettra de vérifier si ce découpage temporel est applicable aux contextes de tous les pays ou si cela ne vaut que pour l'URSS. Même si la doctrine de censure et de répression qui s'applique dans les États du bloc est celle dictée par le Parti communiste de l'Union soviétique, nous avons vu à l'exemple de l'application de la censure par la loi qu'il existait de nombreuses spécificités locales. De ce fait, ce travail de synthèse permettra de vérifier quelles sont les spécificités qui s'appliquent à la production des samizdats.

Nous avons eu l'occasion de le dire, le bloc soviétique n'est pas un bloc culturel uniforme. Il est composé d'une multitude d'ethnies dont la culture et la langue diffèrent d'une région à une autre. Les samizdats portent aussi les marquent de cette diversité. Ainsi, on trouve des textes dans de nombreuses langues, faisant appel à divers alphabets. Toutefois, il faut noter qu'un point commun entre toutes les régions et les pays sous influence soviétique réside dans l'apprentissage et donc la bonne compréhension de la langue russe sur l'ensemble du territoire. C'est un élément important car cela permet à la langue de ne pas être un frein à la création d'un réseau des idées, des textes et des personnes au sein d'un espace aussi vaste que le bloc soviétique. Au contraire, grâce à cet outil commun, les textes ont pu être échangés – si besoin traduits pour faciliter la compréhension du plus grand nombre –, et diffusés dans l'ensemble du bloc. C'est le point de départ de l'expansion du samizdat comme un outil commun des

[273] *Ibid.*

oppositions. L'exemple qui illustre le mieux cette circulation des textes est la large diffusion de l'*Archipel du Goulag* de Soljenitsyne en version originale, puis traduite dans de nombreuses langues.

Dans l'ensemble du bloc soviétique, l'activité auto-éditoriale s'inscrit dans un contexte politique fluctuant mais qui a avant tout dépendu des lignes idéologiques dictées par le Parti communiste de l'Union soviétique. Pendant la phase de déstalinisation, les changements politiques ont été nombreux dans tous les États du bloc. Cela se matérialise notamment par la réforme du centralisme étatique qui prend progressivement la forme d'une restructuration progressive vers un polycentrisme. Bien que l'unité de l'État soit toujours en vigueur, on commence à parler de « pays satellites ». Cela signifie que ces pays commencent progressivement à avoir une part d'indépendance politique, certes mince, grâce à la légère libéralisation insufflée par Brejnev. Chaque pays prend des voix assez différentes[274] :

- En Hongrie, la répression de la révolution de 1956 laisse une population assez amère et toujours assez politisée. Mais Janosz Kadar a mis en place une stratégie de dépolitisation de la population et d'économie plus flexible. György Dalos appelle cette nonchalance autoritaire « l'Archipel du Gulasch » en référence ironique à *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne.
- Dans la République populaire de Pologne, on choisit de se délibéraliser, par l'intermédiaire du régime de Wladyslaw Gomulka à partir d'octobre 1956. Mais en Pologne, il faut gouverner avec l'Église catholique comme contre-pouvoir. Le triptyque est complété par une opposition à dominante ouvrière.
- En Tchécoslovaquie, on met plus de temps à s'éloigner du stalinisme. C'est en 1968, à travers Alexander Dubček que l'espoir d'une libéralisation apparaît. Mais suite à l'intervention des chars du Pacte de Varsovie dans les rues de Prague, s'en suivent deux décennies de forte répression et de persécution.
- En RDA, le positionnement politique est plus compliqué car il ne se fait jamais de manière indépendante pour le peuple est-allemand. Dans la mesure où cet État a un statut particulier puisqu'il n'est dans un premier temps pas reconnu par les instances internationales et qu'il se trouve à la frontière entre les deux blocs, les influences sont nombreuses. Elles se font soit de force par le biais de l'application rigoureuse de l'idéologie soviétique, soit elles viennent de la RFA. L'État communiste s'y est construit dans un climat de méfiance venu des autres pays du bloc et s'est stabilisé à travers le

[274] Wolfgang Eichwede, « Archipel Samizdat », *Op. Cit.*, p. 12.

symbole controversé du Mur de Berlin. Afin de garantir cette stabilité, la *Stasi* s'est efforcée de perfectionner ses méthodes de surveillance sans jamais réussir à étouffer l'opposition et les Églises. Les relations avec la RFA ont bien plus occupé les autorités est-allemandes et ne lui ont pas permis de se concentrer sur une politique intérieure de paix.

Ces différentes manières d'appréhender les changements politiques menés dans les plus hautes instances du Parti communiste de l'Union soviétique sont les marques de la marge de manœuvre politique dont bénéficient les États qui composent le bloc soviétique. En conséquence, et comme l'analyse des textes de lois nous l'a confirmé précédemment, l'application de la doctrine du Parti varie. La censure et la répression étant plus ou moins fortes dans chaque État, l'opposition a également des réactions différentes ainsi qu'une nécessité plus ou moins importante de se structurer et de se développer. Même si le samizdat ne dit pas tout de l'action politique des oppositions, il reste une preuve matérielle et quantifiable de leur structuration et de leur activité.

Aujourd'hui, les traces de cette activité sont nombreuses dans la mesure où plusieurs projets d'envergure ont été menés pour recenser les samizdats édités en Union soviétique.

Même s'il est difficile d'imaginer qu'une collection complète des samizdats puisse exister étant donné la difficulté que représente la collecte de documents ayant circulé clandestinement, les divers recensements en archives permettent de s'approcher au mieux d'une reconstitution d'un répertoire des samizdats. Pour l'heure, bien que ces projets restent complémentaires, il n'existe pas de mise en commun permettant de recenser tous les documents du bloc soviétique sur un même outil.

Le centre d'archives qui en recense le plus est centré sur le territoire de l'URSS, il s'agit de *Archiv Samizdata*, un fonds financé en partie par le congrès américain et qui a bénéficié d'un important travail de collecte de documents effectué par *Radio Liberty* à Munich. Ce travail a commencé au cours des années 1970, à un moment où les samizdats se sont fait connaître à l'Ouest comme un outil de protestation contre le régime communiste. Malgré l'ampleur de la collection, il est difficile de croire qu'elle contient la totalité des samizdats édités en URSS. Au cours des premières années de collecte, les chercheurs estimaient qu'ils disposaient d'environ 50% des samizdats[275]. Il est aujourd'hui difficile de faire une estimation plus proche de la réalité mais il semble impossible de pouvoir atteindre 100%, dans la mesure où de nombreux documents ont été détruits ou bien ont été perdus car produits dans des quantités trop peu

[275] Ferdinand Joseph Maria FELDBRUGGE, *Samizdat and Political Dissent in the Soviet Union*, Leyden, A. W. Sijthoff, 1975, p. 14.

importantes. Quoi qu'il en soit, le fonds recense 6 607 publications samizdats, dont des ouvrages littéraires, des revues périodiques et des publications religieuses.

Un autre fonds d'archives important se situe à Brême, dans la *Forschungsstelle Osteuropa.* Parmi les nombreuses collections qu'elle héberge, l'une d'elles est consacrée aux samizdats et périodiques édités en URSS entre le début des années 1950 et la fin des années 1980. Dans un répertoire de 6000 titres comprenant des journaux, des revues ou encore des périodiques régionaux, on peut consulter 40 samizdats et 800 périodiques « inofficiels » édités entre 1987 et 1991. Une autre section est consacrée aux publications irrégulières polonaises, avec 1200 titres composés de journaux ou de revues édités dans des universités ou encore par des organisations politiques. Là encore, les parutions qui sont des samizdats ou qui s'y apparentent ont une section dédiée, avec plus de 2500 titres qui sont issus du « second circuit de publication » polonais entre 1976 et 1990. *A priori*, les documents qui concernent la République socialiste Tchécoslovaque, la République populaire de Hongrie et la République démocratique allemande sont plus marginaux. On y trouve tout de même une dizaine de samizdats politiques est-allemands parus entre 1987 et 1989, 130 titres de samizdats tchécoslovaques édités entre 1971 et 1989 et 125 titres de samizdats hongrois, dont une grande majorité de monographies littéraires.

De nombreux fonds d'archives conservent également des collections de samizdats à l'échelle nationale. On trouve au moins un fonds par État de l'ancien Pacte de Varsovie. Un recensement important de la littérature clandestine polonaise est conservé par la Bibliothèque nationale polonaise [*Biblioteka Narodowa*] à Varsovie[276]. Il comprend plus de 6000 livres et 4000 titres de revues. Cette collection est composée d'ouvrages de littérature classique ou contemporaine et de poésie, mais aussi d'hebdomadaires qui s'adressent à différents corps professionnels (ouvriers de l'industrie, agriculteurs…). On y trouve également des livres pour enfants et des bandes dessinées.

Pour ce qui est des écrits clandestins tchécoslovaques, ils sont conservés à la bibliothèque *Libri prohibiti* de Prague. On y recense aussi bien des samizdats que des publications issues de l'exil des opposants. À l'origine, cette bibliothèque, fondé en 1990 et disposant d'un statut associatif, est une initiative financée par la fondation tchécoslovaque de la Charte 77. Elle a également bénéficié de l'investissement de personnalités politiques majeures telles que Vaclav Havel. Sa collection de samizdats est importante puisqu'elle compte 19 000 samizdats littéraires et 450 samizdats politiques périodiques parmi lesquelles des revues

[276] Catalogue consultable en ligne sur : www.bn.org.pl [dernière consultation le 20/08/2024].

étudiantes[277]. Il faut noter que la collection des samizdats a été inscrite au patrimoine mondial Mémoire du monde en 2013.

Enfin, pour trouver un fonds qui recense les samizdats hongrois, il faut se rendre à la bibliothèque nationale Széchényi [*Országos Széchényi Könyvtár*] DE Budapest ; On y trouve 185 livres et périodique issus de l'autoédition dissidente.

En plus de ces nombreux fonds d'archives qui jouent un rôle majeur pour permettre aux historiens de s'intéresser au phénomène de l'autoédition, nous nous attarderons sur quelques projets de recherche d'envergure qui ont permis d'avoir une vue d'ensemble sur la collection des samizdats, notamment sur un plan quantitatif. Nous verrons en revanche que ces projets ont souvent eu pour caractéristique de ne pas couvrir l'ensemble du bloc et ont ainsi régulièrement laissé de côté les samizdats édités dans les États du Pacte de Varsovie, et donc en RDA.

De la même manière que nous l'avons fait précédemment, l'enjeu est ici de ne pas traiter l'espace soviétique comme une entité uniforme. Si le samizdat a existé dans la grande majorité des républiques fédérées de l'URSS ainsi que dans les États membres du Pacte de Varsovie, il n'a pas existé partout de la même manière, sous la même forme et dans les mêmes quantités. Là non plus, une étude exhaustive ne pourrait être menée dans le cadre de ces travaux. C'est pourquoi nous proposons dans un second temps de passer en revue les principales caractéristiques des samizdats ayant été édités en nous limitant aux espaces politiques auxquels nous nous sommes intéressés au moment d'étudier les cadres constitutionnels et légaux qui encadrent l'exercice de la censure. L'un des objectifs, en plus de celui qui consiste à donner des éléments de comparaison avec ce que nous observerons au sujet du samizdat est-allemand, sera de vérifier si nous pouvons établir une corrélation entre sévérité de la censure et production des samizdats.

Nous nous intéresserons d'abord aux samizdats édités en URSS. Nous nous attarderons également sur le cas de l'un des espaces politiques importants de l'URSS, les pays baltes, pour donner un aperçu des spécificités pouvant caractériser des samizdats édités au sein des républiques fédérées de l'URSS. Enfin, pour ce qui est des pays du Pacte de Varsovie, nous prendrons les exemples de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Ce panorama nous permettra enfin de déterminer les points de ressemblances, d'influences ou de divergences avec le samizdat est-allemand.

[277] Une partie de la collection est consultable en ligne sur : https://www.libpro.cz/fr/magazines-detudiants-des-annees-60-du-20e-siecle-fac-simile-de-documents-jaroslav-pazout-ed/ [dernière consultation le 21/08/2024].

A. Les samizdats en URSS

1. Quantification des samizdats édités en URSS

Le phénomène des samizdats a été le plus prolifique au sein de l'Union soviétique et de ses Républiques fédérées. Grâce aux fonds d'archives, et notamment grâce aux données du fonds *Arkhiv Samizdata*, il est possible de disposer d'un aperçu de l'ampleur de la production des samizdats sur le territoire. Une étude quantitative a été menée par le chercheur coréen Hyung-Min Joo[278]. Elle est désormais ancienne puisqu'elle date de 2004 et mériterait donc être mise à jour, avec des données actualisées à l'aide de nouveaux recensements que permettent les bases de données numériques. Toutefois, elle est un point de départ intéressant qui permet de donner un aperçu du paysage des samizdats en URSS.

Hyung-Mi Joo fait état de 6607 publications entre la fin des années 1960 et 1990. La plupart d'entre elles (5490) a été publiée avant l'arrivée de Gorbatchev en 1985. Elles sont réparties en quatre catégories : les revues littéraires, les revues politiques, les nationalistes et les religieuses. Il convient d'emblée de préciser que la première catégorie citée exclue les samizdats littéraires qui sont des reproductions d'œuvres d'auteurs interdits. Cela réduit donc drastiquement le nombre de publications recensées dans cette catégorie tant les samizdats littéraires ont circulé en grand nombre au sein de l'Union soviétique. Nous verrons plus tard qu'elles sont en fait assez largement majoritaires dans la plupart des pays du bloc. En ne comptant donc que les poèmes, les nouvelles, les biographies et les textes de critiques littéraires, seules 73 revues littéraires ont été recensées dans ce fonds, soit 1,4% de la collection[279].

Les revues nationalistes sont plus nombreuses et constituent 17% de la collection, soit 933 publications. Les groupes nationalistes les plus représentés sont les juifs, les ukrainiens et les tatars de Crimée. À noter également que de nombreuses autres communautés ont été impliquées dans des publications samizdats, mais dans des proportions moins importantes. Citons par exemple les groupes arméniens, des pays baltes ou encore de Géorgie. Dans ces régions de l'URSS, d'autres samizdats sont édités mais ils ne sont pas considérés comme des revues nationalistes.

La troisième catégorie, les samizdats religieux, représente 20% de la collection, soit 1047 publications. Les communautés religieuses les plus actives sont d'abord les baptistes, puis les orthodoxes, les pentecôtistes et les catholiques. Comme on peut le constater, les

[278] HYUNG-MIN Joo, « Voices of freedom : Samizdat », dans : *Europe-Asia Studies*, Vol. 56, Nr. 4, Taylor & Francis, 2004, p. 571-594.
[279] *Ibid.*, p. 573.

mouvements chrétiens, et en particulier les mouvements évangélistes, sont les plus représentés. D'autres mouvements religieux ont également eu recours à des samizdats, mais de manière plus marginale. C'est notamment le cas des bouddhistes. En revanche, de manière plus surprenante compte tenu de la présence importante de leur communauté religieuse sur le territoire, on ne recense pas de revues éditées par des groupes musulmans.

Enfin, la catégorie qui est de loin la plus représentée est celle des samizdats politiques avec 3284 publications. Parmi ces revues, on compte essentiellement des appels, des commentaires politiques d'opposants ou de groupes d'opposition, des pétitions ou encore des lettres ouvertes appelant à la libération de prisonniers politiques. Des sujets d'actualité internationale sont également abordés, mais de façon moins significative, ou plutôt plus ponctuelle, lorsque des événements ont agité l'actualité, comme le printemps de Prague par exemple. À noter également quelques publications féministes (13).

Si on s'intéresse à présent à l'évolution du nombre de publications au cours de la période étudiée[280], il faut relever plusieurs éléments marquants : d'abord, le premier pic de production des samizdats peut être observé en 1968 (201 publications), à un moment où l'actualité politique est concentrée sur les revendications du Printemps de Prague. Le samizdat répond alors à une demande croissante de prendre en main sa propre liberté d'expression. Mais à ce stade, il s'agit surtout de permettre aux textes et aux idées de circuler plus librement puisque les premiers samizdats sont alors majoritairement littéraires. Cela s'inscrit donc dans la tradition du samizdat du début des années 1950. Ensuite, même si la tendance reste à l'augmentation constante du nombre de publications, on observe une stagnation jusqu'en 1974. On peut trouver une corrélation entre cette stagnation et la montée en puissance de la répression au cours des années qui ont suivi le printemps de Prague. En revanche, un pic encore plus important est observé en 1974 (482 publications, puis 400 en 1975), dans le sillage de la publication de *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne en 1974, puis du prix Nobel de la paix décerné à Andreï Sakharov. Dans les années qui suivent, comme à chaque période de renforcement de la censure et de la répression politique, la production de samizdats marque un certain recul bien que la quantité reste supérieure à ce qui peut être observé avant la période charnière du milieu des années 1970.

Il convient en outre de préciser que, comme nous le verrons pour ce qui est de la RDA, les chiffres qui rendent compte de la quantité de samizdats produits à un moment donné ne reflètent pas la quantité des samizdats qui ont circulé tout au long de la période. Il n'est ici

[280] *Ibid.*, p. 575.

question que de la production, et donc de la date de publication des revues. Celles-ci ont ensuite circulé de manière continue au sein des cercles de l'opposition.

Pour résumer, on peut dire que la production des samizdats en URSS a été rythmée d'une part par l'actualité politique du bloc soviétique, et d'autre part par l'intensité plus ou moins importante de la répression contre les activités oppositionnelles. En URSS, la censure n'est donc pas un catalyseur du samizdat. Même si ce dernier reste, par essence, une réaction à la restriction de la liberté d'expression, il subit, à l'image de l'opposition dans son ensemble les coups portés par les organes de répression. Il faut dire que c'est en URSS que la répression a été la plus forte, à divers moments au cours du XXème siècle, et que cela a constamment ralenti l'activité des oppositions politiques. Pour autant, le samizdat a perduré comme un outil d'expression important pour l'opposition politique et n'a pas disparu malgré la répression. Au contraire, il n'a eu de cesse de se diffuser et de se propager dans l'ensemble du bloc comme un modèle d'expression libre.

Un autre projet, plus récent (2015), a consisté à construire une base de données numérique pour recenser des samizdats. Il est porté par Ann Komaromi et l'Université de Toronto. Dans le cadre d'une coopération avec la *Forschungsstelle Osteuropa* de Brême, l'organisation non gouvernementale *Memorial Society*, *The Open Society Archiv*, d'un financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, de la Victoria University à Toronto et de l'Université d'Oxford et de la contribution de chercheurs issus de douze universités américaines, allemandes, italiennes, françaises et israéliennes, le projet *Study of Dissidence and Samizdat* permet le recensement de samizdats édités dans plusieurs républiques fédérées de l'URSS[281]. Sur une carte interactive, il est ainsi possible de trouver des publications éditées en Arménie, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Lettonie, Lituanie, Russie, Ukraine et Ouzbékistan. La plupart d'entre elles a été numérisée, ce qui permet une consultation en ligne de dizaines de périodiques.

Ce format de base de données est particulièrement intéressant car il permet l'implication de nombreux contributeurs et donc la possibilité d'une mise à jour constante. Ce travail a un intérêt particulier pour nos travaux, bien qu'il ne s'étende pas à l'ensemble de l'espace politique étudié. Il indique en effet que des publications ont existé dans l'ensemble du bloc, parfois même dans des zones rurales et reculées du territoire russe. Il permet également de se rendre compte de la ressemblance, au moins matérielle, des samizdats de l'URSS avec ceux que nous avons

[281] Ann KOMAROMI (Dir.), « Project for the Study of Dissidence and Samizdat », Toronto, University of Toronto Libraries, 2015 : samizdatcollections.library.utoronto.ca [dernière consultation le 30/10/2024].

pu observer dans des centres d'archives et qui ont été édités en Pologne, en Tchécoslovaquie ou encore en RDA.

2. Le samizdat russe, un modèle pour l'opposition du bloc

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, la pratique du samizdat est arrivée en URSS avant la Seconde Guerre mondiale mais n'a vraiment été un outil d'expression de l'opposition connu sous le nom de « samizdat » qu'à partir du début des années 1950. Mais dans un premier temps, il ne s'agit pas vraiment d'une plate-forme d'expression directe de l'opposition. C'est avant tout un moyen de diffuser des textes interdits qui ne circulent donc plus grâce aux canaux officiels. Le samizdat n'est alors pas un vecteur de production de textes, seule la diffusion est un enjeu. Par ailleurs, si les samizdats les plus connus sont liés à la reproduction de grandes œuvres littéraires, la pratique a aussi concerné de la littérature moins élitiste, comme des nouvelles, des romans policiers ou encore des textes érotiques[282].

Les premiers textes diffusés sont des poèmes, principalement écrits avant la révolution, ou juste après. On trouve aussi des revues poétiques contemporaines, puis des traductions de romans étrangers interdits, de la prose soviétique qui ne peut pas être publiée en URSS, des mémoires[283] d'anciens déportés[284]. Les textes plus politiques viennent le plus souvent de l'étranger. Les romans sont souvent publiés en Tamizdats et sont donc publiés à l'étranger puis reproduits ou photographiés pour diffusion sur le sol de l'URSS. C'est le cas d'œuvres non autorisées en URSS car elles ne correspondent pas, ni en termes esthétiques ni en termes de thématiques abordées, aux critères soviétiques. Certaines peuvent même être considérées comme prônant un contre-modèle soviétique. Cela concerne des auteurs comme Franz Kafka, Albert Camus, Ernest Hemingway ou encore Thomas Mann et Friedrich Nietzsche. Au cours des années 1960, le samizdat se développe plus rapidement et se diffuse de manière efficace dans les cercles de l'opposition. Il devient le vecteur d'un nouvel espace de culture dans la mesure où il offre une possibilité de développer de nouveaux espaces de libertés : il permet la lecture de genres littéraires interdits ou même la lecture de textes religieux qui ne sont pas non plus autorisés ; il donne accès à des récits historiques passés sous silence par le régime.

[282] Josephine von ZITZEWITZ, *The Culture of Samizdat. Literature and Underground Networks in the late Soviet Union*, Londres, Bloomsbury Academic, 2021, p. 30.
[283] Luba Jurgenson, « Les témoins du Goulag dans le samizdat et le tamizdat », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat*, *Op. Cit*, p. 47-59.
[284] La littérature des camps est interdite à partir de 1962.

Le phénomène se propage en premier lieu dans les villes, et notamment dans les villes universitaires. La pratique est donc avant tout liée à une élite intellectuelle. Les œuvres ciblées étant avant tout des œuvres littéraires, le samizdat s'adresse à un public averti, qui a conscience de la valeur intellectuelle et idéologique de l'ouvrage qu'il a entre les mains.

Le samizdat politique prend quant à lui de l'ampleur un peu plus tard, principalement à la fin des années 1960. Il se développe dans un contexte politique lourd, qui commence dès le début des années 1960, avec la politique de durcissement idéologique initiée en 1962 par Nikita Khrouchtchev, après les années de déstalinisation marquées par une libération de la parole et le retour de quelques espaces de libertés. Khrouchtchev marque un coup d'arrêt important à ces libertés, et en particulier dans les domaines artistiques pour lesquels il promeut un retour de la doctrine stalinienne. Entre lui et l'Intelligentsia, un bras de fer s'amorce pour revoir les conditions de la pratique artistique, et donc organiser un retour d'une censure plus dure. Preuve de ce durcissement, le poète Joseph Brotzky est victime de la répression et est arrêté pour « parasitisme ». Son arrestation est en fait liée à la diffusion de ses poèmes qui ne circulent que sous forme de samizdat. Cet exemple fait donc peser une menace importante sur les auteurs de samizdats qui sont dans le collimateur des autorités.

Le retour aux pratiques staliniennes s'intensifie avec l'arrivée au pouvoir de Léonid Brejnev en 1964. La circulation des textes est une préoccupation des organes de pouvoir et de nombreuses personnes sont arrêtées pour ce motif. Au sein de l'opposition, la répression a tendance à freiner les initiatives mais les actes de protestation contre ces arrestations et pour l'organisation de procès publics ne faiblissent pas. Ces procès ont lieu entre le début de l'année 1966 et janvier 1968. Là encore, le samizdat est un outil de communication précieux sur le déroulement du procès. Alexandre Guinzbourg a ainsi édité un livre blanc sur les protestations autour du procès des poètes et écrivains Andreï Siniavski et Iouli Daniel, des fondateurs du samizdat *Phénix-66* Pavel Litvinov et Georgui Galanskov et d'Alexandre Martchenko, auteur du premier livre sur les camps de la période khrouchtchévienne, lui aussi diffusé en samizdat[285]. Pour cet ouvrage, Alexandre Guinzbourg est lui aussi arrêté et est jugé en même temps que ces auteurs dissidents. Le jugement a lieu au début de l'année 1968, en même temps que commencent les protestations de grande ampleur à Prague. Dans l'ensemble du bloc soviétique, l'opposition se bat donc pour la liberté d'expression ainsi que pour la liberté des artistes et des auteurs.

[285] Nicolas WERTH, « Les mutations sociales de l'ère de stagnation », dans : *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev (1953-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 78-92.

C'est dans ce contexte que paraît pour la première fois le samizdat politique qui aura le plus grand retentissement en URSS mais aussi dans l'ensemble du bloc. Il s'agit d'une revue périodique intitulée *Chronique des événements en cours* [*Khronika tekouchtchikh sobytiï*], spécialisée sur la question des droits de l'homme et dont le premier numéro paraît le 30 avril 1968[286]. À l'origine, la revue paraît à l'occasion de « l'année des droits de l'homme » décrétée par l'ONU. Mais elle va réussir à s'installer dans le temps avec la parution de 64 numéros jusqu'en juin 1982, et ce malgré les multiples attaques de la censure et de la répression[287].

La ligne éditoriale de la *Chronique* est claire : son objectif est de mettre en évidence toutes les violations des droits de l'homme commises par le régime. Pour cela, elle s'intéresse aux procès politiques ou à tout autre fait de répression. Pour les signaler, elle choisit de ne publier que des éléments qu'elle considère comme étant factuels, et donc des documents officiels, des coupures de presse, des témoignages… Ils sont intégrés dans la revue de manière brute, sans le moindre commentaire politique. Il ne s'agit que de décrire les faits rapportés à partir des informations reçues et des documents collectés. On incite ainsi le lecteur à se faire son propre avis, seulement à partir de documents et non d'une argumentation qui pourrait s'apparenter à de la propagande politique. Les informations sont remontées par un réseau de lecteurs et de contributeurs qui transmettent leurs informations aux rédacteurs. Cette méthode demande une rigueur importante, notamment pour ce qui concerne la fiabilité des sources. C'est un travail que la rédaction s'efforce de faire de manière systématique, ce qui implique des rectifications d'un numéro à l'autre ou des *errata* à apporter en cas d'erreur dans le numéro précédent.

Au fil des années, les publications s'intéressent à un espace géographique plus large. L'URSS s'étend sur un vaste territoire et il n'est pas chose facile de se procurer des informations sur l'ensemble du territoire. Alors, grâce aux contacts qui se nouent petit à petit avec des opposants et des groupes issus des républiques fédérées de l'URSS, la *Chronique* peut progressivement couvrir l'actualité des violations des droits de l'homme en Ukraine, en Crimée ou encore dans les pays baltes. Par ces intermédiaires, le groupe élargit son réseau d'influence et sa notoriété, ce qui lui permet aussi d'augmenter le nombre de ses contributeurs. C'est un atout conséquent dans ce contexte de répression et c'est aussi certainement ce qui explique la longévité de la revue malgré cela. En effet, même si des contributeurs sont arrêtés, ils sont

[286] Cécile VAISSIÉ, « La Chronique des événements en cours. Une revue de la dissidence dans l'URSS brejnévienne », dans : *Vingtième siècle. Revue d'histoire,* n°63, 1999, p. 108.
[287] Cécile VAISSIÉ, « Les revues samizdat sur les droits humains en URSS : des cuisines moscovites aux conférences internationales », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat, Op. Cit.*, p. 37.

remplacés par d'autres. L'activité éditoriale n'est donc pas remise en question et peut se poursuivre.

Le sujet de la défense des droits de l'homme est un sujet relativement technique, qui demande quelques connaissances en matière de droit, *a fortiori* lorsqu'on veut contribuer à une revue aussi rigoureuse que la *Chronique*. Pourtant, les auteurs de samizdats ne sont en rien des juristes. Ce sont dans la plupart des cas des gens de plume, mais avant tout des poètes ou au moins des littéraires. Mais au fil des publications et des faits de répression à dénoncer, ils se forment, apprennent des notions de droit et font de leur revue une base de connaissance collective pour l'opposition. Les samizdats peuvent ainsi devenir des manuels de référence en matière de défense des droits, ils sont du matériau nécessaire à la construction d'une base de réflexion qui permet de contre-argumenter et de revendiquer.

La *Chronique* devient rapidement une référence en matière de revue clandestine sur les droits de l'homme. De nombreux autres groupes s'en inspirent pour en éditer également, avec la même approche. Mais elles sont plus tardives et elles ont du mal à s'installer dans la durée. Une nouvelle fois, la censure et la répression sont si fortes que les groupes se retrouvent vite affaiblis ou simplement découragés. On en trouve à partir de la seconde moitié des années 1970, avec des revues d'information elles aussi très axées sur la défense des droits de l'homme et la dénonciation de tous les faits de répression. On peut par exemple citer la revue de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs entre 1978 et 1982, ou encore *V* à partir de 1980 et *Vestnik pravozachtchitnogo dvigénia* [Le messager du mouvement de défense des droits] entre 1983 et 1985.

La *Chronique* est également copiée à l'étranger, en dehors du bloc, comme par exemple aux États-Unis avec la revue *Chronicle of the Defense of Rights in the USSR* [Chronique de la défense des droits en URSS] en 1973 à New York, avec une tentative de reproduire à l'identique le style et l'esthétique des revues clandestines[288]. Cela signifie donc qu'elle circule aussi à l'Ouest. C'est précisément ce que s'emploie à faire *Radio Liberty* en RFA qui collecte les samizdats édités en Union soviétique. Par ce travail, le groupe de journalistes indépendants permet aux médias de l'Ouest de se procurer des informations qui ne fuitent pas facilement depuis l'URSS. Il fait aussi circuler les samizdats à l'Ouest, et donc notamment en RFA. Par l'intermédiaire du réseau des opposants, les écrits clandestins peuvent repasser à l'Est et donc circuler dans les mains d'opposants est-allemands par exemple. C'est en partie de cette manière

[288] Ann KOMAROMI, « The Material existence of Soviet Samizdat », *Op. Cit.*, p. 600.

que le samizdat russe s'est diffusé dans différents réseaux et qu'il est devenu un modèle pour de nombreux groupes d'opposition du bloc soviétique.

Pour conclure sur le samizdat russe, on peut dire qu'il est celui qui recouvre le plus vaste champ thématique : il va sur tous les terrains qui sont contraints par le régime. Il participe à la création d'une deuxième culture, en premier lieu dans les cercles intellectuels, puis dans des espaces plus politiques et surtout plus vastes que les cercles de l'opposition russe.

Il se développe dans l'environnement le plus hostile que nous pourrons observer dans l'ensemble du bloc, même si la répression et la censure se sont exercées partout. Cela n'a pas empêché de voir les samizdats être produits et diffusés en grand nombre et sur de nombreux sujets. Ainsi, l'influence du samizdat russe a été particulièrement importante pour toutes les oppositions politiques du bloc. Il a été une inspiration pour diverses raisons : d'abord parce que les samizdats russes sont les premiers à avoir circulé. Ils ont ainsi montré la voie et prouvé qu'une alternative à la politique culturelle imposée par le régime pouvait exister. C'est aussi un exemple qui démontre qu'il est possible de défier les autorités soviétiques pour défendre et s'emparer soi-même des espaces de libertés qui ont été restreints. L'opposition russe prouve en effet que même la censure la plus dure peut être contournée et mise en difficulté par des réseaux clandestins bien organisés. Cela peut ne pas être sans conséquence – rappelons que la détention de textes n'ayant pas été visés par la censure est passible de lourdes peines de prison – mais en vertu de son approche de la question des droits individuels qui peut être qualifiée de libérale, l'opposition a érigé la défense des droits de l'homme comme étant le motif de combat le plus important. Partant de ce principe, c'est une cause qui vaut la peine de prendre des risques. Nous retrouvons aussi cette vision dans les autres pays du bloc, car cela semble bien être une valeur partagée par toutes les oppositions politiques constituées.

C'est aussi un modèle sur le plan éditorial. La méthode utilisée démontre une volonté de l'opposition de s'attacher à rétablir de la factualité dans un espace marqué par la désinformation et la propagande politique. C'est un enjeu pour l'opposition dans tous les pays du bloc et au vu de la notoriété de la *Chronique*, il semble que cette méthode soit percutante et efficace. Elle donne en outre à l'opposition une crédibilité et une image sérieuse, à même de convaincre davantage de personnes. Cela lui confère un statut de force politique influente bien qu'illégale.

Le modèle russe est donc le point de départ de la pratique du samizdat. Mais l'autoédition existe dans l'ensemble du vaste territoire de l'URSS et des oppositions issues de républiques fédérées s'en sont aussi emparées, avec leurs spécificités, les marques de leurs

cultures locales et leurs propres objectifs politiques. Parmi eux, l'exemple des samizdats édités dans les pays baltes mérite une attention particulière tant cet espace a été prolifique en la matière.

3. Des particularités locales : l'exemple des pays baltes

Dans les pays baltes comme dans bien d'autres régions ou pays sous influence soviétique, le printemps de Prague est déclencheur d'une prise de confiance des oppositions politiques qui se traduit par une volonté de regagner une liberté d'expression restreinte et contrainte par une censure performante.

Dans cet espace, le contexte politique est d'autant plus brûlant que la politique d'assimilation menée par Moscou est perçue comme une menace de disparition progressive de la culture balte. En effet, la fin des années 1940 est marquée par une vague d'immigration massive des russophones sur le territoire balte qui se poursuit jusque dans les années 1980. C'est particulièrement le cas en Estonie, où certaines villes deviennent à terme des espaces quasiment exclusivement russophones[289]. En Lettonie, la situation est sensiblement la même et la russification se fait à marche forcée, aussi bien par l'immigration massive des Russes que par les purges politiques, avec un remplacement massif des Lettons par des russophones dans les administrations[290]. Cette politique se traduit aussi par une relégation au second plan de la langue lettone, le russe devenant la langue officielle du pays. À la fin des années 1980, les Lettons ne représentent plus que 52% de la population de Lettonie. En Estonie, c'est 61.5% pour les Estoniens. Il faut tout de même noter qu'à Tallin, les russophones « migrants » atteignent 61.5% de la population[291]. Dans ce contexte, en plus d'une opposition qui cherche à retrouver des libertés, les mouvements politiques dans les pays baltes prennent aussi la forme d'un réveil national, partagé par les auteurs et les intellectuels dont les écrits vont, comme ailleurs dans le bloc, circuler sous forme de samizdats.

À plusieurs titres, les samizdats des auteurs baltes se distinguent des autres samizdats auxquels nous nous intéressons dans ces travaux. Si, notamment sous l'influence du samizdat russe et des mouvements d'opposition qui se développent au sein de l'Union soviétique, les premiers samizdats s'intéressent en grande partie à la défense des libertés fondamentales, l'opposition balte va quant à elle, surtout au cours des années 1980, prendre un tournant plus

[289] Jean-Pierre MINAUDIER, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 324.
[290] Suzanne de CHAMPONNOIS, François de LABRIOLLE, *Dictionnaire historique de la Lettonie*, Editions Armeline, 2005, p. 81.
[291] Yves PLASSERAUD, « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », dans *Question de communication*, 2004/2 (n°6), 2004, p. 18.

nationaliste, et même indépendantiste. Cela répond à cette inquiétude singulière liée au contexte politique local.

Les revendications nationales ont le plus souvent été au cœur de l'activité oppositionnelle dans les trois républiques baltes. On trouve en effet des manuscrits politiques clandestins depuis les années 1940, entre tracts et périodiques, le plus souvent pour protester contre la présence des troupes soviétiques sur le territoire ou pour contester l'influence croissante de l'idéologie soviétique et de la culture russe dans les pays baltes. Il en paraît d'abord en Lituanie dès l'après-guerre, puis en Lettonie au début de l'année 1953 et enfin un an plus tard en Estonie. Dans les trois républiques baltes, les recherches en archives font tout de même état de 149 documents, rédigés par 93 auteurs restés anonymes[292]. Tous ne peuvent cependant pas être considérés comme des samizdats, d'abord car certains sont des tracts ou des pétitions, et ensuite car il est encore trop tôt pour les voir paraître sous cette dénomination.

Plus tard, dans les années 1970, le mouvement nationaliste prend encore de l'ampleur et de nombreuses initiatives politiques sont menées par l'opposition politique. Parmi les plus marquantes, on peut d'abord citer l'édition et la diffusion clandestine d'une sorte de manifeste rédigé en 1970 par deux groupes indépendantistes estoniens. Il est adressé à l'ONU pour réclamer l'indépendance de l'Estonie et sa reconnaissance comme un État libre[293]. Dans un autre registre, alors que l'URSS avait interdit la pratique du catéchisme, après qu'un prêtre a été arrêté et condamné à des travaux forcés pendant un an, de larges diffusions de tracts et de textes de protestation ont été organisées par l'opposition. Cela a donné lieu à la diffusion d'une pétition signée par 17 000 personnes[294], notamment pour protester contre la mise en danger de la culture catholique de la Lituanie. Même si à ce stade, on ne peut toujours pas dire que la pratique du samizdat politique soit installée, les initiatives clandestines des mouvements d'opposition sont bien tournées vers les textes et on peut présupposer que ces mouvements sont un terrain propice à la prolifération des samizdats politiques.

Dans les trois républiques baltes, le recours au samizdat politique n'est pas uniforme, tant pour ce qui concerne le nombre de publications que pour ce qui est du contenu politique. Dans cette région de l'Union soviétique, les samizdats politiques se sont principalement diffusés sous forme de périodiques. En Lituanie, elles sont connues sous le nom de *Savilaida*,

[292] Antoine CHALVIN, Eric LE BOURHIS, « De la marginalité culturelle à la confrontation politiques. Le samizdat dans les républiques baltes », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Louba JURGENSON, *Samizdat, Op. Cit.*, p. 99.
[293] Pascal LOROT, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 48.
[294] Notes de recherche de Charles-Philippe COURTOIS, « L'indépendance des Pays Baltes », dans : *La revanche des trois petites nations*, n°4, Institut de recherche sur le Québec (IRQ), octobre 2013, p. 19.

qui désigne aussi bien le samizdat que la presse locale, libre et clandestine. Avant que des groupes clandestins ne s'emparent de cette pratique, c'est surtout l'Église catholique lituanienne qui a recours à l'autoédition à partir des années 1950 et jusqu'à la fin des années 1980.

L'encyclopédie universelle lituanienne fait état de 25 périodiques recensés au total[295], dont le plus important est *Lietuvos Katalikų Bažnyčios kronika* [« Chronique de l'Église catholique lituanienne »]. Il donne lieu à 81 numéros entre 1972 et 1989, tous édités par des prêtres. L'édition de la revue est coordonnée par le prêtre Tamkevičius qui s'inspire du samizdat politique russe *Chronique des événements en cours* en publiant des articles brefs visant à informer sur les entraves aux droits des catholiques en Union soviétique. À partir de 1975, le nombre de samizdats édités par l'Église catholique n'a cessé d'augmenter, avec à chaque fois une longévité remarquable et un nombre important de numéros. On peut par exemple citer *Aušra* [« Aube »] (61 numéros entre 1975 et 1988), *Dievas ir Tėvynė* [« Dieu et la Patrie »] (20 numéros entre 1976 et 1982) ou encore *Tiesos kelias* [« La voie de la vérité »] (33 numéros entre 1977 et 1988). De manière particulièrement significative dans cette région, l'Église catholique a constitué un centre important de la production des écrits clandestins en Lituanie. Le rôle politique de cette dernière a permis au samizdat de perdurer et de s'installer durablement dans le paysage politique lituanien. Cela est d'une part dû aux moyens importants dont l'Église dispose et qui sont mobilisés pour les activités éditoriales. D'autre part, elle constitue un contrepoids majeur au Parti communiste tant son influence est grande au sein de la société. Ainsi, il est difficile d'envisager une répression des institutions religieuses, sous peine de voir un conflit social et politique important exploser.

En dehors des cadres qui sont offerts par l'Église, d'autres samizdats ont également vu le jour en Lituanie au cours de la seconde moitié des années 1970. Cela concerne principalement des revues politiques nationalistes comme *Laisvės šauklys* [« Héraut de la liberté »] entre 1976 et 1977, ou encore *Vytis*, en référence à un chevalier lituanien symbole de victoire et de liberté. Ce dernier a été édité entre 1979 et 1980, pour 6 numéros au total. Comme on peut le constater, ces revues connaissent une période de parution bien moins importante ainsi qu'un nombre de numéros plus faible, certainement en raison d'une exposition plus importante à la censure et de moyens techniques plus restreints.

En Estonie, les principales revues ont été éditées entre 1960 et 1980. Parmi les plus connues, on trouve par exemple les magazines *Thepsis* et *Visarid*, qui portent tous les deux sur l'actualité théâtrale et artistique. Ils permettent de partager des œuvres interdites en Union

[295] « Encyclopédie universelle lituanienne [*Visuotinę lietuvių enciklopediją*] » : www.vle.lt/straipsnis/savilaida/, [consulté le 22/10/2023].

soviétique et ainsi de les faire connaitre en contournant la censure. Pour le compte des samizdats politiques, la revue ayant connu la plus longue période d'existence est *Lisandusi mõtete ja uudiste vabale levikule Eestis* [« Ajouts à la libre diffusion des idées et des informations en Estonie »], éditée entre 1978 et 1987, pour 25 numéros au total. Cette revue a, là encore, été conçue sur le modèle de la *Chronique des événements en cours* et diffuse de nombreuses informations brutes sur les violations des droits de l'homme. Mais en plus de cela – et c'est certainement ce qui la différencie de son exemple russe – on y trouve des textes argumentatifs comprenant des critiques politiques de fond, exposant encore davantage les auteurs à la répression. Le contenu des articles pouvait en outre porter sur l'actualité des autres pays baltes ou même d'autres pays du Pacte de Varsovie.

En République soviétique socialiste d'Estonie, la configuration sociale est la même, mais les choix de l'opposition diffèrent un peu de ce que nous avons observé en Lituanie. En effet, plutôt que les samizdats religieux ou politiques, ce sont surtout des samizdats littéraires qui sont édités sur le sol estonien. On en trouve certes aussi en Lituanie, mais c'est surtout en Estonie qu'un système éditorial s'est organisé, en particulier en milieu universitaire, comme à Tartu à la fin des années 1960. Les samizdats littéraires se présentent alors sont la forme d'almanachs, qui sont des recueils collectifs de poèmes et autres textes littéraires[296].

Le phénomène est tout de même resté assez marginal car peu d'almanachs ont été édités, en comparaison à d'autres pays de l'espace soviétique. Les plus grandes périodes de parution sont comprises entre 1968 et la fin des années 1970. On peut identifier deux temps forts pour le samizdat estonien : d'abord la période post-1968 au cours de laquelle les auteurs estoniens s'inscrivent dans le mouvement global des oppositions consécutivement au Printemps de Prague et aux revendications autour des libertés individuelles. Ensuite, l'année 1973 qui a vu les auteurs de l'almanach *Kamikadze* subir la répression des autorités soviétiques. En effet, les textes qui composent les almanachs sont la plupart du temps des textes au style résolument antisoviétique. L'esthétique est contestée, voire même moquée. La langue utilisée est le plus souvent empreinte de dialectisme et de grossièretés qui ne correspondent en rien à l'idéal esthétique prôné par les autorités[297].

Le samizdat estonien a donc de quoi déranger. Toutefois, il opère lui aussi dans une forme de tolérance et même de connivence avec les associations d'auteurs officiels. Fait remarquable en Estonie, les auteurs de samizdats sont parfois des auteurs reconnus

[296] Antoine CHALVIN, Eric, LE BOURHIS, « De la marginalité culturelle à la confrontation politique. », *Op. Cit.*, p. 104.
[297] *Ibid.*, p. 105.

officiellement et qui font donc partie de l'Union des écrivains. Certains sont d'abord interdits des circuits officiels puis y sont réintégrés quelques années plus tard, malgré un certain nombre de contributions dans les almanachs. On peut donc dire qu'il existe en Estonie une zone grise relativement importante qui permet aux auteurs d'aller et venir entre la légalité et l'illégalité. Ce n'est pas sans risque, puisque certains subissent parfois la répression, mais ce n'est pas non plus impossible. Les auteurs de l'opposition estonienne n'évoluent donc pas dans une confrontation directe avec les autorités. Cela permet aux écrits clandestins d'exister, mais cela ne justifie pas non plus une grande mobilisation de l'opposition dans cette activité. Des espaces existent pour les auteurs, donc il n'y a pas d'urgence à se créer soi-même des espaces d'expression et de création libre. C'est certainement ce qui peut expliquer la quantité moindre des samizdats édités en Estonie.

Enfin, nous ne nous attarderons pas sur le samizdat letton qui a quant à lui été bien plus marginal et qui n'a donc été que peu plébiscité par l'opposition politique.

Avant d'élargir la comparaison aux autres États du bloc soviétique, on peut déjà remarquer, à l'exemple des samizdats baltes, qu'il existe différentes configurations qui justifient le recours au samizdat, et qu'il existe ainsi différentes trajectoires dans le développement de cette activité éditoriale. On peut tout d'abord dire que le contexte politique joue un rôle important, bien au-delà de la question de la censure et des phénomènes de restriction des libertés individuelles. En Lituanie, la russification de la société balte est un facteur majeur du recours au samizdat politique, comme pour permettre à la culture lituanienne de se maintenir dans un espace qu'elle s'est elle-même créé. Toutefois, le contexte est aussi celui de la politique globale de l'URSS qui est partagé par tous les États du bloc. Les samizdats baltes s'inscrivent donc aussi dans un mouvement global d'opposition, dont l'une des manifestations est le recours à l'autoédition.

Parmi les points de divergence par rapport à ce que nous avons observé en URSS et qui devra ensuite être mis en perspective grâce aux analyses suivantes menées dans ces travaux, nous pouvons noter que l'implication de l'Église catholique dans les activités oppositionnelles joue un rôle important. C'est un fait remarquable, d'autant plus dans un espace politique au sein duquel les institutions religieuses sont – au moins au regard des principes idéologiques défendus – mises de côté et même par endroits combattues. Elles semblent alors pouvoir constituer un vivier intéressant pour le développement d'une expression contraire à celle du Parti unique. Comme elles disposent de moyens techniques et financiers, elles sont en tout cas un facteur qui permet de stabiliser l'autoédition clandestine dans le paysage politique, particulièrement dans

celui de l'opposition. Cela se concrétise par une longévité des parutions que nous n'avons pas observée pour le samizdat russe du fait de la forte répression mise en œuvre. L'Église est ainsi dans les pays baltes un refuge pour des activités clandestines. Lorsqu'elle ne participe pas aux initiatives de parution des samizdats, cette dernière est moins en mesure de perdurer, en atteste la difficulté des revues nationalistes à s'inscrire dans la durée.

Il convient également de constater qu'il existe des points de convergence, et que dans cet espace, l'influence de l'opposition russe est importante. En effet, la *Chronique* inspire d'autres groupes, et notamment les lituaniens qui développent, comme nous l'avons vu, des revues qui suivent le même modèle. La circulation de ce samizdat périodique peut donc être considérée comme un facteur majeur de développement de cette pratique auto-éditoriale. Il conviendra désormais de vérifier si ce phénomène peut être observé ailleurs dans le bloc et de déterminer si c'est à partir du moment où la *Chronique* circule dans le bloc que le samizdat devient un outil des oppositions politiques. On peut aussi dire que les auteurs de la dissidence sont là aussi des contributeurs importants dans les circuits clandestins de l'édition. Comme dans l'espace russe, les auteurs baltes ont utilisé les samizdats pour laisser vivre une autre littérature, un autre style d'expression avec d'autres codes esthétiques. Une différence notoire se situe tout de même dans la possibilité des auteurs baltes de disposer de zones grises, qui ont pour double incidence de permettre l'existence de ce second circuit de production littéraire tout en ne créant pas une urgence pour l'opposition de multiplier ses espaces de libre expression. Cette tolérance semble dans ce cas précis fonctionner comme une soupape pour garder l'opposition sous couvercle sans que celle-ci ne se développe dans de trop grandes proportions.

B. Les pays d'Europe centrale

1. La Tchécoslovaquie et le samizdat « de collection »

La République socialiste tchécoslovaque a, depuis sa création, toujours été un espace particulièrement surveillé par les autorités soviétiques, tant l'engagement politique de ses auteurs, de ses artistes et de ses élites intellectuelles a été constant. La censure a donc été un outil de régulation important de leur influence, et s'est installée dès le début de la période d'influence soviétique. Comme ailleurs dans le bloc, elle doit permettre l'instauration rapide et solide de l'idéologie et du régime socialiste. Comme nous l'avons vu un peu plus tôt dans ces travaux, une administration de censure a rapidement été mise en place et des conditions contraignantes ont été définies pour limiter les éditeurs disposant de licences et donc

d'autorisations de publication. La censure s'applique ainsi au plus tôt et contraint les sphères intellectuelles et éditoriales.

C'est précisément l'une des raisons qui mènent aux soulèvements du printemps de Prague en 1968. En effet, en réaction aux privations de libertés, et notamment à la limitation de la liberté d'expression, ce sont les élites intellectuelles tchécoslovaques qui initient un mouvement de contestation de grande ampleur. En tant que catalyseurs d'une mobilisation portant principalement sur la défense des libertés individuelles, ils sont les cibles principales des autorités soviétiques suite à l'écrasement des révoltes. Ils sont une opposition à contrôler, à maintenir sous couvercle. Le durcissement de la censure à leur égard est un moyen pour ce faire.

Les écrits clandestins sont, comme dans les autres espaces du bloc, une réponse à cette volonté de régulation de la pensée critique par les autorités. On trouve donc des écrits qui peuvent s'apparenter à une première pratique du samizdat avant la date dès la période d'occupation nazie puis durant les années marquées par la doctrine stalinienne. On observe alors un recours à un second circuit de publications littéraires et politiques, ainsi que de productions artistiques. On ne compte alors que de rares publications tant la censure est dure. Il s'agit en effet de périodes au cours desquelles les « zones grises », et donc les marges de tolérance, sont rares voire inexistantes. À cette époque, ces écrits ne peuvent pas être qualifiés de samizdats, mais Martin Machovec les inscrit dans la même dynamique et les appelle plutôt des « protosamizdats »[298]. On en trouve selon lui jusqu'en 1967, en sachant que la quantité des samizdats fluctue en même temps que la politique de censure varie, s'allège parfois et se durcit à certains moments. En revanche, entre la fin de la déstalinisation en 1956 et 1967, la quantité des écrits clandestins produits commence progressivement à augmenter. Il y a deux facteurs à cela : d'une part, des « zones grises » s'installent dans le sillage des réformes administratives qui voient les principes de contrôles stricts staliniens s'alléger progressivement. D'autre part, l'ouverture progressive de l'Union soviétique vers l'international au début des années 1960 permet aux citoyens tchécoslovaques de voyager et donc de découvrir d'autres espaces culturels ainsi que des œuvres interdites en Tchécoslovaquie mais en circulation ailleurs. À partir de là, l'opposition s'intéresse encore davantage aux auteurs étrangers et se met à les traduire en samizdats, en une quantité d'exemplaires très restreinte. L'édition clandestine, désormais sous la dénomination de *samizdat*, commence ainsi à se diffuser et à devenir une pratique politique dont l'opposition s'empare de manière plus significative.

[298] Martin MACHOVEC, « The types and functions of Samizdat publications in Czechoslovakia, 1948-1989 », dans : *Poetics* Today, Vol. 30, 2009, p. 17.

Ainsi, durant cette période qui s'étend du milieu des années 1950 à la fin des années 1960, quelques initiatives permettent d'éditer des textes interdits, principalement des textes littéraires. On peut mentionner par exemple l'existence du groupe d'édition *Edice Půlnoc.* Il faut également noter la parution d'une série de recueils littéraires éditée par le groupe des artistes surréalistes de Prague. Elle est intitulée *znameni Zvěrokruh* [Signes du zodiaque] et donne lieu à 10 publications. Ce type d'initiatives reste cependant encore assez marginal.

L'année charnière de 1968 est quant à elle une période d'émulation politique qui a favorisé les écrits politiques et la prise de conscience de la volonté de défendre les libertés individuelles. Les publications se sont donc multipliées, mais au moins jusqu'en 1969, on peut difficilement les qualifier de *samizdats* dans la mesure où elles sont parues dans un moment où la censure est levée, soit par acceptation de la contradiction politique par les autorités, soit par manque d'opérationnalité des offices de censure. L'activité éditoriale est donc considérée – en l'absence d'autre statut – comme étant libre. Elles s'inscrivent cependant dans le même mouvement que les samizdats parus en amont et en aval de cette période.

Le samizdat s'impose véritablement comme un outil de l'opposition politique après le Printemps de Prague. Il faut attendre le début des années 1970, après le retour d'une censure dure qui fait suite à un léger assouplissement de la doctrine en la matière, pour que l'opposition s'empare du samizdat pour continuer à faire vivre le mouvement initié en 1968. Cette pratique peut être considérée comme une réaction à la mise en place d'une « liste noire » d'auteurs et d'ouvrages à partir de 1971[299], au début de la période dite de « normalisation », c'est-à-dire de retour à un régime autoritaire ressemblant à la doctrine en place sous Staline. Puisque le régime établit une liste de ce qui est toléré et de ce qui ne l'est pas, l'opposition a un rôle important à jouer pour continuer à faire circuler ce qui figure sur cette « liste noire ». La censure des auteurs et la mise au ban de ceux qui ne correspondent pas aux standards attendus par le régime ont été particulièrement pratiquées en Tchécoslovaquie. Selon Ivo Bock, c'est même dans cet État que le traitement des auteurs a été le plus dur[300]. Cela se ressent notamment sur le nombre de membres de l'association des auteurs – membres qui sont donc approuvés par le Parti – passé de 493 à la fin des années 1960 à 115 en 1972.

La montée en puissance du recours au samizdat est en outre une suite logique de la mobilisation autour de la *Charte 77* dont l'un des objets est d'exiger le fait que l'État tchécoslovaque respecte les dispositions du Traité d'Helsinki de 1975 dont la signature vaut

[299] Cf. p. 94.
[300] Ivo BOCK, « Der literarische Samizdat nach 1968 », dans : Wolfgang Eichwede, *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa, Op. Cit.*, p. 86.

engagement du bon respect des droits de l'homme. Parmi eux, la liberté d'expression y figure et en son absence, l'opposition s'en empare elle-même à ses risques et périls. Ainsi, à partir de la seconde moitié des années 1970, la plupart des samizdats politiques est motivée par le partage de textes issus de la mobilisation de *Charta 77.* Pour faire connaitre les actions et amplifier le mouvement que le groupe a initié, les samizdats permettent de diffuser des lettres ouvertes, des pétitions, des revendications politiques…

Toutefois, la majeure partie de l'activité éditoriale de l'opposition s'est portée sur l'édition de samizdats littéraires, et notamment sur la production de Beaux livres. Malgré des moyens techniques limités qui ne permettent pas de reproduire les textes en grande quantité ni même simplement de les recopier dans une qualité satisfaisante, la qualité des reliures ou encore des illustrations en font des objets qu'on aurait aujourd'hui plaisir à collectionner et à exposer.

Au total, on recense environ 1500 publications samizdats en Tchécoslovaquie entre le début des années 1970 et la chute du régime. Les plus gros contributeurs sont par exemple Vaclav Havel et sa femme Olga Havlová qui éditent la collection *Expedice* [Collection], soit 232 publications. Il s'agit essentiellement de reproduction d'œuvres littéraires interdites dont les auteurs font partie des cercles de l'opposition. On y trouve également des reproductions des samizdats de Ludvík Vaculík qui est quant à lui l'éditeur du plus grand nombre de samizdats, avec 391 publications. Son groupe d'édition est *Edice Petlice* [éditions Le Cadenas]. Les deux éditeurs permettent à des auteurs interdits de faire paraître leurs ouvrages, mais dans des quantités restreintes. On y trouve, pour l'un comme pour l'autre, en majeure partie des textes d'auteurs tchèques comme Karel Šiktanc, Jaroslav Seifert, Jan Skácel, Pavel Kohout ou encore Jiří Gruša. De nombreux auteurs des milieux de l'opposition peuvent ainsi continuer à se faire connaitre dans les cercles proches, y compris de jeunes auteurs qui n'ont jamais pu être publiés officiellement. D'autres groupes, plus modestes, sont apparus après la naissance de *Charta 77* et se sont davantage concentrés sur la traduction d'œuvres étrangères ou bien sur des écrits plus politiques. C'est le cas respectivement de *Edice Kvart,* qui fait paraître 120 titres, et de *Česká Expedice*, qui en édite 106[301].

Plusieurs classifications des samizdats tchécoslovaques sont proposées par Martin Machovec, selon différentes perspectives (celle des auteurs ou celle du contenu des textes par exemple) et selon différents critères (typologie des textes ou chronologie des publications)[302]. Ce travail démontre que l'autoédition clandestine tchécoslovaque s'est

[301] *Ibid.*, p. 91.
[302] Martin MACHOVEC, « The types and functions of Samizdat publications in Czechoslovakia », *Op. Cit.*, p. 7-19.

principalement concentrée sur la reproduction des œuvres littéraires. Il n'y a que peu d'écrits qui s'apparentent à des journaux clandestins comme nous pouvons le voir dans d'autres États du bloc. La plupart des samizdats sont des reproductions de livres de fictions ou de littérature classique, des anthologies de textes poétiques, de fictions, ou d'essais, des périodiques ou encore des brochures. Qu'ils soient en version originale tchèque ou qu'ils aient été traduits, on trouve une grande majorité de textes littéraires ainsi que quelques textes d'argumentaires politiques qui sont plus marginaux. Il faut également noter l'existence de revues spécialisées, notamment en critique littéraire, comme *Slovnik ceskych spisovatelu* [Le dictionnaire des auteurs tchèques], paru en 1982[303]. On compte aussi des magazines périodiques qui abordent divers sujets artistiques tabous en Tchécoslovaquie, comme *Revolver Revue,* encore éditée de nos jours, ou *Vokno* qui est le magazine qui détient la plus grande longévité (1979-1989).

Comme en RDA, l'opposition tchécoslovaque tente de jouer avec les limites de la légalité pour réduire autant que possible les risques de répression contre les éditeurs de samizdats. Ils ajoutent ainsi à leurs publications des droits d'auteurs qui indiquent au moins une intention de limiter le nombre de copies réalisées. Par exemple, le groupe d'édition porté par Ludvik Vaculík, *Edice Petlice,* fait apparaître sur chacune de ses publications la mention « v.z.d.o.r. », un acronyme qui signifie « résistance », mais dont les initiales correspondent en fait à *Výslovný zákaz dalšího opisování rukopisu* qui se traduit par « interdiction formelle de toute nouvelle copie du manuscrit »[304]. D'autres groupes choisissent l'abréviation A.s.n.d.o. [*Autor si nepřeje další opisování*], soit « l'auteur ne souhaite pas d'autres copies ». Cette stratégie ne permet bien entendu pas de disculper les éditeurs de l'infraction à la réglementation qui encadre les domaines de l'édition mais elle a pour but de la minimiser. De cette manière, l'opposition tente de s'installer dans un espace de tolérance du régime afin de faire perdurer son activité illégale.

Au vu des différents éléments qui résultent de ce panorama de la production des samizdats tchécoslovaques, on peut dire que plusieurs caractéristiques distinguent ces derniers de ceux qui sont édités dans les autres États auxquels nous nous intéressons. D'abord, contrairement à ce que nous avons observé en URSS, la typologie des samizdats tchécoslovaques est moins variée et l'activité se concentre essentiellement autour de la littérature. La circulation des textes littéraires d'auteurs censurés est un enjeu dont s'empare

[303] *Ibid.*, p. 16.
[304] Jan RUBES, « Souvenir du samizdat en Tchécoslovaquie », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat*, *Op. Cit.*, p. 124-125.

pleinement l'opposition et elle s'organise en conséquence. Comme nous le verrons ensuite en Pologne, les groupes d'opposition mettent sur pied de véritables maisons d'édition clandestines.

Une autre distinction importante, qui découle certainement de la première, est la qualité de production des samizdats littéraires. Comme l'enjeu n'est pas de produire en quantité mais de composer une économie alternative du livre, les publications samizdats sont des livres reliés, que les éditeurs de l'opposition prennent grand soin à confectionner pour qu'ils puissent être vendus. Ces ouvrages peuvent aujourd'hui être considérés comme des objets de collection, certains même comme des œuvres d'art. Leur valeur est d'autant plus importante qu'ils sont interdits. C'est pour cette raison que les samizdats tchécoslovaques sont les seuls à avoir été intégrés par l'UNESCO au registre international « Mémoire du monde ».

Le choix de ne produire qu'en quantité restreinte donne donc une valeur supplémentaire à l'objet, mais il est aussi contraint par les moyens dont dispose l'opposition pour éditer ses samizdats. Contrairement à ce que nous verrons pour ce qui concerne la RDA, l'opposition tchécoslovaque n'a accès qu'à peu de matériel permettant la reproduction des textes en grande quantité. Les machines de duplication sont rares, en dehors des institutions religieuses qui disposent quant à elles de davantage de moyens, tout comme de rares groupes d'édition clandestins. L'opposition doit donc se contenter de l'utilisation de machines à écrire, ce qui ne permet qu'un nombre limité d'exemplaires à l'aide de feuillets de papier carbone[305].

En résumé, on peut dire que le samizdat tchécoslovaque semble être unique en son genre tant il s'apparente aujourd'hui à un objet de collection, ce que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Cela participe en quelque sorte à la sacralisation de cet objet, non seulement en sa qualité de témoin de l'activité oppositionnelle face à la restriction des libertés individuelles, mais aussi en tant que pièce de musée ou de belle collection de bibliothèque.

2. L'autoédition clandestine en Pologne : un « second circuit » structuré et influent

Dans le même mouvement que l'opposition politique russe, les écrits clandestins se sont aussi développés en République populaire de Pologne. Toutefois, ils ne se sont pas popularisés sous le nom de « samizdat ». Ils sont compris derrière une catégorie de publications à laquelle on colle l'étiquette de « second circuit ». Pour autant, dans la forme, ces publications portent les caractéristiques des samizdats et ressemblent pour beaucoup à ceux qui circulent dans les autres États du bloc soviétique.

[305] *Ibid.*, p. 5.

En Pologne, il existe une culture de l'édition clandestine qui remonte à une période antérieure à celle que nous étudions. On trouve en effet des écrits de ce type à la fin du XIXème siècle, à une époque où le territoire polonais est partagé entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, lorsque Józef Piłsudski, chef du Parti socialiste polonais (PPS), publie des *Bibuła* (qui signifie littéralement « buvard » en référence aux copies carbones qui sont utilisées pour multiplier les exemplaires de chaque texte édité). C'est le nom qui est ensuite donné par les révolutionnaires polonais aux publications illicites. C'est aussi sous ce nom qu'est éditée par un groupe d'édition interne du PPS (*Naprzód* – En avant) une série de livrets qui décrivent le fonctionnement de l'édition clandestine et donnent des conseils pour réussir à développer cette activité, notamment en passant du matériel en fraude par la frontière[306].

Plus tard, au début de la seconde moitié du XXème siècle, la littérature clandestine circule en premier lieu par l'intermédiaire des milieux de l'émigration. Les textes proviennent d'abord de l'étranger, de l'Ouest, où les diasporas polonaises sont fortement représentées. Au cours de la période d'influence soviétique, c'est ce réseau qui popularise la circulation des textes interdits sur le sol polonais[307]. Mais la tradition de la littérature clandestine est ancienne en Pologne et l'activité de l'opposition au cours de la seconde moitié du XXème siècle s'inscrit précisément dans cette tradition.

À partir des années 1950, les ouvrages interdits sont passés clandestinement à la frontière depuis les pays du bloc de l'Ouest dans les valises diplomatiques, dans les valises de sportifs, de prêtres ou encore dans des convois humanitaires[308]. Dans un premier temps, il s'agit de recueils de poèmes ou d'ouvrages de représentants d'un mouvement d'auteurs de la « nouvelle vague » installés à l'Ouest, comme Jacek Bierezin et Witold Sułkowski[309]. De la même manière, du matériel d'impression et de reprographie est passé « sous le manteau ». Nous retrouverons ce même phénomène aux frontières de la RDA, notamment par la frontière avec la RFA. Mais au début de la période, alors que la censure dure instaurée par Staline est mise en œuvre par l'Office central du contrôle de la presse, des publications et des spectacles, il est bien trop risqué de produire des textes clandestinement. L'autoédition connait donc un coup d'arrêt important malgré quelques tentatives ponctuelles[310]. Mais comme nous l'avons dit

[306] Agnieszka GRUDZINSKA, « Le samizdat en Pologne : le « second circuit », un espace de vie alternatif », dans Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat.*, *Op. Cit.*, p. 110.
[307] Paweł SOWINSKI, « L'écriture de résistance dans la Pologne communiste », dans : Bruno CURATOLO, François MARCOT, *Écrire sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 177.
[308] *Ibid.*, p. 182.
[309] Leszek SZARUGA, « Untergrundpresse in Polen. Ein Beschreibungsversuch », dans : Wolfgang EICHWEDE (Dir.), *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa, Op. Cit., p. 130.*
[310] Agnieszka Grudzinska signale à titre d'exemple la revue de l'organisation clandestine *Wolność i Niezawisłość* [Liberté et indépendance] active entre 1945 et 1952.

précédemment, la politique de censure polonaise a été fluctuante et a été marquée par des périodes plus ou moins strictes de contrôle et de répression. Ainsi, à chaque période de souplesse, la littérature clandestine n'a plus vraiment lieu d'être et les auteurs ou éditeurs publient librement, en dépit du contrôle, plus laxiste, des organes de censure. En revanche, dès que les règles se durcissent, à l'initiative des différents chefs d'État polonais en réaction aux tumultes politiques qui traversent le bloc de l'Est, l'autoédition clandestine connait des essors importants. Il existe donc bien une culture de l'édition clandestine en Pologne, et celle-ci refait surface à chaque période de censure stricte.

Le véritable tournant pour le samizdat politique a lieu en 1976, alors que des révoltes ouvrières éclatent suite à la création du KOR (*Komitet Obrony Robotników*), le comité de défense des ouvriers suite à la hausse des prix des denrées alimentaires. La répression contre les ouvriers membres de ce comité a été particulièrement sévère et le soutien est venu d'intellectuels, d'écrivains ou d'acteurs considérés comme inattaquables par les autorités compte tenu de leur notoriété[311]. Par l'intermédiaire du KOR, un journal clandestin est édité et est intitulé *Robotnik* [l'Ouvrier], en référence à la première *Bibuła* du même nom, éditée par Józef Piłsudski. Le principe est sensiblement le même que la *Chronique des événements en cours*, puisqu'il s'agit de lutter contre la désinformation du gouvernement et donc de rétablir les faits cachés ou déformés par le régime.

Ce groupe, dont la plupart des membres ne sont pas connus, à l'exception peut-être d'Adam Michnik ensuite devenu un journaliste influent en Pologne, est rapidement devenu la plaque tournante de l'autoédition clandestine. En plus d'influencer de nombreux autres opposants pour les mener vers des initiatives similaires, tout un réseau de production, de circulation de matériel et de circulation des textes s'est mis en route autour du KOR. Malgré la menace de répression, le groupe a continué et a même étoffé son activité afin de faire exister de nouveaux espaces de liberté. On peut considérer que le KOR est le précurseur d'une activité auto-éditoriale politique croissante jusqu'à la fin de la période d'influence soviétique.

Une autre initiative d'envergure est cette fois la création d'une véritable maison d'édition alternative et donc indépendante. En 1977 est en effet créée l'Officine indépendante éditoriale *NOWA* (*Niezależna Oficyna Wydawnicza*). Il s'agit en quelque sorte de la concrétisation de toute la dynamique amorcée depuis de nombreuses années autour des écrits clandestins. Grâce à cette structure organisée et dotée d'effectifs importants, *NOWA* édite des revues politiques en grand nombre, mais aussi des ouvrages d'auteurs polonais interdits. Par

[311] Agnieszka GRUDZINSKA, « Le samizdat en Pologne », *Op. Cit.*, p. 114.

l'intermédiaire du réseau de l'opposition, elle parvient également à traduire et à reproduire des œuvres étrangères d'auteurs eux aussi interdits en Pologne.

Cette structure est connue des autorités mais, malgré des périodes de répression, l'initiative arrive à un moment où les autorités polonaises n'interviennent plus aussi durement qu'à des époques antérieures. Il existe certes des tentatives de ralentissement de l'activité mais le fait que cette maison d'édition indépendante étoffe aussi bien le nombre de ses collaborateurs que le nombre de ses publications au fil des années indique qu'elle profite dans une certaine mesure des marges de tolérance accordées par les autorités. Compte tenu de ces conditions de production, plutôt que qualifier cette littérature de samizdat, Seweryn Blumsztainj parle plus volontiers de « littérature hors censure », ou « clandestine »[312]. Elle se situe donc en parallèle du circuit officiel mais n'est pas non plus totalement en dehors de ce cadre. Puisqu'elle parvient à exister et à se développer dans de telles conditions, elle est, de fait, tolérée et échappe aux règles les plus strictes de la censure. Malgré cette tolérance, il serait faux de dire que l'activité auto-éditoriale a pu se faire sans encombre. De nombreuses revues ont été confisquées, de même que le matériel d'impression. Seulement, la répression n'a pas atteint la dureté observée en URSS, avec des peines de prison lourdes par exemple. Cela n'a fait qu'enrayer la dynamique, mais ne l'a jamais stoppée par le découragement de l'opposition.

En parallèle, des revues littéraires connaissent aussi un essor important, en particulier par l'intermédiaire de *Zapis* [Note], *Puls* [Pouls], *Wezwanie* [Appel] ou encore *Spotanika* [rencontres]. Elles participent également au mouvement de la littérature d'émigration puisqu'elles permettent de diffuser des textes étrangers au sein du « second circuit » polonais. Ces revues réunissent en outre des auteurs polonais parmi les plus influents et deviennent une plate-forme littéraire influente à la fin des années 1970[313].

Il faut également noter que l'Église catholique a joué un rôle dans la production de revues clandestines. À Lublin, un groupe issu de l'université catholique a édité des textes à plus d'un millier d'exemplaires[314]. Il s'agit alors d'une revue politique qui s'intéresse principalement aux relations ukraino-polonaises et à l'antisémitisme en Pologne.

Mais le tournant décisif se situe surtout au tout début des années 1980, lorsque le groupe *Solidarnosc* initie un mouvement de grève de grande ampleur dans les milieux ouvriers. Toutes les initiatives clandestines y voient une occasion de se faire connaître et les écrits autoédités

[312] Seweryn BLUMSZTAJN, *Une Pologne hors censure : éditions clandestines en Pologne 1981-1986*, Paris, Kontakt, 1988.
[313] Leszek SZAGURA, « Untergrundpresse in Polen », *Op. Cit.*, p. 131.
[314] *Ibid.*, p. 132.

commencent alors à se diffuser publiquement. Cependant, à chaque période de liberté relative succède une phase de durcissement politique de la part des autorités polonaises. Avec l'état de guerre instauré par Wojciech Jaruzelski le 13 décembre 1981, l'objectif est d'arrêter immédiatement la dynamique. Mais une nouvelle fois, la réaction des groupes clandestins face à la censure est immédiate et la production de textes clandestins reprend de plus belle. Agnieszka Grudzińska prend pour exemple la revue *Tygodnik Mazowsze* [L'Hebdomadaire de Mazovie], distribuée à 80 000 exemplaires et qui est parvenue à exister de 1982 à 1990 malgré les conditions de répression[315].

La reconnaissance de *Solidarnosc* en qualité de syndicat officiel est en outre un élément déterminant pour l'édition indépendante des années 1980. Comme nous l'avons vu au moment d'analyser les textes de loi en vigueur quant à la production et à la circulation des textes, les organisations politiques reconnues par l'État sont autorisées à produire et à diffuser des textes sans que des opérations de censure ne s'appliquent. *Solidarnosc* représente donc une opportunité pour l'opposition de faire connaitre sa littérature clandestine et de la diffuser au-delà des cercles restreints de l'opposition politique polonaise. Les samizdats disposent ainsi de cadres publics au sein desquels ils peuvent être lus au grand public et peuvent être partagés[316]. Cela a également des conséquences positives sur le plan qualitatif. Avec ce nouveau statut, il est possible pour le groupe de se servir des structures et du matériel de l'État, et donc de disposer de matériel bien plus performant. C'est certainement l'une des spécificités majeures du samizdat polonais.

Ainsi, la période la plus prolifique en matière de production littéraire clandestine se déroule au cours des années 1980. C'est au cours de cette période qu'est éditée la majorité des publications recensées dans le catalogue de la bibliothèque nationale polonaise [*Biblioteka Narodowa*]. Tous ces éléments se reflètent sur le plan quantitatif. De 1976 à 1990, on recense au total 5840 journaux clandestins qui ont surtout été édités dans les grandes villes, ainsi que 6500 livres. Comme attendu, le pic de cette activité a lieu au début des années 1980, avec 954 journaux en 1982 et 6500 livres et brochures en 1983[317]. Entre 1981 et 1989, dans une période où la presse clandestine monte en puissance, on dénombre 2500 titres de journaux qui circulent dans le « second circuit ». Ces quantités sont les plus importantes ayant été observées dans l'ensemble du bloc soviétique. Dans la mesure où on peut partir du principe que les journaux et

[315] Agnieszka GRUDZINSKA, « Le samizdat en Pologne », *Op. Cit.*, p. 118.
[316] Jerzy BRUKWICKI, « Neuer Himmel, neue Erde. Die Symbolik der Solidarnosc 1980 bis 1989 », dans : Wolfgang EICHWEDE, *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa*, *Op.Cit.*, p. 125.
[317] *Ibid.*

ouvrages ont été édités en de multiples exemplaires et que chacun circule dans plusieurs mains, l'ampleur du réseau de diffusion de chaque publication doit être considérable. À première vue, c'est donc en Pologne que les publications clandestines ont été les plus plébiscitées par l'opposition politique.

Il faut dire que les conditions de création des groupes d'édition, voire des maisons d'édition sont tout à fait singulières en République populaire de Pologne. Le fait qu'elles soient d'abord partiellement tolérées puis qu'elles entrent dans un système permis par les marges de manœuvre créées par la loi grâce au statut de *Solidarnosc* confère au samizdat polonais un statut particulier, qu'on ne trouve pas ailleurs dans le bloc. Selon le rapport de la commission scientifique de RFA portant sur les droits de l'homme dans les États du Pacte de Varsovie, rien que dans la capitale polonaise, elles emploieraient des milliers de personnes et publieraient au total 500 à 600 livres par an à des tirages compris entre 3.000 et 10.000 exemplaires[318]. Ce type de structures fonctionnant de façon plus professionnelle, elles avaient aussi une approche plus commerciale de la circulation des textes. Les ouvrages clandestins sont ainsi vendus, souvent à des prix modiques, ce qui permet de générer des bénéfices et ainsi financer le matériel nécessaire à la poursuite de l'activité éditoriale.

Pour que ce système puisse s'installer et perdurer, il faut donc une forme d'acceptation de la part des autorités. Comme nous l'avons dit, il existe en Pologne une certaine acceptation de cette activité clandestine. Avant les années 1980, il y a peu d'exemples de répression forte comme on a pu l'observer en URSS. Le plus souvent, les actions menées par la police spécialisée dans la lutte contre l'opposition politique, la *Służba Bezpieczeństwa* [Service de Sécurité], se sont résumées à des interrogatoires, des fouilles, des confiscations de matériel, mais se sont rarement traduites par des peines de prison longues. Ce n'est qu'à partir de l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 qui les règles se durcissent et que les peines d'emprisonnement ont commencé à être prononcées contre des opposants politiques se rendant coupables d'activités éditoriales clandestines. Toutefois, les peines sont bien moins importantes qu'en URSS et ne durent que quelques mois. Il semble donc y avoir une sorte d'immunité pour les auteurs, ou au moins une tolérance plus importante. La littérature clandestine évolue en Pologne dans une forme d'accord tacite de l'État, dans une zone grise consentie par les autorités polonaises.

Malgré tout, l'État a tenté, par d'autres moyens, de discréditer les écrits clandestins, et donc de court-circuiter leur influence. Cela a été d'autant plus nécessaire que les revues

[318] Georg BRUNNER (Dir.), « Menschenrechte in den Staaten des Warschauer Paktes. » *Op. Cit.*, p. 47.

clandestines d'information sont devenues de puissants moyens d'information qui ont même commencé à concurrencer la presse officielle. En réaction, les appareils médiatiques officiels ont vivement attaqué le contenu des textes, notamment en en critiquant le contenu et en colportant des rumeurs au sujet des auteurs. L'objectif est de compromettre les éditeurs et les auteurs aux yeux de leurs lecteurs afin de faire perdre de la crédibilité à tout un mouvement politique. Comme en RDA, les autorités ont également tenté d'infiltrer l'activité éditoriale clandestine au moyen de faux samizdats diffusant de fausses informations et participant eux-aussi à la discréditation de l'opposition politique. Concernant les ouvrages littéraires, une autre méthode a consisté à faire entrer les œuvres dans le circuit d'édition officiel. En effet, dans la mesure où certains auteurs sont étiquetés comme étant des contestataires, et donc comme faisant partie d'une culture dissidente, le fait de mettre leurs œuvres dans le circuit officiel fait perdre toute valeur contestataire à ces initiatives clandestines qui, de fait, n'en sont plus. Comme le signale Henri-Jean Martin, cela revient à faire de l'auteur un collaborateur tacite du régime[319].

Pour conclure, et pour nous en tenir à ce qui nous intéresse ici, on peut dire que le samizdat polonais se démarque de tous les autres sur plusieurs points. D'une part, il n'est pas toujours dénommé comme « samizdat ». C'est déjà un point important puisque cela nous indique que les mouvements d'opposition polonais s'inscrivent certes dans une dynamique globale de contestation des privations de libertés, mais aussi que son activité auto-éditoriale clandestine ne tient pas toute son influence de l'opposition russe. En effet, elle s'inscrit davantage dans une tradition locale, dans une culture politique qui lui est propre. La dénomination de « second circuit » indique en outre que l'opposition se positionne par rapport à un circuit officiel qu'elle conteste et auquel elle ne veut pas et ne peut pas contribuer, tant par opposition aux critères esthétiques imposés qu'aux conditions de censure. D'autre part, une deuxième particularité réside dans la structuration solide du réseau de l'autoédition autour de groupes influents qui organisent leur activité autour de l'édition et deviennent de véritables maisons d'édition non-agréées. Alors que dans la plupart des autres pays observés les samizdats sont le fruit d'initiatives qui mettent du temps à se structurer ou qui peinent à durer dans le temps en raison de la censure, l'autoédition polonaise se structure à divers endroits du territoire autour de groupes d'édition qui disposent d'effectifs et de conditions matérielles tout à fait exceptionnelles par rapport aux autres oppositions politiques dans le bloc. Dans les années 1980, elle s'organise même autour d'une structure devenue légale, *Solidarnosc*, ce qui confère

[319] Henri-Jean MARTIN, *Histoire et pouvoirs de l'écrit*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 273.

à toutes les activités initiées par le groupe un statut de légalité malgré le caractère ouvertement contestataire qui continue de déranger le régime.

Malgré toutes ces singularités, l'autoédition clandestine est aussi faite de plusieurs points communs avec les autres activités analogues dans les autres pays du bloc. Comme en URSS, elle commence très tôt, à savoir dès la période stalinienne, voire bien avant si on considère que les premières manifestations d'autoédition clandestines du XIXème siècle ou du début du XXème font partie du même mouvement. Comme dans les autres pays du bloc, elle s'organise aussi en premier lieu autour de la littérature clandestine avant de développer de manière significative les écrits politiques et la presse clandestine. Le « second circuit » polonais poursuit en outre le même objectif que dans les autres pays : il veut d'abord permettre à la culture d'exister librement et reproduit ainsi des ouvrages interdits pour les maintenir dans le patrimoine intellectuel et résister à une idéologie qui impose son système de pensée et ses codes esthétiques. Ensuite, il veut lutter contre la désinformation et rétablir de la factualité dans le traitement de l'actualité, sur le modèle de la *Chronique des événements en cours* qui semble bien être un modèle pour toutes les oppositions du bloc. Enfin, l'activité éditoriale clandestine polonaise est particulièrement réactive aux fluctuations de la censure. Plus elle est stricte, comme lorsque l'État de guerre est décrété, plus elle se développe et occupe l'espace. Avec l'exemple de la Hongrie où la censure est bien moins présente qu'en Pologne, nous verrons si le samizdat s'impose malgré tout comme un véritable outil d'expression de l'opposition ou si au contraire, il est moins nécessaire en l'absence d'une censure stricte.

3. Le samizdat hongrois : une littérature « tolérable »

Pour compléter le panorama de l'autoédition clandestine dans les pays du Pacte de Varsovie, il est inévitable de s'intéresser au cas de la République populaire de Hongrie. Comme nous l'avons observé précédemment, c'est dans cet État que les règles de censure ont certainement été les plus souples. À première vue donc, on dispose en Hongrie de quelques libertés supplémentaires par rapport aux autres États de l'espace soviétique. Ou pour être plus précis, les restrictions sont moins nombreuses. Cela semble par ailleurs être su de tous les citoyens du bloc puisque la Hongrie est considérée comme étant un pays intéressant à visiter dans la mesure où on peut y découvrir des libertés qu'on ne connait pas ailleurs. C'est donc une destination appréciée par les habitants des pays du Pacte de Varsovie qui sont restreints à des voyages qui ne peuvent se faire en dehors dans la zone d'influence soviétique.

Concernant la production des écrits, même si un système de censure et de contrôle de l'activité éditoriale existe, la politique culturelle en vigueur est placée sous le signe de la souplesse. La doctrine en place est celle dite « des trois T », à savoir *támogatott* [promue], *türtt* [permise], *tiltott* [prohibée]. Ainsi, tous les livres, revues, journaux ou productions artistiques sont classés sous l'une de ces trois catégories. Le samizdat n'appartient quant à lui à aucune d'elles mais est considéré comme tolérable[320]. L'exemple du samizdat montre donc que la censure n'est pas particulièrement sévère en Hongrie. Alors qu'en Russie, les peines encourues pour non-respect des lois sur les publications ou sur les pratiques artistiques pouvaient s'élever à de longues peines de prison, en Hongrie, les peines sont bien plus légères : retrait des permis de voyage, perte du travail ou encore interdiction de se produire publiquement (pour les artistes)[321]. Cette doctrine peut en bonne partie s'expliquer par le contexte de tensions politiques qu'a connu le pays en 1956, lorsque les révoltes ont été réprimées dans le sang par les chars soviétiques, quelques années seulement après la répression violente des révoltes ouvrières de 1953 en RDA. À la suite de ces événements, l'armée soviétique est d'abord restée en Hongrie, de manière à assurer un ordre durable. Les libertés ont alors été restreintes dans tous les domaines, en particulier dans les milieux culturels et artistiques. Mais dans le courant des années 1960, le cours politique a changé et la répression sévère a laissé place à une application plus parcimonieuse de la doctrine du Parti communiste de l'Union soviétique. L'état d'urgence instauré dans les autres États du bloc pour permettre l'installation de l'idéologie socialiste ne s'est pas appliqué aussi durement en Hongrie, ce qui explique qu'il y existe des marges de manœuvre et des libertés plus importantes qu'ailleurs malgré une fidélité incontestable à l'URSS. De plus, l'opposition n'est pas vue comme un élément seulement perturbateur qu'il faut mettre au pas. Au fil des années, la tolérance des autorités pour l'opposition s'est même manifestée par une désignation de cette dernière comme une « opposition démocratique » par les autorités politiques. C'est un cas de figure inédit au sein du bloc et cela permet à l'opposition d'exister dans un cadre plus consensuel qui ne freine pas son activité[322].

Dans ce contexte, le samizdat hongrois se développe tardivement, au cours des années 1970. Les premières traces d'autoédition clandestine concernent essentiellement des tamizdats et des samizdats artistiques. Jusqu'au milieu des années 1970, ce sont les milieux artistiques

[320] András KANYADI, « Littérature de boutique : le samizdat en Hongrie », dans : Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JORGENSON, *Samizdat*, *Op. Cit.*, p. 145.
[321] László BEKE, Edit SASVÁRI, « ‚Ungarn kann dich gehören'. Die Künstler des Undergrounds », dans : Wolfgang EICHWEDE, *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa*, *Op. Cit.*, p. 168.
[322] Ervin CSIZMADIA, *Die Ungarische Opposition (1968-1988). Interviews*, Budapest, T-Twins-Verlag, 1995, p. 257.

qui s'emparent des samizdats afin de diffuser leurs œuvres malgré les contraintes[323]. Au cours de cette période, quelques tentatives de répression et d'intimidation des opposants visent à enrayer cette dynamique qui peut rapidement prendre de l'ampleur. Mais les réactions face à la répression sont vives et ont un certain retentissement. Les grèves de la faim de Miklós Haraszti et György Dalos ont fédéré l'opposition et ont invité les milieux intellectuels et artistiques à se mobiliser contre la censure. La stratégie ne semble donc pas être la bonne pour les autorités hongroises.

Pour que la production plus organisée des samizdats ne soit observée, il faut attendre 1977 et la création d'une « boutique » dans l'appartement privé de László Rajk. Ce dernier propose en effet de vendre des copies dactylographiées de livres à la commande[324]. Le samizdat politique se développe quant à lui en réaction à l'arrestation des signataires de la *Charta 77* en Tchécoslovaquie, là encore par l'intermédiaire d'initiatives menées dans des appartements privés d'opposants politiques, notamment par l'intermédiaire de l'Université indépendante [*Független Egyetem*].

En 1981, une première forme d'officialisation de l'activité éditoriale indépendante se concrétise avec la création de la maison d'édition indépendante *AB Független Kiadó.* Il en sortira 28 titres au total, ce qui en fait la maison d'édition indépendante la plus importante de Hongrie. D'autres initiatives de ce type sont également menées, mais de manière plus éphémère, parfois pour l'édition d'un seul titre.

De manière globale, le samizdat hongrois a existé dans des quantités moindres par rapport à ce que nous avons pu observer dans les autres pays du bloc. En revanche, puisque les auteurs ne subissent pas une répression qui décourage ou dissuade, l'activité auto-éditoriale connait une longévité remarquable, qui dépasse même dans certains cas la chute du régime soviétique. Parmi les samizdats ayant connu la plus grande longévité, il faut citer *Beszélő* [Le Parleur], un périodique politique et culturel édité quatre fois par an à près de 2000 exemplaires de 1981 à 2012, mais aussi *Hírmondó* [Le Messager] qui donne lieu à 27 numéros entre 1983 et 1988. Cette longévité trouve en partie son explication dans l'absence de répression de ces initiatives, ce qui leur permet de s'installer dans la durée, sans crainte de peines trop sévères. Le meilleur exemple en la matière est l'abandon des charges retenues contre les personnes prenant part aux activités de la « boutique » de László Rajk en 1983. Cela revient à reconnaitre

[323] László BEKE, Edit SASVÁRI, « 'Ungarn kann dich gehören' », *Op. Cit.*, p. 170.
[324] *Ibid.*, p. 144.

la légitimité de l'existence d'un deuxième espace public [*Második Nyilvánosság*][325] et d'une opposition politique qui n'est pas criminalisée.

Une deuxième forme d'officialisation de l'activité éditoriale indépendante concerne justement *Beszélő.* En 1989, les autorités tentent en effet de faire rentrer l'activité éditoriale indépendante dans des circuits plus officiels. Pour ce faire, elles proposent aux maisons d'édition clandestines des licences de publication. Contrairement à ce que nous avons observé en Pologne, il ne s'agit pas cette fois de mettre les maisons d'édition au pas en les faisant rentrer dans le circuit officiel, l'objectif est simplement de reconnaitre leur existence et leur légitimité.

Au-delà de la quantité qui est moindre par rapport à celle produite dans les autres États du bloc (autour d'une vingtaine de titres par an), le samizdat hongrois se distingue aussi par le contenu des publications qui diffère également de ce que l'on a l'habitude de voir ailleurs. Même si on retrouve le phénomène d'édition d'œuvres d'auteurs hongrois censurés comme György Konrád ou d'auteurs étrangers interdits comme Vaclav Havel, on ne trouve en revanche pas de presse clandestine dans des proportions aussi importantes qu'ailleurs. Partout ou presque dans le bloc soviétique, la presse clandestine s'est imposée comme le moyen principal pour l'opposition politique de communiquer et de lutter contre le discours officiel du régime qui falsifie ou détourne l'information pour la tourner à son avantage. En Hongrie, cette nécessité semble moins apparaitre parmi les priorités de l'opposition. Comme les espaces de liberté son plus nombreux, l'urgence de l'opposition et du rétablissement de la factualité est moins présente. En conséquence, les auteurs de samizdats s'intéressent à d'autres sujets. Le plus souvent, il est question de sujets qui ne concernent pas directement la Hongrie mais qui ont soit un impact sur elle, soit qui pourraient inspirer l'opposition locale. On y parle ainsi de l'actualité politique polonaise et des actions menées par *Solidarnosc* ou encore on y critique les conséquences du stalinisme. Ce sont aussi des sujets qui sont abordés dans d'autres samizdats au sein du bloc, mais on peut tout de même constater que l'activité de l'opposition hongroise est moins concentrée sur les enjeux locaux que ce que nous avons observé dans les autres pays.

En conclusion, on peut constater que l'opposition hongroise n'a pas évolué dans des conditions aussi difficiles que les autres oppositions politiques du bloc. L'autoédition s'est en effet développée dans un cadre de tolérance plus importante, avec une autorité politique qui en vient même à reconnaitre une certaine légitimité à « l'opposition démocratique ». Par ailleurs, il convient même de s'interroger sur le caractère clandestin des publications et nous pourrions

[325] *Ibid*., p. 145.

même aller jusqu'à remettre en question la pertinence de l'utilisation la notion de « samizdats » sur toute la période dans la mesure où les autorités hongroises en viennent à tolérer les éditions clandestines au point de leur suggérer de demander des licences officielles.

Malgré ce constat, nous avons pu observer que l'autoédition hongroise s'est inscrite dans le mouvement global de l'opposition politique du bloc soviétique. En plus de produire des samizdats, notamment littéraires, sur le même modèle de ce qui se fait dans les pays voisins, l'opposition hongroise s'intéresse avant tout à l'actualité politique de ces autres pays dans ses écrits politiques. Même si les risques de répression semblent être moins importants en Hongrie que dans les autres espaces politiques étudiés précédemment, le samizdat s'est là aussi imposé comme un outil efficace de lutte contre le régime socialiste, et surtout contre la rigueur de ses codes esthétiques.

À travers l'exemple du samizdat hongrois, nous pouvons à nouveau affirmer que les conditions de censure ont bien une incidence sur l'intensité de la production et de la diffusion des écrits clandestins. En effet, comme les espaces de libertés sont moins contraints et que la censure ne s'applique pas de manière complètement rigide, l'urgence de la clandestinité est moins présente. En conséquence, le samizdat est lui aussi moins nécessaire. C'est, au moins en partie, ce qui peut expliquer qu'il est arrivé plus tardivement dans l'espace oppositionnel hongrois et qu'il s'est ensuite développé dans des quantités moindres en comparaison des autres États du Pacte de Varsovie.

Comme le démontre l'ouvrage d'Hélène Camarade, Xavier Galmiche et Luba Jurgenson, le samizdat a également existé dans d'autres régions de l'URSS, comme en Biélorussie, en Ukraine ou encore de manière plus marginale dans les régions du Caucase. Il a également été utilisé par les oppositions roumaines, azéris ou encore bulgares. L'objet de ces travaux n'étant pas d'établir un panorama exhaustif des samizdats ayant existé dans les pays sous influence soviétique, nous nous limitons ici à quelques exemples caractéristiques permettant de montrer la diversité des usages du samizdat et des contextes dans lesquels ils ont été utilisés par les différents mouvements d'opposition.

Parmi les conclusions que nous pouvons établir, il convient d'une part de dire que la pratique de l'autoédition clandestine n'est pas un phénomène propre à la période d'influence soviétique. Elle s'inscrit en fait dans une tradition ancienne que l'on retrouve dans la plupart des pays du bloc de l'Est. En revanche, il semble que ce soit bien le samizdat russe qui ait inspiré la plupart des oppositions des autres pays de cet espace politique. Partout, c'est le samizdat littéraire qui a été le plus plébiscité par les groupes d'édition. Sur le modèle des

poèmes auto-édités par Nikolaï Glaskow, les auteurs ont mis leurs œuvres en circulation malgré la censure et les contraintes nombreuses. À l'exemple des reproductions de l'*Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, certainement l'ouvrage qui a le plus circulé sous forme de samizdat dans le bloc, les opposants ont maintenu la circulation des œuvres d'auteurs interdits. L'autre influence majeure vient ensuite de la *Chronique des événements en cours*. Cette revue a permis de placer la presse clandestine au centre de l'activité d'un nombre important de groupes, en particulier en Pologne ou dans les pays baltes par exemple. Comme nous avons pu le constater, elle a été une source d'inspiration importante à divers endroits et a même fait connaitre cette presse clandestine à l'international.

D'autre part, l'hypothèse que nous avions formulée selon laquelle il y aurait une corrélation entre intensité de la censure et production des samizdats semble à ce stade se confirmer au vu des éléments exposés ici. Trois constats peuvent pour le moment être établis à ce propos : le premier est que dans les pays où la censure est la plus dure et où il existe peu d'espaces de compromis, comme en URSS par exemple, le samizdat parvient à exister mais dans des conditions difficiles. Cela s'en ressent sur la quantité des samizdats produits, mais aussi sur la longévité des parutions périodiques. Dans ce contexte, les groupes d'édition sont découragés par le harcèlement opéré par les autorités et il est difficile de faire perdurer une activité éditoriale illégale. Le deuxième concerne cette fois les pays dans lesquels les espaces de tolérance existent. Si on prend l'exemple de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie, on constate que bien qu'elle soit illégale, l'édition clandestine parvient à s'installer durablement comme un moyen d'expression de l'opposition. Cela est rendu possible par une relative passivité des autorités, qui tentent de garder cette activité sous couvercle, mais laisse tout de même quelques marges de manœuvre, comme des soupapes, pour que les mouvements politiques ne s'embrasent pas. Le samizdat y est un puissant outil d'expression et il se développe de manière continue jusqu'à la chute du régime soviétique. Enfin, en guise de troisième constat, on peut dire que dans les espaces les plus tolérants, de manière officielle cette fois, c'est-à-dire quand la censure est la plus légère, l'opposition ne trouve pas une grande utilité dans le samizdat puisqu'il ne répond pas à une urgence. C'est le cas en Hongrie, où on voit bien que le samizdat existe, mais davantage pour s'inscrire dans un mouvement transnational que pour protester ouvertement contre le gouvernement local et ses pratiques.

Tous les éléments relevés précédemment nous permettent d'avoir une base solide afin de positionner le samizdat est-allemand dans le paysage des samizdats édités au sein du bloc soviétique. En nous intéressant à présent au cas de la RDA, nous avons pour intention de déterminer les points de convergences ou de divergences avec ce que nous venons d'observer

ailleurs. Ce sera l'occasion de constater que les liens ont été nombreux entre les opposants est-allemands et ceux des autres pays du bloc. Ces relations ont été sources d'échanges de textes et d'idées, mais aussi peut-être de pratiques politiques qui peuvent aujourd'hui être constatées dans les samizdats.

C. Le samizdat de RDA : quels points communs ? Quelles spécificités ?

Une fois ce panorama exposé, il convient de revenir au sujet central de nos travaux, le samizdat est-allemand. Cet état des lieux, bien qu'incomplet, nous permet de situer l'autoédition est-allemande dans l'espace politique auquel il appartient. Il nous invite désormais à comparer ce qu'il se fait en RDA par rapport à ce qu'il se fait ailleurs, et à déterminer si des connexions existent entre les uns et les autres. Comme nous avons pu comprendre que les inspirations et les influences étaient nombreuses entre les différents pays qui composent le bloc de l'Est, il convient à présent de savoir quelles sont celles qui ressortent dans les samizdats de RDA.

D'abord, nous nous attarderons sur les samizdats littéraires, qui font partie – comme ailleurs – des premières manifestations d'activités auto-éditoriales en RDA. Mais sont-ils vraiment le point de départ de cette pratique politique, comme dans la plupart des pays du bloc ? Quelques éléments de réponses pourront être avancés avant de développer davantage dans la deuxième partie de ces travaux. Nous nous attacherons ensuite à déterminer les points de convergence et de divergences entre les samizdats est-allemands et ceux que nous avons observés auparavant, sachant que la RDA se démarque par une prépondérance des revues politiques. Enfin, la place des réseaux transnationaux étant un enjeu majeur qui peut contribuer à expliquer le développement des samizdats en RDA, nous nous y intéresserons en accordant une importance particulière aux échanges entre les opposants. Ces derniers constituent certainement les manifestations les plus riches du réseau transnational, celles qui ont laissé les traces les plus durables pour enrichir l'histoire des oppositions politiques.

1. Les samizdats littéraires comme précurseurs ?

Comme nous avons pu le constater un peu plus tôt dans ces travaux, la RDA est un État à part au sein du bloc soviétique. Par sa proximité directe avec le bloc de l'Ouest et avec la porosité de sa frontière avec la RFA, notamment par le point commun linguistique qui lie les deux pays, elle a été un État dans lequel il a été plus urgent de voir s'installer par tous les

moyens la doctrine socialiste. Cette qualification de pays « à part » peut aussi s'appliquer à l'opposition politique qui s'y est développée et des samizdats qui y ont été publiés. Même s'il existe un nombre considérable de ressemblances entre le samizdat est-allemand et ceux édités dans les autres pays du bloc, on peut dire, comme Uwe Kolbe, qu'il y a eu un « samizdat propre à la RDA[326] ».

D'abord, il est d'emblée remarquable que le samizdat de RDA a été plus tardif que dans les autres pays observés. Nous le verrons grâce à une étude plus approfondie dans la deuxième partie de ces travaux, les premiers samizdats sont arrivés en RDA au début des années 1970, en 1971 plus précisément, mais de manière ponctuelle et même marginale. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié des années 1970 qu'il est possible d'en lire davantage, principalement dans les cercles religieux de Berlin-Est. De plus, il a non seulement été tardif, mais il n'a pas non plus revêtu la même forme qu'ailleurs. En effet, nous avons observé que dans tous les pays du bloc, ce sont les milieux littéraires et intellectuels qui se sont emparés en premier du samizdat afin de faire perdurer une littérature contrainte, voire interdite, par la doctrine socialiste. En RDA, la première forme de samizdat qui paraît est la revue politique, qui est alors moins systématique ailleurs, mais qui s'inspire en bonne partie de la *Chronique* éditée depuis la fin des années 1960. C'est par ailleurs ce type de publications qui va rester largement majoritaire en RDA, et qui démarque ainsi l'activité auto-éditoriale est-allemande de celles de tous les autres pays du bloc.

Mais l'opposition de RDA s'est aussi investie dans d'autres pratiques, bien qu'elles soient plus minoritaires, si bien que les collections conservées par les centres d'archives ne font état que de quelques dizaines de publications[327]. D'une part les revues artistiques permettent à des artistes de faire connaître leurs œuvres, leurs expositions clandestines ou simplement des photographies ou collages qui circulent sous forme de petits cahiers qui vont circuler de la main à la main. D'autre part, les revues littéraires sont dans un premier temps, dans la deuxième moitié des années 1970, des reproductions de textes interdits, sur le modèle de ce que nous avons observé en Tchécoslovaquie – mais sans reliures ni ornements qui en font des objets de collection – ou en URSS. Elles deviennent ensuite des plateformes permettant à des jeunes auteurs, ceux qui sont nés en RDA et qui n'ont connu que cette réalité, ceux que l'on appelle les *Hineingeborenen,* de publier des textes sans passer par les voies officielles.

[326] Uwe KOLBE, *Die Situation : eine Geschichte vom Prenzlauer Berg*, Göttinger Sudelblätter, Göttingen, Wallstein, 1994, p. 20.
[327] 33 publications de samizdats artistiques sont recensées dans le catalogue de la Robert-Havemann-Gesellschaft.

Il est important de préciser que les cercles politiques et les cercles littéraires ou artistiques n'ont pas de liens entre eux et dissocient même ouvertement leurs initiatives. Il est ainsi courant de trouver dans les revues littéraires des mentions indiquant que la visée de la publication n'est pas politique[328].

Dans la plupart des cas, ces revues sont produites en petite quantité, car au contraire des groupes qui éditent des revues politiques, les artistes ou auteurs ne bénéficient pas du soutien matériel des Églises et sont la plupart du temps dépendants de leur propre matériel. Ainsi, les revues les plus diffusées telles que *Papiertaube*[329], une revue de poésie éditée par Dieter Kerschek et Lothar Feix ont d'abord été reproduites dans de faibles quantités. Il a fallu que les auteurs se rapprochent en 1979 des groupes antifascistes, et notamment du groupe d'édition *Fanal* (qui édite aussi des samizdats politiques) pour que la revue soit dupliquée en un nombre plus important d'exemplaires. Mais cela n'a tout de même pas atteint des quantités comparables à celle des samizdats politiques, puisqu'elles atteignaient difficilement plus de 100 exemplaires par numéro. À la fin des années 1980, certaines revues parviennent tout de même à être diffusées dans de grandes quantités. À chaque fois, cela est rendu possible par un accès à des ronéotypeuses de type Ormig[330] ou à des impressions par stencils réalisés par ordinateurs. C'est notamment le cas des samizdats *Mikado*[331] (Berlin-Est, 1987) ou encore *Glasnot*[332] (Naumbourg et Leipzig, 1986-1988).

En plus des revues littéraires et des revues politiques, les années 1980 sont aussi le théâtre de la production des samizdats mixtes. On trouve ainsi plusieurs revues qui sont le fruit de collaborations entre artistes et auteurs, de sorte à mettre dans une même revue des textes littéraires et des collages (photographies, dessins, sérigraphies…)[333]. Comme en Tchécoslovaquie, ces samizdats sont en eux-mêmes des objets d'art, de collection. Les groupes s'appliquent ainsi à soigner les couvertures et les reliures. Mais les imperfections et les irrégularités, qui sont caractéristiques des fabrications artisanales des samizdats, leur donnent à chacune un caractère unique[334].

[328] Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA dans les années 1970. Op. Cit.*, 2007.
[329] *Papiertaube*, RHG-KS 007/01 à 007/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1978-1979.
[330] Voir p. 356-390, « Outils et conditions de conception des samizdats politiques ».
[331] *Mikado*, RHG-KS 006, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1987.
[332] *Glasnot*, RHG-MK 12, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Naumbourg, Leipzig, 1986-1988.
[333] Carole HÄHNEL-MESNARD, « Le samizdat littéraire et artistiques en RDA dans les années 1980 », *dans :* Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat, Op. Cit.*, p. 217.
[334] *Ibid.*, p. 218.

2. Un samizdat inspiré des autres oppositions ?

À bien des égards, on peut dire que le samizdat est-allemand s'inscrit dans la lignée des samizdats édités dans les autres pays du bloc. En plus des ressemblances liées à la forme, il est possible de dégager d'emblée un certain nombre de points de convergences qui laissent à penser que le samizdat politique tire en bonne partie son inspiration des autres samizdats des républiques soviétiques et des États du Pacte de Varsovie.

Dans un premier temps, il convient de signaler que les samizdats politiques est-allemands, notamment ceux qui prennent la forme de journaux clandestins, sont composés d'une multitude de textes importés et de textes qui portent sur l'actualité dans d'autres pays que la RDA. Nous pouvons citer les exemples des revues *Einblick Nicaragua* et de *Vaclav Havel*. Dans le premier cas, il s'agit d'une revue éditée par un groupe qui s'intéresse à la situation politique au Nicaragua. On y informe l'opposition sur le contexte et les risques de catastrophe humanitaire et on y fait des appels à la solidarité. Dans le second cas, la revue diffuse des textes de Vaclav Havel traduits par Gerd Poppe. L'objectif est de transmettre les idées et la littérature de l'auteur dissident tchécoslovaque. La portée de ces textes n'est pas la même mais les thématiques choisies montrent le fort intérêt des opposants est-allemands pour l'actualité internationale et pour les idées des opposants des pays voisins. Ces éléments peuvent corroborer l'importance du réseau transnational, ce que nous pourrons aussi constater pour ce qui est des échanges existants entre les opposants.

Concernant l'actualité internationale, il semble clair qu'elle joue un rôle important dans le développement du phénomène de l'autoédition. Quelques exemples nous le démontrent : d'abord, il convient de citer la catastrophe nucléaire de Tchernobyl survenue en avril 1986. Quelques mois plus tard, de nombreux samizdats voient le jour. Parmi eux, les deux plus diffusés en RDA, *Grenzfall* (éditée pour la première fois en juin 1986) et *Umwelblätter* (dont le premier numéro paraît en septembre 1986). Dans leurs premiers numéros respectifs, la majeure partie des articles fait référence à Tchernobyl. Là encore, le réseau transnational jour un rôle majeur : pour contourner les difficultés liées au manque de sources, les groupes d'opposition font jouer leurs réseaux dans les pays voisins. Ainsi, les textes informatifs au sujet de Tchernobyl ont été importés des samizdats édités par *Charta 77* en Tchécoslovaquie.

Un autre sujet a beaucoup agité l'opposition, plus tard cette fois, en 1989. Dans un contexte de montée en puissance de l'opposition et de ses actions contre le régime, la forte répression en Chine a attiré l'attention des opposants est-allemands. L'écrasement des manifestations étudiantes sur la place Tian'anmen préoccupe l'opposition, et cela se reflète dans

les samizdats. À titre d'exemple, le groupe *Umwelt-Bibliothek* publie dans son samizdat *Umweltblätter* une série d'articles intitulée « *China ist nicht fern* » [La Chine n'est pas loin]. Il s'agit alors d'informer mais aussi de réfléchir sur la situation en Chine et sur la forte répression à l'encontre d'étudiants pacifistes. Grâce à des textes qui circulent dans tout le bloc après avoir été transmis par des opposants chinois, les événements sont documentés et sont même commentés par des opposants locaux.

Enfin, pour clore sur ce sujet, on peut également mentionner des thématiques qui ont motivé un grand nombre de publications samizdats et qui ont été alimentées par des informations transmises par d'autres groupes d'opposition du bloc soviétique. Parmi elles, la contestation du service militaire est l'une des plus importantes. On peut dire que cela résulte des travaux de l'initiative « *Frieden Konkret* » qui est une sorte de séminaire annuel réunissant de nombreux groupes pacifistes à travers le bloc. Dans ce cadre, de nombreux groupes publient des rapports ou bien des argumentaires contre le service militaire obligatoire. Ainsi, on trouve de nombreux appels à la solidarité pour les personnes qui, dans le monde entier, ont été arrêtées au motif qu'elles ont refusé le service militaire. C'est le cas dans *Bekenntnis*, mais aussi dans les *Umweltblätter*, *Aktuell*, *Grenzfall*, *Blattwerk*, *Deserteure*, ou encore *Friedensnetz*, entre autres. Un article publié dans trois samizdats est intitulé « Ich verweigere den Kriegsdienst (griechischer Verweigerer) » [« Je refuse d'effectuer un service militaire armé (un objecteur de conscience grec) »]. Il s'agit d'un courrier envoyé par un opposant grec au Premier Ministre et transmise par l'ambassade de Grèce en RDA. L'opposant témoigne sur la mise en œuvre du service militaire en Grèce et propose des alternatives pour permettre aux objecteurs de conscience de ne pas se soumettre au service armé obligatoire.

Les textes portant sur l'actualité internationale se retrouvent le plus souvent dans une rubrique intitulée « *Meldungen* » [Informations] dont on peut remarquer la récurrence dans de nombreux journaux samizdats. Il s'agit le plus souvent d'informations courtes qui ne mentionnent pas de sources. Le fait que cette rubrique soit récurrente indique que ce type d'informations fait partie d'une ligne éditoriale et donc que les informations portant sur l'actualité internationale font partie des objets d'intérêt de l'opposition est-allemande. De manière plus globale, il serait intéressant, dans le cadre de travaux ultérieurs, de déterminer la proportion des textes importés de l'étranger puis traduits avant d'être intégrés aux publications, ainsi que des textes dont l'objet d'intérêt est l'actualité d'un autre pays que la RDA. À première vue, cette proportion est importante mais il faudrait une étude plus approfondie pour le confirmer.

Une deuxième caractéristique qui semble rapprocher l'autoédition est-allemande de celles des autres pays observés est celle qui consiste à être en recherche du rétablissement d'une factualité. Nous avons pu constater que le recours aux journaux clandestins avait fait partie des pratiques de l'opposition politique, de manière souvent marginale, comme par exemple en Pologne et en URSS. C'est justement le samizdat russe qui, comme nous avons pu le souligner, inspire de nombreuses oppositions, et parmi elles figure aussi celle de RDA. Cette dernière a en effet fait des journaux le principal type d'écrits autoédités au cours de la période d'influence soviétique. C'est là ce qui distingue le samizdat de RDA de tous les autres. Ce choix témoigne d'une volonté de créer des outils d'information parallèle, voire même de constituer un contre-pouvoir médiatique, dans un espace qui ne compte que des médias approuvés par les autorités et pilotés par celles-ci.

Cet aspect des publications autoéditées de RDA a fait l'objet de notre mémoire de Master, à l'occasion duquel nous nous sommes intéressé en premier lieu aux revues *Grenzfall* et *Umweltblätter*. Si ces deux revues sont les journaux les plus influents de RDA, nous aurons l'occasion de voir dans ces travaux qu'il en existe bien d'autres, qui ont connu une longévité variable. À l'occasion de nos travaux de Master, nous avons pu voir se dégager un schéma, une ligne éditoriale qui évolue dans le temps, à mesure que l'opposition elle-même évolue. Dans un premier temps, le journal samizdat ressemble à ce que la *Chronique* propose en URSS : ils sont composés de courts textes d'informations brutes qui ne sont pas commentés. Cela donne une impression d'énumération d'informations qui permet au lecteur de disposer d'un état des lieux de la situation dans des domaines variés (répression des objecteurs de conscience, situation écologique…). Au milieu de cette compilation de textes, on trouve des textes plus polémiques et politiques, mais le samizdat fait office de relai de textes écrits par des opposants est-allemands ou étrangers. Les membres du comité de rédaction sont alors rarement impliqués dans leur écriture.

Mais – et c'est certainement sur ce point que le journal clandestin est-allemand se distingue – l'opposition va plus loin dans le travail journalistique. Au fil des années, le journalisme proposé par les groupes d'édition se professionnalise et on voir apparaître progressivement un journalisme d'investigation, et même d'opinion. Le traitement des événements de la place Tian'anmen sont un bon exemple à cela : la revue *Arche-Info* publie une revue de presse de dix-sept pages qui recense tous les articles du journal officiel *Neues Deutschland* au sujet des événements de la place Tian'anmen. Cette méthode ressemble à celle de la *Chronique* dans la mesure où cette compilation d'articles peut en elle-même permettre au lecteur de se rendre compte du système de désinformation qui est en place. Mais comme

l'opposition est-allemande veut et peut aller plus loin grâce aux zones grises existantes en RDA, cette série d'articles de presse est suivie d'un commentaire du groupe *Arche* dénonçant la désinformation constante opérée par régime et l'attitude des dirigeants est-allemands qui saluent le maintien de l'ordre en Chine.

Dans le même esprit, la revue *Umweltblätter* fait aussi de ces événements un prétexte pour professionnaliser son approche. Là encore, plutôt que de s'en tenir à une simple énumération des faits, le groupe de rédaction ajoute des textes qui permettent d'approfondir le sujet. Ainsi, on trouve par exemple un témoignage d'un étudiant chinois présent sur place, d'abord publié dans un journal de Hong-Kong. Il circule au sein du réseau d'opposition est-allemand puisqu'il est aussi relayé dans *Friedensnetz* et *Arche-Info*. Le témoignage est accompagné de nombreux commentaires de la rédaction et même de schémas qui permettent de mieux se représenter l'intervention militaire et l'intention de mettre en œuvre un « massacre », comme cela est qualifié dans les différentes revues. Ici, la démarche consiste non seulement à informer le lecteur sur une situation qui lui est en fait inconnue ou presque, mais aussi à sensibiliser et argumenter contre la répression et contre la complicité de la RDA. Les revues autoéditées ne se limitent donc pas à un rôle d'information, elles sont des plateformes argumentatives illustrées en partie par des événements qui se produisent à l'étranger.

Enfin, le dernier point commun qu'il convient de signaler est l'utilité du samizdat pour former un réseau politique influent et dynamique. À l'image de ce que nous avons pu observer en Pologne par l'intermédiaire du KOR qui est devenu la plaque tournante de la circulation et de la production des textes publiés dans les samizdats politiques, l'autoédition est-allemande s'organise en bonne partie autour de groupes influents qui sont eux aussi des plaques tournantes de l'édition clandestine. Nous le verrons plus en détail ultérieurement, mais il convient tout de même de signaler que la *Umwelt-Bibliothek* a joué ce rôle et a largement contribué à l'essor des samizdats politiques au cours de la seconde moitié des années 1980. Avant cela, ce sont les groupes religieux, notamment ceux menés par le pasteur Rainer Eppelmann, qui ont joué ce rôle et qui ont favorisé la circulation des textes et des idées. C'est une caractéristique de l'autoédition est-allemande qu'il est important de mettre en avant, car nous avons pu faire le constat que dans les pays dans lesquels l'autoédition s'est organisée autour d'un groupe moteur, la production de samizdats a été plus importante. C'est en particulier le cas de la Pologne, où la quantité de samizdats édités a été la plus importante.

3. Le réseau transnational des opposants comme catalyseur

Comme les différents éléments extraits du panorama des samizdats l'ont démontré, les écrits clandestins se diffusent en tant qu'objets mais aussi en tant que pratique politique grâce à un vaste réseau d'opposants et de groupes d'opposition à travers les pays du bloc d'influence soviétique. Un nombre important de membres de ces réseaux a joué le rôle de « multiplicateurs » pour parler de leur activité, pour transmettre des textes, en traduire, ou pour fournir du matériel et des informations. Cela est favorisé par plusieurs facteurs : d'abord, nous l'avons dit, les citoyens du bloc partagent la connaissance des fondamentaux de la langue russe qui est enseignée partout et à tout le monde. C'est un socle linguistique commun qui permet la communication et la compréhension – au moins *a minima* – des textes qui circulent. Le deuxième facteur est celui de la constitution des réseaux par l'intermédiaire des institutions religieuses ou politiques. Au sein des Églises, notamment évangéliques, les jeunes ont la possibilité de participer à des rassemblements religieux qui réunissent des jeunes chrétiens venus de plusieurs pays. Il en est de même avec les jeunes socialistes, qui, grâce aux organisations de jeunesse, rencontrent d'autres jeunes d'autres pays. Dans ces cadres, des relations se créent, des contacts s'échangent, et ils deviennent l'un des vecteurs de la constitution d'un réseau transnational. Pour ce qui nous intéresse ici, le rôle des opposants est-allemands dans ces cadres est d'autant plus intéressant que ces derniers ont ainsi la possibilité d'avoir accès à une information venue des médias de la RFA[335]. Cela peut ensuite être partagé aux correspondants étrangers et ainsi se diffuser à travers le bloc.

En RDA, il existe plusieurs exemples d'opposants ayant entretenu des relations poussées avec des opposants d'autres pays et qui ont ainsi joué un rôle fondamental dans l'importation en RDA des pratiques oppositionnelles des pays voisins. Dans ce registre, Ludwig Mehlhorn, membre du comité de rédaction de quatre samizdats (*Radix-Blätter, Aufrisse, Spuren* et *ODER. Literarische Texte*) s'est particulièrement démarqué. Il fait partie des opposants qui ont entretenu le plus de contacts réguliers avec les opposants polonais et tchèques. Il a ainsi contribué à l'importation de nombreux textes et s'est investi dans la traduction d'un nombre important d'entre eux pour pouvoir les relayer dans les samizdats de RDA.

Pour Ludwig Mehlhorn, la conscience de l'importance de la circulation de l'information est arrivée tôt. Il est tout d'abord marqué par ce qu'il entend dans les médias ouest-allemands. À onze ans, en 1961, il profite du fait que ses parents disposent d'un téléviseur qui reçoit les

[335] Corine DEFRANCE, «La guerre des ondes. », *Op. Cit.*, p. 150.

chaînes de l'Ouest pour s'intéresser régulièrement à l'actualité telle qu'elle est abordée par la RFA. Quelques années plus tard, alors qu'il participe aux cadres proposés par les Églises évangéliques et qu'il y rencontre des jeunes slovaques, polonais ou tchèques, c'est avec cette connaissance de l'actualité qu'il échange et aborde les sujets politiques avec ses camarades[336]. À partir de 1968, il participe à des camps d'été au cours desquels il parle du printemps de Prague, un sujet dont tout le monde a entendu parler dans le bloc soviétique. C'est l'occasion d'échanger des points de vue, mais aussi des expériences avec ceux qui sont, au moins pour les jeunes tchécoslovaques, au plus près des événements. Il participe également à des séminaires eux aussi organisés par les Églises, sur le thème du rapprochement politique et religieux entre la Pologne et la RDA. Dans ces cadres, il en apprend beaucoup sur le mouvement populaire en Pologne et il obtient beaucoup de contacts en Pologne et en Tchécoslovaquie. Au cours des années suivantes, alors que son engagement politique s'intensifie, il maintient ses contacts avec ces opposants et son intérêt pour ce qu'il se passe dans leurs pays respectifs, qu'il s'agisse des idées qui y circulent, de l'actualité ou des actions menées par l'opposition.

Il prend une ampleur bien plus importante dans le rôle de « multiplicateur » lorsqu'il apprend le polonais en autodidacte. Il se met ainsi à traduire des textes de l'opposition polonaise et des textes du sociologue Jan Strzelecki, de Jan Jozef Lipski et Czeslaw Milosz. Il lit également les samizdats polonais depuis 1976 et aimerait dès lors que l'opposition est-allemande s'en inspire pour faire évoluer ses pratiques. Ludwig Mehlhorn s'implique dès lors dans la mise en œuvre des nouvelles méthodes inspirées de l'opposition polonaise. Il diffuse d'abord de nombreux textes des groupes polonais et du groupe tchécoslovaque *Charta 77* qui viennent alimenter les débats lors des séminaires internes à l'opposition et les revues d'informations qui relaient en grande partie ces textes importés.

Cependant, il est rapidement dans le viseur de la *Stasi*, non seulement en raison de la mise en circulation de textes illégaux, mais aussi car ses nombreux échanges avec les groupes d'autres pays deviennent suspects aux yeux des autorités. Il est arrêté en 1977 et se voit interdire en 1981 tout déplacement vers les pays du bloc de l'Est jusqu'en 1987. Cet élément démontre que ces contacts, et donc la constitution d'un réseau des opposants, représentent une inquiétude pour les autorités est-allemandes. On sait en effet l'ampleur des actions menées par l'opposition en Pologne et en Tchécoslovaquie, et on tente de limiter autant que possible la propagation d'une telle dynamique.

[336] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit*. *Op. Cit.*, p. 202.

Sitôt sa condamnation arrivée à son terme, il ne perd pas de temps et publie le samizdat *Radix-Blätter* qu'il intitule *ODER*, en référence au fleuve qui marque la frontière entre la RDA et la Pologne, mais aussi à la possibilité d'une alternative. Ce samizdat est un recueil de textes polonais qu'il traduit lui-même. Dès 1988, il intensifie ses contacts avec l'opposition polonaise. Il participe en effet à des réunions et à des débats avec ces groupes et en rend compte dans son samizdat. Ces publications sont tardives mais bien avant cela, on peut dire qu'il a contribué à la mise en réseau des opposants. Il n'a pas été le seul à le faire et on peut par exemple mentionner Wolfgang Templin qui a lui aussi effectué de nombreux séjours en Pologne et a aussi rédigé des comptes rendus pour partager son expérience sur place, ou encore Vera Wollenberger qui a traduit de nombreux textes venus de Tchécoslovaquie pour qu'ils soient transmis à des groupes d'édition clandestins[337].

Les nombreuses personnes qui ont mené des actions de cet ordre et qui ont joué les intermédiaires entre les groupes est-allemands et ceux des autres pays du bloc peuvent être considérés comme des catalyseurs de l'édition des samizdats en RDA, voire de l'activité oppositionnelle dans son ensemble. Tant dans le partage de contenu que d'expériences, ils ont joué un rôle majeur pour faire progresser l'opposition de RDA sur le modèle des groupes des pays satellites de l'Union soviétique. Les samizdats portent de nombreuses traces de ces relations et de cette tendance des opposants de RDA à s'inspirer de ceux des pays voisins. Au-delà de la pratique elle-même qui est en soi une importation des actions des autres oppositions, de nombreux samizdats est-allemands abordent en grande quantité des sujets ou des textes se référant à l'actualité ou à l'opposition polonaises et tchécoslovaques. De ce point de vue, le samizdat est un support tout à fait représentatif de l'omniprésence des réseaux, notamment transnationaux, pour le développement de l'opposition. Ils se matérialisent par la forte présence de textes importés, et aussi de textes rédigés par les opposants est-allemands grâce aux informations transmises par les groupes partenaires. Le réseau est donc vecteur de contenu et motive des publications ; il est aussi une source d'inspiration pour l'opposition, ce que le samizdat semble parfaitement refléter.

Ce panorama des samizdats édités dans quelques-uns des principaux espaces politiques du bloc soviétique n'est certes pas exhaustif et particulièrement précis, mais il permet tout de même de dégager quelques tendances, et peut-être même une typologie des samizdats qui sont le reflet des intentions de l'opposition politique.

[337] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op. Cit.*, p. 109.

D’abord, le samizdat qui est apparu en premier, partout dans le bloc, est le samizdat littéraire. Il répond à une nécessité de maintenir une circulation des biens intellectuels, qu’ils appartiennent ou non à la culture slave. Au contraire même, l’opposition souhaite permettre la circulation d’œuvres de tout style, de toute origine pour lutter contre la rigueur idéologique et esthétique du régime.

Ensuite, l’autre type de samizdat qui arrive à partir de la seconde moitié des années 1970 et qui se développe de manière considérable au cours des années 1980 est le samizdat dit « politique ». Il est quant à lui plus difficile à définir car il revêt plusieurs formes. Il se distingue donc par son intention de proposer une plate-forme critique du régime par l’opposition. Cette dernière y commente l’actualité, critique la politique en vigueur, dénonce les méthodes des autorités et y parle aussi de l’opposition elle-même, et donc de ses activités et de ses revendications. Nous l’avons vu, l’une des premières approches du samizdat politique est celle de la *Chronique* en URSS et c’est elle qui s’est d’abord imposée comme un modèle en la matière. Le plus souvent, on trouve dans les pays du Pacte de Varsovie des samizdats qui reprennent ce modèle éditorial et qui font de la recherche de la factualité un objectif clair de leur initiative. Toutefois, l’évolution des ambitions de l’opposition, notamment en Tchécoslovaquie, en Pologne et en RDA, met à mal cette volonté d’objectivité. Peu à peu, les groupes se détachent de cette méthode pour ne plus s’en tenir à des informations brutes : on ne veut plus se contenter de laisser libre cours à l'interprétation et la compréhension des événements, on veut aussi convaincre, contre-argumenter, renforcer le mouvement politique. De ce point de vue, le samizdat est-allemand est un exemple particulièrement pertinent, à l’image des samizdats les plus connus et diffusés en RDA, *Grenzfall* et *Umweltblätter*.

On peut donc dire que dans un premier temps, la presse clandestine, celle qui traite de l’information brute est une première forme de samizdat politique qui se répand largement au sein du bloc. Il répond au besoin de lutter contre la désinformation et donc de rétablir une certaine factualité. Mais dans un second temps, ce sont les revues critiques et argumentatives qui occupent davantage de place. Par endroits, ces samizdats sont synonymes de prise de confiance progressive de l’opposition. Partout, les samizdats politiques deviennent des recueils de textes de diverses natures, entre partage d’informations ou de textes importés de l’étranger, argumentaires, revendications et mise en réseau des opposants. Ils deviennent ainsi des revues de référence pour documenter les opposants ou tout autre lecteur, pour leur donner à la fois des références intellectuelles et politiques ainsi que des moyens de s’investir dans les réseaux de l’opposition. Ils sont donc la base d’une connaissance commune de l’environnement politique et la base de la construction d’une conscience politique oppositionnelle.

Sur le plan quantitatif maintenant, nous avons pu constater que les trajectoires étaient différentes selon les pays, et que celles-ci nous ont semblé avoir un lien identifiable mais irrégulier avec l'intensité de la censure. Là où cette dernière a été la plus dure, le samizdat s'est développé en grande quantité, mais pas toujours de manière durable. En URSS, là où la censure a été omniprésente, les samizdats ont été nombreux, comme les auteurs dissidents, mais ils n'ont pas pu s'installer dans la durée, limitant les publications périodiques, à l'exception de quelques-unes, comme la *Chronique*. En Pologne et en Tchécoslovaquie, les marges de manœuvre ont été fluctuantes, alternant avec des périodes de censure sévère. Grâce à l'existence de groupes d'opposition influents et disposant de moyens humains et matériels importants, la production de samizdat a été significative, parfois à l'initiative de ces groupes, d'autres fois dans leur sillage. *A priori* donc, il semblerait que les samizdats parviennent à s'installer dans la durée là où la censure n'est pas constante, là où il existe des périodes de tolérance.

La Hongrie semble cependant être un contre-exemple à cette affirmation. Dans cet État qui a connu une répression plus faible qu'ailleurs, le samizdat a certes existé, mais de manière moins intensive, comme si seule l'influence des pays voisins avait motivé leur édition. En conséquence, la conclusion qui semble être la plus pertinente consiste à dire que le samizdat a besoin de la censure pour justifier la nécessité de son existence et de son intensité, en même temps qu'il a besoin de marges de manœuvre pour permettre sa survie et son influence.

Dans ce contexte, on peut dire que la RDA se situe précisément dans ce schéma : l'opposition évolue dans une zone grise créée par les espaces de tolérance de l'État. Il existe une nécessité de se confronter à l'État puisque la répression existe, en attestent les sanctions prises contre les opposants comme Roland Jahn et Wolf Biermann, pour ne citer qu'eux. Mais l'urgence n'existe pas vraiment dans la mesure où les marges de tolérance sont nombreuses et la prise de risques finalement mesurée, comme en témoigne la faible répression dont les auteurs de samizdats ont fait l'objet. Cette zone grise joue un rôle prépondérant pour le samizdat, car c'est un espace de construction fertile pour l'opposition politique, qui a pour catalyseur aussi bien la proximité avec la RFA (qui fournit du matériel, des informations et des textes) que le réseau politique transnational.

Quant au samizdat qui en résulte, nous pouvons faire quelques constats qui résument les liens et les divergences avec les samizdats de RDA et ceux des autres pays du bloc : les influences et les sources d'inspirations sont nombreuses. Compte tenu de l'arrivée relativement plus tardive du samizdat en RDA que dans les autres pays observés, on peut affirmer que les liens avec les oppositions des autres pays, notamment celles de Tchécoslovaquie et de Pologne, ont été les premières sources d'influence de l'opposition est-allemande. Comme celles-ci

tenaient pour modèle le samizdat russe, la ressemblance avec les samizdats les plus connus, comme la *Chronique*, tant sur le plan éditorial que sur le plan matériel, s'explique en bonne partie par les échanges des textes, des idées et des pratiques politiques entre les opposants de ces différents pays. Ensuite, tout au long de la période de production des samizdats, les échanges transnationaux des informations et des textes ont été une source d'alimentation importante des revues éditées, et notamment des journaux périodiques.

Maintenant que ce paysage et ce contexte politique sont posés, la deuxième partie de ces travaux nous permettra de nous recentrer sur le samizdat est-allemand pour l'étudier plus en détail. Cela nous permettra de déterminer avec plus de précision quelles sont les trajectoires prises par l'opposition est-allemande en matière d'autoédition clandestine. À l'exemple des samizdats politiques de RDA, l'enjeu sera également de dégager une typologie des samizdats politiques qui semble à ce stade ne pas trouver de définition claire au regard de la description de la production des samizdats dans les autres pays du bloc soviétique.

Partie II - Etude quantitative : création d'un répertoire des samizdats politiques pour établir un état des lieux.

I. Méthode et enjeux de la construction d'une nouvelle base de données

A. Travaux antérieurs

L'un des objets centraux de nos travaux a consisté dans l'élaboration d'une base de données qui permette de répertorier dans un seul et même document toutes les informations que nous avons collectées au sujet des samizdats politiques édités et diffusés en RDA. Ce travail peut être considéré comme inédit car il est à ce jour le plus complet qui ait été réalisé sur le sujet. Toutefois, nous signalons l'existence de trois travaux de ce type, deux sous forme de base de données – par Ehrhart Neubert en 1998[338], corrigée et complétée dans la seconde réalisée par Ilko-Sascha Kowalczuk en 2002[339] -, et un autre sous forme d'index pour les archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft de Berlin[340].

Dans ses travaux, Ehrhart Neubert recense au total 135 samizdats, dont le plus ancien est *Kontakte*, édité à Berlin à partir de 1969. Il présente la liste sous la forme d'un tableau qui comprend 7 entrées. Parmi les informations relevées, il y a le titre du samizdat, les auteurs, le groupe d'opposition impliqué, la période de publication, le lieu de publication, le nombre d'exemplaires produits et quelques commentaires sur la revue, avec notamment une ébauche de classification thématique. La liste des samizdats est classée par lieu de publication. Par ailleurs, il est important de préciser que l'objet de la base de données réalisée par Ehrhart Neubert est le suivant : « Samisdat-Zeitschriften und –Zeitungen von 1969 bis 1990 im Überblick » [vue d'ensemble sur les revues et journaux samizdats entre 1969 et 1990]. Cela signifie que l'objectif est de recenser tous les samizdats, mais il n'est pas précisé quelle est leur nature. Nous n'avons donc pas d'indication nous permettant de savoir s'il s'agit de revues politiques, artistiques ou littéraires. Cela est parfois précisé dans la colonne des commentaires, mais ce n'est pas toujours le cas.

Dans son étude, Neubert estime en revanche que les revues éditées par les Églises ne peuvent pas être considérées comme de véritables samizdats car elles ne sont pas directement éditées par des groupes politiques. Il les qualifie de « *Halbsamisdat* » [semi-samizdats] et les fait tout de même figurer dans sa base de données en précisant dans les commentaires qu'il s'agit d'écrits édités par les Églises.

[338] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der 1949-1989*, *Op. Cit.*, p. 756-766.
[339] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit. Op. Cit.*, p. 52-75.
[340] Anne-Dorothee VOGEL, *Findbuch zum Bestand « Samisdat in der DDR »*, *Op. Cit.*

Dans les travaux d'Ilko-Sascha Kowalczuk, la focale est cette fois mise sur le samizdat politique. À partir de ce critère, cette nouvelle base de données rend des résultats différents. Elle complète et révise le travail initial de Ehrhart Neubert qui reste tout de même le point de départ de ce deuxième recensement. Il s'appuie également sur la liste des samizdats politiques conservés dans le fonds d'archives Matthias Domaschk de Berlin[341], qui contient alors la collection la plus complète de samizdats politiques.

Lors de la présentation de sa base de données, Ilko-Sascha Kowalczuk précise les corrections qu'il a souhaité apporter à celle de Neubert : tout d'abord, un certain nombre de revues sont en fait des prises de position politiques de la direction des Églises évangéliques qui ne concernent donc pas les membres du mouvement d'opposition. La direction des Églises bénéficiant de moyens plus importants et de cadres légaux plus souples, Kowalczuk considère que leurs écrits ne peuvent pas être étudiés selon les mêmes critères qualitatifs que ceux qui sont appliqués pour les samizdats édités par des groupes politiques.

Aussi, la mise à jour du recensement a dû être effectuée en tenant compte du critère de sélection des samizdats politiques. Les samizdats artistiques qui font partie du recensement de Neubert ont donc été retirés de cette seconde base de données. Enfin, Kowalczuk a choisi de ne pas relever les revues dont la période de production dépasse l'année 1990, considérant que la question du recours au média samizdat se pose différemment après la chute du Mur et à mesure que la législation en termes de liberté d'expression évolue. À partir du moment où les écrits sont publiés dans un contexte où la censure n'est plus d'actualité, ces textes ne sont pas pertinents dans le cadre des travaux menés ici par Ilko-Sascha Kowalczuk[342].

Il relève l'existence de 172 samizdats politiques au total. Il choisit de relever les informations suivantes : le nom de la revue, le nom des auteurs ou du groupe de rédaction, la période de publication, le nombre d'exemplaires produits (lorsque la donnée est disponible. Le cas échéant, il donne un ordre de grandeur car il n'est pas toujours possible de donner un chiffre précis). Enfin, Kowalczuk ajoute une colonne de commentaires afin de donner des indications supplémentaires sur la revue. Ces informations sont très hétérogènes, il peut s'agir de la thématique de la revue, d'informations sur les textes publiés (auteurs originaux par exemple), ou encore du lieu dans lequel les textes sont consultables (centres d'archives notamment). Ici, les revues sont classées par titre de samizdat, dans l'ordre alphabétique.

[341] La Robert-Havemann-Gesellschaft est un groupement de trois fonds d'archives, parmi lesquels le fonds Matthias Domaschk créé en 1992 à partir des documents de la *Umwelt-Bibliothek* de Berlin.
[342] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Politischer Samisdat in der DDR*, *Op. Cit.*, p. 52.

Le premier samizdat politique relevé par Ilko-Sascha Kowalczuk date de 1980, avec *Briefe zur Orientierung im Konflikt Natur-Mensch*, une revue sur l'écologie publiée par Hans-Peter Gensischen à Wittenberg. Peu de revues datant d'avant l'année 1985 sont recensées. On trouve *Aktuell* (1984), *Anschlag* (1984), *Anstösse* (1982), *Blattwerk* (1984), *Friedensnetz* (1984), *Friedensreader* (1984), *Kontakte* (1984), *Schalom (1984), Streiflichter* (1981), et *Wege!* (1984), soit seulement 10 samizdats.

Il faut noter que dans les deux travaux que nous venons de présenter succinctement, les chercheurs n'entrent pas dans le détail du nombre de publications. Pour être plus clair, précisons que les publications samizdats sont effectuées sous des formats différents : certaines sont des publications d'un seul volume, d'autres donnent lieu à plusieurs numéros qui appartiennent tous au même samizdat. Parmi ces publications multiples, certaines ont une périodicité régulière et d'autres pas. Dans les travaux cités ici, il n'est pas fait mention de la périodicité et le nombre de numéros n'est pas précisé. Ainsi, chaque samizdat représente ici une unité, alors qu'en réalité, certains se décomposent en de nombreuses publications. Par exemple la revue *Streiflichter* - qui n'occupe donc qu'une seule ligne dans ces tableaux – comporte en fait 56 numéros publiés entre novembre 1981 et octobre 1989.

Pour trouver ce niveau de détail, il faut s'intéresser au travail réalisé par Anne-Dorothee Vogel qui consiste en l'élaboration d'un index des samizdats politiques conservés à la Robert-Havemann-Gesellschaft. Ici, le corpus est limité car il ne se concentre que sur un seul fonds d'archives mais il s'agit du travail le plus précis ayant été réalisé. Les informations relevées par Vogel sont les suivantes : la côte de classement en archive, le lieu de publication, la date de publication, la numérotation de la publication (par exemple publication n°3 sur 56 de la revue *Streiflichter*), le titre et le sous-titre s'il a lieu, le nom des auteurs, le titre des articles contenus dans le numéro, le nombre de pages ou de feuillets (ce qui permet de préciser si l'impression est recto-verso ou non), la présence ou non d'illustrations (graphiques, photographies, caricatures…), la technique de reprographie et enfin, lorsque c'est le cas, les changements de titres de la revue au cours de la période de publication. On peut déjà constater que le niveau de détail est plus fin et que la quantité d'informations au sujet de chaque publication est bien plus importante. C'est par ailleurs en bonne partie à partir de ce travail que nous avons pu élaborer notre base de données.

Anne-Dorothee Vogel recense 149 samizdats politiques publiés dont le plus ancien est *Kontakt* édité en juin 1972 à Berlin. Ces 149 samizdats donnent lieu à 546 publications au total, selon le recensement effectué. Notons également que le même travail a été réalisé avec les

samizdats artistiques conservés à la Robert-Havemann-Gesellschaft. Vogel en relève 14, et 33 publications au total. Ils ne sont en revanche pas l'objet de nos travaux.

Après avoir pris connaissance de ces travaux antérieurs, nous pouvons constater qu'un recensement exhaustif des samizdats politiques est compliqué et que selon la définition qui est donnée pour chaque type de samizdats, les recensements peuvent être différents. Pour exemple, Ilko-Sascha Kowalczuk et Ehrhart Neubert relèvent tous les deux l'existence de la revue *Anschlag* publiée entre 1984 et 1989 à Leipzig et qui comporte 13 numéros. Chez Neubert, on trouve le commentaire « künstlerischer Samisdat mit politischen Themen » [samizdat artistique avec des thèmes politiques]. Les caractéristiques de cette revue rendent son classement difficile puisque Kowalczuk, qui ne recense que les samizdats politiques, le fait apparaître dans sa base de données, et Anne-Dorothee Vogel, qui classe les samizdats selon leur typologie, le range parmi les samizdats artistiques. Au regard de cette difficulté qui se manifeste encore avec plusieurs autres exemples sur lesquels nous ne nous attarderons pas ici, il semble donc que les frontières entre les samizdats « politiques » et « artistiques » soient difficiles à définir, ne serait-ce qu'en raison du contenu explicitement politique de certaines revues artistiques ou bien de l'aspect graphique et de la présence des collages, de dessins ou de créations littéraires dans les samizdats politiques.

Nous nous concentrerons ici sur les samizdats politiques, de manière à en dégager une typologie plus fine, qui donnera *in fine* des clefs de lecture et des critères pour déterminer ce qu'est un samizdat politique et ainsi les différencier clairement des autres types de samizdats.

B. Collecte des documents et des témoignages

La base de données que nous avons réalisée s'inscrit dans la continuité des travaux qui ont été menés jusqu'ici. Elle s'appuie tout d'abord sur une lecture critique des données recueillies par Ehrhart Neubert, Ilko-Sascha Kowalczuk et Anne-Dorothee Vogel. Nous avons ensuite élaboré notre propre méthodologie afin de compléter et de réviser les résultats obtenus par les autres chercheurs.

Pour cela, nous avons effectué de nombreux séjours dans les fonds d'archives de la *Robert-Havemann-Gesellschaft* de Berlin, des *Archiv der Bürgerbewegung* de Leipzig, de la *Forschungsstelle Osteuropa* de l'Université de Brême et du *Martin-Luther-King-Zentrum* de Werdau. Nous y avons consulté chaque samizdat politique[343] conservé dans les fonds

[343] Indications terminologiques : Il est important de distinguer deux termes que nous utiliserons tout au long de cette analyse quantitative. Un « Samizdat politique » rassemble un ou plusieurs volumes sous un même titre. Nous

d'archives, de sorte à en extraire un maximum d'informations. Nous avons alors établi une liste d'informations à relever – nous la détaillerons dans cette même partie – qui nous permettront de mener une première étude quantitative sur les samizdats politiques de RDA.

Ce travail ne prétend ni être exhaustif, ni remettre en question ce qui a été réalisé dans les travaux antérieurs. Dans la mesure où les travaux que nous avons cités ont été réalisés respectivement en 1998, 2002 et 2006, il convient d'en faire une mise à jour et de proposer une autre manière de lire ces données. C'est pour cette raison que nous avons souhaité mener une étude quantitative dont nous présentons les résultats dans ces travaux.

Au cours de nos recherches en archives, nous avons d'abord eu l'ambition de l'exhaustivité. Cependant, au vu de l'ampleur du corpus et de la difficulté à le compléter, nous nous sommes rapidement rendu à l'évidence que cette ambition serait difficile à atteindre. En effet, bien que les fonds d'archives spécialisés sur les mouvements d'opposition de RDA soient dotés d'un nombre très important de documents – et notamment de samizdats politiques – aucun d'entre eux ne dispose de la totalité des samizdats qui ont circulé en RDA. Dans la mesure où il s'agit de documents qui ont circulé de la main à la main, il est difficile d'en suivre la trace ; certains ont peut-être été détruits, d'autres n'ont peut-être que trop peu circulé et d'autres encore sont rangés dans des dossiers personnels d'anciens opposants de RDA et n'ont jamais été remis à des centres d'archives.

À ce propos, nous avons pu constater que de nombreux samizdats présents dans les archives provenaient de collections privées. Ces apports ont été importants et permettent aujourd'hui de rendre consultable un plus grand nombre de documents. Mais à n'en pas douter, de nombreux autres documents font encore partie de collections privées et il faudra certainement encore des années pour les rassembler.

En attendant, nous avons tenté de recenser tous les samizdats politiques que nous avons pu consulter dans les différents centres d'archives dans lesquels nous avons travaillé. Nous avons aussi essayé de compléter nos données grâce à des prises de contact avec des auteurs de samizdats politiques. Enfin, nous avons aussi consulté des cartons d'archives dont les documents n'avaient pas encore été classés, de manière à y trouver des samizdats qui auraient pu s'y cacher.

parlerons de « publications » pour désigner chaque numéro, chaque volume, qui compose un samizdat politique. Ainsi, nous dirons que le samizdat politique *Schalom* comprend 10 publications. Nous utiliserons enfin le terme « revue » pour désigner aussi bien l'un que l'autre dans la mesure où cela fait référence au format de chaque publication et donc de chaque samizdat.

Toutes ces recherches fastidieuses et minutieuses ont pour objectif de compléter le recensement des samizdats politiques édités et diffusés en RDA. La base de données que nous proposons permet d'amorcer un recensement des publications qui pourra ensuite être complété par des recherches ultérieures. Elles pourraient par exemple se concentrer sur les collections privées des habitants de l'ex-RDA ou des anciens membres du réseau de l'opposition politique.

C. Méthode et enjeux de la collecte des données.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, nous avons eu pour objectif d'effectuer une étude quantitative sur la production de samizdats politiques en RDA entre 1971 – date du premier samizdat recensé en Allemagne de l'Est – et 1990, jusqu'à la Réunification[344]. Une nouvelle fois, l'enjeu est ici d'envisager dans un premier temps le samizdat comme un objet matériel, dont on peut quantifier la production et constater les évolutions.

La présentation des résultats de cette étude permettra de dégager des tendances qui seront autant de pistes de réflexions pour la suite de nos travaux ou pour des travaux ultérieurs. Une étude quantitative ne pourrait définir à elle seule toutes les facettes de l'utilisation et de la portée des samizdats politiques. Toutefois, elle donnera des chiffres tangibles, issus d'un relevé d'informations ciblées, qui permettront de rendre compte d'une certaine réalité de la production des samizdats politiques. C'est à partir de ces données chiffrées que nous pourrons évaluer l'ampleur du phénomène et définir les éléments saillants qui caractérisent particulièrement le samizdat est-allemand. C'est ensuite éclairé par les données chiffrées que nous serons parvenu à extraire que nous étudierons cette fois le samizdat comme un objet politique.

Cette étude permettra en outre de mesurer et de cartographier l'activité de l'opposition en matière d'autoédition et de déterminer le rôle que cette activité politique a joué dans le développement de l'opposition, de sa manière de se mobiliser et des idées qu'elle défend. Le samizdat politique présente pour cela un intérêt important pour le chercheur. Il reflète en partie le dynamisme politique de l'opposition en cela qu'il est une trace visible de sa structuration, de son organisation logistique et de sa capacité à produire du contenu de réflexion. Ce dynamisme est bien entendu visible à travers les actions politiques menées par l'opposition – dont le

[344] Nous trouvons de nombreuses revues politiques qui ont continué à être publiées après 1990, dans la continuité des samizdats, souvent sous le même format et sous le même nom. Toutefois, dans la mesure où la règlementation adoptée quant aux publications des textes écrits est celle de la RFA, la répression ne s'applique plus et les groupes n'ont plus besoin de produire des textes dans la clandestinité ou la semi-clandestinité. Les revues qui perdurent après 1990 peuvent être considérées comme des pratiques amateures de journalisme mais ne peuvent plus entrer dans le recensement des revues samizdats.

samizdat fait partie -, mais le samizdat en est la trace écrite la plus complète, la plus développée, sur laquelle le chercheur peut s'appuyer pour étudier les idées défendues par l'opposition politique est-allemande au moment-même de sa mobilisation. Ils complètent donc les témoignages des hommes et des femmes qui réagissent a posteriori et ont le recul suffisant pour analyser leurs actions. Le samizdat est quant à lui un témoignage qui ne dispose d'aucun recul et qui, sans être le reflet parfait des mouvements d'opposition, restitue au plus près de l'action politique les combats menés par l'opposition, y compris par celle qui n'édite pas de samizdats politiques.

Avant de présenter les résultats de nos travaux, nous souhaitons dans un premier temps exposer la méthode à partir de laquelle la base de données a été construite et préciser quels sont les enjeux qui ont motivé les choix des données à relever. Ces enjeux seront ensuite étudiés au regard des données extraites grâce à nos recherches. Nous préciserons en outre la méthode que nous avons utilisée pour relever chaque information qui figure dans notre base de données.

1. Recenser des publications

Dans la mesure où l'objectif principal de ce travail consiste à effectuer le recensement le plus complet possible des samizdats édités en RDA, la première tâche a été de faire la liste des publications que nous avons consultées dans les différents fonds d'archives. Nous les avons classées dans l'ordre alphabétique à partir du titre principal du samizdat. Lorsqu'il y en a un, nous avons également inscrit le sous-titre de la publication.

En réaction à l'étude critique des travaux réalisés par Ehrhart Neubert, Ilko-Sascha Kowalczuk et Anne-Dorothee Vogel, nous faisons le choix de recenser tous les samizdats politiques, quelle que soit la nature du groupe d'édition. Nous ne ferons donc pas de distinction entre les revues éditées par des représentants des paroisses, par des groupes politiques hébergés par les Églises évangéliques ou par les groupes politiques clandestins. Il est tout d'abord parfois difficile de déterminer le niveau d'implication des pasteurs dans l'édition des revues. En effet, même si le groupe d'édition renseigné est affilié à une paroisse, il n'est pas évident de savoir si ce sont les dirigeants de la paroisse qui l'éditent ou bien si le nom de la paroisse sert simplement à couvrir un groupe politique qui ne souhaite pas faire apparaître son nom par peur de la répression potentielle.

De plus, même si les textes sont parfois clairement signés par des pasteurs ou des théologiens, comme c'est le cas de Rainer Eppelmann ou Hans-Peter Gensischen par exemple, le contenu politique s'inscrit sans aucun doute dans un mouvement de protestation politique

global, auxquels appartiennent aussi bien les groupes paroissiaux que les groupes politiques. Il y a certes de nombreux conflits tant les opinions et les objets de mobilisations sont divers, mais la démarche d'autoédition s'inscrit dans tous les cas dans une volonté de se créer ses propres espaces de liberté, de sorte à s'emparer soi-même d'une liberté d'expression confisquée par l'État socialiste.

Enfin, sur le plan de la forme, il n'y a pas de différences suffisamment remarquables entre les revues éditées par les Églises et celles éditées par les groupes politiques – et ce malgré la différence d'accès à un matériel de reprographie de qualité, nous y reviendrons – pour que nous puissions considérer que ces revues sont des objets de natures différentes. Elles traitent des mêmes sujets, défendent souvent les mêmes principes et circulent même au sein du même réseau. Les divergences politiques sont quant à elles inhérentes au pluralisme important existant au sein des mouvements d'opposition, mais c'est là une tout autre question. Pour toutes ces raisons, nous n'exclurons de notre étude aucun samizdat politique à partir du moment où il contribue aux débats et aux actions menées par l'opposition politique est-allemande dans son ensemble.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire plus tôt, le travail de recensement des samizdats politiques ne se réduit pas à la consultation des rayonnages consacrés aux samizdats politiques dans les centres d'archives. À cela s'ajoutent les publications que nous avons pu récupérer dans des archives personnelles ou dans les documents confisqués par la *Stasi*. Il faut aussi dire que l'objet « samizdat » est encore peu connu et des centres d'archives n'ont pas identifié certains documents comme étant des samizdats. Nous avons donc parfois trouvé des publications dans des cartons qui rassemblaient essentiellement des journaux d'information ou bien des textes de nature politique. Nous avons donc dû déterminer nous-mêmes si la publication rassemblait ou non les critères suffisants pour être rangée dans la catégorie des samizdats politiques.

Toutefois, malgré nos nombreuses recherches, il est arrivé que certaines publications n'aient pas pu être trouvées. Il est bien entendu difficile de savoir s'il manque beaucoup de publications uniques mais pour ce qui est des périodiques, il est plus simple de constater la complétude ou non d'une série de publications. Comme les revues périodiques sont le plus souvent numérotées, il a été possible de s'apercevoir que nous ne disposions pas de la totalité des numéros. Par exemple, pour la revue *Anstösse* publiée à Wittenberg à partir de 1982, nous avons pu avoir accès aux numéros allant de 3 à 16. Il apparaît donc que les deux premiers numéros existent mais ne sont pas conservés dans les fonds d'archives et n'ont pas été trouvés dans le cadre de nos recherches. Ils figurent donc dans la base de données comme publications

effectives mais il n'a pas été possible de trouver davantage d'informations (date de publication, auteurs…). Il est possible que d'autres numéros aient été publiés après le numéro 16, mais nous n'avons pas les informations suffisantes pour le vérifier.

Pour que le lecteur puisse savoir quels sont les numéros manquants, ils sont indiqués dans notre base de données, dans une colonne intitulée « statut »[345]. Lorsque les publications n'ont pas été consultées car elles ne sont pas accessibles ou n'ont pas été trouvées, il est noté « manquant ». Si elles sont consultables directement en archives en copie, il est noté « copie ». S'il n'existe que l'exemplaire original, il est noté « original ».

Un autre exemple est représentatif des difficultés, et même parfois des impossibilités, de recensement et du travail de déduction que devons effectuer afin de le compléter. Il s'agit du samizdat *INKOTA-Briefe.* Il fait partie des samizdats ayant connu la plus grande longévité : le premier numéro paraît en 1971 et les suivants ont été édités périodiquement jusqu'en 1990, à raison de 4 à 5 numéros par an. Une revue portant le même titre est par ailleurs toujours éditée actuellement par la même paroisse, et sur le même sujet (la faim dans le monde). Pour nos recherches, il a été particulièrement compliqué, et même pour le moment impossible, de reconstituer la collection des publications issues de ce samizdat. En effet, le centre d'archives « *Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V.* » est le seul à conserver des copies et des originaux de ces publications. La collection est même complète à partir des numéros édités en 1983. En revanche, pour ce qui est des numéros parus entre 1971 et 1982, aucun centre d'archives ne les répertorie et nous n'avons pu trouver que certains numéros, soit dans des collections privées, soit à travers d'autres revues qui y font référence et qui nous permettent de confirmer l'existence de certaines de ces publications. Grâce à cette méthode, nous avons réussi à trouver 8 publications entre 1971 et 1974 et entre 1979 et 1982. Mais il existe sans aucun doute de nombreuses autres publications. Le groupe d'édition lui-même n'a pas encore été en mesure de nous envoyer des copies ou de nous donner des informations précises à leur sujet. Cela confirme que, pour *INKOTA-Briefe* comme pour bien d'autres samizdats politiques, la reconstitution complète de la collection prendra encore des années et demandera des recherches auprès de divers réseaux institutionnels et privés.

[345] Annexe n° 3 « Répertoire des samizdats politiques », *Op. Cit.*

2. Dater les publications

Une deuxième donnée importante concerne les dates de parution des samizdats politiques. Une fois collectées, elles permettent de mesurer l'évolution du nombre de publications et de déterminer à quels moments surviennent les pics de production les plus importants. C'est notamment à partir des résultats que nous obtiendrons que nous tenterons de déterminer s'il y a une corrélation entre les événements marquants qui ont agité la RDA, et peut-être plus largement l'Union soviétique, et la production de samizdats politiques. Il s'agira en outre de savoir si l'augmentation de la production des samizdats politiques est aussi le reflet de la massification de l'opposition politique et de sa structuration progressive.

Dans la plupart des cas, les publications sont datées directement dans l'en-tête de chacune des revues. C'est une tendance particulièrement présente dans les revues d'information puisqu'elles ont la plupart du temps pour objectif initial d'être périodiques et d'informer sur les événements récents. Au fil des années, dans la mesure où un certain nombre de groupes d'opposition souhaitent professionnaliser leurs revues et ainsi être reconnus comme des organes officiels d'information, la ligne éditoriale est plus rigoureuse. Les dates de publications apparaissent donc presque systématiquement. Dans ce genre de cas, il a été facile de relever les dates de parution de chaque numéro et de les reporter dans notre base de données.

Toutefois, il existe un nombre important de revues qui ne sont pas datées, soit par choix des auteurs (on considère que l'argumentaire ne s'inscrit pas forcément dans une temporalité précise, il vaut pour toutes les époques et en tout lieu), soit parce que la méthode éditoriale n'est pas complètement définie. Il est utile de rappeler que les équipes de rédaction des samizdats politiques ne sont pas professionnelles et qu'elles disposent de moyens restreints. La définition d'une ligne et d'une méthode éditoriale n'est donc parfois pas une priorité, seul le texte est important.

Lorsque la date de parution ne figurait pas sur la revue, nous avons poussé nos recherches un peu plus loin et avons tenté de trouver des éléments dans le texte qui pouvaient nous donner des indications sur une date. Pour cela, nous avons utilisé deux moyens : le premier consiste à consulter la page consacrée à l'agenda des événements organisés par l'opposition. Elle fait partie des pages incontournables des revues d'information et on en trouve dans chacune d'elles, ou presque. Dans ce cas, nous n'avons pas renseigné de jour précis mais avons pu trouver une date approximative qui précède le jour du premier événement annoncé. Nous avons alors renseigné dans notre base de données le mois et l'année concernés. Il faudrait mener des recherches encore plus poussées pour déterminer le jour exact de la parution, ce que nous

n’avons pas été en mesure de faire à ce stade. La deuxième méthode, moins fiable, a consisté à se fonder sur les événements relatés dans les articles ou les textes contenus dans chaque samizdat politique non daté. En faisant des recherches sur les faits évoqués dans les publications, nous avons pu définir une date, là aussi approximative, de la publication (au moins l’année, parfois le mois). Pour cela, nous nous sommes par exemple appuyé sur les articles courts rapportant l’arrestation ou l’incarcération d’opposants ou d’objecteurs de conscience. Ce sont-là des faits d’actualité qui nous semblaient relever d’une actualité récente, et qui nous permettaient donc de nous rapprocher de la date de parution du samizdat.

Même si les dates précises n'ont pas toujours pu être déterminées, chaque date renseignée dans la base de données peut être justifiée par l’une de ces méthodes ou bien figure directement sur la publication. Dans les cas où nous n’avons pas pu déterminer de date de parution, aucune date n’a été saisie, ce qui est renseigné par « xx/xx/xx » dans la base de données.

À partir de l’analyse de ces données chronologiques, nous définirons des grandes périodes structurantes qui caractérisent l’évolution de la production des samizdats politiques de RDA.

3. Etablir une typologie

Comme nous avons eu l’occasion de le dire précédemment, la catégorisation des samizdats laisse place à de nombreuses hésitations lorsqu’il s’agit de ranger les publications dans l’une des catégories de samizdats définies par les chercheurs. Mais au sein-même de la catégorie appelée « samizdats politiques », nous avons constaté que les publications étaient de natures différentes et qu’elles n’étaient donc pas à analyser de la même manière. La définition d’une autre strate dans la typologie des samizdats politiques est donc aussi un enjeu qui nous semble important.

Nous ferons une distinction entre quatre types de samizdats politiques : les journaux d'informations et d’opinion, les dossiers thématiques, les revues de documentation et les revues de communication interne du réseau de l’opposition. Les premiers ressemblent pour beaucoup à nos journaux actuels, quotidiens ou hebdomadaires. Ils sont composés de textes informatifs, souvent courts. Ils visent à exposer des faits et à permettre à un cercle restreint de lecteurs – celui de l’opposition et des groupes qui s’activent un peu partout en RDA – de rester informé et mobilisé autour des sujets fondamentaux du *Friedensbewegung* (droits de l’homme, objection de conscience, écologie, réforme du socialisme…), du *Umweltbewegung* et du *Dritte-*

Welt-Bewegung, trois des principales composantes des mouvements de l'opposition politique est-allemande. Au début de la période, il ne s'agit que d'informations brutes qui ne sont pas commentées, de sorte à ne pas exposer les auteurs au risque d'une prise de position politique publique, et aussi à laisser le lecteur se faire sa propre opinion sur ce qu'il est en train de lire. Mais au fil des années, des paragraphes d'argumentation politique viennent s'ajouter aux éléments d'information, donnant ainsi à ces revues une dimension plus revendicative. À mesure que la confiance de l'opposition s'accroît, que les moyens techniques s'améliorent et que le nombre de personnes qui participent à la rédaction des revues grandit, les groupes d'opposition sortent du secret des caves des Églises pour partir sur le terrain et réaliser un travail qui s'apparente à celui des journalistes d'investigation.

Au fil de ces travaux, nous constaterons l'évolution des revues d'information qui se professionnalisent et deviennent plus denses pour convaincre un cercle élargi de lecteurs qui pourraient rallier leur cause. La cible de ces revues est donc à la fois l'opposition elle-même, mais aussi le lecteur non averti, qui n'est pas intégré au réseau de l'opposition ; un citoyen est-allemand sensible à la question du pluralisme de l'information et qui pourrait se laisser convaincre par ces textes indépendants. C'est ce qui différencie les journaux d'information et d'opinion des autres types de samizdats politiques.

Quant aux dossiers thématiques, moins nombreux, ce sont des revues d'argumentation, de démonstration sur un sujet unique, défini dès le titre de la publication. Ils ne paraissent pas sous forme de publications périodiques mais plutôt sous forme de publications en un seul volume. En moyenne plus denses en termes de nombre de pages, ce sont des textes d'argumentation qui ressemblent parfois à des textes que l'on peut trouver dans des ouvrages scientifiques. En effet, les faits exposés sont souvent sourcés, parfois même complétés par des notes de bas de page pour renvoyer à d'autres lectures, et étayés par des graphiques, des cartes, des citations…

Les publications que nous avons choisi de faire entrer dans la catégorie des « revues de documentation » sont des compilations de textes de différentes natures dont certains sont importés, souvent des autres pays du bloc de l'Est, et parfois aussi de pays de l'Ouest comme les États-Unis ou la RFA. Ces textes ont été traduits au sein du réseau de l'opposition et sont reproduits, le plus souvent sans être commentés, dans les samizdats politiques. Il peut s'agir de textes littéraires (poèmes, extraits de romans…), de textes philosophiques ou politiques écrits par des personnalités auxquelles l'opposition s'identifie comme Vaclav Havel, ou encore Alexandre Soljenitsyne. Ces compilations permettent de fournir à un lecteur averti – et donc

faisant partie de l'opposition principalement – une documentation qui a pour but de renforcer sa culture idéologique.

Il peut aussi s'agir de textes argumentatifs rédigés par d'autres opposants ou par des représentants d'un mouvement politique et idéologique proche de celui du mouvement pour la paix de RDA. Sur le principe, on peut dire que ces publications se rapprochent des samizdats littéraires puisqu'elles consistent elles aussi en la reproduction *in extenso* d'un texte dont la nature ou le contenu rend illégale sa circulation. Toutefois, la différence réside dans le fait qu'il ne s'agit pas ici de reproduire une œuvre intégrale. Dans le samizdat politique, nous trouvons une compilation de textes ou de morceaux de textes choisis pour alimenter un sujet ou une réflexion. Tout texte reproduit a donc bien une portée politique car il a pour seul objectif d'alimenter une réflexion ou de renforcer le bagage documentaire d'un opposant dans un format court, ce que permet facilement la compilation de textes. C'est pour cette raison que nous avons décidé de faire de ces revues une catégorie à part entière au sein des samizdats politiques.

Enfin, la dernière catégorie que nous avons définie est celle des revues de communication interne du réseau de l'opposition. Le samizdat est en effet un moyen de communication efficace au sein du réseau d'opposition, et aussi au sein du réseau des paroisses engagées dans l'opposition politique. Ainsi, nous trouvons un nombre important de revues qui sont en quelque sorte un mélange des trois précédents types de revues, comportant à la fois des informations brutes, des argumentaires politiques, et des textes importés. On y trouve aussi des comptes rendus de réunion, des bilans d'actions sur le terrain ou encore des informations sur le fonctionnement interne d'une paroisse ou d'un groupe.

Ces revues sont aussi l'occasion de commenter l'activité des autres groupes ou bien de créer des réseaux thématiques à partir de revendications ou d'actions communes. On commente les événements des autres, on leur propose des alternatives, des améliorations. Et dans certains samizdats, comme dans la revue *Frauenblätter*, éditée à Leipzig à partir de 1989[346], l'un des objectifs est de permettre la mise en réseau des femmes de l'opposition. Dans cette revue féministe, on porte un intérêt particulier à la marginalité, et en particulier à celle des femmes au sein du réseau lui-même marginal de l'opposition. Le samizdat propose donc des réunions non-mixtes, des groupes de paroles, des groupes de travail pour construire des mesures qui amélioreraient la condition des femmes en RDA ou encore des événements qui mettent en valeur leur engagement, tout cela dans le but de permettre aux femmes de l'opposition de se rencontrer et de s'organiser dans un cadre qui ne subit pas la domination masculine qu'elles

[346] La revue continue à être publiée jusqu'en septembre 1993.

souhaitent combattre. L'objectif est sensiblement le même pour la revue *Frau Anders*, éditée à Iéna à partir de 1989[347], qui met en réseau les femmes lesbiennes de l'opposition. Dans le samizdat, des lieux refuges et des contacts de personnes de confiance sont communiqués, au cas où une femme aurait des difficultés avec son orientation sexuelle ou si elle subit des discriminations pour cette raison.

Lors de notre lecture des samizdats politiques, nous les avons systématiquement rangés dans l'une des catégories que nous venons de définir. Lorsque nous n'avons pas pu consulter une publication, nous ne l'avons pas rangée dans l'une de ces catégories, à moins qu'elle ne fasse partie d'une série de publications dont la ligne éditoriale est suffisamment claire pour pouvoir en déduire que tous les numéros de la série en question sont du même type.

Ici, l'enjeu sera de déterminer quelles formes de samizdats ont été les plus utilisées et si les tendances sont les mêmes partout, à toutes les périodes chronologiques que nous aurons définies.

4. Trouver les lieux de production

Un intérêt particulier a été porté aux lieux de production des samizdats politiques. Dans la mesure où la ville dans laquelle le nombre le plus important de samizdats politiques a été publié est Berlin-Est, les chercheurs se sont souvent principalement intéressés au phénomène berlinois. Notre base de données portant quant à elle sur l'ensemble des publications politiques autoéditées de RDA, nous sommes en mesure de déterminer comment les publications se sont réparties géographiquement entre 1971 et 1990.

Pour cela, nous avons procédé de deux manières : tout d'abord, le lieu de publication est dans la plupart des cas inscrit directement sur la revue. Dans ce cas, il est écrit dans l'en-tête et il nous a simplement suffi de le reporter dans notre base de données. Mais lorsque ce n'était pas indiqué, il a fallu chercher d'autres informations nous permettant de le déterminer. En premier lieu, la solution a parfois été trouvée grâce aux auteurs ou aux groupes qui éditent le samizdat en question. Une fois les auteurs identifiés, nous avons cherché leur lieu d'activité, ce qui nous a permis de déduire le lieu de parution de leur revue. Dans certains cas, plus rares, nous nous sommes concentré sur l'agenda des activités de l'opposition relayé dans la revue. La plupart du temps, les événements annoncés se déroulent dans les villes de publications.

[347] La revue continue à être publiée jusqu'en juin 1993.

Le lieu de parution n'a en outre été renseigné que lorsque nous avions suffisamment de certitudes pour le déterminer. Dans le cas contraire, nous avons indiqué que le lieu n'était pas déterminé.

Ces données doivent permettre de définir quels sont les grands centres de production des samizdats. Et dans la continuité de ces constats, nous tenterons d'analyser les spécificités des publications issues de ces grands centres. Nous déterminerons par exemple si des sujets sont plus abordés dans certaines régions et tenterons de comprendre les raisons qui peuvent expliquer ces tendances. Il sera également intéressant de s'interroger sur la typologie des villes dans lesquelles les samizdats politiques sont publiés. En trouve-t-on essentiellement dans les métropoles ou bien la pratique se développe-t-elle aussi dans des villes moyennes voire dans des milieux plus ruraux ? Enfin, la cartographie de la production des samizdats politiques nous permettra de définir des cercles d'influences qui expliqueraient le développement inégal du samizdat sur le territoire est-allemand. Cela nous indiquera par exemple dans quelle mesure le réseau de l'opposition a une influence ou non sur le développement du samizdat comme un outil politique.

5. Déterminer les thématiques abordées

Comme nous l'avons exposé précédemment, le nombre important de samizdats et de groupes d'opposition qui en produisent peut être considéré comme le reflet d'une opposition plurielle, caractérisée par une diversité d'intérêts thématiques (droits de l'homme, écologie, engagement humanitaire…) et de sensibilités politiques (anarchisme, marxisme, socialisme…). C'est aussi une marque d'un manque de structuration de l'opposition qui se retrouve éclatée en de nombreux groupes.

L'analyse de la production de samizdats politiques va donc permettre de réaliser une sorte de cartographie des objets de mobilisation de l'opposition, à travers les thématiques à partir desquelles des membres de l'opposition politique se rassemblent pour éditer un samizdat. Ainsi, pour quantifier ces centres d'intérêt, ou au moins pour dégager des tendances, nous avons fait le choix de relever les thématiques qui donnent lieu à la production de revues politiques autoéditées.

Il est important de préciser que les thématiques qui apparaissent dans la base de données sont le fruit d'un travail de déduction ou de synthèse. Il arrive qu'elles soient très clairement identifiables – parce qu'elles sont directement mentionnées dans le titre de la revue, ou parce qu'elles apparaissent assez clairement dans l'éditorial par exemple. Mais dans certains cas, la

ligne éditoriale n'est pas énoncée de façon suffisamment claire pour que nous puissions déterminer la thématique centrale abordée dans la revue. Dans ce cas, nous avons dégagé des tendances à partir d'un recensement rapide des articles ou textes qui figurent dans la publication. Chaque article ou texte a donc été étiqueté avec une thématique, ce qui a permis de compter les récurrences thématiques. Lorsque certaines se dégageaient clairement, nous avons estimé que ces thèmes pouvaient être considérés comme centraux et permettaient de déduire une ligne éditoriale thématique, ce que nous avons reporté dans notre base de données.

Lorsque plusieurs thématiques se sont dégagées ou lorsque l'intitulé de la thématique que nous avons choisi dans un souci de clarté des données nous semblait trop large, nous avons fait le choix de faire apparaitre dans une autre colonne les thématiques secondaires. Ainsi, les revues *Ihn-Post*[348] et *Inform*[349] sont classées parmi les publications consacrées à la thématique « actualité internationale ». La colonne « Thématique secondaire » nous a alors permis de préciser que l'une s'intéressait en premier lieu au Nicaragua, et l'autre à la Tanzanie.

Au vu de l'ampleur du corpus, il n'a pas été possible de réaliser cette étude pour l'ensemble des publications, à un degré de finesse qui nous aurait permis, texte par texte, article par article, de déterminer le nombre d'écrits consacrés à chacune des thématiques relevées. Nous envisageons de mener cette étude dans des recherches ultérieures.

Ce travail nous a amené à distinguer deux configurations : il y a premièrement des revues thématiques. Le groupe d'édition affiche alors un penchant évident pour un sujet, et la majorité des articles de la revue y sont donc consacrés. C'est particulièrement le cas des publications uniques et des dossiers thématiques, mais les autres types de publications peuvent aussi être concernés. Deuxièmement, on trouve un nombre important de publications dont les auteurs ne souhaitent pas se spécialiser dans une thématique et veulent donner une dimension généraliste à leur samizdat. Ce cas de figure est même majoritaire dans certaines villes, comme à Berlin-Est, et aussi dans certains types de publications, en particulier dans les journaux d'information et d'opinion. De par leur nature, ils traitent de sujets divers en fonction de l'actualité mais ne se concentrent pas sur une thématique prépondérante, contrairement à ce que leur nom peut parfois laisser penser (par exemple, *Umweltblätter* est une revue généraliste et non une revue sur l'écologie).

[348] *IHN-Post,* RHG/PS 050/01 à RHG/050/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, novembre 1987 à mars 1989.
[349] *Inform. Aktion* Lepradorf, RHG/PS 052/01 et RHG/PS 052/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Magdebourg, avril 1984 / avril 1986.

Il est toutefois important de préciser que ce travail a été mené à l'échelle de chaque publication. Cela signifie que dans le cas d'une revue périodique, une thématique a été affectée à chaque numéro qui la compose. Ce choix est notamment motivé par le fait que la ligne éditoriale est parfois amenée à évoluer au fil des années. C'est par exemple ce que l'on observe pour la revue *Friedensnetz*[350], éditée à Rostock entre 1984 et 1985, puis à Schwerin entre 1986 et 1989, et qui consacre d'abord ses publications à la thématique de la paix, puis au service militaire, puis à l'écologie et devient enfin à partir d'août 1988 un journal d'information généraliste.

L'étude croisée de ces deux dernières données (les lieux de publications et les thématiques traitées) permettra en outre d'établir une cartographie des thématiques abordées en fonction des zones géographiques. Nous verrons par exemple si les revues généralistes d'information sont un phénomène principalement berlinois du fait de l'importance du réseau et de l'accès facilité à l'information ou encore si les publications consacrées à l'écologie paraissent principalement dans les centres urbains particulièrement concernés par la pollution et ses conséquences. En somme, nous tenterons de déterminer si les centres d'intérêt de l'opposition sont déterminés par des enjeux locaux ou bien si, malgré ce manque apparent de structuration de l'opposition et des groupes qui la composent, une sorte d'unité dans le traitement des grands sujets de société se dégage.

6. Identifier les auteurs et les groupes d'édition

Au-delà de l'analyse quantitative sur la production de l'objet samizdat, il est important de s'intéresser aux personnes et aux groupes de personnes qui les éditent. Sur ce point, il est difficile de prétendre pouvoir faire une analyse exhaustive sur les personnes ayant contribué à la production des samizdats politiques, dans la mesure où il faut tenir compte de l'importance des phénomènes de censure et d'autocensure dans le processus de production des textes, et *a fortiori* quand il s'agit d'indiquer le nom de ces contributeurs. Dans ce contexte, de nombreux textes ont été publiés de manière anonyme et il n'a donc pas été possible de déterminer l'identité de leurs auteurs. Dans certains cas, les publications peuvent se faire sous pseudonyme. Il est donc arrivé que nous réussissions à trouver l'identité d'un auteur (c'est le cas de Wolfgang Rüddenklau qui signe certains de ses textes avec le pseudonyme « r.l. »), mais cela n'a bien entendu pas toujours été le cas.

[350] *Friedensnetz*, RHG/PS 041/01 à RHG/PS 41/18, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Schwerin, 1987-1989.

Pour recenser les auteurs de chaque publication, nous avons parcouru chacune d'elles. Le comité de rédaction est parfois indiqué au début ou à la fin de la publication, ou bien il apparaît à la fin des articles. Cela permet à des auteurs extérieurs aux groupes qui publient d'apporter aussi leur contribution. Nous avons grâce à cela recensé un nombre important d'auteurs mais nous sommes encore loin de l'exhaustivité. Le recensement a également pu être complété grâce aux différents témoignages que nous avons recueillis et grâce aux informations récoltées auprès des employés des centres d'archives dans lesquels nous avons travaillé. Ils et elles avaient parfois des informations qui ont pu nous être précieuses pour retrouver des noms d'auteurs qui ne figuraient pas directement sur les samizdats. Dans les prochaines années, des recherches encore plus poussées pourront permettre de compléter cette liste.

Dans l'état actuel de nos travaux, sur les 868 publications recensées entre 1971 et 1990, nous avons réussi à identifier 239 auteurs, parmi lesquels 164 sont des hommes et 75 sont des femmes. Il reste potentiellement un grand nombre d'auteurs qui n'ont pas encore pu être identifiés, bien qu'on puisse aussi se dire que parmi eux, certains sont probablement aussi les auteurs d'autres samizdats politiques recensés.

Pour compléter nos informations parfois lacunaires, nous avons également tenté de reconstituer le réseau de production des samizdats en recensant le nom des groupes qui produisent les samizdats politiques. Si les auteurs publient souvent leur texte de façon anonyme, les publications sont presque systématiquement revendiquées par des groupes. Au vu des sanctions pénales encourues par les auteurs, le collectif est parfois plus protecteur et ne met pas en avant un individu qui se retrouverait ensuite en danger. L'identité des groupes permet ensuite de retracer les personnes qui sont à leur tête et qui peuvent éventuellement contribuer à l'édition des samizdats. C'est probablement aussi grâce à ces informations que la liste des auteurs pourra être complétée au fil des années.

Établir la liste des groupes d'opposition qui éditent des samizdats nous permettra de déterminer dans quelles proportions les Églises évangéliques ont joué un rôle dans cette forme de mobilisation politique. Nous pourrons en effet constater quels sont les groupes qui éditent le plus et quelles sont les publications qui sont le fruit d'un travail en réseau, au sein d'un même groupe mais dans plusieurs villes ou entre des groupes différents dans des villes différentes. Cela nous permettra également de vérifier s'il existe des différences importantes en termes de qualité d'impression, de quantité, voire de contenu des textes et des argumentaires politiques entre les samizdats édités par les Églises, par les groupes politiques hébergés par les Églises et par les groupes clandestins.

7. Identifier les moyens techniques mobilisés

L'étude quantitative de la production des samizdats politiques en RDA ne saurait être menée sans s'intéresser à l'évolution des techniques d'écriture, d'impression et de reprographie des textes. Dans la mesure où l'accès aux machines à écrire, aux imprimantes et au matériel de reprographie est limité par la loi, nous y reviendrons, il est difficile pour tous les groupes d'opposition de se procurer du matériel permettant de produire et de diffuser ses textes en quantité.

On sait toutefois que d'autres acteurs sont intervenus afin de permettre aux groupes de disposer de moyens suffisants. D'une part, le rôle des Églises évangéliques a été important dans la mesure où elles disposaient des marges de manœuvres négociées avec l'État. Elles ont ainsi permis à des groupes d'opposition d'éditer des textes avec le matériel des paroisses, en les faisant passer pour des bulletins paroissiaux. D'autre part, les réseaux internationaux ont aussi permis de faire passer illégalement du matériel par la frontière. Cela a été rendu possible par certains opposants qui ont multiplié les voyages vers d'autres pays du bloc soviétique (Gerd Poppe, Wolfgang Templin, Ludwig Mehlhorn…), ou encore par des personnalités politiques de RFA qui ont utilisé leurs valises diplomatiques pour faire passer des machines d'impression ou de reprographie, de l'encre ou du papier.

Grâce à ce matériel, il a été possible d'augmenter progressivement la production de samizdats politiques et d'en améliorer également la qualité. C'est une donnée que nous pourrons par exemple étudier au regard de l'évolution de la quantité de samizdats politiques produits et du nombre de pages par publication. Grâce aux travaux de Anne-Dorothee Vogel[351], nous avons pu relever une grande partie des procédés techniques utilisés pour chacune des publications. À partir de cela, nous avons pu développer quelques clés de lecture ainsi que nos connaissances techniques pour reconnaitre par nous-mêmes le matériel qui a pu être utilisé pour chaque samizdat pour lequel nous ne disposions d'aucune information. En revanche, pour les samizdats dont les originaux n'ont pas pu être consultés ou n'étaient pas consultables, l'analyse n'a pas pu être faite et l'information n'a donc pas été renseignée dans la base de données.

Grâce à ce travail, nous tenterons de déterminer si l'arrivée de nouvelles machines, de nouveaux matériaux ou de nouvelles technologies (comme l'ordinateur par exemple) a permis d'augmenter la production des samizdats politiques. Nous pourrons tout d'abord étudier cela sur le plan quantitatif, en comparant les dates d'utilisation des outils en question et les périodes

[351] Anne-Dorothee Vogel, *VOGEL, Findbuch zum Bestand « Samisdat in der DDR », Op. Cit.*

de forte augmentation de la production de samizdats politiques. Mais cela pourra aussi faire partie d'un constat visuel grâce aux progrès techniques que nous pourrons constater directement sur les revues.

Enfin, il est intéressant de déterminer dans quelles villes chaque machine ou matériaux innovant pour la période et le contexte a été utilisé en premier, et si cela a eu un impact durable tant quantitativement que qualitativement sur les textes autoédités.

Pour étayer ces constats, nous nous attarderons enfin sur l'évolution du nombre de pages par publication au fil des années. Cette donnée quantitative comporte aussi une dimension qualitative car elle est une conséquence de l'amélioration progressive des moyens matériels dont les groupes d'opposition disposent.

Nous aurions également pu évaluer les progrès techniques au regard du nombre d'exemplaires produits pour chaque publication, mais en l'état, nous n'avons pas encore trouvé suffisamment de données sur ce sujet. Ilko-Sascha Kowalczuk a toutefois commencé à relever ces informations dans son tableau de recensement[352], mais la donnée est souvent approximative et n'est pas renseignée pour la majorité des revues. Il faut dire que dans la mesure où les groupes de rédaction des samizdats n'étaient pas professionnels et travaillaient dans des conditions précaires, ils ne tenaient pas de registres de publications sur lesquels la quantité d'exemplaires produits aurait pu être renseignée. Il est donc en l'état difficile de mener un travail précis à ce sujet.

Les résultats de l'étude quantitative que la base de données nous a permis de mener seront livrés en deux temps. Il s'agira dans un premier temps de donner un aperçu global de la production des samizdats sur l'ensemble de la période et sur la totalité du territoire de RDA. Dans la troisième partie de ces travaux, ils serviront à illustrer l'étude plus précise des dynamiques territoriales que traduit l'édition des samizdats. Nous nous attarderons alors sur les données détaillées qui concernent des villes prises en exemple. Ces deux étapes de présentation des résultats nous permettront de répondre à chacun des enjeux que nous venons d'exposer.

II. Analyse quantitative issue de l'extraction des données.

La base de données, dont nous mettons une version en annexe[353], fait état de 180 samizdats politiques au total. Le premier recensé est intitulé *INKOTA-Briefe. INformationen /*

[352] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Politischer Samisdat in der DDR*, *Op. Cit.*, p. 52-75.
[353] Annexe n° 3, « Répertoire des samizdats politiques de RDA », p. 582-600.

KOordination / TAgungen, édité en octobre 1971 à Leipzig[354]. Le dernier retenu pour ces travaux est le 12ème numéro du samizdat *Kontext Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur*, édité à Berlin en décembre 1990[355].

Les 180 samizdats politiques recensés donnent lieu à 878 publications, soit au total 16.265 pages éditées. Il faut noter que plusieurs titres continuent à être édités au-delà de l'année 1990, et pour certains d'entre eux, ils le sont encore aujourd'hui. Mais pour les raisons évoquées précédemment, nous ne tiendrons pas compte de ces numéros parus après 1990 dans le cadre de notre étude quantitative. Ces revues sont en revanche intéressantes pour l'étude qualitative des samizdats car elles démontrent la volonté des groupes d'opposition de faire perdurer leur activité éditoriale au-delà de l'existence de l'État de RDA et de son régime.

Afin de présenter un état des lieux quantitatif de la production des samizdats politiques, nous nous intéresserons dans un premier temps à l'évolution du nombre de revues produites au cours de la période, d'abord en s'attardant sur les dates de mise en circulation des samizdats. Ces données nous permettront de savoir à quels moments de nouveaux samizdats ont vu le jour. Nous élargirons ensuite cette étude au nombre de publications et définirons à cette occasion les périodes chronologiques pouvant être considérées comme celles qui ont structuré la production des samizdats. Dans un deuxième temps, la focale sera mise sur les villes dans lesquelles les samizdats politiques ont été produites, ce qui nous permettra de cartographier cette activité politique à l'échelle du territoire. Une attention sera ensuite portée à la typologie des publications que nous avons établie, de manière à définir quels sont les types de revues les plus édités au cours des périodes chronologiques définies plus tôt. Enfin, nous nous intéresserons aux thématiques qui ont motivé l'édition de samizdats. Nous verrons quels sont les sujets qui ont, au moins dans les samizdats, le plus mobilisé les oppositions politiques, et si ces sujets ont changé en fonction des périodes chronologiques définies.

A. Evolution du nombre de publications entre 1971 et 1990 : une activité auto-éditoriale qui se renforce en réaction à l'actualité ?

1. Mise en circulation des samizdats politiques

Avant d'entrer dans les détails de l'ensemble des publications qui ont circulé en RDA au cours de la période, il nous semble important de nous intéresser aux dates de mise en

[354] Le premier numéro de *INKOTA-Briefe* n'est pas conservé en archives.
[355] *Kontext - Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur*, S. 45.12, Archiv der Bürgerbewegung Leipzig e.V., Berlin, décembre 1990.

circulation des samizdats. Cette donnée nous permettra de constater à partir de quel moment de nouveaux groupes font le choix de s'investir dans la rédaction de samizdats.

Si nous nous intéressons dans un premier temps à la mise en circulation des samizdats publiés sur la période, il faut nous attarder sur la date de la première publication de chacun d'entre eux, qu'il s'agisse d'un samizdat d'un seul volume, d'un samizdat de plusieurs volumes mais sans périodicité régulière de publication ou d'un samizdat périodique. Pour cela, nous avons relevé la date de première publication de chacun d'entre eux lorsque cela a été possible. Il faut noter que sur les 180 samizdats politiques recensés au total, nous n'avons pas pu déterminer la date de première parution de 12 d'entre eux. Il s'agissait soit de publications uniques qui n'étaient pas datées, soit de revues périodiques ou qui comportent au moins deux numéros et dont nous n'avons pas pu déterminer la date du premier d'entre eux.

Ici, l'intérêt n'est donc pas d'analyser la quantité de samizdats produits mais plutôt de se demander comment le recours au samizdat s'est répandu. Nous reviendrons plus tard sur les raisons qui ont permis à la pratique de devenir un outil majeur de l'opposition politique, tant par la quantité que par le contenu des écrits produits, mais c'est d'abord la démarche qui consiste à démarrer l'édition d'un samizdat qui nous intéresse. En amont de cette démarche, il faut déjà que l'opposant connaisse ce support et peut-être aussi qu'il en ait déjà eu entre les mains. Cela nécessite aussi qu'il se sente prêt à entamer une action qui est susceptible de l'exposer à des sanctions pénales. On peut supposer que l'appartenance à un groupe, ou au moins à un réseau – comme celui des Églises par exemple -, est un moyen de se protéger, de se fondre dans un collectif et de profiter des espaces de liberté que ce groupe ou réseau a réussi à obtenir. Pour cela, il faut certainement faire partie de ces cercles ou avoir des connexions suffisantes avec lui pour pouvoir y rentrer et ce n'est pas toujours simple, surtout lorsqu'on souhaite être actif dans des petites villes, où les actions politiques sont en général moins nombreuses.

Si nous nous attardons un instant sur les tous premiers samizdats édités en RDA au cours des années 1970, on constate deux cas de figures : soit ils sont édités par des représentants des Églises, soit se sont des initiatives individuelles. Pour ce qui concerne le premier cas de figure, nous pouvons citer pour exemple la revue berlinoise *Kontakt* qui compte 20 numéros entre 1972 et 1979[356]. Nous n'avons pas pu déterminer avec certitude l'identité des auteurs mais nous savons qu'ils font partie du bureau de la paroisse étudiante évangélique de Berlin-Est (*Geschäftsstelle der evangelischen Studentengemeinde Berlin*) auquel appartiendront Stephan

[356] *Kontakt*, RHG/PS 057/01 et RJ 023/07, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin juin 1972 / février 1978 ; S43.1 à S41.19, Archiv der Bürgerbewegung Leipzig e.V., mars 1974 à novembre , Berlin, 1979.

Bickhardt et Ulrike Poppe quelques années plus tard en faisant aussi partie du groupe d'édition de cette même revue. Le lien avec les Églises est clair, et c'est donc sous la protection et les espaces de liberté de la paroisse que la revue est éditée.

Pour ce qui est du deuxième cas de figure, il s'agit de *Armes Deutschland*[357], édité par Siegmar Faust à Cottbus en décembre 1975, et de *Gabriele Stötzer, Dabei sein und schweigen*[358], édité par Gabriele Stötzer en 1977[359]. Ces deux samizdats sont des publications uniques, aucun autre numéro ne sera publié par la suite. Ils sont tous les deux consacrés à des récits personnels des auteurs qui ont connu une période d'incarcération pour des motifs politiques. Ici, on se rapproche de l'origine du samizdat politique, puisque nous avons vu précédemment que dès le début de leur circulation en Union soviétique, de nombreux samizdats politiques ont été écrits dans les prisons, ou avaient au moins pour but de raconter l'expérience de l'incarcération. C'est donc certainement la question de l'influence de l'étranger qui est ici centrale est qui explique l'apparition de ces premiers samizdats.

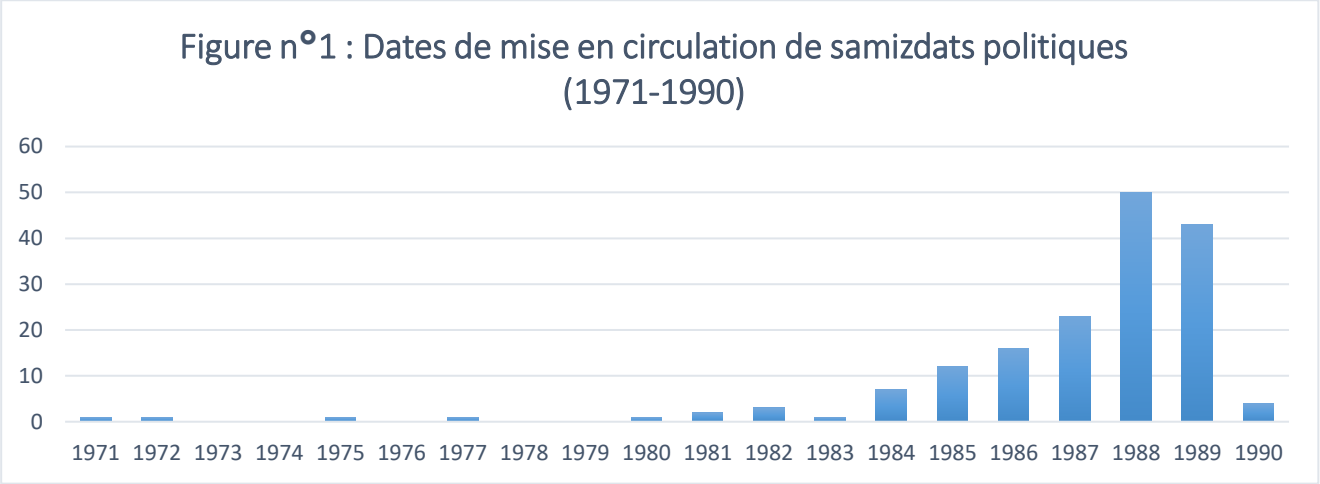
Concernant Siegmar Faust et Gabriele Stötzer, nous ne savons pas précisément par quels intermédiaires ils ont eu connaissance des samizdats politiques mais il est probable que ce soit directement en prison qu'ils en aient entendu parler. En effet, nous pouvons supposer que parmi les personnes incarcérées au même moment, certaines faisaient partie des mouvements d'opposition et avaient pu, lors de voyages au sein du bloc soviétique, avoir accès à des samizdats. Comme ceux-ci circulent déjà depuis des années dans les prisons soviétiques, il est probable que ce soit de cette manière qu'ils aient aussi commencé à circuler en RDA dans les années 1970.

Quoi qu'il en soit, il semble que les premières publications viennent confirmer les postulats de départ. Les deux facteurs qui favorisent l'arrivée des samizdats politiques en RDA sont d'abord le réseau transnational, qui importe la pratique et donne en quelque sorte l'exemple aux groupes d'opposition de RDA, et l'engagement politique des paroisses évangéliques, qui disposent d'espaces permettant d'être moins exposé aux sanctions pénales et de matériel qu'il est alors difficile de se procurer.

Dans les années qui suivent, la pratique du samizdat politique se développe encore davantage et de plus en plus de nouveaux samizdats politiques voient le jour au cours des années 1980, comme nous le montre la figure suivante :

---

[357] *Armes* Deutschland - *Organ der politisch Gefangenen der* Ostzone, RHG/PS 011, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Cottbus, décembre 1975.
[358] *Gabriele Stötzer. Dabeisein und nicht Schweigen 1977*, RHG/PS 100, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 1977.
[359] Nous n'avons pas réussi à identifier le lieu de publication.



[360]

À la lecture de l'histogramme, on constate que la pratique du samizdat semble rester marginale jusqu'en 1984. C'est donc à partir de 1985 que la première augmentation du nombre de samizdats est constatable, avec 13 nouveaux samizdats édités. Lors des années précédentes, entre 1971 et 1983 donc, on observe seulement entre 1 et 3 créations de samizdats. Certaines années, aucun nouveau samizdat ne voit le jour, ce qui indique que les publications éditées au cours de cette période sont issues d'un nombre limité de samizdats dont le réseau d'édition semble avoir du mal à s'élargir.

Pour ce qui est de la fin des années 1980, au vu de l'activité importante des groupes d'opposition au cours de l'année 1989 et avec la montée en puissance de la contestation jusqu'à la révolution pacifiste, on aurait pu s'attendre à ce que l'année 1989 soit celle qui connaisse le plus de créations de samizdats. Mais ce n'est visiblement pas le cas, puisque nous constatons que le pic intervient en 1988, avec 50 nouveaux samizdats contre 43 en 1989. La différence n'est pas significative, mais cela veut dire que le phénomène avait déjà pris une ampleur importante avant 1989. Ainsi, si le nombre total de publications est aussi important en 1989, c'est aussi parce que les samizdats qui ont commencé à circuler au cours des années antérieures ont réussi à s'installer dans la durée.

Cela montre en outre que c'est en 1988 que l'opposition politique connait son activité la plus importante, au moins du point de vue de la production de samizdats politiques. Dans la suite de notre étude quantitative, nous confronterons la tendance que nous venons d'observer avec la courbe du nombre total des publications sur la période. Nous vérifierons à cette occasion

[360] Annexe n° 4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative. Tableaux des données relatives aux figures présentées dans les travaux », figure n° 1, p. 601.

si la tendance est la même lorsque l'activité éditoriale se mesure à l'échelle du nombre de publications, et le cas échéant, de comprendre quels sont les facteurs qui ont permis aux samizdats de se développer de manière si importante à la fin des années 1980.

2. Nombre de publications

Comme nous avons pu le constater lorsque nous avons établi un état de la recherche au sujet des samizdats en RDA, la recherche s'est le plus souvent intéressée à ce phénomène sur des périodes restreintes. Les études sur les samizdats littéraires se concentrent le plus souvent sur les années 1980[361], les chercheurs s'accordant à dire qu'ils ont circulé avant les samizdats politiques. Pour ces derniers, les études portent en majorité sur la deuxième partie des années 1980, comme en témoigne l'ouvrage d'Ilko-Sascha Kowalczuk, que nous considérons comme étant le plus complet à ce jour sur le sujet. Cela peut s'expliquer de deux manières : tout d'abord, comme nous pourrons le démontrer, le recours au samizdat comme outil politique de l'opposition est un phénomène qui reste marginal au cours des années 1970 et qui ne devient majeur qu'à partir de la seconde moitié des années 1980. Même s'ils existent, le faible nombre de revues autoéditées pouvant exister avant 1986 peut justifier le manque d'intérêt de la recherche pour ces samizdats que l'on trouve en majeure partie dans les Églises évangéliques, sous forme de bulletins paroissiaux. C'est justement là que réside la seconde explication. En effet, même si le contenu des écrits est parfois tourné vers l'actualité des Églises ou vers des prises de positions religieuses sur des sujets de société ou d'actualité, les sujets traités sont le plus souvent explicitement politiques. Malgré cela, de nombreux chercheurs, dont Kowalczuk, estiment que les samizdats ayant été édités par des paroisses sont des écrits religieux et donc qu'ils ne participent pas au mouvement politique porté par les *Basisgruppen*.

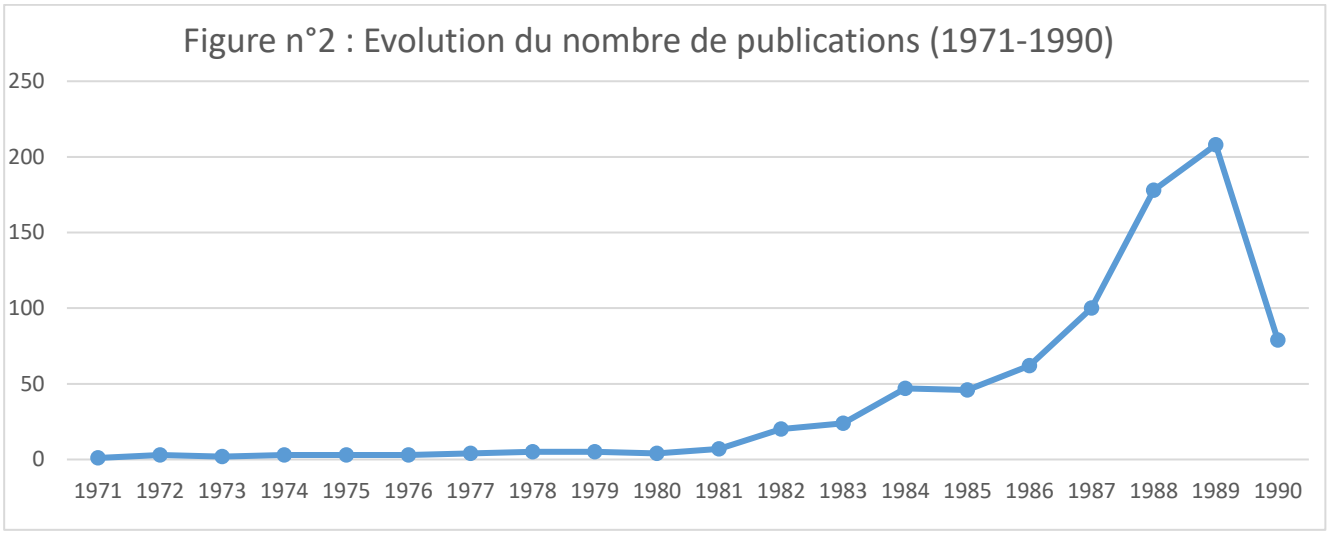
Comme nous l'avons dit, nous faisons quant à nous le choix d'étudier le corpus des revues politiques autoéditées dans son ensemble, car même si celles qui ont été éditées par les paroisses n'ont pas été confrontées aux mêmes contraintes légales et matérielles que cela n'a pu être le cas pour les samizdats des groupes politiques, elles sont le point de départ de la circulation des samizdats politiques en RDA et de l'utilisation de ce support comme un outil politique. Cette pratique est initiée par les Églises et se diffuse en partie grâce à elles et au réseau qu'elles constituent. Nous le verrons, dans la mesure où de nombreux opposants font leurs études dans des institutions religieuses, les premiers samizdats sont aussi une sorte

[361] Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA dans les années 1980, Op. Cit.*

d'inspiration pour ces opposants, qui se familiarisent alors avec ce support et peuvent en comprendre l'intérêt. Les influences des Églises étant nombreuses, il nous semble donc important de considérer que leurs revues ont joué un rôle important, d'abord pour initier les groupes politiques et les opposants à la pratique, et ensuite pour favoriser le développement de celle-ci dans de si grandes proportions.

Partant de ce postulat, nous considérons qu'il est intéressant d'étudier l'évolution du nombre de publications sur l'ensemble de la période et sans discrimination entre les groupes d'édition afin de déterminer quelles sont les grandes étapes qui, à terme, font du samizdat l'outil majeur de l'opposition politique. L'évolution du nombre de publications sur l'ensemble de la période nous permet de dégager des premières pistes afin de définir ces étapes et d'en expliquer l'importance.

La figure suivante montre la courbe d'évolution du nombre de publications entre 1971 et 1990 :



[362]

Ce graphique nous permet de faire plusieurs observations : tout d'abord, on remarque un faible nombre de publications avant 1980 (33). Une première augmentation est à noter à partir de l'année 1980, jusqu'en 1983 (de 4 en 1980 à 24 en 1983). Une plus forte accélération des publications est à noter en 1984, avec 47 publications (+23 en une année), pour atteindre un total de 62 revues éditées en 1986. Enfin, la plus nette augmentation du nombre de

[362] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, figure n°2, p. 602 : Dans ce graphique, les samizdats qui n'ont pas pu être datés n'apparaissent pas. Cela concerne au total 75 revues, dont la grande majorité est issue de publications périodiques. Nous connaissons l'existence de ces numéros mais nous n'avons pas pu les consulter dans la mesure où ils ne sont pas conservés dans les fonds d'archives que nous avons pu consulter. Dans certains cas, comme pour *Fanal* par exemple, les auteurs ont fait le choix de ne pas faire figurer de dates de publication sur la revue.

publications samizdats a lieu à partir de 1987 (100), avec 38 publications de plus que l'année antérieure. Le nombre de revues est multiplié par un peu plus de deux en 1989, avec 208 publications. On constate enfin que la chute du Mur entraîne une baisse du nombre de publications, puisqu'il y a un total de 79 revues éditées au cours de l'année 1990.

Au vu de ces données, il semble que cinq périodes se dégagent :

La première s'étend de 1971 à 1979 et correspond aux débuts du samizdat politique. Les quelques revues éditées durant la période sont alors principalement l'initiative de paroisses, même si nous notons tout de même la présence de quelques rares revues clandestines issues d'initiatives individuelles de deux opposants. Cette première période se caractérise donc par la centralisation de l'activité d'autoédition par les Églises et par un manque de moyens matériel qui freine le développement de nouvelles initiatives par d'autres types de groupes.

La deuxième débute en 1980 et se termine en 1983. Il s'agit de la première période d'augmentation légère du nombre de publications. C'est aussi la seule pendant laquelle les revues berlinoises ne seront pas majoritaires. La pratique se développe en effet dans d'autres villes, sur des sujets différents et plus proches des problématiques locales.

La troisième période est comprise entre les années 1984 et 1986. Ce sont les années que nous avons identifiées comme étant celles de l'essor du samizdat, celles pendant lesquelles les conditions de l'installation du samizdat politique comme outil majeur de l'opposition politique son posées. Cet essor est rendu possible par la circulation de matériel de reprographie plus performant, mais aussi par un engagement des Églises évangéliques aux côtés de l'opposition politique qui commence à se diffuser dans un nombre de plus en plus important de villes de RDA. Cela se concrétise à la fin de la période par la naissance de revues qui vont compter parmi les plus importantes de RDA, comme les *Umweltblätter*, *Grenzfall*, *Aktuell* ou encore les *mOAning Star*. L'opposition commence alors à s'organiser en un réseau qui se structure, ce qui se ressent dans le samizdat qui devient la vitrine du travail de l'opposition et son moyen de communication.

La quatrième période majeure pour le samizdat en RDA se situe entre 1987 et 1989. Cela correspond à l'apogée du samizdat puisque c'est à ce moment-là qu'il se développe le plus (100 en 1987, 178 en 1988, 208 en 1989). C'est aussi au cours de ces années que les groupes d'opposition utilisent le samizdat comme un véritable outil d'argumentation, de débat et de revendication. Comme nous serons amené à le constater au cours de ces travaux, les groupes vont alors progressivement bénéficier de moyens techniques et financiers plus importants et vont aussi gagner peu à peu en confiance dans leurs actions. Alors, ils vont produire des samizdats plus complets, plus attractifs visuellement, et vont sortir des caves des Églises pour

les diffuser plus largement. Pour cela, une ligne éditoriale claire et, pour certains, proche de journaux officiels sera définie, les visuels seront améliorés (illustration, présentation globale de la revue…) et le contenu des textes sera plus rigoureux et alimenté par des enquêtes de terrain. Tout cela dans le but de réussir à rallier le plus grand nombre à leur cause et ne plus se contenter d'une diffusion dans un cercle qui se restreint aux autres groupes d'opposition et aux paroisses. Il s'agit donc d'une période particulièrement importante qui se caractérise par la transformation du samizdat vers un objet plus moderne et professionnel d'information et de propagande politique. Nous nous appuierons sur les quatre périodes que nous venons de définir pour organiser notre analyse des données.

Enfin, la dernière est certainement la plus difficile à définir car elle commence à la suite de la Chute du Mur et s'étend jusqu'à la fin de l'année 1990, dernière année d'existence de la RDA. Des samizdats continuent en effet à être édités au cours de cette période de transition, bien que les citoyens est-allemands retrouvent progressivement leur liberté d'expression et que le pluralisme médiatique commence à être permis. Compte tenu de ces nouveaux éléments et de la disparition progressive de la censure, l'analyse de cette partie du corpus ne peut pas être menée avec le même angle d'attaque que les autres périodes, qui elles devaient être analysées en tenant compte du contexte de répression et de montée en puissance progressive de l'opposition est-allemande. Les enjeux sont donc différents, ce qui donne également un statut plus flottant au samizdat qui n'est plus un écrit qui confine à la clandestinité, seulement un outil politique du mouvement pacifiste qui ne s'éteint pas une fois le Mur tombé. C'est même le contraire puisque ce mouvement, désormais autorisé, veut faire partie du paysage politique. Quant au samizdat, c'est peut-être le moment de faire partie du paysage médiatique…

En plus des moyens techniques et financiers croissants et de la prise de confiance progressive de l'opposition, il semble que la production des samizdats politiques augmente aussi en fonction de l'actualité et des sujets autour desquels l'opposition politique se mobilise. Nous tenterons de démontrer cette tendance pour chacune des quatre périodes étudiées en nous appuyant sur une strate supplémentaire de l'analyse du nombre de publications : après une extraction des données globales de l'ensemble de la période, nous ferons, lorsque cela nous semblera pertinent, le même travail sur une année donnée, de manière à voir les variations pour chaque mois. Cela nous donnera des indications sur les temps forts de chaque année et nous permettra de nous interroger sur les événements qui ont pu encourager la production de samizdats politiques.

a) 1971-1979 : les débuts du samizdat politique.

Entre 1971 et 1979, on peut dire que la production de samizdats politiques est encore à son commencement. Les moyens techniques sont limités et on constate 33 publications au cours de la période, issues de 4 samizdats seulement. La majorité d'entre elles sont issues de deux samizdats : *Kontakt* (20 publications), édité par le bureau de la paroisse évangélique étudiante de Berlin- Est, et *INKOTA-Briefe*, édité par le groupe de travail œcuménique consacré à la situation des pays du tiers monde. L'édition de ces revues est à chaque fois portée par des paroisses et se fait donc grâce aux moyens techniques et financiers des Églises évangéliques. Les deux autres samizdats concernés, *Armes Deutschland* (1975, Cottbus) et *Gabriele Stötzer, Dabeisein und nicht Schweigen* (1977, lieu de parution inconnu), sont édités avec des moyens très limités : la première est rédigée à la main puis copiée en une dizaine d'exemplaires. La seconde est rédigée à la machine à écrire par Gabriele Stötzer et porte sur sa propre expérience de la prison. Celle-ci a été arrêtée par la *Stasi* en 1977 alors qu'elle diffusait une pétition contre la déchéance de nationalité entre Erfurt et Berlin-Est. Elle sera incarcérée pendant un an à la maison de détention de Hoheneck dans la Saxe. Même s'il est probable que l'écriture du samizdat ait été effectuée durant sa détention, nous n'avons pas pu déterminer le lieu d'édition de la publication après sa sortie de prison.

Comme on le constate ici, l'édition de samizdats politiques est en grande partie concentrée par les Églises évangéliques. En dehors des possibilités qu'elles offrent, on se rend compte qu'il est encore difficile de se lancer dans l'édition d'une revue, tant les moyens manquent et tant la répression peut être forte contre des personnes souhaitant mener des initiatives politiques individuelles. En revanche, cette première période démontre le potentiel de production qui existe au sein des Églises évangéliques. La parution régulière des numéros de *Kontakt* et de *INKOTA-Briefe* indique en outre qu'il existe un véritable intérêt pour les écrits politiques au sein du réseau des Églises évangéliques, ce qui nous semble signifier qu'il existe un terreau potentiellement fertile pour le développement du samizdat sur le sol de RDA.

b) 1980-1983 : première augmentation du nombre de publications grâce à la mobilisation des Églises

À partir de l'année 1980, on constate la première augmentation légère du nombre de publications. Nous considérons que cette deuxième période s'étend jusqu'en 1983. Au cours de

celle-ci, l'augmentation reste légère mais passe tout de même de 4 publications en 1980 à 24 en 1983, preuve que le samizdat politique est progressivement en train de s'installer en RDA.

Fait le plus marquant de la période, le nombre de samizdats périodiques est en nette augmentation : *Anstösse* (Wittenberg) donne lieu à 6 numéros entre décembre 1982 et octobre 1983, *Der Anstoß* (Naumburg) à 6 entre juin 1981 et juillet 1982, *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur* (Wittenberg) à 8 entre janvier 1980 et novembre 1983. Surtout, *Streiflichter* (Leipzig), qui fait partie des samizdats les plus prolifiques en termes de nombre de publications et de longévité avec 56 numéros entre novembre 1981 et octobre 1989, donne lieu à 22 sur cette deuxième période.

Comme on le constate à travers les revues que nous venons de citer, il n'y a aucune création de nouveaux samizdats politiques à Berlin-Est au cours de cette période. La pratique se répand en effet d'autres villes, et plus particulièrement à Leipzig, Wittenberg et Naumburg, où des institutions religieuses se mettent aussi à recourir au samizdat politique. On constate qu'à Wittenberg, c'est le *Kirchliches Forschungsheim,* un centre de recherches ecclésiastique, qui revendique l'édition des revues. À Leipzig, c'est le *Jugendpfarramt*, l'aumônerie de jeunesse, composé de plusieurs groupes de travail thématiques dont certains entreprennent d'éditer des samizdats pour rendre compte de leurs réflexions. Enfin à Naumburg, l'édition des revues est revendiquée par le *Katechetisches Oberseminar (KOS),* un établissement d'enseignement universitaire. Nous reviendrons plus en détail sur le rôle de ces institutions dans la troisième partie consacrée aux dynamiques locales et territoriales de l'opposition.

Cette période est donc marquée par un nombre plus important de revues, mais aussi et surtout par l'arrivée d'institutions religieuses influentes parmi les groupes qui éditent des samizdats politiques. Nous notons par ailleurs que deux d'entre elles sont des organisations religieuses de jeunesse, le *Jugendpfarramt* de Leipzig et le *KOS* de Naumbourg. L'influence politique des Églises sur la jeunesse au début des années 1980 est un facteur important du développement du samizdat politique au fil des années dans la mesure où c'est peut-être dans ces cadres que certains ont eu pour la première fois des revues autoéditées entre les mains et ont ainsi pu être sensibilisés à la question de la nécessité de la liberté d'expression. On peut alors se dire que c'est aussi grâce à ces influences que des groupes d'édition autonomes, plus politisés, gardent pour modèle les revues éditées par les Églises. De ce point de vue, nous ne négligeons pas l'importance de cette période en faveur du développement du samizdat politique.

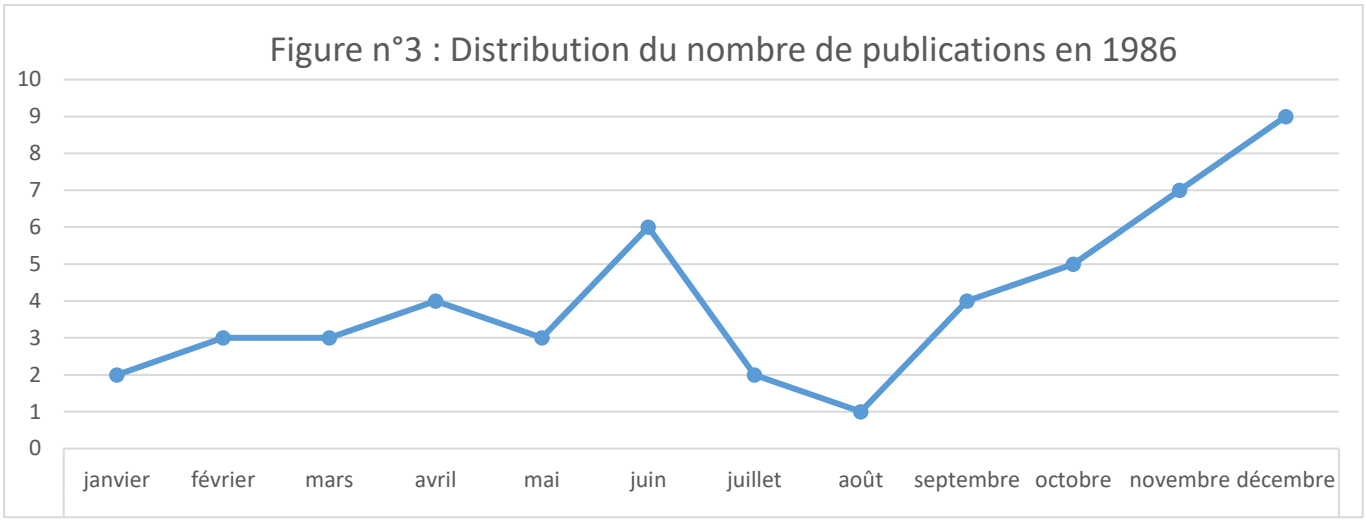
c) 1984-1986 : l'essor du samizdat politique, un média réactif à l'actualité

La troisième période s'étend de 1984 à 1986. Elle correspond à la première augmentation significative de publications, puisqu'on en recense 47 en 1984, 46 en 1985 et 62 en 1986. C'est au cours de ces années que le samizdat a commencé à se développer à Berlin-Est. On y voit apparaître les revues majeures de l'histoire de l'opposition en RDA, avec entre autres les *Umweltblätter* (1986), *Grenzfall* (1986), *Schalom* (1984), *Aktuell* (1985) ou encore *mOAning Star* (1985).

Cette fois, même si les paroisses des Églises évangéliques continuent de jouer un rôle majeur dans la production des samizdats, on voit paraitre un nombre important de publications émanant des initiatives des *Basisgruppen*. En majorité, ces groupes sont soutenus par des paroisses qui leur offrent des espaces et mettent à leur disposition du matériel mais elles ne participent pas à la conception de leurs samizdats. Dans ces cas-là, les Églises ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'activité d'autoédition mais cela reste un rôle essentiel dans la mesure où elles favorisent l'activité oppositionnelle et la laisse se développer dans une certaine autonomie. En parallèle, on constate également l'arrivée de groupes clandestins, qui font quant à eux le choix de ne pas évoluer dans les cadres offerts par les Églises, de sorte à garder une autonomie totale. C'est par exemple le cas de l'*Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM)*, sur lequel nous reviendrons à plusieurs reprises au cours de ces travaux.

Cette nouvelle diversité des groupes d'édition marque un tournant important dans l'histoire du samizdat. Elle démontre que différents types de groupes peuvent coexister autour d'une même initiative et que celle-ci peut constituer un prétexte pour se structurer au sein d'un réseau. Même si on n'en est pas encore là à ce stade, cette période marque le début des conditions favorables à une action politique qui peut engager un nombre important d'opposants et de groupes différents, marqués par des objets de mobilisation et des idéologies elles aussi différentes.

Sur les prochaines figures, nous étudierons plus en détail les parutions de chaque année de la période. Une analyse plus fine, par mois de publication, pourra nous donner des indications sur les éléments du contexte géopolitique ou sur les événements organisés par l'opposition qui ont pu motiver la production de samizdats politiques. Nous commençons directement par l'année 1986, car les années précédentes ne comprennent que trop peu de publications pour que les résultats soient significatifs.



[363]

Sur cette courbe, nous observons deux mouvements : le premier a lieu au mois de juin, avec un premier pic de la production de samizdats (3 en mai, 6 en juin). Le deuxième intervient en septembre, après deux mois d'été moins prolifiques (2 en juillet, 1 en août), puisqu'une augmentation progressive peut être observée, de 4 à 9 publications entre septembre et décembre. Il faut noter que sur les 62 publications recensées pour l'année 1986, 13 d'entre elles ne figurent pas sur ce graphique en raison du manque d'informations sur une date précise de parution.

Malgré cela, ces données restent intéressantes, car elles remettent en question les hypothèses formulées dans notre mémoire de master. Dans le cadre de ces travaux, nous étions parti du postulat que l'année 1986 représentait le véritable point de départ de l'essor des samizdats en RDA, et ce en réaction à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. En effet, au vu de la nécessité d'informer sur les événements, nous avions constaté qu'un certain nombre de groupes d'opposition s'étaient donnés pour objectif de contrer la désinformation opérée par les organes médiatiques contrôlés par le régime. Un nombre important d'articles étaient alors consacrés au récit des événements après l'explosion des réacteurs de la centrale nucléaire le 26 avril 1986, alors que les journaux de RDA ne parlaient que de simples exercices d'évacuation de la population.

Mais au vu des données issues de nos recherches de doctorat, il semble que ce postulat ait besoin d'être révisé, ou au moins nuancé. Si on peut en effet observer un léger bon du nombre de publications en juin 1986, c'est véritablement à partir de la fin de l'année 1986 puis au cours de l'année 1987 que les augmentations les plus significatives peuvent être constatées.

Aussi, sur les 62 publications recensées en 1986, seulement 14 sont dédiées à la thématique de l'écologie. On ne trouve pas de dossier thématique au sujet de Tchernobyl, ou

[363] *Ibid.*, Figure n°3, p. 603.

du nucléaire. Toutefois, une analyse plus fine qui consisterait à analyser la récurrence de la thématique de l'écologie dans les articles publiés dans chaque journal d'information généraliste nous permettrait d'être plus précis quant à l'impact de la catastrophe nucléaire sur la production de samizdats politiques. Grâce à l'étude des données extraites de nos recherches, nous constaterons plus tard à quel moment la thématique de l'écologie connait son essor le plus important dans les samizdats politiques. Il sera alors opportun de s'intéresser à l'influence des événements de Tchernobyl et de s'interroger sur le rôle qu'ils ont eu sur la prise de conscience écologique de l'opposition sur un plus long terme.

En attendant, les premiers résultats de nos travaux semblent indiquer que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl n'est pas l'événement qui explique directement l'accélération du nombre de samizdats politiques produits en RDA. Elle ne semble pas non plus motiver un plus grand nombre de publications consacrées à l'écologie. Cependant, c'est certainement le point de départ d'un besoin plus important de l'opposition de combattre le monopole de l'information détenu par le SED.

En effet, si à première vue on ne trouve pas de conséquences immédiates à Tchernobyl dans les revues éditées en 1986, on constate tout de même que c'est certainement à partir de là que le samizdat politique renforce son rôle de contre-pouvoir d'information. Dans la mesure où les autorités ont tenté de travestir la réalité des événements à Tchernobyl, c'est bien dans les samizdats que des informations plus précises ont été diffusées. On trouve ainsi des récits de témoins ou bien des textes importés des médias étrangers qui minimisent un peu moins l'ampleur de la catastrophe. C'est par exemple en bonne partie sur ce sujet que les premiers articles des *Umweltblätter* (qui portent encore le nom *Die Umwelt-Bibliothek* en 1986) se concentrent[364]. Ainsi, dans la plupart des numéros publiés au cours de l'année 1986 (entre juin et décembre 1986), le sujet de l'énergie nucléaire et des alternatives à trouver fait l'objet d'au moins un article par numéro. Par la suite, la rédaction des *Umweltblätter* continue à traiter le sujet assidument, qu'il s'agisse de publier des articles « anniversaires » pour constater ce qui à changer – ou plutôt ce qui n'a pas changé – à chaque anniversaire de Tchernobyl, ou bien de partager des réflexions sur les changements qui doivent justement être opérés au sujet de la politique énergétique en RDA, et plus généralement au sein de l'Union soviétique.

La plupart des autres journaux d'information publiés en 1986, comme *Streiflichter*[365] et *Grenzfall*[366] réalisent ce même travail de contre-information et d'argumentation : dans un

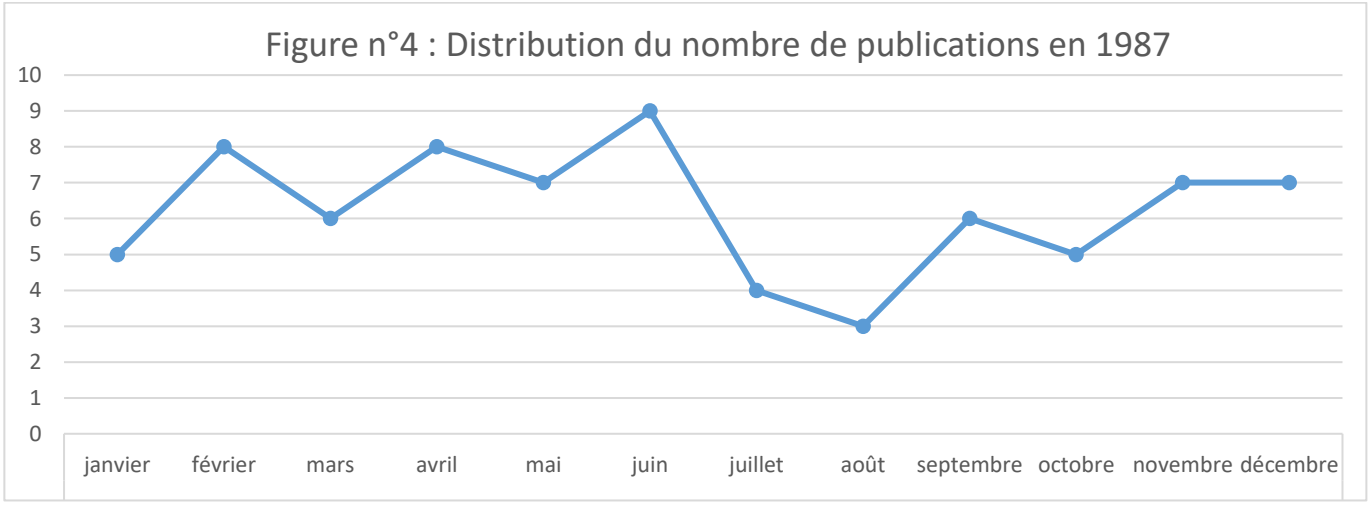
[364] *Die Umwelt-Bibliothek*, RHG/PS 107/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1986.
[365] *Streiflichter* n°36 et 37, RHG/UK 26, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 1986.
[366] *Grenzfall* n°1, RHG/PS 047/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1986.

premier temps on partage les informations qui ont été cachées par les autorités et par les médias officiels, puis on poursuit la réflexion autour des alternatives au nucléaire, dans la mesure où le sujet a été mis sous les tapis et n'est pas évoqué dans les médias.

Pour conclure sur le sujet, notre hypothèse de départ selon laquelle Tchernobyl est le point de départ de l'augmentation de la production des samizdats politiques n'est pas confirmée par les données que nous venons d'exposer. En revanche, on peut considérer que cet événement a montré l'intérêt des samizdats en tant que média d'information et donc comme contre-pouvoir médiatique et politique. Nous formulons donc l'hypothèse que c'est à partir de ce moment-là que les journaux d'informations vont se développer et devenir une pratique plus courante pour l'opposition. Nous confirmerons ou infirmerons cette hypothèse dans la suite de nos travaux, lorsque nous nous intéresserons à la typologie des samizdats politiques publiés en RDA.

d) 1987-1989 : L'apogée du samizdat comme contre-pouvoir médiatique

La période s'étalant de 1987 à 1989 peut être considérée comme étant celle de l'apogée de la production de samizdats en RDA. En effet, suite à la nouvelle configuration du paysage de l'autoédition observée au cours de la période précédente, la progression du nombre de samizdats continue au cours de l'année 1987. Si le nombre de publications est supérieur à celui de l'année précédente (87 en 1987 contre 53 en 1986), la courbe est moins régulière, et donc plus difficile à interpréter, comme on peut le constater sur la figure suivante :



367

[367] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°4, p. 603.
NB : Sur les 100 revues recensées en 1987, 25 n'apparaissent pas sur le graphique faute d'avoir pu déterminer une date plus précise de parution.

On remarque ici une variation de la production en dents de scie, avec des pics tous les deux mois sur la première partie de l'année. On atteint en juin 1987 le nombre le plus important de samizdats publiés en un mois, avec 9 publications. Comme en 1986, on note que les mois d'été sont les moins prolifiques (4 en juillet, 3 en août). On observe enfin une augmentation plus constante à partir de septembre, à l'exception du mois d'octobre qui connait une légère diminution du nombre de publications. Sur cette année, il est difficile de mettre en avant des tendances ou d'expliquer les raisons d'une production irrégulière de samizdats. On peut cependant faire des liens entre des événements importants ayant eu lieu au cours de l'année et les phases de hausse de la production des samizdats.

Tout d'abord, les publications du mois d'août et la plupart de celles des mois de septembre et octobre sont marquées par l'organisation des marches pacifistes en hommage à l'ancien Premier Ministre suédois Olof Palme. Les marches ont lieu entre le 1er et le 18 septembre 1987 et représentent un enjeu important : d'une part Olof Palme est un personnage important pour les mouvements d'opposition de RDA car il a été assassiné pour avoir défendu des idées et des principes qu'ils partagent. Il militait en effet pour l'instauration d'un couloir démilitarisé entre les deux blocs. La zone géographique concernée aurait correspondu aux territoires des deux Allemagne. Cette idée est aussi l'une des revendications fondatrices de la *Friedensbewegung*.

D'autre part, cette manifestation pacifiste est aussi une première sur le plan politique : pour la première fois de son histoire, le régime de RDA autorise l'organisation d'une manifestation, et donc la participation de l'opposition politique. C'est donc la première fois – et aussi la dernière – que les représentants du pouvoir et ceux de l'opposition défilent dans un même cortège[368]. Il s'agit aussi d'une occasion unique pour l'opposition de se faire connaitre et de relayer ses activités et ses revendications au plus grand nombre, en toute légalité cette fois.

L'importance de cet événement se reflète dans les samizdats politiques dès l'été 1987. À travers leurs publications, les groupes d'opposition s'organisent et se tiennent informés des initiatives de chacun. Dans *Schnellinfo*[369], on informe sur les initiatives qui seront organisées par d'autres groupes, en marge de la manifestation. Dans les *Umweltblätter*, on prépare la marche en rappelant les arguments en faveur d'un couloir dématérialisé. Mais c'est surtout après la manifestation que les articles sur la marche pacifiste pour Olof Palme se multiplient et

[368] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried*, *Op. Cit.*, p.109.
[369] *Schnellinfo*, RHG/PS 94/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, Août 1987.

reflètent le début d'une structuration de l'opposition. Dans les *Umweltblätter*[370], *Glasnot*[371], *Friedensnetz*[372], *Grenzfall*[373], ou encore *mOAning Star*[374], on partage des comptes rendus des manifestations qui ont eu lieu dans de nombreuses villes de RDA. Pour ce faire, les groupes ont soit envoyé des délégations dans différentes villes, soit ils sont allés chercher des témoignages de personnes faisant partie du réseau d'opposition. On voit ainsi paraitre des dizaines d'articles qui commentent les manifestations, se réjouissent des actions menées ou bien qui critiquent le comportement des autorités. C'est aussi dans les samizdats que les groupes échangent leurs positions sur l'armement nucléaire : il semble que la manifestation ait été un lieu d'échange d'idées qui se poursuit par l'intermédiaire des samizdats politiques.

Après l'exemple de Tchernobyl qui a permis de prendre conscience de l'intérêt du samizdat comme outil de contre-information, celui de la marche pacifiste de 1987 montre que l'opposition peut aussi utiliser le samizdat comme un outil de communication et de mise en réseau. Nous verrons au cours de nos travaux que cet usage du samizdat politique va perdurer, et même s'intensifier au moment où les actions politiques prennent de l'ampleur jusqu'aux manifestations de l'automne 1989.

L'autre événement important ayant eu lieu en 1987 et qui a une influence sur la production des samizdats est l'intervention de la *Stasi* appelée « Aktion Falle » et qui a pour but de mettre fin aux activités clandestines du groupe *IFM* qui publie illégalement *Grenzfall* dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* de Berlin. Cette opération a lieu le 24 novembre 1987 dans le quartier de Prenzlauer Berg où se situe le lieu d'activité de la *Umwelt-Bibliothek*, nous avons eu l'occasion de l'évoquer au cours de la première partie de ces travaux.

Aux yeux de l'opposition et des autorités religieuses, cette intervention de la *Stasi* est une attaque, non seulement à la liberté d'expression, mais aussi à l'autonomie des paroisses des Églises protestantes. Les réactions sont nombreuses et particulièrement médiatisées. Elles sont relayées par les médias de RFA par l'intermédiaire de Roland Jahn notamment. Les initiatives de soutien se multiplient, avec entre autres l'organisation de veillées nocturnes dans les églises berlinoises et des manifestations. Toutes ces actions sont relayées dans les samizdats qui se font l'écho de cette mobilisation. Cette fois, la répression concerne directement la pratique de l'écrit clandestin, ce qui démontre qu'elle a pris une ampleur de nature à inquiéter les autorités. Ce

[370] *Umweltblätter Nr. 060-065,* PS 107/15, *Op.Cit.*, septembre 1987.
[371] *Glasnot Nr. 4*, KS 005/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 1988.
[372] *Friedensnetz Nr. 4,* PS 041/06, *Op.Cit.* ; *Friedensnetz Nr. 5,* PS 041/07, *Op. Cit.*
[373] *Grenzfall Nr.10*, PS 047/14, *Op. Cit.*, octobre 1987.
[374] *mOAning Star Nr. 12-4711/12,* PS 072/12, Archives de la Robert-Havemann Berlin, 1988.

nouvel élément va donner encore plus d'attractivité à cette pratique : le samizdat peut devenir la pratique de désobéissance par excellence, celle qui gêne et inquiète le pouvoir.

Aussi, il est important de rappeler que le samizdat politique a vu le jour en Union soviétique précisément pour dénoncer les faits de répression et d'atteinte aux droits de l'homme. Alors, comme cela a pu être observé pour le samizdat politique russe[375], cette action de répression va entraîner une réaction en chaîne : l'intervention de la *Stasi*, qui vise à étouffer la circulation d'un média de libre expression, est motivée par la production d'un samizdat dont l'un des objets est de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme. En réprimant le groupe qui édite le samizdat, la *Stasi* donne à l'opposition un motif pour dénoncer un nouvel acte de répression qui sera ensuite relayé dans un autre samizdat. Et si cet autre samizdat fait l'objet d'une répression, un nouveau samizdat sera édité pour dénoncer cette nouvelle répression. Pour le dire plus simplement, en voulant stopper l'activité de production d'un samizdat, la police politique a en fait donné un motif supplémentaire aux autres groupes d'opposition pour éditer des samizdats politiques.

Au vu de la figure n°4 qui montre l'évolution du nombre de samizdats édités en 1987, on peut voir que l'effet de cette répression a été immédiat. C'est à partir de novembre-décembre que l'augmentation devient continue et qu'elle se poursuit ensuite jusqu'en mars 1988. Il est aussi probable que ce soit en raison de cet événement que l'année 1988 sera celle pendant laquelle le plus grand nombre de samizdats politiques sera créé, nous y reviendrons.

Au regard des éléments que nous venons de développer, on peut affirmer que le contexte politique et l'actualité ont une incidence directe sur la production de samizdats politiques. L'actualité internationale a permis au samizdat de s'affirmer comme un média de contre-pouvoir face au monopole de l'information détenu par le régime ; les événements politiques comme les manifestations ont motivé l'utilisation du samizdat comme une plate-forme de communication entre les groupes qui composent l'opposition et enfin, la répression a encouragé l'opposition à s'emparer elle-même de ses espaces de liberté pour protester contre toute forme de restriction de la liberté d'expression.

On peut considérer que l'année 1987 a été une année charnière qui pose toutes les conditions pour favoriser l'apogée de la production des samizdats politiques en RDA. Elle se concrétise à partir de l'année 1988, par la parution de 178 publications, puis 208 en 1989. Mais au-delà d'une augmentation importante du nombre de samizdats produits, on observe au cours de la période un changement dans le contenu et la forme des samizdats. Tout d'abord, les

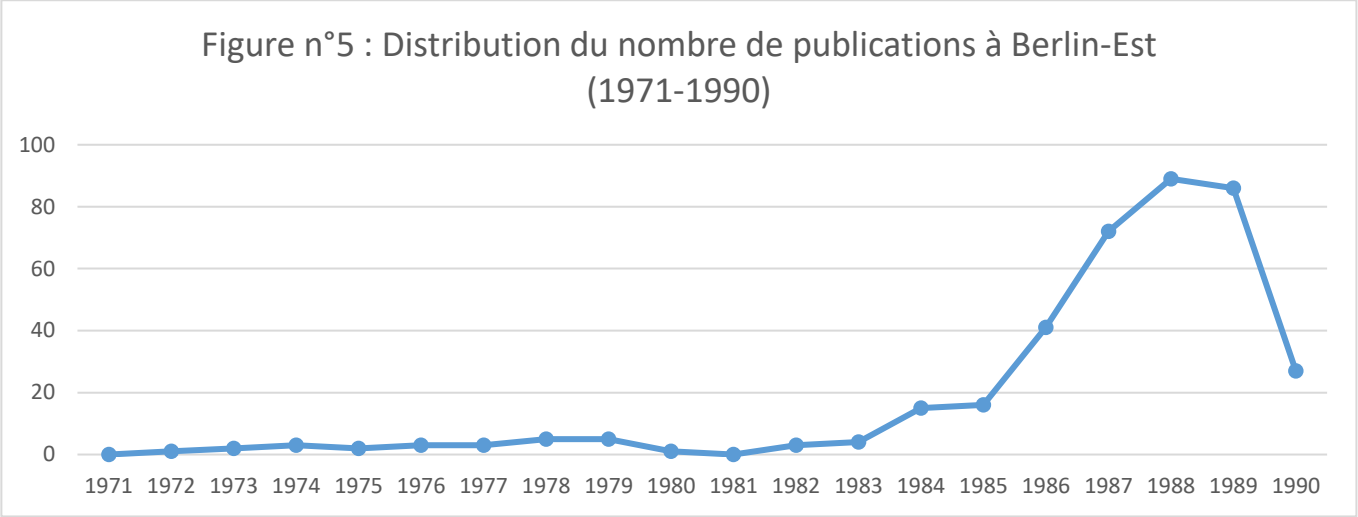
[375] Cécile VAISSIÉ, *Pour votre liberté et pour la nôtre ; le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

comités de rédaction se professionnalisent. Les revues ressemblent de plus en plus à des journaux tels que nous les connaissons aujourd'hui : la mise en page est soignée, la présence d'un éditorial et d'un sommaire est plus récurrente, les illustrations sont plus nombreuses et de meilleure qualité. On cherche donc à s'adresser à un public plus large, qui sera plus attiré par ce support dont nous pouvons constater l'évolution visuelle assez clairement.

Pour cela, il faut disposer de moyens techniques et financiers, et ceux-ci commencent à augmenter de manière importante à partir du début de l'année 1988, suite à l'exposition médiatique dont ont bénéficié certains groupes, et notamment la *Umwelt-Bibliothek* suite à l'échec de l'« *Aktion Falle* ». Tout d'abord, son premier effet concerne l'approvisionnement en matériel d'impression puisque dès lors que les projecteurs ont été mis sur ces groupes, de nombreuses personnalités ou groupes politiques leur ont apporté un soutien matériel et financier important, nous y reviendrons.

Un deuxième effet concerne plus directement l'échec de l'opération de la *Stasi*. En effet, la preuve a été faite que la *Stasi* n'a en réalité pas les moyens de réprimer cette activité politiques. Le soutien qui est apporté à ces groupes, par les Églises et par l'ensemble du réseau, a démontré que même en cas de répression, la pression du réseau de l'opposition était trop forte et non seulement les charges retenues contre les opposants devraient être abandonnées pour ne pas risquer de donner une mauvaise image de la RDA à l'étranger, mais en plus de cela, les groupes d'opposition en sortiraient plus forts, plus organisés et rassemblés, aidés par un réseau qui dépasse désormais largement les frontières de la RDA. Ce constat a ainsi permis à l'opposition de prendre confiance et de ne plus céder à la peur de la répression.

Enfin, un dernier effet concerne plus particulièrement le groupe d'opposition qui a été mis en lumière par cette affaire, la *Umwelt-Bibliothek.* En effet, grâce à son exposition médiatique, ce groupe a été le premier bénéficiaire des dons matériels et financiers. Il a aussi attiré l'attention d'un plus grand nombre de personnes voulant s'engager auprès des groupes d'opposition. Grâce à ces nouveaux moyens humains et matériels, les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* situés dans le quartier de Prenzlauer Berg de Berlin-Est permettent d'accueillir une activité politique encore plus importante. Le matériel d'impression permet en outre d'accueillir de nombreux groupes berlinois souhaitant éditer et reproduire leurs revues politiques. À partir de 1988, la *Umwelt-Bibliothek* devient ainsi le lieu central de la production de samizdats politiques à Berlin-Est. C'est certainement pour cette raison que le nombre de samizdats politiques édités à Berlin-Est augmente de manière si significative à partir de 1987 et atteint son niveau le plus haut au cours de cette période avec 89 publications en 1988 et 86 en 1989, comme le montre la figure suivante :



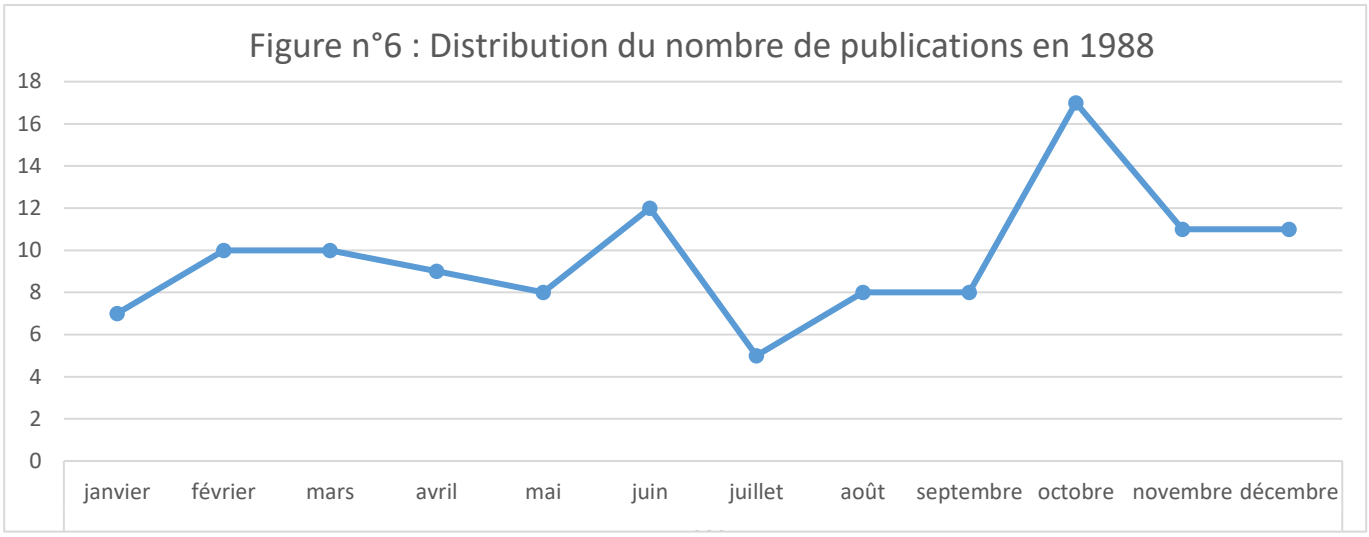
[376]

La prise de confiance progressive a également un impact sur les choix éditoriaux. En effet, si nous avons pu observer qu'un grand nombre de revues étaient composées de textes informatifs ou de textes importés laissés sans commentaires de la part de la rédaction, c'est de moins en moins le cas au fil des années. En 1987 déjà, nous pouvons observer l'apparition plus récurrente de prises de positions politiques assumées, ce qui donne une dimension plus revendicative aux publications.

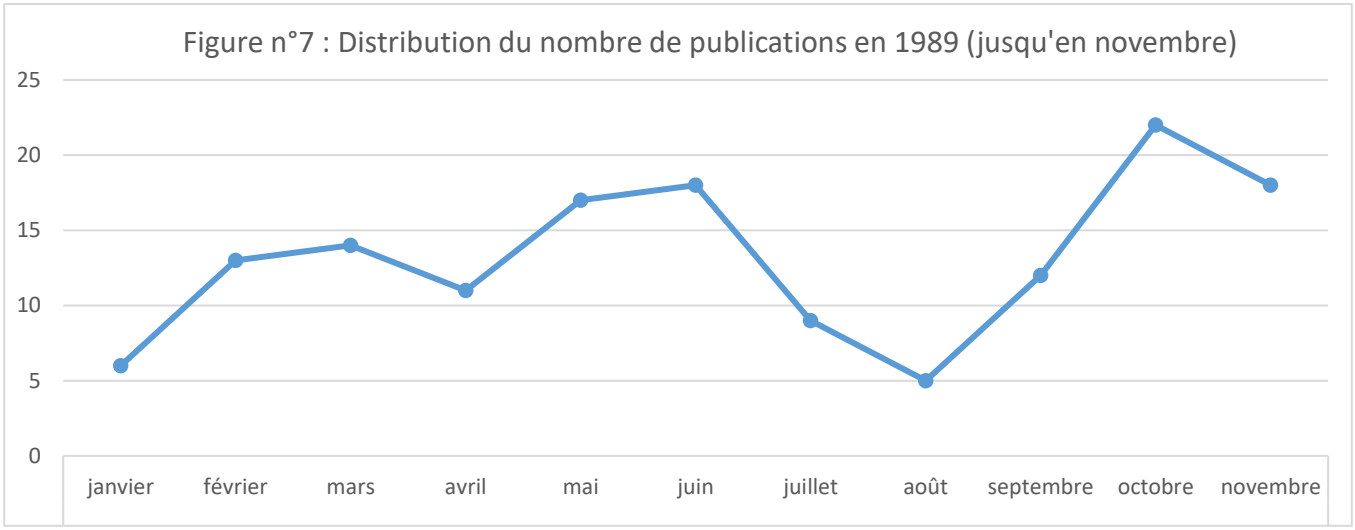
Mais à partir de 1988, la pratique évolue encore et les méthodes éditoriales tendent vers un journalisme plus engagé, voire parfois vers du journalisme d'investigation. On voit donc apparaitre des articles plus longs, dont le contenu est le souvent étayé par des témoignages, des illustrations ou encore par des résultats d'enquêtes de terrain. Cette nouvelle méthode éditoriale est rendue possible par les moyens croissants dont bénéficient les groupes d'opposition, mais aussi par leur nouvelle exposition qui permet de voir arriver de nouvelles personnes volontaires leur permettant de couvrir plus de terrain et de se donner l'ambition de mener des enquêtes.

Grâce à cela, les samizdats politiques vont être encore plus réactifs à l'actualité que par le passé et cela va avoir des répercussions encore plus significatives sur le nombre de samizdats politiques mis en circulation. Pour le démontrer, nous nous appuierons sur les deux figures suivantes qui montrent l'évolution du nombre de samizdats publiées pour les années 1988 et 1989 :

[376] Annexe n°4, *Op. Cit.*, Figure n°5, p. 604 : Sur les 415 publications recensées à Berlin, 37 n'apparaissent pas sur ce graphique car nous n'avons pas pu en déterminer la date de publication.



377



378

Si nous nous intéressons tout d'abord à l'année 1988, on constate que le nombre moyen de publications mensuelles est plus important que celui des années précédentes. Cette donnée est essentiellement due à l'installation des revues périodiques dans le paysage du samizdat politique est-allemand. Sur les 178 publications recensées en 1988, 136 sont périodiques. Parmi elles, on en compte 91 qui sont des journaux d'informations, dont 45 sont des revues généralistes et 46 sont thématiques. Ces chiffres démontrent la prépondérance des revues d'informations, qu'elles soient thématiques ou généralistes, puisqu'elles représentent plus des trois quarts des publications samizdats de RDA en 1988.

[377] *Ibid.*, Figure n°6 : Sur les 178 publications répertoriées en 1988, 62 ne figurent pas sur ce graphique car elles n'ont pas pu être datées avec précision.
[378] *Ibid.*, Figure n°7, p. 605 : Sur les 194 publications recensées en 1989, 49 ne figurent pas sur ce graphique car elles n'ont pas pu être datées avec précision.

En plus des revues qui ont commencé à circuler depuis plusieurs années (*Streiflichter*, *Umweltblätter*, *Friedensnetz*…), l'année 1988 voit apparaître de nouveaux samizdats périodiques qui auront un rôle majeur jusqu'à la chute du Mur, et parfois même bien après. Parmi les plus connues, on trouve les revues du réseau écologiste « Arche » qui édite *Arche Nova*[379] (Berlin-Est) et *Arche-Info*[380] (Berlin-Est et Halle), la revue consacrée au Nicaragua *Einblick Nicaragua*[381], la revue féministe *Das Netz*[382] qui continue à être publiée jusqu'en 1993, ou encore le journal d'informations *Aufbruch*[383] (Forst).

La place importante occupée par les journaux d'informations à partir de 1988 montre bien que la couverture de l'actualité est devenue une préoccupation importante pour l'opposition est-allemande. Cela se ressent également dans la courbe d'évolution du nombre de publications pour les années 1988 et 1989 (cf. figures n°6 et n°7).

Après un début d'année 1988 qui démarre dans la continuité des événements de la fin de l'année 1987, c'est-à-dire avec une croissance régulière du nombre de publications, (7 en janvier, 10 en février, 10 en mars), on observe le retour d'une courbe irrégulière, avec une première baisse sur les mois d'avril (9) et de mai (8), puis une première augmentation significative en juin (12) avant un été moins prolifique (5 en juillet, 8 en août). Le pic de publications pour l'année 1988 peut être observé en octobre, avec 17 revues éditées. Il arrive une nouvelle fois à la suite d'un événement qui agite l'opposition, ce qui démontre la réactivité des groupes face à l'actualité.

Au début du mois d'octobre 1988, huit élèves de l'école Carl von Ossietzky de Berlin-Est sont condamnés par leur école après qu'ils se sont exprimés sur les manifestations en Pologne dans le cadre d'un travail de classe. Ils ont également pris position contre les parades militaires imposées aux élèves de RDA et ont lancé une pétition pour que la parade annuelle pour la fête nationale du 7 octobre soit annulée[384]. Quatre d'entre eux sont exclus définitivement de l'école et se voient interdire l'accès à l'examen du baccalauréat, deux sont obligés de changer d'école et deux autres reçoivent des avertissements. Il leur est reproché

---

[379] *Arche Nova - Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche*, RHG/PS 009/01 à RHG/PS 009/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1988-1990.
[380] *Arche*-Info, RHG/PS 010/01 à RHG/PS 010/13, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, Halle/Saale, 1988-1990.
[381] *Einblick Nicaragua - Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"*, RHG/PS 031/01 à RHG/PS 031/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1988.
[382] *Das Netz - Informationsbrief des Arbeitskreises Feministischer Theologie in der DDR*, RHG/ZE/5/314 à RHG/ZE/5/316, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Dresde, 1988-1990.
[383] *Aufbruch*, RHG/PS 013/01 à RHG/PS 013/11, *Op. Cit.*
[384] « Ereignisse an der Berliner Ossietzky-Schule », https://www.jugendopposition.de/themen/145391/ereignisse-an-der-ossietzky-schule, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en novembre 2022, consulté le 17/12/2022].

d'avoir eu une conduite « antisocialiste » et de contribuer à la « création de groupes de traitres ».

Dans un premier temps, les élèves reçoivent le soutien de parents d'élèves et du directeur de l'école, mais très vite, la pression de la *Stasi* devient trop forte et les signatures sont retirées de la pétition les unes après les autres. C'est donc auprès de l'opposition que les élèves condamnés et leurs parents finissent par trouver du soutien. L'affaire fait l'objet d'un numéro spécial des *Umweltblätter* le 16 octobre[385]. Elle fait ensuite la Une du numéro de décembre 1988, illustré par le dessin d'un grillage et du titre « Das Risiko, eine Meinung zu haben… Solidarität mit den bestraften Schülern » [« Le risque d'avoir une opinion… Solidarité avec les élèves condamnés »][386]. Elle est aussi diffusée dans de nombreux samizdats à travers la RDA, parmi lesquels *Aufbruch*[387] (Forst), *Ausblick*[388] (Magdebourg), *Friedrichsfelder Feuermelder*[389](Berlin-Est), *Grenzfall*[390] (Berlin-Est), *mOAning Star*[391] (Berlin-Est), ou encore *Streiflichter*[392] (Leipzig).

Entre-temps, le fait que l'affaire soit relayée dans les samizdats a permis à l'information de se diffuser au sein des groupes qui composent le réseau d'opposition, et même en dehors. Des actions sont menées, à l'initiative de la *Umwelt-Bibliothek* qui imprime et diffuse plus de 3000 tracts dans les rues de Berlin-Est pour demander l'annulation des peines adjugées aux élèves. Le débat sur la liberté d'expression à l'école est aussi porté auprès des paroisses des Églises pour que celles-ci appellent aussi à des mouvements de protestation. Enfin, l'information finit même par atteindre la RFA et des chefs d'établissements ouest-allemands font parvenir par courrier au gouvernement des demandes d'annulation des peines.

Ici, le samizdat a joué à la fois un rôle d'information, et aussi de mobilisation du réseau d'opposition pour défendre la cause des élèves de l'école Carl von Ossietzky. Au vu de l'ampleur prise par cette affaire et des soutiens exprimés depuis la RFA, on peut constater que le samizdat politique devient une arme redoutable comme outil de protestation. Cependant, cela ne permet pas encore de remporter des victoires politiques car ce n'est qu'après la révolution

[385] *Umweltblätter Nr. 10/88,* PS 107/25, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft Berlin, Berlin, 16 octobre 1988.
[386] Annexe n° 7, p. 632 : « Couverture du numéro des *Umweltblätter* paru en décembre 1988 », *Umweltblätter*, 12/88, RHG/PS 107/27, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, décembre 1988, p. 1.
[387] *Aufbruch*, RHG/PS 013/07, *Op. Cit.,* 16 décembre 1988.
[388] *Ausblick - Informationen für die Magdeburger Gemeinden und die engagierten Gruppen,* RHG/PS 018/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Magdebourg, novembre 1988.
[389] *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/17, *Op. Cit.,* octobre 1988.
[390] *Grenzfall,* RHG/PS 047/16, *Op. Cit.,* décembre 1988.
[391] *mOAning Star,* RHG/PS 072/12, *Op. Cit.,* 1988.
[392] Streiflichter, RHG/PS 103/06, *Op. Cit.,* 25 novembre 1988.

pacifique de 1989 que les élèves seront réintégrés et à nouveau autorisés à passer les examens du baccalauréat.

Mais les actions de l'opposition se poursuivent aussi en 1989, à des moments où on observe aussi des pics de production de samizdats politiques. Au cours de cette année, on observe deux pics importants : le premier au mois de juin après une période de forte augmentation à partir du mois de mai (11 publications en avril, 17 en mai, 18 en juin). Le deuxième a quant à lui lieu au mois d'octobre, avec 22 publications, soit le plus grand nombre de publications observé sur un mois depuis l'apparition des samizdats politiques en RDA. La courbe ne s'abaisse que légèrement le mois suivant, en novembre, avec encore 18 publications.

Pour chacun de ces pics de production de samizdats, nous pouvons identifier un événement ou une actualité autour de laquelle l'opposition politique s'est mobilisée, ce qui a une incidence directe sur les samizdats politiques. Pour le premier, il s'agit des élections communales qui ont eu lieu le 7 mai 1989. Ce sujet fait l'objet de nombreux articles et publications dès le début de l'année, mais particulièrement à partir d'avril, et cela continuera jusqu'à l'été, voire – de manière plus sporadique – dans les samizdats édités à la fin de l'année.

Les premières publications se concentrent essentiellement sur des appels au vote et sur des prises de position de l'opposition quant aux élections à venir. C'est par exemple le cas dans un numéro de *Die Neue Grüne*[393] publié au mois de février et dans le quatrième numéro de *Arche Nova*[394] publié le 26 avril 1989. À ce moment-là, le samizdat joue son rôle de transmission d'une position politique formulée par l'entité politique que représente l'opposition. Mais comme nous l'avons dit précédemment, l'opposition gagne progressivement en confiance et souhaite – notamment à travers ses samizdats – donner une ampleur plus importante à ses mobilisations politiques. Le samizdat en est l'une des preuves matérielles : en plus des déclarations politiques relayées dans les publications, les groupes se servent des samizdats pour exposer les résultats de leur travail de terrain.

En effet, à l'occasion des élections, le réseau de l'opposition s'organise et envoie des délégations dans de nombreux bureaux de votes à Berlin-Est, et aussi dans quelques autres villes de RDA. Sur place, ils diffusent des tracts qui expliquent toutes les modalités de vote et qui précisent entre autres choses que chaque citoyen a le droit de voter contre la liste unique proposée, ou bien de passer par l'isoloir. Jusqu'ici, le discours officiel du régime laissait penser que l'un ou l'autre de ces actes pouvait être lourd de conséquences : un bon citoyen socialiste n'a pas besoin de passer par l'isoloir s'il n'a rien à se reprocher et ne peut que voter en faveur

[393] *Die neue* Grüne, RHG/PS 072/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, février 1989.
[394] *Arche* Nova, RHG/PS 009/04, *Op. Cit.*, 26 avril 1989.

de la liste qui se présente car elle candidate dans l'intérêt du socialisme. L'action de l'opposition vise donc à rappeler aux citoyens leurs droits fondamentaux et à sortir de la peur des institutions et de la police politique.

Mais leur action ne s'arrête pas là. Les groupes d'opposition organisent leur présence en tant que scrutateurs dans les différents bureaux de vote dans lesquels ils ont pu se rendre. Ils relèvent donc les résultats des dépouillements de chaque bureau puis les publient dans les samizdats, de manière à ce que les lecteurs puissent comparer leurs résultats avec ceux qui sont publiés dans le journal officiel *Neues Deutschland.* On trouve les résultats détaillés des élections dans le numéro de mai 1989 de *Grenzfall*[395] et des *Umweltblätter*[396] ainsi que dans le numéro de juillet de *Streiflichter*[397]. Cette initiative génère de nombreux articles et de nombreux commentaires dans les samizdats politiques édités dans toute la RDA jusqu'à la fin de l'année 1989 : des articles revendicatifs qui dénoncent des fraudes électorales et des falsifications de résultats paraissent un peu partout, comme dans *Blattwerk*[398] (Halle/Salle), les *Friedrichsfelder Feuermelder*[399] (Berlin-Est), *Plattform*[400] (Erfurt), *Ip*[401] (Zittau), les *Kroppenstädter Kirchenblätter*[402] (Kroppenstedt), ou encore *Merkwürdiges*[403] (Oranienburg). Une documentation intitulée *Wahlfall 89*[404] paraît en outre à Berlin-Est sous forme de compilation de textes argumentatifs et de documents venant étayer les suspicions de fraudes.

À travers cette initiative, le samizdat politique a pris encore plus d'ampleur et de résonnance comme outil de mobilisation politique. Il a d'abord joué son rôle de plateforme d'idées politiques puis a revêtu une fonction de support d'argumentation et de démonstration de la fraude organisée par le régime. Il a été un outil de diffusion du travail d'investigation des groupes d'opposition, ce qui en fait une arme politique de plus en plus efficace pour dénoncer le régime, voire même le déstabiliser.

---

395 *Grenzfall*, RHG/PS 047/17, *Op. Cit.*, Bettenhausen, mai 1989.
396 *Umweltblätter*, RHG/PS 107/30, *Op. Cit.*, mai 1989.
397 *Streiflichter*, RHG/PS 103/11, *Op. Cit.*, 10 juillet 1989.
398 *Blattwerk - Das Informationsblatt der ÖAG*, RHG/PS 023/12, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Halle/Saale, 18 décembre 1989.
399 *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/25, *Op. Cit.*, octobre 1989.
400 *Plattform - Konziliare Nachrichten*, RHG/PS 087/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Erfurt, septembre 1989.
401 *Ip - Das Informationspapier der Friedens- und Umweltgruppe Zittau zu den Themen Umwelt/Frieden/Gerechtigkeit*, RHG/PS 055/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Zittau, 2 juillet 1989.
402 *Kroppenstädter Kirchenblätter*, RHG/PS 063/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Kroppenstedt, 1988.
403 *Merkwürdiges* , RHG/PS 070/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Oranienburg, mai 1989.
404 *Wahlfall 89 - Eine Dokumentation*, RHG/PS 115, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1989.

Au cours du mois de juin 1989, un autre événement est largement relayé et commenté dans les samizdats et participe aussi au pic de publications observé : le massacre de la place Tian'anmen. Le 4 juin 1989, une grande manifestation pacifiste est organisée par des étudiants chinois sur la place Tian'anmen. Celle-ci est réprimée dans le sang et de nombreux étudiants sont exécutés par les autorités alors que la place est évacuée. Dès le lendemain, les médias officiels de RDA tentent de minimiser la gravité des faits et relaient également les félicitations du gouvernement est-allemand aux autorités chinoises qui ont réussi à neutraliser « des individus hostiles à la Constitution »[405].

Dans les samizdats, deux types d'articles paraissent : tout d'abord des articles informatifs qui permettent de restituer les faits, de manière à prouver le travail de désinformation du journal officiel de RDA *Neues Deutschland,* et même parfois des médias chinois ou soviétiques. Dans le numéro de juillet de *Arche-Info*[406], un article intitulé « Dokumentation der wichtigsten Fakten (zur diskriminierenden und diffamierenden Berichterstattung durch die chinesischen Massenmedien, die vom "Neuen Deutschland" übernommen wurde) » [documentation sur les faits les plus importants (sur le reportage discriminant et diffamatoire des médias de masse chinois qui a été repris par *Neues Deutschland)]*. Il s'agit d'un dossier de 20 pages qui comporte une revue de presse de tous les articles parus dans le journal *Neues Deutschland* à partir des articles publiés en Chine entre le 29 avril 1989, au moment où commencent les mouvements de protestation étudiants, et le 26 juin 1989. À la fin du dossier, on trouve la lettre du groupe berlinois *Arche,* représenté par Andreas Stasche, adressée à l'ambassade de Chine à Berlin-Est. Dans cette lettre, le groupe recense toutes les incohérences et les erreurs ou omissions factuelles qui figurent dans tous ces articles.

Dans le numéro de juillet des *Umweltblätter*[407], on cherche aussi à rétablir les faits, mais pas par l'intermédiaire d'une revue de presse, mais plutôt à partir de témoignages et « d'articles-reportages ». Le témoignage d'un étudiant chinois rend dans un premier temps compte de l'intention des manifestants et établit une chronologie de l'escalade de la violence lorsque les autorités ont dispersé la foule. Ce témoignage est aussi diffusé dans d'autres samizdats comme par exemple dans le numéro d'*Arche-Info* que nous venons de citer et dans le troisième numéro de *Friedensnetz* publié à Schwerin en juillet 1989. À la suite de ce témoignage, la revue

[405] « Erklärung », dans : *Neues Deutschland,* 09.06.1989, consulté dans les archives en ligne http:/www.nd-archiv.de/artikel/1990968.html, p.1.
[406] *Arche*-Info, RHG/PS 010/09, *Op. Cit.,* juillet 1989.
[407] *Umweltblätter*, RHG/PS 107/31, *Op. Cit.,* juillet 1989.

Umweltblätter comporte également un article qui le commente, le croise avec les sources médiatiques et tente de restituer les événements. Un schéma de la place Tian'anmen permet même de comprendre les déplacements de la foule et d'identifier les mouvements de la police lors de son assaut.

Pour l'opposition est-allemande, les événements de Tian'anmen sonnent comme un avertissement, surtout après que le gouvernement et la *Volkskammer* ont applaudi des deux mains la répression appliquée par les autorités chinoises. Dans la mesure où le mouvement d'opposition prend de l'ampleur et s'organise, les actions prévues peuvent potentiellement être plus massives et mener à des confrontations avec les forces de l'ordre. Cela encourage par ailleurs les groupes d'opposition à publier un deuxième type de textes qui sont généralement des textes argumentatifs au sujet de la répression des manifestations. Il s'agit de se préparer à une réponse similaire à celle du gouvernement chinois sur le territoire de RDA. C'est une expérience que ces opposants n'ont jamais connue car ils sont pour la plupart trop jeunes pour avoir connu les répressions violentes des manifestations de 1953. L'opposition s'appuie donc sur l'exemple de Tian'anmen pour se préparer à une répression violente en RDA.

Une série d'initiatives est ainsi organisée par les groupes d'opposition afin de dénoncer la répression des opposants politiques. L'action qui a le plus été relayée est appelée « *China ist nicht fern* » [la Chine n'est pas loin]. Elle vise à sensibiliser l'opposition et les citoyens de RDA et à les informer sur les pratiques de la Chine, un pays « ami ». Dans la rue, cette action prend la forme de campagnes de tractage pour être au contact de la population. Dans les samizdats, une rubrique intitulée « *China ist nicht fern* » fait son apparition un peu partout en RDA et contient des prises de position argumentées de l'opposition et des courriers d'interpellation de personnalités politiques de RDA, de RFA ou d'autres pays du bloc soviétique. On trouve par exemple ce type d'articles dans *Aufbruch*[408], *Friedensnetz*[409], *Friedrichsfelder Feuermelder*[410] et *Telegraph*[411]. Dans le même temps, l'opposition politique continue de s'organiser à mesure que la protestation monte dans toute la RDA. Chaque mois, le nombre de manifestations augmente et les actions de l'opposition s'intensifient. Les groupes se rencontrent pour préparer leurs actions et le bilan de ces rencontres sont diffusés dans les samizdats, de manière à toucher le plus grand nombre, et pourquoi pas d'attirer de nouvelles personnes qui auraient pu avoir ces revues entre les mains.

[408] Aufbruch, RHG/PS 013/09, *Op. Cit.*, 30 juin 1989.
[409] *Friedensnetz*, RHG/PS 041/16, *Op. Cit.*, juillet 1989.
[410] *Friedrichsfelder* Feuermelder, RHG/PS 042/24, *Op. Cit.*, juin 1989.
[411] Telegraph - Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin, RHG/ZZ 019/01 et RHG/ZZ 019/07, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1989 / 4 novembre 1989.

Comme nous avons pu l'observer pour l'année 1988, la grande majorité des revues éditées en 1989 sont des revues d'information. Sur les 194 publications parues jusqu'en novembre, 116 sont des revues d'information. Pour le reste, ce sont essentiellement des textes argumentatifs et revendicatifs, ou bien des compilations de documents qui alimentent les positions politiques développées par l'opposition.

Lorsqu'on passe en revue les publications, même rapidement, on peut se rendre compte que le contenu des samizdats politiques de 1989 est différent. Les appels à manifestations sont plus nombreux, les pages d'agenda des événements organisés par l'opposition sont plus fournies, les textes sont plus revendicatifs et interpellent parfois le gouvernement. Le samizdat politique de l'année 1989 a donc un double rôle : il continue à être un organe d'information qui réagit à l'actualité et il est une plate-forme qui permet la mise en commun des actions et des idées des groupes de toute la RDA. Il a en quelque sorte une fonction de catalyseur de l'activité politique. Quand on lit un samizdat de 1989, il est difficile de ne pas se sentir encouragé à prendre position, et selon celle que l'on adopte, elle nous encourage aussi à rejoindre les mouvements d'opposition qui semblent si actifs et bien organisés. À travers lui, c'est bien la révolution pacifiste qui se prépare.

Cette impression se renforce à partir du mois de septembre, après la création du *Neues Forum* le 10 septembre 1989, initiative à laquelle de nombreux groupes qui éditent des samizdats contribuent. À partir de là, ces derniers deviennent principalement une plate-forme de revendications et d'organisation du réseau d'opposition. Cela transparaît dans les données que nous avons extraites, comme le montre le pic de publications qui intervient en octobre 1989 sur la figure n°7. Un peu partout en RDA, la déclaration de constitution du groupe politique *Neues Forum* ainsi que ses revendications sont relayées dans les samizdats. C'est par exemple le cas dans *Grenzfall*[412], *Telegraph*[413], *Umweltblätter*[414], *Depesche*[415] et les *Friedrichsfelder Feuermelder*[416] à Berlin-Est, dans *Solidarische Kirche*[417] à Leipzig, dans *Aufbruch*[418] à Forst, dans *Ausblick*[419] à Magdebourg et dans *Friedensnetz*[420] à Schwerin.

[412] *Grenzfall*, RHG/PS 047/19, *Op. Cit.*, octobre 1989.
[413] *Telegraph*, RHG/ZZ 19/01, *Op. Cit.*
[414] *Umweltblätter*, RHG/PS 107/32, *Op. Cit.*, 27 septembre 1989.
[415] *Depesche - Unabhängige Wochenzeitung*, RHG/TK 09/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 31 octobre 1989.
[416] *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/25, *Op. Cit.*, octobre 1989.
[417] *Solidarische Kirche*, RHG/HL 209, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 21 septembre 1989.
[418] *Aufbruch*, RHG/PS 013/10, *Op. Cit.*, 6 octobre 1989.
[419] *Ausblick*, RHG/PS 018/06, *Op. Cit.*, 16 novembre 1989.
[420] *Friedensnetz*, RHG/PS 041/17, *Op. Cit.*, octobre 1989.

C'est donc en bonne partie la création et les actions politiques du *Neues Forum* qui motivent une augmentation significative du nombre de publications au cours de la deuxième partie de l'année 1989. Cela se poursuit jusqu'à la révolution pacifiste et même un peu après, au moment où *Neues Forum* souhaite s'inscrire durablement dans le paysage politique de RDA, nous y reviendrons plus tard au cours de ces travaux.

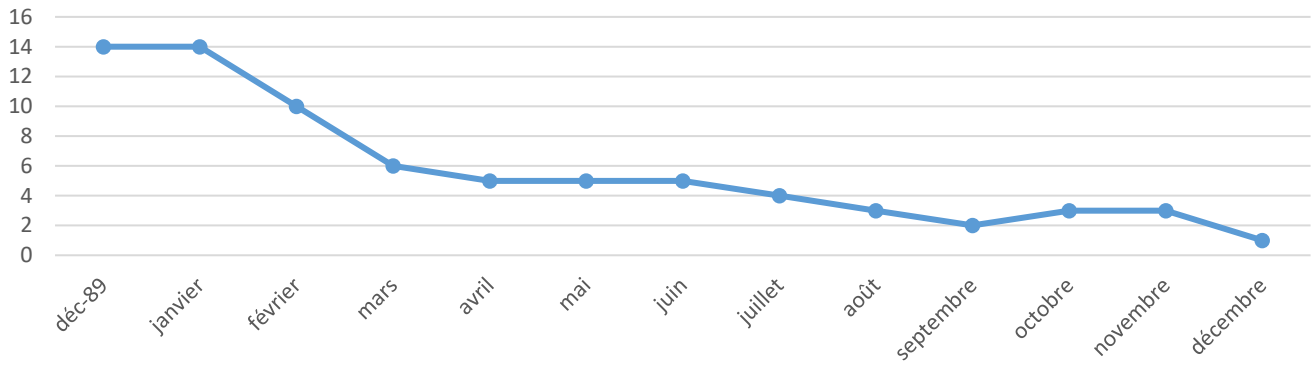
Même si on ne peut pas affirmer avec certitude que les événements de l'actualité politique de la RDA ou de l'Union soviétique sont directement à l'origine de l'augmentation de la production de samizdats politiques, nous avons tout de même pu constater au travers des exemples que nous avons développés qu'il existe à chaque fois un pic de production de samizdats juste après un événement important dont l'opposition s'est emparée. Cela peut donner de la consistance à l'affirmation selon laquelle il y a bien une corrélation entre l'actualité et le recours au samizdat pour réagir ou agir suite à cela.

.

e) *Décembre* 1989 – décembre 1990 : la fin progressive du samizdat politique

L'année 1990 ne suit pas les mêmes tendances que celles que nous avons pu observer précédemment, et cela s'amorce même à partir du mois de décembre 1989. Après la révolution pacifiste de novembre 1989, la production de samizdats politiques est en nette baisse, passant de 194 publications jusqu'en novembre 1989 à 93 entre décembre 1989 et décembre 1990. Cette diminution du nombre de publications est constante tout au long de l'année 1990, comme nous le montre la figure suivante :

Figure n°8 : Distribution du nombre de publications entre décembre 1989 et décembre 1990



421

[421] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°8, p. 605.

On peut trouver deux explications à cette nouvelle tendance. La première provient de l'évolution du cadre légal quant à la liberté d'expression. La mise en circulation des samizdats au sein du bloc soviétique répond avant toute chose à une volonté de s'emparer soi-même des espaces de liberté qui ont été confisqués par les autorités. Dans la mesure où l'accès à l'information est limité ou biaisé, où l'accès à la culture est règlementé et restreint à des auteurs ou des artistes adoubés par le régime et où la production des écrits est encadrée par le censeur, le samizdat a été le moyen de créer une contre-culture qui s'est libérée des règles édictées par la classe politique.

Après la chute du Mur, le SED est toujours au pouvoir (mais sous le nom de SED-PDS à partir de décembre 1989), mais il opère quelques grands changements. Dès le mois de décembre 1989, le comité central du SED démissionne, l'hégémonie du SED est rayée de la Constitution et de nouvelles forces politiques indépendantes sont autorisées. En janvier, l'encadrement des libertés commence lui aussi à tomber, d'abord avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur la libre circulation et le Ministère pour la sécurité de l'État - la *Stasi* - est dissout. À partir de là, la censure tombe et les restrictions de libertés aussi. Bien que le samizdat continue à exister en 1990, le besoin de faire vivre une contre-culture en RDA se fait moins présente. Par ailleurs, le 15 janvier 1990, le premier journal quotidien indépendant de RDA voit officiellement le jour. Il s'agit du *Thüringer Allgemeine*. Avec la création d'un premier média indépendant, non seulement le monopole médiatique du SED tombe, mais les équipes de rédaction des journaux clandestins et semi-clandestins peuvent désormais prétendre publier dans des journaux officiels, pour lesquels on ne doit plus se cacher ni craindre une quelconque forme de répression.

En regardant le détail des publications de l'année 1990, on s'aperçoit que seules les revues féministes et les revues d'information continuent à être éditées. Pour la plupart de ces dernières, l'objectif est de se professionnaliser et de devenir un journal officiel autonome, comme cela a pu se faire à Erfurt. C'est par exemple le cas de *Das andere Blatt*[422] édité à Halle et dont le sous-titre est « Erste unabhängige Zeitung aus Halle » [premier journal indépendant de Halle], et de *IFM-Info*[423] dont une version est éditée à Berlin-Est (seulement trois numéros) et une autre à Leipzig sous le nom de *Informationsblätter der Initiative für Frieden und*

[422] Le samizdat *Das andere Blatt* n'est pas encore répertorié parmi les samizdats politiques de la Robert-Havemann-Gesellschaft. La revue a été trouvée dans une collection annexe dont les objets n'ont pas encore été classés.
[423] Idem pour le samizdat *IFM-Info*.

Menschenrechte (IFM). Dans les deux cas, les comités de rédaction font part dans l'éditorial de leur volonté d'obtenir une licence officielle de publication. À notre connaissance, ils ne l'ont pas obtenue et les journaux n'ont plus été produits après 1990. En revanche, on sait que certains membres de ces comités de rédaction sont parvenus à obtenir le statut professionnel de journaliste, comme c'est le cas pour Peter Grimm[424], membre de l'*IFM* et qui a travaillé sur de nombreux samizdats, comme *Grenzfall* et *IFM-Info.*

La deuxième raison qui peut expliquer cette diminution du nombre de samizdats produits à partir de décembre 1989 concerne cette fois l'opposition elle-même. Si certains opposants ont eu pour objectif de poursuivre leur engagement dans le travail d'information en devenant journalistes, d'autres ont quant à eux fait le choix de se concentrer sur leur engagement politique qui a souvent été le fondement de leur engagement dans l'opposition et dans la conception de samizdats. Ainsi, de nombreux opposants rejoignent ou créent eux-mêmes des partis qui ont désormais le droit de fonctionner de manière autonome.

En décembre 1989, *Demokratischer Aufbruch* devient un parti politique. Parmi les figures de ce parti, on trouve le pasteur Rainer Eppelmann qui participe à l'édition de 8 samizdats politiques (ce sont tous des revues d'informations), soit 42 publications au total. De nombreux autres opposants et groupes d'opposition font en outre partie de l'initiative *Neues Forum*. Comme cela a pu transparaitre dans les samizdats politiques de la fin d'année 1989, c'est une initiative qui produit beaucoup de contenu politique dans le but de proposer des réformes structurelles pour la RDA. Fin 1989, *Neues Forum* est très mobilisé et organise de nombreuses conférences et discussions politiques, comme par exemple le 25 novembre 1989, où le groupe organise deux jours de conférences pendant lesquels les opposants et les économistes viennent débattre de l'avenir économique de la RDA. Là encore, l'objectif est de produire une liste de réformes à mener, ici spécifiquement sur la question économique.

Au vu de l'ampleur des travaux du groupe et des initiatives qu'il mène, Egon Krenz, le successeur d'Erich Honecker – propose de convier le *Neues Forum* aux tables rondes organisées par la direction du SED afin d'intégrer l'opposition politique aux discussions autour de l'avenir de la RDA. Ils se retrouvent donc à la même table que des représentants de la *Volkskammer*, des partis politiques désormais autonomes (LDPD, CDU, NDPD…), des anciennes organisations de masses rattachée au SED, et d'autres groupes politiques issus des mouvements d'opposition, comme *Die Grünen, Demokratischer Aufbruch*, l'*IFM,* ou encore

[424] « Peter Grimm » : https://www.jugendopposition.de/zeitzeugen/145508/peter-grimm, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 18/08/2022].

l'Unabhängiger Frauenverband. Ces travaux commencent le 7 décembre 1989 et se poursuivent jusqu'au début de l'année 1990. Ces instances de dialogue ont pour objectif de formuler des propositions concrètes, ce que feront les représentants de l'opposition, avec notamment la dissolution de la *Stasi* et l'organisation d'élections libres.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche et de la forte mobilisation des personnes dont on peut dire qu'elles font partie des têtes de réseaux de l'opposition (Bärbel Bohley, Rainer Eppelmann, Gerd Poppe, Wolfgang Templin…), nous pouvons supposer que la production de samizdats est rapidement passée au second plan. Même si dans un premier temps le samizdat a été le support de diffusion des comptes rendus de travaux des tables rondes et qu'il a permis aux groupes de communiquer sur les revendications qui allaient être formulées en séance, il a de moins en moins été utilisé à des fins d'argumentation. À présent, les revendications et les argumentaires peuvent être directement présentés dans des instances mixtes qui incluent les représentants du pouvoir. Le samizdat politique a alors perdu l'une de ses fonctions majeures. Lorsque *Neues Forum* devient officiellement un parti politique à partir de janvier 1990, les membres des groupes d'opposition quittent progressivement leurs anciennes activités – dont l'édition de samizdats politiques – pour se consacrer à leurs nouvelles activités politiques. Pour un certain nombre d'entre eux, ils sont même candidats aux premières élections libres de RDA organisées en mars 1990.

On peut donc dire que le samizdat ne s'est pas arrêté pour des raisons qui reviennent à dire qu'il a fini par ne plus être un outil suffisamment efficace pour l'opposition politique. Il s'est arrêté car une partie des personnes qui le produisaient ont poursuivi leur engagement sous d'autres formes, dès lors que ce droit leur a été donné. Et ce droit, ils l'ont obtenu notamment grâce à la mobilisation du réseau de l'opposition qui s'est organisé au fil des années, et en partie au travers des samizdats politiques. Elle a aussi été rendue possible par la création de cette subculture dont l'une des manifestations est le samizdat. Face à l'impossibilité de s'exprimer, le samizdat a été un support qui a permis de contourner les règles et d'affûter les représentants de l'opposition dans l'exercice rhétorique si utile pour la suite de leur engagement politique.

B. Localisation des publications samizdats (1972-1990)

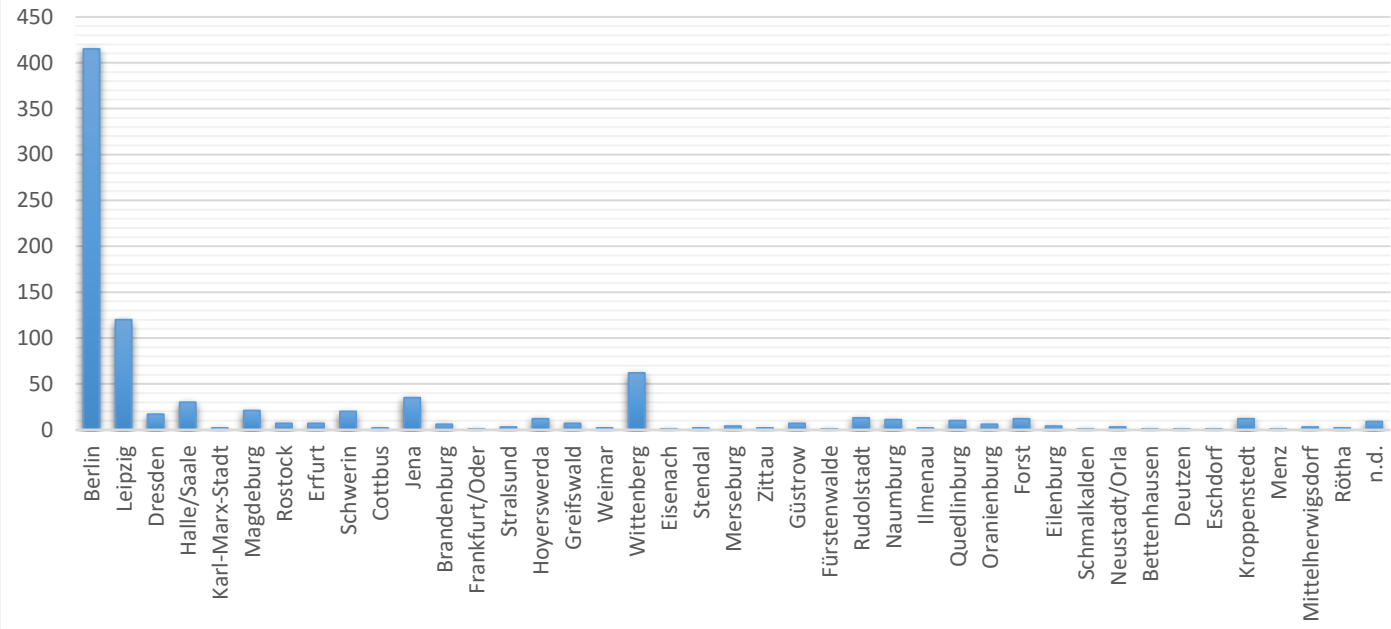
Maintenant que nous avons détaillé l'évolution du nombre de publications éditées sur l'ensemble de la période étudiée, nous souhaitons entrer davantage dans le détail des données et nous intéresser aux villes dans lesquelles elles ont été produites. Nous pourrons ainsi déterminer si la pratique du samizdat politique est un phénomène qui concerne essentiellement

les grands centres urbains, ou si les zones plus rurales sont aussi concernées. Une cartographie nous permettra également de constater les zones de développement du samizdat, de manière à observer si cela concerne seulement Berlin-Est et ses environs ou bien si la production de samizdat est équilibrée sur l'ensemble du territoire de RDA. Il sera également intéressant de constater si parmi les villes qui ont recours au samizdat certaines sont situées proches d'une frontière à l'Est. Nous pourrions alors supposer que c'est grâce à la proximité avec la Pologne ou la Tchécoslovaquie que le samizdat s'est développé dans ces localités. Enfin, cette étude par lieux de publication nous permettra de dégager les villes principales de la production de samizdats. Nous pourrons ainsi comparer les tendances pour ces villes en question, qu'il s'agisse d'observer la courbe d'évolution du nombre de publications ou encore de déterminer quelles sont les thématiques principalement abordées dans les samizdats de chacune des localités.

1. Distribution géographique des publications éditées entre 1971 et 1990.

La figure suivante présente la répartition géographique des publications sur l'ensemble de la période.

Figure n°9 : Distribution géographique des publications (1971-1990)



425

[425] Annexe n° 4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°9, p. 606-607.

À la lecture de cet histogramme, il apparaît que les samizdats ont été publiés dans 40 villes différentes. On observe par ailleurs trois grands centres de production des samizdats politiques : tout d'abord Berlin-Est, avec 415 unités, puis Leipzig, avec 120 et Wittenberg avec 62. Nous précisons que parmi les 878 publications recensées sur la période, nous n'avons pas pu déterminer le lieu de publication pour 9 d'entre elles. Elles apparaissent ici sous l'intitulé « n.d. ». Parmi elles, 7 sont des samizdats d'un seul volume. Dans la mesure où elles ne font pas partie d'un cycle de publications, il n'a pas été possible de déduire le lieu de publication de la revue à partir d'autres numéros que nous aurions pu localiser. Pour les deux autres, elles font bien partie d'une revue périodique puisqu'il s'agit de deux numéros de la revue *Arche-Info* publiés en 1990. Dans ce genre de configurations, il est en général plus simple de déduire le lieu de publication à partir des autres numéros de la revue, mais les numéros d'*Arche-Info* étant édités parfois à Berlin-Est et parfois à Halle/Saale, nous n'avons là non plus pas pu procéder par déduction.

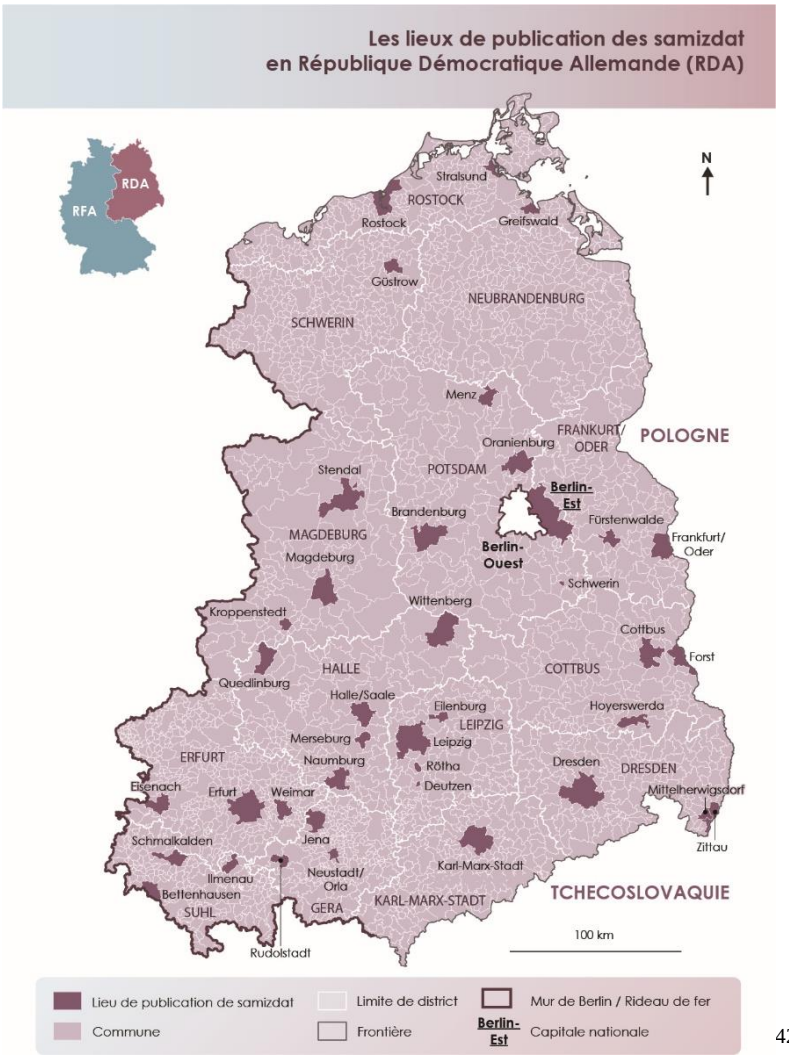
Il convient également d'indiquer que pour la réalisation de cette figure, nous avons fait le choix de classer les villes par nombre d'habitants[426], de la ville la plus peuplée à la ville la moins peuplée[427] parmi celles dans lesquelles nous avons recensé des samizdats. Ce choix laisse apparaître le fait que dans les villes de RDA qui comptent le plus d'habitants, seules Berlin-Est et Leipzig se démarquent comme grands centres de production. Dans les villes de plus de 200 000 habitants, le nombre de revues éditées est très hétérogène, variant entre 2 publications à Karl-Marx-Stadt et 30 à Halle/Saale. Il faut noter que Wittenberg, qui se trouve être la troisième ville dans laquelle il y a le plus de publications, compte un peu plus de 50 000 habitants. Pourtant, on y trouve plus de samizdats que dans toutes les autres villes de plus de 200 000 habitants, mises à part Berlin-Est et Leipzig.

Ce graphique nous permet donc d'éliminer d'emblée le critère de la taille de la ville pour déterminer les facteurs qui favorisent la production de revues politiques autoéditées. Comme on peut le voir, certaines grandes villes n'ont été que peu touchées par les samizdats, comme Cottbus (2 publications), Karl-Marx-Stadt (2), Rostock (7) et Erfurt (7). Pour les autres villes de plus de 200 000 habitants, on recense entre 17 et 30 publications sur la période. Ce n'est pas aussi important qu'à Leipzig et Berlin-Est, mais on peut tout de même dire que les groupes s'y sont investis de manière plus conséquente.

[426] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit*, Figure n°10.1, p. 607-608.
[427] Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1987 der Deutschen Demokratischen Republik. 32. Jahrgang*, Berlin, Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1987, p.45-56.

Les samizdats ont en outre circulé dans des villes de plus petites tailles, puisqu'on note une activité intéressante dans des villes comme Wittenberg donc, mais aussi Hoyerswerda (environ 69 000 habitants, 14 publications), Rudolstadt (environ 32 000 habitants, 13 publications), Naumburg (environ 32 000 habitants, 11 publications), et Forst (environ 26 000 habitants, 12 publications). On constate aussi que des samizdats ont été édités dans 7 villes de moins de 10 000 habitants, la plupart du temps de manière éphémère, puisqu'on compte entre une et trois publications. Mais il convient de mentionner une exception, avec la ville de Kroppenstedt qui compte aussi moins de 10 000 habitants et dans laquelle ont circulé 12 revues politiques autoéditées. C'est bien plus qu'à Rostock ou Erfurt, qui font pourtant partie des plus grandes villes du pays.

Comme la carte suivante permet de le constater, les villes dans lesquelles les samizdats politiques sont édités sont réparties sur la quasi-totalité du pays, à l'exception d'une faible activité dans les districts de Schwerin et Neubrandenburg.



428

[428] Annexe n°5, « Carte montrant les villes de RDA dans lesquelles des samizdats ont été édités », p. 630.

Nous pouvons par ailleurs ajouter quelques remarques : tout d'abord, il n'y a pas de concentration de l'activité à proximité de Berlin-Est. On ne trouve des samizdats que dans trois villes proches, à savoir Oranienbourg, Brandebourg et Fürstenwalde. En revanche, la concentration est plus importante autour d'Iéna et de Leipzig, où l'activité politique est aussi particulièrement importante, nous y reviendrons. Ensuite, de nombreuses villes concernées se situent à proximité directe avec des frontières : Eisenach et Bettenhausen sont à la frontière Ouest avec la RFA, Frankfurt/Oder et Forst se trouvent à la frontière Est avec la Pologne, Mittelherwigsdorf et Zittau se situent au Sud-Est, dans un triangle où la Pologne la Tchécoslovaquie et la RDA partagent leurs frontières. Bien entendu, il ne faut pas omettre de mentionner Berlin-Est parmi les villes frontalières car la proximité avec Berlin-Ouest est aussi un élément important sur lequel nous reviendrons à plusieurs occasions dans ces travaux. Enfin, nous pouvons remarquer que l'autoédition est une activité qui semble s'être développée majoritairement au Sud de Berlin, et plus minoritairement au Nord, avec un peu plus d'une vingtaine de publications éditées autour de Rostock et les autres villes côtières du Nord de la RDA.

Maintenant que nous avons pu donner une vue d'ensemble de la répartition géographique des publications sur l'ensemble de la période, il convient de détailler ces données au regard des grandes périodes que nous avons définies précédemment. Cela nous indiquera cette fois à quel moment les samizdats se sont développés dans chaque ville. Nous tenterons d'en déterminer les raisons. Avant cela, nous nous intéresserons à la typologie des villes que nous venons de lister, de manière à confronter nos résultats à la taille des villes concernées. Même si nous avons déjà eu quelques éléments de réponses grâce à la figure précédente, cela nous permettra de vérifier si la publication des samizdats est proportionnelle à la dimension des villes ou si cela n'est pas un critère pertinent.

2. Typologie des villes dans lesquelles les samizdats sont produits.

Avant de donner des pistes qui peuvent justifier l'apparition des épicentres de production des samizdats que nous avons pu observer précédemment, il convient tout d'abord d'établir une typologie des villes concernées. À partir de cela, nous pourrons avoir une lecture plus précise des données pour chaque lieu de publication, dans la mesure où une publication dans une grande ville ou dans une petite ville ne peuvent pas être analysée de la même façon : on peut supposer que plus la ville est petite, moins les moyens de production et de diffusion sont importants. La

possibilité de bénéficier des actions et des informations du réseau de l'opposition est moins présente, mais on y est peut-être aussi moins exposé à la répression par la police politique.

Pour établir une typologie des lieux de publication des samizdats, nous avons tout d'abord effectué un relevé du nombre d'habitants pour les 40 villes que nous avons recensées et dans lesquelles on trouve des publications issues des samizdats politiques. Pour chacune, nous nous appuyons sur un recensement de population effectué à la fin de l'année 1986[429]. Nous avons fait ce choix car c'est à partir du début de l'année 1987 que les samizdats commencent à voir le jour dans un nombre plus important de villes (7 villes recensées en 1985, 9 en 1986, 15 en 1987).

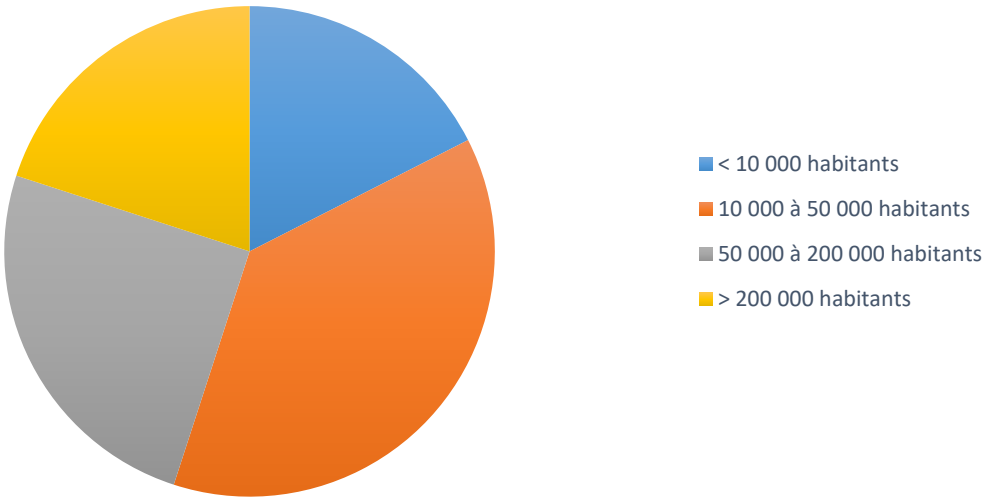
À partir de ces données, nous avons classé les villes en quatre catégories en fonction du nombre d'habitants :

- Les villes de moins de 10 000 habitants. On parlera alors de « petites villes ».
- Les villes qui ont entre 10 000 et 50 000 habitants, que l'on désignera comme « villes moyennes ».
- Les villes qui ont entre 50 000 et 200 000 habitants, que l'on appellera « grandes villes ».
- Les villes de plus de 200 000 habitants, qui seront ici appelées « métropoles ».

Sur le graphique suivant, on voit apparaître la répartition des 40 villes recensées selon les quatre catégories citées précédemment, sans tenir compte du nombre de publications dans chacune d'elles :

[429] *Ibid.*

Figure n°10 : Typologie des villes de publication



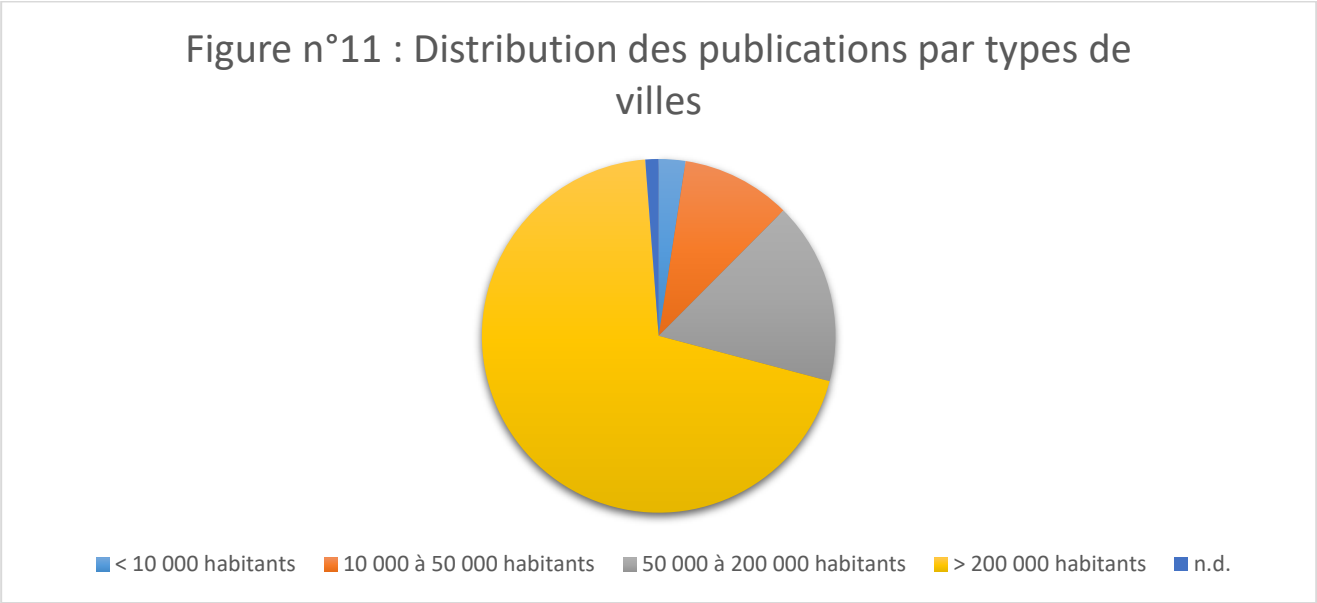
[430]

Les villes dans les lesquelles les samizdats sont publiés se répartissent donc de la manière suivante : sur les 40 villes recensées, 15 sont des villes moyennes, 10 sont des grandes villes, 8 sont des métropoles et les 7 autres sont des petites villes. Il faut noter que les 8 métropoles recensées correspondent aux 8 villes de plus de 200 000 habitants de RDA. Elles sont donc toutes concernées par la production de samizdats. En ordre décroissant de population, il s'agit de Berlin-Est, Leipzig, Dresde, Halle/Saale, Karl-Marx-Stadt, Magdebourg, Rostock et Erfurt. Les 7 petites villes concernées sont Bettenhausen, située en Thuringe, près de la frontière avec la RFA, Deutzen, en Saxe, de Eschdorf, située en banlieue de Dresde, en Saxe, Kroppenstedt, en Saxe-Anhalt, Menz, aussi en Saxe-Anhalt, Mittelherwigsdorf, située à proximité des frontières tchécoslovaque et polonaise en Saxe, et de Rötha, toujours en Saxe, dans la banlieue de Leipzig.

Au cours de ces travaux, nous tenterons de déterminer quels sont les facteurs qui encouragent la production des samizdats dans ces différents types de villes. S'il est plus facilement concevable que les publications clandestines se soient diffusées dans des métropoles ou des grandes villes au vu de l'activité importante du réseau de l'opposition, il est en revanche plus surprenant de constater qu'elles se soient aussi développées dans des villes de petite taille, parfois dans des milieux ruraux. Il convient toutefois de mesurer l'ampleur du phénomène dans ces petites villes, car le nombre de publications y est plus marginal qu'ailleurs, comme le

[430] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°10, p. 608.

démontre la figure suivante qui présente la distribution des publications de l'ensemble de la période dans les différents types de villes que nous venons d'évoquer :



[431]

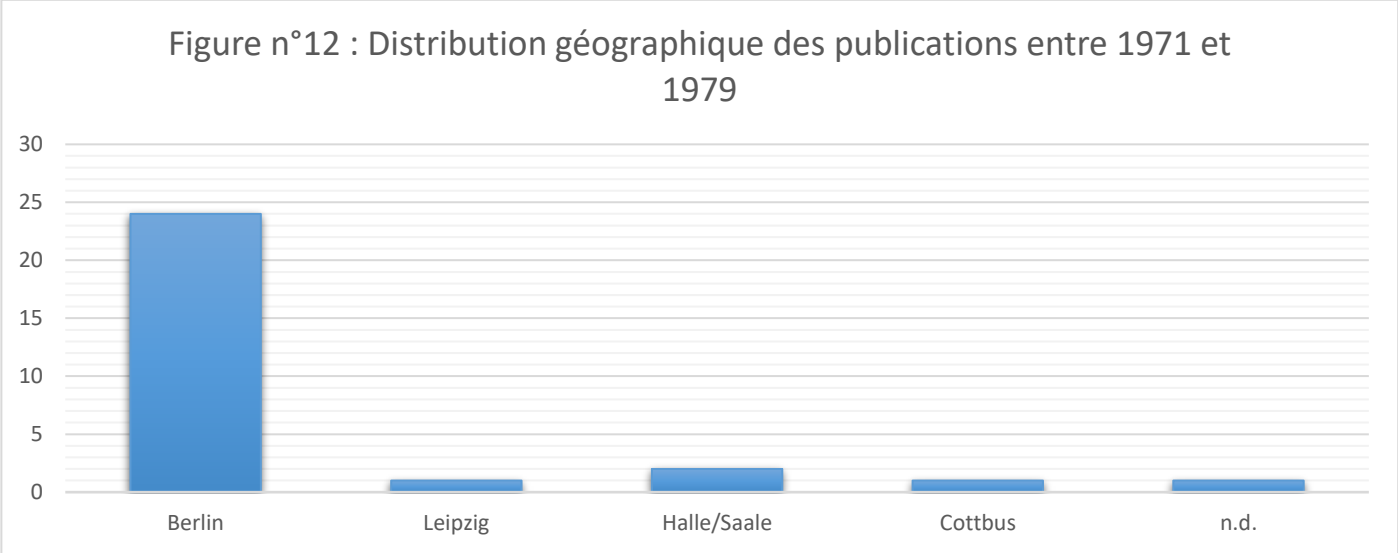
Sur ce graphique, la répartition des publications est claire : le samizdat politique est un média qui est très majoritairement produit et diffusé dans des grands centres urbains. Près de 70% des revues ont été publiées dans les métropoles et près de 17% dans les grandes villes. Le reste concerne des villes petites et moyennes, mais on voit bien que ce phénomène y est plus marginal.

Ces données confirment donc notre hypothèse de départ, que nous avions aussi formulée au cours de nos travaux de Master : le samizdat est un média qui touche essentiellement les grandes villes. La suite de notre analyse nous permettra de déterminer si c'est bien l'influence des grandes villes qui a permis à l'opposition de développer son activité plus largement, et donc dans des villes plus petites, voire rurales, ou si la propagation de la pratique n'est en fait que le résultat d'initiatives isolées qui ne dépendent pas de l'influence d'un réseau.

[431] *Ibid.*, Figure n°11.

3. Distribution géographique des publications au cours des quatre périodes définies.

a) Distribution géographique des publications entre 1971 et 1979 : premières initiatives



[432]

Pour rappel, la première période définie concerne 29 publications. Comme on le voit sur cette figure, la grande majorité d'entre elles (24) est éditée à Berlin-Est. Tous les numéros de la revue *Kontakt* sont concernés, tout comme une partie des *INKOTA-Briefe* dont quatre numéros sont édités à Berlin-Est, deux à Halle/Saale, et un – le premier – à Leipzig. La seule revue éditée à Cottbus est la revue clandestine *Armes Deutschland*. Pour la dernière publication concernée par cette période, le samizdat de Gabriele Stötzer, nous n'avons pas pu identifier avec certitude le lieu de publication. Nous savons qu'elle a effectué sa détention à la maison d'arrêt pour femme de Hoheneck (en Saxe, entre Chemnitz – alors Karl-Marx-Stadt – et Zwickau), et qu'elle a passé plusieurs années dans la ville d'Erfurt. Toutefois, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour savoir précisément où la revue a été éditée et où elle a circulé. Le lieu de publication apparaît donc ici sous l'intitulé « n.d. » (non défini).

La période est caractérisée par un faible nombre de données, donc il est difficile de dégager des tendances solides. Toutefois, on peut au moins remarquer que les premiers samizdats ont été édités dans des métropoles ou des grandes villes. Le samizdat politique de RDA circule donc en premier lieu dans ces centres urbains et ne semble pas encore atteindre les milieux ruraux. Au vu de la quantité de samizdats politiques produits au cours de cette période, il est à supposer que ces revues ont circulé dans des cercles très restreints,

[432] *Ibid.*, Figure n°12, p. 608-609.

probablement ceux des paroisses puisque ce sont elles qui en éditent alors le plus grand nombre, et qu'ils n'aient finalement été lus que par un nombre tout aussi restreint de personnes.

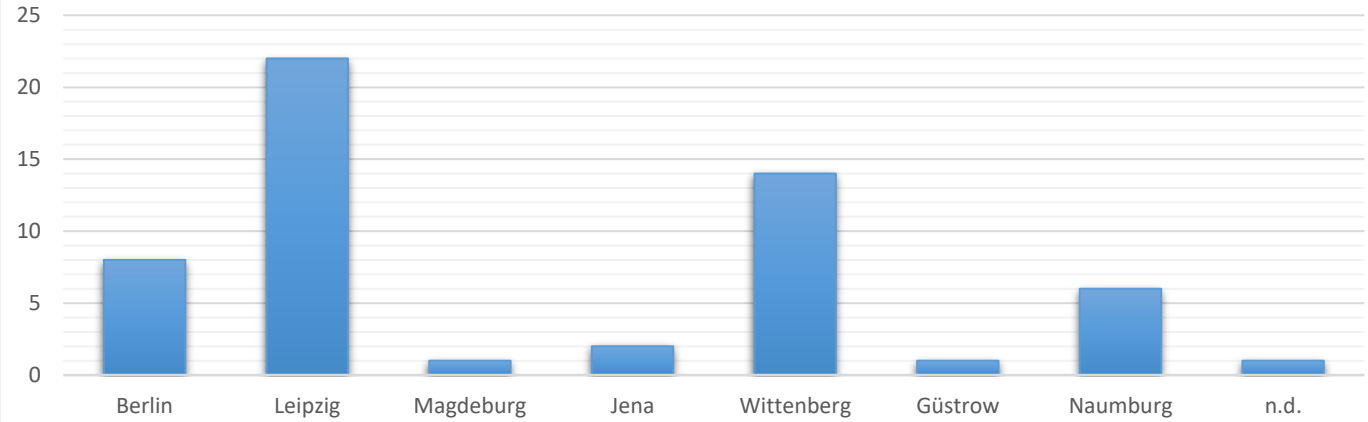
En étudiant des périodes sur lesquelles nous disposons de données plus conséquentes, nous verrons si ces premières tendances se confirment, et à quel moment elles évoluent.

b) Distribution géographique des publications entre 1980 et 1983 : le samizdat, un outil de communication porté par les Églises

Dans cette seconde période que nous avions identifiée comme étant celle au cours de laquelle on observe la première augmentation du nombre de samizdats politiques en circulation, les données à observer portent sur 55 publications. Parmi elles, seule une revue n'a pas pu être localisée, à savoir *Avanti Femina*[433], samizdat féministe publié en 1982. Pour cette publication, nous ne disposons pas non plus du nom des auteurs ni même d'un nom de groupe. Aucune information ne nous a donc permis de déterminer le lieu de publication.

Nous nous appuierons donc sur les 54 autres publications, qui se répartissent géographiquement de la façon suivante :

Figure n°13 : Distribution géographique des publications entre 1980 et 1983



[434]

La donnée remarquable de la période est certainement le fait que Berlin-Est ne soit plus la ville dans laquelle il y a le plus de publications. C'est la seule période où cela pourra être observé. Pourtant, la revue *Kontakt*, dont vingt numéros ont été publiés au cours de la période précédente, continue à être éditée, mais reprend seulement à partir de 1987, à l'initiative de

[433] *Avanti Femina - Die Frauen sind die Zukunft der Frau*, RHG/PS 019, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 14 mai 1982.
[434] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°13, p. 609.

Stephan Bickhardt et Ulrike Poppe. La revue *INKOTA-Briefe* continue elle aussi à être publiée, mais cela ne compense pas la montée en puissance des revues périodiques éditées dans les autres villes de RDA. Dans un premier temps, il semble que ce ne soit pas à Berlin-Est que les paroisses se sont mobilisées autour de la production de samizdats politiques. Le samizdat s'est alors développé ailleurs.

Au vu des données présentées, les villes de Leipzig et de Wittenberg sont les capitales du samizdat en RDA pour la période en question. On trouve ainsi 22 publications à Leipzig et 14 à Wittenberg. Viennent ensuite Naumburg, avec 6 publications et Iéna, avec 2 publications. À Magdeburg et Güstrow, on ne compte à chaque fois qu'une seule publication. On remarque également que parmi les 6 villes concernées par le développement de nouvelles publications issues de samizdats politiques (en dehors de Berlin-Est donc), la moitié seulement sont des villes de plus de 200 000 habitants (Leipzig, Magdebourg et Iéna). Pour les autres, il s'agit de villes moyennes comprises entre 32 000 habitants pour Naumburg et 53 000 habitants pour Wittenberg. En cumulant les données, on se rend compte que les grandes villes représentent 53% des publications, avec 25 revues éditées contre 22 dans les villes moyennes. On peut alors s'apercevoir que la tendance n'est pas suffisamment marquée pour affirmer que le samizdat s'est principalement développé dans des grandes villes au cours de la période. Il est même intéressant de constater que le nombre de samizdats qui sont produits dans des villes moyennes et aussi important, car on pourrait présupposer que ce sont des villes dans lesquelles les réseaux sont moins actifs. Pour ce qui est du réseau politique, c'est visiblement le cas, les actions politiques d'ampleur étant souvent menées dans des grands centres urbains. En revanche, dans la mesure où la totalité des groupes d'éditions connus pour les revues concernées sont affiliés à des paroisses, on peut en déduire que le réseau des Églises évangéliques est tout aussi mobilisé dans les villes moyennes que dans les métropoles. Le développement du samizdat sur le territoire de RDA semble donc là encore être en partie favorisé par l'activité des Églises.

Il convient tout de même d'interroger ce constat au regard de la cartographie des publications et en se demandant si la situation géographique de ces villes ne favoriserait pas également l'accès à l'information ou au réseau d'opposition, soit par la proximité avec une grande ville, soit par la proximité avec une frontière. Pour les trois villes concernées, à savoir Wittenberg, Güstrow et Naumburg, il semble que ces éléments-là ne soient pas systématiquement pertinents. En effet, Wittenberg se situe à environ 110km au Sud de Berlin-Est, à environ 70km au Nord de Leipzig et à 86km à l'Est de Magdebourg. Güstrow se situe quant à elle à 45km au Sud de Rostock et à 62km à l'Est de Schwerin. Enfin, Naumburg est située à près de 70km au Sud de Leipzig à une quarantaine de kilomètres au Nord de Iéna. Pour

Güstrow et Naumburg, on peut dire que des grandes villes se trouvent à proximité, si on considère qu'il est assez simple d'effectuer entre 40 et 50km pour se rendre d'une ville à l'autre.

Même dans les années 80 il n'est pas encore systématique de disposer d'un véhicule motorisé en RDA. Des solutions existent et il est possible que les personnes qui éditent leurs samizdats à Güstrow ou Naumbourg aient des connexions à Iéna ou Rostock et aient les moyens de s'y rendre régulièrement pour collecter des informations. Pour Wittenberg en revanche, les grandes villes sont plus éloignées et il est plus probable que le groupe d'édition se soit procuré des informations par d'autres biais. Par ailleurs, aucune de ces villes ne se situe à proximité directe d'une frontière. Cette hypothèse n'est donc pas pertinente pour le moment et il faut donc regarder ailleurs.

Nous l'avons dit, toutes les publications de la période pour lesquelles nous disposons d'informations au sujet de leurs auteurs ont été éditées par des groupes intégrés aux activités de paroisses protestantes. À Wittenberg, c'est le *Kirchliches Forschungsheim* (centre de recherches ecclésiastique, avec à sa tête le théologien Hans-Peter Gensischen qui édite la revue écologiste *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur*[435]. C'est aussi le même centre de recherches qui édite *Anstöße*[436] pour le réseau des groupes chrétiens engagés pour l'environnement. À Naumbourg, Andreas Neumann-Nochten édite la revue d'information *Der Anstoß*[437] au nom du *Katechetisches Oberseminar (KOS)* (séminaire catéchétique supérieur). Enfin, à Güstrow, Gerold Hildebrandt, Heiko Lietz et Mario Schatta éditent le samizdat *Bekenntnis*[438] pour le groupe œcuménique en charge de la coordination des actions autour du problème du service militaire en RDA. Cela confirme donc que le réseau ecclésiastique est bien à l'origine de l'augmentation de la production des samizdats en RDA, avant le réseau politique. Cela se confirme aussi dans les grandes villes puisqu'à Leipzig, la revue périodique d'information sur l'écologie *Streiflichter*[439] a été produite et diffusée par le groupe de travail « Umweltschutz » (protection de l'environnement) de l'aumônerie de jeunesse de Leipzig.

Au regard de ces éléments, il apparait que les connexions au sein du réseau pour ce qui concerne la production de samizdats politiques se sont faites par l'intermédiaire des Églises qui ont d'une part permis la création de groupes de travail et de discussion autour de sujets

[435] *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur*, RHG/PS 025/01 à RHG/PS 025/06, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, janvier 1980-novembre 1983.
[436] *Anstösse*, RHG/PS 003/01 à RHG/PS 003/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft ; S. 3, Archiv Bürgerbewegung e.V., Wittenberg, décembre 1982-octobre 1983.
[437] *Der Anstoß*, Archiv Bürgerbewegung Leipzig, Naumbourg, juin 1981-mars 1984.
[438] *Bekenntnis - Rundbrief und Arbeitspapier für den ökumenischen DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem*, S 14 , Archiv Bürgerbewegung e.V., Güstrow, 1982.
[439] *Streiflichter*, S.75 à 75.21, Archiv Bürgerbewegung e.V., novembre 1981-décembre 1983.

politiques, et qui ont d'autre part mis à la disposition de leurs membres des moyens techniques permettant de produire des écrits politiques. Le samizdat ne s'est donc pas développé – en tout cas à ce stade – dans la clandestinité, puisque les revues ont pour la plupart été publiées sous couvert des bulletins paroissiaux autorisés par l'État.

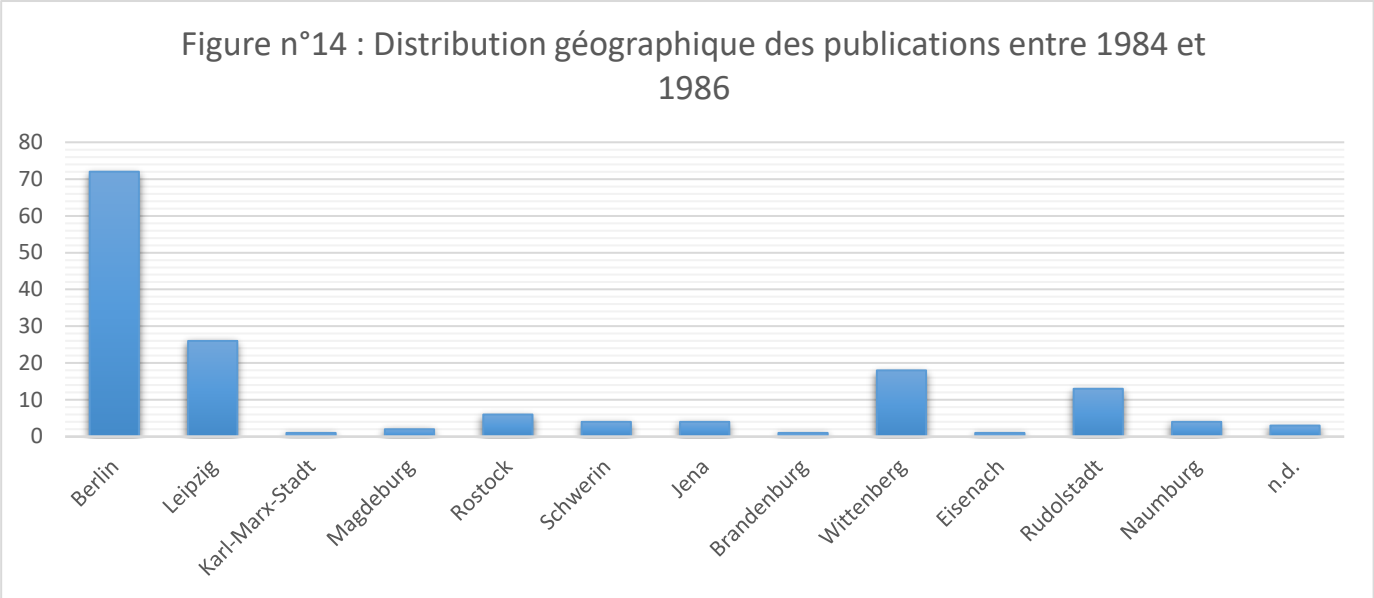
En parcourant les données, on peut aussi émettre l'hypothèse qu'une connexion a peut-être aussi été faite par l'intermédiaire des objets de mobilisation de ces groupes. Pour les villes de Wittenberg et de Leipzig, qui représentent à elle deux 36 des 54 publications de la période, on constate que la totalité est consacrée à l'écologie. Au vu de la proximité relative entre les deux villes (70 km), on peut supposer que les deux groupes paroissiaux ont pu échanger des informations pour alimenter leurs samizdats respectifs. Nous verrons plus tard dans ces travaux si l'intérêt pour l'écologie est ici une question de réseau entre Wittenberg et Leipzig ou bien s'il est la conséquence d'une situation écologique particulièrement dégradée dans la région et qui aurait motivé la rédaction d'un nombre important de revues autoéditées à ce sujet.

c) Distribution géographique des publications entre 1984 et 1986 : renforcement du réseau des Églises et arrivée des groupes politiques autonomes dans le paysage de l'autoédition

Pour cette période, les données à observer concernent 155 publications. Pour trois samizdats, à chaque fois publiés en un seul volume, le lieu de publication n'a pas pu être déterminé. Il s'agit de *Ernest Mandel. Die Kriegsgefahr und der Kampf für den Sozialismus*[440], une compilation de textes traduits de l'anglais publiée en 1986, de *Der Öko-Boote*[441], une revue éditée à l'occasion de l'initiative écologiste « *Mobil ohne Auto* » de 1986, et de *Agrarwirtschaft und Umwelt*[442], un dossier thématique sur l'écologie publié en 1984.

Pour le reste des publications, la distribution géographique est la suivante :

[440] *Ernest Mandel. Die Kriegsgefahr und der Kampf für den Sozialismus*, RHG/PS 069, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 1986.
[441] *Der Öko-Boote*, RHG/JB 07 , archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 31 mai 1986.
[442] *Agrarwirtschaft und Umwelt*, Cl. 36, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, janvier 1984.



[443]

À la lecture de l'histogramme, un changement notoire apparait par rapport à la période précédente. Après avoir constaté que le samizdat se développait davantage à Leipzig et à Wittenberg qu'à Berlin-Est entre 1980 et 1983, la capitale de RDA redevient à partir de 1984 le premier lieu de production de samizdats politiques. On y recense ainsi 15 publications en 1984, 16 en 1985 et 41 en 1986. Au total, 72 revues sont éditées à Berlin-Est sur l'ensemble de la période. La deuxième ville dans laquelle on compte le plus de publications est Leipzig (26 publications), puis viennent Wittenberg (18) et Rudolstadt (13). Dans les autres villes, on recense entre 1 et 6 publications. Il faut aussi noter que le nombre de villes dans lesquelles les samizdats sont édités augmente, puisqu'on en dénombre ici 12, contre 7 entre 1980 et 1983.

Dans les villes qui sont ici celles qui présentent le plus de publications, nous constatons que la parution des samizdats est le résultat de la structuration progressive de l'opposition, et notamment des groupes politiques. En effet, dans chacun des cas, on se rend compte que des groupes sont les moteurs de la production de samizdats et que cette dernière est accélérée par la mise en circulation de revues produites en de grandes quantités et qui figurent encore aujourd'hui parmi les revues clandestines et semi-clandestines les plus connues en RDA. Pour Berlin-Est, on peut par exemple mentionner la parution des premiers numéros des *Umweltblätter*, encore intitulés *Die Umwelt-Bibliothek. Informationen, Mitteilungen* en 1986[444], publiées par le groupe *Umwelt-Bibliothek* installé dans les caves de l'Église de Sion (Zionskirche) dans le quartier de Prenzlauer Berg à Berlin-Est. Ce groupe, qui compte parmi

[443] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°14, p. 609.
[444] *Umweltblätter*, RHG/PS 107/01 à RHG/PS 107/19, *Op. Cit.*

ses membres fondateurs Wolfgang Rüddenklau, Carlo Jordan, ou encore Christian Halbrock, débute son activité à la fin de la période, en juin 1986, par la publication de 7 numéros de sa revue. La naissance de cette initiative représente une étape importante pour les samizdats politiques car il s'agit alors de la première revue à être éditée par un groupe politique qui travaille en autonomie, en restant tout de même sous la protection d'une paroisse. Les numéros du samizdat sont par ailleurs signés par le groupe lui-même et il n'est pas fait mention des personnalités religieuses qui l'hébergent.

D'autres groupes politiques Berlinois importants débutent aussi leurs activités auto-éditoriales au cours de la période. On voit ainsi paraitre les premiers numéros de la revue clandestine *Grenzfall*[445] par le groupe *Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM)*, qui compte parmi ses membres fondateurs Ralf Hirsch, Gerd Poppe, ou encore Peter Grimm. Il publie alors 3 revues de *Grenzfall*. On considère que l'*IFM* est l'un des groupes qui dispose du réseau le plus important, y compris à l'international, notamment grâce aux nombreux voyages en Pologne de Wolfgang Templin ou grâce à l'engagement politique de leurs membres comme Ralf Hirsch ou Werner Fischer qui sont bien ancrés dans le réseau national d'opposition. Cette fois, le groupe politique *IFM* mène ses actions en dehors de la protection et des moyens techniques des Églises. Il s'agit donc du premier samizdat périodique clandestin. Aucune autre initiative de ce genre n'a pu être recensée avant cela, en dehors de quelques rares samizdats d'un seul volume qui n'ont pas réussi à s'installer dans la durée. Ce statut particulier laisse une liberté totale de ton aux auteurs. Les positions politiques y sont en effet clairement exposées et contrairement à d'autres revues d'information, *Grenzfall* n'est pas une revue qui livre des informations brutes qui ne sont pas commentées pour éviter d'attirer l'œil du censeur. Au contraire, dès les premiers numéros, les articles sont engagés et revendicatifs. Nous considérons que c'est *Grenzfall* qui a servi de modèle aux autres groupes de RDA pour faire de leurs journaux d'information des revues d'opinions.

Enfin, on compte encore parmi les groupes moteurs de la période des groupes paroissiaux qui restent les éditeurs de samizdats politiques les plus importants en termes de quantité de publications. Le plus important est le *Arbeitskreis Information im Friedenskreis der evangelischen* Samaritergemeinde de Berlin-Est, qui a à sa tête le pasteur Rainer Eppelmann et Thomas Berndt. Il est le plus prolifique et édite sur la période 4 samizdats, qui donnent lieu à

[445] *Grenzfall*, RHG/PS 047/01 à RHG/PS 047/15, *Op. Cit.*

23 publications. Il s'agit à chaque fois de revues périodiques d'informations. Celles qui génèrent le plus grand nombre de numéros sont *Aktuell*[446] et *Schalom*[447].

Pour ce qui concerne Leipzig, la majorité des publications sur la période porte une nouvelle fois sur l'écologie, dans la continuité de ce que nous avons pu observer précédemment. Parmi les 26 publications recensées, 15 sont issues de la revue *Streiflichter*. Les autres publications sont issues d'une part de la revue *IHN-post*[448] (2 publications), éditée par un groupe d'opposants mobilisés autour de la guerre civile au Nicaragua et de l'embargo décrété par les États-Unis contre cette République d'Amérique Centrale, et d'autre part du samizdat *Kontakte* (9 publications) que le groupe d'édition, l'aumônerie de jeunesse luthérienne, consacre à la paix, à l'écologie et au tiers-monde.

À Wittenberg, la plupart des publications sont celles du théologien Hans-Peter Gensischen et de son groupe du *Kirchliches Forschungsheim* que nous avons déjà évoqué précédemment. Ici, c'est donc la continuité de l'initiative démarrée au cours de la période précédente par les membres du groupe de recherche qui permet à Wittenberg de compter parmi les villes actives sur le plan de la production des samizdats politiques. Enfin, à Rudolstadt, les 13 publications concernent la revue sur la paix et les droits de l'homme intitulée *Friedensreader*[449] éditée par Uwe et Bettina Koch, deux membres des jeunesses paroissiennes de Rudolstadt.

Au regard de ces éléments, nous pouvons faire plusieurs observations : Berlin-Est, qui est redevenue la ville la plus importante en termes de production de samizdats, voit ses groupes d'opposition s'organiser autour d'un réseau qui s'élargit maintenant à des groupes politiques autonomes, et dont les connexions ont une répercussion positive sur le nombre de samizdats produits. D'une part, des opposants font partie de plusieurs groupes, comme Dirk Moldt, qui est membre à la fois de la *Umwelt-Bibliothek* et de la *Kirche von Unten*. D'autre part, on commence à voir apparaitre des proximités entre des groupes d'opposition, comme entre la *Umwelt-Bibliothek* et l'*IFM* qui partagent les mêmes locaux et parfois les mêmes textes, démontrant ainsi que les groupes communiquent et travaillent ensemble autour d'un même objet, le samizdat. On voit à travers ces exemples qu'il y a de plus en plus de connexions entre les groupes – au moins ceux d'une même ville – ce qui permet l'échange de pratiques,

[446] *Aktuell*, RHG/WT 040/02 et RHG/PS 002/01 à RHG/PS 002/12, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, janvier 1985-juillet 1987.
[447] *Schalom - Informationsblatt des Freundeskreises der ev. Samariter Gemeinde*, RHG/PS 092/01 à RHG/PS 092/10, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1984-1986.
[448] *Ihn-Post*, RHG/PS 050/01 à RHG/PS 050/03, *Op. Cit.*, 1985-1987.
[449] *Friedensreader*, RHG/HL 212/03 à RHG/HL 212/13, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Rudolstadt, 1984-1986.

d'informations, d'idées et de textes. Ces interactions ne sont pour le moment que les prémices d'un phénomène qui va encore s'intensifier au cours de la période suivante.

Leipzig semble aussi être une ville dans laquelle une opposition s'organise peu à peu, mais cette fois autour d'une thématique commune, l'écologie. Nous pourrons confirmer ou infirmer cette tendance dans la suite de nos travaux.

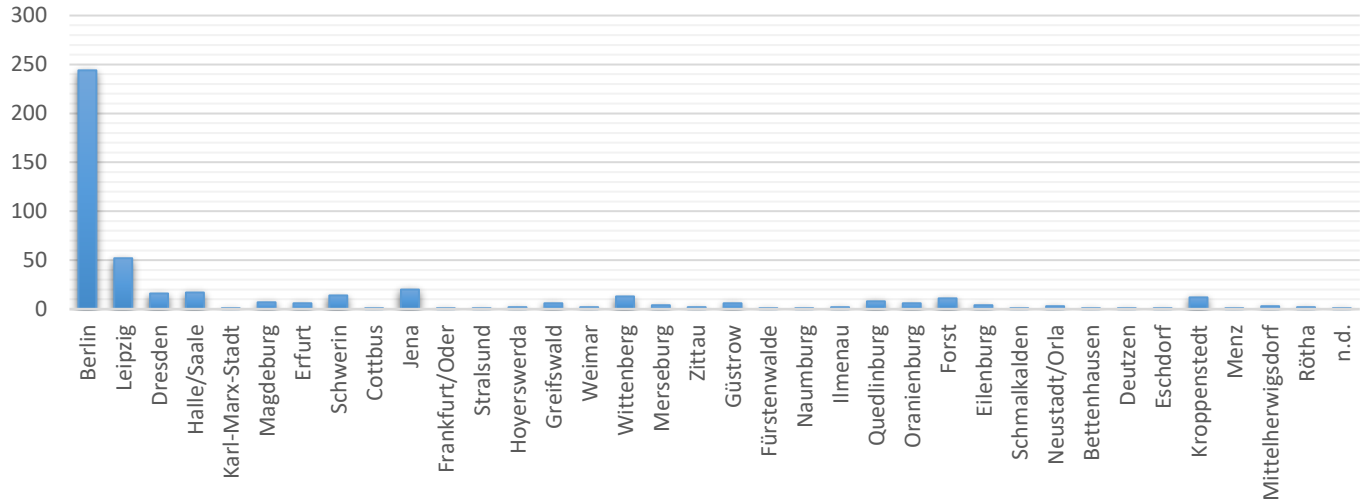
Enfin, nous constatons la difficulté que représente la production des textes dans les autres villes de RDA, notamment dans les villes moyennes. À chaque fois, on observe que les publications sont en fait l'initiative d'un seul groupe ou d'un seul opposant qui fait office de moteur de l'activité éditoriale clandestine. Bien souvent, les villes dans lesquelles on trouve des samizdats sont donc des villes dans lesquelles les paroisses ou les pasteurs ont choisi de participer aux actions de l'opposition. Dans les petites villes, les samizdats sont pour le moment absents, mais l'élargissement du réseau permettra bientôt de les voir apparaitre aussi dans ces types de villes.

On est donc ici dans la continuité de ce que nous avons observé au cours de la période précédente, à savoir que le réseau est pour le moment plus organisé autour des paroisses des Églises protestantes qu'autour de connexions politiques entre les groupes. C'est certainement ce qui explique que dans certaines villes, notamment à Wittenberg et à Rudolstadt, l'édition de samizdats soit concentrée autour d'un seul groupe rattaché à une paroisse. Le modèle berlinois qui s'étend désormais aussi aux groupes autonomes, parfois avec le soutien des Églises, laisse entrevoir l'élargissement de la pratique à une autre forme d'expression politique, plus engagée et offensive que cela n'est pour le moment le cas dans les revues portées par les paroisses elles-mêmes.

d) 1987-1989 : la structuration du réseau politique d'opposition comme moteur de l'augmentation du nombre de publication sur le territoire

Comme nous avons eu l'occasion de le dire plus tôt dans ces travaux, les années 1987, 1988 et 1989 sont les années au cours desquelles le plus de samizdats ont été produits. Cela se confirme également en termes de nombre de publications. La figure suivante montre la distribution géographique des 472 publications recensées sur la période :

Figure n°15 : Distribution géographique des publications entre janvier 1987 et novembre 1989



[450]

À la lecture de ces données, on constate que les tendances observées lors de la période précédente se confirment, et même s'accentuent : Berlin-Est compte 242 publications, soit près de 3,5 fois plus qu'au cours de la période précédente. Leipzig reste la deuxième ville dans laquelle on compte le plus de publications, avec 52, ce qui montre là aussi une augmentation par rapport aux années précédentes. Il faut noter qu'en plus de Berlin-Est et Leipzig, 7 villes dépassent les 10 publications, à savoir Iéna (20), Halle/Saale (17), Dresde (16), Schwerin (14), Wittenberg (13), Kroppenstedt (12) et Forst (11).

On remarque également que cette période est celle qui voit les samizdats circuler dans le plus grand nombre de villes, puisqu'on on compte ici 35 localités, contre 12 entre 1984 et 1986, et 7 entre 1980 et 1983. L'augmentation a donc été constante, ce qui montre que la diffusion des revues s'est élargie au fil des années. Cette fois, elle a atteint quelques villes de moins de 10 000 habitants. Nous en comptons 7, à savoir Bettenhausen (1 publication), Deutzen (1), Eschdorf (1), Kroppenstedt (12), Menz (1), Mittelherwigsdorf (3) et Rötha (2). Même si les volumes sont pour la plupart faibles, il reste assez remarquable que la pratique se soit autant diffusée dans des milieux parfois plus ruraux.

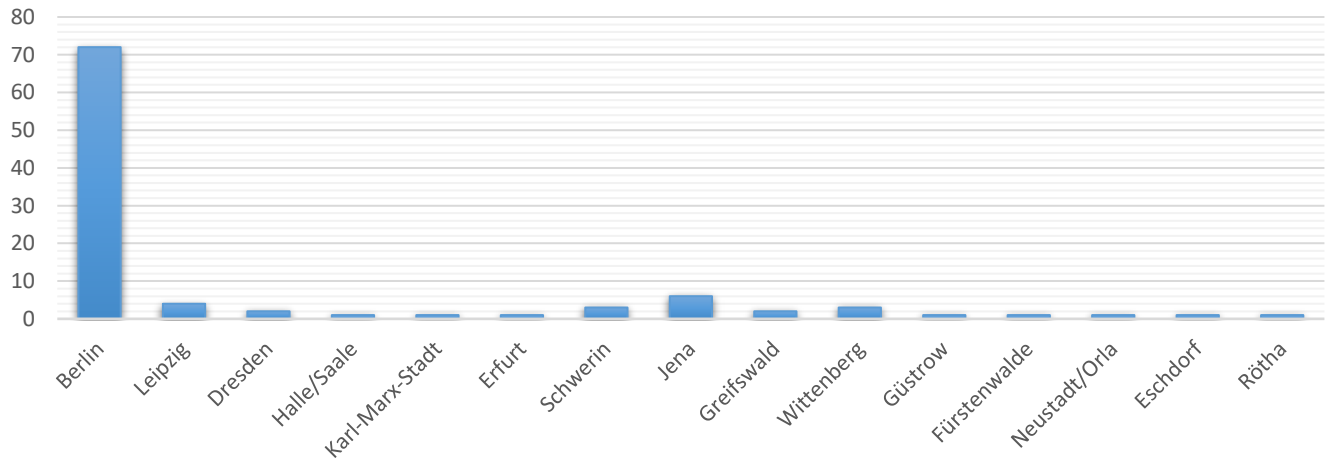
Toutefois, il convient là aussi de nuancer nos propos en observant la situation géographique de ces petites villes. Deux d'entre elles, Bettenhausen et Mittelherwigsdorf sont des communes qui se situent à proximité directe de frontières. La première est proche de la frontière avec la RFA et la seconde avec celle de la Pologne. Pour les autres, elles se trouvent

[450] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°15, p. 610-611.

à quelques kilomètres seulement de grandes villes : Rötha fait partie des villes de la banlieue de Leipzig. Deutzen est un peu plus loin mais ne se trouve qu'à une trentaine de kilomètres de la capitale du Land de Saxe. Quant à Kroppenstedt et Menz, elles se trouvent toutes les deux à proximité de Magdebourg, respectivement à 33km à l'Ouest et 12 km à l'Est. Enfin Eschdorf fait partie de la banlieue Sud-Est de Dresde. Au vu de ces éléments, nous pouvons supposer que l'activité des opposants de ces villes a été influencée par celle des métropoles ou grandes villes voisines ou bien des pays voisins. Les opposants ont pu avoir accès à des samizdats édités ailleurs et qui ont circulé jusque dans les banlieues proches des grandes villes, ce qui les a encouragés à s'investir dans l'édition de leur propre samizdat.

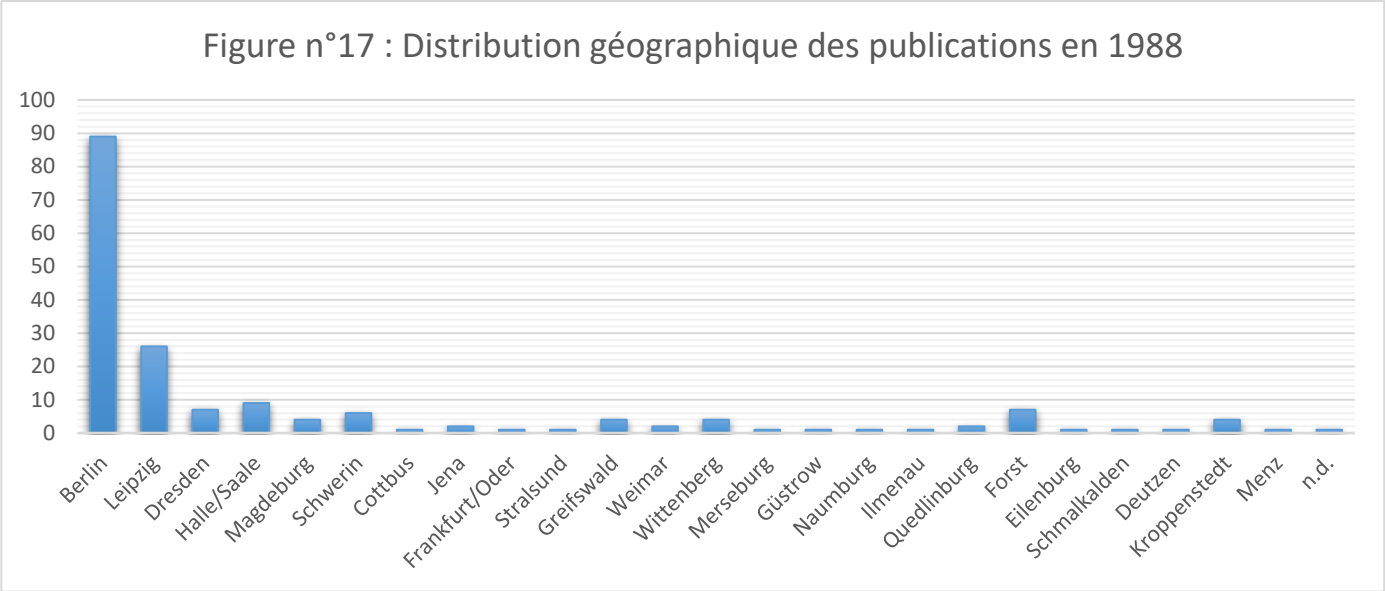
Sur les trois figures suivantes, en regardant dans le détail par année, on se rend compte que les tendances sont stables d'une année sur l'autre : le nombre de publications à Berlin-Est se stabilise entre 70 et 90 unités par an et le nombre de villes concernées augmente d'année en année. Dans presque toutes les villes, la tendance globale est à l'augmentation du nombre de publications.

Figure n°16 : Distribution géographique des publications en 1987

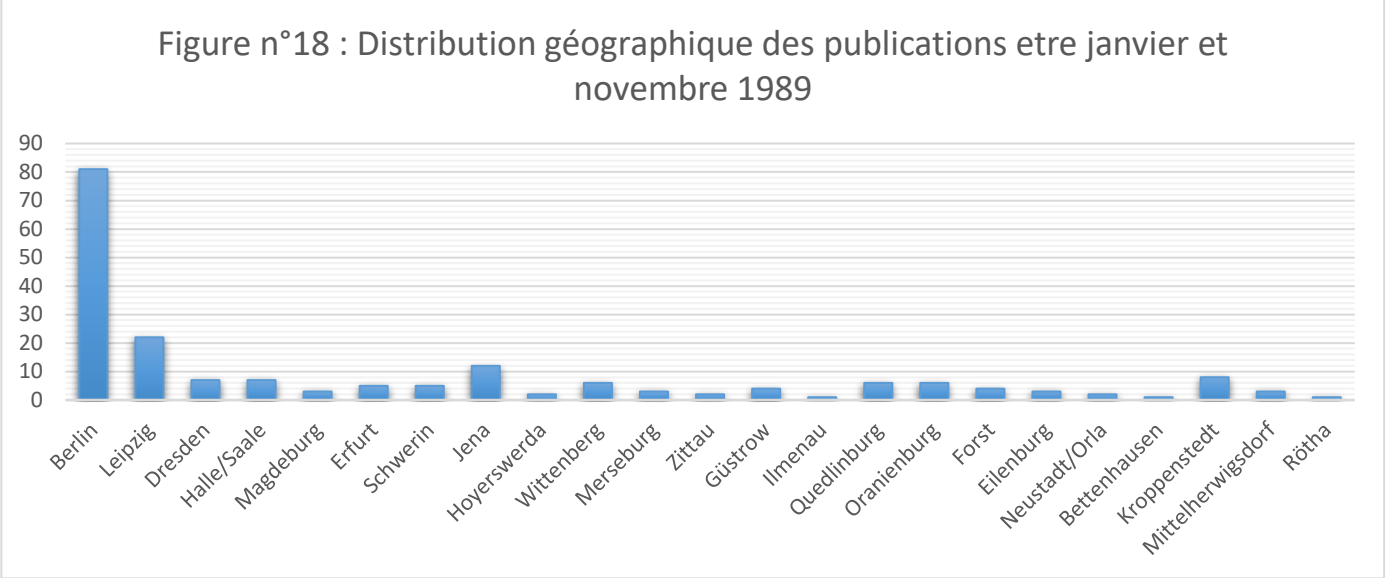


451

[451] *Ibid.*, Figure n°16, p. 611.



[452]



[453]

Il y a deux facteurs qui peuvent expliquer les résultats que nous obtenons : le premier se situe dans les moyens matériels qui ont augmenté de manière considérable à partir de la fin de l'année 1987 et du début de l'année 1988. De fait, les samizdats peuvent être produits en plus grande quantité et peuvent donc circuler encore plus largement dans toute la RDA. Le deuxième facteur, celui-ci plus propre à l'opposition berlinoise, concerne l'organisation du réseau autour d'un groupe moteur, la *Umwelt-Bibliothek*. Dans leurs locaux, de nombreux samizdats sont édités et reproduits, pour leur propre compte, mais aussi pour celui d'autres groupes berlinois. C'est aussi un lieu qui fait vivre le débat au sein de l'opposition, et qui participe ainsi à sa

[452] *Ibid.*, Figure n°17, p. 611-612.
[453] *Ibid.*, Figure n°18, p. 613-614.

structuration et au développement de ses revendications. En effet, de nombreux événements y sont organisés : des concerts punks ou rock, des conférences, des lectures, des expositions… Tout cela dans le but de permettre à des réseaux différents de l'opposition de se rencontrer. Et par la même occasion, c'est l'opportunité pour distribuer les samizdats de tous les groupes qui le souhaitent. Cela permet de les faire circuler, aussi au sein de réseaux différents de ceux qui sont strictement politiques ou religieux, comme dans les milieux artistiques ou ceux de la musique.

Au cours de la période, la *Umwelt-Bibliothek* peut donc être considérée comme la plaque tournante de l'opposition est-allemande. C'est elle qui centralise une partie de la production de samizdats et qui permet à de nombreux groupes d'éditer leurs revues, ce que certains n'auraient pas été en mesure de faire sans leur aide, faute de matériel, de compétences techniques ou de moyens humains. Grâce à cela, l'opposition est-allemande reprend la trajectoire des mouvements d'opposition d'autres pays du bloc de l'Est qui s'étaient eux aussi structurés autour d'un groupe moteur comme en Pologne avec *Solidarnosc* et le *KOR* ou en Tchécoslovaquie avec *Charta 77*.

Dans d'autres villes de RDA, les réseaux semblent aussi se solidifier et se densifier. Une nouvelle fois, l'écologie est la thématique la plus représentée parmi les publications de la période à Leipzig. Sur les 52 parutions, 19 traitent de de ce sujet. *Streiflichter* est toujours la revue écologiste la plus prolifique, mais deux autres samizdats d'un seul volume voient le jour au cours de la période, à savoir *Die Pleiße*[454] et *Umweltschutz im Haushalt. Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen*[455]. La revue généraliste *Kontakte* peut aussi faire partie de ce mouvement autour de l'écologie dans la mesure où ses 16 publications sont en partie consacrées à l'écologie, en plus de la paix et du tiers monde.

D'autres réseaux se forment également autour d'autres thématiques, comme le démontre la parution des premiers numéros de *Frauenblätter*[456], une revue éditée par un groupe exclusivement composé de femmes au sujet du droit des femmes et des initiatives féministes au sein du réseau d'opposition. Au cours de la période, trois autres revues féministes circulent en RDA, à savoir *Lila Band*[457], édité à Iéna depuis 1987, *Das Netz*[458] édité à Dresde à partir de

[454] *Die Pleiße*, RHG/Uh 003/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 4 juin 1989.
[455] *Umweltschutz im Haushalt. Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen*, RHG/PS 109, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 1988.
[456] *Frauenblätter*, RHG/ZE/3/275 et RHG/ZE/3/276, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 6 décembre 1989 / 22 décembre 1989.
[457] *Lila Band*, RHG/ZE/5/305 à RHG/ZE/5/307, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Dresde, 1988-1989.
[458] *Das Netz*, RHG/ZE/5/314 et RHG/ZE/5/315, *Op. Cit.*

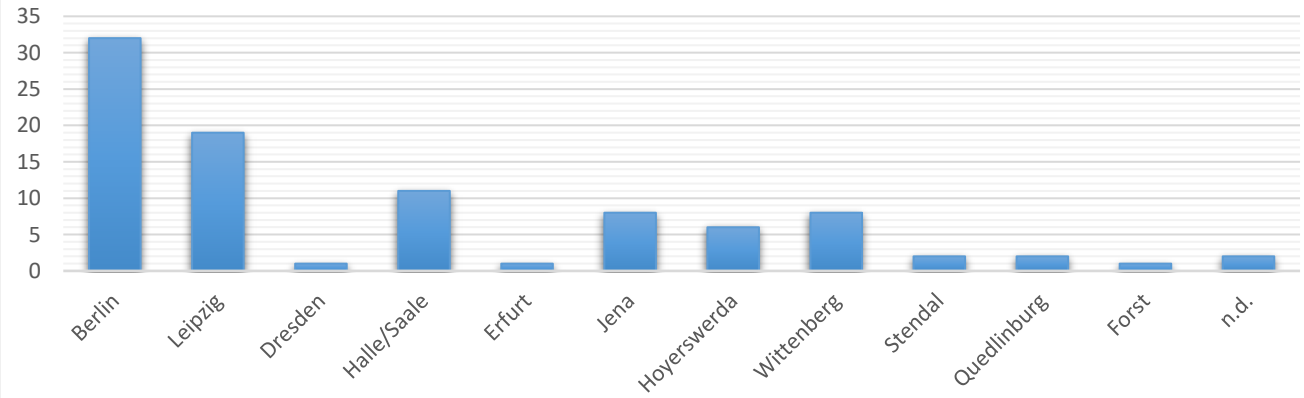
février 1988, et *Frau Anders*[459], qui est une revue sur les droits des femmes homosexuelles éditée à Iéna à partir de janvier 1989. Une connexion existe en outre entre les groupes féministes puisque chacun fait la publicité de l'autre dans son samizdat.

Tous ces exemples nous montrent que le samizdat politique s'est principalement diffusé sur le territoire de RDA grâce au réseau de l'opposition qui s'est peu à peu structuré et agrandi. Le réseau paroissial a tout d'abord joué un rôle important un peu partout sur le territoire, et il a continué à exister jusqu'à la fin de l'année 1989, protégeant les groupes d'opposition et leur mettant à disposition des moyens pour mener des actions. Mais petit à petit, le réseau politique s'est aussi agrandi et s'est développé de manière complémentaire autour de thématiques qui ont finalement réussi à réunir des groupes de différentes natures autour de combats communs.

e) Distribution géographique des publications de l'année 1990

Entre décembre 1989 et décembre 1990, 100 revues sont publiées en RDA. La figure suivante montre leur distribution géographique :

Figure n°19 : Distribution géographique des publications entre décembre 1989 et décembre 1990



[460]

Ici, plusieurs remarques peuvent être faites. Tout d'abord, après avoir constaté que Berlin-Est a été largement en tête des villes dans lesquelles les samizdats sont produits pendant plusieurs années, le nombre de publications s'effondre, passant de 81 entre janvier et novembre 1989 à 32 entre décembre 1989 et décembre 1990. Leipzig est à nouveau la deuxième ville la plus importante, avec 19 publications. La baisse du nombre de publications est plus légère qu'à

[459] *Frau Anders*, RHG/Z204 à RHG/Z/9/210, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Iéna, 1989.
[460] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°19, p. 613.

Berlin-Est, car on en trouvait 3 de moins en 1989. Les villes de Dresde et de Forst connaissent elles aussi une baisse de l'activité d'édition, avec pour chacune une seule revue éditée contre respectivement 7 et 4 en 1989. À Hoyerswerda et Wittenberg en revanche, le nombre de publication reste stable, voire augmente, avec respectivement 8 et 6 revues contre 2 et 6 en 1989. Enfin, fait plus surprenant, on observe pour la première fois qu'un samizdat politique est édité dans la ville de Stendal, une ville d'un peu moins de 50 000 habitants, située à environ 130km à l'Ouest de Berlin-Est. Il s'agit d'une revue généraliste d'informations intitulée *Denkanstöße. Oppositionszeitung in der Altmark*[461], publiée en janvier 1990. À notre connaissance, il n'a fait l'objet que de deux publications, bien que l'intention de départ ait été d'éditer un journal périodique dont la vocation était de devenir officiel, sur le modèle de ce qui a été fait à Erfurt.

Quand on entre dans le détail des publications de l'année, on se rend compte que les samizdats les plus importants que nous avons cités précédemment ont cessé d'exister, à l'exception de quelques-unes, comme par exemple Arche-*Info* et *Arche Nova* dont on trouve encore deux numéros pour l'un et un numéro pour l'autre en janvier[462]. On trouve également 4 numéros de la revue berlinoise *Kontext*[463]. La revue de Leipzig *Streiflichter* ou celle de Berlin-Est *Umweltblätter* ne sont plus éditées. Les *Friedrichsfelder Feuermelder* suivent la même trajectoire qu'*Arche Nova*, avec un dernier numéro publié en janvier 1990 avant la fin de son activité.

Certains samizdats se transforment, ils changent de titre mais gardent une bonne partie de ses éditeurs. C'est le cas des *Umweltblätter* dont les auteurs avaient déjà lancé le journal *Telegraph* à la fin de l'année 1989. La revue remplace désormais complètement les *Umweltblätter*, et le groupe a pour objectif d'obtenir une licence officielle pour poursuivre son édition. La situation est la même pour *Grenzfall*, qui a été remplacée par deux autres revues d'information de l'*IFM*, l'une publiée à Berlin-Est, *IFM-Info* (4 numéros), et l'autre à Leipzig, *Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig*[464] (9 numéros).

Ailleurs, comme à Halle/Saale, une nouvelle revue d'information voit le jour, *Das andere Blatt. Erste Unabhängige Zeitung aus Halle* (7 numéros). Pour ces trois derniers samizdats, l'objectif de professionnalisation du journal est clairement affiché et dès l'éditorial,

[461] *Denkanstöße - Oppositionszeitung in der Altmark*, S 18, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Cottbus, 1988.
[462] *Arche Nova* RHG/PS 009/05, *Op. Cit.*, 15 janvier 1990.
[463] *Kontext*, RHG/PS 059/08 à RHG/PS 059/10, *Op. Cit.*
[464] *Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig*, Cl. 36, *Op. Cit.*

l'intention de devenir un journal officiel est mentionnée. Cela se voit par ailleurs dès le titre du samizdat de Halle/Saale.

On constate également la poursuite de l'édition de revues thématiques, comme *Sag nein ! Blatt zur totalen Kriegsverweigerung*[465] (3 numéros) à Berlin-Est. Mais ce sont surtout les revues féministes qui se démarquent par leur nombre de publications au cours de cette dernière période. À elles trois, *Frauenblätter, Frau Anders* et *Das Netz* donnent lieu à 19 publications, la première étant celle qui en génère le plus, avec 12 revues en une année.

Ces trois samizdats reflètent la structuration progressive du mouvement féministe en RDA. Ils sont en outre une trace de l'importance des femmes dans le mouvement d'opposition. Elles ont été nombreuses à participer au travail d'édition des samizdats mais ce n'est que tardivement qu'elles se sont rassemblées dans des comités de rédaction non-mixtes pour éditer leurs propres samizdats, dans lequel le point de vue des femmes est mis au premier plan. Les samizdats ont même certainement contribué à cette structuration progressive, et notamment à travers *Frauenblätter* dont les membres du comité de rédaction participent à la fondation de l'organisation féministe *Unabhängiger Frauenverband (UFV)* en 1989. Elle fait partie des forces politiques d'opposition invitées aux tables rondes de 1989 suite à la révolution pacifiste et candidate même aux élections de mars 1990. Elle obtient à cette occasion 2% des voix, et 8 sièges au Parlement. À la fin de l'année 1990, *Frauenblätter* devient le journal officiel de l'*UFV* et continue à être publié jusqu'en 1993 (13 numéros entre 1990 et 1993).

Les deux autres revues *Frau anders* et *Das Netz* connaissent une trajectoire similaire, même si leur comité de rédaction ne s'implique pas aussi ouvertement dans la vie politique nationale. Ces deux anciens samizdats féministes deviennent aussi des revues officielles et continuent à être éditées jusqu'en 1993, avec respectivement 16 et 2 numéros entre 1990 et 1993.

On peut donc clairement identifier la spécificité des revues publiées au cours de l'année 1990. Soit il s'agit de publications issues de samizdats qui existaient déjà avant 1990 et qui n'ont pas l'intention de poursuivre leur activité et donc cessent progressivement d'exister à mesure que l'opposition retrouve sa liberté d'expression, soit il s'agit de revues dont les auteurs mettent en œuvre leur ambition de se professionnaliser en faisant de leurs samizdats politiques des journaux officiels d'information et d'opinion. L'opposition ne se place justement plus comme une opposition à un régime mais comme une force politique qui participe activement à la politique nationale. Pour d'autres, il s'agit de poursuivre le travail d'information qui était

[465] *Sag Nein ! - Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung*, Cl. 36, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1989-novembre 1990.

aussi l'un des enjeux principaux du samizdat est-allemand, et donc de faire partie du paysage médiatique de RDA.

L'étude détaillée des lieux de publication des samizdats nous a permis de dégager un certain nombre de constats qui caractérisent le samizdat est-allemand. S'il s'est dans un premier temps principalement développé au sein du réseau des Églises évangéliques, les groupes politiques autonomes ont peu à peu fait leur place dans le paysage de l'autoédition. La mobilisation de ces différents réseaux, favorisée par la structuration progressive des réseaux d'opposition et par la volonté des groupes politiques de former un contre-pouvoir médiatique face au monopole de l'information détenu par l'État a permis au samizdat de s'imposer sur une large partie du territoire est-allemand, parfois même dans des espaces éloignés des grandes villes et de l'activité politique foisonnante.

Compte tenu de l'hétérogénéité des villes dans lesquelles ils paraissent et des groupes qui les éditent, les samizdats politiques ont revêtu pendant toute leur existence des formes différentes, répondant à des besoins et à des ambitions elles aussi différentes. Pour poursuivre cette étude quantitative, nous nous concentrons à présent sur ces différentes formes de samizdats en en dégageant une typologie, sur leur évolution dans le temps, et sur leur diffusion sur le territoire est-allemand. Au moment d'étudier les thématiques abordées dans les samizdats politiques, nous déterminerons pour quels sujets chacun des types de revues aura été le plus plébiscité par les groupes d'édition.

C. Typologie des publications

1. Définition d'une typologie

La lecture des samizdats politiques de notre corpus nous a amené au constat que l'ensemble des publications ne pouvaient pas être rangées dans un seul et même bloc, tant elles sont différentes, aussi bien sur la forme que dans les besoins et les ambitions qu'elles traduisent.

Pour le moment, les chercheurs se sont entendus autour d'une distinction entre deux catégories de samizdats : les samizdats politiques (*der politische Samisdat*) et les samizdats artistiques (*der künstlerische Samisdat*). Ces deux catégories peuvent être contestables, en attestent les nombreux débats qui peuvent exister entre les chercheurs pour classer certaines revues qui se retrouvent à la frontière entre les deux. En attendant que cette classification soit contredite ou actualisée, c'est aussi celle que l'on retrouve dans les centres d'archives. Cette catégorisation se fait à une échelle macroscopique, et nécessiterait de travailler sur ces deux

types de supports afin de pouvoir la préciser, et éliminer les problèmes de classification grâce à la définition de critères permettant de les discriminer.

Dans le cadre de ces travaux, dans la mesure où nous nous concentrons sur les samizdats politiques, nous avons fait le choix d'adopter les critères établis par Ilko-Sascha Kowalczuk[466] pour éliminer les revues qui ne pouvaient pas faire partie de notre corpus. En revanche, contrairement à Kowalczuk, nous avons maintenu les samizdats édités par des paroisses dans le corpus pour les raisons explicitées précédemment. Une fois le corpus défini nous nous sommes interrogé sur l'intérêt d'établir une sous-classification parmi les samizdats politiques, tant les revues sont différentes. Elles se ressemblent *a priori* en raison de leur forme, mais le public visé n'est pas le même en fonction des revues, ce qui a une influence sur le contenu. À notre connaissance, une telle étude n'a jamais été menée mais elle nous semble pertinente car elle permet de traduire la polyvalence des samizdats politiques dans l'utilisation qui en est faite par l'opposition. De plus, au moment de s'intéresser au contenu et à l'étude des textes publiés dans les samizdats, il sera important d'avoir au préalable réussi à déterminer quelle est la fonction première de la revue et qui est le lecteur ciblé par le groupe d'édition.

Nous avons donc déterminé l'existence que 4 catégories de publications qui répondent toutes à ces deux dernières questions :

La première de ces catégories concerne ce que nous appellerons les journaux d'information et d'opinion. Ils prennent la forme d'un journal, proche des journaux quotidiens ou hebdomadaires que nous connaissons aujourd'hui. Ils comportent des articles, souvent courts, dont le contenu est principalement informatif et factuel. Dans la plupart des cas, dès la Une – souvent dans le titre du samizdat – le groupe fait apparaitre des termes comme *Informationsblatt* (bulletin d'information), *Infoblatt* (idem), *Informationspapier* (papier d'information), ou encore *Zeitung* (journal).

Au début de la période, les textes contiennent principalement des informations brutes, qui ne sont pas commentées, et qui permettent au lecteur de construire sa propre opinion à partir des éléments factuels qui sont livrés dans la revue. Au fil du temps, ces articles sont complétés par des commentaires du groupe de rédaction. Ils sont essentiellement critiques et politiques et sont parfois accompagnés de revendications. En plus des textes, les revues d'information et d'argumentation comportent souvent des illustrations, qui sont la plupart du temps des dessins, des croquis, ou encore des caricatures, le plus souvent réalisés au crayon, à moins que le groupe ne dispose de moyens techniques suffisants pour imprimer des photographies ou des figures

[466] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*, *Op. Cit.*, p. 21-30.

réalisées à l'ordinateur. Enfin, la caractéristique importante de ce type de revues est qu'il s'adresse au plus grand nombre. Même si au début de la période, la première cible est le réseau de l'opposition, l'intention est de voir les samizdats circuler le plus possible de la main à la main, pour atteindre aussi des personnes qui ne sont pas intégrées aux cercles politiques et que l'on pourrait convaincre et informer grâce à ces textes autoédités. L'idée est de combattre la désinformation orchestrée par le régime et par les médias qui lui obéissent. Le samizdat politique a alors une fonction de support de contre-information.

Le deuxième type de publications ressemble au premier que nous venons de décrire, mais cette fois, les revues n'ont pas vocation à être diffusées au plus grand nombre. Dans ce cas, nous parlerons de « revues de communication interne du réseau d'opposition ». Ces samizdats, souvent appelés *Arbeitspapier* (document de travail) ou *Rundbrief* (circulaire) par les groupes qui les éditent, sont aussi des journaux d'information ou des bulletins d'opinion, mais ils ont pour but de contribuer aux débats et aux échanges de pratiques et d'idées entre les groupes. On y trouve ainsi des textes d'opposants qui donnent leur opinion sur un événement organisé par l'opposition ou sur un sujet plus politique. À cette occasion, il formule de nouveaux arguments ou de nouvelles revendications pour contribuer à la construction d'un argumentaire solide de l'opposition.

Concernant le rôle d'information de ces revues, il s'agit de rendre compte des initiatives ou des événements politiques qui ont lieu dans chaque ville, ou bien de partager des comptes rendus de réunions ou de groupes de travail, de manière à ce que les groupes des différentes villes de RDA puissent avoir accès aux informations. On y partage aussi des lettres ouvertes ou des déclarations d'autres groupes, pour que les idées circulent et que le débat se diffuse le plus largement possible. Dans ce cas, le samizdat joue un rôle de plateforme de communication et de débat au sein du réseau de l'opposition politique.

Ce type de revues constitue la principale activité auto-éditoriale des groupes paroissiaux. En effet, bien qu'on trouve au fil des années de plus en plus de journaux d'informations et d'opinion parmi les samizdats édités par les Églises, les revues de communication sont le plus souvent celles qui circulent au sein de leur réseau. Il faut dire que ce format est celui qui ressemble le plus aux bulletins paroissiaux que les Églises sont supposées être autorisées à produire, si on écarte le contenu critique des textes à l'égard de la politique menée par le gouvernement. Au-delà de la question religieuse, ce type de revues est aussi la matérialisation du soutien apporté par les Églises protestantes à l'opposition politique. Elles sont la manifestation matérielle que les Églises se sont emparées de leurs espaces de liberté pour participer à l'élaboration d'un espace de débat politique. Elles ont à travers elles

grandement participé à la structuration de l'opposition et à sa montée en puissance, jusqu'à la révolution pacifiste. De plus, comme le réseau paroissial est celui qui est le plus identifié et structuré, il est plus simple d'envisager de faire circuler des informations et des textes en son sein. On sait que les lecteurs seront nombreux et avertis, ce qui favorise aussi les échanges d'idées.

Grâce à la circulation intensive des revues de communication au sein de ce réseau, ce support a en outre largement contribué à la structuration du réseau d'opposition, y compris le réseau politique qui fréquente aussi les Églises en raison des marges de manœuvre dont elles disposent, et consolidé les mobilisations thématiques de l'opposition dans son ensemble. En effet, ces revues permettent aux groupes qui se mobilisent autour d'un même sujet politique de communiquer et d'échanger des idées, voire même de donner des contacts pour identifier des lieux de discussions pour les personnes qui veulent aussi se mobiliser sur ladite thématique. C'est par exemple le cas pour les groupes féministes. Les samizdats *Frau Anders*, *Das Netz* ou encore *Frauenblätter,* sont essentiellement des revues de mise en réseau des femmes de l'opposition. En plus de permettre un espace de débat réservé aux femmes, ces samizdats sont l'occasion de communiquer sur des lieux-refuges pour femmes victimes de violences conjugales ou pour les femmes lesbiennes par exemple.

La troisième catégorie de publications que nous avons identifiée est celle des « revues de documentation ». Elles sont moins nombreuses que les précédentes mais on peut dire qu'elles sont complémentaires des revues de communication interne. Ici, les groupes qui travaillent sur l'édition des publications ne sont pas toujours les auteurs des textes. Leur initiative consiste en effet à rassembler des textes de différentes natures (textes argumentatifs, textes littéraires, textes religieux, témoignages…) afin de documenter une réflexion autour d'un sujet politique. Ces compilations de textes comprennent souvent des textes importés de l'étranger, qui doivent donc être traduits avant d'être publiés. Cette pratique se rapproche en quelque sorte du samizdat littéraire puisqu'il s'agit ici de reproduire *in extenso* et de faire circuler des textes qu'il est difficile, voire interdit, de se procurer. Il ne s'agit toutefois pas de reproduire des œuvres intégrales, comme c'est le cas pour les samizdats littéraires, mais de sélectionner des textes ou des morceaux de textes qui peuvent être utiles pour alimenter la réflexion d'un sujet donné.

Ces revues sont le fruit des relations transnationales et internationales qui existent entre les groupes qui constituent le réseau d'opposition. Parmi les revues de documentation les plus

connues, on trouve par exemple des numéros des *Radix-Blätter*[467], édités en autres par Ludwig Mehlhorn et Stephan Bickhardt. Les deux opposants ont en effet choisi ce format pour partager les textes qu'ils ont pu se procurer à l'étranger, et notamment en Pologne pour ce qui les concerne. Comme c'est le cas dans les *Radix-Blätter*, l'intérêt est de permettre aux groupes est-allemands de profiter des pratiques et des idées des groupes des autres pays du Pacte de Varsovie, qui sont souvent mieux structurés et dont les actions ont un fort retentissement en RDA. C'est pour cela que la plupart des textes importés viennent de Pologne ou de Tchécoslovaquie, là où l'opposition est forte et les groupes d'opposition sont en quelque sorte des modèles pour l'opposition est-allemande. Cela donne lieu par exemple à l'édition de la revue *Vaclav Havel*[468], qui, comme son titre le laisse entendre, est une compilation de textes politiques écrits par Vaclav Havel.

Au fil des années, les revues de documentation se développent sur le sol de RDA, alimentées par des textes écrits par des opposants est-allemands et par les groupes moteurs de l'opposition. Elles deviennent au fur et à mesure des compléments des revues de communication interne car elles sont des supports de documentation qui accompagnent les actions menées par l'opposition. Par exemple, la revue *Wahlfall 89*[469], éditée à Berlin-Est, est la revue qui rend compte de toutes les actions de l'opposition et des constats qui ont été faits quant au trucage des résultats électoraux. Par ailleurs, le groupe qui édite la revue est le groupe de coordination de l'action « Wahlen » (élections) de Berlin-Est. Le samizdat laisse donc ici une trace écrite de cette action et apporte une documentation qui pourra étayer et compléter les arguments et revendications des groupes d'opposition.

Pour dénoncer les faits de répression de la population, l'opposition va se servir de ces revues pour diffuser des témoignages de personnes en ayant été victimes. Ces témoignages alimentent ainsi les initiatives de l'opposition autour de la défense des droits de l'homme (en les affichant dans le cadre d'expositions par exemple). Dans les samizdats, ils peuvent ensuite être réutilisés pour servir d'illustration à un texte argumentatif ou pour corroborer une information diffusée dans les revues.

Pour résumer, on peut dire que ces revues sont une banque de documents mis à la disposition de l'opposition, soit pour illustrer ses revendications, soit pour alimenter son

---

[467] *Schattenverschlüsse - Radix-Blätter 1 - Zu Paul Célan*, RHG/UP 117/101, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1986 ; *Wohnsinn - Radix-Blätter 3* , RHG/PS 119, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1987 ; ODER – Radix-Blätter, RHG/PS 082, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1987.
[468] *Vaclav* Havel, RHG/PS 112, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, mars 1989.
[469] *Wahlfall* 89, PS 115, *Op. Cit.*

argumentation politique. Ces revues ont donc vocation à circuler en priorité dans les cercles de l'opposition.

Enfin, le quatrième et dernier type de publications est celui qui rassemble ce que nous avons appelé les « dossiers thématiques ». Il s'agit ici principalement de samizdats d'un seul volume consacrés à une seule thématique. Ils sont composés de textes plus denses que dans les types de revues que nous avons présentés précédemment. Ce sont la plupart du temps des textes argumentatifs, qui sont illustrés par des données chiffrées, des graphiques, ou bien par d'autres textes issus des revues de documentation (témoignages, textes importés…).

Ces revues sont le fruit du travail d'investigation effectué par les groupes d'opposition. Les données chiffrées sont issues d'enquêtes de terrain ou de recherches publiées par des scientifiques par exemple. Dans ce cas, les auteurs prennent le soin d'ajouter leurs sources, preuve que ce travail est effectué dans un souci de précision et d'exactitude des données présentées pour étayer l'argumentation politique.

Pour les dossiers thématiques, le public ciblé est mixte. Même si on vise principalement le réseau de l'opposition afin d'apporter des compléments d'argumentation sur des sujets précis, la volonté de précision des informations laisse penser qu'il est envisagé que ces revues puissent aussi tomber entre les mains de personnes souhaitant obtenir des informations plus complètes, plus argumentées et illustrés par des exemples et des données plus précises que ce que le format des journaux d'information et d'opinion ne le permet. Certaines de ces revues sont par ailleurs éditées par des groupes dont l'activité principale est de publier des revues périodiques d'information, comme la *Umwelt-Bibliothek*, auteure de deux dossiers thématiques en plus de leur revue *Umweltblätter*. La première est intitulée *Aspekte aus der islamischen Welt*[470] (1986). C'est un samizdat de 6 pages qui contient 4 articles consacrés à la géographie, à l'économie, aux services de transports et à la répartition ethnique dans les territoires du monde islamique. La seconde est une revue sur l'écologie éditée en février 1987, plus dense (64 pages), intitulée *Morsche Meiler. Atomkraft in der DDR. Weiternutzen oder Austieg*[471], et qui ressemble beaucoup à une dissertation interrogeant le recours à l'énergie nucléaire en RDA. Cet argumentaire rédigé par Wolfgang Rüddenklau, Morsche Meiler et Carlo Jordan sert par ailleurs de support pour une communication du groupe *Umwelt-Bibliothek* dans le cadre du séminaire sur l'écologie organisé à Berlin-Est en novembre 1986.

[470] *Aspekte aus der islamischen Welt*, RHG/GH 034/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1986.
[471] *Morsche Meiler - Atomkraft in der DDR-Weiternutzen oder Ausstieg. Reader zum 3. Berliner Ökologieseminar (28.-30. November 1986)*, RHG/PS 074, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, février 1987.

Comme nous l'avons dit, les dossiers thématiques se distinguent par leur densité, bien supérieure à celle des autres types de revues. Pour les 34 dossiers que nous avons pu étudier[472], nous avons compté 1931 pages au total, soit une moyenne de 56,8 pages par numéros. C'est bien plus que les journaux d'information et d'opinion pour lesquelles ont compte une moyenne de 15,8 pages par numéro[473], que les revues de communication interne (en moyenne 17,5 pages par numéro[474]), et que les revues de documentation (34,1 pages par numéro[475]). 6 dossiers dépassent même les 100 pages, ce qui est remarquable au vu du manque de moyens des groupes d'opposition. Ils ont tous été édités entre 1988 et 1989, à l'exception d'une revue, dont nous n'avons pas pu déterminer la date de publication (*Fanal)*. Parmi ces six dossiers, on trouve quatre numéros des *Radix-Blätter*[476] (102, 123, 119 et 110 pages), une reproduction de mémoire de Master rédigé par un étudiant anarchiste dans la revue *Fanal*[477] (159 pages), et une publication de Ehrhart Neubert intitulée *Festschrift zum 60. Geburtstag von Heino Falke*[478] (136 pages).

Au vu des différences significatives entre ces quatre types de revues, qu'il s'agisse de leur forme, de leur contenu ou de leur densité, il semble que la définition d'une nouvelle strate de classification entre différents types de samizdats politiques soit justifiée. Il convient à présent de soumettre cette typologie à l'analyse chronologique et géographique pour déterminer si ces différents types de revues ont eu des trajectoires qui leurs sont propres et pour définir où et quand chacun d'eux s'est développé au service de l'opposition politique est-allemande.

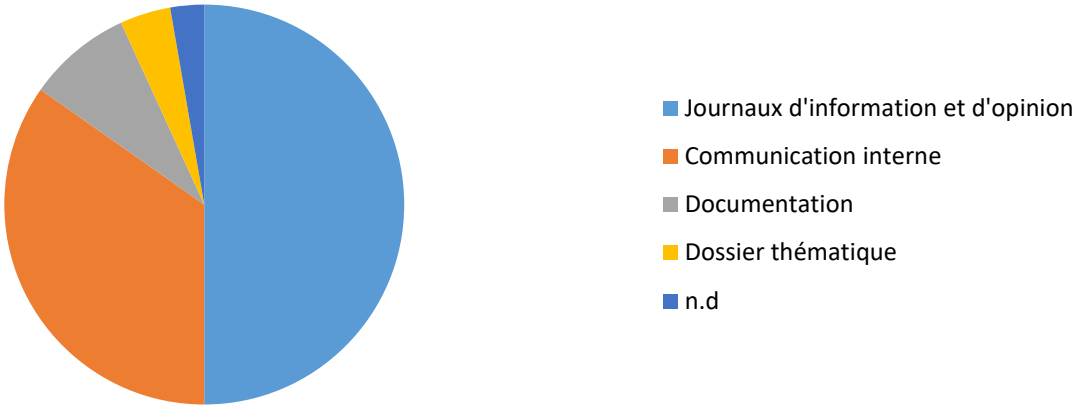
2. Distribution des types de publications entre 1972 et 1990.

Sur les 878 revues recensées, 24 n'ont pas pu être classées dans l'une des quatre catégories que nous avons définies précédemment. Il s'agit à chaque fois de revues manquantes

[472] 2 dossiers ne sont pas comptabilisés car nous n'avons pas pu compter le nombre de pages pour chacun d'eux.
[473] Cette moyenne est calculée à partir des 423 revues pour lesquelles nous avons pu obtenir cette information (sur 439). Pour les autres, nous ne disposons du nombre de pages donc elles ne font pas partie du calcul.
[474] 22 revues sur 261 au total n'entrent pas dans ce calcul car nous n'avons pas pu en comptabiliser le nombre de pages
[475] Pour les mêmes raisons, 6 revues sur 74 au total ne sont pas comptabilisées dans cette moyenne.
[476] Aufrisse Zwei - Radix-Blätter (9) - Über das Nein hinaus, RHG/PS 016, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1988 ; Spuren - Radix-Blätter 6 - Zur Geschichte der Friedensbewegung in der DDR, RHG/PS 099, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, janvier 1988 ; Jan Strzelecki - Radix-Blätter 11 - Erproben im Zeugnis, RHG/PS 104, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1989 ; Zweierlei Land - ein Lektion. Radix-Blätter 10 - Konsequenzen aus der deutschen Misere, RHG/PS 121, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1989.
[477] Fanal - Magisterarbeit zum Thema Anarcha-Feminismus, RHG/PS 037/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, non daté.
[478] *Festschrift zum 60. Geburtstag von Heino Falke*, RHG/PS 038, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1989.

au sein d'une série de publications périodiques, ou bien de samizdats répertoriés en archives mais que nous n'avons pas pu consulter en intégralité. Pour les autres, la figure suivante montre la distribution des publications par types de revues sur l'ensemble de la période :

Figure n°20 : Typologie des publications (1971-1990)



[479]

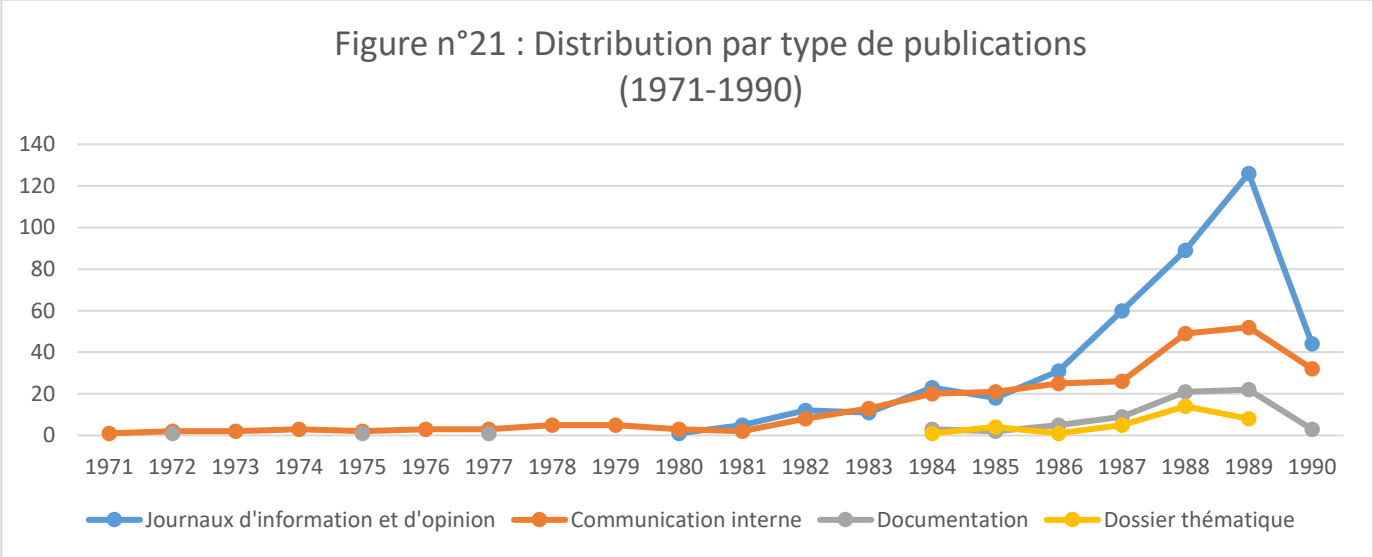
Ce diagramme en secteurs montre de manière assez claire que ce sont les journaux d'information et d'opinion qui ont été les plus édités, avec 439 publications. Viennent ensuite les revues de communication interne, avec 305 publications, puis les revues de documentation et les dossiers thématiques, qui représentent respectivement 74 et 36 publications.

Ces données nous donnent donc un aperçu des rôles principaux du média samizdat pour l'opposition est-allemande : c'est d'une part un contre-pouvoir médiatique face au monopole détenu par les médias officiels contrôlés par le SED, en atteste le nombre prépondérant de journaux d'information publiés au cours de la période. D'autre part, c'est une plate-forme de communication entre les groupes de l'opposition politique, qui utilisent leurs publications pour échanger des idées et solidifier politiquement et idéologiquement les mouvements politiques dont ils font partie. Dans cette optique, les revues de documentation et les dossiers thématiques sont des supports d'argumentation, des banques de documents, qui permettent aux deux autres types de revues de se développer et de gagner en pertinence. Comme l'objectif est progressivement de faire connaitre les idées et les initiatives de l'opposition au plus grand nombre, elles contribuent au sérieux et même parfois à la validité scientifique d'un argumentaire politique, de sorte à ce que le samizdat politique puisse effectivement être considéré comme un média influent, et surtout fiable.

[479] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°20, p. 614.

Cependant, cette complémentarité des publications ne peut pas être considérée comme le résultat d'un processus concerté et uniforme. En effet, comme nous avons pu le voir précédemment, l'utilisation des samizdats est hétérogène en fonction des villes et même des groupes, et cela s'applique également aux différents types de revues. Eux non plus ne se sont pas développés au même moment et n'ont pas été utilisés de la même manière partout.

Les courbes de la figure suivante présentent l'évolution du nombre de publications pour chaque type de revues au cours de la période 1971-1990.



480

À la lecture de ce graphique, on s'aperçoit que les trajectoires sont tout d'abord assez différentes au début de la période. On remarque ainsi que les premières revues éditées sont des revues de communication. Ce résultat n'est pas particulièrement étonnant, dans la mesure où les premières revues sont éditées par des paroisses des Églises évangéliques. Les premières publications correspondent donc à des bulletins paroissiaux par leur forme, mais le contenu n'est pas tourné vers un partage de textes religieux. Il s'agit bien de sujets et de réflexions politiques (en l'occurrence sur la faim dans le monde, l'avortement et le rôle des Églises dans la politique).

On note ensuite que les revues de documentation sont celles qui arrivent ensuite, toujours dans la première moitié des années 1970 (1972 et 1975). Nous pouvons supposer que l'apparition de ce type de revue est en partie influencée par les samizdats littéraires, qui circulent alors déjà sur le sol de RDA et dans les autres pays du Pacte de Varsovie. Parmi, les trois premières revues de documentation, deux sont des compilations de témoignages (*Armes*

[480] *Ibid.*, Figure n° 21, p. 614-615.

Deutschland[481] et *Gabriele Stötzer ? Dabeisein und nicht Schweigen*[482]*).* Le troisième, *Kontakt*[483]*,* et une compilation de textes de différentes natures qui ont pour but d'alimenter le débat autour de l'avortement. Dans cette dernière revue, même si la question peut être politique, elle est traitée sous un angle plutôt religieux, dans un mélange de références aux textes bibliques et de textes argumentatifs dont on ne connait pas l'origine. Ces trois revues ont donc un statut un peu hybride, entre politique et religion, dans une forme qui ressemble aux samizdats littéraires.

La pratique du samizdat évolue de manière importante à partir des premières publications de journaux d'information et d'opinion. La première parution de ce type arrive plus tardivement, en 1980, à l'initiative du groupe *Aktion Lepradorf* qui s'intéresse à la situation sanitaire en Tanzanie, un pays particulièrement touché par la lèpre. En 1981, les premiers journaux périodiques apparaissent, avec d'abord *Der Anstoß* édité à partir du mois de juin par le *KOS* de Naumbourg, puis avec *Streiflichter* en novembre, par l'intermédiaire du groupe de travail sur la protection de l'environnement au sein de l'aumônerie de jeunesse de Leipzig. Les journaux d'information et d'opinion se développent et augmentent sans discontinuer jusqu'en 1989. On remarque en outre que c'est le type de revues qui a connu le développement le plus important, notamment lors des périodes d'essor du samizdat politique. En effet, on observe une forte augmentation du nombre de journaux d'information à partir de 1986, qui se poursuit ensuite de manière régulière jusqu'à un pic en 1989 (31 en 1986, 60 en 1987, 89 en 1988 et 126 en 1989).

Les revues de communication interne, après avoir marqué une période de stabilité tout au long des années 1970, connaissent une première augmentation au début des années 1980. Celle-ci est motivée par les premières publications du centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg, auteur du samizdat *Briefe zur Orientation im Konflikt Mensch-Natur*[484]. Outre le samizdat que nous venons de citer, les revues de communication interne se sont développées tout au long de la période et ont augmenté de manière assez régulière, jusqu'à atteindre un pic en 1988 et 1989 (respectivement 49 et 52 publications). Cette augmentation, bien que moins importante que celle des journaux d'information, a aussi lieu à la fin de la période, ce qui démontre que ces deux types de revues se sont développés au même moment.

[481] *Armes Deutschland*, *Op. Cit.*
[482] *Gabriele Stötzer*, *Op. Cit.*
[483] *Kontakt*, 057/01, *Op. Cit.*
[484] *Briefe zur Orientation im Konflikt Mensch-Natur*, RHG/PS 025/01 et RHG/PS 025/02, *Op. Cit.*

Ce constat n'est pas surprenant dans la mesure où ces deux types de publications sont de nature à suivre la montée en puissance de l'opposition. Plus celle-ci est organisée, plus elle trouve un intérêt dans la circulation des informations et des idées en son sein. Elle est alors aussi davantage en mesure de réagir à l'actualité et de se mobiliser dès que les événements ou les décisions politiques du gouvernement le nécessitent. Dans cette entreprise, les deux types de revues trouvent aussi une forme de complémentarité : pour l'un on informe sur l'actualité et sur les mobilisations de l'opposition, pour l'autre on débat sur l'actualité et on prépare les mobilisations.

Les deux autres types de revues sont ceux qui se sont développés le plus tardivement. En effet, les revues de documentation, qui avaient pourtant fait leur apparition au début des années 1970 ne sont à nouveau produites qu'à partir de 1984, en même temps que les dossiers thématiques. On peut émettre plusieurs hypothèses qui pourraient expliquer cette arrivée plus tardive de ces samizdats : d'une part, dans la mesure où ces revues sont composées soit de compilation de textes, soit de résultats de recherches ou d'enquêtes de terrain, l'opposition politique a eu besoin de temps pour agrandir le réseau qui permet de se procurer des textes. C'est donc à partir du moment où le réseau s'est agrandi et où les contacts avec les mouvements d'opposition des autres pays du bloc de l'Est se sont intensifiés que les possibilités de se procurer des textes ont été plus nombreuses. Alors, à mesure que le réseau s'est structuré, l'opposition a pu diffuser, traduire et reproduire des textes en plus grand nombre.

D'autre part, la question du matériel est centrale. Comme nous l'avons dit, les dossiers thématiques sont plus denses que tous les autres types de revues. Il a donc fallu attendre de disposer de moyens techniques suffisants pour envisager d'éditer des comptes rendus d'enquêtes ou des études chiffrées sur un sujet technique, comme la pollution des eaux ou de l'air. Là encore, ces moyens se sont développés sur la fin de la période, au même moment où l'on observe une augmentation du nombre de dossiers thématiques. La structuration du réseau est une nouvelle fois un facteur essentiel qui a favorisé l'approvisionnement en matériel et qui a ainsi permis à l'opposition de développer de nouvelles formes d'écrits politiques autoédités.

Enfin, si on part du principe que ces deux derniers types de revues sont des compléments de documentation et d'argumentation pour alimenter les journaux d'information et les revues de communication interne, on peut se dire qu'elles sont logiquement arrivées pour soutenir la volonté croissante d'éditer des samizdats politiques. Plus l'opposition politique a voulu se développer et intensifier sa diffusion de samizdats pour conquérir l'espace public, plus elle a eu besoin de textes, de documents et d'enquêtes de terrain pour se donner du crédit et faire évoluer ses idées. Nous confirmerons ou infirmerons ce postulat au regard des données

géographiques par types de revues, qui nous indiqueront quelles sont les villes dans lesquelles chacun d'eux a le plus été édité. En fonction des résultats, nous verrons si la complémentarité entre les catégories de publications transparaît aussi dans leur présence large, ou au contraire restreinte, sur le territoire.

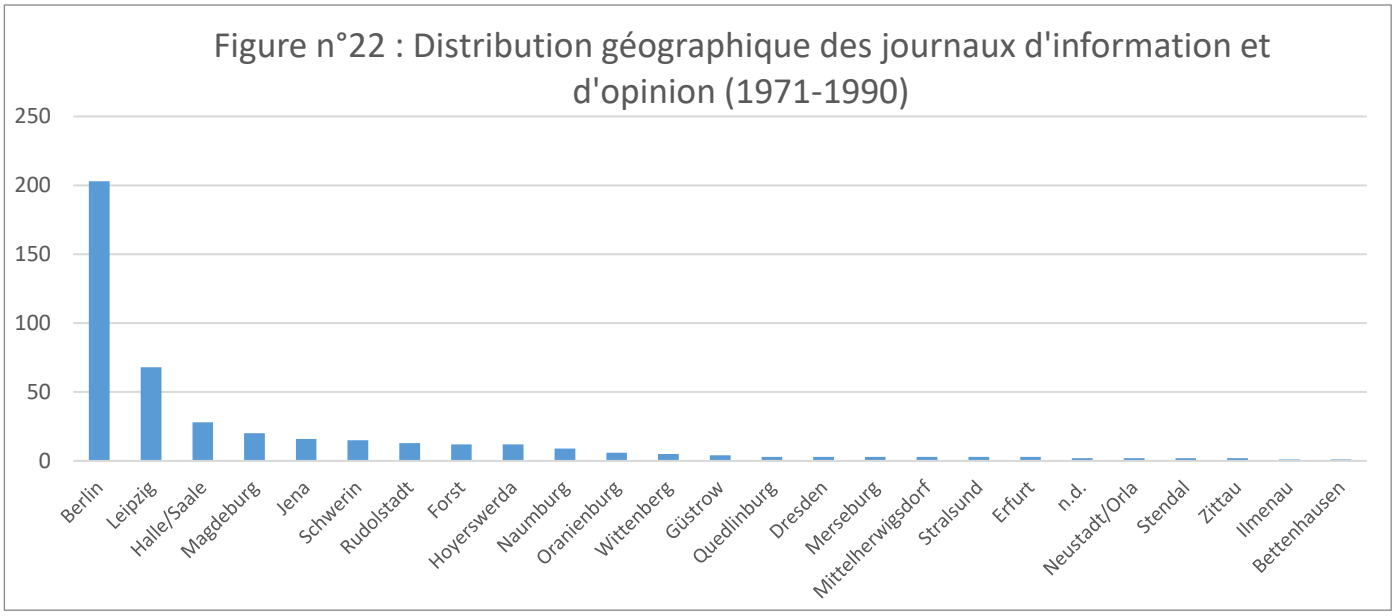
3. Distribution géographique par type de publications

Comme nous avons eu l'occasion de le constater précédemment, les différents types de revues ne se sont pas développés au même moment et à la même vitesse au cours de la période. Ils ne se sont pas non plus développés dans les mêmes villes car ils ont répondu à des besoins divers, qui ont varié en fonction des groupes qui les éditent. Pour poursuivre l'étude quantitative que nous menons, nous croisons à présent les données concernant les lieux de publications avec les données sur les catégories de revues.

Après avoir observé le développement des samizdats politiques dans leur ensemble à travers le pays, il convient désormais d'observer le mouvement de chaque catégorie de publications, afin de déterminer si chacune d'elles présente une trajectoire différente en fonction des villes. À nouveau, les données que nous avons pu tirer de nos travaux nous permettent de constater une hétérogénéité importante quant à la présence de chaque catégorie dans les divers lieux de publication. Si Berlin-Est reste la ville principale dans laquelle tous les types de revues ont circulé, ce n'est pas nécessairement le cas dans les autres villes de RDA. Cela semble indiquer que les besoins et les ambitions des groupes d'opposition y sont différents. Nous nous appuierons sur les résultats présentés ici pour illustrer les dynamiques territoriales que nous étudierons dans la troisième partie de ces travaux.

a) Distribution géographique des journaux d'information et d'argumentation

La figure suivante s'intéresse tout d'abord aux journaux d'information et d'opinion :



485

Comme on peut le constater, c'est principalement à Berlin-Est que les journaux d'information ont été édités. On en relève 203 sur les 439 recensés au total, soit un peu moins de la moitié. On peut également ajouter que ce type de revues a principalement été utilisé dans les grandes villes puisque parmi les villes dans lesquelles on en trouve le plus, on compte six des dix plus grandes villes de RDA (203 revues à Berlin-Est, 68 à Leipzig, 28 à Halle/Saale, 20 à Magdebourg, 16 à Iéna et 15 à Schwerin). À elles seules, ces grandes villes totalisent 350 journaux d'information[486], soit près de 80% du total.

Le samizdat politique qui a pour but d'informer, d'être un contre-pouvoir médiatique, est donc un phénomène qui s'est en majeure partie développé dans les grandes villes. Pour Berlin-Est, ce n'est pas surprenant car les groupes d'opposition ont eu un accès facilité aux informations diffusées sur les radios ou sur les chaines de télévision de RFA[487]. Dans les autres grandes villes, ces journaux se diffusent principalement au sein du réseau d'opposition, et le format s'y prête plutôt bien. Dans la mesure où les revues sont pour la plupart assez courtes, elles se lisent vite et peuvent donc circuler rapidement de la main à la main. Dans des zones dans lesquelles le nombre d'opposants est plus important, ce média est donc efficace et peut d'une certaine façon faire concurrence aux journaux officiels.

Dans de plus faibles quantités, on en trouve également dans des villes moins peuplées, comme à Hoyerswerda (12), qui entre dans la catégorie des « grandes villes », ou encore

485 Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°22, p. 615.
486 Nous précisons que deux journaux d'information n'ont pas pu être localisés.
487 « Wir tun als gäbe es Pressefreiheit », dans : Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit*, *Op.Cit.*, p. 138.

Rudolstadt (13) et Forst (12), qui sont quant à elles des « villes moyennes » comprenant entre 20 000 et 50 000 habitants. Dans ces localités, ce n'est pas la densité du réseau d'opposition qui favorise la diffusion de journaux d'information mais l'implication des paroisses, parfois dans leurs propres initiatives, et d'autres fois en soutien des initiatives d'opposants politiques. Le travail d'édition des revues y est centralisé autour de ces paroisses. À Forst, c'est le groupe pacifiste œcuménique qui édite le journal *Aufbruch*. À Rudolstadt, *Friedensreader* est édité par l'aumônerie de jeunesse luthérienne. Enfin à Hoyerswerda, l'édition de *Grubenkante*[488] est assurée par un groupe de travail sur l'environnement et la paix au sein de la paroisse du quartier de Neustadt. Un détail important réside dans le fait que ce groupe devienne indépendant à partir de 1990. Même si nous ne sommes pas en mesure de le confirmer pour toutes ces villes, l'indépendance tardive du groupe d'Hoyerswerda laisse penser que ces journaux sont édités par des opposants dont l'activité et couverte par la paroisse. Dans cette ville au moins, on peut en conclure que comme dans les métropoles, le travail d'information est principalement porté par des groupes politiques, à la différence près que le réseau n'est pas suffisamment important dans ces villes pour être actif en dehors de la protection des Églises.

Enfin, on note que des journaux ont aussi été édités dans des plus petites villes, et notamment dans des villes de moins de 10 000 habitants, comme à Mittelherwigsdorf et Bettenhausen. Dans les deux villes, les revues sont éditées en 1989 et sont le résultat de l'influence du réseau d'opposition dont les pratiques se sont diffusées dans tout le territoire. La première d'entre elle en est la preuve puisqu'il s'agit d'un numéro de *Grenzfall*[489], qui comme nous l'avons vu, était initialement édité à Berlin-Est. Le premier numéro de l'année 1989 est édité à Bettenhausen, avant de repartir à Berlin-Est au mois de juin. Pour ce qui est de la revue *Lausitzbotin*[490], éditée à Mittelherwigsdorf, il s'agit visiblement d'un début d'initiative qui n'a pas trouvé de suite puisque seuls trois numéros de ce journal consacré à l'écologie, à la paix et à la justice sociale ont été édités. En revanche, dans la mesure où Mittelherwigsdorf est une ville située aux frontières avec la Tchécoslovaquie et la Pologne et où elle ne se trouve qu'à quelques kilomètres de Zittau et de Dresde où des journaux circulent également, on peut dire que le réseau d'opposition a là encore pu jouer un rôle important. D'une part, des revues éditées à Dresde, où l'opposition politique est particulièrement active, ont pu transiter par cette petite

[488] Grubenkante - Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus, S.35.1 à S.35.9, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V. ; RHG/PS 048/02 à RHG/PS 048/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Hoyerswerda, 1989-1990.
[489] *Grenzfall*, RHG/PS 047/17, *Op. Cit.*, mai 1989.
[490] Lausitzbotin - Podium für Umwelt-, Friedens-, und Gerechtigkeitsfragen, RHG/PS 064, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft : S. 48.2 et S.48.3, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Mittelherwigsdorf, février-novembre 1989.

ville, ce qui a inspiré d'autres opposants pour mener ce type d'initiatives. D'autre part, la proximité avec deux autres pays dans lesquels l'opposition politique est particulièrement active, notamment dans l'édition de samizdats, a certainement favorisé la circulation d'informations, de textes, et aussi de la pratique.

Toutefois, la diffusion de journaux d'information et d'opinion y est restée marginale puisque dans les petites villes, on ne recense qu'entre une et trois publications sur l'ensemble de la période. Il semble que le média y soit moins efficace, là où les groupes d'opposition sont certainement moins nombreux et donc où la circulation de la main à la main ne peut se faire que dans des cercles encore plus restreints qu'ailleurs. En revanche, le fait d'essayer de diffuser ces journaux dans des petites villes est intéressant, car conscients des moyens de diffusion limités au sein de l'opposition, l'objectif a certainement davantage consisté à informer les habitants, et de s'imposer comme un média local qui lutte contre la désinformation.

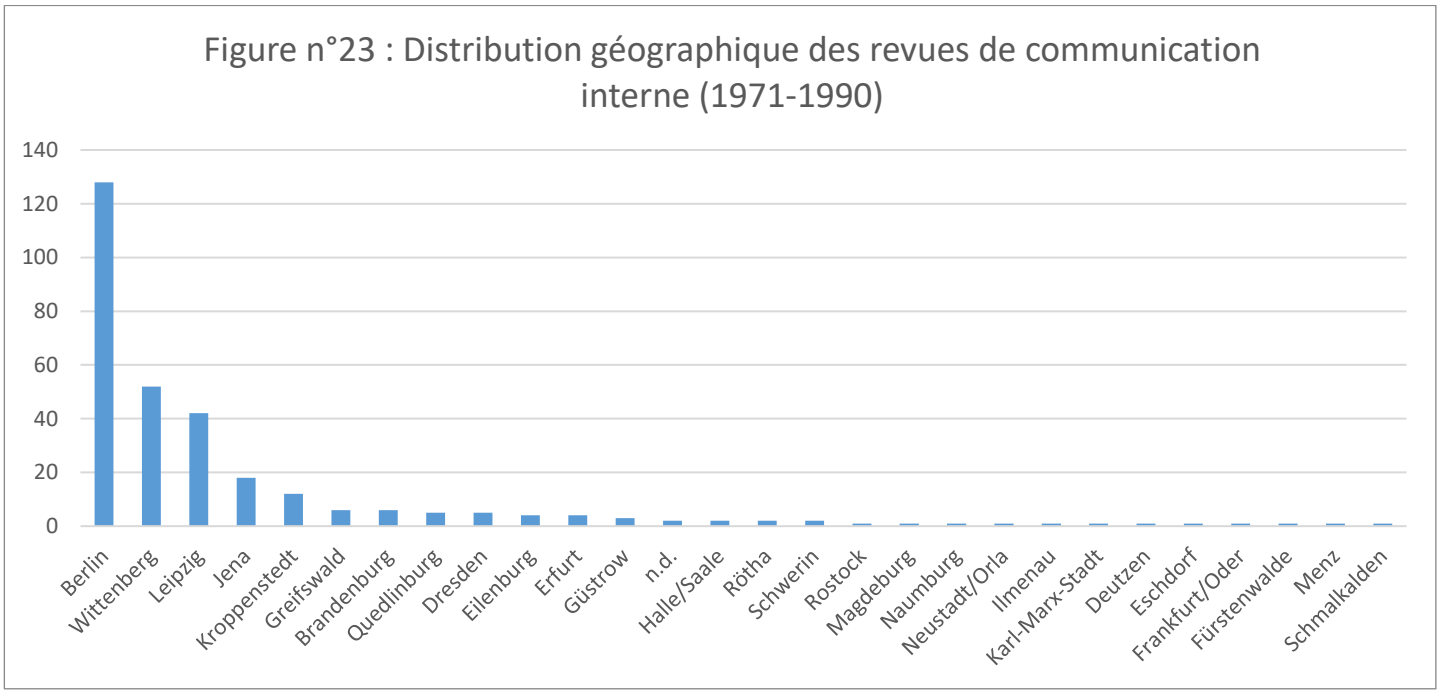
En observant les données de manière plus globale, on s'aperçoit que les journaux d'information et d'opinion ont circulé dans un grand nombre de villes. On en recense en effet 24. Leur circulation s'est donc appuyée sur le réseau politique, notamment pour parvenir à s'installer dans des petites villes donc l'activité éditoriale n'a commencé qu'à la fin de la période étudiée, en 1988 ou 1989. Ce nombre important de villes différentes démontre en outre que c'est un support important pour l'opposition, car il permet de faire circuler de l'information non contrôlée par l'État. Cela représente l'une des activités fondamentales de l'opposition politique est-allemande afin de retrouver sa liberté d'expression et de redonner de la liberté d'accès à l'information aux autres citoyens. Pour que ce travail soit efficace, il faut qu'il puisse couvrir le terrain le plus vaste possible, et donc se diffuser dans un maximum de villes à travers le pays.

Toutefois, les journaux d'information ne sont pas les samizdats politiques qui ont circulé dans le plus grand nombre de villes. C'est en revanche ce qui caractérise les revues de communication auxquelles nous nous intéressons à présent.

b) Distribution géographique des revues de communication interne du réseau de l'opposition

L'une des caractéristiques principales des revues de communication est sa circulation intensive au sein du réseau des Églises évangéliques, et plus particulièrement des paroisses engagées sur des sujets politiques ou aux côtés des groupes politiques d'opposition. Ce réseau est plus structuré, plus identifiable aussi car il s'inscrit dans une institution religieuse influente

et implanté dans toutes les villes de RDA. C'est ce qui explique le fait que cette catégorie de revues circule dans le plus grand nombre de villes, comme le montre la figure suivante :



491

Comme on peut le constater, les revues de communication interne circulent dans 27 villes différentes à travers la RDA. Une nouvelle fois, comme pour les journaux d'information, c'est à Berlin-Est qu'elles ont le plus été éditées, avec 128 publications. Le profil des villes concernées est cette fois assez différent, car elles n'ont pas été éditées essentiellement dans les métropoles, contrairement à la première catégorie de revues que nous avons étudiée. On remarque par exemple que la deuxième ville dans laquelle on en trouve le plus est Wittenberg, avec 52 publications. D'autres villes, de taille moyenne, voire petite font également partie des lieux les plus importants de la production de revue de communication interne, parmi lesquelles Kroppenstedt (12 publications), Greifswald (6) et Brandenburg (6). Seules Berlin-Est, Leipzig (42), Iéna (18) et Dresde (5) se démarquent parmi les métropoles dans lesquelles ces revues sont éditées.

Contrairement aux journaux d'information qui sont souvent édités par des groupes fondés autour d'un sujet politique, les revues de communication interne résultent principalement des travaux de groupes hébergés par des paroisses des Églises évangéliques, voire par les paroisses elles-mêmes. C'est le cas dans les grandes villes comme à Wittenberg, Greifswald ou Brandenburg. Il faut noter par ailleurs que le groupe qui en publie le plus sur

[491] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°23, p. 616.

l'ensemble de la période est le centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg. Dans les villes moyennes ou petites, comme Brandenburg, Greifswald, Eilenburg, Quedlinburg, ou encore Rötha, ce sont aussi les paroisses des Églises qui publient les revues, mais dans des proportions plus réduites.

Dans les métropoles en revanche, on note une hétérogénéité plus importante concernant les groupes qui éditent les revues. À Berlin-Est, Leipzig, Iéna ou bien Dresde, on remarque certes la présence de groupes paroissiaux, parmi lesquels le groupe pacifiste de l'Église évangélique des samaritains et la paroisse confessionnelle à Berlin-Est, l'aumônerie de jeunesse luthérienne à Leipzig, ou encore la communauté de travail pour la paix des districts ecclésiastiques de Dresde, mais certaines revues émanent aussi d'autres types de groupes. En effet, certaines Églises hébergent des initiatives collectives pour lesquelles des groupes de travail (*Arbeitskreise*, aussi nommés *AK* dans la base de données) se forment autour de thématiques précises. Ces groupes de travail donnent lieu à des publications samizdats. On y trouve principalement des comptes rendus de discussions, des textes argumentatifs ou revendicatifs, ou même des informations sur des initiatives organisées par l'opposition autour de la thématique en question, de sorte à ce que les groupes d'opposition qui se mobilisent sur le sujet puissent communiquer, ou au moins savoir ce que chacun fait. L'exemple le plus caractéristique est celui de la revue *Frau Anders*[492] éditée à Iéna par un groupe de femmes lesbiennes qui participe au groupe de travail « *Homosexuelle Liebe* » [amour homosexuel], au sein de la paroisse étudiante évangélique d'Iéna.

Enfin, quelques revues sont aussi éditées par des groupes politiques thématiques qui, pour certains, éditent aussi des journaux d'information. C'est le cas à Berlin-Est, avec une revue publiée par le réseau *Arche*[493], et à Leipzig avec la publication des *Frauenblätter*[494] par l'association indépendante des femmes (*Unabhängiger Frauenverband* – UFV). Là encore, ces initiatives de groupes autonomes sont plus tardives. Il est donc probable que des groupes politiques aient aussi été engagés plus tôt dans l'édition de revues de ce type, mais pour le compte des paroisses, bénéficiant ainsi d'un cercle de lecteurs important.

Comme on peut s'y attendre en raison de leur importance pour faire vivre le débat au sein de l'opposition, les revues de communication interne sont en quelque sorte le reflet de l'organisation de l'opposition politique en RDA. Au début de la période, elles circulent principalement dans les grandes villes, à l'initiative de quelques paroisses influentes et engagés

[492] *Frau Anders*, RHG/Z/204 à RHG/ZE/3/277, *Op. Cit.*
[493] *Arche Nova*, RHG/PS 009/01,1er juillet 1988.
[494] *Frauenblätter*, RHG/ZE/3/279 à RHG/ZE/3/259, *Op. Cit.*

sur des questions politiques. Elles se répandent ensuite progressivement sur le territoire grâce à l'engagement d'autres paroisses qui suivent également le mouvement, permettant ainsi à certains groupes – notamment ceux des plus petites villes – de mener des actions à faire connaitre aux autres paroisses du réseau et aux opposants qui les fréquentent. Dans les métropoles et les grandes villes, leur circulation est aussi favorisée par la forte densité de groupes d'opposition et d'opposants qui s'entraident et communiquent entre eux par cet intermédiaire. La proximité de certains groupes d'opposition avec des paroisses permet l'élargissement des cercles de lecteurs, ce qui a pour effet de favoriser encore un peu plus la circulation des informations au sein d'un réseau qui se structure peu à peu.

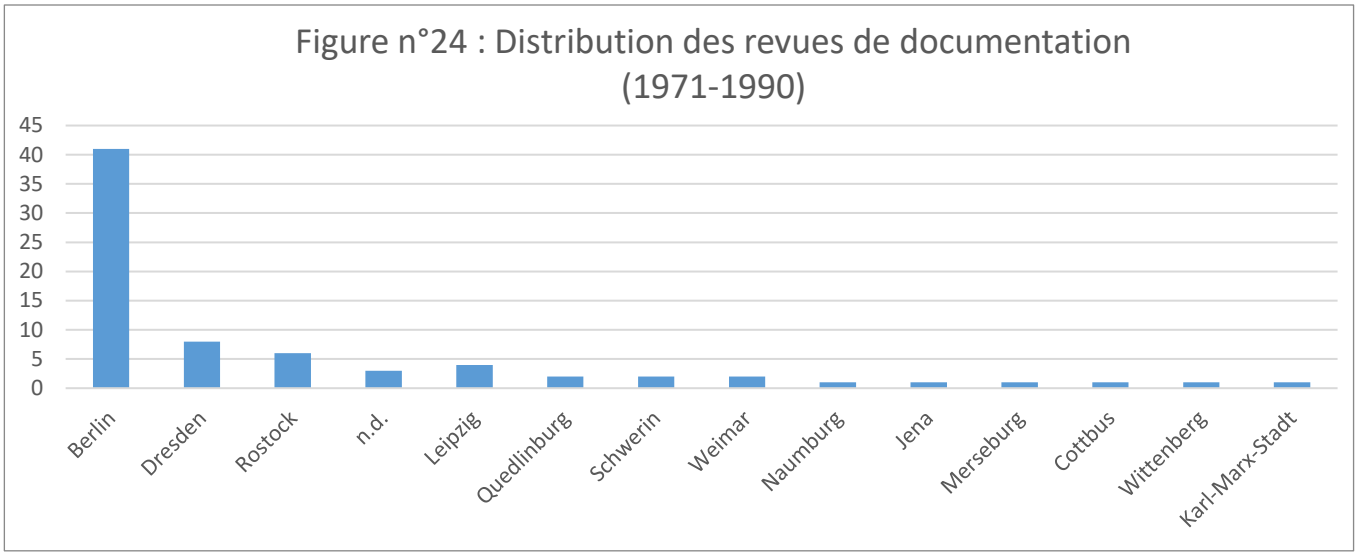
Les revues de communication interne témoignent du rôle essentiel que les Églises évangéliques ont joué dans la diffusion de la pratique de l'autoédition à travers le territoire de RDA, et par extension dans la structuration progressive du réseau politique. Le nombre de revues de communication observé dans les villes moyennes et petites en atteste, puisque sans l'efficacité de ce réseau, le samizdat aurait eu encore davantage de difficultés à toucher d'autres villes que des métropoles, en dehors de quelques initiatives personnelles risquées pour tenter de favoriser la circulation des textes.

c) Distribution géographique des revues de documentation

Après nous être attardé sur les revues présentant le plus de publications et donc ayant le plus circulé à travers le territoire, nous nous intéressons à présent aux revues de documentation, qui ont elles aussi favorisé la circulation de textes, mais dans des proportions moins importantes, et par un réseau plus hétérogène. Elles sont en effet éditées aussi bien par des groupes paroissiaux que par des groupes politiques autonomes, en fonction des besoins du réseau quant au traitement des sujets d'actualité, ou bien des références idéologiques ou littéraires pouvant alimenter les débats ou faire évoluer les idées de l'opposition.

Comme la figure suivante le démontre, elles ont été produites dans un nombre plus limité de villes. Nous en comptons 13. Pour les 74 publications recensées[495], la figure montre leur distribution géographique sur l'ensemble de la période :

[495] Trois revues de documentation n'ont pas pu être localisées. La première s'intitule *Ernest Mandel. Die Kriegsgefahr un Kampf für den Sozialismus.* La revue est une traduction de textes originaux en anglais de l'écrivant trotskyste Ernest Mandel, par le groupe politique *Demokratische SozialistInnen*. La seconde est une revue dont nous avons déjà eu l'occasion de parler précédemment, à savoir *Gabriele Stötzer. Dabeisein und nicht Schweigen 1977.* La troisième est *Total tote Hose – 12 bockstarke Märchen*, un recueil de poèmes reproduits par Klaus Kitschera et Uta Claus.



[496]

Comme pour les autres types de revues, c'est à Berlin-Est que le plus grand nombre de revues de documentation est édité. Nous en relevons 41. Dans les autres villes, le phénomène est assez marginal puisqu'on en dénombre 8 à Dresde, 6 à Rostock, 4 à Leipzig, 2 à Schwerin et à Weimar, et 1 à Quedlinbourg, Naumbourg, Karl-Marx-Stadt, Merseburg, Cottbus et Wittenberg.

On note que parmi ces revues, certaines s'inscrivent dans des publications périodiques. C'est le cas de *Friedensnetz*[497], éditée d'abord à Rostock entre 1984 et 1985, puis à Schwerin en 1986. Les 4 premiers numéros, tous édités à Rostock, ainsi que le premier qui a été édité à Schwerin sont des revues de documentation. Le samizdat devient ensuite un journal d'information et d'argumentation à partir de 1987.

D'autres samizdats non périodiques mais comportant plusieurs numéros font partie de cette catégorie, comme *Fanal*[498], une revue anarchiste éditée par les membres de la *Kirche von Unten* de Berlin-Est. On y trouve des textes importés de natures différentes, comme des textes littéraires de l'écrivain italien Errico Malatesta et de l'écrivain allemand Erich Mühsam, ou encore des articles tirés du journal anarchiste genevois « Égalité » sur la formation politique de Mikhaïl Bakounine. On relève également l'existence d'un recueil de contes pour enfants intitulé *Total tote Hose – 12 bockstarke Märchen*[499].

Il convient également de mentionner le samizdat féministe *Lila Band*[500], édité à Dresde et qui donne lieu à 6 publications entre février 1987 et novembre 1989. Dans cette revue, on

[496] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°24, p. 617.
[497] *Friedensnetz* , RHG/PS 041/01 à RHG/PS 041/04, *Op. Cit.*
[498] *Fanal*, RHG/PS 037/02 à RHG/PS 037/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1988.
[499] *Total tote Hose – 12 bockstarke Märchen*, RHG/PS 105, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 1988.
[500] *Lila Band*, RHG/ZE/3/302 à RHG/ZE/3/307, *Op. Cit.*

trouve des compilations de textes ou de dessins réalisés par des femmes ou des hommes, au sujet de la condition féminine en RDA.

Enfin, certaines revues de documentation sont des samizdats politiques d'un seul volume. Il s'agit souvent de publications denses qui documentent un sujet précis, ce qui fait qu'on pourrait les associer à des dossiers thématiques. C'est par exemple le cas de *Gedächtnisprotokolle – Tage und Nächte nach dem 7. Oktober in Berlin*[501] et de *Ich zeige an – Berichte von Betroffenen zu den Ereignissen am 7. und 8. Oktober 1989 in Berlin*[502], ou encore de *Torsten Heyme – Gesprächen mit Jugendlichen*[503]. Les deux premiers sont des compilations de témoignages de victimes de la répression policière lors des manifestations des 7 et 8 octobre 1989 à Berlin-Est. Quant au troisième, c'est aussi une compilation de témoignages, cette fois suite à une sorte de micro-trottoir effectué par l'opposant berlinois Torsten Heyme qui a interrogé des dizaines de jeunes sur leur mal-être dans un État de dictature et de répression policière. Dans un autre registre, le samizdat *Wahlfall 89 – Eine Dokumentation*[504] est une revue qui répertorie tous les documents produits par l'opposition pour prouver les fraudes électorales constatées au cours des dépouillements des élections communales de mars 1989. Ici aussi, il s'agit d'une compilation de textes non commentés, qui permettent d'alimenter les autres revues produites par l'opposition, ou simplement de documenter les arguments et les revendications de cette dernière.

Le fait que ce type de revues se soit davantage développé à Berlin-Est que partout ailleurs en RDA peut s'expliquer par deux facteurs. D'une part, le réseau de l'opposition étant plus dense à Berlin-Est que dans les autres villes, on peut supposer que le besoin de produire des revues de documentation pour alimenter les journaux d'information et d'argumentation y est aussi plus important. D'autre part, les possibilités de se procurer des documents à Berlin-Est sont plus nombreuses que dans les autres villes, du fait de la proximité avec la frontière de la RFA, et donc de la possibilité pour le réseau venant de l'Ouest de passer des documents en fraude par la frontière. Le samizdat est donc un moyen de faire circuler ces textes – pour la plupart interdits – comme les samizdats littéraires le permettent pour les textes littéraires dans l'ensemble du bloc soviétique.

---

[501] *Gedächtnisprotokolle - Tage und Nächte nach dem 7. Oktober – Berlin*, RHG/PS 045, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1989.
[502] *Ich zeige an – Berichte von Betroffenen zu den Ereignissen am 7. und 8. Oktober 1989 in Berlin*, RHG/MBi 016, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1989.
[503] *Torsten Heyme – Gesprächen mit Jugendlichen*, RHG/PS 049, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1988.
[504] *Wahlfall 89 – Eine Dokumentation*, RHG/PS 115, *Op. Cit.*

Toutefois, au vu de la période tardive pendant laquelle les revues de documentation se sont développées[505] et du faible nombre de publications qu'elles représentent, on peut dire que ce phénomène est resté marginal, ou au moins qu'il n'a été qu'un complément aux autres types de revues. Elles ont *a minima* permis aux documents de se diffuser plus efficacement, au sein d'un réseau qui pourrait à son tour les diffuser plus largement, et d'être réutilisés aux bénéfices d'autres types de revues dont la circulation est rendue plus simple par le format et par le nombre de groupes engagés dans leur édition. De ce point de vue, il n'est pas étonnant de trouver des revues de documentation dans des villes dans lesquelles circulent des journaux périodiques d'information ou des revues de communication. En revanche, dans les autres villes, cette justification semble moins évidente. Ce type d'initiatives sont plus isolées et sont des publications qui résultent davantage d'opportunités ou d'un intérêt particulier d'un groupe pour un sujet qu'il souhaite documenter. C'est ce que l'on observe par exemple à Naumburg, où une documentation permettant d'appuyer l'intérêt d'instaurer un service civique pacifiste est éditée. À Quedlinbourg, le centre évangélique pour la jeunesse édite des compilations de micros-trottoirs réalisés sur des sujets d'actualité.

Bien que ces deux exemples soient édités dans des villes dans lesquelles peu de samizdats circulent, on peut dire qu'elles s'inscrivent tout de même dans la dynamique du réseau d'opposition. En effet, la revue consacrée au service civique contribue à un débat important de la *Friedensbewegung*, sur une revendication autour de laquelle l'opposition débat partout en RDA. Les micros-trottoirs proposent quant à eux une autre manière de traiter l'actualité. Au-delà de la complémentarité des sujets abordés dans les différentes revues, on peut donc constater que cette complémentarité peut aussi se mesurer à l'échelle des lieux de publication, preuve que tout ne s'organise pas autour des villes qui publient des journaux d'information.

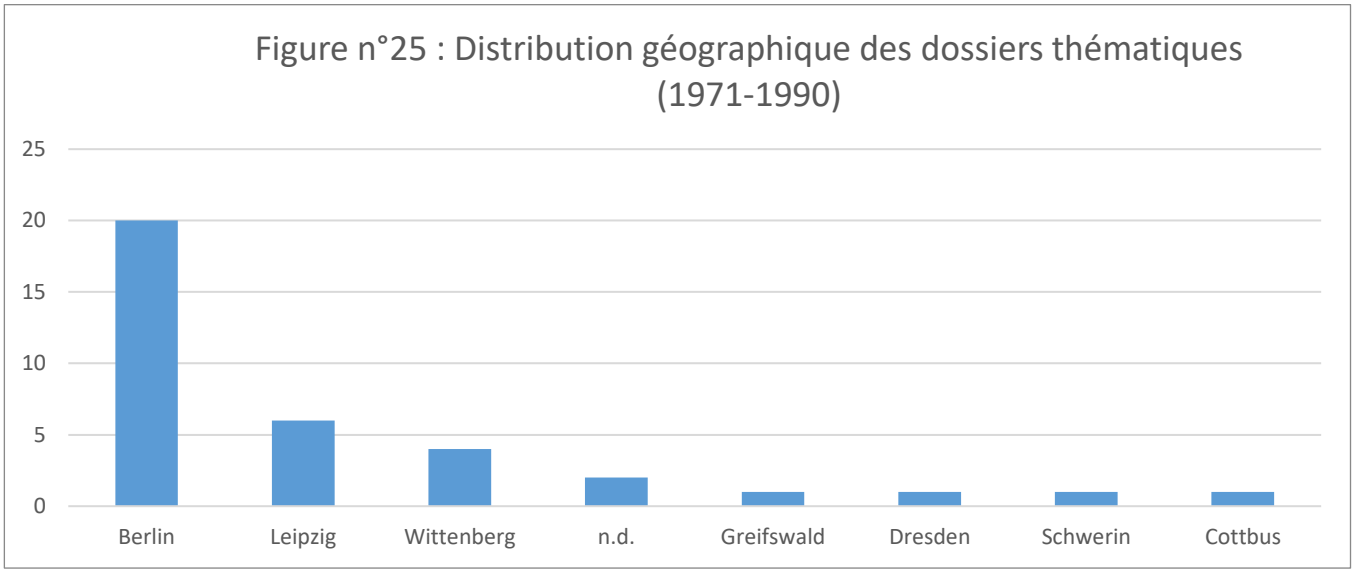
Ce constat ne peut cependant pas nécessairement être appliqué aux dossiers thématiques, dernière catégorie de publication à laquelle nous nous intéressons à présent.

d) Distribution géographique des dossiers thématiques.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, les dossiers thématiques, moins nombreux que les autres types de revues, sont le plus souvent le fruit d'un travail d'enquête, de documentation et de démonstration. Ils sont dans la majorité des cas édités par des groupes

[505] Cf. Annexe n°4, figure n°21, p. 614-615.

politiques ou par des structures religieuses influentes, en appui des revues journaux d'information ou des revues de communication. La figure suivante montre la distribution géographique des 36 dossiers thématiques recensés dans nos travaux[506] :



[507]

Ce que nous avons observé précédemment se reproduit à nouveau pour ce type de revues : c'est encore à Berlin-Est que les dossiers thématiques sont principalement édités. On en trouve 20 dans la capitale est-allemande, contre 6 à Leipzig, 4 à Wittenberg, et 1 à Dresde, Greifswald, Schwerin et Cottbus.

Comme nous l'avons montré dans la figure n°21[508], les dossiers thématiques se développent de manière significative à partir de l'année 1987. Il n'est donc pas étonnant de voir que la ville dans laquelle ils sont le plus édités soit Berlin-Est, déjà car c'est aussi à ce moment-là que le nombre de samizdats augmente globalement dans la capitale est-allemande, et aussi car c'est à cette période que de grands centres de production de samizdats politiques y voient le jour. Nous pensons à la *Umwelt-Bibliothek*, qui comme nous l'avons dit, possède des moyens importants et centralise la production d'un nombre importants de samizdats de divers groupes berlinois. Justement, l'édition de dossiers thématiques impose de disposer de moyens techniques importants car ce sont des revues denses (parfois plus de 100 pages). Les groupes qui les éditent sont donc des groupes qui sont bien intégrés dans le réseau transnational et qui bénéficient par ce biais de possibilités de se procurer du matériel correspondant à leurs

[506] Deux dossiers thématiques n'ont pas pu être localisés : un numéro de *Fanal* (RHG/PS 037/01) et un dossier sur l'agriculture intitulé *Agrarwirtschaft und Umwelt* (Cl. 36).
[507] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°25, p. 617.
[508] Cf. Annexe n°4, Figure n°21, p. 614-615.

initiatives. En plus de la *Umwelt-Bibliothek*, on trouve ainsi la rédaction des *Radix-Blätter*, dont l'imprimerie a largement été alimenté par le réseau, nous y reviendrons ultérieurement.

Les dossiers thématiques nécessitent en outre d'être produits dans un espace géographique dans lequel il y a une forte activité politique. Au vu du format, la circulation de la main à la main est moins facile que pour des revues de quelques pages. Ils circulent donc le plus souvent dans des événements organisés par l'opposition au cours desquels on peut s'échanger des textes. Leipzig est de ce point de vue une ville qui favorise leur diffusion, d'où la présence de cette ville sur la figure précédente, bien qu'on y trouve moins de publications qu'à Berlin-Est.

La présence de paroisses influentes et actives sur le plan politique est aussi un terrain favorable à la production de dossiers thématiques puisque celles-ci accueillent des événements organisés par des opposants, ou bien sont simplement des lieux dans lesquels les opposants politiques peuvent se réunir plus librement. De ce fait, le matériel de documentation et d'argumentation peut être partagé et lu. Cela explique la présence de ce type de samizdats politiques à Wittenberg, où le centre de recherche ecclésiastique est particulièrement actif.

Pour les quatre autres villes dans lesquelles ces revues sont présentes, on remarque que les paroisses évangéliques sont à chaque fois impliquées (à l'exception de la revue éditée à Cottbus[509] pour laquelle nous n'avons pas pu identifier le groupe d'édition). Toutefois, les groupes d'édition semblent bénéficier de moyens techniques plus limités, puisque les samizdats édités sont moins denses et comprennent entre 11 et 31 pages, ce qui est bien inférieur à la moyenne du nombre de pages par dossier thématique. En plus du réseau plus limité dans ces villes, les moyens eux aussi plus limités expliquent certainement le faible nombre global de dossiers thématiques.

Au vu des différences importantes que nous venons de développer au sujet de chacun de ces types de samizdats politiques, il semble que la définition d'une catégorisation des samizdats politiques soit pertinente. Ces quatre types de publications sont différents sur plusieurs points : dans l'intention d'abord puisque chacun est édité dans un but différent, bien qu'ils soient tous complémentaires. Ils sont aussi différents dans la forme, en atteste l'écart significatif qu'il existe entre chacun d'eux en termes de densité. Enfin, ils présentent des différences sensibles pour ce qui concerne leurs espaces de production et de diffusion.

Pour poursuivre et étayer l'analyse en cours, nous nous attardons à présent sur la question des thématiques abordées dans les samizdats politiques. L'étude de leur répartition

[509] *Depressionen einer Landschaft - Erlebnisse, Erfahrungen und Fakten. Eine Studienfahrt in Brankohlegebiete des Bezirkes Cottbus*, RHG/PS 027, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Cottbus, 1988.

quantitative et géographique, de leur évolution dans le temps ainsi que de leur éventuel lien avec chaque type de samizdat nous permettra de dégager de nouvelles tendances et des hypothèses qui seront discutées dans la troisième partie de ces travaux.

D. Distribution thématique des publications

Parmi les données que nous avons choisi de traiter, la distribution thématique des samizdats politiques est un enjeu important de nos travaux. Comme nous avons eu l'occasion de le dire, l'opposition politique est-allemande se caractérise par une structuration lente et par un réseau qui ne dispose pas, au moins jusqu'au milieu des années 1980, d'un groupe moteur à sa tête. Cela se reflète en quelque sorte dans les publications politiques autoéditées. Comme pour les initiatives de l'opposition, les publications se font en ordre dispersé : d'une part, elles sont le fruit d'initiatives d'un nombre important d'individus et de groupes différents, qui travaillent parfois ensemble, mais pas toujours, nous y reviendrons. Ensuite, on vient de le voir, elles sont éditées dans 40 villes différentes et elles sont de natures très différentes en fonction des villes, voire même au sein d'une même ville.

Cette dispersion se lit aussi dans la variété des thématiques abordées dans les samizdats politiques. Sur l'ensemble de la période, nous en avons dénombré 24, en comptant le cas spécifique des revues généralistes, qui traitent donc de plusieurs sujets, sans thématique dominante. À première vue, on peut dire que ce morcellement thématique est le signe d'un manque d'unité entre des groupes d'opposition qui ne parviennent pas à se rassembler autour d'une cause unique qui structurerait le mouvement d'opposition. Comme les groupes de RDA font partie de mouvements politiques plus larges, transnationaux, parmi lesquels le mouvement pacifiste, le mouvement écologiste, mouvement pour les droits de l'homme et le mouvement de défense des pays du tiers-monde, nous pouvons formuler l'hypothèse que c'est dans ces sujets que les groupes d'opposition trouvent le fondement de leur mobilisation et donc de leurs publications. Mais comme nous allons le constater, les sujets de mobilisation de l'opposition est-allemande dépassent ces thématiques, et se diversifient même au fil des années.

Bien plus qu'un manque d'unité, le morcèlement thématique pourrait aussi bien être interprété comme un signe de la capacité de l'opposition à se mobiliser et à construire des revendications sur un large spectre de sujets. C'est donc peut-être un élément qu'il faut analyser comme une spécificité positive de ce mouvement, qui s'empare de tous les sujets sociétaux qui lui paraissent importants, y compris ceux qui dépassent l'échelle nationale, pour agir en faveur

d'une société plus juste, plus soucieuse de l'environnement et du respect des libertés individuelles.

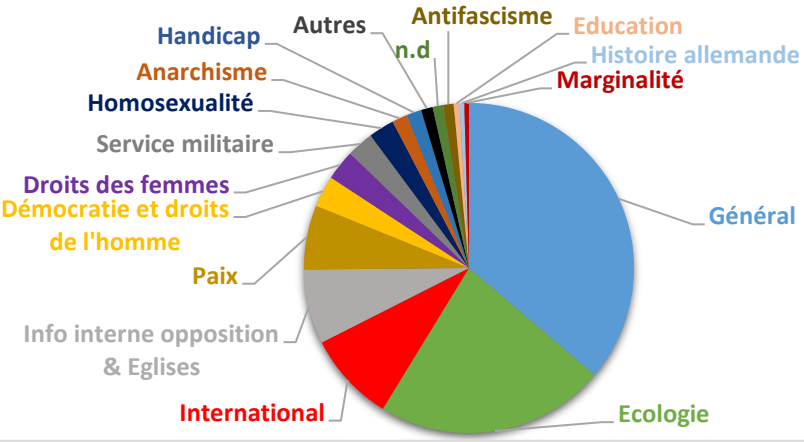
Les centres d'intérêt et de mobilisation des groupes varient, d'une part en fonction de l'actualité, et d'autre part en fonction du lieu d'édition des samizdats, nous venons de le voir, selon le contexte politique local ou les événements organisés par le réseau. Avant de développer ce dernier point au moment d'étudier les dynamiques locales de l'opposition, nous nous intéressons ici dans un premier temps aux thématiques abordées dans les différentes publications au cours des périodes chronologiques définies précédemment. Nous utiliserons des diagrammes circulaires pour présenter nos données. Ils nous permettront de montrer quelle importance revêt chaque thématique dans l'activité éditoriale de l'opposition.

Dans un souci de lisibilité des diagrammes, nous précisons que toutes les thématiques qui ne sont traitées qu'une ou deux fois sont toutes rassemblées sous l'intitulé « autres ». Pour chaque diagramme, nous préciserons en appels de note quelles sont les thématiques rangées sous cet intitulé.

1. Distribution thématique des samizdats politiques édités entre 1971 et 1990

Avant d'entrer dans le détail de la distribution thématique des publications en fonction des périodes que nous avons définies précédemment, la figure suivante présente la distribution des 24 thématiques recensées dans les 878 publications existantes entre 1971 et 1990 :

Figure n°26 : Distribution thématique des publications (1971-1990)



510

[510] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°26, p. 618 : Les thématiques qui ne représentent qu'une ou deux occurrences sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : Prison, Ville, Politologie, Réforme du socialisme, Culture, Sociologie, Vaclav Havel.

Pour la moitié des thématiques recensées, elles ne sont matérialisées que par moins d'une dizaine de publications. Pour les autres, le nombre de publications est plus important. On constate d'abord que deux thématiques se dégagent clairement et sont celles qui sont les plus abordées dans les publications politiques autoéditées : d'une part les revues généralistes, qui traitent de plusieurs sujets politiques (317 publications) et d'autre part l'écologie (197).

Au début de nos recherches, nous étions parti de l'hypothèse que la paix et les droits de l'homme pouvaient être deux thématiques centrales qui motivent l'édition de samizdats politiques. Cela pouvait paraître pertinent, dans la mesure où l'autoédition est elle-même une pratique qui répond à un besoin de s'emparer soi-même de ses droits fondamentaux qui ont été confisqués par le régime. Un autre élément nous qui nous a mené vers cette hypothèse est l'appartenance d'un nombre important de groupes d'opposition est-allemands à la *Friedensbewegung*, un mouvement politique international qui s'organise autour d'une volonté de mettre fin au conflit entre les deux blocs idéologiques afin de retrouver un état de paix durable[511]. À la lecture de ce diagramme, on se rend cependant compte que ce n'est pas tout à fait le cas. En toute évidence, ce ne sont pas les deux thématiques les plus importantes. Elles sont respectivement les 5ème et 6ème sujets les plus traités, avec respectivement 55 et 27 revues éditées.

Il convient tout de même de nuancer ces données, car il faudrait – dans des travaux ultérieurs – s'intéresser plus finement à la thématique abordée dans chacun des articles qui composent les revues, notamment celles qui sont généralistes. Nous ne sommes pour le moment pas en mesure de livrer des données précises car nous avons fait le choix d'une analyse thématique à l'échelle d'une publication complète, mais nous avons constaté au cours de nos lectures qu'un nombre important d'articles sont consacrés à la dénonciation des atteintes aux droits individuels (répression, arrestations arbitraires, décisions de justice excessives…). Nous l'avons vu, c'est aussi l'une des motivations premières de l'édition de samizdats politiques en URSS, comme dans la *Chronique des événements en cours.* Il n'est donc pas étonnant que cela puisse aussi être le cas en RDA, notamment dans les journaux d'information.

La présence importante des revues consacrées à l'actualité internationale (77) constitue une autre preuve de l'intérêt porté par l'opposition aux questions de la paix et des droits de

[511] Simon HALL, *Peace and Freedom – The Civil Rights and Antiwar Movements in the 1960s*, University of Pennsylvania Press, 2006, ; Michael PLOETZ, Hans-Peter MÜLLER (Dir.): *Ferngelenkte Friedensbewegung? DDR und UdSSR im Kampf gegen den NATO-Doppelbeschluß.*, Münster, Lit Verlag, 2004; Philipp GASSERT, *Bewegte Gesellschaft : Deutsche Protestgeschichte seit 1945*, Zeitgeschichte Aktuell, Stuttgart, Kohlkammer, 2018.

l'homme. En effet, les faits d'actualité abordés sont le plus souvent en lien avec le contexte géopolitique, car les revues concernées traitent soit des faits de répression des polices politiques des autres pays du bloc soviétique, soit des conséquences des conflits entre les grandes puissances sur les États du tiers-monde.

Là encore, au début de nos travaux, nous nous attendions à trouver un nombre important de revues consacrées aux actualités internationales, contenant notamment des textes importés d'autres pays. Nous partions du principe que la possibilité de voyager au sein des pays du bloc de l'Est permettrait aux groupes d'opposition de s'intéresser particulièrement aux pays qu'ils avaient la possibilité de visiter relativement facilement. C'est bien le cas, par exemple dans les samizdats *ODER*[512] et *ZRYW* qui sont tous les deux consacrés à la Pologne, dans *Ostkreuz*[513] qui porte sur la politique, l'histoire et la culture roumaine, ou encore dans *Ostmitteleuropa*[514], qui s'intéresse à plusieurs pays d'Europe centrale. Mais ce sont-là les quatre seules revues qui portent sur ces pays. Ce qui est surprenant, c'est donc que la plupart des autres publications dédiées à l'international portent sur des zones géographiques bien moins accessibles pour des citoyens de RDA, comme le Nicaragua dans *Einblick Nicaragua*[515] et *IHN-Post*[516], l'Amérique centrale dans *Einblicke*[517], l'Afghanistan dans un numéro des *Friedrichsfelder Feuermelder*[518], les pays arabes dans *Aspekte aus der islamischen Welt*[519] et la Tanzanie dans *Inform*[520]. Ces zones géographiques occupent 73 des 77 publications recensées pour cette thématique.

L'une des explications que nous trouvons à cela est, nous l'avons dit en introduction, l'implication des Églises évangéliques dans les actions de solidarité pour les pays du tiers monde, au sein du *Dritte-Welt-Bewegung.* En effet, le réseau des Églises est international et dépasse largement les frontières de l'Europe. Dans le cadre de leur engagement contre la faim dans le monde et en faveur des actions de solidarité pour les peuples des États du tiers-monde, les Églises mènent de nombreuses actions et rassemblent de nombreux fidèles autour de ces

[512] *ODER*, RHG/PS 082, *Op. Cit.*
[513] *Ostkreuz - Politik. Geschichte. Kultur*, RHG/PS 084/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, janvier 1989.
[514] *Ostmitteleuropa - Arbeitstexte zu Kultur, Geschichte und Politik*, RHG/PS 085, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, octobre 1989.
[515] *Einblick Nicaragua*, RHG/PS 031/01 à RHG/PS 031/05, *Op. Cit.*
[516] *IHN-Post, RHG/*PS 050/01 à RHG/PS 050/04, *Op. Cit.*
[517] *Einblicke - Informationen über wirtschaftliche, politische und kulturelle Entwicklungen und Zusammenhänge in Mittelamerika*, RHG/PS 032/01 à RHG/PS 032/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin 1989-1990.
[518] *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/04, *Op. Cit.*, mars 1989.
[519] *Aspekte aus der islamischen Welt*, RHG/GH 034/01, *Op. Cit.*
[520] *Inform*, RHG/PS 052/01 à RHG/PS 052/02, *Op. Cit.*, avril 1984 / avril 1986.

causes. La présence de samizdats politiques consacrés à ces sujets n'est donc pas surprenante tant elle mobilise le réseau ecclésiastique.

Tout comme nous avons pu le constater pour ce qui concerne les thématiques des droits de l'homme et de la paix, les articles sur l'actualité des autres pays du bloc de l'Est sont nombreux dans les journaux d'information. Une nouvelle fois, il peut s'agir de dénoncer les faits de répression des objecteurs de conscience un peu partout dans le bloc ou de communiquer sur des procès politiques. Mais de nombreuses informations sont également publiées lorsque l'opposition des autres pays est active. On trouve ainsi de nombreux textes sur les actions de *Charta 77* en Tchécoslovaquie ou de *Solidarnosc* en Pologne. Lorsque l'opposition s'organise et prépare des manifestations de grande ampleur en 1988 et 1989, des textes revendicatifs de ces deux groupes sont traduits puis relayés dans les samizdats politiques, comme pour s'inspirer de leurs réussites.

Au regard de l'implication des paroisses et de la fonction de communication entre les groupes de certains samizdats politiques, il n'est pas surprenant de constater que 64 publications sont dédiées à des informations qui concernent directement le réseau politique ou les Églises. Il est courant de trouver des revues qui sont en fait des comptes rendus de réunions de groupes de travail, ou bien d'autres qui informent sur l'évolution de l'organisation interne d'une paroisse active sur le plan politique.

Une autre donnée qui a pu nous surprendre au moment de l'analyse de notre corpus est celle qui concerne le nombre de samizdats féministes ou qui portent plus globalement sur les droits des femmes. Au total, nous relevons 26 publications dédiées à cette thématique, réparties dans 8 samizdats politiques. Peu de chercheurs se sont jusqu'ici intéressés au sujet[521], ce qui implique que la visibilité de ces samizdats est aujourd'hui assez réduite. Nous relevons aussi 3 samizdats politiques consacrés à l'homosexualité, soit 22 publications au total. Il faut noter que pour l'un d'entre eux, *Frau Anders,* que nous avons choisi de classer parmi les revues sur l'homosexualité, traite de la question des femmes lesbiennes en RDA. Ce samizdat se situe donc à la frontière entre les deux thématiques. Elle représente à elle toute seule 13 publications sur la période.

Le service militaire est un autre sujet important pour les mouvements opposition, car il entre à la fois dans la mobilisation en faveur du respect des libertés individuelles et dans celle du mouvement pacifiste. En effet, la ligne politique antimilitariste, partagée par la totalité des groupes d'opposition, n'est pas compatible avec le discours martial du régime et de ses

[521] Samirah KENAWI, Frauengruppen in der DDR der 80er Jahre, *Op. Cit.*

pratiques militaristes, jusque dans l'éducation des plus jeunes. Le refus de se soumettre à l'obligation d'effectuer un service militaire est un sujet qui génère beaucoup d'actions et de manifestations[522], et cela transparait aussi dans les samizdats politiques, puisque 23 publications y sont consacrées. L'importance de ce sujet pour l'opposition est-allemande s'explique aussi par la proximité de cette opposition avec les Églises évangéliques. Là aussi, l'appartenance religieuse est un facteur important pour motiver l'objection de conscience, est donc le refus de répondre à la politique militariste du régime[523].

Enfin, on remarque la présence de sujets sociétaux, comme le handicap (13 publications), l'éducation (5), l'économie (3), ou encore la politique de la ville (2), de sujets idéologiques, comme l'anarchisme (13), l'antifascisme (9), ou le socialisme (1), ou encore des sujets d'identité sociale, comme la marginalité (4) et l'expérience carcérale (2).

Ces données nous démontrent la diversité des thématiques qui composent notre corpus, et donc des centres d'intérêt et de mobilisation de l'opposition est-allemande. Elles reflètent donc aussi bien le morcellement et le manque d'unité au sein de l'opposition que la force de frappe de l'opposition qui est en mesure d'informer, de se mobiliser et de porter des revendications sur un éventail large de thématiques.

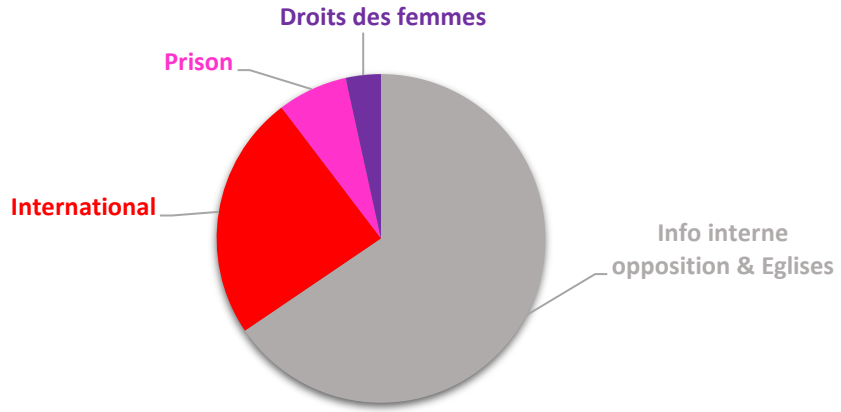
Pour poursuivre l'étude de la distribution thématique des samizdats politiques publiés en RDA, nous poursuivons l'analyse quantitative que nous allons décliner selon les périodes chronologiques que nous avons définies précédemment. Cela nous permettra de constater l'évolution des centres d'intérêt de l'opposition en fonction des périodes définies.

a) Distribution thématique entre 1971 et 1979 : des premières publications tournées vers les préoccupations des Églises et l'expérience carcérale

Sur la période, le corpus est composé de 29 publications. La figure suivante montre leur distribution thématique :

[522] Wolfram BEYER, *Kriegsdienste verweigern – Pazifismus heute*, Humanistischer Verband Deutschlands, 2000, p.13.
[523] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op.Cit.,* p. 133.

Figure n°27 : Distribution thématique (1971-1979)



524

Même si le corpus est restreint sur la période, il donne une indication sur les premiers sujets autour desquels l'opposition a décidé de se mobiliser par l'intermédiaire des samizdats politiques. Grâce à ces données, on s'aperçoit que ce sont tout d'abord les sujets qui intéressent les Églises qui occupent la place la plus importante. D'une part, 19 publications concernent l'actualité du réseau, en l'occurrence celui des Églises. Dans ces revues, des sujets politiques sont abordés, mais ils sont traités à travers un prisme religieux, et à partir de discussions qui ont lieu dans les cadres paroissiaux. D'autre part, 7 revues sont consacrées à l'actualité internationale. Ici, cela concerne les 7 numéros de *INKOTA-Briefe,* tous dédiés à la problématique de la faim dans le monde. Ces publications s'inscrivent, comme nous venons de l'expliciter, dans la mobilisation internationale des groupes religieux auprès des peuples du tiers-monde.

Deux des trois autres publications de la période sont consacrées à l'expérience carcérale. Comme cela a pu être observé dans d'autres pays du bloc soviétique, comme en URSS[525], c'est un sujet moteur au sein de l'opposition. Dans les différents pays dans lesquels il est utilisé, le samizdat est un espace d'expression, de liberté, face à la répression excessive du pouvoir. Il n'est donc pas surprenant de voir que l'expérience carcérale est un sujet qui motive le recours à ce support. Au-delà du contenu et du sujet évoqué par ces deux samizdats, l'important se situe ici dans le cadre dans lequel les écrits clandestins sont produits. Ici, la prison est un lieu dans lequel l'opposant expérimente le degré le plus fort de la répression par la police politique est-allemande. C'est aussi le lieu dans lequel il peut rencontrer d'autres opposants, qui ont connu

[524] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°27, p. 619.
[525] Cécile VAISSIE, *Pour votre liberté et pour la nôtre*, *Op. Cit.*

d'autres formes d'engagements et de mobilisations politiques. Même si nous pouvons supposer que dans les prisons, les opposants politiques ont pu échanger sur leurs expériences politiques et éventuellement sur la pratique de l'autoédition qui est aussi à l'œuvre dans les prisons soviétiques, on peut aussi considérer que la prison est en soi un endroit qui peut favoriser le recours à la clandestinité et au samizdat comme un moyen de s'emparer soi-même d'une forme de liberté[526].

Enfin, pour l'autre revue éditée au cours de la période, on constate qu'elle traite d'un sujet moins attendu pour la période. Elle contribue en outre à la création d'une plate-forme de débat au sein du réseau, ici au sein du réseau des paroisses. En effet, l'un des numéros du samizdat *Kontakt*, édité par le bureau des associations d'étudiants évangéliques de Berlin-Est est consacré à l'avortement, ou plutôt au débat qui entoure la question du droit à l'avortement en RDA. La revue revêt ainsi quasiment la forme d'une dissertation qui donne des arguments pour et contre l'avortement d'un point de vue religieux[527]. Nous pouvons imaginer que cette question fasse effectivement débat au sein des paroisses des Églises protestantes de RDA, comme dans les autres espaces religieux par ailleurs. Cette revue vient donc apporter une contribution au débat. Sa circulation au sein des paroisses permet ensuite de mettre à disposition des autres paroisses ces arguments et ces éléments de réflexion. C'est ici un premier exemple de création d'un espace de débat par l'intermédiaire du samizdat politique, en l'absence de possibilité de débattre de tous les sujets librement.

Les revues éditées au cours de cette période représentent un échantillon peu représentatif des orientations thématiques globales des samizdats politiques mais elles sont tout de même intéressantes à étudier dans la mesure où elles nous donnent des indications importantes sur la mise en circulation des premiers samizdats politiques est-allemands. On peut ainsi confirmer que les premiers samizdats ont été édités dans le but de faire circuler des informations et des arguments au sein d'un réseau identifié, plus précisément celui des Églises évangéliques dans un premier temps. Quelques revues sont aussi éditées pour des cercles politiques moins identifiés, avec des initiatives qui semblent s'inspirer des activités de l'opposition politique d'autres États du Pacte de Varsovie.

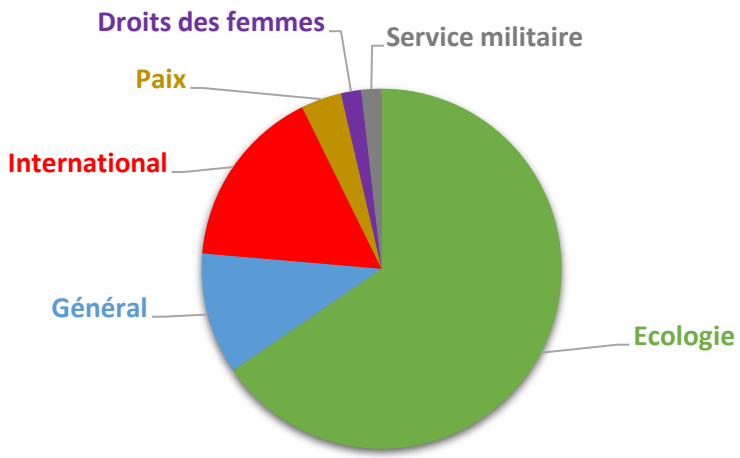
[526] Tobias WUNSCHIK, *Politische Haft in der DDR. Gefängnisse und Haftbedingungen 1949-1989*, Landeszentrale für politische Bildung Thüringen und Bundesstiftung Aufarbeitung, 2018.
[527] *Kontakt*, RHG/PS 057/01, *Op. Cit.*

b) 1980-1983 : le samizdat politique au cœur de l'engagement pour l'écologie

Comme nous l'a montré la courbe d'évolution des samizdats politiques sur l'ensemble de la période, la période qui s'étend de 1980 à 1983 est celle qui voit s'installer une forme de stabilité pour le samizdat politique, notamment grâce à l'engagement d'un nombre plus important de paroisses dans les activités auto-éditoriales.

Sur la période, nous étudions 55 publications. La figure suivante montre leur distribution thématique :

Figure n°28 : Distribution thématique (1980-1983)



[528]

À la lecture de cette figure, on peut constater l'émergence de nouvelles thématiques, qui n'étaient pas présentes au cours de la période précédente. À part les droits des femmes et l'actualité internationale, toutes les autres thématiques sont nouvelles, preuve que l'opposition s'est déjà emparée du samizdat politique pour une palette plus large de sujets.

On constate tout d'abord que l'écologie est la thématique la plus abordée, puisqu'elle fait l'objet de 36 des 55 publications de la période. C'est une donnée qui peut surprendre au premier abord, car même si le mouvement écologiste a occupé une place importante sur la scène politique en RDA, il s'est surtout développé à partir de la seconde moitié des années 1980[529]. Toutefois, dès 1980 et la fondation du parti *Die Grünen* en RFA, l'engagement politique pour l'environnement prend aussi de l'ampleur en RDA. Si quelques actions de plantations d'arbres et autres actions autour des enjeux climatiques sont organisées sporadiquement, certaines institutions religieuses s'emparent du sujet pour en faire un véritable sujet de réflexion sur la

[528] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°28, p. 619.
[529] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1990*, *Op. Cit.*, p. 445-447.

société et l'économie. C'est particulièrement le cas du *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg.

Le mouvement politique s'est ensuite surtout intensifié après la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl. À partir de là, la plupart des mouvements politiques s'est focalisée sur les dangers du nucléaire et sur les alternatives potentielles. Or ici, nous sommes bien avant Tchernobyl, ce qui remet en question le postulat selon lequel l'opposition s'est principalement concentrée sur l'écologie à partir de 1986. Il semble donc qu'il faille dégager d'autres facteurs pour expliquer ce fort intérêt pour les questions écologiques en RDA, nous y reviendrons ultérieurement dans ces travaux. En attendant, nous constatons qu'au cours de cette période, les revues consacrées à l'écologie ont été éditées dans deux villes, Wittenberg et Leipzig. Même si c'est deux villes ne sont pas situées dans le même Land (Leipzig est en Saxe et Wittenberg en Saxe-Anhalt), elles sont tout de même assez proches géographiquement (70km environ). Il est donc probable que cet intérêt particulier soit lié à une situation écologique locale particulièrement problématique.

Autre nouveauté, l'arrivée des revues généralistes. Sur la période, cela ne concerne que la revue *Der Anstoß* qui donne lieu à 6 publications. Elle est éditée dans la ville de Naumburg. Là encore, il s'agit d'une ville située à proximité de Leipzig (moins de 70 km), ce qui nous laisse penser que la région connait une actualité importante sur la période. Cela donne lieu à la fois à des revues écologistes et à des revues plus généralistes, qui couvrent divers sujets, dont ceux qui concernent la situation écologique de la région.

Qu'il s'agisse des revues généralistes ou des revues écologistes, elles présentent le point commun d'être éditées par des groupes paroissiaux. À Wittenberg, le *Kirchliches Forschungsheim* édite les samizdats *Anstöße* et *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur*. À Leipzig, c'est un groupe de travail dédié à la protection de l'environnement au sein de l'aumônerie de jeunesse de Leipzig qui édite les *Streiflichter*. Dans la continuité de ce que nous avons constaté au cours de la période précédente, ce sont toujours les Églises qui centralisent pour le moment la production des samizdats politiques, et ce quel que soit le sujet.

Les autres thématiques concernées sur la période sont l'actualité internationale (9 publications) marquée par la continuation du samizdat *INKOTA*-Briefe, la paix (2 publications), les droits des femmes et le service militaire, avec 1 publication pour chacune. À l'exception du samizdat consacré aux droits des femmes, les autres revues thématiques sont éditées par des groupes paroissiaux, mais cette fois à Güstrow et Iéna.

Concernant la publication consacrée aux droits de femmes, elle n'est pas de la même nature que celle qui a été éditée lors de la période précédente. Il s'agit du samizdat d'un seul

volume intitulé *Avanti Femina*[530]. Cette fois, ce n'est pas une revue éditée par une paroisse ou par un groupe proche de l'Église. Même si nous n'avons pas réussi à déterminer le lieu de publication de ce samizdat, ni l'identité de ses auteurs, nous savons qu'elle a été rédigée et produite par un groupe anarchiste féministe. Par son contenu, on peut dire que ce samizdat est le premier samizdat féministe de RDA. Il n'est pas question ici de s'interroger sur le bienfondé idéologique ou religieux du droit à l'avortement, mais de revendiquer très clairement le combat des femmes contre la société patriarcale.

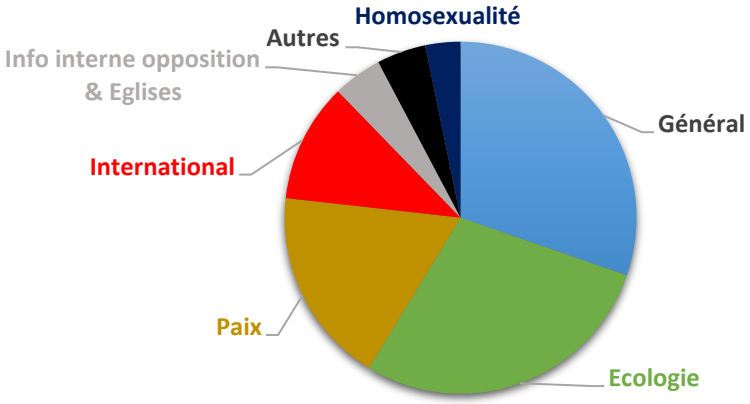
Nous aurons l'occasion de nous intéresser plus en détail à cette revue au cours de ces travaux, mais en attendant, on peut dire qu'elle est la preuve que l'idée de produire des samizdats est en train de se propager et d'atteindre des groupes plus marginaux, moins structurés, mais plus revendicatifs, plus politisés et plus marqués sur le plan idéologique. De ce point de vue, on peut dire qu'elle pourrait être le point de départ de l'utilisation des samizdats politiques par les groupes politiques indépendants de RDA, qui ne dépendent donc pas exclusivement des Églises évangéliques. Nous vérifierons cela au regard des données de la période suivante.

c) 1984-1986 : L'arrivée des revues généralistes

Cette fois, la période est caractérisée par un nombre plus important de publications à analyser, puisque nous nous appuierons sur les données de 155 publications. Elles se répartissent en un nombre lui aussi plus important de thématiques, en comparaison des deux périodes que nous venons d'étudier, comme le montre la figure suivante :

[530] *Avanti Femina*, RHG/PS 019, *Op. Cit.*

Figure n°29 : Distribution thématique (1984-1986)



[531]

Comme nous l'avions constaté pour la période 1980-1983, l'écologie occupe encore une proportion importante des publications de la période. Cette thématique représente 44 revues éditées, soit 8 de plus que sur la période précédente. Là encore, elles sont principalement concentrées à Leipzig et Wittenberg, qui totalisent à elles deux 33 des 44 publications sur le sujet.

Parmi les 11 qui n'ont pas été éditées dans l'une de ces deux villes, 8 paraissent à Berlin-Est. Pour être plus précis, 3 publications sont issues du samizdat *Anstösse,* dont la totalité des numéros est éditée à Wittenberg, à l'exception des trois derniers, parus à Berlin-Est en 1986[532]. C'est alors un autre groupe de jeunesse paroissiale qui reprend la production du samizdat, en l'occurrence le bureau des associations étudiantes évangéliques de Berlin-Est dont nous avons déjà mentionné l'implication dans l'édition du samizdat *Kontakt.*

Concernant les 5 autres elles sont issues du samizdat *Umwelt-Bibliothek,* édité par le groupe éponyme. En 1986, le samizdat se concentre principalement sur l'écologie, mais comme nous le verrons, il devient à partir de 1987 un journal d'information généraliste, ce qui justifie son changement de titre pour *Umweltblätter*. On note par ailleurs qu'il s'agit du premier samizdat consacré à l'écologie qui ne soit pas édité par une paroisse mais par un groupe politique qui est autonome bien qu'il soit hébergé par une paroisse. Avec l'apparition de ce samizdat le sujet de l'écologie devient un objet de mobilisation politique dont les groupes du *Basisbewegung* s'emparent pour la première fois.

[531] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°29, p. 619 : Les thématiques qui ne représentent qu'une ou deux occurrences sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : « ville », « éducation », « droits des femmes », « n.d. » et « marginalité ».
[532] *Anstösse,* RHG/PS 003/12, RHG/PS 003/13 et S.3, *Op. Cit.*, 1986.

Comme cela coïncide avec la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, on peut penser que cet événement a fait évoluer l'opposition sur sa manière de parler de l'écologie. Si les premières revues éditées par les paroisses consistaient à réfléchir sur la manière dont la société peut et doit protéger l'environnement, il convient maintenant de faire de l'écologie un sujet de mobilisation politique. Tchernobyl a en effet montré les dangers du manque de considération écologique du régime soviétique, et les conséquences ont une incidence aussi bien sur l'environnement que sur la santé de tout un continent. Par ailleurs, l'information officielle qui est faite de ce qu'il s'est passé à Tchernobyl montre le travail de désinformation et de manipulation de masse opéré par les autorités soviétiques. Cela motive également la production plus importante de journaux d'information à partir de 1986, comme nous l'avons vu sur la figure n°21[533].

La nécessité d'informer, bien que renforcée à partir de 1986, apparaît dès le début de la période étudiée ici. Cela se traduit notamment par le fait que pour la première fois, les revues généralistes occupent la proportion la plus importante parmi les thématiques qui font l'objet de publications autoéditées sur la période. Dans la mesure où le caractère généraliste est l'un des attributs principaux des journaux d'information, les 47 publications généralistes de la période semblent bien confirmer l'engagement de l'opposition dans le travail de création d'un nouvel espace médiatique.

La plupart d'entre elles est éditée dans des métropoles ou des grandes villes, à Berlin-Est, Iéna et Leipzig. Seuls 2 numéros de *Der Anstoß* dont la conception se fait toujours à Naumburg font exception. Cela montre que l'information peut circuler plus simplement dans ces villes, et particulièrement dans la capitale, en bonne partie grâce à la proximité avec Berlin-Ouest qui permet d'avoir un accès facilité aux informations diffusées en RFA. À part la *Umwelt-Bibliothek*, dont nous avons déjà parlé, seule l'*Initiative Frieden und Menschenrechte* est un groupe politique indépendant. Elle publie clandestinement la revue *Grenzfall.* Les autres publications sont quant à elle éditées par des groupes paroissiaux, comme le cercle pacifiste de la communauté évangélique des samaritains qui publie 22 des 47 revues généralistes de la période, ou par des groupes politiques intégrés à des paroisses évangéliques, comme l'initiative collective *Offene Arbeit* qui édite le samizdat *mOAning Star* dans les locaux de la *Kirche von Unten.*

La troisième thématique importante de la période est la paix. Elle fait l'objet de 28 publications. Cette fois, la production des revues sur la paix est plus éparpillée

[533] Cf. Annexe n°4, Figure n°21, *Op. Cit.*

géographiquement, en comparaison de ce que nous avons pu observer pour les autres thématiques. On en trouve en effet à Berlin-Est, à Iéna, Rostock, Naumburg, Schwerin et à Rudolstadt. Cette dernière ville est celle dans laquelle on en trouve le plus, avec 11 numéros des *Friedensreader.*

Enfin, 7 autres thématiques sont concernées par des publications au cours de la période. L'actualité internationale donne lieu à 5 publications réparties en 3 samizdats. Elles traitent de la Tanzanie, du Nicaragua et des pays islamiques. Nous trouvons également 7 revues consacrées à l'actualité interne du réseau d'opposition et des Églises. L'homosexualité est une thématique qui fait son apparition, avec 5 revues, dans les samizdats *Infobrief*[534] et *Abtreter*[535]. Les 4 autres thématiques sont abordées dans des proportions moindres, l'éducation représentant 2 publications et les droits de femmes, la ville et la marginalité ne donnant lieu qu'à une seule publication chacune.

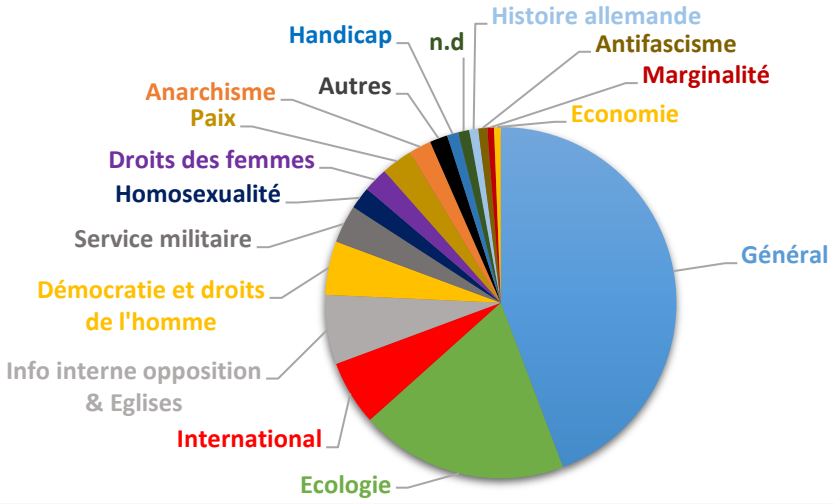
De manière générale, on peut remarquer que le nombre de thématiques abordées dans les samizdats commence à augmenter à partir de la période 1984-1986. Cela confirme la tendance d'une volonté croissante de l'opposition de s'intéresser à un large panel de sujets qui préoccupent les opposants politiques. L'augmentation progressive des moyens techniques et la diffusion de plus en plus efficace des textes et des idées vont encore accentuer ce phénomène, ce qui transparaît de manière encore plus significative au cours de la période 1987-1989, au moment où l'opposition est la mieux structurée et où son action prend une ampleur décisive.

d) 1987-1989 : une grande diversité thématique complémentaire des revues généralistes

Cette dernière période est celle pour laquelle nous présentons le plus de données à analyser. En effet, nous dénombrons 486 publications au total, qui traitent de 21 thématiques différentes. La figure suivante montre la distribution thématique de ces publications sur l'ensemble de la période :

[534] *Info-Brief - Schwule in der Kirche*, RHG/PS 051/01 à RHG/PS 051/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1986-1988.
[535] *Abtreter*, RHG/Z/348, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1986.

Figure n°30 : Distribution thématique (1987-1989)



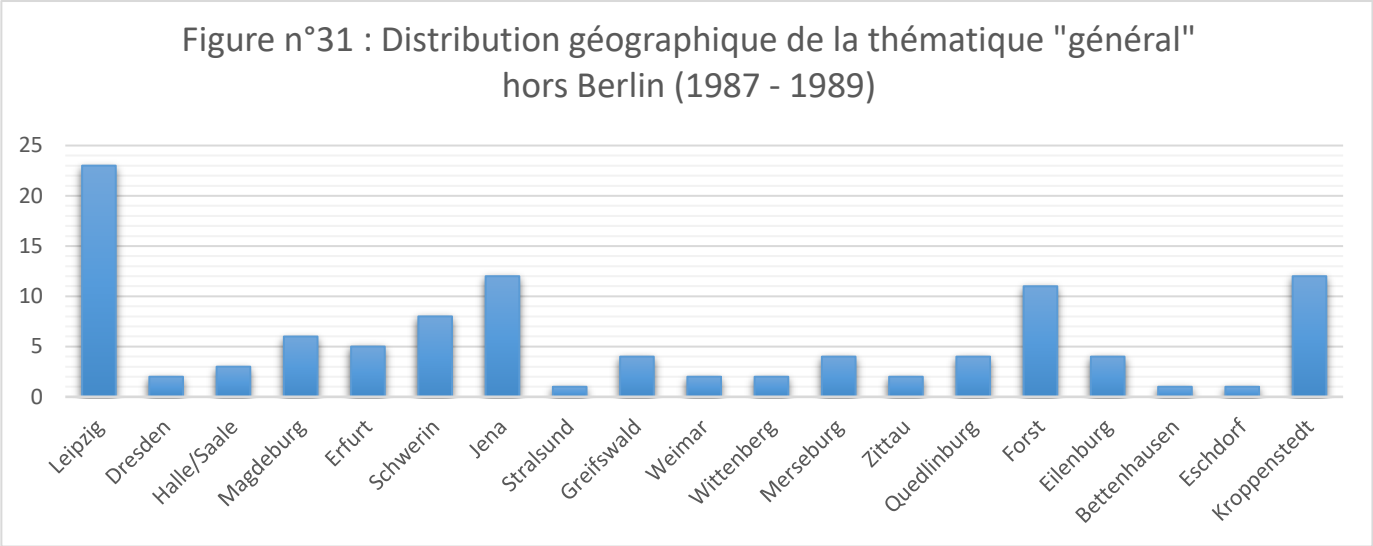
536

Pour la deuxième période consécutive, on observe que l'information généraliste arrive en tête des thématiques abordées dans les samizdats politiques est-allemands. Elle fait l'objet de 215 publications, loin devant l'écologie pour laquelle on en compte 95.

La tendance qui se dégageait déjà lors de la précédente période étudiée semble se confirmer puisque sur les 215 publications consacrées à l'information généraliste, 161 ont été éditées dans les plus grandes villes de RDA, dont 102 à Berlin-Est. Parmi elles, on retrouve principalement des journaux périodiques d'information, dont certains génèrent plus de 10 publications chacun. On peut citer *Friedrichsfelder Feuermelder* (24 publications), *Grenzfall* (16), *mOAning Star* (11), *Telegraph* (12) et *Umweltblätter (25).*

On note cependant qu'encore plus de villes sont concernées par les publications de revues d'informations généralistes. La figure suivante montre la distribution géographique des revues généralistes, en dehors de celles éditées à Berlin-Est :

[536] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°30, p. 620 : Les thématiques qui ne représentent qu'une ou deux occurrences sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : « éducation », « politologie », « ville », « réforme du socialisme », « sociologie », « Vaclav Havel ».



537

Si on avait constaté qu'entre 1984 et 1986, les revues généralistes n'étaient éditées que dans un nombre restreint de villes, et principalement dans certaines des plus grandes, on voit ici qu'elles paraissent dans 19 villes différentes, en plus de Berlin-Est. On constate donc qu'au cours de cette période, il ne s'agit plus d'un phénomène exclusivement propre aux métropoles. On note à ce propos que Forst et Kroppenstedt figurent en 3ème et 4ème positions des villes dans lesquelles on en trouve le plus. Il y en a également 12 à Iéna, 9 à Leipzig. 8 revues sont éditées à Schwerin, 6 à Magdebourg et 5 à Erfurt. Dans les autres villes, on constate qu'il y a moins de 5 revues généralistes publiées.

Ces dernières données confirment en outre que plus les années passent, plus le rôle principal des samizdats est d'informer, nous l'avons vu précédemment lorsqu'il s'est agi de commenter l'évolution des revues d'information et d'argumentation sur l'ensemble de la période étudiée dans ces travaux. Comme cette catégorie que nous avons nommée « général » ne comporte justement pas de thématique centrale, cela signifie que la volonté des groupes qui éditent les revues d'information consiste de plus en plus à informer sur des sujets divers, et donc à ne pas se restreindre sur les sujets à aborder. Nous y reviendrons lorsque nous nous intéresserons à la distribution thématique pour chaque type de publications.

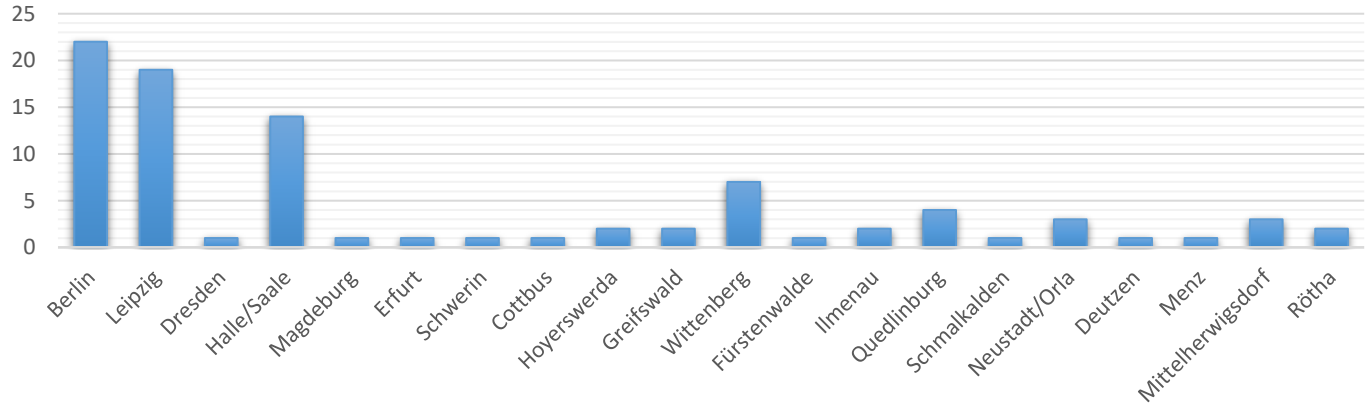
L'écologie reste encore une thématique majeure dans les samizdats politiques est-allemands et donne cette fois lieu à 93 publications, ce qui représente une nette augmentation par rapport à la période précédente (+ 49). Nous notons là aussi la présence de plusieurs revues périodiques, parmi lesquelles *Arche Nova, Arche-Info, Blattwerk, Briefe, Die neue Grüne,*

537 *Ibid.*, Figure n°31, p. 620-621.

Streiflichter et *Umweltbrief*[538]. Elles sont même majoritaires puisqu'elles représentent au total 66 des 93 publications sur l'écologie.

Nous avions constaté précédemment qu'une tendance se dégageait au sujet des revues sur l'écologie, puisque Leipzig et Wittenberg étaient les deux centres principaux de l'édition de revues sur l'écologie. Sur cette période, cette tendance ne semble pas se confirmer, comme le montre la figure suivante :

Figure n°32 : Distribution géographique des revues sur l'écologie (1987-1989)



[539]

Lors de la période précédente, les revues sur l'écologie étaient éditées dans 4 villes différentes : 18 à Wittenberg, 15 à Leipzig, 8 à Berlin-Est et 1 à Brandebourg. Comme on le voit sur cette figure, l'intérêt pour cette thématique semble lui aussi s'être diffusé sur l'ensemble du territoire est-allemand, puisqu'on trouve désormais des revues sur l'écologie dans 20 villes différentes. C'est donc une augmentation importante.

Parmi les informations importantes que l'on peut tirer de la lecture de cette figure, on peut mentionner le fait que Wittenberg n'est plus le centre principal d'édition de samizdats politiques sur l'écologie. 7 revues paraissent dans cette ville, ce qui la place au 4ème rang des villes dans lesquelles elles sont le plus éditées. Pour en trouver davantage, il faut donc regarder vers trois métropoles, à savoir Berlin-Est, Leipzig, qui reste une nouvelle fois l'une des villes les plus importantes en matière de publications sur l'écologie, et Halle/Saale.

L'augmentation de ces publications à Berlin-Est et Halle/Saale trouve son explication dans l'émergence de samizdats périodiques centrés sur l'écologie. À Halle/Saale, la majorité

[538] *Umweltbrief*, RHG/PS 108/01 à RHG/PS 108/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Erfurt, Fürstenwalde, Rötha, Schmalkalden, Magdebourg, Menz, 1987-1988.
[539] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°32, p. 621-622.

des publications (12 sur 16) est issue du samizdat *Blattwerk*[540], une revue dont le premier numéro paraît en décembre 1987 et dont l'édition se poursuit jusqu'en 1990, dans l'optique de devenir un journal officiel d'information. Les autres publications sont des numéros de la revue *Arche-Info,* qui sont le plus souvent édités à Berlin-Est, à l'exception de 4 d'entre eux - dont le tout premier - qui paraissent à Halle/Saale[541].

Les publications du groupe *Arche* s'inscrivent dans une dynamique de réseau qui démarre à Berlin-Est mais qui s'étend progressivement dans plusieurs villes de RDA. Ce groupe est l'un des exemples les plus significatifs d'initiatives politiques qui peuvent prendre de l'ampleur grâce au recours à un réseau structuré. Ici, les samizdats politiques sont une preuve matérielle de ce qui résulte de cette mise en réseau. Les numéros du samizdat *Arche-Info* ne sont édités que dans deux villes, mais grâce aux nombreux événements et mobilisations organisés par le groupe et son réseau, ils circulent dans toute la RDA et sont lus par de nombreux militants politiques, notamment par ceux qui appartiennent au mouvement écologiste[542].

Nous pouvons supposer que la circulation importante des revues du réseau *Arche* a eu des effets sur la production de samizdats politiques dans d'autres villes de RDA. Dans certaines villes, notamment les villes moyennes et petites, on a pour le moment surtout pu lire des samizdats sous forme de journaux d'information ou bien des samizdats édités par les paroisses des Églises évangéliques. C'est donc un autre format qui circule : une revue qui informe, qui propose du débat, mais qui se concentre sur une thématique centrale, l'écologie. C'est une thématique qui a aussi beaucoup été discutée dans les cadres religieux, et aussi dans les samizdats édités par les Églises, comme on a pu le voir à Leipzig ou à Wittenberg au cours des années précédentes. Cette fois, il s'agit d'un groupe politique qui fait de l'écologie son motif de mobilisation et de combat politique.

C'est une autre façon de parler de l'écologie, comme l'avait déjà initié la *Umwelt-Bibliothek* de Berlin-Est à partir de 1986. On peut supposer que c'est aussi ce qui a influencé l'édition de samizdats politiques sur l'écologie par d'autres groupes politiques d'autres villes de RDA, comme le *Umweltgruppe des Kreisfriedensausschusses* de Fürstenwald[543], l'*Ökologischer Arbeitskreis* à Ilmenau[544], ou encore le « groupe environnement » de Schmalkalden[545].

---

[540] *Blattwerk, PS 023/01 à 023/12, Op. Cit.*
[541] *Arche-Info*, RHG/PS 010/01, RHG/Wi 10/04, RHG/PS 010/08 et RHG/Wi 014/02, *Op. Cit.* , 1989.
[542] Wolfgang RÜDDENKLAU, Störenfried, *Op. Cit.*, p. 199.
[543] *Umweltbrief*, RHG/Wi 15, *Op. Cit.*, Fürstenwalde, septembre 1987.
[544] Zwischenruf, RHG/PS 122, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Ilmenau, 1988.
[545] *Umweltbrief*, RHG/PS 108/03, *Op. Cit.*, Schmalkalden, mars 1988.

On note toutefois qu'il reste encore beaucoup de samizdats sur l'écologie édités par des paroisses ou par des groupes intégrés aux paroisses. C'est par exemple toujours le cas à Leipzig, où sont encore édités les *Streiflichter* et à Wittenberg pour *Briefe,* mais aussi à Rötha pour la revue *Unsere Zukunft hat schon begonnen* éditée par le Séminaire chrétien sur l'environnement[546] et à Halle/Saale pour les numéros de *Blattwerk*.

À Berlin-Est, ville qui concentre le plus de publications sur l'écologie, les groupes qui éditent les revues sont aussi bien des groupes politiques que des groupes religieux. Une certaine hétérogénéité persiste, même si les groupes politiques sont à l'origine d'un nombre plus important de publications que les paroisses. C'est un changement important que l'on observe qu'à Berlin-Est.

Nous pouvons le constater, le sujet de l'écologie intéresse un nombre plus important de groupes. C'est une thématique qui génère de plus en plus de publications, et qui participe même à la structuration du réseau de l'opposition. On l'a déjà vu avec *Arche,* certains samizdats politiques matérialisent l'efficacité des échanges au sein du réseau politique et la capacité croissante qu'ont les groupes à travailler les uns avec les autres. Un autre exemple de ce type est intéressant et doit être mentionné : le samizdat *Umweltbrief* a lui aussi été édité dans plusieurs villes différentes, sous le même titre. Cette fois, le réseau ne se concentre pas dans des grandes villes, comme cela peut être le cas d'*Arche.* Au contraire, les 6 numéros de *Umweltbrief* ont chacun été édités dans des villes différentes, parfois dans des grandes villes, d'autres fois dans des villes moyennes, et même dans des petites villes : le premier à Erfurt, le deuxième à Fürstenwalde, le troisième à Rötha, le quatrième à Schmalkalden, le cinquième à Magdebourg et enfin le sixième à Menz. Au cours de nos recherches, c'est le seul exemple de ce type que nous avons trouvé. Aucun autre samizdat n'a été édité dans autant de villes différentes, ni n'avait impliqué des villes de tailles si différentes. Aussi, il est important de préciser que les groupes qui ont travaillé sur l'édition des numéros de ce samizdat sont eux aussi très différents : à Menz, Magdebourg et Rötha, il s'agit de groupes intégrés aux paroisses des Églises. À Erfurt, Fürstenwalde et Schmalkalden, ce sont des groupes politiques indépendants.

Les autres thématiques qui apparaissent dans les samizdats politiques de la période sont réparties de manière plus uniforme. En plus des revues généralistes et de l'écologie, 8 thématiques sont présentes dans 10 publications ou plus, à savoir les informations internes de l'opposition et des paroisses (31 publications), l'actualité internationale (29), la démocratie et

[546] *Unsere Zukunft hat schon begonnen*, RHG/JB 07 et RHG/Uh 04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Deutzen, Rötha, juin 1988 / juin 1989.

les droits de l'homme (24), le service militaire (17), la paix (14), les droits des femmes (11) et l'homosexualité et l'anarchisme (10 chacun). Les 12 autres thématiques comprennent entre une et cinq occurrences.

La distribution thématique que nous observons pour cette période est finalement assez proche de celle que nous avons observée sur l'ensemble de la période 1971-1990. Le travail d'information, qui transparaît en partie à travers la thématique « général », et l'écologie sont les deux principales préoccupations de l'opposition au moment où son action devient plus efficace et touche un nombre plus important de personnes. Toutefois, bien que le réseau d'opposition soit de mieux en mieux structuré et que des groupes moteurs semblent se dégager peu à peu, la caractéristique première de l'opposition est-allemande reste la même à la lecture de ces données : elle est morcelée, aussi bien sur le territoire que sur le plan des champs de mobilisation.

Cela résulte ici sur un foisonnement de publications thématiques, mais nous pouvons tout de même dégager quelques tendances géographiques que nous préciserons et vérifierons au cours de la troisième partie : les revues généralistes sont majoritairement présentes dans les plus grandes villes de RDA, bien que certaines d'entre elles présentent des intérêts thématiques particuliers, souvent motivés par la configuration locale de l'opposition et des activités politiques. De nombreuses publications sont consacrées à l'écologie à Halle/Saale et Leipzig, à l'actualité internationale à Magdebourg, à l'homosexualité à Iéna, ou encore aux droits des femmes à Dresde. Dans les villes de plus petites tailles, deux configurations : soit l'activité éditoriale est tournée vers un sujet porté par une institution religieuse (l'écologie à Wittenberg, la paix à Rudolstadt), soit, dans les plus petites villes dans lesquelles l'activité politique est plus restreinte et plus tardive, l'influence des grandes villes est importante et les groupes d'opposition s'inspirent des samizdats qui circulent partout en RDA pour contribuer à leur tour à la création d'un contre-pouvoir médiatique.

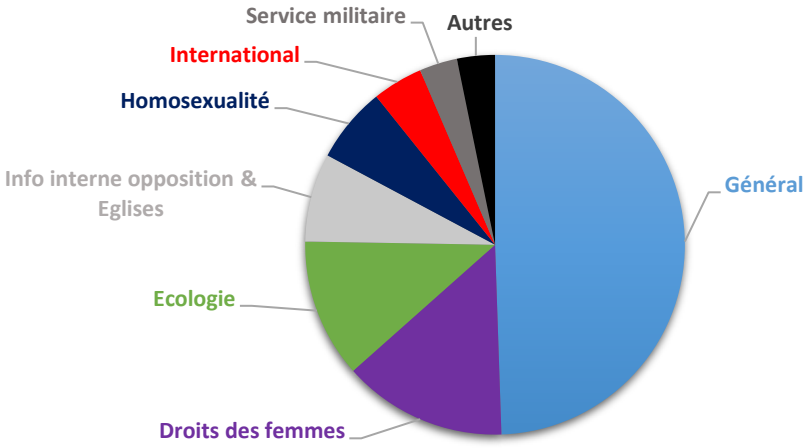
Cet objectif autour duquel l'opposition semble se structurer au fil des années se poursuit après la chute du Mur, cette fois dans le but de franchir un nouveau cap et de s'installer durablement dans le paysage médiatique d'une RDA qu'ils pensent être en mesure de se transformer en un État plus démocratique tout en restant socialiste.

e) Décembre 1989-décembre 1990 : une volonté de professionnalisation des revues généralistes

Comme nous l'avons fait précédemment, nous nous intéressons maintenant à la distribution thématique des publications sur une période qui s'étend de décembre 1989 à décembre 1990. Bien que la révolution pacifiste ait eu lieu et que le pays soit en pleine réforme en raison des changements institutionnels et constitutionnels annoncés, l'opposition continue à publier des samizdats politiques. Les conditions ne sont plus vraiment les mêmes, dans la mesure où il n'y a plus de risques de subir la répression de la police politique, mais l'engagement des groupes politiques reste le même, et il semble que certains veuillent continuer à se mobiliser à travers un exercice éditorial qui a réussi à s'imposer comme un outil politique.

La figure suivante montre la distribution thématique des 93 publications parues entre le 1er décembre 1989 et le 31 décembre 1990 :

Figure n°33 : Distribution thématique (décembre 1989-décembre 1990)



547

Au cours de cette dernière période, les revues généralistes sont représentées dans des proportions encore plus importantes qu'au cours des périodes précédentes. Elles occupent 46 des 93 publications de l'année. Chacune d'elle est issue d'un samizdat périodique. Certains paraissaient déjà avant 1990 et sont donc une continuité du travail éditorial des groupes d'opposition après la révolution pacifiste. C'est le cas pour *Grubenkante*[548] dont 5 de ses 13

[547] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°33, p. 622 : Les thématiques qui ne représentent qu'une occurrence sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : « démocratie & droits de l'homme », « antifascisme », « anarchisme ».
[548] *Grubenkante*, RHG/PS 048/02 à RHG/PS 048/04, *Op. Cit.*, 1990.

numéros au total paraissent en 1990, mais aussi pour les *Friedrichsfelder Feuermelder*[549] dont 3 numéros sont publiés, pour *Morgenstern*[550], pour *Kontext*[551], édité à Berlin-Est depuis 1988 et enfin pour *Aufbruch*[552], revue elle aussi éditée depuis 1988 et dont le dernier numéro parait en mars 1990.

Le fait remarquable de la période est que l'on constate aussi l'apparition de quelques samizdats dont les premières publications arrivent après la chute du Mur. L'un d'eux est édité à Halle/Saale et est intitulé *Das Andere Blatt*[553]. On trouve deux samizdats édités par l'*Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM),* qui semblent prendre la suite de la revue politique berlinoise *Grenzfall.* L'une d'elle paraît à Berlin-Est sous le titre *IFM-Info*[554]. L'autre est intitulée *Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte*[555] et est cette fois éditée à Leipzig. Enfin, on peut citer l'apparition du samizdat *Denkanstöße – Oppositionszeitung in der Altmark*[556], édité à Stendal - ville dans laquelle aucun samizdat n'avait été édité jusqu'alors - et qui donne lieu à 2 numéros. À eux quatre, ces samizdats représentent 20 des 46 revues généralistes.

Comme on peut le deviner à travers les titres que les groupes ont choisis pour leurs samizdats, ces nouvelles publications s'inscrivent dans une volonté d'installer les revues d'information de la mouvance politique issue de l'opposition dans le paysage médiatique de RDA, cette fois de manière officielle. Dans les éditos des deux premières revues citées, les groupes affichent clairement leur volonté d'obtenir une licence de publication, et donc de faire partie de la presse reconnue comme professionnelle. À la fin de cette période d'instabilité politique, l'ancienne opposition politique, devenue une vraie force politique, souhaite ainsi s'assurer du pluralisme médiatique et imposer une sortie du monopole de l'information par les organes d'État.

Parmi les nouveaux samizdats qui font leur apparition après la chute du Mur, on constate que la plupart sont des revues généralistes à l'exception de 13 publications qui concernent deux

---

549 *Friedrichsfelder Extrablatt,* RHG/PS 042/06 et RHG/PS 042/07, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, décembre 1989 / janvier 1990 ; *Friedrichsfelder Feuermelder,* RHG/PS 042,26, *Op. Cit.,* décembre 1989.
550 *Morgenstern - Zeitung des Info-Büros Wittenberg*, RHG/PS 073/03 et RHG/PS 073/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1990.
551 *Kontext*, RHG/PS 059/08 à RHG/PS 059/10, *Op. Cit.*, 1990.
552 *Aufbruch*, S9, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Forst, 30 mars 1990.
553 *Das andere Blatt, S. 15,* Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Halle/Saale, 8 janvier 1990.
554 *IFM-Info - Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte*, Cl. 36, *Op. Cit.*, 1989-1990.
555 *Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig*; S. 39.1 à S. 39.6, Archiv Bürgerbewegung Leipzig, 1990.
556 *Denkanstöße - Oppositionszeitung in der Altmark*, S. 18, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Stendal, décembre 1989-janvier 1990.

thématiques : la première est celle des droits de femmes, avec l'arrivée du samizdat *Frauenblätter* à partir de décembre 1989. Elle génère 12 des 13 publications féministes de la période. La seconde est un samizdat d'un seul volume qui se rapproche des samizdats littéraires puisqu'il s'agit d'une « bio-bibliographie » des auteurs est-allemands en exil politique en RFA. Il est intitulé *Schriftsteller im deutsch-deutschen Exil – Eine Bio-Bibliographie*[557].

La période semble peu propice à la création de nouveaux samizdats, sauf pour ce qui est des revues consacrées aux droits des femmes. Le samizdat *Frauenblätter* s'inscrit dans la continuité de l'augmentation constante du nombre de revues féministes au cours des années 1980. Il en est de même pour les samizdats consacrés à l'homosexualité qui connaissent la même trajectoire, bien que la revue *Frau Anders,* dont 6 numéros paraissent sur cette dernière période, soit apparue plus tôt, en octobre 1988. La montée en puissance de ces deux thématiques s'explique en partie par le fait que les groupes qui éditent des revues féministes et sur l'homosexualité font partie de réseaux proches. Cela se ressent dans les publications puisque les uns font souvent la publicité des autres. Elles témoignent aussi de la volonté de certains groupes invisibles faisant partie des mouvements de l'opposition depuis de nombreuses années de se mobiliser et de rassembler autour d'autres sujets jusqu'alors marginalisés. Ces initiatives s'inscrivent en outre dans la continuité du mouvement politique féministe mis en visibilité par le groupe *Frauen für den Frieden* en RDA, et qui se poursuit jusqu'à la création d'un parti politique féministe[558], l'*UFV* dont quelques membres coordonnent justement l'édition des *Frauenblätter.*

En conséquence de cette difficulté à voir naître de nouvelles initiatives autour des autres thématiques habituellement traitées dans les samizdats politiques, on constate que les tendances des années précédentes sont bousculées. L'écologie, qui est longtemps restée l'une des principales thématiques abordées dans les samizdats politiques revêt cette fois moins d'importance. Elle reste tout de même la troisième thématique la plus importante de la période mais cela ne représente plus que 11 publications. Là non plus, il n'y a pas de nouveaux samizdats, mais seulement des publications périodiques qui éditent leurs derniers numéros avant l'arrêt définitif des publications. C'est le cas pour ceux qui ont fait partie des samizdats écologistes les plus influents au cours des périodes précédentes, comme *Arche-Nova*[559],

[557] *Schriftsteller im deutsch-deutschen Exil – Eine Bio-Bibliographie*, Cl. 36, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, janvier 1990.
[558] Samirah KENAWI, *Frauengruppen in der DDR, Op.Cit.*, p. 19.
[559] *Arche Nova*, RHG/PS 009/05, *Op. Cit.,* 15 janvier 1990.

d'*Arche-Info*[560], ou encore de *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur*[561] qui a été l'un des moteurs de l'activité semi-clandestine à Wittenberg. Pour ce qui est de *Blattwerk* qui était édité depuis la fin de l'année 1987 à Halle/Saale, il connait sa dernière publication en décembre 1989[562], avant de changer de nom en janvier 1990 pour devenir un journal d'information généraliste sous le titre *Das Andere Blatt.*

Pour les autres thématiques abordées dans les samizdats de la période, deux commentaires peuvent être faits : le premier concerne les samizdats d'informations internes du réseau politique ou religieux. Les 7 publications relevées montrent qu'il y a encore une volonté de l'opposition de communiquer à travers les samizdats. Dans la mesure où on est alors dans une période de transition et donc de réformes, il est important pour l'opposition d'échanger sur les actions politiques et les débats internes. La seconde remarque a un lien avec la première et concerne toutes les autres publications thématiques. Dans cette période d'incertitude politique mais aussi d'espoir de changements, les différents groupes d'opposition restent mobilisées pour influer sur les orientations qui seront prises par le futur régime qui s'installera. C'est ce qui motive la parution de trois revues sur le service militaire dans lesquelles on réaffirme la volonté d'abolir ce dispositif[563], d'une revue sur l'actualité internationale, et plus précisément sur le Nicaragua, dans laquelle on appelle à changer de politique internationale, particulièrement pour ce qui concerne les relations avec les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, et de deux revues sur l'antifascisme et sur l'anarchisme qui rappellent que la lutte idéologique ne s'arrête pas à la chute du Mur et qu'elle continuera quel que soit le régime instauré.

La fin de l'année 1989 et l'année 1990 ont un statut particulier dans la trajectoire du samizdat politique est-allemand mais cette période présente tout de même un intérêt particulier, surtout lorsqu'on envisage le samizdat comme un outil de militantisme politique. Dans cette période charnière de la politique allemande, l'opposition joue un rôle important sur tous les terrains : sur celui des négociations avec l'ancien SED pour s'assurer de la transformation profonde de la Constitution et des lois de RDA ; sur celui des élections pour devenir une véritable force politique qui va compter dans les débats autour d'une potentielle unification avec la RFA ; et aussi sur le terrain médiatique sur lequel on souhaite que le pluralisme installé par l'opposition ne s'évapore pas pour redonner un monopole à un nouvel organe d'État. Pour ces trois grands objectifs, le samizdat semble encore avoir un rôle à jouer, qu'il s'agisse des

[560] *Arche-Info*, RHG/PS 010/12 et RHG/PS 010/13, *Op. Cit.*, 1990.
[561] *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde*, S. 41.23, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Wittenberg, novembre 1990.
[562] *Blattwerk*, RHG/PS 023/12, *Op. Cit.*, 18 décembre 1989.
[563] *Sag Nein ! - Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung*, S. 68.1 à S. 68.3, *Op. Cit.*, 1990.

publications thématiques ou des publications généralistes qui ont toutes une dimension revendicative tout aussi importante que les années précédentes.

Mais au vu de l'actualité politique riche et des engagements multiples des têtes de réseaux de l'opposition, il est difficile de poursuivre le développement de cette initiative. Cela se ressent particulièrement à Berlin-Est, où l'opposition est pourtant la plus dense, mais où le nombre de samizdats devient bien plus réduit que lors des années précédentes. Cela semble indiquer qu'une bonne partie de l'opposition considère que le combat politique ne se fait plus dans les écrits clandestins ou semi-clandestins mais autour des tables de négociations ou dans le Parlement.

La présentation de ces données nous a permis de constater que la diversité thématique qui caractérise les samizdats est avant tout une preuve du foisonnement d'idées, de revendications et de centres d'intérêt de l'opposition est-allemande. Nous avons également eu l'occasion de constater que certaines tendances pouvaient se dégager et montraient par exemple que certaines villes ou régions pouvaient être des terrains favorables à la publication de samizdats consacrés à des thématiques centrales, comme c'est le cas à Leipzig ou Wittenberg pour l'écologie.

Afin de compléter la présentation des données thématiques du corpus, nous nous intéressons à présent aux types de publications définis et étudiés précédemment pour vérifier si des tendances peuvent aussi être dégagées quant aux thématiques abordées dans chacun d'eux. Les différentes fonctions et formats de ces publications permettent d'aborder chaque thématique de manières différentes. L'étude de ces données nous permettra donc de définir si un type de revues est plus propice au traitement d'une thématique plutôt que d'une autre. Elle nous donnera aussi des indications sur les choix opérés par l'opposition qui témoigneront, ou non, de cette volonté de complémentarité entre les différents types de revues.

2. Les thématiques abordées dans chaque type de publications :

Maintenant que nous avons pu dégager les tendances thématiques en fonction des périodes, il nous semble pertinent de revenir sur les différents types de revues que nous avions définis un peu plus tôt. Nous avions établi qu'au vu de la différence qui pouvait exister entre les publications, il convenait d'en établir une typologie et d'en étudier chacune de ses composantes pour déterminer si celle-ci répond aux enjeux et aux objectifs de l'opposition au fil des années.

Après avoir travaillé sur la distribution géographique de chaque type de revue, nous souhaitons ici nous attarder sur la distribution thématique des publications en fonction du type de publication dans lequel elles sont rangées. Nous étudierons donc les données thématiques concernant les journaux d'information, les revues de communication interne, les revues de documentation et les dossiers thématiques. Ces données nous permettront d'en apprendre davantage sur les choix éditoriaux de l'opposition. En effet, dans la mesure où chaque type de revues est supposé être une déclinaison de l'outil politique « samizdat » qui vise à répondre à un objectif précis de l'opposition (circulation de l'information vers le grand public, circulation de l'information et de l'argumentation dans le réseau, compilation de textes pour nourrir la réflexion…), le choix du type de revue nous indique quels sont les usages pour chacune des thématiques abordées par l'opposition. La question est par exemple de savoir quels sont les sujets sur lesquels on échange le plus à l'intérieur du réseau ou encore quels sont ceux autour desquels l'opposition organise son investigation et la restitue dans les dossiers thématiques.

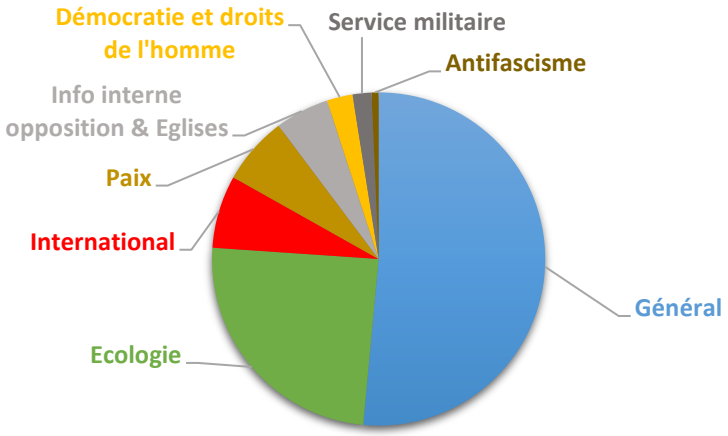
a) Les journaux d'information et d'argumentation

La catégorie de publications la plus utilisée par les groupes qui ont édité des samizdats est celle des journaux d'information et d'opinion. Comme nous l'avons vu, c'est le type de publications qui s'impose largement en RDA à partir de la deuxième moitié des années 1980, au moment où l'opposition souhaite faire connaitre son action et atteindre pour cela un public large de lecteur. Elle choisit pour ce faire un format proche – tant sur le mode d'écriture que sur l'aspect esthétique – de la presse écrite que nous connaissons aujourd'hui.

Compte tenu de l'objectif de l'opposition de jouer un rôle de contre-pouvoir face au monopole de l'information par les médias autorisés et validés par la censure de l'État, la présence massive des revues généralistes, qui ne se concentrent donc pas sur une seule thématique, est attendue. Ces revues sont en effet l'occasion de balayer un large champ de sujets, même si on sait que dans la plupart des cas, les groupes d'opposition se sont formés autour d'une thématique ou d'une revendication centrale.

Cependant, un certain nombre de groupes, ceux qui se sont justement construits autour d'un sujet ou d'un domaine précis de contestation, font le choix de ne pas avoir recours à des publications généralistes, et concentrent plutôt leurs écrits, et donc les informations qu'ils diffusent, autour de cette thématique centrale. Cela explique la diversité des thématiques que nous pouvons constater dans la figure suivante qui présente la distribution thématique des 439 journaux d'information et d'opinion recensés entre 1971 et 1990 :

Figure n°34 : Distribution thématique des journaux d'information et d'opinion (1971-1990)



564

Comme attendu, ce sont les revues généralistes qui représentent plus de la moitié des publications faisant partie de cette catégorie. Nous en comptons 226 au total, réparties sur 31 samizdats. La plupart est issue de publications périodiques, dans des samizdats qui font partie de ceux ayant été les plus diffusés, comme *Umweltblätter*, *Friedrichsfelder Feuermelder* ou encore *Grenzfall*. On en trouve un nombre important à Berlin-Est, mais elles sont aussi produites dans de nombreuses autres villes de RDA, notamment dans les villes petites et moyennes.

La deuxième thématique la plus représentée est l'écologie. Nous recensons 108 publications sur le sujet, issues de 11 samizdats différents. Là non plus, ce n'est pas particulièrement un résultat étonnant dans la mesure où il s'agit de la deuxième thématique la plus traitée dans l'ensemble des samizdats. Des groupes eux aussi très influents dans les réseaux politiques et religieux contribuent à faire de l'écologie une thématique importante relayée dans ces journaux. On peut citer *Arche* qui publie dans plusieurs villes de RDA ou le *Jugendpfarramt* de Leipzig. Au vu du nombre important de publications malgré le peu de samizdats différents concernés, (108 numéros pour 11 revues), on peut aussi dire que cette thématique concerne les samizdats est-allemands les plus prolifiques sur l'ensemble de la période : on compte en moyenne un peu moins de 10 numéros par journal d'information sur l'écologie, contre un peu plus de 7 numéros par samizdats pour les journaux généralistes.

Trois autres thématiques sont représentées par un nombre supérieur à 20 publications, à savoir l'actualité internationale, la paix, et l'information sur les Églises et le réseau de

564 Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°34, p. 622.

l'opposition, qui comptent respectivement 31, 29 et 23 publications. Les deux premières thématiques correspondent, comme l'écologie, aux centres d'intérêt et aux motifs de mobilisation de la *Friedensbewegung*. Les revues qui portent sur l'actualité internationale ont vocation à informer le public le plus large possible sur la situation politique et sanitaire de pays dont on ne parle que très peu dans les médias officiels de RDA. Une seule publication est consacrée à l'Afghanistan[565], un sujet davantage traité dans les médias internationaux à partir de l'invasion du pays par l'URSS à partir de 1979. La publication intervient justement un mois après la fin de la guerre (en mars 1989) pour alerter sur la poursuite des conflits en Afghanistan. Suite au retrait des troupes soviétiques, les communistes afghans se sont en effet retrouvés seuls à combattre contre les Moudjahidines. Pour toutes ces zones géographiques dans lesquelles les enjeux géopolitiques et les implications de l'URSS sont importants, le samizdat joue un rôle important pour contrer la désinformation. Ces revues sur l'actualité internationale font partie des exemples les plus significatifs de l'importance des samizdats dans son rôle de contre-pouvoir médiatique.

Les journaux d'information et d'opinion portant sur les questions pacifistes sont quant à eux assez différents des revues dont nous venons de parler. Cette fois, le contenu principal n'est pas purement informatif. Il s'agit ici d'informer, certes, mais pas sur de l'actualité. Les débats qui peuvent avoir lieu au sein de l'opposition donnent lieu à des lettres ouvertes, ou à des prises de position qui ont vocation à être rendues publiques. Il s'agit ici de revues qui sont assez proches des journaux d'information qui portent sur l'actualité des Églises et du réseau de l'opposition, à la différence près qu'elles se concentrent sur une seule thématique et donc sur un aspect précis de la mobilisation de ces réseaux.

Dans le cas présent, - et c'est ce qui les différencie des revues de communication interne dans lesquelles on trouve aussi des comptes rendus de séminaires et des textes argumentatifs - il semble que la cible ne soit pas les autres membres de l'opposition mais un lectorat plus large. En effet, pour rallier de nouvelles personnes à la cause des Églises ou des groupes politiques d'opposition, il est important de faire connaitre largement des positions officielles ou de faire état de débats qui existent à l'intérieur de ces cercles. C'est un nouvel exemple de la porosité qui peut exister entre les catégories. Celles-ci peuvent se différencier soit par la cible, soit par la forme de la revue. Celle qui illustre le mieux cela est *Friedensnetz,* éditée à Rostock puis à Schwerin à partir de 1984. En effet, le samizdat a d'abord été une revue de documentation sur

[565] *Friedrichsfelder Extrablatt*, RHG/PS 042/04, *Op. Cit.*, mars 1989.

la paix à l'intention du réseau des Églises et de l'opposition, avant de devenir un journal d'information thématique, puis toujours un journal d'information, mais généraliste cette fois.

Enfin, quelques publications, moins nombreuses, sont dédiées à la démocratie et aux droits de l'homme (11 publications), au service militaire (8), et à l'antifascisme (3). Les deux premiers sujets cités sont traités de la même manière que les questions pacifistes, c'est-à-dire à travers la diffusion de positions politiques et de revendications émanant des groupes d'opposition. À cela s'ajoutent également des articles informatifs courts qui relèvent toutes les formes de répression opérées par les forces de police à travers le bloc de l'Est, notamment à l'encontre des objecteurs de conscience. Enfin, pour ce qui concerne les journaux sur l'antifascisme, ils fonctionnent sensiblement de la même manière, mais cette fois pour dénoncer les actes racistes ou anticommunistes commis par des groupuscules d'extrême-droite. C'est un sujet qui peut être rassembleur et pouvant intéresser un public large, dans la mesure où, au moins dans son discours, la RDA est un État fondamentalement antifasciste.

Maintenant que nous avons vu en détail la distribution thématique des publications qui appartiennent à la catégorie des journaux d'information et d'opinion, on peut affirmer qu'on retrouve, sans trop de surprise, les thématiques autour desquelles les mouvements politiques d'opposition se sont formés. La paix, les droits de l'homme et l'écologie sont les thématiques qui vont guider le mouvement jusqu'à la révolution pacifiste de 1989. Et justement, cette catégorie de publications est bien celle qui correspond le plus aux combats de l'opposition puisque l'enjeu à travers les journaux d'information et d'opinion est de s'emparer soi-même de sa liberté d'expression et de la liberté de la presse. Le samizdat a vocation à créer un pluralisme médiatique qui n'existe qu'en façade en RDA, tous les médias étant soumis au contrôle du SED. L'intérêt d'éditer en majorité des journaux généralistes consiste en outre à couvrir un champ le plus large possible de sujet, et ainsi d'intéresser un public lui aussi plus large, qui s'attend à lire une actualité complète, comme dans les journaux officiels tels que *Neues Deutschland*, le journal le plus important de RDA, qui est lui aussi un journal généraliste d'information.

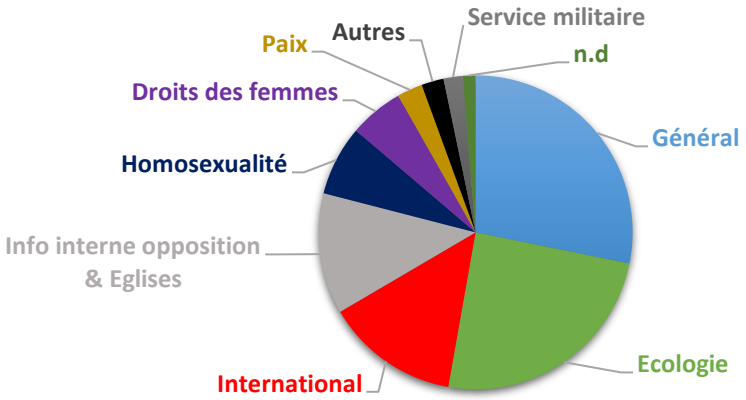
b) Les revues de communication interne du réseau de l'opposition

Complémentaires des journaux d'information et d'opinion, les revues de communication interne répondent à un besoin différent. Ici, le lecteur visé est un lecteur averti, il fait partie lui aussi du réseau de l'opposition et il utilise ces revues pour y trouver de l'information sur l'actualité certes, mais surtout pour savoir ce qu'il se passe ou ce qu'il se dit au sein du réseau. L'enjeu n'est donc pas tout à fait le même car pour toucher un public large,

on peut faire le choix de rester assez généraliste et de couvrir un vaste spectre de sujets. Lorsque le public est un peu plus restreint et mieux identifié, il est possible d'être un peu plus précis, plus spécialisé, et cette fois de concentrer son action sur une seule thématique, pour mieux l'étudier, ou simplement pour toucher un réseau identifié, restreint et peut-être aussi spécialiste.

La figure suivante montre la distribution thématique des 305 revues de communication interne entre 1971 et 1990 :

Figure n°35 : Distribution thématique des revues de communication interne (1971-1990)



566

Une nouvelle fois, on remarque que les deux thématiques qui occupent le plus de publications sont les revues sur l'écologie et les revues généralistes. Au vu des caractéristiques propres à ce type de revues, il était attendu que ces dernières soient présentes dans des proportions moindres par rapport à ce qui a été observé pour les journaux d'information. Toutefois, le fait que 86 publications soient généralistes indique qu'un nombre important de groupes de rédaction n'a pas souhaité spécialiser leurs samizdats et garder un format proche des journaux d'informations. L'outil de communication et d'information est donc le même, tout comme l'intentionnalité de l'action politique qui reste de livrer une information affranchie du contrôle des organes de l'État. C'est simplement le lecteur qui est différent.

La présence des revues généralistes ne doit cependant pas laisser croire que les revues de communication interne sont principalement des espaces d'information, au même titre que les journaux d'information. Il s'agit surtout d'un lieu de débat interne, sur des sujets politiques qui mobilisent les mouvements d'opposition. Nous souhaitons rappeler ici que dans ces

[566] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n° 35, p. 623 : Les thématiques qui ne représentent qu'une ou deux occurrences sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : « éducation », « démocratie & droits de l'homme », « marginalité », « économie », « ville » et « culture ».

samizdats dits « généralistes », on trouve donc aussi des textes qui portent sur des sujets précis, comme la démocratie et les droits de l'homme, l'écologie, ou encore la paix. Ces thématiques se confondent parmi d'autres dans des samizdats qui n'ont pas une ligne éditoriale thématique et choisissent d'aborder de nombreux sujets différents. Ils ne sont pas nécessairement traités sous forme de présentation d'une information brute. Il y a aussi des textes qui correspondent à la fonction première de ces revues internes, à savoir faire circuler des idées et des textes qui contribuent au débat idéologique sur des sujets autour desquels les mouvements d'opposition se mobilisent.

On retrouve cette fonction à travers la place importante des publications sur l'écologie. Elles représentent 75 des 305 revues de communication interne recensées au total, ce qui fait de l'écologie la spécialité thématique la plus abordée dans ce type de revues. Parmi les samizdats les plus influents de cette catégorie, nous pouvons citer *Anstösse, Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur* ou encore *Umweltbrief*. Dans ces trois cas, il s'agit de samizdats périodiques qui comptent respectivement 26, 23 et 6 numéros.

Les trois samizdats sont édités par des groupes paroissiaux : *Anstösse* et *Briefe* par le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg, *Umweltbrief* par différents groupes coordonnés par les Églises évangéliques de Erfurt, Fürstenwalde, Rötha, Schmalkalden, Magdebourg et Menz. Ce dernier samizdat, au vu du nombre de villes concernées par son édition, montre bien que le travail autour de la revue politique est une initiative qui s'inscrit dans une dynamique de réseau qui dépasse largement la frontière de villes, de districts ou de régions. Ce type de samizdats est ainsi le fruit d'un réseau qui permet leur édition, et qui accélère aussi leur diffusion. Les deux autres samizdats, édités à Wittenberg, sont aussi caractéristiques de ce type de revues car ils sont édités dans le *Kirchliches Forschungsheim*, l'un des lieux de productions de contenus politiques et religieux les plus importants de RDA. Même si nous ne sommes pas en mesure de déterminer quelle a été la portée exacte de ces publications, nous pouvons supposer, au vu de l'importance et de l'influence du *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg dans le paysage des Églises évangéliques, que les samizdats politiques qui y ont été édités ont circulé largement au sein du réseau paroissial de RDA.

Concernant le contenu, on y trouve de nombreux textes littéraires ou politiques qui font référence à l'écologie. Par exemple, dans le septième numéro de *Briefe* édité en février 1983[567], on trouve dans un même numéro des poèmes de Berthold Brecht et Volker Braun, un texte politique de Eberhardt Brecht qui développe huit thèses sur la situation écologique dans les

[567] *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur,* RHG/PS 025/05, *Op. Cit.,* février 1983.

pays industriels d'Europe, et le discours de Georg Meusel intitulé « Die Bäume und der Frieden » (les arbres et la paix) prononcé à l'occasion du 17ème séminaire chrétien pour la paix à Königswalde. Cette diversité de textes visant tous à alimenter les débats autour d'un sujet donné et à informer sur les interventions des autres opposants ou groupes d'opposants dans des cadres collectifs peut être observée de la même manière dans les autres revues de communication interne prises en exemple[568].

Enfin, il convient de noter l'importance de deux autres thématiques au sein de cette catégorie de revues : l'homosexualité (22 publications) et les droits des femmes (17). Comme nous avons déjà évoqué rapidement les revues portant sur ces deux thématiques, nous ne sommes pas surpris de les retrouver parmi les thématiques qui génèrent le plus de revues de communication interne. En effet, l'un des enjeux importants de ce type de revue étant de communiquer au sein des réseaux de l'opposition, mais aussi parfois au sein de groupes encore plus restreints à l'intérieur de l'opposition, ces thématiques semblent pleinement correspondre à cet objectif dans la mesure où il vise à toucher un public précis et concerné par les problématiques abordées.

Par ailleurs, la question de la marginalité des opposants au sein de la société est-allemande est une question importante[569] et donne lieu à une réflexion plus large sur des groupes considérés comme marginaux au sein-même de l'opposition. C'est le cas des femmes, d'une part, qui représentent une part minoritaire des opposants de RDA et qui essaient d'éveiller une prise de conscience féministe afin d'en faire un sujet de mobilisation de l'opposition contre l'État et son organisation patriarcale. C'est aussi le cas des opposants homosexuels, hommes comme femmes, qui évoluent dans des cadres religieux dans lesquels la tolérance est variable et dans un État socialiste dans lequel la question de l'identité – y compris sexuelle – est un sujet encore tabou[570].

Au sein du réseau de l'opposition et des Églises évangéliques, les femmes ont donc progressivement commencé à s'organiser pour prendre toute leur place dans le débat. Elles se retrouvent dans des groupes de travail, dans des séminaires ou dans des forums organisés par les paroisses. Dans certaines villes, nous y reviendrons, elles s'organisent autour de samizdats à travers lesquels elles tentent de mobiliser d'autres femmes autour d'une prise de conscience féministe sur le mal-être des femmes en RDA et donc sur la nécessité d'obtenir de nouveaux droits, égaux de ceux des hommes. Tardivement, c'est-à-dire à partir de 1988, des revues de

[568] Anne-Dorothee VOGEL, *Samisdat in der DDR, Op. Cit.,* p. 4-7 ; 35-39 ; 153-155.
[569] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit ». Op. Cit.,* p. 333-336.
[570] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1990, Op. Cit.,* p. 458.

femmes paraissent, parmi lesquelles *Das Netz* [le réseau], dont le titre laisse peu de doutes sur la volonté du groupe d'édition de créer un réseau de femmes au sein de l'opposition et des Églises.

La création d'un réseau est aussi l'enjeu majeur de l'édition du samizdat *Frau Anders*, portée par des femmes lesbiennes d'Iéna. Là aussi, on y trouve tout type de textes : des poèmes, des textes argumentatifs sur l'homosexualité ou encore des témoignages. Ce qui nous intéresse d'autant plus ici, c'est la présence de rubriques donnant des adresses de *Kontaktpersonen* (personnes ressources). Il s'agit de lieux-refuges pour des femmes homosexuelles. Des contacts sont donnés à Iéna, à Dresde, à Leipzig, ou encore à Berlin-Est.

À travers ces exemples, nous pouvons en déduire que même si certaines revues peuvent ressembler à des journaux d'information, la différence fondamentale réside dans le fait que le lecteur visé fait partie de groupes plus restreints : ce lecteur peut être membre d'un autre groupe, politique ou religieux, et souhaite suivre ce qu'il se passe en RDA en termes de mobilisations politiques. C'est ce qui explique la place importante des revues généralistes qui rendent compte de toutes les actions politiques, quelle que soit la thématique concernée. Sinon, il peut faire partie d'un réseau, motivé par un intérêt thématique, par une appartenance à un groupe religieux ou par son identité sexuelle ou de genre, et souhaite suivre des débats internes à ce réseau et obtenir des informations sur des possibilités de se mobiliser ou d'entrer en contacts avec des structures non-officielles à proximité.

Sur le plan quantitatif, cela se traduit d'une part par la présence de 75 publications sur l'écologie, 42 sur l'actualité internationale, 8 sur la paix, 6 sur le service militaire et les 7 autres thématiques qui ne sont représentées que par une seule occurrence mais qui sont aussi des sujets politiques structurants des mouvements d'opposition[571]. D'autre part, la circulation des textes propres aux groupes plus restreints au sein du réseau se retrouvent eux-aussi à travers la distribution thématique des publications, et notamment, avec les 22 publications en lien avec l'homosexualité et les 17 avec les droits des femmes. Dans le même ordre d'idée, nous signalons la présence de 38 publications consacrées à la communication interne entre les groupes d'opposition ou entre les paroisses évangéliques, qui contribuent à la communication et au débat entre les groupes. En effet, il y est surtout question de partager des communications officielles de pasteurs ou d'opposants (à travers des lettres ouvertes ou des discours lors de cadres collectifs) ou des comptes rendus de réunions, de manifestations ou de séminaires

[571] Les thématiques concernées sont : « démocratie et droits de l'homme », « économie », « éducation », « marginalité », « culture » et « villes ».

ecclésiastiques, en plus des textes argumentatifs permettant d'échanger des idées ou de construire des revendications collectives.

c) *Les revues de documentation*

Pour rappel, les revues de documentation, moins nombreuses que les autres types de revues étudiées précédemment, sont au nombre de 74. Leur format est aussi assez différent puisqu'il ne s'agit pas cette fois de revues qui ont l'apparence de journaux d'information comme nous les connaissons aujourd'hui, mais plutôt d'une compilation de textes qui ne sont pas forcément reliés par des commentaires, des explications ni des mises en contexte par le groupe d'édition.

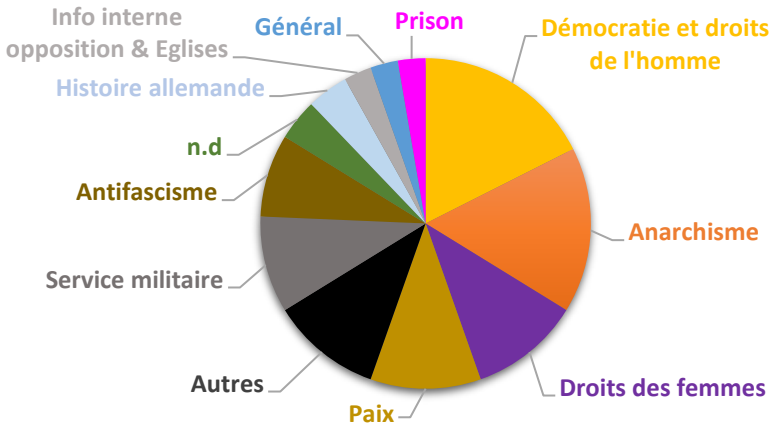
Compte tenu de leur fonction de documentation et du cercle restreint au sein desquels elles circulent, on y traite de sujets de fond, qui sont donc plus théoriques, idéologiques, que ce que nous pouvons trouver dans les autres types de revues. Il s'agit en effet d'espaces de construction et de développement de la pensée de l'opposition. Il peut donc y être question des fondements idéologiques de la mobilisation de l'opposition, ou de certains groupes de l'opposition, qui permettent d'expliquer en quoi le système socialiste soviétique est ancré dans une idéologie qui n'est pas complètement partagée – du moins dans son application – par une partie de l'opposition politique.

Ces revues sont aussi des espaces qui permettent de documenter la mobilisation de l'opposition et de la replacer dans un mouvement politique tourné vers le pacifisme et la défense des droits fondamentaux. Les groupes d'édition partagent alors des textes de penseurs allemands ou étrangers qui prennent aussi position sur ces sujets fondateurs de la *Friedensbewegung* et des *Basisgruppen*. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont ces textes qui peuvent permettre de fournir aux opposants les outils théoriques pour structurer leur pensée et faire évoluer leurs idées et leurs revendications.

Compte tenu de ces éléments, la distribution thématique des 74 revues de documentation recensée ne devrait pas ressembler à celles des autres types de revues. Les publications généralistes étant moins appropriées à ce type de format, qui a justement pour objet d'être thématique et de porter sur des éléments idéologiques, elles ne devraient pas être majoritaires ni même occuper une place de premier plan. En revanche, les sujets fondateurs des mouvements d'opposition comme la paix et les thématiques ayant trait au respect des droits fondamentaux devraient quant à eux occuper une place plus importante.

C'est en effet ce que montre la figure suivante :

Figure n°36 : Distribution thématique des revues de documentation (1971-1990)



572

Comme attendu, la distribution thématique des revues de documentation est très différente de celles que nous avons observées jusqu'ici. En effet, aucune thématique ne se dégage largement et on observe même une répartition assez homogène entre elles, avec 13 publications sur la démocratie et les droits de l'homme, 12 sur l'anarchisme, 8 sur les droits des femmes, 8 sur la paix, 7 sur le service militaire et 6 sur l'antifascisme.

Ces résultats sont conformes à ce qui pouvait être attendu compte tenu des spécificités de ce type de revues. Les publications sur l'antifascisme et l'anarchisme traduisent l'objectif de ces revues qui consistent à donner des outils idéologiques au lecteur. Elles s'adressent à un public averti et peut-être aussi à un réseau anarchiste lui aussi très présent au sein du mouvement d'opposition. C'est particulièrement le cas à Berlin, où la *Kirche von Unten (KvU)* héberge des groupes anarchistes et leur donne les moyens d'éditer des revues politiques[573].

Cela transparaît dans nos données puisque les 12 publications recensées portant sur l'anarchisme sont issues de deux samizdats politiques berlinois, tous les deux édités dans les

[572] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°36, p. 623 : Les thématiques qui ne représentent qu'une occurrence sont rangées dans la catégorie « Autres ». Il s'agit de : « écologie », « international », « éducation », « marginalité », « économie », « politologie », « ville » et « Vaclav Havel ».
[573] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1990, Op. Cit.*, p. 686-689.

locaux de la *Kirche von Unten.* Il s'agit de *Kopfsprung*[574] édité entre 1987 et 1990[575] et de *Fanal*[576] dont les publications ne sont pas datées[577].

Le samizdat *Kopfsprung* est peut-être la revue qui représente le mieux les revues de documentation. Tout d'abord, il s'agit de publications assez denses en comparaison des revues d'information ou encore des revues de communication interne. Les 9 numéros édités comprennent chacun entre 22 et 42 pages. Les articles sont moins nombreux et plus longs. Sur le plan du contenu, les textes peuvent être de natures différentes, mais le fil directeur consiste toujours à apporter des éléments de compréhension sur l'idéologie anarchiste. Si on prend pour exemple le premier numéro, on se rend tout de suite compte de la raison pour laquelle les groupes éditent ce type de revues : le premier article est une sorte de présentation de l'anarchisme. Il s'intitule « *Was ist eigentlich Anarchie ?* » [Qu'est-ce que l'anarchie ?]. Un autre article porte sur la non-violence comme l'un des principes de l'anarchisme. On y trouve également des textes importés, comme par exemple l'article du journaliste allemand Augustin Souchy au sujet du théoricien russe du communisme libertaire Peter Kropotkin. Enfin, on peut y lire un texte qui fait un état des lieux des mouvements anarchistes dans d'autres pays, en l'occurrence en Bulgarie, ainsi que des poèmes d'auteurs anarchistes. La ligne éditoriale reste la même pour chacun des 9 numéros dans lesquels nous retrouvons toujours ces types de textes[578]. Par ailleurs, les auteurs ne sont pas nommément identifiés mais ils se revendiquent d'un réseau anarchiste de Berlin-Est, Halle/Saale et Leipzig.

Le contenu n'est donc pas informatif et ne semble pas être produit par le groupe lui-même. Il s'agit ici d'une compilation de textes qui a pour objectif de donner de nouvelles connaissances au lecteur au sujet de l'anarchisme. À l'aide de textes littéraires, de textes philosophiques ou politiques et de documents importés par l'intermédiaire du réseau de l'opposition, le groupe de rédaction entend apporter du contenu idéologique et des éléments de réflexion à l'opposition, peut-être pour faire évoluer une partie d'entre elle vers un communisme plus libertaire que celui qui est défendu par la majeure partie des mouvements d'opposition.

---

[574] *Kopfsprung,* RHG/PS 060/01 à RHG/PS 060/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1987-1990.

[575] Il faut noter qu'un autre numéro de *Kopfsprung* est édité en 1992, sous forme de magazine à mi-chemin entre la revue artistique et la revue politique. La revue est conservée dans les archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft de Berlin (RHG/PS 060/06).

[576] *Fanal,* RHG/PS 037/02/ à RHG/ 037/05, *Op. Cit.*

[577] Nous avons fait le choix de classer le premier numéro de *Fanal* (RHG/PS 037/01) parmi les revues portant sur les droits des femmes. Il s'agit d'un mémoire de Maîtrise portant sur la place des femmes dans les milieux anarchistes.

[578] Anne-Dorothee VOGEL, *Samisdat in der DDR, Op. Cit.*, p. 93-95.

En plus des sujets idéologiques que nous venons de mentionner, les sujets fondateurs de la *Friedensbewegung* occupent une place majeure dans les revues de documentation. En effet, les questions de démocratie, de droit des femmes, de service militaire et de paix représentent au total 36 publications sur les 74 revues de documentation recensées. Cela démontre le besoin des groupes d'opposition de documenter leur mouvement politique, soit pour le remettre dans un contexte international et démontrer que des choses se passent aussi ailleurs, soit pour apporter des preuves supplémentaires au bienfondé de leur engagement.

Si on s'intéresse aux revues sur la défense des droits de l'homme, nous retrouvons des samizdats qui remplissent justement ces fonctions. D'une part, les samizdats *Varia*[579] et *Demokratie & Sozialismus in der UdSSR nach Trotzkis Vorstellung*[580] sont deux exemples qui montrent cette fonction de mise en contexte du mouvement de défense des droits de l'homme. Le premier est un samizdat édité à Leipzig en 1989 qui fait un état des lieux des arrestations pour motifs politiques ou religieux en Tchécoslovaquie. Cette documentation a pour but de préparer une journée d'action en soutien à ces prisonniers. Le second est une revue éditée par le groupe *demokratische SozialistInnen* de Berlin-Est en 1988. On y trouve une compilation de textes de Trotski ou de penseurs trotskystes au sujet de la relation entre le socialisme et la démocratie. Ici aussi, cette sélection de textes a été effectuée de sorte à apporter de la matière idéologique au lecteur afin qu'il puisse parfaire ses connaissances sur le sujet, et ainsi être un militant plus convaincant et donc plus efficace dans la démarche de conviction de nouveaux opposants.

D'autre part, nous pouvons aussi citer des samizdats dont l'objectif est d'apporter des preuves, des documents sous diverses formes (témoignages, photographies, textes de lois…), qui justifient la mobilisation politique et démontre qu'elle se fonde sur des faits avérés, pour lesquels les groupes d'opposition sont en mesure d'apporter des preuves tangibles. Ces samizdats sont le fruit d'une collecte de données, d'une investigation de terrain ou d'un travail de collecte de documents pertinents pour leur démonstration. Nous pouvons mentionner le samizdat *Wahlfall 89*, qui recense tous les résultats des votes aux élections communales de mai 1989. Les groupes d'opposition se sont organisés dans toute la RDA afin d'assister aux dépouillements dans le but de comparer leurs propres relevés aux résultats annoncés dans les journaux officiels. Si les résultats ont été largement commentés dans les samizdats politiques,

[579] *Varia, Arbeitstexte zum DDR-weiten Aktionstag für die aus politischen und religiösen Gründen Inhaftierten in der CSSR*, RHG/PS 113, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 1988.
[580] Le samizdat fait partie des anciens fonds de la Matthias-Domaschk-Archiv. Il n'est pas encore répertorié dans les fonds de la Robert-Havemann-Gesellschaft.

et notamment dans les journaux d'information et d'opinion, ils sont ici présentés de manière brute, comme des annexes qui viendraient appuyer l'argumentation des autres samizdats. Cette revue de documentation permet donc de recenser tous les résultats afin que les autres groupes puissent s'appuyer sur ces documents pour publier leur propre interprétation ou revendications dans leurs samizdats respectifs.

Dans le même ordre d'idée, d'autres samizdats politiques sont édités pour proposer une compilation de témoignages, comme lors d'événements qui ont donné lieu à une forte répression par les services de Police de l'État. C'est le cas dans *Gedächtnisprotokolle*[581] et dans *Die Mücke*[582], par exemple. Il convient aussi de mentionner *Straßenmusikfestival im Leipziger Stadtzentrum*[583] édité en juin 1989 à Leipzig, qui a pour objet de documenter à travers des témoignages, des photos et des comptes rendus – un peu à la manière de reporters – les actions répressives de la Police est-allemande à l'occasion d'un festival de musique non autorisé.

Comme on peut le constater au travers de ces exemples, le sujet de la défense des droits de l'homme se prête assez bien au format, dans la mesure où l'opposition peut ainsi mettre par écrit la multitude d'exemples d'atteintes aux droits fondamentaux auxquels elle est confrontée. Grâce à leur travail de terrain, les groupes sont en mesure d'apporter des exemples concrets, qui, au-delà de l'enjeu de documentation pour alimenter les samizdats ou les actions politiques des autres groupes, peuvent être un moyen de convaincre des citoyens de RDA de la violence de cet État, dont les actions répressives sont le plus souvent cachées par la presse officielle. Ici, on peut dire que l'on revient aux premiers samizdats politiques russes, qui consistent à livrer de l'information officielle ou au moins vérifiable, sans les commenter, de manière à laisser le lecteur réfléchir par lui-même et se faire sa propre idée sur les éléments qu'il a sous les yeux.

Des exemples analogues peuvent aussi être cités pour ce qui concerne la paix et le service militaire, ce qui nous conduit à établir les mêmes constats pour ces thématiques. On retrouve d'une part les *Materialsammlungen* dans le samizdat *Friedensnetz*[584], qui sont des compilations de textes importés ou de textes rédigés par d'autres opposants de RDA. Ils ne sont pas commentés mais le choix des textes est là aussi effectué de sorte à proposer au lecteur un panel de réflexions et de prises de position sur le sujet du pacifisme. Le fait d'indiquer en sous-titre qu'il s'agit d'une *Materialsammlung* (littéralement : collection de matériel) précise bien la

[581] *Gedächtnisprotokolle. Tage und Nächte nach dem 7. Oktober – Berlin,* RHG/PS 045, *Op. Cit.*
[582] *Die Mücke. Dokumentation der Ereignisse in Leipzig.* RHG/PS 075, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, mars 1989.
[583] *Straßenmusikfestival im Leipziger Stadtzentrum. Berichte, Fotos vom 10. Juni 1989,* RHG/PSER 022/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, juin 1989.
[584] *Friedensnetz . Eine Materialsammlung,* RHG/PS 041/01 à RHG/041/04, *Op. Cit.*, Rostock et Schwerin, février 1984-novembre 1986.

volonté de collecter des textes afin de donner de la matière pour réfléchir et se documenter sur le sujet. Concernant le service militaire, le même procédé est utilisé dans le samizdat *Wir suchen weiter nach Wegen zum Frieden*[585], dans lequel on trouve également une compilation de textes de différentes natures dans le but de justifier, de documenter et donc de convaincre autour de la revendication qui consiste à instaurer un service civique social (*Sozialer Friedensdienst – SoFd)* à la place des services militaires obligatoires en RDA.

Enfin, les revues de documentation répondent à un dernier enjeu, celui de proposer des textes importés à contenu politique qui sont interdits à la reproduction en RDA, ou bien des textes d'opposants qui ne peuvent pas obtenir de licence de publication ou ne cherchent tout simplement pas à en obtenir. Comme nous avons eu l'occasion de le dire, c'est ce qui fait des revues de documentation les samizdats politiques qui se rapprochent le plus des samizdats littéraires. Nous avons déjà mentionné les compilations de textes littéraires anarchistes, notamment dans le samizdat *Fanal*, dont quatre des cinq numéros sont des éditions consacrées à des auteurs anarchistes. Le numéro 2 est une compilation de « classiques anarchistes »[586], les numéros 3 et 5 sont dédiés à Erich Mühsam et le numéro 4 à Mikhaïl Bakounine. Mais nous pouvons aussi citer les exemples de *Jiskor*[587] qui rassemble des poèmes ou des textes d'auteurs en mémoire de la nuit de Cristal, ou encore *Vaclav Havel*[588], qui comme son titre l'indique est une compilation de textes importés et traduits de l'auteur et opposant au régime socialiste tchécoslovaque Vaclav Havel. Concernant cette dernière revue, l'objectif du groupe d'édition est annoncé dès la page de présentation : le recueil de textes concerne la répression politique des opposants en Tchécoslovaquie et a vocation à mieux informer les opposants de RDA sur la situation dans ce pays sur lequel ils n'ont que peu d'informations à leur disposition. Selon le groupe d'édition, la lecture de l'œuvre de Vaclav Havel est indispensable pour comprendre la situation tchécoslovaque[589]. Cette revue constitue une nouvelle preuve que le partage de textes littéraires a bien une valeur politique qui dépasse la seule circulation de textes interdits. Ils permettent de rétablir un contexte ou de traduire une réalité que l'on ne peut pas voir soi-même.

---

[585] *Wir suchen weiter nach Wegen zum Frieden. Eine Sammlung von Dokumenten, Konzepten, Beiträgen zum Thema : SoFd*, RHG/MK 11, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Naumbourg, 1988.
[586] *Fanal Reihe anarchistischer Klassiker*, RHG/PS 037/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin.
[587] *Jiskor. Eine Textsammlung zum Gedenken an den 50. Jahrestag des Novemberprogromms in Deutschland (Kontexte-Sonderheft)*, RHG/PS 056, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 9 novembre 1989.
[588] *Vaclav Havel. Gemeinsame Sonderausgabe von KONTEXT. Beiträge aus Kirche. Gesellschaft. Kultur / OSTKREUZ. Politik, Geschichte, Kultur*, PS 112, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, mai 1989.
[589] *Ibid.*, p. 3-4.

Ces éléments nous amènent une nouvelle fois à constater que les revues de documentation répondent à des besoins complémentaires de ceux que nous avons mentionnés pour les autres types de publications, et cela transparait dans les données concernant la distribution thématique de ces revues. En effet, on trouve ici des thématiques que nous n'avons pas eu l'habitude de mentionner jusqu'ici, comme l'anarchisme et l'antifascisme, qui sont des sujets idéologiques de fond et qui ne se prêtent pas forcément aux journaux d'information par exemple. Puisque le format consiste justement à donner de la matière pour étoffer la réflexion et les revendications des groupes d'opposition, la compilation de textes littéraires ou politiques sur ces sujets de fond est ce qui répond le mieux à cet enjeu.

Aussi, de manière complémentaire avec le travail effectué dans les autres types de samizdats politiques, les revues de documentation font office d'annexes, de banques de documents dans lesquelles les textes ne sont pas directement commentés. Le commentaire politique s'y lit entre les lignes, à travers le choix des textes. Ces revues sont éditées à destination d'autres groupes de l'opposition ou bien de lecteurs moins avertis qui se laisseront davantage convaincre par des documents pouvant appuyer ces prises de position idéologiques. De ce point de vue-là, elles sont des compléments aux journaux d'information et d'opinion puisqu'elles apportent des sources concordantes qui donnent du crédit au travail d'information des groupes d'opposition. Elles constituent une autre forme de complémentarité par rapport aux dossiers thématiques qui sont le pendant argumentatif des revues de documentation.

d) Les dossiers thématiques

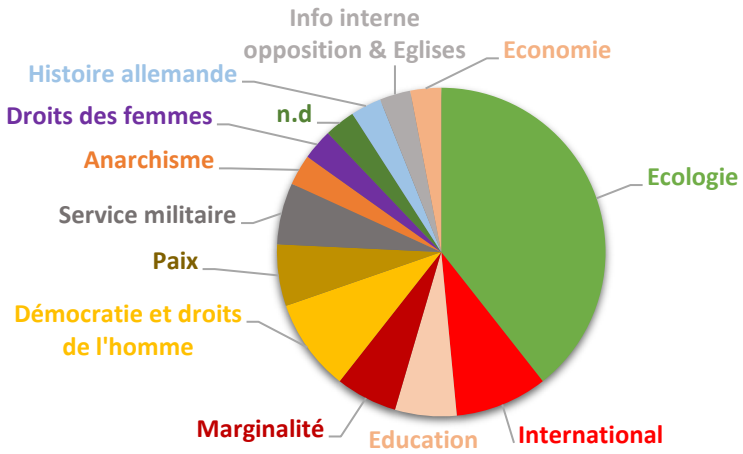
Comme les revues de documentation, les dossiers thématiques s'inscrivent dans une forme de complémentarité avec les journaux d'information et d'opinion ainsi qu'avec les revues de communication interne. Ils sont en quelque sorte un approfondissement du travail d'information, sous forme de démonstration argumentée et appuyée par des sources, des enquêtes de terrain, des témoignages ou encore des extraits de textes philosophiques, politiques ou littéraires. À la différence des revues de documentation, l'argumentation des groupes d'opposition et des opposants est au cœur de la revue, les documents viennent appuyer l'argumentaire politique.

Compte tenu de leurs spécificités, elles semblent être adaptées à des sujets techniques, qui demandent un travail de recherche poussé. Elles s'adressent également à un public averti, qui lit ce type de revues pour avoir accès à un contenu spécialisé. C'est notamment le cas des groupes écologistes qui cherchent à fonder leur combat politique sur des données tangibles, qui

démontrent que leur mobilisation est juste et qu'elle répond à une urgence pourtant niée par l'État. Il en va effectivement de la crédibilité de ces opposants et de ces groupes, qui ne sont pas forcément des spécialistes de leurs sujets, au sens de spécialistes scientifiques. Ils ont par exemple un intérêt pour l'écologie mais ne sont pas forcément en mesure d'étayer leur résonnement par des données chiffrées ou des démonstrations qui pourraient convaincre face au discours officiel. Ainsi, les dossiers thématiques sont des outils d'argumentation supplémentaires dont les groupes peuvent disposer, en plus bien entendu du combat idéologique qui est plutôt transversal à toutes les thématiques abordées par les mouvements d'opposition.

Les sujets traités dans les dossiers thématiques sont donc plus précis, et spécialisés dans des domaines bien définis. Nous ne trouvons donc pas de publications généralistes par exemple. C'est ce que montre la figure suivante qui présente la distribution des thématiques abordées dans les 36 dossiers thématiques recensés entre 1971 et 1990 :

Figure n°37 : Distribution thématique des Dossiers thématiques (1971-1990)



590

La thématique qui se dégage particulièrement est bien l'écologie, qui donne lieu à 13 publications. Elles sont éditées dans différentes villes (à Berlin-Est, Cottbus, Leipzig, Greifswald et Wittenberg) mais sont à chaque fois le produit du travail de groupes influents dans chacune de ces villes. Il s'agit de groupes qui ont d'abord les moyens de produire des samizdats denses, parfois alimentés par des photographies, des graphiques ou des dessins, ce qui demande un matériel suffisamment performant pour pouvoir les imprimer dans une qualité satisfaisante. Il faut également avoir les moyens humains pour mener des enquêtes de terrain et faire des recherches documentaires importantes avant d'entreprendre la rédaction de ces textes

[590] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n° 37, p. 624.

demandant de fait une certaine expertise, tant dans le contenu que dans la méthodologie et la qualité rédactionnelle.

Parmi les groupes qui les éditent, on retrouve par exemple la *Umwelt-Bibliothek*, le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg, et des groupes intégrés dans des paroisses d'Églises évangéliques. Ces différentes structures ont les moyens techniques et humains pour se lancer dans de telles revues, et ont surtout le nombre de contributeurs et le réseau suffisant pour se procurer des sources, pour vérifier les données présentées et faire relire les textes rédigés. Aussi, le fait de travailler en lien avec les Églises et certaines de leurs structures comme le *Forschungsheim* à Wittenberg garantit le contact avec des personnes qui ont fait des études, notamment universitaires.

L'écologie est en soi un sujet large, qui peut être abordé sous bien des angles et qui peut concerner des domaines bien différents. Cela transparaît clairement dans les dossiers thématiques, dont les sujets précis sont le plus souvent définis dès le titre. L'opposition aborde ainsi plusieurs questions, comme le nucléaire dans *Eine Kernfrage*[591], *Nicht das Letzte Wort. Kernenergie in der Diskussion*[592] et *Morsche Meiler. Atomkraft in der DDR-Weiternutzen oder Ausstieg*[593]. Les trois samizdats paraissent au cours de l'année 1987 mais sont édités dans trois villes différentes, respectivement à Greifswald, Wittenberg et Berlin-Est.

Au vu de la date, on peut se dire que ces trois dossiers sont édités en réaction à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl qui a déclenché dans toute l'Europe une certaine inquiétude autour des centrales nucléaires. En RDA, même si les préoccupations autour de l'écologie sont plus anciennes, c'est véritablement à partir de 1987 que les dossiers sur le sujet commencent à paraître sous forme de samizdats. On y trouve des études chiffrées sur les dangers du nucléaire, notamment en raison des conséquences indirectes de la présence des centrales à proximité des villes. Ces conséquences se mesurent par la qualité de l'eau et de l'air, ou bien par la pollution des sols. Pour le démontrer, les groupes d'opposition font état de leurs relevés dans ces samizdats, ou bien partagent des relevés effectués dans d'autres pays, par des scientifiques cette fois.

Parmi les autres sujets abordés en lien avec l'écologie et toujours traités selon une méthode proche des articles de recherche, on trouve des samizdats portant sur la situation des

[591] *Eine Kernfrage,* RHG/HL 206, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Greifswald, 1987.
[592] *… Nicht das letzte Wort. Kernenergie in der Diskussion,* RHG/PS 081, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1987.
[593] *Morsche Meiler. Atomkraft in der DDR-Weiternutzen oder Ausstieg. Reader zum 3. Ökologieseminar (28. – 30. November 1986),* RHG/PS 074, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1987.

forêts, avec *Wie man in den Wald tubt. Heft zum Thema Waldsterben*[594], d'autres sur la pollution de l'air, comme *Das erfurter Filterpapier*[595], ou encore sur les mines de charbon avec *Depressionen einer Landschaft*[596] et sur la surexploitation agricole avec *Agrarwirtschaft und Umwelt*[597]. Enfin, pour envisager le sujet de manière plus globale, trois dossiers sont consacrés aux usages et aux habitudes à adopter pour protéger la planète et avoir un mode de vie plus responsable : *Umweltschutz im Haushalt. Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen*[598], *Joachim Krause, Tips für umweltgerechtes Verhalten im Alltag*[599] et *Die Erde ist zu retten*[600], avec cette fois une approche plus religieuse des questions en lien avec l'écologie.

Comme on peut le constater, le format des dossiers thématiques est propice à un traitement plus précis, plus approfondi, des thématiques abordées dans les autres types de samizdats politiques. Cela permet en outre de développer des sujets précis, parfois techniques ou tellement spécialisés qui n'intéresseraient pas nécessairement le plus grand nombre, ce qui irait contre les objectifs des journaux d'information par exemple.

C'est certainement ce qui explique le fait qu'à part l'écologie, toutes les autres thématiques abordées dans les dossiers thématiques ne donnent lieu qu'à un nombre restreint de publications, entre 1 et 3 par thématiques. On retrouve des sujets que nous avons rencontrés dans tous les types de revues ou presque, comme l'actualité internationale, la défense des droits de l'homme, la paix, les droits des femmes et le service militaire. Mais des sujets moins abordés font aussi leur apparition parmi les dossiers thématiques, comme l'économie, l'éducation, la marginalité, ou encore la sociologie. Pour tous ces sujets, la méthode est assez comparable à celle que nous avons décrite au sujet des dossiers sur l'écologie. Dans certains cas, ces samizdats sont présentés par leurs auteurs comme des « textes de travail » [*Arbeitstexte*[601]] ou des « essais » [*Erproben*[602]]. Cela confirme que ces textes sont bien produits – ou au moins mis en cohérence et utilisés à des fins d'argumentation – par les groupes d'édition afin de contribuer

[594] *Wie man in den Wald tubt. Heft zum Thema Waldsterben*, RHG/PS 118, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1985.
[595] *Das Erfurter Filterpapier. Organ des 2 Ökumenischen Luftseminars in Erfurt, 22-24.9.1989*, RHG/PS 034, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, septembre 1989.
[596] *Depressionen einer Landschaft. Erlebnisse, Erfahrungen und Fakten. Eine Studienfahrt in Brankohlegebiete des Bezirkes Cottbus*, RHG/PS 027, *Op. Cit.*
[597] *Agrarwirtschaft und Umwelt*, Cl. 36, *Op. Cit.*
[598] *Umweltschutz im Haushalt. Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen*, RHG/PS 109, *Op.Cit.*
[599] *Joachim Krause. Tips für umweltgerechtes Verhalten im Alltag*, RHG/PS 061, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1985.
[600] *Die Erde ist zu retten. Umweltkrise, christlicher Glaube, Handlungsmöglichkeiten*, RHG/PS 033, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, février 1985.
[601] *Ostmitteleuropa, Arbeitstexte zu Kultur, Geschichte und Politik*, RHG/PS 085, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, octobre 1988.
[602] *Jan Strzelecki - Radix-Blätter 11. Erproben im Zeugnis*, RHG/PS 104, *Op. Cit.*

aux débats politiques et peut-être, faire évoluer les revendications et les actions des mouvements d'opposition.

L'étude thématique des différents types de revues nous montre que chacun d'eux répond à des besoins différents en termes épistémologiques, mais aussi en lien avec le sujet qui est abordé. Tout d'abord, le travail d'information des groupes d'opposition est nécessaire, et ce sur un champ le plus vaste possible de thématiques. Cela explique la présence en grand nombre des revues généralistes. Les sujets politiques qui motivent la mobilisation de l'opposition sont ensuite des questions qui doivent être débattues au sein du réseau de l'opposition et des Églises et qui nécessitent donc la création d'un réseau militant et d'un réseau de réflexion. Les revues de communication interne répondent à ces deux besoins, dans la mesure où elles portent principalement sur des sujets structurants des mouvements d'opposition (écologie, paix, droits de l'homme), permettant ainsi aux groupes d'échanger leurs textes et leurs idées. Elles permettent également de créer de nouveaux réseaux, parfois sur des thématiques nouvelles ou moins ancrées dans la *Friedensbewegung* et les *Basisgruppen,* comme le droit des femmes par exemple. Cela contribue à la mise en place de nouvelles actions politiques, en plus de celles sur lesquelles ces revues permettent aussi d'échanger des informations. Enfin, les revues de documentation et les dossiers thématiques permettent d'aborder sous deux angles différents – sous forme de recueil de textes locaux ou importés, non commentés et laissés à l'interprétation du lecteur pour les unes, ou sous forme de dossiers argumentatifs construits autour du travail de terrain et de recherches des groupes d'opposition, qui prennent position et construisent eux-mêmes du discours politique sur des contenus spécialisés pour les autres.

Ces éléments globaux, et qui permettent de dresser un panorama des samizdats politiques et de leurs spécificités, doivent maintenant être confrontés à une analyse plus resserrée sur les particularités locales, nationales et transnationales de l'utilisation des samizdats politiques. Ils s'inscrivent en effet dans un contexte politique propre à chaque localité ou district d'une part, et dans la dynamique d'un réseau plus ou moins large d'autre part, ce qui a des influences directes sur la quantité de samizdats produits, mais aussi sur les thématiques abordées et sur la capacité d'un samizdat à toucher le public qu'il vise.

Mais avant cela, il convient de s'intéresser aux conditions matérielles dans lesquelles les samizdats politiques ont été édités et reproduits. Il s'agit d'une composante importante des recherches que nous avons menées en archives, car elles permettent d'expliquer, au moins en partie, les résultats que nous venons de détailler, notamment pour ce qui concerne l'évolution du nombre de samizdats produits au cours de la période étudiée. Dans la mesure où un matériel

de qualité permet de produire davantage d'exemplaires et de garantir une qualité d'impression supérieure, l'étude de l'évolution des conditions matérielles permet également de justifier l'importance croissante du samizdat politique en tant que média d'opposition. Elles ont d'une part permis de les diffuser dans des quantités toujours plus importantes, et d'autre part, elles ont progressivement rendu ces supports plus agréables à lire, leur donnant un aspect plus attractif aux yeux du lecteur.

III. Outils et conditions de conception des samizdats politiques

L'analyse qui résulte de l'étude des données extraites de notre base de données ne peut être déconnectée d'un travail sur les conditions matérielles avec lesquelles les groupes d'opposition ont dû composer pour éditer leurs samizdats politiques. Nous nous intéresserons ici aux difficultés rencontrées par l'opposition pour se procurer du matériel d'impression et de reproduction des textes et aux méthodes utilisées pour les contourner. Il a parfois fallu compter sur un réseau, ou bien compter seulement sur soi-même et sa propre débrouillardise pour trouver des solutions de contournement.

Nous tenterons également, à l'aulne des relevés effectués en archives qui ont été reportés dans notre base de données et des constats que nous pourrons faire au sujet des samizdats consultés, de reconstituer l'évolution technique et technologique qui a permis aux groupes d'opposition de produire de plus en plus de samizdats afin de pouvoir en diffuser toujours plus et partir à la conquête de l'espace public. Ces évolutions seront constatables aussi bien sur le plan de l'amélioration visuelle de la qualité d'impression que sur celui de la capacité à éditer régulièrement des samizdats politiques de plus en plus denses.

Nous avons déjà pu nous attarder sur la courbe d'évolution du nombre de publications au cours de la période étudiée (cf. figure n°2). Celle-ci s'explique en partie grâce à la multiplication du nombre de groupes et d'opposants qui se lancent dans l'autoédition. Mais c'est aussi le résultat d'un matériel plus performant qui supporte des impressions plus importantes et donc une production plus intensive. L'enjeu est ici de déterminer quels sont les facteurs endogènes et exogènes qui ont permis ce progrès technique et quelles ont été les conséquences concrètes sur la production des samizdats. Nous nous appuierons sur les témoignages d'anciens membres des groupes d'opposition ayant édité des samizdats politiques ainsi que sur des exemples de revues imprimées afin d'illustrer nos propos.

A. Des difficultés à trouver du matériel et des espaces de travail

À ce stade, nous ne revenons pas sur les marges de manœuvre introduites par la loi ou par la tolérance des autorités, nous avons déjà eu l'occasion de détailler ces éléments au cours de la première partie. Comme nous avons eu l'occasion de le dire, les Églises ont constitué, tout au long de la période de production des samizdats, des lieux de refuge pour l'opposition et pour les activités auto-éditoriales. Par cet intermédiaire, les groupes d'opposition ont pu avoir accès à du matériel d'écriture et de reprographie qu'il est interdit et donc difficile de se procurer ailleurs. Et comme nous l'avons déjà expliqué, le matériel des Églises a été acquis légalement, et avec l'autorisation des autorités compétentes en la matière (cf. citation de Werner Jarowinski, p. 144).

Bien que les Églises soient *a priori* mieux dotées en matériel que les groupes politiques autonomes, la règlementation et la menace constante de la répression par les organes de contrôle de l'État rendent plus compliquées les possibilités de se procurer du matériel, même pour les paroisses des Églises évangéliques. Dans son autobiographie, le pasteur Rainer Eppelmann rend compte de son activité dissidente au sein de sa paroisse des Samaritains [*Samaritergemeinde*][603]. Il y insiste sur les difficultés à se procurer du matériel, bien que les conditions aient été plus favorables pour sa paroisse dans la mesure où il avait obtenu le don d'un duplicateur moderne par le Consistoire :

> *« Au départ, nous imprimions le journal, qui n'avait pas le droit d'en être un, avec des stencils. Cela coûtait un paquet d'argent. Nous devions dégoter du papier, la marchandise n°1 qui fait défaut en RDA, et demandions à des journalistes et des hommes politiques qui nous rendaient visite de nous apporter des stencils. C'était à chaque fois un énorme tour de force de finir un numéro. Mais nous avons réussi à faire paraître le journal régulièrement. Nous numérotions chaque numéro jusqu'à ce que la nervosité se répandît parmi le consistoire. Car en RDA, un journal n'était pas autorisé à paraître sans agrément officiel. Notre papier était-il un journal ou une lettre paroissiale ?*
>
> *[…]*
>
> *À ma demande, Manfred Stolpe nous apporta obligeamment son aide pour obtenir une presse moderne qu'il avait faite passer en douce de l'Ouest vers l'Est par je ne sais quel chemin dissimulé. La seule chose que je sais, c'est qu'un jour, j'ai été informé qu'il y avait une grande presse dans une paroisse du centre-ville qui devait nous être offerte. Nous sommes partis secrètement, avons emballé rapidement la machine, nous avons repris le chemin de la maison et avons installé la machine dans la cave de locaux paroissiaux. Seules trois ou quatre personnes étaient au courant pour la machine et seules deux possédaient les clés de la salle d'impression. A*

[603] Rainer EPPELMANN, *Fremd im eigenen Haus. Mein Leben im anderen Deutschland*, Cologne, Kippenhauer & Witsch, 1993, p. 124-126.

ce jour, je ne sais pas si la Stasi savait que notre presse se trouvait dans la cave et plus tard dans mon logement de fonction pastoral. » [604].

Ce témoignage de Rainer Eppelmann nous apporte plusieurs indications : tout d'abord, il illustre les difficultés importantes à se procurer du matériel. Comme nous l'avons dit, la réglementation est stricte, et les institutions ou administrations autorisées à manipuler du matériel d'impression sont clairement identifiées, ce qui limite la libre circulation du matériel. Cela ne concerne pas seulement les machines, mais aussi le papier et l'encre. Cette précarité matérielle entraîne donc une instabilité importante dans l'activité des groupes d'édition, qui ne sont jamais vraiment certains de pouvoir boucler un numéro. C'est un élément important dont il faut tenir compte car d'une part il explique la difficulté pour les groupes d'éditer des samizdats périodiques, à fréquence régulière, et à l'inverse, cela montre le travail colossal qui a dû être entrepris par chacun des groupes ayant réussi à éditer des samizdats, *a fortiori* périodiques. D'autre part, cela pourrait aussi signifier que de nombreuses autres initiatives ont peut-être débuté, mais n'ont jamais pu voir le jour. Le recueil de samizdats que nous constituons n'est donc que la partie visible et qui a pu aller à son terme de l'activité auto-éditoriale.

D'autres formes d'instabilité transparaissent également ici. La première concerne la possible répression par la *Stasi*. Par ailleurs, le fait que Rainer Eppelmann précise que le nombre de personnes disposant de la clef de la salle de reprographie est limité fait référence à la méfiance constante qui s'est installée dans les relations sociales, de travail, et même de famille, du fait de la présence possible de collaborateurs non-officiels [*inoffizieller Mitarbeiter – IM*] qui auraient pu infiltrer le réseau ou le groupe d'opposition. Cela réduit au maximum le nombre de personnes pouvant participer au travail d'édition des samizdats, sous peine de vivre le même genre d'infortune que l'*IFM* qui comptait un *IM* parmi ses membres, ce qui les a conduits à

[604] «Wir druckten die Zeitung, die keine sein durfte, am Anfang auf Matrizen. Das kostete eine Menge Geld. Wir mussten Papier auftreiben, in der DDR die Mangelware Nr.1, und baten Journalisten und Politiker, die uns besuchten, Matrizen mitzubringen. Es war jedes Mal ein enormer Kraftakt, eine Ausgabe fertigzustellen. Aber wir schafften es, die Zeitung regelmäßig erscheinen zu lassen. Wir nummerierten die einzelnen Ausgaben, bis sich im Konsistorium Nervosität verbreitete. Eine Zeitung durfte in der DDR nämlich ohne behördliche Genehmigung nicht erscheinen. War unser Blatt eine Zeitung oder ein Gemeindebrief?
[…]

Dankenswerterweise verhalf uns Manfred Stolpe auf meine Bitte hin zu einer modernen Druckmaschine, die er auf irgendwelchen geheimen Wegen aus dem Westen nach Ost-Berlin schleuste. Ich weiß nur, dass ich eines Tages darüber informiert wurde, dass eine große Druckmaschine in einer Gemeinde in der Innenstadt stehe, die wir geschenkt bekommen sollten. Ganz konspirativ fuhren wir los, parkten im durch Mauern vor fremden Blicken geschützten Hof der Gemeinde, schauten uns prüfend um, packten die Maschine rasch ein, traten den Heimweg an und stellten sie im Keller unseres Gemeindehauses auf. Nur drei oder vier Leuten wussten von der Maschine und nur zwei besaßen Schlüssel für den Druckraum. Ich weiß bis heute nicht, ob die *Stasi* über unsere Druckmaschine im Keller, später in meiner Pfarrdienstwohnung informiert war », *Ibid.*, p. 124-126.

subir une forte répression de la *Stasi*, les conduisant à ralentir fortement leur activité politique et éditoriale.

Pour les Églises, l'autre forme d'instabilité concerne justement leur organisation interne. En effet, nous avons déjà mentionné le fait que le Consistoire, bien qu'il se soit engouffré dans les marges de manœuvre laissées par les textes de loi pour s'octroyer le droit de produire librement des textes qui ne seront pas soumis à la censure, tient à ce que cette activité éditoriale ne déborde pas trop, afin de ne pas attirer le regard de l'État et entrer *in fine* en conflit avec celui-ci. Officiellement, les paroisses sont autorisées par leur direction à éditer des bulletins paroissiaux. Mais dans la mesure où aucun contrôle n'est exercé sur ces écrits, cela peut laisser la place à la production de toutes sortes de textes. Seulement, comme l'indique le pasteur de l'Église des Samaritains, les revues périodiques ont réussi à s'installer dans la durée et à circuler suffisamment largement pour commencer à inquiéter le Consistoire. À travers ce témoignage, on comprend que les pasteurs agissent dans l'inquiétude d'une éventuelle intervention de leur direction, qui pourrait venir mettre fin à toute activité politique et confisquer tout matériel qui ne serait pas utilisé à bon escient. Cette incertitude est donc aussi une source d'instabilité. Au vu du nombre de revues éditées par Rainer Eppelmann, cette menace ne s'est pas concrétisée pour lui, mais nous pouvons supposer que bien des pasteurs en RDA ont dû refuser de courir ce risque et ne sont pas allés aussi loin pour soutenir une activité politique ou en développer une eux-mêmes.

Le témoignage nous confirme l'importance du réseau, mais dans ce cas précis afin d'obtenir du matériel. On comprend à travers le récit de Rainer Eppelmann que les Églises ont-elles-aussi profité des passages de matériel « sous le manteau » pour développer leurs activités. Il est ici fait mention de contacts avec des journalistes et des hommes politiques qui, grâce à leurs valises diplomatiques, ont pu faire passer du matériel en fraude par la frontière. C'est par exemple le cas d'élus du parti politique *Die Grünen*[605]. Nous avons aussi vu par ailleurs que ces passages de matériel en fraude ont aussi été permis par d'autres acteurs, comme par l'intervention indirecte d'anciens opposants expulsés de RDA vers l'Ouest, comme Roland Jahn par exemple.

Un autre élément important concerne l'argent et la somme importante que représente l'édition d'un samizdat. Rainer Eppelmann évoque ici les stencils, mais c'est aussi le cas du reste du matériel. Sachant que ce matériel n'est pas commercialisé pour le grand public, on ne peut se le procurer qu'auprès de fournisseurs spécialisés, ou bien grâce au marché noir. Et

[605] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried Op. Cit.,* p. 97.

lorsque la marchandise ne peut pas être trouvée facilement, son prix augmente, même dans un régime socialiste qui n'a pas adopté le modèle de l'économie de marché. Cela pose la question fondamentale du modèle économique de la production des samizdats et de la source des moyens financiers dont les groupes ont disposé afin de produire autant de samizdats politiques au cours de la période.

Comme nous le constatons, les difficultés et les incertitudes autour des possibilités techniques d'édition d'un samizdat sont nombreuses. Nous avons ici pris l'exemple d'un pasteur, et donc d'une activité éditoriale qui bénéficie de locaux, de matériel, d'un réseau structuré, et d'une protection directe des Églises évangéliques. Mais de nombreux groupes n'ont pas pu bénéficier d'un soutien aussi important et ont dû composer avec leurs propres moyens. C'est ce dont témoigne Wolfgang Rüddenklau, l'un des responsables de la rédaction des *Umweltblätter* :

> *« L'approvisionnement en encre d'imprimerie et en stencils nous causaient de gros problèmes. En RDA, ce matériel était strictement sous scellé administratif. Au départ, on était dépendants des dons venant de l'Église, puis le matériel nous a été offert, depuis Berlin-Ouest, par Roland Jahn qui avait été déchu de sa citoyenneté à Jena en 1983, et que des parlementaires de « Die Grünen » passaient clandestinement à la frontière vers l'Est, plus tard des journalistes correspondants à l'Est. Naturellement, très peu de personnes étaient au courant de ces itinéraires. Toutes les questions trop pressantes sur ces itinéraires nous laissaient penser qu'elles provenaient d'agissements de la Stasi. Nous éprouvions de plus grandes difficultés encore quant à l'approvisionnement des machines appropriées. Au début, les gens de la Umwelt-Bibliothek imprimaient dans différentes paroisses de Berlin, dépendant toujours du bon vouloir de quelques* pasteurs*. Lorsque cette bonne volonté s'épuisa en raison du nombre de tirage qui devenait de plus en plus important, deux collaborateurs de la Offene Arbeit, les groupes de travail collaboratifs avec l'Église, Bobo Wolff et Fritz Kühn, experts en technologie, se sont mis à l'impression. Ces deux-là ont bricolé de très vieux appareils à stencils, qui avaient été volés par des sympathisants dans des entreprises et des paroisses, pour en faire la toute première machine qui fonctionne. Pour utiliser cette machine, on avait besoin de 5 personnes : pour la retaille du papier très mal coupé, pour tourner la manivelle, pour récupérer les exemplaires sortis et pour trier les quelques 30% d'erreurs d'impression, et enfin pour tenir une baguette à l'intérieur de la machine pendant le fonctionnement. C'était un travail usant et de longue haleine, mais le numéro d'octobre des Umweltblätter vit le jour, de très mauvaise qualité. Ensuite, la chance sembla nous sourire. Un parlementaire au Bundestag pour les « Grünen », Wilhelm Knabe, un des amis vraiment loyaux de la Umwelt-Bibliothek, passa clandestinement un ronéographe des années 1970 dans une voiture. Lors de sa première mise en service pour la Umwelt-Bibliothek en novembre 1987, elle fut confisquée par la Stasi qui s'était introduite dans les locaux de la Umwelt-Bibliothek. »* [606].

[606] « Die Beschaffung von Druckerschwärze und Wachsmatrizen bereitete große Probleme. In der DDR waren diese Materialien unter strengen Behörden-Verschluss. Zunächst war man auf Zuwendungen aus Kirchenquellen angewiesen, dann wurde das Material von dem 1983 ausgebürgerten Jenenser Roland Jahn aus Westberlin gespendet und über einreisende Bundestagsabgeordnete der Grünen, später auch Korrespondenten nach Ostberlin geschmuggelt. Diese Kurierwege waren natürlich nur wenigen bekannt. Allzu dringliche Nachfrage nach diesen Wegen galt als mögliches Anzeichen für *Stasi*tätigkeit. Noch größere Schwierigkeiten gab es bei der Beschaffung geeigneter Maschinen. Zunächst druckten die Leute der Umwelt-Bibliothek in verschiedenen Berliner Gemeinden, immer abhängig von Wohlwollen einzelner Pfarrer. Als sich dieses Wohlwollen im Zuge der immer größer werdenden Auflage erschöpfte, engagierten sich zwei technisch versierte Mitarbeiter der Offenen Arbeit, Bobo

Les éléments apportés par ce témoignage de Wolfgang Rüddenklau sont eux aussi éclairants au sujet des difficultés rencontrées pour se procurer du matériel. Les propos reportés ici corroborent l'idée selon laquelle les paroisses des Églises ont contribué de manière inégale à l'activité politique de l'opposition. Comme cela est précisé, l'aide des Églises a dépendu du bon vouloir de « quelques pasteurs ». Et même lorsque ceux-ci ont accepté d'aider ou d'apporter du matériel, cela n'a pas pu être durable, soit parce que la quantité de matériel demandée devenait trop importante pour pouvoir être supportée par les paroisses, soit parce que l'activité auto-éditoriale grandissante des groupes d'opposition dans les paroisses faisait courir un risque de répression de plus en plus important à ces dernières. Alors, pour ne pas attirer l'attention de la *Stasi* dans les affaires des Églises, certains pasteurs ont décidé d'arrêter de fournir de l'aide aux groupes politiques indépendants, de manière à se concentrer sur leur propre activité.

Pour les groupes comme la *Umwelt-Bibliothek*, qui sont des groupes indépendants au sens où ils ne sont pas directement portés par des pasteurs ou par une paroisse, il convient donc de trouver d'autres solutions, car il ne semble pas possible de s'appuyer exclusivement sur la bonne volonté de ces quelques pasteurs. Tout d'abord, le réseau politique apparaît de nouveau comme le premier recours. Il est ici fait mention d'un réseau de contacts, visiblement concentré à Berlin-Ouest, dont bénéficie le groupe auquel Rüddenklau appartient. Il se matérialise par des relations avec les opposants de RDA qui ont été expulsés vers la RFA, et de relations politiques avec les « *Grünen* ». Cependant, à la lecture de ce témoignage, on comprend que les dons effectués par ce réseau ne sont pas simplement le résultat d'une action politique organisée, structurée. Ils sont le fruit de connaissances personnelles, de relations amicales qui ont pu se nouer par le passé, ou bien de l'intérêt porté par des hommes politiques ou par des journalistes à un groupe particulier. Cet intérêt est en bonne partie motivé par l'exposition médiatique offerte par les opposants est-allemands expulsés, comme Roland Jahn l'a justement fait pour la *Umwelt-Bibliothek*[607]. Le matériel a ensuite été passé en fraude à la frontière, ce qui représente

Wolff und Fritz Kühn, für die Drucktechnik. Uralte Wachsmatrizenmaschinen, die von Sympathisanten aus Betrieben und Kirchgemeinden gestohlen wurden, bastelten die beiden zur ersten funktionierenden Maschine zusammen. Zur Bedienung dieser Maschine wurden 5 Leute gebraucht: Zum Liften des sehr schlecht geschnittenen Papiers, zum Kurbeln, zum Auffangen der ausgeworfenen Exemplare und dem Aussondern von etwa 30% Fehldrucken und schließlich zum Niederhalten einer bestimmten Leiste im Inneren der Maschine. Es war eine aufreibende und langwierige Arbeit, aber es entstand – in sehr schlechter Qualität – die Oktoberausgabe der « Umweltblätter ». Dann schien das Glück zu lächeln. Ein Bundestagsabgeordneter der Grünen, Wilhelm Knabe, einer der wirklich loyalen Freude der Umwelt-Bibliothek, schmuggelte im PKW eine Wachsmatrizenmaschine aus den siebziger Jahren ein. Bei ihrem ersten Einsatz für die « Umweltblätter » im November 1987 wurde sie von der in die Umwelt-Bibliothek eindringenden Staatssicherheit beschlagnahmt", *Ibid.*, p. 96-98.

[607] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit, Op. Cit.*, p. 140.

un risque important, à la fois pour les individus qui prennent ce type d'initiatives, mais aussi pour les relations diplomatiques déjà assez fragiles entre les deux États allemands.

Avant de pouvoir bénéficier de ce type de dons qui sont si rares, les groupes doivent faire jouer leurs relations internes, en sollicitant par exemple du matériel défectueux ou qui ne serait plus utilisé auprès de paroisses ou d'autres groupes du réseau d'opposition. À défaut, il faut trouver ses propres solutions, quitte à avoir recours au vol dans des endroits dans lesquels on sait que du matériel est disponible (des entreprises, des administrations, ou même des paroisses).

Comme Wolfgang Rüddenklau le décrit clairement, l'impression d'une revue mobilise de nombreuses personnes et nécessite aussi des compétences techniques afin de faire fonctionner les machines, de les réparer, ou même d'en fabriquer soi-même à partir de pièces détachées par exemple. C'est aussi un point que Frank Ebert, lui-aussi membre de la *Umwelt-Bibliothek,* nous a expliqué dans le cadre d'un entretien réalisé pour notre mémoire de Master en 2016[608]. Les personnes qui disposaient de compétences techniques pouvant aider à l'entretien des machines étaient très recherchées car peu nombreuses. Il en faisait lui-même partie et à partir de 1988, il s'est mis à la disposition de tous les groupes qui ont édité leurs revues dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek.*

Enfin, nous parlions un peu plus tôt de la précarité dans laquelle les groupes d'opposition évoluent, et aussi de l'instabilité qui entoure la production d'un samizdat politique. Le témoignage de Wolfgang Rüddenklau illustre bien ces deux problèmes : d'une part, le matériel est si difficile à obtenir qu'il faut parfois utiliser des machines qui fonctionnent mal ou qui ont été fabriquées artisanalement. D'autre part, même si le groupe dispose de moyens inespérés et de membres en quantité suffisante disposant de compétences techniques pour faire fonctionner au mieux le matériel, il reste une forte incertitude autour de la qualité des copies produites. Rüddenklau parle ici d'une perte de 30% due à des erreurs d'impression, ce qui est considérable compte tenu du coût que représente la production d'un samizdat et de la difficulté à se procurer du papier et de l'encre. Chaque feuille ou chaque goûte d'encre gâchée est aussi une perte de pages qui ne seront pas diffusées et qui ne toucheront pas le public visé, malgré le temps et les efforts consacrés à l'édition d'une revue. Ce temps-là est par ailleurs à multiplier par le nombre d'exemplaires produits mais aussi par la fréquence de publication. Dans le cas des revues périodiques, cela signifie que le nombre de personnes qui contribuent à l'édition de la revue doit être considérable, à moins que quelques-unes se consacrent à temps plein à ce

[608] Annexe n° 1, « Entretien avec Frank Ebert », p. 571-575.

travail. Cela n'est bien entendu pas possible pour tous les groupes d'opposition, qui peinent parfois à recruter des membres, ce qui explique certainement le fait que peu de revues parviennent à s'installer durablement et à paraître de manière régulière pendant plusieurs années.

Un dernier témoignage a attiré notre attention, celui de Stephan Bickhardt, responsable de la rédaction des *Radix-Blätter*, avec d'autres opposants tels que Ludwig Mehlhorn. Dans l'ouvrage de Peter Wensierski qui se concentre sur le processus d'édition du samizdat politique *Radix-Blätter*[609], Stephan Bickhardt s'attarde sur la difficulté à trouver des lieux qui peuvent abriter les imprimeries clandestines. C'est une question importante que les deux témoignages précédents n'ont pas soulevée. En effet, dans le cas du pasteur Rainer Eppelmann, les lieux peuvent être facilement utilisés dans la mesure où ils appartiennent à la paroisse qu'il dirige lui-même. On peut donc se dire que des espaces ont été aménagés autour de l'Église, soit dans les logements dont dispose la paroisse, soit dans des locaux de stockage par exemple. Dans le cas de la *Umwelt-Bibliothek*, la situation est un peu différente car le groupe est indépendant et ne comprend pas de pasteur ou de personnes religieuses en son sein, ce qui aurait pu lui permettre d'obtenir facilement des espaces pour son activité. Dans la mesure où le groupe et ses membres sont installés dans le quartier de Prenzlauer Berg à Berlin-Est, ils vont solliciter les pasteurs du quartier, afin de demander le soutien des paroisses. À Prenzlauer Berg, c'est le pasteur Hans Simon qui répond par la positive et met à la disposition du groupe un grand espace que l'on peut diviser en plusieurs pièces, dans les caves des locaux paroissiaux, à deux pas de l'église de Sion. Le groupe est ainsi soutenu par la paroisse mais reste indépendant et peut disposer des locaux comme il l'entend. Cette situation est particulièrement favorable et au vu de la taille des locaux, le groupe est en mesure d'accueillir une activité politique importante et diversifiée (lectures, groupes de travail, concerts, exposition…). Plusieurs salles sont par ailleurs dédiées à l'activité d'édition des samizdats politiques. À l'entrée, plusieurs étagères sont installées de manière à ce que tous les groupes ou opposants qui viennent assister à une manifestation organisée dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* puissent déposer leurs samizdats ou leurs tracts et repartir avec ceux d'un autre groupe. Ce lieu est donc à la fois un lieu de production et un lieu de diffusion des écrits de l'opposition.

Pour d'autres groupes cependant, la situation est différente. Certain font en effet le choix de se dispenser du soutien des Églises, et donc de développer une activité entièrement clandestine. Le cas le plus connu est certainement celui de l'*IFM* et de son samizdat périodique

[609] Peter WENSIERSKI, *Fester zur Freiheit. Op. Cit.*

Grenzfall, mais c'est aussi le cas des *Radix-Blätter*. Si l'*IFM,* a su faire bon usage de son réseau politique et a profité des locaux et des moyens humains et matériels de la *Umwelt-Bibliothek* pour éditer sa revue, Stephan Bickhardt a quant à lui dû trouver d'autres solutions. En effet, Bickhardt est en désaccord avec les Églises, notamment car il estime qu'elles ne se mobilisent pas concrètement autour des sujets qui concernent directement les hommes et les femmes de RDA[610]. Les Églises pensent beaucoup, mais n'agissent que trop peu. Il souhaite donc que son action politique puisse être indépendante, comme c'est le cas dans d'autres pays dans lesquels il a pu se rendre, notamment en Tchécoslovaquie.

Il édite son premier samizdat à Naumburg, sur son lieu d'études, avec la machine à écrire dont le *Kirchlicher Oberseminar (KOS)* dispose alors. Cela se fait dans la confidentialité, et la revue ne se diffuse que dans son cercle d'amis proches, dont Ludwig Mehlhorn, qui accepte de s'engager dans l'édition de plusieurs numéros, conformément aux ambitions de Stephan Bickhardt. Seulement pour cela, il faut du matériel, et un lieu stable pour éditer les samizdats, ce que ne permet pas un logement d'étudiant au *KOS* de Naumbourg. Il organise donc dans un premier temps des discussions collectives autour de la production d'un autre samizdat, sur Paul Célan, directement dans son domicile berlinois dans lequel il emménage à la fin de ses études en 1986. Cependant, cet appartement se situe dans un quartier très passant, dans la Dimitriffstraße aujourd'hui nommée Danzigerstraße. Une activité qui engendre beaucoup de visites attirerait à coup sûr l'attention de la *Stasi* ; il faut donc trouver un autre endroit. Il s'intéresse alors à la maison de ses parents. Son père est pasteur, sa mère a étudié la théologie, mais tous deux ne vivent pas dans un logement mis à disposition par les Églises. Le logement est donc indépendant et présente aussi plusieurs avantages : n'étant pas affilié à une paroisse, il n'héberge pas d'activités religieuses et n'accueille donc pas de public, le quartier est calme et n'est pas surveillé par la *Stasi*, et surtout, la pièce – un débarras qui se situe au-dessus de la chambre de ses parents – n'est pas visible depuis la rue[611]. Cet endroit ne sera en effet jamais découvert par la *Stasi*, qui ne s'y est finalement jamais intéressé. Aucun rapport de surveillance ne l'évoque alors qu'elle s'est beaucoup intéressée à ce groupe et à ses activités[612].

À partir de 1986, la rédaction des *Radix-Blätter* s'installe donc dans cette pièce, dans le logement personnel des parents de Stefan Bickhardt, dans la banlieue de Berlin-Est. Le matériel d'impression y est installé. Parmi les machines dont dispose le groupe, la pièce la plus importante est un duplicateur de la marque « Geha » datant des années 1970. Elle a été donnée

[610] *Ibid.,* p. 28.
[611] *Ibid.,* p. 31.
[612] *Ibid.,* p. 17.

à Bickhardt par Roland Jahn en septembre de la même année. Ils avaient fait connaissance en 1983, dans le cadre d'une manifestation du groupe *Frauen für den Frieden* à Berlin-Est. C'est donc une nouvelle fois par l'intermédiaire du réseau de l'opposition, et donc de Roland Jahn qui semble faire office de plaque-tournante de ce réseau bien qu'il ne soit plus sur le sol de RDA, que le matériel circule et que les samizdats politiques peuvent être édités.

À travers l'exemple de Stephan Bickhardt et de son groupe, on se rend compte des difficultés supplémentaires rencontrées par les groupes qui font le choix d'être actifs en dehors du soutien des Églises. Si le matériel reste accessible par l'intermédiaire du réseau de l'opposition, les lieux de production et d'impression des samizdats sont quant à eux plus difficiles à trouver. Choisir son propre domicile représente un risque considérable car il s'agirait du premier lieu perquisitionné par les forces de l'ordre en cas de doute sur une personne. Alors, il convient lorsque c'est possible de trouver d'autres lieux. Dans le cas présent, l'espace trouvé est mis à disposition par le cercle familial de l'opposant. Mais tout le monde ne dispose pas de tels espaces, qui plus est dans des zones qui ne sont que peu surveillées par la *Stasi*.

Ces difficultés expliquent en bonne partie ce que nous constatons lorsque nous établissons un panorama de la production des samizdats politiques en RDA : une part importante des samizdats a été éditée dans les cadres permis par les Églises évangéliques. Ils sont soit produits par les paroisses ou par des pasteurs, soit par des groupes indépendants qui se sont rapprochés de paroisses afin de bénéficier de leur protection relative, de leur matériel et de leurs espaces. On a pu voir que cela n'était pas une garantie pour éditer des textes non-autorisés, car la pratique reste interdite, tout comme le fait d'être en possession de matériel d'impression. Toutefois, on se rend compte que les groupes qui ont quant à eux fait le choix de ne pas travailler en lien avec les Églises évangéliques évoluent dans des conditions encore plus difficiles, ce qui rend bien plus compliquée la production régulière et sur le temps long de samizdats politiques. La difficulté à se procurer du matériel et à trouver des espaces qui permettent d'accueillir l'activité auto-éditoriale et toute la logistique qui l'accompagne expliquent en bonne partie l'impossibilité pour certains groupes de faire perdurer une activité politique centrée sur l'autoédition des samizdats politiques.

La question des moyens techniques est donc centrale. Il convient à présent de s'attarder sur les conditions de production en s'appuyant sur des exemples de publications qui témoignent à la fois des difficultés que nous venons d'énoncer et des améliorations progressives permises par divers facteurs qui ont favorisé le développement de l'activité auto-éditoriale jusqu'à faire progressivement du samizdat politique un outil de conquête de l'espace public.

B. Des évolutions techniques influencées par le contexte politique et les moyens de l'opposition

Comme le précise Hubertus Knabe, le samizdat trouve son origine assez tôt dans l'histoire de la RDA[613]. En effet, dans toutes les phases de son histoire, des tracts et des manuscrits ont été rédigés, imprimés et ont circulé dans tout le pays. Cependant, à mesure que les dispositions légales pour restreindre les publications politiques non autorisées se sont durcies, il est devenu de plus en plus risqué et difficile d'entreprendre ce genre d'initiatives et même de se procurer du matériel.

Cependant, malgré le risque que cela peut représenter, l'opposition politique ne renonce pas à utiliser sa liberté d'expression à travers des écrits qui ne sont pas soumis à la validation des autorités. Ainsi, à chaque période d'agitation de l'opposition politique, comme par exemple durant le printemps de Prague en 1968 ou à la suite de l'expulsion de Wolf Biermann en 1976, de nombreux textes sont produits et circulent jusqu'à ce qu'ils soient interceptés et confisqués. Malgré la répression et les moyens déployés pour empêcher au mieux la production de textes politiques, de nombreux tracts ou manuscrits parviennent à passer à travers les mailles du filet. Ces textes sont si nombreux qu'ils arrivent toujours à atteindre les mains d'un lecteur qui contribue à son tour à sa diffusion en le faisant passer de la main à la main.

Pour que ces textes puissent être nombreux, il faut du matériel, et c'est justement ce dont l'opposition manque, nous l'avons vu. De ce point de vue, le format du tract est plus intéressant[614]. Dans la mesure où il tient la plupart du temps sur une seule feuille et qu'il demande moins d'encre, il peut être produit en plus grande quantité et a ainsi plus de chance d'être diffusé et d'être lu rapidement avant de passer dans les mains d'un autre lecteur. Mais ce format présente tout de même l'inconvénient de ne pas vraiment permettre le développement d'une idée politique et donc d'une pensée qui a pour objectif de se diffuser et de convaincre.

Au cours des années 1970, l'opposition expérimente alors un nouveau format, plus long, qui revêt d'avantage l'aspect d'une brochure, à l'image de celles qui circulent dans les autres pays du bloc de l'Est. C'est un format qui nécessite donc davantage de papier et d'encre, et qui implique aussi que les machines, parfois vétustes ou de mauvaise qualité, supporte une utilisation plus intensive. Malgré les limites matérielles, le samizdat politique n'a eu de cesse de se transformer, d'évoluer. Il a tout d'abord été une sorte de version longue d'un tract et a pris de l'épaisseur au fil des années, a intégré de plus en plus d'illustrations, est devenu plus

[613] Hubertus KNABE, « Samisdat – Gegenöffentlichkeit in den 80er Jahren », *Op. Cit.*, p. 300.
[614] Hélène CAMARADE, *Le tract, Op. Cit.*, p. 31.

lisible et attractif, jusqu'à ressembler à un journal moderne, que l'on pourrait, pour certains, retrouver dans les kiosques.

Ces transformations progressives sont d'une part le fruit d'une forme de professionnalisation des groupes d'opposition, qui ont parfait d'années en années leurs méthodes éditoriales afin de donner à leurs revues un crédit suffisant aux yeux d'un lecteur qui ne fait pas partie du cercle de l'opposition. D'autres part, elles ont surtout été favorisées par des moyens matériels qui ont crû pour l'ensemble des groupes d'édition, surtout lorsqu'ils ont mutualisé leurs efforts et leurs moyens. Il s'agira ici de s'intéresser aux différents moyens techniques utilisés pour la production des samizdats politiques, et de constater quels sont les résultats de chacun d'entre eux sur le papier. Nous déterminerons ainsi quels sont les avantages et les inconvénients de chaque procédé en termes de qualité et de quantité d'impression par exemple. Mais il convient aussi de retenir que le choix de ces techniques a surtout été contraint par le matériel que l'on peut se procurer, quelle que soit la manière.

Après quelques initiatives isolées ou issues de groupes qui n'ont dans un premier temps pas eu l'ambition de se lancer durablement dans l'autoédition, les Églises évangéliques se sont plus largement investies aux côtés des groupes politiques afin de développer la pratique du samizdat politique et de faire vivre le débat au sein d'un réseau qui souhaitait s'étendre et gagner en influence. Le matériel des Églises, basique mais efficace et performant, a permis d'éditer la majeure partie des samizdats politiques jusqu'à la seconde moitié des années 1980. Ensuite, à partir du moment où les groupes ont commencé à développer plus largement leurs activités de manière indépendante et à mesure que les organes de répression ont montré leur incapacité à contenir la production des samizdats, le réseau politique s'est consolidé et s'est appuyé sur la solidarité pour développer une activité éditoriale massive grâce à des moyens techniques et financiers bien plus importants. Avec de meilleurs duplicateurs, l'arrivée des machines *Ormig* et surtout des ordinateurs, la production des samizdats a explosé et la pratique s'est encore plus étendue à travers le territoire est-allemand.

Nous nous appuierons sur les recherches que nous avons pu mener en archives. Nous avons, dans la mesure du possible, relevé les différents procédés de production des samizdats et les avons reportés dans notre base de données. À ce propos, il est important de préciser qu'il n'a pas été possible d'effectuer un relevé exhaustif concernant ces données. En effet, dans la mesure où nous n'avons pas pu consulter un certain nombre de publications, il n'a pas été possible d'en déterminer les caractéristiques techniques. Au total, nous avons tout de même réussi à le faire pour près de 73% du corpus. Les données manquantes seront donc à compléter au cours de recherches ultérieures.

1. Les débuts du samizdat : des moyens limités et concentrés dans les Églises évangéliques

a) Des premiers samizdats à la machine à écrire, reproduits par des duplicateurs à stencils

Comme nous l'avons vu précédemment, les premiers samizdats ont fait leur apparition au cours des années 1970, à un moment où seules les administrations, les entreprises et les Églises évangéliques disposent de matériel d'impression et de production de textes. La règlementation étant stricte à ce sujet, ce matériel n'est pas disponible à la vente libre. *A priori*, il est donc impossible pour un individu ou pour une structure qui n'entre pas dans les conditions fixées par l'État de se procurer facilement ce type de matériel, en dehors de filières illégales.

Il faut donc se tourner vers les Églises évangéliques pour trouver du matériel d'impression. Elles en disposent pour la plupart, car elles produisent ou reproduisent elles-mêmes des textes religieux, qu'elles distribuent à leurs paroissiens pendant les messes par exemple. Le plus souvent, la machine essentielle à leur activité est la machine à écrire, on en trouve donc dans la majeure partie des paroisses de RDA.

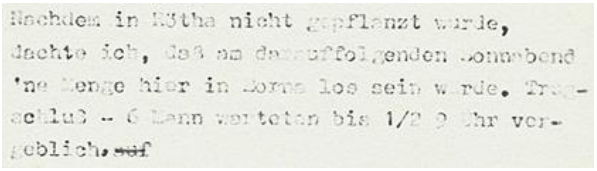
Tout au long de l'existence des samizdats politiques en RDA, c'est justement la machine à écrire qui a joué un rôle majeur dans la production des tapuscrits réalisés par l'opposition à des fins d'autoédition. Au cours de nos recherches, nous avons constaté que la machine à écrire a été utilisée pour 518 publications, soit près de 60% du corpus. Cette proportion importante concerne en grande partie les revues éditées par les groupes hébergés par les Églises ou par les paroisses elles-mêmes. C'est particulièrement le cas dans les premières années d'existence des samizdats politiques.

La première revue autoéditée pour laquelle nous avons réussi à déterminer le mode de production et de reprographie est justement le fruit de l'initiative du bureau des associations des étudiants évangélistes de RDA, à Berlin-Est, qui édite la revue *Kontakt* en juin 1972. La taille de la revue est conséquente car elle contient 34 pages de textes argumentatifs autour de la question de l'avortement. Il faut pour cela disposer d'un matériel de bonne qualité, ne serait-ce que pour produire les 34 pages du numéro original. La reproduction de ce texte en plusieurs exemplaires n'est en outre possible que grâce à du matériel de reprographie, qui en fonction de la technique et de la qualité de la machine, peut produire un nombre plus ou moins important de copies.

Comme ce sera le cas pour la plupart des revues éditées jusqu'au milieu des années 1980, ce premier numéro de *Kontakt* est tout d'abord écrit à la machine à écrire. Il est ensuite reproduit en plusieurs exemplaires à l'aide d'un duplicateur à stencils, un procédé d'impression inventé à la fin du XXème siècle et utilisé depuis les années 1930 en Allemagne. C'est par exemple de cette manière que le groupe de résistants *Die Weiße Rose* imprime ses tracts durant toute sa période d'activité.

Il existe toutefois plusieurs utilisations du duplicateur à stencils, qui dépend du stencil – ou matrice – que l'on utilise. Dans le cas du premier numéro de *Kontakt* et de la plupart des textes écrits au cours des années 1970 et du début des années 1980, la matrice est un papier carbone sur lequel le texte a été tapé à la machine à écrire et qui s'imprime par décalque sur le papier de copie. Le transfert s'effectue par pression rotative en actionnant une manivelle. Cette technique ne permet qu'un tirage en petite quantité (200 exemplaires au maximum), qui dépend de la qualité du stencil utilisé. En effet, comme celui-ci se dégrade au fil des impressions, un stencil de mauvaise qualité entraine de fait un nombre encore plus restreint d'impressions.

C'est ce que nous montre le texte dont nous proposons un échantillon[615] ici, extrait du quatorzième numéro du samizdat *Anstoesse*, édité en mars 1983 à Wittenberg :



On reconnait facilement les caractères écrits à la machine à écrire mais on constate que des morceaux de phrases ou de mots sont un peu effacés. Cela signifie que la copie dont nous disposons est certainement le résultat d'un exemplaire produit avec un stencil qui a déjà servi pour d'autres exemplaires auparavant. Il est trop usé pour rendre une copie lisible. Pour en obtenir d'autres, plus lisibles, il faut donc recommencer et retaper le texte sur un autre papier carbone neuf. S'il ne nous a pas été possible de déterminer avec précision le nombre d'exemplaires produits pour chaque samizdat, on peut supposer que, compte tenu des limites de ce matériel, le nombre d'exemplaires a été limité pour tous les samizdats qui ont été édités et reproduits à l'aide de ce procédé.

Au vu de ces difficultés, il convient donc de trouver d'autres solutions, plus efficaces, afin de passer moins de temps sur la production d'un samizdat, et surtout de pouvoir le produire dans des quantités plus importantes. La solution se situe dans les stencils, dont il existe des

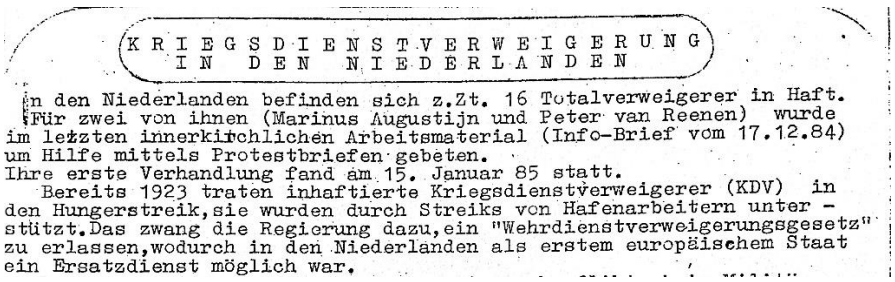
[615] Texte extrait de *Anstoesse*, écrit à la machine à écrire et reproduit grâce à une matrice en papier carbone : RHG/PS 003/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, mars 1983.

formes plus efficaces et durables. La matrice est cette fois fabriquée à partir d'ouvertures, laissant passer l'encre, qui sont créées dans un papier enduit de cire à l'aide d'une machine à écrire (ou d'un stylo). Si la matrice est encrée avec de l'encre d'imprimerie, l'encre ne parvient sur le papier d'impression qu'au niveau des perforations. Il en résulte une copie de la matrice. Cette méthode peut être mise en œuvre manuellement ou avec de simples machines d'impression à commande manuelle, comme les duplicateurs à stencils que l'on fait fonctionner grâce à une manivelle.

Cette technique peut donc être complètement mécanique, ce qui est moins onéreux que des machines électroniques automatisées. Ce ne sont certes pas les modèles les plus modernes, mais le fonctionnement mécanique est aussi plus simple à entretenir et à réparer, car il ne nécessite pas de composantes électroniques. À l'aide de pièces détachées que l'on peut éventuellement récupérer sur des machines qui ne sont plus en état de fonctionner, on peut donc réparer ou améliorer la machine dont on dispose. Ce sont par ailleurs les machines qui sont utilisées dans les entreprises ou les administrations publiques, ou encore dans les écoles. Elles sont donc en circulation en RDA et il est possible de s'en procurer par le biais du réseau politique notamment.

Grâce à ce stencil, la capacité de production augmente considérablement. Selon la qualité du matériel, il est possible d'atteindre un tirage de 1.000 à 2.000 pages. Les premiers numéros de *Grenzfall* et des *Umweltblätter,* deux des revues berlinoises les plus influentes, sont édités de cette manière. Il s'agit en outre de la technique qui a été la plus utilisée au cours de la période, en particulier pour les revues périodiques. Nous dénombrons 338 publications ayant été éditées à la machine à écrire et reproduites à l'aide de stencils de ce type.

L'échantillon de texte suivant, extrait d'un numéro du samizdat *Aktuell* édité en janvier 1985 à Berlin-Est et dont la version complète est mise en annexe[616], est édité à l'aide de ce procédé :



KRIEGSDIENSTVERWEIGERUNG
IN DEN NIEDERLANDEN

In den Niederlanden befinden sich z.Zt. 16 Totalverweigerer in Haft. Für zwei von ihnen (Marinus Augustijn und Peter van Reenen) wurde im letzten innerkirchlichen Arbeitsmaterial (Info-Brief vom 17.12.84) um Hilfe mittels Protestbriefen gebeten.
Ihre erste Verhandlung fand am 15. Januar 85 statt.
Bereits 1923 traten inhaftierte Kriegsdienstverweigerer (KDV) in den Hungerstreik, sie wurden durch Streiks von Hafenarbeitern unterstützt. Das zwang die Regierung dazu, ein "Wehrdienstverweigerungsgesetz" zu erlassen, wodurch in den Niederlanden als erstem europäischem Staat ein Ersatzdienst möglich war.

[616] Annexe n°6, p. 631 : « Extrait du samizdat *Aktuell*, écrit à la machine à écrire et reproduit à l'aide d'un stencil en papier enduit de cire, RHG/WT 042/02, Berlin, 21 janvier 1985, p. 9.

De la même manière que sur l'exemple précédent, on reconnait bien les caractères tapés à la machine à écrire. Cette fois en revanche, la méthode de reprographie par les stencils en papier enduit de cire, permet une qualité d'impression remarquable au premier coup d'œil. Les caractères sont en effet plus nets et il n'y a pas de phénomène d'effacement progressif des phrases ou des mots, à moins que l'éditeur ait manqué d'encre pour terminer l'impression d'un exemplaire dans les meilleures conditions, ou bien qu'une partie de la matrice ait été faite au stylo, ce qui donne des marques moins nettes.

Sur la copie intégrale de la page prise en exemple, on remarque par ailleurs que ce procédé permet d'intégrer des illustrations, principalement des dessins faits à la main. Cela est aussi possible avec les matrices en papier carbone, mais au vu de la qualité d'impression, ces dessins sont le plus souvent altérés lors du transfert lié à la reprographie. Des dessins de meilleure qualité sont donc envisageables grâce à ces nouveaux stencils. Cela permet d'envisager le recours plus systématique aux illustrations, et notamment aux caricatures, qui participent aussi à la formulation d'un message politique, sous une autre forme. Dans certaines revues apparaissent alors des pages entières de caricatures ou de *comic strip*[617]. Dans les *Umweltblätter*, des pages de ce type apparaissent à partir de 1987. Il y a en outre dans tous les numéros ou presque jusqu'à la fin de l'année 1988.

Toutefois, le recours aux duplicateurs à stencils concerne principalement les groupes paroissiaux. Pour les groupes indépendants, leur utilisation est plus tardive. Il faut en effet attendre la deuxième moitié des années 1980 pour qu'elles se généralisent à tous les groupes, soit grâce à l'extension du réseau politique au sein des Églises qui fait que les échanges de matériels sont plus récurrents, soit parce qu'au fil des années, de plus en plus d'appareils plus modernes sont acheminés illégalement en RDA depuis la RFA. Cela permet d'une part aux groupes clandestins et qui ne font pas partie du réseau des Églises de disposer de leur propre matériel, et d'autres part aux groupes hébergés par les Églises de réduire leur dépendance matérielle à ces dernières. Cela permet progressivement de lever une certaine forme d'autocensure que certains éditeurs s'imposent pour ne pas compromettre les relations avec les paroisses ou avec le Consistoire, comme le précisait Rainer Eppelmann dans son témoignage.

Le duplicateur à stencils est la machine qui aura été la plus utilisée pour la production des samizdats politiques est-allemands. Au fil des années, d'autres types de stencils font leur apparition, et permettent de nouvelles améliorations des conditions de production des publications.

[617] Le *strip* ou *comic strip* désigne une bande dessinée de quelques cases, en général disposées de façon horizontale, souvent publiée dans des revues ou des magazines.

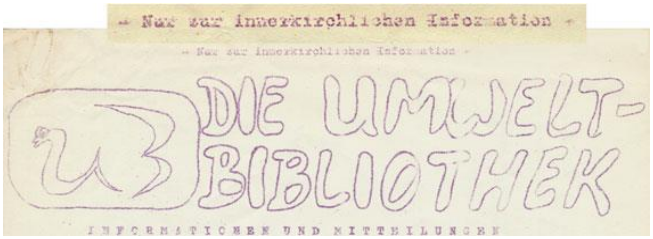
b) L'arrivée des duplicateurs à alcool « Ormig »

La première amélioration technique importante et qui nous été présentée comme une révolution pour la production des samizdats par tous les témoins que nous avons rencontrés est le duplicateur à alcool « Ormig », aussi appelé « polycopieur ». C'est un procédé spécial de fabrication de produits imprimés simples, donc page par page, à faible tirage. Le nom provient de l'entreprise berlinoise Ormig. La technique « Spiritus-Umdruck » utilisée par les groupes d'opposition est-allemands consiste à réaliser une copie inversée de l'original, aux couleurs intenses, à l'aide d'une machine à écrire ou d'un crayon à dessin.

On superpose une feuille de papier couché[618] et une feuille de papier carbone dit « hectographique ». Lorsque l'utilisateur tape un mot à la machine à écrire ou fait un croquis au stylo sur le recto du papier classique, la feuille de carbone vient déposer une couche d'encre sur le verso du papier couché qui est une face lisse. Ainsi, une copie miroir du texte rédigé est déposée sur le papier couché et deviendra la matrice nécessaire à la reproduction du texte. Dans une deuxième étape, la matrice est placée sur le tambour du duplicateur et le papier de tirage, placé quant à lui sur le plateau de la machine, s'imbibe d'alcool à l'aide d'un feutre alimenté par un réservoir. Par pression rotative entre le tambour et le plateau, l'encre hectographique de la matrice se dépose sur les feuilles de tirage sur lesquelles est reproduite à l'identique, par un second effet de miroir, le contenu de la matrice[619].

Le résultat est assez net et est reconnaissable par l'encre bleue ou mauve que l'on retrouve sur les exemplaires de samizdats. En voici un exemple avec l'en-tête du premier numéro édité en juin 1986 de la revue *Umwelt-Bibliothek*[620], qui devient *Umwelblätter* en 1987 :

[618] Le papier couché est un papier dont la surface est recouverte de plusieurs couches généralement composées de produits minéraux (pigments) afin d'obtenir une surface lisse. Ce papier empêche l'encre de pénétrer et la laisse sécher en surface, favorisant ainsi la création d'une matrice. Il est couramment utilisé dans l'imprimerie, notamment pour confectionner des magazines ou des photos car il permet une meilleure restitution des couleurs.
[619] David John COLE, Eve BROWNING, Eve Browning COLE, Fred E. H. SCHROEDER, *Encyclopedia of Modern Everyday Inventions*, Greenwood Publishing Group, 2003, p. 84.
[620] *Die Umwelt-Bibliothek,* RHG/PS 107/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juin 1986, p.1.



Ici, l'impression est monochrome mais il est désormais possible d'ajouter de la couleur, ce qui n'était pas possible auparavant. En effet, même si chaque carbone hectographique est monochrome, il en existe dans plusieurs couleurs. Cela permet donc, si on en utilise plusieurs de couleurs différentes pour un même document, de créer des matrices polychromes. Cela ouvre de nouvelles possibilités pour les groupes d'opposition qui peuvent désormais ajouter de la couleur à leurs illustrations ou à leurs textes. Ils peuvent aussi désormais ajouter des graphiques ou des cartes qui peuvent être utiles à leurs démonstrations, notamment pour ce qui est des dossiers thématiques. De manière générale, l'ajout de la couleur peut aussi davantage attirer l'œil du lecteur est rendre les samizdats politiques plus attractifs. Ils se rapprochent ainsi encore un peu plus des magazines ou des journaux que l'on trouve dans les kiosques.

L'amélioration qualitative est donc importante. Elle l'est un peu moins sur le plan quantitatif, car ce procédé ne permet pas d'effectuer de gros tirages. En fonction de la qualité des matériaux, on peut réaliser entre 30 et 250 copies. C'est plus faible que ce que permettent les duplicateurs à stencils, raison pour laquelle de nombreux groupes ne les abandonneront pas aux profits des duplicateurs à alcool « Ormig ». Pour certains, bien entendu, ce n'est pas un choix, on procède avec les moyens dont on dispose. Mais pour ceux qui disposent d'un réseau important, comme la *Umwelt-Bibliothek* ou bien les groupes paroissiaux, il existe davantage de possibilités pour se procurer la machine dont on a besoin.

Toutefois, certains d'entre eux, notamment ceux qui éditent des journaux périodiques, privilégient l'utilisation des duplicateurs à alcool « Ormig ». Les machines sont en effet plus fiables et présentent de nombreux intérêts : tout d'abord, la qualité d'impression et la possibilité de réaliser des copies polychromes sont des arguments importants pour des supports de ce type. Comme nous l'avons dit, ils sont plus attractifs pour le lecteur et se rapprochent de revues plus professionnelles, ce qui donne là aussi davantage de crédit à ces revues. Un autre avantage non négligeable concerne les matrices. Lorsqu'elles ne sont pas épuisées, elles peuvent être conservées pour des tirages ultérieurs. Il est donc possible d'anticiper la publication de textes pour des numéros ultérieurs ou bien de conserver les textes ayant été tapés antérieurement pour les recycler dans d'autres publications. Ils peuvent ainsi servir à d'autres groupes et alimenter

d'autres revues. Ce procédé est en quelques sorte un nouveau moyen de favoriser l'échange des textes, surtout lorsque plusieurs samizdats sont édités dans un même local. C'est le cas à Berlin-Est où la *Umwelt-Bibliothek* héberge un nombre important de groupes dans ses locaux[621], favorisant ainsi le partage du matériel d'impression et des textes publiés dans les samizdats politiques.

Ces machines représentent bien un progrès important pour l'opposition qui améliore l'impression de ses publications et voit s'ouvrir de nouvelles possibilités d'illustrations. Mais au vu du procédé que nous avons décrit, elles demandent davantage de matériel d'impression. Il ne s'agit plus seulement de détenir du papier de tirage, du papier carbone et une machine à écrire, il faut désormais avoir du papier couché, qui coûte plus cher que le papier carbone, et de l'alcool pour imbiber le papier. Ce dernier élément peut lui aussi coûter cher en fonction de ce qu'on utilise. Si on utilise un alcool méthylique bon marché, il faudra faire avec le désagrément de l'odeur et surtout de la toxicité importante du produit lorsqu'il est utilisé en quantité. Sinon, il faudra payer un peu plus cher pour avoir un alcool éthylique dénaturé ou à base de propylène glycol. Ces solutions sont inodores et bien moins toxiques.

Au-delà du coût des consommables, se pose la question de leur approvisionnement. Il est en effet plus simple de se procurer de l'alcool, car son usage peut être détourné. Il s'agit de produits pouvant être utilisés à diverses fins donc les acheter n'éveille pas particulièrement les soupçons des autorités. Concernant le papier, il est possible d'en acheter des petites rames en magasin, seul l'achat en grande quantité n'est pas autorisé car cela laisse penser qu'il peut s'agir d'une utilisation professionnelle qui est donc soumise à autorisation préalable. Quant aux duplicateurs, ils ne sont pas nombreux en RDA au début des années 1980, mais se généralisent progressivement, notamment dans les écoles, car ils sont particulièrement pratiques pour l'impression de polycopiés. La possibilité de garder les matrices non épuisées est en outre un avantage pour l'usage scolaire puisque les polycopiés peuvent potentiellement être réimprimés pendant plusieurs années. L'utilisation plus généralisée des duplicateurs impliquent de fait une circulation plus importante de ces machines sur le sol de RDA, et donc davantage de possibilités pour l'opposition de s'en procurer. Le réseau politique peut toujours être d'une grande aide, à la fois depuis l'Ouest d'où vient une part importante du matériel d'impression, mais aussi entre les groupes et les paroisses de RDA qui peuvent jouer de leurs relations ou de la récupération – honnête ou non – du matériel utilisé dans les administrations publiques ou les écoles.

[621] Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit, Op. Cit.*, p.107.

Nous notons la première utilisation d'un duplicateur à alcool « Ormig » par les groupes d'édition de samizdats politiques assez tôt dans la période. La première revue concernée est une publication anonyme éditée en 1982 et intitulée *Avanti Femina*[622]. Le groupe n'est pas identifié et se revendique d'un courant anarchiste du féminisme. En l'état, il n'est pas possible de savoir si le groupe appartient à un réseau quelconque et donc de déterminer comment il a pu se procurer cette machine alors qu'on ne l'utilise *a priori* pas encore pour produire d'autres samizdats.

À partir de 1983, d'autres groupes en utilisent, ils appartiennent cette fois clairement au réseau des Églises évangéliques. On retrouve par exemple la revue *Brücke*, éditée à Iéna, dont 4 numéros sont reproduits avec un duplicateur à alcool « Ormig ». En 1984 et 1985, le nombre de revues reproduites avec ce procédé augmente et se diffuse dans plusieurs autres villes : à Berlin-Est pour *mOAning Star*[623], *PEACE*[624] et *Schalom*[625], à Wittenberg pour *Anstoesse*[626], à Leipzig pour *IHN-Post*[627] et enfin à Rudolstadt pour 5 numéros des *Friedensreader*[628]. Ces revues sont éditées dans des villes différentes, mais leur point commun concerne les groupes qui les éditent : ce sont des groupes paroissiaux, à l'exception de *mOAning Star* dont le groupe d'édition est un groupe politique intégré au *Offene Arbeit* coordonné par les Églises évangéliques. Par ailleurs aucun groupe indépendant ne semble disposer d'un tel matériel, car aucune revue clandestine ne figure dans cette liste.

Cela signifie donc que la principale amélioration technique du début des années 1980 concerne exclusivement les groupes paroissiaux ou ceux qui sont hébergés et aidés par des paroisses. Il faut en effet attendre l'année 1986 pour voir les premiers duplicateurs *Ormig* entre les mains de groupes indépendants, nous y reviendrons. En attendant, ces informations confirment qu'il existe un décalage entre les moyens dont disposent les Églises et ceux des groupes indépendants. Pour ces derniers, les difficultés sont encore plus importantes et les progrès techniques plus tardifs, ce que nous allons constater à l'aulne de quelques exemples des premières publications éditées en dehors des Églises évangéliques. Cependant, le réseau qui se forme progressivement autour des groupes politiques a un potentiel de progression important, surtout à mesure que les autorités font preuve d'un certain laxisme, ou simplement ignorent leur

[622] *Avanti Femina*, RHG/PS 019, *Op. Cit.*
[623] *mOAning Star*, RHG/PS 072/01 à RHG/PS 072/12, *Op. Cit.*
[624] *PEACE*, RHG/JB 007/02 ; RHG/PS 086/01 ; RHG/PS 086/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1984-1985.
[625] *Schalom*, RHG/PS 092/01 à RHG/PS 092/09, *Op. Cit.*, 1984-1985.
[626] *Anstösse*, RHG/PS 003/05 ; RHG/PS 003/11, *Op. Cit.*, 1984-1985.
[627] *IHN-Post*, RHG/PS 050/01, *Op. Cit.*, 1985.
[628] *Friedensreader*, RHG/HL 212/03 à RHG/HL 212/07, *Op. Cit.*, 1984-1985.

activité éditoriale comme elles l'ont fait avec les Églises. Les actions politiques qui défient l'autorité étatique – et que les paroisses ne sont pas autorisées à mener – attirent également les projecteurs sur ces groupes politiques qui vont être de plus en plus aidés par le réseau transnational et vont progressivement se mettre au niveau des capacités de production de revues autoéditées des Églises évangéliques. Ils vont même les dépasser grâce à un matériel plus performant, et plus nombreux aussi, leur permettant de réduire considérablement leur dépendance des Églises, de leur matériel et même de leur protection. À partir de 1988, ce sont même certains de ces groupes politiques qui deviennent les plaques tournantes de la production des samizdats politiques, c'est dire le progrès important réalisé malgré un accès plus compliqué et donc plus tardif au matériel de reprographie performant.

2. En dehors des Églises, des conditions plus précaires et des progrès techniques plus tardifs et favorisés par l'influence du réseau politique.

a) Les samizdats clandestins édités dans des conditions précaires

L'utilisation des duplicateurs à stencils, des duplicateurs à alcool et des différentes formes de stencils que nous avons décrites n'est pas aussi uniforme que cela pourrait paraître. Cela dépend en effet des groupes qui éditent les samizdats, mais aussi des villes dans lesquelles on les édite.

La situation est certes favorable pour les groupes qui œuvrent sous la protection des Églises tout en pouvant utiliser leur matériel, mais tous les samizdats ne sont pas édités par des groupes de ce type. En effet, si les premiers samizdats politiques ont bien été édités par des groupes paroissiaux, deux autres sont quant à eux le fruit d'initiatives individuelles de deux opposants souhaitant témoigner de leur expérience de l'incarcération. Le premier d'entre eux est *Armes Deutschland,* édité à Cottbus en décembre 1975. L'initiative étant individuelle, l'auteur Siegmar Faust a été contraint d'éditer et de reproduire sa revue par ses propres moyens. Ce samizdat est unique en RDA car il a été réalisé à la main, comme le démontre l'échantillon suivant :



[629]

Comme on peut le voir ici, la qualité d'impression est encore moins bonne que pour les procédés que nous avons décrits auparavant. L'en-tête est également fait à la main, et imite la police d'écriture du journal officiel *Neues Deutschland*. De plus, dans la mesure où les moyens de Siegmar Faust sont limités, le samizdat est court et le texte tient sur une page recto-verso.

L'autre samizdat issu d'une initiative individuelle est celui de Gabriele Stötzer *Dabeisein und nicht Schweigen* édité en 1977. Elle documente elle aussi son expérience de l'incarcération en consacrant son samizdat aux prisons pour femmes. Cette fois, le samizdat n'est pas fait à la main, mais bien à la machine à écrire. Cependant, dans la mesure où Gabriele Stötzer ne dispose pas de matériel de reprographie, elle diffuse le tapuscrit original, qui circule donc dans un cercle particulièrement restreint et profite de passage entre les mains de personnes disposant de matériel pour être reproduit en davantage d'exemplaires.

Ces deux exemples témoignent de la difficulté pour des individus d'entreprendre la confection de samizdats dans de bonnes conditions. Loin du soutien des Églises ou simplement de l'entre-aide et de la mutualisation des moyens lorsqu'on appartient à un groupe d'opposition, les moyens techniques sont encore plus limités, ce qui réduit par la même occasion le potentiel de diffusion d'un samizdat.

Les difficultés existent également pour des groupes installés loin des villes dans lesquelles le réseau est important ou dans lesquelles les paroisses hébergent les groupes d'opposition. À Weimar par exemple, où seulement deux samizdats ont été édités au cours de la période, les conditions de productions sont assez différentes de celles qui permettent aux groupes berlinois et de Wittenberg d'éditer leurs revues. Nous avons l'exemple de deux revues

[629] Annexe n°8, p. 633 : « Copie du samizdat de Siegmar Faust, *Armes Deutschland. Organ der politischen Gefangenen der Ostzone* », édité à la main, RHG/PS 011, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Cottbus, décembre 1975, p.1.

éditées par un groupe anonyme de Weimar *Eine erste Schwalbenfeder* et *Eine zweite Schwalbenfeder*[630] en 1988. Bien que l'année soit assez tardive au regard de la période étudiée, le procédé de reproduction de la revue reste rudimentaire. Le samizdat est en effet reproduit grâce à du papier carbone de plusieurs pages placées derrière la feuille d'origine au moment de la saisie du texte à la machine à écrire. Ce procédé est moins onéreux, car il n'implique pas de machine d'impression en supplément de la machine à écrire. En revanche, il ne permet pas de produire un nombre important d'exemplaires. Avec du papier carbone, il faut compter entre 4 et 8 exemplaires, sachant que la qualité du calque se dégrade au fil des feuilles. C'est un procédé que nous ne trouvons au cours de cette année nulle part ailleurs en RDA mais qui a été utilisé entre les années 1950 et 1970 par des groupes clandestins pour produire des lettres ouvertes ou des textes politiques courts.

Les deux exemples que nous venons de décrire traduisent la difficulté à se procurer du matériel de bonne qualité pour des groupes non affiliés à des paroisses des Églises évangéliques. En l'absence de ce matériel, il semble presque impossible d'entreprendre l'édition d'un samizdat, à moins de ne pas envisager de périodicité et de n'en produire qu'en faible quantité, au risque qu'il n'ait qu'un impact limité. C'est certainement ce qui explique le faible nombre de groupes indépendants représentés parmi les groupes d'édition de samizdats entre 1972 et 1985, alors que l'opposition existe et se développe bel et bien en dehors des Églises pour toutes les autres formes de mobilisations et d'actions politiques.

b) Les conditions matérielles quasi-professionnelles des Radix-Blätter contrastent avec celles d'autres revues

Il faut attendre l'année 1986 pour voir les groupes politiques indépendants s'installer comme des groupes d'édition influents au sein du réseau de l'opposition. Certains choisissent la clandestinité et d'autres un statut intermédiaire : ce ne sont pas des groupes paroissiaux dans le sens où les représentants de la paroisse ne participent pas à l'édition du samizdat, mais ils mènent leurs activités dans les locaux des Églises évangéliques, avec le soutien de leurs pasteurs. La configuration est particulièrement connue à Berlin-Est pour les exemples de la *Umwelt-Bibliothek* hébergée par l'Église de Sion à Prenzlauer Berg et des groupes anarchistes hébergés par la *Kirche Von Unten* située elle aussi dans le quartier de Prenzlauer Berg. Ce statut est assez favorable à ces groupes, car en plus de les affranchir en partie de l'autocensure que

[630] *Eine erste Schwalbenfeder* ; *Eine zweite Schwalbenfeder*, RHG/MK 11, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Weimar, 1988.

s'imposent les groupes paroissiaux pour ne pas être empêchés dans leurs activités par le Consistoire, ces groupes semi-clandestins peuvent bénéficier des locaux des paroisses, et même de leur matériel d'impression.

En plus de ce soutien logistique par les Églises, les groupes politiques attirent également l'intérêt du réseau politique, particulièrement celui de RFA, grâce aux actions de désobéissance à l'autorité de l'État. Leurs initiatives sont en outre relayées par des opposants est-allemands ayant été expulsés de RDA, renforçant ainsi leur visibilité et par extension, l'intérêt de personnalités politiques de RFA. Grâce à l'aide de ce réseau, l'approvisionnement matériel de ces groupes est de plus en plus important et permet même à certains de disposer de plusieurs machines différentes.

C'est ce dont témoigne Stefan Bickhardt, dont l'imprimerie clandestine prend assez vite de l'ampleur suite à son installation dans une pièce de la maison de ses parents. À l'automne 1986, la rédaction des *Radix-Blätter*, dispose d'un duplicateur à stencils de la marque « Geha », un modèle de 1957, d'un duplicateur à alcool de la marque *Ormig* et d'un petit photocopieur de bureau, un Sharp Copymat 20-42, qu'un chercheur ouest-allemand avait offert à Bickhardt à l'occasion de l'une de ses visites en RDA en 1985[631]. En 1987, grâce à un don de la *Förderverein für internationale Jugendbegegnung und Gedenkstättenarbeit*, une association qui œuvre auprès de la jeunesse en lien avec les questions mémorielles autour du camp de concentration de Dachau auprès de laquelle Bickhardt a déjà été actif lors de ses voyages à l'Ouest, du nouveau matériel arrive dans son imprimerie : une machine à écrire « Typenrad » pour ordinateur – aussi appelée « imprimante à marguerite » en français – de la marque « Panasonic », une table de façonnage et une machine à découpe. En 1988, Bickhardt et Mehlhorn se procurent enfin une imprimante électronique auprès de la médiathèque catholique de Magdebourg. Pour le reste du matériel mentionné, il a en bonne partie été passé en fraude à la frontière par Roland Jahn depuis la RFA[632].

Un tel matériel n'est alors pas courant, et se rapproche même du matériel que l'on peut trouver dans des imprimeries professionnelles. Il permet au groupe d'éditer des revues denses, de bonne qualité et avec des illustrations, et surtout en grande quantité. Mais cela demande une logistique importante dont tous les groupes ne sont pas en mesure de disposer :

> *« Si un magazine comportait 120 pages et que nous voulions imprimer un premier tirage de 800 exemplaires, il fallait se procurer 96.000 feuilles de papier ! La pile de papier aurait fait*

[631] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit*, *Op. Cit.*, p. 31-32.
[632] *Ibid.*

plus de dix mètres de haut. Nous avons transporté des montagnes de papier et je suis reconnaissant à mes parents de nous avoir permis de l'empiler chez eux, dans leur appartement. »[633]

Ce court témoignage illustre l'ampleur de la logistique qu'implique l'édition d'un seul numéro des *Radix-Blätter*. Cela sous-entend également qu'en plus des machines, se pose la question de l'approvisionnement des consommables dont le groupe a besoin dans des quantités importantes. Pour cela, les contacts à l'étranger ont joué un rôle important, particulièrement Roland Jahn, l'autrichien Ingomar Schwelz et le journaliste suisse Fred Müller. Lorsque du matériel vient à manquer, Bickhardt fait ainsi jouer son réseau. Il utilise en outre ses contacts proches de chez lui pour téléphoner à Roland Jahn afin de demander de nouveaux approvisionnements[634].

Le réseau particulièrement conséquent de Stephan Bickhardt et Ludwig Mehlhorn a représenté un soutien essentiel pour la réalisation des *Radix-Blätter*. Pour d'autres groupes en revanche, l'équipement n'est pas aussi conséquent et les premières publications sont imprimées avec les moyens parfois limités dont ils disposent. Les deux premiers numéros de *Grenzfall*, édités par le groupe clandestin *IFM*, sont tapés à la machine à écrire puis imprimés avec des imprimantes à photographies, avec du papier spécial, qui ne se prête en général pas vraiment à l'impression de textes. Ce procédé permet toutefois une bonne qualité d'impression, sur du papier qui s'abîme moins rapidement qu'un papier fin de mauvaise qualité. Les exemplaires peuvent ainsi circuler plus longtemps de la main à la main, avec une altération de la lisibilité des copies moins rapide que pour les autres types de papiers. Il n'est en revanche possible d'effectuer que de petits tirages, car l'encre et le papier adaptés sont des consommables plus chers. Ce matériel ne peut donc être que provisoire si le groupe a l'ambition de publier une revue périodique, ce qui est bien le cas de l'*IFM*.

Bien que ce procédé d'impression soit resté rare pour les samizdats politiques de RDA, deux autres groupes l'utilisent plus tardivement, dans des petites villes cette fois. 3 numéros des *Kroppenstedter Kirchenblätter* (Kroppenstedt, 1988-1989) et 2 numéros de *Die Leidplanke* (Neustadt/Orla, 1989) sont aussi imprimés de cette manière. Toutes les publications concernées comportent 4 pages chacune. Cela semble confirmer que dans ces petites villes, il est plus compliqué de se procurer du matériel d'impression de qualité et qui permette de réaliser des

[633] « Wenn ein Heft 120 Seiten hatte und wir eine erste Auflage von 800 Exemplaren drucken wollten, mussten dafür gut 96.000 Blatt Papier besorgt werden! Der Papierstapel dafür wäre immerhin über zehn Meter hoch. Wir haben Berge von Papier transportiert und ich bin meinen Eltern dankbar, dass wir es auch bei ihnen in der Wohnung stapeln konnten. », *Ibid.*, p. 39.

[634] Ilko-Sascha KOWALCZUK, Arno POLZIN (Dir .), *Fasse Dich kurz ! Der grenzüberschreitende Telefonverkehr der Opposition in den 1980er Jahren und das Ministerium für Staatssicherheit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014, p. 372.

tirages importants. Les groupes travaillent donc avec le matériel qu'ils ont sous la main, et celui-ci n'est pas toujours le plus efficace.

c) L'amélioration générale des conditions matérielles grâce à l'échec de la répression

Pour l'ensemble du réseau, les conditions matérielles s'améliorent de manière significative à partir de la fin des années 1980. Là encore, ce sont les autorités qui les favorisent, mais pas grâce à leur laxisme. Au contraire, c'est justement une action qui marque la fin du laxisme de l'État vis-à-vis de la presse clandestine qui déclenche une vague de solidarité en faveur des groupes d'opposition berlinois *IFM* et *Umwelt-Bibliothek*, dont l'ensemble du réseau national d'opposition va profiter. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer le cadre de cette opération appelée « *Aktion Falle* » au cours de la première partie. Nous ne revenons donc pas sur le déroulement des faits et nous concentrons donc uniquement sur des conséquences.

Cette opération, qui vise à l'origine à affaiblir l'opposition et à montrer à tous les groupes qui éditent des revues à contenu politique sans autorisation des organes d'État compétents que la répression peut s'abattre sur chacun d'eux, n'a pas vraiment l'effet escompté. En effet, les Églises évangéliques sont une institution influente, avec un réseau important, et avec laquelle la cohabitation dans de bonnes conditions est un enjeu important pour l'État socialiste. Le maintien des bonnes relations réciproques explique en partie le fait que la *Stasi* ne soit pas intervenue plus tôt dans les manifestations organisées par les Églises, bien que les renseignements aient été suffisants pour prouver que l'activité n'y était pas uniquement religieuse mais aussi ouvertement politique et contestataire.

Aussi, les groupes utilisent le rôle de journal d'information des samizdats politiques pour ébruiter ces événements et mobiliser le réseau, qui doit diffuser la nouvelle afin d'en faire un objet de mobilisation pour la défense des droits fondamentaux. Malgré la confiscation de son matériel, la *Umwelt-Bibliothek* parvient à éditer un numéro des *Umweltblätter* dont un quart est consacré au récit des événements[635]. Ce compte-rendu est ensuite repris dans de nombreux samizdats et se diffuse dans toute la RDA, et bien entendu, au-delà de la frontière avec la RFA. Dans les différents articles parus dans les samizdats, les groupes en appellent au soutien des personnalités politiques, des écrivains, des artistes, et aussi des Églises évangéliques. Des déclarations communes de groupes d'opposition sont signées et des pétitions sont lancées pour interpeller le gouvernement et appeler à la libération des personnes interpellées ainsi qu'au

[635] *Umweltblätter*, RHG/PS 107/19, *Op. Cit.*, p. 2-12.

respect de la liberté d'expression, comme l'URSS commence elle-même à le faire à travers la mise en œuvre de la Perestroïka[636]. Des commémorations silencieuses hébergées par les Églises sont organisées, elles-aussi médiatisées. De nombreux groupes d'opposition y participent, en compagnie de personnalités religieuses.

En RFA, la nouvelle se répand aussi assez vite, une nouvelle fois par l'intermédiaire de Roland Jahn qui s'efforce de médiatiser au maximum les actions des groupes d'opposition est-allemands[637]. Cette affaire de répression de la liberté d'expression est une aubaine pour les médias de RFA, qui y voient une opportunité pour souligner à nouveau le comportement autoritaire du gouvernement est-allemand. Cela devient alors un sujet d'information important, traité par de nombreux médias, qui informent donc aussi bien les citoyens de l'Ouest que ceux de l'Est, qui pourraient ainsi avoir envie de rejoindre les mouvements d'opposition.

C'est de cette manière que Frank Ebert a décidé d'intégrer la *Umwelt-Bibliothek*[638]. Bien qu'étant déjà lié à l'opposition par le biais de sa sœur qui est elle-même engagée dans des groupes à Iéna, il décide de s'y engager plus activement en réaction à cet événement. Il n'est pas le seul à s'intéresser soudainement à l'opposition et aux groupes berlinois, preuve que les efforts de Roland Jahn portent leurs fruits. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Frank Ebert nous a dit se souvenir des dizaines de télégrammes adressés depuis le monde entier à la *Umwelt-Bibliothek.* Nous n'avons malheureusement pas pu consulter ces messages, mais Frank Ebert affirme que les télégrammes remplissaient deux cahiers. Certains ont été envoyés depuis le Mexique, les États-Unis, et même du Tibet, dont Frank Ebert disait ne connaître l'existence qu'à travers la littérature ou les films. En RFA, des collectes de dons sont organisées et rencontrent un franc succès. Cette nouvelle exposition permet, en plus des dons, d'installer un modèle économique qui permettra d'améliorer les conditions de production et de pérenniser l'activité. Ainsi, on voit apparaître de manière de plus en plus courante à partir de 1988 des tarifs d'abonnement pour recevoir les revues qui sont alors envoyées par courrier. Il est également demandé une petite somme pour se procurer les samizdats, mais cela n'est pas présenté comme un prix d'achat, plutôt comme une contribution pour soutenir les rédactions. Ce fonctionnement est rapporté dans la note de la *Stasi* du 1er juin 1989 :

---

[636] « Öffentliche Erklärung », *Grenzfall* Nr.11-12/87, RHG/PS 047/15, reproduit dans : Ralph HIRSCH, Lew KOPELEW, *Grenzfall, Op. Cit.,* p.138.
[637] Sybille GOEPPER, « De l'action individuelle à l'activisme dans les mass-médias : itinéraire d'un « transfuge » - Entretien avec Roland Jahn », dans : Hélène CAMARADE, Sybille GOEPPER, *Résistance, dissidence et Opposition en RDA, Op. Cit.,* p. 147-156.
[638] Annexe n° 1, « Entretien avec Frank Ebert », *Op. Cit.,* p. 571-575.

« Le centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg, qui publie entre autres le bulletin d'information "Die Pusteblume", distribue cette publication sur la base d'un système de distribution bien organisé selon un fichier d'abonnés (1 200 adresses).

[...]

La rétribution financière pour les bulletins d'information est variable ; par exemple, "Arche" demande 5,00 marks par exemplaire, "Aufrisse" 10,00 marks et "Friedrichsfelder Feuermelder" 1,50 marks, tandis que "Friedensnetz" exige un "don annuel" de 10,00 marks. »[639]

Les fonds récoltés servent en bonne partie à acheter du matériel d'impression qui est ensuite passé en fraude à la frontière. Ces passages illégaux s'intensifient même d'année en année, à mesure que le nombre de personnalités politiques et de journalistes s'intéressent de plus en plus à l'activité de l'opposition. À chaque voyage en RDA, ils en profitent pour approvisionner les groupes en matériel d'impression, tantôt des machines, tantôt des consommables, afin de les aider concrètement. C'est une pratique dont les autorités ont connaissance, et cela se retrouve même évoqué dans la même note de la *Stasi* :

« Certains groupements disposent de techniques et de matériels d'impression (notamment des matrices) mis à leur disposition par des représentants de partis politiques ainsi que par d'autres personnes hostiles des pays occidentaux, qui les ont fait entrer en RDA en abusant des facilités généreuses accordées surtout aux dirigeants de ces partis (notamment Die Grünen et des personnes bénéficiant de droits privilégiés) pour entrer en RDA (notamment l'exonération des droits de douane). (D'après des informations strictement internes, les forces adverses prévoient, pour soutenir les éléments hostiles de l'opposition en RDA, d'introduire illégalement en RDA une presse offset démontée en pièces détachées). »[640]

Cet événement peut donc être considéré comme le moment charnière marqué par deux réussites : tout d'abord malgré le pluralisme de l'opposition et les divergences qui peuvent exister entre les groupes et les Églises, et entre les groupes entre eux, le soutien aux membres de l'*IFM* et de la *Umwelt-Bibliothek* est unanime et a permis de rassembler l'opposition comme cela n'a jamais eu lieu auparavant. C'est un acte fondateur d'un début d'unité au sein de l'opposition pouvant conduire à des actions communes de plus grande ampleur. Aussi, le

---

639 « Das Kirchliche Forschungsheim Wittenberg, Herausgeber u. a. des sogenannten Informationsblattes »Die Pusteblume«, vertreibt dieses Druckerzeugnis auf der Basis eines durchorganisierten Vertriebssystems nach einer Abonnentenkartei (1 200 Anschriften).
[...]
Durch dieses Vorgehen potenziert sich die Leserschaft gemessen am Umfang der tatsächlichen Auflagenhöhe. Das finanzielle Entgelt für sogenannte Informationsblätter ist unterschiedlich; so werden z. B. je Exemplar verlangt für »Arche« – 5,00 Mark, »Aufrisse« – 10,00 Mark und »Friedrichsfelder Feuermelder« – 1,50 Mark, während für »Friedensnetz« eine »Jahresspende« von 10,00 Mark vorgegeben ist. », « Herstellung nicht genehmigter Hetzschriften », Info Nr. 168a/89, *Op.Cit.* p. 59.

640 « Einige Zusammenschlüsse verfügen über Drucktechnik und -materialien (u. a. Matrizen), die ihnen von Vertretern politischer Parteien sowie weiteren feindlichen Personen des westlichen Auslandes zur Verfügung gestellt und die unter Missbrauch der vor allem Führungskräften solcher Parteien (u. a. Die Grünen und bevorrechteten Personen) gewährten großzügigen Erleichterungen bei der Einreise in die DDR (u. a. Zollbefreiung) durch diese eingeschleust wurden. (Nach streng internen Hinweisen planen gegnerische Kräfte zur Unterstützung feindlicher, oppositioneller Elemente in der DDR, eine in Einzelteile zerlegte Offsetdruckmaschine illegal in die DDR zu verbringen.) », *Ibid.*

soutien à ces groupes a permis d'augmenter considérablement les moyens techniques, financiers et humains des groupes d'opposition, qui grâce aux fonds récoltés, au matériel donné et aux nouveaux membres recrutés grâce à leur nouvelle notoriété, peuvent envisager de donner un élan déterminant à leur activité éditoriale. Même si les groupes berlinois, et en particulier la *Umwelt-Bibliothek*, sont ceux qui en bénéficient au premier chef, ces nouveaux moyens et cette nouvelle exposition profitent aussi à l'ensemble du réseau d'opposition qui fait de l'autoédition le support majeur de l'action politique de terrain, disposant ainsi d'un véritable contre-organe d'information et d'une initiative politique fédératrice.

3. L'arrivée des ordinateurs et des imprimantes

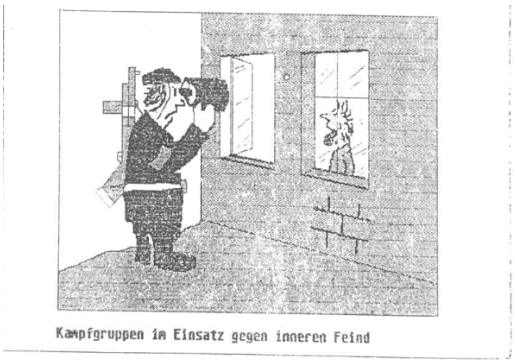
Comme on peut s'y attendre, les moyens supplémentaires acquis par l'opposition ont des répercussions positives sur la capacité des groupes à se procurer du matériel de meilleure qualité. L'enjeu n'est pas nécessairement de changer les machines qui fonctionnent déjà, mais parfois seulement d'en obtenir davantage pour produire encore plus d'exemplaires et ainsi élargir le cercle de diffusion des samizdats politiques.

Avant cela, le dernier progrès technique a été enregistré à Wittenberg à partir d'avril 1986, soit plus d'un an avant les événements de Berlin-Est à la *Umwelt-Bibliothek.* En effet, deux numéros de *Briefe* sont toujours reproduits grâce à un duplicateur à stencils, mais cette fois, le tapuscrit qui sert de matrice est confectionné à l'ordinateur. Ce procédé permet une qualité encore supérieure, et surtout, il représente un gain de temps considérable dans la mesure où il permet de confectionner plusieurs matrices pour un seul texte en un temps bien plus court que la machine à écrire ne le permet. Ainsi, chaque page peut être reproduite dans un nombre d'exemplaires bien supérieur, jusqu'à atteindre 2000 unités pour certaines d'entre elles, et en un temps record.

Les premiers ordinateurs utilisés pour l'édition des samizdats politiques sont donc dans un premier temps apparus dans les Églises, qui comme pour chaque amélioration technique importante, ont été les premières à en disposer. Mais cette fois, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les groupes politiques en disposent aussi, y compris les groupes clandestins. En 1987, 6 autres publications sont confectionnées à l'aide d'ordinateurs : 3 à Wittenberg par le *Kirchliches Forschungsheim* et 3 à Berlin-Est, où quelques groupes parviennent à se procurer des ordinateurs passés par la frontière ou mis à disposition par les paroisses. La *Kirche von Unten* en a un et le met à la disposition des groupes anarchistes qu'elle héberge pour l'édition du samizdat *Antifa-Infoblatt* en juillet 1987. Le mois précédent, c'est l'*IFM* qui a été le premier

groupe clandestin à en utiliser pour l'édition du samizdat d'un seul volume *Art. 27 – Für einen demokratischen Frieden*. En décembre, c'est au tour du *Friedenskreis Friedrichsfelde*, pour un numéro des *Friedrichsfelder Feuermelder.*

En complément des ordinateurs, les groupes s'équipent d'imprimantes matricielles qui, comme leur nom l'indique, produisent des matrices. Il en existe plusieurs modèles, à 9 ou 24 aiguilles. L'opposition ayant tout de même des moyens limités, ce sont les imprimantes à 9 aiguilles, moins chères, qui sont utilisées. Ces aiguilles permettent de former des trous dans des feuilles de trois épaisseurs et ainsi de confectionner des matrices solides et capables de supporter des impressions en grandes quantités, et en couleur. C'est notamment grâce à ce procédé que les images ont été bien plus nombreuses aux cours des dernières années de production des samizdats. L'échantillon suivant, issu d'un numéro de *Grenzfall* paru en octobre 1989 montre le rendu de ce type d'impression :

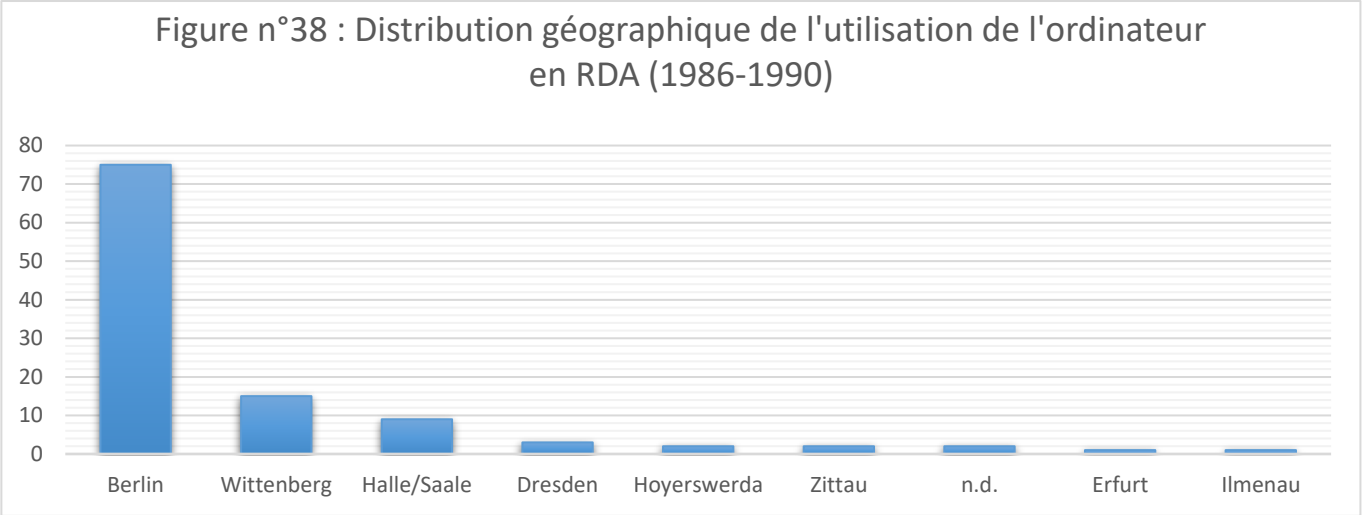


641

Il n'est peut-être pas simple de le visualiser sur cet échantillon, mais l'impression réalisée à l'aide d'une imprimante matricielle se caractérise par des points d'encre carrés. C'est pour cette raison qu'on constate une impression qui parait très géométrique. Mais de manière générale, on constate surtout une nette amélioration de la qualité d'impression.

À partir du début de l'année 1988, et grâce aux premiers effets des nouveaux moyens obtenus par l'opposition, l'utilisation de l'ordinateur pour confectionner les samizdats s'étend encore et atteint le nombre de 26 publications, puis 54 en 1989. Au total, 110 revues sont éditées à l'aide d'un ordinateur entre 1986, date de la première utilisation relevée de l'ordinateur, et 1990. Elles sont réparties inégalement sur le territoire de RDA, comme le démontre la figure suivante :

641 Annexe n°9, p. 634 : *Grenzfall*, Nr. 7-10/89, RHG/PS 47/19, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin-Est, octobre 1989, p. 1.



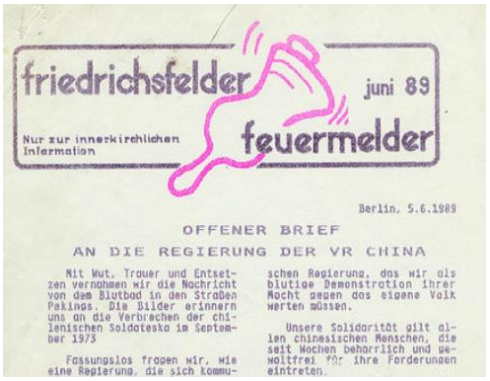
642

Comme on pouvait s'en douter, Berlin-Est et Wittenberg sont les villes dans lesquelles l'ordinateur est le plus utilisé. Cela s'explique à la fois par l'importance des paroisses impliquées dans l'édition de samizdats et qui disposent de matériel évolué, comme on l'a constaté avec Wittenberg où les ordinateurs sont utilisés en premier, et aussi parce que c'est à Berlin-Est que la solidarité avec l'opposition s'est le plus exprimée. Les possibilités de se procurer du nouveau matériel y sont donc plus importantes. De manière plus surprenante, on constate que des petites villes, dans lesquelles il y a peu de publications, bénéficient aussi de l'utilisation de l'ordinateur, contrairement à des villes plus importantes pour ce qui concerne l'édition de samizdats, comme Leipzig. Nous pouvons trouver une explication à cela dans le fait qu'à Leipzig, peu de nouveaux samizdats voient le jour au cours de la deuxième moitié des années 1980. En effet, au moment où l'activité éditoriale augmente fortement à Berlin-Est, elle ralentit considérablement à Leipzig, ce qui nous laisse penser que les groupes ont mis leurs moyens en commun et ont déporté leur activité vers Berlin-Est, là où le potentiel de fabrication et de diffusion des revues est le plus important.

Toutefois, si on rapporte ces données au nombre global de publications au cours de la période ciblée, l'ordinateur est, en proportion, moins utilisé à Berlin-Est que dans les autres villes qui apparaissent sur cette figure. Son utilisation se concentre en premier lieu sur l'édition des revues périodiques, au bénéfice des groupes qui souhaitent se professionnaliser et donner un aspect plus proche des journaux officiels à leurs revues. C'est en effet l'un des avantages de l'utilisation de l'ordinateur. Il permet de combiner plusieurs procédés de reprographie pour combiner qualité et quantité d'impression. Les exemples suivants, dont nous mettons les

[642] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°38, p. 626-627.

versions complètes en annexes, permettent de constater visuellement les évolutions qualitatives lors de l'impression des samizdats :


friedrichsfelder feuermelder

juni 89

Nur zur innerkirchlichen Information

Berlin, 5.6.1989

OFFENER BRIEF

AN DIE REGIERUNG DER VR CHINA

Mit Wut, Trauer und Entsetzen vernahmen wir die Nachricht von dem Blutbad in den Straßen Pekings. Die Bilder erinnern uns an die Verbrechen der chilenischen Soldateska im September 1973

Fassungslos fragen wir, wie eine Regierung, die sich kommu-

schen Regierung, das Wir als blutige Demonstration ihrer Macht gegen das eigene Volk werten müssen.

Unsere Solidarität gilt allen chinesischen Menschen, die seit Wochen beharrlich und gewaltfrei für ihre Forderungen eintreten.

643


KOPIE

Robert-Havemann-Gesellschaft Berlin

Depesche

1. Jg. Nr. 1 Unabhängige Wochenzeitung Red.schl. 31.10.89

NEUE UNTERSCHIEDE

Die Opposition streitet über die führende Rolle der SED

644

Le premier est un extrait d'un numéro des *Friedrichsfelder Feuermelder* édité en juin 1989. Le stencil est réalisé à l'ordinateur et les exemplaires sont produits à l'aide d'un duplicateur à alcool « Ormig », reconnaissable à l'encre violette qui apparaît sur l'exemplaire pris en exemple. On remarque par ailleurs que le groupe a choisi de produire un exemplaire qui comporte de la couleur, ce qui attire un peu plus l'œil du lecteur et donne un aspect visuel plus attractif à l'en-tête de la revue.

Le second est un extrait de la revue *Depesche,* éditée à Berlin-Est à la fin du mois d'octobre 1989. Il s'agit ici du premier numéro d'un journal qui a l'ambition d'être édité à un rythme hebdomadaire. Cependant, nous n'avons pu nous procurer uniquement ce premier numéro car nous n'avons pas trouvé de traces d'autres numéros portant ce titre. Cette revue a également été fabriquée à partir d'un stencil réalisé à l'ordinateur et à l'imprimante matricielle, puis reproduite à l'aide d'un duplicateur à stencil, probablement à partir d'une matrice imprimée sur du papier carbone. L'aspect visuel de la revue est amélioré en comparaison des procédés dont nous avons présenté les résultats précédemment. Surtout, le graphisme de l'en-tête, comme celui du numéro des *Friedrichsfelder Feuermelder,* se rapproche de celui que l'on peut trouver sur des journaux professionnels, dans la mesure où il n'est pas réalisé à la main.

Comme le démontrent ces deux exemples, en plus de permettre une réalisation plus rapide des stencils, l'ordinateur présente l'avantage de pouvoir être combiné avec plusieurs procédés de reprographie. Ainsi, on peut aussi bien utiliser un duplicateur à l'alcool ou un

643 Annexe n° 10, p. 635 : *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/24, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 5 juin 1986, p. 1.

644 Annexe n° 11, p. 636 : *Depesche*, TK 009/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 30 octobre 1989, p. 1.

duplicateur à stencils, le graphisme et la lisibilité des revues seront de toute façon améliorées par un stencil de meilleure qualité.

L'ordinateur est donc un outil qui permet aux groupes d'édition de donner un aspect plus professionnel, et donc certainement plus sérieux, aux revues autoéditées et ouvre davantage de possibilités techniques pour produire des revues de meilleure qualité et dans des quantités plus importantes. Elles sont ainsi plus lues et prises au sérieux, et représentent une concurrence plus sérieuse pour les médias officiels.

Au regard des éléments que nous avons exposés, on peut affirmer que la question du matériel de confection et de reproduction des textes a été une problématique centrale en RDA, aussi bien pour les mouvements d'opposition que pour le régime. D'un côté, l'opposition a cherché par tous les moyens à contourner les restrictions et les interdictions réglementaires pour se créer elle-même des espaces de liberté lui permettant d'exercer sa liberté d'expression. La parole politique s'est d'abord exprimée dans les locaux des Églises évangéliques car ils ont été les lieux dans lesquels les marges de manœuvres auront été les plus importantes. Certaines paroisses se sont elles-mêmes emparées de ces marges de manœuvres pour s'exprimer et prendre des positions politiques, bien aidées par le matériel dont les Églises ont disposé tout au long de la période. Les paroisses ont ainsi été de véritables imprimeries grâce à des techniques d'impression évoluées auxquelles peu de personnes – en dehors des institutions et des administrations autorisées par l'État – ont pu avoir accès. D'autres paroisses se sont quant à elles partiellement tenues à distance de cette expression politique, ne participant pas directement à l'édition de revues, mais mettant à disposition des groupes politiques leur matériel, leurs locaux et leurs marges de manœuvre. Le soutien des Églises, ainsi que celui du réseau politique national et transnational ont permis le développement d'une opposition politique plus forte au fil des années, qu'elle mène son activité en lien avec les Églises ou en marge des Églises, dans la clandestinité.

De l'autre côté, le régime socialiste est-allemand a longtemps sous-estimé le potentiel de nuisance d'une opposition aidée par les Églises. Si la législation a été pensée de manière stricte, la mise en application de ces dispositions a été plus laxiste. L'activité politique des Églises a été ignorée, car elle était *a priori* sous le contrôle d'une institution rigoureuse qui n'aurait pas risqué d'entrer en conflit avec l'État socialiste. Les autorités ont donc laissé faire, jusqu'à ce que cette activité politique ne commence à prendre une ampleur telle qu'elle a réussi à agglomérer une masse importante d'opposants et de groupes d'opposition qui a largement dépassé les simples cadres religieux. La réaction a alors été de réprimer les groupes clandestins,

ceux qui, puisqu'ils ne sont visiblement pas en relation avec les Églises, ne risquent pas de déclencher de conflit diplomatique entre l'État socialiste et les Églises. Mais à la fin des années 1980, il est trop tard pour réagir, et la question de l'approvisionnement de l'opposition et des Églises en matériel d'impression a alors déjà eu pour effet de créer un immense réseau au sein duquel circulent des machines, du papier, de l'encre, des textes, des idées… Face à la pression de ce réseau, les opérations de répression contre les groupes d'édition ont échoué.

Le gouvernement a tenté de réagir par la création d'un groupe de travail ministériel sur la question de l'attribution des autorisations de détention des dispositifs de reprographie[645]. Plusieurs solutions ont alors été envisagées, comme la généralisation des autorisations pour les Églises, mais avec une responsabilité renforcée pour le Consistoire, ce qui implique un devoir de contrôle des écrits produits dans les Églises, ou encore le durcissement du contrôle par les services de l'État, avec une attention spécifique portée aux prétendus « bulletins paroissiaux ».

En septembre 1989, une modification de l'arrêté de 1975 portant sur la délivrance d'autorisations pour la détention de matériel de reprographie est proposée[646]. Les Églises et leurs représentants y sont explicitement critiqués, et notamment en raison de leur laxisme concernant l'utilisation abusive de la mention légale « *für den inneren Dienstgebrauch* ». Elle prévoit l'organisation d'entretiens réguliers entre les responsables des districts et les pasteurs afin de veiller à ce que le matériel de reprographie ne soit plus utilisé à des fins politiques. Il est en outre demandé à l'administration de sanctionner pénalement les pasteurs et tous les responsables des Églises qui n'appliqueraient pas correctement les dispositions légales en termes de production d'écrits politiques. L'enjeu est alors explicitement formulé : il faut mettre fin à ces activités car elles « constituent une compilation systématique de descriptions d'événements, de prises de position et de commentaires sur des événements ou de déclarations thématiques et sont susceptibles, de par la présentation unilatérale et tendancieuse de leur contenu, de mépriser l'ordre social et étatique socialiste et de motiver et mobiliser les forces d'opposition pour des activités plus poussées.[647] »

Mais ce texte ne sera jamais voté et n'entrera donc jamais en vigueur. Il est trop tard et l'éviction d'Erich Honecker de la tête du SED est inévitable. La circulation du matériel d'impression n'est pas à lui seul un motif qui a permis à la révolution pacifiste d'avoir lieu,

[645] Hubertus KNABE, *Gegenöffentlichkeit in den 80er Jahre*, *Op.Cit.* p. 308.
[646] « Herstellung nicht genehmigter Hetzschriften », Info Nr. 168b/89, BStU, MfS, 4 septembre 1989, ZAIG 3756, p. 49–54.
[647] « Diese Publikationen stellen eine systematische Zusammenstellung von Ablaufschilderungen, Stellungnahmen und Kommentaren zu Ereignissen bzw. von thematischen Aussagen dar und sind durch die einseitige und tendenziöse inhaltliche Gestaltung geeignet, die sozialistische Staats- und Gesellschaftsordnung verächtlich zu machen und oppositionelle Kräfte für weitergehende Aktivitäten zu motivieren und zu mobilisieren. », *Ibid.*

mais c'est un élément qui a obligé l'opposition à se structurer et à former un réseau d'entre-aide et de coopération politique efficace, malgré la diversité des personnes, des groupes et des opinions qui la composent. Le laxisme des autorités à ce sujet a donc grandement fragilisé le régime et toute forme de réaction trop tardive de leur part n'a eu pour seul effet que de renforcer l'opposition en la rendant plus visible.

Après avoir exposé les données globales concernant l'édition des samizdats politiques sur le territoire de RDA sur la totalité de la période, nous consacrerons le prochain chapitre de ces travaux à une étude ciblée sur la production des samizdats dans les différentes villes est-allemandes. Le samizdat sera alors considéré comme l'outil d'une activité politique hétérogène selon les villes et les régions de RDA. C'est un outil qui témoigne donc d'une dynamique locale, mais qui s'inscrit également dans un mouvement plus large, influencé par un réseau régional, national et même transnational.

Il s'agira donc dans ce prochain chapitre de déterminer dans quelle mesure le samizdat politique reflète l'organisation et les sujets de mobilisation des groupes locaux. Il conviendra également de définir quelles sont les influences des réseaux régionaux, locaux et transnationaux dans cette activité politique et dans les revendications que les groupes politiques défendent par cet intermédiaire.

Partie III - Le samizdat politique sur le territoire de RDA : des dynamiques politiques territoriales et locales fondatrices de la structuration du réseau de l'opposition

En RDA, de nombreux facteurs ont favorisé l'éclosion des mouvements d'opposition. Parmi eux, la formation de groupes influents ou d'initiatives fédératrices sont à citer en premier lieu. Cela n'a pas systématiquement débouché sur la rédaction de samizdats politiques, mais cela a contribué à la densification du réseau et à sa structuration, intensifiant ainsi la circulation des idées et des textes. Les initiatives qui ont souvent permis aux différentes composantes de l'opposition de se réunir ont en outre été des lieux de circulation des samizdats, des lieux de réflexion et de préparation d'autres initiatives et mobilisations qui alimenteront à leur tour les revues politiques.

À travers l'étude territoriale de la production des samizdats, et plus largement de l'organisation des mouvements de l'opposition, nous déterminerons les liens existants ou non entre dynamiques politiques locales et production des samizdats politiques dans les villes étudiées. À cette occasion, nous constaterons que les situations sont différentes en fonction des villes et des régions. En fonction de la typologie des groupes actifs, de l'influence des paroisses des Églises ou encore de l'ampleur de la surveillance et de la répression par les services de l'État, les activités politiques et auto-éditoriales connaissent des trajectoires différentes. Elles se développent parfois en parallèle et d'autres fois à des moments différents, plus ou moins tardivement.

Aussi, l'autoédition reflète le plus souvent les activités politiques des groupes locaux, mais ce n'est pas toujours le cas. Nous tenterons donc, lorsque c'est possible, de définir quels sont les facteurs qui motivent ces différentes trajectoires, et de déterminer s'il existe une logique territoriale au développement des samizdats comme outils de l'opposition politiques à travers le territoire est-allemand. À ce propos, il conviendra de déterminer si le contexte politique local est la seule raison de l'éclosion d'une mobilisation autour d'un sujet politique, ou s'il existe des réseaux d'influence dont l'ampleur et la structuration se ressentent ont un impact sur les activités des milieux de l'autoédition.

Bien que le samizdat ne représente pas à lui seul l'essentiel de l'activité politique en RDA, il en est l'une de ses manifestations et peut, au moins en partie, nous permettre de comprendre la montée en puissance progressive de l'opposition au cours entre le début des années 1970 et la fin des années 1980. Dans le cadre de ces travaux, nous ne nous sommes pas intéressés aux villes dans lesquelles la production des samizdats est faible alors que des initiatives de l'opposition existent. Dans des études ultérieures, il conviendra de s'interroger sur les raisons pour lesquelles les opposants n'ont pas utilisé le samizdat dans les mêmes proportions que dans d'autres villes. Nous pensons par exemple à Karl-Marx-Stadt (aujourd'hui

Chemnitz) ou encore Rostock, où, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, la production de samizdats politiques a été ponctuelle sinon marginale.

L'enjeu principal de cette partie sera de déterminer si les réseaux, régionaux, nationaux ou transnationaux sont des facteurs majeurs du dynamisme auto-éditorial local. Pour cela, nous tenterons de dégager des réseaux d'influences géographiques qui permettraient de mettre en évidence des connexions entre des villes. Celles-ci peuvent être liées à la présence d'opposants dans plusieurs villes différentes, ou bien au partage d'un contexte politique local source de mobilisations politiques. Nous tenterons pour cela de procéder à des regroupements de villes qui partagent des similitudes dans leurs contextes locaux pour déterminer si les mêmes causes ont les mêmes conséquences sur la production des samizdats politiques.

Ainsi, Berlin-Est fera l'objet des premières observations, au vu de son contexte particulier, du fait de la concentration des instances de pouvoir, et donc de polices politiques, dans la capitale de la RDA, mais aussi compte tenu de sa proximité directe avec Berlin-Ouest. Nous nous concentrerons en particulier sur les relations entre les Églises et les opposants politiques. Elles ont en effet rythmé la vie politique de Berlin-Est au cours des années 1980. Les périodes au cours desquelles les Églises ont travaillé main dans la main ont dans un premier temps permis à l'opposition politique de se développer, en particulier dans des lieux et des événements alternatifs organisés par les paroisses. Ils ont été l'occasion pour les opposants de se rencontrer et de construire des mobilisations politiques et des revendications. Comme les groupes ont cherché, par tous les moyens, à se faire une place dans l'espace public, ces milieux alternatifs ont été une opportunité pour créer une contre-culture, un nouvel espace public dans un espace privé.

Après les premières tensions importantes entre les autorités religieuses et les groupes de base, l'opposition s'est progressivement éloignée des Églises, parfois pour lancer des initiatives autonomes, et donc clandestines, en opposition aussi bien avec l'État qu'avec les Églises. Dans d'autres cas, plus nombreux, les relations ont continué à exister entre les deux entités, mais les groupes politiques n'ont eu de cesse de chercher une forme d'autonomie, et d'agir dans la semi-clandestinité. Cette modalité a aussi permis à l'opposition de se développer, sous une forme différente, mais aussi dans des proportions encore plus importantes. À travers cette autonomie, l'objectif et de partir à la conquête de l'espace public, en sortant progressivement des locaux administrés par les Églises pour s'emparer de nouveaux lieux plus visibles.

Nous nous attarderons ensuite sur les villes de Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale, qui sont toutes les trois proches les unes des autres, et qui partagent donc un même contexte, à savoir celui d'une situation écologique particulièrement problématique. Se situant dans une

région fortement industrialisée, les habitants de ces trois localités sont confrontés à une pollution importante de l'air, marquée par des nuages toxiques récurrents et des dépôts de suie sur certains bâtiments, à une pollution des eaux, avec des fleuves qui dégagent de fortes odeurs, et enfin à une pollution des forêts et des espaces verts. Dans ce contexte, de nombreuses initiatives ont vu le jour localement et des groupes se sont mobilisés pour réclamer une amélioration de la situation. Les samizdats ont alors permis de continuer à informer la population malgré le déni derrière lequel l'État s'est rangé. Ils ont aussi permis de communiquer sur les actions menées par l'opposition auxquelles a pu se joindre un public moins politisé. Dans ces villes, la constitution d'un réseau politique a joué un rôle important, principalement autour du centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg, le *KFHW*, qui a été à l'origine de nombreuses initiatives dans la région. Nous nous intéresserons donc à la constitution de ce réseau et à l'impact du contexte politique local sur la production des samizdats politiques.

Notre troisième point d'intérêt portera non seulement sur une connexion géographique entre deux villes, mais aussi sur le point commun qu'elles partagent, en l'occurrence une jeunesse particulièrement politisée qui aura une influence déterminante dans le reste du pays jusqu'à la fin des années 1980. D'un côté Iéna, l'une des villes dans lesquelles la jeunesse a mené le plus d'action, a vu l'opposition s'organiser en dehors des cadres religieux, et autour d'un réseau de jeunes militants qui ont subi la répression à de nombreuses reprises. De l'autre, Naumbourg a la particularité d'héberger un établissement d'enseignement supérieur entièrement administré par les Églises protestantes, le *KOS Naumburg*. En son sein, de nombreux étudiants se sont formés en marge du Ministère de l'éducation populaire, au contact de personnalités religieuses et de théologiens engagés dans l'opposition. Cette institution a donc en quelque sorte été une école des opposants et a formé plusieurs futures personnalités politiques qui ont joué un rôle important dans différentes villes de RDA jusqu'à la révolution pacifiste, et même après.

Enfin, puisqu'il est ici question des dynamiques politiques locales et régionales, nous nous attarderons sur deux villes qui sont géographiquement à la marge des grandes métropoles où l'opposition est présente en nombre. Il sera question de Magdebourg et Schwerin. Nous tenterons de comprendre quels sont les facteurs qui a permis au samizdat politique de s'installer dans ces endroits malgré l'apparente absence d'un réseau politique à proximité.

Pour toutes ces villes, nous aurons une attention particulière pour le rôle que les Églises protestantes ont joué dans la construction des réseaux politiques. Dans celles dans lesquelles les samizdats sont les plus nombreux, les Églises ont joué un rôle important pour créer les espaces de construction des débats politiques. Par endroit, elles ont aussi été à l'initiative de

mobilisations politiques, notamment pour ce qui est de l'écologie ou de l'engagement contre la faim dans le monde. Il conviendra donc de s'attarder sur leurs activités et sur leurs relations avec les groupes d'édition pour voir dans quelle mesure leurs liens ont permis la diffusion croissante des samizdats politiques à travers la RDA. Nous nous attarderons en outre sur le réseau des opposants, et surtout sur la mobilité de certains d'entre eux qui ont été actifs dans plusieurs villes au cours des années 1980. Ils sont eux aussi une trace visible de l'existence d'un réseau de l'opposition ayant favorisé le développement des samizdats politiques est-allemands.

I. Le samizdat berlinois : un développement rythmé par les relations entre les Églises et les groupes de base

A. L'opposition berlinoise à la recherche d'espaces de construction de leur activité politique

Depuis la fondation de la RDA en 1949, Berlin-Est a été un lieu hautement politique, de par son statut de capitale d'une part, et en raison de la signification de cette ville sur le plan géopolitique. En effet, à la suite de la chute du IIIème Reich, Berlin a été la ville qui a le plus porté les stigmates de la guerre. Avant d'entamer sa reconstruction progressive après avoir été partiellement détruite à la fin de la seconde Guerre Mondiale, elle a été l'un des objets principaux de la négociation entre les alliés. Elle a ensuite symbolisé le conflit géopolitique entre les grandes puissances puisqu'elle a matérialisé la frontière, le rideau de fer, qui a été érigé entre elles.

Berlin a donc connu, du fait de sa séparation en plusieurs parties attribuées aux alliés, le choc des cultures idéologiques et donc, pour ce qui est de la parie attribuée à l'Union soviétique, la propagande et la répression importante en lien avec le non-respect de cette acculturation idéologique. La capitale de la RDA a donc la particularité d'être un espace sous haute surveillance pour la police politique, le point d'orgue étant atteint en août 1961 avec la construction du Mur de Berlin.

La proximité avec le bloc de l'Ouest encourage en effet à la plus grande vigilance et au contrôle attentif de la population. Son statut de capitale implique en outre la concentration des organes administratifs de l'État, parmi lesquelles le Ministère pour la sécurité de l'État – la *Stasi* – dont les effectifs sont plus importants à Berlin-Est, du fait de la densité de population d'une part, et surtout du fait de la proximité directe avec le bloc ennemi. Le développement de l'opposition semble donc plus compliqué à Berlin-Est, du fait de l'omniprésence de la

surveillance. Pour exister et mener ses actions, l'opposition doit multiplier les stratégies d'évitement, de contournement des règles, et agir à la limite de la légalité. C'est justement ce que la proximité avec les paroisses des Églises évangéliques permet de faire, nous l'avons évoqué à diverses reprises. Cependant, bien que les espaces offerts par les Églises permettent une existence et un développement des activités oppositionnelles, il s'agit d'espaces contraints, soumis à des accords, à des autorisations fournies par une autorité, à savoir soit celle du pasteur, soit celles des instances ecclésiastiques.

Cette configuration impose donc une entente parfaite entre les groupes de base et les Églises. Pour certains groupes, notamment ceux qui refusent de dépendre des Églises, il est plutôt question de soumission que d'accord politique. Alors, pour ne pas dépendre de relations qui peuvent, par nature, être fluctuantes, l'opposition va faire son possible pour trouver d'autres espaces de construction politique, moins contraints, qui seraient moins soumis à un contrôle, même superficiel, des autorités religieuses. Il s'agit ainsi de trouver des lieux favorables à la construction d'une contre-culture. C'est justement ce qui nous intéresse ici dans la mesure où ces espaces sont principalement ceux dans lesquels les publications clandestines et semi-clandestines se sont développées à partir de la deuxième moitié des années 1980.

Au-delà des chiffres que nous avons extraits et analysés précédemment, il convient à présent de s'intéresser plus en détail aux initiatives, aux groupes et aux paroisses qui ont favorisé le développement du samizdat comme un média de l'opposition politique. Derrière la production des samizdats se cache un contexte politique, des relations entre Églises et groupes politiques, que les publications traduisent en partie, mais certainement de manière superficielle. Il conviendra ici d'analyser le contexte politique qui explique, au moins en partie, les évolutions des mouvements politiques à Berlin-Est, parfois aux côtés des Églises protestantes, parfois contre elles.

Nous souhaitions nous concentrer sur trois de ces espaces politiques alternatifs qui ont permis à l'opposition de se structurer et de monter en puissance :

Le premier est celui qui s'est construit au sein de la paroisse des Samaritains, dirigée par le pasteur Rainer Eppelmann. Au-delà du fait qu'il s'agisse d'un des auteurs de samizdats politiques les plus prolifiques, ce pasteur figure également parmi les personnalités les plus influentes de l'opposition politique est-allemande. Il a contribué au développement des activités oppositionnelles au début des années 1980, notamment par l'intermédiaire des *Bluesmessen*, qui sont l'une des manifestations concrètes des liens entre religion et politique rassemblées autour de la contre-culture d'opposition. C'est également en partie autour de Rainer Eppelmann que la réforme de la RDA a pris forme, avec la rédaction commune avec

Robert Havemann du *Berliner Appell*[648], puis avec la fondation du mouvement *Demokratischer Aufbruch*, devenu parti politique intégré à la CDU à partir des élections communales de mars 1990. À travers l'organisation des *Bluesmessen*, il a permis l'affirmation de l'opposition et de la jeunesse dans un cadre alternatif, tant par les activités organisées (messes alternatives, conférences, concerts…) que par la diversité des publics accueillis dans la paroisse. Ces manifestations sont en revanche le point de départ d'une forte crispation des relations entre les Églises et l'État d'une part, et entre les Églises et l'opposition d'autre part, ce qui conditionnera ensuite les relations entre les différentes parties pour plusieurs années.

Le deuxième espace alternatif crée se déroule dans un climat plus apaisé et témoigne d'une entente possible entre pasteurs et groupes de bases autour de la création de lieux laissé à la gestion quasi-autonome d'un groupe d'opposition. Il s'agit des locaux de l'Église de Sion (*Zionskirche*), qui a abrité la *Umwelt-Bibliothek* à partir de l'année 1986. Grâce à la mise à disposition de ses locaux, la paroisse a non seulement permis à de nombreux samizdats politiques d'être édités, reproduits et diffusés, mais elle a aussi favorisé la mobilisation de la culture alternative. C'est en effet dans ses locaux que de nombreuses initiatives non autorisées par l'État ont été organisées, comme des concerts punks ou de rock, des expositions d'artistes non-autorisés, des lectures de textes censurés ou encore des ateliers de construction des mobilisations et argumentaires politiques. Cet espace a un intérêt particulier pour ces travaux, car la *Umwelt-Bibliothek* devient à partir de 1987 le lieu central de l'opposition berlinoise et de la production de samizdats pour de nombreux groupes à Berlin-Est et ailleurs.

Enfin, nous nous attarderons sur la création de la *Kirche von Unten*, une communauté créée en conséquence du conflit ouvert entre l'opposition et les Églises, mais aussi des conflits existants en interne au sein de la fédération des Églises évangéliques. Après la mise à l'arrêt forcée des *Bluesmessen,* l'intérêt pour les espaces alternatifs autonomes devient encore plus significatif mais les groupes doivent faire face au refus catégorique des autorités religieuses. En conséquence, on voit naître un contre-pouvoir influent, la *Solidarische Kirche*, qui, en s'associant à de nombreux groupes et mouvements politiques, va tout mettre en œuvre pour encourager le développement de la contre-culture oppositionnelle et le *Offene Arbeit*. Le succès de ce combat se matérialise alors par la création de la *Kirche von Unten* qui est encore aujourd'hui un lieu central des mouvements alternatifs, notamment punks et anarchistes, d'Allemagne.

[648] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR, Op.Cit.*, p. 405-411.

1. La Samaritergemeinde : premières initiatives en faveur d'une Églises engagée aux côtés de l'opposition politique

a) Les Bluesmessen et la création d'un nouvel espace alternatif pour la jeunesse berlinoise

Comme nous avons eu l'occasion de le dire un peu plus tôt au cours de ces travaux, le soutien des Églises aux opposants ou aux groupes d'opposition n'est pas systématique. Si de nombreuses paroisses sont restées relativement éloignées des cercles de l'opposition politique, d'autres acceptent d'héberger ou de fournir du matériel à quelques opposants afin qu'ils puissent exercer leurs activités ou au moins se réunir à l'abri de la répression de la police politique. Dans d'autres cas encore, plus rares, ce sont les pasteurs qui sont directement à l'initiative de la création de groupes ou de l'organisation de manifestations à caractère politique. Dans ce genre de cas, bien que leurs activités soient suspectes aux yeux de l'État et des organes de répression, ils pouvaient compter sur le soutien direct du Consistoire et des administrations ecclésiastiques.

À Berlin-Est, certaines paroisses se distinguent justement par leur forte implication dans l'opposition politique. C'est particulièrement le cas de la paroisse des Samaritains, dans le quartier de Friedrichshain, sous la direction et l'impulsion du pasteur Rainer Eppelmann. Il fait partie, comme les Pasteures Ruth Misselwitz, dans le quartier de Pankow, et Christa Sengespeick, elle aussi à Friedrichshain, des personnalités religieuses berlinoises les plus surveillées par la *Stasi* compte tenu de leurs activités considérées comme hostiles à l'État socialiste[649]. Le premier a d'ailleurs été arrêté et mis en prison suite à la publication du *Berliner Appell* en 1982. Les deux autres ont été particulièrement actives dans le cadre du mouvement féministe « Frauen für den Frieden ». Toutefois, malgré la forte désapprobation du Consistoire, ils ont tous les trois pu bénéficier de cette protection des Églises : Eppelmann a pu être libéré et les poursuites contre lui ont été abandonnées. Quant à Misselwitz et Sengespeick, elles n'ont jamais été inquiétées malgré leur engagement public et le soutien apporté au mouvement féministe.

L'engagement politique des pasteurs s'est le plus souvent concrétisé autour du pacifisme, conformément aux valeurs chrétiennes. Bien que Rainer Eppelmann se soit également engagé dans cette même voie avec la création d'un groupe pacifiste au sein de la paroisse des Samaritains à partir de 1981, on peut dire que son action a largement dépassé ce cadre et a eu un retentissement bien plus important, au-delà du mouvement pacifiste. Il a en

[649] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit », Op.Cit.*, p. 125.

effet réussi à structurer une partie de l'opposition berlinoise, d'une part grâce aux nombreuses actions organisées par son groupe, notamment en opposition à la politique de démilitarisation de la RDA, et d'autre part en utilisant sa position de pasteur afin de détourner en quelque sorte des temps religieux pour en faire des temps politiques, créant ainsi un espace de liberté et un refuge politique contre lequel la *Stasi* pourrait difficilement agir sans s'attaquer à l'institution religieuse. C'est ce que Rainer Eppelmann appellera les « *Bluesmessen* ».

Au début des années 1980, nous l'avons vu, il est encore dangereux de mener des actions politiques en dehors de la protection des Églises protestantes. Des groupes existent et des actions sont menées en dehors de ces cadres, mais il est encore difficile de rassembler un nombre n'important de personnes autour de ces actions. Les risques de répression sont importants et il n'est pas simple de constituer un réseau efficace autour d'actions devant rester secrètes, ou au moins dans une moindre exposition. Les Églises semblent donc être le cadre le plus favorable à l'éclosion d'initiatives ouvertes à un public plus large. Compte tenu de la protection relative dont bénéficient les pasteurs et les personnes actives dans celles-ci, et du réseau identifié et structuré des institutions religieuses, chaque action menée par une paroisse peut potentiellement toucher un nombre important de personnes. Elles ont aussi la capacité de convaincre et d'élargir le cercle des participants, soit par l'intermédiaire des paroissiens et des croyants, soit en attirant l'intérêt d'autres opposants qui viendraient exploiter les marges de manœuvre propres aux paroisses protestantes. Pour cela, les cadres religieux, notamment les messes, semblent être des solutions efficaces. Au vu des accords existants entre l'État et les Églises évangéliques, il semble qu'une intervention des organes d'État dans les messes ou les offices religieux soit assez mal perçue. C'est donc cette zone de flottement que Rainer Eppelmann choisit d'exploiter.

En RDA les offices religieux n'ont pas besoin d'être déclarés officiellement, cela donne ainsi une marge de manœuvre totale aux pasteurs qui sont ainsi libres de mener leurs offices ou d'organiser des événements selon leurs convenances. La cible prioritaire de la paroisse des Samaritains étant la jeunesse, le pasteur Eppelmann s'est efforcé de trouver des moyens afin de mobiliser davantage les jeunes au sein de sa paroisse. Avec l'aide du musicien et opposant Günter Holwas et après avoir consulté d'autres pasteurs pouvant organiser les messes avec lui, il décide d'organiser à partir du mois de juin 1989 des messes dont le format est inédit, combinant prières, sketchs et concerts de blues. Les messes seront conjointement données par les pasteurs Rainer Eppelmann et Heinz-Otto Seidenschnur.

Le choix de ce type de musique n'est pas anodin et témoigne d'une volonté de créer un espace alternatif. Le blues, comme le rock, est en effet un style de musique qui a été dans un

premier temps interdit en RDA, car il incarnait la décadence capitaliste[650]. Il a ensuite été autorisé au cours des années 1970, les autorités faisant face à son succès incontrôlable, notamment auprès des jeunes. Cependant, l'arrivée progressive de la musique dite capitaliste dans l'espace public est-allemand se fait sous le contrôle de l'administration culturelle, qui tente de contenir la pratique. Mais comme pour toute activité culturelle encadrée par l'administration, une scène alternative se créé en parallèle pour s'affranchir des codes imposés par l'État socialiste[651]. Les *Bluesmessen*, puisqu'elles proposent des scènes sans autorisation de l'administration culturelle, animées par des artistes faisant partie de la scène musicale *underground*, participent en quelque sorte à la création de la contre-culture oppositionnelle.

L'ouverture d'un espace alternatif dans un cadre habituellement conventionnel apporte de fait un nouveau public, bien différent du public habituel venant célébrer une messe. Rapidement, de nouveaux profils de personnes font leur apparition dans l'église, essentiellement des jeunes issus des milieux punks, anarchistes, une jeunesse des milieux alternatifs, *underground*, particulièrement politisée. Les thèmes des messes sont également vecteurs d'intérêt pour ce public, puisque certaines sont intitulées « Freiheit, die wir meinen » [la liberté telle que nous la pensons], « Überwindung der Angst » [dépassement de la peur] ou encore « Umweltschutz » [protection de l'environnement][652]. En 1980, le nombre de participants devient de plus en important passant de quelques centaines à plusieurs milliers, jusqu'à atteindre 9 000 personnes, si bien que les messes doivent être déplacées dans la Erlöserkirche du quartier de Lichtenberg car elle est plus grande est dispose d'un parvis permettant ainsi d'accueillir un public plus important[653].

Au vu de l'affluence, on peut affirmer que ces manifestations sont un succès. C'est aussi ce que déclare Rainer Eppelmann dans un courrier qu'il adresse au Consistoire et aux instances dirigeantes des Églises évangéliques. Il affirme que « de plus en plus de jeunes cherchent dans la théorie et la pratique du socialisme tel qu'il existe chez nous (sic) une réponse et une compréhension à leurs questions et problèmes. » […] Les *Bluesmessen* ont donc « visiblement comblé une lacune et [ont] permis d'intensifier le travail des jeunes dans les paroisses »[654].

---

[650] Ronald GALENZA, Heinz HAVEMEISTER (Dir.), *Wir wollen immer artig sein… Punk, New Wave, HipHop, Independent-Szene in der DDR 1980-1990*, Berlin, Schwartzkopf & Schwarzkopf, 2013.
[651] Michael RAUHAUT, *Rock in der DDR : 1964 bis 1989*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2002.
[652] Hans-Joachim VEEN, *Lexikon Opposition und Widerstand in der SED-Diktatur*, Berlin, Propyläen, 2000, dans « Bluesmessen » : https://www.jugendopposition.de/148362, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert Havemann-Gesellschaft [consulté le 17/02/2023].
[653] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit »*, *Op.Cit.*, p. 127.
[654] Lettre de Rainer Eppelmann au EKBB, au Consistoire, à l'aumônerie de la jeunesse de Berlin et au conseil ecclésiastique de Friedrichshain le 16 septembre 1990, Matthias-Domaschk-Archiv, Offene Arbeit, Reg.-Nr. 4371, dans : *Ibid.*

L'enjeu consiste donc bien à créer de nouveaux espaces, visiblement en priorité à destination de la jeunesse, afin que celle-ci puisse s'exprimer, se réunir et s'organiser. C'est aussi une sorte de « contre-éducation » que l'on veut dispenser à la jeunesse. Ces manifestations sont une forme de concurrence au modèle établi par le régime socialiste qui développe de nombreux moyens pour éduquer la jeunesse selon ses principes. Elles représentent donc un danger pour les autorités qui ne tarderont pas à s'y attaquer, nous y reviendrons.

Ce succès est également visible du côté des Églises évangéliques et leur organisation, au moins à une échelle restreinte aux paroisses des environs. Compte tenu de la forte fréquentation des *Bluesmessen,* il convient d'adapter les modalités d'organisation et d'étoffer le cercle des personnes qui y contribuent. Rainer Eppelmann et Hans-Otto Seidenschnur s'entourent alors d'un comité d'organisation composé essentiellement de paroissiens et de jeunes de l'Église. Il n'a ensuite pas cessé de s'élargir, avec la création de groupes de travail, jusqu'à atteindre une cinquantaine de membres. Parmi eux, Ralf Hirsch, futur membre de la rédaction de la revue berlinoise *Grenzfall,* est membre du groupe de travail consacré à la communication et à l'actualité. Enfin, d'autres groupes ecclésiastiques, notamment des structures berlinoises pour la jeunesse, ainsi que d'autres hommes d'Église engagés depuis plusieurs années dans les mouvements d'opposition rejoignent également l'organisation des *Bluesmessen*, parmi lesquels l'aumônier de jeunes Michael Passauer, le pasteur Rudi Pahnke et le Diacre des jeunes Ralf Syrowatka[655].

Cette mobilisation importante des différents acteurs engagés dans l'organisation des *Bluesmessen* témoigne d'un autre effet positif de cette initiative. En plus d'offrir un espace de liberté alternatif à la jeunesse berlinoise, ces manifestations ont également ouvert un espace de construction d'un travail commun entre des structures ecclésiastiques berlinoises, spécifiquement autour des questions qui mobilisent l'opposition. Ainsi, cela contribue à structurer un réseau au sein des Églises évangéliques, entre des personnes et des groupes ayant la volonté de se mobiliser aux côtés de l'opposition ou bien *a minima* de lui ouvrir des espaces d'expression et de liberté, même si cela se fait sans l'accord explicite du Consistoire et des autorités religieuses. Cela ouvre également les portes à d'autres initiatives de ce type au sein de ce réseau.

La présence en masse des militants démontre en outre que la conscience politique existe bel et bien au sein de la jeunesse berlinoise, la volonté d'être actifs et de se réunir dans des cadres politiques aussi, il manque simplement des espaces pour le faire. Celui-ci semble se

[655] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989, Op.Cit.*, p. 442.

matérialiser à travers les *Bluesmessen* qui sont justement un lieu de réunion de tous types de militants. Peu à peu, la religion est donc passée au second plan, seule l'opportunité de politiser un espace, même religieux, a prévalu. C'est justement cette politisation qui qui a commencé à faire peur au Consistoire qui a rapidement voulu reprendre le contrôle sur les activités de la paroisse des Samaritains.

b) Une mobilisation qui continue de se développer malgré l'arrêt progressif des Bluesmessen

Comme on peut s'y attendre, l'arrivée de nombreux jeunes en jeans troués et portant des crêtes iroquoises dans les Églises de Friedrichshain et de Lichtenberg ne passe pas inaperçue et ne fait pas non plus l'unanimité auprès des fidèles venus assister à un office religieux et qui se retrouvent finalement dans une manifestation devenant progressivement plus politique que religieuse. Pour les autorités ecclésiastiques, il s'agit d'un premier signal négatif qui pourrait laisser penser que la fréquentation des fidèles pourrait se réduire en raison de ces événements politiques.

Du côté des autorités politiques, ces messes dérangent. En plus de proposer des manifestations à destination de la jeunesse mais en dehors des cadres officiels et des principes éducatifs portés par le gouvernement, elles sont aussi un lieu dans lequel on parle de sujets politiques que l'on retrouve aussi dans d'autres pays dans lesquels l'opposition est importante. Elles participent en outre au développement progressif en RDA du mouvement transnational pour la paix, pour l'environnement et pour le respect des droits de l'homme. Au cours des messes, mais aussi dans les groupes de travail et autres discussions informelles, les jeunes échangent et débattent sur l'environnement, le respect des droits de l'homme, mais aussi sur le service militaire par exemple. Ces manifestations politico-religieuses sont alors des cadres particulièrement appropriés pour parler de l'objection de conscience et de propositions concrètes pour remplacer le service militaire obligatoire. Il y est aussi question de la militarisation de la société et de la politique à mener pour garantir un état de paix. Là encore, les cadres religieux sont propices à ces débats dans la mesure où ce sont aussi des questions importantes pour les Églises protestantes, pour lesquelles le discours de paix fait partie des fondements de l'éducation religieuse. Le sujet est par ailleurs d'autant plus important et sensible que la fin des années 1970 et le début des années 1980 sont marqués par le débat autour du désarmement nucléaire suite à la crise des euromissiles.

Pour les autorités religieuses, la situation est donc particulièrement complexe. D'une part, les *Bluesmessen* organisées par les pasteurs de Friedrichshain et Lichtenberg répondent

aux objectifs de rassemblement de la jeunesse autour de sujets de sociétés important dans le cadre d'une éducation religieuse. Mais d'autre part, la pression des fidèles et surtout de l'État qui voit dans ces rassemblements un risque politique majeur. Il convient donc à la fois de ne pas perdre le soutien des pasteurs et de la jeunesse qui semble revenir vers les Églises protestante grâce à ces manifestations, et de ne pas non plus compromettre les relations avec l'État socialiste, dans un souci de cohabitation en bonne entente. Face à cette situation, le Consistoire va adopter une stratégie ambivalente et céder d'une certaine manière aux pressions de l'État, nous y reviendrons.

La situation n'est pas simple non plus pour les autorités politiques. Il est en effet important pour l'État lui aussi de ne pas compromettre ses relations avec les Églises protestantes, et donc de ne pas faire intervenir sa police sans le soutien de l'institution religieuse. Sur le plan légal, les *Bluesmessen* ne sont pas attaquables. Il s'agit bien d'un service religieux, qui n'a pas à être déclaré officiellement ni ne peut être contrôlé par les services de l'État. La liberté de culte ainsi que les droits des Églises concernant l'organisation des manifestations religieuses sont ancrées dans la Constitution de la RDA[656] et sont aussi garantis par le code pénal en cas de perturbation des manifestations religieuses[657]. Selon la loi, le contenu d'un service religieux ainsi que les activités organisées par les Églises sont à la seule discrétion des pasteurs et du Consistoire. La séparation entre Églises et État est donc claire, au moins à l'échelle locale. Sur le plan national, à partir du début des années 1970, la volonté des autorités religieuses de se rapprocher du régime socialiste, de ne plus être à côté, ni contre, mais bien de « faire partie du socialisme », selon la formule de l'évêque Albrecht Schönherr[658], fragilise quelque peu cette indépendance et laisse entrevoir une collaboration plus systématique entre le Consistoire et les autorités politiques. La limite à cela restera tout de même la volonté des pasteurs locaux, protégés par le système fédéralisé des Églises protestantes qui leur permet toujours de diriger leurs paroisses comme ils l'entendent.

Comme il ne peut pas directement intervenir ou faire interdire légalement les *Bluesmessen,* l'État va user d'autres stratégies pour les faire cesser. Il va tout d'abord utiliser

---

[656] « Verfassung des Deutschen Demokratischen Republik », *Op. Cit.*, Abschnitt II, Kapitel 1, Artikel 39.

[657] « Strafgesetzbuch der der Deutschen Demokratischen Republik », StGB, §133, 12 janvier 1968, GBl. DDR/1968, p.1. modifiée dans : « Gesetz zur Änderung des Strafgesetzbuches vom 19.12.1974 » (GBl. DDR/1975, p. 14), modifiée et complétée dans : « Gesetz zur Änderung und Ergänzung straf- und strafverfahrensrechtlicher Bestimmungen vom 7.4.1977 » (GBl. DDR/1977, p. 100), modifiée et complétée dans : « Gesetz zur Änderung und Ergänzung straf- und strafverfahrensrechtlicher Bestimmungen vom 28.6.1979 » (GBl. DDR/1979, p. 139).

[658] Discours de l'Évêque Albrecht Schönnherr lors de la synode fédérale der Églises de RDA de 1971 à Eisenach : « Wir wollen Kirche nicht neben, nicht gegen, sondern Kirche im Sozialismus sein », cité dans : Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR,* Op.Cit., p. 355.

des moyens légaux en invoquant le trouble à l'ordre public, la consommation d'alcool sur la voie publique ou encore les problèmes de sécurité en raison du nombre n'important de personnes réunies[659]. De manière moins officielle, mais peut-être plus efficace, des pressions ont été exercées à l'encontre des autorités religieuses[660]. De cette manière, ce sera à elles de faire pression sur les pasteurs afin de les contraindre à cesser leurs activités. Pour l'État, cela présente l'avantage de ne pas faire monter un peu plus la colère de la jeunesse contre le régime socialiste, et au contraire, de créer une tension entre celle-ci et les pasteurs mobilisés. L'opération consiste donc à isoler les pasteurs dissidents et ainsi à limiter leur influence au sein des réseaux de l'opposition politique.

Cette stratégie semble avoir fonctionné bien qu'Eppelmann et les autres membres du comité d'organisation aient longtemps pu compter sur des soutiens importants au sein de la direction des Églises. Toutefois, l'engagement de Rainer Eppelmann dépassant progressivement les cadres religieux, notamment suite à la publication avec Robert Havemann du *Berliner Appell* en faveur de la démilitarisation de l'Union soviétique, les autorités religieuses ont progressivement retiré leur soutien au pasteur dont l'engagement politique contribue à la mise sous pression des Églises par l'État. Le prétexte est donc tout trouvé pour retirer à Eppelmann son influence sur le comité d'organisation des *Bluesmessen.* À partir de 1982, la direction des Églises reprend ainsi la main sur l'organisation et œuvre en faveur d'un changement de formule, moins politique, et surtout moins exposée aux regards extérieurs.

Dans un premier temps, les Églises ont tenté de limiter les éléments qui pouvaient poser problème du point de vue de la loi. Elles ont tout d'abord fait en sorte de présenter ces manifestations pour des réunions rassemblant des personnes en difficultés, des « asociaux » que les Églises contribuaient à réinsérer dans la société est-allemande[661]. Mais pour rentrer dans un cadre moins problématique du point de vue du respect de l'ordre public, il a pour cela fallu interdire l'alcool et la cigarette dans les locaux, et faire en sorte de mieux encadrer la venue des participants. Ces premiers éléments ont progressivement fait baisser la fréquentation. L'espace alternatif qui avait été créé au service de la jeunesse dissidente se retrouvait alors modifié, règlementé à la demande d'un État qu'elle conteste, contrevenant ainsi aux libertés retrouvées dans cet espace. Ces premières mesures ont permis de gagner du temps, avant que le comité

[659] *Ibid*., p.142.
[660] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit »*, *Op. Cit.* p. 128.
[661] Lettre de Rudi Bellmann au secrétaire du Comité central du SED, Werner Jarowinsky, le 15.05.1989, Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen, Bundesarchiv, DY 30, IV B2/14/20, citée dans : *Ibid*.

d'organisation ne trouve tous les prétextes possibles pour reporter la plupart des *Bluesmessen* organisées. Au fil du temps, l'effet attendu a été atteint, et la fréquentation est revenue à la normale, c'est-à-dire avant que la jeunesse politisée occupe les lieux, privilégiant ainsi les services religieux pour les fidèles aux manifestations politiques pour la jeunesse.

En interne en revanche, les tensions entre les représentants des Églises et l'opposition politique, ainsi qu'entre les personnalités religieuses elles-mêmes se sont multipliées. La position ambigüe de la direction des Églises est de plus en plus remise en cause, y compris dans des cadres collectifs. L'ambivalence de la stratégie des autorités religieuses qui n'interdisent pas officiellement les *Bluesmessen* mais tentent de les empêcher sous différents prétextes montre une tendance à l'obéissance des Églises protestantes au pouvoir en place. C'est déjà une observation qui pouvait être faite sous le nazisme et que nous pouvons une nouvelle fois constater concernant la relation avec l'État socialiste de RDA[662].

On peut dire que la gestion de la situation des *Bluesmessen* par les autorités religieuses est l'un des points de départ de la fracture qui s'est installée entre les groupes de l'opposition politique et les Églises évangéliques. C'est aussi ce qu'affirmait Frank Ebert au cours de l'entretien qu'il nous a accordé[663]. Il considérait alors qu'il était faux d'affirmer que les Églises protestantes, en tant qu'institution, ont fait partie de l'opposition politique. Même si Frank Ebert ne le cite pas parmi les exemples qu'il donne, Rainer Eppelmann fait partie de ces quelques pasteurs, trop peu nombreux peut-être, qui ont eu le courage de soutenir l'opposition politique[664]. Il fait aussi partie de ces pasteurs qui ont eu des problèmes avec les autorités religieuses et avec l'État. Par divers moyens de sanctions, les autorités ont tenté de les isoler afin de réduire leur influence auprès des groupes avec lesquels ils sont en contact[665].

Seulement dans ce cas présent, la création d'un espace de liberté et de construction de revendications politiques au sein des paroisses des Églises protestantes a ouvert la voie à la

[662] Christoph STROHM, *Les Églises allemandes sous le Troisième Reich,* Labor et Fides, 2022, p. 144.
[663] Annexe n°1, « Entretien avec Frank Ebert », *Op. Cit.,* p. 571-575.
[664] « Wenn ich jetzt versuch nachzudenken, würden mir 4 einfallen, aber es muss vielleicht 10 gewesen sein oder 20. Aber es waren nicht viele. Und diese haben uns die Räume gegeben, haben uns relativ freier Hand gelassen, haben aber dafür auch Probleme mit den evangelischen Kirchen gehabt. Die Rolle der evangelischen Kirchen dabei ist auch sehr ambivalent. Einerseits gaben es viele in der evangelischen Kirche die Staatskritik waren. Es gab aber auch viele, die jetzt sagen wir her eher „Diplomatisch" waren, die versuchten immer so ein bisschen zwischendurch… Ein hervorragender Kirchenpolitiker war zum Beispiel Gottfried Forck (Bischoff), oder auch Werner Hillmann (?) (Stadtjugendpfarrer in Berlin). Das waren hervorragende Kirchenpolitiker. Es gab auch viele die mehr Mut hatten, die durchaus oft selbst in der Opposition gegangen sind, wie Walter Schilling, eine der entscheidendsten Leute finde ich neben Robert Havemann, zumindest was die 70er-80er Jahre betrifft. Es gab auch ein Teil der evangelischen Kirche, der uns nicht unbedingt geschützt hat. Es gab natürlich ganz viele in der Kirche bis zu dem Oberkirchenrat, die für die Staatssicherheit gearbeitet haben. », *Ibid.*, p. 569.
[665] Sylvie LE GRAND, Christian WENKEL, « Groupes d'opposition et samizdats à Berlin-Est dans les années 1980. Entretien avec Frank Ebert et Peter Grimm », dans : Hélène CAMARADE, Sybille GOEPPER, *Résistance, dissidence et opposition en RDA, Op. Cit.,* p. 174.

multiplication de ces espaces alternatifs pour la jeunesse, ce que certains pasteurs comme Walter Schilling ont appelé le *Offene Arbeit*, nous y reviendrons. Surtout, ces espaces ont permis à la jeunesse de se rencontrer, de s'organiser, d'échanger des informations et des contacts. Entre les toutes premières manifestations et 1987, au moment où les *Bluesmessen* disparaissent définitivement, même si les modalités d'organisation et les règles de réunion ont changé, la circulation de l'information dissidente et des idées politiques est un élément qui a été bien moins contrôlable pour les Églises. Un mouvement de circulation des textes et des idées a pu prendre de l'ampleur. Au sein des réseaux d'opposition, on a pris l'habitude de se réunir et de s'emparer d'espaces de libertés dans des lieux alternatifs. À partir de là, une recherche constante d'espaces permettant de faire vivre cette contre-culture est entamée, entrainant de ce fait la multiplication des lieux de réunion de l'opposition, notamment dans des paroisses protestantes.

Pour ce qui est de la paroisse des Samaritains, Rainer Eppelmann et le groupe pacifiste qu'il a fondé autour de lui, le succès reste important. Les *Bluesmessen* ont constitué une opportunité pour recruter et pour se rendre compte qu'on pouvait mener des actions collectives. Celles qui ont ainsi pu être menées par le groupe, notamment l'édition de samizdats politiques, en sont l'un des résultats probants. En parallèle des *Bluesmessen* et à mesure que le groupe d'organisation de ces messes alternatives s'élargit, le groupe pacifiste de la paroisse des Samaritains prend lui aussi de l'ampleur dès le début des années 1980.

Une nouvelle fois, c'est avec l'objectif de toucher un large public que Rainer Eppelmann a organisé le travail de son groupe. Bien qu'il s'agisse au départ d'un groupe pacifiste, des sous-groupes thématiques ont aussi été créés : on en trouve sur l'écologie, le tiers monde, le service militaire, le réseau des groupes pacifistes, ainsi que sur le rôle des Églises protestantes, notamment concernant la diffusion des messages de paix issus de la Bible, ou encore au sujet du rapport entre religion et socialisme. On retrouve ainsi les thématiques qui ont intéressé les participants des *Bluesmessen* et autour desquelles ils ont débattu et ont construit des revendications. Ce travail se fait là aussi en réseau, notamment avec les paroisses de Pankow et les pasteurs qui participent également à l'organisation des *Bluesmessen.*

Comme on peut l'imaginer, l'idée d'ouvrir les activités politiques à plusieurs thématiques différentes vise à toucher un public plus large et à faire converger des militants de tout bord vers les initiatives de son groupe. En plus des groupes de réflexion et de construction des revendications, Rainer Eppelmann créé également un groupe de travail consacré à l'information. De ce groupe naîtront de nombreux samizdats politiques d'information, nous aurons l'occasion de nous y intéresser dans la suite de cette partie. Cette initiative répond là

encore à un autre besoin qui a pu être identifié au cours de *Bluesmessen*, puisque le partage de textes et d'informations entre les opposants a été un aspect important des connexions créées à l'occasion des messes alternatives.

Les premières actions politiques menées par la paroisse des Samaritains sont un succès et son suivies par de nombreux opposants. Lors de la deuxième décade pour la paix organisée en 1981, une lettre ouverte, signé par une centaine de militants et personnalités politiques et religieuses, est envoyée au gouvernement. Le groupe pacifiste y exige la fin des enseignements militaristes dans les écoles et l'instauration d'un service civique pacifiste se substituant au service militaire obligatoire. Il semble donc que ces premières initiatives, principalement autour de l'opposition à la militarisation de la RDA, rassemblent et génèrent une forme de collectif.

Le fait qu'il existe plusieurs groupes de travail thématiques nécessite également une forme de coordination et de communication entre les groupes de travail. C'est pourquoi un groupe spécifique est créé en complément, afin de s'assurer de la bonne circulation des informations entre les groupes de travail. En complément, il organise des rencontres communes qui favorisent le dialogue et la prise d'initiatives collectives. Cette façon de fonctionner installe une dynamique d'organisation qui favorise la structuration du réseau de l'opposition. Par l'organisation de rencontres entre les groupes de travail, Eppelmann réunit des opposants ayant des centres d'intérêts différents pour façonner une mobilisation collective et faire converger les sujets de luttes.

L'influence du pasteur Eppelmann est importante, d'autant plus qu'il est à l'initiative, avec la Pasteure Ruth Misselwitz, de la création d'un conseil ecclésiastique informel réunissant plusieurs personnalités religieuses de Berlin-Est[666]. Ce conseil constitué à l'échelle locale se fait en dehors des instances hiérarchiques des Églises protestantes, ce qui permet de former un réseau de pasteurs mobilisés et de réfléchir collectivement à des actions. Comme il nous l'a affirmé au cours de l'entretien qu'il nous a accordé le 24 janvier 2019 dans les locaux de l'Institut Goethe de Bordeaux, Rainer Eppelmann s'est efforcé de faire vivre les réseaux de l'opposition, aussi bien en RDA qu'à l'échelle des pays du Pacte de Varsovie[667]. Dans la mesure où la question de la paix et de la militarisation est une question à dimension internationale, les groupes qui se mobilisent sur le sujet ont progressivement constitué un réseau transnational pour construire des propositions et des modalités de mobilisation communes.

Grâce à son réseau, Rainer Eppelmann parvient à mener des actions de grande ampleur. Avec le *Berliner Appel* rédigé et publié avec Robert Havemann, il se pose en leader de la

[666] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit »*, *Op. Cit.*, p. 119.
[667] Annexe n°2, « Entretien avec Rainer Eppelmann », *Op. Cit.*, p. 576-581.

mobilisation en faveur de la paix et contre la politique de militarisation de la société. Suite à cela, son groupe de la paroisse des Samaritains multiplie les lettres ouvertes et les pétitions, notamment en 1984, au sujet des jouets à connotation militaire dans les écoles dès le plus jeune âge. Bien que le pacifisme reste au cœur de la mobilisation du groupe, il mène aussi des actions en faveur du respect des droits de l'homme. En 1986, le groupe mène la première action de vérification des résultats électoraux à l'occasion des élections au Parlement du mois de juin[668]. Dans la mesure où il comprend un nombre important d'opposants grâce à sa notoriété et à la densité de son action politique, le nombre de personnes ayant participé à l'opération de vérification des résultats électoraux est suffisant pour couvrir un nombre important de bureaux de vote. Cela permet de faire intervenir des scrutateurs dans chacun d'eux puis de vérifier le décalage éventuel entre les résultats constatés et ceux qui sont ensuite annoncés dans les médias officiels. Cette action de grande ampleur sera une source d'inspiration pour d'autres groupes politiques, en particulier pour la *Umwelt-Bibliothek* qui met en œuvre le même type de dispositif – mais avec encore plus de militants et des résultats encore plus probants – à l'occasion des élections communales de mai 1989, là encore avec l'objectif de démontrer les fraudes électorales organisées par le gouvernement.

Au vu de la multiplicité des actions menées par le groupe pacifiste de la paroisse des Samaritains, on peut dire qu'il constitue l'un des groupes précurseurs de la densification et de la structuration du réseau de l'opposition, au moins pour ce qui est de Berlin-Est. Il a en effet ouvert la voie à la création de lieux alternatifs au sein des Églises protestantes avec l'organisation des *Bluesmessen* et a ensuite profité des effets positifs de ces manifestations politico-religieuses afin de mobiliser un réseau politique et religieux important, en RDA et au-delà de ses frontières. Il a également bénéficié du statut de pasteur de Rainer Eppelmann et des autres personnalités religieuses engagées dans le groupe pour échapper à la répression des services de l'État et ainsi démontrer que les espaces religieux sont certainement les lieux les plus propices pour le développement d'une activité politique.

Ce groupe pacifiste représente en outre un intérêt particulier dans le cadre de nos travaux car la création de cet espace alternatif a aussi été un facteur ayant favorisé l'émergence de samizdats politiques à Berlin-Est. En effet, grâce au groupe de travail consacré à l'information, de nombreux samizdats sont édités par le groupe pacifiste des Samaritains, sous la coordination

[668] Dirk MOLDT, *Wunder gibt es immer wieder. Das Chaos ist aufgebraucht, es war die schönste Zeit. Fragmente zur Geschichte der Offenen Arbeit Berlin und der Kirche von Unten*, Berlin, Eigenverlag Kirche von Unten, 1997, p. 336.

de Rainer Eppelmann. Au-delà de leur propre production, les *Bluesmessen* ont aussi favorisé la circulation des textes, et donc d'autres samizdats édités à Berlin-Est et dans d'autres villes de RDA. Enfin, le groupe a aussi provoqué la rédaction et la diffusion d'un nombre important de textes partagés dans les revues autoéditées de toute la RDA, soit en raison des nombreuses actions politiques qu'il a menées et des textes qu'il a adressés au gouvernement, soit pour les actualités qui ont concerné l'organisation des *Bluesmessen.*

c) Les Bluesmessen, la Samaritergemeinde et les samizdats politiques

Comme nous avons eu l'occasion de le dire, les *Bluesmessen* ont été un espace de réunion et de rencontre pour de nombreux groupes ou opposants à travers la RDA. Ces derniers y ont fait circuler des textes interdits, et se sont aussi familiarisés avec les pratiques éditoriales clandestines, notamment par le biais des magnitizdats, des enregistrements audios sur cassettes qui ont permis de faire circuler des musiques interdites par les autorités. Comme les artistes qui ont joué pendant les *Bluesmessen* avaient le plus souvent interdiction de se produire en public, ce procédé a ainsi permis de faire circuler leur musique clandestinement et de la main à la main, comme cela se fait également pour les samizdats politiques, artistiques ou littéraires.

À propos des textes, ils circulent aussi largement dans cet espace. Qu'il s'agisse d'œuvres interdites reproduites sous forme de samizdats littéraires ou bien de textes politiques à caractère argumentatif ou informatif rédigés par d'autres opposants, ils sont une composante de la contre-culture qui se construit au sein de cet espace alternatif. De façon plus prosaïque, le groupe pacifiste des Samaritains a aussi eu recours à la production de textes politiques, notamment pour faire connaitre ses actions et diffuser ses revendications. Mais il s'agit aussi de répondre aux besoins qui s'expriment au cours des *Bluesmessen,* entre autres, et qui témoignent d'une nécessité de s'informer et d'informer les autres, en parallèle des organes officiels d'information. Avec la création d'un groupe de travail dédié à la communication et à l'information, le groupe entreprend l'édition de plusieurs samizdats politiques tout au long de sa période d'activité. Grâce aux réseaux importants de Rainer Eppelmann, des autres pasteurs et des militants du groupe, qui permettent tous d'obtenir des textes et de l'information, grâce au nombre lui aussi important de contributeurs aidant à la confection régulières de samizdats politiques et grâce au matériel dont dispose la paroisse du fait de son statut, le groupe pacifiste des samaritains figure parmi les groupes les plus importants en termes de samizdats politiques édités dans toutes les RDA sur l'ensemble de la période.

Pourtant, l'édition de samizdats politiques ne figure pas à l'origine parmi les priorités du groupe. L'engagement dans l'autoédition résulte d'une initiative de Thomas Welz et de son groupe de travail « *Kontakt und* Information » et n'est alors qu'une sorte d'expérimentation à laquelle les autorités, religieuses comme politiques, n'ont pas tarder à s'intéresser de près. Mais face au succès rapide des premières publications, cette activité a pris encore davantage d'ampleur. C'est ce dont témoigne Rainer Eppelmann dans son autobiographie :

> *« Le bulletin d'information produit en toute autonomie par le groupe de travail "Contact et information" sous la direction et avec l'énorme engagement de Thomas Welz depuis mai 1984 nous a valu, ainsi qu'à la direction des Églises, de sérieux ennuis avec les organes de l'État. 94 abonnés ont reçu le numéro zéro dans toute la RDA. Il s'appelait d'abord "Schwerter zu Pflugscharen", puis "Denkzettel"*[669]*. À l'aide de cette revue, le groupe qui en était responsable voulait surtout, mieux informer la communauté des discussions et des points de vue politiques qui s'exprimaient. S'y sont ensuite ajoutées des informations et des manifestations, notamment d'autres groupes pacifistes qui avaient vu le jour entre-temps. Peu à peu, notre cercle de distribution s'est étendu à 500 personnes dans de nombreuses communes de toute la RDA. »* [670]

Le samizdat, bien que controversé au sein des Églises en raison des problèmes qu'ils posent en termes de légalité, apparaît comme un moyen de communication efficace afin de faire connaitre les activités du groupe et de partager les sujets de débats. Comme on peut le voir à travers le nombre de lecteurs des numéros expérimentaux, ce support semble intéresser et donc répondre à un besoin de ce réseau. Le groupe pacifiste choisit alors de poursuivre ce travail, même sans l'aval des autorités religieuses. Peu à peu, l'activité du groupe se tourne essentiellement vers la rédaction de textes politiques et de revues d'information. Cela se renforce également à mesure que les *Bluesmessen* se font rares. Il s'agit ainsi d'un moyen de garder un espace politique alternatif, afin de faire vivre le réseau formé lors des *Bluesmessen* et pendant leur organisation avec les quelques paroisses participantes à Berlin-Est et au-delà.

Le recensement que nous avons effectué nous permet de compter l'existence de 49 publications au total, réparties dans 10 samizdats différents entre 1984 et 1989. Le premier d'entre eux s'intitule *Schalom* et est édité par le groupe de travail « *Kontakt und Information* »[671]. Le samizdat est une revue d'information d'une dizaine de pages en moyenne.

---

669 Nous n'avons pas pu trouver ces deux samizdats dans les différents centres d'archives que dans lesquels nous avons travaillé.

670 « Stäten Ärger mit den Staatsorganen brachten uns und der Kirchenleitung das Informationsblatt ein, das der Arbeitskreis "Kontakt und Information" unter der Leitung und mit dem enormen Einsatz von Thomas Welz seit Mai 1984 in Eigenregie herstellte, die Nullnummer bezogen republikweit 94 Abonnenten. Es hieß zunächst "Schwerter zu Pflugscharen", später "Denkzettel". Die Gruppe, die dafür verantwortlich war, wollte mit seiner Hilfe vor allem die Gemeinde besser unterrichten über Diskussionen und Standpunkte. Dazu kamen Hinweise und Veranstaltungen, auch von anderen Friedenskreisen, die inzwischen entstanden waren. Allmählich wuchs unser Verteiler auf 500 Bezieher in vielen Gemeinden in der gesamten DDR. », dans : Rainer EPPELMANN, *Fremd im eigenen Haus. Op. Cit.*, p. 124-125.

671 *Schalom*, RHG/PS 092/01 à RHG/PS 092/10, *Op. Cit.*, 1984-1986.

Il vise essentiellement à rapporter les travaux de chaque groupe de travail interne au groupe pacifiste, ainsi qu'à communiquer sur les réunions du réseau ecclésiastique portant sur les différents sujets de mobilisation du groupe. On y partage également des contacts d'autres paroisses ou d'autres groupes à travers la RDA, de manière à renforcer le travail en réseau. En décembre 1984, cette intention se traduit directement dans le sous-titre de la revue qui est désormais « *Informationsbrief für unsere Mitarbeiter in der Friedensarbeit* » [lettre d'information pour nos collaborateurs dans le travail sur la paix][672].

Cette première initiative éditoriale arrive au moment où la direction des Églises protestantes fait son possible pour reprendre la main sur l'organisation des *Bluesmessen,* et donc à un moment où le Consistoire et les services de l'État ont Rainer Eppelmann et son groupe dans le viseur. Après 9 numéros édités, la publication de celui du mois d'avril 1984 est empêchée par le Consistoire et plus précisément par le surintendant général Krusche[673]. Les parutions sont donc interrompues, à l'exception d'un dernier numéro en 1986 dont le seul objet est de dénoncer la pression exercée par les Églises protestantes et l'État afin de mettre fin à l'édition de ces revues[674]. Cet exemple montre que le samizdat fait lui aussi les frais des tensions existantes au sein des Églises. La disparition de la revue est en elle-même une trace visible de ces désaccords au sujet des activités politiques.

Malgré l'interdiction de poursuivre l'édition et la diffusion de cette première revue, le groupe poursuit son travail, pour un cercle plus restreint cette fois, en éditant une nouvelle revue d'information intitulée *Aktuell*[675] à partir du mois de janvier 1985. Elle émane aussi du groupe de travail dédié à l'information au sein de la paroisse des Samaritains, mais elle a cette fois vocation à ne circuler qu'auprès des personnes membres du groupe ou de celles qui le fréquente, notamment au cours des manifestations qu'il organise[676]. Le samizdat politique paraît de manière régulière, à un rythme mensuel, jusqu'en juillet 1987, avant de devenir *Wendezeit* à partir de décembre 1987. Cette revue d'information est celle qui donnera lieu au plus grand nombre de publications pour le groupe, avec au total 13 numéros édités entre janvier 1985 et

---

[672] *Schalom – Informationsbrief für unsere Mitarbeiter in der Friedensarbeit*, RHG/PS 092/06, *Op. Cit.*, 17 décembre 1984.
[673] « Sofortinformation vom 19.04.1985 zur Vorlage für die Dienstbesprechung am 29.04.1985 », Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen, Bundesarchiv, DO 4/950, dans : Thomas KLEIN, « Frieden und Gerechtigkeit », *Op. Cit.*, p. 126.
[674] Thomas BERNDT, « Nachruf oder wird ein Wort aus Angst vermieden, braucht's kein Gesetz, es zu verbieten. Artikel über die Einstellung des Infobriefs „Schalom" auf Druck der evangelischen Kirche, die das Verhältnis zwischen ihr und dem Staat als Argument für die Einstellung des Blattes anführt », dans : *Info-Brief Schalom*, RHG/PS 092/10, *Op. Cit.*, p.1-5.
[675] *Aktuell*, RHG/WT 040/02 et RHG/PS 002/01 à PS 002/12, *Op. Cit.*, janvier 1985 à juillet 1987.
[676] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op.Cit.*, p. 70.

juillet 1987. Toutefois, compte tenu de la cible plus restreinte, le nombre d'exemplaires est lui aussi réduit par rapport à *Schalom.*

Bien que la revue vise un cercle de lecteurs plus restreint que cela ne pouvait être le cas de *Schalom* qui s'adressait à tous les participants aux *Bluesmessen* notamment, l'objectif d'*Aktuell* reste le même, à savoir d'assurer une mission d'information et de proposer un organe d'information alternatif. C'est aussi dans cet objectif que *Wendezeit* [le temps du changement] lui succède, dans un format plus dense, encore plus proche de journaux professionnels, et cette fois à l'attention du public le plus large possible. Le titre indique par ailleurs la volonté de s'inscrire dans ce mouvement qui vise à réformer l'État socialiste en profondeur. La revue devient donc plus revendicative et vise à convaincre en plus d'informer. L'organisation des publications est elle aussi légèrement différente : au total, cinq numéros sont édités, avec une moyenne de 32,4 pages par numéro. À cela viennent s'ajouter deux formats complémentaires : pour quatre numéros, des compléments de documentation sont ajoutés, sous le titre *Wendezeit Dokumentation*. Il s'agit alors de donner des sources, des documents qui aident à la compréhension des revendications et des informations données dans les *Wendezeit.* Enfin, quatre *Wendezeit Extra* sont aussi édités. Comme les *Wendezeit* paraissent tous les six mois environ, les numéros *Extra* viennent en complément, entre deux publications, dans des formats courts, pour réagir à l'actualité immédiate ou bien partager des comptes rendus de réunions.

Comme on peut le voir, une partie importante du travail auto-éditorial de la paroisse des Samaritains s'articule autour des samizdats politiques d'information. Toutefois, tout au long de sa période d'activité, le groupe s'essaie aussi à d'autres formats, complémentaires, qui répondent à d'autres besoins, pratiques ou d'actualité. Tout d'abord, à la suite de l'interdiction de publication du samizdat *Schalom*, le groupe s'est essayé à l'édition de deux recueils de poèmes, dont un regroupe des textes de l'auteure dissidente Gabriele Eckart. Deux samizdats de respectivement une et deux pages sont édités en décembre 1985 et mai 1986 sous le titre *Aus Unveröffentlichtem*[677]. Dans un autre registre, trois numéros d'un samizdat de communication interne intitulé *Arbeitstexte – Zu Fakten, Meinungen, Tendenzen, Hintergründen christlicher Friedens- und Umweltverantwortung*. Ici, l'objectif est de faire vivre le débat à l'intérieur du réseau des paroisses des Églises protestantes et de s'interroger sur le rôle de celles-ci dans les débats autour de la paix et de la protection de l'environnement. La cible est cette fois différente, tout comme la portée de ces écrits.

[677] *Aus Unveröffentlichtem*, RHG/PS 017/01 et RHG/017/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 16 septembre 1985 / 7 mai 1986.

Comme nous avons pu le voir, tout au long de sa période d'activité, le groupe pacifiste a tenté de mobiliser le réseau politique comme religieux autour des causes qu'il défend. Cette fois, le samizdat est un moyen de communiquer et de débattre au sein de réseau. Il est en outre une trace de la volonté du groupe de faire vivre ce réseau et de le structurer. Le samizdat *Arbeitstexte* est édité entre janvier 1986 et janvier 1987, à un moment où la paroisse des Samaritains ne peut plus organiser de *Bluesmessen.* Dans la mesure où elles sont alors presque systématiquement annulées par les autorités religieuses, ce samizdat vient remplacer les espaces de travail communs entre les paroisses, au moins pour ce qui concerne leur participation au débat politique et leur soutien aux mouvements d'opposition. Le titre *Wegzehrung*[678] lui succède sur un principe similaire à celui des *Arbeitstexte* mais en se concentrant davantage sur les relations entre les Églises et les groupes autonomes. Les textes partagés sont des prises de parole de pasteurs ou de théologiens (notamment, Rudi Pahnke et Friedrich Schorlemmer) à l'occasion de rencontres des groupes d'opposition autonomes et religieux. Ce samizdat participe ainsi à partir de la fin de l'année 1987 à la réflexion quant au rôle des Églises dans le débat politique, dans une période où les relations entre les groupes autonomes et les Églises sont particulièrement difficiles et conduisent à l'autonomisation plus systématique des groupes politiques d'opposition.

En parallèle, deux autres formats sont aussi expérimentés, d'abord en 1986 avec un samizdat unique intitulé *Nachschlag*[679] consacré au compte-rendu et aux réflexions issues du séminaire pour la paix, organisé par la paroisse des Samaritains le 10 mai 1986. Enfin, une autre revue de communication interne sur un format court intitulé *Schnellinfo*[680] paraît à l'occasion d'événements organisés par l'opposition entre août et novembre 1987, avec trois numéros au total. Le premier fait suite aux manifestations organisées en hommages au Premier Ministre suédois Olof Palme. Quant aux deux autres, ils rendent compte des rencontres régionales organisées entre les groupes politiques d'opposition, rencontres auxquelles les membres de la paroisse des Samaritains sont invités. Ces derniers exemples témoignent eux aussi de la volonté du groupe de faire vivre le réseau d'opposition, dans et en dehors du réseau ecclésiastique. Le groupe et ses membres font ainsi figures de catalyseurs du réseau d'opposition et s'efforcent de faire le lien entre les groupes paroissiaux mobilisés et les groupes politiques.

[678] *Wegzehrung*, RHG/PS 116/01 à RHG/116/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, octobre 1987-mai 1988.
[679] *Nachschlag - Zum Friedensseminar der Samaritergemeinde vom 10. Mai 1986*, RHG/PS 077, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1986.
[680] *Schnellinfo*, RHG/PS 094/01 à RHG PS 094/13, Archives des la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1987.

Parmi les contributeurs principaux des samizdats dont nous venons de faire la liste, Rainer Eppelmann semble être celui qui participe au plus grand nombre de publications. Dans la continuité de son engagement aux côtés de Robert Havemann et en faveur de la création d'espaces alternatifs, politisés et principalement à destination de la jeunesse, il démontre aussi à travers sa participation à l'édition de nombreux samizdats politiques sa volonté de contribuer au débat politique en faveur de la paix, de la protection de l'environnement et du respect des droits de l'homme en Union soviétique et dans ses pays satellites. Sa contribution semble aussi se faire dans un souci de rassemblement des cercles politiques, qu'il s'agisse de groupes indépendants ou de groupes paroissiaux. Pour cela, il rassemble – et les samizdats semblent une nouvelle fois en témoigner – le réseau ecclésiastique autour d'actions communes.

Il s'appuie pour ce faire sur d'autres membres de sa paroisse, comme Thomas Welz[681], désigné responsable du groupe de travail sur la communication et l'information au sein du groupe pacifiste. Il jouera un rôle important pour le groupe et même plus largement jusqu'à la Réunification, en faisant par exemple partie des fondateurs du parti politique *Demokratischer Aufbruch* en 1989. Comme nous l'avons vu avec le témoignage de Rainer Eppelmann cité précédemment, c'est même lui qui est à l'initiative de l'édition des premiers samizdats politiques du groupe. Thomas Welz est mentionné comme l'auteur de la quasi-totalité[682] des samizdats édités par le groupe de la paroisse des Samaritains, aux côtés de Rainer Eppelmann.

Aucun des deux n'est en revanche mentionné dans la publication du samizdat d'un seul volume *Nachschlag.* On trouve en revanche Hans-Jochen Tschiche, qui comme Eppelmann fait partie des pasteurs particulièrement engagés dans l'opposition politique. Il devient ensuite une personnalité politique influente en étant élu à la *Volkskammer* lors des élections de 1990 sous l'étiquette du *Neues Forum*. Sa carrière politique s'est ensuite poursuivie au sein des *Grünen* dont il devient un responsable de fraction dans le Parlement de Saxe-Anhalt. Au-delà de l'influence politique de Hans-Jochen Tschiche, ce qui nous intéresse davantage ici est le fait qu'en 1986, au moment où *Nachschlag* paraît, celui-ci était en poste à Magdebourg, où il a longtemps dirigé l'Académie protestante, un lieu de formation et de débat pour les chrétiens protestants de Magdebourg. On y organise des conférences, des réunions, des symposiums, des consultations, des ateliers et des projets sur différents thèmes sociaux, ecclésiastiques, religieux ou éthiques[683]. Elles bénéficient en outre d'une grande autonomie vis-à-vis des autorités

[681] Il apparait aussi sous le nom de Thomas Berndt, son nom de naissance, dans les samizdats et dans diverses études.
[682] Il n'est pas mentionné parmi les auteurs de *Wegzehrung.*
[683] Eberhard MÜLLER, « Evangelische Akademien. », dans: Friedrich KARRENBERG (Dir.): *Evangelisches Soziallexikon / Im Auftrag des deutschen evangelischen Kirchentages*, Stuttgart, Kreuz-Verlag, 1954, p. 14.

religieuses nationales, ce qui leur permet d'orienter les conférences vers les sujets de leur choix, et donc y compris vers des sujets politiques. Tschiche, qui ne s'est *a priori* pas beaucoup emparé du samizdat politique dans le cadre de ses activités – *Nachschlag* et *Spuren Radix-Blätter 6* sont les deux seuls samizdats politiques dans lesquels il est mentionné parmi les auteurs –, choisit de le faire pour la première fois avec la paroisse des Samaritains. Cela nous indique que le groupe a pris une telle ampleur qu'il est en mesure de mobiliser un large réseau, y compris en dehors de Berlin-Est, et peut pour cela s'appuyer sur des personnalités influentes au sein des Églises protestantes.

Même si de nombreux espaces alternatifs existent déjà en RDA de manière non officielle, le groupe pacifiste de la paroisse des Samaritains semble être le premier espace ouvertement politisé et alternatif de RDA. Il s'appuie sur un réseau ecclésiastique structuré et bien identifié et sur les moyens que celui-ci permet d'obtenir, qu'il s'agisse de moyens matériels ou financiers, ou encore de moyens de communication pour relayer le plus largement les activités de la paroisse. Il bénéficie également de la protection relative de l'institution religieuse, qui ouvre une certaine marge de manœuvre pour mener des actions politiques potentiellement répréhensibles sans craindre de sanctions trop lourdes pour leurs instigateurs.

Les initiatives de ce groupe ainsi que le succès qu'elles ont rencontré peuvent faire office de modèle pour des initiatives futures qui pourraient s'organiser autour d'autres paroisses et d'autres thématiques. Elles ont aussi mis au jour la tendance des Églises protestantes à se ranger derrière les demandes de l'État, laissant apparaître certaines tensions entre les groupes autonomes et les autorités religieuses, mais aussi entre les personnalités religieuses elles-mêmes.

Ainsi, même si le lien n'est pas toujours évident avec la paroisse des Samaritains et leurs *Bluesmessen*, nous pouvons considérer qu'elles sont le point de départ de plusieurs autres tentatives de création de nouveaux espaces alternatifs. Les plus fructueuses d'entre elles à Berlin-Est sont certainement la création de la *Umwelt-Bibliothek* et de la *Kirche von Unten.*

2. La Umwelt-Bibliothek et l'Église de Sion, plaques tournantes de l'opposition et de l'autoédition à Berlin-Est

a) Création d'une bibliothèque alternative

Les différentes initiatives permettant à l'opposition politique de se rencontrer, de débattre et de se structurer ont fait apparaître de nouveaux besoins, à savoir celui de faire

circuler des textes, notamment pour contrer la censure des idées et le contrôle de l'information. En parallèle, la montée en puissance de l'opposition est-allemande et l'élargissement progressif de son réseau permettent d'envisager de nouvelles actions, notamment en s'inspirant de ce qui existe dans d'autres pays du Pacte de Varsovie.

En Pologne, on trouve depuis la fin du XIXème siècle des espaces clandestins d'éducation populaire et de partage de publications interdites ou inaccessibles, des bibliothèques alternatives en quelque sorte, connues sous le nom « d'Universités volantes » (*Uniwersytet Latający* en polonais*, fliegende Universitäten* en allemand*)*. Les cours clandestins ou les lectures de ces textes ont alors lieu dans des appartements privés, mais toujours dans des lieux différents pour brouiller les pistes et réduire les risques de répression[684].

Au fil des années, plusieurs espaces de ce type voient le jour et sont consacrés à des sujets divers. Certains sont déjà bien installés dans les mouvements politiques existants, d'autres sont à cette époque un peu moins répandus. À Berlin-Est, il existe depuis 1983 une bibliothèque pacifiste. À Iéna, une boutique de lecture (*Leseladen*) est fondée par le *Offene Arbeit* en 1984 pour qu'une bibliothèque dédiée au pacifisme existe aussi dans cette ville. À Erfurt, une autre initiative du *Offene Arbeit,* permet à une première bibliothèque de l'environnement de voir le jour en 1985[685]. La pratique des universités volantes commence ainsi à se développer et à se répandre, principalement autour des thématiques du pacifisme et de l'environnement, deux sujets pour lesquels les Églises s'engagent[686]. Ces initiatives sont ainsi des contributions supplémentaires, des espaces libres de documentation, qui permettent au mouvement pacifiste d'étoffer ses connaissances en vue d'alimenter les débats internes du réseau et de solidifier ses revendications. Il s'agit en outre faire exister de nouveaux espaces alternatifs, démontrant ainsi une volonté de mettre à disposition du contenu non autorisé, de créer un espace permettant de trouver du contenu littéraire et intellectuel participant au développement d'une contre-culture.

C'est justement dans la continuité de ces initiatives qu'est fondée la *Umwelt-Bibliothek* de Berlin-Est en 1986. L'origine de sa création remonte à 1983, au moment où la *Pfarr- und Glaubensgemeinde* de Berlin-Lichtenberg décide de la création d'un groupe de réflexion et de mobilisation autour de la paix et de l'environnement. Il est alors composé de chrétiens et de non-chrétiens qui partagent l'inquiétude de voir la nature se dégrader en raison de l'exploitation qui en est faite par les humains, dans un souci de profits permanents.

---

[684] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, *Op. Cit.,* p. 629.
[685] *Ibid.*
[686] *Ibid.,* p. 257-266.

Le premier objet de mobilisation s'est ainsi concentré autour de la défense des zones forestières, et notamment des Monts Métallifères (*Erzgebirge* en allemand), une chaine montagneuse et forestière située à la frontière entre la RDA et la Tchécoslovaquie, particulièrement occupée par les industries minières. Après avoir obtenu l'autorisation de voyager jusque dans la région Tchécoslovaque, l'un des membres du groupe est parvenu à réaliser un reportage photographique de la situation écologique de la région. Ces photographies, imprimées et dupliquées pour être affichées dans les locaux du groupe, témoignent de la dévastation des forêts et de la transformation importante de la nature en raison de l'exploitation minière[687].

Pour la première fois, le groupe effectue donc un travail d'information, un reportage de terrain, afin de contrer le discours officiel de l'État, ou dans le cas précis, son silence sur le sujet. Par cette initiative, les membres du groupe ont pu constater l'intérêt du grand public pour les sujets environnementaux, mais aussi le dérangement que cela pouvait causer au plus haut niveau de l'État, prouvant ainsi que l'écologie est bien un sujet politique, en plus d'être également une cause à défendre pour les chrétiens. Dans les deux cas, l'enjeu est de démontrer que l'instauration d'une domination – de la nature comme des peuples – conduit à la destruction. La conciliation entre la nature et l'homme ne peut donc avoir lieu que dans une société sans système de domination[688].

Après s'être rejoints autour du pacifisme, les chrétiens et les non-chrétiens semblent donc pouvoir s'unir à nouveau autour de la défense de l'environnement. Cela représente alors un danger pour l'État, mais aussi pour les autorités religieuses, qui vont, comme elles l'ont progressivement fait pour les *Bluesmessen*, s'employer à freiner toute forme d'alliance autour d'initiatives politiques. Après avoir tenté de décrédibiliser les actions du groupe pacifiste et écologiste, le Conseil paroissial de Lichtenberg décide d'interdire les locaux du groupe au public, de sorte à ce que ses initiatives ne puissent pas être visibles au plus grand nombre. Face à ce conflit, il convient donc de trouver de nouveaux lieux de réunion et d'activité, tout en gardant pour objectif de pouvoir s'adresser à un public large.

La solution est alors trouvée par l'intermédiaire du pasteur Hans Simon, qui a la volonté de proposer des espaces propices au développement d'activités alternatives au sein de la paroisse de l'Église de Sion, dans le quartier de Prenzlauer Berg. En plus de son église, la paroisse dispose de locaux, dont de nombreuses caves, dans l'une des rues adjacentes. Deux d'entre elles sont mises à disposition du groupe et sont rénovées dans le but de fonder une

[687] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried*, *Op. Cit.*, p. 68.
[688] *Ibid.*

bibliothèque dédiée à la thématique de l'environnement. La *Umwelt-Bibliothek* voit officiellement le jour le 2 septembre 1986, lors de l'inauguration de ses locaux dans les caves de l'église de Sion. Le concept initial consiste, comme une partie du nom du groupe l'indique, à fonder une bibliothèque alternative qui rassemble les publications interdites ou inaccessibles et qui portent sur les sujets environnementaux. La majeure partie d'entre elles a été passée en fraude par la frontière, soit par Wolfgang Rüddenklau lors d'un voyage en RFA, soit par l'intermédiaire du réseau de Roland Jahn. À chaque fois, ce sont les relations avec le parti politique ouest-allemand *Die Grünen* qui permettent l'approvisionnement en documents et en livres alors interdits en RDA[689].

Ses initiateurs, que sont Carlo Jordan, Oliver Kämper, Wolfgang Rüddenklau et Christian Halbrock, bien qu'attachés au principe fondateur d'université volante, ne souhaitent cependant pas limiter cet espace alternatif à la mise à disposition de textes interdits. Progressivement, le groupe va étoffer son réseau et proposer des activités diverses dont les objectifs communs seront de rassembler l'opposition berlinoise et de créer un lieu central pour faire vivre une contre-culture oppositionnelle autour de la musique, de l'art, du débat politique, de l'échange de textes et d'idées. Un principe controversé dans un premier temps mais qui finit par s'installer comme la plaque tournante de l'opposition berlinoise, à tel point que l'Église de Sion devient rapidement un lieu particulièrement surveillé par la police politique en raison du danger que représentent les activités qui y sont menées.

b) Un lieu central et autonome de la contre-culture à Berlin-Est

Malgré un réseau construit et visiblement important au-delà des frontières de la RDA, les débuts de la bibliothèque de l'environnement sont difficiles tant sa fondation ne fait pas l'unanimité, y compris au sein du réseau de l'opposition. En effet, nous l'avons dit, les initiatives de l'opposition se multiplient à Berlin-Est depuis le début des années 1980, et notamment de plus en plus au sujet de l'écologie. Une forme de concurrence s'installe alors, notamment en raison de la proximité de cette bibliothèque avec celle qui est encore en projet dans la paroisse de Friedrichsfelde. En parallèle, d'autres connaissent un certain succès, particulièrement celle du *Offene Arbeit* consacrée au pacifisme.

Cette crainte de voir naître une forme de concurrence laisse transparaître une difficulté à coordonner les actions des différents groupes d'opposition berlinois. Jusqu'au milieu des années 1980, les groupes autonomes sont encore peu nombreux et les principales actions sont

[689] *Ibid.*, p. 69.

menées dans les paroisses. Dans la plupart des cas, ce sont donc les paroisses elles-mêmes qui gardent un certain contrôle sur les activités des groupes, comme on a pu le constater avec l'organisation et la coordination des manifestations de la paroisse des Samaritains. Le fait que des pasteurs soient à la manœuvre permet à l'État de garder l'opposition sous couvercle, en l'occurrence celui des Églises qui peuvent à tout moment décider de freiner l'influence des pasteurs concernés ou de s'immiscer directement dans les activités de la paroisse.

Or dans ce cas précis, même si le soutien du pasteur Hans Simon est important et joue un rôle majeur dans la fondation de *Umwelt-Bibliothek,* celui-ci laisse une autonomie complète au groupe d'opposition. Il apporte un soutien matériel ainsi qu'une protection relative aux opposants de par son statut, mais il reste à l'écart de leurs actions et ne coordonne pas lui-même leur activité. C'est une différence majeure avec ce que nous avons pu voir concernant la paroisse des Samaritains. Ce groupe représente en outre un danger bien plus important pour l'État est-allemand, car le contrôle potentiel par l'intermédiaire de la paroisse semble plus difficile, ou en tout cas plus fragile. En conséquence, la vigilance de la *Stasi* va être importante face à la montée en puissance du groupe et du réseau d'opposition qu'il parvient progressivement à rassembler autour de lui[690].

Même si les difficultés ont été nombreuses à la création du groupe, la *Umwelt-Bibliothek* s'est efforcée de se faire une place au sein du réseau de l'opposition. Pour cela, elle bénéficie de locaux suffisamment grands pour rassembler les groupes et sortir de l'impression de concurrence laissée à ses débuts. Les membres du groupe sont par ailleurs déjà intégrés à différents réseaux. D'une part, les activités menées au sein de la *Pfarr- und Glaubensgemeinde* a permis de faire partie des initiatives collectives autour de l'écologie. D'autre part, le fait que Christian Halbrock et Wolfgang Rüddenklau soient tous les deux fils de pasteurs fait que leurs contacts dans le réseau paroissial soient nombreux. Pour les consolider, Christian Halbrock s'investit même personnellement dans les instances ecclésiastiques locales[691].

Dès ses premiers mois d'existence, la *Umwelt-Bibliothek* va tenter de sortir de la dynamique de concurrence et se pose comme un élément capable au contraire de structurer le réseau d'opposition. Il accueille pour ce faire le séminaire sur l'écologie de Berlin-Est, un séminaire rassemblant tous les groupes politiques et paroissiaux qui se mobilisent autour de la question. Cette édition est par ailleurs consacrée au nucléaire, un sujet qui ne fait pas partie des spécialités de la *Umwelt-Bibliothek.* L'enjeu n'est donc pas de s'imposer comme un leader du mouvement écologiste en RDA, mais plutôt de proposer un espace de structuration du travail

[690] *Ibid.,* p. 77-78.
[691] Annexe n°1, « Entretien avec Frank Ebert », *Op. Cit.,* p. 575.

autour de la thématique. Pour preuve, c'est justement le numéro de la revue *Umweltblätter* consacré au compte-rendu du séminaire par les membres de la *Umwelt-Bibliothek*[692] qui constitue le premier succès important du samizdat[693]. L'activité auto-éditoriale du groupe semble donc être une partie visible de cette structuration, une plate-forme à travers laquelle l'information peut circuler et s'organiser, nous y reviendrons.

Malgré cet ancrage progressif dans les réseaux de l'opposition, la *Umwelt-Bibliothek* se créé en rupture avec son fonctionnement « classique », donc dans une volonté de rassemblement et de structuration d'un mouvement politique indépendant de la tutelle des Églises. C'est ce que laisse transparaître le texte de présentation du groupe partagé dans le premier numéro du samizdat éponyme édité par le groupe en juin 1986 :

> *« Groupe rassembleur „Die Umwelt-Bibliothek". Nous nous présentons :*
>
> *L'idée de fonder une bibliothèque de l'environnement à Berlin circule déjà depuis des années. [Illisible] d'autre part, nous avons pensé à une nouvelle forme d'action dans la sphère publique qui doit enfin nous permettre de sortir des relations incestueuses qui sont liées à la fréquentation permanente des mêmes personnes. On a conçu la Umwelt-Bibliothek pour que chacun(e) puisse venir. Ceux qui sont de passage et ont besoin de quelques informations. Les personnes qui n'appartiennent ou ne veulent appartenir à aucun groupe mais qui tiennent à s'informer régulièrement. Des gens qui veulent simplement bavarder et boire du thé. Mais aussi les initiés qui ont besoin d'un livre précis ou qui veulent travailler sur un thème précis. Nous avons réussi à concrétiser l'idée de la Umwelt-Bibliothek à l'occasion de notre déménagement de la paroisse pastorale et confessionnelle vers la paroisse de Sion. Provisoirement, deux pièces du sous-sol sont mises à notre disposition à Sion. A terme, c'est-à-dire au cours des prochaines années, il est prévu que nous obtenions des salles dans l'église de Sion rénovée. C'est tellement agréable d'entendre ce refrain : nous allons commencer par rénover nos caves. Le 2 septembre, vous êtes invités pour l'ouverture de la Umwelt-Bibliothek. Pour la cérémonie d'ouverture, Martin et Oliver feront une conférence sur le sujet « possibilités de production énergétique alternative en RDA ». Il sera démontré qu'il s'agit d'une absurdité lorsque les experts prétendent que les centrales nucléaires et les accidents qu'elles entraînent font désormais partie de notre destin. »*[694]

---

[692] *Umweltblätter*, RHG/ PS 107/12, *Op. Cit.*, avril 1987.
[693] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried*, *Op. Cit.*, p. 69.
[694] «Traegerkreis „Die Umweltbibliothek" : Wir stellen uns vor.
Die Idee einer Umweltbibliothek ist in Berlin schon seit Jahren unterwegs. [illisible], zum anderen wurde an eine neue Art von Oeffentlichkeitsarbeit gedacht, die endlich aus dem ewigen Inzest der immer gleichen Leute herausfuehren soll. In der Umweltbibliothek war die Vorstellung, kann jede(r) kommen. Solche, die auf der Durchreise sind und ein paar Informationen brauchen. Leute, die zu keinem Kreis gehoeren oder gehoeren wollen, aber auf regelmaessige Information Wert legen. Leute, dieeinfach (sic) nur quatschen und Tee trinken wollen. Aber auch Insider, die ein bestimmtes Buch brauchen oder ueber ein bestimmtes Thema arbeiten wollen. Die Verwirklichung der Idee Umweltbibliothek gelang uns ins Zusammenhang (sic) mit unserem Umzug aus der Pfarr- und Glaubensgemeinde in die Zionsgemeinde. In Zion stehen uns jetzt als Provisorium zwei Kelleraeume zu Verfuegung. Auf Dauer, d.h. im Verlauf der naechsten Jahre, sind uns Raume (sic) in der renovierten Zionskirche in Aussicht gestellt. So angenehm diese Zukunftsmusik klingt: Wir sind zunaechst einmal dabei, unsere Kellerraume (sic) zu renovieren. Am 2. September seit ihr zur Eroeffnung der Umweltbibliothek eingeladen. Bei der Eroeffnungsveranstaltung werden Martin und Oliver zum Thema „Moeglichkeiten alternativer Energieerzeugung in der DDR" einen Vortrag halten. Es soll gezeigt werden, dass es Unsinn ist, wenn Experten behaupten, Atomkraftwerke und die damit verbundenen Unfaelle seien nun mal unser Schicksal. », *Die Umwelt-Bibliothek*, PS 107/01, *Op. Cit.*, juin 1986, p.1.

Comme le dit le groupe dans son texte de présentation, l'idée d'une bibliothèque de l'environnement n'est pas nouvelle et s'inscrit dans la montée en puissance du mouvement écologiste en RDA. Cependant, il apparaît clairement que l'objectif est de s'adresser à un autre public, en sortant des « relations incestueuses liées à la fréquentation permanente des mêmes personnes ». Depuis plusieurs années, l'opposition est-allemande s'est en effet organisée dans des cercles restreints et dans des cadres ne permettant pas à des personnes extérieures de participer. Les seules tentatives d'ouverture au grand public ont été court-circuitées par les autorités religieuses, qui, de peur de dégrader leurs relations avec l'État, ont préféré interdire l'ouverture des activités au grand public. C'est ce que l'opposition a connu avec les *Bluesmessen* et ce que les membres de la *Umwelt-Bibliothek* ont aussi expérimenté quelques années auparavant dans la *Pfarr- und Glaubensgemeinde*. Pour l'heure, les initiatives autonomes sont en outre peu nombreuses compte tenu du risque de répression. Lorsqu'elles existent, elles peinent à accueillir le grand public, soit par manque de locaux, soit par crainte d'être infiltrées par des collaborateurs non-officiels de la *Stasi*.

L'objectif clairement affiché est donc de proposer « une nouvelle forme d'action dans la sphère publique ». Le groupe s'adresse donc à un réseau large, et pas seulement celui qui s'organise avec l'autorisation des Églises. Il veut surtout atteindre un nouveau public qu'il faut convaincre, informer et sensibiliser malgré la propagande d'État et le contrôle de l'information par les autorités politiques. Pour cela, même si ses activités s'organisent dans un premier temps autour de sa bibliothèque, dans laquelle on trouve d'abord essentiellement de la documentation sur l'écologie, donc des livres, des brochures et des journaux d'information édités dans différentes villes et dans différents réseaux politiques, les documents proposés dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* couvrent peu à peu un spectre plus large de sujets politiques. En effet, la thématique de l'écologie ne reste pas longtemps le seul centre d'intérêt du groupe. Dès ses premiers mois d'existence, la bibliothèque contient des documents édités par des groupes féministes, écologistes, pacifistes, ou qui s'intéressent aux droits de l'homme et aux pays du tiers monde[695].

Dans le but de favoriser la circulation de ces documents, des casiers comme ceux que l'on trouve dans les bureaux de poste sont installés, de sorte à ce que tous les groupes ou opposants de passage puissent venir déposer des documents ou en récupérer d'autres ayant été édités par divers groupes berlinois. Pour attirer un large public, une « galerie » est aménagée

[695] « Verbotene Bücher - Die Gründung und Arbeit der Umwelt-Bibliothek » : www.jugendopposition.de/145321, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en septembre 2021, consulté le 10/08/2024].

pour accueillir des conférences, des projections vidéo, des expositions, des concerts ou encore des lectures de textes littéraires ou politiques qui tombent sous le coup de la censure. Une programmation large est proposée au sein de la *Umwelt-Bibliothek,* ce qui en fait un lieu insolite et incontournable pour l'opposition est-allemande. Il s'agit dès 1986 du lieu de contre-culture par excellence, ou commence à se rassembler la jeunesse berlinoise anticonformiste, à l'image de ce qu'il s'était déjà passé au début des années 1980 dans les *Bluesmessen*.

La création de la *Umwelt-Bibliothek* s'inscrit dans une forme de continuité de ce que nous avions observé avec les manifestations organisées par la paroisse des Samaritains. L'opposition est en recherche constante de nouveaux espaces de construction de son activité parallèle, mais tient compte des limites posées par les échecs précédents. En effet, on a pu se rendre compte des difficultés posées par les relations ambigües entre les autorités est-allemandes et les Églises protestantes. Même si ces dernières ont ouvert des possibilités de créations d'espaces alternatifs, elles ont, de par leur obéissance à l'État, limité ces espaces de liberté et fini par les faire disparaître, à moins qu'une activité ne parvienne à s'installer dans la durée, mais seulement sous la coordination des Églises elles-mêmes, et dans la limite de la tolérance des autorités.

Ce que propose la *Umwelt-Bibliothek* est donc un cadre différent de ce qui a pu exister auparavant. Bien que la proximité avec une paroisse reste importante, en particulier pour bénéficier de locaux, de matériel, et surtout d'une protection face à la répression de l'État, l'autonomie du groupe vis-à-vis de la paroisse de Sion lui permet d'envisager les actions de son choix, sans craindre de subir une forme de censure interne coordonnée par les autorités religieuses. Le choix de faire reposer une partie importante de son activité sur la circulation des textes et des informations montre par ailleurs qu'il existe une volonté forte de s'adresser à un public large qu'il faut progressivement sortir de la désinformation et de la censure organisée par l'État socialiste. La *Umwelt-Bibliothek* s'attache donc à devenir un centre majeur de la contre-culture oppositionnelle berlinoise, mais aussi progressivement comme la plaque-tournante de la diffusion de l'information. Elle s'investit en effet dans la confection de samizdats d'information pour son propre compte, mais aussi, au fil du temps, pour un nombre important de groupes d'opposition du réseau.

c) La plus grande imprimerie semi-clandestine de Berlin-Est

Parmi ses activités majeures, le travail d'information et de rédaction de textes visant à contrer le monopole médiatique détenu par le gouvernement est-allemand est celle qui a le plus

occupé les membres de la *Umwelt-Bibliothek.* Pour cela, le samizdat politique a été le support le plus plébiscité par le groupe, même s'il a également édité un nombre important de tracts.

Celui qui a connu le succès le plus important est le samizdat semi-clandestin intitulé d'abord *Die Umwelt-Bibliothek. Informationen, Meinungen,* puis *Umweltblätter. Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises Zionskirchgemeinde.* Le premier numéro est paru en octobre 1986 et a été reproduit en 200 exemplaires. Au total, 32 numéros sont édités pour ce samizdat, avec des volumes de reproduction important, atteignant même 2000 exemplaires pour les numéros de l'année 1989. L'édition des revues a été principalement orchestrée par Wolfgang Rüddenklau mais a également mobilisé de nombreux autres acteurs, parmi lesquels des étudiants de l'université Humboldt de Berlin ou des jeunes voulant s'investir dans des groupes pour travailler sur l'écologie ou la défense des droits de l'homme[696].

Dans le cadre des événements et des actions menées par le groupe, une proximité s'est créée avec un autre groupe berlinois influent, l'*Initiative Frieden- und Menschenrechte (IFM).* Lui aussi édite des samizdats, mais de manière clandestine cette fois, c'est-à-dire sans la protection d'une paroisse. Compte tenu de ce statut, il est compliqué pour l'*IFM* de trouver des lieux d'action et de production de son samizdat politique *Grenzfall*. Les liens noués avec la *Umwelt-Bibliothek* vont donc conduire à une forme d'accord entre les deux groupes permettant d'échanger des compétences et du matériel pour éditer leurs samizdats respectifs. Ainsi, trois numéros de *Grenzfall* sont édités par la *Umwelt-Bibliothek* et réciproquement puisque le matériel de l'*IFM* a aussi servi à éditer des numéros des *Umweltblätter*[697]. L'échange de textes est aussi possible puisque tous ceux que la *Umwelt-Bibliothek* n'ose pas publier - souvent par autocensure, de peur de mettre la paroisse qui l'héberge en difficultés – sont transmis à l'*IFM* pour une publication dans *Grenzfall* qui ne connait pas ce type de contraintes.

Il est important de préciser que cette collaboration entre les deux groupes est restée efficace malgré d'importantes divergences de fond, tant sur le plan politique que sur celui des méthodes d'action. Parmi les différences fondamentales, la plus saillante concerne le statut des deux revues et par extension des deux groupes d'opposition. En effet, la revue *Grenzfall* est alors l'un des rares samizdats de l'époque à paraître de manière clandestine, l'enjeu étant de s'affranchir de toute forme de censure potentielle. Comme on a pu le voir pour d'autres groupes ou initiatives, le risque de voir une censure s'appliquer à la demande des autorités religieuses est important. De ce fait, l'*IFM* a fait le choix de ne pas avoir de liens avec les Églises, même

[696] « Uta Ihlow » : https://www.jugendopposition.de/zeitzeugen/145511/uta-ihlow, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 10/08/2024].
[697] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op. Cit.*, p. 72.

si cela freine une partie de leur activité. Mais comme la *Umwelt-Bibliothek* l'a bien compris, ce n'est que dans l'entre-aide que la mobilisation de l'opposition peut perdurer. Cela va la conduire à utiliser leur statut semi-clandestin afin de protéger, au moins un temps, d'autres groupes comme l'*IFM* qui se trouvent sous la menace de la répression, même si cela l'expose elle aussi à une surveillance plus importante par la police politique.

Ce type de relations avec d'autres groupes, *a fortiori* des groupes clandestins, est rendu possible grâce à la relative autonomie dont dispose la *Umwelt-Bibliothek* vis-à-vis de l'Église de Sion et du pasteur Hans Simon qui s'immisce le moins possible dans les activités du groupe qu'il héberge. Si cela a été possible pour des groupes clandestins, il va de soi que la collaboration avec des groupes semi-clandestins posait encore moins de problème. Et justement, dans la mesure où la *Umwelt-Bibliothek* proposait un nombre important de manifestations permettant aux groupes de se rencontrer et d'échanger sur leurs pratiques et où elle disposait d'un matériel d'imprimerie important, ses locaux sont progressivement devenus le lieu central de la production des samizdats politiques berlinois.

À ce stade de nos travaux, il est encore difficile de déterminer avec précision quels sont les samizdats ayant été édités dans ces locaux. Toutefois, grâce aux entretiens que nous avons menés avec d'anciens membres de la *Umwelt-Bibliothek* comme Frank Ebert et Christian Halbrock, nous avons pu mesurer l'ampleur du travail qui a pu être réalisé dans l'imprimerie des caves de l'Église de Sion. En plus de *Grenzfall* et des samizdats édités directement par la *Umwelt-Bibliothek*, les publications berlinoises du réseau écologiste *Arche* ont aussi été éditées dans ces locaux, au même titre que les samizdats des groupes hébergés par la *Kirche von Unten.* Cela concerne, *a minima* les samizdats *Kopfsprung* et *mOAning Star.* Si on s'en tient à ces éléments et en attendant de les compléter par des recherches plus approfondies, on compte au moins 82 numéros qui ont été édités et reproduits en plusieurs centaines voire milliers d'exemplaires dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek* [698].

Au de l'ampleur de l'activité qui se déploie au sein des locaux de la *Umwelt-Bibliothek,* cet espace alternatif représente un trouble important pour l'ordre que les autorités de l'État ont tenté d'installer en faisant des compromis avec les Églises. Cette initiative est en effet une nouvelle manifestation de la perte de contrôle progressive de l'État sur les espaces alternatifs. Il convient donc de trouver un moyen de freiner cet élan et de démontrer que l'État est encore en mesure d'intervenir et de rétablir l'ordre. Le prétexte est tout trouvé puisque dans ces locaux,

[698] 14 numéros issus des samizdats *Arche Nova* et *Arche Info*, 16 numéros de *mOAning Star*, 3 numéros de *Grenzfall*, 32 numéros des *Umwelt-Blätter* et 16 de *Telegraph*, 1 numéro de *Morsche Meiler – Atomkraft in der DDR : Weiternutzen oder Ausstieg ?*, 1 numéro de *Aspekte aus der islamischen Welt.*

les groupes menant des activités semi-clandestines ne peuvent pas être ciblés, mais il se trouve justement que l'*IFM*, qui semble être le seul groupe clandestin à éditer des samizdats dans ce lieu, ne peut pas être protégé par les autorités religieuses. C'est donc pour cette raison que l'*Aktion Falle* est menée à la fin de l'année 1987. Même si l'opération est ciblée et vise à arrêter des membres d'un groupe clandestin et donc illégal, il s'agit aussi d'une action symbolique visant à reprendre le contrôle sur un lieu alternatif, au sein duquel les opposants ont créé leur propre société, rythmée par leurs activités politiques, et régulée par des libertés dont ils se sont emparés eux-mêmes. Elle vise donc à empêcher la création d'un nouvel espace public.

Comme nous avons pu le dire précédemment, cette action de police, bien qu'elle ait ralenti considérablement les activités de l'*IFM* pendant quelques mois, notamment en raison de la confiscation de la totalité de son matériel, n'a pas eu l'effet escompté. Plutôt que d'envoyer un signal fort à l'opposition qui aurait pu la freiner par crainte de la répression, cela a au contraire eu pour effet de galvaniser l'opposition et de la réunir. La libération des personnes arrêtées au cours de cette opération sonne en outre comme un échec pour les autorités, et au contraire comme un nouveau sentiment d'impunité pour l'opposition. Cette dernière a ainsi pu prendre conscience que les espaces alternatifs, en l'occurrence celui de la *Umwelt-Bibliothek*, construit avec la protection d'une paroisse, représente un rempart important contre la répression de l'État. Ce rempart s'est construit à la fois grâce aux institutions religieuses, mais aussi grâce à la communauté que ces espaces ont permis de créer. Par le nombre et par le réseau qui s'étend, la protection contre la répression est encore plus efficace. L'échec de la répression a donc constitué une force pour l'opposition, et même une incitation à créer encore davantage d'espaces de ce type, qui jouent avec les marges de la légalité et de libertés des Églises protestantes.

La création de la *Umwelt-Bibliothek* est une étape importante dans le développement des mouvements d'opposition berlinois. Elle s'inscrit dans la continuité des initiatives menées par les pasteurs de la paroisse des Samaritains et des environs, mais cette fois avec un lien encore plus fort avec les groupes de base. L'intention est la même, à savoir permettre à une culture alternative d'avoir un espace d'expression et de développement, mais le cadre est différent. Cette fois, l'espace politique n'est pas organisé par une personnalité religieuse, elle s'autorégule par les actions coordonnées de plusieurs *Basisgruppen*, semi-clandestins et clandestins, avec l'accord d'un pasteur. Cette étape est donc celle de l'autonomisation des groupes de base berlinois vis-à-vis des Églises. Les différents conflits qui les opposent au cours

de la deuxième moitié des années 1980 vont encore renforcer cette dynamique, comme nous allons le voir à travers l'exemple de la *Kirche von Unten.*

3. La Kirche von Unten : un espace religieux et politique alternatif dans un contexte de réforme des institutions religieuses

a) Une volonté de continuité des Bluesmessen et du Offene Arbeit

La dynamique qui s'est matérialisée par l'organisation des *Bluesmessen* au sein de la paroisse des Samaritains, ainsi que celle qui a conduit à la création d'un groupe politique moteur de l'opposition berlinoise dans les locaux de la paroisse de Sion, s'inscrivent dans un contexte de tensions internes au sein des Églises protestantes. La posture de neutralité des Églises, ou au moins celle qui consiste à rester en bonne entente avec le régime socialiste, est mise à mal par des initiatives individuelles de pasteurs qui sortent les uns après les autres de leur réserve pour s'engager aux côtés de l'opposition et en faveur de la défense des droits fondamentaux. Ils ne sont certes pas encore majoritaires et le phénomène n'est pas tout à fait nouveau puisque cela fait de déjà plusieurs années que des pasteurs comme Rainer Eppelmann, Hans-Peter Gensischen et bien d'autres prennent des positions ouvertement politiques, en dépit des consignes de neutralité données par les autorités religieuses. Mais dans le cas présent, les actions menées dépassent l'engagement individuel. Au contraire, il est ici question de permettre le développement d'initiatives collectives et la construction d'un réseau politique, à l'aide de lieux qui leurs sont dédiés, sous la protection relative des paroisses contre la répression de l'État.

Au vu de l'ampleur des deux nouveaux espaces politiques sur lesquels nous venons de nous attarder, le risque de conflits entre l'État et les Églises devient de plus en plus important. De fait, la création de ces espaces alternatifs permettant de regrouper des personnes d'aspirations idéologiques différentes représente un danger pour les autorités étatiques. Le modèle qui se développe au sein de ces espaces est celui du *Offene Arbeit,* c'est-à-dire un espace non hiérarchique pour toutes les personnes qui ne trouvent pas leur place dans les institutions étatiques. Il s'agit alors d'un terrain favorable au développement de la pensée anarchiste, et cela se ressent dans le public qui vient fréquenter ces lieux. On y trouve de nombreuses personnes défendant un idéal anarchiste, des personnes que l'État considère comme étant « marginales ».

Elles fréquentent ces lieux car ils sont affranchis des modèles défendus par l'État ou même par la plupart des paroisses évangéliques qui ont elles aussi une organisation hiérarchique propre. Ce sont donc des prétextes pour expérimenter de nouveaux cadres de discussions

politiques, une forme de nouvelle société détachée de tout rapport hiérarchique, organisée autour de relations horizontales entre les personnes qui la fréquentent, et donc sans leader à sa tête.

Ce type d'organisation représente un danger pour l'État et pour les autorités : en l'absence de hiérarchie, de personnes pouvant dicter une ligne de conduite, il est en effet plus difficile pour l'État d'interagir avec des représentants pouvant réguler les activités du collectif. La fréquentation est aussi un problème puisque si ces personnes sont considérées comme marginales, c'est parce qu'elles sont à la marge du système, qu'elles ne s'y conforment pas et n'ont pas non plus l'intention de s'y conformer un jour. Ce public est donc hostile à l'État et ne peut donc que chercher à conspirer contre lui.

Compte tenu de ces éléments, on peut considérer que ces espaces alternatifs représentent aussi un certain danger pour les autorités religieuses. L'un des problèmes réside dans la tension que cela peut générer avec l'État, mais la situation peut devenir tout autant difficile à contrôler pour les Églises, pour les mêmes raisons que pour l'État. L'horizontalité qui caractérise les rapports sociaux au sein de ces espaces suggère qu'il sera aussi difficile aux pasteurs ou plus globalement aux autorités religieuses de contrôler les actions des personnes qui fréquentent leurs locaux. Les relations avec l'État pourraient donc encore se détériorer si la situation devient incontrôlable et que l'État considère que les paroisses peuvent progressivement devenir des centres importants de la conspiration contre lui.

Pour toutes ces raisons, la création d'espaces alternatifs aux seins des paroisses évangéliques est une activité que les autorités religieuses vont s'efforcer de limiter avant qu'elles ne prennent davantage d'ampleur. Cela explique en bonne partie les efforts déployés afin de faire progressivement disparaître les *Bluesmessen.* Toutefois, ce type d'initiatives a prouvé son efficacité, aussi pour identifier les Églises comme des lieux d'échanges, de défense des droits fondamentaux, mais aussi comme des prétextes pour ramener la jeunesse dans les cadres religieux. D'autres espaces de ce type sont donc susceptibles d'être créés, et c'est même la volonté de nombreuses personnes, parmi lesquelles des personnalités religieuses et des militants attachés au *Offene Arbeit.* C'est dans ce contexte de conflit interne, d'incompréhension de la tendance des Églises à se plier aux demandes des autorités étatiques et dans l'objectif de proposer une continuité au *Offene Arbeit* que la *Kirche von Unten* devient active auprès de l'opposition politique. Mais il s'agit alors d'une démarche controversée, qui résulte de quelques années de velléités de réforme des institutions religieuses.

b) *Solidarische Kirche : les prémices des Églises alternatives ?*

Depuis 1984 déjà, les conflits internes ont encouragé des personnalités religieuses à s'interroger sur un travail de fond en faveur d'un renouveau des institutions religieuses. Celles-ci sont en effet perçues comme autoritaires, misogynes et de plus en plus obéissantes vis-à-vis de l'État[699]. Au fil du temps, de plus en plus de pasteurs sont réprimandés en raison de leur proximité avec les groupes d'opposition, ou de l'aide qu'ils leur apportent. Il leur est demandé d'abandonner toute forme de politisation dans les paroisses et de cesser d'adopter une posture de solidarité avec les *Basisgruppen* de l'opposition politique.

Du côté des groupes politiques et des opposants est-allemands, la demande de politisation des paroisses et d'entre-aide entre Églises et *Basisgruppen* est importante. D'une part, le statut des Églises est un atout majeur de l'opposition dans la mesure où celles-ci peuvent garantir une protection propice au développement de la réflexion et des actions politiques. D'autre part, leur influence auprès de la population et même auprès de l'État est un autre atout non moins négligeable, et permettrait certainement d'obtenir un nombre important d'avancées revendiquées par l'opposition politique. Elles pourraient en tout cas être un relai dans les négociations avec l'État, un rôle qu'elles ne jouent alors toujours pas.

Face à cette demande et aux critiques de l'organisation interne des Églises protestantes est-allemandes, quelques initiatives voient le jour. La plus importante est l'initiative de paroissiens et de théologiens de Wittenberg et de Naumburg, parmi lesquels Edelbert Richter, qui décident de mettre en place un groupe de travail dédié à cette question de la solidarité des Églises envers les *Basisgruppen*. Ce groupe de travail est intitulé *Arbeitskreis Solidarische Kirche (AKSK).* Il traduit une volonté de s'opposer aux lignes directrices dictées par les autorités religieuses, une volonté de réforme interne, qui fragilise la position des instances dirigeantes et le contrôle qu'elles peuvent avoir sur les paroisses sur l'ensemble du territoire.

Cette initiative connait un rapide succès et se matérialise par des rencontres de dizaines de responsables religieux, d'abord à Naumbourg en 1985, puis à Berlin-Est en février 1986[700]. La remise en question du fonctionnement interne des Églises protestante intègre une réflexion sur son organisation hiérarchique, mais aussi sur la composition des instances, principalement masculines, ainsi que sur la liberté laissée aux pasteurs de s'engager ou non sur le plan politique. C'est donc toute l'autorité ecclésiastique qui est remise en question dans ces cadres de discussion.

[699] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit »*, *Op. Cit.*, p. 283.
[700] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR, Op. Cit.*, p. 620.

Ce travail a abouti sur un certain nombre de propositions, et particulièrement sur une proposition de nouvelle orientation proposée aux autorités religieuses. Elle consiste à rapprocher les Églises des *Basisgruppen* par la création d'une « *Basissynode* », donc d'une assemblée ecclésiastique fondée autour de valeurs démocratiques partagées et qui laisserait donc la possibilité aux paroisses de s'engager dans des débats et des actions politiques contribuant à la défense de ces valeurs. Au début du mois d'octobre 1986, une déclaration officielle est approuvée par l'assemblée générale de l'*AKSK*[701]. Elle fait la synthèse des revendications du groupe de travail auprès des autorités religieuses. La question du respect des droits individuels y est centrale, critiquant aussi bien la répression d'État que celle, moins visible, qui sévit au sein des Églises protestantes à l'encontre de paroissiens ne suivant pas les consignes dictées par la hiérarchie ecclésiastique. Toujours selon les contributeurs de cette déclaration, les Églises protestantes ont en outre un rôle central à jouer pour défendre les victimes de cette répression. De ce point de vue, elles ont une responsabilité politique et sociale à tenir et doivent ainsi prendre part aux débats politiques en faveur de la défense des valeurs qui leurs sont chères. Pour ce faire, l'*AKSK* appelle les Églises à renforcer leur lien avec ces victimes en leur apportant leur soutien, en communiquant davantage avec elles, quitte à créer des espaces alternatifs pour permettre leur accueil dans des espaces démocratiques.

Par cette déclaration, la *Solidarische Kirche* entend devenir un contre-pouvoir, une Église alternative, plus politisée et en phase avec la réalité de la société est-allemande. Elle n'entend pas obéir à l'État, mais plutôt jouer son rôle politique et social au service de la population. Ces principes posent également les bases d'une Église plus engagée aux côtés de l'opposition politique. La *Solidarische Kirche* encourage même les paroisses à en devenir une composante importante.

Au vu de ces éléments, on peut affirmer que la *Basiserklärung* du groupe de travail *Solidarische Kirche* représente un tournant important quant au positionnement des Églises protestantes de RDA vis-à-vis de l'opposition politique et de l'État. Bien que la ligne de conduite dictée par les autorités religieuses reste la même, une forme d'opposition, de contre-pouvoir, est née au sein des Églises et ouvre la porte à une coopération plus importante entre les paroisses et les représentants de l'opposition politique. Petit à petit, un réseau de paroisses engagées peut ainsi se former et donner naissance à davantage d'espaces alternatifs bénéficiant

[701] « Basiserklärung des Arbeitskreises Solidarische Kirche », BBo 056, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin-Karlshorst, 07.10.1986. Un exemplaire est reproduit dans : Joachim GOERTZ (Dir.), *Die Solidarische Kirche in der DDR. Erfahrungen, Erinnerungen, Erkenntnisse*, Berlin, BasisDruck, 1999, p. 190-193.

de la protection de l'institution religieuse. D'une certaine manière, cela représente l'une des fondations essentielles de la montée en puissance de l'opposition politique, et par extension du samizdat politique, grâce à des coopérations de plus en plus nombreuses entre opposition et paroisses et explique la multiplication des lieux de contre-culture à partir de la deuxième moitié des années 1980.

À mesure que le réseau des personnalités religieuses qui participent aux réflexions de l'*AKSK* s'agrandit, les groupes d'opposition sont susceptibles de trouver davantage de paroisses enclines à les accueillir et éventuellement à leur fournir du matériel pour éditer leurs textes. Un peu partout en RDA, on observe même la création d'un certain nombre de groupes politiques par des membres de l'*AKSK*, contribuant ainsi à l'élargissement de ce réseau à travers la RDA.

Parmi les membres du réseau qui nous intéressent particulièrement dans le cadre de nos travaux, il convient de noter la présence de Nikolaus Voss qui est depuis 1983 l'auteur du samizdat *Anstösse*. Une autre actrice importante est Marianne Birthler. Elle a longtemps fait partie de l'aumônerie de jeunesse de Prenzlauer Berg et a, après avoir contribué aux travaux de la *Solidarische Kirche,* rejoint le groupe *IFM* qui édite la revue *Grenzfall*. Cet élément est par ailleurs intéressant car nous rappelons que l'*IFM* est un groupe qui a fait le choix de ne jamais s'appuyer sur le réseau ecclésiastique pour mener ses actions ni pour éditer ses textes et ainsi contourner la censure. Cela signifie donc que bien que l'*AKSK* soit au départ une initiative née au sein-même des Églises évangéliques et qu'elle ait été menée en partie par des personnalités religieuses importantes, il a su trouver sa place parmi les groupes qui composent l'opposition politique. En défendant les mêmes principes et en adoptant un modèle de mobilisation proche de celui des *Basisgruppen*, il s'est affranchi de l'image autoritaire des autorités religieuses et a pu mettre en œuvre son objectif de solidarité vis-à-vis de ces groupes politiques. Ainsi, il a réussi à coopérer avec de nombreux groupes et opposants qui se sont éloignés des cadres religieux et qui avaient ainsi échappé au contrôle des Églises, comme par exemple Ludwig Mehlhorn, ou encore Freya Klier.

Les opposants mentionnés ont tous apporté des contributions importantes au développement des samizdats en RDA. Les liens entre la *Solidarische Kirche* et le samizdat politique sont donc nombreux, ne serait-ce parce que ses membres ont eux-mêmes activement participé à ce type d'actions dans différentes villes. Un samizdat politique est par ailleurs intitulé *Solidarische Kirche*. Il arrive tardivement, puisqu'on trouve le premier numéro à partir d'avril 1988[702]. Au total, 4 numéros paraissent jusqu'en septembre 1989. Il est édité par des

[702] *Solidarische Kirche*, RHG/PS 098/01, *Op. Cit.*

membres du groupe situés à Leipzig, parmi lesquels Nikolaus Voss. La revue est principalement composée de textes de réflexions ou de prises de position, soit sur le fonctionnement des Églises, soit sur les sujets autour desquels le groupe se mobilise. Elle permet également à chaque branche régionale du groupe de partager des comptes rendus de réunions ou d'actions. Par son samizdat, le groupe *Solidarische Kirche* contribue donc aussi à la consolidation de son réseau en proposant une plate-forme de communication et de partage de ses réflexions.

Ailleurs en RDA, les activités de la *Solidarische Kirche* ont aussi une résonnance importante, et cela se traduit par la récurrence des articles la concernant dans les autres samizdats politiques. Dans *Ausblick* (Magdebourg), *Friedensnetz* (Schwerin), *Grenzfall* (Berlin-Est et Bettenhausen) ou encore *Wendezeit* (Berlin-Est), on relaie les déclarations du groupe, notamment la *Basiserklärung,* mais aussi ses prises de position sur la dénonciation de la censure[703], sur les élections communales[704], sur le service militaire[705], ou encore sur d'autres initiatives comme celles de la *Kirche von Unten*[706].

À bien des égards, nous pouvons considérer que la constitution du groupe *Solidarische Kirche* représente un tournant, d'abord dans les relations entre les Églises et les *Basisgruppen*, mais aussi pour le développement de l'opposition politique dans son ensemble. Dans un contexte de conflit motivé par un constat d'obéissance systématique des autorités religieuses à l'État socialiste, un contre-pouvoir s'est fait jour au sein des Églises protestantes, favorisant une forme de continuité du travail amorcé par la paroisse des Samaritains et des quelques pasteurs qui soutiennent déjà depuis plusieurs années des activités politiques. Cette initiative ouvre ainsi la porte au développement à l'échelle nationale de divers lieux alternatifs, protégés par le statut des paroisses et aidés par les moyens matériels, humains et financiers de ces dernières. Au fil des années, des initiatives de grande ampleur vont ainsi pouvoir voir le jour, comme la *Kirche von Unten* qui deviendra l'épicentre du *Offene Arbeit* à Berlin-Est et la *Umwelt-Bibliothek* qui sera la plaque tournante des milieux alternatifs berlinois. Ces deux lieux ont par ailleurs une importance capitale pour le développement de l'activité éditoriale clandestine et semi-clandestine à Berlin-Est et au-delà.

[703] « Protesterklärung im Zusammenhang mit der Zensur kirchlicher Presse vom Koordinierungsausschuss des Arbeitskreises Solidarische Kirche und der IFM, 11.7.1988 », dans : *Friedensnetz Nr.4*, PS 041/12, *Op. Cit.*, p. 16.
[704] « Erklärung des Arbeitskreises Solidarische Kirche (Regionalgruppe Thüringen) [über die Gründe der Nicht-Teilnahme an den Kommunalwahlen am 7.5.1989] », dans : *Grenzfall*, PS 047/17, *Op. Cit.*, p. 17.
[705] « Arbeitskreis Solidarische Kirche, Regionalgruppe Rostock: Ziviler Ersatzdienst - kein Thema mehr für unsere Kirche », dans : *Wendezeit*, SaGem 08, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 10 mai 1989, p. 22.
[706] « Die Alternative zur "Bewegung: Kirche von Unten", dans : *Wendezeit*, PS 117/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 11 décembre 1987, p. 31.

c) Kirchentag von Unten et création de la Kirche von Unten

Comme l'a montré la création du groupe *Solidarische Kirche*, la tendance est au conflit ouvert entre la direction des Églises évangéliques d'un côté et les *Basisgruppen* ou les personnalités religieuses qui les soutiennent de l'autre. Comme nous avons eu l'occasion de le dire, l'une des causes principales de ce conflit est l'attitude obéissante des autorités religieuses vis-à-vis de l'État socialiste. Cette attitude connait une nouvelle manifestation qui va générer de nouveaux conflits internes. Il est en effet question d'organiser un grand évènement religieux en juin 1987, un *Kirchentag* pour commémorer le 750ème anniversaire de la fondation de Berlin. Pour cela, il est nécessaire d'obtenir les autorisations par les services d'État, ce qui nécessite donc la tenue de négociations entre les deux parties. Dans ce cadre, l'autorisation d'organiser cet événement est conditionnée au fait que les Églises puissent discipliner, voire empêcher l'activité des groupes politiques[707]. Cela va donc aussi contribuer au renforcement du clivage entre autorités religieuses et *Basisgruppen*.

De leur côté, les pasteurs et personnalités religieuses engagés dans les activités oppositionnelles ont bien pris acte de ce clivage interne et tentent eux aussi de mener des négociations de manière à poursuivre le travail engagé en faveur du *Offene Arbeit*, aux côtés d'opposants ayant participé activement à l'organisation des *Bluesmessen.* L'enjeu est alors de trouver un lieu dédié à leurs activités, puisqu'il est désormais difficilement possible de les mener au sein de la paroisse des Samaritains depuis la mise à l'écart du pasteur Eppelmann et la reprise de contrôle des autorités religieuses sur l'organisation des *Bluesmessen.*

Seulement, la création d'un lieu dédié à ces actions hostiles à l'État représente un risque important pour les Églises et pourrait conduire à l'échec des négociations. D'autant plus que pendant que les négociations ont lieu, d'autres initiatives voient le jour et d'autres pasteurs prennent le relai d'Eppelmann, puisque Martin-Michael Passauer, pasteur de la *Sophienkirche* à Berlin-Mitte s'engage lui aussi dans le mouvement pacifiste. Il fait partie des personnalités religieuses les plus influentes de Berlin-Est et parvient rapidement à fédérer autour des actions qu'il mène. Il choisit de concentrer la mobilisation de sa paroisse sur la question des objecteurs de conscience, un sujet important pour l'opposition est-allemande qui défend depuis plusieurs années l'instauration d'un service civique pacifiste conforme aux valeurs des Églises protestantes. Passauer devient ainsi l'un des organisateurs et contributeurs importants des décades pour la paix (*Friedensdekade*), organisées annuellement par la fédération des Églises

[707] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit », Op. Cit.*, p. 285.

évangéliques depuis 1980. Depuis 1983, elles avaient pris une tournure bien plus politique et critique envers la politique menée par le SED, notamment depuis que Rainer Eppelmann et la paroisse des Samaritains étaient de nouveau à la l'œuvre pour assurer leur organisation.

Les nombreux événements organisés par les pasteurs engagés politiquement fragilisent peu à peu les relations entre l'État et les Églises. Il convient pour ces dernières de réagir, ce qui va être fait par l'intermédiaire de Günter Krusche, Intendant général supérieur et par ailleurs actif comme agent inofficiel de la *Stasi*[708]. Ainsi, les *Friedensdekade* sont interdites en 1987 puis sont placées sous contrôle stricte des autorités religieuses à partir de 1988[709]. Les *Bluesmessen* sont elles aussi définitivement interdites et les manifestations qui devaient les remplacer sont également annulées. Enfin, les négociations entamées pour définir un lieu pour les activités du *Offene Arbeit* sont closes unilatéralement par Krusche, les lieux potentiels étant affectés à d'autres activités des Églises[710]. Avec ces décisions, les autorités religieuses ont donc répondu aux demandes de l'État, mais ont définitivement entériné la fracture avec les *Basisgruppen*.

La réaction de l'opposition ne se fait pas attendre. Les groupes pacifistes de des quartiers berlinois de Friedrichsfelde et Pankow, l'*IFM*, les représentants du *Offene Arbeit*, la *Umwelt-Bibliothek*, le groupe *Gegenstimmen* et plusieurs autres groupes de toute la RDA préparent l'organisation d'un *Kirchentag* alternatif, en parallèle de l'événement officiel organisé par la fédération des Églises évangéliques. Il sera appelé « *Kirchentag von Unten* ». Les samizdats politiques sont l'un des supports plébiscités par ces groupes pour fédérer autour de cette initiative et en faire un événement de protestation majeur aussi bien contre les autorités religieuses que contre le SED. Dans le quatrième numéro de *Grenzfall* pour l'année 1987, l'*IFM* relaie et présente l'initiative :

> *« Malheureusement, ce n'est qu'après une publication parue également sous notre nom que nous avons reçu du cercle de l'initiative pour un Kirchentag von Unten le texte suivant : "Ne croyez plus cette bouillie de curés, libérez plutôt un peu de votre puissance".*
>
> *Selon des sources généralement bien informées, une partie du groupe de préparation de la Friedensdekade, de la table ronde de Krusche ainsi que d'autres groupes du mouvement pacifiste indépendant et du Offene Arbeit ont décidé d'organiser un "Kirchentag von Unten" (Journée de l'Église d'en bas) pendant la période du Kirchentag de Berlin. La raison invoquée est que les groupes estiment que leurs intérêts ne sont pas représentés par le programme officiel du Kirchentag. En même temps, cette initiative est une protestation pour attirer l'attention sur la liquidation du projet "Haus der Offenen Arbeit" et sur l'interdiction de la Friedenswerkstatt. Il s'agit de discuter des bases d'une Église orientée vers la base. L'une des revendications est la*

[708] « Kirche von Unten » : www.jugendopposition.de/145405, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en octobre 2017, consultée le 20/04/2023].
[709] « Verlauf der Friedensdekade der Evangelischen Kirchen (DDR) », Info Nr. 536/88, BStU, MfS, ZAIG 3710, p. 8-17.
[710] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit », Op. Cit.*, p. 285.

création d'un foyer pour femmes. La préparation du Kirchentag von Unten se poursuivra le 28.04 à 20h00 dans les locaux de la Umwelt-Bibliothek. Tous les groupes engagés et solidaires sont cordialement invités. » [711]

À travers ce texte court, la tension existante entre les Églises et les *Basisgruppen* est facilement perceptible. L'intention est donc claire, il n'est pas nécessairement question de se couper de l'institution, mais plutôt de créer des cadres de discussion et de travail afin de la réformer. Il semble également clair que la question de la création d'un espace pour le *Offene Arbeit* était importante pour l'opposition, mais le refus catégorique des autorités religieuses ne semble pas arrêter pour autant les velléités des *Basisgruppen* en faveur de cette initiative. Au contraire, en essayant de couper court aux activités des *Basisgruppen* au sein de ses locaux, les Églises ont obtenu l'effet inverse. À présent, l'opposition aux Églises est aussi un élément fédérateur, et peut même rallier les personnes qui dénoncent aussi les positions des autorités religieuses en interne. Plutôt que de garder l'opposition politique sous couvercle en exerçant un contrôle, même *a minima*, sur les activités des groupes de bases et des opposants politiques au SED, les Églises n'ont désormais plus de prises sur celles-ci et ouvrent la voie à une multiplication des espaces alternatifs.

Comme cela est indiqué à la fin du texte relayé dans *Grenzfall*, le lieu central de la préparation de cette manifestation est la *Umwelt-Bibliothek*, qui revêt une nouvelle fois la fonction de lieu central pour l'opposition berlinoise. Mais dans le cas présent, l'initiative dépasse largement Berlin-Est et le comité de préparation du *Kirchentag von Unten* passe rapidement de 15-20 militants berlinois à près de 150 militants venus de nombreuses villes différentes de RDA. Dans les comptes rendus de réunions, il est fait mention de groupes et de militants venus de Berlin-Est, Leipzig, Saalfeld, Halle, Iéna, Dresde, Rudolstadt, Karl-Marx-Stadt, Eberswalde, Greifswald et Ludwigslust[712]. Cet événement est donc l'occasion de démontrer une nouvelle fois l'utilité de ces lieux alternatifs laissés à la disposition des

[711] « Leider erst nach einer auch unter unserem Namen erschienen Veröffentlichung erhielten wir aus dem Kreisen der Initiative für einen Kirchentag von Unten folgenden Texte : "Glaubt nicht mehr diesem Pfaffenbrei, setzt lieber bißchen Power frei."
Wie aus gewöhnlich gut unterrichteten Kreisen bekannt wurde, haben sich Teile des Vorbereitungskreises der Friedenswerkstatt, der Krusche-Runde sowie andere Gruppen der unabhängigen Friedensbewegung und der Offenen Arbeit entschlossen, während der Zeit des Berliner Kirchentages einen "Kirchentag von Unten" stattfinden zu lassen. Als Grund wird angegeben, daß die Gruppen durch das offizielle Kirchentagsprogramm ihre Interessen nicht vertreten sehen. Gleichzeitig ist die Aktion ein Protest, u.a. auf die Liquidierung des Projektes "Haus der Offenen Arbeit" und das Verbot der Friedenswerkstatt hinzuweisen. Es sollen die Grundlagen für eine Basisorientierte Kirche diskutiert werden. Eine der Forderungen ist die Einrichtung eines Frauenhauses. Die Vorbereitung des Kirchentages von Unten wird am 28.04 um 20.00 Uhr in der Umweltbibliothek fortgesetzt. Alle engagierten und sich solidarisierten Gruppen sind herzlich eingeladen.», *Grenzfall Nr. 4/87*, RHG/PS 047/08, *Op. Cit.*, p.3, reproduit dans : Ralf HIRSCH, Lew KOPELEW, *Grenzfall. Op. Cit.*, p. 46.
[712] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit », Op. Cit.*, p. 289.

Basisgruppen. Ils permettent de consolider le réseau national de l'opposition. Il faut également noter qu'un deuxième lieu est utilisé pour ces réunions, à savoir les locaux de la paroisse de Friedrichsfelde qui héberge elle aussi des activités des *Basisgruppen.*

Au cours de l'année 1987, la pression est donc importante pour les autorités religieuses qui se retrouvent à devoir canaliser la pression de l'État et la colère de l'opposition politique. Au vu de l'ampleur prise par le *Kirchentag von Unten* compte tenu du nombre de groupes et d'opposants impliqués dans son organisation, la direction des Églises est contrainte de céder à la demande des groupes de base et de mettre à leur disposition la *Pfingstkirche* dans le quartier berlinois de Friedrichshain. C'est donc dans ce lieu qu'est organisé le *Kirchentag von Unten*, du 24 au 26 juin 1987[713]. À cette annonce, l'État réagit immédiatement et considère cet événement comme hautement dangereux. Il est donc placé sous haute surveillance par le XXème département du Ministère pour la sécurité de l'État, à la demande du Politburo du SED[714].

L'événement est un succès et les nombreuses tables rondes, conférences, concerts, pièces de théâtre, ateliers de lecture et autres projections vidéo rassemblent près de 6000 personnes, si bien que les paroisses voisines sont elles aussi contraintes de prêter des salles supplémentaires afin de permettre aux participants de se réunir. Face à l'engouement généré par le succès de la manifestation, les participants décident de fonder un groupe nommé *Kirche von Unten* et qui portera les revendications et les valeurs défendues au cours du *Kirchentag von Unten.* Dans un entretien accordé à la Robert-Havemann-Gesellschaft, Reinhard Schult explique les raisons qui ont conduit à la création de ce groupe :

> *« C'était la vieille querelle : Est-ce que nous incluons maintenant la politique dans l'église ? Ou est-ce que la vie chrétienne, la foi chrétienne, est quelque chose de politique ? Ces choses étaient relativement difficiles à concevoir dans ces communautés conservatrices, parce qu'elles sont organisées au niveau local. Cela signifie que l'on appartient à la paroisse de la localité dans laquelle on vit - et non à celle vers laquelle on se sent attiré. Nous avons dit : 'Nous faisons une communauté de personnes, tout le monde peut y venir. Peu importe où il habite, il peut nous rejoindre. Nous nous considérons aussi comme des chrétiens politiques. C'est ce que nous avons fait. »*[715]

[713] « Kirche von Unten », www.jugendopposition.de/145405, *Op. Cit.*
[714] Wolfgang RÜDDENKLAU, « Stellungswechsel. Von der Friedenswerkstatt zum Kirchentag von Unten", dans : *Horch und Guck*, Heft 57/2007, Leipzig, Gedenkstätte Museum in der „Runden Ecke", 2007, p. 34-36.
[715] « Das war der alte Streit: Nehmen wir die Politik nun in die Kirche mit hinein? Oder ist christliches Leben, christlicher Glaube etwas Politisches? Diese Dinge waren in diesen konservativen Gemeinden relativ schwer durchzustehen, weil sie auf Ortsebene organisiert sind. Das heißt, man gehört zu der Gemeinde, in der man wohnt – und nicht zu der, zu der man sich hingezogen fühlt. Wir haben gesagt: „Wir machen eine Personengemeinde, da kann jeder kommen. Egal, wo er wohnt, er kann bei uns mitmachen. Wir verstehen uns auch als politische Christen". Das haben wir dann auch gemacht. », « Reinhard Schult » dans : « Kirche von Untern » : https://www.jugendopposition.de/themen/145405/kirche-von-unten, *Op. Cit.*

Les propos de Reinhard Schult reprennent effectivement l'un des grands principes du *Offene Arbeit*, selon lequel toute personne peut participer aux débats et aux actions sans qu'une organisation hiérarchique ne vienne filtrer les possibilités de participation des uns et des autres en fonction de critères établis par une autorité. Cela correspond également au public qui fréquente le *Kirchentag von Unten*. Les participants ont des profils divers. Un nombre important d'entre eux fait partie du réseau politique des mouvements de l'opposition. Ils font partie des groupes écologistes, pacifistes, antimilitaristes ou encore des groupes qui travaillent sur les pays du tiers monde ou sur la défense des droits fondamentaux. On trouve aussi des paroissiens et des personnalités religieuses qui voient dans cet événement une possibilité d'échanger sur une réforme interne des institutions religieuses et qui ne souhaitent pas voir les groupes de base et les Églises devenir ennemies. Il s'agit donc d'un événement qui a pour vertu de réussir à réunir de nombreux mouvements et représentants de l'opposition politique est-allemande, et de permettre à des mouvements qui ne se connaissent encore que très peu de se rencontrer. Car comme cela a pu être le cas à l'occasion des *Bluesmessen*, le *Kirchentag von Unten* accueille aussi un public plus marginal, notamment des sphères punks et anarchistes de Berlin-Est. C'est un public qui inquiète davantage les autorités car il est susceptible de vouloir en découdre avec toute forme d'autorité, ce que le SED et les Églises souhaitent éviter afin de ne pas voir circuler des images de violences.

Le risque existe bel et bien car la volonté des groupes de base de s'emparer d'un lieu pour faire vivre le *Offene Arbeit*, justement propice à la fréquentation de militants anarchistes, reste toujours intacte. Dans la mesure où un lieu a été cédé provisoirement, il n'est pas impossible que certains participants du *Kirchentag von Unten* cherchent à occuper la *Pfingstkirche* et s'emparent ainsi par la force de l'espace demandé au cours de négociations et refusé par les Églises. La menace était d'autant plus sérieuse qu'il s'agissait d'une proposition des militants anarchistes du *Offene Arbeit* avant même l'organisation du *Kirchentag von Unten*. Le plan initial consistait même à occuper l'un des lieux de réunion prévus pour le *Kirchentag* officiel organisé par la fédération des Églises protestantes[716].

Face à cette situation, la direction des Églises se retrouve démunie car elle ne dispose pas de moyens de coercition sur les personnes qui ne font partie de leur organisation interne. Autant il est possible de sanctionner des pasteurs ou des personnes travaillant dans les paroisses, autant les personnes extérieures ne peuvent pas se sentir menacées par quelque sanction que ce soit. C'est pour cette raison que les Églises ont dû retourner à la table des négociations et se

[716] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit », Op. Cit.*, p. 287.

résoudre à mettre un lieu à la disposition de cet événement malgré les réticences des autorités publiques. La question de l'occupation des locaux reste cependant un problème, car il n'y a aucune garantie sur le fait que les militants acceptent bien de quitter les lieux à la fin du *Kirchentag von Unten*. Il faut donc réfléchir sur le plus long terme et envisager de trouver un autre lieu qui serait attribué à demeure au *Offene Arbeit*.

En attendant, en tant que mouvement politique, le *Offene Arbeit* parvient progressivement à se structurer et à former un réseau à l'échelle régionale et même nationale. Si l'initiative de départ a commencé à prendre de l'ampleur à Berlin-Est, principalement dans le quartier de Friedrichshain, de nombreuses personnes commencent à rejoindre le mouvement depuis plusieurs villes de RDA. Cet élargissement du réseau est en majeure partie due aux conséquences du *Kirchentag von Unten* au cours duquel une série d'actions a été programmée collectivement, avec tout type de militants, dans toute la RDA. Cela permet donc au *Offene Arbeit* de se montrer actifs dans d'autres villes que Berlin-Est dès les semaines et mois suivants. Le réseau s'étend ainsi à Dresde, à Karl-Marx-Stadt, ou encore à Erfurt.

Soutenue par des pasteurs influents, comme le pasteur Passauer, la *Kirche von Unten* s'impose comme une interlocutrice importante des autorités religieuses. Elle devient progressivement un véritable contre-pouvoir interne. En conséquence, de nombreux cadres de discussion sont organisés afin de tenter une médiation et réduire au maximum les volontés de nuisance de ce groupe. La revendication de la *KvU* consistant à créer une Église ouverte, à contre-courant de l'organisation traditionnelle des paroisses est une demande difficile à accepter pour la direction des Églises protestantes. Toutefois, un tel conflit interne commence à mettre en danger l'institution religieuse dont les relations avec l'État se fragilisent également, à mesure que la *KvU* se renforce. Au fil des discussions, la *Kirche von Unten* parvient à être reconnue comme une communauté autonome bien qu'un accord soit trouvé autour de l'accompagnement d'un responsable religieux afin que le lien ne soit pas totalement rompu[717]. Ce n'est qu'au cours de l'année 1988 que cette reconnaissance en tant que communauté religieuse donne lieu à l'attribution d'un espace dédié, à savoir la *Elisabethkirchgemeinde,* paroisse dans laquelle la communauté étudiante évangélique est elle aussi installée[718].

[717] « Information vom 12.12.1987 über eine Zusammenkunft von Vertretern der KvU und Konsistorialpräsident Stolpe am 15.12.1987 », *Stasi*-Unterlagen-Archiv, Ministerium für Staatssicherheit – Bezirksverwaltung Berlin, Abteilung XX/4, Hauptabteilung XX, Auswertungs- und Kontrollgruppe, Reg.-Nr. 829/88.

[718] « Erklärung des Evangelischen Konsistoriums Berlin-Brandenburg zum Nutzungsvertrag zwischen der Evangelischen Kirchengemeinde St. Elisabeth und dem Evangelischen Konsistorium Berlin-Brandenburg vom 30.08.1988 », Matthias-Domaschk-Archiv, 6.1.3.3.2.1.1, Reg.-Nr. 19781.

Ce dernier accord est ainsi le point de départ d'une activité encore plus intensive pour la *Kirche von Unten* et pour le *Offene Arbeit*. À partir du début de l'année 1989, la *KvU* peut ainsi accueillir de nombreux événements et héberger d'autres groupes de base qui se créent au fil des années. La paroisse accueille plusieurs groupes antifascistes et anarchistes et devient le lieu central de la lutte contre la montée du néonazisme. À la fin des années 1990, elle devient l'un des lieux alternatifs les plus importants de Berlin-Est et un lieu important de l'opposition berlinoise. Aujourd'hui encore, elle est toujours active sous le même nom et accueille la jeunesse antifasciste de Berlin-Est et organise des conférences et expositions sur cette thématique.

Comme dans la plupart des autres lieux alternatifs qui voient le jour au cours de la période, la production et la circulation des écrits est aussi un enjeu important pour la *Kirche von Unten* afin de se faire connaitre et de transmettre les idées qui caractérisent le groupe et ses initiatives. Ainsi, plusieurs samizdats politiques sont édités par le groupe. En son nom, il édite la revue d'information *Antifa-Infoblatt* (3 numéros) et les revues de documentation *Fanal* (4 numéros) et *Kopfsprung* (8 numéros). Une autre revue d'information paraît à Erfurt en 1989, dans le cadre d'une collaboration entre la *Kirche von Unten* et l'une de ses antennes à Erfurt qui voit le jour à la fin des années 1980. Il s'agit de la revue *Erfurter Schlagloch* (3 numéros).

Trois autres samizdats sont également édités par le groupe, mais le groupe de rédaction se présente cette fois sous le nom de *Offene Arbeit.* Cela permet ainsi de ne pas laisser penser que l'initiative n'est active qu'à Berlin-Est. Au contraire, elle apparaît ici comme un mouvement politique actif à l'échelle nationale. On recense le dossier thématique d'un seul volume *Antipädagogik,* la revue de communication interne *Kreuzkirche Infoheft* (2 numéros) qui paraît à Karl-Marx-Stadt, et le journal d'information et d'opinion périodique *mOAning Star* (15 numéros). Il s'agit certainement de celle qui a le plus circulé en RDA. Elle est la première à avoir été éditée par le groupe (à partir de 1985) et s'est notamment fait connaître pour les nombreuses caricatures qui la caractérisent[719].

Comme on peut le constater à l'aide de la base de données, une seule revue du groupe a pu paraître de manière périodique, *mOAning Star*. On peut avancer deux explications potentielles à cela. Tout d'abord, bien que le samizdat semble représenter une part non négligeable dans l'activité de la *Kirche von Unten* et du *Offene Arbeit*, il est possible qu'il ne soit qu'une activité annexe compte tenu des nombreuses actions politiques menées par le mouvement. Le choix a donc pu être fait de se concentrer principalement sur une seule revue et

[719] Dirk MOLDT, *mOAning STAR. Eine Ostberliner Untergrundpublikation*, Berlin, Robert- Havemann-Gesellschaft e.V., 2005.

d'éditer ensuite des revues complémentaires. Il faut aussi mentionner le manque de moyens matériels du groupe. Dans la mesure où celui-ci s'est construit en contradiction totale avec les autorités religieuses, il semble évident qu'il ne puisse pas compter sur leur soutien pour développer leurs activités. Il convient donc pour la *Kirche von Unten* de s'appuyer sur le réseau de l'opposition pour se procurer du matériel ou bien pour éditer ses revues politiques. À l'origine de l'initiative, nous avons pu constater que les liens étaient nombreux avec d'autres groupes de base. Nous avons mentionné à plusieurs reprises les liens avec la *Umwelt-Bibliothek,* qui ont activement contribué à l'organisation du *Kirchentag von Unten*. Au-delà de ce lien politique, l'un des membres importants de la rédaction du *mOAning Star*, Dirk Moldt, en l'occurrence l'auteur des caricatures de la revue est aussi celui qui dessine la plupart de celles qui paraissent dans les *Umweltblätter*.

C'est justement sur ces nombreux liens avec l'*UB* que la *Kirche von Unten* peut s'appuyer pour son activité auto-éditoriale. Comme Frank Ebert l'a affirmé au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, plusieurs numéros des revues édités par la *Kirche von Unten* ont été imprimés et reproduits dans les locaux de la *Umwelt-Bibliothek*[720]. Cela nous donne une nouvelle preuve de la capacité fédératrice du samizdat politique et l'importance de la *Umwelt-Bibliothek* en tant que lieu central pour tous les mouvements politiques d'opposition à Berlin-Est.

Le *Kirchentag von Unten,* et la création de la *Kirche von Unten* qui en découle, marquent un tournant important dans les relations entre les autorités religieuses et les groupes de base. Si depuis des années les premières ont toléré les activités des seconds, considérant qu'elles ne représentaient qu'un danger limité tant qu'elles se faisaient dans des cadres considérés comme étant sous contrôle de l'administration ecclésiastique, la confrontation entre les deux parties change considérablement la donne. Jusqu'au milieu des années 1980, une bonne partie de l'activité politique des groupes de base a pu être canalisée par les paroisses. Comme on a pu les voir à travers les samizdats politiques, les paroisses se sont elles-mêmes emparées des sujets politiques et ont contribué à la construction des débats et des revendications de l'opposition. Toutefois, depuis la fondation de l'État de RDA, l'opposition politique est active partout, y compris dans la clandestinité, bien qu'elle soit facilement réprimée et ainsi limitée dans ses actions. Les Églises ont donc offert un cadre plus sécurisé et moins exposé à la répression pour mener des actions ou exprimer ses idées. Seulement, au moment où les autorités religieuses, à

[720] Annexe n°1, « Entretien avec Franck Ebert », *Op. Cit.,* 571.

la demande du SED, ont décidé de resserrer la vis et de limiter les marges de manœuvre des groupes de base, les volontés d'autonomie de l'opposition politique ont refait surface, considérant que les Églises protestantes n'étaient plus un partenaire fiable pour mener à bien les aspirations de l'opposition politiques.

La recherche d'espaces alternatifs, gérés de manière autonome par les militants politiques, est un symptôme de cette volonté d'indépendance. La création de la *Umwelt-Bibliothek* est aussi un signe en ce sens, mais dans ce cas précis, l'entente avec la paroisse de Sion est bonne et ne laisse pas entendre un détachement total des Églises. La création de l'*IFM,* groupe politique clandestin, est un autre signe mais ce type de groupe est encore marginal et peut de ce fait être étouffé par la répression dès que l'État le décidera. Mais ce qui se joue à travers le *Kirchentag von Unten* et la *Kirche von Unten*, c'est bien la déclaration officielle d'une autonomisation de l'opposition qui accepte désormais de prendre le risque de la clandestinité et entre en confrontation aussi bien avec le SED qu'avec les Églises. À travers ces initiatives, on peut lire une affirmation de tous les types de militants politiques, y compris les plus radicaux (issus des mouvements punks et anarchistes entre autres), ainsi que la matérialisation d'une contre-culture assumée qui dispose désormais de plusieurs espaces pour s'exprimer et pour convaincre.

De ce point de vue, l'année 1987 peut donc être considérée comme une année pivot pour l'opposition qui s'affirme et s'organise aussi en dehors des cadres permis par les autorités religieuses. Elle voit aussi converger de nombreux objets de luttes et divers courants politiques et idéologiques. Cela pourrait constituer l'une des explications de la montée en puissance significative du nombre de publications samizdats et d'actions politiques à compter de cette année. Les diverses manifestations des années précédentes ont donné une exposition importante à l'opposition, et la structuration du réseau de l'opposition permet d'envisager cette autonomie et de sortir de la dépendance des Églises protestantes. C'est désormais ce réseau national et transnational, difficile à cartographier et donc à contrôler pour le SED et la *Stasi,* qui va permettre à l'opposition de se développer. Le temps où les Églises pouvaient garder l'opposition sous contrôle semble alors révolu.

Au cours des années 1980, l'opposition est-allemande n'a eu de cesse de chercher de nouveaux espaces lui permettant d'exercer ses activités politiques tout en se protégeant autant que possible de la répression exercée par l'État socialiste est-allemand. La recherche d'espaces alternatifs a eu pour objectif de créer de nouvelles marges de manœuvres, de libertés, dans un contexte de contraintes, de censures et d'empêchement d'accès à l'espace public pour toute

activité de nature dissidente, ou au moins non conforme à ce qui est autorisé par les autorités. Ainsi, au sein des espaces privés que l'opposition a utilisés, principalement les locaux des Églises, ou dans de plus rares cas, des appartements privés, elle a créé une nouvelle forme d'espace public dans lequel on peut laisser libre-court à la création, au débat et à l'initiative politique.

Dans un premier temps, elle les a trouvés par l'intermédiaire des Églises, qui, grâce à leur statut particulier et aux marges de manœuvre dont elles bénéficient ont vraisemblablement permis la création de ces espaces, soit grâce à la mise à disposition de lieux dédiés, soit par l'organisation de manifestations qui ont réunis les opposants et les groupes d'opposition.

Après s'être appuyés sur les Églises et sur les paroisses engagées pour participer à des actions politiques ou être contraints de choisir d'évoluer dans la clandestinité, une voie intermédiaire a été trouvée à travers la gestion semi-autonome d'espaces mis à disposition par des paroisses. Le lien avec les Églises existe toujours puisqu'elles sont propriétaires du lieu et mettent à disposition leur matériel et leurs espaces, mais les activités qui y sont menées ne sont pas soumises, ou alors de manière superficielle, au contrôle des autorités religieuses. Jusqu'à la moitié des années 1980, en dehors de ces espaces semi-clandestins comme nous les avons illustrés à travers l'exemple de la *Umwelt-Bibliothek*, on ne trouve en effet que très peu de lieux de ce type, à l'exception peut-être des domiciles privés de certains opposants, comme chez les Havemann ou encore chez les parents de Stephan Bickhardt, lieu de conception et de reproduction des *Radix-Blätter*.

Mais au moment où les conflits avec les autorités religieuses se multiplient du fait de leur obéissance systématique envers le SED, de nouveaux espaces alternatifs sont recherchés, cette fois affranchis aussi bien de l'autorité de l'État que de l'autorité ecclésiastique. Ces espaces sont difficiles à obtenir car illégaux, mais c'est bien par le rapport de force que les groupes de base berlinois obtiennent de nouveaux lieux de mobilisation. La *Kirche von Unten* symbolise en quelque sorte la concrétisation de l'affirmation de la contre-culture oppositionnelle qui vivait jusqu'alors cachée derrière les quelques pasteurs ayant fait le choix de s'engager en sa faveur.

Au vu des éléments exposés ici, on peut affirmer que le cas berlinois est particulièrement intéressant, car il est à lui seul une sorte de résumé de la trajectoire opérée par l'opposition politique et par extension par les samizdats politiques est-allemands au cours de leur période d'existence. Ces derniers se sont tout d'abord constitués comme un outil de communication efficace entre les groupes politiques et entre les paroisses ou groupes religieux engagés, puis se sont développés comme plateformes revendicatives par l'intermédiaire de groupes de plus en

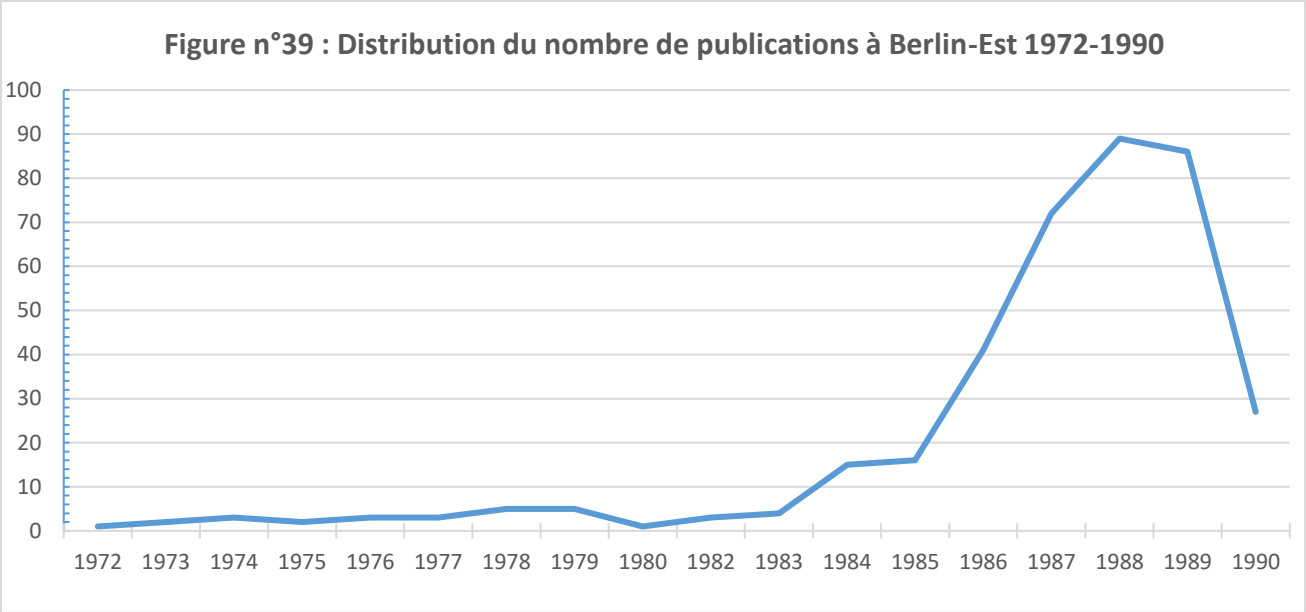
plus politisés dont la plupart a mené ses actions avec le soutien et l'aide matérielle des Églises protestantes. Enfin, ils ont connu une montée en puissance importante comme média politique d'information et d'argumentation grâce à l'autonomisation des groupes de base qui ont pu s'appuyer sur des réseaux régionaux, nationaux et transnationaux efficaces. D'une certaine manière, les samizdats politiques traduisent donc en partie l'évolution du climat politique de RDA, et sont un reflet du développement du réseau politique de l'opposition. L'étude à venir des données collectées concernant les samizdats berlinois nous permettra de confirmer ou d'infirmer ce postulat et de vérifier si le contexte politique que nous venons de développer se traduit aussi par des spécificités propres aux samizdats berlinois.

B. Activité politique et éditoriale

1. Impact du contexte politique sur les publications samizdats

Comme nous avons eu l'occasion de le démontrer à diverses reprises, les différents événements et moments de conflit avec les Églises évangéliques ont eu des conséquences pour les samizdats politiques. Chacun de ces temps forts a généré un nombre important de publications, soit pour informer, soit pour contribuer aux débats qui ont pu être menés dans ces cadres. En dehors de ces publications, qui sont des traces matérielles quantifiables, la dynamique politique que nous avons détaillée plus tôt est quant à elle le facteur principal du développement des samizdats politiques en RDA. En effet, si nous avons déjà mentionné le rôle facilitateur que les Églises ont joué en faveur de l'installation du samizdat politique comme média de l'opposition, l'autonomisation progressive des groupes de base a quant à elle encouragé sa montée en puissance et son développement, particulièrement à Berlin-Est. Comme nous le verrons au moment d'étudier les dynamiques des autres villes ou régions, cette prise de distance vis-à-vis des Églises a surtout été caractéristique de l'opposition berlinoise. Ailleurs, les paroisses ont dans la plupart des cas continué à jouer un rôle important, aux côtés de l'opposition.

Pour ce qui est de Berlin-Est, la courbe d'évolution du nombre de publications semble confirmer l'impact de ce contexte politique :



721

Comme le démontre ce graphique, la première augmentation du nombre de samizdats politiques se produit à partir du début des années 1980, au moment où les *Bluesmessen* sont organisées régulièrement. Surtout, une première augmentation sensible est observée à partir de 1984. Cela correspond à la période de diffusion des premiers samizdats d'information édités par le pasteur Eppelmann et par les membres de la paroisse des Samaritains.

À partir de là, la courbe ne cesse d'augmenter. Le samizdat semble donc être installé en quantité à partir de cette date à Berlin-Est. La création d'un premier espace de construction politique dans la paroisse des Samaritains a visiblement créé un élan qui n'a ensuite eu de cesse d'accélérer jusqu'à la fin des années 1980. Par la suite, la création d'autres lieux alternatifs, comme la *Umwelt-Bibliothek* puis plus tard la *Kirche von Unten* ont permis à de nombreux opposants de s'organiser au sein de collectifs, dont certains ont eu recours à l'autoédition pour relayer leurs actions et leurs idées. En parallèle, la dynamique qui s'est enclenchée dans ces espaces a aussi encouragé d'autre opposants et d'autres groupes à s'organiser de manière autonome, en créant eux-mêmes leurs espaces, comme l'ont par exemple fait Ludwig Mehlhorn et Stephan Bickhardt pour éditer les *Radix-Blätter*.

La multiplication de ces lieux alternatifs est intervenue à partir de 1986, date à laquelle on constate le début de l'augmentation la plus significative du nombre de publications samizdats à Berlin-Est (16 en 1985, 41 en 1986). Celle-ci se poursuit en 1987 (72) et en 1988 (89). La dynamique se stabilise ensuite en 1989, avec 86 publications.

[721] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°39, p. 625.

À première vue, il apparait donc que la création des espaces alternatifs que nous avons pris en exemple un peu plus tôt soit un facteur ayant grandement contribué au développement des samizdats politiques parmi les pratiques utilisées par l'opposition est-allemande. Il convient à présent de comparer ces données avec les éléments que nous avons pu réunir au sujet des groupes ayant édité ces publications. En effet, nous souhaitons vérifier si le contexte politique, et particulièrement les relations avec les Églises protestantes ont un effet sur le profil des groupes d'édition.

2. Un nombre croissant de groupes d'édition

À ce stade de nos travaux, il n'est pas encore possible de cartographier avec précision le réseau des opposants ayant édité des samizdats politiques. Dans la mesure où un nombre important de revues ont été mises en circulation anonymement, il nous manque encore des informations pour réaliser cette étude. Toutefois, les groupes d'édition se sont dans la plupart des cas signalés comme auteurs de chaque samizdat. Nous nous intéresserons donc à ces informations pour voir dans quelle mesure leur profil a évolué au fil des années. Il conviendra par exemple de déterminer quels sont ceux qui ont publié le plus de revues à Berlin-Est et savoir si la présence des groupes paroissiaux décline ou non au fil des années.

Au total, nous avons pu déterminer les groupes d'édition de 394 des 415 revues publiées au total à Berlin-Est. Parmi les 21 revues pour lesquelles nous n'avons pas pu relever cette donnée, une seule est pour le moment complètement anonyme[722]. Pour toutes les autres, même si nous n'avons pas le groupe d'édition, nous disposons de l'identité d'un auteur ou plus. Cela signifie donc qu'il peut s'agir d'initiatives individuelles, ou bien de groupes autonomes qui n'ont pas renseigné le nom de leur groupe d'édition, soit parce qu'il n'en porte pas, soit parce qu'ils ont omis – volontairement ou non – de le mentionner.

Le faible nombre de publications anonymes nous indique qu'il est moins problématique de mentionner un nom de groupe plutôt que le nom d'un individu. Dans une ville aussi surveillée que Berlin-Est, le collectif protège, il permet de ne pas mettre en évidence l'implication de certains opposants et de ranger leur participation derrière l'initiative d'un collectif. Mais l'élément le plus protecteur reste le fait de mener ses actions avec l'aide d'une paroisse. Pour preuve, la typologie des groupes d'édition démontre la prépondérance de la participation plus ou moins active des Églises dans les initiatives auto-éditoriales.

[722] *Schuldenkrise,* RHG/PS 095, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 1988.

Le premier type de groupes d'édition qui se dégage est celui qui indique dans son nom la participation active d'une paroisse ou d'une institution religieuse. C'est la configuration que l'on trouve le plus à Berlin-Est. Nous relevons 15 groupes d'édition différents qui entrent dans cette catégorie. Cela représente au total 196 publications sur les 415 recensées dans la ville. Un nombre important d'entre eux est parvenu à éditer de façon périodique, ou au moins plusieurs volumes pour un même samizdat, quelle que soit la fréquence de parution. Parmi ceux qui en ont édité le plus, on peut citer la paroisse des Samaritains, la paroisse confessionnelle de Berlin-Treptow, le bureau des associations évangéliques d'étudiants en RDA, ou encore l'aumônerie de jeunesse berlinoise. On note également la présence d'initiatives de groupes œcuméniques ou de conférences pacifistes régionales organisées par les Églises chrétiennes.

Pour cette première catégorie, il convient de préciser qu'il est parfois compliqué de déterminer si le groupe d'édition est bien une structure religieuse, menée par un pasteur ou par un membre d'une paroisse, ou bien s'il s'agit d'un groupe plus politisé qui se cache simplement derrière le nom de la paroisse. Il est en effet probable qu'un certain nombre de groupes n'ait pas voulu faire connaitre leur nom, de peur de subir quelque forme de répression, et aient ainsi décidé de ne mentionner que le nom de la paroisse ou de l'institution religieuse qui les soutient ou héberge leurs activités. Il n'est donc pas toujours possible d'affirmer avec certitude que la paroisse mentionnée comme groupe d'édition ait bien été active dans l'édition des samizdats politiques en question. Mais au moins, on peut affirmer qu'elle a soutenu une initiative de ce type, ce qui est déjà un engagement important en faveur des activités oppositionnelles.

La deuxième catégorie qui se dégage est aussi en lien avec l'implication des paroisses. Cette fois, il s'agit de groupes éditoriaux issus de groupes politiques autonomes hébergés par des paroisses. Les pasteurs ou membres des paroisses ne sont donc pas directement impliqués, mais la coopération avec les Églises existe, ne serait-ce que parce qu'elles mettent à disposition leurs locaux et leur matériel pour ces groupes politiques. Nous relevons 7 groupes qui génèrent au total 123 publications. Leur activité est donc importante, certainement du fait de leur autonomie vis-à-vis des autorités religieuses qui ne les freinent pas et de leur réseau politique qui leur permet au contraire de se développer au fil des années. Là encore, les groupes sont très différents les uns des autres. On trouve par exemple le réseau écologiste *Arche,* par ailleurs actif dans d'autres villes de RDA, ou encore deux groupes politiques influents, comme le groupe pacifiste *Friedrichsfelde* et la *Umwelt-Bibliothek*. Nous faisons également entrer dans cette catégorie les groupes issus de l'opposition interne au sein des Églises évangéliques, puisque les initiatives *Solidarische Kirche, Offene Arbeit* et *Kirche von Unten* se font également dans des cadres religieux, bien qu'étant en rupture avec les autorités religieuses.

Une troisième catégorie de groupes d'édition est celle qui regroupe les groupes de travail et autres initiatives collectives autour de thématiques précises faisant partie des mouvements politiques qui composent l'opposition est-allemande. Qu'il s'agisse des séminaires organisés par les paroisses évangéliques ou de manifestations politiques organisées par les réseaux de l'opposition, la méthode de travail a souvent consisté à découper les initiatives collectives en groupes de travail thématiques. Cela a souvent permis à toutes les sensibilités politiques de se retrouver dans ces temps collectifs. C'est aussi ce qui a encouragé le développement de l'opposition autour de sujets différents. En proposant cela, l'opposition a constamment fait évoluer ses idées et ses revendications dans divers domaines.

Nous recensons au total 6 groupes d'édition qui entrent dans cette catégorie. On relève la présence de groupes de travail consacrés aux élections, à l'économie, à l'objection de conscience, à la paix, à l'environnement, à la situation au Nicaragua ainsi qu'à la santé. Ces groupes ont généré 25 publications au total. Ceux qui en ont édité le plus sont les groupes s'intéressant au Nicaragua, *Nicaragua-Arbeitskreis,* d'abord appelé *Nicaragua Arbeitsgruppe „19.7. "*, et le *Freundeskreis Wehrdienstverweigerer*.

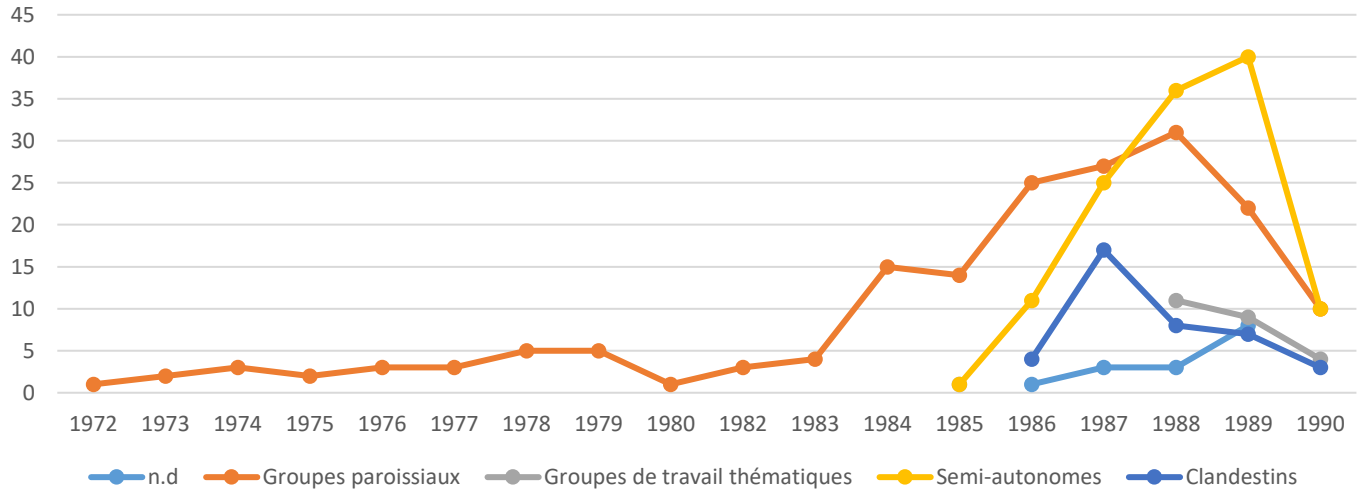
Enfin, la quatrième catégorie est celle qui regroupe les groupes clandestins qui mènent donc leur activité en dehors des espaces créés et mis à disposition par les Églises protestantes. Ces groupes sont moins nombreux, dans la mesure où leur statut les expose plus dangereusement à la répression par les services de l'État. Nous en recensons au moins deux, à savoir l'*Initiative Frieden und Menschenrechte* et le comité de rédaction des *Radix-Blätter.* Un autre groupe est plus difficile à classer, il s'agit du *Gruppe deutsche SozialistInnen.* En effet, ce groupe est une initiative politique qui semble être une préfiguration de la constitution d'un nouveau parti politique. Le seul samizdat du groupe arrive en 1988, sous forme de documentation au sujet de la conception de Trotski sur le rapport entre démocratie et socialisme. Peu d'informations apparaissent sur la publication, ce qui ne nous permet pas de déterminer un statut clair pour ce groupe. En revanche, nous savons qu'il a participé, au même titre que *Demokratie Jetzt !,* l'*IFM* et *Demokratischer Aufbruch* au travail de construction d'une plate-forme de revendications visant à réformer la RDA à la veille de la révolution pacifiste.

Au total, les trois groupes clandestins cités ont édité 15 samizdats[723] et 39 publications. Il faut noter que le dernier groupe cité n'a édité qu'une seule revue. Seuls l'*IFM* et le comité de rédaction des *Radix-Blätter* ont sont donc parvenus à maintenir des publications multiples, malgré la répression pour l'un et les difficultés matérielles pour l'autre.

[723] Les *Radix-Blätter* sont une série de publications d'un seul volume. Il y a 9 volumes au total.

La typologie des groupes d'édition berlinois que nous venons de présenter montre la forte implication des Églises, même si leur degré d'implication peut varier. Qu'elles soient à l'origine ou seulement en soutien des initiatives auto-éditoriales, nous pouvons constater que l'existence et le développement des samizdats politiques ont en grande partie dépendu des paroisses. Toutefois, la figure suivante démontre que la deuxième moitié des années 1980 marque la fin du contrôle total de l'autoédition politique par les Églises, ce qui se traduit par le développement de différents types de groupes, particulièrement des groupes semi-autonomes et clandestins.

Figure n°40 : Distribution des publications par type de groupes d'édition (1972-1990)



[724]

Comme on peut le remarquer sur cette figure, à Berlin-Est, le seul type de groupes d'édition actifs avant 1985 est celui qui regroupe les groupes paroissiaux. Ce n'est donc qu'à partir de cette année que l'on voit apparaitre les premières publications des groupes semi-autonomes, en l'occurrence avec la première parution du samizdat *mOAning Star*[725], édité par les représentants du *Offene Arbeit.* Cela signifie donc que la première initiative auto-éditoriale qui n'a pas été menée par un groupe intégré à une paroisse est l'œuvre du *Offene Arbeit*, et donc d'un mouvement en conflit ouvert avec les autorités religieuses. Il semble donc que ce soit bien ce conflit qui ait motivé l'apparition d'une nouvelle forme de samizdats politiques, une forme plus politisée, moins marquée par des limites qui auraient été fixées par les Églises.

[724] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°40, p. 626.
[725] *mOAning Star, Infoblatt für die Offene Arbeit,* PS 072/01, *Op. Cit.*

L'année suivante, en 1986, les premiers groupes clandestins ainsi que les premiers groupes semi-autonomes font leur apparition. Il s'agit alors d'une nouvelle conséquence de la création des espaces alternatifs dont nous avons fait état précédemment. Ainsi, avec le développement des espaces dédiés au *Offene Arbeit* ainsi qu'avec l'ouverture des locaux de la *Umwelt-Bibliothek,* le nombre de parutions semi-clandestines augmente rapidement et les premières publications clandestines sont mises en circulation, avec les premiers numéros de *Grenzfall.*

Plus tardivement, en 1988, les premières publications issues de groupes de travail thématiques font leur apparition. Cette arrivée tardive n'est pas surprenante, dans la mesure où cela correspond à une période au cours de laquelle le réseau d'opposition est suffisamment organisé pour être en mesure de se réunir régulièrement dans le cadre de rencontres nationales. Ces publications témoignent donc de cette structuration accomplie, ou au moins de cette volonté de s'organiser en groupes thématiques, de sorte à construire des propositions dans divers domaines. Par ailleurs, nous constatons que le nombre de groupes de travail éditant des samizdats n'augmente pas en 1989 et 1990, ce qui parait plus surprenant car nous aurions pu supposer qu'en parallèle de la montée en puissance de l'opposition ou à la suite de la révolution pacifiste, ce type de groupe aurait pu se multiplier pour contribuer aux revendications en lien avec la révolution pacifiste. Mais au vu des données présentées ici, ce sont plutôt les groupes semi-autonomes qui ont continué à mener ce travail et ont accompagné la montée en puissance de l'opposition. Ce sont alors principalement eux qui ont le plus informé et débattu par l'intermédiaire des samizdats politiques. Cela n'exclut en revanche pas le fait que les débats se sont aussi menés ailleurs, dans des cadres qui n'ont pas entrainé de publications samizdats.

Enfin, un dernier commentaire consiste à dire qu'à compter de l'année 1988, le nombre de publications issues de groupes semi-autonomes est supérieur à celui des publications issues de groupes paroissiaux. C'est la première année que cela se produit, et les courbes ne s'inverseront plus jusqu'en 1990. L'influence des Églises s'est alors réduite, ou au moins est devenue secondaire. Elles sont passées d'un statut d'initiatrices de l'autoédition en RDA à soutiens de cette activité. Toutefois, elles ne sont pas complètement exclues de ces initiatives puisqu'elles gardent un lien important avec les groupes semi-autonomes. En revanche, malgré la prise de confiance progressive de l'opposition berlinoise et les échecs de la répression à l'encontre des groupes clandestins, ces derniers ne parviennent pas à se développer. Leurs publications sont donc tout de même ralenties par la répression et par les difficultés à s'organiser sans le soutien des Églises, et ce malgré un réseau d'opposition national et transnational qui les soutient activement.

3. Les thématiques abordées dans les samizdats politiques berlinois

Après avoir fait un tour d'horizon des différents types de groupes d'édition actifs à Berlin-Est, nous nous intéressons à présent plus directement aux publications qu'ils ont produites, et plus précisément aux thématiques abordées dans chacune d'elles. Ces données seront à remettre dans le contexte politique que nous avons développé précédemment, car il fera partie des éléments pouvant justifier les données que nous détaillerons ici. La dynamique politique, influencée aussi bien par la situation géopolitique de Berlin-Est que par le paysage politique dans lequel l'opposition évolue, entraine comme nous l'avons vu l'existence d'un nombre important de groupes différents, avec des sensibilités politiques et des méthodes de travail elles aussi différentes. De ce fait, il ne peut y avoir qu'une grande hétérogénéité dans le contenu des publications et dans les sujets qu'elles abordent, reflétant ainsi le pluralisme qui caractérise l'opposition berlinoise. Cela peut être considéré comme un élément d'explication, mais ce n'est pas le seul.

Tout d'abord, contrairement à ce qui pourra être observé dans d'autres villes, l'autoédition ne s'organise pas exclusivement autour d'un seul groupe moteur ou d'une paroisse qui réussit à mobiliser un réseau important. À différents moments de la période que nous étudions, différents groupes ou opposants ont joué un rôle central, sans pour autant avoir le monopole de la coordination des initiatives politiques. Au début des années 1970, l'activité auto-éditoriale s'est tout d'abord organisée autour de deux groupes paroissiaux, l'un éditant la revue *INKOTA-Briefe* sur la question de la faim dans le monde, et l'autre, le bureau des associations d'étudiants évangélistes de RDA, a longtemps été le groupe de référence pour éditer des revues de communication interne au réseau des Églises. Ces deux revues ont ainsi mobilisé les réseaux ecclésiastiques et politiques sur des thématiques différentes, mais toutes centrales pour les Églises.

Au début des années 1980 et pendant plusieurs années, le groupe pacifiste de la paroisse des Samaritains est devenu le groupe d'édition principal à Berlin-Est et a ainsi orienté les samizdats politiques vers les sujets en lien avec le pacifisme, puis vers l'information généraliste dans des journaux d'information et d'opinion, marquant ainsi une rupture avec les pratiques des premières paroisses influentes. Enfin, au cours de la deuxième moitié des années 1980, le nombre de groupes influents s'est multiplié, mais surtout, la période est principalement marquée par l'influence de différents groupes politiques clandestins et semi-clandestins. L'autoédition s'est donc organisée autour de ces groupes, et plus autour de paroisses. Ainsi, le réseau *Arche*

a pesé sur le nombre de publications sur l'écologie, entrainant avec lui de nombreux autres groupes et opposants dans cette entreprise. La *Umwelt-Bibliothek*, l'*IFM*, le comité de rédaction des *Radix-Blätter* et le groupe pacifiste de *Friedrichsfelde* se sont consacrés aux journaux d'informations, mais ont aussi contribué sur des thématiques précises : l'écologie pour les premiers, le pacifisme pour les derniers. Quant aux *Radix-Blätter,* les thématiques sont plus diverses, à savoir la marginalité, la sociologie, la politique internationale, l'histoire allemande et l'urbanisme. Aussi, le réseau du *Offene Arbeit,* principalement organisé dans la *Kirche von Unten* a entrainé l'émergence de publications anarchistes et antifascistes, ce que l'on ne retrouve nulle part ailleurs en RDA.

L'ensemble de ces groupes, avec toutes les spécificités qui les caractérisent, ont eu une influence importante, à des degrés différents et sur des sujets différents, mais tous ont eu un impact sur l'hétérogénéité des publications, tant sur leur forme que sur leur fond. Ils sont parvenus à entrainer un nombre important de groupes et d'opposants dans leurs dynamiques, pour débattre avec eux et construire les contours d'une opposition plurielle mais structurée. L'influence de ces groupes a par ailleurs été renforcée par la présence dans ces groupes de personnalités, religieuses ou politiques, dont le réseau national et transnational, ainsi que les actions qu'elles ont menées dans le cadre de leur engagement politique, font d'elles des éléments catalyseurs de l'opposition politique.

Ainsi, beaucoup d'actions politiques s'organisent autour de grandes figures de l'opposition, comme Reinhard Schult, Ludwig Mehlhorn, Gerd et Ulrike Poppe, Wolfgang et Lotte Templin, Bärbel Bohley, Wolfgang Rüddenklau, Christian Halbrock, Ralf Hirsch, ou encore Rainer Eppelmann. Tous ne font pas partie du même courant politique, et ne font en tout cas pas partie des mêmes groupes au sein du réseau de l'opposition politique. En revanche, tous se sont investis dans l'édition de samizdats politiques – pour certains dans plusieurs villes du pays – et ont largement contribué au développement de ce média au sein de l'opposition. Ils se sont emparés de cet outil après l'avoir aussi expérimenté dans d'autres pays du bloc soviétique grâce à leur réseau international, et ont ensuite inspiré un bon nombre d'autres opposants à travers la RDA.

Pour certains, ils ont aussi participé au développement des activités oppositionnelles en créant les espaces alternatifs de diverses natures, dans les locaux paroissiaux ou bien dans des lieux privés. Ils y accueillent tout type de groupes qui souhaitent eux-aussi mener des actions dissidentes, réfléchir sur la situation politique du pays, ou encore éditer des samizdats politiques mais sans avoir les moyens suffisants pour le faire de manière autonome. Dans ces locaux où beaucoup d'opposants vont et viennent, organisent des expositions, des concerts, des lectures,

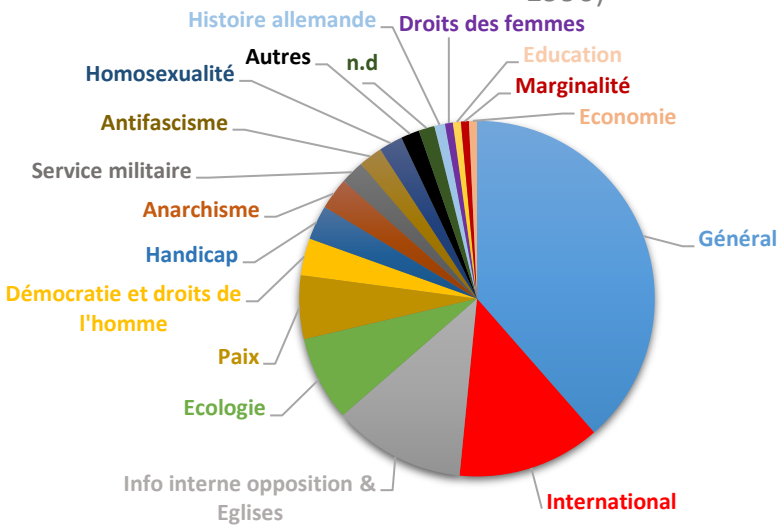
des activités militantes et les activités auto-éditoriales naissent, se développent, se pérennisent… Dans ces lieux de rencontre, c'est l'occasion pour les uns de s'inspirer des autres, de lire ce que chacun produit et de proposer un contenu similaire, ou bien plutôt de s'engager vers des activités complémentaires, vers des thématiques que les autres ne traitent pas suffisamment, ou sous un angle politique différent.

Enfin, un dernier élément d'explication de la grande diversité des thématiques abordées dans les samizdats réside dans l'organisation-même de l'opposition est-allemande. En effet, comme nous avons pu le voir, dès lors qu'un événement d'ampleur national – c'est-à-dire, qui a encouragé le réseau national à se déplacer pour y assister – des groupes de travail thématiques se sont formés. C'était déjà le cas pour l'organisation des *Bluesmessen*, mais cela s'est aussi reproduit dans les séminaires organisés par les Églises, par les groupes de base, voire par les deux. C'est le cas pour les séminaires pour la paix, comme *Konkret für den Frieden* par exemple, mais aussi pour le *Kirchentag* ou le *Kirchentag von Unten*. Le découpage thématique de l'opposition en plusieurs sous-groupes est donc constitutif de son organisation. Le morcellement thématique n'est donc pas nécessaire synonyme d'éclatement et de manque de structuration de l'opposition. Il s'agit bien d'une caractéristique qui lui est propre, d'une volonté de couvrir plusieurs terrains et de proposer à celles et ceux qui sont spécialistes d'un domaine, ou qui souhaitent simplement travailler dessus, de se réunir pour proposer des revendications et en débattre.

Les facteurs que nous venons de développer ne sont pas propres à Berlin-Est, et pourrait aussi caractériser l'organisation de l'opposition dans d'autres villes. Cependant, c'est bien dans cette ville qu'ils sont les plus saillants, puisque c'est aussi là que nous avons trouvé le plus grand nombre de thématiques abordées dans les samizdats politiques. Certes c'est aussi la ville dans laquelle il y a eu le plus de publications, ce qui pourrait entrainer une corrélation proportionnelle, mais l'absence de groupe central, moteur, semble avoir plus d'impact à Berlin-Est que partout ailleurs en RDA. En d'autres termes, c'est surtout la notion de morcellement de l'opposition qui est plus discutable dans d'autres villes de RDA, nous y reviendrons.

Ainsi, comme le montre la figure suivante, nous relevons 22 thématiques différentes dans les 415 publications berlinoises :

Figure n°41 : Distribution thématique des publications à Berlin-Est (1971-1990)



Les thématiques qui ne représentent qu'une ou deux publications sont notées dans « autres ». Ici, les thématiques concernées sont : « Culture », « sociologie », « politologie », « réforme du socialisme », « Vaclav Havel » et « politique de la ville »

726

La présentation de ces données laisse transparaître la grande diversité des thématiques qui caractérise les samizdats politiques berlinois. Sur les 22 thématiques présentes dans les revues berlinoises, 8 seulement donnent lieu à plus de 10 publications. Parmi elles, les revues dites généralistes sont de loin les plus nombreuses, avec 160 publications. Cela confirme de façon assez évidente ce que nous avions pu constater précédemment, à savoir que les revues d'information, qui sont le plus souvent généralistes par nature, sont celles qui circulent le plus dans la capitale est-allemande.

On peut trouver une explication à cela en s'intéressant un instant à la question de l'accès à l'information et aux textes interdits dans cette ville. En effet, le fait que Berlin-Est partage une frontière avec la RFA par l'intermédiaire de Berlin-Ouest, zone enclavée de RFA en plein territoire de RDA présente un avantage certain pour l'opposition. Bien que le Mur de Berlin et le contrôle strict des frontières permettent de réduire à son minimum le flux de population, ils ne sont pas en mesure de stopper les ondes de radios et de télévision qui sont donc accessibles aux citoyens de Berlin-Est. Pour rappel, depuis le Traité fondamental de 1973, il n'est plus interdit aux citoyens est-allemands de regarder la télévision ou d'écouter la radio ouest-allemande[727]. L'accès à l'information venue de l'Ouest est donc possible, d'autant plus que la question de la compréhension de la langue ne se pose pas, contrairement à ce qui peut parfois freiner la circulation des textes et des informations entre les autres pays du bloc soviétique et la RDA. Ainsi, compte tenu de l'objectif de devenir un contre-pouvoir médiatique, les groupes

[726] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°41, p. 626.
[727] Corine DEFRANCE, « La guerre des ondes. », *Op. Cit.*

d'opposition qui éditent des samizdats bénéficient d'une configuration favorable à la récolte d'informations pour alimenter leurs revues. Cela peut donc expliquer cette présence particulièrement importante à Berlin-Est des revues généralistes, et plus précisément des journaux d'information et d'opinion.

Deux autres thématiques importantes sont l'actualité internationale (54) et les informations internes du réseau de l'opposition et des Églises (50). Concernant la première, son importance à Berlin-Est résulte principalement de l'activité de deux groupes paroissiaux thématiques qui éditent des revues portant sur la situation au Nicaragua[728] et sur la faim dans le monde, en particulier en Afrique et en Amérique Centrale et Latine[729]. À eux deux, ces groupes éditent 45 des 54 publications recensées pour cette thématique. Les autres publications sont éditées par des groupes politiques. Deux autres portent sur les pays islamiques[730] et sur l'Afghanistan[731], et enfin, trois samizdats portent sur d'autres pays du bloc soviétiques, en l'occurrence la Pologne pour deux d'entre eux[732], et la Roumanie[733].

On peut donc le constater, cette thématique est en grande partie abordée par les groupes paroissiaux. C'est aussi le cas de la deuxième thématique mentionnée, à savoir l'information interne du réseau. Là encore, les groupes paroissiaux jouent un rôle de premier plan. Mis à part les trois numéros de *IFM-Info* et le sixième numéro des *Radix-Blätter* intitulé *Spuren*, les 46 autres publications sont éditées par des groupes paroissiaux, à savoir la paroisse des Samaritains et le bureau des associations évangélistes d'étudiants. À travers ces données, nous constatons l'importance des thématiques propres aux Églises dans le contenu des samizdats politiques berlinois, nouvelle preuve de leur influence de premier plan dans les activités auto-éditoriales.

Parmi les autres thématiques importantes, on retrouve ensuite l'écologie, avec 32 publications, un sujet qui semble réunir tout type de groupes puisqu'il est abordé en bonne partie par le réseau *Arche* (12 publications), mais aussi par des groupes paroissiaux et des groupes de travail thématiques. Viennent ensuite les revues pacifistes (24), celles sur la démocratie et les droits de l'homme (14), sur le handicap (13) et enfin les revues anarchistes (12). Toutes les autres thématiques représentent moins de 10 publications.

---

[728] *Einblick Nicaragua*, RHG/RSch 111/01 et RHG/PS 031/01 à RHG/PS 031/05, *Op . Cit.* ; *Einblicke*, RHG/PS 032/01 à RHG/PS 032/04, *Op. Cit.*

[729] *INKOTA Briefe*, S. 40.1 à S. 40.28, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Leipzig, Halle/Saale, Berlin, 1971-1990.

[730] *Aspekte aus der islamischen Welt*, GH 034/01, *Op. Cit.*

[731] *Friedrichsfelder Extrablatt, PS 042/04*, *Op. Cit.*, mars 1989.

[732] *ODER – Radix-Blätter*, RHG/PS 082, *Op. Cit.*, 1987 ; *ZRYW - Polen auf dem Weg in eine unabhängige und selbstverwaltete Zukunft ?*, RHG/RJ 023/05, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 1988.

[733] *Ostkreuz*, RHG/PS 084/01, *Op. Cit.*, janvier 1989.

À y regarder de plus près, on se rend compte que le graphique qui présente la distribution thématique des publications à Berlin-Est ressemble assez à celui qui présente les données de l'ensemble de la période sur tout le territoire de RDA. Même si elles n'apparaissent pas forcément dans le même ordre, on remarque par exemple que comme c'est le cas sur l'ensemble du pays, les 6 thématiques qui génèrent le plus de publications sont les revues dites « généralistes », l'actualité internationale, l'écologie, l'information interne de l'opposition, le pacifisme, et la Démocratie et les droits de l'homme. On constate également qu'à Berlin-Est, l'information interne du réseau de l'opposition et des Églises occupe en proportion une place plus importante qu'à l'échelle nationale (7% des publications sur le plan national, 13% à Berlin-Est), mais cela peut sembler logique compte tenu de l'ampleur du réseau de l'opposition et du besoin de se coordonner dans un contexte politique plus complexe que dans les autres villes de RDA.

À l'inverse, on note que les revues sur les droits des femmes occupent une place assez marginale à Berlin-Est, avec seulement 3 publications, alors que c'est la septième thématique la plus importante à l'échelle nationale. Il semble donc que le réseau féministe soit moins important à Berlin-Est que dans d'autres grandes villes, comme Dresde ou Iéna, les deux villes principales de la production de samizdats politiques féministes.

Pour le reste, les deux graphiques sont assez similaires, ce qui n'est pas non plus étonnant, d'une part parce que c'est à Berlin-Est que le plus grand nombre de samizdats politiques a été édité (environ 46% des publications paraissent à Berlin-Est), et d'autre part car en tant que plaque tournante du mouvement de l'opposition, et aussi de la production de samizdats politiques à partir de la deuxième moitié des années 1980, Berlin-Est a pu influencer en grande partie le réseau de l'opposition, et notamment quant à l'édition de revues thématiques.

Pour conclure sur les dynamiques politiques qui caractérisent Berlin-Est, on peut dire que la capitale est-allemande a été le théâtre de toutes les évolutions des réseaux de l'opposition. Pour lui permettre de jouer un rôle dans le débat public, les Églises ont eu une influence majeure dès le début des années 1980, en proposant les premiers espaces alternatifs. Ceux-ci ont permis à une culture parallèle d'exister et de prendre le temps de se construire dans un cadre en partie protégé de la répression de l'État. Toutefois, les relations fluctuantes entre les Églises et l'État socialiste ont constitué une pression constante sur les épaules des autorités ecclésiastiques qui ont dû réguler les initiatives politiques au sein de leurs paroisses, au risque de créer une fracture avec les réseaux de l'opposition et ainsi abandonner progressivement son rôle d'alliée de l'opposition.

De leur côté, les groupes de base ont bien saisi l'importance d'installer des lieux alternatifs dans lesquels ils peuvent laisser libre-court à leur penser politique et à leurs initiatives militantes. C'est dans ces lieux que l'opposition se structure, qu'elle recrute et qu'elle développe des idées et de nouvelles méthodes militantes. De ce point de vue, Berlin-Est a été un incubateur efficace de cette culture alternative, puisque c'est dans cette ville qu'il y en a eu le plus. Surtout, c'est là que les lieux alternatifs ont eu la meilleure durée de vie et la plus grande influence positive sur l'activité des oppositions.

Le samizdat politique porte les traces de cette dynamique. Il est produit en plus grande quantité à chaque fois qu'un lieu alternatif voit le jour et accueille des initiatives collectives. Il est par ailleurs le fruit de l'évolution de la typologie des groupes qui se développent au fil des années, et résulte d'abord de l'engagement des paroisses, puis de l'émergence des groupes politiques autonomes semi-clandestins, et plus sporadiquement, des groupes clandestins. Il reflète enfin la multitude des centres d'intérêt des groupes d'opposition berlinois qui abordent un large spectre de sujets, au gré de l'actualité et de la possibilité d'avoir accès à de l'information qui n'a pas été contrôlée ni influencée par la propagande soviétique.

Pour vérifier si ces constats peuvent être faits de la même manière ailleurs en RDA, nous nous intéressons à présent aux dynamiques politiques observées dans la région de Leipzig, qui comprend aussi dans ses environs les villes de Wittenberg et de Halle/Saale. La production des samizdats politiques a aussi été importante dans cette région, il convient à présent d'en déterminer les raisons.

II. Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale : le samizdat politique comme média de la mobilisation écologiste

Après avoir étudié les données de la capitale est-allemande, nous nous intéressons à présent à trois autres villes qui comptent parmi celles qui ont vu le plus de samizdats politiques être édités en leur sein. Tout d'abord, Leipzig, deuxième plus grande ville de RDA avec un peu plus de 550 000 habitants et aussi la deuxième ville la plus importante en termes de publications de samizdats politiques, avec 20 samizdats et 120 publications recensées. Si la concentration des groupes d'opposition y est moins importante qu'à Berlin-Est, il n'en reste pas moins que Leipzig est l'une des villes dans lesquelles l'opposition est la plus active. Cela peut simplement se vérifier de par le rôle que l'opposition Lipsienne a pu jouer lors des manifestations du lundi [*Montagsdemonstrationen*], organisées à partir du mois de septembre 1989 et qui peuvent être

considérées comme les premiers mouvements qui conduisent à la révolution pacifiste du mois de novembre de la même année.

La ville de Wittenberg est une ville de plus petite taille, située à environ 70km au Nord de Leipzig. C'est la seule des trois villes étudiées ici qui ne soit pas une métropole. Elle compte un peu plus de 53 000 habitants, soit bien moins que les deux villes mentionnées précédemment, mais pour autant, elle se trouve au troisième rang des villes dans lesquelles il y a eu le plus de publications samizdats, avec 62 publications, juste derrière Leipzig et Berlin-Est, et devant toutes les autres métropoles de RDA. Comme nous le verrons, elle fait partie des villes qui ont impulsé la montée en puissance du mouvement pacifiste autour du symbole « *Schwerter zu Pflugscharen* ». Elle est aussi un lieu de forte mobilisation des pasteurs et des paroisses protestantes, notamment au sujet de la situation écologique locale.

Enfin, Halle/Saale, qui figure parmi les 5 plus grandes villes de RDA avec un peu moins de 330 000 habitants, se situe à environ 40km à l'Ouest de Leipzig et à moins de 80km au Sud-Ouest de Wittenberg. Elle connait une activité auto-éditoriale moins importante que dans les villes citées précédemment, avec 30 publications au total. Cette activité se caractérise surtout par un développement tardif que nous tenterons d'expliquer ici.

Même si ces trois villes ne font pas partie de la même circonscription administrative, leur proximité fait qu'elles partagent un même contexte écologique problématique. Celui-ci a été l'un des moteurs de la mobilisation politique des années 1970 et du début des années 1980, particulièrement à Leipzig et Wittenberg. Ces deux dernières villes se caractérisent ainsi par un réseau politique important, autour de la cause écologique donc, mais aussi en lien avec le mouvement pour la paix. Pour ces deux objets de mobilisations, les paroisses protestantes ont joué un rôle prépondérant, permettant ainsi au réseau de l'opposition de se renforcer et de gagner en visibilité. L'élargissement du réseau est justement l'une des raisons de l'extension de l'activité auto-éditoriale à Halle/Saale, marquée par des événements et des sujets de mobilisations identiques, mais qui peine à se structurer en l'absence de groupes moteurs.

Même si les contextes politiques locaux de ces trois villes ont chacun un intérêt propre, nous cherchons ici à déterminer quels sont les éléments qui font que les liens entre les réseaux politiques sont importants pour expliquer le dynamisme de l'opposition et le recours au samizdat politique.

A. Wittenberg, lieu de naissance de « *Schwerter zu Pflugscharen* » et d'éclosion du réseau pacifiste

Wittenberg est depuis la fin des années 1970 l'une des villes les plus importantes de l'opposition et plus particulièrement de la *Friedensbewegung.* Ce mouvement a en effet été lancé entre autres à l'initiative des Églises évangéliques en réaction au positionnement de missiles Pershing II en RFA et SS-20 en RDA, des missiles nucléaires à courte et moyenne portée, et à la militarisation croissante de la RDA. Dans tout le pays, des groupes, principalement des paroisses, se sont mobilisés pour mener des actions interrégionales, notamment dans le cadre des *Friedensdekaden*, les « décades de la paix », qui ont été organisées tout au long des années 1980 dans plusieurs villes de RDA. À Wittenberg, la ville de Luther, comme ailleurs, les paroisses des Églises évangéliques ont donc joué un rôle prépondérant dans la structuration du mouvement de l'opposition en faveur de la paix et contre la militarisation de la société[734].

En 1980, la ville de Wittenberg est même particulièrement mise en avant par son pasteur des communautés de jeunesse Harald Bretschneider qui propose au mouvement de reprendre la statue « Schwerter zu Pflugscharen » de Jewgenij Wutschetitsch comme emblème de la *Friedensbewegung*. Cette statue, symbole du pacifisme représente un ouvrier transformant une épée en soc de charrue à l'aide de son marteau. Elle avait été offerte à l'ONU par l'Union soviétique en 1959[735]. Le dessin de cette statue devient ensuite l'emblème de l'opposition dès lors qu'il est imprimé sur textile, comme un écusson, et qu'il est porté par les opposants qui se reconnaissent de la *Friedensbewegung*[736]. Il est notamment cousu sur les vestes des jeunes, il est imprimé sur les écrits de l'opposition, il apparait sur les pancartes que l'opposition apporte dans les manifestations, il est imprimé sur des grands draps qui font office de drapeau, comme si ce symbole était devenu l'écusson derrière lequel l'opposition trouve son identité, un symbole de l'appartenance à un groupe politique. Toutefois, comme toute autre création de l'opposition qui n'a pas été validée par les organes de censure, ces écussons sont interdits. Il devient donc courant de trouver des vestes en jeans découpées, notamment dans les établissements scolaires, où les enseignants supprimaient aux ciseaux tout écusson « Schwerter zu Pflugscharen »[737].

---

[734] « Bewegter Frieden - Die Friedensbewegung in der DDR » : www.jugendopposition.de/145332, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 20/04/2023].
[735] *Ibid.*
[736] Anke SILOMON, *„Schwerter zu Pflugscharen" und die DDR: Die Friedensarbeit der evangelischen Kirchen in der DDR im Rahmen der Friedensdekaden 1980–1982*, Band 33, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999.
[737] *Ibid*., p. 53.

Ce symbole a donc revêtu une grande importance au cours des années 1980, au même titre que le rôle que ses auteurs ont endossé dans les *Friedensdekaden*. La paroisse de Wittenberg a joué un rôle central pour structurer le mouvement, à travers des symboles, mais aussi à travers un engagement concret pour la coopération entre les Églises évangéliques et les personnes engagées sur le plan politique, en particulier dans les *Basisgruppen*.

Cependant, l'importance de Wittenberg pour le réseau de l'opposition ne se résume pas à ses liens avec le mouvement pacifiste. Son action en faveur de l'amélioration de la situation écologique de la région est certainement la composante la plus saillante de l'opposition politique qui y est active. Elle est motivée par l'inaction du SED face à la pollution industrielle importante. C'est d'ailleurs cela qui a eu pour effet de créer un lien entre les groupes d'opposition de Wittenberg, Leipzig et Halle/Saale.

1. La situation écologique de la région comme motif de mobilisation

a) La stabilité économique aux détriments de la politique environnementale

En RDA, l'écologie n'est pas un sujet qui n'intéresse que l'opposition. Officiellement, c'est aussi une cause importante au plus haut niveau de l'État, nous l'avons vu précédemment, notamment avec la création d'un Ministère de l'environnement en 1972, soit six ans plus tôt qu'en RFA, ou encore l'inscription dans la constitution de 1974 du principe de la protection de l'environnement naturel.

Cependant, comme nous allons le développer ici, la situation politique et économique de la RDA n'a pas permis de tenir ces principes. Afin de résister à l'économie de marché de l'Ouest et d'approvisionner sa propre population en énergie et en produits, les intérêts économiques sont restés prioritaires. L'exploitation intensive du lignite, en particulier, peut être attribuée aux crises pétrolières des années 1970. En effet, en raison de l'augmentation importante des tarifs de l'énergie, l'État de RDA a été contraint d'utiliser encore davantage de lignite qui est devenu la source principale d'énergie à partir des années 1970. En conséquence, des installations datant des années 1920 et 1930, qui étaient en fait déjà amorties et usées depuis longtemps, ont continué à être utilisées. En 1985, 30 % de la production mondiale de lignite était extraite en RDA, avec des efforts croissants et une pollution grandissante de

l'environnement[738]. Renoncer à l'extraction du lignite, investir dans des installations de filtrage adéquates et prendre d'autres mesures respectueuses de l'environnement auraient pesé sur la situation économique de la RDA.

Dans son ouvrage consacré aux mouvements d'opposition, de dissidence et de résistance dans la ville de Leipzig, Thomas Höpel considère que la dégradation de la situation écologique du district de Leipzig et de ses environs constitue l'une des raisons principales de la montée en puissance de l'opposition politique dans le Land de Saxe[739]. Celle-ci s'est particulièrement dégradée à la fin des années 1970, ce qui a amené de nombreuses personnes à s'organiser en collectifs pour dénoncer la situation et tenter d'informer la population à ce sujet. Il est important de préciser que dans un premier temps, la seule préoccupation de ces personnes était d'obtenir une amélioration de la situation locale. Il ne s'agissait donc pas vraiment de s'engager dans l'opposition politique, encore moins dans une dynamique nationale, mais plutôt de trouver des solutions pour améliorer le quotidien et protéger les espaces naturels qui font partie de leur environnement direct. Mais face à l'inaction du SED, et surtout face à la répression des personnes qui tentent de la compenser, la politisation des personnes mobilisées s'est renforcée et le mouvement écologiste s'est progressivement répandu à travers la RDA jusqu'à devenir une composante importante du mouvement pacifiste et de défense des droits de l'homme.

Il faut dire que la situation de Leipzig et de ses environs est particulièrement problématique. En raison de la politique d'intensification de l'activité industrielle pour redresser l'économie de la RDA, certaines villes sont particulièrement touchées par les fumées toxiques, la pollution des sols et des eaux. C'est le cas de Leipzig, que l'État a particulièrement ciblé comme étant une ville prioritaire des mesures d'investissement de l'État pour la protection de l'environnement. Dans ce sens, il est prévu que 8% des investissements programmés soient réalisés à Leipzig[740]. Cela montre que l'État tente de rétablir la situation, conformément à la politique insufflée par Erich Honecker dès son arrivée à la tête du Parti communiste est-allemand. Elle se traduit par la création de nombreuses instances de contrôle intégrées aux administrations des Länder. Elles sont chargées de veiller à la bonne application des mesures imposées par les autorités, notamment celles qui prévoient la réduction des déchets polluants aux entreprises est-allemandes. Enfin, des conférences de grande envergure sont également

[738] Karl Werner BRAND, Dieter RINK, « Institutionalisierung statt Mobilisierung? Dilemmata der deutschen Umweltbewegung », dans : Klaus JACOB, Frank BIERMANN, Per Olof BUSCH, Peter FEINDT (Dir.), *Politische Vierteljahresschrift,* Sonderband "Politik und Umwelt, Wiesbaden, 2007, p. 499-517.
[739] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig (1945-1989), Op. Cit.*, p. 161.
[740] *Ibid.*, p. 163.

organisées dans différentes villes du Land de Saxe, de sorte à démontrer l'importance du sujet qui devient une cause nationale[741].

Malgré cela, les données issues de l'analyse des instances dédiées au sein du conseil du Land de Saxe, reprises dans l'ouvrage de Thomas Höpel, démontrent que les mesures prises ne sont pas toujours suivies d'effets positifs dans le district de Leipzig[742]. Entre 1972 et 1973, la pollution de l'air a augmenté de 11% alors que dans d'autres villes industrielles comme Halle, Cottbus ou Dresde, ce chiffre a tendance à être à la baisse, notamment grâce à des investissements importants pour réduire les gaz de combustion. Quant à l'eau, les chiffres sont plus positifs mais doivent être nuancés. La rivière *Pleiße* a vu son taux de pollution se réduire de 50%, mais elle reste une rivière d'évacuation des eaux usées des industries, notamment agricoles, ce qui implique donc que l'eau est sale et particulièrement odorante. Il en est de même pour l'eau de l'autre rivière qui traverse Leipzig, l'Elster Blanche, qui arrive elle aussi en étant polluée lors de son passage dans d'autres villes industrielles et qui se mélange aux eaux de la Pleiße, détériorant encore un peu plus sa qualité. Toujours selon ce même rapport, quelques réussites peuvent être trouvées du côté de la réduction du bruit des industries, de la remise en état des anciennes mines à ciel ouverte et de la collecte des matières premières secondaires, en d'autres termes des déchets industriels transformés. Malgré cela, les rapporteurs précisent que la situation reste critique et que les dangers pour la santé des habitants sont importants, comme l'on démontré plusieurs études médicales[743].

En conséquence, un nouveau plan sera établi pour atteindre les objectifs de la réduction de la pollution à l'horizon de l'année 1980. Mais une nouvelle fois, les plans de ce type se révèlent être inefficaces, en partie en raison de la planification tardive de la construction de nouvelles installations moins polluantes. Celles-ci étaient notamment prévues pour réduire les émissions de dioxyde de soufre (centralisation des systèmes de chauffage, approvisionnement en chauffage urbain, filtration des rejets de poussière des usines…), pour améliorer la qualité de l'eau par la construction d'une station d'épuration, pour végétaliser les espaces publics et pour poursuivre les efforts réalisés en matière de réduction du bruit et de collecte des déchets industriels. Enfin, des actions de sensibilisation à destination de la population ont également été

[741] La semaine dédiée à la culture rurale socialiste (sozialistische Landeskultur) de 1973 est intitulée : « La protection de l'environnement pour améliorer les conditions de travail et de vie - l'affaire de toute la société socialiste » [*Umweltschutz zur Verbesserung der Arbeits- und Lebensbedingungen – Sache der ganzen sozialistischen Gesellschaft*].
[742] « Analyse ausgewählter Schwerpunkte der sozialistischen Landeskultur und des Umweltschutzes im Bezirk Leipzig », Sächsische Staatsarchiv, StA-L, 20237, Bezirkstag und Rat des Bezirkes, Nr. 22331, Leipzig, mars 1975, p. 97.
[743] *Ibid.*, p. 99.

menées, de sorte à ce que les initiatives citoyennes puissent également agir positivement pour la situation écologique locale.

L'échec de ces nouvelles mesures, démontré par un nouveau rapport du conseil du district de Leipzig[744] publié en 1977, démontre que la politique écologique du gouvernement est-allemand est inefficace, et qu'une véritable amélioration de la situation ne pourra passer que par des mesures plus drastiques, structurelles. Mais il s'agirait alors de mesures compliquées à prendre, au vu de la situation économique de la RDA qui ne peut manifestement se reposer que sur son industrie pour se stabiliser.

Ce n'est pas la direction que va emprunter le SED qui, bien au contraire, fait le choix d'abandonner progressivement tout contrôle du bon respect des mesures environnementales. Les industries et les entreprises n'ont donc plus de comptes à rendre et les investissements de l'État sont drastiquement réduits. Les différents rapports réalisés par le conseil du district de Leipzig sont détaillés dans l'ouvrage de Thomas Höpel[745], ainsi que dans celui de Jörg Rösler[746] qui s'est justement spécialisé sur la politique environnementale de la RDA et sur ses répercussions dans le Land de Saxe. Les données font état d'une prévision de pollution au dioxyde de souffre multipliée par deux à l'horizon 1990. Cela est principalement dû à une utilisation plus intensive des mines de lignite, principalement en réaction à la crise pétrolière mondiale, qui provoque une forte augmentation de la pollution au dioxyde de soufre à Leipzig (+ 73%) constatée dès le rapport de 1981[747]. Il se peut donc que les prévisions soient même un peu basses. Surtout, le district de Leipzig figure comme celui dans lequel les émissions de substances polluantes nocives sont les plus importantes du pays.

La politique environnementale est donc rapidement passée au second plan, le SED ne pouvant se permettre de continuer des investissements massifs dans le domaine alors que la situation économique du pays est alors particulièrement fragile. Dans la mesure où les efforts à fournir à Leipzig sont plus importants qu'ailleurs en raison de la situation écologique qui ne cesse de se dégrader, les autorités décident finalement d'abandonner en quelque sorte ce district, et d'investir ailleurs. Au début des années 1980, les investissements à Leipzig sont alors les moins importants de RDA (26,3 millions de DDR-Mark), en comparaison de ce qui est fait à

[744] « Bericht über die Ergebnisse der Entwicklung des Umweltschutzes 1976 », Rat des Bezirkes Leipzig, Abteilung Umweltschutz, Wasserwirtschaft und Erhohlungswesen, Sächsische Staatsarchiv, StA-L, 20237, Bezirkstag und Rat des Bezirkes, Nr. 22331, Leipzig, Mars 1977, p. 140-149.
[745] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig, Op. Cit.*, p. 167.
[746] Jörg RÖSLER, *Umweltprobleme und Umweltpolitik in der DDR*, Erfurt, Landeszentrale für politische Bildung Thüringen et Sächsische Landeszentrale für politische Bildung, 2006, p. 45.
[747] Abteilung Umweltschutz, Wasserwirtschaft und Erholungswesen an den Vorsitzenden des Rates des Bezirkes Leipzig, Rolf Opitz, Sächsische Staatsarchiv, StA-L, 20237, Bezirkstag uns Rat des Bezirkes, Nr. 23275, Leipzig, 24 décembre 1981, p. 153.

Cottbus (183,4 millions DDM) ou à Halle/Saale (196,1 millions DDM)[748]. L'écologie n'est donc pas une priorité pour l'État, et les autorités locales n'ont de toute façon aucun moyen pour contraindre les industries à réduire leurs émissions de substances polluantes. La situation est donc vouée à se dégrader irrémédiablement.

Toutefois, en raison de la situation et aussi des actions de sensibilisation qui ont été organisées au cours des années 1970, la conscience citoyenne en faveur de la défense de l'environnement est importante dans le district. Alors, dans la mesure où la politique commence progressivement à se désengager de la question, il est décidé en novembre 1982, sur ordre du conseil des ministres, de ne plus communiquer officiellement sur le sujet. Les médias ne sont donc plus autorisés à communiquer sur les données qui montreraient une dégradation de la situation. Ils devront au contraire mettre en avant des mesures ou des déclarations qui prétendent œuvrer en faveur d'une amélioration de la situation écologique, sans jamais les confronter aux chiffres et à la réalité locale.

Dans ce contexte et face au déni du SED, de nombreux citoyens Lipsiens ont commencé à s'organiser pour dénoncer la situation désormais tue par les médias locaux et nationaux. Il faut dire que la pollution particulièrement importante dans le district a des conséquences directes sur la santé des habitants : selon un rapport édité en 1986 par le conseil du district de Leipzig, 80% des habitants sont concernés par la pollution de l'air à la poussière, et 90% au dioxyde de soufre[749]. Cela a notamment des répercussions sur le nombre de maladies respiratoires recensées. La situation écologique de la région est donc une préoccupation importante pour les habitants. En s'organisant, ces derniers cherchent à informer sur la situation, à réclamer des mesures concrètes et à communiquer largement sur la réalité et les dangers de cette pollution. La communication est justement un enjeu important, notamment pour interpeller au-delà de la RDA, elle qui craint tellement de se voir discréditée à l'international. C'est donc peut-être en touchant ce point sensible que les citoyens pourront obtenir gain de cause. Mais pour cela, il convient de trouver des espaces pour travailler sur le sujet, et une nouvelle fois, ils vont pouvoir être trouvés du côté des Églises protestantes, elles aussi engagées en faveur de la défense de l'environnement.

[748] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig, Op. Cit.*, p. 169.

[749] « Beschlussvorlage des Rates des Bezirkes Leipzig, Komplexes Programm zur Verbesserung der Umweltbedingungen im Bezirk Leipzig 1986-1990 », Sächsische Staatsarchiv, StA-L, 202237, Bezirkstag und Rat des Bezirkes, Nr. 28521, décembre 1986, p. 28.

b) Le rôle fédérateur du Kirchliches Forschungsheim de Wittenberg et des paroisses de la région en faveur du mouvement écologiste

Malgré les efforts des autorités pour tenter de camoufler, ou au moins de minimiser, les conséquences de la situation écologique locale, les habitants du district de Leipzig restent tout de même particulièrement engagés pour la cause écologique. Il faut dire que leur quotidien est particulièrement impacté, notamment par les jours de brouillard causés par les rejets des usines ou encore par les odeurs dégagées par les eaux des rivières qui servent d'égouts à ces mêmes usines. Aussi, comme nous avons eu l'occasion de le dire précédemment, il faut tenir compte du fait que depuis le « Traité fondamental » de 1973, les citoyens de RDA peuvent capter la télévision et la radio ouest-allemande. Cela signifie donc qu'ils ont pu voir des images ou entendre des témoignages au sujet du mouvement écologiste de RFA qui commence à faire grand bruit.

Les mouvements anti-nucléaires et la fondation du parti politique *Die Grünen* en 1980 démontrent en outre que la question de l'écologie est aussi considérée comme fondamentale et peut, elle aussi, s'inscrire dans la dynamique de revendications lancée par le mouvement pour la paix en faveur du respect des droits fondamentaux. Surtout, le fait qu'un parti dont l'orientation principale porte sur l'écologie puisse être créé en RFA est un signe que la question doit être prise au sérieux et peut aussi devenir une cause politique importante, ce qui n'est pas le cas en RDA[750]. La volonté des citoyens est-allemands de s'organiser pour défendre l'environnement va donc devenir croissante, sur le modèle de leurs voisins de RFA.

Dès la seconde moitié des années 1970, les Églises protestantes sont les premières à proposer des espaces de travail autour de ce sujet, en grande partie par l'intermédiaire du *Kirchliches Forschungsheim Wittenberg (KFHW),* le centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg. Ce centre a été créé en 1927 par le biologiste et théologien Otto Kleinschmidt. Le centre de recherche s'est consacré au rôle des Églises dans la résolution des problèmes liés à l'écologie sous la direction du théologien Hans-Peter Gensischen à partir de la deuxième moitié des années 1970[751]. Avec d'autres membres du centre, principalement des scientifiques, il créé des groupes de travail et publie un nombre important d'articles en lien avec l'écologie[752]. Il

[750] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR, Op. Cit.*, p. 445.
[751] Michael BELEITES, « Kirchliches Forschungsheim Wittenberg », dans : Hans-Joachim VEEN, *Lexikon Opposition und Widerstand in der SED-Diktatur*, *Op. Cit.*, p. 212.
[752] Les textes publiés par le centre de recherche ecclésiastique de Wittenberg sont recensés dans un index édité par Tina Krone pour le fonds d'archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft : Tina KRONE, *Findbuch zum Bestand « Kirchliches Forschungsheim Wittenberg »*, Robert-Havemann-Gesellschaft e.V, Berlin, 2009, p. 11-19.

s'agit par exemple de formuler des propositions pour que les Églises participent également à la politique écologiste aux côtés de l'État et des citoyens est-allemands[753].

En plus de ses apports théoriques et politiques importants pour la construction du mouvement écologiste, Hans-Peter Gensischen a aussi œuvré en faveur de la mise en relation des militants et des groupes, de sorte à structurer un réseau de personnes s'intéressant à l'écologie. À partir de 1979, il entreprend pour cela l'organisation de plusieurs groupes de travail sur divers sujets de société, dont l'environnement et l'économie. En 1981, il organise une première rencontre des groupes d'opposition écologistes de RDA. Comme la première édition est un succès, d'autres suivent, et à chaque fois, le nombre de groupes participants augmente. En 1983, 30 groupes répondent à l'appel, en 1988, 80[754].

Comme nous l'avons déjà observé à Berlin-Est, l'initiative d'une institution religieuse permet l'existence d'un espace alternatif de construction politique. Cette fois, il ne se créé pas en réaction à la répression et à la limitation de la liberté d'expression mais en raison de l'inaction de l'État pour lequel l'écologie est un sujet tabou. Toutefois, comme à Berlin-Est, ce type d'initiative pose problème aux autorités qui y voient là un terrain favorable à la création d'un « mouvement vert » hostile à l'État[755].

Cette méfiance des autorités se renforce encore au fil des initiatives. En effet, à partir de janvier 1980, le centre fait paraître son premier samizdat politique, les *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur*, un samizdat périodique édité à raison de deux numéros par an jusqu'en 1990. Il permet de relayer plus largement les textes du *KFHW* ainsi que ses initiatives qui rassemblent les réseaux ecclésiastiques et écologistes de RDA. C'est d'ailleurs dans les *Briefe* que paraissent les textes de présentation de l'action de grande envergure « *Mobil ohne Auto* » à partir de janvier 1981[756], une action reconduite chaque année et qui trouve une résonnance importante dans les grandes villes, particulièrement à Leipzig. Il s'agit alors d'une première initiative publique avec un fort engagement contre la politique du SED en matière d'écologie : si l'État n'agit pas, les Églises proposent des alternatives et agissent de manière concrète. Le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg reste actif tout au long des années 1980, toujours sous la direction de Hans-Peter Gensischen et poursuit son travail de mise en réseau des militants écologistes jusqu'en 1990. Lors des concertations organisées à l'échelle

[753] Hans-Peter GENSISCHEN, *Die Erde ist zu retten*, Kirchliches Forschungsheim Wittenberg, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, KFH 26, 1980.
[754] Bestand KFH, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, 1976-1992.
[755] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR, Op. Cit.*, p. 449.
[756] *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde*, S.41.1, Archiv Bürgerbewegung Leipzig, Wittenberg, janvier 1981.

nationale pour préparer l'unification des deux Allemagne, les *runde Tische,* sont aussi déclinées pour l'écologie avec une *grüner runde Tisch*, organisée à Wittenberg.

L'influence de cette institution se mesure également à travers les nombreuses initiatives qu'elle a réussi à inspirer à d'autres paroisses dans d'autres villes de la région. Comme le détaille Thomas Höpel, la première est recensée à Rötha, au Sud de Leipzig, où le *Christliche Umweltseminar* est créé en 1982 et organise des plantations d'arbres, des services religieux tournés vers l'environnement et des collectes de fonds pour réhabiliter la mine de lignite d'Espenhain, près de Rötha[757].

Ces actions n'ont pas la même forme que celles que nous avons observées à Berlin-Est. Il ne s'agit pas de défier l'État par des pratiques culturelles ou politiques interdites, les militants mènent ici des actions de terrain, au contact avec la population, pour agir directement sur une situation locale. De plus, la répression de ces actions serait plus difficile à justifier auprès de l'opinion publique. Au-delà du fait que ces initiatives soient portées par des institutions religieuses, elles portent surtout sur un objectif partagé par les autorités, à savoir réduire la pollution dans la région pour réduire les risques sur la santé des habitants. Certes il n'agit pas suffisamment, mais l'État partage tout de même cette préoccupation. Ces actions sont donc tout autant, voire plus dangereuses que les actions menées dans les murs des Églises, justement car elles sont publiques, intéressent la population locale, tout en n'étant pas directement en opposition avec la politique du SED.

Ce sont donc des initiatives qui peuvent fédérer et motiver des personnes à rejoindre le mouvement écologiste, y compris celles qui ne font *a priori* pas partie de l'opposition politique. À l'échelle nationale, de plus en plus de groupes voient le jour au fil des années. D'après les chiffres de la *Stasi* relayé par Thomas Höpel, 35 groupes écologistes sont recensés entre 1982 et 1984, dont seulement 20 sont actifs régulièrement. En 1985, il y en a 50, principalement hébergés par les Églises protestantes. Enfin en 1989, la *Stasi* en compte 39, auxquels s'ajoutent 23 groupes qui font aussi bien partie du mouvement pacifiste que du mouvement écologiste[758]. Ces chiffres sont donc en constante augmentation mais ils sont à relativiser en raison du faible nombre de militants recensés à l'échelle nationale (entre 550 et 600)[759].

Elles ont aussi une résonnance importante dans les samizdats politiques. En plus des multiples articles consacrés au « *Mobil ohne Auto* », on en trouve aussi entre autres dans *Anstösse*, un autre samizdat édité par le *KFHW*, mais aussi dans *Blattwerk* à Halle/Saale, dans

[757] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.*, p. 174.
[758] *Ibid.*, p. 176-177.
[759] *Ibid.*

Der Öko-Bote (lieu de parution non-identifié), dont un numéro est entièrement consacré à l'édition de 1986[760]. Quant aux actions menées en faveur de la réhabilitation de la mine d'Espenhain, elles sont aussi largement relayées, notamment dans les samizdats *Arche Nova, Arche-Info, Umweltblätter* et dans le *Radix-Blätter Nr. 9* à Berlin-Est, et dans *Die Pleiße* et trois numéros des *Streiflichter* à Leipzig.

C'est d'ailleurs à Leipzig que l'on trouve le groupe paroissial ayant édité le plus de samizdats à travers la RDA. Il s'agit du groupe de travail « protection de l'environnement » [*AG Umweltschutz*], hébergé par l'aumônerie de jeunesse de Leipzig. Son samizdat, *Streiflichter* est celui qui a connu la plus grande longévité et le plus grand nombre de numéros, avec 56 publications entre novembre 1981 et octobre 1989. Outre *Streiflichter*, il édite un dossier thématique intitulé *Umweltschutz im Haushalt – Tägliche Umweltsünden und mögliche Alternative* [protection de l'environnement à la maison – péchés environnementaux quotidiens et alternative possible]. Il est édité en 1000 exemplaires et est envoyé aux personnes qui le commandent, comme un catalogue ou une revue à laquelle on est abonné[761].

D'après Hubertus Knabe, c'est l'un des rares groupes alternatifs qui a réussi à exister plus de sept ans[762]. Le groupe de travail inspire les autres membres de l'aumônerie de jeunesse qui édite 25 numéros du samizdat *Kontakte*, dédié à la paix, à l'environnement et aux pays du tiers-monde, entre octobre 1984 et septembre 1989. À l'origine de la création du groupe de travail *Umweltschutz*, on trouve Nikolaus Voss, que nous avons déjà mentionné parmi les membres de la *Solidarische Kirche* à Berlin-Est et Leipzig. Il a pris cette initiative à la suite d'une participation à la première édition de « *Mobil ohne Auto* » de 1981 organisée par le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg. Il souhaite ainsi intensifier les initiatives dans la ville de Leipzig, en organisant lui aussi des « *Mobil ohne Auto* », mais aussi en multipliant les plantations d'arbres et autres actions publiques de sensibilisation.

Nikolaus Voss, tout comme le samizdat *Streiflichter*, qu'il contribue à éditer, sont les symboles de la construction d'un réseau politique dans la région qui s'organise en partie autour de l'autoédition. En effet, les échanges ont été nombreux entre Leipzig et Wittenberg, que cela concerne *Streiflichter* conçu et reproduit à Leipzig jusqu'en 1984 puis à Wittenberg, au *KFHW*, ensuite, ou bien de Nikolaus Voss qui a aussi bien contribué à l'édition des *Streiflichter* à Leipzig qu'à *Anstösse* à Wittenberg. Ce réseau est rendu possible par les nombreuses actions

[760] *Der Öko-Boote*, RHG/JB 07, *Op. Cit.*
[761] Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.*, p. 180.
[762] Hubertus KNABE, « Sprachrohr oder Außenseiter? Zur gesellschaftlichen Relevanz der unabhängigen Gruppen in der DDR – Aus Analysen des Staatssicherheitsdienstes », dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 20/1996, p. 23-26.

publiques menées par le *KFHW* et par le *AG Umweltschutz*, ainsi que par les réunions récurrentes du réseau. Cela a permis de nouer des contacts et de multiplier les coopérations avec divers groupes à travers la RDA. Cela a aussi permis aux membres des deux groupes d'en rejoindre d'autres une fois les études terminées, notamment pour rejoindre des groupes berlinois plus politisés comme l'*IFM* à partir de 1986, au moment où un changement de génération s'opère à l'aumônerie de jeunesse de Leipzig, entrainant un net ralentissement des activités politiques au cours des années suivantes. C'est le signe d'une évolution de l'activité des militants et des groupes paroissiaux qui se dirigent eux aussi progressivement vers des activités plus autonomes, sans contrôle des autorités religieuses, toujours dans le but de conquérir peu à peu l'espace public.

Comme le démontrent les exemples du *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg et du *AG Umweltschutz* de Leipzig, c'est dans ces deux villes qu'est né le mouvement écologiste est-allemand. Sur le modèle des mouvements écologistes occidentaux, celui de RDA a fait son possible pour mener des actions aux yeux du grand public. Cela a eu pour vertu de donner de la visibilité à ces moyens d'actions et aux groupes écologistes qui se sont multipliés au fil des années, coordonnés par un réseau qui s'organise principalement à Wittenberg, dans le cadre de rencontre nationales récurrentes. La montée en puissance de ce réseau et la volonté croissante de mener des actions publiques sur tout le territoire laisse entrevoir une politisation plus importante du mouvement écologiste, et un rapprochement avec les groupes de bases du mouvement pacifiste.

c) La politisation du mouvement écologiste à Leipzig

Pour les groupes écologistes, l'appui des institutions religieuses a joué un rôle déterminant pour exister et se développer. Elles ont permis de constituer les prémices d'un réseau politique construit, capable de mener des actions publiques de grande envergure. Mais on a pu le constater à travers la multiplication des initiatives, le mouvement écologiste ne tarde pas à dépasser les cadres religieux et à se développer par l'intermédiaire de groupes qui rejoignent les *Basisgruppen* qui composent le mouvement pacifiste et des droits de l'homme.

Ce changement de configuration s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, il faut mentionner l'influence des mouvements politiques de RFA, et donc du mouvement écologiste qui se développe particulièrement à partir du début des années 1980, notamment autour du parti *Die Grünen*. L'émergence de ce mouvement se produit en réaction à la pollution de grande ampleur, notamment en Europe, dans les zones les plus industrialisées. En RDA comme

ailleurs, on commence à s'intéresser des près aux conséquences de l'exploitation intensive des sols, au rejet des déchets toxiques par les usines, à la pollution des eaux, et aussi aux dangers potentiels des centrales nucléaires mal entretenues, *a fortiori* après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Tout cela a des conséquences plus ou moins visibles sur les paysages mais aussi sur le quotidien et la santé des habitants. La situation est tout aussi préoccupante dans les pays voisins, et notamment ceux du Pacte de Varsovie. L'institut de géographie de l'Académie des sciences de l'URSS a même recensé 291 zones à « situation écologique-critique ». Cela représente 16% de l'ensemble du territoire[763]. La situation écologique n'est donc pas propre à cette région de la RDA, elle peut alors potentiellement mobiliser un large réseau de personnes soucieuses de la dégradation de leurs conditions de vie.

Bien qu'il s'agisse d'un sujet éminemment politique puisqu'il tend à critiquer la politique économique et industrielle d'une société, la mobilisation pour l'environnement s'est dans un premier temps cantonnée à une activité sous contrôle des Églises, et surtout sans volonté systématique d'attaquer ouvertement le gouvernement de RDA. On peut même dire qu'elle s'est inscrite dans la même ligne que les réformes initiées par Honecker dans les années 1970, qui a lui aussi souligné la situation écologique préoccupante du pays et a pris quelques mesures que nous avons eu l'occasion de mentionner un peu plus tôt. Toutefois, comme nous l'avons évoqué, l'État s'est rapidement désengagé, et a surtout fait le choix de ne plus communiquer officiellement sur la dégradation de la situation. Progressivement, les groupes écologistes ont été réduits au silence et les actions publiques ont constitué un problème pour les autorités. C'est là la deuxième explication que l'on peut donner concernant la politisation du mouvement écologiste.

Comme cela a été rapporté dans les *Streiflichter*, les différentes tentatives de répression ou au moins de limitation des actions des groupes écologistes, en particulier du *AG Umweltschutz* ont conduit le groupe à se rapprocher des groupes de bases et des mouvements pacifistes et des droits de l'homme, qui sont quant à eux déjà bien structurés. Ainsi, à partir de 1987, le *AG Umweltschutz* participe de manière régulière à des rencontres régionales et nationales avec d'autres groupes, les *Grüne Tische*[764]. En plus de la structuration d'un réseau écologiste, le groupe lipsien souhaite intensifier l'exposition de ses activités et de la mobilisation écologiste. Dans la mesure où le groupe émane de l'aumônerie de jeunesse, les

[763] Ivanoff GUENNADY, « La situation écologique en Union soviétique aujourd'hui », dans: *Revue Russe* n°1, 1991. « La société Soviétique d'Aujourd'hui ». Actes du colloque d'Aix-en-Provence, 1er et 2 décembre 1990. p. 63-73.
[764] « Bericht – Neues vom grünen Tisch », dans : *Streiflichter*, Nr. 39, RHG/PS 103/01, *Op. Cit.*, mai 1987, p.1.

connexions sont nombreuses avec les représentants des institutions religieuses de Leipzig. Alors, sous le toit de l'Église Saint-Nicolas (*Nikolaikirche*), le groupe organise des réunions et des expositions, jusqu'à créer une bibliothèque de l'environnement en 1988. À partir de là, le mouvement écologiste dispose d'un espace de travail et de développement à Leipzig. C'est alors la matérialisation concrète de la politisation du mouvement, et cela se fait une nouvelle fois à travers la création d'un espace alternatif, un espace qui offre une sorte de protection face à la répression de l'État, et qui offre surtout un espace de construction d'une mobilisation politique.

À partir de 1988 donc, Leipzig devient la capitale de la mobilisation écologiste en RDA, et prend ainsi la place de Wittenberg. Pour preuve, pour la première fois, en juin 1988, la rencontre annuelle des groupes écologistes n'a pas lieu à Wittenberg mais à Leipzig[765]. Le samizdat *Streiflichter* est le témoin de ce changement. Non seulement il a permis de diffuser largement l'information quant à l'organisation de cette rencontre à Leipzig[766], mais il porte aussi des traces de cette nouvelle dynamique dans son contenu et dans sa forme. En effet, à partir de 1988, les numéros de la revue deviennent plus denses. Avant cela, ils sont assez, courts, entre 2 et 4 pages. Mais à partir de 1988, ils comprennent entre 10 et 18 pages, avec même un pic à 27 pages pour le numéro de novembre de la même année. Ils sont désormais alimentés par des textes plus longs, revendicatifs et politiques. Il ne s'agit plus seulement d'informer pour pallier au silence de l'État, il est question de politiser le débat et de porter davantage de revendications, en en reprenant aussi certaines aux autres mouvements politiques. Ainsi, on y trouve des textes critiques comme les 20 thèses de Friedrich Schorlemmer pour changer la société[767] et leur recension par Barbara Kister dans le numéro suivant[768], des comptes rendus d'enquêtes de terrain pour constater les dégâts de la pollution[769], ou encore des lettres ouvertes ou des déclarations rédigées par d'autres groupes de RDA ou de pays du Pacte de Varsovie[770]. Enfin, et il s'agit peut-être du changement le plus significatif, le groupe d'édition ne se limite plus à des textes portant sur l'écologie. Les derniers numéros de l'année 1988 et ceux de 1989 comportent également des textes revendicatifs en faveur de la création d'un service civique

[765] Thomas HÖPEL, *Opposition Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.*, p. 193.
[766] « Termine », *Streiflichter*, Nr. 44, RHG/PS 103/16, *Op. Cit.*, mai 1988, p. 12.
[767] « Thesen zur gesellschaftlichen Erneuerung », *Streiflichter*, Nr. 46, RHG/PS 103/03, *Op. Cit.*, 23 août 1988, p. 7-9.
[768] « Meinung: Barbara Kister zu: 20 Thesen von Friedrich Schorlemmer », *Streiflichter*, Nr. 47, RHG/PS 103/04, *Op. Cit.*, 20 septembre 1988, p. 14.
[769] « Erfahrungsbericht aus Rumänien: Atommüll im Donaudelta! », *Streiflichter*, Nr. 48, RHG/PS 103/05, *Op. Cit.*, 26 octobre 1988, p. 2.
[770] « Aufruf der Basisgruppe Karl-Marx-Stadt, Brasilien-Arbeitskreis gegen die Abholzung des Amazonasurwaldes, 3.9.1988 », *Ibid.* , p. 8.

pacifiste, ou encore pour la défense des libertés fondamentales, notamment de la liberté de la presse. On peut donc dire que *Streiflichter* porte les traces de la politisation du groupe *AG Umweltschutz* et du réseau écologiste grâce à sa proximité avec les mouvements pacifistes et de défense des droits de l'homme.

Le samizdat *Streiflichter* peut être considéré comme la plaque tournante de l'autoédition issue du mouvement écologiste de RDA. Il a été un outil d'information efficace lorsqu'il a fallu compenser la désinformation des médias officiels, puis un support de communication pour structurer le réseau écologiste et enfin, il est une plate-forme de débat et de diffusion des idées à la fin des années 1980. À lui seul, le nombre important de publications issues de ce samizdat témoigne déjà de son importance dans le paysage de l'autoédition est-allemande, mais au-delà des données chiffrées, il est aussi le témoin de la politisation de l'opposition et de la volonté du groupe *AG Umweltschutz* de représenter, à l'image de quelques groupes berlinois sur d'autres thématiques, l'élément moteur de la mobilisation écologiste en RDA. Avec son autre samizdat *Kontakte*, qui informe sur les activités des groupes de la région quel que soit leur objet de mobilisation, on peut même aller jusqu'à dire que son rôle de groupe moteur va au-delà du mouvement écologiste. Il a donc vu le jour grâce à l'influence du *KFHW*, et a fini par prendre une ampleur encore plus importante, au-delà de l'écologie, et au-delà des cadres permis par les institutions religieuses.

À propos des marges de manœuvres laissées par l'Église, il convient de préciser qu'elles ne sont pas totales pour le groupe et les initiatives qu'il mène. En effet, chaque publication est relue par l'Intendant supérieur, ce qui implique donc une certaine forme de contrôle des textes publiés. Celui-ci laisse donc visiblement quelques marges de manœuvre puisqu'il laisse la revue se politiser, mais il n'y a tout de même pas de liberté totale dans l'écriture et dans l'action. C'est justement ce qui va constituer une nouvelle étape dans la politisation des opposants écologistes de la région de Leipzig. Pour s'affranchir de ce contrôle interne, bien qu'il soit *a priori* assez léger, certains membres des groupes de Leipzig et de Wittenberg font le choix de créer leurs propres groupes afin de mener des actions plus radicales. Ils organisent des manifestations interdites par les autorités et des actions de sensibilisation dans les rues de Leipzig à l'occasion desquelles ils invitent les représentants de l'État et la presse[771].

Cette fois, la situation est plus problématique pour la *Stasi*, car les Églises ne se portent plus garantes des actions de ces nouveaux groupes. Toutefois, comme pour la *Umwelt-Bibliothek* et les groupes berlinois, la police choisit de ne pas intervenir et laisse les actions se

[771] Thomas HÖPEL, *Opposition Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.*, p. 196.

dérouler. Pour l'opposition lipsienne, c'est donc un nouveau signe de l'impuissance de l'État qui laisse de l'espoir quant au succès de leur mobilisation. Mais comme nous l'avons observé quelques années auparavant à Berlin-Est, les conflits avec les autorités religieuses ne tardent pas à arriver maintenant que celles-ci ont perdu le contrôle sur l'opposition et sont sous pression de la police politique. La différence avec Berlin-Est est cependant importante et réside dans le fait que les Églises sont parvenues à ouvrir des marges de négociation avec les groupes de base, de sorte à les faire revenir dans les espaces aménagés et négociés avec les Églises. L'objectif est donc de ne pas laisser une fracture entre opposition politique et Églises installer des pratiques plus radicales, clandestines ou hostiles aux institutions religieuses. Ainsi, l'activité politique est consentie par les autorités religieuses locales et celles-ci peuvent démontrer à l'État qu'elles sont des maillons incontournables dans la chaine de négociation entre l'État et son opposition. Il s'agit là d'un tour de force qui a permis de réduire la défiance de l'État envers les Églises tout en permettant à l'opposition de continuer son action en restant relativement cachée. Cela pose en quelque sorte les conditions favorables au fait que la révolution pacifiste ait commencé à Leipzig, dans une église, et non ailleurs.

Malgré cette entente relative, les conflits ont tout de même continué à exister épisodiquement, notamment avec les plus hauts représentants des Églises protestantes. À l'échelle plus locale, quelques pasteurs sont quant à eux parvenus à maintenir le dialogue et à permettre des actions correspondant relativement à ce que les autorités ecclésiastiques étaient en mesure d'accepter. Pour autant, lorsque certains événements n'ont pas été organisés avec les Églises, l'État a procédé à de nombreuses arrestations afin de limiter la présence d'éléments jugés perturbateurs, à savoir principalement les activistes. Parmi ces événements, le pèlerinage de la Pleiße en 1989[772] qui a attiré plus de 700 militants, a même fini par dégénérer et s'est terminé par des affrontements avec la police[773]. L'objectif des autorités de police semble donc clair : il faut empêcher l'opposition de se radicaliser vers des pratiques clandestines et donc garder l'opposition sous une forme de tutelle des Églises. Tout ce qui sort de ce cadre est réprimé pour limité la prise de confiance observée à Berlin-Est.

Les différentes étapes de la politisation des groupes écologistes de la région de Leipzig sont importantes pour permettre de comprendre ce qui a fait de Leipzig un lieu si important de l'opposition, notamment lors de la révolution pacifiste, alors que le réseau politique est certainement moins important qu'il ne peut l'être à Berlin-Est. Pourtant, grâce à la politisation progressive du groupe *AG Umweltschutz* et grâce aux nombreuses connexions existantes avec

[772] *Die Pleiße*, RHG/Uh 003/02, *Op. Cit.*, 4 juin 1989.
[773] Thomas HÖPEL, *Opposition Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.*, p. 198-199.

le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg, l'opposition de cette région a pu se structurer et se développer autour du combat pour l'écologie et la protection de l'environnement. Là encore, les Églises ont joué un rôle important, y compris dans la politisation de l'opposition, ce qui diffère quelque peu de la situation berlinoise où celle-ci s'était justement opérée en rupture avec les institutions religieuses.

B. Halle/Saale : même situation écologique, mêmes conséquences ?

Sur le plan administratif, la ville de Halle/Saale se situe dans la même circonscription que Wittenberg, Les deux villes se trouvent aujourd'hui dans le même Land, en Saxe-Anhalt. Leipzig ne se trouve pas dans cette circonscription, ni non plus dans le même Land après la Réunification. Toutefois, bien que leurs rattachements administratifs soient différents, les villes de Halle/Saale et de Leipzig sont proches l'une de l'autre, n'étant séparées que par une quarantaine de kilomètres. Elles sont notamment séparées par les plaines alluviales de l'embouchure de l'Elster blanche et de la Luppe dans la Saale. Il s'agit d'une réserve naturelle qui abrite notamment une zone de préservation de l'eau potable pour la ville de Halle/Saale. Elle partage en outre l'Elster Blanche, une rivière qui prend sa source en Tchéquie, traverse notamment les deux villes qui nous intéressent ici avant de se jeter dans la Saale.

Au vu de ces espaces naturels communs, il apparaît que la situation écologique décrite précédemment pour la région de Leipzig est partagée par la ville de Halle/Saale. La problématique de pollution des eaux, et notamment de la Saale, déversoir de tous les cours d'eaux déjà polluées par les zones industrielles situées en amont et la pollution de l'air en raison de la forte concentration des usines dans la région concerne donc tout autant Halle/Saale que Leipzig. On partage donc à la fois les mauvaises odeurs dégagées par les cours d'eaux et les nuages toxiques qui ne sont pas sans conséquence sur la santé des habitants.

Comme à Leipzig et à Wittenberg, la défense de l'environnement a été un sujet important de la mobilisation politique, notamment pour dénoncer l'inaction de l'État et ses conséquences. Pourtant, la situation pourrait être considérée comme étant plus favorable qu'à Leipzig, ne serait-ce qu'en considérant le fait que les investissements de l'État ont été bien plus importants à Halle/Saale que partout ailleurs en RDA. Pour ce qui est de la pollution de l'air par exemple, nous avons mentionné des investissements à hauteur de 26,3 millions de DDR-Mark dans le district de Leipzig au début des années 1980. Sur la même période, ils s'élèvent à

196,1 millions de DDR-Mark dans le district de Halle/Saale[774]. Aucune ville n'a bénéficié d'autant d'argent pour ce qui est de la politique environnementale. Compte tenu de cet élément, on peut donc se dire que l'urgence y est en conséquence moins importante qu'à Leipzig et que cela pourrait se ressentir à travers une activité plus restreinte des groupes écologistes à Halle/Saale.

En attendant de le vérifier à travers le prisme des samizdats, on peut au moins affirmer qu'il a fallu attendre la fin des années 1980 pour voir des groupes se structurer et mener des actions visibles. Il n'y a pas non plus de groupe moteur qui a donné de la visibilité aux activités oppositionnelles halloises, au contraire des villes que nous avons étudiées jusqu'ici. Pourtant, Halle/Saale compte parmi les villes dans lesquelles l'activité politique a été importante depuis la fondation de l'État de RDA. Mais dans la plupart des cas, les actions militantes recensées sont menées par des opposants isolés ou bien par des groupes de personnes qui agissent au sein de groupes peu structurés. Malgré cet apparent maque de structuration de son opposition, Halle/Saale a été un lieu important de mobilisation politique dans les années 1950, jusqu'au printemps de Prague en 1968.

Dans un premier temps, l'opposition politique ne se concentre pas particulièrement sur la situation de la RDA, mais plutôt sur les mouvements politiques qui agitent l'Union soviétique et ses pays satellites. En effet, on trouve dans cette ville de nombreux opposants qui se sont beaucoup intéressés à ce qu'il se passait dans les autres pays du Pacte de Varsovie et qui se sont engagés en faveur de la défense des libertés individuelles. C'est par exemple le cas de Bernd Eisenberg, l'un des personnages les plus influents de l'opposition halloise. Pour avoir soutenu la révolte tchécoslovaque et avoir diffusé des tracts pour informer sur la situation à Prague, il est arrêté le 20 septembre 1968 et est condamné quelques mois plus tard à deux ans et demi de détention[775].

D'autres actions de distribution de tracts de grande ampleur ont aussi été organisées à Halle/Saale, cette fois après la déchéance de nationalité de Wolf Biermann en 1976. Chaque nuit du mois de novembre 1976, des tracts en soutien à Wolf Biermann ont été déposés dans des boîtes aux lettres des habitants de la ville. Ils sont aussi déposés un peu partout dans les rues[776]. Au mois de décembre, près de 1000 tracts sont distribués. Certains sont même livrés à

[774] Thomas HÖPEL, *Opposition Dissidenz und Resistenz in Leipzig*, *Op. Cit.* p. 169.

[775] « Bernd Eisenfelds Protest gegen die Niederschlagung des Prager Frühlings » : www.jugendopposition.de/145364, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft, [dernière modification en décembre 2019, consulté le 24/04/2023].

[776] « Flugblätter und Unterschriften gegen Biermanns Ausbürgerung in Halle » : www.jugendopposition.de/145370, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft, [dernière modification en décembre 2019, consulté le 24/04/2023].

la *Stasi* par des citoyens fidèles au régime. Toutefois, malgré un nombre très importants d'interrogatoires (plus de 10 000), les auteurs de cette campagne n'ont jamais été identifiés.

Ces deux actions politiques montrent que, bien qu'il ne semble pas y avoir de groupe d'opposition moteur des initiatives politiques, des campagnes importantes ont été menées, et que celles-ci ont souvent été diffusées par l'intermédiaire de supports écrits, en l'occurrence les tracts. Même si on ne trouver des samizdats politiques que tardivement dans cette ville – à partir de 1987 - la production de textes clandestins est donc ancrée dans une pratique politique bien installée depuis les années 1950.

Par ailleurs, l'arrivée plus tardive des samizdats politiques à Halle/Saale que dans les autres villes que nous avons étudiées jusqu'ici est une indication importante car cela aurait pu intervenir bien plus tôt. Une première initiative avait en effet vu le jour en 1972, avec deux numéros des *INKOTA-Briefe* en février et décembre, après un premier numéro édité à Leipzig. Cela démontre donc que Halle/Saale fait partie des villes dans lesquelles les premiers samizdats politiques sont parus. Cependant, une fois que le groupe de rédaction *INKOTA* s'est déplacé vers Berlin-Est, plus aucune revue n'a été éditée à Halle/Saale jusqu'en 1987. Pourtant, l'activité politique a bien continué d'exister, elle ne s'est simplement pas traduite par une activité auto-éditoriale.

Cela signifie en outre que contrairement à ce nous observerons dans de nombreuses autres villes, aucune paroisse ne s'est emparée de cet outil d'expression ni ne s'est rangée du côté de l'opposition politique pour lui permettre de mener de telles actions. Nous ne pouvons donc qu'émettre des hypothèses qui pourraient expliquer cela, et celle qui se dégage outre celle qui consiste à dire que l'opposition halloise n'a pas réussi le même effort de structuration qu'ailleurs, est que la forte activité politique de Leipzig a certainement concentré toutes les initiatives auto-éditoriales. Ainsi, lorsqu'un opposant hallois a souhaité s'investir dans la confection de samizdats politiques, il a probablement préféré se rendre à Leipzig, là où les moyens techniques et humains étaient certainement meilleurs qu'à Halle/Saale. Mais cela ne peut à ce stade que rester une hypothèse, en attendant de mener des études plus approfondies sur les auteurs des samizdats qui nous permettraient de déterminer si des habitants de Halle/Saale ont aussi été actifs à Leipzig.

La proximité avec Leipzig a aussi un effet positif sur la diffusion du samizdat à Halle/Saale, mais principalement à la fin de la période étudiée. En effet, le développement tardif du samizdat à Halle/Saale semble nous indiquer que l'influence du réseau d'opposition a joué un rôle important pour cela. La deuxième moitié des années 1980 est un moment où les rencontres régionales et nationales entre les groupes d'opposition se multiplient. C'est aussi

une période qui voit les Églises organiser elles aussi des rencontres nationales au cours desquelles des sujets politiques sont abordés. Avec la combinaison des deux types d'initiatives, on voir naître de plus de plus de groupes d'édition thématiques issus des Églises ou des groupes de base. C'est ce que nous avons observé à Berlin-Est, et c'est ce que nous observons également, mais plus tardivement, à Halle/Saale, notamment pour le mouvement écologiste.

Comme l'affirment Matthias Waschitschka et Christoph Kuhn, deux anciens membres du groupe de travail sur l'écologie (*Ökologische Arbeitsgruppe – ÖAG*) à Halle/Saale, au cours d'un entretien mené par des étudiants de l'université Martin-Luther de Halle-Wittenberg[777], le mouvement écologiste a mis du temps à se structurer à Halle/Saale, car il n'a pas été facile d'obtenir la protection des institutions religieuses. Il a pour cela fallu changer à plusieurs reprises de paroisse, ce qui a fragilisé la continuité des actions et la pérennité de leur groupe.

Deux facteurs ont alors permis de structurer le mouvement et de donner de l'ampleur aux actions de l'*ÖAG*. Le premier fait une nouvelle fois référence à l'importance du réseau puisque la montée en puissance de l'opposition halloise s'est opérée après qu'elle a participé à des rassemblements nationaux de l'opposition et des groupes de base. En 1988, une réunion de ce type est organisée à Berlin-Est et permet aux groupes écologistes de se rencontrer et d'échanger sur leurs pratiques militantes. C'est à cette occasion qu'apparaît le besoin d'informer, de fournir des données précises sur la situation environnementale pour documenter les revendications écologistes, comme étant une cause commune de mobilisation. Dans différentes villes de RDA, des samizdats circulent et permettent justement de diffuser de l'information. La démarche auto-éditoriale apparaît en outre comme une forme de journalisme alternatif, et l'exemple des groupes berlinois démontre qu'il peut aussi s'agir d'un journalisme de terrain, d'investigation, qui produit lui-même des données pour les commenter et en faire des armes politiques.

Puisque l'enjeu de documenter la mobilisation autour de l'écologie est central, il convient donc de trouver des espaces alternatifs dédiés à cette fin. C'est là le deuxième facteur favorisant la structuration de l'opposition politique halloise. En effet, même si les Églises jouent, de manière inégale en fonction des paroisses, un rôle important depuis plusieurs années déjà pour protéger les opposants hallois de la répression de la *Stasi*, il est temps pour

[777] « Projekt Grüne Generationen », Entretien avec Matthias Waschitschka et Christoph Kuhn, mené par les étudiants du *Masterstudiengang MultiMedia & Autorschaft*, Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg, Institut für Musik, Medien- und Sprechwissenschaften : https://gruene-generationen.medienkomm.uni-halle.de/ [consulté le 18/06/2023] et https://www.mdr.de/nachrichten/sachsen-anhalt/halle/halle/interview-waschitschka-umwelt-aktivismus-ddr-100.html [dernière modification le 24/01/2023, consulté le 18/06/2023].

l'opposition de s'emparer de nouveaux lieux alternatifs dans lesquels on peut travailler sur les actions militantes, mais aussi dans lequel on peut rassembler de la documentation. Sur ce point, il ne fait pas de doute que les échanges entre les groupes d'opposition de toute la RDA ont joué un rôle important. Sur le modèle de l'opposition berlinoise, l'opposition cherche à conquérir toujours plus de marge de manœuvre et d'expression libre, ce qui se traduit dans de nombreuses villes par la création de ces lieux alternatifs.

Et justement, sur le modèle berlinois, une bibliothèque de l'environnement voit le jour au sein de la *Georgengemeinde* de Halle/Saale, entre autres à l'initiative de Matthias Waschitschka. Elle s'inspire de la *Umwelt-Bibliothek* berlinoise et se donne lui aussi pour objectif d'entrer dans une démarche qui consiste à pouvoir informer le plus grand nombre. C'est dans ces locaux que la majeure partie des samizdats politiques édités à Halle/Saale ont été conçus et reproduits. Parmi eux, *Blattwerk* et *Das Andere Blatt* ont été deux revues influentes qui ont cherché à se professionnaliser jusqu'à demander officiellement, en vain, une licence de publication à la Réunification. L'influence de l'*ÖAG* et de ses samizdats a en outre été renforcée par les liens existants avec le parie *Die Grünen* en RFA, qui, comme il l'a fait avec d'autres groupes écologistes de RDA, a fourni du matériel permettant d'éditer leurs textes et de les diffuser.

À travers ces éléments, on peut constater que l'opposition s'est structurée plus tard à Halle/Saale que dans les autres villes de la région que nous avons étudiées. En conséquence, le samizdat politique est lui aussi arrivé plus tard et semble s'être installé suite à l'implication de l'opposition halloise dans le réseau politique, ce qui lui a permis de constater que le samizdat pouvait être un outil efficace dans la démarche d'information dans un contexte de limitation de l'accès à l'information par les médias officiels.

Maintenant que nous avons pu nous intéresser aux dynamiques politiques, il convient à présent de s'intéresser à leurs effets sur la production des samizdats politiques, pour constater ce qui les caractérise dans les différentes villes de la région et ainsi voir si celles-ci se traduisent aussi dans la dynamique éditoriale. Il s'agira notamment de voir si l'activité auto-éditoriale a suivi la même trajectoire dans les trois villes étudiées et de constater si le contexte politique que nous avons décrit a des conséquences communes sur les publications des différentes villes.

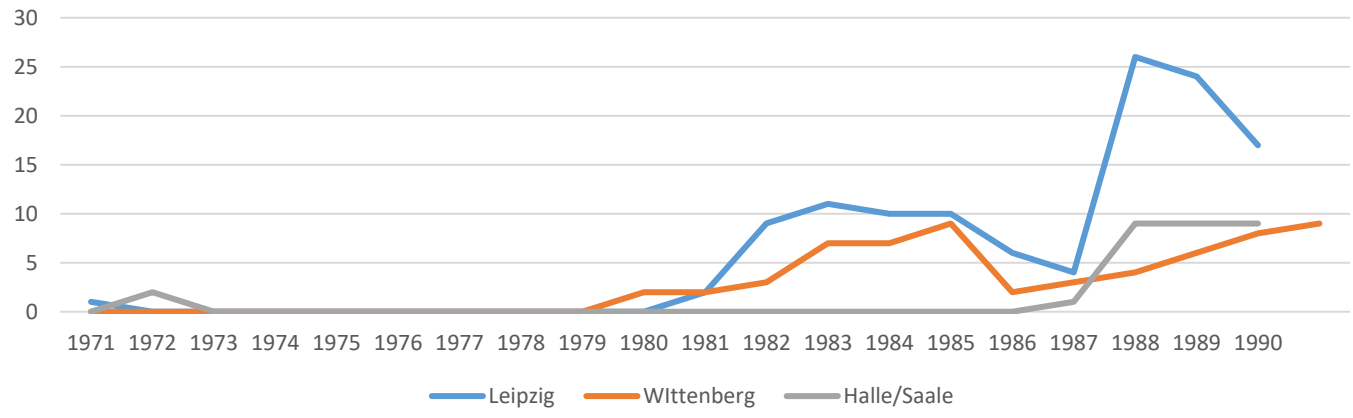
C. Les samizdats politiques à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale : mêmes trajectoires ?

1. Développement de l'autoédition à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale

Comme nous avons pu le démontrer au cours du développement précédent, les oppositions politiques à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale se sont développées autour d'un contexte commun marqué par une situation écologique particulièrement problématique. Les opposants et les groupes d'opposition se sont ainsi rassemblés autour de cette même cause, partageant les mêmes désagréments liés à la pollution des espaces naturels et des villes. Si l'activité politique n'a jamais cessé d'exister dans la région comme ailleurs en RDA, on sait toutefois que le samizdat politique n'a commencé à être utilisé comme un outil politique qu'à partir du début des années 1970. Nous chercherons alors à déterminer s'il existe une corrélation entre le développement du mouvement écologiste, mouvement politique majeur de la région, et celui du samizdat politique. Surtout, il s'agit de déterminer si l'activité de chacune de ces trois villes a eu une influence sur celle des deux autres. Les éléments que nous avons déjà pu dégager semblent nous indiquer que c'est bien le cas, il convient maintenant de confronter ce constat aux données extraites de notre recensement des publications.

La figure suivante montre les courbes de l'évoloution du nombre de publications à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale sur toute la période étudiée :

Figure n°42 : Distribution du nombre de publications à Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale (1971-1990)



778

[778] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°42, p. 626-627.

Comme on le constate à la lecture de ce graphique, Leipzig et Halle/Saale sont concernées par des publications au tout début de la période. Il s'agit dans les deux cas du même samizdat, *INKOTA-Briefe*, dont un numéro est paru à Leipzig en octobre 1971, puis deux à Halle/Saale en février et en juin 1972. Les numéros suivants sont ensuite tous parus à Berlin-Est. Comme on pouvait s'y attendre les premières publications sont donc le fruit du réseau des Églises protestantes. À ce moment-là en revanche, les paroisses de la région ne semblent pas encore vouloir s'investir durablement dans des activités politiques : à Leipzig, la prochaine publication intervient en 1981, et encore plus tard à Halle/Saale, en 1987.

Le début des années 1980 marque l'installation du samizdat politique comme un outil politique dans la région, avec les premiers numéros des *Briefe* du *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg. L'influence de ce dernier se ressent ici dans ces données, dans la mesure où le samizdat ne tarde pas à s'installer aussi durablement à Leipzig, à partir de 1981, avec le samizdat *Streiflichter*, qui comme nous l'avons vu, fait partie des activités du *AG Umweltschutz* dont les membres sont aussi impliqués dans le *KFHW*.

On remarque que l'augmentation du nombre de publications est assez régulière à Wittenberg jusqu'en 1985. À Leipzig, l'augmentation est plus importante au cours des premières années de la décennie puis stagne plus rapidement. Si on compare les deux courbes, on a l'impression que l'évolution de l'activité auto-éditoriale dans les deux villes se fait quasiment au même rythme – bien qu'il y en ait toujours un peu plus à Leipzig, probablement du fait du nombre plus important de groupes et de paroisses mobilisées aux côtés de l'opposition – amorçant une baisse du nombre de publications en même temps, entre 1985 et 1986.

Dans ces deux villes, les oppositions parviennent à maintenir un nombre assez important de publications, notamment grâce à la parution de samizdats périodiques. Cela témoigne de moyens importants, tant sur le plan humain que sur le plan matériel, rendu possible par l'implication des paroisses locales. À Wittenberg, les *Briefe* sont éditées de 1980 à 1990, *Anstösse* de 1982 et 1985. À Leipzig, les *Streiflichter* paraissent de 1981 à 1989, *Kontakte* de 1984 à 1989. Si nous avons pu constater l'instabilité des publications du fait de la répression et du manque de moyens dans la plupart des villes de RDA, on constate que dans ces deux villes, la bonne entente entre les opposants et les paroisses, et même l'implication directe de certaines paroisses dans les activités oppositionnelles permet à des samizdats politiques de s'installer dans la durée. C'est aussi ce qui explique la régularité des publications au cours de la première moitié des années 1980 dans ces deux villes, chose que nous n'avons pu observer qu'à Berlin-Est.

En revanche, la baisse observée du nombre de publications entre 1985 et 1986 ne semble pas se justifier par un élément du contexte politique. Cette période correspond à un moment où, comme Thomas Höpel l'a détaillé, le nombre de groupes, notamment écologistes, augmente de manière importante, tout comme le nombre d'actions politiques publiques. L'hypothèse que nous pourrions formuler consiste à dire que le contexte berlinois n'est peut-être pas étranger à cela. En effet, cela correspond à une période de tensions importantes entre l'opposition et les institutions religieuses à Berlin-Est. C'est un moment où l'opposition est en train de se structurer, et peut-être aussi de se transformer pour prendre son autonomie. Les autorités ecclésiastiques subissent alors une pression importante de la part de l'État et doivent davantage contrôler les activités menées dans leurs locaux. On peut donc se dire que cela a des répercussions dans plusieurs villes de RDA, et donc également à Leipzig et Wittenberg.

Le nombre de publications repart subitement à la hausse à partir de 1987, en particulier à Leipzig et à Halle/Saale, où l'activité auto-éditoriale reprend et augmente aussitôt de façon significative. Comme nous l'avons vu, les années 1987 et 1988 marquent un tournant important pour l'opposition, dans cette région comme ailleurs. La création de divers espaces alternatifs partout sur le territoire permet d'intensifier les rencontres entre opposants et tous les échanges de textes et d'idées qui vont avec. Cela donne aussi la possibilité de structurer le réseau en organisant des rencontres régionales et nationales dans ces lieux ou bien dans les paroisses qui font le choix de continuer à soutenir l'opposition malgré la réticence des autorités religieuses. Le samizdat se trouve au cœur de ces échanges et de ces rencontres. Ces supports permettent de rendre compte des discussions et même de poursuivre les débats en dehors de ces temps collectifs, tout en continuant à informer sur les activités des groupes du réseau. Le fait que l'augmentation du nombre de revues soit plus nette à Leipzig s'explique donc essentiellement par la densité du réseau de l'opposition qui se politise davantage que dans les autres villes de la région. Les conséquences sont alors les mêmes qu'à Berlin-Est, où la politisation des groupes d'édition grâce à la multiplication des espaces alternatifs a entrainé une augmentation significative du nombre de samizdats édités et diffusés au sein du réseau.

Alors, en même temps que le réseau de l'opposition se rencontre et se structure, le samizdat joue le rôle de liant. Plus les groupes se rencontrent et sont actifs, plus il y a de choses à dire dans les samizdats et plus ces derniers se diffusent à travers le pays. La diffusion des samizdats prouve ainsi leur efficacité et donne des idées à d'autres groupes qui se lancent à leur tour dans l'autoédition. Ainsi, on peut dire qu'à Halle/Saale, où le samizdat arrive tardivement, c'est l'élargissement du réseau d'opposition qui a encouragé l'opposition halloise à s'intéresser

à l'autoédition, aussi bien pour répondre à la volonté d'informer que pour faire partie d'un réseau qui utilise le samizdat comme un moyen de communication.

Le nombre de publications repart également à la hausse à partir de 1987 à Wittenberg, mais de façon plus lente que dans les deux autres villes. On peut alors se dire que le lieu principal de l'activité politique de la région est Leipzig, et que comme plusieurs opposants qui ont été actifs aussi bien à Wittenberg qu'à Leipzig, un certain nombre a préféré être actif à Leipzig au cours de la deuxième moitié des années 1980, là où l'émulation politique est plus importante et où on sent qu'un vrai mouvement politique d'ampleur est en capacité de se développer.

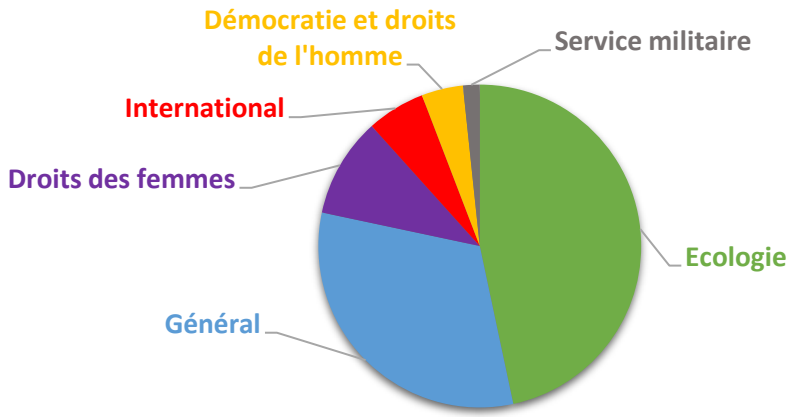
Au vu des courbes extraites de notre base de données, on peut donc affirmer que l'évolution du nombre de publications autoéditées est conforme à la dynamique politique que nous avons observée dans chacune des trois villes étudiées. Il apparaît que le mouvement écologiste a une importance particulière dans le développement du samizdat politique dans la région puisque que la corrélation semble évidente entre sa montée en puissance et celle du nombre de publications au cours des années 1980. Cependant, comme l'étude thématique nous permettra de le constater, les publications de la région ne se résument pas à celles qui portent sur l'écologie. D'autres mouvements et d'autres types de groupes, notamment des groupes paroissiaux, se sont également exprimés par l'intermédiaire du samizdat politique.

2. Des centres d'intérêt communs

a) Les thématiques dans les samizdats de Leipzig

Comme nous l'avons détaillé précédemment, l'opposition politique à Leipzig s'articule essentiellement autour des Églises protestantes et des institutions religieuses qui offrent un toit aux activités politiques et également des moyens pour lui permettre de sortir des locaux paroissiaux et se faire connaitre en dehors. Contrairement à ce que nous avons observé à Berlin-Est, l'activité politique à Leipzig ne se fait quasiment jamais en dehors de la coopération entre opposition politique et Églises. Cela comprend également l'activité auto-éditoriale, ce qui explique l'absence, à première vue, des publications samizdats clandestines dans cette ville. Alors, compte tenu des éléments que nous avons exposés en décrivant les paroisses engagées aux côtés de l'opposition et leur organisation en groupes de travail thématiques par exemple, il est attendu que nous trouvions une forme de cohérence dans la distribution thématique. La figure suivante présentant la distribution thématique des publications dans la ville de Leipzig sur l'ensemble de la période permet de vérifier cela :

Figure n°43 : Distribution thématique des publications à Leipzig (1971-1990)



779

Si nous nous en tenons à un regard global sur les données présentées, on constate que la configuration est différente de celle de Berlin-Est et que les spécificités de l'opposition lipsienne se retrouvent dans cette figure. En effet, contrairement à la capitale est-allemande dans laquelle le travail d'information généraliste a constitué un enjeu majeur, notamment à l'initiative des groupes autonomes et semi-autonomes, afin de jouer un rôle de de contre-pouvoir médiatique, on constate qu'à Leipzig, les publications sont plus thématiques que généralistes. Comme les données recensées permettent de le confirmer, c'est bien la situation écologique de la région qui a été le moteur principal des publications samizdats à Leipzig. Cela se traduit ici par la présence de 59 publications consacrées à l'écologie, sur les 123 recensées au total. Cette thématique occupe donc à elle seule près de la moitié de l'activité auto-éditoriale de l'opposition lipsienne. Elles proviennent, pour une grande partie d'entre elles, du groupe *AG Umweltschutz*, groupe issu de l'aumônerie de jeunesse, et de son samizdat *Streiflichter*. On note également la présence du samizdat d'un seul volume *Umweltschutz im Haushalt*[780]. Le seul samizdat sur l'écologie n'ayant pas été édité par l'aumônerie de jeunesse ou l'un de ses groupes arrive à la fin de la période, en 1989, et s'intitule *Die Pleiße*, une initiative d'un autre groupe paroissial, le *Christlicher Arbeitskreis Weltumwelttag Leipzig*.

L'aumônerie de jeunesse est également la principale contributrice des publications généralistes, qui représentent la deuxième thématique la plus importante à Leipzig, avec 38 publications recensées. 25 d'entre elles proviennent de leur samizdat *Kontakte*. Le statut de revue généraliste est toutefois à nuancer car dans ce cas précis, nous avons choisi de classer le

[779] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°43, p. 627.
[780] *Umweltschutz im Haushalt - Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen*, RHG/PS 109, *Op. Cit.*

samizdat dans la catégorie des publications généralistes car trois thématiques occupent, à parts égales selon la volonté décrites dans l'éditorial par le groupe d'édition, le contenu des publications. Il est donc important de signaler que le samizdat porte aussi bien sur la paix, que sur l'écologie et l'actualité internationale (ici des pays du tiers monde), et donc que la présence de revues généralistes à proprement parler est à nuancer.

En revanche, leur présence est bien effective, mais plutôt à travers les publications du groupe *Solidarische Kirche,* qui édite un samizdat portant le même nom. Dans ce cas précis, le groupe est une antenne de l'initiative qui a vu le jour à Berlin-Est et que nous avons décrite précédemment. Ce modèle de samizdat se rapproche donc davantage de ce que nous avons observé à Berlin-Est, à la fois dans la forme du groupe, qui œuvre dans une forme d'opposition avec les autorités religieuses, que dans le type de revue qu'il édite, à savoir avec la volonté d'informer sur l'actualité du réseau politique et paroissial, et donc en ne se concentrant pas sur une seule thématique centrale. On peut y voir ici une influence directe de l'opposition berlinoise qui est parvenue à exporter son mode de fonctionnement dans d'autres villes. Mais cela arrive tardivement, en 1988 à Leipzig au vu de la date de parution du premier numéro de *Solidarische Kirche*, à un moment où l'opposition se politise et ne dépend plus exclusivement des Églises. Cette dynamique peut aussi être observée dans d'autres villes de RDA, notamment dans les petites et moyennes, démontrant ainsi que la dynamique du réseau part de Berlin-Est et parvient à s'étendre sur le territoire de RDA, principalement sous la forme de revues généralistes éditées par des groupes semi-autonomes.

La troisième thématique la plus importante n'entre pas dans les mouvements politiques que nous avons décrits au moment de détailler le contexte politique de Leipzig. Si nous nous sommes principalement concentrés sur le mouvement écologiste et sur le rôle des Églises protestantes dans les mouvements politiques, il convient de mentionner également l'engagement important en faveur des droits des femmes dans cette ville. Depuis la fin du XIXème siècle, un réseau féministe existe à Leipzig. On considère par ailleurs, que l'*ADF* (*Allgemeiner Deutscher Frauenverein*), fondée en 1965, et la première association de femmes créée sur le sol allemand. Elle a contribué, entre autres, à la lutte en faveur de l'égalité sur le marché du travail et de l'accès des femmes aux études supérieures[781]. Il existe donc depuis longtemps une conscience politique féministe qui a continué à se développer au cours du XXème siècle.

[781] Susanne SCHÖTZ, « Leipzig und die erste deutsche Frauenbewegung », dans : Detlef DÖRING, *Leipzigs Bedeutung für die Geschichte Sachsens,* Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2014, p. 157-180.

Avec la réforme initiée au sein des Églises par la *Solidarische Kirche*, la question de la place des femmes dans la gouvernance des institutions religieuses a été l'un des éléments centraux ayant guidé les débats internes. Ce mouvement a aussi encouragé des femmes à s'engager plus ouvertement en politique, et cela s'est matérialisé par la création de groupes de femmes au sein des paroisses des Églises protestantes. Ces initiatives se sont notamment traduites par la mise en circulation de plusieurs samizdats politiques édités par des femmes. Une première revue avait été éditées dans le réseau anarchiste en 1982, *Avanti Femina,* mais elle est restée un cas isolé jusqu'à que d'autres ne voient le jour à Dresde, avec *Lila Band* en 1987, puis *Das Netz* en 1988.

À Leipzig, la seule revue éditée par un groupe de femmes est *Frauenblätter*, qui regroupe la totalité des 12 publications recensées dans la troisième thématique la plus représentée dans les samizdats de Leipzig. Elle a été créée par les membres du réseau féministe intégré au *Neues Forum* en 1989. Elle fait en outre partie des revues les plus influentes dans la fin de la période et devient le média de communication du *Unabhängiger Frauenverband,* une organisation politique qui candidate aux élections communales de mars 1990. L'activité de la revue se poursuit même jusqu'en septembre 1993, après 25 numéros au total.

Enfin, trois autres thématiques sont abordées dans les samizdats édités par les groupes de Leipzig. Tout d'abord, l'actualité internationale, qui donne lieu à 7 publications, témoigne une nouvelle fois de l'implication des paroisses lipsiennes dans les activités auto-éditoriales, car la majorité est éditée par le groupe *Hoffnung Nicaragua*, un groupe paroissial intégré à la Surintendance évangélique luthérienne.

Les deux autres thématiques, à savoir les droits de l'homme (5 publications) et le service militaire (2) sont abordées dans des samizdats édités par des groupes plus politisés, et qui témoignent, dans la plupart des cas de l'élargissement du réseau des groupes autonomes. Par exemple, en 1990, le groupe *IFM*, dont on connait l'activité à Berlin-Est, à travers la revue *Grenzfall* notamment, développe aussi son activité à Leipzig, avec le samizdat d'information *Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte*. D'autres groupes indépendants, des « *Initiativgruppen* » qui semblent aussi s'inspirer des groupes clandestins et semi-clandestins de Berlin-Est, éditent des revues à partir des grandes revendications de l'opposition, comme l'abolition du service militaire et la création du service civique pacifiste.

Au vu de ces éléments, il apparait que les samizdats politiques s'inscrivent en grande partie dans les spécificités de l'opposition lipsienne. D'une part, on voit que l'activité auto-éditoriale s'est principalement organisée autour des groupes paroissiaux, et donc en coopération

constante avec les pasteurs qui ont soutenu matériellement l'opposition. Ce n'est que tardivement, au moment où une forme de distance s'est installée entre les groupes de base et les Églises, dans la suite des conflits apparus quelques années plus tôt à Berlin-Est, que des groupes politiques autonomes ont eux aussi édité des revues politiques.

D'autre part, le contexte local principalement marqué par une situation écologique particulièrement problématique a aussi une incidente sur la production de revues autoéditées. Elles sont en effet le support principal d'information sur le sujet, pour combler le refus des autorités de communiquer sur les réalités et les conséquences de la pollution. Cette thématique dominante peut être considérée comme une sorte de fil rouge pour l'opposition politique. En conséquence, le pluralisme thématique est bien moins important qu'à Berlin-Est, preuve que l'opposition politique est plus ciblée à Leipzig, moins éclatée en réseaux thématiques.

Dans la mesure où le contexte politique est à peu près le même à Wittenberg et à Halle/Saale, nous poursuivons notre étude thématique aux publications de ces deux autres villes afin de déterminer si les constats sont les mêmes ou non.

b) Les thématiques dans les samizdats de Wittenberg

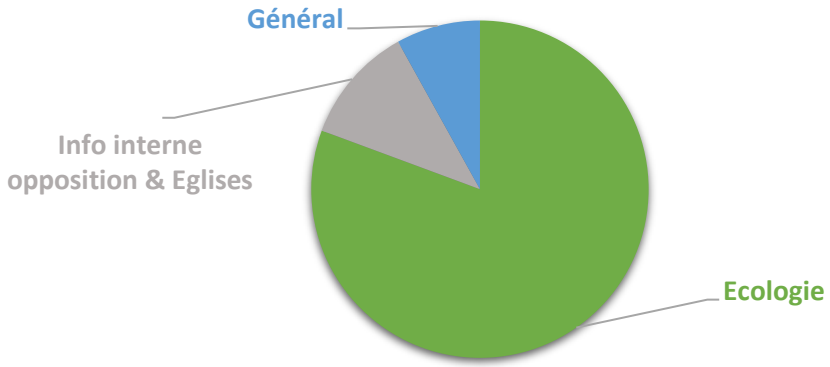
Comme à Leipzig et Halle/Saale, la situation écologique de la région a mobilisé une opposition politique qui s'est principalement organisée autour des paroisses et des institutions religieuses. C'est particulièrement le cas à Wittenberg, où le *Kirchliches Forschungsheim* a coordonnée une bonne partie du mouvement écologiste de RDA. Cette influence, que nous avons déjà évoquée concernant le développement des groupes et des actions politiques menées autour de l'écologie, se traduit aussi dans la distribution thématique des 62 publications recensées dans la ville, réparties dans 9 samizdats. Il s'agit de *Anstösse* qui parait jusqu'en septembre 1985[782] à Wittenberg puis à Berlin-Est en 1986, de *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde*, édité jusqu'en mai 1990[783], de *Morgenstern*[784] (1989-1990), et de *Die Pusteblume*[785] (1988-1990). Les cinq autres sont des samizdats d'un seul volume. On recense

[782] Le premier numéro de la série à être conservé dans les fonds d'archives est le n°9. Il n'est donc pas possible de dater les premiers numéros. Toutefois, dans la mesure où le rythme de publication semble être de 4 numéros par an, on peut supposer que les premiers numéros ont été édités en 1982. A ce stade de nos travaux, nous ne sommes cependant pas en mesure de le confirmer.
[783] Pour cette revue aussi, les premiers numéros ne sont pas conservés dans les fonds d'archives et n'ont ainsi pas pu être consultés. Cela concerne les 4 numéros parus avant avril 1984. Là aussi, comme le rythme de publication est régulier (2 par an : un en avril, un en novembre), on peut supposer que le premier numéro date d'avril 1982.
[784] *Morgenstern - Zeitung des Info-Büros Wittenberg*, RHG/PS 073/01 à RHG/PS 073/04, *Op. Cit.*
[785] *Die Pusteblume*, S. 67.2 à S. 67.4, Archiv Bürgerbewegung e.V. ; RHG/PS 088/01 à RHG/PS 088/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1988-1989.

Die Erde ist zu retten[786] (février 1985), *Joachim Krause - Tipps für umweltgerechtes Verhalten im Alltag*[787] (1985), *Wie man in den Wald tubt. Heft zum Thema Waldsterben*[788] (1985), *... Nicht das letzte Wort. Kernenergie in der Diskussion*[789] (1987) et *Grünheft. 22 Beiträge zur ökologischen Situation* (1990).

La figure suivante présente la distribution thématique de l'ensemble des revues éditées dans la ville de Wittenberg :

Figure n°44 : Distribution thématique des publications à Wittenberg (1971-1990)



790

Au vu du contexte et des sujets autour desquels l'opposition politique s'est organisée à Wittenberg, il est attendu que l'écologie soit la thématique dominante dans les revues autoéditées. C'est effectivement le cas, et dans des proportions importantes. Elle donne lieu à 50 des 62 publications recensées. En revanche, nous aurions également pu nous attendre à ce qu'un certain nombre de revues soient consacrées à la paix, compte tenu du rôle que les paroisses ont joué dans la structuration de la *Friedensbewegung* et de l'organisation des décades pacifistes, mais ce n'est pas le cas. La seule trace qu'il en reste dans les samizdats est l'importance que les groupes d'édition accordent à cette thématique au moment de choisir les informations relayées dans les revues d'information généralistes. On trouve en effet un certain nombre d'articles qui dénoncent la politique internationale de la RDA et qui font état de la militarisation de la société (service militaire, exercices militaires dans les écoles…) dans

[786] *Die Erde ist zu retten - Umweltkrise, christlicher Glaube, Handlungsmöglichkeiten*, RHG/PS 033, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, février 1985.
[787] *Joachim Krause - Tipps für umweltgerechtes Verhalten im Alltag*, RHG/PS 061, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1985.
[788] *Wie man in den Wald tubt - Heft zum Thema Waldsterben*, RHG/PS 118, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1985.
[789] *... Nicht das letzte Wort - Kernenergie in der Diskussion*, RHG/PS 081, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Wittenberg, 1987.
[790] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°44, p. 627.

Morgenstern[791]. Ce samizdat concentre en outre les 5 publications rangées ici sous la thématique « général ». Avec *Die Pusteblume,* ce sont les deux seules revues qui ne soient pas spécialisées sur une thématique précise, cette dernière étant une revue d'informations internes au réseau d'opposition et aux paroisses.

Il est important de noter que contrairement aux autres villes qui recensent de nombreuses publications, comme à Leipzig et Berlin-Est où les samizdats politiques sont édités par de nombreux groupes différents, ce n'est pas le cas à Wittenberg. Les 62 publications recensées sont issues de 9 revues, dont 8 ont été éditées par un seul et même groupe, à savoir le *Kirchliches Forschungsheim Wittenberg*. L'activité éditoriale de Wittenberg est donc principalement organisée autour d'un groupe moteur qui dispose des moyens nécessaires pour éditer plusieurs revues politiques.

Le groupe en question est mené par le théologien Hans-Peter Gensischen, qui est donc un moteur important de l'édition de samizdats, en plus d'avoir fortement contribué à structurer le réseau des groupes qui s'intéressent à l'écologie. Nikolaus Voss coordonne quant à lui, toujours pour le *Kirchlicher Forschungsheim,* les publications du samizdat *Anstösse.* Nikolaus Voss est aussi l'auteur des derniers numéros qui paraissent à Berlin-Est en 1986, au moment où l'activité éditoriale commence à se recentrer sur la capitale. Il est donc bien intégré au réseau de l'opposition et a des contacts solides avec des groupes berlinois.

Le *Kirchliches Forschungsheim* apparait ici comme un moteur important des publications consacrées à l'écologie, comme on a pu l'observer pour *Arche* qui édite les samizdats *Arche Nova* et *Arche-Info* à Berlin-Est et Halle/Saale, et pour le *Jugendpfarramt* de Leipzig qui coordonne la publication des *Streiflichter.* Ce sont les trois groupes les plus actifs dans l'édition de revues écologistes. Mais le *KFHW* joue aussi un rôle fédérateur pour les groupes d'opposition, y compris pour les groupes d'édition. Cela transparaît dans les numéros de *Die Pusteblume.* On y trouve des comptes rendus des rencontres œcuméniques ayant eu lieu dans les autres villes de RDA ou bien des consignes pour préparer les rencontres à venir entre les groupes écologistes.

Avec le *KFHW,* l'écologie est abordée sous différents angles, dans des samizdats de différentes formes : on trouve des dossiers thématiques pour approfondir les sujets en lien avec l'écologie (disparition progressive des forêts, recours au nucléaires, guide de bonnes pratiques écologiques…) et des revues de communication interne pour le réseau de l'opposition et des paroisses des Églises évangéliques. Les revues éditées contribuent donc aussi bien à la

[791] Morgenstern, RHG/PS 073/01 à RHG/PS 073/03, *Op. Cit.*

structuration du réseau des groupes et paroisses écologistes qu'aux réflexions menées et aux revendications portées par le mouvement écologiste de RDA. Ces travaux, qui figurent parmi les premiers de RDA sur le sujet, se sont diffusés dans tout le pays grâce aux réseaux paroissiaux, et ont inspiré un nombre important d'opposants, dans la région et au-delà, qui ont à leur tour contribué au mouvement politique initié par le *KFHW*.

Le seul samizdat n'ayant pas été édité par ce groupe, *Morgenstern,* a été édité par l'*Info-Büro Wittenberg*. Le nom des auteurs n'étant pas connu, il ne nous est pas possible de déterminer si des liens existent avec le *Kirchliches Forschungsheim*. Cette revue d'information généraliste arrive à la fin de la période, en 1989, et s'inscrit dans la dynamique observée à Berlin-Est et Leipzig, où des groupes autonomes et semi-autonomes se sont emparés de ce format de samizdats pour contrer le monopole de l'information détenu par les médias d'État. La revue *Morgenstern* rejoint donc les autres journaux d'information édités par des groupes souhaitant se professionnaliser et figurer parmi les journaux autorisés.

À Wittenberg, le paysage auto-éditorial est plus clair que dans les villes étudiées précédemment. Il est organisé autour d'un groupe moteur dont le domaine de spécialité est l'écologie. Cette spécialité s'est, comme pour les paroisses de Leipzig, installée en raison de la situation écologique de la région. De ce point de vue, on peut dire que le samizdat de Wittenberg s'inscrit complètement dans la dynamique régionale impulsée par le mouvement écologiste.

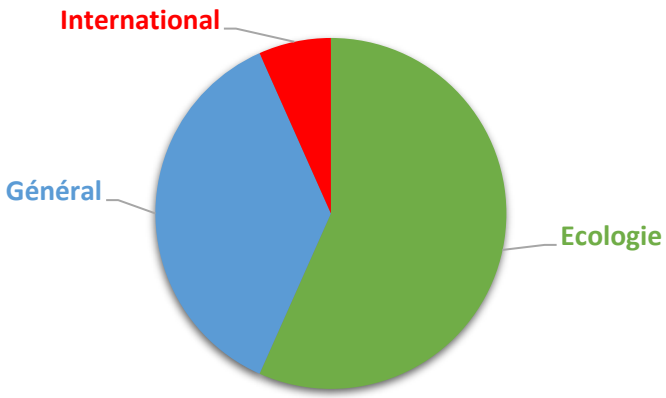
Pour finir sur les samizdats de cette région, nous nous intéressons à présent aux thématiques abordées dans les samizdats politiques de Halle/Saale, ville dans laquelle l'implication des paroisses aux côtés de l'opposition politique ainsi que la situation écologique sont là aussi des facteurs importants du développement des samizdats politiques.

c) Les thématiques dans les samizdats de Halle/Saale

Au moment d'étudier le contexte politique ayant favorisé l'activité de l'opposition politique à Halle/Saale, nous avons privilégié la piste de l'élargissement du réseau d'édition et l'influence de la situation politique de Leipzig pour expliquer le développement du samizdat politique à Halle/Saale. Nous l'avons démontré, le samizdat s'est installé plus tardivement que dans les deux villes étudiées précédemment, dans un contexte écologique similaire mais dont la gravité a été amortie par des investissements plus importants de l'État en faveur de la réduction de la pollution des eaux et de l'air notamment.

Ce contexte nous laisse penser que la proportion de publications portant sur l'écologie sera importante, comme à Leipzig et Wittenberg. Dans la mesure où le samizdat s'est imposé à Halle/Saale à partir de 1988, Nous pouvons également attendre un nombre important de revues d'informations généralistes, dans la lignée de la montée en puissance de ce type de revues à partir de la seconde moitié des années 1980. La figure suivante nous permet de confirmer ces hypothèses :

Figure n°45 : Distribution thématique des publications à Halle/Saale (1971-1990)



792

On constate ici que comme à Wittenberg, le nombre de thématiques abordées dans les samizdats politiques est plus réduit qu'à Leipzig. Seules trois thématiques apparaissent, en l'occurrence l'écologie, l'information dite « générale » et l'actualité internationale. La dernière ne représente que deux publications, les deux premières de la période, à savoir les deux numéros des *INKOTA-Briefe* que nous avons mentionnés plus tôt. À partir de 1987, les thématiques abordées changent et la majorité des publications portent sur l'écologie. Cette thématique représente 17 des 30 publications au total.

Comme nous avons pu le développer au moment de décrire la situation politique à Leipzig, la région est particulièrement touchée par une situation écologique problématique qui fait l'objet d'une forte mobilisation de l'opposition. La présence importante des publications sur l'écologie s'explique donc par ce contexte particulier, tout comme nous l'avons observé à Leipzig. Mais cela n'est pas surprenant au vu de la proximité entre les deux villes. Cela peut tout de même avoir une certaine importance, dans la mesure où le fait de partager ce contexte écologique permet aux oppositions lipsienne et halloise de travailler ensemble, autour d'un sujet

[792] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°45, p. 627.

qu'elles ont particulièrement en commun. Cela a pour effet d'intensifier les échanges, et donc l'influence du réseau.

Si l'activité oppositionnelle autour de la question de l'écologie s'intensifie à Halle/Saale, l'un des effets peut en outre être d'attirer les personnes et les groupes qui travaillent sur le sujet. Ainsi, le réseau s'étend davantage et des connexions peuvent se faire entre les groupes. C'est ce que nous pouvons déduire de l'existence de quatre numéros de la revue *Arche-Info*, consacrée à l'écologie, et qui s'inscrit dans le travail éditorial du réseau *Arche.* Les numéros précédents étaient en effet édités à Berlin-Est, entre autres par Matthias Voigt, Carlo Jordan et Andreas Passarge. Les numéros publiés à Halle/Saale ne sont en revanche pas dus à un déplacement des auteurs berlinois, car ce ne sont pas les mêmes auteurs qui les éditent. Il s'agit Harry Hirsch, Thomas Bornemann ou encore Henry Schramm. Ces publications sont donc bien le fruit de l'élargissement d'un réseau politique qui s'installe aussi à Halle/Saale.

Compte tenu de ces éléments, on peut dire que Halle/Saale est une ville dont les activités auto-éditoriales ont profité de l'extension du réseau de l'opposition, soit en raison des connexions construites entre les groupes d'opposition ou entre les groupes paroissiaux lors de rencontres nationales ou régionales, soit en raison d'un contexte local ou régional qui a mobilisé des personnes autour d'une même cause.

Nous considérons également que le développement important du réseau d'opposition au cours de la deuxième moitié des années 1980 a également eu une influence significative sur la diffusion des journaux d'information et d'opinion. Plus les opposants se rencontrent, plus ils peuvent s'échanger des textes, des informations, des idées et aussi des pratiques, notamment celle des samizdats d'informations, qui comme nous l'avons vu, ont une efficacité certaine pour informer au-delà des réseaux politiques. C'est pour cette raison qu'à Halle/Saale comme ailleurs, les revues d'informations généralistes occupent aussi une place importante dans le paysage auto-éditorial (11 publications).

L'un des signes qui nous confortent dans cette hypothèse est l'évolution de la revue *Blattwerk*, un samizdat initialement consacré à l'écologie, en journal d'information intitulé *Das andere Blatt* à partir du début de l'année 1990. L'ambition du groupe d'édition est annoncée dès l'éditorial du premier numéro et consiste à obtenir une licence de publication officielle afin de devenir un journal autorisé et reconnu par l'État[793]. Le modèle est celui de la *Umwelt-Bibliothek* dont les *Umweltblätter* ont évolué et sont devenues le *Telegraph* dans le même objectif que celui de *Das andere Blatt.* Au cours de cette même période, d'autres groupes ont

[793] *Das andere Blatt,* Cl. 36, *Op. Cit.*, 8 janvier 1990, p.1.

tenté de faire la même chose, souvent sans succès. Mais cela atteste néanmoins d'une dynamique globale qui tend vers la professionnalisation du travail éditorial, et qui semble être partagée par plusieurs groupes à travers la RDA. Grâce aux échanges du réseau de l'opposition, les groupes ont pu évaluer l'efficacité de ce support d'information et ont pu intensifier leurs échanges d'informations pour couvrir un terrain plus vaste. Le développement des journaux d'informations généralistes à Halle/Saale s'inscrit donc dans cette dynamique collective.

En conclusion, on peut dire que la situation à Halle/Saale est très différente de celles que nous avons évoquées précédemment dans les autres villes. Malgré une activité importante au cours des années 1950 jusqu'au printemps de Prague en 1968 et des actions de grande ampleur en soutien à Wolf Biermann, l'opposition ne s'est tournée vers l'autoédition que tardivement.

Un autre élément qui diffère des autres grandes villes concerne les thématiques abordées dans les samizdats. En effet, il est assez surprenant de constater qu'aucune des thématiques constitutives des premiers centres d'intérêt de la *Friedensbewegung* ne fait l'objet de samizdats thématiques. Il n'y a en effet aucun samizdat politique qui traite de la paix, ou des droits de l'homme, deux des sujets fondamentaux du mouvement pacifiste. Cela ne signifie pas pour autant que l'opposition n'a pas été active à Halle/Saale, ni même qu'elle s'est désintéressée de ces thématiques. Les samizdats ne traduisent simplement pas cet engagement. Pour analyser cela plus en détail, il conviendrait d'étudier la distribution thématique de chaque article composant les journaux d'information. Cela pourra être réalisé dans des études ultérieures.

Étudier les samizdats édités dans les contextes des trois villes étudiées ici a permis de dégager des informations qui démontrent que les situations sont loin d'être homogènes d'une ville à l'autre. Tout d'abord, nous constatons que l'implication des paroisses a, à Leipzig et Wittenberg, joué un rôle important dans la structuration de l'opposition. Au contraire, à Halle/Saale, l'absence de paroisse qui structure et coordonne l'activité oppositionnelle locale a pour conséquence un développement plus tardif des actions politiques et des samizdats.

Puisque nous sommes partis du postulat que la proximité géographique entre les trois villes était un facteur de création d'une dynamique politique, qui plus est dans un contexte écologique qui fait office de motif de mobilisation commune, il convient de commenter les effets de cette proximité. Il est tout d'abord difficile de dire si le cœur du réseau régional d'opposition se situe à Wittenberg ou à Leipzig. Le réseau écologiste est apparu en premier à Wittenberg et les premiers groupes actifs à Leipzig ont été grandement influencés par le *KFHW*.

Toutefois, la visibilité des actions politiques ainsi que le nombre plus important de paroisses et de groupes pouvant contribuer à la structuration d'un réseau politique fait que Leipzig a un potentiel plus intéressant pour que les groupes d'opposition y soient actifs.

Compte tenu des nombreux échanges entre les opposants de Wittenberg et ceux de Leipzig, on peut dire que la proximité entre les deux villes a eu des effets positifs. Le constat est différent pour Halle/Saale. Même si la proximité avec une autre métropole concentrant une activité politique importante a certainement aussi permis aux groupes et aux opposants de se rencontrer et d'échanger des pratiques et des idées, on aurait pu s'attendre à ce que cela soit générateur d'une dynamique entrainant une activité politique plus importante, notamment sur le plan de l'autoédition. Dans le cas qui nous occupe ici, il semble que la proximité avec Leipzig n'ait pas eu cet effet dynamiseur. Nous en déduisons donc que la proximité entre deux métropoles entraine un besoin de concentrer les efforts dans l'une d'elles, encore plus lorsque les moyens humains et matériels manquent. Leipzig a donc plutôt absorbé la majeure partie des actions politiques, car les conditions y étaient plus favorables.

Enfin, il semble assez clair que l'activité politique des trois villes est marquée par deux points communs majeurs. D'une part, la situation écologique de la région est bien le premier motif de mobilisation dans chacune des trois villes, et ce malgré des contextes locaux différents influencés par la concentration plus ou moins importante des industries, par la pollution plus ou moins visible des espaces naturels et par les mesures prises dans chaque localité. Le point commun reste la proportion importante des revues écologistes qui dépassent de loin les autres revues thématiques.

D'autre part, ces trois villes portent les traces de l'élargissement progressif du réseau de l'opposition. La politisation des groupes d'opposition arrive plus tardivement qu'à Berlin-Est, mais elle ne tarde pas à arriver à Leipzig à partir de 1988. C'est à partir de ce moment que le nombre de journaux d'information et d'opinion augmente dans les trois villes. Cela s'inscrit dans la dynamique globale de l'opposition est-allemande qui veut convaincre le plus grand monde et s'adresse de plus en plus à un public moins politisé.

Le critère de la proximité géographique et du contexte politique partagé de Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale a été pertinent pour déterminer l'un des facteurs de l'existence d'une dynamique politique. Cependant, ce critère ne peut pas être appliqué aux autres villes dans lesquels le samizdat a été un outil utilisé par l'opposition. En tout cas, il ne peut pas être le seul. La situation d'Iéna et de Naumbourg le démontre. Plus que la proximité entre les deux villes,

c'est la jeunesse qui est à l'origine de la dynamique politique. Nous nous intéressons à présent à ce phénomène et aux facteurs qui l'ont encouragé.

III. La politisation de la jeunesse, facteur essentiel de la construction des réseaux politiques et éditoriaux.

Dans le cadre de l'étude des dynamiques politiques, les cas d'Iéna et de Naumbourg sont particulièrement intéressants. D'une part, Iéna est une ville d'un peu plus de 107 000 habitants situés dans le Land de Thuringe. D'autre part, Naumbourg est une ville de bien plus petite taille, comptant à peine 32 000 habitants, située à la frontière entre les Länder de Saxe-Anhalt et de Thuringe. En RDA, elles ne font pas partie de la même circonscription : Iéna se trouve dans le district de Gera et Naumbourg dans celui de Halle/Saale. Pourtant, elles sont proches géographiquement, n'étant séparées que d'une trentaine de kilomètres seulement l'une de l'autre.

La proximité géographique est donc un facteur qui peut expliquer qu'une dynamique politique se soit installée. Nous aurions alors pu ne retenir que celui-ci et intégrer ces deux villes à l'étude menée autour de Leipzig, Wittenberg et Halle/Saale, notamment du fait de la proximité de ces villes avec Halle/Saale et Leipzig. La Saale traversant aussi la ville de Naumbourg, certaines préoccupations écologiques de Halle/Saale auraient pu être communes et donc impliquer l'opposition naumbourgeoise dans la même dynamique.

Cependant, ce n'est pas le facteur qui nous semble avoir joué le rôle le plus important. En effet, à Iéna et Naumbourg, les oppositions politiques ont pour point commun de s'articuler autour de la jeunesse. À Iéna, un certain nombre d'actions politiques sont menées par la *Junge Gemeinde*, dont les membres les plus connus sont certainement Matthias Domaschk et surtout Roland Jahn dont le rôle jusqu'à la révolution pacifiste a été déterminant. À Naumbourg, l'activité politique est moins importante et le réseau politique ne s'organise pas autour d'un groupe paroissial et certains de ses membres particulièrement influents. Il s'organise autour d'une institution, le *Kirchliches Oberseminar* (*KOS*), un établissement d'enseignement supérieur dont la gouvernance est complètement assurée par les Églises protestantes. C'est un lieu où la jeunesse se rencontre, mais aussi où elle se forme au contact de personnalités religieuses influentes et engagées dans l'opposition.

Dans le cas qui nous intéresse ici, la dynamique politique ne se manifeste pas seulement par des échanges entre les deux villes. Le fait que la jeunesse soit au centre des activités

politiques implique que leur action a vocation à durer dans le temps, mais aussi à être mobile, à mesure que ces jeunes changent de lieu d'étude ou de travail. Ainsi, nous verrons que les jeunes d'Iéna et de Naumbourg ne sont pas restés dans leurs villes respectives, mais ont au contraire joué un rôle important là où l'opposition a été la plus développée, et parfois même au-delà des frontières de la RDA. Compte tenu du rôle que jouent les jeunes lénois et naumbourgeois au moins jusqu'à la fin des années 1990, le contexte dans lequel ils ont développé leur esprit politique présente un intérêt particulier dans le cadre de ces travaux.

A. Iéna : une jeunesse militante qui influence durablement le réseau politique

1. Roland Jahn et Matthias Domaschk, symboles d'une jeunesse particulièrement politisée.

La situation d'Iéna est particulière dans le paysage de l'opposition politique est-allemande. Le site *Jugendopposition.de*, qui est le fruit d'une coopération entre la *Bundeszentrale für politische Bildung* et la *Robert-Havemann-Gesellschaft,* est consacré aux actions politiques menées par la jeunesse est-allemande pendant toute la période d'existence de la République Démocratique Allemande. Une carte interactive permet de situer tous les lieux dans lesquels des actions politiques ont été menées par les jeunes, y compris celles qui ont mené à la répression par les services de l'État. Lorsque nous consultons cette carte, nous constatons qu'après Berlin-Est, Iéna est la ville dans laquelle le plus grand nombre d'actions politiques menées par des jeunes opposants a été recensé[794].

Une partie de ces actions a été menée par les figures les plus connues de l'opposition lénoise, à savoir Roland Jahn, aujourd'hui journaliste et ancien président de la BStU jusqu'en 2021, et Matthias Domaschk, membre des jeunesses évangéliques d'Iéna (*Junge Gemeinde)* qui est décédé dans des circonstances encore inexpliquées après une arrestation par la *Stasi* en 1981. Grâce à la résonnance de leurs actions et du réseau qu'ils ont construit au sein des organisations de jeunesse, ils ont encouragé les jeunes à mener des actions de désobéissance et des actions politiques.

Comme de nombreux jeunes à Iéna et un peu partout en RDA, l'engagement politique des deux étudiants a commencé lors des protestations suite à la déchéance de nationalité du chansonnier Wolf Biermann en 1976. Au cours de cette année, les actions politiques sont

[794] « Orte » : https://www.jugendopposition.de/Orte/, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [consulté le 26/04/2023].

nombreuses, notamment dans les écoles et les universités d'Iéna. Les deux étudiants organisent, notamment dans les cadres scolaires, des actions de protestation contre la répression par l'État (campagnes d'affichages, tractages, actions pour venir en aide aux personnes arrêtées par la *Stasi*…). Leur appartenance aux jeunesses évangéliques leur permet en outre d'être en contact avec des jeunes de différents pays, notamment avec des polonais et des tchécoslovaques. Ils rencontrent ainsi des membres de *Charta 77*[795] ou échangent avec des jeunes polonais qui leur rendent compte des actions de *Solidarnosc.* De cet engagement et de ces actes de désobéissance résultent une expulsion des deux étudiants de leurs écoles, et une interdiction de passer le baccalauréat.

Après la mort de Matthias Domaschk, Roland Jahn poursuit son engagement politique, et l'intensifie même, s'attirant des ennuis à de nombreuses reprises. À la fin de l'année 1981, il édite des tracts pour dénoncer les méthodes de la *Stasi* qui ont conduit à la mort de son ami Mathias Domaschk et les distribue dans le centre-ville d'Iéna. En mai 1982, il proteste ouvertement contre les parades militaires, ce qui lui vaut d'être arrêté et interrogé de nombreuses fois par la police politique. La même année, il défile à vélo en arborant un drapeau polonais sur lequel est inscrit « Solidarność z polskim narodemil » [solidarité avec le peuple polonais][796]. Pour l'ensemble de ses actions, il est condamné à 22 mois de détention pour « dégradation publique de l'ordre public » et « non-respect des symboles de l'État »[797]. Son sort intéresse aussi à l'étranger, et notamment en RFA, où des protestations sont organisées afin de réclamer sa libération. Cela montre le retentissement de ses actions d'une part, mais surtout la force du réseau transnational d'autre part, qui est capable de se mobiliser et d'exercer une pression médiatique sur un autre gouvernement afin d'obtenir la libération des opposants du mouvement pacifiste.

À sa sortie de prison, Roland Jahn n'arrête pas son engagement, et lui donne même encore une ampleur supplémentaire lorsqu'il créé, avec d'autres jeunes engagés au sein de la *Junge Gemeinde* de Iéna, le *Friedensgemeinschaft Jena* [communauté pacifiste d'Iéna][798]. Ce groupe s'engage principalement en faveur de l'instauration d'un service civique social et pacifiste [*sozialer Friedensdienst*] à la place du service militaire existant. Il permet en outre de

[795] Freya KLIER, *Matthias Domaschk und der Jenaer Widerstand*, Berlin, Bürgerbüro Berlin e.V., 2007.
[796] Tom Sello, « Roland Jahn », dans: Ilko-Sascha KOWALCZUK, Tom SELLO (Dir.), *Für ein freies Land mit freien Menschen. Opposition und Widerstand in Biographien und Fotos*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft, 2006, p. 321-324.
[797] « Roland Jahn », www.jugendopposition.de/145512, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 26/04/2023].
[798] Gerold HILDEBRAND, « Zehn sind manchmal mehr als zehntausend. Die Friedensgemeinschaft Jena 1982/83 », dans : *Gerbergasse 18*, Forum für Geschichte und Kultur, Heft 6 (3/1997), p. 2-7.

structurer les actions politiques de l'opposition et de poursuivre la mobilisation en faveur de la paix, et donc contre la politique militariste de la RDA.

Roland Jahn et Matthias Domaschk sont certainement les deux jeunes lénois qui ont le plus fait parler d'eux au cours de la période qui nous intéresse. Toutefois, ils ne sont ici que des exemples et ils ne centralisent pas à eux seuls les actions politiques à Iéna. On peut en revanche dire qu'ils sont les symboles de cette jeunesse qui se rebelle. Leurs actions sont de nature à inspirer bien d'autres jeunes à travers toute la RDA, et cela représente un danger important pour la stabilité du régime. Quand la jeunesse se rebelle, c'est toute la pérennité du régime qui est en danger, et la *Stasi* l'a bien compris, particulièrement à Iéna où les actions de répression vont avoir bien des conséquences.

2. La répression comme seule réponse de l'État

La *Friedensgemeinschaft* d'Iéna est devenue en quelques semaines le groupe central de l'opposition active dans la ville. Il faut tout de même noter que ce groupe présente une particularité, à savoir qu'il s'est créé à partir de la *Junge Gemeinde*, un groupe de jeunes engagés au sein des Églises évangéliques d'Iéna. Cependant, il s'agit d'un groupe autonome, qui s'est émancipé des Églises pour pouvoir mener son action indépendamment des cadres religieux ou des autorisations données – ou non – par les paroisses.

En effet, à Iéna comme dans d'autres villes de RDA, on observe certaines tensions entre les groupes politiques et les Églises évangéliques. Les désaccords commencent à être nombreux, et les groupes politiques commencent même à soupçonner les paroisses d'Iéna de vouloir collaborer avec les représentants de l'État. Il faut dire qu'au vu de la réaction rapide des autorités lors de chacune des actions politiques menées par la *Junge Gemeinde* et par les autres groupes proches des Églises, on commence à croire que la *Stasi* obtient des informations, et pourquoi pas par l'intermédiaire des représentants religieux[799]. Ces soupçons témoignent d'une méfiance qui commence à s'installer entre l'opposition politique d'Iéna et les paroisses, et justifient la nécessité pour l'opposition de s'organiser au sein de groupes autonomes, qui ne dépendent donc pas des moyens et des marges de manœuvre des Églises. Une nouvelle fois, le début de fracture observé à Berlin-Est et dans d'autres villes de RDA et aussi visible à Iéna, cette fois dans une opposition assez radicale.

[799] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989, Op. Cit.,* p. 486.

Au début des années 1980, les divergences ne permettent pas à l'opposition de se structurer et d'être efficace sur des actions de long terme, comme on a pu l'observer dans des villes comme Halle/Saale par exemple. Surtout, cela expose les opposants à la répression puisqu'ils n'ont alors plus accès à la protection des paroisses et des espaces de liberté négociés par les Églises évangéliques.

Malgré cela, la *Friedensgemeinschaft* est un groupe qui parvient à se structurer et à mener des actions de grande ampleur, portées par ses leaders et par une volonté de donner à chacune de leurs actions une visibilité suffisante pour pouvoir exposer au plus grand nombre les pratiques répressives et antidémocratiques du régime est-allemand. C'est d'ailleurs l'objectif du groupe en mars 1982, lorsqu'il participe sans y être autorisé à une marche commémorative organisée par les autorités d'Iéna les 18 et 19 mars en hommage aux victimes des bombardements de la seconde mondiale[800]. À cette occasion, une trentaine de jeunes de la *Friedensgemeinschaft* infiltre la marche, munis de quelques pancartes, et tentent de rejoindre la tête du cortège de manière à donner le plus de visibilité possible à leur action. Cependant, la *Stasi* est bien vigilante et intervient immédiatement, brutalement, sous les yeux de tous, habitants d'Iéna comme journalistes. Au vu du désordre que cela provoque et de la violence que la *Stasi* doit déployer pour arrêter publiquement les jeunes opposants, l'action de la *Friedensgemeinschaft* est un succès. Elle marque toutefois le début d'une répression sans relâche contre ce groupe désormais très visible et médiatisé.

De nombreuses autres actions sont organisées au cours de l'année 1982 puis en 1983. Des tractages, des campagnes d'affichage, une marche silencieuse, et des minutes de silence pour la paix. Ces actions sont toutes interdites, le plus souvent avant même qu'elles aient lieu. Des opposants sont arrêtés et condamnés à de lourdes amendes. En janvier et février 1983, la *Stasi* procède à une nouvelle vague d'arrestations. D'abord, Roland Jahn est à nouveau condamné, cette fois à deux ans de détention. D'autres jeunes opposants sont ensuite arrêtés et certains sont condamnés à de la prison, comme l'artiste Frank Rub, Petra Falkenberg ou encore Manfred Hildebrandt.

Ces vagues de répression ont une nouvelle fois généré de nombreuses contestations, y compris en RFA, où de nombreux articles sur le sujet paraissent dans la presse[801]. À cette occasion, ce sont aussi les Églises évangéliques qui font l'objet de critiques. Dans une lettre ouverte signée par un groupe anonyme de sympathisants d'une paroisse d'Iéna relayée dans la presse ouest-allemande, il est reproché aux Églises de ne pas venir en aide aux jeunes opposants

[800] *Ibid.*
[801] *Ibid.*

engagés dans la *Friedensgemeinschaft* et de ne pas s'engager sincèrement pour la paix et contre la politique militariste du régime. Comme on peut s'en douter, cet article a encore renforcé le conflit existant entre les groupes d'opposition et les Églises de Thuringe.

Toutefois, la *Friedensgemeinschaft* a pu constater qu'elle était exposée à une répression qui pouvait encore se durcir. Dans la mesure où elle ne peut pas compter sur les espaces de liberté et sur la protection des Églises évangéliques, elle doit tout de même trouver du soutien quelque part. C'est ce qu'elle obtient dans un premier temps auprès de certains médias de RFA, notamment grâce aux liens existants entre Lutz Rathenow en RDA et Jürgen Fuchs qui avait été déchu de sa nationalité et envoyé en RFA en 1977. Par l'intermédiaire du réseau transnational, la *Friedensgemeinschaft* d'Iéna a réussi à médiatiser ses actions, mais aussi à faire savoir jusqu'en RFA que certains de leurs membres étaient détenus en prison pour des motifs politiques. Cela a permis de déclencher des vagues de soutien venues de l'Ouest et de les diffuser aussi en RDA. Face à cette pression des médias, les autorités est-allemandes ont dû se résoudre à libérer un certain nombre de prisonniers, parmi lesquels Roland Jahn. C'est précisément de cette méthode que ce dernier s'inspirera quelques années plus tard pour médiatiser les actions de l'opposition jusqu'à la révolution pacifique.

Cependant, l'accalmie obtenue n'a pas eu le temps de s'installer dans la durée. La *Friedensgemeinschaft* dispose en effet d'un réseau et d'une exposition médiatique telle qu'il est devenu trop dangereux de la laisser se structurer davantage. En mai 1983, une opération intitulée « *Aktion-Gegenschlag* » [action « contre-attaque »] est organisée par la *Stasi*[802]. L'objectif est simple : il faut isoler les membres de la *Friedensgemeinschaft* et s'en débarrasser pour les mettre hors d'état de nuire sur le sol de RDA. Pour cela, en l'espace de trois jours, 40 personnes sont arrêtées et sont expulsées en RFA. Elles n'ont que 48h pour quitter la RDA, en compagnie de leurs familles. Le 7 juin 1983, c'est au tour de Roland Jahn d'être arrêté et d'être envoyé à l'Ouest en seulement quelques heures.

Cette opération a en effet mis en grande difficulté la *Friedensgemeinschaft* qui n'a ensuite plus eu les moyens de continuer à mener des actions de grande ampleur. Elle a aussi attiré l'œil des observateurs ouest-allemands qui ont pu mettre en lumière la répression politique qui s'opérait en RDA. Celle-ci a été médiatisée et diffusée largement de manière à décrédibiliser le régime est-allemand d'une part et à le déstabiliser d'autre part en agitant un peu plus les militants pour les droits de l'homme.

[802] « Aktion Gegenschlag » : www.jugendopposition.de/145387, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft, [dernière modification en décembre 2019, consulté le 20/11/2022].

La situation observée dans la ville d'Iéna est donc particulièrement complexe. Contrairement à ce que nous avons pu observer dans la plupart des villes prises en exemple auparavant, l'opposition à Iéna ne s'est pas organisée principalement autour des Églises évangéliques au cours des années 1980. Cela a pu être le cas avant cela, voire même au début des années 1980. Mais à partir du moment où les jeunes opposants ont souhaité s'émanciper sur le plan de leur engagement politique pour ne plus dépendre exclusivement des marges de manœuvre que les paroisses voulaient bien leur accorder, la situation a beaucoup changé. Cette fois, la structuration de l'opposition dans cette ville a été rendue possible par un réseau politique mobilisé par des opposants influents et dont les actions ont eu un fort retentissement, y compris au-delà des frontières de la RDA. C'est particulièrement le cas de Roland Jahn.

Cependant, les nombreux conflits entre ce groupe politique et les Églises n'a pas été sans conséquence. Il faut d'abord mentionner les conséquences légales : puisque l'activité politique se fait en dehors de la protection des Églises, les actions de ce groupe sont devenues clandestines et donc illégales. Cela a exposé le groupe à une forte répression qui a *in fine* conduit à sa neutralisation. Ensuite, on a déjà pu constater que l'action commune entre les groupes politiques et les paroisses protestantes a le plus souvent permis aux activités dissidentes de s'installer dans la durée et même de se renforcer au fil du temps. Ici en revanche, les conflits trop importants entre les deux parties ont rendu ce travail commun impossible, ce qui a certainement dispersé les forces d'opposition et a en quelque sorte ralenti l'activité politique. Une fois l'action « *Gegenschlag* » réussie par la *Stasi*, l'activité politique s'est largement réduite à Iéna, même si elle a connu un rebond à la fin des années 1980.

Nous nous appuierons sur ces éléments de contexte pour tenter de comprendre pour quelles raisons l'opposition, pourtant si active dans cette ville, n'a eu que si peu recours aux samizdats politiques pour donner de la visibilité à son action et pour élargir son réseau.

3. Le samizdat politique lénois, évolution et orientations thématiques

a) Une montée en puissance tardive

Au cours de la période, seuls 3 samizdats ont été édités à Iéna. Ils ont donné lieu à 35 publications, réparties entre 1983 et 1990. À première vue, ce faible pluralisme et ce nombre assez restreint de publication peut surprendre tant l'activité politique à Iéna a été importante, entre les révoltes ouvrières de 1953 et les nombreuses actions politiques menées par les jeunes opposants de la *Friedensgemeinschaft*, et avant eux par la *Junge Gemeinde*, notamment sous l'impulsion de Roland Jahn et Mathias Domaschk. Pourtant, au vu du contexte politique que

nous venons de décrire, plusieurs pistes peuvent nous permettre d'expliquer ce faible nombre de publications de textes politiques clandestins ou semi-clandestins.

Tout d'abord, l'absence de relations constructives entre les Églises et les opposants politiques est un facteur qui ne permet pas au samizdat de s'imposer et de se développer comme un outil politique efficace. Compte tenu du profil des opposants particulièrement actifs à Iéna, donc des jeunes, étudiants ou jeunes travailleurs, on peut supposer que les moyens financiers sont limités et ne permettent pas de se procurer le matériel suffisant pour produire des textes et les diffuser. Pour cela, les opposants auraient eu besoin du soutien des Églises, qui possèdent le matériel adéquat et les moyens de l'entretenir.

Un autre facteur concerne cette fois la répression importante qu'a subie l'opposition à Iéna. Comme on a pu le voir précédemment, le samizdat politique s'est le plus souvent installé et développé dans des espaces de liberté autorisés par l'État. Ils sont soit le résultat des accords passés avec les Églises évangéliques, soit ils sont simplement la conséquence d'une autorisation tacitement donnée par les autorités et que l'on peut déduire par le fait qu'elles n'interviennent pas pour mettre fin à cette activité. Dans le cas d'Iéna, on a pu voir que toute action politique a donné lieu à une réaction forte de la part de la police politique. Avec la volonté de la *Friedensgemeinschaft* d'être visible aux yeux du grand public, la *Stasi* n'a pas laissé la moindre marge de manœuvre à l'opposition d'arriver à ses fins et de parvenir à s'exprimer autant qu'elle le souhaite dans l'espace public. Justement, c'est l'un des objectifs du samizdat politique et des espaces qui permettent de créer un espace public alternatif.

Le samizdat aurait donc pu représenter un danger important, à la fois pour le groupe et pour les autorités. Pour ces dernières, il aurait permis de donner encore plus de visibilité aux actions de l'opposition. Il aurait également contribué à faire circuler des informations, des textes, et pourquoi pas des idées de mobilisations qui ont pu être efficaces pour les groupes d'Iéna. Le tout se serait alors propagé dans toute la RDA, ce qui aurait alors représenté un grand danger pour le régime. Du côté de l'opposition, cette nouvelle pratique aurait encore plus attiré l'œil de la police politique qui aurait trouvé là un autre prétexte pour réprimer l'activité des groupes et des opposants.

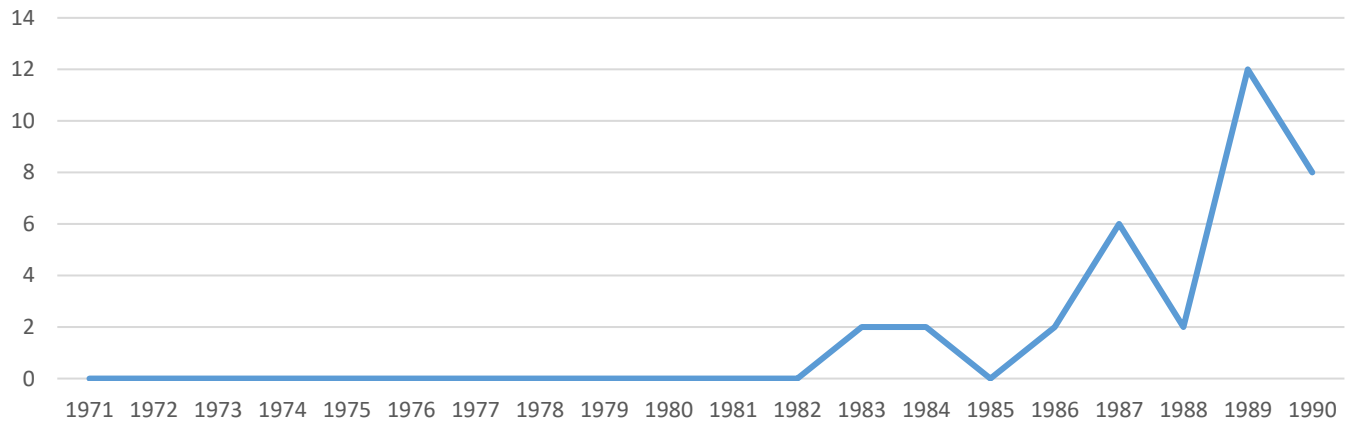
On peut donc en déduire que l'absence de relation constructive avec les Églises a été le frein principal au développement des samizdats politiques dans cette ville. L'opposition a manqué de ces espaces alternatifs permettant de se réunir et de faire grandir ses rangs, de moyens matériels pour faire circuler son actualité et ses appels à mobilisation, et de protection face à une répression qui ne lui laisse aucune marge de manœuvre. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1980, au moment où quelques paroisses commencent à héberger des initiatives –

notamment celles de la *Junge Gemeinde* – que le samizdat politique commence à s'installer comme un outil politique.

En conséquence, les perspectives de développement de l'opposition semblent être restreintes, et certains jeunes opposants ont plutôt eu tendance à regarder ailleurs, vers les villes dans lesquelles l'opposition est plus forte, où elle peut se réunir et surtout être visible. Ainsi, plusieurs opposants ont choisi d'être actifs dans d'autres villes, soit à Leipzig, grande ville la plus proche, soit à Berlin-Est, où bien plus de choses semblent être possible. C'est par exemple ce que Frank Ebert nous a expliqué à l'occasion de l'entretien qu'il nous a accordé. Lui-même, qui a habité à Halle/Saale, se rendait souvent à Iéna pour rendre visite à sa sœur qui était bien intégrée au réseau d'opposition de la ville, et y a rencontré de nombreux opposants venus notamment de Berlin-Est. Grâce à ces rencontres, il a pu proposer ses services à la *Umwelt-Bibliothek* de Berlin-Est et y déménager[803]. D'autres opposants ont fait le même chemin, comme par exemple Gerold Hildebrandt, un proche de Roland Jahn et Matthias Domaschk et qui est ensuite devenu l'un des leaders du mouvement antimilitariste de Berlin-Est[804].

Ces différents facteurs expliquent en bonne partie la présence peu importante des samizdats politiques à Iéna. Ils expliquent également pourquoi la première tentative éditoriale initiée en 1983 n'a pas pu s'installer dans la durée, avant de refaire surface quelques années plus tard. C'est ce que montre la figure suivante :

Figure n°46 : Distribution du nombre de publications à Iéna (1971-1990)



805

[803] Annexe n°1, « Entretien avec Frank Ebert », *Op. Cit.*, p. 571.
[804] *Ibid.*, p. 574.
[805] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°46, p. 628.

Comme la courbe présentée sur cette figure le démontre, une première activité éditoriale a été lancée au cours de l'année 1983. Il s'agit de 4 publications issues du samizdat *Brücke*[806]. Les deux premiers numéros sont édités en novembre et décembre 1983. Les deux autres paraissent en avril et en juin 1984. Le groupe qui édite le samizdat appartient à la *Junge Gemeinde* et fait donc partie de la paroisse régionale de Thuringe. On remarque que ces publications sont toutes éditées après l'action « *Gegenschlag* », et donc après la neutralisation de la *Friedensgemeinschaft.* Dans le samizdat, aucune publication n'est consacrée à ce sujet, ni même aux actions passées du groupe politique. La revue est davantage tournée vers le rôle des Églises au sein du réseau pacifiste. Elle devient un moyen de participation au réseau des paroisses engagées et permet d'entrevoir un rapprochement potentiel avec les cercles plus politisés.

Les données présentées sur cette figure nous indiquent que la *Friedensgemeinschaft,* malgré son activité importante, n'a jamais fait usage des samizdats pour diffuser ses idées ou faire connaitre son action. Quant aux paroisses de la ville d'Iéna et à la *Junge Gemeinde* à laquelle un certain nombre d'anciens membre de la *Friedensgemeinschaft* ont appartenu quelques années auparavant, elles ont attendu la fin de l'activité politique de ce groupe pour se lancer dans l'activité éditoriale. On constate cependant que cela n'a pas duré longtemps puisqu'elle s'est arrêtée moins d'un an après avoir commencé. Il faut dire que le risque de répression existe toujours, dans la mesure où la *Stasi* se doit de rester vigilante dans les mois qui ont suivi l'action « *Gegenschlag* ». Il faut en effet éviter tout phénomène de résurgence d'une activité politique d'opposition forte, surtout que même depuis la RFA, les anciens membres de la *Friedensgemeinschaft* peuvent toujours rester actifs à travers le réseau qu'ils ont pu construire au cours de leurs nombreuses actions. Cette crainte de la répression est donc un élément qui a largement freiné les velléités de poursuivre une action politique visible, même sous des formes qui n'ont jusqu'alors été que peu exploitées, en l'occurrence ici le samizdat politique.

Il faut ensuite attendre l'année 1986 et le samizdat *Frieda*[807] pour voir un nouveau samizdat paraître à Iéna. Il donne lieu à 18 publications jusqu'en 1990. Il est l'œuvre du réseau ecclésiastique des groupes pacifistes qui se sont organisés au sein de la *Christliche Friedenskonferenz*. Il s'agit d'une organisation internationale qui regroupe des paroisses de plusieurs pays socialistes. En RDA, *Frieda* est la première initiative éditoriale de ce groupe.

[806] Brücke - Arbeitsmaterial für die jungen Gemeinden der Ev.-Luth. Kirche in Jena, RHG/PS 026/01 à RHG/PS 026/04, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Iéna, 1983-1984.
[807] *Frieda – Zu Informationswochenenden*, S.28.1 à S.28.18, Archiv Bürgerbewegung e.V., Iéna, 1986-1989.

Une seconde intervient un an plus tard, en 1987, avec la *CFK-Rundbrief* éditée quant à elle à Berlin-Est. Au vu de l'organisation du groupe, le samizdat est un outil qui prend tout son sens, il participe à l'animation de ce réseau et à la communication entre les paroisses qui participent à ses actions. Par l'intermédiaire de cette nouvelle initiative, on constate qu'une autre paroisse est engagée dans l'opposition politique. Elles sont encore peu nombreuses, mais il existe désormais quelques lieux permettant de faire émerger du débat politique et des actions.

Enfin, en 1989, à un moment où, à l'échelle nationale, la répression est moins présente et où des espaces de liberté ont pu être conquis par le mouvement d'opposition, l'opposition lénoise bénéficie aussi de la dynamique, et cela se ressent également dans l'autoédition. Avec l'engagement récent des paroisses lénoises aux côtés de l'opposition, les groupes et les opposants qu'elles hébergent peuvent participer aux nombreux cadres de réflexion et de débats organisés par les réseaux paroissiaux.

Comme nous l'avons vu précédemment, certaines de ces manifestations sont consacrées à des discussions autour des droits des femmes et de leur place au sein des institutions religieuses. Dans ce cadre, l'accès libre à ces événements ainsi que les nombreuses initiatives qui en découlent, notamment à l'occasion des *Kirchentage* [congrès des Églises évangéliques] ou des ateliers consacrés à la paix [*Friedenswerkstätte*] a permis à des femmes de nouer des contacts et de rejoindre des initiatives féministes.

Le meilleur exemple d'événement de ce type est le jour dédié aux femmes intitulé « *Werde, die du bist !* » [Deviens celle que tu es !]. Il est organisé par le groupe berlinois *Lesben in der Kirche* en 1988 au cours d'un *Kirchentag* de Halle/Saale dont la thématique centrale est « Droit humains, droits des chrétiens, droits de femmes » [*Menschenrechte, Christenrechte, Frauenrechte*][808]. Pendant cet événement, la visibilité donnée aux groupes féministes, et parmi eux aux groupes de femmes lesbiennes, a été importante, ce qui a permis de faire connaitre leur activité et d'amorcer la création d'un réseau pour les femmes lesbiennes.

L'effet se fait ressentir dans les samizdats politiques dès le début de l'année 1989 puisque la revue *Frau Anders*[809], samizdat publié par le groupe de travail « *Homosexuelle Liebe* » de la paroisse étudiante d'Iéna, devient l'une des revues les plus influentes de RDA jusqu'à la chute du Mur, voire même après[810]. Il faut dire que les revues écrites par et pour les femmes ont commencé à prendre une importance non négligeable depuis l'apparition de la

[808] « Werde, die du bist! Texte und Bilder », Robert-Havemann-Gesellschaft, GrauZone, A1/614, 1988.
[809] *Frau Anders,* RHG/ZS 204 à RHG/ZS 215 *Op. Cit.*
[810] Des numéros de *Frau Anders* sont édités jusqu'en juin 1993.

première revue féministe périodique *Lila Band* en 1987[811], mais il existe en revanche peu de publications consacrées à l'homosexualité. Avant *Frau Anders*, un seul samizdat périodique qui traitait de l'homosexualité (des hommes cette fois) avait été édité sous le titre *Info-Brief. Schwule in der Kirche*[812] à partir de 1985 à Berlin-Est. Le groupe d'édition était lui aussi soutenu par une paroisse, cette fois par la *Bekenntnisgemeinde* de Berlin-Treptow.

Il y a peu de doutes sur le fait que ces samizdats aient pu largement circuler durant ces événements organisés par les Églises protestantes de Halle/Saale. C'est en effet à la suite de ce *Kirchentag* que la musicienne Bärbel Klässner, qui réside et est active dans la ville de Iéna, décide de lancer son propre samizdat intitulé *Frau Anders*, en compagnie d'autres femmes qui souhaitent proposer une revue permettant d'informer, de documenter et de mettre en réseau les femmes lesbiennes de RDA. Ce dernier élément est même certainement le plus important, car Bärbel Klässner elle-même a souhaité que ces publications soient l'occasion de diffuser son adresse, de manière à proposer à toutes les femmes lesbiennes, ou qui pouvaient se poser des questions sur leur sexualité, un lieu refuge, un espace d'échange, en sécurité de toute forme de répression ou de pression d'une société est-allemande largement dirigée par des hommes et des principes peu soucieux de l'intégration des personnes homosexuelles[813]. Cette adresse est aussi devenue celle de nombreux événements, lectures, conférences, tables rondes, consacrées à la condition des femmes lesbiennes en RDA. Dans un autre modèle que ce que nous avons observé ailleurs, le domicile de Bärbel Klässner est un nouvel espace alternatif, dédié à une partie de l'opposition qui est encore à la marge des préoccupations centrales de l'opposition politique.

L'évolution du nombre de publications samizdats est donc influencée par deux éléments : d'une part, l'engagement progressif des paroisses aux côtés de l'opposition politique après des années de fracture avec cette dernière. Ce rapprochement se fait tout particulièrement autour des jeunes paroissiens et des activités de la *Junge Gemeinde*. D'autre part, elle est motivée par un intérêt pour de nouveaux sujets, une nouvelle fois apportés par la jeunesse lénoise. Après un engagement fort en faveur de la paix pour la jeunesse du début des années 1980, celle de la fin de la décennie se préoccupe désormais du droit des femmes, et notamment des femmes lesbiennes. Il n'existe donc pas de continuité thématique, sinon celle qui démontre qu'à Iéna, c'est bien la jeunesse qui fait évoluer l'opposition politique.

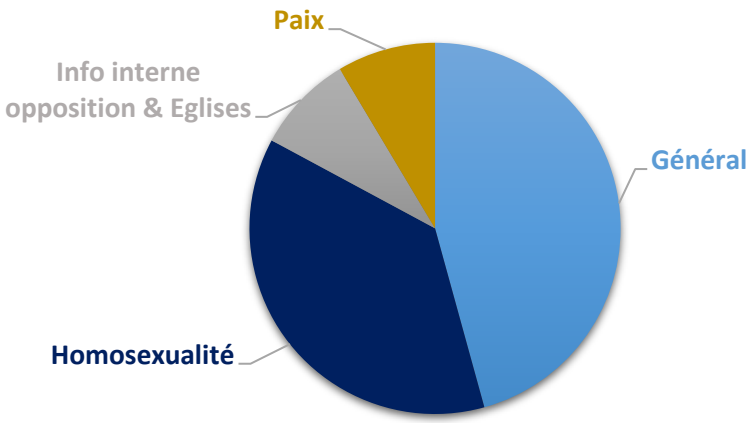
[811] *Lila Band*, RHG/ZE/5/302 à RHG/ZE/5/307, *Op. Cit.*
[812] *Info-Brief. Schwule in der Kirche*, RHG/PS 051/01 à RHG/PS 051/06, *Op. Cit.*
[813] Bärbel KLÄSSNER, « Als frau anders war », dans : Heinrich-Böll-Stiftung Sachsen-Anhalt / Gunda Werner Institut (Dir.), *Das Übersehenwerden hat Geschichte. Lesben in der DDR und in der Friedlichen Revolution*. Tagungsdokumentation, Halle/Saale, Berlin, 2015, p. 62.

b) Un outil politique pour mettre en avant les préoccupations de la jeunesse

Au vu du contexte politique que nous venons de détailler, il semble que deux thématiques soient à l'origine de la mobilisation des groupes de l'opposition politique à Iéna. Compte tenu de l'ampleur des actions menées par la *Friedensgemeinschaft*, on peut s'attendre à ce que le pacifisme soit un sujet majeur dans cette ville. À la fin des années 1980, l'importance du réseau des femmes lesbiennes qui se constitue autour de Bärbel Klässner et de son groupe qui édite le samizdat *Frau Anders*, nous invite à penser que l'homosexualité sera le sujet le plus important dans les revues autoéditées par les groupes politiques de la ville.

C'est en effet ce que nous montre la figure suivante qui expose la distribution thématique des 35 publications éditées à Iéna sur l'ensemble de la période étudiée :

Figure n°47 : Distribution thématique des publications à Iéna (1971-1990)



814

Comme attendu, l'homosexualité et la paix font bien partie des thématiques abordées dans les samizdats d'Iéna. En revanche, ce ne sont pas celles qui sont les plus abordées. En effet, l'homosexualité est la deuxième thématique qui concentre le plus de publications, avec 13 unités, qui correspondent aux 13 numéros de *Frau Anders* édités sur la période.

Pour ce qui est du pacifisme, la présence importante attendue pour cette thématique ne se vérifie pas puisque seulement trois publications y sont consacrées. Sur ce point, la distribution des thématiques traitées dans les samizdats ne reflète pas l'activité politique que nous avons pu décrire, et notamment les nombreuses actions qui ont été menées par la jeunesse

[814] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°47, p. 628.

d'Iéna au début des années 1980. Cette thématique est par ailleurs abordée dans 3 numéros du samizdat *Brücke*, édités par la *Junge Gemeinde*. Cet intérêt thématique reste le même pour le dernier numéro paru en juin 1984, mas la revue commence alors à se tourner davantage vers une revue de communication interne. Il s'agit en effet d'un tournant pour l'opposition qui s'organise au sein des paroisses d'Iéna. Celle-ci s'oriente davantage vers une mise en réseau des initiatives et cherche désormais à faire du samizdat un outil qui favorise justement ce travail en réseau. Cette intention explique également la présence de deux numéros de *Frieda* dédiés à l'information interne du réseau ecclésiastique.

L'entrée des groupes paroissiaux d'Iéna dans une dynamique de réseau se ressent aussi dans le recours aux revues généralistes d'information. Elles sont ici majoritaires aves 16 publications généralistes. Une nouvelle fois, la présence de ce type de publications à partir de la seconde moitié des années 1980 s'inscrit dans la dynamique du réseau national d'opposition qui a fait des journaux d'information son principal moyen d'atteindre un public large.

La dynamique politique impulsée par la jeunesse se retrouve donc à travers la présence de la thématique de l'homosexualité et du samizdat *Frau Anders* qui arrive à un moment où la répression est moins importante, du fait d'une accalmie politique constatée depuis la disparition de la *Friedensgemeinschaft* et de l'expulsion de plusieurs de ses membres. Le faible contrôle de la police politique à l'encontre des groupes qui éditent des samizdats, mais aussi la proximité retrouvée entre les groupes politiques indépendants et les Églises d'Iéna sont des facteurs qui permettent à des publications sur des sujets aussi sensibles sur le plan idéologique que l'homosexualité de voir le jour dans une crainte modérée de subir la répression de l'État. Ce sujet est en effet encore tabou en RDA, et il n'est pas simple de parler librement - qui plus est publiquement - de l'homosexualité[815]. C'est aussi bien tabou pour la société socialiste, et donc pour les autorités, que pour certaines paroisses. Pour les groupes qui s'intéressent à ce sujet, la répression n'est donc pas un risque à écarter, tout comme celui de la marginalisation des cadres politiques organisés par les Églises.

Malgré ces risques, *Frau Anders* parvient à s'installer parmi les samizdats thématiques les plus influents de RDA à la toute fin de la période étudiée. Il est surtout l'un des rares en RDA à être édité par un groupe exclusivement composé de femmes (en plus de *Das Netz* et *Frauenblätter*), et le seul à être consacré à l'homosexualité féminine. Il ne s'agit cependant pas de se contenter de parler d'homosexualité et d'aborder la thématique simplement comme un

[815] Maria BÜHNER, « In Bewegung: Netzwerke der Lesbengruppen in der DDR in den 1980er-Jahren » : https://www.digitales-deutsches-frauenarchiv.de/themen/bewegung-netzwerke-der-lesbengruppen-der-ddr-den-1980er-jahren, Digitales Deutsches Frauenarchiv, 2018 [consulté le 27/11/2022].

sujet politique. Ce samizdat veut également avoir une utilité concrète pour les femmes qui sont amenées à l'avoir entre les mains.

Dans *Frau Anders* on trouve des textes argumentatifs, des extraits de textes littéraires et surtout des témoignages de femmes lesbiennes qui racontent les discriminations qu'elles ont pu subir en raison de leur orientation sexuelle ou qui partagent leur expérience, bonne ou mauvaise, du moment où elles ont fait leur « coming-out » auprès de leurs familles ou de leurs amis. C'est aussi un support qui permet d'annoncer des événements organisés par le groupe d'opposition qui édite le samizdat ou par les autres groupes de RDA qui s'intéressent eux-aussi à la condition des femmes lesbiennes dans le pays. C'est aussi l'occasion de partager une liste de contacts et de lieux refuges pour des femmes lesbiennes qui auraient besoin de se confier sur leur homosexualité ou qui auraient subi des discriminations ou des violences pour cette raison. C'est d'ailleurs ce dernier point qui a motivé l'édition d'un samizdat politique pour Bärbel Klässner et les autres membres de son groupe[816]. On y trouve enfin les actualités d'autres groupes féministes qui s'intéressent aux droits des femmes dans leur ensemble.

L'objet principal de ce samizdat est donc de permettre aux femmes lesbiennes de trouver un contenu qui leur correspond, tant pour leur permettre d'assumer leur homosexualité que pour trouver du soutien auprès d'autres groupes de femmes à travers la RDA. Au vu de l'importance que le samizdat *Frau Anders* a eu à la fin des années 1980 et même au début des années 1990, cette revue présente un grand intérêt pour nos travaux.

Comme nous pouvons le constater à travers les éléments de contexte et les données concernant les samizdats politiques, la dynamique politique à Iéna a principalement été impulsée par la jeunesse militante de la ville. D'abord intéressée par le pacifisme, la jeunesse a dans un premier temps subi la répression et a pâti des mauvaises relations avec les Églises, ce qui ne lui a pas permis de pérenniser le mouvement politique engagé. Toutefois, les opposants qui en ont fait partie se sont ensuite déplacés dans d'autres villes, voire même dans un autre pays pour Roland Jahn par exemple, mais toujours dans l'intention de faire vivre le réseau politique. Ceux qui ont pu échapper à la répression ont quant à eux cherché d'autres espaces pour poursuivre leur mobilisation, dans des villes où des marges de manœuvre existent.

Toutefois, malgré la présence plus limitée des militants pacifistes suite aux épisodes de répression, les jeunes d'Iéna ont continué à mener des combats politiques, le plus souvent dans le cadre des nouveaux espaces de dialogue et de concertation du réseau politique et religieux

[816] Entretien avec Bärbel Klässner dans les locaux de l'Université Bordeaux Montaigne le 5 mai 2023.

organisés par les Églises. Cela a permis à de nouveaux sujets d'émerger, de sorte à ce que l'opposition s'empare de tous les sujets qui préoccupent la jeunesse est-allemande.

Après avoir étudié le phénomène de la politisation de la jeunesse dans des cadres autonomes, l'exemple de Naumbourg nous permettra d'étudier un autre aspect de l'engagement de la jeunesse. En effet, celle-ci s'est aussi politisée dans des espaces plus institutionnels, en l'occurrence dans des établissements d'enseignement dirigés par les Églises évangéliques. Au contact de personnalités religieuses et politiques influentes, un autre réseau est né et s'est ensuite propagé dans toute la RDA.

B. L'éducation de la jeunesse protestante comme catalyseur de la politisation de la jeunesse : l'influence du *KOS Naumburg* sur l'opposition est-allemande

1. Le KOS Naumburg, l'école des opposants

Partout en RDA, les Églises évangéliques ont permis à l'opposition d'avoir des espaces de débats et de discussions qui n'étaient pas permis par les autorités. C'est aussi le cas à Naumbourg, qui fait partie des deux seules villes de RDA à disposer d'une université ecclésiastique, le *Katechetisches Oberseminar,* la seconde étant située à Berlin-Est. Ce sont des universités qui sont indépendantes des structures de l'État et qui fonctionnent donc à la marge des directives énoncées par le *Ministerium für Volksbildung* (Ministère de l'éducation populaire) dirigé par Margot Honecker.

On peut par exemple y lire de la littérature qui n'est pas autorisée dans les autres universités de RDA[817]. De nombreuses personnes qui ont ensuite fait partie des mouvements d'opposition, pour certaines jusqu'à la révolution pacifiste de 1989 ont étudié dans ces universités. Parmi ces anciens étudiants, on compte Marianne Birthler, Martin Gutzeit, Wolfgang Ullmann, ou encore Walter Schilling. Cette université a joué un rôle important dans le réseau des Églises évangéliques et dans celui de l'opposition. C'est elle qui, à partir du début des années 1980, décide de dispenser des cours sur le pacifisme, et donc de contrer ainsi le discours officiel servi dans les autres classes de RDA, dans lesquelles on apprend depuis le plus jeune âge à défiler pour les parades militaires, on apprend les chants patriotes et militaires et on simule même des exercices militaires avec des armes factices.

[817] « Kirche und Opposition », www.jugendopposition.de/145323, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en octobre 2017, consulté le 21/09/2022].

En janvier 1981, à l'occasion du séminaire sur l'éducation catéchétique, le *KOS Naumburg* propose à toutes les autres Églises d'intégrer du contenu pacifiste aux enseignements religieux[818]. Il demande aussi aux plus hautes autorités des Églises protestantes d'ouvrir des discussions avec le gouvernement de RDA pour obtenir quatre des principales revendications partagées par les Églises et les groupes politiques pacifistes : la fin de la production de jouets de guerre et de livres pour enfants avec du contenu militaire, la fin des activités scolaires ou extrascolaires qui s'apparentent à du sport militaire, la fin des menaces répressives dans la publicité qui est faite en faveur du service militaire, et l'introduction à l'école d'une matière dont le contenu est orienté vers les problématiques de paix et de désarmement et prône un comportement pacifiste. Cette demande, diffusée par l'intermédiaire d'une lettre ouverte aux autres diocèses, s'inscrit en outre dans un mouvement politique important qui consiste à contester l'obligation d'effectuer un service militaire et demande l'instauration d'un service civique pacifiste pour permettre aux objecteurs de conscience d'effectuer un service civique qui ne comporte pas de caractère militaire[819].

Au vu du rôle important que revêt le *KOS Naumburg* du fait de sa mission d'éducation et de la rareté de son statut en RDA, cette initiative ne peut pas être considérée comme anodine. À début des années 1980, les groupes politiques autonomes ont encore de grandes difficultés à exister aux yeux du grand public et à s'organiser dans un réseau suffisamment solide pour ne pas craindre que de nouvelles vagues de répression ne viennent mettre fin à leurs activités. Ils disposent donc d'un réseau d'influence limité, tout au contraire des Églises, et *a fortiori* du *KOS Naumburg*. Dans la mesure où cet établissement religieux fonctionne en concurrence des établissements scolaires et universitaires « officiels », donc portés par le Ministère de l'éducation populaire, toute initiative politique de sa part qui viserait à contrer le discours officiel dans des cadres aussi influents que ceux de l'éducation de la jeunesse est une provocation et une menace pour le gouvernement de RDA. Si ne serait-ce qu'une partie du réseau ecclésiastique adhère aux idées du *KOS Naumburg*, les Églises seraient alors un espace de formation pour jeunes pacifistes contestataires des principes socialistes appris dans les écoles.

Pour ce qui est du *KOS Naumburg*, c'est bien le cas, car comme on l'a évoqué précédemment, de nombreux opposants qui ont été actifs dans le mouvement pour la paix jusqu'en 1989 y ont étudié et se sont formés aux idées pacifistes. Certains d'entre eux sont

[818] Ministerium für Staatssicherheit, « Offener Brief zur Friedenserziehung im Katechetischen Seminar Naumburg », Info Nr. 23/81, BStU, MfS, ZAIG 3100, p. 1-8.
[819] Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried, Op.Cit.*, p. 29.

devenus des figures importantes de l'opposition et ont eux aussi mobilisé un réseau politique important autour de leurs actions. On peut par exemple citer Stephan Bickhardt dont le réseau transnational était important, mais aussi le théologien Markus Meckel qui a été élu à la *Volkskammer* en 1990 puis au *Bundestag* entre 1990 et 2009 au sein de la fraction parlementaire du SPD, ou encore Wolfram Tschiche, fil du pasteur Hans-Jochen Tschiche, et dont les contacts rapprochés avec la *Charta 77* en Tchécoslovaquie et avec les *Grünen* en RFA lui ont valu d'être particulièrement surveillés par la *Stasi*[820]. Le point commun entre ces trois personnes est par ailleurs leur implication dans les activités auto-éditoriales et donc dans la production de samizdats politiques : Bickhardt est connu pour l'édition de la série de samizdats *Radix-Blätter*[821] entre 1986 et 1988 et de *Kontakt*[822] à partir de 1987, Meckel coordonne l'édition du samizdat périodique *Friedensnetz* à partir de 1986 et Tschiche participe à l'édition de *Ostkreuz*[823] en 1989 avec d'autres figures de l'opposition comme le hongrois György Dalos et Gerd Poppe. Toutefois, aucun d'eux ne mène ses actions éditoriales à Naumbourg. Bickhardt et Tschiche publient à Berlin-Est tandis que Meckel est actif à Schwerin.

La publication des premiers samizdats à Naumbourg avait commencé quelques années plus tôt, en juin 1981. C'est six mois après le séminaire sur l'éducation catéchétique qui a débouché sur la rédaction et la diffusion de la lettre ouverte à tous les diocèses de RDA. Il répond donc au besoin du *KOS Naumburg* de diffuser le plus largement possible – au moins dans les cercles religieux – la lettre ouverte. Le format du samizdat, camouflé derrière une mention le faisant passer pour bulletin paroissial, semble être le support idéal pour cela.

Ce recours au samizdat intervient aussi, nous l'avons vu, à un moment où il est particulièrement plébiscité par les groupes issus des Églises, alors que les initiatives d'autoédition clandestines sont encore peu nombreuses. Entre 1981 et 1984, période de parution du samizdat *Der Anstoß,* édité par le *KOS Naumburg*, l'autoédition est une pratique politique qui est encore marginale en RDA, on ne compte alors qu'entre 7 publications en 1981 et 47 en 1984 sur l'ensemble du territoire. Nous pouvons donc supposer qu'à une époque où peu de revues de ce type circulent, celle qui est éditée et diffusée par une structure aussi influente dans le réseau ecclésiastique a eu une résonnance particulière et a pu inspirer d'autres paroisses du

[820] Walter SÜß, *Staatssicherheit am Ende: warum es den Mächtigen nicht gelang, 1989 eine Revolution zu verhindern*, Berlin, Ch. Links Verlag, 1999, p. 202.
[821] *Schattenverschlüsse - Radix-Blätter Nr1*, RHG/UP 117/1, *Op. Cit.*, 1986 ; *Aufbrüche - Radix-Blätter Nr.2*, RHG/PS 014, *Op. Cit.*, 1987 ; *Wohnsinn - Radix-Blätter Nr. 3*, RHG/PS 119, *Op. Cit.*, 1987 ; *Aufrisse - Radix-Blätter Nr.5*, RHG/PS 015, *Op. Cit.*, 1988 ; *Spuren, Radix-Blätter Nr. 6*, RHG/PS 099, *Op. Cit.*, 1988 ; *Aufrisse zwei, Radix-Blätter Nr. 9*, RHG/PS 016, *Op. Cit.*, 1988.
[822] *Kontakt*, RHG/RJ 023/07 ; RHG/PS 057/01 à RHG/PS 057/06, *Op. Cit.*
[823] *Ostkreuz*, RHG/PS 084/01 à RHG/084/02, *Op. Cit.*, 1989.

réseau, qui au fil des années, ont été amenées à en créer d'autres à leur tour et ainsi à contribuer à la consolidation du réseau religieux mobilisé autour de la question de la démilitarisation à partir du début des années 1980.

L'influence du *KOS Naumburg* peut aussi se mesurer par son rôle de transmission des idées, en qualité d'établissement d'enseignement. Les étudiants que nous avons cités jusqu'ici et qui ont étudié dans le *KOS* ont tous fait partie à un moment ou à un autre du mouvement pacifiste et des groupes qui le composent. La plupart fait partie d'une génération née dans les années 1950 et a fréquenté cette université entre la deuxième moitié des années 1970 et le début des années 1980. Markus Meckel et Wolfram Tschiche ont respectivement 29 et 31 ans en 1981 lorsque le premier samizdat fait son apparition à Naumbourg. Le premier a effectué des études universitaires tardives et étudie alors toujours au sein du *KOS*. Il le quitte en 1982 pour devenir pasteur à Vipperow, au Sud de l'actuel Land du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Le second, plus âgé et fils du pasteur Hans-Jochen Tschiche, lui aussi engagé sur le plan politique, a déjà quitté le *KOS* en 1981 mais il est déjà très actif dans l'opposition politique depuis 1980[824]. Il organise par exemple des groupes de discussion illégaux avec des personnes intéressées par la philosophie. Il s'engage ensuite dans la *Friedensbewegung* et contribue, aux côtés de Katja Havemann à la création du *Neues Forum* en 1989. Il n'est pas directement impliqué ni témoin de l'édition de *Der Anstoß* mais il met à profit les enseignements pacifistes dispensés dans le *KOS* pour poursuivre son engagement politique dans la *Friedensbewegung* puis dans *Neues Forum*.

Stephan Bickhardt est quant à lui plus jeune. Il a 22 ans en 1981 mais il fait lui aussi partie du *KOS*, entre 1979 et 1983. Il fréquente donc les mêmes cercles et les mêmes cours que Markus Meckel. Plus tard, il fait la rencontre de Tschiche, avec lequel il publie le sixième numéro des *Radix-Blätter*[825]. Enfin, au cours de ses études, il fréquente un certain Andreas Neumann-Nochten qui est justement l'éditeur principal du samizdat *Der Anstoß.*

Tous ces éléments nous indiquent que les enseignements dispensés et les contacts noués au début des années 1980 au *KOS Naumburg* ont eu une influence importante sur le développement du samizdat comme un outil politique de l'opposition en RDA. *Der Anstoß* semble de ce point de vue avoir constitué une référence pour un certain nombre d'opposants issus de cette université, qui ont ensuite fait du samizdat l'un de leurs outils politiques principaux. Ils ont ensuite pu utiliser leur réseau politique et religieux, national et transnational, pour se convaincre de la pertinence de cet outil politique.

---

[824] Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit »*, *Op. Cit.*, p. 168.
[825] *Spuren*, RHG/PS 099, *Op. Cit.*

En 1986, année où l'essor du samizdat s'amorce en RDA, tous ces anciens étudiants du *KOS* commencent eux aussi à éditer leurs propres revues, dans des villes et dans des cercles différents. À Naumbourg, c'est aussi au cours de cette année qu'un samizdat politique voir le jour en dehors du *KOS*[826]. Les auteurs ne se revendiquent pas directement du *KOS* mais font tout de même partie de la communauté étudiante. Ils font partie de la *Konferenz Studentischer Vertreter Theologischer Ausbildungsstätten* [Conférence des représentants étudiants des instituts de formations théologiques]. La revue est un journal qui s'adresse à la communauté étudiante. On y trouve des textes qui présentent les initiatives des étudiants dans leur engagement pour la paix et le désarmement. Là encore, on peut constater que le *KOS* a une influence importante sur cette publication. C'est peut-être aussi le cas sur un bon nombre de revues édités par des membres du mouvement pour la paix, mais il est difficile de pouvoir mesurer cette influence au-delà de ce que nous pouvons relever sur l'engagement des personnes ayant étudié au sein du *KOS Naumburg*.

L'exemple du contexte de la ville de Naumbourg nous montre que les Églises n'ont pas seulement un rôle de protection des groupes politiques contre la répression potentielle de la police politique. Elles n'ont pas non plus qu'un rôle de mise en réseau des paroisses et des opposants qui partagent les mêmes idées. Elles ont aussi une fonction d'éducation, de transmission d'idées et de principes qui se construisent ici en contradiction avec le pouvoir en place. Par cet intermédiaire, on peut dire que les universités ecclésiastiques ont été des véritables terrains de formation et de conscientisation d'un grand nombre de jeunes qui sont, suite à ces enseignements, devenus des opposants jusqu'à la chute du régime socialiste de RDA et même après, dans la mesure où nombre d'entre eux ont contribué à la fondation de l'Allemagne unifiée, en atteste la carrière politique de Markus Meckel, mais il n'est pas le seul dans ce cas.

Ici, le samizdat n'est que la trace visible de l'influence du *KOS* et des espaces créés par les Églises protestantes dans leur ensemble sur la formation du réseau politique de protestation en RDA. Il nous permet, grâce aux informations que nous parvenons à récolter, de retracer les liens et les réseaux d'influence qui ont pu exister entre des groupes politiques et des opposants, dont certains sont des anciens étudiants du *KOS*. Bien que ces derniers aient fini par fréquenter des cercles différents, ils ont pu converger à différents moments ; une convergence parfois visible à travers l'édition d'un ou plusieurs samizdats. À lui seul, le nombre de samizdats édités

[826] *Von uns für uns. Blätter für Theologie- und Gemeindepädagogik-Studenten*, RJ 23, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Naumbourg, novembre 1986.

à Naumbourg ne permet pas de mesurer l'importance de cette ville dans l'histoire du samizdat est-allemand. À première vue, ce nombre assez faible pourrait laisser penser que Naumbourg n'a joué qu'un rôle marginal. Mais à y regarder de plus près, quand on sait le nombre d'opposants qui y ont étudié, on peut alors se dire que son rôle a largement dépassé le simple travail d'édition. Cette ville peut même être considérée comme le terrain qui a permis au samizdat politique de revêtir tant d'importance dans le paysage politique est-allemand à la fin des années 80. C'est encore une preuve que l'importance du réseau dépasse largement les données quantitatives et peut se mesurer par bien d'autres moyens.

2. Le samizdat, reflet de l'activité politique du KOS ?

À Naumbourg, le recours au samizdat est arrivé dès le début des années 1980 mais son irrégularité au cours de la décennie ne nous permet pas de trouver suffisamment de connexions entre le contexte local et la courbe d'évolution de la production des publications. En effet, il semble que les activités oppositionnelles proviennent essentiellement d'une activité interne au *KOS* et porte sur la situation globale de la RDA. Dans le cas présent, le contexte politique local ne semble jouer qu'un rôle mineur. De plus, le volume de production des samizdats ne reflète pas l'activité politique importante qui s'est développée au sein du *KOS*. On ne recense que 11 publications au total, issues de 4 samizdats différents, dont un seul a donné lieu à des parutions périodiques. La quasi-totalité des publications est concentrée entre 1981 et 1984, avec tout de même deux exceptions plus tardives en 1986 et 1988, deux samizdats d'un seul volume à chaque fois.

Le cas de Naumbourg diffère donc grandement de ceux des villes que nous avons étudiées précédemment. Dans la mesure où le contexte politique local ne joue qu'un rôle mineur dans le développement de l'activité oppositionnelle locale, il faut regarder ailleurs. En l'occurrence, nous partons du postulat que le fait que cette activité se soit développée dans une institution d'enseignement supérieur implique un traitement différent de l'information et de l'idée politique. Dans la grande majorité des villes de RDA dans lesquelles l'opposition a été active, le contexte local lui a permis de se développer et d'être visible.

Par endroits, cela a été permis par la présence de paroisses ayant conscience du besoin de créer de nouveaux espaces de libertés. À d'autres endroits, une situation politique locale, engendrée par une situation écologique préoccupante ou encore par des épisodes de forte répression ont fait l'effet de catalyseurs pour des individus ou des groupes qui n'avaient pas nécessairement l'intention de s'engager sur le plan politique mais qui ont fini par le faire, par

nécessité de réagir à un contexte devenu difficile à cautionner, ou même à vivre quand il s'agit d'écologie. À Naumbourg, il ne semble pas y avoir d'urgence locale. Alors, l'existence d'un établissement d'enseignement comme le *KOS*, qui fonctionne donc en marge du Ministère de l'éducation populaire, permet de disposer d'un lieu de savoir, de questionnement, pour sensibiliser les étudiants aux problématiques que rencontre la population est-allemande, et plus largement, du bloc d'influence soviétique.

L'objet de cette sensibilisation des étudiants aux enjeux politiques n'est donc pas de permettre la mise en place d'actions locales. Il s'agit plutôt de développer une conscience politique qui permet d'être critique envers le discours officiel et de défendre les valeurs fondamentales de paix et de libertés individuelles. C'est pour cette raison que, comme nous avons eu l'occasion de l'expliciter, de nombreux anciens étudiants du *KOS* passent ensuite à l'action politique dès la fin de leurs études. Pour la plupart d'entre eux, cela ne se fait pas à Naumbourg mais dans d'autres grandes villes dans lesquelles les échanges entre les opposants sont possibles et nombreux.

Par ailleurs, le fait que cet établissement soit dirigé par les Églises protestantes a son importance. Tout d'abord, il est potentiellement un lieu d'étude alternatif pour tous les opposants ou enfants d'opposants qui ont été privés, pour une raison ou une autre, d'accès à l'enseignement supérieur. De ce fait, les étudiants qui arrivent au *KOS* disposent déjà d'une certaine conscience politique, ou au moins, ont en quelque sorte une prédisposition pour être critiques envers l'État. Mais contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres villes, à Naumbourg, les jeunes qui se retrouvent dans cette situation ne se tournent pas en premier lieu vers une activité politique clandestine. Ils sont en quelque sorte pris en charge par les Églises, qui non seulement leur permet de poursuivre leurs études, mais contribuent aussi au développement de leur conscience politique.

À cette occasion, les étudiants sont donc sensibilisés à la question du pacifisme et de la défense des libertés individuelles. Dans la mesure où de nombreux opposants du mouvement pacifiste ont fait leurs études au *KOS*, on peut dire que cet établissement a largement contribué au développement du mouvement, de manière durable. Il a en outre permis aux étudiants, grâce aux rencontres entre différents établissements de ce type, de construire un réseau de jeunes issus des pays du Pacte de Varsovie et particulièrement sensibles à ces thématiques[827].

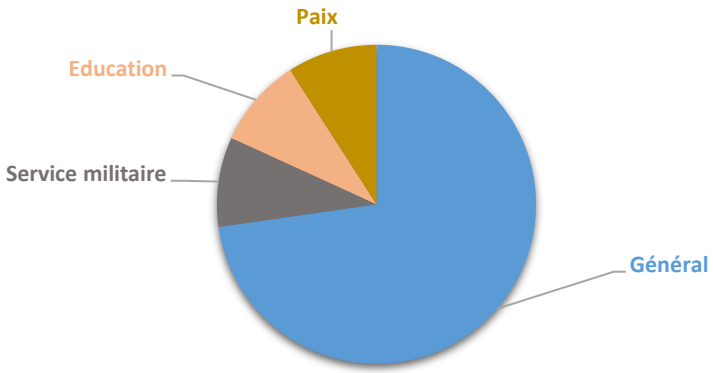
Enfin, un dernier élément qui nous semble important est le lien que cet établissement a créé entre des opposants influents et les institutions religieuses. Comme nous l'avons dit, dans

[827] Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit*, *Op. Cit.*, p. 193.

certaines villes, les relations sont parfois compliquées entre opposants et Églises, ce qui ne permet pas à l'opposition de se protéger ni de se développer. À Naumbourg, les jeunes se forment sur le plan politique au contact des Églises, de leurs problématiques, et de leur organisation. Cela contribue en quelque sorte à installer une proximité durable entre ces jeunes opposants et les Églises. Dans certains cas, cela ne s'est pas confirmé au fil des années, comme pour Stephan Bickhardt qui a fini par s'éloigner définitivement des institutions religieuses, alors même que son père en fait partie[828]. Mais dans bien d'autres cas, les enseignements dispensés par les Églises au sein du *KOS* ont eu de nombreux effets durables, aussi bien pour ce qui concerne les sujets de mobilisation de ses anciens étudiants que pour le souci de travailler, dans la mesure du possible, en coopération avec les Églises protestantes.

Les conséquences de l'existence de cette institution sont donc davantage perceptibles à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale. Le samizdat politique ne semble pas refléter cela, en tout cas pour ce qui est du nombre de publications que nous aurions pu penser être plus important, au vu de la dynamique politique créée par les enseignements du *KOS*, et aussi au vu des moyens qui auraient pu être mis à disposition des jeunes, *a fortiori* dans un espace alternatif d'enseignement supérieur. Si le samizdat ne semble pas avoir profité de cette dynamique, en tout cas en termes de volume de production, la figure suivante nous permet de commenter les thématiques abordées dans les quelques publications éditées à Naumbourg. Elle donne des indications sur la connexion entre les enseignements dispensés et l'activité auto-éditoriale.

Figure n°48 : Distribution thématique des publications à Naumbourg (1971-1990)



À la lecture de ce graphique, une première remarque générale peut-être formulée : bien que la majorité des revues ait été éditée par le *KOS* ou par des groupes qui en sont proches, il

[828] *Ibid.*, p. 31.

n'y a pas d'unité concernant la distribution thématique des publications. Avec 4 samizdats différents, nous avons aussi 4 thématiques différentes.

Ce sont les revues généralistes qui génèrent le plus de publications, démontrant ainsi que les journaux généralistes d'informations sont les plus représentées à Naumbourg. Elles sont toutes issues du samizdat *Der Anstoß*, qui se présente comme le journal de la communauté étudiante du *KOS Naumburg*. La présence majoritaire des revues généralistes d'information démontre que l'intérêt de leur mobilisation est d'interroger sur la situation politique de l'ensemble du pays et des États voisins. La revue porte aussi bien sur l'actualité internationale que sur celle du mouvement pacifiste ou encore des actions menées dans les cadres religieux. L'information n'est donc pas centrée sur Naumbourg, elle est plus générale.

L'élément remarquable réside dans le fait que le premier numéro paraît en 1981, à un moment où les journaux d'information sont encore relativement rares en RDA. Sur le territoire, nous avons recensé le premier en 1980, puis nous en trouvons 5 en 1981, dont 3 à Naumbourg. Pour les autres, le premier a été édité à Magdebourg, et deux autres sont les *Streiflichter* du *AG Umweltschutz* à Leipzig. Ce type de support est donc marginal à ce moment-là. C'est une nouvelle fois une preuve que le *KOS* est un lieu d'expérimentation pour l'opposition, et que le samizdat qu'il édite est un moyen de travailler sur des sujets divers, de sorte à éveiller l'intérêt des étudiants sur différents objets de réflexion et de mobilisation.

Au vu du faible nombre de samizdats édités au début des années 1980, le fait d'avoir déjà recours à des journaux d'informations démontre qu'il existe déjà une conscience de l'utilité potentielle du samizdat politique pour contrer la désinformation opérée par les médias officiels. Dans cette zone un peu plus rurale et un peu plus éloignée des grands centres urbains, l'information alternative n'est pas facilement accessible. Au début des années 1980, les samizdats circulent cependant principalement dans cette région, et plus précisément au sein des paroisses protestantes de la région, à Leipzig, Wittenberg et Naumbourg. Le réseau régional fonctionne donc au sein des Églises et le *KOS* prend donc sa part du travail, principalement pour partager des informations et des avis sur l'actualité.

Toutefois, comme nous le constatons sur la figure présentée, les connexions avec le réseau régional ne concernent pas les thématiques abordées ailleurs. Si à Wittenberg et Leipzig l'écologie est déjà l'objet des premières publications, ce n'est pas le cas à Naumbourg. Les trois publications thématiques, éditées respectivement en 1984, 1986 et 1988 portent quant à elles sur la paix, l'éducation et le service militaire. La thématique centrale qui concentre une bonne partie des enseignements du *KOS*, le pacifisme, ou l'antimilitarisme, est bien au cœur des publications samizdats. Les trois revues sont éditées par des groupes pacifistes. *Infoblatt über*

christliche Friedensarbeit[829] est aussi une revue d'information qui porte sur les actions menées par les Églises protestantes et les groupes qu'elles hébergent au sein du mouvement pacifiste. *Von uns für uns*[830] est une revue de communication interne comportant des textes visant à démontrer le rôle des Églises dans le travail d'éducation de la jeunesse, notamment en opposition aux pratiques pédagogiques militaristes défendues par le Ministère de l'éducation populaire. Enfin, *Wir suchen weiter nach Wegen zum Frieden*[831] est une revue de documentation permettant de diffuser des textes alimentant la revendication qui consiste à exiger la création d'un service civique pacifiste.

Même si l'activité politique ne semble pas se refléter dans la quantité de samizdats édités, on constate tout de même qu'elle se retrouve dans les thématiques abordées. Le *KOS Naumburg* a eu une influence importante, aussi bien sur le plan local que sur le plan national, formant de nombreux jeunes aux questions politiques et au développement de l'esprit critique. Le rayonnement du *KOS* est donc difficile à quantifier, mais il se retrouve dans les nombreuses connexions que nous avons pu établir avec des initiatives auto-éditoriales dans d'autres grandes villes et métropoles de RDA.

Pour les villes d'Iéna et de Naumbourg, les dynamiques politiques sont bien différentes de celles que ce que nous avons pu décrire précédemment. Elles ne sont pas tournées vers un sujet précis de mobilisation, mais vers un public, la jeunesse. En l'absence de possibilités de se réunir et de parler de sujets politiques dans les universités, les jeunes se réfugient soit dans des activités clandestines qui leur donnent une certaine exposition, soit vers les institutions religieuses qui offrent la protection nécessaire, et en l'occurrence qui participent au développement de la réflexion politique. Cela se fait en plus dans une région dans laquelle la dynamique politique est importante. Même si elle est causée par des facteurs bien différents, l'activité politique régionale rejaillit sur les groupes d'autres villes, notamment par l'intermédiaire du réseau paroissial.

Mais comme nous l'avons vu au cours de l'étude de la base de données, des samizdats ont aussi été édités dans des villes ne se trouvant pas dans des régions irriguées par l'activité politique importante d'autres métropoles de RDA. La situation est alors différente - même si le réseau paroissial les concerne aussi – car la circulation des textes et des idées y est moins simple.

---

[829] *Infoblatt über christliche Friedensarbeit*, RHG/UK 25, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Naumbourg, 1984.
[830] *Von uns für uns*, RHG/ RJ 23, *Op. Cit.*
[831] *Wir suchen weiter nach Wegen zum Frieden. Eine Sammlung von Dokumenten, Konzepten, Beiträgen zum Thema: SoFd*, RHG/MK 11, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Naumbourg, 1988.

En revanche, un autre facteur peut expliquer la présence d'une activité auto-éditoriale et d'une certaine dynamique politique : la proximité avec la RFA. Afin de vérifier la pertinence de ce facteur et de constater quelles sont les spécificités pour ces villes proches des frontières, nous nous intéressons à présent aux villes de Schwerin et de Magdebourg. Ces deux villes ont elles aussi traversé des épisodes d'agitation politique, mais cela s'est fait plus rare au cours des années 1980. Pourtant, quelques samizdats y ont été édités, dans des quantités plus ou moins importantes.

IV. Quelles dynamiques en dehors de ces réseaux géographiques et politiques ?

Après avoir pris des exemples permettant de déterminer des connexions territoriales, les exemples de Magdebourg et de Schwerin nous donnent l'occasion de nous intéresser à des connexions transnationales potentielles, en particulier celles qui ont pu se développer avec la RFA. D'une part, Magdebourg, Métropole d'un peu moins de 290 000 habitants, est située à près de 150km de Berlin-Est, grand centre d'activité politique de RDA le plus proche. Elle se trouve aussi à proximité de villes de RFA, Berlin-Ouest premièrement, mais aussi Wolfsburg et Brunswick, les deux grandes villes de RFA les plus proches, à environ 90km à l'Ouest. La frontière avec la RFA est encore plus proche, à moins de 50km.

D'autre part, Schwerin, où on recense un peu moins de 130 000 habitants à la fin de l'année 1986, se situe au Nord-Ouest de la RDA, dans une région isolée des publications samizdats[832]. Comme Magdebourg, elle se situe à quelques kilomètres de la frontière avec la RFA. Elle se trouve même encore plus proche d'une grande ville que Magdebourg, puisque Lübeck ne se situe qu'à un peu plus de 70km. Hambourg, n'est pas très loin non plus, à un peu plus de 100km.

La proximité avec la RFA sera donc un facteur à prendre en compte pour déterminer si cela a pu donner de l'impulsion à une dynamique politique locale. Dans la mesure où elle permet un accès facilité à l'information en langue allemande, elle est certainement la raison principale de la présence de l'activité auto-éditoriale dans ces deux villes. L'étude des contextes politiques locaux et des sujets abordés dans les samizdats politiques, nous permettront de déterminer quels facteurs ont le plus favorisé leur développement dans ces villes.

[832] Annexe n°5, « Carte montrant les lieux de publication des samizdats politiques », *Op. Cit.*, p. 630.

A. Le samizdat politique comme relai de l'engagement international des paroisses de Magdebourg

Après Berlin-Est, Leipzig, Wittenberg, Iéna et Halle/Saale, Magdebourg est la sixième ville la plus importante en termes de production de samizdats politiques. Elle est aussi la sixième plus grande ville de RDA. Elle compte beaucoup moins de publications que les plus grandes métropoles que sont Berlin-Est et Leipzig (21, contre 415 à Berlin-Est et 123 à Leipzig). En revanche, nous en trouvons plus à Magdebourg qu'à Dresde (17 publications), Karl-Marx-Stadt (2), Rostock (7) et Erfurt (7), quatre autres métropoles du pays.

Comme dans de nombreuses autres grandes villes, Magdebourg a connu une forte mobilisation politique au cours des années 1950, en particulier à l'occasion des révoltes ouvrières de 1953. C'est d'ailleurs l'une des villes dans lesquelles la répression a été la plus forte. Les manifestations ont en effet été réprimées par l'arrivée des chars soviétiques et des mitrailleuses de l'armée. En plus des nombreuses personnes blessées, celles qui sont jugées responsables de la révolte sont arrêtées et condamnées à mort[833].

Comme nous avons pu le constater ailleurs, après des épisodes de répression importante, l'activité politique continue de se mener, mais dans des cadres privés, à l'abri des regards et au sein de cercles restreints, de sorte à se prémunir de toute dénonciation pouvant mener à de nouveaux actes de répression. À Berlin-Est par exemple, cette situation a réussi à être contournée grâce à l'aide de paroisses offrant à l'opposition des espaces de liberté et des espaces alternatifs lui permettant de développer son activité. Mais à Magdebourg, il n'y a pas d'initiatives de ce type, ce qui explique certainement la présence en quantité restreinte des samizdats politiques.

Toutefois, l'activité auto-éditoriale existe bien dans cette ville, malgré des conditions visiblement moins favorables qu'ailleurs. Il faut tout de même mentionner le fait que la proximité avec la RFA est un facteur qui a pu favoriser l'existence des samizdats, facilitant l'accès à l'information en langue allemande et aussi à du matériel passé en fraude par la frontière. Malgré ces conditions *a priori* propices, il n'y a pas eu de recours massif au samizdat politique. Les activités auto-éditoriales se sont essentiellement concentrées autour de deux groupes. Le premier est un groupe de travail paroissial nommé *Gruppe Aktion Lepradorf* qui se

[833] « Panzer wie in Berlin - Der 17. Juni 1953 in Magdeburg », www.jugendopposition.de/145350, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 13/02/2024].

consacre à la situation politique et sanitaire de la Tanzanie, un État qui a rompu ses relations avec une partie des États occidentaux (Royaume-Unis, RFA…) à partir de 1965 pour se tourner vers les pays du bloc d'influence soviétique et ses partenaires (RDA, Chine…).

L'intérêt des paroisses de Magdebourg pour la Tanzanie trouve son origine dans un pèlerinage organisé par la communauté protestante de Magdebourg à destination d'étudiants de toutes la RDA à Rosenthal. À cette occasion, le travail des étudiants s'est organisé autour de la « responsabilité mondiale ». C'est un vaste sujet, mais il est alors surtout question de la responsabilité des pays développés en faveur des pays du tiers monde. Le sujet porte donc sur les actions de solidarité qui peuvent être menées, en particulier pour lutter contre la pauvreté et contre la famine.

Cela a donné naissance à l'*Aktion Lepradorf* et à l'*Action five* pour la collecte de dons. Le contact avec le village tanzanien d'Ifakara, qui a été gravement touché par une épidémie de Lèpre, avait été entretenu par la communauté étudiante catholique de Magdebourg [*Katholische Studentengemeinde – KSG Magdeburg*]. Peu à peu, l'*Aktion Lepradorf* et l'*Action five* se sont étendues à de nombreuses Églises locales et communautés étudiantes évangéliques. C'est à travers ces initiatives que la solidarité s'est organisée en faveur des habitants de Tanzanie touchés par la Lèpre. Le samizdat *Inform* est donc en quelque sorte la plate-forme qui rend compte de l'évolution de la situation à Ifakara et qui, grâce à sa diffusion large, mobilise les initiatives de solidarité.

Parallèlement, la « communauté d'action pour les affamés » a donné naissance au « groupe de travail *INKOTA* », qui s'est penché de plus en plus politiquement sur l'injustice mondiale et a mis l'accent sur la prise de conscience de cette situation. Ce groupe de travail a aussi donné lieu à la publication d'un samizdat à Berlin-Est, intitulé *INKOTA-Briefe*[834]. Le samizdat est le fruit du travail d'un réseau structuré, et fait partie des samizdats comportant le plus de numéros (41 entre 1971 et 1990). Si aucun d'eux n'a été édité à Magdebourg au cours de la période de notre étude, les initiatives du groupe *INKOTA* se poursuivent encore aujourd'hui, et sont notamment rendues visibles par une revue paroissiale, toujours intitulée *INKOTA-Briefe*, à Magdebourg et Dresde.

Le second groupe influent est un groupe de la paroisse de la Cathédrale de Magdebourg, la *Domgemeinde*, qui comprend un centre de documentation et un groupe de travail sur l'écologie. Le premier édite le samizdat *Inform* (13 numéros)[835]. Le second édite quant à lui

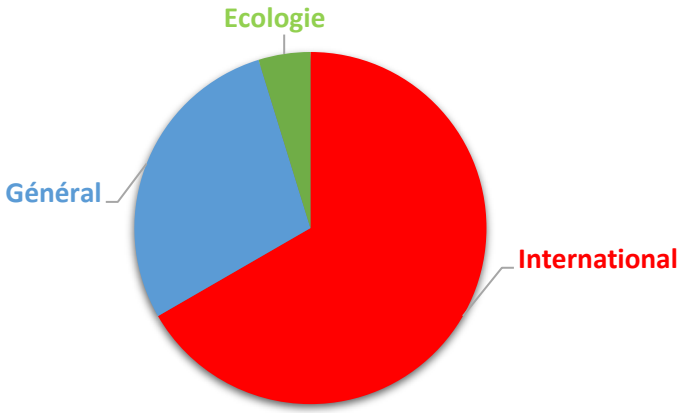
[834] Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR*, p. 455-457.
[835] Concernant *Inform*, nous n'avons pas pu trouver la totalité de la collection. Nous n'avons en effet trouvé que les numéros 13 et 14 de la collection, publiés respectivement en avril 1984 et avril 1986. Du fait de l'existence

deux samizdats, *Ausblick* (6 numéros) entre 1988 et 1989, et le samizdat d'un seul volume *Umweltbrief* en juillet 1988.

Quant aux publications du groupe *Aktion Lepradorf*, elles sont, comme on peut s'y attendre, consacrées à l'actualité internationale, et plus précisément à la Tanzanie. C'est d'ailleurs le seul samizdat que nous avons pu consulter qui se concentre sur la situation de ce pays. D'autres revues portent sur l'actualité internationale, mais elles sont plus nombreuses sur l'Amérique Centrale ou sur les autres pays du bloc soviétique.

La figure suivante présente la distribution thématique des 21 publications des deux groupes d'édition de Magdebourg :

Figure n°49 : Distribution thématique des publications à Magdebourg (1971-1990)



836

Compte tenu de la présence d'un centre de documentation et d'un groupe de travail sur l'écologie dans la paroisse de la Cathédrale de Magdebourg, on aurait pu s'attendre à constater un nombre important de revues consacrées à l'écologie. Mais comme le montre cette figure, l'écologie n'est l'objet que d'une seule publication, en l'occurrence le samizdat d'un seul volume *Umweltbrief*. Elle paraît en 1988, à un moment où le mouvement écologiste est en plein essor. Pourtant, même si la revue s'inscrit aussi dans cette dynamique, elle reste une initiative isolée. Le mouvement écologiste ne semble donc pas s'installer à Magdebourg.

d'une numérotation des publications, nous en déduisons l'existence de 12 autres numéros que nous ne sommes pour le moment pas en mesure de dater. Nous intégrons tout de même les données qui concernent ces 12 numéros que nous n'avons pas pu consulter dans la mesure où ils font partie de la même série de publications et donc du même samizdat. La datation des deux numéros présents dans les fonds d'archives nous indique en outre que l'activité éditoriale à Magdebourg a commencée bien avant 1984, et donc avant que Berlin-Est ne devienne la plaque tournante de l'autoédition et ne commence à avoir une grande influence sur le réseau des groupes d'édition.

836 Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°49, p. 629.

Le samizdat périodique *Ausblick*, bien qu'édité par le groupe de travail sur l'écologie, est en fait un journal d'information. Son sous-titre est *Informationen für die Magdeburger Gemeinden und die engagierter Gruppen* [informations pour les communautés religieuses de Magdebourg et pour les groupes engagés] jusqu'en juin 1989, puis *Info-Blatt für die Magdeburger* pour le dernier numéro paru en novembre 1989. Il s'agit donc bien d'une initiative qui vise à participer à l'objectif de construction d'un contre-pouvoir médiatique, jusqu'à tenter de se professionnaliser, ce que laisse entendre le sous-titre du dernier numéro. Ce sont donc ces 6 numéros de *Ausblick* qui apparaissent ici derrière la thématique « général ».

La date de mise en circulation de cette revue d'information nous indique qu'elle s'inscrit dans la dynamique constatée à l'échelle nationale et qui consiste à multiplier les initiatives permettant à l'opposition de se rendre visible aux yeux du grand public comme un contre-pouvoir médiatique. Pour cela, l'appartenance du groupe d'édition à la *Domgemeinde* est à n'en pas douter un élément facilitateur pour se procurer des textes et des informations, et pour les diffuser dans de bonnes conditions. Mais il est aussi important de mentionner la proximité avec la RFA comme un autre facteur. Il est d'ailleurs assez surprenant de ne pas trouver davantage de journaux généralistes d'information dans cette ville, alors qu'on y capte la télévision et la radio de l'Ouest, et qu'on se trouve à proximité de la frontière, où on peut faire passer du matériel.

Au vu de ces éléments, on peut donc dire que la proximité de Magdebourg avec la frontière Ouest-allemande n'a pas vraiment favorisé le développement des activités auto-éditoriales. Au contraire, cette activité a été concentrée dans les quelques paroisses engagées, principalement autour de thématiques chères aux Églises évangéliques. Être proche de la RFA n'a donc pas l'effet attendu sur le développement du samizdat, et c'est peut-être même ce qui l'a empêché de se développer davantage. En effet, la facilité d'accès à l'information en langue allemande fait que l'urgence est moindre quant à la nécessité de s'informer librement. Même si le discours principalement répandu par la presse et à la télévision reste celui de la RDA, il est toujours possible, quand on le souhaite, de se procurer de l'information indépendante de ce discours officiel. Dans ce contexte, la presse clandestine n'est pas absolument nécessaire et ne se développe qu'à la fin de la période, dans un mouvement qui est alors général et qui participe à l'organisation d'un réseau politique qui cherche à se mobiliser.

L'exemple de Schwerin déterminera si la proximité avec la RFA a les mêmes conséquences et si l'activité locale a là aussi pris le dessus sur le développement d'une dynamique territoriale.

B. Schwerin : un réseau local structuré par les Églises et par le réseau national des opposants

Schwerin connait un contexte politique assez proche des autres métropoles de RDA, avec de nombreuses agitations politiques pendant les révoltes ouvrières de 1953, puis pendant les protestations en soutien à Wolf Biermann[837]. L'opposition a aussi été active à la fin des années 1980, au moment de l'interdiction du journal soviétique « Sputnik » qui avait fait paraitre une série d'articles critiques au sujet de la RDA et de sa réécriture de l'histoire[838].

Comme dans les autres régions particulièrement industrialisées, la situation écologique de la région fait partie des préoccupations principales de l'opposition. À Schwerin, les groupes s'engagent contre la pollution de l'air, qui comme à Leipzig, cause de nombreux désagréments aux habitants de la région. On l'a vu, c'est à Wittenberg que le mouvement écologiste s'est structuré, autour du *Kirchliches Forschungsheim*, mais cet engagement en faveur de l'écologie s'est propagé dans bien des villes de RDA. Partout, des actions de protestation pour alerter sur la situation écologique du pays sont organisées à partir du milieu des années 1970 : des manifestations, des cortèges à vélo, des séminaires sur l'écologie, des réunions d'information, sans oublier l'engagement actif sur le terrain, par exemple lors d'actions de plantation d'arbres. L'objectif principal est toujours de mobiliser le plus grand nombre de personnes possible.

C'est justement à Schwerin que la première plantation d'arbres est organisée en 1979. Elle est l'initiative de trois élèves de 17 ans, Jörn Mothes, Olaf Naasner et Nikolaus Voss, que nous retrouvons justement quelques années plus tard parmi les éditeurs de samizdats sur l'écologie à Wittenberg. Les trois élèves ont pour objectif d'organiser un événement de grande envergure autour de ce sujet, malgré la répression à laquelle ils s'exposent. Dans le cadre des animations proposées aux jeunesses protestantes, ils invitent les jeunes de tout le pays à participer à un week-end « environnemental ». À cette occasion, un cycle de conférences est organisé. À la fin de l'événement, 50 jeunes sont allés dans les rues et ont planté plus de 5000 arbres le long de la ligne principale du tramway de Schwerin. Cette action a bien entendu attiré l'œil du public qui a encouragé la démarche, bien que la *Stasi* ait tenté de l'arrêter à plusieurs reprises. Justement, la présence du public a limité la répression et a protégé les activistes qui

[837] Elise CATRAIN, « *Stasi* in Mecklenburg-Vorpommern. Die DDR-Geheimpolizei in den Bezirken Neubrandenburg, Rostock und Berlin », Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, Berlin, 2019, p. 14-40.
[838] « Sputnik-Verbot », www.jugendopposition.de/145326, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft [dernière modification en décembre 2019, consulté le 13/02/2024].

ont pu aller au bout de leur action[839]. Cette première action de ce type donnera lieu à de nombreuses autres à travers le pays. Elles sont par ailleurs largement relayées dans les samizdats, notamment dans les *Anstösse*[840] à Wittenberg, dans les *Streiflichter*[841] à Leipzig et dans *Umweltbrief*[842] à Fürstenwalde. En revanche, aucun samizdat politique ne relaie l'action menée à Schwerin en 1979, certainement en raison de la faible activité auto-éditoriale à cette époque, et aussi simplement en raison d'une absence totale de samizdats politiques à Schwerin avant 1986.

Enfin, comme à Leipzig, à Wittenberg ou encore à Magdebourg, où nous avons constaté la place importante que les institutions religieuses ont occupée dans les actions de l'opposition politique, l'activité oppositionnelle à Schwerin s'organise aussi principalement autour des Églises. L'Église régionale évangélique-luthérienne du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale [*Evangelische-Lutherische Landeskirche*] fait en effet figure de plaque tournante de l'organisation des activités politiques de la ville. Cette paroisse est dirigée par le pasteur Markus Meckel, un ancien étudiant du *KOS Naumburg*, et est pleinement intégrée à la fédération des Églises évangéliques [*Bund der evangelischen Kirchen – BEK*]. Comme de nombreuses autres Églises de ce réseau, elle est engagée dans les décades pacifistes organisées par le *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg et est donc mobilisée sur les questions de la paix et du respect des droits de l'homme.

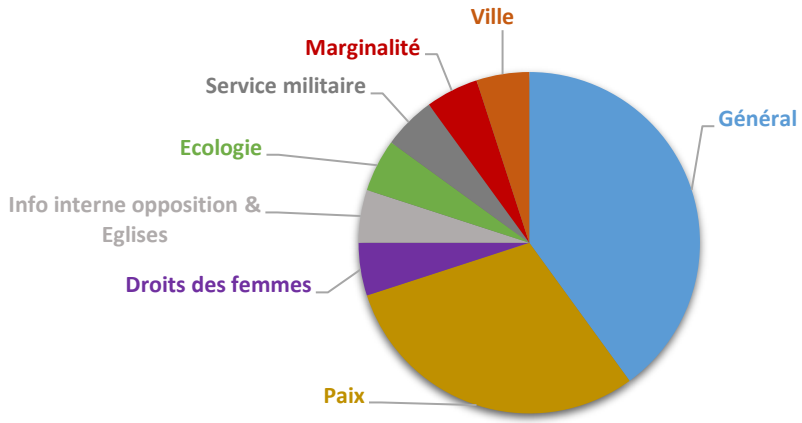
La ville de Schwerin est donc elle aussi marquée par une grande activité de ses groupes d'opposition et de ses opposants qui bénéficient d'un soutien important d'une paroisse évangélique. Cette activité politique se ressent également dans la production des samizdats politiques. On en trouve cependant bien moins que dans les villes que nous avons étudiées précédemment, avec 20 publications recensées issues de 4 samizdats différents : *Friedensnetz* et *Öffnungszeit* sont des samizdats périodiques, au moins pour le premier. Le second a l'ambition de l'être à partir de 1986, mais seuls deux numéros seront édités. Le groupe d'édition est le *Büro der evangelischen Jugendarbeit Schwerin*, groupe auquel Nikolaus Voss et ses deux camarades appartenaient au moment d'organiser le week-end « environnemental » et la plantation d'arbres. Quant à *Friedensnetz*, il parvient à paraitre régulièrement à l'initiative de l'Église régionale évangélique-Luthérienne de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, entre 1984 et 1989.

[839] « Aktionen der DDR-Umwelt-Bewegung », www.jugendopposition.de/145389, Bundeszentrale für politische Bildung et Robert-Havemann-Gesellschaft, [dernière modification en décembre 2019, consulté le 13/02/2024].,
[840] *Anstösse*, RHG/PS 003/01, RHG/PS 003/06, RHG/PS 003/07, *Op. Cit.*, 1983-1984.
[841] *Streiflichter Extra*, RHG/PS 103/02, *Op. Cit.*, 1er mai 1989.
[842] *Umweltbrief*, RHG/Wi 15, *Op. Cit.*, septembre 1987.

Les deux autres sont des samizdats d'un seul volume. Il s'agit de *Spannungsfeld Frau und Mann*[843], édité en décembre 1986 et de *Wege zum Frieden*[844] dont la date de parution n'a pas pu être déterminée. Il faut noter que la totalité des publications est éditée par l'Église régionale évangélique-Luthérienne de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, avec la participation de plusieurs composantes de cette Église, à savoir le groupe de travail pour la paix, l'office paroissial de la jeunesse et le bureau d'organisation des activités à destination de la jeunesse [*Büro der Jugendarbeit*].

La figure suivante montre la distribution thématique des 20 publications parues à Schwerin sur l'ensemble de la période :

Figure n°50 : Distribution thématique des publications à Schwerin (1971-1990)



845

La distribution thématique des publications de Schwerin est en grande partie influencée par l'activité du groupe d'édition de la revue *Friedensnetz*. Celle-ci représente en effet 16 des 20 publications recensées au total.

L'importance de ce samizdat peut se mesurer par le fait que son édition ait été organisée à l'échelle de la région. Cela a été favorisé par l'organisation interne de cette Église qui couvre la totalité du Land, ce qui comprend notamment les villes de Schwerin et de Rostock. Cette organisation se retrouve dans les données que nous avons relevées concernant cette revue. En effet, l'édition des quatre premiers numéros se fait à Rostock entre 1984 et 1985 sous la direction de Walther Bindemann, avant que la revue ne déménage définitivement à Schwerin à

[843] *Spannungsfeld Frau und Mann*, RHG/ZE/13/357, Schwerin, décembre 1986.
[844] Wege zum Frieden - Material der Arbeitsgruppe Frieden der Ev.-Luth. Landeskirche Mecklenburgs, RHG/HL 210, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Schwerin.
[845] Annexe n°4, « Descriptif des données issues de l'étude quantitative », *Op. Cit.*, Figure n°50, p. 629.

partir du numéro paru en novembre 1986. Le samizdat est alors une revue de documentation qui s'intéresse principalement au mouvement pacifiste et donc à la thématique de la paix. Son sous-titre est *Eine Materialsammlung* [un recueil de textes]. Markus Meckel, accompagné de Karin Ritter, Anne Drescher et Hans-Dietrich Knapp, reprend la coordination des publications et dès le deuxième numéro en janvier 1987, le format de la revue change une première fois. À partir de ce moment, le samizdat n'est plus une revue de documentation mais un journal d'informations et d'opinion. Son sous-titre devient *« Informationen, Texte, Anregungen »* [informations, textes, suggestions]. Le groupe d'édition s'intéresse toujours au sujet de la paix, mais plus exclusivement. Le numéro de janvier 1987 est consacré au service militaire, un numéro paru en 1988 se concentre sur l'écologie et celui de mars 1988 est dédié à de l'information à destination des Églises puisque Markus Meckel y propose, entre autres choses, un compte-rendu de la première rencontre œcuménique.

Enfin, à partir d'août 1988, la composition du groupe d'édition évolue à nouveau. Markus Meckel ne fait plus partie du comité de rédaction. Il est remplacé par Heiko Lietz qui transforme une nouvelle fois la revue et lui donne un caractère plus généraliste, comme un journal d'information que l'on peut trouver à Berlin-Est et dans de nombreuses villes de RDA à ce moment-là. Cette fois, le groupe tourne la revue non plus vers un outil de militantisme sur un sujet précis mais vers une fonction d'information, pour participer à la dynamique qui se généralise en RDA en faveur de la constitution d'un contre-pouvoir médiatique. À la fin de l'année 1988, le groupe d'édition s'étoffe. Guntram Erdmann, Heidelore Czemy, Katharina Ryll et Eckhard Hübner rejoignent Heiko Lietz et Karin Ritter qui font toujours partie du groupe. Le samizdat garde alors cette direction et conserve la volonté de rester une revue généraliste. Le groupe ambitionne même de faire de cette revue un journal officiel et fait pour cela évoluer une dernière fois le samizdat et le renomme en novembre 1989 *Friedensnetz Aktuell*[846]. Il s'agit cependant de la dernière parution de ce samizdat.

Ces éléments nous permettent de comprendre la distribution thématique des publications qui est présentée dans la figure précédente. En effet, dans la mesure où la totalité des publications émane de la même paroisse, nous pouvions nous attendre à constater la présence d'une thématique centrale autour desquelles les écrits de l'opposition auraient été concentrés. Au vu du contexte de l'opposition à Schwerin, nous nous attendions à relever un nombre important de publications sur l'écologie ou sur la paix. De ce point de vue-là, les résultats présentés ici sont surprenants. On ne relève en effet qu'une seule publication sur l'écologie. Il

[846] *Friedensnetz Aktuell*, RHG/PS 041/18, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Schwerin, novembre 1989.

y en a un peu plus sur la paix, 6 au total, ce qui n'est que le deuxième total derrière les revues généralistes.

Pour le reste, mis à part la paix et l'écologie que nous avons déjà mentionnées, on constate un éclatement des thématiques. En plus de l'écologie, 5 autres thématiques donnent lieu à une seule publication, à savoir le droit des femmes pour le samizdat *Spannungsfeld Frau un Mann,* la marginalité et la ville pour les deux numéros de *Öffnungszeit,* le service militaire et l'information interne du réseau pour deux numéros de *Friedensnetz.*

Ces résultats s'expliquent principalement par l'organisation de l'activité auto-éditoriale au sein de l'Église régionale évangélique-Luthérienne de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Dans la mesure où son activité est régionale, les participants ne viennent pas tous du même endroit, ne fréquentent pas tous les mêmes cercles politiques et ne s'intéressent donc pas aux mêmes problématiques. On touche là à un autre schéma, à une autre organisation de l'opposition que nous n'avons pas beaucoup croisée jusqu'ici. En effet, au vu du nombre de personnes différentes qui contribuent à la rédaction des samizdats politiques de Schwerin et aussi du nombre de samizdats politiques différents alors que tous sont rédigés par le même groupe, on se trouve ici dans une configuration où l'Église construit son propre réseau régional, un peu comme certains groupes de base l'ont fait au cours de la seconde moitié des années 1980. L'organisation fédérale des Églises protestantes permet d'envisager cette particularité locale. Ici, l'Église centralise les textes, les idées, les actions politiques puis met à disposition des moyens humains et techniques dans l'édition de samizdats politiques qui sont le fruit de cette activité politique collective, menée à différents endroits de la région.

Il est important de préciser que cela ne revient pas à dire que l'Église a seulement été un prête-nom et n'a pas participé à ces actions politiques. C'est en fait tout l'inverse : l'Église a permis cette activité, l'a encouragée, soit grâce à la mobilisation de ses paroissiens eux-mêmes, comme Markus Meckel par exemple, soit grâce aux cadres de discussion, de débat, d'échange d'idées qu'elle organise. Cela permet à des opposants qui ont des revendications diverses, sur des sujets divers, de trouver un espace qui ne soit pas complètement clandestin – et donc illégal – pour faire vivre leur engagement politique. Le samizdat est donc la trace visible de cette pluralité, qui n'est ici pas un signe d'éparpillement ou de manque de structuration, mais au contraire le signe d'une mobilisation organisée et facilitée par une institution qui bénéficie de marges de manœuvre importantes et les utilisent aux profits de l'opposition politique.

Comme à Magdebourg, la proximité avec la RFA n'est pas un facteur pertinent pour expliquer le développement des samizdats politiques. Là encore, ce sont les Églises qui jouent le rôle principal en coordonnant les actions et les publications samizdats. En l'absence de réseau

construit dans la région, ce sont les Églises qui s'organisent elles-mêmes et qui permettent à un réseau local de se constituer. Les paroisses ont souvent joué ce rôle dans différentes villes, mais à chaque fois, la coordination entre elles permettait de structurer les actions. Dans le cas présent, il n'y a qu'une seule organisation qui centralise l'activité.

En revanche, si la dynamique n'est pas influencée par un réseau de proximité, celui des Églises est bien un élément favorable au développement du samizdat politique à Schwerin. Nous avons en effet évoqué la présence de deux acteurs importants, Nikolaus Voss, aussi actif au sein du *Kirchliches Forschungsheim* de Wittenberg, et Markus Meckel, ancien étudiant du *KOS Naumburg* venu prendre ses fonctions pastorales à Schwerin. On peut donc se dire que le dynamisme politique et le recours au samizdat politique à Schwerin sont influencés par ces acteurs, qui ont connu cet outil politique ailleurs et qui poursuivent cette activité là où ils sont en mesure d'avoir une influence.

On peut dire que le fait que certaines villes soient isolées des autres métropoles connaissant une activité politique foisonnante n'a pas nécessairement d'incidence sur la présence ou non des samizdats politiques. Les seuls critères qui semblent être pertinents sont d'une part l'engagement des paroisses des Églises évangéliques, et d'autre part la présence d'acteurs intégrés au réseau de l'opposition. Dans certains cas, les deux sont liés dans la mesure où le réseau ecclésiastique est certainement le réseau le mieux structuré et qui favorise les rencontres entre les personnes.

C. Le samizdat politique dans les villes moyennes et petites

Le point commun entre les différentes villes que nous avons étudiées semble être le nombre d'habitants. Mis à part Naumbourg qui avait la particularité de s'appuyer sur un établissement d'enseignement supérieur catéchétique, les autres villes prises en exemple en raison de l'intensité de la production des samizdats politiques étaient toutes des villes de plus de 50 000 habitants. Toutefois, parmi les villes dans lesquelles nous avons recensé des samizdats politiques, 21 autres villes comptent moins de 50 000 habitants. 7 d'entre elles comptent même moins de 10 000 habitants. C'est un résultat qui nous a semblé surprenant de prime abord, dans la mesure où avant nos travaux, nous avions principalement trouvé des études portant sur les samizdats dans les plus grandes villes de RDA, ce qui nous avait amené à penser que le samizdat était un outil politique plébiscité uniquement dans les grandes villes.

Pourtant les résultats extraits de notre base de données nous indiquent que dans certaines de ces villes, on trouve plus de 10 publications. C'est le cas de Naumbourg, nous l'avons vu,

mais aussi de Rudolstadt (32 000 habitants, 13 publications), de Forst (26 000 habitants, 12 publications), et de Kroppenstedt (moins de 10 000 habitants, 11 publications). À Rudolstadt, toutes les publications sont issues du samizdat *Friedensreader*. La ville se situe dans la circonscription de Gera, à 45 km au Sud-Est d'Erfurt et à 40km au Sud-Ouest d'Iéna. Forst est située dans la circonscription de Cottbus (actuel Land de Brandebourg). Elle se trouve à 25km à l'Est de Cottbus. La particularité de cette ville réside dans le fait qu'elle se situe à la frontière qui sépare la RDA et la Pologne. La totalité des 12 publications recensées fait partie du samizdat *Aufbruch.* Enfin, Kroppenstedt, la plus petite des villes que nous étudions ici est située dans la circonscription de Magdebourg, à un peu plus de 30km de Magdebourg. Les 11 publications sont extraites du samizdat *Kroppenstedter Kirchenblättchen*[847].

Dans l'état actuel de nos travaux, il n'est pas possible de mener une étude complète sur les publications parues dans ces villes petites et moyennes. À ce stade, il manque beaucoup d'informations, notamment sur le contexte politique local et sur les membres de groupes pour nous permettre de comprendre comment les samizdats se sont aussi développés dans ces villes. Si des ouvrages portent sur le développement de l'opposition à Forst[848], ce n'est pas le cas pour toutes les autres villes de taille moyenne ou petite. Nous devrons donc effectuer des recherches plus approfondies pour pouvoir étudier ces samizdats de manière éclairée. En attendant, nous formulons ici quelques constats qui pourront ensuite être étayés par des études complémentaires ultérieures.

Tout d'abord, nous constatons que les publications de ces villes sont tardives. Dans la plupart des cas elles sont éditées entre 1988 et 1989, à l'exception du samizdat de Rudolstadt qui parait en 1984. Il est l'initiative d'une paroisse intégrée au réseau pacifiste, ce qui pourrait expliquer cette arrivée plus précoce du samizdat. Le nombre de publications est aussi en moyenne plus restreint dans les petites villes. Cela semble témoigner d'un manque de moyens plus important, mais peut-être aussi d'un manque d'intérêt pour ce type de support dans ces localités. Il nous semble que ce serait aussi une piste à explorer. Il convient cependant de préciser que le faible nombre de publications n'est pas propre aux petites villes. Par exemple, Karl-Marx-Stadt, quatrième plus grande ville de RDA, ne compte que deux publications sur l'ensemble de la période. C'est donc beaucoup moins qu'à Kroppenstedt qui compte pourtant moins de 10 000 habitants.

[847] *Kroppenstedter Kirchenblättchen*, RHG/PS 063/01 à RHG/PS 063/03, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft ; S. 47.1 à S. 47.11, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Kroppenstedt, 1988-1989.
[848] Maria NOOKE, *Die Umweltverantwortung und Demokratisierung*. *Op. Cit.*

Enfin, un dernier élément saillant concerne les thématiques abordées dans ces samizdats. Dans la majorité des cas, les revues éditées dans les villes petites et moyennes sont des revues généralistes d'informations. Cela semble nous indiquer deux choses : d'une part, que l'arrivée des samizdats dans ces villes est le fruit de l'élargissement du réseau de l'opposition. Celui-ci est particulièrement visible à la fin des années 1980, au moment où les journaux d'information deviennent les supports les plus produits par l'opposition. Ce sont en effet des formats qui se distribuent facilement de la main à la main, car ils se lisent rapidement. Ils sont aussi les plus efficaces car ils s'adressent à un public large, qui ne fait pas nécessairement partie des réseaux de l'opposition. Alors, lorsque ce type de revues est produit en plus grande quantité, il touche potentiellement plus de monde, et donc plus de cibles différentes que d'autres formats, plus longs et plus spécialisés. D'autre part, cela laisse apparaitre le fait que l'élargissement du réseau d'autoédition se fait autour de la nécessité d'informer. Ce qu'il se passe dans les villes n'arrive peut-être pas jusque dans les zones plus rurales et les groupes cherchent donc à convaincre et à rallier les habitants de ces zones à leur cause.

Les quelques pistes énoncées ici ne sont à ce stade que des hypothèses. Elles devront être vérifiées au cours de travaux ultérieurs.

Pour conclure, on peut dire que les dynamiques politiques locales se reflètent la plupart du temps dans les samizdats politiques, mais que cela n'est pas une règle absolue. En effet, dans la plupart des cas, on a pu constater que le samizdat politique était directement connecté avec l'actualité politique locale, ou en tout cas en portait des traces évidentes. À Berlin-Est, au fil des événements répressifs ou des mobilisations des réseaux de l'opposition, les activités auto-éditoriales ont été des relais importants, répondant ainsi à cette actualité et encourageant le réseau à être actif autour des sujets qu'elles abordent. À Leipzig, à Wittenberg ou à Halle/Saale, c'est le contexte écologique local qui mobilise les groupes politiques, et les samizdats sont un outil qui permet à la mobilisation de se faire connaître et aux enjeux d'être partagés au public le plus large possible.

Mais ailleurs, l'actualité politique ou la situation écologique locale ne jouent qu'un rôle marginal. Alors, nous nous sommes interrogé sur l'impact de la taille de la ville sur l'activité oppositionnelle, ce qui revenait à dire que plus la ville était grande, plus l'activité politique était foisonnante et donc plus la production des samizdats politiques était importante. Comme nous l'avons vu, ce n'est pas non plus un facteur pertinent. En effet, si on peut rester sur cette piste en ne regardant que Berlin-Est et Leipzig, on se rend rapidement compte qu'elle doit être abandonnée dès qu'on s'intéresse à d'autres métropoles telles que Magdebourg ou

Iéna. Il faut donc regarder ailleurs. Puisque les facteurs ne sont pas exogènes, il faut regarder vers ceux qui sont endogènes et qui sont donc inhérents aux dynamiques internes des réseaux de l'opposition politique.

Finalement, l'élément qui semble avoir le plus de corrélation avec la production des samizdats est le niveau d'engagement des Églises protestantes aux côtés des oppositions politiques. En effet, à chaque fois que nous pouvons constater qu'une activité auto-éditoriale a pu exister, nous relevons par la même occasion la contribution d'une paroisse ayant accepté d'héberger des groupes politiques ou bien de groupes paroissiaux qui se sont eux-mêmes engagés dans l'autoédition politique. Dans la plupart des cas, il a en premier lieu fallu que des pasteurs s'engagent aux côtés de l'opposition et qu'ils acceptent de mettre à disposition des lieux permettant d'une part d'éditer des textes, et d'autre part de se réunir pour réfléchir en groupe sur des sujets d'actualité ou sur des idées politiques. Là où des Églises ont accepté de le faire, les samizdats politiques ont pu exister et parfois perdurer. Là où ça n'a pas été le cas, les activités de ce type ont eu plus de mal à s'installer. Les actions politiques ont cependant tout à fait existé, mais elles ont pris une autre forme.

Les dynamiques ont en outre pu changer au fil des années, à mesure que les relations entre les Églises et les *Basisgruppen* ont évolué, parfois en dégénérant, d'autres fois en s'améliorant. Dans le premier cas, cela a généré l'éclosion de nouvelles formes d'engagement, en faveur d'une autonomisation des groupes politiques. Ces derniers sont parfois restés dans le giron des paroisses pour garder la protection qu'elles peuvent offrir, mais ont souhaité davantage d'autonomie et de marges de manœuvre. D'autres se sont complètement écartés des réseaux paroissiaux pour œuvrer dans la clandestinité et assumer de courir le risque de la répression. Dans le second cas de figure, la dynamique politique n'a pu se refléter dans les samizdats politiques que lorsque les relations se sont améliorées. Cela explique la plupart du temps que les écrits semi-clandestins se sont installés tardivement dans les villes concernées, alors que l'activité oppositionnelle y existe depuis bien longtemps. L'exemple d'Iéna illustre parfaitement ce cas de figure.

Enfin, une dernière manifestation des dynamiques politiques doit être mentionnée au moment d'énumérer les facteurs ayant contribué à la large diffusion des samizdats politiques sur le territoire est-allemand. Il s'agit de la structuration des réseaux de l'opposition. Celui qui est justement le mieux structuré et le mieux identifiable est celui des Églises protestantes. Il met en lien des pasteurs qui ont ainsi la possibilité de partager entre eux leurs expériences, et parmi elles, celles qui consistent à héberger des activités politiques. Les *Bluesmessen* l'ont démontré, la coopération entre les pasteurs a des effets positifs sur l'opposition et sur les cadres qui lui

sont offerts. Ce réseau est aussi un moyen pour les paroissiens de se rencontrer dans le cadre de séminaires nationaux. Dans la mesure où les sujets de préoccupations des instances ecclésiastiques sont parfois les mêmes que ceux des oppositions politiques (pacifisme, protection de la nature…), ces séminaires sont l'occasion d'échanger des idées et de construire un réseau qui documente sa mobilisation et qui partage les actions qu'il souhaite mener.

Comme les Églises sont des lieux de refuge pour les opposants, elles permettent aussi à des ceux qui ne sont pas des paroissiens de se rencontrer dans les cadres alternatifs qui existent en leur sein : les bibliothèques de l'environnement, les messes alternatives ou encore les concerts. Comme elles ont aussi des compétences en matière d'enseignement, elles offrent également des espaces de conscientisation politique et religieuse à des jeunes qui, plus tard, au moment de s'engager en politique, mettent en commun leurs expériences et leurs connaissances avec d'autres opposants des autres réseaux de l'opposition. Ceux qui ont déjà pu constater l'efficacité des samizdats politiques mettent donc leurs nouveaux contacts sur cette piste et de nouvelles initiatives collectives peuvent ainsi voir le jour dans différentes villes de RDA, parfois même dans les plus petites.

Pour résumer, on peut dire que la question des réseaux est primordiale, et explique en grande partie que le samizdat ait pu exister et se diffuser sur une large partie du territoire de la RDA. Les Églises ont joué un rôle majeur, nous venons de le dire, mais les réseaux politiques aussi, et notamment les mouvements autonomes mobilisés autour de l'écologie ou du pacifisme. Quant aux opposants expulsés vers l'Ouest, ils se sont efforcés de rester intégrés à ces réseaux pour leur apporter un soutien déterminant, en matériel et en informations, mais aussi en médiatisation.

Le samizdat politique ne reflète donc qu'une partie des dynamiques politiques locales, mais il en est par endroits le résultat. Il se matérialise par un recours plus ou moins tardif à l'autoédition, par la prépondérance de revues thématiques là où l'actualité ou la situation locale le demande, ou encore par la diffusion massive de journaux d'informations là où l'opposition estime que son rôle principal est de constituer un contre-pouvoir médiatique. Et dans une bonne partie du territoire, il est un support de communication efficace, qui non seulement témoigne de la dynamique des réseaux politiques et paroissiaux, mais en est aussi un catalyseur dans la mesure où il permet aux groupes d'échanger par samizdat interposé, de réfléchir et de s'informer. Le samizdat politique est donc en lui-même un instrument de la construction des réseaux et contribue ainsi précisément à la dynamique politique

CONCLUSION

On ne peut pas dire que le samizdat a causé la chute du régime soviétique, ni même qu'il a été l'arme principale et déterminante pour le déclenchement de la révolution pacifiste en RDA. C'est principalement le cas parce que cela n'a pas été son but. Pour preuve, les initiatives auto-éditoriales ne s'arrêtent pas à la Chute du Mur, ni même à la Réunification. Comme nous avons eu l'occasion de le dire, elles sont certes peu nombreuses, mais certaines revues continuent à être éditées jusqu'au milieu des années 1990. L'une d'elles, *INKOTA*-Briefe – renommée *Südlink* depuis 2011, est encore éditée de nos jours par un collectif engagé pour la défense des droits de l'homme dans les pays du tiers monde.

À l'origine, la révolution n'était pas non plus l'objectif de l'opposition politique qui, comme nous l'avons dit en introduction, est une opposition réformiste, qui n'a pas vocation à faire tomber l'État socialiste. Elle veut le réformer, mais ne veut pas pour autant prendre pour modèle la RFA, qu'elle critique tout autant pour les valeurs capitalistes qu'elle défend. Après la chute du Mur, l'inquiétude de l'opposition est bien de savoir ce que vont devenir les valeurs qui faisaient consensus avec l'État socialiste[849], et de ne pas accepter une unification qui serait orchestrée par la RFA[850].

On ne peut pas non plus dire que le samizdat a eu suffisamment de force pour contraindre les dirigeants soviétiques à mettre en œuvre la Perestroïka dans l'ensemble du bloc dit « de l'Est ». En revanche, on peut affirmer que conformément aux propos et aux intentions de Soljenitsyne et des militants est-allemands qui ont édité la revue *Grenzfall*, il a constitué une arme puissante pour faire entendre des voix divergentes, pour faire vivre une culture politique alors qu'elle a été muselée et marginalisée.

Plus qu'une arme permettant de mener une offensive, il a surtout été un outil qui a aidé à structurer une opposition politique, à lier des militants politiques entre eux alors que leurs objets de luttes n'étaient pas les mêmes, et à cultiver des collectifs pour construire une pensée politique et la faire évoluer. À la fin de la période d'influence soviétique, au moment où le Mur de Berlin est tombé, l'opposition est ainsi devenue une force politique qui compte, si bien qu'elle a été invitée à la table des négociations au moment de travailler sur une nouvelle Allemagne. À plusieurs endroits, cette opposition est devenue une composante à part entière de la vie politique en Allemagne. Et même à ce moment-là, le samizdat, dont le statut de *samizdat* peut poser question après la levée de la censure, est resté ancré dans la culture politique et a

[849] « Laßt euch nicht BRDigen… », dans : *Erfurter Schlagloch*, RHG/PS 35/03, Archives de la Robert-Havemann Gesellschaft, Erfurt, 8 décembre 1989.
[850] Sur le sujet, voir : Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Die Übernahme. Wie Ostdeutschland Teil der Bundesrepublik wurde*, Munich, Beck, 2019.

continué à exister pour partager les idées politiques défendues par le *Neues Forum*, porte-parole principal des mouvements qui ont composé l'opposition politique pendant des décennies.

La présente étude sur le samizdat politique de RDA se fonde sur un corpus en partie inédit qui a permis d'étudier différentes facettes du phénomène de l'autoédition appliqué au contexte est-allemand. Au moment de conclure ces travaux, nous pouvons dégager un certain nombre de constats qui répondent aux enjeux que nous avions posés en introduction de la thèse.

D'abord, le volet novateur de ces travaux réside principalement dans le répertoire de samizdats que nous avons construit afin de réaliser une étude quantitative. Ce travail a d'abord permis d'actualiser les travaux de recherche précédents qui avaient amorcé un recensement. Il a surtout été l'occasion de compléter et de rassembler toutes les informations disponibles sur la production des samizdats politiques sur le sol de RDA. Il a par exemple permis de dire que quelques samizdats ont circulé au cours des années 1970, alors que la plupart des études n'a jusqu'ici porté que sur la seconde moitié des années 1980. Il a mis en avant la progression matérielle qui peut être observée dans les publications et qui permettent d'expliquer les améliorations quantitatives et qualitatives de la production des revues autoéditées. Il a donné les informations nécessaires à la quantification de l'implication des Églises évangéliques, démontrant ainsi leur contribution, inégale et inconstante mais essentielle, au sein de l'opposition politique. Il a aussi démontré à quel point il a été difficile de voir exister des initiatives autonomes et surtout de les voir perdurer. Enfin, il a rendu possible la cartographie des initiatives territoriales et la classification thématique des publications, indiquant ainsi les lieux dans lesquels les conditions de production des textes dissidents ont été les plus favorables ainsi que les objets de luttes prioritaires des mouvements de l'opposition politique.

Nous avons ainsi pu arriver à la conclusion que le samizdat est-allemand n'était pas seulement un phénomène caractéristique des grandes villes. Bien que Berlin-Est et Leipzig soient les deux plus grands centres de production des samizdats politiques, ce n'est pas le cas des autres métropoles. Surtout, on en trouve aussi beaucoup dans des villes de plus petites tailles, comme à Wittenberg, et de manière plus marginale mais tout même remarquable dans des petites villes comme Rudolstadt ou encore Kroppenstedt. Une autre conclusion est aussi le constat de l'éclatement thématique des revues. Même si cela reflète en bonne partie la pluralité et le morcellement de l'opposition politique est-allemande en une multitude de groupes, cela témoigne aussi d'une volonté de s'intéresser à un large spectre de sujets, pour couvrir tous les sujets de société importants.

Une autre facette inédite de ce travail aura consisté à définir une typologie des samizdats politiques qui n'existait pas jusqu'ici. Elle a permis de démontrer que ce que les chercheurs appellent les « samizdats politiques » n'est pas un phénomène uniforme, qu'il peut revêtir plusieurs formes, s'adresser à différents publics et répondre à des enjeux différents. La pertinence de cette dénomination a donc pu être remise en question pour établir de nouvelles catégories. Ce qui en ressort, ce sont plusieurs constats :

D'abord, de manière majoritaire, les samizdats politiques ont servi à informer. En premier lieu l'opposition elle-même, puis le public le plus large possible. Comme nous l'avons vu, les revues d'information et d'opinion ont évolué dans la forme et dans le fond. Elles ont dans un premier temps ressemblé à leur modèle russe, *La Chronique des événements en cours*, avec des textes d'information, le plus souvent courts, qui ne sont pas commentés et invitent ainsi le lecteur à se faire son propre avis sur ce qui est présenté. L'enjeu est clair : face à l'information contrôlée, censurée et manipulée par le pouvoir en place et ses médias officiels, l'opposition politique a voulu devenir un contre-pouvoir médiatique et proposer une voix alternative sur le traitement de l'actualité. Peu à peu, elles ont évolué vers des journaux d'opinion, qui non seulement informent, mais aussi commentent l'actualité et partagent les revendications des groupes. À la fin de la période, on peut même aller jusqu'à dire que le journalisme de l'opposition tend vers une professionnalisation, en témoignent les évolutions des *Umweltblätter* vers un journalisme d'investigation ou encore les lancements de revues réclamant un statut de média officiel comme *Telegraph* et *Das andere Blatt*. Ce type de samizdats politiques a principalement pour vocation de se diffuser le plus largement possible, ou en tout cas de plus en plus largement pour atteindre progressivement l'espace public.

La deuxième fonction importante que les opposants ont donnée aux samizdats est celle de faire vivre le réseau politique. Qu'il s'agisse des groupes indépendants du *Basisbewegung* ou des groupes paroissiaux, le samizdat politique a montré son efficacité comme « lettre interne de l'opposition ». Il sert à partager des opinions, mais aussi à faire circuler les textes qui peuvent contribuer à la construction politique des mouvements d'opposition. On y trouve aussi des agendas pour savoir où et quand les groupes organisent des événements de tout ordre. On y partage des comptes rendus de réunion et on y prépare des échanges futurs. Parfois, on l'utilise même pour se répondre par samizdat interposé. On pourrait même aller jusqu'à dire que le samizdat politique a joué le rôle d'un réseau social dédié aux cercles de l'opposition politique. Nous nous sommes pour le moment contenté de parler de « revues de communication interne » mais il s'agit surtout d'un outil qui permis la structuration d'un espace public dans un contexte non libéral.

Enfin, dans des quantités certes moindres mais de manière tout aussi significative, l'une des fonctions du samizdat politique a été de convaincre, de documenter, et plus globalement de consolider une pensée politique. D'une part, par l'intermédiaire des revues de documentation, les opposants ont fait circuler du matériel de réflexion, des textes qui nourrissent le débat, ou encore des contenus littéraires, philosophiques, politiques ou théologiques qui apportent de la consistance à l'argumentaire idéologique de fond des mouvements d'opposition. D'autre part, par le biais des dossiers thématiques, les groupes ont poussé les sujets de réflexion et de débat jusqu'à s'y intéresser de près, en y consacrant des argumentaires construits ou des études spécialisées qui s'approchent dans certains cas d'un travail de recherche. Le lecteur ciblé est donc un lecteur averti, peut-être aussi spécialiste, ou ayant *a minima* pour objectif de se documenter sur un sujet précis. Il fait en outre partie de l'opposition ou est au moins proche de ses cercles, car la diffusion est restreinte et le contenu sûrement trop précis pour intéresser un large public. À mesure que l'opposition réfléchit et qu'elle se réunit pour ce faire, elle devient de plus en plus spécialiste des sujets qu'elle aborde. Elle traduit cette expertise dans les samizdats pour diffuser du savoir, de la pensée critique et des constats étayés qui nourrissent la lutte politique.

Un autre enjeu de notre thèse a été d'étudier le samizdat est-allemand dans son contexte politique, c'est-à-dire dans celui de l'espace d'influence soviétique. Jusqu'ici, le samizdat de RDA a le plus souvent été étudié seul, en dehors de ce contexte, comme si on estimait qu'il était un samizdat « à part ». Pourtant, il s'inscrit bien dans un phénomène plus large, dans une dynamique que l'on retrouve ailleurs en URSS et dans ses pays « satellites », mais sous des formes et dans des modalités qui diffèrent d'un pays à l'autre. Dans chacun des pays de cet espace, le samizdat a eu une trajectoire propre et une influence plus ou moins importante. C'est à partir de ce constat que nous avons considéré qu'il était pertinent de situer le samizdat est-allemand dans ce paysage oppositionnel plus large et de déterminer quelles pouvaient être ses ressemblances ou ses différences avec ceux qui sont édités ailleurs.

À la suite d'un panorama des samizdats édités par les oppositions russe, polonaise, tchécoslovaque, hongroise et des pays Baltes, nous avons pu faire deux constats principaux : le premier est que le samizdat est-allemand est davantage tourné vers le contenu politique que vers le contenu littéraire. Ailleurs, c'est le second qui se développe en premier et qui est produit dans les plus grandes quantités. En RDA, le samizdat littéraire est marginal et est presque passé sous silence dans les sphères du *Basisbewegung*. Le deuxième constat est que le samizdat de RDA trouve de nombreuses inspirations dans les samizdats édités ailleurs. Nous l'avons dit, les revues d'information ont une ligne éditoriale qui ressemble à celle de *La Chronique des*

événements en cours éditée en URSS. Dans les revues, on trouve en outre de nombreux textes importés, qui ont donc été rédigés par des opposants issus d'autres pays de l'espace soviétique puis qui ont été traduits avant d'être diffusés dans les samizdats politiques. Alors, nous en venons à la conclusion que le samizdat de RDA est fortement inspiré de ceux des pays voisins, qu'il a ses singularités mais qu'il n'est pas pour autant un phénomène « à part ». L'opposition s'est d'une part inspirée plus tardivement que dans la plupart des autres pays des revues qui se diffusaient dans le bloc. D'autre part, les revues éditées en RDA portent de nombreuses traces des connexions existantes entre les opposants des différents pays, qu'il s'agisse d'échanges d'idées, de pratiques politiques ou de textes.

Avant cela, nous avons estimé qu'il était aussi pertinent de nous attarder sur les modalités de mise en œuvre de la censure par les constitutions et par les lois, afin de comprendre dans quels contextes les samizdats sont édités. Il s'est alors agi de déterminer quel était l'espace public disponible et donc de constater si des marges de manœuvre ont existé ou non. En comparant les dispositions législatives, nous avons pu constater que les États soviétiques ont instauré la censure dans une forme d'état d'urgence au cours duquel il faut imposer une rigueur idéologique, pour construire un bloc solidaire et uniforme autour des valeurs du socialisme. Cela s'est traduit par une censure stricte qui a par endroits empêché le samizdat d'exister de manière durable. Mais face aux persécutions et à cette rigueur idéologique, les opposants se sont efforcés de faire circuler une voix dissidente car il existe aussi l'urgence d'informer et de continuer à faire vivre un héritage culturel qui est censuré et que les soviétiques tentent d'effacer.

En RDA, l'urgence de la rigueur idéologique existe bel et bien, *a fortiori* en raison du passé récent de l'Allemagne, mais aussi en raison de la proximité directe avec le bloc concurrent. En revanche, l'urgence d'informer et de contourner la censure existe moins, précisément car la proximité avec la RFA permet d'avoir un accès plus facile à des textes en langue allemande et à des informations diffusées par les chaines de télévision ou les stations de radio de l'Ouest. C'est essentiellement ce qui explique l'installation tardive du samizdat est-allemand parmi les méthodes politiques auxquelles l'opposition a recours.

Nous avons également pu constater que la situation était aussi différente compte tenu des marges de manœuvre instaurées par la loi et par la mise en œuvre de la répression liée à la censure. En octroyant un statut particulier aux Églises protestantes et en faisant preuve d'une tolérance, voire d'un certain laxisme, vis-à-vis des activités auto-éditoriales, les autorités est-allemandes ont permis l'existence de « zones grises », et donc de marges de manœuvre dans lesquelles les opposants ont pu s'engouffrer. Cela signifie donc que si le samizdat de RDA a pu

exister dans de telles proportions, c'est aussi parce que les autorités l'ont toléré. Elles ont estimé qu'il était une concession utile pour offrir une soupape à l'opposition politique afin que celle-ci ne se révolte pas de manière radicale et qu'elle reste contrôlable, notamment par l'intermédiaire des Églises.

Ces « zones grises » se matérialisent également par des lieux alternatifs, qui ont eux aussi été consentis par les autorités, parfois par la force de la loi, d'autre fois par le constat de l'impuissance, ou simplement parce qu'elles ont estimé que l'activité n'était pas assez dangereuse pour être réprimée. L'analyse des dynamiques politiques locales nous a permis d'identifier quels étaient ces lieux et dans quelle mesure ils ont pu contribuer au développement des samizdats politiques. Qu'il s'agisse de ceux qui ont été mis en place par les pasteurs ou de ceux qui ont été créés par les opposants eux-mêmes, parfois avec le soutien des Églises et parfois sans, l'objectif est de créer un nouvel espace public, alternatif, dans des espaces privés. Ces lieux ont avant tout permis l'existence d'espaces pouvant faire vivre une culture parallèle, exemptée ou presque des interdits dictés par les appareils d'État. En plus des activités liées à l'autoédition, ce sont des lieux qui accueillent des bibliothèques remplies de livres interdits, des concerts de musiques proscrites ou encore des cadres de réflexions sur des sujets qui ne peuvent pas occuper l'espace public. De manière globale, ils permettent le développement d'une action politique collective, mais aussi la création d'une dynamique elle aussi collective, d'un sentiment d'appartenance à un groupe, comme si la marginalité des opposants disparaissait dans les collectifs accueillis dans ces lieux de contre-culture.

Au-delà de l'étude quantitative qui a été au cœur de nos travaux, nous avons tenté de déterminer quels étaient les facteurs principaux du développement des samizdats politiques sur le sol de RDA. *A priori*, le facteur principal n'est pas la censure. C'était une hypothèse que nous avions formulée au début de nos recherches. Nous étions parti du postulat que le samizdat, de par sa nature, était une réaction à la censure et donc qu'il tenait son utilité dans le contrepoids des restrictions de la liberté d'expression. Mais ce n'est *a priori* pas le cas, en tout cas, pas en RDA. Lorsque la censure a été la plus dure, l'opposition n'a pas eu l'espace nécessaire pour faire exister une activité auto-éditoriale. Il a ainsi fallu attendre que l'étau se desserre, et surtout que les autorités soient mises dans une forme d'immobilisme et qu'elles soient empêchées de réprimer, notamment par le droit international.

Ce qui semble aussi être clair, c'est que la proximité avec la RFA a été un facteur négatif pour le développement du samizdat politique. Alors même que la censure existe et que les autorités sont vigilantes, l'accès à l'information est facilité, d'une part compte tenu du fait qu'on

parle aussi allemand en RFA, et d'autre part car les accords diplomatiques du début des années 1970 avec la RFA ont offert des possibilités que la construction du Mur de Berlin avait sérieusement ralenties. En plus de laisser passer les ondes de radio et les diffusions des chaînes de télévision, les frontières laissent aussi passer des valises diplomatiques qui peuvent contenir des textes, des livres interdits, et plus tard du matériel d'impression. Grâce à ces possibilités qui n'existent pas de manière aussi simple ailleurs dans le bloc d'influence soviétique, l'urgence de se créer ses propres espaces de liberté d'information se fait moins pressante qu'ailleurs.

Mais plus que pour s'informer, l'opposition est-allemande a besoin d'espaces pour s'exprimer. Elle va les trouver en premier lieu dans les locaux des Églises évangéliques, là où des pasteurs sont eux-mêmes engagés dans des dynamiques oppositionnelles. Ces travaux nous ont démontré qu'il s'agissait-là du facteur principal du développement de l'activité auto-éditoriale. D'abord parce qu'elles ont des droits particuliers, puis parce qu'elles ont du matériel, et enfin parce qu'elles mettent à disposition des espaces pour se réunir, pour débattre et pour produire des textes, les Églises ont joué un rôle central dans le développement de l'opposition politique, et surtout dans le développement des samizdats. Cette affirmation va en quelque sorte à l'encontre d'un certain nombre de prises de parole d'opposants politiques, qui comme Frank Ebert estiment que l'opposition n'a pas toujours pu compter sur les responsables religieux, mais seulement sur l'aide de quelques pasteurs courageux. Cela peut se confirmer quand on s'intéresse au phénomène de l'opposition dans son ensemble, mais il reste néanmoins difficilement réfutable que le rôle des Églises a été primordial pour ce qui est du développement d'un aspect de l'activité oppositionnel, en l'occurrence le samizdat politique.

Précisons également qu'il ne faut pas considérer la configuration berlinoise de la même manière que celles que nous pouvons observer dans les autres villes de RDA. À Berlin-Est, si les Églises ont joué un rôle central au début de la période étudiée et qu'elles ont offert les premiers espaces alternatifs, c'est surtout dans la confrontation avec elles que l'opposition a fini par se développer de manière plus significative. Il en a résulté une nouvelle forme d'activité politique, plus autonome. Elle ne s'est pas toujours faite à la marge des Églises, c'est même plutôt le contraire, mais elle s'est faite dans une indépendance plus claire. Le samizdat politique en porte aussi les traces, puisqu'il a évolué de sorte à s'adresser à un public plus large, de sorte à témoigner d'une prise de confiance progressive de l'opposition. Ailleurs en RDA en revanche, le lien entre opposition et Églises a été essentiel et la production des samizdats en a essentiellement dépendu. Quoi qu'il en soit, les samizdats se sont développés plus favorablement dans les espaces négociés avec l'État, qu'il s'agisse de ceux qui l'ont été par les Églises ou ceux qui ont *in fine* bénéficié de la tolérance des autorités.

Enfin, le dernier facteur, qui résulte en fait du précédent, est la structuration progressive des réseaux de l'opposition. Il y a d'abord le réseau des Églises. Si les samizdats y ont été utilisés de manière plus durable et aussi plus tôt, c'est parce que ce réseau est le plus facilement identifiable et le mieux structuré compte tenu de son organisation fédérale. À mesure que les groupes politiques se sont rapprochés des paroisses et qu'ils ont pu y rencontrer d'autres opposants, les pratiques auto-éditoriales se sont diffusées et les réseaux politiques se sont consolidés. Cela peut se lire dans les samizdats politiques, tant dans les textes qu'à travers l'évolution quantitative de la production.

Le réseau des groupes politiques ne se résume cependant pas aux contacts avec les paroisses. Il se matérialise également par des contacts soutenus avec les oppositions des autres pays de l'espace soviétique, ainsi qu'avec des personnalités politiques de la RFA. Grâce à quelques têtes de réseaux, qui entretiennent ces relations avec les opposants des autres pays, ainsi que grâce au « multiplicateurs », qui se procurent des textes, qui les traduisent et qui les diffusent, il en résulte une intensification de la circulation des textes, du matériel d'impression et des idées politiques.

Tenant compte de tous ces éléments, on ne peut pas affirmer que le samizdat politique est-allemand est un reflet parfait de l'évolution de l'opposition politique de RDA. L'activité politique a été constante, comme dans l'ensemble du bloc soviétique, mais les premiers samizdats sont arrivés tardivement, près de 20 ans après les premiers samizdats russes, et ne se sont véritablement installés comme un outil politique de l'opposition qu'au cours de la seconde moitié des années 1980, alors que partout ailleurs, les pratiques auto-éditoriales étaient déjà largement utilisées depuis près d'une décennie. Pourtant, les actions politiques menées par l'opposition sont nombreuses depuis les années 1950, mais elles ne se sont simplement pas traduites par le recours au samizdat.

Alors, on peut en conclure que si le samizdat doit refléter quelque chose, c'est l'évolution des besoins et des ambitions de l'opposition. Au moment où elle veut communiquer, où elle veut entretenir le réseau qui est en train de se structurer, où elle veut se servir de ce dernier pour amplifier son influence et sa solidité politique et où elle veut exploiter son potentiel pour constituer un contre-pouvoir médiatique, l'opposition politique est-allemande a besoin d'un objet de communication hybride, qui réponde à tous ces objectifs. C'est précisément ce qu'a permis le samizdat et ce qui explique que cet objet soit si polymorphe. L'analyse que nous avons menée a mis en avant ses différentes facettes et a démontré qu'il répondait aux préoccupations et aux ambitions, chacune en constante évolution, de l'opposition politique.

Le samizdat reflète aussi l'évolution des relations entre l'opposition et les autorités, ecclésiastiques et étatiques. Derrière cette notion de « relations », nous entendons surtout la capacité de l'opposition à trouver des espaces de négociation et de tolérance pour permettre à son activité d'exister et de perdurer. Ces espaces ont souvent été trouvés par l'intermédiaire des Églises évangéliques qui avaient elles-mêmes négocié avec l'État. Mais il a aussi fallu que l'opposition négocie avec les Églises, pour trouver des terrains d'entente et exister côte à côte autour de problématiques communes, ou bien pour installer un rapport de force de manière à ce que l'une continue d'exploiter les marges de manœuvre de l'autre, mais avec davantage d'autonomie.

Vis-à-vis de l'État, plus que des marges de négociation, il est davantage question de marges de tolérance. En effet, nous l'avons dit, pour donner une exposition croissante à son activité, l'opposition a en bonne partie profité d'un affaiblissement des capacités de l'État à réprimer, notamment pour préserver son image et respecter les dispositions du droit international auxquelles il a adhéré. Les autorités ont en effet choisi de laisser les activités éditoriales exister, afin – au moins dans l'intention – d'en contrôler le développement et la dangerosité. Les quelques rares actes de répression liés à ces activités ont eu lieu pour réguler et maintenir une pression sur l'opposition pour contenir au moins un peu cette dynamique.

Alors, le constat que nous faisons à la suite de notre étude, c'est que le samizdat est un espace de liberté négocié avec et par les Églises protestantes, et en partie toléré par l'État. Il est donc l'objet qui matérialise les « zones grises » qui existent dans cet espace politique. Il porte ensuite les traces de l'élargissement et de la structuration des réseaux de l'opposition, de l'évolution ses ambitions et de ses besoins, et enfin de sa prise de confiance progressive. De manière plus globale, il a été un objet qui, grâce à ces « zones grises » et à l'existence d'une semi-clandestinité, a permis à l'opposition d'expérimenter des modèles de communication efficaces et c'est cela qui explique les évolutions constantes et les différentes formes et fonctions qui ont été données au samizdat.

L'étude des samizdats politiques de RDA que nous proposons dans le cadre de cette thèse donne une vue d'ensemble sur le phénomène et sur ces différentes fonctions et évolutions. Comme nous l'avons dit, elle peut constituer un point de départ pour un approfondissement des recherches sur le sujet. Le répertoire des publications est un outil qui pourra être complété par de nouvelles données mais aussi par de nouvelles découvertes qui viendront compléter le recensement. À la fin de ce travail, nous identifions déjà un certain nombre de nouvelles pistes qui complèteront cette étude et pourront la préciser.

D’abord, il y aurait un intérêt à s’intéresser de plus près aux textes publiés dans les samizdats. Du point de vue de l’étude quantitative, cela permettrait de préciser les données concernant la distribution thématique des publications. En effet, en associant une thématique à chaque texte qui compose les revues, en particulier celles que nous avons qualifiées de généralistes, nous aurions une vision plus précise des préoccupations principales des réseaux de l’opposition. Sur un plan plus qualitatif, une analyse des textes mettrait en avant les méthodes argumentatives des rédacteurs. Entre autres choses, nous verrions ainsi si des stratégies de contournement ont été utilisées, ce qui marquerait le fait que les conditions de la censure sont intégrées et participent au style d’écriture des auteurs. Nous pourrions également nous intéresser aux revendications portées et voir si elles évoluent au fil des publications et surtout si on les retrouve au moment où les forces politiques issues de l’opposition négocient avec les représentants de l’État après la chute du Mur.

Une autre piste de travail serait de s’intéresser aux auteurs et aux autrices des samizdats. Nous avons commencé à le faire en recensant ceux qui affichaient leur nom et ceux qui ne le faisaient pas mais dont on connait l’implication dans les activités auto-éditoriales. Mais ce recensement n’est pas complet, d’abord en raison de la pratique de l’anonymat pour protéger les auteurs, mais aussi car nous ne sommes pas allées jusqu’à relever les auteurs de chaque texte et de chaque article diffusé dans les revues.

Ce travail aurait deux intérêts principaux : d’une part, il permettrait de déterminer le profil de ces auteurs. Quel est leur âge moyen ? Quel est leur niveau d’études ? S’agit-il principalement d’intellectuels ou les profils sont-ils plus variés, avec des personnes ayant fait de hautes études et d’autres non ? Quel a été le rôle des femmes dans ces initiatives ? Il s’agit là de quelques questions qui pourraient être posées, mais il y en a bien entendu un grand nombre. D’autre part, cette étude aurait pour avantage de favoriser la cartographie des réseaux de l’opposition. En effet, nous l’avons vu, la question des réseaux est centrale. Il a parfois été possible d’établir des connexions entre des groupes ou entre des opposants, ce qui a permis d’expliquer la diffusion de la pratique du samizdat sur le territoire de RDA. Cartographier le réseau des opposants servirait donc à mieux identifier les connexions existantes et à comprendre comment les dynamiques politiques ont pu s’intensifier au fil des années, au moins pour ce qui peut transparaître à travers la diffusion de l’autoédition comme moyen d’expression politique. Comme le samizdat est l’une des manifestations de ce travail de réseau, cette étude aurait un intérêt particulier pour poursuivre les recherches sur cet objet.

Pour finir, on peut dire que l'opposition est-allemande a réussi à s'appuyer sur un outil de communication hybride, partant du principe de l'autoédition des œuvres littéraires observé dans les autres pays du bloc d'influence soviétique pour en faire un outil à son image, qui réponde à ses besoins. Finalement, le samizdat remplit en quelque sorte les fonctions des réseaux sociaux : il permet à des personnes de partager différents types de contenus (des textes informatifs, des images, des textes littéraires, des commentaires sur l'actualité…) afin de communiquer au sein d'une communauté que l'on veut élargir à son maximum.

En RDA, c'est en bonne partie dans les revues clandestines et semi-clandestines que la critique politique est écrite, de la même manière qu'une place importante est laissée à cette dernière sur les réseaux sociaux actuels. On peut par ailleurs y voir un autre point commun puisque la critique s'y écrit parfois, voire souvent, cachée, derrière des revues anonymes ou derrière des profils anonymes. On peut donc se demander si on ne pourrait pas faire un lien entre la semi-clandestinité des samizdats politiques et celle des réseaux sociaux, sur lesquels on peut trouver de nombreuses paroles qui dérangent, parfois même des prises de paroles illégales, dans des espaces autorisés mais que l'on peine à réguler, en premier lieu car l'anonymat protège, au moins la plupart du temps. Alors les réseaux sociaux sont-ils, à l'instar du samizdat en RDA, le lieu où la critique politique est la plus libre, derrière une impression qu'il n'y existe pas de contrôles, et donc pas de limites sinon celle d'une éventuelle autocensure ?

Bibliographie

I. Sources sur l'opposition en RDA

a. Fonds d'archives

Fonds d'archives de la *Robert-Havemann-Gesellschaft* de Berlin

Fonds d'archives *Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V.*

Fonds d'archives *Martin-Luther-King Zentrum e.V.* de Werdau

Fonds d'archives de la *Forschungsstelle Osteuropa* de l'Université de Brême

b. Sources publiées

Ralf HIRSCH, Lew KOPELEW, *Grenzfall, vollständiger Nachdruck aller in der DDR erschienen Ausgaben (1986/87), erstes unabhängiges Periodikum*, Selbstverlag, Kösel GmbH & Co., Berlin, Kempten, 1989.

Carlo JORDAN, Hans Michael KLOTH (Dir.), *Arche Nova. Opposition in der DDR. Das « Grün-ökologische Netzwerk Arche » 1988-1990. Mit den Texten der ARCHE NOVA*, Berlin, BasisDruck, 1995.

Dirk MOLDT, *mOAning STAR. Eine Ostberliner Untergrundpublikation*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft e.V., 2005.

Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit. Die Radix-Blätter. Untergrundverlag und –druckerei der DDR-Opposition*, Archiv Bürgerbewegung Leipzig e.V., Halle (Saale), Mitteldeutscher Verlag GmbH, 2019.

c. Témoignages écrits

Rainer EPPELMANN, *Fremd im eigenen Haus. Mein Leben im anderen Deutschland*, Cologne, Kippenhauer & Witsch, 1993.

Sybille GOEPPER, « De l'action individuelle à l'activisme dans les mass-medias : itinéraire d'un 'transfuge' – Entretien avec Roland Jahn », dans : Hélène CAMARADE, Sibylle GOEPPER, *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p.147-156.

Roland JAHN, *Wir Angepassten. Überleben in der DDR*, Munich, Piper-Verlag, 2014.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, « Rundtischgespräch am 3. April 2001 in den Räumen des Matthias-Domaschk-Archivs in Berlin mit Stephan Bickhardt, Ludwig Mehlhorn, Torsten Metelka, Gerd Poppe und Richard Weißhuhn », in : Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit. Politischer Samisdat in der DDR 1985-1989*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft e.V., 2002, p.105-136.

Sylvie LE GRAND, Christian WENKEL, « Groupes d'opposition et samizdats à Berlin-Est dans les années 1980. Entretien avec Frank Ebert et Peter Grimm », dans : Hélène CAMARADE, Sybille GOEPPER, *Résistance, dissidence et opposition en RDA*, *Op. Cit.*, p. 171-181.

Wolfgang RÜDDENKLAU, *Störenfried. DDR-Opposition 1986-1986. Mit Texten aus den „Umweltblätter“*, ID-Archiv in IISG Amsterdam, Berlin, BasisDruck, 1992.

d. Témoignages oraux

Frank EBERT, entretien réalisé le 20 avril 2016 dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft à Berlin.

Tim EISENLOHR, entretien réalisé le 05 novembre 2019 dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft à Berlin.

Rainer EPPELMANN, entretien réalisé le 24 janvier 2019 dans les locaux de l'Institut Goethe de Bordeaux.

Christian HALBROCK, entretien réalisé le 21 avril 2016 dans les locaux de la BstU à Berlin.

Samira KENAWI, entretien réalisé le 07 novembre 2019 à Berlin.

Bärbel KLÄSSNER, entretien réalisé le 23 octobre 2020 dans les locaux de l'Université Bordeaux Montaigne.

Tina KRONE, entretien réalisé le 12 novembre 2019 dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft à Berlin.

II. Ouvrages et articles critiques

a. La RDA

Marina BEYER, *Frauenreport '90: im Auftrag der Beauftragten des Ministerrates für die Gleichstellung von Frauen und Männern*, Ministerrat für die Gleichstellung von Frauen und Männern, Berlin, Verlag Die Wirtschaft, 1990.

Sonia COMBE, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi*, Paris, Albin Michel, 1999.

Jean-Paul CAHN, Ulrich PFEIL (Dir.), *Allemagne 1945-1990*, 3 vol., Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Michel CHRISTIAN, *Camarades ou apparatchiks ? Les communistes en RDA et en Tchécoslovaquie (1945-1989)*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.

Corine DEFRANCE, « La guerre des ondes. La télévision : arme et miroir du conflit interallemand », dans : Jean-Paul CAHN, Ulrich PFEIL (Dir.), *Allemagne 1974-1990, Op. Cit.*, p. 149-165.

Emmanuel DROIT, *La Stasi à l'École. Surveiller pour éduquer en RDA (1950-1989)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

Emmanuel DROIT, *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*, Rennes, Presses universitaire de Rennes, 2009.

Sandrine KOTT, Emmanuel DROIT (Dir.), *Die ostdeutsche Gesellschaft. Eine transnationale Perspektive*, Berlin, Links Verlag, 2005.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Endspiel. Die Revolution von 1989 in der DDR (2009)*, 3ème édition revue et augmentée, Munich, Beck, 2015.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Stasi Konkret. Überwachung und Repression in der DDR*, Munich, Beck, 2013.

Guillaume MOURALIS, *Une épuration allemande. La RDA en procès 1949-2004*, Paris, Fayard, 2008.

Helmut MÜLLER-ENBERGS, Jan WIELGOHS, Dieter HOFFMANN, Andreas HERBST, Ingrid KIRSCHEY-FEIX, *Wer war wer in der DDR? Ein Lexikon ost-deutscher Biographien*, 5. Ausgabe, Band 1, Berlin, Ch. Links, 2010.

Ulrich PFEIL, *Die « anderen » deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990*, Cologne, Böhlau, 2004.

Stefan WOLLE, *Die heile Welt der Diktatur : Herrschaft und Alltag in der DDR 1971-1989*, 3. vol., Berlin, Links Verlag, 2009.

Tobias WUNSCHIK, *Politische Haft in der DDR. Gefängnisse und Haftbedingungen 1949-1989*, Landeszentrale für politische Bildung Thüringen und Bundesstiftung Aufarbeitung, 2018.

b. L'espace soviétique :

Suzanne de CHAMPONNOIS, François de LABRIOLLE, *Dictionnaire historique de la Lettonie*, Editions Armeline, 2005.

Jean-Pierre MINAUDIER, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Yves PLASSERAUD, « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », dans *Question de communication*, 2004/2 (n°6), 2004, p. 15-32.

Nicolas WERTH, « Les mutations sociales de l'ère de stagnation », dans : *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev (1953-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 78-92.

c. Phénomènes d'opposition dans le bloc d'influence soviétique

Ervin CSIZMADIA, *Die Ungarische Opposition (1968-1988). Interviews*, Budapest, T-Twins-Verlag, 1995.

François FEJTÖ, *1956, Budapest, l'insurrection : la première révolution anti-totalitaire*, Bruxelles, Complexe, 2006.

Agnieszka GRUNDZINSKA, « L'Octobre polonais : le XXe congrès et la culture en Pologne », dans : *Revue Russe n°28*, Le XXe congrès et la culture. 2006, p. 27-36.

Ilya KIRIYA, « La production des biens culturels en URSS, une « autre » industrie culturelle. Les enjeux de la transformation actuelle », dans : *Les enjeux de l'information et de la communication*, Vol.1, 2004, p. 30-39.

Pascal LOROT, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991.

Jörg RÖSLER, *Umweltprobleme und Umweltpolitik in der DDR*, Erfurt, Landeszentrale für politische Bildung Thüringen et Sächsische Landeszentrale für politische Bildung, 2006.

Grigori SVIRSKI, *Écrivains de la liberté. La résistance littéraire en Union soviétique depuis la guerre*, Paris, Gallimard, 1981.

Cécile VAISSIÉ, *Les Ingénieurs des âmes en chef. Littérature et politique en URSS (1944-1986)*, Paris, Belin, 2008.

Cécile VAISSIÉ, *Pour votre liberté et pour la nôtre ; le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

d. Phénomènes d'opposition en RDA et RFA

Michael BELEITES, *Untergrund. Ein Konflikt mit der Stasi in der Uranprovinz*, Berlin, BasisDruck, 1991.

Agnès BENSUSSAN, « Opposition et répression en RDA dans les années 70 et 80 », dans : *Allemagne d'aujourd'hui*, n°169, 2004, p. 56-62.

Wolfram BEYER, *Kriegsdienste verweigern – Pazifismus heute*, Humanistischer Verband Deutschlands, 2000.

Dorlis BLUME, Monika BOLL, Raphael GROSS (Dir.), *Wolf Biermann. Ein Lyriker und Liedermacher in Deutschland*, Stiftung des Deutschen Historischen Museums, Berlin, Ch. Links-Verlag, 2023.

Jessica BOCK, *Frauenbewegung in Ostdeutschland : Aufbruch, Revolte und Transformation in Leipzig 1980-2000*, Berlin, Mitteldeutscher Verlag, 2020.

Karl Werner BRAND, Dieter RINK, « Institutionalisierung statt Mobilisierung? Dilemmata der deutschen Umweltbewegung », dans : Klaus JACOB, Frank BIERMANN, Per Olof BUSCH, Peter FEINDT (Dir.), *Politische Vierteljahresschrift,* Sonderband "Politik und Umwelt, Wiesbaden, 2007, p. 499-517.

Hélène CAMARADE, *Le tract, média du pouvoir et des contre-pouvoirs. L'exemple de l'espace germanique (XVème-XXème siècles)*, Éditions Le bord de l'eau, 2017.

Hélène CAMARADE, *Le tract en RDA 1949-1990. Instrument de résistance, d'opposition et de conquête de l'espace public*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2022.

Hélène CAMARADE, Sibylle GOEPPER (Dir.), *Résistance, dissidence et opposition en RDA (1949-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

Bernd FLORATH (Dir.), *Das Revolutionsjahr 1989. Die demokratische Revolution in Osteuropa als transnationale Zäsur*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2015.

Karl Wilhelm FRICKE, *Opposition und Widerstand in der DDR. Ein politischer Report*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1984.

Ronald GALENZA, Heinz HAVEMEISTER (Dir.), *Wir wollen immer artig sein… Punk, New Wave, HipHop, Independent-Szene in der DDR 1980-1990*, Berlin, Schwartzkopf & Schwarzkopf, 2013.

Philipp GASSERT, *Bewegte Gesellschaft : Deutsche Protestgeschichte seit 1945*, Zeitgeschichte Aktuell, Stuttgart, Kohlkammer, 2018.

Joachim GOERTZ (Dir.), *Die Solidarische Kirche in der DDR. Erfahrungen, Erinnerungen, Erkenntnisse*, Berlin, BasisDruck, 1999.

Uta GRUNDMANN, Klaus MICHAEL, Susanne SEUFERT (Dir.), *Revolution im geschlossenen Raum. Die andere Kultur in Leipzig 1970-1990*, Leipzig, Faber & Faber, 2002.

Christian HALBROCK, *« Freiheit heißt, die Angst verlieren ». Verweigerung, Widerstand und Opposition in der DDR : Der Ostseebezirk Rostock*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004.

Simon HALL, *Peace and Freedom – The Civil Rights and Antiwar Movements in the 1960s*, University of Pennsylvania Press, 2006.

Thomas HÖPEL, *Opposition, Dissidenz und Resistenz in Leipzig 1945-1989*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2018.

Manfred JÄGER, *Kultur und Politik in der DDR 1945 - 1990*, Cologne, Edition Deutschland Archiv, 1994.

Carlo JORDAN, Hans Michael KLOTH, *Arche Nova, Opposition in der DDR. Das "Grün-ökologische Netzwerk Arche" 1988-90. Mit den Texten der Arche Nova*, Berlin, BasisDruck Verlag GmbH, 1995.

Samirah KENAWI, *Frauengruppen in der DDR der 80er Jahre : Eine Dokumentation*, Berlin, Dokumentationsstelle GrauZone, 1995.

Thomas KLEIN, *« Frieden und Gerechtigkeit ». Die Politisierung der Unabhängigen Friedensbewegung in Ost-Berlin während der 80er Jahre*, Zentrum für Zeithistorische Forschung Potsdam, Cologne, Böhlau-Verlag, 2007.

Hubertus KNABE, « Sprachrohr oder Außenseiter? Zur gesellschaftlichen Relevanz der unabhängigen Gruppen in der DDR – Aus Analysen des Staatssicherheitsdienstes », dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 20/1996, p. 23-26.

Uwe KOLBE, *Die Situation : eine Geschichte vom Prenzlauer Berg*, Göttinger Sudelblätter, Göttingen, Wallstein, 1994.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, Tom SELLO (Dir.), *Für ein freies Land mit freien Menschen. Opposition und Widerstand in Biographien und Fotos*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft, 2006.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, Arno POLZIN (Dir .), *Fasse Dich kurz ! Der grenzüberschreitende Telefonverkehr der Opposition in den 1980er Jahren und das Ministerium für Staatssicherheit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014.

Eberhard KUHRT (Dir.), Hannsjörg BUCK, Gunter HOLZWEIßIG, *Opposition in der DDR von den 70er Jahren bis zum Zusammenbruch der SED-Herrschaft*, im Auftrag des Bundesministeriums des Innern, Band 3, Opladen, Leske und Budrich, 1999.

Sylvie LE GRAND, « Les Eglises évangéliques de RDA dans les années quatre-vingt : « refuge » de l'opposition au régime ? », dans : Françoise KNOPPER, Jean-Marie PAUL, *L'homme et la Cité allemande au XXe siècle. Souffrance et Résistance*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2000, p. 333-348.

Bernd LINDNER, *Die demokratische Revolution in der DDR 1989/90*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2010.

Siegfried LOKATIS, Ingrid SONNTAG (Dir.), *Heimliche Leser in der DDR. Kontrolle und Verbreitung unerlaubter Literatur*, Berlin, Links Verlag, 2008.

Thomas KLEIN, *„Frieden und Gerechtigkeit!“. Die Politisierung der unabhängigen Friedensbewegung in Ostberlin während der 80er Jahre*, Cologne, Böhlau, 2007.

Freya KLIER, *Matthias Domaschk und der Jenaer Widerstand*, Berlin, Bürgerbüro Berlin e.V., 2007.

Paul MAURICE, « Les mouvements environnementaux en république démocratique allemande. La naissance d'une écologie politique dans l'Allemagne communiste des années 1980 », dans : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 228, 2019, p. 144-159.

Dirk MOLDT, *Wunder gibt es immer wieder. Das Chaos ist aufgebraucht, es war die schönste Zeit. Fragmente zur Geschichte der Offenen Arbeit Berlin und der Kirche von Unten*, Berlin, Eigenverlag Kirche von Unten, 1997.

Ehrhart NEUBERT, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, Bonn, Links Verlag, 1997.

Maria NOOKE, *Für Umweltverantwortung und Demokratisierung. Die Forster Oppositionsgruppe in der Auseinandersetzung mit Staat und Kirche*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2008.

Michael PLOETZ, Hans-Peter MÜLLER (Dir.): *Ferngelenkte Friedensbewegung? DDR und UdSSR im Kampf gegen den NATO-Doppelbeschluß.*, Münster, Lit Verlag, 2004.

Gerd POPPE, « Begründung und Entwicklung internationaler Verbindungen », dans : Eberhard KUHRT (Dir.), *Opposition in der DDR, Op. Cit.*, p.349-377.

Ulrike POPPE, Rainer ECKERT, Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Zwischen Selbstbehauptung und Anpassung. Formen des Widerstandes und der Opposition in der DDR*, Berlin, Links Verlag, 1995.

Jacques POUMET, « Nouvelles formes de l'opposition en RDA dans les années quatre-vingt : de la critique au rejet », dans : *Allemagne d'aujourd'hui*, n°146, 1998, p.148-164.

Susanne SCHÖTZ, « Leipzig und die erste deutsche Frauenbewegung », dans : Detlef DÖRING, *Leipzigs Bedeutung für die Geschichte Sachsens*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2014, p. 157-180.

Ursula SILLGE, *Un-Sichtbare Frauen : Lesben und ihre Emanzipation in der DDR*, Berlin, Ch. Links Verlag, 1991.

Anke SILOMON, *„Schwerter zu Pflugscharen“ und die DDR: Die Friedensarbeit der evangelischen Kirchen in der DDR im Rahmen der Friedensdekaden 1980–1982*, Band 33, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999.

Andreas STEGMANN, *Die Kirchen in der DDR. Von der sowjetischen Besatzung zur Friedlichen Revolution*, Munich, C.H. Beck, 2021.

Walter SÜß, *Staatssicherheit am Ende: warum es den Mächtigen nicht gelang, 1989 eine Revolution zu verhindern*, Berlin, Ch. Links Verlag, 1999.

Hans-Joachim VEEN, *Lexikon Opposition und Widerstand in der SED-Diktatur*, Berlin, Propyläen, 2000.

e. **Espace public et censure**

Simone BARCK, Martina LANGERMANN, Siegfried LOKATIS, *„Jedes Buch ein Abenteuer“. Zensur -System und literarische Öffentlichkeiten in der DDR bis Ende der sechziger Jahre*, Berlin, De Gruyter Akademie Forschung, 1997.

Simone BARCK, Siegfried LOKATIS, *Zensurspiele. Heimliche Zensurgeschichten aus der DDR*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verlag, 2008.

Emile BENVENISTE, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. Pouvoir, droit, religion*, éditions de minuit, 1969.

Ivo BOCK (Dir.), *Scharf überwachte Kommunikation. Zensursysteme in Ost(mittel)europa (1960er-1980er Jahre)*, Das Andere Osteuropa, Berlin, LIT Verlag, 2011.

Georg BRUNNER (Dir.), *Menschenrechte in den Staaten des Warschauer Paktes. Bericht der unabhängigen Wissenschaftlerkommission*, 11/1344, Cologne, Deutscher Bundestag – 11. Wahlperiode, 1987.

Philippe BURRIN, Nicolas WERTH, Henry ROUSSO (Dir.), *Stalinisme et nazisme : histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Editions Complexes, Paris, IHTP-CNRS, 1999.

Paul CORNER, *Popular opinion in totalitarian Regimes : Fascism, Nazism, Communism*, Oxford, OUP Oxford, 2009.

Kevin DAGNEAU, « La Stasi en RDA : méthodes de surveillance et de répression contre l'opposition politique », dans : Laurent COSTE (Dir.), *S'informer pour gouverner*, collection « Elites politiques et idéologies », Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2021, p. 225-242.

Robert DARNTON, *De la censure : essai d'histoire comparée*, NRF essais, Gallimard, 2014.

Thibault DELEIXHE, « La censure littéraire « normalisatrice » en Tchécoslovaquie : une tentative de définition », *Les cahiers Sirice*, 2018/2, n°21, Editions UMR Sirice, 2018.

Catherine DEPRETTO, « La censure à la période soviétique (1917-1953) : état de la recherche », dans *: La littérature soviétique aujourd'hui*, Revue des études slaves, Vol. 73, n°4, Institut d'études slaves, 2001, p. 651-665.

Jürgen FUCHS, *Unter Nutzung der Angst. Die „leise Form“ des Terrors. Zersetzungsmaßnahmen des MfS*, BF informiert Nr. 2, BStU, Berlin, Abteilung Bildung und Forschung, 1994.

Carsten GANSEL, *Parlament des Geistes. Literatur zwischen Hoffnung und Repression 1945 - 1961*, Berlin, BasisDruck, 1996.

Volker GERHARDT, *Öffentlichkeit. Die politische Form des Bewusstseins*, Munich, C. H. Beck, 2012.

Hélène GUIBERT-YECHE, « Censure et autocensure en RDA : la littérature socialiste des années quatre-vingt face au pouvoir », dans : Marianne Franchéo (Dir.), *Langages et pouvoirs en interaction*, ENS éditions, 1995, p. 127-144.

Jürgen HABERMAS, *Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaates*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1992.

Jürgen HABERMAS, *Strukturwandel der Öffentlichkeit* (1962), Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp,1990. ; traduction française : *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Stasi Konkret. Überwachung und Repression in der DDR*, Munich, Beck Verlag, 2013.

Christoph LINKS, *Das Schicksal der DDR-Verlage. Die Privatisierung und ihre Konsequenzen*, Berlin, Édition Berolina, 2016.

Siegfried LOKATIS, Martin HOCHREIN (Dir.), *Die Argusaugen der Zensur. Begutachtungspraxis im Leseland DDR*, Hauswedell Verlag, 2021.

Siegfried LOKATIS, « Die Zensur historischer Literatur in der DDR unter Ulbricht », dans : *Historische Zeitschrift. Beihefte*, New Series, Vol.27, Die DDR-Geschichtswissenschaft als Forschungsproblem, Munich, 1998, p. 281-293.

Johanna MARSCHALL-REISER, « Zensur oder Druckgenehmigung ? Administrative Anbindung und Regelungen zum Verfahren in der DDR », dans : *Mitteilungen aus dem Bundesarchiv*, Heft 1/2012, 20. Jahrgang, Koblenz, Bundesarchiv, 2012, p. 67-83.

Henri-Jean MARTIN, *Histoire et pouvoirs de l'écrit*, Paris, Albin Michel, 1996.

Bernard MIEGE, *La Société conquise par la communication*, tomes 1 et 2, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996.

Oskar NEGT, *L'espace public oppositionnel*, Payot, Paris, 2007.

Michel NIQUEUX, « Quels textes lisons-nous ? Les classiques soviétiques au fil des révisions », dans : *La littérature soviétique aujourd'hui*, Revue des études slaves, Vol. 73-4, 2001, p. 739-746.

Carl SCHMITT, *La dictature*, Paris, Seuil, 2000.

Léo STRAUSS, *Persecution and the art of writing*, Chicago, The University of Chicago Press, 1952.

Arunas STREIKUS, « Political Censorship in the soviet West », dans *Cahiers du monde russe*, Vol. 60/4, Paris, Éditions de l'EHESS, 2019, p. 737-763.

Peter STRUNK, *Zensur und Zensoren. Medienkontrolle und Propagandapolitik unter sowjetischer Besatzungsherrschaft in Deutschland*, Berlin, De Gruyter Akademie Forschung, 1996.

Cécile VAISSIÉ, « La censure des œuvres artistiques en URSS : diversité des instances, multiplicité des critères et tentatives de ruse », dans : Laurent MARTIN (Dir.), *Les censures dans le monde (XIX*è *-XXI*è *siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 277-286.

Joachim WALTHER, *Sicherungsbereich Literatur. Schriftsteller und Staatssicherheit in der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Ullstein-Verlag, 1999.

f. Le samizdat

Seweryn BLUMSZTAJN, *Une Pologne hors censure : éditions clandestines en Pologne 1981-1986*, Paris, Kontakt, 1988.

Hélène CAMARADE, Xavier GALMICHE, Luba JURGENSON, *Samizdat. Publications clandestines et autoédition en Europe centrale et orientale (années 1950-1990)*, Paris, Éditions nouveau monde, 2023.

Wolfgang EICHWEDE (Dir.), *Samizdat. Alternative Kultur in Zentral- und Osteuropa : die 60er bis 80er Jahre*, Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen, Band 8, Brême, Temmen, 2000.

Ferdinand Joseph Maria FELDBRUGGE, *Samizdat and Political Dissent in the Soviet Union*, Leyden, A. W. Sijthoff, 1975.

Carola HÄHNEL-MESNARD, *La littérature autoéditée en RDA dans les années 1980. Un espace hétérotopique*, Paris, L'Harmattan, 2007.

HYUNG-MIN Joo, « Voices of freedom : Samizdat », dans : *Europe-Asia Studies*, Vol. 56, Nr. 4, Taylor & Francis, 2004, p. 571-594.

Hubertus KNABE, « Nachrichten aus einer anderen DDR. Inoffizielle politische Publizistik in Ostdeutschland in den achtziger Jahren », dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, B 36/98, 1998, p. 26-38.

Ann KOMAROMI (Dir.), « Project for the Study of Dissidence and Samizdat », Toronto, University of Toronto Libraries, 2015 : samizdatcollections.library.utoronto.ca [dernière consultation le 30/10/2024].

Ann KOMAROMI, « Samizdat and Soviet Dissident Publics », dans : *Slavic Review*, Vol. 71, No. 1, Cambridge University Press, 2012, p. 70-90.

Ann KOMAROMI, « The material existence of Soviet Samizdat », dans : *Slavic Review*, Vol. 63, n°3, Cambridge University Press, 2004, p. 597-618.

Ilko-Sascha KOWALCZUK, *Freiheit und Öffentlichkeit. Politischer Samisdat in der DDR 1985-1989*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft e.V., 2002.

Sylvie LE GRAND, « Les publications samizdat en RDA : une contre-opinion publique », dans : André COMBES, Françoise KNOPPER (Dir.), *L'opinion publique dans les pays de langue allemande*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 291-298.

Martin MACHOVEC, « The types and functions of Samizdat publications in Czechoslovakia, 1948-1989 », dans : *Poetics* Today, Vol. 30, 2009, p. 1-26.

Dimitry POSPIELOVSKY, « From Gosizdat to Samizdat and Tamizdat », dans : *Canadian Slavonic Papers*, vol.20, N°1, Taylor & Francis 1978, p. 44-62.

Jacques POUMET, « Publications autonomes et culture autonome en RDA dans les années 1980 », dans : Anne SAINT-SAUVEUR-HENN, Gérard SCHNEILIN (Dir.), *La mise en œuvre de l'unification allemande 1989-1990*, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle, 1998, p. 399-411.

Antje RÖCKEMANN, « *Lila Band* in der DDR (1987-1989) », dans : Gisela MATTHIAE (Dir.), *Feministische Theologie. Initiativen, Kirchen, Universitäten – eine Erfolgsgeschichte*, Gütersloher Verlagshaus, 2008, p. 88-90.

Andrei SINIAVSKY, *Samizdat and the rebirth of literature. Index on Censorship*, Vol. 9, n° 4, Londres, Taylor & Francis, 1980, pp 8-12.

Paweł SOWINSKI, « L'écriture de résistance dans la Pologne communiste », dans : Bruno CURATOLO, François MARCOT, *Écrire sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 177-188.

Peter STEINER, « On Samizdat, Tamizdat, Magnitizdat and Other Strange Words That Are Difficult to Pronounce », dans : *Poetics Today*, 29, 4, p. 613-628.

Cécile VAISSIÉ, « La Chronique des événements en cours. Une revue de la dissidence dans l'URSS brejnévienne », dans : *Vingtième siècle. Revue d'histoire,* n°63, 1999, p. 107-118.

Anne-Dorothee VOGEL, *Findbuch zum Bestand « Samisdat in der DDR »*, Berlin, Robert-Havemann-Gesellschaft, 2006.

Peter WENSIERSKI, *Fenster zur Freiheit. Die Radix-Blätter. Untergrundverlag und -druckerei der DDR-Opposition*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verlag, 2019.

Josephine von ZITZEWITZ, *The Culture of Samizdat. Literature and Underground Networks in the late Soviet Union*, Londres, Bloomsbury Academic, 2021.

g. Cadres législatifs et constitutionnels

Mario BETTATI, « L'admission des deux Allemagnes à l'ONU », dans *Annuaire Français de Droit international,* Vol. 19, CNRS, 1973, p. 211-231.

Hubert IZDEBSKI, « Les amendements à la Constitution de la République populaire de Pologne 1954-1983 », dans : *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 36-1, 1984, p. 79-109.

Zdeněk JIČINSKÝ, Viktor KNAPP, « Les fondements constitutionnels de la Fédération Tchécoslovaque » dans : *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 1, n°1, 1970, p. 5-18.

Peter MALANCZUK, « Das Satellitendirektfernsehen und die Vereinten Nationen », dans : *Zeitschrift für ausländisches offentliches Recht und Völkerrecht,* Vol. 44, Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 1984, p. 159-160.

Stanislaw ROGOWSKI, *« The "Small Constitutions" (1919-1947-1992)*, dans : *Przeglad Sejmowy, Dwumiesiecznik*, Rok VII, 2 (31), 1999, p. 11-46.

République Fédérale Allemande, « Vertrag über die Grundlagen der Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik vom 21. Dezember 1972 », Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung Nr. 155, 08.11.1972, p. 1842-1844.

République Fédérale Allemande, « Zusatzprotokoll zum Vertrag über die Grundlagen der Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik (21. Dezember 1972) », dans : *Bundesgesetzblatt 1973 II.*, Bundesministerium der Justiz, 09.06.1973.

III. Sources en ligne :

a. L'opposition de RDA :

www.jugendopposition.de

b. Le samizdat dans le bloc d'influence soviétique :

www.bn.org.pl

www.libpro.cz

www.samizdatcollections.library.utoronto.ca

www.vle.lt/straipsnis/savilaida/

c. Droit international :

Organisation des Nations Unies, « Charte des Nations Unies », San Francisco, 1945 : https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text [consulté le 08/08/2023].

Organisation des Nations Unies, « Index des Traités et accords internationaux des Nations Unies » : https://treaties.un.org/ [consulté le 08/08/2023].

Organisation des Nations Unies, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations Unies, 19 décembre 1966 : https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights [consulté le 08/08/2023].

Organisation des Nations Unies, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations unies, 3 janvier 1976 : https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights [consulté le 08/08/2023].

Organisation des Nations Unies, « Procès-verbal de la 183ème séance plénière de l'Assemblé générale des Nations Unies », document A./PV183, p. 933 : https://www.ohchr.org/fr/universal-declaration-of-human-rights [consulté le 08/08/2023].

UNESCO, « Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre », Actes de la conférence générale de l'UNESCO du 24 octobre au 28 novembre 1978, 20ème session, Paris : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000114032_fre [consulté le 08/08/2023].

UNESCO, « Declaration of Guiding Principles on the Use of Satellite Broadcasting for the Free Flow of Information, the Spread of Education and Greater Cultural Exchange », United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (UNESCO), Paris, 15 novembre 1972 : https://en.unesco.org/about-us/legal-affairs/declaration-guiding-principles-use-satellite-broadcasting-free-flow [consulté le 08/08/2023].

d. Textes législatifs et constitutionnels :

République Démocratique Allemande, « Constitution de la République Démocratique Allemande du 7 octobre 1949 [*Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 7. Oktober 1949*] », Section A (*Inhalt und Grenzen der Staatsgewalt*), Chapitre 1 (*Rechte des Bürgers*), article 1, version originale en allemand disponible sur : https://www.verfassungen.de/ddr/verf49-i.htm, [consulté le 13/08/2023].

République Démocratique Allemande, « Constitution de la République Démocratique Allemande du 9 avril 1968 [*Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 9 April 1968*] », Section II (*Bürger und Gemeinschaften in der sozialistischen Gesellschaft*), Chapitre 1 (*Grundrechte und Grundpflichten der Bürger*), Article 19, version originale en allemand disponible sur : https://www.verfassungen.de/ddr/verf68-i.htm [consulté le 13/08/2023].

République Démocratique Allemande, « Gesetz zur Ergänzung und Änderung der Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik vom 7. Oktober 1974 », GBl., Teil I, p. 432 : https://www.verfassungen.de/ddr/verfassungsgesetz74.htm [consulté le 13/08/2023].

République Démocratique Allemande, « recueil des textes législatifs de la République Démocratique Allemande (Gesetzblatt der Deutschen Demokratischen Republik – GBl.) » : https://www.reichsgesetzblatt.de/D/GBl-DDR/index.htm [dernière consultation le 22/09/2024].

République Fédérale Allemande, « recueil des textes législatifs de la République Fédérale Allemande (Bundesgesetzblatt der Bundesrepublik Deutschland – BGBl.) » : https://www.reichsgesetzblatt.de/D/GBl-DDR/index.htm [dernière consultation le 22/09/2024].

République Populaire de Hongrie, « Constitution de la République populaire de Hongrie [*A Magyar Népköztársaság Alkotmánya*] du 20 août 1949 », XX./1949, puis Nr. I/1972, Version originale en hongrois, traduite en allemand sur : https://www.verfassungen.eu/hu/verf49-i.htm [consulté le 11/08/2023].

République Populaire de Hongrie, « référentiel législatif national de la République de Hongrie » : https://njt.hu/ [dernière consultation le 04/08/2024].

République Populaire de Pologne, « journal officiel de la République de Pologne » : https://dziennikustaw.gov.pl/DU [dernière consultation le 10/08/2024].

République Populaire de Pologne, « Constitution de la République populaire de Pologne [*Konstytucja Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej*] », réaction du 10 février 1976, Version originale en polonais traduite en allemand sur : https://www.verfassungen.eu/pl/verf52-i.htm, [consulté le 12/08/2023].

République Socialiste Tchécoslovaque, « Charte constitutionnelle de la République socialiste Tchécoslovaque du 29 février 1920 » : https://www.psp.cz/docs/texts/constitution_1920.html [consulté le 04/08/2024].

République Socialiste Tchécoslovaque, « Recueil des lois de la République tchèque et de la République socialiste Tchécoslovaque », https://www.zakonyprolidi.cz/cs/sbirka [dernière consultation le 04/08/2024].

URSS, « recueil des textes constitutionnels de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques » : https://constitution.garant.ru/ [dernière consultation le 22/09/2024].

« Verfassungen der Welt », répertoire des textes constitutionnels : https://www.verfassungen.net/, [dernière consultation le 22/09/2024].

Annexes

Liste des Annexes :

N°	Titre et Nature du Document	Pages
1	Transcription de l'entretien avec Frank Ebert, réalisé le 20 avril 2016 dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft (Berlin).	**571**
2	Transcription de l'entretien avec Rainer Eppelmann, réalisé le 24 janvier 2019 dans les locaux de l'Institut Goethe de Bordeaux.	**576**
3	Répertoire des samizdats politiques de RDA. Source : Base de données construite à la suite de nos travaux en archives entre septembre 2018 et février 2024.	**582**
4	Descriptif des données issues de l'étude quantitative. Tableaux des données relatives aux figures présentées dans les travaux. Source : sonnée extraites à partir du répertoire des samizdats politiques de RDA (Cf. Annexe n°3).	**601**
5	Carte montrant les villes de RDA dans lesquelles des samizdats ont été édités. Source : nous avons réalisé cette carte à partir des données extraites du des samizdats politiques de RDA (Cf. Annexe n°3).	**630**
6	Extrait du samizdat *Aktuell*, écrit à la machine à écrire et reproduit à l'aide d'un stencil en papier enduit de cire. Source : *Aktuell*, RHG/WT 042/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 21 janvier 1985, p. 9.	**631**
7	Couverture du numéro des *Umweltblätter* paru en décembre 1988. Le slogan « Das Risiko eine eigene Meinung zu haben… Solidarität mit den bestraften Schülern » [le risque d'avoir son propre avis… solidarité avec les élèves condamnés] fait référence à la mobilisation en soutien aux élèves de l'école Carl von Ossietzky de Berlin-Est, victimes de répression pour avoir exprimé leur soutien au peuple polonais. Source : *Umweltblätter*, 12/88, RHG/PS 107/27, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, décembre 1988, p. 1.	**632**

8 Copie du samizdat de Siegmar Faust, *Armes Deutschland. Organ der politischen Gefangenen der Ostzone*, édité à la main. **633**
Source : *Armes Deutschland. Organ der politischen Gefangenen der Ostzone*, RHG/PS 011, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Cottbus, décembre 1975, p. 1.

9 Couverture du numéro d'octobre 1989 de la revue clandestine *Grenzfall*, réalisée par ordinateur, et imprimée avec une imprimante matricielle à 9 aiguilles. **634**
Source : *Grenzfall*, Nr. 7-10/89, RHG/PS 47/19, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin-Est, octobre 1989, p. 1.

10 Couverture du numéro du 5 juin 1989 des *Friedrichsfelder Feuermelder*, écrit à l'ordinateur et reproduit à l'aide d'un duplicateur à alcool « Ormig ». **635**
Source : *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/24, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 5 juin 1986, p. 1.

11 Couverture du numéro du 31 octobre 1989 de *Depesche*, fabriquée à partir d'un stencil réalisé à l'ordinateur et à l'imprimante matricielle, puis reproduite à l'aide d'un duplicateur à stencil, probablement à partir d'une matrice imprimée sur du papier carbone. **636**
Source : *Depesche*, RHG/TK 009/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 30 octobre 1989, p. 1.

12 Extrait d'une série de texte parus dans *Arche-Info* en juillet 1989. C'est la première page d'un dossier qui en comprend 19 et qui compile les articles parus dans *Neues Deutschland* (journal officiel de RDA) au sujet de la répression des manifestations de Tian'anmen. Les textes ne sont pas commentés pour démontrer les incohérences et les ellipses dans le traitement de cette actualité. **637**
Source : *Arche-Info*, RHG/PS 10/09, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, juillet 1989, p. 4.

13 Dernière page du numéro de mars 1990 des *Frauenblätter* qui, une fois repliée, fait office d'enveloppe afin que la revue soit expédiée par la poste. **638**
Source : *Frauenblätter*, Nr. 5, RHG/ZE/3/253, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 21 mars 1990, p. 8.

Annexe n° 1 : Entretien avec Frank Ebert dans les locaux de la Robert-Havemann-Gesellschaft le 20 avril 2016.

1- Wie wird man Mitglied der *Umwelt-Bibliothek*?

Du sollst es nicht so vorstellen wie ein Verein, wo man hingeht, einen Antrag stellt und dann wird man aufgenommen. So eine Vereinsstruktur und diese ganzen quasi juristischen Gegebenheiten wie man heute kennt, die gab es nicht in der DDR. Es waren Gruppen, die mehr oder weniger illegal gearbeitet haben.

Ich bin 1988 einfach hingegangen. Bekannt geworden ist es mir durch die ganze Aktion der Staatssicherheit, die die Umwelt-Bibliothek überfallen hat, die ich in den Nachrichten gesehen habe, und weil ich auch Leute in der Umwelt-Bibliothek kannte. Allerdings kannte ich die als Kind. Als ich in Halle gewohnt habe, war ich bei meiner Schwester oft in Jena oder bei irgendwelchen oppositionellen Treffen, in Kirchentagen oder so, habe ich viele Menschen kennengelernt. Für mich war das dann einfach mal hinzugehen. Ich habe mich quasi angeboten. Ich habe gesagt, ja ich bin da und wenn Sie mir brauchen, sagen Sie Bescheid. Und sie brauchten mich eigentlich. Ich habe erst Galerie gemacht. Wir hatten so einen kleineren Raum, das mit Tresen und ein paar Stühle und ein paar Tische, und einen relativ großen Raum und das war quasi eine Galerie. Ich habe dabei Konzerte organisiert – aber kleinere Konzerte, nicht so laute Konzerte, weil es auch verboten war – und auch Ausstellungen von Leuten, die in der DDR nicht ausstellen durften. Das haben wir gemacht. Dann hat mir Wolfgang Rüddenklau gefragt, ob ich drucken könnte, weil irgendwie ein anderer Mitarbeiter war krank oder irgendwas und selbstverständlich konnte ich nicht drucken. So was hat man nicht bei ihm unbedingt, dann hat mir jemanden gezeigt, wie das funktionierte und ich habe begonnen, Anfang 1988 Flugblätter und Zeitungen zu drucken. Aber nicht nur für uns, auch für andere Gruppen, für die Arche oder für anarchistische Zeitschriften wie Kopfsprung.

2- Haben Sie von den Aktionen der *Umwelt-Bibliothek* durch die westlichen Medien erfahren, oder wurde das durch andere Quellen bekannt?

Mir war das bekannt, aber nur deswegen, weil ich eine ältere Schwester habe, die in dieser oppositionellen Szene in Halle und Jena drin war. Das war ein Begriff, man kannte das. Aber die Aktionen selbst kannte man tatsächlich nur dank dem westlichen Fernsehen. Diese illegalen Gruppen oder die in den Kirchen organisierten Gruppen hatten ja keine Öffentlichkeit, sie konnten keine große Werbung machen, sie konnten keine Plakate aufhängen oder sogar Werbung für sich machen. Das war verboten, es war eine Diktatur.

3- Was ist für Sie der Wendepunkt, was die Drucktechnik angeht, der zur Entwicklung der Umwelt-Bibliothek beigetragen hat?

Ich weiß nicht genau, welche Maschine hatte die Gruppe vor 1988. Das sollst du vielleicht Christian Halbrock fragen. Es gab natürlich ab 1986 Druckmaschine und wir haben neuere bekommen aber prinzipiell haben wir weiterhin auf der alten Wachsmatritze gearbeitet, keine Ahnung wir alt sie war, ich könnte die doch zeigen sie steht noch unten. Technisch war vielleicht der größte Schritt nach vorne auf jedem Fall der Computer.

Wir hatten ein 9-Nadeln-Drucken. Da gab es Drucker mit 9 Nadeln oder mit 12 oder mit 24 aber mit 9 war das billiger. Aber diese Matrizen waren relativ dick. Das sind 3-Blatt, die durch die Nadeln mit dem Schriftbild sozusagen eingestochen werden. Wir konnten auch mit Farben durch. Diese Matrizen haben wir dann genommen, wir haben sie auf eine Walze gespannt und die Farbe wurden her durch Düse auf die Matrize quasi gespritzt und die drehte sich das so, auf eine Rolle, und da hat es durch, weil es ja Löcher waren für einzelne Buchstaben und da kam die Farbe auf das Papier und dann hast du eine Schrift. 1989 gibt es mehrere Bilder in den Zeitschriften. Es ist quasi für alle dank dem 9-Nadeln-Druck.

4- Ab wann haben Sie damit begonnen, die Zeitschriften in guter Qualität zu drucken?

Ich glaube, dass als ich angefangen habe, war das schon in guter Qualität. Es muss so vorher gewesen sein. Es gab ja zwei verschiedene Druckverfahren: es gab diese Ormig. Das ist ein Alkoholbasis-Druckverfahren, das blau ist. In den Blättern, dass du dich angeguckt hast, gibt es diese blauen Zettel. Wenn es blaue Zettel sind, dann ist es mit einer Ormig gedruckt. Und wenn es die Anderen sind, dann ist es mit Wachsmatrizen.

5- Denken sie, dass die Ereignisse von 1987 die Reaktion auf die Repression geändert hat?

Ja, das hat sie auf jedem Fall. Das war das erste Mal in der Geschichte sozusagen, dass für überhaupt solche Gruppen, die hauptsächlich am Anfang oder Mitte der 80er Jahren entstanden sind, so eine ungeahnte solidaritätswelle sich entwickelt hat. Die Mahnwache war das Eine, in der Zionskirche, wo man nach außen eben demonstriert hat und gesagt hat, was man will. Man hat seine Meinung vertretet, und hat für die Freilassung der Inhaftierten gesprochen. Das war schon ein Novum. Und natürlich auch die Weltweite Aufmerksamkeit. Das ging ja so weit, dass da kam Solidaritätstelegramme aus aller Welt, also vom Tibet über USA, Mexico, überall her… Leider haben wir diese Telegramme nicht im Archiv aber ich habe die damals gesehen, in der Gemeinde, wo ich damals ganz kurz war. Wir hatten zwei Hefte mit diesen ganzen

Telegrammen. Leider habe ich diese noch nicht wiedergefunden. Ich war selber sehr entspannt, damals Telegrammen aus Tibet zu haben. Tibet kannte man wirklich nur aus der Literatur. Durch Filmen, Funk und Fernsehen sozusagen. Das weiß auch kaum jemand. Deswegen, weil wir die Dinge nicht haben. Wir können auch kaum nachweisen, dass sie die tatsächlich gab, aber ich habe die selber in der Hand gehabt. Du musst mir jetzt glauben!

6- **Wie war eigentlich die Stimmung zwischen den Gruppen, die auch Samisdat veröffentlichten? Angesichts der Zahl der Exemplare, die in der Druckerei der UB gedruckt wurden, kann ich mich leicht vorstellen, dass die Mitarbeiter fast den ganzen Tag arbeiteten.**

Wir haben viel gearbeitet aber nicht den ganzen Tag. Es stimmt schon für die meisten, ok, aber für mich selbst trifft es nicht ganz zu, weil ich bis Juni 1989 noch in der Lehre war. Ich musste noch mein Leben irgendwie machen. Aber in der Zeit haben trotzdem noch andere gedruckt. Das Verhältnis zu den anderen Gruppen ist noch eine interessante Frage, die du Christian Halbrock stellen solltest. Für mich war das wichtig, dass so viel wie möglich passiert. Es gab zum Beispiel diese Trennung zwischen der Umwelt-Bibliothek und der Arche. Und Trotzdem habe ich die Arche-Hefte gedruckt. Es gab innerliche Auseinandersetzung, es gab Wahnsinnsdisput wegen dieser Spaltung der Gruppe aber prinzipiell haben wir die Hefte gedruckt. Sie sind bei uns auf unseren Maschinen gedruckt worden. Und es wäre auch dämlich gewesen, es nicht zu tun.

7- **Wie bekamen Sie die Texte, die Sie vervielfältigt haben? Ich weiß schon, dass manche aus dem Ausland kamen aber wer übersetzte diese Texte?**

Ich könnte das gar nicht sagen. Dafür musst du Christian fragen.

Ansonsten kamen die Texte aus anderen Gruppen. Zum Beispiel gab es in Dresden eine wichtige Gruppe namens Wolfspelz. Sie haben ihre Texte abgegeben dann wurden die auch publiziert. Es gab auch natürlich eine Redaktion in der Gruppe, z.B Wolfgang Rüddenklau, Christian Halbrock, Tom Sello, Uta Ihlow waren drin. Und die meisten Texte hat tatsächlich Wolfgang Rüddenklau geschrieben. Das Problem bei den Texten, die irgendwoher kamen, und darauf hatten sie mir hingewiesen, war, dass wir ihre Richtigkeit nicht garantieren konnten. Die Möglichkeit hatten wir gar nicht. Es gab damals keinen freien Journalismus. Wir hatten auch keinen Presseausweis oder was. Aber auch mit dem Hinweis, dass sie unüberprüft sind, aufgrund der Gegebenheiten wurden sie trotzdem veröffentlicht.

8- **Was ist für Sie den Hauptunterschied zwischen den Umweltblättern und Grenzfall?**

Inhaltlich gab es gar keinen großen Unterschied. Der Hauptunterschied ist eigentlich der, dass die Umweltblätter in Kirchenräumen mit Dünung des Pfarrers gedruckt wurden. Und Grenzfall erscheint ganz explizit als unabhängig. Die Umweltblätter haben eigentlich immer ein Stempel drauf. Es stand entweder „nur zur innerkirchlichen Dienstgebrauch" oder „nur für die kirchliche Information". Wir hatten verschieden Stempel. Und damit galt das Blatt als eine Publikation unter dem Dach der evangelischen Kirche. Grenzfall hat es nicht gemacht. Damit war der Grenzfall de facto bei der Hinsicht schon illegal. Die Umweltblätter waren auch selbstverständlich hoch illegal – zumindest der Inhalt war illegal – aber das Heft selber, das war schon schwieriger – theoretisch schwieriger – ranzugehen, weil es als innerkirchliche Information galt. Und da hatten ja die Kirchen das Recht dazu, so eine Publikation zu fertigen. Das war einer der Gründe oder Argumente bei dem Überfall auf der Zionskirche. Es war natürlich klar, dass es kein Gemeindeblatt war. Wir hatten eine 5-hunderte oder mal 2-tausende Auflage, und mit dem „*Telegraph"* hatten wir eine 5-tausende Auflage. Und die Gemeinde hatte vielleicht 40 Mitglieder. Insofern war das sehr klar! Und wir haben die auch verkauft also… Es gab auch Nummer am Ende, die 5 Ostmark kosteten. Wir mussten auch das Papier irgendwo kaufen. Und es war ein Riesenproblem, weil es nicht nur ein Packet war, sondern Familienpackung, große Paletten am besten. Das gab es natürlich nicht. Man hat es in irgendwelchen Schreibläden, quasi DDR-weit, wenn es immer noch Papier zu kaufen gab. Und dann wurde das nach Berlin gebracht. Meine damalige Freundin hatte bei sich Papier in Betrieb quasi geklaut und sie hat es nach Berlin genommen. Das war natürlich insofern durch, weil nicht jedes Papier geeignet für die Druckmaschine. Manche waren viel zu dünn. Es gab auch ein grünes Papier, ganz dünnes grünes Papier, das hat uns mal im August oder September 1989 ein Freund von dem Weissenseer Friedenskreis das angeboten. Er konnte das Papier besorgen. Da habe ich, glaube ich etwa tausend Mark bezahlen, eine Menge Geld damals. Und dann bin ich mit dem Pfarrer eingefahren und habe das Papier ausgepackt: es war dieses hässlichen grünes Papier, das wir gar nicht verwenden konnten. Für 9 oder 10 benutzte Blätter aus diesem Papier, nur 1 war gedruckt. Wir haben das Titelblatt von mOAning Star damit gemacht. Es gibt eine Nummer mit einem grünen Papier, das ist dieses Papier, das wir da dummerweise hatten.

9- Wir haben auch von der Kirche gesprochen. Hat sie einen Einfluss auf ihre politische Aktivität gehabt? Ich habe manche Texte gelesen bzw. über die Wehrdienstverweigerung. Und ich habe manchmal den Eindruck gehabt, dass die Argumentation ein bisschen religiös war.

Da gibt es natürlich unterschiedliche Sichtweisen. Es gab in der DDR die Bausoldaten-Regelung, es ist so was wir jetzt hier ähnlich wie die Zivildienst-Regelung haben. Und wenn du den Wehrdienst verweigert hast, zumindest bis 1984 oder 1986, also Totalverweigerst hat,

dann bist du in Knast gekommen. Natürlich wollte nicht unbedingt jeder in Knast, dann machten sie also Bausoldaten. Aber für die Bausoldaten brauchst du eine Begründung. Diese konnte eigentlich nur religiöser Charakter haben. Deswegen kommt es ganz so oft vor. Es trifft auch viele zu, die wirklich religiös waren, aber für die Personen, von der ich jetzt rede, sie waren nicht religiös aber sie haben das als Begründung genommen. Das ist sowieso dieses ganze Konstrukt, wo die Opposition gesammelt hat, wo sie gedruckt haben, das ist ja im großen Teil in der evangelischen Kirche – zumindest in den Räumen der evangelischen Kirche – aber es ist meiner Meinung nach falsch, wenn man sagt, die evangelische Kirche wäre quasi Opposition gewesen. Das ist Quatsch! Sondern es waren einzelne Pfarrer innerhalb der evangelischen Kirche, die ihre Räume geöffnet haben und das waren nicht viele. Es war verdammt wenig. Wenn ich jetzt versuche nachzudenken, würden mir 4 einfallen, aber es muss vielleicht 10 gewesen sein oder 20. Aber es waren nicht viele. Und diese haben uns die Räume gegeben, haben uns relativ freier Hand gelassen, haben aber dafür auch Probleme mit den evangelischen Kirchen gehabt. Die Rolle der evangelischen Kirchen dabei ist auch sehr ambivalent. Einerseits gaben es viele in der evangelischen Kirche, die Staatskritik waren. Es gab aber auch viele, die jetzt sagen wir her eher „Diplomatisch“ waren, die versuchten immer so ein bisschen zwischendurch… Ein hervorragender Kirchenpolitiker war zum Beispiel Gottfried Forck (Bischoff), oder auch Werner Hillmann (Stadtjugendpfarrer in Berlin). Das waren hervorragende Kirchenpolitiker. Es gab auch viele die mehr Mut hatten, die durchaus oft selbst in der Opposition gegangen sind, wie Walter Schilling, eine der entscheidendsten Leute finde ich neben Robert Havemann, zumindest was die 70er-80er Jahre betrifft. Es gab auch ein Teil der evangelischen Kirche, der uns nicht unbedingt geschützt hat. Es gab natürlich ganz viele innerhalb der Strukturen der Kirche bis zu dem Oberkirchenrat, die für die Staatssicherheit gearbeitet haben, die quasi über Jahre hinweg aufgebaut wurden.

Christian kann dir noch mehr sagen, weil Christian auch im Kirchenrat war. Er wurde extra reingewählt worden. Also Christian kann es auch viel plastischer erzählen. Er war von Anfang an dabei, er hat auch die Umwelt-Bibliothek mitgegründet.

Es hätte auch interessant gewesen, mit Wolfgang Rüddenklau zu sprechen aber er ist so unzuverlässig. Mit Gerold Hildebrandt – das ist der „Hilli“ – kannst du auch sprechen. Es war der, den ich nicht kannte in der UB. Er kommt aus Jena. Er kommt aus dieser Zusammenhängen mit Roland Jahn, Domaschk usw. Er hat viel über die Totalverweigerer geschrieben.

Ich habe persönlich den Wehrdienst verweigert und bin ich auch nicht in den Bausoldaten gegangen. Ich konnte das auch machen können, weil ich wusste, dass 1986 meiner Meinung nach Keiner mehr verurteilt wurde. Das wurde natürlich nie publik. Es ist klar, wir hätten alle verweigert ansonsten. Ich habe Glück gehabt, dass mir nicht passiert ist.

Annexe n° 2 : Interview de Rainer Eppelmann dans les locaux de l'institut Goethe de Bordeaux, le 24 janvier 2019.

1- Als ich die gesamte Samisdatsammlung durchblättert habe, habe ich ganz natürlich mehrmals Ihren Namen gesehen. Ich habe ihre Schriften mit einem hohen Interesse gelesen. Wissen Sie, wie viele politische Samisdat Sie geschrieben haben?

Nein, ich weiß nicht, wie viele Samisdat ich geschrieben habe. Bei mir bezog sich das nicht auf Literatur. Ich habe Gebrauchstexte geschrieben. Zum Beispiel habe ich im Februar 1982 zusammen mit dem vermutlich sehr bekannten Robert Havemann, der Bücher geschrieben hat, die zum Teil nicht in der DDR erschienen sind, den Berliner Appell verfasst und veröffentlicht.

Die erstmals öffentliche Erscheinungsform war in der Frankfurter Rundschau im Februar 1982. Wir haben gemeinsam, Havemann und ich, mit anderen zusammen Briefe an Honecker geschrieben. Für mich wird es dann nur Texte geben, die Gebrauchstexte sind, in denen sie bemühen, Politiker dazu zu bewegen, ihrer Verantwortung gerecht zu werden und Dinge anders oder weitergehend zu behandeln als sie das vorher getan haben. Sie werden vermutlich wissen, die DDR ist mit dem offiziellen Anspruch offen getreten, wir sind in einem Friedensstaat, wir sind hier im Frieden, wir wollen keinen Krieg, und wir haben den Eindruck gehabt, dass was sie taten, brave Volksleute außer der Militärpolitik der SU zu sein, dass das zu wenig ist, um in Europa und in der Welt, mehr Frieden zu schaffen. Deswegen haben wir dann in der Folge diesen Berliner Appell von 82 eigenständige Friedensgruppen gebildet, die im Normalfall beheimatet gewesen sind, in evangelischen Kirchen meistens in Berlin und in der ganzen DDR. Dann sind wir in Friedenskreisen getroffen und dann überlegt was wir als Bürger der DDR dafür tun können, dass der Frieden in Europa sicherer wird als es jetzt ist, denn eine der heißesten Grenzen, die es damals in der Welt gegeben hat, war die Grenze zwischen der DDR und der BRD. Ein menschliches Versagen oder der politische Wille, es zu tun, und dann wäre nicht bloß in einer Art zumindest zu befürchten, denn atomare Auseinandersetzung wären nicht wir Deutschen ausgerottet worden, sondern es wären die vielen Völker Europas.

Ich habe keine Gedichte geschrieben, die ich versuchte zu veröffentlichen oder ich habe noch keine Prosa geschrieben, sondern meine Texte sind Gebrauchstexte gewesen.

2- In ihrer Biografie bemerkt man, dass sie schon sehr früh politisch engagiert waren, insbesondere was die Wehrdienstverweigerung betrifft. Warum haben Sie ab 1984 die

Publikationen als Samisdat unternommen? Und warum 1984? Für manche Gruppen galt Tschernobyl als ein Auslöser. Was war das für Sie?

Das war nicht 1984 sondern 1982. Das war mit dem Berliner Appell im Jahre 1982. Damit bin ich mit Robert Havemann gemeinsam für das erste Mal sehr betont in der Öffentlichkeit gegangen und zwar in der Absicht, nicht nur innerhalb der eigenen Gemeinden oder der evangelischen Kirche in der DDR zu verbreiten, sondern an 16 Millionen DDR-Bürger ranzukommen. Deswegen haben wir zunächst versucht, über die evangelische Kirche in der DDR, über den innerkirchlichen Informationsweg, das DDR-weit zu verteilen, aber nur in dem Bereich der Kirche. Das ist nicht möglich gewesen, weil die Kirche sagte, sie dürfen das nicht machen, sie will nicht in politische Opposition zum Staat gehen und dann haben wir uns dafür entschieden. Wir mussten bei uns in westdeutschen Zeitungen suchen, die was veröffentlicht, und damit das auch die Interessen von ARD und ZDF, also von westdeutschen Fernsehen, Informationen zu erreichen. In der Frankfurter Rundschau ist es erstmals veröffentlicht worden. Es hatte großes Interesse für die Medien und bei den in der DDR akkreditierten Journalisten, die dann sofort zu Robert Havemann und zu mir gekommen sind, und wissen wollen, worum es uns ging. Einmal um die Sicherheit an der heißen Grenze der Blockkonfrontation in Europa, aber auch mit der Fragestellung: Wie geht es mit Deutschland weiter?

Bezugspunkt ist das Potsdamer Abkommen gewesen. Nach Kriegsende in Potsdam abgeschlossen zwischen den 4 Siegermächten. Dabei ist von einer Laufzeit von 50 Jahren die Rede gewesen. Das heißt, am Ende des vollen Jahrhunderts, 95 etwa, was der Appell war, bisher gab es keine öffentliche Wahrnehmung oder Nachdenken darüber, was passiert ist. Wir denn uns darauf vorbereiten, dass die Laufzeit des Potsdamer Abkommens vorbei ist. Was passiert mit Deutschland in Europa? Die DDR wollte selbständig sein und die BRD hat realistisch herbei gesagt, mit Deutschland weitergeht ist offensichtlich kein Thema aktuelles Tagespolitik, lässt sich bei westdeutschen Politikern bis Ende der 80en Jahren, also noch ein paar Wochen vor Mauerfall sind bei der Meinung gewesen, es sei kein Aktuelles Thema.

Das Interessanteste ist noch Polen, Solidarnosc: sie sind die ersten gewesen, die in den 80er Jahren öffentlich formuliert haben, dass sie dennoch zu uns kamen. Wenn Europa insgesamt Chance haben will, als Kontinent zusammenzuwachsen - politisch zusammenzuwachsen - kann es nur gelingen, wenn auch die Teilung Deutschlands überwunden wird. Die erste, die das verstanden hat, ist Tatsächlich Polen gewesen. Nicht die Deutschen.

Der Impuls ist uns durch die westeuropäische Friedensbewegung gegeben worden, die in den Ländern Mittel- und Westeuropas bis zu den USA ihre Regierung unter Druck setzte und sagte "Ihr müsst jetzt zu Abrüstungsverhandlungen kommen". Das, was hier passiert, ist nicht nur

eine hochbrisante Situation, sondern auch eine ungeheure Verschwendung von Geld, Rohstoffen, menschlichem Wissen. Und alles nur darauf eingerichtet, notfalls alles zu vernichten: Existenz und überhaupt Leben, das es auf dieser Erde gibt. Die Reaktion von Honecker ist der Nachrüstung, die westlichen Länder wollten auf neue SS-20 Raketen reagieren mit ihren Pershings. Diese Raketen wurden auf dem Boden Europas stationiert, um Westeuropa und den Bereich der NATO sicher zu gestalten, gegen einen potentiellen Angriff der SU. Darauf hat Honecker sofort reagiert. Er hat gesagt: "dieses Teufelszeug (Pershing und Cruise-Missiles) muss weg! ".

Wir haben gegen das Verhalten der Regierungen protestiert. Gegen diese Nachrüstung.

Es wird nur zu Abrüstungsverhandlungen kommen, wenn unsere Partner von den anderen Ländern der Sowjetunion auch gegen diese Nachrüstung protestiert haben. Es gab nicht nur ein Problem an der Grenze zwischen Ost und West, sondern auch innerhalb des Blocks. Es konnte nur Erflog haben, wenn es in den Ländern des Warschauer Vertrags Menschen gibt, die noch Zivilcourage haben und sagen: das Problem gilt auch für unsere Bewaffnung.

Das ist praktisch der Punkt gewesen: Die Nachrüstungsdebatte zwischen NATO und Warschauer Vertrag, praktisch der kalte Krieg. Es drohte inzwischen ein heißer Krieg in Europa. Bisher begann der kalte Krieg nach dem Ende des Weltkrieges. Heißer Krieg ist eher Vietnam, Korea, d.h. außerhalb von Europa. In Europa hatten sich die vier Siegermächte gegenseitig versprochen, sich nicht anzugreifen und auch ihre betreuenden Länder nicht.

Beide Mächte haben nicht alles fallen lassen, für ihre eigene Sicherheit und für die ihrer Verbündeten.

Wir haben diese solidarisierte gemeinsame Handlung zwischen den Friedensbewegten in den NATO-Ländern und den in der DDR, Tschechien, Polen, zum Teil auch mit einzelnen Personen wir Solschenizyn zum Beispiel. Wir haben dazu beigetragen, dass die Amerikaner und die SU tatsächlich zu Abrüstungsverhandlungen gekommen sind.

3- Im Moment habe ich mich besonders für Aktuell und Arbeitstexte interessiert. Ich habe gleich gemerkt, dass die Druckqualität und die globale editoriale Arbeit sind für die Epoche besser als die der anderen Samisdat. Wie kann man das erklären? Hatten Sie mehr finanzielle und technische Mittel als die anderen Gruppen?

Wenn Sie an das denken, was ich selber gemacht habe, das war möglicherweise, weil ich evangelischer Pfarrer gewesen bin. Und ich bin auf niedrigem Niveau verglichen mit westdeutschen kirchlichen Gemeinden, wir werden auch über erste Wirklichkeit der

Vervielfältigung verfluchten. In Kirchenbüro und Kirchenkreisen standen Wachsmatrizen. Man konnte etwa 10-50 Exemplare machen: wenn man einmal etwas schrieb, konnte man 20 Exemplare daraus als Vervielfältigung dieser Texte mitnehmen. Man muss es also nicht mühselig mit der Schreibmaschine und dem Blaupapier mehrmals schreiben. All das, was wir heute als Kommunikationsmittel haben, gab es damals nicht, zumindest nicht in der DDR. Wir hatten inzwischen verbesserte Kommunikationsmöglichkeiten, Druckmöglichkeiten und also größere Zahlen herstellen, und das innerhalb unseren Friedenskreisen und in der Gemeindegruppe verteilen. Wir hatten also zumindest in den Städten, in den kirchlichen Gemeinden, die aktiv waren, die Möglichkeit, ein Stück weiter zu verteilen, auch über den kirchlichen Rahmen hinaus, weil in unseren Friedensgruppen nicht nur Gemeindemitglieder waren, sondern auch viele Menschen. Als Beispiel gilt Lutz Rathenow. Er hat literarische Texte zu unserer Erkenntnis gebracht, Kurzgeschichte, Poesie. Er hat Texte geschrieben und er hatte dafür in der DDR keine Druckgenehmigung gekriegt. Seine Texte zeigten offensichtlich ein falsches Menschenbild - ich meine laut den Herrschenden - oder zumindest ein falsches Bild von der DDR. Eine ganze Reihe von Schriftstellern haben mit einer Selbstzensur schon gelebt, also Dinge, von denen sie wussten: "wenn ich das sage oder schreibe, dann werde ich nie eine Druckgenehmigung bekommen". Denn es ist immer noch wenn mit einer Selbstzensur versehenen Texte aufgeschrieben waren in der Hoffnung der gekriegte Druckgenehmigung in der DDR, man sagt: "das muss raus gestrichen werden, das muss anders begründet oder beschrieben werden". Manche haben das getan, manche haben das nicht getan aber all das, was nachher in der DDR veröffentlicht wurde, nicht besonders Samisdat, aber auch was man in Buchhandlung findet, das war mindestens zweimal zensiert worden : einmal von dem Autor selbst und zum zweiten von dem, der zu entscheiden hat, ob das hier in Druck gehen darf oder nicht. Mit Selbstzensur sind im Normalfall mehr oder weniger intensiv alle Texte versehen. Also alles, was Sie als Samisdat finden, es wurde gebraucht, um sich selbst zu verwirklichen, um den Druck "ich muss schreiben, ich muss das aufschreiben, was ich denke, was ich sehe und fühle", um den loszuwerden, hat das aufgeschrieben. Das war aber immer schon ein Stück weit versehen, bei den allermeisten sicher unterschiedlich intensiv.

Das alles wurde in einer Diktatur aufgeschrieben. Man wusste, dass die Diktaturen immer einer anderen Meinung sind, als was ich auch selber aufschreibe. Aber es sind natürlich schon viele Dichter an der Wahrheit dran als bei einem Büchlein oder einem Gedichtband, das dann in der DDR gedruckt wurde.

4- Eine wichtige Frage für mich wäre: Wie bekommen Sie die Informationen? Was waren Ihre Quellen? Zum Beispiel bemerkt man, dass es zahlreiche internationale

Informationen gibt, insbesondere aus Polen, Ungarn, der Tschechoslowakei, usw. Hatten Sie Kontakte in diesen Ländern?

Es gibt zwei Möglichkeiten: die eine ist die normalste Möglichkeit für die allermeisten DDR-Bürger, es war die westliche Rundfunk, und das westdeutsche Fernsehen. Es war eine wichtige Quelle von Informationen, zumindest wenn sie öffentlich wurden hat man sie dann sehr schnell auch im westlichen Rundfunk und Radio gehört. Oder Robert Havemann ist einer der Beispiel, der nachher seine Bücher und Texte durch Journalisten oder Diplomaten in den Westen bringen lassen und dann sind diese Bücher in West-Berlin entstanden und Freundlicherweise hat man in den Rundfunk oder am Fernsehen über diese erschienenen Bücher berichtet oder hat man sogar einen guten Freund gehabt, die Diplomaten oder Journalisten, die in der DDR akkreditiert waren. Das waren Personen, die vom Grenzzollamt der DDR nicht kontrolliert waren. Sie konnten also ein Buch mitbringen, das in der DDR nie erschienen wäre. Und das hat man dann gelesen.

Ein weiteres Beispiel wäre, dass man Kontakte hatte. Viele von uns hatten Kontakte in andere Länder, wie zum Beispiel mit Solidarnosc in Polen oder Charta 77 in der Tschechoslowakei oder noch mit politisch Engagierten in Ungarn. In unseren Friedenskreisen haben bei uns manche natürlich erstens ausgetauscht. Das war der Fall für Wolfgang Templin zum Beispiel. Wenn er nach Polen gefahren ist, hat er uns darüber berichtet, alles was er da beobachtet hat, alles war man ihm erzählt hat, auch das, was man ihm vorgeschlagen hat, was man gemeinsam machen konnten. Friedensgruppen, Solidarnosc in Polen, und auch Mitglieder von Friedensgruppen bei uns haben wir gemeinsam, das heißt grenzüberschreitend, z.B. Briefe an Brezhnev geschrieben. Diejenigen, die Kontakte hatten - die konnte natürlich nicht jeder haben - sind die "Multiplikatoren" gewesen, für die Inhalte zumindest dessen, was da passiert ist und sie haben das dann weiter erzählt. Um das Netz zu verfeinern haben wir nachher folgendes gemacht, auch in der Folge des Berliner Appells und der Bildung der Friedensgruppen in der DDR, dass wir uns einmal im Jahr zu einer gemeinsamen Tagung getroffen haben, in kirchlichen Räumen. Nicht alle, sondern jede dieser Friedensgruppen, die es gab, verteilt in der ganzen DDR, sie schickten ein oder zwei Vertreter zu dieser einmal im Jahr stattfindenden Konferenz. Und dann haben wir natürlich über solche Sachen berichtet, und das ist damit spätestens nach einem Jahr in der ganzen DDR verteilt gewesen. Irgendwann haben westliche Medien dennoch mitgekriegt, dass da was Spektakuläres passiert war und man gar nicht dachte, dass es das in der DDR gibt. Die Information über dieses Treffen hat sich dann bei dem westlichen Radio und dem Fernsehen verbreitet. Denn das war auf einmal nicht nur auf die kirchliche Öffentlichkeit, sondern auf fast 16 Millionen Menschen. Man muss wissen, etwa 70-80% aller DDR-Bürger haben zu DDR-Zeiten fast abendlich westliches Fernsehen gesehen.

Das heißt, was im Rundfunk oder ins Fernsehen kam, war dann am Abend in fast allen Häusern der DDR.

Praktisch wurden die Botschaften, Gedichte, Lyrik oder auch Briefe in keiner DDR-Zeitung oder in keinem DDR-Rundfunk darüber berichtet. Trotzdem reichte es in der zweiten Hälfte der 80er Jahre die DDR-weite Öffentlichkeit und damit auch die Aufmerksamkeit der Bürger. Sie sagten, sie haben ja recht und wenn man 2 oder 3 Jahre später feststellt, "sie schreiben ja immer noch!", "Sie sind nicht alle im Knast!". Das bedeutet, man kommt dafür nicht gleich in den Knast.

5- Gab es auch Übersetzer für diese Texte, die aus dem Ausland kamen?

Zum Beispiel konnte Wolfgang Templin polnisch. Die, die da Kontakte hatten, nach Polen oder nach Tschechien oder nach Ungarn konnten auch Deutsch, oder wir haben ihre Sprache gelernt und damit Texte übersetzt, sonst hätte die Verbreitung gar nicht erfolgt.

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
1	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Arche Nova** *Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche* - Das Grüne Netzwerk in der Ev. Kirche - DDR	PS 009/01	Berlin	n°1	01/07/1988	62	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arche - Das Grüne Netzwerk
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche Nova** *Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche* - Das Grüne Netzwerk in der Ev. Kirche - DDR	PS 009/02	Berlin	n°2	02/10/1988	68	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arche - Das Grüne Netzwerk
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche Nova** *Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche* - Das Grüne Netzwerk in der Ev. Kirche - DDR	PS 009/03	Berlin	n°3	03/02/1989	91	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arche - Das Grüne Netzwerk
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche Nova** *Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche* - Das Grüne Netzwerk in der Ev. Kirche - DDR	PS 009/04	Berlin	n°4	26/04/1989	102	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arche - Das Grüne Netzwerk
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche Nova** *Forum für Ökologische Gestaltung in Umwelt und Gesellschaft Arche* - Das Grüne Netzwerk in der Ev. Kirche - DDR	PS 009/05	Berlin	n°5	15/01/1990	94	Computertyposkript vervielfältigt	Arche - Das Grüne Netzwerk
2	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**... Nicht das letzte Wort** Kernenergie in der Diskussion	PS 081	Wittenberg	Einzelausgabe	xx/xx/1987	63	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
3		KOW	Ecologie	Communication interne	**… Bevor es zu spät ist**		Quedlinburg	Einzelausgabe	xx/xx/1989	n.d	n.d	AG Atomkraft Quedlinburg
4	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Communication interne	**Abtreter**	ZS/10/413	Berlin	n.d	xx/xx/xx	13	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	n.d
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Abtreter** Homosexualität	Z/348, ZS10	Berlin	n°4	xx/06/1986	10	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	n.d
	RHG	Findbuch	Culture	Communication interne	**Abtreter** Unabhängig, populär, progressiv	PS001	Berlin	n°1	n.d	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	n.d
5	RHG	non rep	Ecologie	Dossier thématique	**Agrarwirtschaft und Umwelt** (überarbeitet Fassung Januar 1984)	Classeur 36	n.d.	Einzelausgabe	xx/01/1984	78	n.d	Ausschuß "Kirche und Gesellschaft" des Bundes der Ev. Kirchen in der DDR beauftragten ad hoc Arbeitsgruppe 1980-1982
6	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	WT 040/02	Berlin	n.d	21/01/1985	10	n.d	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/01	Berlin	n.d	16/09/1985	2	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/02	Berlin	n.d	11/03/1986	3	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/03	Berlin	n.d	16/04/1986	6	Typoskript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS002/04	Berlin	n.d	02/06/1986	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS002/05	Berlin	n.d	13/06/1986	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/06	Berlin	n.d	29/09/1986	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/07	Berlin	n.d	03/12/1986	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/08	Berlin	n.d	26/01/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/09	Berlin	n.d	06/02/1987	15	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/10	Berlin	Sonderausgabe	27/02/1987	5	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/11	Berlin	n.d	17/04/1987	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aktuell** AK Information im Friedenskreis der Evangelischen Samariter-Kirchengemeinde Berlin	PS 002/12	Berlin	n.d	09/07/1987	32	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
7	KOW		Général	Journaux d'information et d'opinion	**ALO/SA**	n.d	Berlin	n.d	xx/xx/1986		n.d	Punks Alösa in der Erlösergemeinde Berlin
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°1	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°2	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	S 3	Wittenberg	n°3	xx/12/1982	9	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	S 3	Wittenberg	n°4	xx/01/1983	6	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/01	Wittenberg	n°5	xx/03/1983	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/02	Wittenberg	n°6	xx/05/1983	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/03	Wittenberg	n°7	xx/08/1983	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/04	Wittenberg	n°8	xx/10/1983	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°3	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°4	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°5	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg

Annexe n°3 : Répertoire des samizdats politiques de RDA.
Source : Base de données construite à la suite de nos travaux en archives entre septembre 2018 et février 2024.

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
8	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°6	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°7	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Inconnu	Manquant	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°8	xx/xx/xx	n.d	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	S 3	Wittenberg	n°9	xx/01/1984	6	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/05	Wittenberg	n°10	xx/04/1984	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/06	Wittenberg	n°11	xx/07/1984	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/07	Wittenberg	n°12	xx/09/1984	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	S 3	Wittenberg	n°13	xx/11/1984	4	n.d	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/08	Wittenberg	n°14	xx/01/1985	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/09	Wittenberg	n°15	xx/03/1985	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/10	Wittenberg	n°16	xx/05/1985	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/11	Wittenberg	Sonderausgabe	25/09/1985	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchlicher Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/12	Berlin	n.d	xx/04/1986	6	Schreibmaschinentyposkript	Geschäftsstelle der Evangelischen Studentengemeinden in der DDR Berlin
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	PS 003/13	Berlin	n.d	xx/06/1986	8	Schreibmaschinentyposkript	Geschäftsstelle der Evangelischen Studentengemeinden in der DDR Berlin
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Anstösse** Von und für christliche Umweltgruppen Kirchliches Forschungsheim Wittenberg	S 3	Berlin	n.d	xx/10/1986	4	n.d	Geschäftsstelle der Evangelischen Studentengemeinden in der DDR Berlin
9	RHG	Findbuch	Antifascisme	Journaux d'information et d'opinion	**Antifa-Infoblatt**	PS 004/01	Berlin	n°1	xx/07/1987	22	Computertyposkript in Wachsmatritze	Antifagruppe bei der Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Antifascisme	Journaux d'information et d'opinion	**Antifa-Infoblatt**	PS 004/02	Berlin	n°2	xx/11/1989	30	Computertyposkript in Wachsmatritze	Antifagruppe bei der Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Antifascisme	Journaux d'information et d'opinion	**Antifa-Infoblatt** Autonomes Infoheft	PS 004/03	Berlin	n°3	xx/05/1990	15	Computertyposkript vervielfältigt	Antifagruppe bei der Kirche von Unten
10	RHG	Findbuch	Education	Dossier thématique	**Antipädagogik**	PS005	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/xx	37	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit Berlin
11	KOW		Service militaire	Dossier thématique	**Arbeitsheft 1988**	n.d.	Leipzig	Einzelausgabe	xx/xx/1988		n.d	Arbeitsheft 1988 Initiativgruppe Leben
12	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Arbeitskreis Frieden Umweltschutz** **Gemeinsam verpflichtet zu Frieden, Gerechtigkeit und Erhaltung der Schöpfung !**	PS 006	Neustadt/Orla	n°1	xx/xx/1987	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis Frieden Umweltschutz
13	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Arbeitsmaterial der Dresdener Friedens-, Umwelt- und Zweidrittelwelt-Gruppen** Arbeitsgemeinschaft Frieden der Dresdener Kirchenbezirke	PS 007/01	Dresden	n.d	xx/06/1989	16	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgemeinschaft Frieden der Dresdener Kirchenbezirke
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Arbeitsmaterial der Dresdener Friedens-, Umwelt- und Zweidrittelwelt-Gruppen** Arbeitsgemeinschaft Frieden der Dresdener Kirchenbezirke	PS 007/02	Dresden	n.d	xx/11/1989	41	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitsgemeinschaft Frieden der Dresdener Kirchenbezirke
14	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Arbeitstexte** Zu Fakten, Meinungen, Tendenzen, Hintergründen christlicher Friedensverantwortung	PS 008/01	Berlin	n.d	07/01/1986	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Arbeitstexte** Zu Fakten, Meinungen, Tendenzen, Hintergründen christlicher Friedensverantwortung	PS 008/02	Berlin	n.d	25/02/1986	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Arbeitstexte** Zu Fakten, Meinungen, Tendenzen, Hintergründen christlicher Friedens- und Umweltverantwortung	PS 008/03	Berlin	n.d	07/01/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
15	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** *Berichte, Kommentare, Tendenzen, Analysen* Arche, Region Sachsen **-** Sachsen/Anhalt	PS 010/01	Halle/Saale	1/88	xx/xx/1988	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Das Grüne Netzwerk Region Sachsen - Sachsen-Anhalt
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Demokratie grün + konkret	PS 010/09	Berlin	n.d	xx/07/1989	31	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg Projektgruppe Demokratie grün + konkret
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologischer Bund i. der Ev. Kirche - Berlin-Brandenburg	PS 010/02	Berlin	1/88	xx/xx/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologischer Bund i. der Ev. Kirche - Berlin-Brandenburg	PS 010/03	Berlin	2/88	xx/09/1988	5	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologischer Bund i. der Ev. Kirche - Berlin-Brandenburg	PS 010/05	Berlin	3/88	xx/xx/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	n.d
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche	PS 010/13	n.d.	2/90	xx/xx/1990	16	Computertyposkript vervielfältigt	Gruppe Internationale Arbeit im Grün-ökologischen Netzwerk in den Evangelischen Kirchen der DDR
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche, Region Berlin-Brandenburg	PS 010/11	Berlin	n.d	xx/xx/1989	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Projektgrupppe Umweltrecht im Grün-ökologischen Netzwerk in den evangelischen Kirchen der DDR, Region Berlin-Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche, Region Sachsen-Anhalt	Wi 010/04	Halle/Saale	1/89	xx/06/1989	2	Computertyposkript vervielfältigt	Arche - Das Grüne Netzwerk Region Sachsen - Sachsen-Anhalt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche, Region Sachsen-Anhalt	PS 010/08	Halle/Saale	2/89	xx/09/1989	19	Computertyposkript vervielfältigt	Arche - Das Grüne Netzwerk Region Sachsen - Sachsen-Anhalt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche, Region Sachsen-Anhalt	Wi 014/02	Halle/Saale	Sonderausgabe	xx/09/1989	20	Computertyposkript vervielfältigt	Arche - Das Grüne Netzwerk Region Sachsen - Sachsen-Anhalt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-Ökologisches Netzwerk arche, Projektgruppe Humanökologie/Luft	PS 010/06	Berlin	1/89	xx/xx/1989	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg Projektgruppe Humanökologie/Luft
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Grün-ökologisches Netzwerk in der Evangelischen Kirche Berlin-Brandenburg, Projektgruppe Luftreinhaltung	PS 010/04	Berlin	2/88	xx/xx/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg Projektgruppe Luftreinhaltung
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Gruppe Internationale Arbeit	PS 010/12	n.d.	1/90	xx/xx/1990	15	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gruppe Internationale Arbeit im Grün-ökologischen Netzwerk in den Evangelischen Kirchen der DDR

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Projektgruppe Luft und Verkehrsökologie, Region Berlin-Brandenburg	PS 010/07	Berlin	1/89	xx/03/1989	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arche - Grün - ökologisches Netzwerk in der Ev. Kirche Berlin Brandenburg Projektgruppe Luft und Verkehrsökologie
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Arche-Info** Projektgruppe Umweltrecht im Grün-ökologischen Netzwerk in den Evangelischen Kirchen der DDR / Projektgruppe Sozial-ökologische Partnerschaft / Region BerlinBrandenburg	PS 010/10	Berlin	n.d	xx/xx/1989	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Projektgruppe Umweltrecht im Grün-ökologischen Netzwerk in den Evangelischen Kirchen der DDR / Projektgruppe Sozial-ökologische Partnerschaft / Region Berlin-Brandenburg
16	RHG	Findbuch origina	Prison	Documentation	**Armes Deutschland** Organ der politisch Gefangenen der Ostzone	PS 011	Cottbus	n.d	xx/12/1975	2	Handschriftlich	n.d
17	Inconnu	Manquant	Démocratie et droits de l'homme	n.d	**Art. 27** Für einen demokratischen Frieden Initiative Frieden und Menschenrechte	n.d.	Berlin	n.d	xx/xx/xx	xx	n.d	IFM
	Inconnu	Manquant	Démocratie et droits de l'homme	n.d	**Art. 27** Für einen demokratischen Frieden Initiative Frieden und Menschenrechte	n.d.	Berlin	n.d	xx/xx/xx	xx	n.d	IFM
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Dossier thématique	**Art. 27** Für einen demokratischen Frieden Initiative Frieden und Menschenrechte	PS 012	Berlin	3/87	xx/06/1987	25	Computertyposkript in Wachsmatritze	IFM
18	RHG	Findbuch origina	International	Dossier thématique	**Aspekte aus der islamischen Welt**	GH 034/01	Berlin	n.d	xx/xx/1986	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
19	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**Auf dem Weg zu einer politischen Ökologie Gesellschaftliche Kommunikation im sozialen Wandel**	PS 078	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	51	Computertyposkript in Wachsmatritze	n.d
20	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/01	Forst	1/88	xx/01/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/02	Forst	2/88	xx/02/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/03	Forst	3/88	22/03/1988	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/04	Forst	4/88	02/05/1988	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/05	Forst	n.d	26/07/1988	21	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/06	Forst	n.d	05/10/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/07	Forst	n.d	16/12/1988	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/08	Forst	n.d	13/05/1989	28	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/09	Forst	n.d	30/06/1989	31	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/10	Forst	n.d	06/10/1989	26	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	PS 013/11	Forst	n.d	30/11/1989	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aufbruch** Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst	S 9	Forst	1/90	30/03/1990	12	n.d	Ökumenischer Friedenskreis der Region Forst
21	RHG	Findbuch	n.d	Dossier thématique	**Aufbrüche - Radix-Blätter (2)** Belege	PS 014	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1987	48	Schreibmaschinentyposkript	Radix-Blätter Redaktion
22	RHG	Findbuch	Marginalité	Dossier thématique	**Aufrisse - Radix-Blätter (5)** Absage an Praxis und Prinzip der Abgrenzung	PS 015	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	86	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
23	RHG	Findbuch	Marginalité	Dossier thématique	**Aufrisse Zwei - Radix-Blätter (9)** Über das Nein hinaus	PS 016	Berlin	Einzelausgabe	xx/10/1988	102	Computertyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
24	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aus Unveröffentlichtem**	PS 017/01	Berlin	n.d	16/09/1985	3	Typoskript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Aus Unveröffentlichtem**	PS 017/02	Berlin	n.d	07/05/1986	2	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information Im Friedenskreis der Ev. Samariter-Gemeinde
25	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Info-Blatt für die Magdeburger	PS 018/06	Magdeburg	n°6	16/11/1989	12	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Informationen für die Magdeburger	PS 018/05	Magdeburg	n°5	xx/06/1989	25	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Informationen für die Magdeburger Gemeinden	PS 018/01	Magdeburg	n.d	xx/xx/1988	10	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Informationen für die Magdeburger Gemeinden	PS 018/02	Magdeburg	n.d	xx/08/1988	20	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Informationen für die Magdeburger Gemeinden	PS 018/04	Magdeburg	n°4	xx/05/1989	18	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ausblick** Informationen für die Magdeburger Gemeinden und die engagierten Gruppen	PS 018/03	Magdeburg	n.d	xx/11/1988	20	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitskreis Ökologie der Magdeburger Domgemeinde und dem Friedensarbeitskreis der Ev. Martinsgemeinde
26	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Communication interne	**Avanti Femina** Die Frauen sind die Zukunft der Frau	PS 019	n.d.	n°1	14/05/1982	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Aus der Bewegung an alle
27	Leipzig	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**Bekenntnis** Rundbrief und Arbeitspapier für den ökumenischen DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem	S 14	Güstrow	n.d	xx/xx/1982	14	n.d	Ökumenischer DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem
	RHG	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**Bekenntnis** Rundbrief und Arbeitspapier für den ökumenischen DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem	PS 020/01	Güstrow	n°0	xx/xx/1987	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökumenischer DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem "Frieden konkret"
	RHG	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**Bekenntnis** Rundbrief und Arbeitspapier für den ökumenischen DDR-weiten Arbeits- u. Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem	PS 020/02	Güstrow	n.d	xx/xx/1988	18	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	DDR-weiter Arbeits- und Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem von Frieden konkret
	RHG	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Bekenntnisse** Informationsblatt der DDR-offenen Arbeitsgrupper für das Wehrdienstproblem	PS 021/01	Güstrow	n°2	xx/xx/1989	19	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	DDR-weiter Arbeits- und Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem von Frieden konkret
	RHG	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Bekenntnisse** Informationsblatt der DDR-offenen Arbeitsgrupper für das Wehrdienstproblem	PS 021/02	Güstrow	n°3	xx/05/1989	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	DDR-weiter Arbeits- und Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem von Frieden konkret
	RHG	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Bekenntnisse** Informationsblatt der DDR-offenen Arbeitsgrupper für das Wehrdienstproblem	PS 021/04	Güstrow	n°5	xx/xx/1989	21	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	DDR-weiter Arbeits- und Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem von Frieden konkret
	RHG	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Bekenntnisse** Informationsblatt der DDR-offenen Arbeitsgrupper für das Wehrdienstproblem im Sommer 89	PS 021/03	Güstrow	n°4	xx/08/1989	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	DDR-weiter Arbeits- und Koordinierungskreis zum Wehrpflichtproblem von Frieden konkret
28		KOW	Education	Dossier thématique	**Beobachtungen in "Muttersprache" 3,-8, Klasse**		Dresden	Einzelausgabe	xx/xx/1988		n.d	Arbeitskreis Feministische Theologie in der DDR
29		KOW	Paix	Communication interne	**Bericht - Materialien - Dokumente - Reaktion** I. und II. "Konkret für den Frieden" Schwerin		Rostock	Einzelausgabe	xx/xx/1985	n.d	n.d	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen Landeskirche Mecklenburg, Rostock

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
30	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/01	Halle/Saale	1/88	xx/12/1987	10	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/02	Halle/Saale	n.d	xx/02/1988	21	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/03	Halle/Saale	3/88	xx/04/1988	31	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/04	Halle/Saale	4/88	xx/06/1988	37	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/05	Halle/Saale	5/88	xx/11/1988	5	Computertyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/06	Halle/Saale	6/88	xx/12/1988	45	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/07	Halle/Saale	n.d	xx/03/1989	48	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/08	Halle/Saale	n.d	xx/08/1989	43	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/09	Halle/Saale	n.d	xx/11/1989	6	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/10	Halle/Saale	4/89	xx/11/1989	8	Computertyposkript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/11	Halle/Saale	5/89	11/12/1989	7	Typoskript vervielfältigt	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Blattwerk** Das Informationsblatt der ÖAG	PS 023/12	Halle/Saale	6/89	18/12/1989	8	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
31	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/01	Wittenberg	n°1	xx/01/1980	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/02	Wittenberg	n°2	xx/06/1980	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/03	Wittenberg	n°5	xx/01/1982	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/04	Wittenberg	n°6	xx/09/1982	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/05	Wittenberg	n°7	xx/02/1983	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Natur	PS 025/06	Wittenberg	n°8	xx/11/1983	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	S.41.3	Wittenberg	n°3	xx/01/1981	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	S.41.4	Wittenberg	n°4	xx/08/1981	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/07	Wittenberg	n°9	xx/04/1984	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/08	Wittenberg	n°10	xx/10/1984	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/09	Wittenberg	n°11	xx/04/1985	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/10	Wittenberg	n°12	xx/10/1985	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/11	Wittenberg	n°13	xx/04/1986	16	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/12	Wittenberg	n°14	xx/11/1986	20	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/13	Wittenberg	n°15	xx/04/1987	22	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/14	Wittenberg	n°16	xx/11/1987	18	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/15	Wittenberg	n°17	xx/04/1988	30	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/16	Wittenberg	n°18	xx/11/1988	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/17	Wittenberg	n°19	xx/04/1989	26	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/18	Wittenberg	n°20	xx/11/1989	24	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	PS 025/19	Wittenberg	n°21	xx/05/1990	24	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Briefe** zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde	S.41.23	Wittenberg	n°22	xx/11/1990	24	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
32	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Briefe aus der Haltestelle** Die aktuellen Dinge aus der Arbeit des Ev. JugendZen. "Haltestelle" Quedlinburg	PS 024/01	Quedlinburg	n.d	xx/03/1989	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. Jugendzentrum Quedlinburg
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Briefe aus der Haltestelle** Die aktuellen Dinge aus der Arbeit des Ev. JugendZen. "Haltestelle" Quedlinburg	PS 024/02	Quedlinburg	n.d	xx/06/1989	19	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. Jugendzentrum Quedlinburg
	RHG	Findbuch	Général	Documentation	**Briefe aus der Haltestelle** Die aktuellen Dinge aus der Arbeit des Ev. JugendZen. "Haltestelle" Quedlinburg	PS 024/04	Quedlinburg	Sonderausgabe	11/06/1989	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. Jugendzentrum Quedlinburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Documentation	**Briefe aus der Haltestelle** Die aktuellen Dinge aus der Arbeit des Ev. JugendZen. "Haltestelle" Quedlinburg	S.74.4	Quedlinburg	n.d	xx/09/1989	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. Jugendzentrum Quedlinburg
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Briefe aus der Haltestelle** Die aktuellen Dinge aus der Arbeit des Ev. JugendZen. "Haltestelle" Quedlinburg	PS 024/03	Quedlinburg	n.d	xx/12/1989	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. Jugendzentrum Quedlinburg
33	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**Brücke** Arbeitsmaterial für die jungen Gemeinden der Ev.-Luth. Kirche in Jena	PS026/01	Jena	n.d	01/11/1983	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**Brücke** Arbeitsmaterial für die jungen Gemeinden der Ev.-Luth. Kirche in Jena	PS026/02	Jena	n.d	21/12/1983	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**Brücke** Arbeitsmaterial für die jungen Gemeinden der Ev.-Luth. Kirche in Jena	PS026/04	Jena	n.d	14/04/1984	17	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Brücke** Arbeitsmaterial für die jungen Gemeinden der Ev.-Luth. Kirche in Jena	PS026/03	Jena	n.d	02/06/1984	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Jena
34	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	2/87	xx/xx/1987	26	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	3/87	xx/xx/1987	23	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	4/87	xx/xx/1987	19	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	5/87	xx/xx/1987	18	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	1/88	xx/xx/1988	27	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	1/89	xx/xx/1989	12	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	2/89	xx/xx/1989	11	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	3/89	xx/xx/1989	27	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR	S 17	Berlin	4/89	xx/xx/1989	14	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Infoblatt zur CFK	S 17	Berlin	n.d	xx/xx/1987	2	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**CFK - Rundbrief** Tagung Friedenskonferenz	S 17	Berlin	n.d	20/09/1988	2	n.d	Christliche Friedenskonferenz, Regionalausschuß in der DDR
35	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt - Extra** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	Sonderausgabe	15/01/1990	2	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°1	08/01/1990	10	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°2	22/01/1990	8	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°3	05/02/1990	6	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°4	12/02/1990	4	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°5	19/02/1990	6	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°6	07/03/1990	8	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Erste unabhängige Zeitung aus Halle	Classeur 36	Halle/Saale	n°7	22/03/1990	8	n.d	Arbeitsgruppe Das Andere Blatt
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Das andere Blatt** Folge von Blattwerk	S 15	Halle/Saale	1/90	08/01/1990	10	n.d	Ökologische Arbeitsgruppe des Ev. Kirchenkreis Halle/Saale
36	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier Thématique	**Das Erfurter Filterpapier** Organ des 2 Ökumenischen Luftseminars in Erfurt, 22-24.9.1989	PS 034	Berlin	Einzelausgabe	xx/09/1989	45	Computertyposkript in Wachsmatritze	Projektgruppe Luft und Projektgruppe Humanökologie bei der Arche Region Berlin-Brandenburg
37	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Communication interne	**Das Netz** Informationsbrief des Arbeitskreises Feministischer Theologie in der DDR	ZE/5/314	Dresden	n°1	xx/02/1988	12	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Feministische Theologie in der DDR
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Communication interne	**Das Netz** Informationsbrief des Arbeitskreises Feministischer Theologie in der DDR	ZE/5/315	Dresden	n°2	xx/02/1989	20	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Feministische Theologie in der DDR
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Das Netz** Informationsbrief des Arbeitskreises Feministischer Theologie in der DDR	ZE/5/316	Dresden	n°3	xx/02/1990	16	n.d	Arbeitskreis Feministische Theologie in der DDR
38	KOW		Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Demokratie & Sozialismus in der UdSSR nach Trotzkis Vorstellung**	n.d	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988		n.d	Gruppe Demokratische SozialistInnen
39	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Denkanstöße** Oppositionszeitung in der Altmark	S 18	Stendal	n.d	xx/12/1989	2	n.d	n.d
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Denkanstöße** Oppositionszeitung in der Altmark	S 18	Stendal	n.d	17/01/1990	4	n.d	n.d
40	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Depesche** Unabhängige Wochenzeitung	TK 009/01	Berlin	n°1	31/10/1989	12	Computertyposkript in Wachsmatritze	n.d
41	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Dossier Thématique	**Depressionen einer Landschaft** Erlebnisse, Erfahrungen und Fakten. Eine Studienfahrt in Brankohlegebiete des Bezirkes Cottbus	PS 027	Cottbus	Einzelausgabe	xx/xx/1988	31	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	n.d
42	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d.	Naumburg	n.d	xx/06/1981	5	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d.	Naumburg	n°2	xx/11/1981	5	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n°3	xx/12/1981	3	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n.d	xx/01/1982	5	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n.d	xx/06/1982	12	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n.d	xx/07/1982	5	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n.d	xx/xx/1984	11	n.d	KOS Naumburg
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Der Anstoß** Zeitung der Studentenschaft des KOS Naumburg	n.d	Naumburg	n.d	xx/03/1984	xx	n.d	KOS Naumburg
43	RHG	Findbuch origina	Service militaire	Documentation	**Der Dritte Weg** Denkanstöße zur Wehrdienstverweigerung	PS 030/02	Dresden	n.d	xx/06/1988	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis WDV Dresden
	RHG	Findbuch origina	Service militaire	Documentation	**Der Dritte Weg** Denkanstöße zur Wehrdienstverweigerung	PS 030/01	Dresden	n.d	xx/10/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis WDV Dresden
44	Inconnu	Manquant	n.d	Communication interne	**Der Leichen-Verbrenner** In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".	n.d	Berlin	n°1	xx/xx/xx	n.d	n.d	In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".
	RHG	Findbuch origina	n.d	Communication interne	**Der Leichen-Verbrenner** In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".	PS 065/01	Berlin	n°2	xx/xx/1987	19	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".
	RHG	Findbuch origina	n.d	Communication interne	**Der Leichen-Verbrenner** In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".	PS 065/02	Berlin	II-16	xx/02/1988	22	Schreibmaschinentyposkript	In Verlagstätigkeit mit "Sprachrohr der Krähen", "Der Andersdenkenden" und dem "Leichen-Verbrenner".
45	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Der Öko-Boote** Anlässlich der Aktion Mobil ohne Auto 86	JB 07	n.d.	n°1	31/05/1986	21	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Aktion Mobil ohne Auto
46	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Der Straßenfeger** Infoblätter des Friedens- und Umweltkreises Evang. Jugendzentrum Quedlinburg	Wi 14	Quedlinburg	n.d	xx/06/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedens- und Umweltkreis Evang. Jugendzentrum Quedlinburg
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Der Straßenfeger** Infoblätter des Friedens- und Umweltkreises Evang. Jugendzentrum Quedlinburg	PS 101	Quedlinburg	n.d	xx/08/1988	14	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Friedens- und Umweltkreis Evang. Jugendzentrum Quedlinburg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Der Straßenfeger** Infoblätter des Friedens- und Umweltkreises Evang. Jugendzentrum Quedlinburg	S.74,3	Quedlinburg	n.d	xx/02/1989	12	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Friedens- und Umweltkreis Evang. Jugendzentrum Quedlinburg
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Der Straßenfeger** Infoblätter des Friedens- und Umweltkreises Evang. Jugendzentrum Quedlinburg	S.74,4	Quedlinburg	n.d	xx/12/1989	17	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Friedens- und Umweltkreis Evang. Jugendzentrum Quedlinburg
47	RHG	Findbuch	Service militaire	Documentation	**Deserteure** Informationsmaterial des Freuneskreises Wehrdienstotalverweigerer - Region Berlin	PS 028	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	32	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis Wehrdienstotalverweiger
48	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier Thématique	**Die Erde ist zu retten** Umweltkrise, christlicher Glaube, Handlungsmöglichkeiten	PS 033	Wittenberg	Einzelausgabe	xx/02/1985	73	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
49	Leipzig	Findbuch	démocratie et droits de l'homme	Dossier Thématique	**Die Kirche**	S.42	Leipzig	Einzelausgabe	xx/09/1988	11	n.d	Arbeitskreis Gerechtigkeit
50	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Leidplanke** Informationsblatt	PS 066/01	Neustadt/Orla	n°1	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Neustadt, Knau, Dittersdorf/Thüringen
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Leidplanke** Informationsblatt	PS 066/02	Neustadt/Orla	n°2	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Neustadt, Knau, Dittersdorf/Thüringen
51	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Die Mücke** Dokumentation der Ereignisse in Leipzig	PS 075	Leipzig	Einzelausgabe	xx/03/1989	34	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitsgruppe Menschenrechte / Arbeitskreis Gerechtigkeit Leipzig
52	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die neue Grüne** Arbeitskreis Frieden und Umwelt	RHi 009/01	Berlin	N° 1	xx/xx/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis Frieden und Umwelt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die neue Grüne** Arbeitskreis Frieden und Umwelt	RHi 009/02	Berlin	n.d	xx/xx/1988	16	Schreibmaschinentyposcript in Ormig/Wachsmatritze	Arbeitskreis Frieden und Umwelt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die neue Grüne** Arbeitskreis Frieden und Umwelt	PS 079/01	Berlin	n.d	xx/xx/1988	25	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis Frieden und Umwelt
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die neue Grüne** Arbeitskreis Frieden und Umwelt	PS 079/02	Berlin	n.d	xx/02/1989	39	Schreibmaschinentyposcript in Ormig/Wachsmatritze	Arbeitskreis Frieden und Umwelt - Berlin Arbeitskreis Gerechtigkeit - Leipzig

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
53	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**Die Pleiße**	Uh 003/02	Leipzig	n°1	04/06/1989	40	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Christ. Arbeitskreis Weltumwelttag Leipzig
54	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	Wi 14	Wittenberg	n.d	xx/12/1988	4	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Finduch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	S.67.2	Wittenberg	n.d	xx/xx/1988	5	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Finduch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	S.67.3	Wittenberg	n.d	xx/xx/1989	8	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	Leipzig	Finduch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	S.67.4	Wittenberg	n.d	xx/xx/1989	8	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	PS 088/01	Wittenberg	n.d	xx/07/1990	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	PS 088/02	Wittenberg	n°8	xx/xx/1990	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Die Pusteblume** Kirchliche Forschungsheim Wittenberg	PS 088/03	Wittenberg	n.d	xx/xx/1990	14	Typoskript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
55	RHG	Findbuch origina	Economie	Communication interne	**Die Schuldenkrise** Die Erste, die Zweite und die Dritte Welt. Bilanz und Perspektive	PS 096	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	IWF Gruppe
56	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Dokumenta-Zion** Sonderausgabe der Mit-Welt-Blaetter	PS 029	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1987	50	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Umwelt- und Friedenskreis der Berliner Zionsgemeinde
57	Leipzig	Findbuch	n.d	n.d	**Du sollst nicht töten - aber wie dann leben**	S 20	Eisenach	n.d	xx/xx/1985	36	n.d	Jungmännerwerk Thüringen in Zusammenarbeit mit dem Landeskirchenrat Eisenach
58	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	RSch 111/01	Berlin	n.d	xx/xx/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/01	Berlin	n.d	xx/04/1988	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/02	Berlin	n.d	xx/03/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/06	Berlin	n°4	xx/xx/1988	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/03	Berlin	n.d	xx/xx/1988	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/04	Berlin	n.d	xx/xx/1988	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblick Nicaragua** Nicaragua und Lateinamerika aus unserer Sicht. Infobrief der Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"	PS 031/05	Berlin	n.d	xx/xx/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Nicaragua-Arbeitsgruppe "19.7"
59	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblicke** Informationen über wirtschaftliche, politische und kulturelle Entwicklungen und Zusammenhänge in Mittelamerika	PS 032/01	Berlin	n°1	xx/xx/1989	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Nicaragua-Arbeitskreis Berlin
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblicke** Informationen über wirtschaftliche, politische und kulturelle Entwicklungen und Zusammenhänge in Mittelamerika	PS 032/02	Berlin	n.d	xx/xx/1989	17	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Nicaragua-Arbeitskreis Berlin
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblicke** Informationen über wirtschaftliche, politische und kulturelle Entwicklungen und Zusammenhänge in Mittelamerika	PS 032/03	Berlin	n.d	xx/xx/1989	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Nicaragua-Arbeitskreis Berlin
	RHG	Findbuch origina	International	Journaux d'information et d'opinion	**Einblicke** Zentralorgan des AK-Nicaragua	PS 032/04	Berlin	n.d	xx/xx/1990	24	Computertyposkript gedruckt	Nicaragua-Arbeitskreis Berlin
60	RHG	Findbuch origina	démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Eine erste Schwalbenfeder**	MK 11	Weimar	n°1	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript Durchschlagpapier	n.d
	RHG	Findbuch origina	démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Eine zweite Schwalbenfeder**	MK 11	Weimar	n°2	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript Durchschlagpapier	n.d
61	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Dossier thématique	**Eine Kernfrage**	HL 206	Greifswald	Einzelausgabe	xx/xx/1987	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Umweltkreis der ev. Stadtjugendarbeit Greifswald
62	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°1	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°2	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°3	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°4	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°5	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°6	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°7	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Education	Documentation	**Elternbrief** Schriftwechsel zur Situation von Eltern schwerbehinderten Kinder 1986	S 22	Berlin	Sonderausgabe	xx/xx/1986	16	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 23	Berlin	n°8	xx/xx/1988	8	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Manquant	Manquant	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°9	xx/xx/xx	xx	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°10	xx/xx/1988	12	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°11	xx/xx/1988	10	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°12	xx/xx/1988	10	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
	Leipzig	Findbuch	Handicap	n.d	**Elternbrief**	S 22	Berlin	n°13	xx/xx/1988	12	n.d	Innere Mission und Hilfswerk der ev. Kirche Berlin-Brandenburg
63	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Erfurter Schlagloch** Informationsblatt der Kirche von Unten Erfurt/Berlin	PS 035/01	Erfurt	n°1	17/04/1989	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirche von Unten Erfurt/Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Erfurter Schlagloch** Informationsblatt der Kirche von Unten Erfurt/Berlin	PS 035/02	Erfurt	n°2	22/05/1989	16	Computertyposkript in Wachsmatritze	Kirche von Unten Erfurt/Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Erfurter Schlagloch** Unabhängige Erfurter Zeitschrift	PS 035/03	Erfurt	n°3	08/12/1989	17	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kirche von Unten Erfurt/Berlin
64	RHG	Findbuch origina	Paix	Documentation	**Ernest Mandel** **Die Kriegsgefahr und der Kampf für den Sozialismus** Aus dem Englischen, Sept. 83	PS 069	n.d.	Einzelausgabe	xx/xx/1986	32	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Gruppe Demokratische SozialistInnen
65	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Eschdorf-Kurier** Das trübe Blatt für trübe Stunden	PS 036	Eschdorf	n.d	xx/xx/1987	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	n.d
66	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Fanal** Erich Mühsam - Die Befreiung der Gesellschaft	PS 037/05	Berlin	n.d	xx/xx/xx	59	Computertyposkript in Ormig	Kirche von Unten Berlin
	RHG	Findbuch origina	Anarchisme	Documentation	**Fanal** Kopfsprung - Erich Mühsam	PS 037/03	Berlin	n.d	xx/xx/1988	69	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten Berlin
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Dossier Thématique	**Fanal** Magisterarbeit zum Thema Anarcha-Feminismus	PS 037/01	n.d.	n,d	xx/xx/xx	159	Computertyposkript in Ormig	16 Personen aus dem anarchistischen Umfeld Berlin/Halle/Leipzig
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Fanal** Michael Bakunin - vollständige Ausbildung	PS 037/04	Berlin	n.d	xx/xx/1988	16	Computertyposkript in Ormig	Kirche von Unten Berlin
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Fanal** Reihe anarchstischer Klassiker Enrico Malatesta	PS 037/02	Berlin	n.d	xx/xx/1988	31	Computertyposkript in Ormig	Kirche von Unten Berlin
67	RHG	Findbuch origina	Politologie	Dossier Thématique	**Festschrift zum 60. Geburtstag von Heino Falke**	PS 038	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	136	Typoskript vervielfältigt	n.d
68	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Forum für Kirche und Menschenrechte**	PS 039/01	Leipzig	n°1	16/09/1989	57	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Menschenrechte der Lukasgemeinde Leipzig-Volkmarsdorf Arbeitskreis Gerechtigkeit Leipzig

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
68	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Forum für Kirche und Menschenrechte**	PS 039/02	Leipzig	n°2	03/11/1989	102	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Menschenrechte der Lukasgemeinde Leipzig-Volkmarsdorf Arbeitskreis Gerechtigkeit Leipzig
69	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Frage-Zeichen**	PS 040/05	Brandenburg	n.d	xx/xx/xx	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
	RHG	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**Frage-Zeichen**	PS 040/06	Brandenburg	n.d	xx/xx/xx	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Frage-Zeichen** Atomare Bedrohung - Bewahrung der Menschheit	PS 040/01	Brandenburg	n.d	xx/11/1985	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Frage-Zeichen** Luft	PS 040/02	Brandenburg	n.d	xx/xx/xx	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Frage-Zeichen** Nuclearer Winter	PS 040/04	Brandenburg	n.d	xx/xx/xx	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Frage-Zeichen** Zivil-Verteidigung	PS 040/03	Brandenburg	n.d	xx/xx/xx	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gesprächskreis beim Kreisjugendpfarramt Brandenburg
70	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/204	Jena	n°1	xx/01/1989	24	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/205	Jena	n°2	xx/03/1989	24	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/206	Jena	n°3	xx/05/1989	24	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/207	Jena	n°4	xx/06/1989	24	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/208	Jena	n°5	xx/08/1989	24	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/209	Jena	n°6	xx/10/1989	28	Typoskript in Wachsmatritze	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/9/210	Jena	Sonderausgabe	xx/xx/1989	16	Typoskript vervielfältigt	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	ZS/9/233	Jena	n°7	xx/01/1990	24	n.d	Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/211	Jena	n°8	xx/02/1990	24	n.d	"Frau anders" - Redaktion
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/212	Jena	n°9	xx/04/1990	24	n.d	"Frau anders" - Redaktion
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/213	Jena	n°10	xx/05/1990	24	n.d	"Frau anders" - Redaktion
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/214	Jena	n°11	xx/07/1990	24	n.d	"Frau anders" - Redaktion
	RHG	non rep	Homosexualité	Communication interne	**Frau Anders** Lesbengruppe im AK "Homosexuelle Liebe", Evangelische Studentengemeinde Jena	Z/215	Jena	n°12	xx/10/1990	24	n.d	"Frau anders e.V." - Redaktion
71	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Autonome Fraueninitiative Leipzig	ZE/3/278	Leipzig	Sonderausgabe	xx/01/1990	2	n.d	Autonome Fraueninitiative Leipzig
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative im Neuen Forum Leipzig	ZE/3/275	Leipzig	n°1	06/12/1989	3	n.d	Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative im Neuen Forum Leipzig	ZE/3/276	Leipzig	n°2	22/12/1989	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative im Neuen Forum Leipzig	ZE/3/277	Leipzig	n°3	31/01/1990	4	n.d	Fraueninitiative im NF Leipzig Fraueninitiative
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig	ZE/3/279	Leipzig	n°4	01/03/1990	4	n.d	Fraueninitiative Leipzig
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/253	Leipzig	n°5	21/03/1990	8	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/258	Leipzig	n°6	09/04/1990	8	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/257	Leipzig	n°7	20/07/1990	8	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/256	Leipzig	n°8	11/08/1990	6	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/255	Leipzig	n°9	10/09/1990	8	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/254	Leipzig	n°10	23/10/1990	8	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
	RHG	non rep	Droits des femmes	Communication interne	**Frauenblätter** Informationen der Fraueninitiative Leipzig im Unabhängigen Frauenverband (UFV)	ZE/3/259	Leipzig	n°11	25/11/1990	12	n.d	Fraueninitiative Leipzig (UFV)
72	Leipzig	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Freier Fall** Journal für Neues Denken, Politik & Literatur	S.27	Dresden	n°1	xx/09/1989	40	n.d	Initiative Demokratische Erneuerung
	RHG	Findbuch origina	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Freier Fall** Journal für Neues Denken, Politik & Literatur	GP 085	Dresden	n°2	xx/10/1989	20	Typoskript in Ormig	Initiative Demokratische Erneuerung
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Frieda** Statutes of the Christian Peace Conference	S28.1	Jena	n.d.	xx/xx/xx	54	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.3	Jena	n.d.	26/10/1986	2	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.4	Jena	n.d.	xx/12/1986	16	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.5	Jena	n.d.	xx/03/1987	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.6	Jena	n.d.	08/05/1987	1	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.7	Jena	n.d.	17/05/1987	1	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
73	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.8	Jena	n.d.	xx/05/1987	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.9	Jena	n.d.	xx/07/1987	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.10	Jena	n.d.	xx/11/1987	16	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.11	Jena	n.d.	xx/02/1988	8	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.12	Jena	n.d.	09/10/1988	1	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.13	Jena	n.d.	xx/01/1989	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.14	Jena	n.d.	xx/04/1989	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Documentation	**Frieda** Ansprache Weiszäcker	S28.2	Jena	n.d.	08/05/1989	3	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.15	Jena	n.d.	xx/07/1989	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.16	Jena	n.d.	xx/10/1989	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.17	Jena	n.d.	xx/03/1990	12	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Frieda** zu Informationswochenenden	S28.18	Jena	n.d.	xx/06/1990	8	n.d	Christliche FriedensKonferenz, Arbeitsgruppe Thüringen
74	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Friedens- und Umweltbrief** Informationen des Arbeitskreises "Frieden und Umwelt"	RHi 08	Berlin	n.d	xx/xx/1988	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis "Frieden und Umwelt"
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Friedens- und Umweltbrief** Informationen des Arbeitskreises "Frieden und Umwelt"	RHi 08	Berlin	n.d	xx/xx/xx	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis "Frieden und Umwelt"
75	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°1	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°2	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°3	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°4	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°5	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°6	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°7	xx/xx/xx		n.d	n.d
	Inconnu	Manquant	Paix	n.d	**Friedensbrief**	n.d	Berlin	n°8	xx/xx/xx		n.d	n.d
	RHG	Findbuch origina	Paix	Communication interne	**Friedensbrief**	WT 40	Berlin	n°9	xx/xx/1985	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis der Evangelischen Diakoniewerkes Königin Elisabeth Berlin
76	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz Aktuell** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/18	Schwerin	n°1	xx/11/1989	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
77	RHG	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	n.d	Rostock	1/84	xx/02/1984	20	n.d	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	PS 041/01	Rostock	2/84	xx/07/1984	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	Inconnu	Manquant	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	n.d.	Rostock	3/84	xx/xx/xx	n.d	n.d	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	Leipzig	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	S.29.2	Rostock	4/84	xx/xx/1984	23	n.d	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	PS 041/02	Rostock	1/85	xx/01/1985	23	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	PS 041/03	Rostock	2/85	xx/xx/1985	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Documentation	**Friedensnetz** Eine Materialsammlung	PS 041/04	Schwerin	n°1	xx/11/1986	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/05	Schwerin	n°2	xx/01/1987	25	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	Inconnu	Manquant	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	n.d	Schwerin	n°3	xx/xx/xx		n.d	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/06	Schwerin	n°4	xx/xx/1987	19	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/07	Schwerin	n°5	xx/12/1987	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/08	Schwerin	n.d	xx/xx/1988	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/09	Schwerin	n.d	xx/01/1988	33	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/10	Schwerin	2/88	xx/03/1988	46	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/11	Schwerin	3/88	xx/08/1988	32	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/12	Schwerin	n.d	xx/09/1988	35	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/13	Schwerin	5/88	xx/11/1988	34	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/14	Schwerin	1/89	xx/02/1989	34	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/15	Schwerin	2/89	xx/05/1989	38	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/16	Schwerin	3/89	xx/07/1989	47	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensnetz** Informationen, Texte, Anregungen	PS 041/17	Schwerin	4/90	xx/10/1989	53	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe Frieden der Evangelischen-Lutherischen Landeskirche Mecklenburgs
78	RHG	Findbuch	Paix	Dossier thématique	**Friedensnobelpreis 1985** Internationale Ärztevereinigung zur Verhütung eines Nuklearkrieges (IPPNW)	ÜG 004/01	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1985	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgruppe "Ärzte für des Frieden" Berlin
79	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	S.30.1	Rudolstadt	n°1	xx/xx/1984	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	Leipzig	Findbuch	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	S.30.2	Rudolstadt	n°2	xx/xx/1984	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/03	Rudolstadt	n°3	xx/xx/1984	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/04	Rudolstadt	n°4	xx/xx/1984	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/05	Rudolstadt	n°5	xx/12/1984	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/07	Rudolstadt	n°7	xx/03/1985	13	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/08	Rudolstadt	n°8	xx/05/1985	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/09	Rudolstadt	n°9	xx/08/1985	7	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/10	Rudolstadt	n°10	xx/10/1985	10	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/11	Rudolstadt	n°11	xx/xx/1985	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/12	Rudolstadt	n°12	xx/03/1986	9	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader**	HL 212/13	Rudolstadt	n°13	xx/xx/1986	9	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Friedensreader** Blatt für Friedensfragen, Dritte Welt und Ökologie	HL 212/06	Rudolstadt	n°6	xx/01/1985	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev.-Luth. Stadtjugendpfarramt Rudolstadt
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt**	PS 042/01	Berlin	n.d	xx/09/1987	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt**	PS 042/02	Berlin	n.d	xx/04/1988	7	Typoskript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt**	PS 042/05	Berlin	n.d	xx/04/1989	23	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt**	PS 042/06	Berlin	n.d	xx/12/1989	5	Computertyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis Friedrichsfelde

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
80	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt**	PS 042/07	Berlin	n.d	xx/01/1990	22	Computertyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt** Zu Afghanistan	PS 042/04	Berlin	n.d	xx/03/1989	11	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Extrablatt** Zur IWF-Woche	PS 042/03	Berlin	n.d	xx/09/1988	21	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/09	Berlin	n.d	xx/04/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/10	Berlin	n.d	xx/06/1987	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/11	Berlin	n.d	xx/09/1987	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/12	Berlin	n.d	xx/12/1987	17	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/13	Berlin	n.d	xx/03/1988	15	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/14	Berlin	n.d	xx/05/1988	14	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/15	Berlin	n.d	xx/06/1988	17	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/16	Berlin	n.d	xx/09/1988	18	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/17	Berlin	n.d	xx/10/1988	9	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/18	Berlin	n.d	xx/11/1988	18	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/19	Berlin	n.d	xx/12/1988	23	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/20	Berlin	n.d	xx/01/1989	17	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/21	Berlin	n.d	xx/02/1989	17	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/22	Berlin	n.d	xx/04/1989	14	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/23	Berlin	n.d	xx/05/1989	16	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/24	Berlin	n.d	xx/06/1989	18	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/25	Berlin	n.d	xx/10/1989	22	Computertyposkript in Ormig	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder**	PS 042/26	Berlin	n.d	xx/12/1989	18	Computertyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis Friedrichsfelde
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Friedrichsfelder Feuermelder** **Stasi-Fälschung**	PS 042/08	Berlin	n°0	30/03/1987	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Stasi
81	Inconnu	Manquant	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle**	n.d	Berlin	n°1	xx/xx/xx		n.d	Stadtjugendpfarramt Berlin
	Inconnu	Manquant	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle**	n.d	Berlin	n°2	xx/xx/xx		n.d	Stadtjugendpfarramt Berlin
	Inconnu	Manquant	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle**	n.d	Berlin	n°3	xx/xx/xx		n.d	Stadtjugendpfarramt Berlin
	RHG	Findbuch origina	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle**	PS 043/01	Berlin	n°4	xx/xx/1988	45	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Stadtjugendpfarramt Berlin
	Inconnu	Manquant	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle**	n.d	Berlin	n°5	xx/xx/xx		n.d	Stadtjugendpfarramt Berlin
	RHG	Findbuch origina	Antifascisme	Documentation	**Fundstelle** Nachdenken über das eigene Land	PS 043/02	Berlin	n°6	xx/xx/1989	48	Typoskript in Wachsmatritze	Stadtjugendpfarramt Berlin
82	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Fußnote 3** Eine Dokumentation der Ereignisse um die Liebknecht-Luxemburg-Demonstration	PS 044	Berlin	Einzelausgabe	xx/07/1988	82	Computertyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
83	RHG	Findbuch origina	Prison	Documentation	**Gabriele Stötzer** **Dabeisein und nicht Schweigen 1977**	PS 100	n.d.	n.d	xx/xx/1977	31	Schreibmaschinentyposkript	n.d
84	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Gedächtnisprotokolle** Tage und Nächte nach dem 7. Oktober - Berlin	PS 045	Berlin	Einzelausgabe	xx/10/1989	83	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Stadtjugendpfarramt Berlin
85	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Gehversuche** Rundbrief der Jungen Gemeine Greifswald	PS 046/01	Greifswald	n° 1	xx/01/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Greifswald
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Gehversuche** Rundbrief der Jungen Gemeine Greifswald	PS 046/02	Greifswald	n°2	23/02/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Greifswald
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Gehversuche** Rundbrief der Jungen Gemeine Greifswald	RJ 023/01	Greifswald	n°3	14/04/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Greifswald
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Gehversuche** Rundbrief der Jungen Gemeine Greifswald	PS 046/04	Greifswald	n°4	27/06/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Junge Gemeinde Greifswald
86	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/01	Berlin	n°1	29/06/1986	9	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug (18x24)	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/02	Berlin	n°2	xx/10/1986	11	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug (15x15)	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/03	Berlin	n°3	xx/12/1986	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/04	Berlin	1/87	xx/01/1987	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/05	Berlin	2/87	xx/02/1987	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/06	Berlin	3/87	xx/03/1987	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/08	Berlin	4/87	xx/04/1987	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/09	Berlin	5/87	xx/05/1987	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/10	Berlin	6/87	xx/06/1987	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/11	Berlin	7/87	xx/06/1987	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/12	Berlin	8/87	xx/08/1987	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/13	Berlin	9/87	xx/09/1987	25	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/14	Berlin	10/87	xx/10/1987	21	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/15	Berlin	11-12/88	xx/12/1987	23	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/16	Berlin	1-12/88	xx/12/1988	34	Typoskript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/17	Bettenhausen	1-5/89	xx/05/1989	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte Bettenhausen
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/18	Berlin	6/89	xx/06/1989	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall**	PS 047/19	Berlin	7-10/89	xx/10/1989	15	Typoskript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall** **& Umweltblätter**	PS 047/07	Berlin	Sonderausgabe	xx/04/1987	1	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grenzfall** Vorabdruck 11/87	n.d	Berlin	Sonderausgabe	xx/11/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Das Informationspapier für Hoyerswerda	PS 048/03	Hoyerswerda	n.d	11/04/1990	16	Computertyposkript in Wachsmatritze	Unabhängiger Arbeitskreis für Umwelt und Frieden im Umweltzentrum

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
87	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Die Zeit- und Streitschrift für Hoyerswerda und Umgebung	PS 048/04	Hoyerswerda	n.d	18/05/1990	14	Computertyposkript in Wachsmatritze	Unabhängiger Arbeitskreis für Umwelt und Frieden im Umweltzentrum
	Inconnu	Manquant	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Die Zeit- und Streitschrift für Hoyerswerda und Umgebung	n.d	Hoyerswerda	n.d	25/06/1990	n.d	n.d	Unabhängiger Arbeitskreis für Umwelt und Frieden im Umweltzentrum
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.1	Hoyerswerda	n.d.	xx/10/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.2	Hoyerswerda	n.d.	xx/01/1989	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.3	Hoyerswerda	n.d.	xx/03/1989	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.4	Hoyerswerda	n.d.	xx/05/1989	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	PS 048/01	Hoyerswerda	Sonderausgabe	xx/07/1989	9	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.6	Hoyerswerda	n°5	xx/10/1989	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.7	Hoyerswerda	n°6	10/12/1989	17	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus	S.35.9	Hoyerswerda	n.d	03/02/1990	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Grubenkante** Informationsblatt des Arbeitskreises für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda im Martin-Luther-King-Haus Unabhängig - Ökologisch - Kritisch	PS 048/02	Hoyerswerda	n.d	05/01/1990	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreise für Umwelt und Frieden der Neustadtgemeinde Hoyerswerda
88	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Documentation	**Grünheft** 22 Beiträge zur ökologischen Situation	S.36	Wittenberg	Einzelausgabe	xx/xx/1990	135	n.d	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
89	RHG	Findbuch origina	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Ich zeige an** Berichte von Betroffenen zu den Ereignissen am 7. und 8. Oktober 1989 in Berlin	MBi 016	Berlin	Einzelausgabe	xx/10/1989	150	Typoskript in Wachsmatritze	Stadtjugendpfarramt Berlin
90	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info**	Classeur 36	Berlin	n.d	xx/xx/1989	6	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info** Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte	Classeur 36	Berlin	n.d	25/11/1989	8	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info** Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte	Classeur 36	Berlin	n.d	09/12/1989	7	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info** Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte	Classeur 36	Berlin	n.d	18/04/1990	7	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info** Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte	Classeur 36	Berlin	n.d	xx/06/1990	54	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
	RHG	non rep	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**IFM - Info** Informationsblatt der Initiative Frieden und Menschenrechte	Classeur 36	Berlin	n.d	xx/07/1990	24	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte
91	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**IHN-Post**	PS 050/01	Leipzig	n.d	xx/xx/1985	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Initiativgruppe "Hoffnung Nicaragua" Leipzig bei der Ev. Luth. Suptur Ost
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**IHN-Post** aus Leipzig	PS 050/02	Leipzig	n°1	xx/11/1986	36	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiativgruppe "Hoffnung Nicaragua" Leipzig bei der Ev. Luth. Suptur Ost
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**IHN-Post** aus Leipzig	PS 050/03	Leipzig	n°2	xx/06/1987	12	Typoskript in Wachsmatritze	Initiativgruppe "Hoffnung Nicaragua" Leipzig bei der Ev. Luth. Suptur Ost
	Leipzig	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**IHN-Post** aus Leipzig	S.37.4	Leipzig	n°4	xx/03/1989	46	n.d	Initiativgruppe "Hoffnung Nicaragua" Leipzig bei der Ev. Luth. Suptur Ost
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**IHN-Post** aus Leipzig La generacion que viene - Die kommende Generation	PS 050/04	Leipzig	n°3	xx/03/1988	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Initiativgruppe "Hoffnung Nicaragua" Leipzig bei der Ev. Luth. Suptur Ost
92	RHG	Findbuch origina	Paix	Journaux d'information et d'opinion	**Infoblatt über christliche Friedensarbeit**	UK 25	Naumburg	n°1	xx/xx/1984	6	Schreibmaschinentyposkript auf Durchschlag	n.d
93	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche	PS 051/01	Berlin	n°1	xx/xx/1985	9	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche	PS 051/02	Berlin	n°2	xx/03/1986	10	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche	PS 051/04b	Berlin	n.d	xx/04/1987	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche	PS 051/06	Berlin	n°4	xx/02/1988	30	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	Inconnu	Manquant	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche AIDS-Info n°1	n.d	Berlin	sonderausgabe 1	xx/xx/xx	n.d	n.d	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche AIDS-Info n°2	PS 051/05	Berlin	sonderausgabe 2	xx/10/1988	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow AIDS-Arbeitsgruppe
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche Texte und Material zum Info-Brief 2/86	PS 051/03	Berlin	Sonderausgabe	xx/xx/1986	22	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Homosexualité	Communication interne	**Info-Brief** Schwule in der Kirche Zur Berliner Friedenswerkstatt 1986	PS 051/04	Berlin	n°3	xx/09/1986	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Homosexuelle Selbsthilfe der Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
94	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°1	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°2	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°3	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°4	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°5	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°6	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°7	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°8	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°9	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°10	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°11	xx/xx/xx		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	Inconnu	Manquant	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	n.d	Magdeburg	n°12	xx/xx/1980		n.d	Gruppe Aktion Lepradorf
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	PS 052/01	Magdeburg	n°13	xx/04/1984	31	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gruppe Aktion Lepradorf
	RHG	Findbuch	International	Journaux d'information et d'opinion	**Inform** Aktion Lepradorf	PS 052/02	Magdeburg	n°14	xx/04/1986	54	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gruppe Aktion Lepradorf
95	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.1	Leipzig	n°1	20/01/1990	10	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.2	Leipzig	n°2	29/01/1990	14	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.3	Leipzig	n°3	03/02/1990	20	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.4	Leipzig	n°4	11/02/1990	20	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.5	Leipzig	n°5	19/02/1990	20	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Informationsblätter der Initiative Frieden und Menschenrechte (IFM) Leipzig**	S.39.6	Leipzig	n°6	xx/02/1990	18	Fotoabzug	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
96	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°1	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°2	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°3	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°4	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°5	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°6	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	Inconnu	Manquant	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	n.d	Berlin	n°7	xx/xx/xx	n.d	n.d	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Informationsbrief** für die Jungen Gemeinden der reformierten Gemeinden in Berlin-Brandenburg	PS 053	Berlin	n°8	xx/12/1986	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelisch-Reformiertes Moderamen Berlin-Brandenburg
97	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Leipzig	n.d	31/10/1971	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Halle/Saale	n.d	05/02/1972	n.d,	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Halle/Saale	n.d	xx/06/1972	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	n.d	xx/08/1973	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	n.d	xx/12/1973	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	n.d	xx/xx/1974	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	n.d	xx/xx/1979	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	n.d	xx/xx/1980	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	1-82	xx/xx/1982	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	n.d	Berlin	2-82	xx/xx/1982	n.d	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.1	Berlin	3-82	xx/xx/1982	10	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.2	Berlin	1-83	xx/xx/1983	10	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.3	Berlin	2-83	xx/xx/1983	12	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.4	Berlin	3/4-83	xx/xx/1983	14	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.5	Berlin	5-83	xx/xx/1983	16	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.6	Berlin	1-84	xx/xx/1984	12	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.7	Berlin	2-84	xx/xx/1984	9	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.8	Berlin	3-84	xx/xx/1984	3	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.9	Berlin	4-84	xx/xx/1984	12	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.10	Berlin	1-85	xx/xx/1985	10	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.11	Berlin	2-85	xx/xx/1985	10	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.12	Berlin	3-85	xx/xx/1985	12	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.13	Berlin	4-85	xx/xx/1985	8	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.14	Berlin	5-85	xx/xx/1985	13	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.15	Berlin	1-86	xx/xx/1986	10	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.16	Berlin	2-86	xx/xx/1986	14	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.17	Berlin	3-86	xx/xx/1986	12	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.18	Berlin	1-87	xx/xx/1987	16	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.19	Berlin	2-87	xx/xx/1987	22	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.20	Berlin	3-87	xx/xx/1987	24	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.21	Berlin	4-87	xx/xx/1987	26	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.22	Berlin	1-88	xx/xx/1988	20	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.23	Berlin	2/3-88	xx/xx/1988	49	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.24	Berlin	4-88	xx/xx/1988	24	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.25	Berlin	5/6-88	xx/xx/1988	31	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.26	Berlin	1/2-89	xx/xx/1989	32	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.27	Berlin	3-89	xx/xx/1989	26	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.28	Berlin	4-89	xx/10/1989	37	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.29	Berlin	1-90	xx/xx/1990	28	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.30	Berlin	2-90	xx/xx/1990	34	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
	Leipzig	Findbuch	International	Communication interne	**INKOTA-Briefe** INformationen / KOordination / TAgungen	S.40.31	Berlin	3-90	xx/xx/1990	46	n.d	Inkota - ökumenischer Arbeitskreis zu Problemen der Zweidrittelwelt
98	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Intern der 7./8./9. Juni**	PS 054	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1987	15	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	n.d
99	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ip** Das Informationspapier der Friedens- und Umweltgruppe Zittau zu den Themen Umwelt/Frieden/Gerechtigkeit	PS 055/01	Zittau	n°1	02/07/1989	11	Computertyposkript in Wachsmatritze	Friedens- und Umweltgruppe Zittau Arche-Netzwerk
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Ip** Das Informationspapier der Friedens- und Umweltgruppe Zittau zu den Themen Umwelt/Frieden/Gerechtigkeit	PS 055/02	Zittau	n.d	xx/10/1989	12	Computertyposkript in Wachsmatritze	Friedens- und Umweltgruppe Zittau Arche-Netzwerk
100	RHG	Findbuch origina	Sociologie	Dossier thématique	**Jan Strzelecki - Radix-Blätter 11** Erproben im Zeugnis	PS 104	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	119	Typoskript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
101	RHG	Findbuch	Histoire allemande	Documentation	**Jiskor** Eine Textsammlung zum Gedeken an den 50. Jahrestag des Novemberprogroms in Deutschland Kontext-Sonderheft	PS 056	Berlin	Einzelausgabe	09/11/1988	67	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
102	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**Joachim Krause** **Tips für umweltgerechtes Verhalten im Alltag**	PS 061	Wittenberg	Einzelausgabe	xx/xx/1985	59	Typoskript in Wachsmatritze	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
103	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Junge Gemeinde** Ein Monatsbrief für die Ökumenische Jugend in Frankfurt/Oder	JB 07	Frankfurt/Oder	n.d	xx/03/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökumenische Jugend der Kirchengemeinde Getraud Marien Frankfurt/Oder
104	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Kontakt**	PS 057/02	Berlin	n.d	xx/03/1987	21	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakt**	PS 057/03	Berlin	n.d	xx/05/1987	25	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Kontakt**	PS 057/04	Berlin	n.d	xx/10/1987	46	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakt**	PS 057/05	Berlin	n.d	xx/03/1988	38	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Education	Communication interne	**Kontakt**	PS 057/06	Berlin	n.d	xx/05/1988	55	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakt**	S.43.31	Berlin	n.d	xx/06/1989	38	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakt**	S.43.32	Berlin	n.d	xx/05/1990	35	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakt**	S.43.33	Berlin	n.d	xx/09/1990	24	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.1	Berlin	n.d	xx/03/1974	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.2	Berlin	n.d	xx/10/1974	25	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.3	Berlin	n.d	xx/02/1975	21	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.4	Berlin	n.d	xx/09/1975	21	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.5	Berlin	n.d	xx/04/1976	28	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.6	Berlin	n.d	xx/05/1976	17	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.7	Berlin	n.d	xx/08/1976	17	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.8	Berlin	n.d	xx/04/1977	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.9	Berlin	n.d	xx/09/1977	23	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.10	Berlin	n.d	xx/11/1977	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	RJ 023/07	Berlin	n.d	xx/02/1978	21	Typoskript vervielfältigt	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.12	Berlin	n.d	xx/05/1978	29	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.13	Berlin	n.d	xx/09/1978	25	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.14	Berlin	n.d	xx/10/1978	16	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.15	Berlin	n.d	xx/12/1978	22	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.16	Berlin	n.d	xx/02/1979	17	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.17	Berlin	n.d	xx/04/1979	21	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.18	Berlin	n.d	xx/09/1979	19	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.19	Berlin	n.d	xx/11/1979	23	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.20	Berlin	n.d	xx/05/1984	16	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.21	Berlin	n.d	xx/10/1984	26	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.22	Berlin	n.d	xx/12/1984	26	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.23	Berlin	n.d	xx/01/1986	27	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kontakt**	S.43.24	Berlin	n.d	xx/12/1986	24	Typoskript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Kontakt** Dokumentation zum Problem des Schwangerschaftsabbruches	PS 057/01	Berlin	n.d	xx/06/1972	34	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Geschäftstelle der Ev. Studentengemeinden in der DDR
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.1	Leipzig	n.d	xx/10/1984	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.2	Leipzig	n.d	xx/12/1984	1	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	PS 058/01	Leipzig	n.d	xx/01/1985	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.4	Leipzig	n.d	xx/02/1985	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.5	Leipzig	n.d	xx/05/1985	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.6	Leipzig	n.d	xx/09/1985	1	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.7	Leipzig	n.d	xx/10/1985	1	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.8	Leipzig	n.d	xx/09/1986	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.9	Leipzig	n.d	xx/11/1986	1	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.10	Leipzig	n.d	xx/02/1987	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.11	Leipzig	n.d	xx/03/1987	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
105	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.12	Leipzig	n.d	xx/04/1987	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.13	Leipzig	n.d	xx/01/1988	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	JB 07	Leipzig	n.d	xx/03/1988	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.15	Leipzig	n.d	xx/05/1988	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.16	Leipzig	n.d	xx/06/1988	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.17	Leipzig	n.d	xx/08/1988	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.18	Leipzig	n.d	xx/10/1988	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.19	Leipzig	n.d	xx/11/1988	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.20	Leipzig	n.d	xx/12/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.21	Leipzig	n.d	xx/01/1989	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.22	Leipzig	n.d	xx/03/1989	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	S.44.23	Leipzig	n.d	xx/04/1989	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden - Umwelt - 3. Welt	PS 058/02	Leipzig	n.d	xx/06/1989	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kontakte** Frieden, Umwelt, Gerechtigkeit	PS 058/03	Leipzig	n.d	xx/09/1989	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ev. - Luth. Jugendpfarramt Leipzig
106	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Kirche & Gesellschaft, Kultur	PS 059/04	Berlin	n°4	22/11/1988	72	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Kirche & Gesellschaft, Kultur	PS 059/05	Berlin	n°5	08/03/1989	87	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Kirche & Gesellschaft, Kultur	PS 059/06	Berlin	n°6	xx/06/1989	100	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Kirche & Gesellschaft, Kultur	PS 059/07	Berlin	n°7	xx/09/1989	105	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/01	Berlin	n°1	xx/xx/1988	56	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/02	Berlin	n°2	27/04/1988	66	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/03	Berlin	n°3	03/07/1988	72	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/08	Berlin	n°8	xx/04/1990	90	Computertyposkript in Wachsmatritze	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/09	Berlin	n°9	xx/06/1990	104	Computertyposkript gedruckt	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	PS 059/10	Berlin	n°10	xx/08/1990	101	Computertyposkript gedruckt	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	S.45.11	Berlin	n°11	xx/10/1990	99	Computertyposkript gedruckt	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kontext** Beiträge aus Politik, Gesellschaft, Kultur	S.45.12	Berlin	n°12	xx/12/1990	49	Computertyposkript gedruckt	Informationsgruppe bei der Ev. Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
107	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung**	PS 060/08	Berlin	n.d	xx/xx/1988	44	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung**	PS 060/04	Berlin	n.d	xx/xx/1989	74	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung**	PS 060/05	Berlin	n.d	xx/xx/1990	51	Computertyposkript gedruckt	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung** Bringt die Birne aus der Fassung	PS 060/07	Berlin	n.d	xx/xx/1989	62	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung** Studienmaterial	PS 060/09	Berlin	Sonderausgabe	xx/xx/1987	41	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung** Studienmaterial zum innerkirchlichen Dienstgebrauch	PS 060/01	Berlin	n°1	xx/xx/1987	33	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung** Studienmaterial zum innerkirchlichen Dienstgebrauch	PS 060/02	Berlin	n°2	xx/xx/1987	46	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
	RHG	Findbuch	Anarchisme	Documentation	**Kopfsprung** Wir sind für Euch Drinnen, Ihr seid draussen für uns	PS 060/03	Berlin	n.d	xx/xx/1988	22	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirche von Unten
108	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Kreuzkirche Infoheft** Friedensfest 15.11.1986	PS 062/01	Karl-Marx-Stadt	n.d	15/11/1986	26	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgemeinschaft Offene Arbeit Karl-Marx-Stadt
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Documentation	**Kreuzkirche Infoheft** Sommerfest 3./4./July	PS 062/02	Karl-Marx-Stadt	n.d	26/06/1987	28	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitsgemeinschaft Offene Arbeit Karl-Marx-Stadt
109	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.1	Kroppenstedt	n°1	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.2	Kroppenstedt	n°2	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.3	Kroppenstedt	n°3	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	PS 063/01	Kroppenstedt	n°4	xx/xx/1988	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.5	Kroppenstedt	n°5	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.6	Kroppenstedt	n°6	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.7	Kroppenstedt	n°7	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	PS 063/02	Kroppenstedt	n°8	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.9	Kroppenstedt	n°9	xx/xx/1989	6	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.10	Kroppenstedt	n°10	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	PS 063/03	Kroppenstedt	n°11	xx/xx/1989	4	Schreibmaschinentyposkript, Fotoabzug	Kirchengemeinde Kroppenstedt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Kroppenstedter Kirchenblättchen**	S.47.11	Kroppenstedt	n°12	xx/xx/1989	4		Kirchengemeinde Kroppenstedt
110	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Lausitzbotin** Podium für Umwelt-, Friedens-, und Gerechtigkeitsfragen	PS 064	Mittelherwigsdorf	n°1	xx/02/1989	23	Typoskript in Wachsmatritze	Das grüne Netzwerk Arche in den Evangelischen Kirchen der DDR
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Lausitzbotin** Podium für Umwelt-, Friedens-, und Gerechtigkeitsfragen	S.48.2	Mittelherwigsdorf	n°2	02/07/1989	11		Das grüne Netzwerk Arche in den Evangelischen Kirchen der DDR
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Lausitzbotin** Podium für Umwelt-, Friedens-, und Gerechtigkeitsfragen	S.48.3	Mittelherwigsdorf	n°3	xx/11/1989	12		Das grüne Netzwerk Arche in den Evangelischen Kirchen der DDR
111	RHG	Findbuch	Economie	Documentation	**Lieber ein Ende der Schuldigen, als endlose Schulden** Auswirkungen ungerechter Strukturen in der Weltwirtschaft. Beiträge, Thesen und Berichte von der Aktionswoche zur Jahrestagung von IWF und Weltbank 1988. Ein Reader.	PS 067	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	30	Computertyposkript in Ormig	Der "Endlose Schulden"
112	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/302	Dresden	n°1	xx/02/1987	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/303	Dresden	n°2	xx/09/1987	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/305	Dresden	n°3	xx/01/1988	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/304	Dresden	n°4	xx/06/1988	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/306	Dresden	n°5	xx/02/1989	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Lila Band** Landesstelle Junge Gemeinde Dresden	ZE/5/307	Dresden	n°6	xx/11/1989	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Landesstelle Junge Gemeinde
113	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/01	Oranienburg	n.d	xx/01/1989	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/02	Oranienburg	n.d	xx/03/1989	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/03	Oranienburg	n.d	xx/04/1989	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/04	Oranienburg	n.d	xx/05/1989	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/05	Oranienburg	n.d	xx/06/1989	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Journaux d'information et d'opinion	**Merkwürdiges**	PS 070/06	Oranienburg	n.d	xx/07/1989	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Kirchgemeinde Oranienburg Junge Gemeinde Oranienburg
114	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Merseburger Telegraph** Unabhängiges, dem Neuen Forum nahestehendes Blatt	PS 071/01	Merseburg	n°1	xx/10/1989	9	Typoskript in Wachsmatritze	Neues Forum
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Merseburger Telegraph** Unabhängiges, dem Neuen Forum nahestehendes Blatt	PS 071/02	Merseburg	n°2	xx/11/1989	13	Typoskript in Wachsmatritze	Neues Forum
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Merseburger Telegraph** Unabhängiges, dem Neuen Forum nahestehendes Blatt	PS 071/03	Merseburg	Sonderausgabe	xx/xx/1989	10	Typoskript in Wachsmatritze	Neues Forum
115	RHG	Findbuch	Histoire allemande	Documentation	**Michael Schatrow** **Weiter... Weiter... Weiter...**	PS 093	Berlin	einzelausgabe	xx/xx/1988	56	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freidenskreis Friedrichsfelde
116	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/01	Berlin	n°1	xx/12/1985	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/02	Berlin	n°2	xx/02/1986	2	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/03	Berlin	n°3	xx/07/1986	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/04	Berlin	n°4	xx/xx/1986	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/05	Berlin	n°5	xx/xx/1987	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit	PS 072/06	Berlin	n°6	xx/xx/1987	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/07	Berlin	n°7	xx/xx/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/08	Berlin	n°8	xx/05/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/09	Berlin	n°9	xx/06/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/11	Berlin	n°11	xx/xx/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/13	Berlin	n°13	xx/xx/1989	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/14	Berlin	n°14	xx/10/1989	32	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten	PS 072/15	Berlin	n°15	xx/12/1989	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Infoblatt für die Offene Arbeit, Teil der Kirche von Unten Extrablatt	PS 072/10	Berlin	n°10	xx/09/1988	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Offene Arbeit
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**mOAnig STAR** Träger des Abzeichens "Für gutes Gewissen". Jubiläumsausgabe "Der Strauß ist tot !"	PS 072/12	Berlin	n°12	xx/xx/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Offene Arbeit
117	RHG	Manquant	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Morgenstern** Zeitung des Info-Büros Wittenberg	n.d	Wittenberg	n°1	xx/xx/xx		n.d	Info-Büro Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Morgenstern** Zeitung des Info-Büros Wittenberg	PS 073/01	Wittenberg	n°2	xx/xx/1989	11	Computertyposkript in Wachsmatritze	Info-Büro Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Morgenstern** Zeitung des Info-Büros Wittenberg	PS 073/02	Wittenberg	n°3	xx/xx/1989	8	Typoskript in Wachsmatritze	Info-Büro Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Morgenstern** Zeitung des Info-Büros Wittenberg. Alternative Lokalzeitung des Info-Büros	PS 073/04	Wittenberg	n°5	xx/xx/1990	8	Typoskript in Wachsmatritze	Info-Büro Wittenberg
	RHG	Findbuch origina	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Morgenstern** Zeitung des Info-Büros Wittenberg. Erstes unabhägiges lokales Wochenblatt für Wittenberg	PS 073/03	Wittenberg	n°4	xx/xx/1990	8	Computertyposkript in Wachsmatritze	Info-Büro Wittenberg
118	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**Morsche Meiler** Atomkraft in der DDR-Weiternutzen oder Ausstieg Reader zum 3. Berliner Ökologieseminar (28.-30. November 1986)	PS 074	Berlin	Einzelausgabe	xx/02/1987	64	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
119	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Nachdruck**	PS 076	Merseburg	Einzelausgabe	xx/xx/1988	50	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis Merseburg
120	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Nachschlag** Zum Friedensseminar der Samaritergemeinde vom 10. Mai 1986	PS 077	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1986	23	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Evangelische Samaritergemeinde Berlin
121	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Nachtgebete** Informationen - Meinungen - Tatsachen	PS 077/01	Halle/Saale	n.d	xx/10/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Vorbereitungskreis der Nachtgebete im evangelischen Kirchenkreis Halle
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Nachtgebete** Informationen - Meinungen - Tatsachen	PS 077/02	Halle/Saale	n.d	xx/11/1988	14	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Vorbereitungskreis der Nachtgebete im evangelischen Kirchenkreis Halle
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Nachtgebete** Informationen - Meinungen - Tatsachen	S.55.3	Halle/Saale	n.d	xx/12/1988	4	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Vorbereitungskreis der Nachtgebete im evangelischen Kirchenkreis Halle
122	RHG	non rep	Réforme du socialisme	Dossier thématique	**Neubert Ehrhart** Gesellschaftliche Kommunikation im sozialen Wandel	PS 078	Berlin	n.d	xx/xx/1989	47	n.d	n.d
123	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Neue Weißenseer Blätter** Hrsg. im Auftrag eines Weißenseer Kreises (arche-Info der Arbeitsgruppe Sozial Ökologische Partnerschaft in den Evangelischen Kirchen der DDR, Region BerlinBrandenburg)	PS 080	Berlin	n.d	xx/05/1989	28	Schreibmaschinentyposcript in Wachsmatritze	Arche-Info der Arbeitsgruppe Sozial Ökologische Partnerschaft in den Evangelischen Kirchen der DDR, Region BerlinBrandenburg
124	RHG	Findbuch	International	Documentation	**ODER** Literarische Texte (Radix)	PS 082	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1987	111	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
125	RHG	Findbuch	Marginalité	Communication interne	**Öffnungszeit** Freundesbrief aus dem Paulskirchenkeller Schwerin	PS 083/01	Schwerin	n°1	xx/10/1986	23	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Büro des evangelischen Jugendarbeit Schwerin
	RHG	Findbuch	Ville	Communication interne	**Öffnungszeit** Freundesbrief aus dem Paulskirchenkeller Schwerin	PS 083/02	Schwerin	n°2	xx/12/1986	24	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Büro des evangelischen Jugendarbeit Schwerin
126	Leipzig	Findbuck	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Ökoblätter**	S.61	Ilmenau	Einzelausgabe	xx/xx/1989	5	computertyposkript gedruckt	Ökologischer Arbeitskreis Ilmenau
127	RHG	Findbuch	International	Communication interne	**Ostkreuz** Politik. Geschichte. Kultur	PS 084/01	Berlin	n°1	xx/01/1989	101	Computertyposkript in Wachsmatritze	n.d
	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Communication interne	**Ostkreuz** Politik. Geschichte. Kultur	PS 084/02	Berlin	n°2	xx/08/1989	111	Computertyposkript in Wachsmatritze	n.d
128	RHG	Findbuch	International	Dossier thématique	**Ostmitteleuropa** Arbeitstexte zu Kultur, Geschichte und Politik	PS 085	Leipzig	Einzelausgabe	xx/10/1988	30	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	n.d
129	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**PEACE** Fridenskreis EDKE	JB 007/02	Berlin	n.d	xx/11/1984	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis EDKE (Ev. Diakoniewerk Königin Elisabeth)
	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**PEACE** Fridenskreis EDKE	PS 086/01	Berlin	n.d	xx/12/1984	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis EDKE (Ev. Diakoniewerk Königin Elisabeth)

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	RHG	Findbuch	Paix	Communication interne	**PEACE** Fridenskreis EDKE	PS 086/02	Berlin	n.d	xx/01/1985	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis EDKE (Ev. Diakoniewerk Königin Elisabeth)
130	RHG	Findbuch	Ecologie	Dossier thématique	**Pechblende** Die Uranbergbau in der DDR und seine Folgen	PS 022	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	85	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg; Arbeitskreis "Ärzte für den Frieden" Berlin beim Landespfarrer für Krankenseelsorge der Ev. Kirche Berlin-Brandenburg
131	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Plattform** Konziliare Nachrichten	PS 087/01	Erfurt	n°1	xx/02/1989	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kreissynodenausschuss "Frieden, Gerechtigkeit, Bewahrung der Schöpfung" Gemeindedienst Erfurt
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Plattform** Konziliare Nachrichten	S.65.2	Erfurt	n°2	xx/07/1989	20	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kreissynodenausschuss "Frieden, Gerechtigkeit, Bewahrung der Schöpfung" Gemeindedienst Erfurt
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Plattform** Konziliare Nachrichten	PS 087/02	Erfurt	n°3	xx/09/1989	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Kreissynodenausschuss "Frieden, Gerechtigkeit, Bewahrung der Schöpfung" Gemeindedienst Erfurt
132	RHG	Findbuch	Ecologie	Communication interne	**Position Juni 87**	RJ 023/03	Greifswald	Einzelausgabe	26/06/1987	22	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ökologischer Arbeitskreis Greifswald
133	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Dossier thématique	**Raster - Radix-Blätter 7** Strukturen von Macht, Herrschaft und Gewalt	PS 089	Berlin	n.d	xx/06/1988	84	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis solidarische Kirche
134	RHG	Findbuch origina	n.d	Communication interne	**Richtig informieren - aber wie ?** Arbeitsgruppe "Für Frieden und Gerechtigkeit" Greifswald	PS 090	Greifswald	einzelausgabe	xx/xx/xx	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitsgruppe "Für Frieden und Gerechtigkeit" Greifswald
135	RHG	Findbuch	Service militaire	Documentation	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	PS 091/01	Berlin	n.d	xx/06/1989	16	Computertyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
	RHG	Findbuch	Service militaire	Documentation	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	PS 091/02	Berlin	n.d	xx/xx/1989	18	Computertyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
	RHG	Findbuch	Service militaire	Documentation	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	PS 091/03	Berlin	n.d	xx/xx/1989	8	Computertyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
	Leipzig	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	S.68.1	Berlin	1/90	xx/06/1990	46	n.d	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
	Leipzig	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	S.68.2	Berlin	2/90	xx/08/1990	42	n.d	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
	Leipzig	Findbuch	Service militaire	Journaux d'information et d'opinion	**Sag Nein !** Blatt zur totalen Kriegsdienstverweigerung	S.68.3	Berlin	3/90	xx/11/1990	46	n.d	Freundeskreis Wehrdiensverweigerer Region Berlin
136	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/01	Berlin	n°0	xx/xx/1984	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/02	Berlin	n°4	xx/04/1984	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/03	Berlin	n.d	17/09/1984	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/04	Berlin	n.d	13/10/1984	17	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/05	Berlin	n.d	19/11/1984	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/06	Berlin	n.d	17/12/1984	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/07	Berlin	n.d	21/01/1985	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/08	Berlin	n.d	18/02/1985	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/09	Berlin	n.d	29/04/1985	5	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Schalom** Informationsblatt des Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information	PS 092/10	Berlin	Dernier numéro	xx/xx/1986	5	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Freundeskreis der ev. Samariter Gemeinde AK Kontakt und Information
137	RHG	Findbuch origina	n.d	Documentation	**Schattenverschlüsse** Radix-Blätter 1 Zu Paul Célan	UP 117/1	Berlin	einzelausgabe	xx/xx/1986	58	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
138	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Schnellinfo**	PS 094/01	Berlin	n.d	19/08/1987	2	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Ev. Samariter-Kirchengemeinde Berlin AK Information
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Schnellinfo**	PS 094/02	Berlin	n°1	25/10/1987	3	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev. Samariter-Kirchengemeinde Berlin AK Information
	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Communication interne	**Schnellinfo**	PS 094/03	Berlin	n°2	05/11/1987	8	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Ev. Samariter-Kirchengemeinde Berlin AK Information
139	RHG	non rep	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Schriftsteller im deutsch - deutschen Exil** Eine Bio-Bibliographie	Classeur 36	Leipzig	Heft 1	xx/01/1990	32	n.d	Initiative Frieden und Menschenrechte Leipzig
140	RHG	Findbuch	Economie	Dossier thématique	**Schuldenkrise**	PS 095	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	32	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	n.d
141	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Seitensprung** Arbeitsmaterial und Informationen für die Jugendgruppen in Kirchenkreis Berlin	PS 097	Berlin	n.d	xx/10/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kreisjugendpfarramt Berlin
142	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Solidarische Kirche**	PS 098/01	Leipzig	Probenummer	30/04/1988	12	Schreibmaschinentyposkript	Arbeitskreis solidarische Kirche Leipzig
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Solidarische Kirche**	PS 098/02	Leipzig	n°1	xx/02/1989	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis solidarische Kirche Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Solidarische Kirche**	S.71.3	Leipzig	n.d	xx/05/1989	28	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis solidarische Kirche Leipzig
	RHG	Findbuch	Général	Communication interne	**Solidarische Kirche**	HL 209/06	Leipzig	n.d	21/09/1989	28	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis solidarische Kirche Leipzig
143	Leipzig	Findbuch	Politologie	Documentation	**Sonntagsgespräch** Dokumentation Stalinismus	S.72	Berlin	Einzelausgabe	xx/03/1989	26	Computer gedruckt	Bekenntiskriche Berlin-Treptow
144	Leipzig	Findbuch	Service militaire	Dossier thématique	**Sozialer Friedensdienst**	S.98	Leipzig	Einzelausgabe	xx/10/1988	24	n.d	IG Leben Leipzig
145	RHG	Findbuch	Droits des femmes	Documentation	**Spannungsfeld Frau und Mann** Landesjugendpfarramt der Ev.-Luth. Landeskirche Mecklenburgs	ZE/13/357	Schwerin	Einzelausgabe	xx/12/1986	22	Typoskript vervielfältigt	Landesjugendpfarramt der Ev.-Luth. Landeskirche Mecklenburgs
146	RHG	Findbuch	Info interne opposition & Eglises	Dossier thématique	**Spuren - Radix-Blätter 6** Zur Geschichte der Friedensbewegung in der DDR	PS 099	Berlin	Einzelausgabe	xx/01/1988	123	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion
147	RHG	Findbuch	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Straßenfestmusikfestival im Leipziger Stadtzentrum** Berichte, Fotos vom 10 Juni 1989	ER 022/01	Leipzig	Einzelausgabe	xx/06/1989	38	Schreibmaschinentyposkript	n.d
148	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflicht Extra**	PS 102/01	Leipzig	n.d	15/12/1988	25	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
149	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflicht Extra**	PS 102/02	Leipzig	n.d	01/05/1989	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75	Leipzig	n°01	xx/11/1981	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.1	Leipzig	n°02	xx/12/1981	1	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.2	Leipzig	n°03	xx/02/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.3	Leipzig	n°04	xx/03/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.4	Leipzig	n°05	xx/04/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.5	Leipzig	n°06	xx/05/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.6	Leipzig	n°07	xx/07/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.7	Leipzig	n°08	xx/09/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.8	Leipzig	n°09	xx/10/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.9	Leipzig	n°10	xx/11/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.10	Leipzig	n°11	xx/12/1982	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.11	Leipzig	n°12	xx/01/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.12	Leipzig	n°13	xx/02/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.13	Leipzig	n°14	xx/03/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.14	Leipzig	n°15	xx/04/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.15	Leipzig	n°16	xx/05/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.16	Leipzig	n°17	xx/06/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.17	Leipzig	n°18	xx/08/1983	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.18	Leipzig	n°19	xx/09/1983	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.19	Leipzig	n°20	xx/10/1983	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.20	Leipzig	n°21	xx/11/1983	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.21	Leipzig	n°22	xx/12/1983	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.22	Leipzig	n°23	xx/01/1984	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.23	Leipzig	n°24	xx/03/1984	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.24	Leipzig	n°25	xx/04/1984	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.25	Leipzig	n°26	xx/06/1984	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
150	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.26	Leipzig	n°27	xx/09/1984	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.27	Leipzig	n°28	xx/10/1984	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.28	Leipzig	n°29	xx/11/1984	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.29	Leipzig	n°30	xx/12/1984	2	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.30	Leipzig	n°31	xx/03/1985	4	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.31	Leipzig	n°32	xx/05/1985	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.32	Leipzig	n°33	xx/10/1985	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.33	Leipzig	n°34	xx/11/1985	3	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	S 75.34	Leipzig	n°35	xx/02/1986	4	n.d	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	UK 026/01	Leipzig	n°36	xx/05/1986	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	UK 026/02	Leipzig	n°37	xx/12/1986	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/14	Leipzig	n.d	15/02/1988	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/01	Leipzig	n.d	07/03/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/15	Leipzig	n.d	04/04/1988	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/16	Leipzig	n.d	02/05/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/02	Leipzig	n.d	02/06/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/03	Leipzig	n.d	23/08/1988	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/04	Leipzig	n.d	20/09/1988	17	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/05	Leipzig	n.d	26/10/1988	18	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/06	Leipzig	n.d	25/11/1988	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/07	Leipzig	n.d	22/12/1988	15	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/08	Leipzig	n.d	02/02/1989	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/09	Leipzig	n.d	20/03/1989	9	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/10	Leipzig	n°53	28/04/1989	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/11	Leipzig	n°54	10/07/1989	18	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/12	Leipzig	n°55	11/09/1989	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Streiflichter** Informationsblatt der AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt	PS 103/13	Leipzig	n°56	30/10/1989	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AG Umweltschutz beim Jugendpfarramt Leipzig
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/01	Berlin	n°1	xx/10/1989	12	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/02	Berlin	n°2	11/10/1989	6	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/03	Berlin	n°3	15/10/1989	10	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/04	Berlin	n°4	18/10/1989	10	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/05	Berlin	n°5	22/10/1989	12	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/06	Berlin	n°6	27/10/1989	13	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/07	Berlin	n°7	04/11/1989	12	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Aktuelle Blätter der Umwelt-Bibliothek Berlin	ZZ 019/08	Berlin	n°8	16/11/1989	13	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt	ZZ 019/09	Berlin	n°9	19/11/1989	12	Typoskript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	ZZ 019/10	Berlin	n°10	20/12/1989	32	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
151	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.14	Berlin	n°11	xx/xx/1990	32	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.15	Berlin	n°12	xx/xx/1990	36	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.16	Berlin	n°13	xx/xx/1990	40	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.17	Berlin	n°14	xx/xx/1990	32	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.18	Berlin	n°15	xx/xx/1990	34	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	Leipzig	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Telegraph** Wöchentliches Informationsblatt unabhängig und behördenfreundlich Aus dem demokratischen Sektor Berlins	S.77.19	Berlin	n°16	xx/xx/1990	35	Computer gedruckt	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
152	RHG	Findbuch origina	n.d	Documentation	**Torsten Heyme** Gesprächen mit Jugendlichen Kontext-Sonderheft	PS 049	Berlin	Sonderausgabe	xx/10/1988	59	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	n.d
153	RHG	Findbuch	n.d	Documentation	**Total tote Hose** 12 bockstarke Märchen	PS 105	n.d.	Einzelausgabe	xx/xx/1988	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	n.d
	Inconnu	Manquant	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Turmblatt** Rundbrief der Jugen Gemeinde Stralsund	n.d	Stralsund	n°1	xx/xx/xx		n.d	Junge Gemeinde Stralsund
154	Inconnu	Manquant	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Turmblatt** Rundbrief der Jugen Gemeinde Stralsund	n.d	Stralsund	n°2	xx/xx/xx		n.d	Junge Gemeinde Stralsund
	RHG	Findbuch origina	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Turmblatt** Rundbrief der Jugen Gemeinde Stralsund	PS 106	Stralsund	n°3	xx/xx/1988	1	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Junge Gemeinde Stralsund
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/01	Berlin	N°1	xx/06/1986	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/02	Berlin	N°2	xx/07/1986	4	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/03	Berlin	N°3	xx/08/1986	7	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/04	Berlin	N°4	xx/09/1986	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/05	Berlin	N°5	xx/10/1986	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/07	Berlin	N°7	xx/12/1986	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/08	Berlin	N°8	xx/01/1987	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/09	Berlin	N°9	xx/02/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen	PS 107/10	Berlin	N°10	xx/02/1987	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Die Umwelt-Bibliothek** Informationen, Mitteilungen zum 3. Berliner Ökologieseminar	PS 107/06	Berlin	N°6	xx/11/1986	21	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/11	Berlin	n°1	xx/03/1987	11	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/13	Berlin	n°3	xx/05/1987	13	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/14	Berlin	n°4	12/06/1987	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/15	Berlin	n°5	27/07/1987	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/16	Berlin	n°6	01/09/1987	22	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/17	Berlin	n°7	01/10/1987	34	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
155	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/18	Berlin	n°8	01/11/1987	27	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/19	Berlin	n°9	15/12/1987	41	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/20	Berlin	1/88	20/01/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/21	Berlin	2/88	12/02/1988	33	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/22	Berlin	4/88	xx/04/1988	33	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/23	Berlin	6/88	xx/06/1988	41	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/24	Berlin	8/88	xx/08/1988	42	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/26	Berlin	10/88	xx/10/1988	48	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/27	Berlin	12/88	xx/12/1988	53	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/28	Berlin	n°29	xx/03/1989	57	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/29	Berlin	n°30	xx/04/1989	54	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/30	Berlin	5/89	xx/05/1989	36	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/31	Berlin	7/89	xx/07/1989	79	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises	PS 107/32	Berlin	9/89	27/09/1989	67	Computertyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises Sonderheft zum 1. Jahrestag der Reaktorkatastrophe	PS 107/12	Berlin	n°2	xx/04/1987	17	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch	Général	Journaux d'information et d'opinion	**Umweltblätter** Info-Papier des Friedens- und Umweltkreises Vorabdruck aus den Umweltblätter	PS 107/25	Berlin	9/88	16/10/1988	2	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Die Umwelt-Bibliothek Berlin
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	PS 108/01	Erfurt	n.d	xx/05/1987	5	Typoskript in Ormig	Umweltgruppe in der OASE
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	Wi 15	Fürstenwalde	n.d	xx/09/1987	8	Schreibmaschinentyposkript	Umweltgruppe des Kreisfriedensausschusses Fürstenwalde
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	PS 108/02	Rötha	n.d	xx/11/1987	13	Typoskript in Ormig	Christliches Umweltseminar Rötha
156	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	PS 108/03	Schmalkalden	n.d	xx/03/1988	3	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Umweltgruppe Schmalkalden
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	PS 108/04	Magdeburg	n.d	xx/07/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Dokumentationskreis Ökologie und Arbeitskreis Ökologie der Domgemeinde Magdeburg
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Umweltbrief**	PS 108/05	Menz	n.d	xx/11/1988	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Umweltkreis der Kirchengemeinden des Pfarrsprengels Menz, Kr. Gransee
157	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Dossier thématique	**Umweltschutz im Haushalt** Tägliche Umweltsünden & mögliche Alternativen	PS 109	Leipzig	Einzelausgabe	xx/xx/1988	22	Schreibmaschinentyposkript vervielfältigt	Arbeitsgruppe Umweltschutz im Jugendpfarramt Leipzig
	Leipzig	Findbuch	Général	Communication interne	**Unkraut**	S,83.1	Eilenburg	n.d.	xx/xx/1988	8	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchgemeinde Eilenburg - Arbeitsgruppe Frieden aus Eilenburg
158	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Unkraut**	PS 110/01	Eilenburg	n°2	02/02/1989	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchgemeinde Eilenburg - Arbeitsgruppe Frieden aus Eilenburg
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Unkraut**	PS 110/02	Eilenburg	n°3	xx/06/1989	14	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchgemeinde Eilenburg - Arbeitsgruppe Frieden aus Eilenburg
	RHG	Findbuch origina	Général	Communication interne	**Unkraut**	PS 110/03	Eilenburg	n°4	xx/11/1989	12	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Kirchgemeinde Eilenburg - Arbeitsgruppe Frieden aus Eilenburg
159	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Unsere Zukunft hat schon begonnen**	JB 07	Deutzen	n.d	12/06/1988	11	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Christliches Umweltseminar Rötha
	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Unsere Zukunft hat schon begonnen** 7. Umweltgottesdienst Deutzen 1989	Uh 04	Rötha	n.d	xx/06/1989	26	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Christliches Umweltseminar Rötha
160	RHG	Findbuch origina	Histoire allemande	Documentation	**Urkunde** Vierzig Jahre	PS 111	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	86	Computertyposkript in Wachsmatritze	n.d
161	RHG	Findbuch origina	Vaclav Havel	Documentation	**Vaclav Havel** Gemeinsame Sonderausgabe von KONTEXT. Beiträge aus Kirche. Gesellschaft. Kultur / OSTKREUZ. Politik, Geschichte, Kultur	PS 112	Berlin	Einzelausgabe	xx/03/1989	41	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Bekenntnisgemeinde Berlin-Treptow
162	RHG	Findbuch origina	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Varia** Arbeitstexte zum DDR-weiten Aktionstag für die aus politischen und religiösen Gründen Inhaftierten in der CSSR	PS 113	Leipzig	Einzelausgabe	xx/03/1989	25	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Mitarbeiter des Arbeitskreises Gerechtigkeit und der Arbeitsgruppe Menschenrechte Leipzig
163	RHG	Findbuch origina	Droits des femmes	Dossier thématique	**Verhütet Euch** Eine Auseinandersetzung mit Methoden der Geburtenregelung	PS 114	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	34	Computertyposkript in Wachsmatritze	Ev. Gemeinde Berlin-Weißensee
164	RHG	Findbuch origina	Education	Communication interne	**Von uns für uns** Blätter für Theologie- und Gemeindepädagogik-Studenten	RJ 23	Naumburg	n°1	xx/11/1986	16	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Konferenz Studentischer Vertreter Theologischer Ausbildungsstätten
165	RHG	Findbuch origina	Démocratie et droits de l'homme	Documentation	**Wahlfall 89** Eine Dokumentation	PS 115	Berlin	n°1	xx/xx/1989	37	Typoskript in Wachsmatritze	Koordinierungsgruppe Wahlen Berlin
166	RHG	Findbuch origina	Paix	Dossier thématique	**Wege zum Frieden** Material der Arbeitsgruppe Frieden der Ev.-Luth. Landeskirche Mecklenburgs	HL 210	Schwerin	Einzelausgabe	xx/xx/xx	31	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Arbeitsgruppe Frieden der Ev.Luth. Landeskirche Meclenburgs
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wegzehrung**	PS 116/01	Berlin	n.d	25/10/1987	7	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde Berlin
167	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wegzehrung**	PS 116/02	Berlin	n.d	06/11/1987	12	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde Berlin
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wegzehrung** X. Schriftstellerkongress der DDR 1987	PS 116/03	Berlin	n.d	06/05/1988	25	Computertyposkript in Wachsmatritze	Arbeitskreis Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde Berlin
168	RHG	Findbuch origina	Marginalité	Documentation	**Weil alle Abgrenzung** Dokumente im Streit um die Absage an Praxis und Prinzip der Abgrenzeung	TK 10	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	29	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis der Bartholomäusgemeinde Berlin
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit**	PS 117/01	Berlin	n.d	11/12/1987	34	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit**	PS 117/02	Berlin	n.d	17/02/1988	24	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
169	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit**	PS 117/03	Berlin	n.d	03/08/1988	36	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit**	SaGem 08	Berlin	n.d	10/05/1989	32	Computertyposkript	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit**	PS 117/04	Berlin	n.d	xx/11/1989	36	Typoskript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Dokumentation**	PS 117/08	Berlin	n.d	11/12/1987	23	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Dokumentation**	PS 117/09	Berlin	n.d	17/02/1988	16	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
170	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Dokumentation**	PS 117/10	Berlin	n.d	03/08/1988	3	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Dokumentation**	SaGem 08	Berlin	n.d	10/05/1989	11	Computertyposkript kopiert	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Extra**	PS 117/05	Berlin	n.d	06/05/1988	2	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Extra**	PS 117/06	Berlin	n.d	19/10/1988	2	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
171	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Extra**	PS 117/07	Berlin	n.d	15/02/1989	9	Computertyposkript in Wachsmatritze	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
	RHG	Findbuch origina	Info interne opposition & Eglises	Journaux d'information et d'opinion	**Wendezeit Extra**	SaGem 08	Berlin	n.d	23/05/1989	2	Schreibmaschinentyposkript kopiert	AK Information im Friedenskreis der Samaritergemeinde
172	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Dossier thématique	**Wie man in den Wald tubt** Heft zum Thema Waldsterben	PS 118	Wittenberg	Einzelausgabe	xx/xx/1985	31	Schreibmaschinentyposkript	Kirchliches Forschungsheim Wittenberg
173	Leipzig	Findbuch	Ecologie	Journaux d'information et d'opinion	**Wir Ahnungslosen**	S,.91	Dresden	n.d	xx/xx/1988	12	n.d	Dresdner Friedens-, Umwelt- und Zweidrittelwelt-Gruppen, ökologischer Arbeitskreis
174	RHG	Findbuch origina	Service militaire	Documentation	**Wir suchen weiter nach Wegen zum Frieden** Eine Sammlung von Dokumenten, Konzepten, Beiträgen zum Thema : SoFd	MK 11	Naumburg	Einzelausgabe	xx/xx/1988	18	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Naumburger FAK
175	RHG	Findbuch	Ville	Documentation	**Wohnsinn - Radix-Blätter 3**	PS 119	Berlin	Einzelausgabe	xx/06/1987	43	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Radix-Blätter Redaktion

n° samizdat	Archives	Statut	Thématique principale	Type de revues	Titre_Sami	Côte	Lieu_Publi	Num_Sami	Date publication	Nb de pages	Technique d'impression	Nom groupe d'édition
176	RHG	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**ZIED** Ziviler Ersatzdienst in der DDR	PS 120/01	Berlin	n.d	xx/xx/1987	6	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Friedenskreis Weißensee
177	RHG	Findbuch	Service militaire	Communication interne	**ZIED** Ziviler Ersatzdienst in der DDR	PS 120/02	Berlin	n.d	xx/xx/xx	6	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Friedenskreis Weißensee
178	RHG	Findbuch origina	International	Dossier thématique	**ZRYW** Polen auf dem Weg in eine unabhängige und selbsverwaltete Zukunft ?	RJ 023/05	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1988	10	Schreibmaschinentyposkript in Wachsmatritze	Gruppe Demokratische SozialistInnen
179	RHG	Findbuch origina	Histoire allemande	Dossier thématique	**Zweierlei Land - ein Lektion** Radix-Blätter 10 Konsequenzen aus der deutschen Misere	PS 121	Berlin	Einzelausgabe	xx/xx/1989	110	Computertyposkript vervielfältigt	Radix-Blätter Redaktion
180	RHG	Findbuch origina	Ecologie	Communication interne	**Zwischenruf**	PS 122	Ilmenau	n.d	xx/xx/1988	22	Schreibmaschinentyposkript in Ormig	Ökologischer Arbeitskreis Ilmenau

<u>Annexe n° 4 :</u> Descriptif des données issues de l'étude quantitative. Tableaux des données relatives aux figures présentées dans les travaux. Source : sonnée extraites à partir du répertoire des samizdats politiques de RDA (Cf. Annexe n°3).

Figure n°1 : date de mise en circulation des samizdats politiques entre 1971 et 1990 :

Date	Nb de premières publications
1971	1
1972	1
1973	0
1974	0
1975	1
1976	0
1977	1
1978	0
1979	0
1980	1
1981	2
1982	3
1983	1
1984	7
1985	12
1986	16
1987	23
1988	50
1989	43
1990	4
n.d.	14
Total général	**180**

Figure°2 : Distribution du nombre de publications entre 1971 et 1990 :

Année	Nb de publications
1971	1
1972	3
1973	2
1974	3
1975	3
1976	3
1977	4
1978	5
1979	5
1980	4
1981	7
1982	20
1983	24
1984	47
1985	46
1986	62
1987	100
1988	178
1989	208
1990	79
n.d	74
Total général	**878**

Figure n°3 : Distribution du nombre de publications pour l'année 1986 :

Mois	Nb de publications
janvier	2
février	3
mars	3
avril	4
mai	3
juin	6
juillet	2
août	1
septembre	4
octobre	5
novembre	7
décembre	9
n.d.	13
Total général	**62**

Figure n°4 : Distribution du nombre de publications pour l'année 1987 :

Mois	Nb de publications
janvier	5
février	8
mars	6
avril	8
mai	7
juin	9
juillet	4
août	3
septembre	6
octobre	5
novembre	7
décembre	7
n.d.	25
Total général	**100**

Figure n°5 : Distribution du nombre de publications à Berlin-Est (1971-1990) :

Année	Nb de publications
1971	0
1972	1
1973	2
1974	3
1975	2
1976	3
1977	3
1978	5
1979	5
1980	1
1981	0
1982	3
1983	4
1984	15
1985	16
1986	41
1987	72
1988	89
1989	86
1990	27
n.d	1
xx	36
Total général	**415**

Figure n°6 : Distribution du nombre de publications pour l'année 1988 :

Mois	Nb de publications
janvier	7
février	10
mars	10
avril	9
mai	8
juin	12
juillet	5
août	8
septembre	8
octobre	17
novembre	11
décembre	11
n.d.	62
Total général	**178**

Figure n°7 : Distribution du nombre de publications pour l'année 1989 (jusqu'en novembre) :

Mois	Nb de publications
janvier	6
février	13
mars	14
avril	11
mai	17
juin	18
juillet	9
août	5
septembre	12
octobre	22
novembre	18
n.d.	49
Total général	**194**

Figure n°8 : Distribution du nombre de publications entre décembre 1989 et décembre 1990 :

Mois	Nb de publications
déc-89	14
janvier	14
février	10
mars	6
avril	5
mai	5
juin	5
juillet	4
août	3
septembre	2
octobre	3
novembre	3
décembre	1
n.d.	18
Total général	**93**

Figure n°9 : Distribution géographique des publications 1971-1990[1] :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	415
Leipzig	120
Dresden	17
Halle/Saale	30
Karl-Marx-Stadt	2
Magdeburg	21
Rostock	7
Erfurt	7
Schwerin	20
Cottbus	2
Jena	35
Brandenburg	6
Frankfurt/Oder	1
Stralsund	3
Hoyerswerda	12
Greifswald	7
Weimar	2
Wittenberg	62
Eisenach	1
Stendal	2
Merseburg	4
Zittau	2
Güstrow	7
Fürstenwalde	1
Rudolstadt	13
Naumburg	11
Ilmenau	2
Quedlinburg	10
Oranienburg	6
Forst	12

[1] Les résultats sont classés selon l'ordre croissant de la population recensée dans chaque ville à la fin de l'année 1986.

Eilenburg	4
Schmalkalden	1
Neustadt/Orla	3
Bettenhausen	1
Deutzen	1
Eschdorf	1
Kroppenstedt	12
Menz	1
Mittelherwigsdorf	3
Rötha	2
n.d.	9
Total général	**878**

Figure n°10.1 : Nombre d'habitants dans les villes qui publient des samizdats en 1986[2] :

Ville	Nb d'habitants en 1986
Berlin	1 236 248
Leipzig	550 641
Dresden	519 810
Halle/Saale	329 625
Karl-Marx-Stadt	313 799
Magdeburg	288 975
Rostock	249 349
Erfurt	217 134
Schwerin	128 328
Cottbus	126 592
Jena	107 610
Brandenburg	94 755
Frankfurt/Oder	86 441
Stralsund	75 857
Hoyerswerda	69 113
Greifswald	67 298
Weimar	63 910
Wittenberg	53 670
Eisenach	49 534
Stendal	47 880
Merseburg	46 188
Zittau	39 305
Güstrow	38 971
Fürstenwalde	35 282
Rudolstadt	32 264

[2] Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1987 der Deutschen Demokratischen Republik. 32. Jahrgang*, Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin, 1987, p.45-56.

Naumburg	32 100
Ilmenau	29 338
Quedlinburg	29 168
Oranienburg	28 667
Forst	26 501
Eilenburg	21 931
Schmalkalden	17 409
Neustadt/Orla	<10 632
Bettenhausen	<10 000
Deutzen	<10 000
Eschdorf	<10 000
Kroppenstedt	<10 000
Menz	<10 000
Mittelherwigsdorf	<10 000
Rötha	<10 000

Figure n°10 : Typologie des villes dans lesquelles les samizdats sont publiés :

Type de villes	Nb de villes
< 10 000 habitants	7
10 000 à 50 000 habitants	15
50 000 à 200 000 habitants	10
> 200 000 habitants	8
Total général	**40**

Figure n°11 : Distribution des publications par type de villes :

Type de villes	nb de publications	En %
< 10 000 habitants	30	3,38
10 000 à 50 000 habitants	79	8,91
50 000 à 200 000 habitants	150	16,91
> 200 000 habitants	619	69,79
n.d.	9	1,01
Total général	**878**	100,00

Figure n°12 : Distribution géographique des publications entre 1971 et 1979 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	24
Leipzig	1
Halle/Saale	2

Cottbus	1
n.d.	1
Total général	**29**

Figure n°13 : Distribution géographique des publications entre 1980 et 1983 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	8
Leipzig	22
Magdeburg	1
Jena	2
Wittenberg	14
Güstrow	1
Naumburg	6
n.d.	1
Total général	**55**

Figure n°14 : Distribution géographique des publications entre 1984 et 1986 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	72
Leipzig	26
Karl-Marx-Stadt	1
Magdeburg	2
Rostock	6
Schwerin	4
Jena	4
Brandenburg	1
Wittenberg	18
Eisenach	1
Rudolstadt	13
Naumburg	4
n.d.	3
Total général	**155**

Figure n°15 : Distribution géographique des publications entre janvier 1987 et novembre 1989 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	242
Leipzig	52
Dresden	16
Halle/Saale	17
Karl-Marx-Stadt	1
Magdeburg	7
Erfurt	6
Schwerin	14
Cottbus	1
Jena	20
Frankfurt/Oder	1
Stralsund	1
Hoyerswerda	2
Greifswald	6
Weimar	2
Wittenberg	13
Merseburg	4
Zittau	2
Güstrow	6
Fürstenwalde	1
Naumburg	1
Ilmenau	2
Quedlinburg	8
Oranienburg	6
Forst	11
Eilenburg	4
Schmalkalden	1
Neustadt/Orla	3
Bettenhausen	1
Deutzen	1
Eschdorf	1

Kroppenstedt	12
Menz	1
Mittelherwigsdorf	3
Rötha	2
n.d.	1
Total général	**472**

Figure n°16 : Distribution géographique des publications en 1987 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	72
Leipzig	4
Dresden	2
Halle/Saale	1
Karl-Marx-Stadt	1
Erfurt	1
Schwerin	3
Jena	6
Greifswald	2
Wittenberg	3
Güstrow	1
Fürstenwalde	1
Neustadt/Orla	1
Eschdorf	1
Rötha	1
Total général	**100**

Figure n°17 : Distribution géographique des publications en 1988 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	89
Leipzig	26
Dresden	7
Halle/Saale	9
Magdeburg	4
Schwerin	6
Cottbus	1
Jena	2
Frankfurt/Oder	1
Stralsund	1

Greifswald	4
Weimar	2
Wittenberg	4
Merseburg	1
Güstrow	1
Naumburg	1
Ilmenau	1
Quedlinburg	2
Forst	7
Eilenburg	1
Schmalkalden	1
Deutzen	1
Kroppenstedt	4
Menz	1
n.d.	1
Total général	**178**

Figure n°18 : Distribution géographique des publications entre janvier et novembre 1989 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	81
Leipzig	22
Dresden	7
Halle/Saale	7
Magdeburg	3
Erfurt	5
Schwerin	5
Jena	12
Hoyerswerda	2
Wittenberg	6
Merseburg	3
Zittau	2
Güstrow	4
Ilmenau	1

Quedlinburg	6
Oranienburg	6
Forst	4
Eilenburg	3
Neustadt/Orla	2
Bettenhausen	1
Kroppenstedt	8
Mittelherwigsdorf	3
Rötha	1
Total général	**194**

Figure n°19 : Distribution géographique des publications entre décembre 1989 et décembre 1990 :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	32
Leipzig	19
Dresden	1
Halle/Saale	11
Erfurt	1
Jena	8
Hoyerswerda	6
Wittenberg	8
Stendal	2
Quedlinburg	2
Forst	1
n.d.	2
Total général	**93**

Figure n°20 : Distribution des publications par types de revues (1971-1990) :

Types de revues	Nb de publications
Journaux d'information et d'opinion	439
Communication interne	305
Documentation	74
Dossier thématique	36
n.d	24
Total général	**878**

Figure n°21 : évolution du nombre de publications par type de revues (1971-1990) :

Date de publication	Types de revues					
Année	Journaux d'information et d'opinion	Communication interne	Documentation	Dossier thématique	n.d	Total général
1971		1				1
1972		2	1			3
1973		2				2
1974		3				3
1975		2	1			3
1976		3				3
1977		3	1			4
1978		5				5
1979		5				5
1980	1	3				4
1981	5	2				7
1982	12	8				20
1983	11	13				24
1984	23	20	3	1		47
1985	18	21	2	4	1	46
1986	31	25	5	1		62
1987	60	26	9	5		100
1988	89	49	21	14	5	178

1989	126	52	22	8		208
1990	44	32	3			79
n.d	19	28	6	3	18	74
Total général	**439**	**305**	**74**	**36**	**24**	**878**

Figure n°22 : Distribution géographique des journaux d'information et d'opinion (1971-1990) :

Lieu de publication	Nb de journaux d'information et d'opinion
Berlin	203
Leipzig	68
Halle/Saale	28
Magdeburg	20
Jena	16
Schwerin	15
Rudolstadt	13
Forst	12
Hoyerswerda	12
Naumburg	9
Oranienburg	6
Wittenberg	5
Güstrow	4
Quedlinburg	3
Dresden	3
Merseburg	3
Mittelherwigsdorf	3
Stralsund	3
Erfurt	3
n.d.	2
Neustadt/Orla	2
Stendal	2
Zittau	2
Ilmenau	1
Bettenhausen	1
Total général	**439**

Figure n°23 : Distribution géographique des revues de communication interne (1971-1990) :

Lieu de publication	Nb de revues de communication interne
Berlin	128
Wittenberg	52
Leipzig	42
Jena	18
Kroppenstedt	12
Greifswald	6
Brandenburg	6
Quedlinburg	5
Dresden	5
Eilenburg	4
Erfurt	4
Güstrow	3
n.d.	2
Halle/Saale	2
Rötha	2
Schwerin	2
Rostock	1
Magdeburg	1
Naumburg	1
Neustadt/Orla	1
Ilmenau	1
Karl-Marx-Stadt	1
Deutzen	1
Eschdorf	1
Frankfurt/Oder	1
Fürstenwalde	1
Menz	1
Schmalkalden	1
Total général	**305**

Figure n°24 : Distribution géographique des revues de documentation :

Lieux de publication	Nb de revues de documentation
Berlin	41
Dresden	8
Rostock	6
n.d.	3
Leipzig	4
Quedlinburg	2
Schwerin	2
Weimar	2
Naumburg	1
Jena	1
Merseburg	1
Cottbus	1
Wittenberg	1
Karl-Marx-Stadt	1
Total général	**74**

Figure n°25 : Distribution géographique des dossiers thématiques :

Lieux de publication	Nb de dossiers thématiques
Berlin	20
Leipzig	6
Wittenberg	4
n.d.	2
Greifswald	1
Dresden	1
Schwerin	1
Cottbus	1
Total général	**36**

Figure n°26 : Distribution thématique des publications (1971-1990) :

Thématique	**Nb de publications**	**En %**
Général	317	36,10%
Ecologie	197	22,44%
International	77	8,77%
Info interne opposition & Eglises	64	7,29%
Paix	55	6,26%
Démocratie et droits de l'homme	27	3,08%
Droits des femmes	26	2,96%
Service militaire	23	2,62%
Homosexualité	22	2,51%
Anarchisme	13	1,48%
Handicap	13	1,48%
n.d	9	1,03%
Antifascisme	9	1,03%
Education	5	0,57%
Marginalité	4	0,46%
Histoire allemande	4	0,46%
Economie	3	0,34%
Prison	2	0,23%
Ville	2	0,23%
Politologie	2	0,23%
Réforme du socialisme	1	0,11%
Culture	1	0,11%
Sociologie	1	0,11%
Vaclav Havel	1	0,11%
Général	**878**	**100,00%**

Figure n°27 : Distribution thématique des publications (1971-1979) :

Thématiques	Nb de publications
Info interne opposition & Eglises	19
International	7
Prison	2
Droits des femmes	1
Total général	**29**

Figure n°28 : Distribution thématique des publications (1980-1983) :

Thématiques	Nb de publications
Ecologie	36
Général	6
International	9
Paix	2
Droits des femmes	1
Service militaire	1
Total général	**55**

Figure n°29 : Distribution thématique des publications (1984-1986) :

Thématiques	Nb de publications
Général	47
Ecologie	44
Paix	28
International	17
Info interne opposition & Eglises	7
Homosexualité	5
n.d	2
Education	2
Marginalité	1
Droits des femmes	1
Ville	1
Total général	**155**

Figure n°30 : Distribution thématique des publications (1987-1989) :

Thématiques	Nb de publications
Général	215
Ecologie	93
International	29
Info interne opposition & Eglises	31
Démocratie et droits de l'homme	24
Service militaire	17
Homosexualité	10
Droits des femmes	11
Paix	14
Anarchisme	10
Handicap	5
n.d	5
Histoire allemande	4
Antifascisme	4
Marginalité	3
Economie	3
Education	2
Politologie	2
Ville	1
Réforme du socialisme	1
Sociologie	1
Vaclav Havel	1
Total général	**486**

Figure n°31 : Distribution géographique de la thématique "général" (1987 - 1989) (Hors Berlin) :

Lieu de publication	Nb de publications
Leipzig	23
Dresden	2
Halle/Saale	3
Magdeburg	6

Erfurt	5
Schwerin	8
Jena	12
Stralsund	1
Greifswald	4
Weimar	2
Wittenberg	2
Merseburg	4
Zittau	2
Quedlinburg	4
Forst	11
Eilenburg	4
Bettenhausen	1
Eschdorf	1
Kroppenstedt	12
Total général	**107**

Figure n°32 : Distribution géographique des revues sur l'écologie (1987-1989) :

Lieu de publication	Nb de publications
Berlin	22
Leipzig	19
Dresden	1
Halle/Saale	14
Magdeburg	1
Erfurt	1
Schwerin	1
Cottbus	1
Hoyerswerda	2
Greifswald	2
Wittenberg	7
Fürstenwalde	1
Ilmenau	2
Quedlinburg	4

Schmalkalden	1
Neustadt/Orla	3
Deutzen	1
Menz	1
Mittelherwigsdorf	3
Rötha	2
Total général	**89**

Figure n°33 : Distribution thématique de décembre 1989 - décembre 1990 :

Thématiques	Nb de publications
Général	46
Droits des femmes	13
Ecologie	11
Info interne opposition & Eglises	7
Homosexualité	6
International	4
Service militaire	3
Démocratie et droits de l'homme	1
Anarchisme	1
Antifascisme	1
Total général	**93**

Figure n°34 : Distribution thématique des journaux d'information et d'opinion (1971-1990) :

Thématiques	Nombre de publications
Général	226
Ecologie	108
International	31
Paix	29
Info interne opposition & Eglises	23
Démocratie et droits de l'homme	11
Service militaire	8
Antifascisme	3
Total général	**439**

Figure n°35 : Distribution thématique des revues de communication interne :

Thématiques	Nombre de publications
Général	86
Ecologie	75
International	42
Info interne opposition & Eglises	38
Homosexualité	22
Droits des femmes	17
Paix	8
Service militaire	6
n.d	4
Education	2
Démocratie et droits de l'homme	1
Marginalité	1
Economie	1
Ville	1
Culture	1
Total général	**305**

Figure n°36 : Distribution thématique des revues de documentation :

Thématiques	Nombre de publications
Démocratie et droits de l'homme	13
Anarchisme	12
Droits des femmes	8
Paix	8
Service militaire	7
Antifascisme	6
n.d	3
Histoire allemande	3
Info interne opposition & Eglises	2
Général	2
Prison	2
Ecologie	1
International	1

Education	1
Marginalité	1
Economie	1
Politologie	1
Ville	1
Vaclav Havel	1
Total général	**74**

Figure n°37 : Distribution thématique des dossiers thématiques :

Thématiques	Nombre de publications
Ecologie	13
International	3
Education	2
Marginalité	2
Démocratie et droits de l'homme	3
Paix	2
Service militaire	2
Anarchisme	1
Droits des femmes	1
n.d	1
Histoire allemande	1
Info interne opposition & Eglises	1
Economie	1
Politologie	1
Réforme du socialisme	1
Sociologie	1
Total général	**36**

Figure n°38 : Distribution géographique de l'utilisation de l'ordinateur en RDA (1986-1990) :

Lieu d'édition	Nb de publications
Berlin	75
Wittenberg	15
Halle/Saale	9

Dresden	3
Hoyerswerda	2
Zittau	2
n.d.	2
Erfurt	1
Ilmenau	1
Total général	**110**

Figure n°39 : distribution du nombre de publications à Berlin-Est (1972-1990) :

Année	Nb de publications
1972	1
1973	2
1974	3
1975	2
1976	3
1977	3
1978	5
1979	5
1980	1
1981	0
1982	3
1983	4
1984	15
1985	16
1986	41
1987	72
1988	89
1989	86
1990	27
xx	37
Total général	**415**

Figure n°40 : Distribution par type de groupes d'édition à Berlin-Est (1972-1990) :

Étiquettes de lignes	n.d	Groupes paroissiaux	Groupes de travail thématiques	Semi-autonomes	Clandestins	Total général
1971	-	-	-	-	-	-
1972	-	1	-	-	-	1
1973	-	2	-	-	-	2
1974	-	3	-	-	-	3
1975	-	2	-	-	-	2
1976	-	3	-	-	-	3
1977	-	3	-	-	-	3
1978	-	5	-	-	-	5
1979	-	5	-	-	-	5
1980	-	1	-	-	-	1
1982	-	3	-	-	-	3
1983	-	4	-	-	-	4
1984	-	15	-	-	-	15
1985	-	14	1	1	-	16
1986	1	25	-	11	4	41
1987	3	27	-	25	17	72
1988	3	31	12	36	7	89
1989	8	22	9	40	7	86
1990	-	10	4	10	3	27
Total général	**15**	**176**	**26**	**123**	**38**	**378**

Figure n° 41 : distribution thématique des revues publiées à Berlin-Est (1972-1990) :

Thématiques	Nb de publications
Général	160
International	54
Info interne opposition & Eglises	50
Ecologie	32
Paix	24
Démocratie et droits de l'homme	14
Handicap	13
Anarchisme	12
Service militaire	9
Antifascisme	9
Homosexualité	9
n.d	6
Histoire allemande	4
Droits des femmes	3
Education	3

Marginalité	3
Economie	3
Politologie	2
Ville	1
Réforme du socialisme	1
Culture	1
Sociologie	1
Vaclav Havel	1
Total général	**415**

Figure n° 43 : distribution thématique des revues publiées à Leipzig (1972-1990) :

Thématiques	Nb de publications
Ecologie	56
Général	38
Droits des femmes	12
International	7
Démocratie et droits de l'homme	5
Service militaire	2
Total général	**120**

Figure n° 44 : distribution thématique des revues publiées à Wittenberg (1971-1990) :

Thématiques	Nb de publications
Ecologie	50
Info interne opposition & Eglises	7
Général	5
Total général	**62**

Figure n° 45 : distribution thématique des revues publiées à Halle/Saale (1971-1990) :

Thématiques	Nb de publications
Ecologie	17
Général	11
International	2
Total général	**30**

Figure n° 46 : distribution du nombre de publications à Iéna (1972-1990) :

Année	Nb de publications
1971	0
1972	0
1973	0
1974	0
1975	0
1976	0
1977	0
1978	0
1979	0
1980	0
1981	0
1982	0
1983	2
1984	2
1985	0
1986	2
1987	6
1988	2
1989	12
1990	8
n.d.	1
Total général	**35**

Figure n° 47 : distribution thématique des revues publiées à Iéna (1972-1990) :

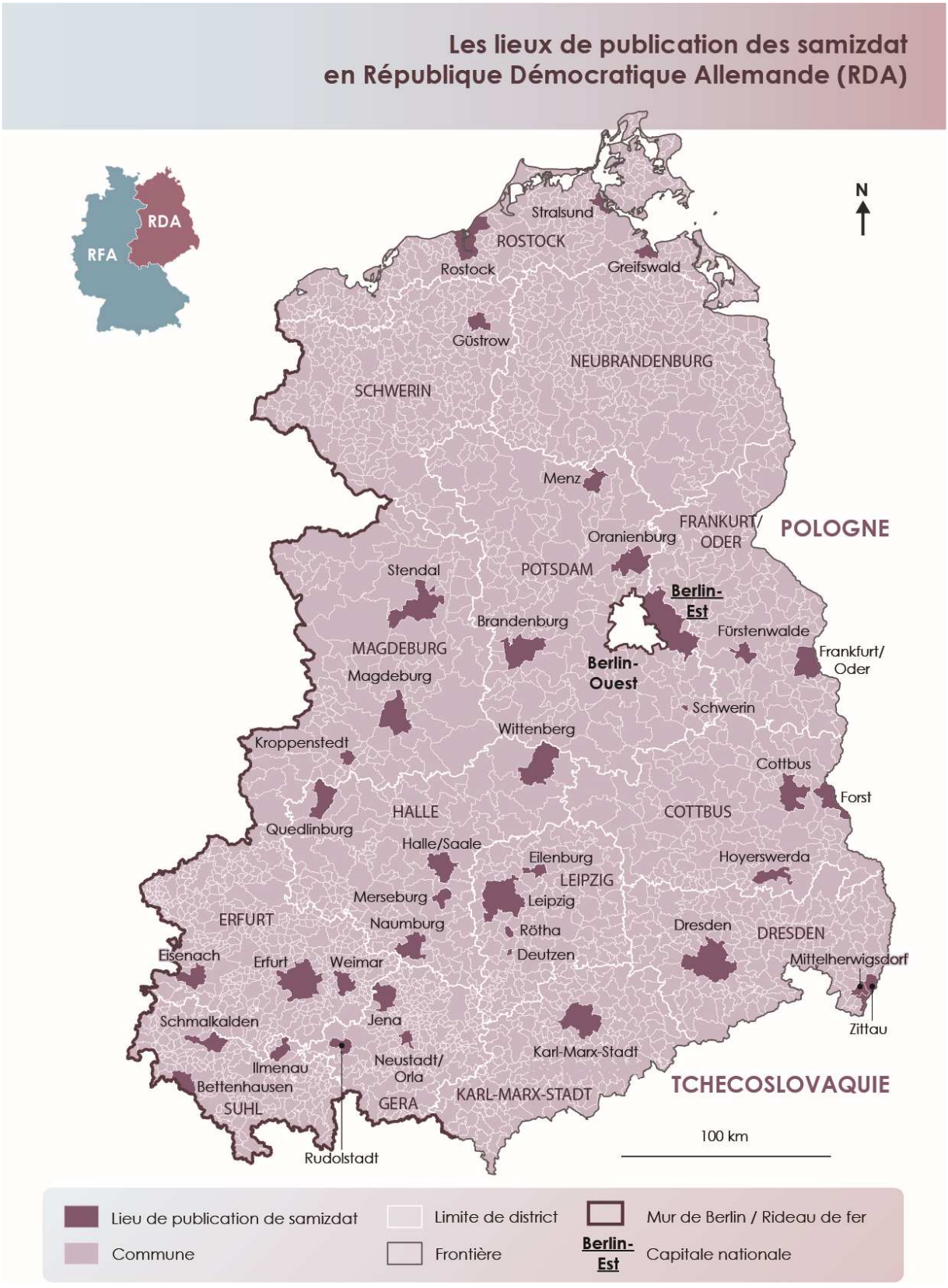
Thématiques	Nb de publications
Général	16
Homosexualité	13
Info interne opposition & Eglises	3
Paix	3
Total général	**35**

Figure n° 49 : distribution thématique des revues publiées à Magdebourg (1972-1990) :

Thématiques	Nb de publications
International	14
Général	6
Ecologie	1
Total général	**21**

Figure n° 50 : distribution thématique des revues publiées à Schwerin (1972-1990) :

Thématiques	Nb de publications
Général	8
Paix	6
Droits des femmes	1
Info interne opposition & Eglises	1
Ecologie	1
Service militaire	1
Marginalité	1
Ville	1
Total général	**20**



Annexe n°5 : Carte montrant les villes de RDA dans lesquelles des samizdats ont été édités.
Source : nous avons réalisé cette carte à partir des données extraites du répertoire des publications (Cf. Annexe n°3).

-ANLAGE-21.01.85 - 8 -

A N T I K R I E G S M U S E U M
U N D
F R I E D E N S B I B L I O T H E K

IN DER BARTHOLOMÄUSKIRCHE (EINGANG GEORGENKIRCHSTR.)

POSTANSCHRIFT:

Antikriegsmuseum/
Friedensbibliothek
der Ev. Kirche in
Berlin-Brandenburg
1017 - B E R L I N
Friedenstraße 1
Postscheckkonto Berlin
7199 - 55 - 250653

Ö F F N U N G S Z E I T E N :

Mittwoch - Freitag 17.00 - 19.00
Samstags 13.00 - 17.00

FILME DER JAPANISCHEN 10-Fuß BE-
WEGUNG-JEDEN DONNERSTAG UM 17.00
UHR IN DER KIRCHE.
FILME: "PROPHEZEIHUNG"
"DIE VERLORENE GENERATION"

- (TWB) -

K R I E G S D I E N S T V E R W E I G E R U N G
I N D E N N I E D E R L A N D E N

In den Niederlanden befinden sich z.Zt. 16 Totalverweigerer in Haft. Für zwei von ihnen (Marinus Augustijn und Peter van Reenen) wurde im letzten innerkirchlichen Arbeitsmaterial (Info-Brief vom 17.12.84) um Hilfe mittels Protestbriefen gebeten.
Ihre erste Verhandlung fand am 15. Januar 85 statt.

Bereits 1923 traten inhaftierte Kriegsdienstverweigerer (KDV) in den Hungerstreik, sie wurden durch Streiks von Hafenarbeitern unterstützt. Das zwang die Regierung dazu, ein "Wehrdienstverweigerungsgesetz" zu erlassen, wodurch in den Niederlanden als erstem europäischem Staat ein Ersatzdienst möglich war.

Das heute geltende "Gesetz über Gewissenskonflikte beim Militärdienst" (GMD) besagt, daß sich diese Gewissenskonflikte in moralischer oder religiöser Art darstellen dürfen gegenüber Gewaltformen und -mitteln, mit denen man bei Erfüllung der Wehrpflicht in der niederländischen Armee konfrontiert werden kann.

Entsprechend dieser Gesetzgebung hat jeder Wehrpflichtige das Recht, einen Antrag auf Anerkennung seiner Kriegsdienstverweigerung an den Verteidigungsminister zu stellen.

Bei Befürwortung des KDV - Antrages erfolgt eine Einberufung zum zivilen Ersatzdienst (Jährlich ca. 2500 Ersatzdienstleistende, d.h. 6 % der jährlich Einberufenen und 2 % aller eingeschriebenen Wehrpflichtigen).

Seit 1975 organisiert und finanziert nicht mehr das Verteidigungsministerium den Ersatzdienst, sondern das Ministerium für Arbeit und Soziales - auf Kosten der Sozialgelder .

Ersatzdienstverweigerung (teilweise oder total) heißt :

+ Verweigerung der letzten 4 Monate als Protest gegen die 4 Monate länger dauernde Dienstzeit (normalwehrdienst: 14 Monate sowie max. 2 Monate Reservedienst);
+ Verweigerung von 10 % der Dienstzeit als Protest gegen die Verteidigungssteuer von 10 %, die vom Lohn abgezogen wird und Verteidigungs-bzw. Rüstungszwecken dient;
+ Verweigerung als Protest gegen die Nichtanerkennung der KDV-Forderung nach einem tatsächlichen sozialen Friedensdienst anstelle des Ersatzdienstes.

Seit 1975 gibt es vermehrt Totalverweigerungen (bislang ca. 100 / jährlich 15), ohne einen Antrag auf Ersatzdienst zu stellen; manchmal schon Verweigerung der Musterung, was eine kurze Gefängnisstrafe (1 Woche) oder 500 Gulden Strafe nach sich zieht.

... - 9 -

KOPIE
Robert-Havemann-Gesellschaft
Berlin

Annexe n°6 : Extrait du samizdat Aktuell, écrit à la machine à écrire et reproduit à l'aide d'un stencil en papier enduit de cire.
Source : Aktuell, RHG/WT 042/02, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 21 janvier 1985, p. 9.



In unserer kleinen Reihe großer Klassikerzitate:

(...)

Die Pflicht des Lehrers – Seine Pflicht und sein ihm vom Staat übertragener Beruf ist es, in dem jungen Knaben die rohen Kräfte und Begierden der Natur zu bändigen und auszurotten und an ihre Stelle stille, mäßige und staatlich anerkannte Ideale zu pflanzen. Wie mancher, der jetzt ein zufriedener Bürger und strebsamer Beamter ist, wäre ohne diese Bemühungen der Schule zu einem haltlos stürmenden Neuerer oder unfruchtbar sinnenden Träumer geworden! Es war etwas in ihm, etwas Wildes, Regelloses, Kulturloses, das mußte erst zerbrochen werden, eine gefährliche Flamme, die mußte erst gelöscht und ausgetreten werden. Der Mensch, wie ihn die Natur erschaffen hat, ist etwas Unberechenbares, Undurchsichtiges, Gefährliches. Er ist ein von unbekanntem Berge herbrechender Strom und ist ein Urwald ohne Weg und Ordnung. Und wie ein Urwald gelichtet und gereinigt und gewaltsam eingeschränkt werden muß, so muß die Schule den natürlichen Menschen zerbrechen, besiegen und gewaltsam einschränken; ihre Aufgabe ist es, ihn nach obrigkeitlicherseits gebilligten Grundsätzen zu einem nützlichen Gliede der Gesellschaft zu machen und die Eigenschaften in ihm zu wecken, deren völlige Ausbildung alsdann die sorgfältige Zucht der Kaserne krönend beendigt. (...) Hermann Hesse: Unterm Rad

Annexe n° 7 : Couverture du numéro des *Umweltblätter* paru en décembre 1988. Le slogan « Das Risiko eine eigene Meinung zu haben… Solidarität mit den bestraften Schülern » [le risque d'avoir son propre avis… solidarité avec les élèves condamnés] fait référence à la mobilisation en soutien aux élèves de l'école Carl von Ossietzky de Berlin-Est, victimes de répression pour avoir exprimé leur soutien au peuple polonais.
Source : *Umweltblätter*, 12/88, RHG/PS 107/27, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, décembre 1988, p. 1.



ARMES DEUTSCHLAND

ORGAN DER POLITISCHEN GEFANGENEN DER OSTZONE

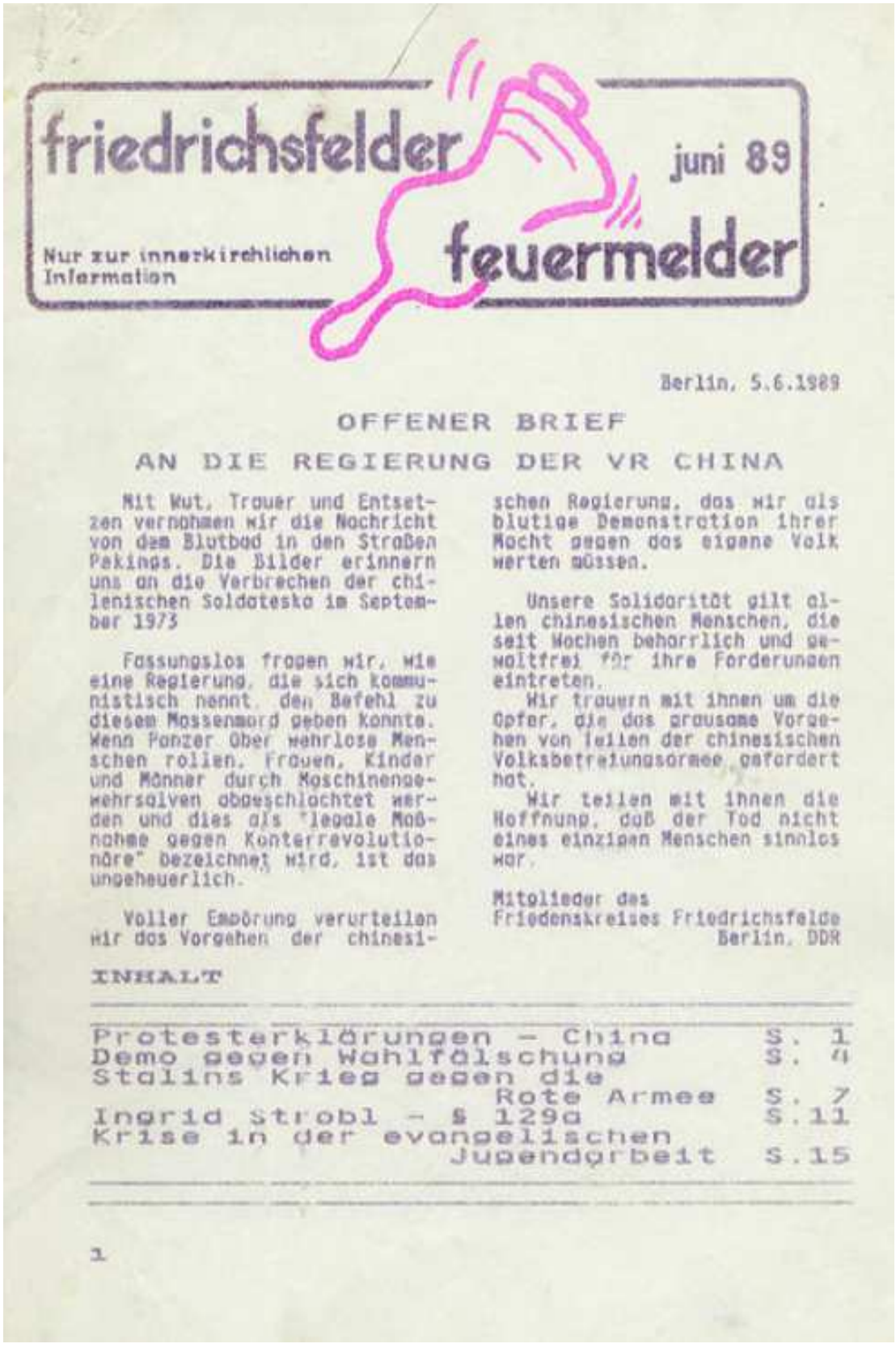
DER HEILIGE ABEND

Annexe n°8 : Copie du samizdat de Siegmar Faust, *Armes Deutschland. Organ der politischen Gefangenen der Ostzone*, édité à la main.

Source : *Armes Deutschland. Organ der politischen Gefangenen der Ostzone,* RHG/PS 011, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Cottbus, décembre 1975, p. 1.



Annexe n°9 : Couverture du numéro d'octobre 1989 de la revue clandestine *Grenzfall*, réalisée par ordinateur, et imprimée avec une imprimante matricielle à 9 aiguilles.
Source : *Grenzfall*, Nr. 7-10/89, RHG/PS 47/19, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin-Est, octobre 1989, p. 1.



friedrichsfelder feuermelder

juni 89

Nur zur innerkirchlichen Information

Berlin, 5.6.1989

OFFENER BRIEF

AN DIE REGIERUNG DER VR CHINA

Mit Wut, Trauer und Entsetzen vernahmen wir die Nachricht von dem Blutbad in den Straßen Pekings. Die Bilder erinnern uns an die Verbrechen der chilenischen Soldateska im September 1973

Fassungslos fragen wir, wie eine Regierung, die sich kommunistisch nennt, den Befehl zu diesem Massenmord geben konnte. Wenn Panzer über wehrlose Menschen rollen, Frauen, Kinder und Männer durch Maschinengewehrsalven abgeschlachtet werden und dies als "legale Maßnahme gegen Konterrevolutionäre" bezeichnet wird, ist das ungeheuerlich.

Voller Empörung verurteilen wir das Vorgehen der chinesischen Regierung, das wir als blutige Demonstration ihrer Macht gegen das eigene Volk werten müssen.

Unsere Solidarität gilt allen chinesischen Menschen, die seit Wochen beharrlich und gewaltfrei für ihre Forderungen eintreten.

Wir trauern mit ihnen um die Opfer, die das grausame Vorgehen von Teilen der chinesischen Volksbefreiungsarmee gefordert hat.

Wir teilen mit ihnen die Hoffnung, daß der Tod nicht eines einzigen Menschen sinnlos war.

Mitglieder des
Friedenskreises Friedrichsfelde
Berlin, DDR

INHALT

Protesterklärungen - China S. 1
Demo gegen Wahlfälschung S. 4
Stalins Krieg gegen die Rote Armee S. 7
Ingrid Strobl - § 129a S.11
Krise in der evangelischen Jugendarbeit S.15

1

Annexe n°10 : Couverture du numéro du 5 juin 1989 des *Friedrichsfelder Feuermelder*, écrit à l'ordinateur et reproduit à l'aide d'un duplicateur à alcool « Ormig ».
Source : Annexe n° XXX : *Friedrichsfelder Feuermelder*, RHG/PS 042/24, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 5 juin 1986, p. 1.



KOPIE

Robert-Havemann-Gesellschaft
Berlin

Depesche

1. Jg. Nr. 1 — Unabhängige Wochenzeitung — Red.schl. 31.10.89

NEUE UNTERSCHIEDE

Die Opposition streitet über die führende Rolle der SED

Bisher stand es außer Frage, daß der alleinige Machtanspruch der SED ein Anachronismus ist, allerdings war das zu einer Zeit da sich praktisch keine Möglichkeit ausmachen ließ zu der man diesen auch wirklich in Frage stellen konnte.
Nun melden sich in den Vertretern des "Neuen Forum", Kräfte zu Wort die den verbalen "Dialog"-Kurs der gegenwärtigen Staats- und Parteiführung unterstützen möchten. Da wird der Kontakt zur Parteiführung gesucht, indem Vertreter mit Politbüromitglied Schabowski sprechen und ihn, wenn auch ohne "öffentliches Mandat" ihrer Verfassungs- und Gesetzestreue versichern. So zumindest berichtet es die DDR-Presse von den Betroffenen Jens Reich und Sebastian Pflugbeil unwidersprochen.
Schon hier erhob sich, auch innerhalb des "Neuen Forum" vor allem aber bei anderen Oppositionsgruppierungen, deutliches Murren, denn die Verfassung schreibt die Herrschaft der SED fest und die Auslegbarkeit von DDR-Gesetzen kann nur die Forderung nach deren Änderung nach sich ziehen. Wer dies nun noch nicht geglaubt hatte, bekam es von einem anderen Gründungsmitglied des "Neuen Forum" gesagt. Rechtsanwalt Henrich meint, daß dessen Aktivitäten "nichts mit einer Infragestellung der führenden Rolle der SED zu tun" haben. Dies in einem Interwiew der LDPD-Zeitung "Der Morgen". In der von den Mitautoren "gemeinsamer Erklärungen" seltener gelesenen "Bild am Sonntag" sprach er sich auch gegen die in obwesagtem Papier verschiedenster Gruppenvertreter erhobenen Forderung nach UNO-Aufsicht über die nächsten Wahlen aus.
Bei dem letzten Treffen zur Vorbereitung eines gemeinsamen Auftretens der verschiedensten Gruppen bei der Demonstration am 4. November in Berlin erschien kein Vertreter des "Neuen Forum" mehr. Innerhalb dieser Plattform gibt es allerdings großen Unmut über solch braves Verhalten und es wird inzwischen an vielen Stellen eine Strukturierung des "Neuen Forum" und die Wahl von Sprechern gefordert. Insofern wird die Vertreterversammlung am 11. 11. sicherlich sehr interessant, denn es muß vermieden werden das breite, beim "Neuen Forum" gesammelte, Potential zu verprellen.
Im Gegensatz dazu steht die jüngst bekannt gewordene Unterschriftensammlung für ein Volksbegehren zu einer Volksabstimmung über den festgeschriebenen Machtanspruch der SED, der soweit wir beurteilen können in der Breite recht positiv aufgenommen worden ist. Ausgehend von "Demokratie jetzt" wurde sie von der IFM und der SDP unterstützt.
Auch die SDP äußerte sich in den vergangenen Wochen deutlich zum Machtmonopol der SED. Ohne Aufgabe dessen könne es wirkliche Veränderungen kaum geben und auch ein runder Tisch verschiedener gesellschaftlicher Kräfte müßte ergebnislos bleiben.
Deutlich machen SDP-Vertreter, daß sie einen runden Tisch anstreben um ein plötzliches Machtvakuum zu vermeiden, das kurzfristig von der Opposition gar nicht kompetent ausgefüllt werden konnte und

Annexe n°11 : Couverture du numéro du 31 octobre 1989 de *Depesche*, fabriquée à partir d'un stencil réalisé à l'ordinateur et à l'imprimante matricielle, puis reproduite à l'aide d'un duplicateur à stencil, probablement à partir d'une matrice imprimée sur du papier carbone.
Source : *Depesche*, RHG/TK 009/01, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, 30 octobre 1989, p. 1.

KOPIE
Robert-Havemann-Gesellschaft
Berlin

ND/17.4.89/S.1

HU YAOBANG VERSTORBEN

Peking(ADN).Hu Yaobang ,Mitglied des Politbueros und ehemaliger Generalsekretaer des ZK der Kommunistischen Partei Chinas,ist am Sonnabend im Alter von 73 Jahren gestorben,meldete Hsinhua.Er hatte am 8.April einen Herzinfarkt erlitten. ... Hu Yaobang war Teilnehmer am Langen Marsch der Roten Armee (1934-36).Er nahm aktiv am antijapanischen Kampf teil und hatte verantwortungsvolle Posten in der Chinesischen Armee inne.1952 wurde er zum 1.Sekretaer des ZK des Kommunistischen Jugendverbandes Chinas gewaehlt.von 1981 bis 1987 war er Generalsekretaer des ZK der KP Chinas

18./19./2o.4.89 - keine Meldungen

ND/22./23.4.89/S.5

NACHRICHTENAGENTUR CHINAS:HAUPTAUFGABE IST DIE WAHRUNG DER GESLLSCHAFTLICHEN STABILITAET

Peking(ADN)."Es gibt einige,die unter dem Vorwand der Tauer um Genossen Hu Yaobang mit hintergruendigen Absichten die Speerspitze gegen die Partei und die Regierung richten",stellte...Hsinhua in einem Kommentar fest,... . ... Ihre Aktionen haetten bereits den gesetzlich zulaessigen Rahmen ueberschritten.Es sei vollauf notwndig,diesen ungesetzlichen Handlungen durch entschlossene Massnahmen ein Ende zu bereiten. ... Die grosse Aufgabe der Gegenwart muesse es sein,dass alle patriotisch gesinnten Buerger Ruhe und Geschlossenheit bewahren,... ."Jetzt aber gibt es eine extreme Minderheit von Leuten,die vor oder hinter dem Vorhang zu Krawallen aufrufen."

ND/24.4.89/S.1

CHINA NAHM ABSCHIED VON HU YAOBANG

PROVOKATION IN DER NORDWESTCHINESISCHEN STADT XI AN

Peking(ADN). ...haben laut Hsinhua am Sonnabend Unruhestifter den Sitz der Provinzregierung angegriffen.

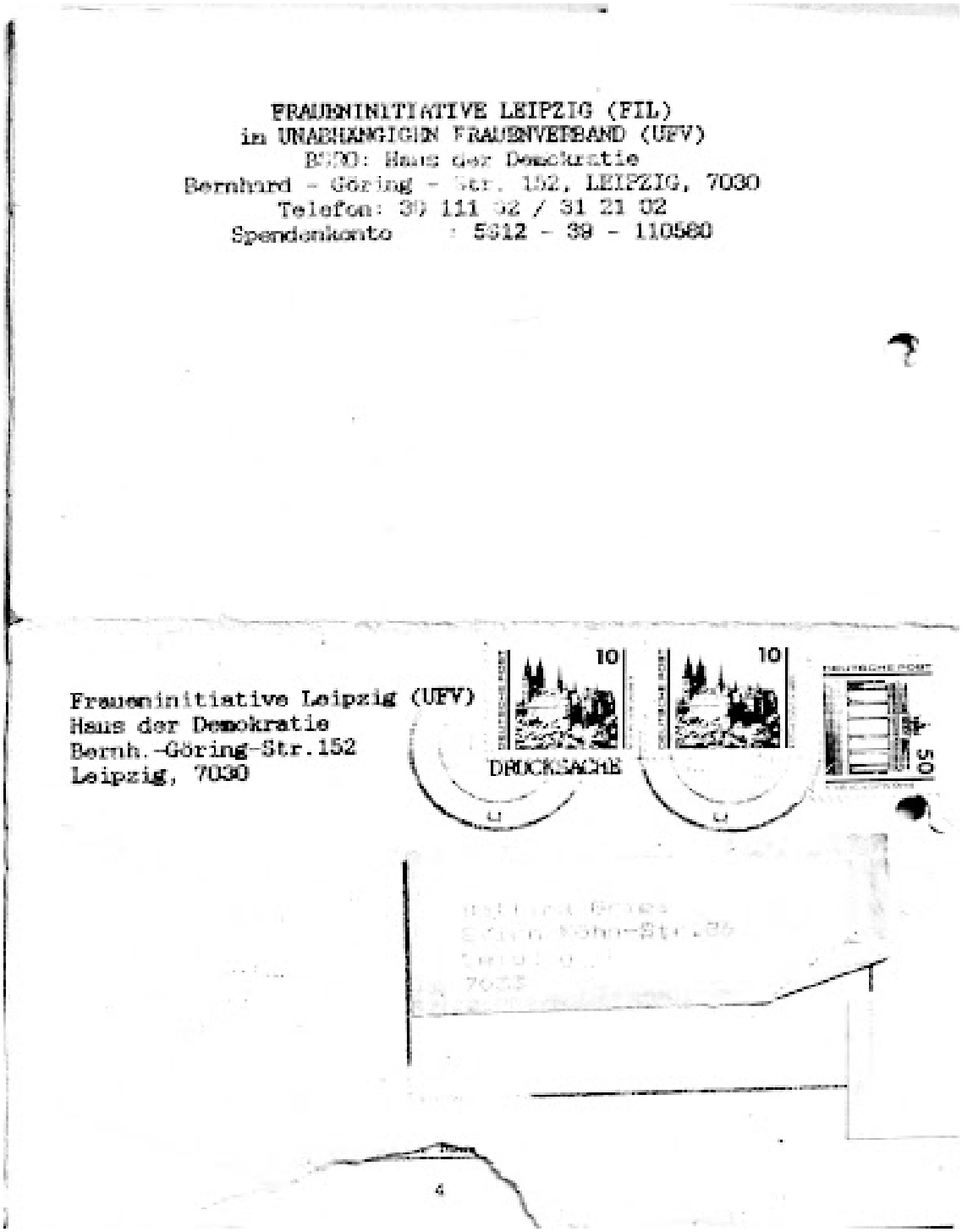
ND/25.4.89/S.5

RENMIN RIBAO:SOZIALISTISCHE DEMOKRATIE ERFORDERT WAHRUNG DER GESETZLICHKEIT

Peking(ADN).Die Verwirklichung der vier Modernisierungen (in Industrie,Landwirtschaft,Armee sowievon Wissenschaft und Technik) und der Aufschwung Chinas seien die Ziele des lebenslangen kampfes von Hu Yaobang gewesen,ihre Vollendung erfordere den fortgesetzten,angestrengten und harten Kampf mehrerer Generationen,... .Wenn die Gesellschaft in Aufruhr und Unordnung gerate,dann koenne das einer extremen Minderheit von Leuten,die nur darauf aus ist,die Gesellshaft ins Chaoszu stuerzen,Gelegenheit geben,grossen Schaden zu stiften.Deshalb muesse jeder Buerger mit hohem Verantwortungsbewusstsein das Gesamtinteresse im Auge haben,selbstbewusst die normale Ordnung in der Produktion,bei der Arbeit,im Lehrbetrieb und in der Gesellschaft schuetzen.

Annexe n°12 : Extrait d'une série de texte parus dans *Arche-Info* en juillet 1989. C'est la première page d'un dossier qui en comprend 19 et qui compile les articles parus dans *Neues Deutschland* (journal officiel de RDA) au sujet de la répression des manifestations de Tian'anmen. Les textes ne sont pas commentés pour démontrer les incohérences et les ellipses dans le traitement de cette actualité.

Source : *Arche-Info*, RHG/PS 10/09, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Berlin, jullet 1989, p. 4.



Annexe n°13 : Dernière page du numéro de mars 1990 des *Frauenblätter* qui, une fois repliée, fait office d'enveloppe afin que la revue soit expédiée par la poste.
Source : *Frauenblätter,* Nr. 5, RHG/ZE/3/253, Archives de la Robert-Havemann-Gesellschaft, Leipzig, 21 mars 1990, p. 8.